



C. I L

R XIX

1142

*and Joseph & James copy
Sept 1874 to June 1875 with grain*



C. I L

h XIX.
2142



C.

Je

1142

RECUEIL
DES
TRAITEZ DE PAIX,
DE TREVE, DE NEUTRALITE,
DE CONFEDERATION,
D'ALLIANCE, ET DE COMMERCE,
FAITS PAR
LES ROIS DE FRANCE.
AVEC TOUS LES PRINCES,
ET POTENTATS DE L'EUROPE,
ET AUTRES,
DEPUIS PRES DE TROIS SIECLES.
EN SIX TOMES.

*Assemblée, mis en ordre, & imprimé par FREDERIC LEONARD,
Premier Imprimeur du Roi, & de Monseigneur le Dauphin.*

TOME SECOND.

T 854



A PARIS,
M. DC. XCIII.
AVEC PRIVILEGE DU ROI.

T A B L E

DU CONTENU DANS LE SECOND
tome du Recüeil des Traitez, faits sous le Regne des
Rois Louis XII. François I. Henri II. François II.
Charles IX. Henri III. & Henri IV. pendant le
seizieme siecle.

SOUS LE REGNE DE LOUIS XII.

P ROTESTATION par les Ambassadeurs du Roi Louis XII. Duc de Milan, en la ville de Francfort, le 25. mai 1501. pour l'hommage de la duché de Milan, & autres terres apar- tenantes au Roi, tenues de l'Empire. Page 1	Milan. 1501. 25. mai.
Traité de paix, de confederation, & d'alliance, entre le Roi Louis XII. & Maximilien I. Roi des Romains. A Trente le 13. d'octo- bre 1501. 4	Autriche. 1501. 13. d'octobre.
Interpretation & declaration sur aucuns articles du Traité de Trente, par le Roi Louis XII. & Philippe, Prince d'Espagne. A Blois le 13. decembre 1501. 7	Autriche. 1501. 13. decembre.
Traité de paix entre le Roi Louis XII. & le Roi & la Reine d'Es- pagne, au sujet du royaume de Naples, fait par Philippe, Ar- chiduc d'Autriche. A Lion le 5. d'avril 1502. 9	Espagne 1502. 5. d'avril.
Addition audit traité. 13	
Protection demandée au Roi Louis XII. par la ville & le peuple de Bologne, du 20. de septembre 1502. 14	Bologne. 1502. 20. septembre.
Traité de confederation & d'alliance entre le Roi Louis XII. & Maximilien I. Roi des Romains, contre les Venitiens. A Blois le 22. de septembre 1504. 17	Autriche & Venise. 1504. 22. septemb.
Traité de paix entre le Roi Louis XII. d'une part; & Maximi- lien I. Roi des Romains, & Philippe, Roi de Castille, d'autre. A Blois le 22. de septembre 1504. 21	Autriche. 1504. 22. septembre.
Traité entre le Roi Louis XII. & Maximilien, Roi des Romains, pour le mariage de Charles, Duc de Luxembourg, depuis Em- pereur V. du nom, avec Madame Claude de France, fille dudit Roi Louis XII. A Blois le 22. de septembre 1504. 26	Autriche. Mariage. 1504. 22. septemb.

T A B L E.

Espagne. 1504. 31. de mars.	Traité de treve pour trois ans, entre le Roi Louis XII. & Ferdinand & Isabelle, Roi & Reine d'Espagne. En l'Abbaie de Notre-Dame de la Alcorada, le 31. de mars 1504. 29
Espagne. 1505. 10. septembre.	Pouvoir du Roi Ferdinand à ses Ambassadeurs, de faire la même ligue & union avec Monsieur François, Duc de Valois, futur successeur au royaume de France, qu'il avoit faite avec le Roi Louis XII. A Segovie le 10. de septembre 1505. 33
Espagne. 1505. 11. d'octobre.	Traité de paix, confédération & alliance entre le Roi Louis XII. Roi de France, & Ferdinand, Roi d'Espagne; & du mariage de Germaine de Foix, nièce du Roi, avec ledit Roi Ferdinand. A Blois le 12. d'octobre 1505. ratifié par le Roi d'Espagne à Segovie le 16. d'octobre 1505. 35
Milan. 1505. 6. d'avril.	Acte de foi & hommage pour le duché de Milan, rendu à Maximilien I. Empereur, par le Cardinal George d'Amboise, au nom du Roi Louis XII. A Haguenau le 6. d'avril 1505. 40
Milan. 1505. 7. d'avril.	Investiture du duché de Milan, & des comtez de Pavie & d'Angliere, donnée par l'Empereur Maximilien I. au Roi Louis XII. & à ses descendans mâles legitimes; & en defaut d'eux, à ses filles. A Haguenau le 7. avril 1505. 41
France. Mariage de François I. 1506. 22. de mai.	Contrat de mariage de François de Valois, Comte d'Angoulesme, depuis Roi François I. avec Madame Claude de France, fille du Roi Louis XII. Aux Montils-lès-Tours, le vint-deuxieme mai 1506. 43
L'Empereur 1508. 10. decembre.	Traité de paix & d'alliance entre Maximilien I. & Charles, Prince d'Espagne, son petit fils, d'une part; & le Roi Louis XII. & Charles d'Efmond, Duc de Gueldre, d'autre. A Cambrai le 10. decembre 1508. 48
Contre Venise. 1508. 10. decembre	Traité d'alliance contre les Venitiens, entre le Pape Jules II. Maximilien I. Roi des Romains; Louis XII. Roi de France; & Ferdinand, Roi d'Aragon. A Cambrai le dixieme decembre 1508. 58.
Pape. 1508.	Bulle du Pape Jules II. par laquelle il entre en la ligue faite à Cambrai l'an 1508. contre les Venitiens, entre l'Empereur Maximilien I. Louis XII. Roi de France; & Ferdinand Roi d'Aragon; & confirme ledit traité. 63
Savoie. 1509. 10. de mai.	Lettre de Charles, Duc de Savoie, à l'Empereur, & au Roi de France, pour être compris au traité de Cambrai, contre les Venitiens. A Turin le 10. de mai 1509. 64

TABLE.

<i>Declaration du Roi Louis XII. par laquelle il comprend Charles, Duc de Savoie, dans la ligue faite à Cambrai, le 10. decembre 1508.</i>	Savoie. 1509. 19. de mai.
<i>Fait au Camp près de Pontolio, le 19. de mai 1509.</i>	66
<i>Investiture du duché de Milan, en execution du traité de Cambrai de 1508. donnée par Maximilien I. Empereur, au Roi Louis XII. & a ses descendans mâles; & iceux defaillans, aux filles. A Trente le 14. juin 1509.</i>	Milan. 1509. 14. de juin.
<i>Sommations & declarations de guerre faites par Montjoie, Roi d'armes de France, de la part du Roi Louis XII. à la Seigneurie de Venise, & à la ville de Cremona. 1509.</i>	Venise, Cremona. 1509.
<i>Réponse faite audit Montjoie, par le Duc de Venise, en presence du Conseil des Dix, & de Jean Jaques, Trompette, sur les trois points de la declaration.</i>	Venise. 1510.
<i>Lettre d'Alfonse I. Duc de Ferrare, au Roi Louis XII. touchant le différend entre le Pape Jules. II. & ledit Duc. A Ferrare le 5. d'octobre 1510.</i>	Ferrare. 1510. 5. d'octobre.
<i>Traité entre le Roi Louis XII. & Maximilien I. Empereur, pour la ratification & prorogation du traité de Cambrai de 1508. A Blois le 17. novembre 1510.</i>	L'Empereur & le Roi Louis XII. 1510. 17. novembre.
<i>Sentence provisionnelle donnée à Saint-Jean du Luz, l'an 1510. le 10. avril, touchant l'usage de la riviere d'Andaie.</i>	Navarre. 1510. 10. d'avril.
<i>Traité d'alliance & de confédération entre le Roi Louis XII. & Jean & Catherine, Roi & Reine de Navarre, A Blois le 17. de juillet 1512. Ratifié par ledit Roi de Navarre, audit Blois le 7. de septembre 1512. suivant; & par la Reine à Orthes, le 8. d'août 1513.</i>	Navarre. 1512. 17. de juillet.
<i>Traité & articles de mariage de Charles, Prince de Castille, avec Madame Renée de France, deuxieme fille du Roi Louis XII. où incidemment il est parlé d'alliance & ligue offensive & defensiva entre lesdits Roi & Prince. A Blois le 1. decembre 1513.</i>	Castille. Mariage. 1513. 1. decembre.
<i>Ratification du Roi Louis XII. de la treve faite par François, Comte d'Angoulesme, au nom du Roi, & de Jacques, Roi d'Ecosse, dont il se faisoit fort; & de Pedro Quintana, pour Ferdinand, Roi d'Aragon, tant en son nom, qu'en celui d'Henri, Roi d'Angleterre; Maximilien, Empereur, Jeanne, Reine de Castille; & Charles, Archiduc d'Autriche, Prince d'Espagne, dont il se faisoit aussi fort. A Orleans le 13. de mars 1513.</i>	Autriche, Castille, Aragon, Angleterre, & Ecosse. 1513. 13. demars.
<i>Traité de paix & confederation entre le Roi Louis XII. & la Seigneurie de Venise. A Blois le 23. mars 1513. ratifié à Venise le</i>	Venise. 1513. 23. de mars.

T A B L E.

	<i>le vingt-unieme d'avril suivans.</i>	97
Angleterre.	<i>Traité de paix entre le Roi Louis XII. & Henri VIII. Roi d'Angleterre. A Londres le 7. d'aoust 1514.</i>	100
1514. 7. d'aoust.		
Angleterre. 1514.	<i>Contrat de mariage entre le Roi Louis XII. & Marie d'Angleterre, passé pardevant deux notaires de Paris, le quatorzieme de septembre 1514.</i>	110
14. septembre.		
Autriche. 1514.	<i>Declaration de l'Empereur Maximilien, par laquelle il consent, que Charles, Prince de Castille, soit compris dans le traité fait à Londres le 7. d'aoust 1514 entre les Rois de France & d'Angleterre. A Inspruk le 1. d'octobre 1514.</i>	113
1. d'octobre.		
Navarre. 1514.	<i>Traité d'alliance & de confederation entre le Roi Louis XII. & Jean & Catherine, Roi & Reine de Navarre. A Paris le 20. de mars 1514. ratifié par la Reine, le 26. de mai 1515.</i>	114
20. de mars.		

SOUS LE REGNE DE FRANÇOIS I.

Espagne. 1514.	T <i>raité de mariage de Charles d'Autriche, depuis Roi d'Espagne, & Empereur, avec Madame Renée de France, fille du Roi Louis XII. A Paris le 24. de mars 1514.</i>	117
24. de mars.		
Navarre. 1514.	<i>Acte fait entre les Ambassadeurs du Roi François I. & de Charles, Prince d'Espagne, touchant le recouvrement du royaume de Navarre, en consequence du traité fait à Paris, au mois de mars 1514.</i>	128
31. de mars.		
Angleterre.	<i>Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, le 5. d'avril 1515.</i>	129
1515. 5. d'avril.		
Milan. 1515.	<i>Donation faite par la Reine Claude du duché de Milan au Roi François I. son époux, du 28. de juin 1515.</i>	132
28. de juin.		
Regence de France.	<i>Letres de Regence données par le Roi François I. à Louïse de Savoie Duchesse d'Angoulême & d'Anjou, mere, A Lion le 15. de juillet 1515.</i>	133.
1515. 15. de juillet.		
Le Pape, Florence, & Urbin.	<i>Ligue, confederation, & amitié perpetuelle entre le Roi François I. le Pape Leon X. la Republique de Florence, le Duc d'Urbin, & toute la Maison de Medicis, A Viterbe le 13. d'octobre 1515.</i>	137.
1515. 13. d'octobre.		
Espagne. 1516.	<i>Traité de paix entre le Roi François I. & Charles Roi de Castille; & de mariage entre Madame Louïse de France, fille du Roi François, & ledit Charles, Roi de Castille. A Noyon le</i>	
13. d'aoust.		

TABLE.

<i>treizieme d'aoust 1516.</i>	138	
<i>Bulle du Pape Leon X. donnant l'absolution à François I. & à la Reine sa femme, de ce que le traité de mariage promis par eux, de Madame Renée avec le Roi d'Espagne, n'a point été executé. A Rome le 3. de septembre 1516.</i>	149	Le Pape. 1516. 3. septembre.
<i>Traité entre l'Empereur Maximilien I. & Charles, Roi d'Espagne, d'une part; & le Roi François I. d'autre. A Cambray le 11. mars 1516.</i>	150	Autriche. 1516. 11. de mars.
<i>Ligue entre le Roi François I. & les Venisiens, en consequence du traité de Blois du 23. mars 1512. faite le 8. d'octobre 1517.</i>	154	Venise. 1517. 8. d'octobre.
<i>Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, qui rend à la France, Tournai, Mortagne, & Saint-Amand; & pour le mariage de François, Dauphin, avec Marie, fille dudit Roi. A Londres le 4. d'octobre 1518.</i>	156	Angleterre. 1518. 4. d'octobre.
<i>Letres de Christien II. Roi de Danemarck, par lesquelles il renouvelle avec le Roi François I. le traité de confederation fait entre le Roi Louis XII. & Jean Roi de Danemarck, son pere, soit pour la liberté du commerce entre leurs sujets, ou pour s'entr'aider contre leurs ennemis. A Copenhague le 20. de novembre 1518.</i>	163	Danemarck. 1518. 20. novembre.
<i>Traité d'une sainte ligue contre le Turc entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, par l'entremise du Pape Leon X. le 2. d'octobre 1518. ratifié & approuvé par l'Empereur Charles V. qui y entra en vertu d'une clause inserée audit traité. A Saragoſſe le 14. de janvier 1519.</i>	169	Le Pape, l'Empereur, la France & l'Angleterre contre le Turc. 1518. d'octobre.
<i>Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, pour le paiement de cent mille francs par an audit Roi d'Angleterre, & pour l'entretien de la paix entre les Roiaumes d'Angleterre & d'Ecosse. A Guines le 6. de juin 1520.</i>	179	Angleterre. 1520. 6. de juin.
<i>Traité entre le Roi François I. & Charles V. Empereur, pour la liberté de la pêche du harang. A Calais le 2. d'octobre 1521</i>	182	Espagne. 1521. 2. d'octobre.
<i>Traité entre le Roi François I. & l'Archiduchesse Marguerite, à la priere & en consideration des Cartons Suisses, pour la neutralité entre les duché & comté de Bourgogne. A Saint-Jean de Laône, le</i>	152	Bourgogne. 1522.
<i>Traité d'alliance entre le Roi François I. & Henri. Roi de Navarre. A Lion le 27. de septembre 1523. ratifié par le Roi de</i>	186	Navarre. 1523. 27. septembre.

TABLE.

<p>Espagne. 1525. 14. de juillet.</p>	<p>Navarre, en son chateau d'Orthes, le 16. d'octobre 1525. 189</p> <p>Traité de treve pour six mois entre la Duchesse d'Angoulême, mere du Roi François I. Regente en France, & l'Archiduchesse Marguerite, Gouvernante des Pais-bas, pour l'abstinence de la guerre, & la seureté de la pêche du harang, A Breda le 14. juillet 1525. 193</p>
<p>Espagne. 1525. 11. d'aoust.</p>	<p>Traité de treve pour trois mois entre l'Empereur Charles V. le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, pendant lequel tems il étoit permis à la Duchesse d'Alençon, d'aller en Espagne negocier la delivrance du Roi François I. A Tolède le 11. d'aoust 1525. 196</p>
<p>Avec l'Angleterre contre l'Espagne. 1525. 30. d'aoust.</p>	<p>Traité de paix, amitié, & confederation entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, pour la delivrance dudit Roi François I. & pour la liberté du commerce entre leurs sujets, fait par Madame Louise de Savoie, Duchesse d'Angoulême, mere du Roi François I. & Regente en France, A Moore le 30. d'aoust 1525. 198</p>
<p>Espagne. 1526. 14. de janvier.</p>	<p>Protestation du Roi François I. faite à Madrid avant la signature du traité de paix, le 14. janvier 1525. Isle de France, l'année commençant à Pâques, & Isle d'Espagne 1526, l'année commençant au mois de janvier. 210</p>
<p>Traité de Madrid. 1526. 14. de janvier.</p>	<p>Traité de paix entre l'Empereur Charles V. & le Roi François I. dans lequel il est aussi traité du mariage du Roi avec Madame Eleonor, Reine Douairiere de Portugal, sœur de l'Empereur. A Madrid le 14. de janvier 1525. Isle de France, & Isle d'Espagne 1526. 220</p>
<p>Le Pape. 1525. 4. de mars.</p>	<p>Bref du Pape Clement VII. à Louise de Savoie, mere de François I. sur la prije de son fils à la bataille de Pavie. A Rome le 4. de mars 1525. 245</p>
<p>Le Pape, Venise, Milan, & Florence. 1526. 22. de mai.</p>	<p>Traité de confederation, appellé la Sainte Ligue, entre le Pape Clement VII. le Roi François I. la Seigneurie de Venise, le Duc de Milan, & la Republique de Florence, contre l'Empereur Charles V. A Cognac le 22. de mai 1526. 246</p>
<p>Angleterre. 1526. 8. d'aoust.</p>	<p>Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, par lequel ils conviennent de n'assister point l'Empereur l'un contre l'autre, & que le Roi d'Angleterre tiendra la main à ce que les fils du Roi François, otages en Espagne, soient mis en liberté. A Hamptoncourt, le 8. d'aoust 1526. 256</p>
	<p><u>Declaration</u></p>

TABLE.

<i>Declaration des deputez d'Henri VIII. Roi d'Angleterre, que si l'Empereur met en liberté les fils du Roi François I. & satisfait au Roi d'Angleterre de ce qu'il lui doit, les deux Rois ne feront plus la guerre audit Empereur. A VVestmunster le 30. avril 1527.</i>	259	Angleterre. 1527. 30. avril.
<i>Traite entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, portant que les deux Rois enverront leurs Ambassadeurs à l'Empereur, pour l'exhorter à la paix; qu'il satisfera à ce qu'il doit au Roi d'Angleterre; qu'il delivrera les fils du Roi; & que Marie fille du Roi d'Angleterre sera mariee avec le Roi François I. ou avec Henri, Duc d'Orleans, second fils du Roi. A VVestmunster le 30. d'avril 1527.</i>	261	Angleterre. 1527. 30. avril.
<i>Traite entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, pour l'entretien d'une armée de trente mille hommes de pied en Italie, & de mille hommes d'armes, pour obliger l'Empereur à donner la paix à la Chretienté. A VVestmunster le 29. mai 1527.</i>	273	Angleterre. 1527. 29. mai.
<i>Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, portant que les deux Rois n'aprouveront le Concile unier el, qui sera convoqué par le Pape, tant qu'il sera prisonnier de l'Empereur; que durant ce tems, l'on n'aura nul égard aux mandemens & brefs du Pape; & que ce qui sera ordonné pour le spirituel des deux roiaumes sera executé reciproquement par les deux Rois. A Amiens le 18. aoust 1527</i>	277	Angleterre. 1527. 18. aoust.
<i>Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, portant que les deux Rois recevront leurs pensions sur le duché de Milan, si le Duc François Sforce y est rétabli; que le Roi d'Angleterre consentira au mariage de la Reine Elonor avec le Roi François I. qu'il sera protecteur de la paix entre l'Empereur & le Roi; & que les marchands Anglois jouiront des memes privileges, dont ils jouissent aux Pais bas, & autant de tems que la guerre durera entre l'Empereur & lesdits Rois. A Amiens le 18. aoust 1527</i>	282	Angleterre. 1527. 18. aoust.
<i>Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, par lequel il est dit, qu'il y aura paix perpetuelle entre les deux Rois; que l'un n'assistera point les ennemis de l'autre; que le Roi de France ne sera point troublé en la possession des seigneuries qu'il tient; ni le Roi d'Angleterre inquieté dans ce qu'il possède par delà la mer; & que le Roi François I. lui paiera tous les ans cinquante mille écus. Fait à Londres le dix-huitieme</i>		Angleterre. 1527. 18. septemb.

T A B L E

Offres à l'Empereur. 1527. septembre.	septembre 1527. Offres faites par les Ambassadeurs du Roi François I. à l'Empereur, & les réponses dudit seigneur Empereur. A Palencia le 10. 15. 20. & 21. de septembre 1527.	286 297
Propositions de l'Angleterre. Declaration de guer- re à l'Empereur. 1527. 11. novembre & 22. janvier sui- vant.	Autres offres faites à l'Empereur par lesdits Ambassadeurs de Fran- ce. 298. 299. 300. & suivantes. Propositions faites par les Ambassadeurs d'Angleterre. Instruction donnée à l'Evêque de Tarbes, Ambassadeur du Roi Fran- çois I. vers l'Empereur, sur le desl & intimation de guerre. A Paris le 11. novembre 1527.	308 314
L'Empereur & l'An- glet. 1528. 15. juin.	Procès verbal de l'intimation de guerre faite à l'Empereur, par Guienne, Heraut d'armes du Roi François I. le 22. janvier avant Pâques 1527. Réponse faite audit Cleranceaux, Roi d'armes d'Angleterre.	316 329.
Article interprété. 1528. 30. juillet.	Traité de treve pour huit mois entre l'Empereur Charles V. François I. Roi de France, & Henri VIII. Roi d'Angleterre, & Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pais-bas, pour tous les pais de deçà les monts & delà la mer. A Hamptoncourt le 15. juin 1528. Interpretation d'un article de la treve d'Hamptoncourt, portant que la Duchesse de Vendôme, le Prince d'Orange, & Marguerite Duchesse de Savoie ne seront point tenus à la restitution des biens saisis sur les particuliers. A Malines le 30. juillet 1528.	337 342.
Angleterre. 1528. 13. de juin.	Emprunt fait au Roi d'Angleterre, pour la delivrance de Messieurs les enfans de France otagez en Espagne pour la rançon du Roi François I.	344
Paix de Cambrai. 1529. 5. d'aoust.	Traité de paix entre le Roi François I. & l'Empereur Charles V. A Cambrai le 3. d'aoust 1529.	346
Protestations contre les Traitez de Ma- drid & de Cam- brai. 1529.	Protestation du Roi François I. touchant les duché de Milan, comté d'Asi, & seigneurie de Gennes, contre le traite de Madrid de 1525. & de Cambrai de 1529. Protestation du Procureur General du Roi, à la publication & verifi- cation des lettres de ratification faites par le Roi, des traite de Madrid de 1525. & de Cambrai 1529. du seizieme novembre 1529.	367. 369.
Le Pape. 1529. 29. novembre.	Bulle d'absolution accordée à François I. pour avoir contrevenu par le Traité de Cambrai au serment de ne point aliéner son	

TABLE.

domaine. A Bologne le vint - neuvieme novembre 1529. 371.	
Bulle de Clement VII, confirmans le traité de Cambrai de 1529. & enjoignant expressement à Charle- quint & à François I. de l'observer. A Bologne le 16. de mars 1529. 372	Le Pape. 1529. 16. de mars.
Articles accordez entre Anne de Montmorency, Maréchal de France, commisfaire du Roi François I. & le Connétable de Castille, com- missaire de l'Empereur Charles V. pour la delivrance des enfans de France, conformément au traité de Cambrai du 5. aoust 1529. Du 16. mai 1530. 375	Execution du traité de Cambrai. 16. de mars.
Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre. A Hamptoncourt le 18. d'octobre 1530. 381	Angleterre. 1530. 18. d'octobre.
Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, par lequel ils confirment les precedens traites. de paix & de confede- ration faits entre eux. A Londres le 23. juin 1532. 383	Angleterre. 1532. 23. de juin.
Traité de confederation entre le Roi François I. & Henri VIII, Roi d'Angleterre, pour s'opposer au progres du Turc. A Calais le 28. d'o- ctobre 1532. 388	Angleterre. 1532. 28. d'octobre.
Declaration de ce que chacun des deux Rois paiera pour l'entretien de quatre-vingt mille hommes de guerre. A Calais le 28. octobre 1532. 390.	Angleterre. 1532. 28. d'octobre.
Contrat de mariage d'Henri de France, Duc d'Orleans, depuis Roi de France. avec Caterine de Medicis, Princesse de Florence. A Marseille le 27. d'octobre 1533. 391	Florence. Mariage. 1533. 27. d'octobre.
Declaration d'Antoine, Duc de Lorraine, au Roi François I. qui lui avoit octroyé des lettres de neutralité, pour ses pais & seigneuries, durant la guerre contre l'Empereur Charles V. qu'il n'entend, au moins desdites lettres, aucunement prejudicier aux droits du Roi, es seigneuries qu'il tient de S. M. en ressort de souveraine- té. A Lunneville le 7. juillet 1536. 396	Lorraine, 1536. 7. juillet.
Contrat de mariage de Jacques V. Roi d'Ecosse, avec Madame Made- leine de France. A Blois le 26. novembre 1536. 397	Ecosse. Mariage. 1536. 26. novemb.
Treuve de dix mois entre l'Empereur Charles V. & le Roi François I. pour la Picardie, & pour les Pais - bas dudit Empe- reur. Fait à Bomi au comté de Saint. Pol, le trentieme juillet 1537. 399.	Treuve de Bomi. 1537. 30. juillet.
Autre Treuve de trois mois entre l'Empereur Charles V. & le Roi François I. pour le Piémont, la Lombardie, la Savoie, & ij	Autre treuve entre l'Em- pereur & la France.

TABLE.

1537. 16. novemb.	le Daupiné, la Provence, Gennes, & Nice. Fait à Monçon en Aragon, le 16. novembre 1537.	401
Autriche. 1537.	Propositions & réponses entre l'Empereur & le Roi, sur le fait de la paix. A Locate le 15. decembre & 10. janvier 1537.	403 & 404
10. janvier.	Traité de treve jusqu'au 1. juin 1538. entre l'Empereur Charles V. & François I. pour tous leurs royaumes & pais. Fait aux Cabannes de Fiton entre Narbonne & Perpignan, le 11. janvier 1537.	405
Autre treve.	Traité de treve pour dix ans, entre le Roi François I. & l'Empereur Charles V. pour tous leurs royaumes, pais & seigneuries. A Nice le 18 juin 1538.	407
1537. 11. janvier.	Article touchant la Gueldre.	410
Treve de Nice.	Article touchant la Mirandole.	411
1538. 18. juin.	Addition d'aucuns articles aux traites de Nice & de Bomy. A la Fere le 13. octobre 1538.	412
Articles ajoûtez.	Ratification du traité de Nice, par Charles, Duc de Savoie. A Nice le 21. novembre 1538.	415
1538. 23. octobre.	Traité entre l'Empereur Charles V. & le Roi François I. par lequel ils conviennent de ne faire aucune nouvelle alliance, ni accord avec le Roi d'Angleterre, que d'un commun & mutuel consentement. A Tolède le 10. janvier 1538.	415
Espagne, Savoie.	Declaration de l'Empereur Charles V. que le traité de treve fait à Nice sera tenu & observé pour une ferme, & assurée paix; & que lui & le Roi François I. demeureront vrais amis, leur vie durant, encore que leurs différends ne soient vuidéz. A Tolède le 1. fev. 1538.	417
1538. 21. novembre.	Traité de Confederation du Roi François I. avec Christien II. Roi de Danemarck. A Fontainebleau le 29. novembre 1541	419
Traité de Tolède.	Ligue défensive faite contre l'Empereur Charles V. entre le Roi François I. & Gustave I. Roi de Suede. A Ragny le dixieme juillet 1542.	422
1538. 10. janvier.	Article séparé, par lequel le Roi François I. accorde à Gustave I. Roi de Suede la permission de s'irer de France telle quantité de sel qu'il voudra.	429
Tolède 1538.	Traité de paix & d'alliance entre l'Empereur Charles V. & le Roi François I. à Crespy le 18. sept. 1544. enregistré par commandemens exprés de Sa Majesté au Parlement, & à la Chambre des Comptes.	430.
1. fevrier.	Aкте de protestation de Monseigneur le Daupin, sur la ratification du traité de Crespy de l'an 1544. A Fontainebleau le 2. dec. 1544.	449
Danemarck. 1541.		
29. novembre.		
France & Suede.		
1542. 10. juillet.		
Suede. 1542.		
10. juillet.		
Espagne. Traité de Crespy. 1544.		
18. septembre.		
Acte cõtre le traité de Crespy. 1544.		
2. dec.		

T A B L E.

<i>Affe des conventions accordées entre les députez du Roi, & ceux de l'Empereur en la ville de Cambrai, en execution du traite de Cressy, concernant les limites d'entre la France, & le comté de Bourgogne & les Pais-bas, du 16. de janvier 1544.</i>	Pais-bas, & Comté de Bourgogne. 1544. 16. janvier.
<i>Protestation faite par les gens du Roi du Parlement de Toulouze à la publication du traité de Cressy de 1544. A Toulouze le 22. janvier. 1544.</i>	Contre le traité de Cressy. 1:44. 22 janvier.
<i>Declaration que l'Empereur a determinée touchant l'alternative capitulée au dernier traité de paix de Cressy de 1544. du traité de mariage d'entre Monsieur le Duc d'Orleans, & la Princesse Infante d'Espagne, fille-aînée de l'Empereur, en disposant en faveur d'icelui des Pais-bas, & de Bourgogne; où dudit seigneur Duc d'Orleans, avec la seconde fille du Roi des Romains, avec l'Etat de Milan, comme il est contenu audit traité.</i>	Espagne. Mariage; 1544.
<i>Traité de paix entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre. Au Camp entre Ardres & Guines, le 7. de juin 1546.</i>	Angleterre. 1546. 7. juin.
<i>Traité entre le Roi François I. & Edouard VI. Roi d'Angleterre. pour les limites du comté de Boulogne. A Londres le</i>	Angleterre. 1547.

SOUS LE REGNE D'HENRI II.

<i>Contrat de mariage d'Antoine de Bourbon, Duc de Vendomois, avec Madame Jeanne d'Albret, Princesse de Navarre. A Moulins le 20. d'octobre 1548.</i>	Navarre. 1548. 20. octobre.
<i>Traité entre le Roi Henri II. & Edouard VI. Roi d'Angleterre, pour la restitution de Boulogne à la France, fait entre Boulogne & la riviere de Lienne, le 24. de mars 1549.</i>	Angleterre. 1549. 34. mars.
<i>Traité de confederation entre le Roi Henri II. & Edouard VI. Roi d'Angleterre, pour le mariage dudit Roi, avec Madame Elisabeth de France. A Angers le 19. juillet 1551.</i>	Angleterre. Mariage. 1551. 19. juillet.
<i>Traité de confederation & alliance entre le Roi Henri II. d'une part; & Maurice, Eleveur de Saxe, & autres Princes & Etats ses allies, d'autre, contre l'Empereur Charles V. pour la conservation des franchises & libertez des Eleveurs, Princes & Etats de l'Empire. Fait l'an 1551. les 5. d'octobre. & ratifié par le Roi à Chambor le 15. janvier 1551.</i>	Avec les Princes & Etats d'Allemagne allies contre l'Empereur 1551. 5. octobre.
<i>Le serment presté par ceux de la ville de Metz au Roi Henri II. de seigneur de la Liberté Germanique.</i>	L'Empire, Metz.

TABLE

Espagne. 1555.	<i>Memoire des différends entre l'Empereur Charles V. & le Roi Henri II. touchant plusieurs royaumes & seigneuries, & l'injustice des traitéz de Madrid, Cambrai & Cressy és années 1526, 1529, 1544. mis par écrit l'an 1555. par le Chancelier Olivier, pour la Conférence de Marprès Ardrès.</i> 491
Treue de Vaucelles. 1555. 5. fevrier.	<i>Traité de treue pour cinq ans entre le Roi Henri II. d'une part; Charles V. Empereur; & Filipe. Roi d'Angleterre, & depuis Roi d'Espagne, son fils, d'autre. Fait en l'Abbaie de Vaucelles, le 5. de fevrier 1555.</i> 502
Vaucelles. 1555. 9. mars, 19. avril, 3. mai & 19. decembre.	<i>Addition de quelques articles au traité de Vaucelles, touchant le Duc de Savoie, le trafic des François aux Indes, la delivrance des prisonniers de guerre, & les allies des Rois de France & d'Espagne, outre ceux qui sont nommez audit traité.</i> 506
Vaucelles. 1555. 19. d'avril.	<i>Aкте par lequel le Roi Filippe II. declare & nomme ceux qu'il entend & veut être compris au traité de Vaucelles, Fait à Bruxelles le 19. d'avril 1555.</i> 509
Vaucelles. 1555. 3. de mai.	<i>Aкте par lequel le Roi Henri II. nomme aussi ceux qu'il veut & entend être compris au traité de Vaucelles. Fait à Chamber le 3. de mai 1555.</i> 510
Ecosse. 1557. 4. d'avril.	<i>Aкте secretes par lequel Marie, Reine d'Ecosse, annexe & unit son royaume à la Couronne de France, au cas qu'elle vienne à deceder sans enfans. Fait A Fontainebleau, le 4. d'avril avant Pâques 1557.</i> 510
Ecosse. Mariage. 1558. 19. d'avril.	<i>Contrat de mariage de François, fils du Roi Henri II. depuis II. du nom Roi de France, avec Marie, Reine d'Ecosse, du 19. avril après Pâques 1558.</i> 511
Navarre. 1558. 9. de novembre.	<i>Remontrances faites en l'Abbaie de Cercamp le 9. de novembre 1558. par Jean-Jaques de Mesmes, Sieur de Roissy, en presence des deputez du Roi d'Espagne, touchant l'injuste occupation du royaume de Navarre, par Ferdinand. Roi d'Aragon.</i> 515
Espagne. 1558. 1. decembre.	<i>Suspension d'armes conclüe entre la France & l'Espagne, par les Ambassadeurs assemblez en l'Abbaie de Cercamp, le 1. dec. 1558.</i> 524
Espagne. 1558. 6. fevrier.	<i>Prolongation de la suspension d'armes faite en l'Abbaie de Cercamp le 1. decembre 1558 par les Ambassadeurs des deux Couronnes. A Câteau-Cambresis, le 6. fevrier 1558. avant Pâques.</i> 526
Angleterre. 1559. 2. d'avril.	<i>Traité de paix entre le Roi Henri II. & Elisabeth, Reine d'Angleterre, au sujet de Calais, &c. A Câteau-Cambresis le 2. d'avril 1559.</i> 527.

T A B L E.

<i>Traité de paix entre le Roi Henri II. & Philippe II. Roi d'Espagne. A Câteau-Cambresis le 3. d'avril 1559. après Pâques</i>	535	Espagne. Paix de 1559. 3. d'avril.
<i>Traité particulier ensuite du traité general, entre le Roi Henri II. & Philippe II. Roi d'Espagne. A Câteau-Cambresis le 3. d'avril 1559.</i>	535.	Espagne. 1559. 3. d'avril.
<i>Contrat de mariage de Philippe II. Roi d'Espagne, avec Madame Elisabeth de France, fille aînée du Roi Henri II. A Paris le 20. juin 1559.</i>	557	Espagne. Mariage: 1559. 20. juin.
<i>Contrat de mariage d'Emanuel, Duc de Savoie, avec Madame Marguerite de France, sœur unique du Roi Henri II. A Paris en l'Hôtel des Tournelles, le 27. de juin 1559.</i>	560	Savoie. Mariage: 1559. 27. juin.

SOUS LE REGNE DE FRANÇOIS II.

L <i>Etres patentes du Roi François II. où sont contenus les privilèges accordés aux sujets de Gustave I. Roi de Suede, trafiquans en France. A Amboise le 26. mars de 1559</i>	564	Suede. 1559. 26. de mars.
<i>Traité de paix entre François II. & Marie, Roi & Reine de France, & d'Ecosse, d'une part; & Elisabeth, Reine d'Angleterre, d'autre. Fait à Edimbourg le 6. juillet 1560.</i>	567	France, Angleterre; & Ecosse. 1560. 6. juillet.

SOUS LE REGNE DE CHARLES IX.

T <i>raité entre Elisabeth, Reine d'Angleterre, le Prince de Condé, & la Ligue de France. A Hamptoncourt le 20. sept. 1562.</i>	571	Angler. Ligue Hugue- note. 1562. 20. sept.
<i>Traité de paix, de confederation, & d'alliance, entre le Roi Charles XI. & Elisabeth Reine d'Angleterre. A Troies le 11. avril 1564.</i>	574	Angleterre. 1564. 11. avril.
<i>Contrat de mariage du Roi Charles IX. avec la Princeſſe Elisabeth d'Autriche, fille de l'Empereur Maximilien II. Passé à Madrid, le 14. de janvier 1570.</i>	578	Autriche. Mariage: 1570. 14. janvier.
<i>Traité de confederation & d'alliance entre le Roi Charles IX. & Elisabeth, Reine d'Angleterre. A Blois le 29. d'avril 1572.</i>	583	Angleterre. 1572. 29. avril.
<i>Contrat de mariage de Madame Marguerite de France, fille du Roi Henri II. avec Henri Roi de Navarre, depuis Roi de France IV. du nom. A Paris le 17. d'août 1572.</i>	594	Navarre. Mariage. 1572. 17. d'août.
<i>Harangue de Jean de Monstuc, Evêque de Valence, faite en 1573. au Polo, pour inviter la Noblesse Polonoise à élire le Duc d'Anjou Roi de Pologne.</i>	599	Pologne. 1573.

T A B L E.

Idem.	<i>Articles & conditions acceptées par les Ambassadeurs du Roi Charles IX. & d'Henri, Duc d'Anjou, avant que le Rolo procédât à l'élection dudit Duc.</i>	604
Idem. 10. septembre.	<i>Confirmation & ratification faite par Henri, élu Roi de Pologne, des articles accordés entre les Ambassadeurs du Roi Charles IX. & les Etats de Pologne avant son élection. A Paris dans l'Eglise de Notre Dame, le 10. de septembre 1573.</i>	605
Idem.	<i>Serment fait par le Roi Charles IX. d'observer les articles accordés entre ses Ambassadeurs, & les Etats de Pologne A Paris dans l'Eglise de Notre Dame, le 10 de septembre 1573.</i>	608
Idem.	<i>Acte des Ambassadeurs envoyé par les Etats de Pologne en France, pour recevoir le sermens d'Henri, élu Roi de Pologne, & celui du Roi Charles IX. son frere, 1573.</i>	608

S O U S L E R E G N E D E H E N R I I I I.

Savoie. 1574. 14. decembre.	T <i>raité entre Henri III, Roi de France & de Pologne, & Emanuel-Philbert, Duc de Savoie, pour la restitution des villes de Pignerol, Savillian, & autres places audit Duc de Savoie A Turin le 14. decembre 1574.</i>	611
Lorraine. Mariage. 1575. 14. fevrier	<i>Contrat de mariage du meme Roi Henri avec la Princesse Louise de Lorraine. A Reims le 14. fevrier 1575</i>	618
Angleterre. 1575. 29. d'avril	<i>Declaration envoyée par le Roi Henri III. en Angleterre en 1575. par le Sieur de la Châtre, pour l'explication & le renouvellement du traité fait entre le Roi Charles IX. & Elisabeth, Reine d'Angleterre. A Blois le 29. d'avril 1575.</i>	619
Idem.	<i>Memoire baillé au Sieur de la Châtre allant en Angleterre, en execution des lettres ci-dessus.</i>	620
Idem.	<i>Article separé.</i>	62
Idem.	<i>Ampliation du memoire ci dessus.</i>	612
Pais-bas. 1578. 13. aoust.	<i>Traité entre Monsieur le Duc d'Anjou & d'Alençon, & les Etats Generaux des Pais bas. A Anvers le 13. aoust 1578.</i>	624
Pais bas. 1580. 19. septembre.	<i>Articles & conditions accordées entre Monsieur le Duc d'Alençon & les Etats Generaux des Pais-bas. Au Flejiss-lès Tours, le 19. septembre 1580.</i>	628
Pais bas. 1583. 26. de mars.	<i>Articles accordés entre François, Fils de France, Duc de Brabant, de Gueldre, d'Anjou, d'Alençon, de Touraine, de Berri, &c. Comte de Flandre, de Hollande, de Zelande, Seigneur</i>	

TABLE.

gneur de Frise & de Malines, & les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas. A Tenremonde le vint-sixieme de mars 1583. 632

Traité fait entre Philippe II. Roi d'Espagne, & les Guises, contre la Maison de Bourbon. A Joinville le 31. de decembre 1584. 636.

Ligue Espagnole & Lorraine contre la Maison de Bourbon. 1584. 31. decembre.

SOUS LE REGNE D'HENRI IV.

Traité de paix entre le Roi Henri IV. & Charles III. Duc de Lorraine. A S. Germain en Laie le 16. de novembre 1594. 642.

Lorraine. 1594. 16. novembre.

Traité entre les députez d'Henri IV. du Roi d'Espagne, & des Cantons Suisses, pour le rétablissement de la neutralité entre le duché & le comté de Bourgogne. A Lion le vint-deuxieme de septembre 1595. 648

Bourgogne. 1595. 22. septembre.

Memoire de tous les Traitez de neutralité accordez aux duché & comté de Bourgogne, à la priere des Cantons Suisses depuis l'an 1512. 651

Bourgogne.

Traité de confederation & d'alliance entre le Roi Henri IV. & Elisabeth. Reine d'Angleterre, contre Philippe II. Roi d'Espagne. A Grenovitch le 14. de mai 1596. 652

Angleterre. 1596. 14. de mai.

Lettres de neutralité octroyées par le Roi Henri IV. à Charles, Duc de Lorraine, pour ses pais, durant la guerre de la France contre l'Espagne. A Abbeville le 19. de juin 1596. 655

Lorraine. 1596. 19. de juin.

Lettres de neutralité accordées au Cardinal de Lorraine, fils du Duc Charles, pour les Evêchez de Toul, Metz, & Verdun, & pour l'Abbaie de Gorze, pendant la guerre contre le Roi d'Espagne. A Abbeville le 19. de juin 1596. 659

Idem.

Traité fait entre le Roi Henri IV. & Ferdinand, Grand-Duc de Toscane, pour la restitution des Isles d'Isf & de Pomegues. A Florence le 1. de mai 1598. 659

Florence. 1598. 1. mai.

Justification du cinquieme article du traité de Florence, Sur l'ecrit separé donné au Grand-Duc par le Sieur d'Osat.

Idem.

La contre-lettre du Grand-Duc touchant les douze Cautions.

Idem.

Traité de paix entre le Roi Henri IV. Philippe II. Roi d'Espagne, & Charles-Emanuel, Duc de Savoie. A Vervin le 2. de mai 1598. 659

Espagne. Paix de Vervin 1598. 2. de mai.

Tome II.

T A B L E.

Traité des particuliers.

*Acte de la remise du traité es mains de Monsieur le Legat.
Pour la cessation de guerre avec la Reine d'Angleterre, & les
Provinces-Unies des Pais-bas, durant deux mois.*

Idem.

*Pour la cessation de tous les actes d'hostilité, jusqu'à la publi-
cation du traité.*

*Pour convenir d'autres arbitres avec le Duc de Savoie, au cas
que le Pape vint à deceder.*

Memoire touchant le traité de paix.

Lorraine. Mariage.
1598. 5. d'aoust.

*Contrat de mariage d'Henri, Prince de Lorraine, Duc de Bar;
avec Madame Caterine de France, sœur unique du Roi Henri
IV. A Monceaux le 5. d'aoust 1598.*

Lorraine. 1599.
27. de janvier.

*Declaration du Roi Henri IV. pour faire jouir Madame Cate-
rine, sa sœur, du titre & qualité de Fille de France. Donnée à
Paris le 27. de janvier 1599.*

France. Dissolution
de mariage.
1599. 17. decembre.

*Sentence de dissolution du mariage du Roi Henri IV. avec la Reine
Marguerite de France, Duchesse de Valois. A Paris le 17. de
decembre 1599.*

Florence. Mariage.
1600. 26. d'avril.

*Contrat de mariage du Roi Henri IV. & de Marie de Medicis,
Princesse de Toscane. Passé à Florence, le 26. d'avril 1600.*

SUITE DES TRAITÉZ

DE PAIX, DE TREVES, DE NEUTRALITE',
de Confederation, d'Alliance, & de Commerce,
faits par les Rois de France, avec plusieurs Princes
& Etats de l'Europe, pendant le seizieme siecle.

SOUS LE REGNE DE LOUIS XII.

*PROTESTATION par les Ambassadeurs du Roi Louis XII.
Duc de Milan, en la ville de Francfort, le 25. de mai 1501.
pour l'hommage de la Duché de Milan, & autres terres
appartenantes au Roi, tenues de l'Empire.*

NOVERINT universi, quòd cum serenissimus Princeps & dominus, dominus Ludovicus, hujus nominis duodecimus, Rex Francorum Christianissimus, atque Neapolis & Hierusalem, Dux Mediolani, Comes Astenfis, ac Januæ dominus, &c. à tempore quo ad præfati regni sui Franciæ culmen evectus fuit, ligas, confederaciones, mutuasque dilectiones, & amicitias antiquas, inter Sacrum Romanum Imperium, & Regnum Franciæ Christianissimum, hæcenus custoditas, renovari, continuari, perpetuari, atque inviolabiliter servari, summopere anhelaverit, totisque viribus suis eidem Sacro Romano Imperio abhærere, adjutorioque esse, uti salutis propriæ, semper voluerit, vestigia suorum prædecessorum Franciæ Regum, non solum in hoc imitando, verum etiam superando, atque vincendo. Ob quod, anno proximè lapsò, magnificum oratorem dominum Carolum de Altobosco, ipsius Christianissimi Regis Consiliarium, & Magistrum Requestarum ordinarium sui hospitii, tuncque suæ Curiæ Parliamenti Parisiensis Præsidem, ad serenissimum Principem, dominum Maximilianum, Romanorum Regem, & illustrissimos Principes dominos Electores, ceterosque ipsius Sacri Romani Imperii Principes & Regentes, ac Status, destinaverit, confirmationis renovationisque confederationum prædictarum fiendarum causâ, necnon ut investitura respectu sui prædicti Ducatus Mediolanensis, comitatum Papie & Angleriæ, aliarumque terrarum & dominiorum Italiæ ad ipsum spectantium, à præfato Romanorum Rege, Sacroque Romano Imperio consecuta, ipsis & cuilibet illorum homagium, recognitionem, atque fidelitatis sacramentum, ratione præfatorum Ducatus & comitatum, aliarumque terrarum.

*Milan.
1501.
25. de mai.*

Tome II.

A

2

supradictum, debita, ejus nomine præstaret. Ob quod à dictis Romanorum Rege, illustrissimisque Principibus dominis, dominis Electoribus, Dietæ & assignationes binæ, in festis Beatorum Valentini & Jacobi nuperimè lapsis, Nurembergæ ordinatæ fuerint, quibus eam finis iisdem negotiis imponendi facultas, ut dicebant, non adfuerit, præfati Romanorum Rex, illustrissimum Electores, Principes & Regentes, prædictam negotiationem ad conventionem, quæ per ipsos ad tunc instantis & proximè futurum Beatæ Catharinæ festum, & ultimè mense decembre lapsò in Francfordia statuta fuit, negotiationem inibi terminandum, remisissent præfato Regi Christianissimo in personam prædicti de Altbosco, ejusdem oratoris, diem & locum prædictos assignando, ut illic finaliter, tam super propositis negotiis, quàm cæteris augmentationem & utilitatem universæ Christianitatis, & Rempublicam concernentibus, debitus finis imponeretur, sicuti instrumenti & ipsorum illustrissimorum Principum Electorum & Regentium litteris plenissimè constitit. Cujus quidem sanctæ determinationis notitia ad aures præfati Christianissimi Regis mediis supradictis perventa, ipse Rex Christianissimus eximia & quasi divina affectus lætitia, alios oratores suos, videlicet nobiles magnificosque viros, dominum Ludovicum de Halvvin, dominum de Piennes, ipsius Regis Christianissimi Consiliarium & Cambellanum, suisque Ordinis sancti Michaëlis equitem auratum; præfatum dominum Carolum de Altbosco; Stephanum Petit, Magistrum ordinarium Cameræ Computorum Parisiis; & Joannem Guerin, hospitii ipsius domini Regis Magistrum, suosque Consiliarios, ad ipsum Regem Romanorum illustrissimosque ipsius Sacri Romani Imperii Electores, Principes, Regentes, & Status in dicta Conventione Francfordiensi & Dieta comparandos destinaverit, ad actus supra dictos & latius infra mentionatos procuratores debite fundatos, prout binis litteris patentibus ipsius Christianissimi Regis, Ducis Mediolani, &c. suo sigillo corâ crocæ cum duplici cauda impendente, more solito sigillatis, legitimè facta est fides; utque citius ad dictum locum Francfordiensem accederent, quod & ipsi prænominati oratores, mandatis præfati Regis Christianissimi parendo, fecerint, taliterque egerint, quòd in vigilia nativitatis Domini, proximè lapsa, civitatem Moguntia, à dicto loco Francfordiensi, non nisi quinque milliaribus sive leucis distantem, applicuerint, & ibidem per plures dies, uno scilicet mense durante & ultra, expectando adventum præfatorum Regis Romanorum, & Electorum, atque Regentium, Statuunque Sacri Romani Imperii, permanserint. Hinc est quod anno ejusdem Domini millesimo quingentesimo primo, à Pascale more gallicano sumpto, quingentesimo verò secundo, more Romanæ Curia & germanico computando; & die martis post Dominicam de septuagesima, vicesima quinta mensis januarii in nostrorum Notariorum publicorum subsignatorum, testiumque inferius nominatorum præsentia, supra nominati domini de Piennes, de Altbosco, Petit, & Guerin, oratores præfati Christianissimi Regis & Ducis, & eo nomine, in præsentia nobilium & honorabilium virorum, Joannis, domini de Vassenet in partibus Flandria; Joannis de Halvvin, domini de Hequelibet; Joannis de Rossel, domini de Marquets; Caroli du Broillard, Guillermini de Flascourt, Joannis du Plessis, Francisci de Courteville, Petri Brulart, Petri de Longueval, ejusdem loci domini; Leonardi Frenier, Petri Maubert, domini Joannis Bordel, Presbyteri; Volquerii Ry, &

3

Claudii Palmier, Joannis de Ligny, Gamoti Flahault, Antonii Mocquet, Joannis de Metz, Georgii Ligeron, Joannis le Barbier, Mayoli de Moriennes, & Janini Morand, ac cujusdam Heraldii armorum præfati Christianissimi Regis, vulgò nuncupati Picardiz, se personaliter transtulerunt à dicta civitate Moguntiz, ad prædictam villam seu locum Francfordiensem & domum Communitatis ejusdem loci, ubi electio Romanorum Regis, ipso aut Imperatore decedentibus, seu aliàs administrationem ipsius sacri Romani Imperii dimittentibus, fieri solet, aliaque etiam ardua prædicti sacri Romani Imperii negotia tempore occurrente tractari & decidi, prædictique Rex Romanorum, Electores & Regentes Imperii, ob hoc inibi in unum convenire & congregari consueverunt. In qua quidem domo reperierunt nobiles & circumspectos viros, dominum Ludovicum de Soltes, Doctorem; Jacobum Alart, ejusdem villæ Burgi - magistrum; Joannem Vont Reyn, Nicolaum Vont Ruquine, Joannem Vont Bergue, Lupum Blomes, ejusdem villæ consiliarios; Magistrum Melchiorem Suereemburgue, secretarium, & Joannem Blorior, graffarium sive scribam etiam dictæ villæ Francfordiensis, & in ea commorantes, qui ipsos dominos oratores benignè & læto animo susceperunt, illisque & omnibus prænominatis singula membra seu aulas & cameras ipsius domus, eos associando, ostenderunt, & maxime grandem aulam sive cameram in superiori ipsius domus parte sitam, in qua ipsi prænominati Doctor, Burgi-magister, Consiliarii, secretarius & graffarius, asserebant præfatos Regem Romanorum, Principes & Electores Imperii, pro supradictis ipsius Imperii negotiis tractandis & terminandis invicem, ut supra, convenire soliti sunt; & eisdem dominis oratoribus inibi existentibus in nostrorum Notariorum jam dictorum prædictorumque, nobilibus Joannis, domini de Vassenaer; Joannis Rossel, domini des Marquets; & Heraldii Picardiz, testimonium ad hoc vocatorum & rogatorum præsentia, facta prius per ipsos dominos oratores debita & exacta diligentia de, repertiendo, in eadem domo dictoque loco Francfordiensi, dictos Regem Romanorum, Electores, Principes, & ipsius sacri Romani Imperii Regentes, ad fines obtinendi ab eisdem investituram prædicti Ducatus Mediolanensis, comitatum Papiz & Anglieriæ, atque dominiorum supradictorum pro dicto Christianissimo Rege aliàs petitam, faciendique & præstandi ipsi Regi Romanorum, & Romano Imperio, homagium, & fidelitatis juramentum propter hoc debita, & aliàs per præfatum dominum Carolum de Altobosco, nomine ejusdem Christianissimi Regis oblata. Ipse dominus de Piennes, procurator & procuratoris nomine ipsius Regis Christianissimi, & ad hoc in solidum specialiter, prout supra, fundatus, iterato & ex abundanti obtulit vice ejusdem Regis & Ducis homagium & fidelitatis juramentum more solito præstanda præfatis Regi Romanorum, Electoribus, Principibus, & Regentibus ipsius Imperii absentibus, debite tamen, ut præmittitur, perquisitis & expectatis; petita prius ab eis investitura, præstare, aliaque circa hæc necessaria & requisita modo & forma solitis adimplere, satisfaciendo in hac parte ejusdem Christianissimi Regis conventioni, ut supra, captatz, & in dicta villa Francfordiensi statutz; dicens & declarans ipse dominus de Piennes, se ad prædictam villam Francfordiensem, domumque Communitatis illius à prædicta civitate Moguntiz, cum aliis prænominatis dominis oratoribus suis collegis, hæc & non alia de causa accessisse; existimantes ipsi domini oratores dictos Regem Romanorum, Electores, Principes Imperii, & ipsius Regentes ibidem, prout conventionem

4

prædicta Nurembergæ novissimè statutum & conclusum fuerat, adesse & comparuisse, quod nusquam compertum est. Ideo ipse dominus de Piennes, nomine procuratorio, quo supra, accusans absentiam eorundem Regis Romanorum, Electorum, Principum & Regentium, protestatus fuit sollemniter & debitè de & super præmissis habendo recursum ubi & quotiens de jure fuerit opportunum, de hujusmodi præsentatione, oblatione, protestationeque, ac aliis prædictis à nobis jam dictis Notariis instrumentum sibi fieri petendo, & instantè requirendo; quod eisdem ex debito nostrorum officiorum fiendum concessimus in hanc formam sibi valiturum, nomine jam dicto, tempore & loco quod fuerit rationis, signis nostris manualibus subpositis referentibus. Actum & datum, anno, die, loco & præsentibus, quibus supra. Sic signatum, G. Ymbert. B. de la Rivoyre.

TRAITE' DE PAIX, DE CONFEDERATION, ET ALLIANCE,
entre le Roi Louis XII. & Maximilien I. Roi des Romains.

A Trente le 13. octobre 1501.

Autriche
1501
23. octob.

INTER serenissimum atque invicissimum Principem & dominum, dominum Maximilianum, Romanorum Regem semper augustum, &c. futurum Imperatorem, ex una; & reverendissimum in Christo Patrem & dominum, dominum Georgium de Ambasia, tituli sancti Sixti presbyterum Cardinalem, Archiepiscopum Rotomagensem, Apostolicæ Sedis ad Galliam de latere Legatum, atque Christianissimi & serenissimi Francorum Regis, generalem locumtenentem, nomine & vice ejusdem Francorum Regis, partibus ex altera, præsentè magnifico domino Dom Juan Emanuel, serenissimorum Regis & Reginæ Hispaniarum oratore, tractatum, capitulatum, & conclusum est, prout sequitur.

Imprimis prædicti duo Reges serenissimi omnem rancorem & odia inter se deponant, extirpent, & prorsus aboleant, nec non pro se & successoribus, vassallis, subditis, regnis, patriis, terris, & universis dominiis suis, bonam, meram & puram atque sinceram pacem, amicitiam, benevolentiam, intelligentiam, ligam, unionem ac consederationem inviolabilem & perpetuam, atque omni ævo duraturam, faciant, firmant, ineant, & contrahant, contra quoscunque hostes suos præsentès & futuros, ad conservationem & defensionem regnorum, statuum, & dominiorum suorum, quæ in præsentè habent & possident, ac in posterum possidebunt & tenebunt, exceptis tamen confederatis utriusque Regis, similiter etiam promittant & polliceantur eandem amicitiam atque confederationem, &c. inter se ipsos & serenissimos Regem & Reginam Hispaniarum, & Archiducem Philippum Austriæ, & successores suos, renovare, facere, & firmare velle, adeò quod omnes hi se invicem fraternè, ac bona fide, absque ulla fraude, & dolo prosequantur.

Item, Quod ambo supra nominati Reges, innovent, ratificent, approbent, & confirment matrimonium conclusum inter serenissimos Principes dominum Carolum, filium illustrissimi Archiducis Philippi, & dominam Claudiam, filiam serenissimorum Regis & Reginæ Franciæ.

Et ut universis major pateat hujus fraternæ pacis, intelligentiæ, & confederationis effectus, ii serenissimi Reges de novo conveniant & approbent, quòd Del-

phinus Franciæ præsens aut futurus, sive sit filius serenissimi Francorum Regis, si quem habiturus esset, aut alius quicumque, qui pro tempore fuerit, realiter & effectualiter, unam de filiabus prædicti illustrissimi Archiducis Austriæ, in uxorem ducat, ad optatum ipsius Delphini, & ut illud fiat per prædictos serenissimos Reges, & eorum successores atque hæredes efficiatur.

Quod serenissimus atque Christianissimus Francorum Rex promittat, quod velit ex nunc & in antea personam & honorem atque conditiones serenissimorum Romanorum Regis & futuri Imperatoris, necnon illustrissimi filii ejus Archiducis Philippi, tanquam fratris & filii carissimorum suorum in omnibus rebus fovere, diligere, amare prosequi, defendere, honorare, & complecti, & præsertim patrias Cæsareæ Majestatis tempore absentia & expeditionis suæ proximæ contra Turcas. Sic etiam ipsum Romanorum Regem, & ejus Romanorum Imperium juvare, augmentare, & illis quibuscumque modis favere, ut in eorum pristinas & antiquas conditiones & honores reponantur.

Item. Quod Christianissimus Francorum Rex secundum totam suam potentiam juvet serenissimum Romanorum Regem, futurum Imperatorem, contra perfidissimos Turcas Christianæ Religionis rabidos hostes, si & in quantum reliqui Christiani Reges & Principes, aut major eorum pars suam Cæsaream Majestatem etiam juverint. Et hoc proximis tribus annis facere teneatur.

Quod Christianissimus Francorum Rex polliceatur & promittat, pro se ac successoribus suis, quod omni sua cura, diligentia, atque sollicitudine favebit, & secundum omnem suam possibilitatem juvabit, ut serenissimus Romanorum Rex, futurus Imperator, aut hæredes sui, post mortem moderni Regis Hungariæ, ambo Regna Hungariæ & Bohemiæ, ac illorum Provincias, secundum quod honestas postulat, & suæ Cæsareæ Majestati jus competierit, & illustrissimus dominus Archidux, & hæredes sui, post mortem serenissimorum Hispaniæ Regis & Reginæ, tanquam gener eorum, omnia regna, patrias, terras, & universa dominia illorum, quæ nunc habent & jure ad illos spectant, consequantur, possideant atque illis fruantur.

Quod Christianissimus Francorum Rex omni ope, consilio, & auxilio juvet & faveat prædicto serenissimo Romanorum Regi, futuro Imperatori pro itinere illius Romam versus, & coronatione ejus ibi consequenda, eo modo sicuti sua Cæsarea Majestas eundem Francorum Regem requisiverit, & ipse honestè facere poterit.

Quod Christianissimus Francorum Rex promittat & polliceatur, quod nequam ullo, aut quocumque modo, se circa subditos, & de rebus Imperii Romani, absque scitu & voluntate Romanorum Regis intromittere velit, poterunt tamen nihilominus ambo Reges subditos utriusque regni, ad omnia aliqua sua servitia in servitores accipere.

Quoad octoginta mille coronas pro sigillo, tractetur de illo latius per oratores serenissimi Romanorum Regis, ac illustrissimi Domini Archiducis Philippi, secundum incepta & accordata.

Quantum ad tractatus veteres & fœdera inter suam Cæsaream Majestatem tanquam Archiducem Austriæ, & Ducem Burgundiæ, & prædictum Christianissimum Francorum, & prædecessorem ejus, prius inita, & conclusa, atque percussa.

hæc omnia maneant in esse & vigore secundum proloquuta inter Christianissimum Regem Franciæ, & oratorem illustrissimi Archiducis.

Quoad dominum Ludovicum, quod de continenti sibi locus honestus & spatium quinque leucarum in Francia consignetur, ubi commodè unà cum suis secundum libitum suum stare, ire, venari, & facere possit. Et quoad appunctuamentum suum, pro eo & successoribus ejus, tractetur latius per oratores Domini Archiducis, insequendo illa quæ prius per illos proloquuta & accordata fuerint.

Reverendissimus Dominus Cardinalis Ascanius ex carceribus liberetur, & ut sibi omnia sua officia & beneficia restituantur, Christianissimus Francorum Rex, illi omni cura & diligentia adsit, & curet, atque proximis tribus annis, idem Cardinalis non nisi aut in Hispaniarum Regis, aut illustrissimi Archiducis Philippi, provinciis vitam degere & stare possit, & ad illud observandum, serenissimus Romanorum Rex, futurus Imperator, promittat, suæ Cæsareæ Majestatis his tribus annis durantibus cum serenissimo Francorum Rege, quod idem reverendissimus Dominus Cardinalis Ascanius, amplius facere debeat, conveniat.

Quod Christianissimus Francorum Rex, omnibus profugatis, exulibus, captivis & aliis Mediolanensibus, qui Cæsareæ Majestati tanquam supremo domino subijciuntur, faciet de bonis eorum rationem secundum consuetudinem aliorum tractatum, sicuti latius in Conventu Francfordiensi, secundum æquitatem, honestatem & rationem determinabitur.

Item. Quod serenissimus Romanorum Rex in proxima Dieta Francfordiensi, unà cum Electoribus, & cæteris Principibus Romani Imperii, solenniter, & ut moris est, Christianissimum Francorum Regem, aut ejus legitimos procuratores, de Ducatu Mediolani investiat, accepto prius homagio & juramento consuetis, secundum consuetudinem sacri Romani Imperii.

Quod serenissimus Romanorum Rex, futurus Imperator, omni favore, ope, & consilio serenissimo Francorum Regi adsit, ut prædictum Ducatum Mediolani, & omnia alia sua regna, provincias, terras, & dominia, quæ nunc possidet, pacificè & quiete absque molestia & inquietatione quorumcumque possideat & teneat, quo magis inter utrosque Reges initæ & conclusæ pax, amicitia, & confederatio, amicabiliter & fraternè conservari & augeri, atque propter contractam utrinque affinitatem, hæredes ipsorum tranquillius hæreditatibus suis perfrui valeant.

Quod serenissimus Romanorum Rex, futurus Imperator, polliceatur & promittat, secundum omne suum posse, facere, quod Principes atque Status sacri Romani Imperii pacem illam approbent, ratificent, atque confirment, in prima Dieta Imperiali, omni fraude semota, & si quid in ista pace facienda aliud reliquum fuerit, pro bono aut honore utrorumque Regum, hoc tractetur solo sub beneplacito utriusque eorum amicabiliter.

Hæc omnia & singula prædicti serenissimus Romanorum Rex, in fide & verbo suo regio; & reverendissimus Dominus Cardinalis Rotomagensis, vigore mandati & procuratorii sufficientis, quod à Christianissimo Francorum Rege habuit, ejusdem nomine promiserunt & juraverunt, & per præsentem promittunt & jurant bona fide, sine omni dolo & fraude, firma, rata, & grata perpetuò habere & tenere, ac inviolabiliter observare & adimplere. In quorum, fidem & testimonium

présentes articuli duplicatim scripti manibusque propriis serenissimi Romanorum Regis, & reverendissimi Domini Cardinalis Rotomagensis subscripti, & sigillis illorum muniti, atque cuilibet eorum exhibiti sunt. Actum in Palatio episcopali civitatis Tridentinæ, anno 1501. die decima-tertia octobris. Sic signatum, Maximilianus, Registrata, & Georgius, Cardinalis Rotomagensis.

Et sont lesdites lettres ci-dessus transcrites, scellées de deux seals ou cachets sur cire rouge, desdits Sieurs Roi des Romains, & Cardinal d'Amboise, empreints sous leursdits sceings.

Interpretation & declaration sur aucuns articles du Traité de Trense, par le Roi Louis XII. & Philippe. Prince d'Espagne.

A Blois le 13. decembre 1501.

CE sont les réponses, que le Roi a ordonné être faites aux choses, qui ont été requises & mises en avant de la part du Roi des Romains, pour interpretation, declaration, & entendement des articles du traité de la paix faite entre lui & Monsieur le Legat, pour & au nom du Roi; & ce qui a été repliqué & demandé outre par Messieurs de Besançon, Cambrai, de Bergues, Chievre, Prevôt de Louvain, & autres commis & deputez dudit Roi des Romains, & de Monsieur l'Archiduc son fils, ensemble de la conclusion en laquelle ils sont demeurez avec le Roi.

*Autriche
1501.
13. dec.*

Premierement, touchant le troisieme desdits articles commençant *& ut universis*, est accordé, que le Roi pour Monsieur le Dauphin, ou Monditieur le Dauphin, choisiront dedans le tems & terme de six ans prochains venans, laquelle des filles de Monsieur l'Archiduc, Monditieur le Dauphin prendra à femme; & pourra neanmoins dedans lesdits six ans Monditieur l'Archiduc marier ses filles, en avertissant premierement le Roi à chacune fois qu'il en voudra marier aucune, pour savoir s'il la voudra choisir pour Monditieur le Dauphin, & celle qu'il choisira ne pourra être mariée, sinon à Monditieur le Dauphin.

Item. Quant au cinquieme desdits articles commençant. *Qua Christianissimus Francorum Rex*, ledit Sieur declare, qu'il fera aide au Roi des Romains; soit par mer, ou par terre, de quatre ou cinq-cens mille francs pour le moins, pour les trois ans mentionnez audit article contre le Turc, outre & par dessus la dépense qu'il a déjà faite en cette année pour son armée de mer, laquelle est de présent en expedition contre le Turc, qui lui coûte trois-cens mille francs, & plus, pourvu que les autres Rois & Princes de la Chretienité, ou la plus grande partie d'iceux, aident aussi audit Sieur Roi des Romains contre ledit Turc pour ledit tems.

Touchant le huitieme article commençant, *ex Christianissimus Francorum Rex promittas & polliceatur, quod nequaquam se circa subditos & de rebus Imperii Romani absque scitu & voluntate Romanorum Regis intromittere velit*, le Roi entend cet article, non seulement avoir lieu pour l'Italie, mais generalement pour tous les autres lieux & pais, qui sont de l'Empire.

Et quant au neuvieme article, commençant, *quoad octuaginta mille coronas*, le Roi fera content de pour toutes choses bailler la somme de deux-cens mille francs,

selon qu'il fut par lui dit à Messieurs de Besançon, de Chievre, & autres Ambassadeurs de Monditſieur l'Archiduc à Lion, en delatſant la Valteline entre ſes mains, comme elle eſt de preſent, ſans la mettre és mains de Monditſieur l'Archiduc, pour le tems de trois ans, ſelon que ledit Sieur Roi des Romains l'a requis & demandé à Monditſieur le Legat, & que le Roi l'a depuis accordé; & autres choſes, qui par leſdits articles ont été accordées audit Sieur Roi des Romains, tant de Monſieur le Cardinal Aſcagne, que du Sieur Ludovic.

Et quant à l'article commençant, *que Dominum Ludovicum*, le Roi ne permettra pour rien qu'il ſoit mené en ſenate, ni ailleurs, hors du royaume, par quoi n'eſt beſoin de parler de lui bailler argent pour les meubles, ni pour ſa dépense, bien que ledit Sieur la lui fait; mais il ſera content pour l'honneur du Roi des Romains, qu'il ait encore deux hommes avec lui, en enſuivant la requette qui lui a été faite, & le traitera au ſurplus ſelon le contenu audit article.

Touchant la requette faite par Madame Bonne, elle a ſix-mille francs du Roi, combien qu'il ne la trouve point en l'état des penſionnaires du feu Roi, quand il vint à la Couronne.

Et quant au Sieur Hermes, s'il vient devers le Roi, il le ſera gracieuſement traiter pour l'amour de la Reine des Romains.

Item. Sera envoïé la ratification du traité de mariage de Monſieur le Daupin, & de l'une des filles de Monſieur l'Archiduc, dont eſt fait mention audit troiſième article, aux Ambassadeurs du Roi, qui vont à la tournée de Francfort, en ſemblable forme que celle qu'ils ont baillé; & ſemblablement ont pouvoir de renouveler les anciennes amitez & alliances entre l'Empereur & l'Empire, & le Roi & le Royaume.

Et après que les choſes deſſuſd. ont été par ordonnance du Roi, dites & déclarées à Messieurs de Besançon, Cambrai, & autres à ce ordonnez, & autres par le Roi des Romains & Monditſieur l'Archiduc; & qu'entre autres points en enſuivant ce que deſſus a été dit, qu'on laiſſeroit au choix du Roi des Romains de prendre & accepter pour toutes choſes quelconques, tant pour l'inveſtiture de la duché de Milan, & comté de Pavie ſuſdits que pour autres querelles, qu'il voudroit pretendre, tant à l'encontre du Roi trépaſſé, que du Roi preſent. Et auſſi en delivrant franchement ſans autre charge, tant du ſceau, que des droits des Princes, Electeurs, & Conſeillers de l'Empire, au Roi ou à ſes commis, lui ſera pour ce baillé, ou à ceux qu'il voudra commettre pour le recevoir, quatre-vingt mille écus d'or, valant cent quarante mille francs; ou ſ'il aime mieux d'avoir deux-cens mille francs pour toutes choſes deſſuſdites, & que la Valteline demeure entierement és mains du Roi, comme elle eſt de preſent, ſans la mettre és mains de Monſieur l'Archiduc, ou d'autre qu'il y commettrait; en ce cas le Roi lui donnera la ſomme de deux-cens mille francs, ſelon ce qu'il fut dernièrement dit aux Ambassadeurs de Monſieur l'Archiduc, au lieu de Lion; & outre ſera ce qui a été traité par Monſieur le Legat avec le Roi des Romains touchant Monſieur le Cardinal Aſcagne & le Sieur Ludovic.

Et ſur les requettes & remonſtrations, que Messieurs de Besançon, Cambrai, & autres, ont fait, afin de promptement paier telle des ſommes deſſuſdites, qui ſera choiſie par ledit Sieur Roi des Romains, ſelon & en la maniere que de-
vant

avant le Roi desirant toujours de complaire audit Roi des Romains, & satisfaire à son desir en cette partie considerant les remonstrances qui lui ont à cette fin été faites par les dessusdits, enuoiara au lieu de Metz cinquante mille francs, lesquels il fera illec deliurer par ses Ambassadeurs enuoiés à Francfort, & autres qu'il commettra à ce faire promptement, en leur baillant & deliurant prealablement les lettres de l'investiture desdits duché de Milan, comté de Pavie, & autres terres adjacentes, bien & dûment expedies, comme il est accoustumé faire en tel cas; & le surplus de ladite somme sera païé un an après ensuiuant, à compter du jour de la date de ladite investiture. Et au cas que ledit Roi des Romains choisisse lesdits deux-cens mille francs, & se departe de ladite Valteline, sera enuoié audit Metz pour la deliurer en la forme que dessus, pareille somme de cinquante mille francs; & aubout de l'an à compter du jour de la date de ladite investiture, sera païé autre somme de cinquante mille francs, & le reste montant à cent mille francs, sera païé & deliuré l'année après ensuiuant.

Et au regard des expulsés & bannis de Milan, le Roi entant que touche ses rebelles & deloiaux sujets, lesquels lui auoient fait serment de lui être bons & loiaux, comme à leur Seigneur & Prince naturel, & neanmoins en contreuenant à leur devoir se sont rebellez contre ledit Seigneur, & ont seduit de tout leur pouuoir son peuple du duché de Milan, à eux rebeller contre ledit Seigneur, ne seroit chose honneste, sûre, ni raisonnable de les remettre au pais & à leurs biens, vu que les gens de telle qualité ne sont & ne doivent jamais être compris, par droit & raison, en quelque generale remission ou abolition qui se fasse. Et quant aux autres, qui n'ont point fait de serment au Roi, combien que leurs biens soient confisquez audit Seigneur, attendu l'Edit par lui fait, qu'ils eussent à retourner audit pais dedans un tems prefix, sur peine de confiscation de corps & de biens, ce qu'ils n'ont fait, ains se sont efforcez de faire la guerre audit Seigneur; neanmoins s'ils viennent deuers ledit Seigneur lui demander grace & pardon, comme il appartient, il leur donnera à connoître, que la recommandation du Roi des Romains leur aura profité.

Fait à Blois le treizieme jour de decembre, l'an 1501. nous presens. Ainsi signé,
J. Cotereau, Anchemant.

TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI LOUIS XII.

*& le Roi & la Reine d'Espagne, au sujet du royaume de Naples,
fait par Philippe, Archiduc d'Autriche. A Lion le 5. avril 1502.*

POUR la pacification des diferends étans presentement entre le Roi Tres-Chretien, & le Roi & la Reine d'Espagne, pour raison du royaume de Naples, ont été pourparlées les choses qui ensuiuent.

Premierement, que le Roi Tres-Chretien rendra au Roi & à la Reine d'Espagne tout ce qui a été, est, & sera pris par ses lieutenans, capitaines, & gens de guerre, tant en Calabre, que en Pouille, & ce qui est de la part & portion desdits Roi & Reine d'Espagne, sans aucune chose en retenir ou reseruer; & le Roi & la Reine d'Espagne semblablement rendront & feront rendre au Roi Tres-Chretien tout ce entierement qui aura été, ou sera pris par eux, leurs lieute-

nans, capitaines, & gens de guerre, tant en la terre de labour de Brusse, que autres provinces étans de la part d'icelui Seigneur Roi, sans aucune chose en retenir, ou réserver en façon que ce soit.

Et de ce qui reste & restera à conquieser dudit royaume, tant d'une part que d'autre, le Roi Tres-Christien, & le Roi & la Reine d'Espagne, en useront, selon qu'il est contenu en la capitulation du traité d'entre eux au fait du partage dudit royaume, lequel traité ils observeront & garderont, & seront observer & garder de point en point inviolablement, selon la forme & teneur, sans y faire ou souffrir contrevenir directement ou indirectement, en façon que ce soit, & pour fournir, faire & accomplir les choses susdites, y seront envoie bons perronnages d'un côté & d'autre, avec charge & plein pouvoir à cet effet.

Item. Et dès à present le Roi Tres-Christien, pour bien de paix, donne & se destit, dépoüille, & desherite de la Couronne du royaume de Naples, & entièrement de toute sa part & portion audit royaume, au profit de Madame Claude sa fille; & les Roi & Reine d'Espagne semblablement donnent & se destitent, & dépoüillent & dessaisissent de leurs duchez de Calabre & de Pouille, & entièrement de ce qu'ils ont audit royaume de Naples, au profit de Monsieur de Luxembourg, premier & aîné fils de Monsieur l'Archiduc; & en signe de ce, le pourront dès maintenant madite Dame Claude & Monsieur de Luxembourg intituler & appeller Roi & Reine de Naples, & Duc & Duchesse de Calabre & Pouille.

Et pour ce qu'il est question de la province de Capitanat, le Roi Tres-Christien, aussi pour bien de paix, sera content rendre & mettre és mains de Monsieur l'Archiduc tout ce qui a été & sera pris par ses gens en ladite province, depuis la guerre commencée devant lui Roi, & les Roi & Reine d'Espagne; & semblablement lesdits Roi & Reine d'Espagne, pour bien de paix, seront contents mettre és mains de Monsieur l'Archiduc Manfredoine, Saint-ange, & autres des places, qu'ils tiennent en icelle province, & la totalité dudit Capitanat, tant ce qui en demeurera és mains du Roi Tres-Christien, qu'il tenoit avant la guerre, à quoi il pretend droit, que l'entier reste d'icelui Capitanat que tiendra Monsieur l'Archiduc, tant ce que lui auront baillé le Roi & la Reine d'Espagne qui y pretendent droit, que ce que lui en aura baillé ledit Seigneur Roi Tres-Christien, où il pretend semblablement droit, sera donné & baillé par lesd. Rois en forme de douaire & usufruit à madite Dame Claude; & ce outre & par dessus le douaire déjà baillé, ou à bailler, par le traité de mariage fait és autres choses qui lui seront & pourront être baillées ci-après, parmi ce toutefois que jusqu'à la consommation du mariage que dessus, ce que le Roi Tres-Christien tient, & par ce traité tiendra en ladite province, sera regi, tenu, & gouverné au nom de madite Dame Claude, par quelque bon, grand & notable personnage, tel qu'il plaira audit Seigneur nommer; & que Monditieur l'Archiduc tiendra, regira, & gouvernera, au nom de Monditieur de Luxembourg son fils, tout ce que lesdits Roi & Reine d'Espagne tiennent, & par ce traité retiendront audit Capitanat, & seront Monditieur l'Archiduc, & celui que le Roi Tres-Christien dénommera serment solennel, & bailleront leurs lettres & scelez, de non rendre ledit Capitanat, ni aucune des places d'icelui, avant la consommation dudit mariage avenue.

Et où ledit mariage par le trépas des parties, ou de l'une d'icelles, avant leur venue & âge compétant & requis à conformation de mariage, que Dieu ne veuille, ne parviendrait, & se conformeroit, en ce cas la querelle dudit Capitanat sera & demeurera en l'état que de présent, & sous la garde de Monditsieur l'Archiduc, & du commis du Roi Tres-Chretien, ainsi qu'il est touché ci-dessus, tant & jusqu'à ce que par juges non suspects, qui par le commun accord de ceux ou celles auxquels le droit par ledit trépas seroit venu, en seroit dit & apointé en point de droit, n'est toutefois que plutôt que du vivant desdites parties en soit dit & apointé, selon qu'il en aura à se regler.

Bien entendu toutefois que le revenu, & les autres profits & prontuons de la douane, qui est en la province de Capitanat, se distribueront & partiront annuellement par Madame Claude en vertu du Roi Tres-Chretien, & Monsieur de Luxembourg, par le don du Roi & de la Reine d'Espagne, selon qu'il est contenu en la capitulation du traité de partage dudit royaume de Naples.

Item. En faisant les choses dessusdites, pour le bien & entretenement de paix, & afin que ci-après n'avienne chose qui y puisse causer rupture, Monsieur l'Archiduc, si c'est le plaisir du Roi & de la Reine d'Espagne, sera content de prendre la charge du gouvernement & maniement de la part & portion, que iceux Seigneurs Roi & Reine ont audit royaume de Naples, tant en Calabre, Pouille, que autres provinces étans de leur part & portion. Et le Roi Tres-Chretien de sa part commettra & deputera un bon, grand, & notable personnage, amateur de paix, qui regira, & gouvernera sa part & portion, de maniere que différends ou divisions ne puissent avenir entre eux, & leurs deputes sous eux.

Item. Et ne commettra Monditsieur l'Archiduc à la garde des places & offices de la part & portion, qu'il aura à gouverner, aucuns personnages, desquels il ne soit bien sûr, & que de leurs fautes, s'ils en commettoient, il ne réponde; & de ce, à l'ordonnance du Roi & de la Reine d'Espagne, donnera-t'il son scellé en bonne forme.

Et le Roi Tres-Chretien en ce qui sera de la part & portion de madite Dame Claude, ordonnera & fera, que celui auquel il en baillera le gouvernement, semblablement n'y commettra ou deputera aucuns personnages, dont il ne soit sûr, & desquels, si faute y avoient, il ne réponde; & de ce lui fera ledit Sieur bailler son scellé en semblable forme.

Pour plus grande sécurité d'amitié & bien de paix, & afin que chacun d'une part & d'autre soit plus astringé à les entretenir, & aussi la capitulation faite, Monditsieur l'Archiduc, ou son commis, enverra un ou deux bons personnages, pour voir faire le serment à ceux, qui seront mis es places, charges, & offices, de la part du Roi Tres-Chretien, & le dénommé & député dudit Sieur Roi enverra semblablement en la part & portion desdits Roi & Reine d'Espagne, pour voir faire le semblable.

Et pour ce que au tems de la guerre, plusieurs choses ont été faites d'un côté & d'autre, par les Princes, Barons, & autres sujets du royaume de Naples, en soi déclarant ouvertement à ladite guerre contre le Roi Tres-Chretien, & lesdits Roi & Reine d'Espagne, il est dit & accordé, que toutes offenses, rebellions, declarations, crime de Leze-Majesté, & autres quelconques cas, que pourroient avoir fait & commis lesdits Princes, Barons, Citez, Villes, & Sui

jets dudit royaume, d'une part & d'autre, comme dit est, sont & seront par cette paix, & la presente capitulation, quitez, remis, pardonnez & abolis, & ne leur en pourra en aucune chose quereller, ou demander en maniere que ce soit, ains retourneront & reviendront tous, & chacun d'eux, d'un parti & d'autre, à tous & quelconques leurs biens, maisons, places, terres, & seigneuries en l'état qu'ils les trouveront, & en jouiront si avant qu'ils leur apartiendront, & seront maintenus & conservez en leurs privileges.

Item. Et seront tenus lesdits Princes, Barons, Citez, Villes, Communautéz, & autres quelconques vassaux, ou sujets, qui seront & demeureront en la portion commise à la garde de Monditsieur l'Archiduc, de lui faire, ou à ses deputez & commis, serment de fidelité, tel & en telle forme qu'ils sont tenus, & ont accoustumé faire à leur Prince & Seigneur. Et semblablement ceux qui seront & demeureront en la portion, à la garde de laquelle le Roi Tres-Christien aura commis, seront tenus faire semblable serment audit commis d'icelui Sieur Roi; & d'un côté & d'autre seront lesdits Princes, Barons, Citez, Villes, Communautéz, Vassaux & Sujets quelconques, déchargés & absous de tous autres sermens, que par ci-devant ladite guerre durant, auparavant, & depuis, ils poutont avoir fait audit Sieur Roi Tres-Christien, & audits Roi & Reine d'Espagne, ou à leurs lieutenans ou commis; mais aussi où lesdits Princes, Barons, Citez, Villes, Communautéz, Vassaux, ou autres Sujets, de quelconque état, ou condition, contreviendront au serment, que par ce traité ils auront & seront tenus faire, ou en maniere que ce soit contreviendroient à leurs leutez, il est dit & accordé, qu'ils & chacun d'eux qui le feront, irremissiblement, & sans jamais en avoir, ou attendre grace par traité de paix, ou autre moien, confiscqueront corps & biens au profit de leur Seigneur, & garderont sur tout ladite capitulation.

Item. Et dès à présent le Roi Tres-Christien par seür homme des siens signifiera à Monsieur de Nemours le present traité, & expressement lui ordonnera faire observer icelui, & faire cesser tous exploits & actes de guerre; & Monditsieur l'Archiduc semblablement, au nom & de la part du Roi & de la Reine d'Espagne signifiera à Gonçale Fernande, & lui ordonnera faire le semblable.

Et au regard du partage dudit royaume, ou de l'inegalité d'icelui, & des terres qui sont encore de present indivises, les deputez dessus nommez, ou leurs deputez, en decideront, & se gouverneront selonc & par la forme de la capitulation.

Item. Et seront compris en ce present traité de paix les alliez d'un côté & d'autre, lesquels lesdits Seigneurs Rois seront tenus nommer & notifier l'un à l'autre dedans trois mois prochains venans; & dès maintenant lesdits Rois chacun de la part ont denommé, & denomment pour leur allié & confederé, nôtre Saint Pere le Pape, & le Saint Siege Apostolique; & les autres qu'ils voudront ci-après nommer, ils le feront dedans ledit tems que dessus.

Le surplus que l'on a accoustumé mettre en traitez, comme de confiscations données d'une part & d'autre, des seüretéz à l'entretenement de ce traité, des conserveurs d'icelui, du nombre de gensd'armes, qui s'entretiendront audit royaume, du secours que les Gouverneurs d'icelui auront de faire l'un à l'autre, où requis en seront, de la delivrance des marchands François, & leurs biens &

marchandises arrestez en Castille, Aragon, & autres pais du Roi & de la Reine d'Espagne, & de leurs sujets & leurs biens en France, & autres choses generales, se conclura & apointera facilement, & pour ce faire se deputeront deux bons personnages du Conseil du Roi, & deux du Conseil de Monditsieur l'Archiduc. Fait à Lion le 5. avril 1502. Signé, LOUIS. Et plus bas, PHILIPPE.

Addition audir traitté.

POUR la pacification des différends étans presentement entre le Roi Tres-Chretien, & le Roi & la Reine d'Espagne, pour raison du royaume de Naples, ont été pourparlées les choses qui ensuivent.

Premierement, que ledit Roi Tres-Chretien, & lesdits Roi & Reine d'Espagne entretiendront, garderont, & observeront d'une part & d'autre le traité & capitulatiou faits entre eux pour le partage dudit royaume de Naples, & aura ladite capitulation & traité lieu en tous ses points & articles, selon sa forme & teneur.

Et pour ce qu'il est question de la province dudit Capitanat, en laquelle chacun desdits Seigneurs Rois pretend droit, & qu'à cause d'icelle s'est meslé la guerre, est expressement dit & accordé, que ce que ledit Roi Tres-Chretien tenoit en ladite province du Capitanat, avant que la guerre commençât, sera mis és mains de quelque bon & grand personnage, que ledit Sicur nommeta comme en main neutre. Et lesdits Roi & Reine d'Espagne mettront és mains de Monditsieur l'Archiduc, comme en main neutre pareillement, Manfredoine, Saint-ange, & tous les autres terres, qu'ils tiennent & tiendront en ladite province du Capitanat. Et au regard de ce qui a été pris par ledit Roi Tres-Chretien, & ses lieutenans & capitaines depuis ladite guerre commencée, tant en Calabrie, que en Pouille, sera mis & restitué és mains desdits Roi & Reine d'Espagne, sans aucune chose en retenir, réservé ce qui a été pris en ladite province du Capitanat, qui sera mis comme en main neutre és mains de Monditsieur l'Archiduc.

Et pareillement, si par lesdits Roi & Reine d'Espagne, leurs lieutenans & capitaines, avoit été ou étoit pris aucune chose és provinces & terres de Labour & la Brusse, depuis ladite guerre commencée, il sera mis & restitué és mains du Roi Tres-Chretien, sans aucune chose en retenir.

Item. Et seront tenus lesdits Sieurs Archiduc & celui qui sera nommé de la part du Roi, tenir ladite province du Capitanat comme chose neutre, & feront serment, & bailleront leurs lettres & scellez ausdits Roi Tres-Chretien, & Roi & Reine d'Espagne, de ne rendre ni restituer ladite province, qu'il ne soit préalablement décidé & déterminé à qui elle doit appartenir; & pour ce faire seront par lesdits Rois choisis & élus arbitres pour en connoître, lesquels en dedans un an après qu'ils auront été nommez, seront tenus en décider & déterminer entièrement; & au cas qu'ils ne le puissent faire dedans ledit tems, du commun consentement desdits Rois, icelui tems se pourra prolonger, ainsi que par eux sera avisé, & dedans trois mois prochainement venans nommeront lesdits Rois lesdits arbitres.

*Protection demandée par la ville & le peuple de Bologne;
du 20. septembre 1502.*

Bologne.

1502.

20. sept.

IN Christi nomine, Amen. Noverint universi & singuli præsentis publici instrumenti seriem inspecturi, quod anno nativitatis ejusdem 1502. indictione quinta, die verò Dominica 20. a mensis septembris, Pontificatus sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Alexandri, divina providentia Papæ sexti, anno undecimo, in mei notarii testimonioque infrascriptorum ad hæc vocatorum, adhibitorum, pariterque rogatorum præsentia, personaliter constituti Modesti viri domini, N. de rubeis, & Albertus de Castello, cives Bononienses, ambo de numero Magnificorum dominorum, sexdecim Reformatorum status civitatis Bononiensis, per dominos sexdecim, & eorum collegium, ad hæc specialiter electi & deputati, scientesque reverendus pater dominus Claudius de Seissello, Juris utriusque Doctor, Ecclesiæ Laudens. Administrator, serenissimi & christianissimi Domini Ludovici, Francorum Regis, in suis Magno Consilio & Senatu Parisiensi Consiliarius, & ad prædictos dominos sexdecim ad infra paciscenda ab eodem Rege orator & nuncius specialiter deputatus, intendens ad actum protestationis devenire, altius repetendo inter alia exposuerit prædictis dominis sexdecim, in eorum consueto congregationis loco existentibus, Quod prædictus sanctissimus Dominus noster Papa, per suas litteras & nuntios ostendere volens Christianissimo Regi, cum non teneri ad observandum protectionem alias susceptam populi, status, ac civitatis Bononiensis, suggererit eandem civitatem, quam gloriose memorie Pipinus & Carolus, Francorum Reges, Rom. Ecclesiæ liberam donaverant, quingentis annis citra vel circa, à nonnullis dictæ civitatis civibus per tyrannidem occupatam, & à debita Romanæ Ecclesiæ obedientia substractam fuisse, & sub libertatis specie in crudelem servitutem redactam, & in illa diversa crimina pro libidine imperantium fuisse perpetrata, ac in dies perpetrari, multaque in ipsius Ecclesiæ præjudicium ac contemptum, & civium ipsius civitatis perniciem & ruinam, committi, & ob id, & ex eo quod protectio hujusmodi quæ suscepta fuit, salvis dictæ Ecclesiæ Romanæ juribus, ita interpretanda erat, sicut à suis probatissimis consiliariis acceperat, & ad ceteros poten-
tatus, & alios quosque, excepta ipsius Ecclesiæ autoritate, extenderetur, quæque Majestas Regia his rationibus permota per eundem oratorem ipsis dominis sexdecim denunciaverit, ut civitatis Bononiensis liberum dominium Romanæ Ecclesiæ summoque Pontifici tradere deberet, & ipsius jugum non recusarent. Ipsi verò Magnifici domini sexdecim provisionibus, prædictis, utpote Majestati suæ falsò suggestis, & importunè Regis auribus inculcatis, non annuendum cientes, ac sub fide & protectione regia perseverantes eorum jura & condiciones, quæ cum Romanis Pontificibus inierunt, omni conatu & studio se defensuros professi fuerunt. Quibus omnibus per dictum oratorem seriosius expositis cupiens idem orator officium sibi à prædicta Majestate, ut asserebat, injunctum totaliter adimplere prædictis dominis, sexdecim, & Domino Joanni Bentivolo, ibidem præsentibus, Regis nomine protestatus fuerit, prædictam Regiam Majestatem, per prædicta aut alia, quæ ipsis Bononiensibus scripsit, aut mandavit, aut quæ in futurum in favorem

prædicti S. D. N. & Romanæ Curie sit factura, non intendere à protectione prædicta recedere, verùm in ea perseverare velle, nec per eam stare, quominus omnia in ipsa protectione contenta, iuribus & auctoritate Pontificis, & Sedis prædictorum semper salvis, adimpleat & observet, quinimo ad statum Reipublicæ personæque & bona dicti D. Joannis & Bentivolorum, ac cæterorum civium prote-genda, conservanda, & defendenda, se gratam exhibere, ipsūque dominum oratorem ad omnes securitates cautiones, promissiones, & provisiones opportunas adhibendas, pro status, personarum, & bonorum prædictorum conservatione, si sanctissimi Domini nostri, & Romanæ Ecclesiæ, obedientiæ se subicere velint, omnem suam curam & industriam offerre, & in promptu exhibere, ita ut dictam securitatem à prædicto sanctissimo Domino nostro, ejusque legatis, belli ducibus, & cæteris ad quos spectabit, cum effectu consequantur. Alioquin, si prædicti Bononienſes ob suam erga Sedem Apostolicam contumaciam & perversitatem damna aliqua in futurum patiantur, Majestatem ipsam extra culpam omnem fore, debitoque protectoris officio, quantum in ipso fuit, erga ipsos Bononienſes functam fuisse, prout plenius in quodam publico instrumento super præmissis confecto continetur. Quare prædicti nuntii & oratores prænominato sapientissimo domino Claudio oratori ibidem præſenti & intelligenti, nomine dictorum dominorum sexdecim, in effectu & sensu in hunc modum qui sequitur responderunt. Prius enim collaudato Majestatis Regiæ officio, quod velut ex sincero ejusdem effectu profectum in optimam partem iidem nuntii accipiunt, tria illa de civitate per tyrannidem civium occupata, ac de pessimo statu in ea urgenti, ac de verborum protectionis interpretatione, per dictum dominum oratorem proposita, à quibus veluti tribus rivulis protestatio ipsa emanasse videtur, sub silentio præterire objecta noluerunt, affirmantes civitatem ipsam per tyrannidem à civibus usurpatam minime fuisse, quam cives ipsi per felicitis recordationis Domini Nicolai Papæ V. maturam concessionem, unâ cum ipsa Romana Ecclesia, regendam ac gubernandam acceperunt, ob remunerationem & merita populi Bononienſis, qui civitatem ipsam per tunc Ducem injustè occupatam, ac munissimam arce & multo militum præsidio custoditam, viribus, labore, periculo, ac facultate suis, depulsa tyrannide, & arce solo adæquata, in sanctæ Romanæ Ecclesiæ ditionem tranſſulerunt: quod profectò piæ matris Ecclesiæ, & grati animi officium, & optimi pastoris institutum fuit, ut qui de Ecclesia benemeriti erant, ab ipsa quoque Ecclesia recompensam gratiamque aliqua in parte referrent: eos si quidem, qui annuentibus rerum dominis res ipsas juxta conditiones ultro citroque factas tenent ac gubernant, & pacta servant, nemo tyrannos jure dixerit, nam quod quisque libens & ultroneus alteri concessit, id perpetuò concessum velle debet. Decet enim principis beneficium esse mansurum, præsertim quia contractus juris gentium naturam assumpsit. Contractus quidem hominum voluntariam habet originem, sed consequentiam necessitati omnimodè subiectam: illud verò quod secundo loco obijcitur, ab ipsa veritate penitus alienum est, cum civitas ipsa, quæ tam malo regimine duci aſſeritur, studio omnium liberalium scientiarum generali & quidem frequenti floreat, ac castigatissimis moribus illustrata sit, & ædificis tam publicis quam privatis, & ad Dei cultum pertinentibus, passim inter alias præclaras Italicæ civitates eniteſcat: & in ea quietè & civiliter, ac summa cum policie & urbanitate honorabiliter degatur: & si quid, in populis & magna

hominum multitudine contingere necesse est, excedant delinquantve aliqui de populo, ludum impunitum nunquam dimittatur; aut si quid est aliquando remissius ac socordius factum, id officialium Sedis Apostolicæ penes, quos omnis jurisdictionis & imperii ac domini civitatis autoritas principaliter esse dignoscitur, causatione contingit, in quos & non in cives culpa merito esset referenda. Quod autem à sapientibus Regiæ Majestatis consultum dicitur, verba illa regiæ protectionis sic accipienda fore, ut Papæ auctoritatem, cujus Rex ipse vassallus existit, non includat, cum vassalli fides erga dominum sincera simplexque adeo esse debeat, ut in omnibus domino morem gerat, nec

in parte nostri quoque Jurisconsulti auctoritatis & litteraturæ non contemnendæ id jure inficiantur: eo quod non requirit populus Bononiensis, contra Pontificem injustè & perperam arma regia moveri, aut quicquam mali injustè moliri, imo justitiam jusque populi, sub quibus rectè & legitimè vivitur, tueri postulat: iusta siquidem & legi non contraria dominorum iussa vassallos adimplere juri convenit & rationi; injusta verò & jurisadversantia servare, non meriti, sed demeriti est; & interpellati nulla ratione servare tenentur: cum populus Bononiensis, non exoret protectionem à Regia Majestate, ut injuriam Pontifici aut Ecclesiæ irroget, aut jura Ecclesiæ salva esse non velit, vel se ab illius obedientia & devotione contumaciter subtrahat. Verùm protectionem & defensionem regiam humiliter implorat, ne civitas populique Bononiensis contra fas & jus à Pontifice, aut quocumque alio, conculetur, & sub velamento allegatæ reformationis jura populi violentur & pereant. Ad id verò quod his prænarratis Regiæ Majestatis nomine idem D. Claudius orator magistratibus & Bentivolis protestando subjunxit: prædicti domini nuntii prædictorum dominorum sexdecim, à quibus missi sunt, nominibus gratum, ratum, atque acceptissimum habent, & sponte admittunt, aguntque Majestati Sææ cumulatissimas gratias, tanquam ejus veri idemque gratissimi servitores & filii, eo quod præfata Regia Majestas bona cum gratia & benevolentia eorum, ac totius civitatis & populi, eo quo semper prosequutus fuit, prosequatur amore & in suscepta civitate ac Bentivolorum protectione perseverare velle profiteatur; cui protectioni adjecta conditio illa, quæ & si expressa non fuisset, tacite poterat sano sensu inteligi, *Si sanctissimi Domini nostri, & Romana Ecclesiæ obedientia populus Bononiensis se subicere voluerit*, non solum ipsis molesta non est, sed & illam addi non oportuisse arbitrat; nam superfluent videretur agi, ut nunc civitas ipsa obedientiæ Romanæ Ecclesiæ subjiaciatur, quæ semper a tempore recuperationis prædictæ populi officio subiecta fuerit, cujus, Ecclesiæ nomine, cuncta in ipsa civitate dominium respicientia geruntur & expediuntur, ac geri & expediti volunt, consensu tamen interveniente magistrorum D. Ancianorum, aut D. sexdecim, quoniam ea lege & conditione inter Romanam Ecclesiam, & populum Bononiensem, super ipsius civitatis regimine conventum & firmatum est per capitula prædicti D. Nicolai Papæ V. populo Bononiensi concessa, & per ejus successores Romanos Pontifices, & Dominos, Calixtum III. Pium II. Sixtum IV. Innocentium VIII. & novissimè per sanctissimum Dominum nostrum, Dominum Alexandrum Papam VI. primo in principio felicissimi sui Pontificatus, & deinde, anno præsentis & mense januarii, intervenientibus illustrissimi Romandiolæ Ducis promissionibus & fide, & manus sææ clarissimus subscriptionibus, per ejusdem sanctissimi Domini nostri litteras in

forma

forma brevis ex certa scientia approbata, confirmata, & denu concessa ipsi populo Bononiensi, qui semper perseveravit ac perseverare vult & intendit in bona gratia, fide, devotione, obedientia, reverentia, & subjectione sanctæ Romanæ Ecclesiæ, sub modo & tenore ipsorum capitulorum & pactorum hæcenus ex parte populi prædicti inviolabiliter observatorum quæ Scdis Apostolicæ honore semper salvo non licet ipsi Pontifici. neque jure ullo concessum est infringere aut violare, seu illis in patre aliqua detrahare: & ob hoc populus ipse Bononiensis, ac illius cives & magistratus, non possunt per quempiam alicujus contumaciz vel pervicaciz labe notari, neque velut inobedientes Regiæ Majestatis salutarî protectione privari, sed potius in statu sui, quem iusto ac sancto titulo adepti sunt, possessione conservari. Nec obloquitur aut contradicit capitulis præsentibus, quod ex his Romana Ecclesiæ enormiter lædatur; cum hujusmodi regiminis admissa societas in evidentem Ecclesiæ ipsius utilitatem cedere noscatur; concessionibus, si quidem modificationes, & approbationes prædictæ, insummam Ecclesiæ reverentiam autoritate & quietem redundant; nam Ecclesiæ ipsa, quæ aliàs civitatis dominium nullum obtinebat, nullamque utilitatem percipiebat ante hujusmodi concessionem, ex post in ipsa civitate legatum officialesque plurimos, qui jurisdictioni & regimini præstant, constituit non modicam æris quantitatem ex ærario publico quotannis percipientes. Quæ cum ita sint, iidem duo nuntii & oratores, nomine quo supra, Regiam Majestatem hoc scripto suppliciter rogant atque obsecrant, ut civitatem & populum Bononiensem, & D. Joannem Bentivolum, prædictos, sicut hæcenus commendatos habere ac suscipere dignetur; præclucique auribus his quæ neque jure, neque ex veritate ad eandem Majestatem perferuntur, in suscepta semel iustè ac sanctè protectione promovere, & quos semel benignè & paternè complexus est, eosdem nunc in eo statu in quo, tempore susceptæ protectionis, inveniebantur, hoc infesto & turbulento tempore non dimittere, sed conservare dignetur, cum & ipsi Domini sexdecim quæcumque Regiæ Majestati promiserint, convenerint, & pacti sint, integrè irrefragabiliterque observare, & si oportuerit pro eorum observatione & Majestatis ejusdem obsequio, facultates & vitam sine ulla cunctatione exponere parati sint.

Super quibus omnibus prædicti domini oratores rogaverunt & petierunt, per me notarium sibi fieri unum vel plura publica instrumenta.

TRAITE DE CONFEDERATION ET ALLIANCE

entre le Roi Louis XII. & Maximilien I. Roi des Romains, contre
les Venitiens. A Blois le 22. septembre 1504.

CAROLUS de Carretto, Marchio Finarii, Electus Thebanus, & Petrus Filholi, Episcopus Sistaricensis sanctissimi domini nostri, & Philbertus Naturelli, præpositus Trajectensis, & Cyprianus de Serntain, Cancellarius Tirolis serenissimi ac excelsi domini Romanorum Regis nuntii, oratores ac procuratores, ab eis specialiter ad sequentia constituti. Cunctis pateat & sit manifestum,

Quod cum sanctissimus dominus noster Julius Papa II. per nos antè dictos

Tome II.

C

Aurich
Venise.
1504.
22. sep

Marchionem, & Sistaricensem, & alios, ac etiam Brevibus apostolicis, serenissimos atque excessos Principes, Maximilianum Romanorum, & Ludovicum Francorum Reges, repetitis vicibus instantissime admonuerit, ut tanquam veri & devoti filii ecclesie vellent Sanctitati suæ totis viribus assistere, ad recuperationem eorum, quæ postposita fide, spreto numine, ac religione omni neglecta, Veneti pluribus jam lapsis annorum curticulis de beati Petri ac Romanæ Ecclesiæ patrimonio invaserunt, ac in præsentem occupant & detinent indebitè. Quare ipsi æquam de his considerationem, ut par est, habentes, atque assidue ante oculos præponentes, quantum Apostolicæ Sedi, (quæ ipsos protectoris & primi filii loco semper habuit, debeant, quantaque prædecessores eorum pro illius tutela & defensione sæpius egerunt, pro qua bellum toties adversus illius invasores susceperunt, susceptum & nunquam desertum pertinaciter gesserunt tot annos. Adeo ut sæpe summum in discrimen eventum sit. Ac etiam consulta frequentique mente revolventes illud peculiare ac universo christiano orbi perutile sædus, jam dudum multis sæculis inter Cæsares ac universum Sacrum Romanum Imperium, & Christianissimos Reges prædecessores eorum, contractum, & hodiernum usque in diem inviolabiliter inconcusseque observatum; cui accedit illa unanimis fraternitas atque indissolubilis unio, nuper inter dictum sanctissimum dominum nostrum, ac præfatos Romanorum & Francorum Reges contracta, ejus periocundam possessionem nemo nisi mors ab ipsis auferet, jugiterque & alto animo cogitantes prægrandia, damna injurias, & rapinas, quas ipsi Veneti multis jam labentibus annis, non solum ipsi Romanæ Ecclesiæ, & Romano Imperio, necnon serenissimo Romanorum Regi, ac toti ineluctæ domui Austriæ, verum etiam præfato Francorum Regi Christianissimo, & suis prædecessoribus Ducibus Mediolani intulerunt, & in dies inferre non desinant, in grave animarum suarum detrimentum, Apostolicæ Sedis, Imperii, ac dictorum Romanorum & Francorum Regum dedecus enorme, damnum, atque ignominiam, pleraque splendidas provincias, insignes urbes, arces, & opulentissima dominia, quorum nonnulla de beati Petri, aliqua de ipsius Imperii, & domus Austriæ, ac etiam de Ducum Mediolanensium patrimonio sunt & fuere, pluribus annis tyrannicè detinendo. Quæ in præsentem etiam detinent & usurpant. Hinc est quod præfati Romanorum & Francorum Reges, veri & obediens filii Ecclesiæ, apostolicæ monitioni in hac parte, ut tenentur, parere volentes, & tali tanteque injuriæ, damno, & ignominiz occurrere, atque providere super omnia cupientes, pro communi commodo, honore, atque amplificatione Apostolicæ Sedis, & ipsorum Romanorum & Francorum Regum, ac eorundem successorum, cum eodem sanctissimo domino nostro Julio Papa II. per nos ante dictos oratores suos, scilicet ipse Christianissimus Rex personaliter, & ante dicti dominus Philbertus præpositus, & dominus, Cyprianus, Cancellarius præfati serenissimi Romanorum Regis oratores, nuntii, & procuratores, ab eis ad hoc specialiter constituti, & eam ob rem ad eundem Christianissimum Francorum Regem missi, fecimus, inivimus, tractavimus, & conclusimus pacta, conventiones, & fœdera subsequencia, & in præsentibus litteris specificè designata.

Imprimis, quoniam ante dicti Veneti Apostolicæ Sedi, ac Sacro Romano Imperio, serenissimo Romanorum, & Christianissimo Francorum Regibus, ac eorum prædecessoribus, jam dudum, ut dictum est, usurparunt, atque usurpant & detinent plurimas urbes, provincias, & dominia, quæ Apostolicæ Sedi antiquitus &

præfatis Regibus avito atque hæreditario jure ſpectant & pertinent; tractatum & conventum eſt inter nos, quòd Sanctiſſimus Dominus noſter, ſereniſſimus Romanorum, & Chriſtianiſſimus Francorum Reges, infra kalendas majas proximè venturas, ad tardius, commutibus armis ad recuperationem eorum, quæ dicti Veneti eis detinent, hoſtiliter eoſdem Venetos invadent cum ſufficiendi numero & exercitu militum, equitum, & peditum, quem uniſquiſque eorum infra dictum tempus in limitibus dictorum Venetorum conducet & mittet; nec prius à prædicta Venetorum invaſione ſeu guerra deſiſtent, quàm omnino & integrè Apoſtolica Sedes recuperaverit Ravennam, Cerviam, Faventiam, Ariminum, earumque diſtrictus, aliæque oppida Imolæ, & Cæſenæ, cum portu Cæſenatico, cum omnibus eorum juribus & pertinentiis, ac omnia alia, quæ de ſtatu & juribus Eccleſiæ dicti Veneti occupant; & præfatus ſereniſſimus Romanorum Rex recuperaverit Roveretum, Veronam, Paduam, Vicentiam, Treviſum, Forum-julium cum ætterioris eorum, & omnia, quæ ipſi Veneti ab Imperio & continenti, & à domo & principibus Auſtriz uſurpant, & detinent. Ac etiam donec præfatus Chriſtianiſſimus Francorum Rex recuperaverit totaliter omnia & ſingula, quæ ipſi Veneti à domo & Ducibus Mediolani uſurpant, & detinent, videlicet urbem Briffiæ, & univerſum Briffienſem diſtrictum, & territorium Cremenſe, Bergamum & territorium Bergami, Cremonam & territorium Cremonenſe, Giraladam, & generaliter omnia, quæ fuerunt antiquitus de Ducibus Mediolani, & prædeceſſoribus ſuis.

Item. Et ſi durante guerra ſeu bello unus exercitus egeat alterius auxilio, eo quod ſit ſolus ab hoſtibus invaſus, alter exercitus omni dilatione ſemota tenebitur illi ſuccurrere.

Item. Et ſi unus eorum prius recuperaverit terras & dominia ſua, tenebitur ingente, & ſine dolo, alios adjuvare cum exercitu ſuo, quoaduſque illi etiam omnia ſua à dictis Venetis integre recuperaverint.

Item. Poterunt etiam illuſtriſſimi Ferrariæ Dux, Marchio Mantuæ, & Dominium Florentinum, pro recuperatione eorum, quæ dicti Veneti eis detinent, ſe huic ligæ adjungere, dum tamen condecenter, & ſecundum quod videbitur Sanctiſſimo Domino noſtro, & præfatis Romanorum & Francorum Regibus rationabile, rebus & ſumptibus ad hanc rem neceſſariis conferant.

Item. Quod præfati Romanorum & Francorum Reges, ac alii confœderati, debeant conſervare perſonam Sanctiſſi. Domini noſtri, dignitatem, juridiſtinctionem, & auctoritatem Sedis Apoſtolicæ, contra quoscuſque hoſtes eam perturbare aut inquietare volentes.

Item. Dicti Romanorum & Francorum Reges, ac alii confœderati, recipient in eorum protectionem illuſtriſſimum dominum Guidonem, Ducem Urbini, ac etiam illuſtriſſimum D. Francorum Mariam de Rovere urbi præfectum, & in eorum ſtatibus, quos depræſenti tenent, vel deinceps legitime tenebunt, illos defendent contra quoscuſque offendere volentes.

Item. Quòd præfati ſereniſſimi Reges, neque aliquis eorum, poſſit capere ſeu ad ſtipendium ejus conducere aliquem Baronem, ſeu domicellum, ſeu alicujus terræ vicarium, ſeu capitaneum, vel aliquem armigerum equitem, ſive peditem, ſubditorum Sanctiſſimi Domini noſtri, ſine expreſſo ejus conſenſu; ſimiliter faciet Sanctiſſimus Dominus noſter de ſubditis, capitaneis, aut ſervitoribus dictorum Regum.

Item. Conclufum eft, quòd Sanctiffimus Dominus noster, & præfati Romani & Francorum Reges, non poterunt ullo modo cum prædictis Venetis, nifi communi & unanimi confenfu, facere aut inire pacem, treugas feu inducias, aut quomodolibet aliud apunctamentum.

Item. Si pro recuperatione dictarum terrarum per ipfos Venetos occupatarum Sanctiffimo Domino noftro, & præfatis Regibus, videbitur per cenfuras, & maxime per interdictum, procedere contra præfatos Venetos, Ducem & Magiftratus Venetiarum, terrasque & dominia eis fubjecta, ac eorum fubditos, teneatur Sanctitas fua per dictas cenfuras & interdictum procedere contra fupra dictos Venetos; & è contra teneantur Sanctitati fuz adelfe præfati Reges, & alii confederati; & quilibet ex eis, illam adjuvare; quo dictæ cenfuræ & interdictum effectum habeant, maximè concedendo reffeffalias contra fubditos dictorum Venetorum, & bona illorum dando in prædam, prout alias factum fuit, & ipsi confederati teneantur ex toto poffe, cum effectû procurare, quòd dicta ordinatio executioni debite demandetur.

Item. Præfatus Sanctiffimus Dominus noster, & dicti Romanorum & Francorum Reges, fcribent Regi Hungariæ ad alliciendum & inducendum eum ad recuperationem eorum quæ dicti Veneti fibi indebitè detinent, ad hoc ut fe præparet ad inferendum eis bellum circa dictas kalendas majas.

Item. Fuit conventum, quòd fi fpurciffimus Turca fidei noftræ inimicus, ab ipfis Venetis afcitus, præd. Rom. Regem, aut alios invadat' chrifticolâs, quòd præfati S.D. N. & Reges, ac alii confederati, qui hanc ligam ingreffî fuerint, totis viribus, tanquam unum in robur conjecti, communi hofti veluti ad commune incendium extinguendum occurrent fecundum quod per Sanctiffimum Dominum noftro, & præfatos Reges pro communi utilitate conclufum extiterit.

Item. Quòd infra tempus trium menfium quilibet eorum teneatur nominare & in fcriptis dare confederatos, ad hærentes & recommendatos quos unusquisque eorum teneatur recipere, & quod ipsi confederati & nominati gaudeant beneficio præfentis ligæ & confederationis, exceptis Venetis, cum tectis & fubditis eorum, qui nullo modo recipi poffint.

Item. Quòd infra dictum tempus trium menfium præfatis Sanctiffimi Dominus nofter ac dictus dominus Romanorum Rex, ratificabunt hanc ligam & confederationem, & alter alteri, ac etiam Regi Chriftianiffimo ratificationem fuam in autentica forma mittent, & quòd in litteris ratificationis omnes & finguli fuprafcripti articuli fpecificè inferentur; & quòd Sanctiffimus Dominus nofter, quoties requifitus fuerit, faciet omnia & fingula prædicta rata habere per facrum collegium reverendifsimorum dominorum Cardinalium.

Cumque præmiſſa fœderis ligæ & amicitiz capitula, omniaque & fingula in illis contenta, nobis gratiffima ſint, promittimus nominibus quibus fupra, præfatos Sanctiffimum Dominum noſtrum, & ſereniffimum dominum Regem Romanorum, libentiſſimo animo, omnia ea facere ſervare, exequi, & complere, ac facturos, ſervaturos, executuros, & completuros, quæ pro eorum parte, pro executione præſentorum capitulorum ligæ & amicitiz, ſervanda exequenda ſint & complenda, Idcirco, præſentibus litteris noſtris, & virtute mandatorum noſtrorum, omnibus melioribus via, modo, & forma, quibus melius & validius de jure poſſumus & debemus, præſerta fœderis liga, & amicitiz capitula, omniaque ei

illis & quolibet eorum contenta juxta sui seriem & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma habemus & sumamus, nominibus quibus supra.

Er insuper promittimus & juramus in animas præfatorum Sanctissimi Domini nostri, & serenissimi domini Romanorum Regis, dominorum nostrorum, ac Dominum Deum nostrum, & ejus sanctam Crucem, ad sancta quatuor evangelia manibus nostris corporaliter tacta, bona fide, & in verbo Pontificis, & Regis, Sanctitatem suam pro se & successoribus suis, & Cæsaream Majestatem tenere & adimplere, & inviolabiliter observare pro se, hæredibus & successoribus, regnis, terris, dominiis, & jurisdictionibus suis, omnia & singula in præmissis fœderis, ligæ, & amicitie capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra, quovis modo, directè vel indirectè non facere, nec venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum suorum præsentium & futurorum, necnon sub pœna perjurii, quam Sanctissimus Dominus noster, & dominus Romanorum Rex, possint incurrere.

Item. Quòd præfati Sanctissimus Dominus noster, & dominus Romanorum Rex, & quilibet eorum, tenebitur personaliter, & in propria persona, ad sancta Dei evangelia jurare, & firmare omnia superscripta, coram & præsentibus vel præfente eis, vel eo, quem vel quos videlicet Sanctissimus Dominus noster ad dominum Regem Romanorum, & dominus Romanorum Rex ad Sanctissimum Dominum nostrum, & Christianissimum Rex ad præfatum Sanctissimum Dominum nostrum, & serenissimum Romanorum Regem, pro hujusmodi juramento ad ipsos mittent.

Et si (quod Deus avertat) non adimplerentur integrè omnia & singula per nos nominibus prædictis præfato Christianissimo Regi promissa, volumus & consentimus ex nunc, prout ex tunc, nominibus quibus supra, quòd sua christianissima Majestas in nullo penitus sit obligata præfatis Sanctissimo Domino nostro, & domino Romanorum Regi.

In quorum omnium & singulorum testimonium præsentis litteras manibus nostris signavimus, & nos præfati Carolus Marchio, & Petrus Filholi, Episcopus, & Philbertus præpositus, sigillis nostris, & ego Cyprianus sigillo ipsius præpositi in mei absentiâ fecimus muniri.

Datum Blesis, vigesima-secunda mensis septembris, anno Domini millesimo quingentesimo quarto. *Ainsi signé*, Carolus de Carretto, P. Filholi, Episcopus Sistericensis, Philbertus Naturelli, Præpositus Trajectensis, & Serntein.

Et sont lesdites lettres scellées de cinq sceaux sur cire rouge.

**TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI LOUIS XII.
d'une part. Maximilien I. Roi des Romains, & Philippe, Roi de
Castille, d'autre. A Blois le 22. septembre 1504.**

MAXIMILIANUS, divinâ favente clementia Romanorum Rex semper augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatia, &c. Rex, Archidux Aultriæ, Dux Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantæ, Stirie, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ & Gheldriæ, Langravius Alsatiæ,
C iij

*Autriche
1504.
22. sept.*

Princeps Sueviæ, Palatinus Habsburgiæ & Hannoniæ, Princeps & Comes Burgundiæ, Tirolis, Goritiæ, Artesi, Hollandiæ, Zelandiæ, Ferreti, Kiburgiæ, Namurci, & Zutphanæ, Marchio Sacri Romani Imperii super anasum, & Burgoviæ, dominus Frisiæ, Marchiæ Sclavonicæ, Mecliniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. Notum facimus universis præsentibus & futuris, Quòd ad laudem & gloriam omnipotentis redemptoris nostri Jesu-Christi, exaltationem atque amplificationem totius christianæ religionis, orthodoxæque fidei honorem, commodum, tranquillitatem, & conservationem statuum, & subditorum nostrorum, æque serenissimi Principis, Domini Ludovici Francorum Regis, fratris & consanguinei nostri carissimi, necnon serenissimi Principis, Domini Philippi, Castellæ, Legionis & Granatæ Regis, Archiducis Austriæ, Principis Aragonum, & Ducis Burgundiæ, &c. filii nostri carissimi, bona, vera, secura, fidelis, sincera, atque perpetua pax, unio, amicitia, sædus, & confœderatio, omni ævo duratura, facta, firmata ac conclusa fuit & est, die vigesimo secundo mensis septembris, anno Domini millesimo quingentesimo quarto, inter præfatum Franciæ Regem, parte ex una; & honorabiles, devotos & fideles nostros, dilectos Philbertum Naturellum, præpositum Ecclesiæ Trajectensis inferioris, & Cyprianum de Serntein, Cancellarium Comitatus nostri Tirolis, oratores nostros, & nobiles & honorabiles, devotos & fideles nostros dilectos, Joannem de Luxemburgo, dominum de Ville, Carolum de Ranchicourt, præpositum Attrebatensem, & Magistrum du Bliol ipsius Regis Castellæ oratores, nuncios, ac procuratores speciales ad hoc specia- liter deputatos, parte ex altera, in hunc qui sequitur modum.

Imprimis, quòd prædicti Principes, videlicet dictus serenissimus Rex Romanorum, & Christianissimus Francorum Rex, & serenissimus Castellæ Rex nunc, tunc vero Archidux Austriæ, faciant, ineunt, tractant, & concludunt unam veram, bonam, sinceram, & indissolubilem inter se fraternitatem, sædus, confœderationem, & amicitiam, pro ipsis hæredibus & successoribus suis, omni ævo & tempore duraturam, adeò quòd, tanquam una anima in tribus corporibus, erunt amici amicorum, & inimici inimicorum. Ita & taliter quod neuter eorum dabit unquam directè, vel per indirectum, sub quocumque colore, causa, aut occasione, quæ dici aut excogiari possit, ulli Principi, Domino, Communitati, aut potentatui, seu alicui quicumque sit, favorem, opem, auxilium aut subsidium contra & adversus alium; quin imo tenebuntur dare sibi vicissim omne auxilium eis possibile contra, & adversus omnes & singulos cujuscumque status aut conditionis existant, eis seu alteri eorum bellum inferentibus.

Item. Cum tanta sit amicitia inter serenissimos præfatos Reges, ut ipsi sint amici amicorum, ideoque inter ipsas partes conventum est, quòd serenissimus atque excellentissimus Romanorum Rex nihil faciet aut attentabit tam in ducatu Mediolani, & patriis sibi in Italia spectantibus, quàm etiam in terris & dominiis confœderatorum, & recommendatorum suæ celsitudini, qui sunt illustrissimi Sabaudæ, & Ferratiæ Duces, Montisferrati, & Mantuæ Marchiones, Dominium Florentinum, communitates Senensis & Lucensis, dominus Albertus de Carpi, & Joannes Petrus de Gonzaga, nisi superioritatem, honorem, & obedientiam, quam ipsi debent suæ Majestati, & Sacro Romano Imperio, denegaverint.

Si tamen contingat, præfatum Cæsaream Majestatem transire per Ducatum Mediolanensem, aut alia præfati Christianissimi Regis trans alpes dominia, faciet

exhiberi, ut par est, dictæ Cæsareæ Majestati omnem honorem, & comitatem quam poterit, & faciet eam associari per suos locatenentes, Cancellarium, & alios principales officiales, quod libentius sua celsitudo faceret personaliter, si ibi adesset.

Item, Ad serenissimi & christianissimi Regis Francorum petitionem & instantiam, serenissimus Romanorum Rex vult indulgere, & induget per præsentem, Duci Ferrariæ, Marchionibus Montisferrati & Mantuæ, Florentinis, Lucensibus, Senensibus, & domino Alberto de Carpi, & Joanni Petro de Gonzaga, omnia quæ ab eo die & tempore, quo christianissimus Rex Carolus novissime defunctus, primùm ingressus est Italiam, usque in hunc diem, contra suam Majestatem tanquam Romanorum Regem, & Sacrum Imperium commiserunt, aut quovis modo committere potuerunt, tam faciendo, quam omittendo, & propter quæ feuda eorum, quæ à Sacro Imperio tenent, ipsi serenissimo Romanorum Regi devoluta, & confiscata fuissent, & eos ad præfati Francorum Regis petitionem absolvit, & permittit redire in gratiam, & sub favorem & tutelam Sacri Imperii; & nihilominus poterunt prænominati Dux Ferrariæ, & cæteri, remanere confederati, servitores, & recommendati Christianissimi Francorum Regis, juxta tenorem tractatus apud Tridentum inter Cæsaream Majestatem, & reverendissimum dominum Legatum confecti, pro quo ipsi deinceps Romanorum Regi, & Sacro Imperio, sicut cæteri subditi, fideles, obediens, subditi & dediti esse debent & tenentur.

Et si de cætero in his, quæ Romanorum Regi & sacro Imperio exhibere tenentur, rebelles, & minus obediens erunt, aut aliquod aliud contra eum committerent, quòd, tunc unusquisque Romanorum Rex, aut Imperator, eos secundum viam, ordinem, aut legem Imperii punire possit, & in isto neque in aliis quibuscumque principatibus, communitatibus, civitatibus, provinciis, dominiis & jurisdictionibus totius Italæ, quocumque nomine appellentur, & ubicumque situatæ sint, quæ Romanorum Regi aut Imperio quovis modo spectarent, nullus Rex Franciæ unquam Romanorum Regi, aut Imperatori, neque Imperio, aliquod impedimentum inferre, neque præfatis aut aliquibus contrariis, aut rebellibus Imperii, adjumentum, directè neque indirectè dare, sed de his omnibus penitus abstinere velit & debeat.

Item, Tractatum est, quòd præfatus christianissimus Francorum Rex, non vult neque intelligit se ingerere, neque intromittere se subditis, feudis, & rebus Imperii, siue in Italia, siue extra Italiam, nisi secundum quod supra dictum est, & formam tractatus apud Tridentinum inter serenissimam & excellentissimam Cæsaream Majestatem & dictum reverendissimum Dominum Legatum confecti.

Item, Quoad investituram Ducatus Mediolani, quam christianissimus Dominus Francorum Rex cupit habere pro se & hæredibus suis, conventum est, quòd serenissimus Dominus Romanorum Rex dabit infra tres menses, à conclusione pacis, ut supra, investituram ipsi Christianissimo domino Regi pro se, & hæredibus suis masculis, ex suo corpore descendentibus, & eis deficientibus, pro filia sua primogenita, & pro domino Duce de Luxemburgo, ejus sponso, conjunctim. Et si contingeret eam mori, pro alia primogenita, quæ nubet prædicto domino Duci, vel alteri filiorum serenissimi domini Regis Castellæ, & eis deficientibus sine liberis, pro hæredibus masculis præfati Christianissimi domini Regis, qui illo tempore venient ad capiendum investituram, & pro dicta investitura, & quibuscumque aliis

rebus, Christianissimus Rex dabit serenissimo domino Romanorum Regi ducenta millia Francorum, secundum quod fuit tractatum Blesis, ita quod infra tres menses post datam hujus pacis, præfatus Christianissimus Rex mittat pro investitura, & ipse Dominus Romanorum Rex faciet & dabit eam pro prædictis Christianissimo Rege & Domina Claudia filia sua primogenita, & domino Duce de Luxemburgo ejus sponso; & si contingeret eam mori, pro alia filia ipsius Christianissimi Regis, quæ nuber dicto domino Duci, vel alteri filiorum serenissimi domini Regis Castellæ, ut dictum est; & si contingeret, ut supra dictum est, illos decedere absque liberis, & præfatus Romanorum Rex non daret investituram prædictis hæredibus Christianissimi Regis, tunc Majestas Cæsarea tenebitur restituere dictis hæredibus prædicta ducenta millia francorum; jure tamen, quod dicti hæredes in dicto Ducatu, tunc habebunt, non obstante restitutione dictæ summæ, ipsis integrè salvo remanente, intellectu tamen, quod si contingeret in prædicto casu hæredes supra dictos mittere pro investitura, tunc illi hæredes teneantur solvere juxta consuetam dictæ investituræ.

Et quoad Regnum Neapolitanum attinet præfatus Christianissimus Rex promittit præfato serenissimo Romanorum Regi, quod de cætero non tractabit, neque apunctuabit de dicto regno Neapolitano, cum Regibus Hispaniarum, & Rege Friderico de Aragonia, nisi de voluntate dicti serenissimi & excellentissimi Romanorum Regis; proviso tamen, quod præfatus serenissimus Romanorum Rex polliceatur ipsi Christianissimo Regi, quod non faciet aut non concludat de cætero tractatum aut apunctuamentum ullum cum dictis Regibus & Regina Hispaniarum, & Friderico, nisi de scitu & voluntate ipsius Christianissimi Regis.

Et si contingeret, quod dicti Rex & Regina Hispaniarum non velint concludere pacem cum præfato Rege Christianissimo, hoc casu dictus serenissimus Romanorum Rex non dabit directè vel indirectè, sub quovis colore, dictis Regibus Hispaniarum auxilium, suppetias, vel favorem contra vel adversus dictum Christianissimum Regem, quinimò apertè se declarabit bonum amicum, fratrem & confederatum dicti Christianissimi Regis.

Et quoad filios domini Ludovici Sfortiæ, quanquam ipse Christianissimus Francorum Rex in nullo eis teneatur, est tamen contentus ob honorem & amorem præfati serenissimi Romanorum Regis, habita præfata investitura, dare prædictis liberis aliquas terras seu statum in regno Franciæ, unde poterunt honorabiliter vivere, postea quàm tamen prædicti liberi ad hoc Franciæ regnum se contulerint, & quamdiu in eo residebunt.

Item. Quoad bannitos Mediolanenses præfatus Christianissimus Rex est contentus remittere & remittit eis bona eorum & absolvit eos ab omnibus delictis, criminibus læsæ majestatis, & offensionibus eorum, & illos in gratiam suam redire permittit, modo ipsi teneant & adimpleant quæ ipsi per eos, aut procuratores & negotiorum gestores, suæ celsitudini promiserunt, exceptis tamen domino Galea Sfortia, Alexandro Sfortia, Michaelè Sclafeta, Joanne Philippo Affico, quondam Magistro hospitii dicti domini Ludovici, Masino Lodenfi, Ludovico de Landriano, & fratre suo, Petro de Porres, Blasino Grinol, Hieronimo de Carcano, Oldrado Lampugnani, Bonogalea de Castronovate, Joanne Angelo, Frederico, & Ludovico de Landriano, fratribus; Comite Ludovico Bergamin, Sforza Sfortia, Generale Humiliatorum, Episcopo Lodenfi, Protonotario sancti Celsi, Protonotario Trigelle,

nelle, Petto Corfix Comite Hannibale de Balbiano, Lazarò Immerat, Comite; Frederico de Verine, Francisco de Verine, Comite; Petro de Verine, Comite; Fregosino Joanne Antonio Bilia, Vincenno de la Taille, Silvestro Ladensi, Antonio de Landtiano, Francisco de Magno, qui non residebunt Mediolani, nec in aliis suis dominiis in Italia existentibus, & nihilominus recipient fructus, redditus, & emolumenta bonorum suorum in dictis dominiis existentium, tenebuntur tamen omnes & singuli, qui redibunt ad Ducatum Mediolanensem, & cætera christianissimi Regis trans Alpes dominia, præstare juramentum ad sancta Dei evangelia, in manibus officialium locorum ad quæ redibunt, quod de cætero ipsi erunt boni & fideles subditi Regiæ Majestatis, nec aliquid contra suam Majestatem, aut statum, molientur.

Convenietur etiam partes prædictæ, quod sacri Romani Imperii Principes Electores, & ipsum universum Romanum Imperium, sint hujus pacis, unionis, fœderum, & concordiæ, & singulorum in eis contentorum conservatores, ita, & taliter quod possint & debeant totis viribus assistere ei, qui prædicta observaverit contra alium non observantem.

Item. Convenitum est, quod prædicti serenissimi & excelsi domini Romanorum, Franciæ, & Castellæ Reges poterunt, infra tres menses, à die pacis factæ numerandos, suos confœderatos, quos in hac pace intelligunt esse comprehensos, alter alteri nominare, & ex nunc præfatus christianissimus Francorum Rex, declarat & nominat pro suo primo & præcipuo confœderato S. D. N. Julium II. Papam modernum.

Poterit etiam catholicus & serenissimus Princeps dominus Ferdinandus, Rex Hispaniarum, ingredi hoc fœdus & amicitiam infra quatuor menses, à die pacis factæ, modo velit remittere regnum Neapolitanum, quantum ad eum attinet, illi, strissimo domino Luxemburgiæ, Duci; & christianissimus Francorum Rex, similiter remittere portionem sibi in dicto regno competentem dictæ Clavdiæ filiæ suæ; cujus quidem regni administratio spectabit prædicto Castellæ Regi, quousque fuerit consummatum matrimonium inter prædictos Ducem, & dominam Claudiam, aut alio modo, de consensu prædictorum Romanorum, Francorum, Hispaniarum, & Castellæ Regum, super hoc regnum Neapolitanum fuerit conventum.

Cumque præinserta pacis, fœderis, concordiæ & amicitiae capitula, omniaque & singula in illis contenta, nobis gratissima sint, ac libentissimo animo ea omnia servare, exequi & complere, quæ pro parte nostra præinsertorum capitulorum pacis virtute servanda & exequenda sint & complenda, idcirco præsentibus litteris nostris, omnibus melioribus via, modo & forma quibus melius & validius de jure possumus & debemus, præinserta pacis, fœderis, concordie & amicitiae capitula, omniaque in illis & quolibet eorum contenta, juxta sui seriem & tenorem, laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus & corroboramus, ac rata, grata, & firma, habemus & firmamus. Et insuper promittimus & juramus ad Dominum Deum nostrum, & ejus sanctam Crucem, & sancta quatuor evangelia, manibus nostris corporaliter tacta, bona fide, & in verbo regio, & sub censuris apostolicis, quibus nos in hoc casu contraventionis subjecimus, tenere, adimplere & inviolabiliter observare, pro nobis, hæredibus & successoribus, regnis, terris, dominiis, & ditionibus nostris, omnia & singula.

Tome II.

D

gula in præsentis pacis, fœderis, concordia, & amicitia capitulis contenta, prout in eisdem cavetur & continetur, & contra ipsam quovis modo directè vel indirectè non facere nec venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum præsentium & futurorum, nec non sub pœna perjurii, quam Rex possit tali casu incurtere, & si, quod Deus avertat, non adimplerentur integrè omnia & singula, per nos prædictis serenissimis Principibus promissa, volumus & consentimus ex nunc, prout ex tunc, quòd ipsi, & neuter eorum, in nullo sit nobis penitus obligatus.

In quorum omnium & singulorum prædictorum testimonium, præsentis litteras manu nostra signavimus, sigillique nostri munimine jussimus roborari. Datum in nostro & Imperii sacri oppido Hagenavv, die quarto mensis aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo quinto, regnorum nostrorum, Romani vigesimo; Hungariae decimo sexto. Ainsi signé, Maximilianus.

Et sont lesdites lettres scellées sur le repli en lacs ou cordons d'or & soie noire, d'un grand scel sur cire rouge.

Et sur led. repli est écrit, *Ad mandatum domini Regis proprium.* Signé au dessous, Serntein. Et sur le dos, *Registrata.* J. Collaver.

*TRAITE' ENTRE LE ROI LOUIS XII. ET MAXIMILIEN,
Roi des Romains, pour le mariage de Charles, Duc de Luxembourg,
depuis Empereur V. du nom, avec Madame Claude de France, fille
dudit Roi Louis XII. à Blois le 22. septembre 1504.*

*Autriche
mariage.
1504.
22. sept.*

NOS Philbertus Naturelli, præpositus Ecclesiæ Trajectensis inferioris, & Cyprianus de Serntein, Cancellarius Tirolensis, & Vicecancellarius Curia serenissimi ac invictissimi Principis, domini Maximiliani, Dei gratia Romanorum Regis semper augusti, ejus consiliarii, & illius apud excellentissimum & christianissimum Francorum Regem oratores, & Joannes de Luxembourg, dominus de Ville, primus Cambellanus; Carolus de Ranchicourt, præpositus Ecclesiæ Attrebatensis, consiliarius; & Laurentius du Blioul, secretarius serenissimi Principis domini Philippi, Archiducis Austriae, & Hispaniarum Principis; & ejus etiam apud præfatum excellentissimum & christianissimum Francorum Regem oratores; notum facimus universis, quòd nos prædictorum serenissimorum dominorum nostrorum Romanorum Regis, & Philippi Austriae Archiducis, ejus filii nomine, de suo expresso mandato, & suorum ad hoc specialium procuratoriorum, in bona & ampla forma expeditorum, virtute, cum eodem excellentissimo ac christianissimo Rege, ad majorem & firmiorem matrimonii, antea inter illustrissimum dominum Carolum, Ducem Luxemburgi, ipsius Archiducis primogenitum, & serenissimam dominam Claudiam, præfati Christianissimi Regis filiam, tractati, securitatem, & ejusdem matrimonii complementum & observationem, in hunc qui sequitur modum inivimus, tractavimus, & conclusimus.

Pro complemento & consummatione matrimonii tractati & conclusi inter illustrissimum dominum Carolum, Ducem Luxemburgiae, & serenissimam dominam Claudiam, Franciæ fuerunt adiutæ & conclusæ securitates quæ sequuntur.

Primo, quod Christianissimus Rex faciet obligari Dominum Comitem Nivernensem, gubernatorem Burgundiæ, quod si acciderit ipsum Christianissimum Regem sine hæredibus masculis decedere, quod eo casu dictus comes restituet purè & liberè ad manus illustrissimi domini Archiducis ducatum Burgundiæ, comitatus Auxoniæ, Matisconensis, & Antisiodorensis, & Barruni supra Sequanam, ad utilitatem dominæ Claudie, & Ducis Luxemburgiæ, si tunc temporum ipse Dux non erit in ætate nubili; & si sit in ea ætate, prædicti ducatus & comitatus, & dominium prædictum Barrense, ponentur ad manus, suas, ad suam & dictæ dominæ Claudie & liberorum suorum utilitatem, proviso tamen, quod dictum matrimonium sit consummatum, & quod non sit quominus non sit consummatum per dictos dominos Archiducem & Ducem Luxemburgiæ, & de prædictis etiam dictus dominus Comes tenebitur præstare juramentum ipsi domino Archiduci; & si contigerit dictum Comitem Nivernensem mori vel destitui, ille vel illi qui in locum suum sufficientur, pares litteras, & simile juramentum tenebuntur præstare.

Item. pro majore securitate prædictorum, & ne sit in eis defectus, dominus Dux Clivenfis, Comes de Dunois & de Vendosme, qui tenent & possident aliquas terras & dominia in patria domini Archiducis, quas quoad hoc obligabunt, dabunt sigilla sua pro observatione prædictorum.

Item. Quo magis pateat omnibus affectio, quam serenissimi Romanorum & Franciæ Reges, & illustrissimus dominus Archidux, habent ad hujus matrimonii complementum, & ad auferendam omnem suspensionem in contrarium, prædictus Christianissimus Francorum Rex est contentus, casu quo non habeat aliquos liberos masculos, & post habitam investituram Ducatus Mediolanensis, quod gubernatores dicti Ducatus Mediolanensis, ducatum Januæ & Britanniarum, comitatum Astensis & Blesis, & aliarum terrarum & dominiorum, quæ sunt de suo patrimonio, & pariter & capitanei & custodes arcium & fortalitiarum dictorum, ducatum, comitatum & dominiorum, faciant juramentum, quod si contingat ipsum Christianissimum Regem sine liberis masculis decedere, ut dictum, incontinenti post consummationem dicti matrimonii, vel quod non sit per dictos dominos Archiducem & Ducem Luxemburgiæ, quominus consummetur; quod ante dicti gubernatores & capitanei dabunt & ponent ad manus dictæ dominæ Claudie & Ducis Luxemburgiæ, dictos ducatus, comitatus, terras, & dominia; & si contingat aliquem gubernatorem vel capitaneum dictarum terrarum & dominiorum mori vel destitui ab officiis suis, ii qui sufficientur in loco eorum facient simile sacramentum, ut supra, dicto domino Archiduci.

Conventum tamen est, quod Rege Christianissimo decedente sine liberis masculis, ita quod secundum conventionem supra dictam prædicti ducatus, comitatus, & dominia spectent dictæ dominæ Claudie, ut dictum est, superstitis una vel pluribus filiabus dicti Christianissimi Regis, sororibus præfatæ dominæ Claudie, quod ipsa tenebitur sufficienter & honorifice, secundum status earum concordentiam, in pecunia dotare.

Et casu quo per defectum dicti Christianissimi Regis Franciæ, aut dictæ Reginæ ejus consortis, seu dictæ dominæ Claudie, dictum matrimonium non fiat, dictus Christianissimus Rex vult, & ex nunc consentit, quod dicti ducatus Burgundiæ & Mediolani, & comitatus Astensis remaneant dicto Duci Luxemburgiæ,

& ex nunc casu prædicto cedit & transfert dicta dominia cum omnibus iuribus, quæ in eis habet & posset habere.

Et similiter, si per defectum dicti serenissimi Romanorum Regis, aut illustrissimi domini Archiducis, aut illustrissimæ domini Archiducissæ consortis suæ, aut illustrissimi domini Ducis Luxemburgensis, dictum matrimonium non fiat, hoc casu, præfatus serenissimus dominus Romanorum Rex renuntiabit omnibus querelis, nominibus, rationibus, & actionibus, quas nunc vel tempore futuro potest petere vel querelare, pro quacunque causâ, colore aut occasione quæ sit aut esse possit in dictis, Ducatu Mediolani, & aliis patriis, terris, aut dominis, quæ dictus Christianissimus Rex tenet in Imperio. Et etiam dictus illustrissimus dominus Archidux renuntiabit omnibus iuribus, querelis & actionibus, quæcumque sint, quæ & quas posset habere, & prætere in dictis ducatu Burgundiæ, comitatibus Matiscionensi & Antilsiodorensi, & dominio de Barro supra Sequanam, & etiam cedit & transfert ex nunc, casu prædicto, Christianissimo Regi & illustrissimæ domini Claudie comitatus Artesii, Quadralesii, & dominia de Noyers & Chastelchimon.

Item. Pro maiori securitate, & amore & affectione, quos Christianissimus Rex gerit dicto domino Archiduci & Duci de Luxemburgo, & favore dicti matrimonii, ex nunc donat liberaliter dictis dominis Archiduci & Duci Luxemburgiæ, vita eorum dumtaxat durante, subsidium & compositionem Artesii, eo modo & forma, quo alias fuit donata quondam Duci Philippo Burgundiæ, & Duci Carolo, filio suo; proviso tamen, quod se habeant erga dictum Christianissimum Regem sicuti tenentur facere. Reservatis tamen per Regiam Majestatem omnibus iuribus regalibus & suprematis, quæ sub colore dicti doni non intelligit in aliquo diminui, neque contravenire eis; & de hoc fient litteræ in bona forma: & etiam æquum & rationabile est, quod præfati Domini dent litteras lxx Regiæ Majestati, per quas recognoscent, non jure suo, sed per munificentiam & liberalitatem suam, dictam compositionem & subsidium habere, ne in futurum delapsis multis annis aliqui harum rerum ignati possint contrarium prætere.

Convenerunt etiam partes prædictæ, quod sacri Romani Imperii Principes Electores, & ipsum universum Sacro-Romanum Imperium sint hujus matrimonii, & omnium in articulis prædictis contentorum conservatores, ita & taliter, quod possint & debeant totis viribus assilire ei, qui prædicta observaverit contra alium non observantem.

Cumque præmissa capitula, ac omnia & singula in iis, & eorum quolibet contenta, nobis grata sint, idcirco illa omnia & illorum quodlibet juxta sui formam, & tenorem nominibus prædictorum dominorum nostrorum Romanorum Regis, & Philippi, Archiducis, ejus filii & suorum mandatorum virtute acceptavimus, & per præsentem acceptamus, & eisdem nominibus & eorundem suorum mandatorum virtute, omnibus melioribus via, modo & forma, quibus melius validè & de jure possumus & debemus, promittimus & in animas prædictorum dominorum nostrorum Romanorum Regis, & Archiducis, & eorum cujuscunque, ad Deum omnipotentem, & ad sancta quatuor evangelia corporaliter nostris manibus tactæ, bona fide, & sub censuris apostolicis, quibus virtute mandatorum quæ supra, præfatos dominos nostros, & eorum quemlibet in casu contraventionis, subijcimus.

juramus prædictos dominos nostros, pro se, & hæredibus, successoribus, regnis, dominiis & ditionibus suis etiam sub suorum præsentium & futurorum bonorum obligatione & hipoteca, necnon sub pœna perjurii, talem qualem ipsi Romanorum Rex, & Archidux, in casu tali incurere possunt, omnia & singula præserta capitula, & eorum quodlibet, secundum sui formam & tenorem debere tenere, acimplere, & inviolabiliter observare, nec eos dominos nostros, vel eorum alterum, per se, alium vel alios, directè seu indirectè, aut aliàs quovis modo, eisdem articulis in aliquo unquam contravenire. Promittimus insuper nominibus & virtute mandatorum, quæ supra, eisdem dominos nostros Regem, & ejus filium Archiducem, & eorum quemlibet, omnia & singula, quæ supra per nos tractata, acceptata, promissa, & jurata, acceptaturos, ratificaturos, approbaturos, & personaliter etiam super sanctis quatuor evangeliiis suis manibus corporaliter tactis, necnon sub censuris, & aliis, quæ supra, pœnis & obligationibus juraturos, & suas desuper litteras patentes in bona & debita forma expediti mandaturos, & eisdem ipsi Christianissimo Regi, vel suo legitimo oratori, nuncio, vel procuratori, ad manus daturus, quam primum id ab eis ex parte ejusdem Christianissimi Regis exquiretur, aut postulabitur; & si, quod Deus avertat, præfati domini nostri Romanorum Rex, & Archidux, omnia prædicta pro se per nos tractata, acceptata & jurata, non observaverint, nos hoc casu suis nominibus & suorum mandatorum virtute volumus & consentimus ex nunc prout ex tunc, quod ipse Christianissimus Rex eisdem dominis nostris, & eorum cuilibet, in nullo sit obligatus.

In quorum omnium & singulorum testimonium, nos præsentis litteras manibus nostris subsignavimus, & eas nos Philbertus Naturelli, Joannes de Luxemburgo, & Carolus de Ranchicourt, propriis sigillis nostris, & nos Cyprinus de Serntein, sigillo ipsius Philberti, & Laurentius du Blioul, sigillo præfati Caroli, in nostrorum absentia accommodatis fecimus muniti. Datum Blesis, vicesima secunda die mensis septembris, anno Domini 1504.

Ainsi signé, Philbertus Naturelli, præpositus Trajectensis. Serntein. Joannes de Luxembourg. E. Ranchicourt. Du Blioul.

Et sont leides lettres scellées de cinq sceaux, ou cachets, sur cire rouge.

**TRAITE' DE TREVE POUR TROIS ANS, ENTRE LE ROY
Louis XII. & Ferdinand & Isabelle, Roi & Reine d'Espagne.
En l'Abbaie de Nôtre-Dame de la Mejorada, le 31. mars 1504.**

FERDINANDUS & Elisabet, Dei gratiâ Rex & Regina Castellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ citra & ultra Farum, Hierusalem, Granatæ, Toleti, Valentiz, Galleciæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniz, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennis, Algarbii, Algeziræ, Gibraltaris, ac Insularum Canariæ, Comes & Comitissa Barchinonæ, Domini Viscaix & Molinæ, Duces Athenarum & Neopatriæ, Comites Rossilonis & Ceritaniz, Marchiones Oriskani & Goceani, universis & singulis præsentis litteras inspecturis, notum facimus, Quod inter nos, ex una, & altissimum & potentissimum

*Espagne,
1504.*

31. mars.

Principem Ludovicum, Regem Franciæ, Ducem Mediolani, &c. & conſanguineum noſtrum, ex altera, fuerunt tractati, facti & conſuſi, ac facta & conſuſa articuli & capitula induciarum & treugarum tenoris ſequentis.

Imprimis fuit & eſt concordatum, quòd ſit bona, ſecura, & legalis treuga, guerraque abſtinentia per tempus trium annorum, inter altiſſimum & potentiſſimum Principem Ludovicum, Regem Franciæ, Ducem Mediolani, &c. chriſtianiſſimum, parte ex una: & altiſſimos & potentiſſimos Principem & Principiſſam Ferdinandum & Eliſabet, Regem & Reginam Caſtellæ, Legionis, Aragonum, Siciliæ, Granatæ, &c. catholicos, parte ex altera; tam per mare, & terram, quàm aquas dulces, pro iſtis & omnibus eorum regnis, terris, dominationibus, ſubditis, alligatis, & conſederatis, in quibuſcumque partibus exiſtentibus, tam citra quàm ultra montes, & ſignanter per totum regnum Siciliæ citra Farum, per mare & terram. Quæ quidem treugæ erunt communicativæ & mercantiles tali modo & formâ, quòd durantibus illis ſubditi & ſequentes dictas partes, ſeu alteram illarum, poterunt ire & proſciſci, mercari & vchi facere, ſecurè & ſine aliquo impedimento perſonarum & bonorum ſuorum, omnes mercantias & bona quæcumque, in omnibus partibus & qualibet illarum ſupradictorum Principum, ibidemque morari, ire & redire, tam pro ſacto mercantiæ, quàm alia quavis cauſâ, proviſo tamen, quòd prætextu & ſub umbra præſentis prædictæ treugæ, dicti commorantes, frequentantes, euntes & redeuntes hinc inde, non faciant, neque procurabunt, directè, neque indirectè, aliquid in præjudicium principis, in patria ſeu in partito cujus iſi ſe invenient.

Item. Fuit & eſt concordatum, quòd durante dicta treuga nulla executio, ſeu aliquod guerra expleitum fiet hinc inde ab una parte, neque ab alia; nec capientur aliquæ civitates, villæ, plateæ, oppida, fortalitia, minusque priſonerii ullius partiti, nec navigia, nec alia bona per mare, nec per terram, quinimo id quod invenietur captum & innovatum qualicumque modo, à dictis partibus, ſeu altera illarum, poſt diem quo præſens treuga publicabitur, ut inferiùs continetur, reſtituetur, reponetur, & reintegrabitur in eo ſtatu, quo erit captum & innovatum, tempore dictæ captionis ſeu innovationis.

Item. Fuit & eſt concordatum, quòd quamvis ſuperius dicitur, quod dictæ præſentes treugæ ſint communicativæ & mercantiles, quòd hoc intelligatur in omnibus regnis, terris, & dominiis prædictorum Regum & Reginæ, præterquam in prædicto Siciliæ citra Farum regno, ſicuti in aliis regnis, terris, & dominiis prædictorum Regum & Reginæ, tam per mare quàm per terram.

Item. Fuit & eſt concordatum, quòd præſens treuga publicetur & præconſetur in civitate Neapolis, die viceſima quinta menſis februarii proximè venturi, anni præſentis milleſimi quingenzeſimi quarti, & quod à dicta die incipiant currere prædicti tres anni ejuſdem treugæ, & ſubſequantur deinde conſecutivè: Quæ treuga publicabitur etiam & præconſabitur in civitatibus & villis Narbonæ, Perpiniani, Vaionæ, & Fontſarabiz, viceſimo-nono die prædicti menſis februarii proximè venturi.

Item. Fuit & eſt concordatum, quòd durante dicto tempore treugæ, ſubditi & alii qui tenent, & ſequentur de præſenti partes ſeu partium dictorum Principum, poterunt reſidendo in illo ſeu in illis, liberè, ſecurè, & ſine aliquo impedimento, gaudere, uti, & frui terris, hæreditatibus, & bonis quibuſcumque, quæ

dicto tempore publicationis præsentis treugæ habebunt & possidebunt corporaliter & cum effectu in alio partito.

Item. Fuit & est concordatum, quòd si, durante dicta treuga, aliqui populi, Barones, seu aliæ personæ ex his quæ dicta die vicesima quinta mense februarii proximè venturi, qua dicta treuga publicabitur, ut præfertur, erunt sub obedientia prædicti Regis Franciæ, ubicumque sint, ab eadem obedientia deficient, & se rebellabunt, & erigent signa prædictorum Regis & Reginæ Castellæ & Aragonum, vel aliquis Baro, aut alia persona ex his quæ sequuntur, aut non sequuntur prædictos Regem & Reginam Castellæ & Aragonum, fecerit rebellare aliquas terras ex his, quæ dicta die publicationis treugæ erunt sub obedientia prædicti Regis Franciæ, ubicumque fuerint, quòd illis talibus, qui durante dicta treuga terras rebellare facient, non possit pepercipi, per quamcumque pacem inter dictas partes faciendam, nec per easdem partes, aut earum alteram, possit eis præstari auxilium, directè vel indirectè, quinimò tanquam rebelles & præsentis treugæ fractores puniantur; & illud quod rebellare fecerint à dicta die vicesima quinta mensis februarii, proximè venturi, in antea, à qua die dicta treuga incipiet currere, restituatur statim, in eo statu in quo erat antequam illud rebellare fecissent; possitque pars, contra quam innovabitur, propria sua autoritate illud recuperare, & altera pars illud resistere, seu favore, aut alio quovis modo, impedire non possit.

Item. Pari modo fuit & est concordatum, quòd si durante dicta treuga aliqui populi, Barones, seu aliæ personæ ex his, quæ dicta die vicesima quinta februarii proximè venturi, qua dicta treuga publicabitur, ut præfertur, erunt sub obedientia prædictorum Regis & Reginæ Castellæ & Aragonum, ubicumque sint, ab eadem obedientia deficient & se rebellabunt, & erigent signa prædicti Regis Franciæ, vel aliquis Baro, aut alia persona ex his, quæ sequuntur, aut non sequuntur prædictum Franciæ Regem, fecerit rebellare aliquas terras ex his, quæ dicta die publicationis treugæ erunt sub obedientia prædictorum Regis & Reginæ Castellæ & Aragonum, ubicumque fuerint, quod illis talibus, qui durante dicta treuga terras rebellare fecerint, non possit pepercipi per quamcumque pacem inter dictas partes faciendam, nec per easdem partes, aut earum alteram, possit eis præstari auxilium directè vel indirectè, quinimò tanquam rebelles & præsentis treugæ fractores puniantur; & illud quod rebellare fecerint, à dicta die vicesima quinta mensis februarii proximè venturi, in antea, à qua die dicta treuga incipiet currere, ut præfertur, restituatur illico in eo statu, in quo erat antequam illud rebellare fecissent; possitque pars, contra quam innovabitur, propria sua autoritate illud recuperare, & altera pars illud resistere, seu favore, aut alio quovis modo, impedire non possit.

Item. Et casu, quo pendente dicto tempore dictæ treugæ aliquid per capitaneos, seu aliquas illorum, seu dictorum Principum, gentes aut alios quoscumque sequentes eorum partes, vel partium tenentes, fieret contra & in præjudicium dictæ treugæ, propterea tamen non censetur dicta treuga rupta, neque infracta, sed neque præjudicabit dicta infractio seu innovatio supradictis Principibus, sed dumtaxat infractori & interruptenti dictam treugam, qui punietur & castigabitur per partem, in cuius terra deliquerit, & ad id restituatur per alteram

partem ubi fuerit, infra mensem post requisitionem; & illud quod innovabitur & fiet per prædictos contra dictam treugam, restituatur statim in eo statu in quo erat antequam innovaretur, possitque pars, contra quam innovabitur, propria sua auctoritate illud recuperare, & altera pars illud resistere, seu favore, aut alio quovis modo, impedire non possit.

Item. Fuit & est concordatum, quòd quoniam impræsentiarum prædicti Rex & Regina Castellæ & Aragonum habent possessionem totius prædicti Siciliæ citra Farum regni, & accidere posset, quòd posteaquam hujusmodi treuga ad aliquorum notitiam deveniret, aliqui populi, Barones, aut aliæ personæ in dicto regno ad discordiam & bellum seminandum, ut hujusmodi treuga non servetur, sub obedientia alterius Principis stare vellent, & non sub obedientia dictorum Regis & Regina Castellæ & Aragonum, volunt dictæ partes quòd si durante dicto tempore treugæ, terræ, aut Barones, aut aliquæ aliæ personæ intra dictum Siciliæ citra Farum regnum, sub alia obedientia, præterquam dictorum Regis & Regina Castellæ & Aragonum, stare voluerint, quòd ipsi Rex & Regina possint inobedientes sibi in dicto regno ad obedientiam suam reducere quocumque modo voluerint; & hanc ob causam treuga non intelligatur esse fracta.

Item. Fuit & est concordatum, quòd durante dicta treuga altera dictarum partium non possit præstare auxilium, aut favorem alicui Principi, potentatui, aut alicui aliæ personæ, contra alteram partem, directè nec indirectè.

Item. Et pariter tenebuntur dicti Reges & Regina nominare infra tres menses, à die præsentium immediatè sequentes, dictos eorum alligatos & confederatos, quos intendunt esse comprehensos intra dictam treugam, gaudereque, uti, & frui effectu ejusdem.

Item. Fuit & est concordatum, quòd prædicti Reges & Regina firmabunt personaliter & jurabunt hujusmodi articulos & capitula treugæ, infra sexdecim dies proximè sequentes, qui currere incipient à tricesima prima die hujus mensis januarii: anni præsentis 1,04. & quod infra dictum tempus hujusmodi capitula treugæ tradantur ab una parte ad aliam vicissim, videlicet ipsismet Principibus, vel pro eis, oratoribus suis.

Et licet præferti articuli & capitula fuerint aliàs per nos ratificata, firmata & juramento vallata, infra tempus in eisdem articulis contentum, nihilominus tamen, quia voluntas nostra est illos & illa, & omnia in illis contenta, tenere, adimplere, & observare; igitur præsentium tenore approbamus, concedimus, & firmamus præferta treugæ, bellique abstinentiæ, capitula & articulos, & omnia in illis contenta, & promittimus & juramus ad Dominum Deum nostrum, & ejus sanctam Crucem, & sancta quatuor evangelia, manibus nostris corporaliter tacta, in præsentia spectabilis Joannis de Levi, Marescalli fidei, domini de Mirapice, & Senescalli Carcastonæ, oratoris per eundem altissimum & potentissimum Francorum Regem ad nos destinati, quòd tenebimus, implebimus, & observabimus præferta capitula & articulos, & omnia in illis contenta, videlicet ea omnia & singula, quæ nos prædictorum articulorum & capitulorum virtute adimplere teneamur & stricti sumus, bona fide, omnique fraude, dolo & cautela cessantibus, sub clausulis, pactis, obligationibus, & vinculis in præfertis articulis contentis.

In quorum fidem & testimonium præfentes fieri jussimus manibus nostris signatas,

tas, sigilloque nostro impendenti munitas. Datum in Cœnobio Beatz Virginis Mariz de la Mejorada, ordinis sancti Hieronimi, ultimo die mensis martii, anno à nativitate Domini 1504. Sic signatum, *Yo el Rey. Yo la Reina.*

Ego Michael Perez d'Almaçan, secretarius Regis & Regina dominorum meorum, eam scribi feci mandato Majestatum suarum.

*POUVOIR DU ROI FERDINAND A SES AMBASSADEURS,
de faire la même ligue & union, avec Monsieur François, Duc de
Valois, futur successeur au royaume de France, qu'il avoit faite, avec
le Roi Louis XII. A Segovie le 10. septembre 1505.*

FERDINANDUS, Dei gratia Rex Hispaniæ, Siciliæ citra & ultra Farum, Jerusalem, &c. universis & singulis, ad quorum notitiam præsentis literæ pervenerint, salutem. Quamvis inter nos & altissimum, potentissimum, & excellentissimum Principem Ludovicum, Franciæ Regem, Mediolanique Ducem, &c. Christianissimum carissimum ac amantissimum fratrem & confederatum nostrum, peracta, firmata, composita, perpetuæque stabilita pax, fraternitas, & confederatio sit pro nobis nostrisque successoribus, & tota demum posteritate, quam nos custodimus, & omnibus vitæ nostræ diebus illibata æterno & immortalī Deo medio cultodiemus. Et licet nobis cum ipsius carissimi Francorum Regis fratris nostri successoribus nequaquam necessarium sit eam amicitiam & confederationem majori vinculo, quàm est, connectere; verùm nos prospiciendo ingentia bona quæ inde omnibus populis & nationibus, eidem Christianissimo Regi fratri nostro, nobisque, & subditis subsequuntur, & toti demum religioni christianæ, nequaquam indecens videtur, quod res de qua tot & tam magna oriuntur bona, veluti eadem amicitia & confederatio est, connectatur, iterumque firmetur omnibus modis, quibus connecti, firmarique magis queat, privatimque componatur, consolideturque inter nos, nostrosque hæredes & successores, & illustrissimum dominum Franciscum, Delphinum Viennensem * consanguineum nostrum, qui post longa tempora & felices decursos dies eidem Christianissimo Regi fratri nostro in Gallia gratia divina media successurus est, & suos quoque hæredes & successores; præcipue cum hoc idem velit & cupiat eidem Christianissimus Rex frater noster. Quapropter confidentes de fide singulari, prudentia, & integritate vitorum spectabilium, magnificorum, & reventorum, consiliariorum nostrorum, Joannis de Silva, comitis Cifontis, & affinis nostri, assistentis urbis Hispalensis, & Thomæ Malferiti, Regentis Cancellariæ nostræ, & fratris Joannis Enguera, Magistri in sacra Theologia, Inquisitoris hæreticæ pravitatis in principatu Catalaniz, tenore præsentis, de nostra certa scientia, deliberatè & consulto, eos omnibus melioribus via, modo, & forma, quibus de jure & aliis possumus & valeamus, facimus, constituimus, creamus, & ordinamus nostros veros, certos, legitimos, & indubitatos procuratores, oratores, & nuncios speciales, & ad infra scripta generales, ita tamen, quod specialitas generalitati non derogat, nec è contra; vos eisdem, Joannem de Silva, Comitem Cifontis, Thomam Malferitum, & fratrem Joannem Enguera, ut pro nobis & nomine nostro possitis & valeatis tractare, concordare, facere, & fi-

Tome II.

E

*España
1505
10. sept.*

* 'Il n'avoit point été qualifié, n'étant ni fils de France, ni fils aîné du Roi. Aussi, c'est une erreur du secrétaire de Ferdinand, qui l'a cru Dauphin, parce qu'il étoit l'héritier présomptif de la Couronne.

mate cum prædicto illustrissimo domino Francisco, Delphino Viennensi, consanguineo nostro, seu cum illis, qui suas vices & potestatem habebunt ejus nomine, unionem, fraternitatem, ligam, & confederationem strictissimam, perpetuam ac indissolubilem, cunctis futuris temporibus duraturam, scilicet inter nos hæredesque & successores nostros, ac regna & dominia nostra, & alias terras omnes & subditos nostros, tam regnorum & dominiorum nostrorum, quam regnorum & dominiorum Castellæ, Legionis, Granatæ, &c. quorum administrationem & gubernationem perpetuam habemus, nobisque optimo jure pertinet, parte ex una; & eundem illustrissimum dominum Franciscum, Delphinum Viennensem, consanguineum nostrum, & successores suos, & regnum Franciæ, & dominia, & subditos coronæ Franciæ, parte ex altera; & possitis quæcumque capitula & instrumenta & quoscumque tractatus concordiarum, unionis, & confederationis & ligæ, pro nobis & nomine nostro, cum eodem illustrissimo Delphino Viennensi, consanguineo nostro, stipulari, facere & firmare, fieri facere, petere, & instare, cum illis pactis, vinculis, conditionibus, promissionibus, pœnis, summisionibus, juramentis, clausulis & cautelis quibus volueritis & vobis bene visum fuerit; possitisque nomine nostro, si oportuerit nominare conservatorem dictæ unionis, confederationis & ligæ, ac etiam nominare confederatos nostros, qui in eadem confederatione & liga includi debeant; & demum possitis facere & firmare pro nobis, & nomine nostro, omnia alia & singula, quæ pro expeditione, securitate, & complemento dictæ unionis, confederationis & ligæ, necessaria, convenientia, & opportuna vobis videbuntur. Et de prædictis omnibus & singulis, & uno quoque eorum possitis, concordare, facere, & firmare nomine nostro, cum præfato illustrissimo Delphino Viennensi, consanguineo nostro, fierique facere, petere, & instare quæcumque capitula, & quoscumque contractus cum illis pactis, conditionibus, obligationibus, juramentis, securitatibus, pœnis, summisionibus, renunciationibus & promissionibus, quibus volueritis, & generaliter omnia & alia singula facere & firmare, cujuscumque naturæ & importantiæ fuerint necessaria & opportuna, & quæ nos facere possemus, etiamsi talia sint, quæ ad ea conficiendum præceptum exigant magis speciale. Damus præterea & concedimus vobis prænominatis oratoribus nostris plenum posse, ut possitis jurare pro nobis & in animam nostram, quod tenebimus, observabimus, & adimplebimus realiter & cum effectu omnia & singula, quæ in prædictis circa ea nomine nostro concordabitis, capitulabitis, assecurabitis, promitteritis, jurabitis & firmabitis, omni fraude, cautela, & dolo cessantibus, & illa ratificabimus eis modo & forma, quibus vos ea concordabitis, capitulabitis, assecurabitis, promitteritis, jurabitis, & firmabitis; & quod nullo unquam tempore revocabimus, nec contra ea aut eorum aliquid faciemus, vel veniemus, sub obligatione omnium bonorum nostrorum patrimonialium & fiscalium. In quorum testimonium, præsentem fieri jussimus manu nostra signatas, sigilloque nostro impendenti munitas. Datum in civitate Segoviæ, die decimâ mensis septembris, anno à nativitate Domini 1505. Sic signatum, *To el Rey*.

Ego Michael Perez d'Almaçan prædicti altissimi, potentissimi, & catholici Regis, domini mei, secretarius præsentem litteras mandato Majestatis suæ scribi feci.

*TRAITE DE PAIX, DE CONFEDERATION, ET ALLIANCE
entre Louis XII. Roi de France, & Ferdinand, Roi d'Espagne, & du
mariage de Germaine de Foix, nièce du Roi, avec ledit Roi Ferdinand.
A Blois le 12. octobre 1505. ratifié par le Roi d'Espagne à Segovie
le 16. octobre 1505.*

PATEAT cunctis & evidenter sit notum, Quod ad laudem & gloriam omnipotentis redemptoris Domini nostri Jesu Christi, exaltationem & amplificationem totius Christianæ Religionis, orthodoxæque fidei, honorem, commodum & tranquillitatem, & tutelam & conservationem statuum, regnorum & subditorum serenissimi & excelſi Principis domini Ludovici, hujus nominis duodecimi, Dei gratiâ Christianissimi Regis Francorum, Ducis Mediolani, domini Januæ, &c. & etiam ad honorem, commodum & tranquillitatem, tutelam & conservationem statuum, regnorum & subditorum serenissimi & excelſi Principis domini Ferdinandi, Dei gratiâ Catolici Hispaniarum Regis, Siciliæ citra & ultra Farum, Jerusalem, &c. bona, vera, secuta, legalis, sincera & perpetua pax, unio, fraternitas, amicitia, sædus & confederatio, omni ævo duratura, facta, jurata, firmata, ac conclusa extitit, & est, inter præfatum Christianissimum Regem, hæredes & successores suos, regna, patrias, & dominia sua quæcumque parte ex una; & nos dominum Joannem de Silva, Comitem de Cifuentes; Thomam Malferit, Doctorem, Regentem Cancellariæ; Fratrem Joannem Enguera, Doctorem in Theologia, Provincialem & Inquisitorem in Principatu Catalonia, oratores, nuncios, & procuratores speciales ante dicti serenissimi domini Ferdinandi, Catolici Hispaniarum Regis, pro dicto Catolico Rege, hæredibus & successoribus, regnis, patriis, & dominiis suis quibuscumque, parte ex altera, in hunc, qui sequitur, modum.

*Espagne
1505.
12. octobre*

videlicet quod dicti Christianissimus & Catolicus Reges erunt tanquam duæ animæ in uno & eodem corpore, amici amicorum, & inimici inimicorum; & quod causa, colore, vel occasione quacumque, quæ sit, vel esse possit, non poterit, nec possit aliquis eorum, nec etiam eorum hæredes & successores possint, directè vel indirectè, modo aliquo dare auxilium, succursum, aut favorem contra alterum, inimicis aut adversariis suis, sed tenebuntur & obnoxii erunt auxiliari & succurrere unus alteri, adversus & contra omnes, pro securitate, custodia, defensione & tuitione eorum statuum, regnorum, & terrarum, dominiorum, & jurium quorumcumque; videlicet Rex Christianissimus de mille hominibus armorum, seu lancearum ad modum Franciæ; & dictus Catolicus Rex tenebitur dare auxilium trium millium Janetariorum ad modum Hispaniæ instructorum, non obstantibus quibuscumque aliis ligis per prænominatos Reges antea factis, vel de cætero faciendis cum quibuscumque Principibus, Dominationibus, seu Communitatibus quibuscumque. Quibus quoad hæc ipsi Christianissimus & Catolicus Reges per præsentem pacem & ligam expressè renunciarunt & renunciant.

Item. Poterunt omnes subditi utriusque dictorum Regum, cuiuscumque status aut qualitatibus sint, ire, frequentare, morari, & stare mercantilex & aliter, ut eis videbitur, per terram, mare, & aquas dulces, & per terras & dominia dictorum

E ij

Regum, sicut ipsi possunt facere in terris & dominiis sui proprii Regis. Et erunt suspensæ & supersessæ executiones omnium marcarum & represaliarum, quæ fuerunt concessæ ex utraque parte per spatium sex mensium sequentium, quo tempore pendente fiet debita diligentia per dictos Reges, vel suos commissarios de concordando & concordari faciendo querelas & actiones, sub occasione & colore quarum dictæ maræ seu represaliæ fuerunt concessæ.

Item. Erunt remissa odia & rancores omnes, & omnes offensæ utriusque partis, omnibus illis qui tenuerunt & sequuti sunt partes alterius dictorum Regum contra alterum, & maximè dictus Rex Catholicus integrè quittavit & remisit, quittat & remittit per præsentem, omnibus, Principibus & Baronibus, & aliis dicti Regni Siciliæ citrà Farum, & similiter omnibus cuiuscumque nationis sint, qui tenuerunt partem dicti Christianissimi Regis, totum odium, & omnem rancorem, & malam voluntatem, quam posset habere contra eos prædicta de causa, dummodo ipsi faciant dicto Catolico & Reginæ ejus consorti, quæ erit, homagia & debita fidelitatis juramentum, prout facere tenentur. Et poterunt omnes prænominati, cuiuscumque status sint, stare & residere, ubicumque eis benè videbitur, excepto quòd non stent in terris inimicorum dictorum Regis & Reginæ Catholicorum, aut eis suspectorum. Et nihilominus utentur & gaudebunt dictis bonis suis in dicto regno existentibus, dummodo ipsi non impediant, quòd officiales dictorum Regis & Reginæ non explectent, exequantur, & officient in principatibus, terris, baroniis, & dominiis in dicto regno Siciliæ citrà Farum existentibus, sic & eo modo & forma, qua antehac tempore aliorum Regum Siciliæ citrà Farum factum exiit.

Item. Fuit concordatum, quòd Princeps Rosani, Marchio Bitonti, Honoratus & Alfonsus de sancto Severino, & Fabricius de Jezualdo, & alii cuiuscumque qualitatis, status, & nationis fuerint, qui pendente bello inter dictos præfatos Reges captivi fuerunt, & etiam carcerati detinentur per præfatum Catholicum Regem, vel per eos, qui ejus partes sequuntur, tam in Italia, Hispania, Castella; Aragonia, & aliis quibuscumque locis, illicò ponentur in pua & plena liberatione, absque alicujus pecuniæ solutione. Et pari modo fiet per prædictum Christianissimum Francorum Regem, si sunt aliqui subditorum prædicti Catholici Regis, vel alii, qui ejus partes tenuerunt, qui detineantur prædicta ex causa in terris obedientiæ præfati Christianissimi Regis.

Item. Pari modo fuit tractatum & concordatum, quòd omnes & singuli Principes, Barones, Domini, Milites, & alii cuiuscumque status vel conditionis sint prædicti Siciliæ citrà Farum regni, vel aliunde, qui partem dicti Christianissimi Regis, contra præfatum Catholicum Regem tenuerunt & sequuti sunt, vel eorum heredes legitimi, illicò post matrimonium per verba de præsentis factum & conclusum inter præfatum Catholicum Regem, & illustrissimam Dominam Germanam de Fuxo, reponentur & restituentur integrè in possessione & fruiione suorum principatuum, terrarum, dominiolorum, & honorum suorum immobilibium quorumcumque, quæ ipsi possidebant in initio dicti belli, quod fuit anno Domini 1502. in æstate, tempore quo armigeri Regis Catholici Hispaniæ venerunt ad Tribaldam, & dominus d'Aubigny venit contra eos, quamvis per præfatum Catholicum Regem, vel suos locum tenentes, vel alios ad id potestatem habentes, fuerint, vel sint alienata aut translata in alios, quacumque causa, quæ sit aut esse possit. Et

fimiliter erunt restituti in possessione & fruitione prædictorum suorum bonorum quæ possidebant prædicto tempore, & habebunt illa effectualiter, quamvis illa fuerint alienata & translata in alios, quacumque causa, quæ sit aut esse possit, per Regem Federicum, aut suos locum tenentes, vel alios ad id habentes ab eo potestatem, sicut dictum est. Quæ alienationes per omnes prædictos factæ non poterunt præjudicare juri petitorii nec possessori dictorum Principum, Baronum, & aliorum eis spectantium ad bona, quæ ipsi possidebant in initio dicti belli, dummodò prænominati præstent juramenta & homagia debitæ fidelitatis præfatis Catholicis Regi & Reginæ.

Item. In honorem Sanctissimi Domini nostri Julii Papæ secundi, Domino Præfecto ejus nepoti, tanquam illi, qui sequutus fuit partes Regis Francorum, restituentur omnes terræ & dominia, quæ & quas possidebat tempore aperti belli inter Christianissimum & Catholicum Reges. De aliis autem terris & dominiis, quæ tunc non possidebat, fiet sibi prompta & expedita justitia per præfatum Catholicum Regem, seu ab eo potestatem habentes.

Item. Et pari modo erit restitutus & repositus reverendissimus in Christo Pater dominus Cardinalis Ambasiæ, Legatus Apostolicus in regno Franciæ, in possessione & fruitione, & proprietate libera comitatus, terræ, & domini de Sarno, & terræ & domini de Gando, & eorum juribus, dependentiis, & pertinentiis quibuscumque, sicut, & in modo & forma, quibus stabat initio dicti belli, non obstantibus alienationibus factis, vel quæ fieri potuissent per dictum Regem Catholicum, vel ejus locum tenentes, vel alios quoscumque. Qui comitatus, terræ, & dominia virtute hujus pacis remanebunt sibi in omni jure proprietatis, dominiis, & possessionis.

Item. Restituentur pari modo Reginæ Elisabethæ, viduæ Regis Federici quondam, omnes terræ omniaque dominia & bona immobilia, quæ ei pertinuerunt in dicto regno ante dictum bellum, dum tamen dicta Elisabethæ, & ejus liberi moram trahant, ubi prædicto Catolico Regi placuerit; & ad cognoscendum & decidendum, quid dictæ Reginæ pertinerit in dicto regno, eligentur duo viri, videlicet unus per præfatum Regem Catholicum; & alter per dictam Reginam Elisabethæ; & interim antequam prædicti viri prædictam decisionem faciant, tenebitur præfatus Rex Catholicus providere condecener pro victu dictæ Reginæ, & liberis suis, dummodò ipsa & liberi ejus morentur, ut dictum est.

Et pro majori securitate & mantenentia, & augmento dictæ pacis, unionis, & ligæ, exitit & est de præsentis tractatum & concordatum (dicto Christianissimo Rege se fortem faciente, quantum ad hoc illustrissimæ dominiæ Germanæ de Fuxo, ejus propriæ neptis, scilicet filiz sororis suæ, & per prædictos oratores, procuratores, pro & nomine Regis Catolici, virtute potestatis eis concessæ, promittentes facere ratificari per dictum Catholicum Regem, & etiam omnia contenta in præsentis pace,) matrimonium dicti Catolici Regis, & dictæ illustrissimæ dominiæ Germanæ de Fuxo. Quod fiet per verba de præsentis per præfatum Commitem de Cifuentes, procuratorem quoad hoc dicti Catolici Regis illico, quod dicta illustrissima Domina applicuerit apud Christianissimum Regem avunculum suum, & consummabitur & complebitur dictum matrimonium citius quam fieri poterit, & ad hunc finem dictus Christianissimus Rex, postquam dictum matrimonium fuerit contractum per verba de præsentis, mittet illico dictam illustrissimam Dominam

neptem suam, honorificè associatam, sicut decet, usque ad confines regni Franciæ, quæ sunt versus Rossilionem, vel in parte Fontisarabiz ad electionem Regis Catholici.

Item, In favorem & contemplationem dicti matrimonii dictus Christianissimus Rex donavit, dedit, cessit, & transtulit, donat, cedit, & transfert per presentes dictæ illustrissimæ dominæ in dotem & matrimonium omnem titulum Regis, jus, partem & portionem, quam habet, & sibi competere & pertinere possunt in dicto regno Siciliæ citrà Farum, secundum portionem & divisionem dicti regni scriptam & contentam in tractatu super hoc facto inter dictos Christianissimum & Catholicum Reges, & omne aliud jus, quod quolibet modo poterit prætere habere in dicto regno, vel in illius parte, & similiter regnum Jerusalem, quibus dicta illustrissima Domina perpetuo & semper fruatur, tanquam sua propria dote, ac hæreditate, & post ejus obitum pro filiis masculis ex ea descendentibus in infinitum; & in defectum masculorum, pro filiabus ex ea descendentibus in infinitum; in quorum quarumque defectum dictæ pars & portio, & jus dicti regni Siciliæ citrà Farum, & similiter regni Jerusalem constitutum & constituta in dotem præfate illustrissimæ dominæ Germanæ, ut dictum est, revertantur pleno jure præfato Christianissimo Regi, suisque hæredibus & successoribus, & ab eo causam habentibus; tenebiturque nihilominus præfatus Christianissimus Rex, post consummatum dictum matrimonium dare & realiter tradere dicto Catholico Regi omnes titulos, litteras, instrumenta quæcumque, quos, quas & quæ, ipse habet de dicto Regno Siciliæ citrà Farum.

Item, Ad recompensandum aliquantulum præfatum Christianissimum Regem, pro magnis sumptibus & expensis, quos & quas ex causa prædicti regni Siciliæ citrà Farum sufferre oportuit, præfatus Catholicus Rex tenebitur dare & solvere eidem Christianissimo Regi; quantitatem & summam decem centum millium ducatorum boni auri, & recti ponderis, in decem annis immediatè sequentibus, æquis portionibus, scilicet in unoquoque dictorum decem annorum centum mille ducatos; incipietque primus terminus & prima solutio uno anno, postquam dictum matrimonium per verba de præfenti celebratum fuerit, ut præfertur. Quas quantitates præfatus Catholicus Rex tracti facere tenebitur purè & liberè propriis suis expensis in civitate Narbonæ; & ad hoc faciendum & implendum, & similiter solvendum omnia damna & interesse, quæ & quas præfatus Christianissimus Rex habere posset per defectum dictarum solutionum, vel alicujus earum, dictus Catholicus Rex se obligabit sub censuris apostolicis, & sub obligatione omnium regnorum, terrarum, & quorumcumque bonorum suorum, & ultra hoc dabit bonos & securos respondentes ad electionem & contentationem præfati Christianissimi Regis, in civitatibus Januæ & Avinionis, intra tres menses proximè venientes. Et si fortasse contingeret, quod dictus Catholicus Rex non posset pro aliquibus annis, & terminis dictæ summæ reperire responsales, quales ut supra, ex nunc prout ex tunc obligat eidem Christianissimo Regi omnes & singulos mercatores & negociatores, & bona eorum omnium regnorum & patriarum, quæ possidet de præfenti, quos in defectum solutionis ante dictus Christianissimus Rex poterit propria auctoritate, per se & suos, nulla juris solemnitate servata, capere & eorum bona quæcumque, quibuscumque in contrarium facientibus, quibus quantum ad prædicta derogatur, prædictis minime obstantibus, & de

faciēdo & complendo prædicta dictus Catholicus Rex dabit suas litteras in bona, & ampla forma præfato Christianissimo Regi intra prædictos tres menses.

Item. Tractatum & concordatum est, quòd si acciderit, quod ex prædicto matrimonio non remanerent liberi, ob quam causam dicta portio dicti regni Siciliae citrà Farum, & regnum Jerusalem, constituta & constitutum in dotem prædictæ illustrissimæ dominæ Germanæ, post ejus obitum reverterentur ad præfatum Christianissimum Regem, & ejus hæredes, ut præfertur, dicto casu ipse Christianissimus Rex, vel ejus hæredes, si voluerint habere & recuperare dictam portionem prædicti Siciliae citrà Farum regni, & regnum Jerusalem, tenebuntur reddere & restituere integrè præfato Catolico Regi, vel ejus hæredibus totum illud, quod debite constabit ipsum Christianissimum Regem ex dictâ summâ & quantitate pecuniæ recepisse, eo modo, quo illam receperit.

Item. Fuit concordatum per dictos oratores, quòd in casu quo donatio propter nuptias seu dotalitium habeat locum, dicta illustrissima Domina habebit talem & similem donationem propter nuptias seu dotalitium, quam consueverunt habere Reginae viduæ in regnis & terris, quæ tenet dictus Rex Catholicus.

Item. Est tractatum & concordatum, quòd incontinenti post consummationem dicti matrimonii procuratores dictorum Christianissimi & Catolici Regum, stantes in Curia Romanâ supplicabunt Sanctitati summi Pontificis, & communi consensu & simul, quòd det investituram dicti regni dictis Catolicis Regi & Reginae, & descendētib; ex eis, scilicet cuilibet ipsorum, pro jure, parte, & portione quod eis pertinet, sic & secundum quod superius fuit dictum.

Item. Quod rebelles Christianissimi Regis tam regni Franciæ, quam ducatus Mediolani, Januæ, & aliarum terrarum & dominiorum suæ obedientiæ, qui se transfulerunt, vel exinde se transferent in terras dicti Catolici Regis, restituentur, & realiter liberabuntur per ipsum, vel ejus ordinationem, præfato Christianissimo Regi, si illos petierit, & habere voluerit. Et pari modo rebelles dicti Catolici Regis coronarum Castellæ, Aragonum, utriusque Siciliae, & aliarum quarumcumque terrarum & dominiorum suorum, qui se transfulerint in terras obedientiæ præfati Christianissimi Regis, restituentur & realiter liberabuntur præfato Catolico, si ipsos petierit vel habere voluerit.

Item. Rogabunt dicti Christianissimus & Catholicus Reges serenissimum Angliæ Regem, quòd hujus pacis, fraternitatis, & ligæ conservator existat, & paciter nominabunt confederatos suos ab hæc partes infra tres menses, post prædictum matrimonium per verba de præsentī celebratum immediatè sequentes.

Item. Fuit conclusum, quòd perfectò dicto matrimonio per verba de præsentī, illico titulus Regis utriusque Siciliae & Jerusalem tribuetur dicto Catolico Regi, de consensu dicti Christianissimi Regis, & non poterit dictus Christianissimus Rex de cetero illum titulum capere, nec sibi attribuere, nisi in casu restitutionis do. is, prout suprà scriptum est.

Quæ omnia suprascripta tenere, observare, & ad unguem adimplere, nos oratores prænominati, in nominibus quibus suprà, promissimus & juravimus, promissimus & juramus ad Dominum Deum nostrum, & ejus sancta evangelia,

manibus nostris corporaliter tacta. In quorum omnium robur, fidem, & testimonium has presentes manibus nostris propriis signavimus, & sigillis nostris comuni fecimus. Datum Blesis, duodecimâ die mensis octobris, anno Domini millesimo quingentesimo quinto. Et erat dicta littera sigillata tribus sigillis in placato, cera rubea, super quibus erat scriptum & signatum, Comes de Cifuentes, Malferitus Regens, frater Joannes Enguera, ordinis Prædicatorum.

Ratifié par le Roi d'Espagne à Segovie le 16. octobre 1505.

Collatio facta est cum originali existente in Thesaurio Cartarum domini Regis, per me custodem & thesaurarium dictarum Cartarum, die sextâ mensis maii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo sexto. Budé,

*ACTE DE FOI ET HOMMAGE POUR LE DUCHE
de Milan, rendu à Maximilien I. Empereur, par le Cardinal George
d'Amboise, au nom du Roi Louis XII. A Haguenau le 6. avril 1505.*

*Milan.
1505.
6. avril.*

EGO Georgius de Ambrosia, tituli sancti Sixti Presbyter Cardinalis Rothomagensis, ac Apostolicæ Sedis de latere legatus per regnum Franciæ, promitto & juro nomine & vice, & mandato serenissimi ac christianissimi domini domini Ludovici Francorum Regis, uti Ducis Mediolani, vigore mandatorum à præfato Christianissimo Rege mihi traditorum, in personam & animam ipsius constituentis, super sacrosancta Dei evangelia per me corporaliter tacta, Vobis sacratissimo & invictissimo Principi & domino, domino Maximiliano, Romanorum Regi semper augusto, domino meo clementissimo, Cæsareæque vestræ Majestatis successoribus Romanorum Imperatoribus ac Regibus, sacroque Romano Imperio, quod præfatus serenissimus Rex Francorum, ut Mediolani Dux, cum ipso ducatu & suis pertinentiis vult & debet ex nunc in antea Majestati Vestræ, tanquam Romanorum Regi, suo vero domino, & successoribus suis præfatis, esse fidelis, obediens, & serviens, bonum & salutem, utilitatem & honorem Vestræ Majestatis, & sacri Romani Imperii, pro viribus promovere, damna avifare, & avertere, juxta omnem possibilitatem suam; & si ipsum in aliquo consilio esse contigerit, in quo contra Majestatem Vestram & sacrum Romanum Imperium quidquam actum aut attentatum fuerit, Majestatem Vestram avifare debet, & velit. Et alia omnia facere & adimplere, quæ fidelis Princeps vassallus Majestatis Vestræ & sacri Imperii, eidem Majestati Vestræ & sacro Romano Imperio facere, exhibere, & præstare debet & tenetur; do'o & fraude semotis. Ita me Deus adjuvet, & sancta Dei evangelia.

Auscultata & collationnata in Cancellaria Regia Romana, & concordat cum originali, in cujus rei fidem manu & signo mei Cypriani de Serntein, Cancellarii Tirolensis, & Vicecancellarii Curie Cæsareæ, subscripta est præsens copia. Actum in Haguenau, die 6. aprilis, anno Domini 1505. Signé, Z. Serntein.

INVESTITURE

*INVESTITURE DU DUCHE' DE MILAN, ET DES COMTEZ
de Parvie & d'Angliere, donnée par l'Empereur Maximilien I. au Roi
Louis XII. & à ses descendans mâles legitimes. & en deffaut d'eux
à ses filles. A Haguenaue le 7. avril 1505.*

MAXIMILIANUS, divinâ favente clementiâ Romanorum Rex
semper augustus, &c. Ad perpetuam rei memoriam, tenore præsentium
recognoscimus, & notum facimus universis, quòd tñs Cæsareæ Majestatis
cessitudo divinitus videatur in hac sublimi Imperii sui specula constituta, ut pro
cujusque meritis noverit munificentiæ & liberalitatis suæ partiri congiarium, ad
ea tamen animi sui aciem potissimum debet intendere, quæ non inodò privati
cujuspiam commodis censuerit profutura, sed quibus universæ reipublicæ christia-
næ dignitati & saluti, (cujus imprimis Romanus Cæsar à Deo optimo, maxi-
mo constitutus est protector, & propugnator,) videat procul dubio salubrier
fore consultum.

*Milani
1505.
7. avril.*

Cùm itaque serenissimus Princeps Ludovicus Francorum Rex, frater noster
carissimus, per reverendissimum in Christo Patrem dominum Georgium de Am-
basia, tituli sancti Sixti Presbyterum Cardinalem, & in regno Franciæ aposto-
licum legatum, oratorem, ac nuncium, suum specialem, ad hoc litteris & manda-
tis sufficienter instructum ac munitum, nobis supplicaverit, quatenus ipsum Regem
pro se, & hæredibus suis masculis ex suo corpore legitime descendentibus, & eis
deficientibus, pro illustri Claudia sua filia primogenita, ac pro illustri Carolo
Archiducæ Austriæ, & Principe Castellæ, Duceque Luxemburgi, serenissimi Phi-
lippi Castellæ, Legionis, ac Granatæ Regis, & Aragonum Principis nati nostri
carissimi filio, & prænominatæ Claudiæ sponso, conjunctim; & si ipsam Clau-
diam mori contingeret, pro alia primogenita, quæ nubet primogenito domino
Duci Luxemburgi, vel alteri filiorum serenissimi Regis Castellæ, & eis defi-
cientibus sine liberis, pro hæredibus masculis præfati serenissimi Francorum Re-
gis, qui illo tempore venient ad capiendam investituram. Et si contingeret, ut
supradictum est, Ducem Luxemburgi & Claudiam, aliamque filiam Francorum
Regis, & filium serenissimi Regis Castellæ illustrissimi Archiducis decedere abs-
que liberis, & nos non daremus investituram prædictis hæredibus, teneamur
restituere illis ducenta millia francorum, quæ accepimus pro dicta investitura,
jure tamen, quod dicti hæredes in dicto ducatu tunc haberent, non obstante
restitutione dictæ summæ, ipsis integrè salvo remanente. Intellecto tamen, quòd si
contingeret in prædicto calu hæredes supra dictos mittere pro investitura, tunc
ipsi teneantur solvere jura consueta dictæ investituræ de ducatu Mediolanensi,
& comitatus Papie & Angleriæ, quos ipse Ludovicus Francorum Rex ad præ-
sens tenet ac possidet, & etiam de quibus prædecessores sui Duces Mediolani,
à quibus originem traxit, per Romanos Imperatores, aut Reges, investiti fue-
runt, & quæ ipsi tenuerunt & possederunt, cum omnibus civitatibus, oppidis,
terræ, castris, arcibus, villis, dominiis, districtibus, feudis, feudalibus, ac aliis
quibuscumque rebus & bonis ad ipsa dominia spectantibus & pertinentibus,
nostra Cæsareæ auctoritate investire, ipsique Ludovico Regi & hæredibus suis,
ut supra expressum est, non obstante investitura priori eidem Ludovico Sfortiæ

Tome II.

F.

prius exhibita, jura omnia & regalia, quibus ab antiquo Mediolani Duces legittimè investiti, usi sunt, ac quascumque gratias, libertates, immunitates, privilegia, præminentias, dignitates, franchisias, jurisdictiones & facultates concedere & impertiri dignatemur.

Nos in arcano pectoris nostri maturè ac consideratè revolventes inviolabilis amicitia, pacis, foederis, unionis, & concordia conditiones, quas nuper pro commodo & salute christiana religionis invicem inivimus, tractavimus, & conclusimus, necnon & nepotis nostri carissimi Luxemburgi Ducis prænominati cum illustri Claudia ipsius Ludovici Regis filia futuro vinculo, & connubio, quantumque emolumenti, utilitatis, & securitatis ex hac causa nostra & tantorum Principum concordia & intelligentia exoriri possit universo populo christiano, consideratis & ipsius tandem Ludovici Regis virtutibus, & tanti regni fastigio, veterique & antiqua germanicae nationis cum gallia populis consuetudine, commercio, & amicitia ad amussim perpensis, aliisque pluribus rationibus & respectibus animum nostrum ad hoc moventibus, quæ singula recensenda modò non sunt visa, ut ea omnia ad perpetui christianæ rei bonum & Christi nominis hostium perniciem in dies crescere & augeri magis possint, ac ipse Ludovicus Rex, beneficentia nostra liberalitatis invitatus, eo alacrius cum opulenti regni ipsi opibus ac subditorum viribus unà nobiscum ad prosequendum christiani orbis publicum & universale præsidium & adjuvamentum sese accingat, & ad tutandam atque propagandam redemptoris nostri fidem acer Christi miles nobis opituletur, ejusdem Ludovici Francorum Regis supplicationi favorabiliter inclinati, recepto prius à prænominato reverendissimo Cardinali Rothomagensi oratore ipsius & nuncio specialiter ad hoc deputato, debito, ac in hujusmodi præstari solito fidelitatis & homagii juramento, quod is in animam ipsius Regis sui in præsentia nostra ritè & de more Cæsareæ curiæ nostræ præstitit, sano ad hoc accedente Principum, Comitum, Baronum, & procerum nostrorum consilio, ex certa scientia, & de plenitudine nostræ Cæsareæ potestatis, prænominatum Ludovicum Francorum Regem, pro se, & hæredibus suis masculis ex suo corpore legitime descendentibus, & eis deficientibus, pro illustri Claudia filia sua primogenita, ac pro illustri Carolo, serenissimi Castellæ Regis filio prænominato, ipsius Claudie sponso, conjunctim, & pro alia primogenita ipsius Francorum Regis, quæ nubet eidem Carolo, aut alteri filiorum ipsius Castellæ Regis, dicta Claudia ex humanis decedente, & eisdem deficientibus sine liberis, pro hæredibus masculis præfati serenissimi Francorum Regis, qui illo tempore venient ad suscipiendam investituram, de prædictis ducatu Mediolani & comitatibus Papie, Angliæque, quos nunc ad præsens tenet & possidet, & de omnibus, quæ ad ipsum ducatum, & illius dominia quoquo modo spectare & pertinere possunt, & debent, ac de quibus prædecessores sui Duces Mediolani per Romanos Principes investiti fuerunt, necnon & quæ ipsi Mediolani Duces tenuerunt & possederunt, cum omnibus civitatibus, oppidis, terris, castris, arcibus, villis, districtibus, feudis, feudaliibus, & aliis quibuscumque rebus & bonis ad ipsa dominia spectantibus & pertinentibus, quæ & quas pro tempore existentes Mediolani Duces a nobis, sive aliis Romanorum Imperatoribus aut regibus, prædecessoribus nostris, & sacro Romano Imperio, in feudum suscipere & habere consueverunt, solemniter & expresse investiendum duximus, & tenore præsentium

investimus, ipsique Ludovico Regi & hæredibus suis, ut suprà expressum est; non obstante quacumque investitura præfato Ludovico Sfortiæ facta, quam præsentium tenore revocamus, cassamus, & annullamus, regalia dictorum ducatus & comitatum consueta, ac quascumque gratias, libertates, immunitates, privilegia, honores, præminentias, dignitates, franchisias, jurisdictiones, facultates concedimus & impartimur, declarantes, quòd si contingeret, ut prædictum est, Ducem Luxemburgi & Claudiam, aliamque filiam præfati serenissimi Francorum Regis, & filium serenissimi Regis Castellæ, decedere absque liberis, non dantibus nobis investituram hæredibus relictis à prænominato Francorum Rege, teneamur restituere ducenta millia francorum superiùs specificata, permanente tamen jure salvo, si quod haberent in ipso ducatu prænominati hæredes. Ea etiam adjecta, ut ante dictum est, conditione, quòd in dicto casu hæredes, qui mitterent pro investitura, solvere debeant jura in conferendis hujusmodi investituris consueta, non obstantibus in præmissis aliquibus legibus, statutis, consuetudinibus, ac aliis auxiliis generalibus, vel specialibus, quibus posset in præmissis quomodolibet obviari, etiam si talia forent de quibus specialis & individua mentio facta esset. Illis enim omnibus, in quantum præmissis obstant, de certa nostra scientia & plenitudine Cæsareæ potestatis prorsus & expressè derogamus. Decernentes, & hoc nostro Cæsareo statuente edicto, ea omnia & singula perpetuum obtinere roboris firmitatem, nostris tamen & sacri Imperii juribus in præmissis, ac alterius cujuscumque in cæteris, semper salvis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ investituræ & concessionis paginam infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumperit, indignationem nostram gravissimam, necnon poenam centum millium marcarum auri purissimi se noverit incursum, quarum medietatem fisci sive xarii nostri, residuum verò injuriam passorum usibus decernimus applicandum, tenore præsentium sub nostri sigilli testimonio litterarum. Datum in civitate nostra Imperiali Hagenau, die septima aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo quinto, regnorum nostrorum, Romani vicésimo, Hungariæ verò decimo-quinto.

Præsentès litteræ originales sunt sigillatæ sigillo imperiali pendente cum filis fericis coloris nigri & aureati, existentes in manibus reverendissimi domini Legati.

Item. Et fuit expedita alia littera specialis secreta, &c. existens in manibus reverendissimi supra dicti Cardinalis Legati.

Quamvis matrimonium non fuerit inter præfatum dominum Ducem Luxemburgi, & dominam Claudiam.

CONTRAT DE MARIAGE DE FRANÇOIS DE VALOIS,
Comte d'Angoulême, depuis François I. avec Madame Claude de France,
fille du Roi Louis XII. Aux Montils les-Tours le 22. mai 1506.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme par l'avis & meûre deliberation des Princes, & Seigneurs de nôtre sang & lignage, Prelats, & gens de nôtre Conseil, & autres grands & notables personnages, assemblez en grand nom-

F ij

Franci
 Mariage
 de Fran-
 çois I.
 1506.
 22. mai

bre, obtemperant, & inclinant aux tres-instantes & humbles prières, supplications, & requestes, qui nous ont été faites, tant de la part des susdits Princes & Seigneurs de notre sang, que des deputez deleguez des Princes, & grosses villes & citez de notre royaume, qui pour ce se sont retirez vers nous en notre bonne ville & cité de Tours, Nous avons conclu & deliberé par ledit avis, & pour le tres grand & évident bien, profit, utilité, & seurété de nosdits royaume, pais, seigneuries, sujets, & chose publique d'iceux, faire traiter le mariage de notre tres-chere & tres-amée fille unique, Claude de France, avec notre tres cher & tres-amé cousin le Duc de Valois, Comte d'Angoulesme; & en ensuivant ledit avis & deliberation, avons ja fait faire en la presence des dessusdits les fiançailles de notre fille & cousin, en intention & deliberation, l'âge, qui leur est requis, venu, faire parachever, consommer & accomplir ledit mariage, au traité & pourparler duquel entre nous, & notre tres-chere & tres-amée compagne la Reine, & au nom de notre fille d'une part, & notre tres-chere & tres-amée cousine la Comtesse d'Angoulesme, au nom & comme aiant le bail, gouvernement, & l'administration de notredit cousin le Duc de Valois, son fils, d'autre part, aient été faites, conclus & accordez les traitez, accords, promesses par paction de convenance ci-aprés declatez, dont & delquels la teneur ensuit.

Au traité de mariage, qui se fera & accomplira par le vouloir, & plaisir de Dieu, tres excellente & puissante Princeesse, Madame Claude de France, & tres-haut & tres-puissant Prince, Monsieur le Duc de Valois, ont été par le Roi & la Reine pour & au nom de madite Dame, promettant lui faire ratifier & consentir, elle venue en âge; & haute & puissante Princeesse Madame la Comtesse d'Angoulesme, pour & au nom de Monditseigneur de Valois son fils, traitées & accordées les choses qui ensuivent.

Premierement, incontinent que Madame Claude de France; & Monsieur le Duc de Valois seront venus en âge requis pour consommer & accomplir ledit mariage, il se consommera & accomplira. En faveur & contemplation duquel mariage, le Roi constitué en dot & mariage à madite Dame sa fille les comtez de Blois, d'Asi, & Soissons, seigneuries de Coucy, & tout ce qu'il a au royaume, qui n'est que de l'apanage, en retenant neanmoins & reservant à lui l'usufruit desdits comtez, terres, & seigneuries, sa vie durant. Et au cas qu'icelui Seigneur, que Dieu doint, delaisse enfant mâle après son decés, toutes & quantes fois que bon lui semblera avoir & retirer à lui lesdites comte, terres & seigneuries, en baillant à madite Dame, ou à ses heritiers, autres terres au royaume, avec titre & préeminence de duché. Et la Reine constitué en dot & mariage à madite Dame sa fille la somme de cent mille écus d'or, lesquels se paieront à deux termes par égale portion, à savoir cinquante mille, un an après les nocces; & consommation dudit mariage; & les autres cinquante mille, l'autre an prochain ensuivant; sera tenu Monditseigneur le Duc de Valois de chacune fois qu'il recevra lesdits deniers, iceux bien dûement assigner sur ses terres & seigneuries presens & à venir, au profit de madite Dame Claude, & de ses heritiers; lesquelles choses sont de vrai patrimoine & heritage pour madite Dame, & ses heritiers descendans de son corps, au deffaut desquels elles retourneront, à savoir au Roi & à ses heritiers, ce qu'il a dessus constitué en dot de pour madite Da

me, & semblablement à la Reine & à ses hoirs lesdits cent mille étus.

Item. Plus a été traité & accordé, que s'il avenoit, que Dieu veuille, que la Reine ait enfant mâle, elle pourra disposer de la duché de Bretagne au profit de sondit fils, & lui délaisser & bailler, si bon lui semble, & faire le veult, nonobstant le contenu au contrat du mariage du Roi & de ladite Dame, auquel quant à ce iceux Sieur & Dame ont expressement dérogé, & dérogent par ces présentes, le surplus néanmoins du traité demeurant en sa force & vigueur en toutes autres choses; & si doüaire a lieu, & que ledit Sieur parvienne à la couronne, en ce cas ladite Dame aura le doüaire, que les autres Reines de France ont accoutumé d'avoir; & ledit Sieur ne parvenant à la couronne, sera doüé au tiers des terres & seigneuries d'icelui Sieur. Savoir, faisons après avoir bien entendu les points & articles ci dessus contenus, qui ont par nous, nôtre, compagne, & nôtre dite cousine es noms que dessus, été conclus, arrêtez, consentis, accordez, nous promettant en bonne foi & parole de Roi, & sur nôtre honneur, les tenir, & faire tenir, garder & accomplir de nôtre part, sans aller ou souffrir aller au contraire, en quelque maniere que ce soit; & iceux entant qu'ils touchent à nôtre dite fille, faire ratifier, consentir, & agréer par elle, selon leur forme & teneur, & à ce obligerons nous & nos hoirs, & biens. En témoin de ce nous avons signé ces présentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel.

Et nous Anne, par la grace de Dieu Reine de France, Duchesse de Bretagne, sur ce dûement autorisée de Monsieur le Roi, confessons lesdits points & articles ci-dessus inferez avoir été & être ainsi entre nous faits, conclus, & accordez, & promettons de nôtre part, en bonne foi & parole de Reine, les tenir, entretenir, garder, observer, & accomplir de point en point, selon leur forme & teneur, sans aller, ou permettre aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit; & iceux faire ratifier & consentir par nôtre dite fille, comme contenu est esdits articles. En témoin dequoi nous avons signé ces présentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre seing; & requis aux Notaires & Secretaires de Mondit Sieur ci-dessous, les signer à nôtre requeste.

Et nous Louise, Comtesse d'Angoulesme, Dame d'Epernai, Romorantin, Millé, & Chisse, aiant le bail, gouvernement, & administration de nôtre trescher & tres-ami fils le Duc de Valois, Comte d'Angoulesme, reconnaissons & confessons lesdits articles ci-dessus incorporez avoir été & être faits, arrêtez, conclus, & accordez entre Mondit Sieur le Roi & Madame la Reine, & nous, comme ci-dessus est contenu, promettons de nôtre part en bonne foi & parole de Princesse, les tenir & faire entretenir, garder, observer, & accomplir, sans enfreindre, ni aller au contraire, en quelque maniere que ce soit; & iceux en tant qu'ils touchent à nôtre dit fils le Duc de Valois, faire ratifier, consentir, & agréer par lui, le tout selon leur forme & teneur, à ce obligerons nous, nos sujets, & biens; & pour plus grande aprobation, avons signé ces présentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel, & outre avons requis aux Notaires & Secretaires de Mondit Sieur, qui ont reçu le commandement de ces présentes, les signer à nôtre requeste. Donné aux Montils-les-Tours, le 22. jour de mai, l'an de grace 1506. & de nôtre regne le neuvieme. Ainsi signé, Louis, Anne, Louise,

Et en subscription: Par le Roi, de son consentement à la requeste de la Reine; & madame la Comtesse d'Angoulême; à ce presens Monsieur le Cardinal d'Amboise, Legat de France; vous les Evêques de Paris & Nantes; les seigneurs de Rohan & de Rieux; & de Sens, Chancelier de Bretagne; Maître Jean de Gannay, Premier President de la Cour de Parlement de Paris; Jean François, General des Finances de Bretagne, & autres presens. Ainsi signé, *Robertet & Gedeuvin*. Et scellé du scel en double queue de cire jaune & rouge.

*TRAITE' DE PAIX ET D'ALLIANCE ENTRE
Maximilien I. & Charles, Prince d'Espagne, son petit fils, d'une
part; & le Roi Louis XII. & Charles d'Égmond, Duc de Gueldres,
d'autre. A Cambrai le 10. decembre 1508.*

*L'Empe-
reur &
la France
1508.
10. dec.*

MAXIMILIANUS, divina favente clementia electus Romanorum Imperator, semper augustus, &c. Rex Germaniar, ac Hungariae, Dalmatiae, Croatiae, &c. Archidux Austriae, Dux Burgundiae, Lotharingiae, Luxemburgiae, Brabantiae, Stiriae, Carintiae, Carniolae, Limburgiae, Luxemburgiae, & Gueldriae, Lantgravius Alsatie, Princeps Sueviae, Palatinus in Hasburg, & Hannoniae, Princeps & Comes Burgundiae, Flandriae, Tirolis, Goritiae, Atresii, Hollandiae, Zelandiae, Ferretti, in Kiburg, & Zutphaniae, Marchio sacri Romani Imperii super Anasum, & Burgoviae, Dominus Frisiae, Marchiae, Sclavoniae, Portus-naonis, Salinarum, & Mechliniae. Recognoscimus, & praesentium tenore notum esse volumus universis, quod nihil in rebus humanis existimemus salubrius, commodius & optabilius, ac pro communi utilitate aequae necessarium, quam sanctae pacis reverentiam, & mutua hominum commercia, societates, amicitias, & foedera, quibus etiam parvissimas res ad summas opes, dignitates, & honores excrevisse multorum exemplo patet. E contra vero saevos bellorum tumultus, & adversa mortalium pectora & arma, etsi plerasque clarissimas & florentissimas Respublicas dejecisse, ac penitus evertisse notissimum sit: tamen Respublica christiana, quantum jacturæ & damni ex Principum suorum intestinis odiis, discordiis, & bellis ex multo nunc tempore sit perpessa, vel hoc unum ab omnibus fidelibus est gravissimè indolendum, quod christiani nominis hostes immanissimi Turci, alique infideles hinc occasione capientes in dies eorum vires accrescendi, tantum nunc invaluerint, ut nistatibus illorum impetus contundatur, & huic praesentissimo malo à fidelibus maturo consilio & remedio praeveniatur, ultra praeteritas jacturas & clades religioni nostrae & Christi fidelibus saevissimè illatas, adhuc majora & graviora pericula in dies nobis imminere ab illis plurimum sit timendum. Quam rem, nos qui religionis nostrae sacrosanctae, & communem totius Reipublicae christianae utilitatem, exaltationem, honorem, salutem & conservationem semper alto pectore gerimus, saepius ac saepius nobiscum revolventes, & praeculis habentes, ad nullam unquam rem mundi tantum aspiravimus, & cum tanto fervore, studio & affectu desideravimus, quam christianorum Principum inter se unionem, concordiam; & pacem, ut aliquando sociis concordibusque armis, ad ex-

terminandam communium hostium truculentiam & barbariem, communis expeditio contra perfidos Turcos susciperetur; maximè accedente ad hoc Sanctissimi in Christo Patris & domini, domini Julii secundi, divinâ providentiâ sanctæ Romanæ ac universalis Ecclesiæ summi Pontificis, domini nostri reverendissimi exhortatione, qui tam sollicito studio, & paternis suis admonitionibus toties apud nos, aliosque christianos Principes, pro hac unione fienda indefinenter insistit, & sollicitavit. Cùmque imprimis senserimus serenissimum & excellentissimum Principem, dominum Ludovicum Regem Franciæ, &c. fratrem nostrum carissimum, ad sanctam unionem, concordiam, ac pacem nobiscum ineundam, æque ac nos summo animi fervore desideranter inclinarum: Nos ea de causa nuper illustrissimam Principissam Margaretam, Archiducissam Austriæ, Ducissam Burgundiæ, relictam Sabaudia, siam nostram carissimam, ad civitatem nostram Imperialem Cameracensem misimus, quæ vigore pleni ac sufficientis mandati nostri, tanquam specialis nostra in hac parte procuratrix, cum reverendissimo in Christo Patre, domino Georgio de Ambasia, tituli sancti Sixti, sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbitero Cardinale, & Archiepiscopo Rothomagensi, Sedis Apostolicæ per Franciam de latere Legato, amico nostro carissimo, à prædicto serenissimo fratre nostro Franciæ Rege illuc etiam cum pleno mandato, tanquam speciali illius ad hoc procuratore transmissio, post multos tractatus & disputationes habitas circa differentias, quæstiones, & controversias inter nos, illustrissimum Archiducem Carolum, Hispaniarum Principem, &c. nepotem nostrum carissimum, & præfatum serenissimum fratrem nostrum Regem Franciæ, & dominum Carolum de Guedria, aliàs de Egmondia, vertentes, inivit, fecit, conclusit, & juravit, ac litteris suis roboravit pacem & concordiam, juxta capitula, puncta, & articulos accordatos. Quarum litterarum, capitulorum, punctorum, & articulorum tenor de verbo ad verbum sequitur, & est talis.

MARGARETA, Dei gratia ex Archiducibus Austriæ, & Ducibus Burgundiæ, relictâ vidua Sabaudia, &c. Recognoscimus, & præsentium tenore profiteamur, notumque volumus esse universis, quod ad laudem & honorem omnipotentis redemptoris nostri Jesu Christi, exaltationemque & augmentationem totius christianæ religionis, ac fidei catholicæ & orthodoxæ, necnon ad honorem, commodum, tranquillitatem, tutelam, & conservationem regnorum, dominiourum, statuum, & subditorum sacratissimi & invictissimi Principis & domini, domini Maximiliani, Romanorum Imperatoris semper augusti, Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Regis, Archiducis Austriæ, Ducis Burgundiæ, Brabantia, &c. Comitis Palatini, &c. domini & genitoris nostri meruendissimi, & serenissimi & christianissimi domini Ludovici, Francorum Regis, &c. ac illustrissimi Principis Caroli, Archiducis Austriæ, Hispaniarum Principis, &c. nepotis nostri carissimi, ad exaltationem quoque sanctissimi in Christo Patris & Domini, Domini Julii secundi, divinâ providentiâ sanctæ Romanæ ac universalis Ecclesiæ summi Pontificis, domini nostri observandissimi, qui tanquam bonus Ecclesiæ sibi commissæ pastor, & sollicitus pater, pervigili cura & studio, crebriusque admonitionibus, ad excitandos christianorum Principum animos laboravit, ut sepositis & abolitis intestinis similitudinibus, & contentionibus, concordiam, & fraterni amoris fœdera amplecterentur, & contra Ecclesiæ Romanæ

na, & sanctæ Religionis nostræ hostes, concordibus armis se unirent; illisque tanto acius resistere possent. Nos tanquam locum & vicem tenens, & negotiorum gestrix & procuratrix, atque in hac parte procuratorio nomine supra dicti sacratissimi domini Maximiliani, Romanorum Imperatoris, &c. domini & genitoris nostri metuendissimi, vigore & virtute mandati nostri sufficientis, cujus tenor de verbo ad verbum hîc sequitur, & est talis.

MAXIMILIEN, par la grace de Dieu élu Empereur des Romains; toujours auguste, Roi de Germanie, de Hongrie de Dalmacie, de Croatie, &c. Et Charles, par la même grace Archiduc d'Autriche, Prince d'Espagne, des deux Siciles, de Jerusalem, &c. Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Stirie, de Carintie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldre, Lantgrave d'Alsace, Prince de Sueve, Palatin de Halbourg, & de Hainaut, Prince & Comte de Bourgogne, de Flandre, de Tirol, d'Artois, Gorice, de Hollande, de Zelande, de Frette, de Kibourg, de Namur, & de Zutphen, Marquis du Saint Empire, & de Burgau, Seigneur de Frise, sur la Marche de Sclavonie, de Portenau, de Salins & de Malines: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour le bien & utilité de toute la chretienté, & éviter les maux & inconveniens, qui par la continuation des differends, divisions, & dissensions étans entre nous, & tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince nôtre tres-cher & tres-ami frere & cousin, le Roi de France, se peuvent ensuivre, soit avisé être tenu une journée par aucuns nos commis & deputez, & ceux d'icelui nôtre dit frere, en nôtre cité de Cambrai, le huitieme jour d'octobre prochain, sur tous & quelconques differends & questions, qui sont & peuvent être entre nous deux, nos roiaumes, pais, & sujets. Savoir faisons, que nous, ces choses considerées, mesmement que ne savons personne en qui mieux nous nous devons confier, que en la personne de nôtre tres-cher & tres-amée fille unique de nous Empereur, & tante de nous Charles, Dame Margerite, Archiduchesse d'Autriche, & de Bourgogne, Duchesse Douairiere de Savoie; icelle avons commise, deputée, ordonnée, & établie, commettons, deuytons, ordonnons, & établissons par ces presentes nôtre Procureur General, & certain messige special, en lui donnant plein pouvoir, autorité, & mandement special, de se trouver à icelle journée, traiter, pacifier, conclure, & accorder de par nous, & en nôtre nom, avec ledit Roi de France, ou ses commis & deputez à ce, tous & quelconques differends, questions, debats, malveillances & rancunes, qui sont & peuvent être entre nous, & ledit Roi de France, noldits roiaumes, pais, & sujets, amis & alliez. Aussi de faire, traiter, & conclure toutes amitez, confederations, & bonnes intelligences, qui se peuvent & doivent faire entre bons freres & cousins, leurs roiaumes, pais, & sujets, amis, & alliez & bienveillans d'iceux, jurer en nôtre ame les tenir, entretenir, & observer, & de en ce faire, comme aussi leurs circonstances & dépendances tout autant comme nous mêmes ferions, si presens en nôtre personne y étions, jaoit ce que la chose requist mandement plus special. Promettant en bonne foi avoir & tenir ferme, stable, & agreable à toujours, tout ce qui par nôtre dite fille sera fait, conclu, passé & accordé touchant les choses dessusdites, & leurs circonstances & dépendances, & de le ratifier

ratifier, sans jamais aller, faire, ni souffrir être fait, ores, ni au tems à venir, aucune chose au contraire. En témoin de ce nous avons fait mettre nôtre scel à ces présentes. Donnè en nôtre châtel de Tournhout, le quatorzieme jour de septembre, l'an de grace 1508. & de nos regnes, sçavoir de celui des Romains, le vint-troisieme; & de Hongrie, &c. le dix-neuvieme. Signé dessous, Maximilien. Et sur le répli: Par l'Empereur, & Monseigneur l'Archiduc, Renner.

Hodie cum reverendissimo in Christo Patre, domino Georgio de Ambasia, tituli sancti Xisti, sancte Romana Ecclesie Presbytero Cardinale, & Archiepiscopo Rothomagensi, & per Franciam Apostolico de latere Legato, tanquam procuratore, nomine supradicti serenissimi & Christianissimi Principis, domini Ludovici, Francorum Regis, &c. vigore & virtute ejus mandati sufficientis, cujus tenor etiam de verbo ad verbum sequitur, & est talis.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme puis aucuns tems en ça se soient quis & cherchez aucuns bons moiens, & convenables expediens & pourparlez, par aucuns gens vertueux, & notables personnages, pour venir à quelque amiable accord & finale paix des diferends étans entre Nous, & tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, nôtre tres-cher, & tres-amé frere & cousin, l'Empereur, l'Archiduc d'Autriche, son fils, & nôtre tres-chere & tres-amée cousine, la Duchesse douairiere de Savoie, &c. sa fille. Et tellement y a été vaqué, entendu, & procedé, que une trêve de six semaines a été entre Nous prise & acceptée, pendant laquelle nos Deputez, tant d'un côté que d'autre, se doivent trouver & assembler en la ville de Cambrai, pour en icelle besogner, vaquer, & entendre à faire & accomplir ladite paix finale, ou prendre aucune bonne longue trêve, ainsi qu'il appert par les lettres patentes, qui en ont été par entre Nous depuis aucuns jours en ça expedicées. Et soit ainsi que Nous desirant de tout nôtre cœur sur routes choses vivre en paix, repos, & tranquillité, non seulement avec nôtre-dit frere & cousin, mais aussi avec tous autres Princes Chretiens, connoissant parfaitement le grand & inestimable bien, felicité, profit, & utilité qui vient de paix; & au contraire les maux, & innumerables inconveniens, qui procedent pour raison de la guerre. Nous à ces causes, & afin que chacun puisse clairement connoître, que à Nous n'a tenu, ne tient, ne tiendra, que ladite paix ne se fasse & parfasse entierement, & que ne vivions dorenavant avec nôtre-dit frere & cousin, & lesdits fils & fille, en toute amour, bonne fraternité, & loiale dilection, avons voulu élire & choisir en nôtre royaume quelque bon, grand, notable, & vertueux personnage, pour faire & traiter de ladite paix finale, ou longue trêve, comme dit est, auquel nous avons toute seûreté & fiance. Sçavoir faisons, que Nous ce considéré, & pour la tres-grande, bonne, entiere, & parfaite confiance, que nous avons de la personne de nôtre tres-cher & tres-amé cousin, le Cardinal d'Amboise, Legat en France, & de ses sens, loiauté, prudence, intégrité, & longue experience; sachant aussi certainement que lui, autant, ou plus que nul autre, a un singulier zele, entier & fervent vouloir à ladite paix, & que pour à icelle

parvenir & accomplir, n'y voudra épargner sa personne, le labeur d'icelle, ni autre chose. Ice lui nôtre dit cousin le Legat, pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, avons ce jourd'hui, fait, commis, ordonné, député, constitué, & établi, faisons, ordonnons, deputons, constituons, & établissons nôtre lieutenant general, & procureur special quant à ce, & lui avons donné & donnons pouvoir par cesdites presentes, d'icelle paix finale, ou longue treve, traiter & conclure, & pour ce faire avec nôtre dite cousine la Douairiere de Savoie, & autres deputez de nôtre cousin l'Empereur, soit au lieu de Cambrai, ou ailleurs, où sera par entre eux avisé faire & passer tels articles & conditions de paix finale, ou longue treve, que sera par entre eux accordé, & iceux pour & en nôtre nom jurer solennellement ainsi que en tel cas appartient, & autrement y faire besogner, vaquer, & entendre, tout ainsi & par la forme & maniere, que nous mêmes ferions, & faire pourrions, si presens & personnellement y étions. Promettant en bonne foi, & parole de Roi, avoir agreable, tenir ferme & stable tout ce que par nôtre dit cousin le Legat aura été, ou sera fait, traité, passé, conclu & accordé, & juré pour ladite paix finale, ou longue treve, ainsi que dit est, sans jamais venir, ou faire venir au contraire, & icelle paix finale, ou longue treve, & tout ce que fait aura par lui été, confirmer, ratifier, & approuver toutes & quantes fois que requis en serons, & d'en bailler lettres patentes en bonne forme. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre nom, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Rouen, le vintieme jour d'octobre, l'an de grace 1508. & de nôtre regne le onzieme. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, vous, & autres presens, *Robertet.*

Tractavimus, egimus, inivimus, convenimus, & conclusimus omnes & singulos infra scriptos articulos.

Imprimis, quod actum & conclusum est inter procuratricem & procuratorem pre nominatos, nominibus quibus supra, quod inter prefatum sacratissimum Imperatorem, tam nomine suo proprio, quam etiam tutorio & administratorio nomine ipsius illustrissimi domini Principis Hispaniarum, & Archiducis Austrie, ex una parte; & prefatum Christianissimum Regem Francie, ex altera, pro se, eorumque subditis, regnis, & dominiis quibuscumque, sit una bona, vera, fidelis, legalis, sincera, ac indissolubilis pax, unio, amicitia, liga, fraternitas, & confederatio, duratura ad vitam utriusque ipsorum, videlicet sacratissimi Imperatoris, & Christianissimi Regis Francie, & per unum annum post, & ipsi ex nunc omnem rancorem, & odia inter se deponunt, & extirpant, & prorsus abolent.

Item. Actum est, quod sit inter ipsas partes una specialis confederatio contra Turcos, & alios infideles ac hostes christianae religionis. Ita quod rebus eorum compositis, dum eisdem videbitur, ad ipsam expeditionem intendere debeant. Quod si unus ipsorum, sacratissimi Imperatoris, ac Christianissimi Regis Francie, vellet invadere ipsos Turcos, aut alios infideles, & christianae religionis hostes & inimicos, tenebitur alter illi invadere volenti pro posse assistere, & omne auxilium ac favorem prestare, alliciendo ad hanc gloriosam expeditionem Sanctissimum Dominum nostrum, ceterosque Reges & Principes totius christianitatis.

Item. Quòd in hujusmodi pace, unione, amicitia, liga, & confederatione, comprehendantur, & expresse comprehensì intelligantur omnes subditi, vassalli, amici, & confederati utriusque partis, tam citra quàm ultra mare, citraque & ultra montes, & ubicumque existant. Et in specie auzque partes nominarunt communiter pro eorum amicis & confederatis Sanctissimum Dominum nostrum, serenissimosque Reges Angliæ, Hungariæ, & Aragoniæ, pro suis regnis & dominiis.

Item. Contemplatione Majestatis Cæsareæ, actum & conventum est, quòd durante anno proximo, à die publicationis & ratificationis partium numerando, nihil de facto, aut vi armata attentetur contra serenissimos Regem & Reginam Navarræ, eorumque regna & dominia, nec per Christianissimum Regem Franciæ, nec per illustrissimum dominum Gastonem de Foix, Ducem Nemosi, nec per alios quosvis eorum subditos, amicos, & confederatos, directè, vel indirectè, aut quovis exquisito colore. Verùm quantum ad ea dominia quæ tenent sub superioritate & jurisdictione regni Franciæ, poterit contra eos jurisdicere, & omnibus juris remediis procedere, & eos compescere, ut pareant judicatis. Quantum verò ad jus regni Navarræ, & ea quæ non sunt subiecta coronæ Franciæ, remaneat ipso anno durante omnis controversia in suspensio. Interim tamen & ante ipsius anni lapsum, poterunt Cæsarea Majestas & Christianissimus Rex Franciæ inter se tractare de aliquo bono remedio sedandi & componendi hujusmodi differentiam & controversiam dicti regni Navarræ.

Item. Quia Christianissimus Rex Franciæ voluit etiam pro ejus confederato expresse includere dominum Carolum de Egmondia, alias de Egmonda, quoniam tamen Majestas Cæsarea propter non acceptatas treugas sex hebdomadarum, immò propter illarum rupturam, prætendebat totaliter ab hujusmodi tractatu excludendum, & quatenus includendus foret, debere saltem eundem Gueldrensem cogi ante omnia restituere ea, quæ ex ducatu Gueldriæ recuperavit, seu verius occupavit post initam pacem, seu treugam, cum quondam serenissimo Regi Castellæ, ex oppidis & castris, quæ per dictum Tractatum pacis seu treugæ erant per eundem serenissimum Regem Castellæ possidenda, donec de juribus partium esset cognitum. Quæ sunt in summa quatuor oppida, & tria castra per ipsum Gueldrensem rupta pace, seu treuga, occupata ultra oppidum VVesp, & castrum Mudæ, in Hollandia capta, in quibus ipse Gueldrensis nullum jus potest prætere. Actum est, quòd pro bono pacis, & contemplatione ipsius Christianissimi Regis Franciæ includetur idem Gueldrensis in hoc Tractatu, his conditionibus, videlicet, quòd ipse dominus Carolus de Egmonda primò & ante omnia de continenti, & infra quadraginta dies post datam præsentis Tractatus, relaxet, & libere restituat illustrissimo domino Archiduci, & Principi Hispaniarum, dictum oppidum VVesp, & castrum Mudæ, in Hollandia occupata. Et quantum ad alia occupata in Ducatu Gueldriæ, in quo utraque pars jus prætendit, ut tandem illud negotium cum fundamento finaliter decidatur, & terminetur, utraque pars teneat, gaudeat, & possideat oppida & castra, quæ nunc tenent cum suis juribus, pertinentiis, & dependentiis quibuscumque. Nec possint, nec debeant se invicem inquietare, directè, nec indirectè, donec de juribus partium sit cognitum. Pro qua cognitione fienda, ex nunc eliguntur communiter & concorditer arbitri, seu compromissarii hujus differentiarum, videlicet, idem sacratissimus Im-

perator, & serenissimi Franciæ, Angliæ, & Scotiæ Reges. Ita tamen quòd ipsi sacratissimus Imperator, & Christianissimus Rex Franciæ, tanquam viciniore, infra unum mensem proximum eligent, quilibet ipsorum, duos aut tres probos, honestos, & idoneos viros, qui præstito prius juramento fideliter visitandi & referendi, habebunt convenire in loco per eosdem Imperatorem, & Regem Franciæ, eligendo, & ibidem videre, & visitare jura partium, & totum negotium diligenter examinare, & omnia alia expedientia & necessaria facere; & hujusmodi visitatione facta, & processu per eos plenè instructo, referent ipsis quatuor arbitris & compromissariis. Et pro ipsa visitatione jurium fienda, ambæ partes exhibere teneantur eorum jura in manibus dictorum deputandorum, infra duos menses post electionem & deputationem ipsorum. Qui arbitri & compromissarii, infra annum à die publicationis & ratificationis Cæsaris, & Christianissimi Regis Franciæ, vel citius, si fieri possit, judicabunt & terminabunt, & proferent eorum laudum & decisionem super hujusmodi differentis & jurisbus partium. Et si ipsi compromissarii & arbitri non possunt simul in uno loco convenire ad prolationem sententiæ arbitramentalis, seu laudi, quilibet ipsorum possit deputare unum delegatum in locum sui, qui partibus vocatis simul conveniant aut super loco differentiæ, aut alio loco per eos eligendo, & super ipsis differentiis sententiam proferant. Quæ prolatio sic facta perindè valeat ac si per ipsos arbitros facta foret. Cui cognitioni & decisioni ipsorum arbitratorum & compromissariorum, sive eorum deputatorum & delegatorum, ambæ partes cogantur, & teneantur stare & acquiescere sine contradictione quacumque. Et cuicumque partium fuerit ipse ducatus Gueldriæ sic adjudicatus, teneatur altera partiump restituerè quicquid ex ipso ducatu detinere, seu occupare competeriet, atque in omnibus hujusmodi sententiæ ferendæ parere, sub pœna perditionis præteris juris partis non observantis. Verùm, si ipsi arbitri & compromissarii non possent ex justa & rationabili causâ infra annum hujusmodi controversiam decidere & terminare, licitum erit eis ordinare incontinenti lapsò anno aliquem honestum modum quo ambæ pattes in ipso Ducatu Gueldriæ se regere & gubernare debeant, donec plenius de juribus partium esset cognitum per eosdem arbitros, qui poterunt, si ad id concordēs communitè existant, & non aliter, dictum compromissum semel tantum prorogare, rata semper manente hujusmodi pace & concordia inter partes contrahentes. Et si interim super possessione dictarum rerum & pertinentiarum controversia oriretur, non debeant, nec possint ipsi, viâ facti procedere, sed remittant hujusmodi controversiam ad arbitros eligendos & deputandos per Cæsarem, & Regem Franciæ. Et si ipse dominus Carolus de Gueldria, alias de Egmonda, aliquod præmissorum non observaret, seu quovis modo in aliqua parte contraveniret, directè, vel indirectè, sive non restituendo oppida Hollandiæ, de quibus suprâ, sive non acceptando & ratificando hujusmodi tractatum, in quantum eum concernit, sive etiam non parendo pronuntians & ordinandis per ipsos arbitros & compromissarios, ut suprâ electos, aut alias quovis modo à contentis in huiusmodi tractatu deficeret, his casibus, aut altero ipsorum adveniente, tunc Christianissimus Rex Franciæ eidem Gueldrensi nullo modo auxilium, seu favorem præstabit, imò operam dabit cum effectu, quòd etiam subditi ipsius Christianissimi Regis Franciæ nullo modo auxilium seu favorem eidem Gueldrensi præstabant; adeo quòd ipse Gueldrensis in altero dictorum ca-

suum nullum penitus habebit auxilium, præsidium, seu favorem ab ipso Christianissimo Rege Franciæ, nec à suis subditis directè, vel indirectè, aut quovis exquisito colore.

Item. Quia per treugam sex hebdomadarum nuper initam inter Majestatem Cæsaream, suo, & nomine illustrissimi domini, Principis Hispaniarum, & Archiducis Austriæ, ejus nepotis, & Christianissimum Regem Franciæ, suo, & nomine domini Caroli de Gueldria, aliàs de Egmonda, inter cætera ipse Christianissimus Rex Franciæ expressè promissit, bona fide, & in verbo regio, pro se, & dicto domino Carolo de Gueldria, quòd. pendente ipso tempore sex hebdomadarum intenteretur ipsa treuga sine aliquali innovatione, & si quid contrarium factum esset, faciet ipse Christianissimus Rex Franciæ id reparari, & ad pristinum statum reponi, & vice-versa Majestas Cæsarea itidem promissit pro se, & dicto illustrissimo domino Archiduce. Ideo actum & conventum est quòd, quicquid hinc inde, durante ipsa treuga sex hebdomadarum, occupatum, seu attentatum apparerit in præjudicium ipsarum treugarum, contra quocumque in eadem treuga nominatos & comprehensos, debeat hinc inde incontinenti restitui, & reparari, ac ad pristinum statum reduci, omni exceptione cessante. Et quòd Christianissimus Rex Franciæ id cum effectu exequi faciet, tam pro se, quam pro dicto domino Carolo de Gueldria. Et itidem faciet Majestas Cæsarea pro se, & illustrissimo domino Archiduce.

Item. Quoniam ipse tractatus quoad Gueldriam habet effectum pacis, actum est, quòd mercatores, & subditi, hinc indè liberam habeant conversationem, adiutum, & transitum in dominiis, & ad dominia alterius partis, quòdque particulares personæ habentes bona in territorii alterius partis, & confœderatorum, redeant hinc inde ad possessionem bonorum suorum, & potissimè viri ecclesiastici, quibus nullum penitus debet fieri impedimentum hinc indè in possidendis eorum bonis ecclesiasticis, quæ in dominiis alterius partis consisterent. Et insuper, si sint aliqui captivi hinc indè, quòd ii restituantur hinc inde, dando captivum pro captivo. Et si plures sint captivi ex una parte, quòd illi admittantur ad compositionem secundum taxam ordinariam, & hætenus consuetam in ipso bello Gueldrensi, salvis iis, qui jam nunc composuerunt pro redemptione eorum captivitatis, quorum compositiones firmæ maneant.

Item. Etiam ultra prædictos confœderatos, amicos, vassallos, & subditos, ut supra communiter nominatos & comprehensos, nominantur pro parte Majestatis Cæsareæ, & expressè includuntur de præsentì, illustrissimi Duces Juliæensis, & Clevensis, reverendissimus Episcopus Trajectensis, Comes de Horn; nobilisque, & vassalli Gueldriæ, tenentes partium Majestatis Cæsareæ, & illustrissimi Principis & Archiducis. Et pari modo, pro parte Christianissimi Regis Franciæ ex tunc nominantur, & includuntur, reverendissimus dominus Episcopus Leodienfis, & dominus Robertus de la Mark, dominus de Sedan, & etiam subditi & vassalli tenentes partium Gueldrensem.

Item. Quoad alios confœderatos, amicos, vassallos, & subditos, quos utraque pars particulariter habet, & nominare prætendit, & qui in hujusmodi tractatu in specie nominati impræsentiarum non fuerunt, licitum erit utrique parti, videlicet, sacratissimo Imperatori, & Christianissimo Regi Franciæ, illos nominare infra quatuor menses proximos, qui tunc nominandi perindè intelliguntur in hujus-

modi tractatu inclusi, ac si ex nunc expressè & specificè nominati fuissent.

Item. Actum est, quòd pendente hujusmodi pace, donec ipse illustrissimus Princeps & Archidux ad vigesimum suæ ætatis annum pervenerit, suspendantur homagium & fidelitas, quæ præstari deberent Christianissimo Regi Franciæ ratione eorum, quæ moventur de feudo coronæ Franciæ.

Item. Ipsa pace durante actum est, quòd illustrissimus Princeps & Archidux teneat & possideat omnia ipsa dominia moventia de feudo coronæ Franciæ, iis modis & formis, ac sub eisdem præminentiis & gratiis, quibus tenebat quondam serenissimus Rex Castellæ tempore ejus vitæ & mortis, videlicet tam quoad dona & subsidia subditorum, & compositiones ordinarias comitatum Artesii, & Quadrilegii, ac aliorum dominiorum, & locorum subditorum coronæ Franciæ, quàm quoad permissionem granariorum, & gebellarum salis, usumque & cursum salis salinarum in ducatu Burgundiæ, & terris adjacentibus, ac suspensionem mille librarum Viennensium, quàm etiam quoad alia omnia, quibus ipse serenissimus quondam Rex Castellæ tempore ejus vitæ & mortis gaudebat, & fruebatur, salvis tamen semper in omnibus juribus superioritatis. Et quòd quæcumque impedimenta in prædictis apposita, ex parte Christianissimi Regis Franciæ, tollantur & amoveantur, ac reducantur ad eum statum, in quo erant tempore mortis ipsius serenissimi Regis Castellæ. Nec de cætero, pro iis qui in comitatu Burgundiæ attentantur via juris, vel ad exactionem subsidiorum ipsius comitatus, contra quoscunque ibidem bona habentes, talia impedimenta apponantur ad requisitionem cujusvis subditi regii, sed teneantur tales subditi recurrere ad remedium justitiæ. Restituantur tamen ex nunc pecuniæ prætextu ipsorum impedimentorum exactæ, & per Regem, seu officarios suos perceptæ, post mortem dicti quondam serenissimi Regis Castellæ. Et pro iis, ac etiam pro subsidio nuper donato, & accordato à statibus comitatus Artesii, & aliis, quæ imposterum contingeret donari & accordari ab ipsis statibus, dentur, & expediantur per Christianissimum Regem Franciæ litteræ in bona forma. Et poterunt ipsa auxilia & compositiones levari per simplicem quitanciam ipsius illustrissimi Principis, per manus receptoris dictæ compositionis, seu subsidii deputandi, juxta morem solitum & consuetum. Eo tamen pacto, quòd pro ipsis auxiliis & compositionibus ordinariis Artesii sic levandis teneatur ipse illustrissimus Princeps & Archidux singulis duobus annis impetrare & obtinere litteras licentiæ levandi ipsa subsidia. Quas tamen petitas & requisitas ipse Christianissimus Rex Franciæ, durante ejusmodi pace, ex ejus liberalitate benigne concedet. Et idem fiet quantum ad dona granariorum & gabellarum salis.

Item. Quia nobilis Ludovicus de Orleans, Marchio Rotelini, assererat, se spoliatum Castro Joux, & ex adverso prætendebatur nullum esse spoliū, sed illud juridicè captum, tandem pro bono pacis, & ne majora propter hæc minima perturbentur, actum est, quòd ipse Marchio Rotelini, & ejus uxor, tam respectu præteritæ spoliationis ex parte sui allegatæ, assertorumque damnorum, ut prætenditur, passorum & supportatorum ad causam ipsius capturæ castri Joux, necnon occasione juris hinc inde prætensi in ipso castro, ac etiam aliis attentatis in comitatu Burgundiæ, teneantur juri stare, & judicato parere coram iudice competenti, & ubicumque de jure debebunt; remanente interim ipso castro Joux, cum omnibus suis pertinentiis & dependentiis, in manibus officiariorum

Majestatis Cæsareæ, & illustrissimæ Principis & Archiducis. Et nihilominus interim durante hujusmodi cognitione, ne ipsi Marchio Rotelini, & ejus uxor, habeant causam querelæ, actum est, quòd teneant & possideant castrum Noyerii in ducatu Burgundiæ situm, cum suis redditibus, juribus, & pertinentiis, excepto granatio falis, quòd non intelligitur de pertinentiis ipsius castri. His conditionibus videlicet, quòd fiat inventarium de omnibus mobilibus, tam in ipso castro Noyerii nunc, quàm in castro Joux tempore capturæ existentibus. Et quòd si contingat, juridicè terminari castrum Joux non esse restituendum eidem Marchioni, & uxori, in eum casum ipsi Marchio, & uxor, nullam penitus faciant quæstionem de ipso castro Joux, imò etiam incontinenti liberè relaxabunt Cæsareæ Majestati, seu illustrissimo domino Archiduci, dictum castrum Noyerii cum omnibus mobilibus ut suprà inventarizandis, sine contradictione quacumque. Et pari modo, si judicaretur dictum castrum Joux restituendum fore eidem Marchioni, & uxori, tunc etiam mediante restitutione ejusdem castri Joux, relaxaretur similiter dictum castrum Noyerii, cum mobilibus & pertinentiis.

Item. Quia in comitatibus Flandriæ & Artesii prætenduntur multi abusus facti per officarios Christianissimæ Regis Franciæ, post mortem quondam serenissimi Regis Castellæ, ultra tamen solitum, ac præter formam privilegiorum & consuetudinum antiquarum ipsarum patriarum, conventum est, quòd, teneatur una amicabile dicitæ in loco concorditer eligendo, & ibidem convenientibus deputatis hinc inde infra tres menses proximos, omnibus rectè discussis & examinatis, componantur hujusmodi controversiæ amicabiliter. Quòd si fieri non possit, tunc ad juris remedia recurratur, hac pace & concordia nihilominus firma manente.

Item. Actum est, quòd omnes antiquæ querelæ & actiones hinc inde prætensæ inter Imperium, domum Austriæ, Burgundiæ, & Coronam Franciæ, de quibus in præsentis tractatu nulla sit mentio, quantum ad opera facti remaneant in suspenso, & in suo robore, durante hujusmodi pace, & sint salva jura utriusque partis hinc inde, quibus per hujusmodi pacem seu concordiam nullum fiat præjudicium.

Item. Actum est, quòd Majestas Cæsarea teneatur investituram dare de universo ducatu & statu Mediolani, comitatibus Papiæ, Angleriæ, &c. Christianissimo Regi Franciæ, vel procuratoribus suis, pro se, & ejus liberis, ac descendens masculis, & in defectum masculorum, pro domina Claudia, ejus filia, ejusque futuro sponso, ac liberis, ac descendens eorum masculis ex ipso matrimonio, & ex corpore dictæ dominæ Claudiæ legitimè procreandis. Et si contingeret, quòd Deus avertat, ipsam dominam Claudiam decedere absque descendens masculis, & Christianissimum Regem Franciæ aliam vel alias suscipere filias, fiet investitura pro illa, quæ erit primogenita, vel pro alia, quam Rex Christianissimus ad ipsum ducatum eliger, ac pro eo cui contingeret illam desponsare, & eorum liberis masculis descendens. Et fiat ipsa investitura cum clausulis necessariis & opportunis, ad instar investituræ aliàs factæ in Hagenano. Et ad eum finem, Majestas Cæsarea renuntiat alteri matrimonio antea tractato inter ipsam dominam Claudiam, & Principem Carolum, cum pœnis in ipso priori matrimonio apposis. Et his mediis, tenebitur Christianissimus Rex Franciæ pro omni jure dictæ investituræ, & de novo fiendæ, solvere Majestati Cæsareæ sum-

mam centum millium coronarum, seu scutorum auri solis in auro. Et hoc, per manus eorum, qui dictam investituram recipient, & die ipsius investituræ fiendi, de qua die convenietur.

Item. Actum & conventum est, quod tractata in Tridento, Blesis, & Haguenano, inter ipsas partes, in iis in quibus per præsentem tractatum expressè derogatum fuit, remaneant in suo robore, & debitum fortiantur effectum, ac in præsentem tractatu & contractu expressè repetita forent.

Item. Si super intellectu hujusmodi tractatus, vel alias, inter Imperatorem, & Regem Franciæ oriretur aliqua quæstio, vel controversia, quod decidatur amicaliter, & non deveniant ad opera facti.

Item. Conventum est inter easdem partes, quod Sanctissimus Dominus noster, serenissimique Reges Angliæ & Aragoniæ, ac etiam sacri Romani Imperii Principes, sint hujus pacis, unionis, & concordiæ, & singulorum in eis contentorum, conservatores & fideiussores, & totis viribus assistent ei qui prædicta observaverit contra alium non observantem.

Item. Actum & conventum est, quod prætextu hujusmodi pacis & concordiæ fiat abolitio generalis de quibuscumque criminibus, delictis, offensionibus, seu injuriis, factis, commissis, & perpetratis per subditos utriusque partis, in dominiis alterius, in Gueldria, vel alibi, durantibus guerris & dissensionibus præcedentibus, & causa guerræ. Et remittatur hinc inde subditis utriusque omnis pœna incurfa, revocenturque & annullentur sententiæ, banna, defectus, contumaciæ, pœnæ, & multæ, per quoscumque judices ordinarios, vel extraordinarios, ea occasione adjudicatæ, ita quod deinceps subditis unius partis liber sit aditus ad dominia alterius.

Item. Actum est, quod sacratissimus Imperator, suo, & tutorio, & administratorio nomine ejusdem illustrissimi Principis & Archiducis, ejus nepotis, & Christianissimus Rex Franciæ pro se, ac etiam Dominus Carolus de Gueldria, alias de Egmonda, in iis quæ pariter eum concernunt, teneantur infra unum mensem proximum à die publicationis præsentium numerandum, hujusmodi tractatum pacis & concordiæ, ac omnia & singula ibidem contenta, singula singulis referendo, ratificare, laudare, & approbare, litterasque suarum ratificationum hinc inde in forma debita expedire, & tradere, eaque omnia propriis juramentis super sancta Cruce & sacris evangeliiis firmare, & sese pro pleniori observacione censuris ecclesiasticis subicere, cum renuntiationibus, ac obligationibus, & aliis clausulis opportunis.

Item. Quod hujusmodi tractatus pacis & concordiæ publicetur in Imperio, ac regnis & dominiis utriusque partis, & registretur in Camera Imperiali, & Parisiis in Curia Parlamenti, & in Camera Computorum, præsentem & consentientem procuratore generali Christianissimi Regis Franciæ. Et itidem fiat in curia Magni Consilii illustrissimi domini Principis & Archiducis, &c. & in Camera suorum Computorum.

Quæ quidem omnia & singula suprà dicta, ut præmittitur, conclusa, & tractata, promissimus, & promittimus per præsentem, in quantum nos concernit, bona fide nostra, & in verbo principis, ac sub juramento nostro corporaliter super sanctis Dei evangeliiis manibus tactis præstito, ratificari, laudari, & approbari facere infra tempus præstatutum, & cum omnibus clausulis suprà conventis, videlicet, per

per ipsum sacratissimum Imperatorem, dominum, & genitorem nostrum metuentissimum, tam suo nomine proprio, quam etiam tutorio & administratorio nomine ipsius illustrissimi Principis & Archiducis, nepotis nostri, & hoc, sub obligatione omnium bonorum nostrorum presentium & futurorum, & cum renuntiationibus, & aliis clausulis necessariis. In quorum omnium fidem has nostras literas manu nostra propria subsignavimus, & sigillo nostro solito jussimus communiri. Datum in civitate Imperiali Cameracensi, die decima mensis decembris, anno Domini millesimo quingentesimo octavo. Sic signatum, *Marguerite.*

Nos igitur Imperator ante dictus de præmissis omnibus ac singulis tractatis & conclusis plenissime informati, ac de eisdem plenam notitiam habentes, ex certa nostra scientia & libera voluntate, tam nostro nomine proprio, & sacri Romani Imperii, cujus vices & administrationem gerimus & obinemus, quam etiam tutorio & administratorio nomine ipsius illustrissimi Archiducis Caroli, nepotis nostri, hanc sanctam pacem & concordiam inviolabiliter observandam suscipimus, ac omnia & singula illius capitula, ut præmittitur, tractata, & conclusa, juxta sui seriem & tenorem, in omnibus & singulis suis punctis, clausulis, & articulis, omnibus melioribus via, modo, forma, & ordine, quibus melius & validius de jure possumus, & debemus, laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, grata, & firma presentium tenore habemus, ac perpetuam roboris firmitatem obtinere volumus. Et insuper promittimus expressè per presentes, sub vinculo & religione juramenti per nos præsentialiter super vero ligno sanctæ Crucis, sacroque canone, ac sanctis Dei evangelii manibus nostris corporaliter tactis præstari, bona fide, & in verbo nostro Cæsareo, tam nostro & Imperii sacri, quam tutorio & administratorio supra dicti nepotis nostri, Archiducis Caroli nomine, pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris, omnia & singula in præsertis capitulis contenta, prout in eis continetur & cavetur, in quibus nos concernunt, & pro parte nostra respiciunt, tenere, attendere, adimplere, atque inviolabiliter observare, & contra ipsa quovis modo, directè, vel indirectè, aut quovis exquisito colore, non facere, nec venire, sub obligatione & hipoteca omnium bonorum nostrorum presentium & futurorum, necnon sub censuris ecclesiasticis, quibus nos expressè subjicimus, & quas in casu non observantiæ prædictorum contra nos per sanctam Sedem Apostolicam ipso facto fulminari volumus, & consentimus, ita ut ab iis nullatenus absolvi debeamus, nisi prius conventis & promissis supra dictis paruerimus. Renuntiantes hoc ipso petitioni relaxationis & dispensationis juramenti, absolutionique censurarum, & omni exceptioni tam juris, quam facti, quibus contra præmissa, vel aliquod præmissorum, dicere, facere, vel venire, aut ab eorum observantia quomodolibet nos tueri possemus. In quorum omnium & singulorum prædictorum fidem & testimonium, presentes nostras ratificationis & approbationis literas manu nostra propria signatas, & subscriptas, nostri Imperialis sigilli munimine jussimus roborari. Datum in oppido nostro Mechliniæ, die vicesima sexta mensis decembris, anno Domini millesimo quingentesimo octavo, regnorum Germaniæ vicesimo tertio, Hungariæ verò, &c. decimo-nono. Maximilianus, Ad mandatum domini Imperatoris. *Barangier.*

Le susdit Traité de Cambrai fut ratifié & confirmé par Louis XII. à Bourges le 13, Mars suivant, & verifié au Parlement de Paris, le 22. du même mois.

TRAITE' D'ALLIANCE CONTRE LES VENITIENS,
entre le Pape Jules II. Maximilien I. Roi des Romains, Louis XII Roi
de France, & Ferdinand Roi d'Aragon. A Cambrai le 10. dec. 1508.

Contre
Venise
1508.
10. dec.

MAXIMILIANUS, divinâ favente clementiâ electus Romanorum Imperator, semper augustus, &c. Convenimus, tractavimus, egimus, inivimus & conclusimus omnes & singulos infra scriptos articulos.

Imprimis, quia hodie nos cum præfatio reverendissimo domino Cardinali Rothomagensi, Legato, &c. Sacratissimi domini Imperatoris, & Christianissimi Francorum Regis nominibus, inivimus & conclusimus pacem generalem, atque confœderationem. In qua etiam inter cætera sanctissimum in Christo Patrem & dominum, dominum Julium secundum, divinâ providentiâ sanctæ Romanæ Ecclesiæ summum Pontificem, dominum nostrum observandissimum, & serenissimum Aragoniæ Regem inclusimus, atque utrique parti adhuc facultatem reservavimus infra quatuor menses posse alios suos confœderatos nominare, & eidem paci seu confœderationi includere. Quoniam Veneti in maximum præjudicium Sanctæ Sedis Apostolicæ, sacrique Romani Imperii, domus Austriæ, ac Christianissimi Regis Franciæ, ad causam ducatus Mediolani, ipsiusque serenissimi Regis Aragoniæ, ad causam regni Neapolitani, jamdudum tyrannicè & violenter occuparunt, & detinuerunt, ac præfentialiter usurpant, occupant, & detinent quamplurimas provincias, urbes, & dominia ipsi Sanctissimo Domino, Imperatori & regibus prænominatis, singula singulis referendo, pleno jure pertinentia, tractatum & conventum est inter nos nominibus ante dictis, quod nec sacratissimus dominus Imperator Romanorum, nec Christianissimus Francorum Rex debeant, nec possint Ducem & Dominium Venetorum, aut eorum subditos, nec alios communes hostes, contra quos movendum est bellum, pro confœderato, vel confœderatis suis nominare, seu huic paci & confœderationi hodie factæ qualitercumque includere. Quinimò præfatus Dux & Dominium Venetorum, atque eorum subditi, à præfata pace & confœderatione prorsus debent esse exclusi.

Item. Actum & conventum est, quod sit una specialis liga, unio, amicitia, atque confœderatio inter sanctissimum dominum nostrum Papam, pro quo præfatus dominus Cardinalis Rothomagensis sortem se fecit, & ejus ratificationem præsentibus tractatibus ligit atque confœderationis à Sanctitate Sua exhibendam promissit, & inter prædictos sacratissimum dominum Imperatorem Romanorum, & serenissimos Franciæ atque Aragoniæ Reges, contra ipsam Ducem & Dominium Venetorum, atque eorum subditos, pro recuperatione, seu reintegratione omnium depreditorum.

Item. Pro celeriori hujus rei expeditione actum & conventum est, quod ipsi Sanctis Dominus, serenissimique Franciæ, & Aragoniæ Reges, ipsorum quilibet cum sufficienti militum & peditum exercitu, ac cum artilleria necessaria, teneantur infra diem primam aprilis proximè venturam, pro recuperatione ante dicta, communibus armis eisdem Venetos hostiliter invadere, nec prius à prædicta invasione, seu guerra, aut armis, per aliquem ipsorum desistatur, quin omnino & integrè Apostolica Sedes recuperaverit Ravennam, Cerviam, Faventiam, Ariminum,

earumque districtus, ac etiam oppida Imolæ & Celenæ, cum omnibus eorum juribus, & pertinentiis, ac omnia alia quæ de statu & juribus Ecclesiæ Romanæ dicti Veneti occupant, & detinent, & præfatus sacratissimus Imperator recuperaverit Roveretum, Veronam, Paduam, Vicentiam, Tervisium, Forum-Julium, cum territoriis & pertinentiis eorum, necnon Patriarcatum Aquilegiensem, cum singulis suis pertinentiis, omniaque alia loca & dominia per ipsos Venetos in hoc ultimo bello capta & occupata ex terris & dominiis domus Austriæ, & generaliter omnia ea, quæ ipsi Veneti tam à sacro Romano Imperio, quam à domo Austriæ abstulerunt, & de præsentibus usurpant, detinent, & occupant: Et pari modo Christianissimus Francorum Rex recuperaverit totaliter Brixiam, Cremonam, Bergamum, Cremonam, Geradaddam, cum singulis ipsorum locorum districtibus, territoriis, & pertinentiis, & generaliter omnia, quæ fuerunt antiquitus de ducatu & domo Mediolani, & prædecessorum ipsius Christianissimi Regis in eodem ducatu: Et similiter ipse serenissimus Rex Aragonum recuperaverit ea omnia, quæ ipsi Veneti de regno Neapolitano, & ex prædecessoribus in ipso regno, quovis modo abstulerunt, & usurparunt, ac de præsentibus quovis colore usurpant, detinent & occupant, videlicet Tranum, Brundisium, Otrantum, & Gallipolim, & omnia alia, quæ de regno Neapolitano per eos occupantur.

Item, Quantum ad hanc invasionem contra ipsos Venetos fiendam per Majestatem Cæsaream, quia Majestas sua novissimè inivit treugam cum ipsis Venetis triennalem, quam sine aliqua occasione honestè rumpere non posset, actum & conventum est, quòd ipsa Majestas Cæsarea mittere debeat aliquas copias armatarum suorum in auxilium Sanctissimo Domino nostro, ita ut die invasionis fiendæ, videlicet prima aprilis, apud Sanctitatem suam, si velit, sint constituti, & eidem in dicta invasionem fienda assistant, & adhærant; & inde ipse Sanctissimus Dominus noster scribat eidem sacratissimo Imperatori, ut tanquam advocatus, & protector Ecclesiæ, suæ Sanctitati cum omni potentia assistat, ad recuperanda bona Ecclesiæ Romanæ; tuncque Majestas sua infra quadraginta dies sequuturos post primam aprilis, unâ cum Imperio, & exercitu instructo, atque artilleria, ex latere suo etiam contra ipsos Venetos rumpere tenebitur, & contra illos sub hujusmodi colore omni potentia insistere.

Item, Si unus confœderatorum prædictorum priùs recuperaverit terras, & dominia sua, tenebitur ingenuè, & sine dolo, alios adjuvare cum exercitu suo, quoad usque illi etiam omnia sua dominia à dictis Venetis integrè recuperaverint.

Item, Si durante guerra seu bello contra ipsos Venetos unus exercitus egeat alterius auxilio, eo quod sit solus ab hostibus invasus, alter exercitus omni dilatione remota tenebitur illi succurrere.

Item, Poterunt etiam illustrissimus Dux Sabaudie, pro regno Cypri, & Dux Ferrariæ, & Marchio Mantuæ, pro recuperatione eorum, quæ dicti Veneti eis detinent, & occupant, se huic ligæ adungere, & in hac confœderatione se includere, & pro inclusis habebuntur, secundum quòd de inclusione dictorum Principum larius inter Imperialem Majestatem, & Christianissimum Franciæ Regem convenietur. Verùm, quantum ad inclusionem ipsius Ducis Ferrariæ, conventum est, eam non aliter fiendam, nisi cum conditione solvendi unam summam pecuniarum Cæsareæ Majestati, ad arbitrium Sanctissimi Domini

nostri, & Christianissimi Regis Francorum, propter actiones quas habet ipsa Majestas Cæsarea contra ipsum Ducem Ferrariæ.

Item. Quantum ad serenissimum Regem Aragonum, in hac liga & confederatione principaliter intervenientem, quia in prædicto generali tractatu pacis, & concordiæ, hodie inter Imperialem Majestatem, & Christianissimum Francorum Regem initæ, idem Rex Aragonum per eos tanquam confederatus, & amicus communiter est nominatus & comprehensus, pro suis regnis & dominiis. Actum est & conventum, quod quæstiones regnorum Castellæ, tam circa gubernium, & administrationem præsentem per ipsum Regem Aragonum, vice & nomine Reginæ Castellæ, ejus filiz, quam circa jura principatus pertinentia illustrissimo domino Principi & Archiduci, circaque securitates successionis suæ, ac quoad dotem, seu dotarium serenissimæ Reginæ Castellæ, necnon alia dependentia, emergentia, & connexa ad causam ipsorum regnorum, tractabuntur amicabiliter inter partes per arbitros concorditer eligendos. Et ne expeditio præsentis confederationis & ligæ contra Venetos perturbetur, sed unusquisque ipsorum confederatorum ad eandem expeditionem liberius accedat, Majestas Cæsarea, nec illustrissimus Princeps, & Archidux, seu pro eo agentes, hac expeditione durante, & donec ad illius finem sit devenum, & per sex menses post, per viam facti, aut alias, directè, vel indirectè, nullam facient quæstionem de prædicto gubernio regnorum Castellæ, & aliis dependentiis, sed interim remanebunt hujusmodi controversiæ, & omnia alia concernentia regna Castellæ in suspensio, & in eo statu, in quo nunc sunt. Et hac expeditione perfecta debent prædicti arbitri hujusmodi controversiam infra præfatos sex menses, vel etiam antea, si velint, amicabiliter tractare, & ambas partes ad amicabilem compositionem inducere.

Item. Quia in eodem tractatu pacis hodie facto, conventum est de investitura Mediolani, fienda absque alicujus temporis præfinitione, ideo, ut etiam pecuniæ ratione ipsius investituræ solvendæ, in hanc expeditionem contra Venetos melius converti possint, actum & conventum est, quod ipsa investitura fieri debeat illa die, qua invasio effectualiter facta apparebit pro parte Christianissimi Regis, contra eisdem Venetos; & quod tunc ejus procuratores, dictam investituram recipientes, exbursent summam centum nullium coronarum auri in auro. Et quod fiat ipsa investitura ea conditione, quod ipse Christianissimus Rex Francorum teneatur recuperare sua, & juvare Cæsaream Majestatem pro recuperatione usurpatorum per Venetos, quo usque id perfectè factum fuerit. Quæ quidem conditio nihilominus in litteris investituræ non apponetur, imò concedentur & fient ipsæ litteræ investituræ sine ipsius conditionis expressione, & purè secundum formam investituræ factæ in Haguenano. Ita quod in ipsa investitura comprehendantur, & expressè comprehensa intelligantur dominia recuperanda ab ipsis Venetis, ex parte Christianissimi Regis, videlicet Brixie, Cremæ, Cremonæ, Bergami, Gerdaddæ, & ea omnia, quæ sunt de antiquo statu Mediolani, & ducatu ejusdem, cum eorum pertinentiis & districtibus quibuscumque.

Item. Quod etiam sit facultas serenissimo Regi Angliæ se includendi in hac confederatione & liga contra Venetos, sive ad offensionem, sive ad defensionem tantum, sive ad utrumque simul, prout ei melius videbitur. Pro qua inclusione

senda eidem serenissimo Regi in presenti tractatu reservatur hinc inde locus congruus.

Item. Actum est, quod si aliquis ex prænominatis confederatis, quod Deus avertat, ante huiusmodi expeditionem, vel etiam ipsa expeditione durante, ab hoc seculo migraret, quod hæres, vel successor suus, possit eandem expeditionem perficere, & illi insistere in locum defuncti, si voluerit. Quod si nollet, nihilominus cæteri confederati expeditionem ipsam laudabiliter exequantur.

Item. Actum & convenum est, quod si aliquis prædictorum Sanctissimi Domini nostri Papæ, & serenissimorum trium, videlicet Imperatoris, & Regum Franciæ, atque Aragoniæ, præsentem confederationem & ligam non acceptaret, aut non ratificaret, aut non exequeretur, quod is à presenti tractatu, atque confederatione exclusus esse censeatur, & alii confederati in nullo ei sint obligati; & tamen nihilominus firma maneat hæc confederatio quoad cæteros, qui propterea eam exequi tenebuntur pro eorum pace.

Item. Quod præfati sacratissimus Imperator, & Christianissimus Francorum Rex, ac alii confederati, debeant conservare personam Sanctissimi Domini nostri, dignitatem, jurisdictionem, & auctoritatem ipsius, ac sanctæ Sedis Apostolicæ, contra quoscumque hostes eam perturbare seu inquietare volentes.

Item. Quod pariter recipient in eorum protectionem illustrissimum dominum Franciscum Mariam de Rovere, urbis præfectum, & in ejus statu & dominiis quæ de presenti tenet, vel deinceps legitime tenebit, eum defendent contra quoscumque eum offendere volentes.

Item. Quod nullus ipsorum confederatorum possit quovis modo inire pacem, treugas, sive inducias, aut quodlibet aliud appunctamentum cum prædictis Venetis, nisi accedat etiam omnium confederatorum expressus consensus.

Item. Quod Sanctissimus Dominus noster debeat per censuras, & maxime per interdictum, procedere contra ipsos Venetos, Ducem, & Magistratus Venetiarum, eorumque subditos, ac terras & dominia eis subjecta, contraque omnes fautores & auxiliares eorum, ac ipsos sacratissimum Imperatorem, Regem Christianissimum, & alios confederatos invocando ad præstandum brachiumulare. Concedendo etiam contra ipsos Venetos, & eorum subditos, repressalias, & dando bona illorum in prædam. Quibus sic actis, ipsi sacratissimus Imperator, & Christianissimus Rex, ac alii confederati tenebuntur Sanctitati suæ adesse, atque eandem juvare, ut ipsæ censuræ, & interdictum, ac alia ecclesiastica remedia debitum executionis effectum sortiantur. Et ista fiant ante diem invasionis superius declaratam.

Item. Quod Sanctissimus Dominus noster, sacratissimus Imperator, & Christianissimus Francorum Rex, mittant, & scribant conjunctim ad serenissimum Regem Hungariæ, ad alliciendum eum & inducendum, ut huic ligæ & confederationi se adjungat, & in ea se includat pro recuperatione eorum, quædicti Veneti sibi indebitè detinent, & ut se præparet ad inferendum eis bellum circa dictam diem primam aprilis.

Item. Fuit conventum, quod si spurcissimus Turcus, fidei nostræ Christianiæ inimicus, ab ipsis Venetis accitus, aut aliàs, invadat Christianicos, quod præfati Sanctissimus Dominus noster, sacratissimus Imperator, Christianissimus Francorum Rex, & alii supra nominati, qui hanc ligam ingressi fuerint, totis viribus

tanquam unum in robur coniectis, communi hosti veluti ad commune incendium extinguendum occurrere debeant, secundum quod per Sanctissimum Dominum nostrum, sacratissimum Imperatorem, & Christianissimum Regem, ac Regem Aragonum, pro communi utilitate conclusum extiterit.

Item. Quod omnes ipsi confederati, qui hanc, confederationem & ligam ingredi voluerint, teneantur infra duos menses proximè venturos hujusmodi tractatum cum omnibus & singulis ibidem contentis ratificare, laudare, & approbare, ac litteras suarum ratificationum in forma debita, debitique eorum sigillis munitas expedire, una cum submissione censurarum ecclesiasticarum, subque eorum corporalibus juramentis, ac bonorum obligationibus, & aliis clausulis opportunis in ampliori forma,

Quæ quidem omnia & singula supra dicta, ut præmittitur, conclusa & tractata, promissimus, & promittimus per præsentem, in quantum nos concernit, bona fide nostra, in verbo principissæ, ac sub juramento nostro corporaliter super sanctis Dei evangeliiis manibus tactis præstito, ratificari, laudari, & approbari facere infra tempus præstatutum, & cum omnibus clausulis supra contentis, videlicet per ipsum sacratissimum Imperatorem, dominum & genitorem nostrum metuentissimum, tam suo nomine proprio, quàm etiam tutorio & administratorio nomine ipsius illustrissimi domini Principis & Archiducis, nepotis nostri, & hoc, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, præsentium & futurorum, & cum renunciationibus, & aliis clausulis necessariis. In quorum omnium fidem has nostras litteras manu nostra propria signavimus, & sigillo nostro jussimus communiri. Datum in civitate Imperiali Cameracensi, die decima mensis decembris, anno Domini 1508. Sic signatum, *Marguerite*.

NOS igitur Imperator ante dictus de præmissis omnibus & singulis tractatis, & conclusis, plenissimè informati, ac de eisdem plenam notitiam habentes, ex certa nostra scientia, & libera voluntate, hanc sanctam unionem, confederationem, fœdus, & ligam inviolabiliter observandam suscipimus, ac omnia & singula illius capitula, ut præmittitur, tractata & conclusa, juxta sui seriem, & tenorem in omnibus suis punctis, clausulis & articulis, omnibus melioribus via, modo, forma, & ordine, quibus melius & validius de jure possumus, & debemus, laudamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus, ac rata, iurata, & firma præsentium tenore habemus, & perpetuam roboris firmitatem obtinere volumus. Et insuper promittimus expressè per præsentem, sub vinculo, & religione juramenti per nos præsentialiter super vero ligno sanctæ Crucis, sacroque canone, ac sanctis Dei evangeliiis manibus nostris corporaliter tactis præstiti, bona fide, in verbo nostro Cæsareo, pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris, omnia & singula in præinsertis capitulis contenta, prout in eis continetur & cavetur, in quibus nos concernunt, & pro parte nostra respiciunt, tenere, attendere, adimplere, atque inviolabiliter observare, & contra ipsa quovis modo, directè, vel indirectè, quocumque exquisito colore non facere, nec venire, sub obligatione & hipoteca omnium nostrorum bonorum præsentium & futurorum, necnon sub censuris ecclesiasticis, quibus nos expressè subjicimus, & in casu non observantiæ prædictorum, contra nos per sanctam Sedem Apostolicam ipso facto fulminari volumus, & consentimus, ita, ut ab iis nullatenus absolvi valeamus, nisi prius con-

ventis & promissis supra dictis paruerimus. Renuntiantes hoc ipso relaxationi & dispensationi juramenti, absolutionique censurarum, ac exceptioni, tam juris, quam facti, quibus contra præmissa, vel aliquod præmissorum, dicere, facere, vel venire, aut ab eorum observantia quomodolibet nos tueri possemus. In quorum omnium & singulorum prædictorum fidem & testimonium, præsentem nostras ratificationis & approbationis litteras manu nostrâ propria signatas, & subscriptas, nostri Imperialis sigilli munimine jussimus roborari. Datum in oppido nostro Mechliniæ, die vigesima sexta mensis decembris, anno Domini 1508. regnorum nostrorum, Germaniæ vigesimo tertio, Hungariæ verò decimo nono. Sic signatum, MAXIMILIANUS. Ad mandatum domini Imperatoris, *Barangier.*

Bulle du Pape Jules II. par laquelle il entre en la ligue faite à Cambrai l'an 1508. contre les Venitiens, entre l'Empeur Maximilien I. Louis XII. Roi de France. & Ferdinand, Roi d'Aragon, & confirme ledit Traité.

JULIUS Episcopus, servus servorum Dei, universis & singulis præsentem litteras inspecturis, salutem, & apostolicam benedictionem. Petierunt à nobis magna cum instantia per oratores suos, ad hoc speciale mandatum habentes, carissimi in Christo filii nostri, Maximilianus, electus Romanorum Imperator, semper augustus, Ludovicus, Francorum Christianissimus, & Ferdinandus, Aragoniæ & Siciliæ Carolicus, Reges, ut confederationem & ligam inter ipsos in civitate Cameraci, per dilectum filium nostrum Georgium, sancti Xisti, Presbyterum Cardinalem, nostrum & Apostolicæ Sedis in Francia Legatum, qui etiam pro nobis de ratihabitione promisit, dilectamque in Christo filiam, nobilem mulierem Margaritam, Archiducissam Austriæ, Ducissam Sabaudie relictam, & dilectum filium Jacobum de Albion, ad hoc de sufficienti mandato suffultos, pro exaltatione sanctæ Crucis tractatam, & die decima mensis decembris, anno Domini 1508. conclusam, cujus confederationis & ligæ nos, ut pote fidelium omnium patrem, caput esse voluerunt, quam Imperator electus, & Reges ipsi ratificavunt, ratificare & nos per litteras nostras vellemus, cum, omnibus & singulis capitulis infra scriptis, in eisdem confederatione & liga contentis. Cui petitioni nos, qui omnes curas & cogitationes nostras ad propagationem & exaltationem nominis christiani semper convertimus, quique ab exordio nostri Pontificatus Principes Christianos inter se dissidentes paterna cura & caritate ad concordiam revocavimus, ac pacis, inter Imperatorem electum, & Ludovicum Christianissimum Regem prædictos nuper conclusæ, suasores & auctores fuimus, eò libentius duximus annuendum, quod speramus confederationem & ligam hujusmodi Reipublicæ Christianæ utilem & salutarem futuram, Deo & Salvatore nostro Jesu-Christo, cujus causa agitur, honor & gloria queritur, adjutore. Quocirca confederationem & ligam prædictas harum serie in tempore debito ratificamus & approbamus, easque cum omnibus in illis contentis capitulis gratas, ratas, & firmas habere & tenere in verbo Pontificis Romani promittimus; hodie enim de ipsarum tenore atque contentia legitime certiotes facti fuimus, ac de præfatorum Regum ratihabitione.

*Pape.
1508.*

ne per publica instrumenta nobis exhibita, simulque, ut præfertur, ad eam ratificandam fuimus requisiti, quam utpote in tempore debito à nobis factam iidem oratores receperunt atque acceptaverunt. Tenor autem capitulorum sequitur, & est talis : Imprimis, quia hodie nos cum præfato reverendissimo domino Cardinali Rotomagensi, Legato, &c.

Datum Romæ, apud Sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ 1508. 10. kalend. aprilis, Pontificatus nostri anno sexto, sub plumbo. Julius Papa II. Signatum, *Sigismundus*. Et sur le repli, *D. de Comitibus*. Et sur le dos, *Registrata apud me Sigismundum*.

Lettre de Charles, Duc de Savoie, à l'Empereur, & au Roi de France, pour être compris au Traité de Cambrai contre les Venitiens. A Turin le 10. mai 1509.

Savoie.
1509.
10. Mai.

CAROLUS, Dux Sabaudiz, &c. universis facimus manifestum, quòd cum novissimè ad nos venerint legati serenissimi & invictissimi domini, domini Romanorum Regis semper augusti, Imperatoris electi, domini nostri metuendissimi, qui sibi commissà pro suæ legationis exigentia, nobis explicarunt nonnulla, præsertim, quæ Majestas Sua invictissima à nobis fieri cupiat, in beneficium & commodum illustrissimæ dominæ & sororis nostræ, honorificæ dominæ Margarete de Austria & Burgundia : Nos autem, qui eidem Majestati, pro viribus morem gerere & obsequi, ipsi quoque illustrissimæ sorori nostræ gratificari cupimus, infra scriptis annuerimus, tum pro nostra in eadem Majestate observantia, & in ipsam quoque illustrissimam sororem nostram benevolentia; tum & ea spe freti, ut scilicet pro recuperatione nostri regni Cypri, nobis defutura non sit unquam eadem Majestas; sed quòd præsidium & operam omnem ad hoc, in nostri beneficium, penitus exhibere dignabitur, juxta renunciata nobis per ipsos legatos. Hinc est, quòd intellecto ex relatione præfatorum legatorum tenore tractatus fœderis, seu confœderationis & unionis, inter eandem sacratissimam Imperialem Majestatem hinc, & serenissimum dominum Francorum Regem inde initarum, facto & concluso, de & pro recuperatione terrarum & rerum eisdem per Venetos diu jam occupatarum, in quo quidem tractatu dignati fuerunt, nos cum eis, pro recuperatione quoque dicti regni nostri, benigniter includere; volentes nunc reliquum, quod in nobis est, circa infra scripta adimplere, consili de intemerata erga nos fide, prudentia, gravitate, & longa experientia, magnifici, ac spectabilium benè dilectorum fidelium Consiliatorum, & Cambellani nostrorum, Anedei, Baronis Viriaci, & Mercurii de Gattinara, Præsidis Bressiæ & Burgundiæ, & Benedicti Tortelleti, domini Montisastruæ, Magistri hospitii nostri, ex nostra certa scientia, eosdem serie præsentium facimus, constituimus, & deputamus procuratores nostros speciales & generales, ita quòd specialitas generalitati non derogat, nec è contra; ad videlicet se coram Imperiali Majestate, pro & nomine nostro præsentandum, ibidemque, aut alibi, ubi expediens fuerit & opportunum, consentiendum & declarandum, & ita mentis nostræ esse declarandum, asserendum, & profuturum, quandocumque dictum regnum nostrum Cypri, & illius veram integramque

gramque repetitionem, & consecutionem, medio dictæ Confœderationis, virtutesque ejus, quo in dictis confœderatione & unionem comprehensi & inclusi sumus, consequuti fuerimus, & eo ipso quo pacificè ejusdem regni possessione fruermur, eadem illustrissima Domina, & soror nostra habebit & consequetur à nobis pro se, & vita ejus durante, dumtaxat, & ita eidem remittimus superioritatem & ressortum super patriis, terris, & dominiis Bressiæ, & Foucigniæ, & aliis, quæ pro ejus dotatio tener, aut tenere posset in patria Vaudi, excepta ea, hoc partim ad usumfructum, & salvo nobis & nostris jure proprietatis; salvis etiam nobis, & reservatis homagiis, fortificationibus villarum, servitiis tempore guerræ, & aliis omnibus debitis fidelitatibus, citra tamen præjudicium dictarum jurisdictionis & ressorti præfatæ illustrissimæ dominæ, reservatis etiam nobis donis, & subsidiiis pro dotibus, quin etiam pro singulis annis, citra præjudicium ususfructus præfatæ illustrissimæ Dominæ, nobis liceat fieri facere nomine nostro unam Cridam voce præconis, pro conservatione jurium proprietatis, ut supra nobis reservatæ, omnimodam potestatem eisdem propterea conferendo, de & supra præmissis, quatenus expedierit, contrahendi, promittendi, conveniendi, jurandi in fidem, & animam nostram, bona nostra obligandi, renuntiandi, & alia faciendi in præmissis necessaria pariter & opportuna, quæ nos ipsi faceremus, si præsentem, & personaliter adessemus; etiam si talia forent, quæ mandatum exigent magis speciale, ita & taliter quod, uno absente, reliqui duo præmissa exequi & adimplere valeant. Promittentes propterea bonâ fide nostrâ, & in verbo Principis, ac sub nostrorum obligatione bonorum, habere ratum, gratum, & firmum, quicquid per eosdem consiliarios & procuratores nostros, seu duos ex ipsis, in alterius absentia actum, gestum, dictum, conclusum, promissum, & conventum fuerit, in præmissis, & circa, eaque ratificare, & nunquam contra facere, dicere, opponere, vel venire, neque contravenire volenti consentire, juribus præmissis fortè contrariantibus. Renunciando cum & sub clausulis, & solemnitatibus in talibus opportunis; has in præmissorum testimonium concedentes. Datas Taurini, die decima mensis maii 1509. per dominum, præsentibus Ludovico, Barone Miolani, Comite Montismajotis, Marefcallo Sabaudiz; Jacobo, Comite Maxini Gubernatore Vercellarum; Antonio de Ginfino, domino Divonz, Præsidente; Janus de Duino, domino Vallis-Yfaræ, Scutifero Scutiferiz; R. Antonio de Romagnaco, Apostolico Protonotario; Claudio, domino Ballefionis; Francisco Prouana, ex collateralibus Magni Consilii; Joffredo Passeri, Advocato Fiscali; Stephano de Capris, financiarum Sabaudiz thesaurario generali.

NOUS Charles, Duc de Savoie, &c. sçavoir faisons, que comme le bon plaisir de la sacrée Majesté Imperiale, & du Roi Tres-Chretien, en faisant les traites de confederation, union, & concorde, pour le recouvrement & conquête des pieces indûement usurpées de long-tems par les Venitiens, ait été de nous comprendre audit traité pour nôtre royaume de Chipre, en la forme & maniere, que après seroit avisé par lesdits Seigneurs; & que depuis aions satisfait à ce que par les Ambassadeurs desdits Seigneurs a été avisé. Pource est-il, que nous desirant être purement & simplement compris audit traité, envoions par devers ledit Sieur Roi, nos très-chers bien-amez & feux conseillers &

chambellan, Janus de Duin, seigneur de la Valdifere ; & Messire François Provane, collateral de nôtre Conseil resident, ausquels de nôtre certaine science, par ces presentes, donnons plein pouvoir & mandement special, de supplier & requerir audit Roi, pour nous & en nôtre nom, d'être compris audit traité comme dessus, & à demander & accepter les lettres d'inclusion nécessaires, ensemble d'être presens à la promesse, qu'il plaira audit Seigneur en faire, icelle accepter, de promettre & jurer, que ensemble promettons & ferons de nôtre côté tout ainsi & en la maniere qu'il appartiendra, & generalement faire & accomplir en cet endroit ce que nous mêmes ferions, si nous y étions en personne, encore qu'il y eût chose, qui requist pouvoir & mandement plus special, & promettons en parole de Prince, & sous obligation de nos biens, avoir ferme & agreable tout ce que par les susnommez, nos conseillers & deputez, pour nous, & à nôtre nom sera fait, arrêté, & accompli en ce que dit est, mais le ratifier, sans venir, ni faire au contraire, & ce sous les clauses & solennitez en tel cas requises & nécessaires. En témoin de ce, avons signé ces presentes, & fait sceller de nôtre scel. Donné à Turin le 12. jour de mai, l'an de grace 1509. Par Monseigneur, Messieurs Louis, seigneur de Miolans, Comte de Montmajeur, Maréchal de Savoie ; Antoine de Gingin, seigneur de Divonne, President ; Angelin Provana, President Patrimonial, Claude, seigneur de Belleison ; & Etienne Capris, General de Savoie, à ce presens.

DECLARATION DU ROI LOUIS XII. PAR LAQUELLE
il comprend Charles, Duc de Savoie, dans la Ligue faite à Cambrai le dixieme decembre 1508. Fait au Camp près Pontolio, le 19. mai 1509.

Savoie.
 1509.
 19. mai.

L OUIS par la grace de Dieu Roi de France, Duc de Milan, Seigneur de Gennes, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme en ensuivant le traité & confederation fait en la ville de Cambrai entre tres-haut, tres-puissant & tres-excellent Prince, nôtre tres-cher & tres-ami frere & cousin l'Empereur, d'une part, & nous, d'autre, pour le recouvrement des pieces & terres, que les Venitiens ont detenu & occupé, detiennent & occupent, tant au Siege Apostolique, audit Empereur, & à nous, à cause de nôtre Etat & Duché de Milan, qu'à plusieurs autres Princes & Seigneurs, ait été entre autres choses dit & traité, que nôtre tres-cher & tres-ami cousin le Duc de Savoie Charles II. de ce nom, pourra être compris si bon lui semble, audit traité, pour le recouvrement du royaume de Chipre, qu'il pretend lui appartenir, selon ce que par nôtre frere l'Empereur & nous seroit avisé ; favoir faisons, que nous, ce considéré, & après ce que avons été certifié, que entre les Ambassadeurs de nôtre frere l'Empereur, & les nôtres, & nôtre cousin le Duc de Savoie, a été conclu de ce que par lui se doit faire en cette entreprise. Avons entant que à nous est, compris & enclos, comprenons & incluons audit traité & confederation nôtre cousin le Duc de Savoie, pour en tout & par tout jouir & user du benefice d'icelui traité, & contenu en icelui, tout ainsi que les autres allies & confederes font & pouront faire ci-après. En témoin de ce nous avons fait

mettre nôtre scel à ces presentes. Donné au Camp près Pontolio, le dix-neuvieme de mai, l'an de grace 1509. & de nôtre regne le douzieme, Signé, *Robertes.*

*INVESTITURE DU DUCHE' DE MILAN, EN EXECUTION
du traité de Cambrai de 1508. donnée par Maximilien I. Empereur.
au Roi Louis XII. & à ses descendants mâles, & iceux defaillans, aux
filles. A Trente le 14. juin 1509.*

*Milan:
1509.*

14. juin.

MAXIMILIANUS, diuinâ favente clementiâ, Romanorum Imperator semper augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatia, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, &c.

Ad perpetuam rei memoriam, tenore præsentium cognoscimus, & notum facimus universis, Imperialis celsitudinis culmen, cui divino munere præsidemus, ad totius christiani orbis tutelam, & orthodoxæ religionis conservationem propagationemque à Deo optimo, maximo constitutum intelligentes, ad ea potissimum mentem, studium, animique aciem dirigimus, quæ non tam singulorum commodis, quam universæ Reipublicæ christiænæ saluti, dignitati, amplitudinique conducere arbitramur. Cum itaque superioribus temporibus, instigante humani generis hoste, omnique discordiæ, dissensionis, & zizaniz seminatore, inter christianos Principes, & potentatus, multa & varia bella, maximæque discordiæ, contentiones, & rixæ, proh dolor! exortæ, non modo variis calamitatibus, atque incommodis, singulorum subditos affecerint, verum etiam immanissimis nostræ religionis hostibus, ad invadendos christianorum fines, magnæque imperia & regna, amplissimæque provincias occupandas, occasione animumque præstiterint, ad eorum vires atque audaciam reprimendam, Salvatorisque nostri fidem propagandam, nihil magis quam veram & intemeratam inter christianos Principes, & eos maxime, qui viribus, potentia, virtuteque præstant, pacem, concordiam, sædus, amicitiamque, profuturum arbitremur, & maxime inter nos, & carissimum, consanguineum, & fratrem nostrum, Ludovicum, regem Francorum christianissimum, necnon Romanum Imperium, atque Francorum regnum. Quorum auctoritate, & viribus, & reliquos potentatus christianos, in officio atque amicitia contineri, & christiani nominis hostes ab injuria arceri, proculsueque opprimi haud difficile posse, jampridem compertum est.

Quæ omnia in arcano pectoris nostri maturè & consideratè revolvantes, quantumque commodi & emolumenti ex tractatibus pacis, concordie, confederationis, ligæ, & amicitie, nuper in civitate nostra imperiali Cameracensi, per & inter carissimam filiam nostram Margaretam, Archiducissam Austriæ, Ducissam Burgundiæ, Brabantie, &c. viduam Sabaudie, nostro, & reverendissimum & illustrem in Christo patrem, dominum Georgium de Ambasia, tituli Sancti Sixti Presbyterum Cardinalem, & Archiepiscopum Rothomagensem, atque in regno Franciæ Apostolicum Legatum, præfati serenissimi Principis, domini Ludovici Francorum Regis Christianissimi nomine, & mandato, initis, & conclusis, universo nomini christiano exoriri possit, dictos tractatus, & omnia & singula in eis contenta, prompto atque alacri animo ratificavimus & approbavimus, litterisque nostris parentibus, perpetuæ firmitatis robur habere decrevimus.

In quibus quidem tractatibus, cum inter cætera specialiter atque expressè conventum & conclusum extiterit, ut nos nostro, ac sacri Romani Imperii nomine, præfato Christianissimo Regi de ducatu & universo statu Mediolani, cæterisque civitatibus, terris, & juribus, pro se, suisque hæredibus, & modis ac formis inferius expressis, ac descriptis, investituram concedere in forma autentica dignemur; cumque præfatus Rex Christianissimus ex ducibus Mediolani originem trahat, medio illustris quondam dominæ Valentinx, aviæ suæ, filiæ quondam illustris Joannis Galeacii, Mediolani Ducis: nos cupientes dictos tractatus pacis, ligæ, confederationis, & amicitix, quantum in nobis est, perpetuò atque inviolabiliter observare, fraternamque benevolentiam cum prædicto Rege Christianissimo, continuis officiis ac beneficiis fovere & adaugere, ipsius præsertim virtutibus, & tanti regni fastigio, veterique & antiqua Romanorum Principum & Germanicæ nationis cum Francorum regibus, & gallica gente, fœdere, amicitia, commercio, antiquaque consuetudine ad amicum perpenis, aliisque pluribus rationibus & causis animum nostrum moventibus, & præcipuè ad perpetuum christianæ religionis & rei publicæ commodum, christianique nominis hostium perniciem, & ruinam, ac sacri Romani Imperii decus & ornamentum, utque ipse Ludovicus, Rex Christianissimus, beneficentia nostræ liberalitatis invitatus, eo alacrius, cum opulenti sui regni opibus, ac subditorum suorum viribus, unâ nobiscum ad persequendum christiani orbis hostem, & ad publicum atque universale præsidium & auxilium, sese accingat, atque ad tutandam & propagandam redemptoris nostri fidem acer Christi miles nobis optuletur, ejusdem serenissimi Ludovici Francorum Regis supplicationibus inclinati, recepto prius ad præfatum reverendissimo & illustri domino Cardinale, nuncio & procuratore ad hæc specialiter destinato, (prout nobis constitit litteris patentibus prædicti Regis & ducis Mediolani, datis Pischeræ, die quinto præsentis mensis junii, subscriptis manuali signo ejusdem Regis, ac per *Robertet* secretarium suum signatis, & sigillatis, in cera rubea,) debito, ac in similibus præstari solito fidelitatis & homagii juramento, quod idem procurator & nuncius, in animam dicti Regis sui, in præsentia, ritè, & de more, curiæ nostræ Cæsareæ nobis præstitit, sano ad hoc & maturo accedente principum, comitum, baronum, & procerum nostrorum consilio, ex nostra certa scientia, & de nostræ Cæsareæ potestatis plenitudine, prænominatum Ludovicum Francorum Regem Christianissimum, pro se, & hæredibus suis masculis, ex suo corpore legitimè descendentibus, & in defectum masculorum, pro illustrissima domina Claudia, ejus filia, illiusque futuro sponso, ac liberis, & descendantibus eorum masculis, & ex ipso matrimonio, & ex corpore dictæ dominæ Claudie legitimè procreandis. Et si contingeret, quod Deus avertat, ipsam dominam Claudiam decedere absque descendantibus masculis, & præfatum Regem Franciæ, aliam, vel alias suscipere filias, pro illa, quæ erit primogenita, vel pro alia, quam Rex ipse ad ipsum ducatum eligeret, ac pro eo cui contingeret eam desponsari, & eorum liberis masculis descendantibus, & eisdem deficientibus sine liberis, pro hæredibus masculis præfati Francorum Regis, & maximè pro Francisco, Duce Valesii, & Comite Engolimensi, quantum ad dictum ducatum & statum Mediolani, ejus hærede; & deinde pro aliis, qui illo tempore venient ad suscipiendam investituram de universo ducatu & statu Mediolani, & comitatibus Papiæ, & Angleriæ, quos tunc ad præsens

tenet & possidet, necnon de comitatibus ac dominiis Brixie, Cremonæ, Bergomi, Cremæ, & Glareæ addux, his proximis diebus è manibus Venetorum, illa injustè usurpantium & occupantium, vi armorum per præfatum Regem fratrem nostrum recuperatis, ac de omnibus quæ ad ipsum ducatum, ac illius dominia, quoquomodo spectare & pettinere possunt & debent, ac de quibus prædecessores sui Duces Mediolani, per Romanos Principes investiti fuerunt, necnon & quæ ipsi Mediolani Duces tenuerunt & possederunt, cum omnibus civitatibus, oppidis, terris, castris, arcibus, villis, districtibus, feudis, & aliis quibuscumque rebus, juribus, ac bonis, ad ipsa dominia, vel ipsorum occasione spectantibus & pertinentibus, quæ, & quas, pro tempore existentes Mediolani Duces, à quibus dictus Rex Christianissimus originem traxit, à nobis sive aliis Romanorum Imperatoribus aut regibus, prædecessoribus nostris, à sacro Imperio Romano in feudum suscipere & habere consueverunt, solemniter & expressè investendum duximus, ac tenore præsentium investimus. Ipsique Ludovico Regi, ac hæredibus suis, ut suprà expressum est, (non obstante quacumque investitura Ludovico Sfortiæ, & ejus hæredibus, aut aliis facta, quam præsentium tenore, & de nostræ cæsareæ potestatis plenitudine revocamus, cassamus, & annullamus,) regalia dictorum ducatus, comitatum, & dominiorum consueta, & quascumque gratias, libertates, immunitates, privilegia, honores, præeminentias, dignitates, franchisias, jurisdictiones, & facultates concedimus & impartimur, declarantes insuper, quòd si contingeret, ut prædictum est, prænominatam Regem, præfatam dominam Claudiam, & ejus sponsum futurum, aliasque filias, & eorum sponsores absque liberis decedere, non dantibus nobis investituram hæredibus relictis à præfato Francorum Rege, teneamur restituere ipsis hæredibus summas centum millium francorum, ac centum millium scutorum auri & in auro ad solem; quæ duæ summæ ascendunt ad summam centum quinquaginta quinque millium, centum septuaginta duorum scutorum auri ad solem, & quique solidorum Turonensium, permanente tamen jure salvo, quod habent in ipso ducatu prænominati hæredes. Ea etiam adjecta conditione, quòd in dicto casu hæredes, qui mitterent pro investitura habenda, solvere debeant jura in hujusmodi investitura consueta. Non obstantibus in præmissis aliquibus legibus, statutis, consuetudinibus, aut aliis auxiliis generalibus, vel specialibus, quibus posset in præmissis, aut aliorum aliquo quomodolibet obviari, etiamsi talia forent, de quibus specialis & individua mentio facienda esset. Quæ omnia hîc pro expressis & specificatis haberi volumus. Illis enim omnibus, in quantum præmissis obstant, aut in futurum obistere possint, de certa nostra scientia, & cæsareæ potestatis plenitudine, profus & expressè derogamus. Decernentes, & hoc nostro cæsareo statuente edicto, ea omnia & singula perpetuum obtinere roboris firmitatem. Nostris tamen, & sacri Romani Imperii juribus, ac alterius cujuscumque in cæteris, semper salvis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ investituræ & concessionis paginam infringere, aut ei quovis ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem nostram gravissimam, ac centum mille marcarum auri purissimi se noverit irremissibiliter incursum; quarum medietatem, sisci, sive ærarii nostri, residuum verò partem, injuriam passorum usibus decernimus applicandam, præsentium sub nostri regni sigillo testimonio litterarum.

Datum in civitate nostra Tridentina, die quarta decima mensis junii, anno Domini millesimo quingentesimo nono; regnorum nostrorum, Romani vigesimo quarto, Hungariæ verò vigesimo.

Sommations & declarations de guerre faites par Montjoie, Roi d'armes de France, de la part du Roi Louis XII. à la Seigneurie de Venise, & à la ville de Cremone, 1509.

*Venise.
Cremone.
1509.*

S'ENSUIT l'exploit fait par moi Montjoie, premier Roi d'armes des François, touchant les sommations par moi faites à la Seigneurie de Venise, & cité de Cremone, en ensuivant la charge & commandement qu'il avoit plu au Roi Tres-Chretien, mon souverain Seigneur, me donner de cette matiere. Et premierement, après avoir parlé & communiqué de madite charge à Monsieur le Grand-Maitre, Maréchal, & Admiral de France, & Lieutenant-general du Roi en Italie, Je partis de Milan le 13. jour d'avril 1509. après Pâques, pour l'exécution de madite charge.

Et parce que plusieurs mettoient en doute ladite execution, cuidant, que aucun déplaisir ou outrage me fût fait, pour toute seureté requis à Monditsieur le Grand-Maitre, me bailler un de les Trompettes, que de long tems connoissois, natif de Milan, nommé Jean-Jâques, pource qu'il connoissoit les pais & passages du pais.

Le quatorzieme dudit mois à dix-sept heures, arrivai à Cremone, & moi vêtu de ma cotte d'armes, & ledit Trompette Jean-Jâques, sa banniere déployée, vinmes en cet état passant devant le châtell dudit Cremone, que à puissance on fortifioit, & tirant outre vins aborder en un fauxbourg, par lequel on va à Milan, & en ce lieu trouvai un gentilhomme Cremonois, à le voir fort homme de bien, qui connoissant l'habit roial que portois le vint baiser & embrasser, auquel priai envoier dire au Capitaine de la cité dudit Cremone, nommé Messire Zacarie Contarin, que j'étois attendant à l'entrée du boulevard de ladite cité de Cremone pour parler à lui, & autres officiers ordonnez par ladite Seigneurie; ce qu'il fit.

Et puis après m'envoia querir par un & trois ou quatre gentilshommes, & en cet état entrai en ladite cité, madite cotte d'armes vêtue, & ledit Jean-Jâques, sa banniere déployée, & sus conduit au long de ladite cité près du Palais en l'Hôtellerie des Rois, & après diné fus envoié querir par ledit Messire Zacarie Contarin, lui étant audir Palais, accompagné de Messire Louis da Mula, Podestat de ladite cité, & de plusieurs autres gentilshommes, & marchands de Venise.

En la presence desquels, & dudit Jean-Jâques, & de bon vouloir, moi poursuivant d'armes, dis audir Zacarie, & Louis da Mula, telles paroles.

Seigneur Capitaine, & vous Podestat, le Tres-Chretien Roi invincible, mon souverain Seigneur, m'envoie vers vôtre Seigneurie de Venise, leur notifier & declarer son vouloir, & m'a expressément chargé de passer par cette cité, laquelle il dit être à lui, pour les causes & raisons que j'ai à dire au Duc & Seigneurie de Venise,

dont vous êtes sujets & serviteurs, lesquels bonnement ne se peuvent vider qu'à la pointe de l'épée, & comme son premier & souverain Roi d'armes, sous le nom & titre de Montjoie, vous somme de rendre & restituer la cité occupée par vous au T.C. Roi invincible, mon souverain Seigneur, ensemble les forteresses & châteaux, que tenez en vos mains, & icelles mettre es mains de Monsieur le Grand-Maitre, son Lieutenant general, voidant hors d'icelle votre exercice d'armes, & à votre refus, je vous declare ledit Seigneur Tres-Christien Roi, votre ennemi mortel, & dès cette heure, & pour le jour d'hui, & les autres subséquens, vous dénonce la guerre mortelle, telle que François ont accoutumé de ce de toute ancienneté, qui est à feu & à sang.

Surquoi lesdits Capitaine & Podestat me répondirent telles paroles, ou semblables en effet & substance.

Seigneur Montjoie, je vous connois de long-tems, & même du feu Roi Charles, que Dieu absolve, lequel me fit chevalier de sa main, & outre vous connois du tems qu'étions avec le Roi des Romains, en la ville d'Insprug en Tirol, vous étant en la compagnie de M. le Tresorier Robertet.

Sur ce que dites que nous dénoncez la guerre mortelle, & le Roi votre Maître ennemi mortel, à faute de restitution de ladite cité & forteresses, je vous avise de ce faire : nous n'avons nulle charge de nostre serenissime Prince, ni de la nostre illustrissime Seigneurie, & nous déplaît d'avoir la guerre avec un si puissant Roi, ladite Seigneurie, & lui, étant confederez ; mais qu'ainsi est que guerre faut avoir, nous nous deffendrons gaillardement. Et sur cette parole partis & pris congé desdits Capitaine & Podestat, & emmenai ledit Trompette avec moi.

Ledit jour quatorzieme, qui fut le samedi, vinmes coucher en une maison, où le Sieur Ludovic tenoit la poste de cavalerie, nommé Bernardin de Bonnevolve, à quinze milles de Cremone, & fûmes convoiez par un gentilhomme nommé Ventarin, depuis Cremone jusques à Marcarie, terre du Marquis de Mantouë.

Et le lendemain, qui fut quinziesme dudit mois, vinmes audit Marcarie à dîner, cuidant trouver Mondit sieur le Marquis à Mantouë, mais pource qu'il avoit fait une entreprise avec Boisy, & autres Capitaines, pour aller prendre Casal-major, ce qu'il fit, ledit sieur Marquis étant à Vadinne, ville & forteresse, lequel nous conseilla aller par eau, & pour aller à plus grande seureté, pource qu'ils avoient ja couru, & ledit jour à vint-deux heures, montâmes sur le Po.

Et le mardi ensuivant, qui fut le dix-septiesme dudit mois, arrivâmes à Venise à dix-huit heures, & vinmes prendre port en une Abbaie nommée Saint-George, vis à vis du palais Saint-Marc, le grand canal entre deux, ladite Religion de l'Ordre S. Benoît, auquel lieu trouvai un Religieux de ma connoissance, homme de bien, nommé frere Benedict, & en parlant à lui, ledit Jean-Jâques Trompette parla à un citadin, en le priant aller vers le Duc & Seigneurie de Venise, pour leur notifier nôtre venue, & que avois quelque chose à leur dire, laquelle charge il prit tres-volontiers, & y alla.

Et peu après va venir un Secretaire de la part de ladite Seigneurie, nommé Jean-Batiste, avec lui deux gentilshommes de Venise, lesquels n'étoient là venus sinon pour garder que nul ne parlât à nous, pource que c'est une action fort

suspicionneuse , dont ne me déplaisoit en rien , pource que ma charge ne s'adresloit qu'au Duc , representant ladite Seigneurie.

Et à vint - une heures du pais , ledit jour , fûmes envoieez querir par un autre Secrétaire , nommé Nicolas & deux autres gentilhommes , pour aller vers leur Prince & Seigneurie , & secrettement , sans être vus par la terre , dans un petit barchot couvert entrafmeez dedans , & ne voulurent souffrir , que nul de mes serveurs allât avec moi , que ledit Jean - Jâques , & fûmes menez nous deux dedans ledit barchot jusques à l'entrée du Palais , passant par un petit canal , ou peu de gens étoient , entrâmes dedans ledit Palais , & en montant les degrez pris ma cotte-d'armes , & ledit Jean - Jâques déploya sa bannière , & en cet état entrâmes en une grande salle , où ledit Sieur Duc & ceux du Conseil des Dix étoient accompagnés de plusieurs secrétaires , entre lesquels il y en a un nommé Messire Casparo de Babeduc aiant la langue gallicane avec la sienne italienne , pour referer & donner à entendre au Duc & Seigneurie , & leur faire raport de point en point le contenu de ladite charge que j'avois à leur dire.

Et à haute voix present ledit Jean - Jâques leur dis les paroles qui s'ensuivent.

Le Tres-Chretien Roi invincible , mon souverain Seigneur , m'envoie devers vous , illustrissime Duc , & vous , Magnifiques Patrices representans la Seigneurie de Venise , pour vous dire & remontrer les grandes offenses , outrages , mauvais & deloiaux tours , que lui avez ci-devant faits en plusieurs & diverses manieres , contrevenant à l'amitié & confederation par vous autrefois conclüe avec sa roiale Majesté , en donnant aide , faveur , & secours , tant par mer que par terre , à ses ennemis , & pourchassé de tout vôtre pouvoir de lui nuire , contrevenant à vos promesses jurées comme dit est , & comme se prouvera veritablement , cuidant qu'il se voulsit faire plus grand es partie d'Italie ; c'est pour l'envie de dominer qu'avez eû , à l'encontre de lui , & mêmeement du dernier apointement & treve , qu'avez fait avec le tres-sacré Empereur Roi des Romains pour lors ennemi de mondit souverain Seigneur ; auquel apointement faisant ledit Seigneur , a bien aperçû qu'aviez deliberation de vouloir engendrer une nouvelle guerre , pour toujours vouloir entreprendre sur lui , en usant de vos pratiques coutumieres . Lui cuidant donner envie & le consumer , ce que ne pouriez faire ; & pour cette cause en obtemperant aux admonestemens , requestes & persuasions de nôtre tres-saint Pere le Pape , vous averti , qu'il a fait & conclu avec ledit tres-sacré Empereur fraternelle amitié , alliance , & confederation perpetuelle , & avec le Catolique Roi d'Espagne , & autres Princes Chretiens , compris es traités sur ce faits , jurez & anatematisez ; à faute de l'entretènement d'icelui ; qui est une tres-sainte Ligue , comme chacun sait , considerant que c'est pour le bien , & augmentation de la foi & religion chretienne . Parquoi attendu les choses dessus dites , je vous declare de par ledit Seigneur Tres-Chretien Roi invincible , qu'il quitte & renonce à toutes vos alliances , amitez , & confederations , soi declarant vôtre ennemi mortel comme infraçteurs de paix , usurpateurs des biens de la sainte Mere Eglise , de laquelle il est fils aîné , & à lui appartient principalement avoir le regard sur telles choses , voulant être le vrai imitateur , suivant les faits & vertueux gestes de ses progeniteurs Tres-Chretiens Rois de France , auquel appartient de vous contraindre , de faire restitution des choses par vous usurpées ; & sur ce point , je vous notifie la guerre mortelle , tant par mer que par terre , à feu &

& à sang en tous les lieux, où résistance sera faite, & jusques à ce que généralement restitution soit faite des choses par vous usurpées, tant à lui que au Saint Siege Apostolique, au tres-sacré Empereur, & au Catholique Roi d'Espagne, & autres Princes & Communautés, & autres compris en cette sainte Ligue, ledit Sieur Roi Tres-Christien prenant Dieu à son aide avec son bon droit, protestant aleancontre de vous, que si perte, dommage, ou inconvenient en advient à la Chretienité, ce sera par vôtre faute & coulpe.

Réponse faite audit Montjoie, par ledit Sieur Duc de Venise, en presence du Conseil des Dix, & dudit Jean Jâques, Trompette dessusdit, sur trois points.

P O U R L E P R E M I E R.

HERALDO, Nous avons entendu ce que vous avez rapporté de la part de vôtre Roi, nous accusant d'être infracteurs de nôtre foi & promesse. *Heraldo*, il ne se trouvera point que jamais par Nous nôtre foi fut callée, ni venir au contraire de ce que promis a été, & même contre le Roi de France, vous avisant que vous trouverez qu'il y a dix ans passez, que vôtre Roi, & la nôtre Seigneurie, sont & ont été en bonne amitié & confederation, & que jamais envers lui ne deffaillimes de foi, mais toujours l'aions aimé & servi, comme chacun sçait; & ne se trouvera point que jamais fines aleancontre de lui aucune chose qui touchât rupture de paix, amitié, & confederation, mais au contraire se trouvera, que toutes les choses que nous avons pû savoir, bonnes ou mauvaises, toujours en avoir averti ledit Seigneur, ou son lieutenant.

Le second point est, que jamais n'eussions crû, qu'un si grand Prince, que le vôtre Tres-Christien Roi, eût si legerement prêté l'oreille à un Pape, tel qu'il est, & comme chacun sait, à un Prêtre, lequel ne voulons nommer *, & de les vouloir croire contre nous, nous en sommes fort émerveillés, & aussi faire que à leur pourchas, ledit Seigneur soit ennemi d'une si puissante Seigneurie, comme la nôtre, laquelle a refusé tant d'Etats, de Seigneuries, de Citez & de Châteaux, tant des Seigneurs d'Italie, que hors l'Italie, ce que jamais ne voulûmes faire, ni prendre autre alliance contraire à ce que avons promis & juré.

Et touchant le dernier que dites, qui est l'apointement fait entre Nous, & le Roi des Romains, *Heraldo* jamais ne voulûmes entendre touchant ce point, que premier la nôtre Seigneurie n'en ait averti Monsieur le Grand-Maître, lequel nous envoya Monsieur Geoffroy Carles, pour entendre l'entier effect en quoi voulions conclure avec le Roi des Romains, present son Ambassadeur; auquel apointement voulions comprendre le Duc de Gueldre, & tous les amis, confederés, & allies du Roi Tres-Christien; mais ledit Maître Geoffroy Carles n'y voulut condescendre, & s'en alla, & depuis Monditsieur le Grand Maître y envoya le Sieur Jean-Jâques Trivulce, comme ledit Sieur a pû savoir, vous disant que des choses dessusdites nous esperons en Dieu, que la Majesté de vôtre Roi saura & connoitra la verité; & que celui à qui sera la faute sera puni; & aussi nous esperons encore être amis de sa sacrée Majesté, ou sinon, nous

Tome II.

K

* C'étoit bien assez designer le Cardinal d'Amboise, premier Ministre de Louis XII.

tâcherons à nous deffendre; & vous prions, *Heraldo*, & vous aussi Trompette, que vous en fûssiez au Chistianissime Roi relation, & fut cette parole, partez, & vous en allez; qui étoit sur le point de vint-trois heures, sans nous convier à boire ni à manger, combien que n'étions pas en vouloir de ce faire, de peur de trouver un gueux n'ayant les mains nettes; & nous firent convoyer par un Capitaine de mer, nommé Messire Coulau, Esclavon, & avions trois bachots pour nous conduire jusques es terres du Duc de Ferrare; & fut noire nuit quand nous arrivâmes à Chiozza, cité à vint-cinq mille dans la mer; & le lendemain nous conduite dix milles dans les terres de ladite duché de Ferrare, toujours ledit Coulau, Esclavon capitaine deslûdit, fort larron & de mauvaise regardure: il n'a qu'un œil, mais il est à demi bourreau, comme j'ai pu connoître de lui, par ce qu'il me dit que ladite Seigneurie de Venise autrefois lui avoit commandé mener & conduire aucuns Ambassadeurs d'Hongrie, & d'ailleurs, lesquels il mit à fonds; ledit Jean-Jâques & moi eûmes belle peur, mais par la grace de Dieu nôtre createur sommes échappés, auquel prie de bon cœur que la race Venitienne puisse faillir, en les mettant en leur premier état, qui est celui d'estre pêcheurs.

Lettre d'Alfonse I. Duc de Ferrare, au Roi Louis XII. touchant le différend entre le Pape Jules II. & ledit Duc. A Ferrare le 5. octobre 1510.

*Ferrare.
1510.
5. octobre.*

SA CRA & Christianissima Regia Majestas, quanquam existimo Majestatem Vestram intellexisse, quæ mihi à summo Pontifice imputentur, impulsio, ut arbitror, falsa malignorum, & inimicorum, ac malevolorum meorum persuasionem, quæ ab eodem adversus me lata si sententia; volui tamen eandem Vestram Majestatem de omnibus sigillatim certiorum reddere, ut & modum, quo processum est, cognoscat, & simul jura mea, atque etiam cujusmodi fundamentum super dicta sententia contra me promulgata haberi possit, & debeat. Proinde ante omnia intelligit, executionem factam in parte ante ipsam sententiam, quæ quidem lata est quinto idus augusti, quinimo per mensem unum, ante eandem sententiam latam, dum in castris Casarea, & Vestra Majestatis essem ad ipsarum servitia, me Cento & Plebe oppidis primum spoliavit. Deinde viginti quoque diebus ante dictam sententiam, premente exercitu suæ Beatitudinis, sui & Lugo & Bagnacavallo spoliatus, simulque pluribus aliis oppidis, per me ab Apostolica Sede recognitis. Modus etiam & ordo servatus in processu contra me agitato, est hujusmodi, quod meam causam non parum juvans parit suspicionem non mediocrem in ipsa sententia. Cumque veritas & justitia pro mea parte non desint, operæ pretium judicavi singula hæc Majestati Vestræ significare.

Summus igitur Pontifex, mense julio proximo, per apostolicum Breve, factis prius in ipso narrationibus quibusdam, commisit reverendissimo suo Legato Bononiæ, ut examen testium haberet super nonnullis capitulis in eodem Breve inclusis, quibus objecta mihi delicta & facinora contineri dicebatur, me prius citato. Quam sanè citationem imponebat affigi valvis Ecclesiæ cathedralis Bononiæ, asserens non esse tutum & liberum accessum ad me. Atque ita in

executione hujusmodi Brevis, de mandato præfati ipsius Legati, die undecimæ
 ejusdem mensis julii, quædam in scriptis citatio est affixa prænominatis valvis.
 Qua quidem citabar, ut comparerem coram eodem Legato, aut verò meus ali-
 quis procurator, intra triduum, non computato tamen ullo die festo in ipso
 termino, & ad contradicendum, ne testes super prædictis capitulis examinentur,
 & quo minus fieret, quantum in eodem Brevi continebatur. Et quoniam quo
 tempore facta est talis citatio, ipse à Ferrara procul aberam, in castris Cæsareæ,
 & Vestræ Majestatis, in rure Camazolii, agri Vicentini; Quæ certè castra tan-
 tum distabant à Bononia, ut per quàm difficile esset, quòd in dicto termino
 possem de tali citatione habere notitiam. Et penè impossibile, ut aliquis (id
 quod oportuisset,) instructus eò mitti posset, quò nec ipse properare, & adesse
 valuisssem. Quòd si fortè etiam propius fuisssem, & in loco viciniore, tamen iter
 adeò erat infestum & periculosum, ut non potuisssem, cum ducentorum quoque
 equitum cohorte, rurus accedere, & sine discrimine pertransire. Verùm quidam
 mei cives Ferrarienses, utpote fidelissimi, me eo tempore absentem benè con-
 siderantes, ac intra eundem terminum Bononiam fere transferentes, Legatum
 ipsum adierunt, ut & meam absentiam, & prædictas causas, pro vera & justa
 excusatione mea allegarent. Quorum nonnulli ut audirentur, nequaquam impe-
 trare potuerunt, atque ita præsentibus quibusdam testibus fide dignis, factæ
 fuere allegationes & instantiæ, de quibus rogatus fuit publicus notarius. Atta-
 men unus ex eisdem meis civibus, tandem impetrata audientia, exposuit ipsi
 legato prædictos causas excusatorias, productis etiam testibus, ad probandam
 absentiam meam, licet notam eidem reverendissimo legato. Institutum deinde
 fuit in petitione prorogationis dicti termini; sed ipse legatus auditis, intellectis,
 & consideratis omnibus, ut credibile est, excusationes esse justissimas, & peti-
 tionem de jure negari non posse; cùm, ut creditur, in animo haberet non velle
 concedere, remisit eundem civem meum ad dominum Joannem Campegium,
 Bononiensem civem clarissimumque Jurisconsultum, cui datam esse in hac re
 potestatem asseruit. Proinde dictus civis meus comparuit coram præfato domino
 Joanne, qui negavit se ullam in hoc negotio auctoritatem habere. Deinde cùm
 ad reverendissimum legatum rursus rediisset, in cubiculo passim se facilem au-
 diendis aliis exhibentem, nulla potuit ratione ab illo audientiam impetrare.
 Quinimò cum cæteris, qui in cubiculo erant, cum ira foras expulsus est, habita
 prius benedictione. Denuò idem civis die sequenti reversus ad ipsum legatum,
 iterum cœpit exponere, & instare, quemadmodum prius fecerat. Tum verò re-
 verendissimus legatus negavit velle hujusmodi dilationem concedere. Quam-
 obrem appellatum est ad Apostolicam Sedem, cùm etiam talem appellationem
 legatus idem admittere noluerit, immò potiùs ad examen, ut dicitur, processit.
 Quod certè & quæcumque alia hujusmodi contra me agitata, vigore prædictæ
 citationis, sunt ipso jure nulla, disponentibus legibus, quòd ubi aliquis citatus
 non potest aliqua ex causa comparere, si tale impedimentum judici fuerit alle-
 gatum, totus processus adversus illum factus est ipso jure nullus. Imo etiam si al-
 legatum non fuerit, dummodo impedimentum sit notorium, sicuti est in hoc
 casu. Ac eo magis, quia ex legum sanctione, culibet citato assignari debet
 unus dies, pro singulis viginti millibus passuum; quoad compareat. Mihi igitur
 procul à Bononia, per milliaria centum, aut circiter, existenti, saltem assignandj

fuere dies quinque ad comparandum, ultra diem, quia in iudicio sistere deberem, postquam talis citatio ad noticiam pervenisset. Quod cum factum non sit, talis ergo citatio est nulla, & ex illa processus omnis. Et hæc nullitas probatur ex citatione nimis brevi, considerata etiam causa tractanda de statu Ferrariæ, & de delictis objectis, simulque considerata & habita ratione personæ citatæ, cui volenti adesse & comparere, prout erat in ejus arbitrio, ex natura causæ arduæ, ac ipsius personæ dignitate, non conveniebat assignari terminum adeo brevem.

Considerans igitur, ut consentaneum est, Summus Pontifex hujusmodi examen testium esse nullum, denuò commisit reverendo domino Antonio de Monte, Archiepiscopo Sipontino, causarumque Apostolicæ Cameræ generali Auditori, simulque reverendo domino Petro de Accoltis, Episcopo Anconitano, examen testium, & inquisitionem super delictis mihi objectis, prius, tamen me citato. Et hanc citationem voluit posse fieri super valvis Ecclesiarum, cum, ut asseruit, ad me non foret tutus accessus. Atque ita in executione hujusmodi commissionis, iidem apostolici delegati nonis augusti me citari fecere, super foribus templi sancti Petronii, in urbe Bononia. Quò ipse, aut saltem per meum procuratorem, deberem præsto esse, & comparere in urbe Roma, intra terminum duodecim dierum, ad videndum examinari testes, & inquiri super delictis & facinoribus objectis, & deinde ferri sententiam per Summum Pontificem, aut per alium, cui talem causam commisisset. Demùm non expectato fine dicti termini, qui erat per totum diem decimum augusti, fecit Sua Sanctitas publicari sententiam quandam contra me super privatione feudi Ferrariæ, ac reliquorum omnium locorum per me ab Apostolica Sede recognitorum, & super excommunicatione. Proinde dicta citatio, & consequenter quicquid vigore ipsius effectum est, ipso jure est etiam nullum, quippe quæ facta in loco non tuto. Ideo quòd cum aliqua citatio est facta loco non tuto, & constat iudici, talis citatio est nulla, & similiter quæcumque ex illa emanarunt. Quod autem Roma non esset tutus locus, apparet ex bello jam illato mihi eo tempore per Suam Beatitudinem, quæ certè ante dictam citationem, vi bellica, & hostili impetu, spoliaverat me supradictis Cento & Plebe, oppidis, ac omnibus deinde locis meis in Flaminia, seu Romandiola, atque ita se hostem exhibuit. Quamobrem, ut leges disponunt, citatus non est obligatus præfens comparere, utpote dubius vitæ, cui periculum imminet, neque etiam per procuratorem, cujus causæ locus non esse tutus creditur. Quamvis ipse quoque obligatus non eram per procuratorem comparere in causa tam ardua, sed volebam præfens comparere, quemadmodum per quemdam specialem procuratorem misi significatum præfata Beatitudini, quò cum pervenisset, non modo non potuit audientiam consequi, sed territus à quibusdam magnæ auctoritatis, compulsus est metu carceris, latenter ex urbe aufugere. Qui quidem procurator à me etiam jussus erat allegare, locum non esse mihi tutum. Quod quidem probatur ex citationibus in urbe Bononia factis, & primùm ex commissionibus ejus Beatitudinis, quæ in illis asserit Ferrariam non esse tutum locum alicui ab ea missio. Quæ cum sibi & suis non putat Ferrariam locum tutum, hic debet sibi quoque persuadere me minus putare Romam mihi tutum locum, præsertim cum sua Beatitudo sit me longè potentior. Cum fuerim igitur citatus ad locum non tutum, quod utriusque constet, & satis notum est illi, qui causa extitit citationis,

ea, & sententia inde extorta, merito debet judicari nulla; præsertim lata ante elapsum terminum in ipsa citatione præfixum, ut dictum est supra.

Quin & illud considerari debet, quod post sententiam latam, plura deinde est amplexus, quam in ea continebatur. Namque invasit Mutinam, & occupavit, simulque alia quædam loca juris Imperii, à quo & ego, & antecessores mei, eadem recognoverunt assidue, & sub tali titulo possederunt.

Hactenus cognito processu qualicumque contra me, æquum est, ut Majestas Vestra causas quoque intelligat, quibus præfatus Summus Pontifex, me & urbe Ferraria, & aliis feudis per me ab Apostolica Sede recognitis privaverit, & excommunicaverit.

Quarum quidem causarum prima hæc est, quod illustrissimus quondam Princeps pater meus bonæ memoriæ, præfecit se exercitui, seu Capitaneus fuit pro Florentinis adversus Sixtum olim Pontificem maximum, & Sedem Apostolicam, spreto ipsius Sedis mandato. Qua ex causa idem Sixtus, & urbe Ferraria, & cæteris feudis privavit eundem parentem meum. Hanc quidem causam, quæ prima allegatur numquam amplius intellexi, nec adhuc possum adduci ut credam. Quæ tamen quando vera esset, certè in considerationem cadere non deberet, cum deinde secuta sint plures investiturae, & in præfatum parentem meum, & in me ipsum. Ex quibus quidem dici potest, quod idem illustrissimus quondam pater meus fuit redintegratus, ac eidem & mihi etiam talis privatio fuit remissa. Et hoc quoque affirmari potest, ob multa, quæ Sixtus Pontifex olim fecit, & contulit in eundem parentem meum, ac ejus statum, nihil aliud importantia, quam remissionem hujusmodi privationis, sicuti etiam Summi Pontificis Beatitudo in dicta sua sententia fateri videtur.

Secunda vero causa est, quod sine consensu præfata Beatitudinis, & ea inscia, fratres meos in carcerem contruli. Hanc equidem carcerationem veram dico, sed non dignam allegati in hoc casu, quandoquidem illi in me conjuraverant, trucidareque statuerant. Quod sanè apud ipsum Pontificem probatione non eget, quippe qui plenissimè cuncta novit. Nam cum Joannes Vasco, unus è conjuratis, in urbem Romam fugisset, metuens comprehendi, & in carcerem contrudi, conscius sibi tanti facinoris, efflagitavi ab ipso Pontifice, per oratorem meum in urbe, ut eundem Joannem proditorem mihi tradere dignaretur. Quod à principio recusavit, asserens se non credere hujusmodi conjurationem. Sed cum vehementius instarem apud Beatitudinem Suam, ut me voti compotem efficeret, commisit reverendo domino Antonio de Monte, Archiepiscopo antedicto, ut examinato ipso Joanne, hujusmodi negotii veritatem eliceret, ac relationem faceret. Qui talem commissionem executus, comperit certam fuisse conspirationem, & omnia verissima. Quibus cognitis, idem Pontifex illico jussit consignari cuidam mandatario meo ipsum Joannem, cum arbitrio, ut mihi quicquid de eodem libuisset, facere liceret. Quamobrem negari non potest, quin Sanctitas Sua plenissimam hujus rei scientiam habuerit. Nec justè imputari possum, quod in causa propria judex extiterim. Ad quam maturè cognoscendam delecti fuere duo integerrimi viri, illustris dominus Sigismundus, & dominus Albertus Estensis, ambo patrum mei; qui peracto examine, & lata sententia, prædictos fratres meos, cum reliquis omnibus conjuratis, morte damnarunt. In cujus sententiæ executionem, tres ex conjuratis publicè, ut decuit, in partes à carnifice

crucidari laceratique fuisse. Ego autem arbitratus mitius agendum cum fratribus, ne videret in proprium sanguinem sœvire, usque nunc vita donatos volui carere contineri, ut de omnibus autenticus extat processus. Et quando etiam in tali causa ipse iudicis officio functus fuisset, id mihi certè licuisset. Cùm enim illi essent subditi, nec aliquid habentes commune mecum in ipso statu, juxta legum dispositionem, poteram esse iudex in causa propria.

Alia præterea adducitur causa, videlicet salis, quem feci in comitatu Comacii, legitime à Apostolicam Sedem pertinente. Respondeo veram esse fabricationem salis, & hoc quidem mihi licuisse recognoscenti Comaclum, ac ejus comitatum, non à Romana Ecclesia, sed ab Imperio, à quo per meos prædecessores annis ab hinc centum quinquaginta, & ultra, continuò fuit recognitum, & tali titulo possessum. Quod & quando verum non esset, allegari in dicta sententia non debuit. Præsertim, cùm ubi primùm Sanctitatem Suam ita velle cognovi, ob præcipuam reverentiam erga se meam, à fabricando sale destiterim, arbitratus Beatitude Suam cognitis juribus meis, circa hujusmodi negotium id solùm velle debere, quod justitia exigebat.

Opponit etiam me auxisse vectigalia, seu gabellas, & nova imposuisse pedagiam. Hanc secundam partem affirmo falsam. Sed verum esse fateor, quòd permisi, ut administratores mei sumerent à quibusdam per loca mea transeuntibus solutiones aliquanto majores, quàm antea consuevissent, eo tempore, quo Veneti florebant. Qui cùm jampridem violenter imposuissent capitulum unum antecessoribus meis, eosque ad hoc astrinxissent, scilicet, ut datia pro mercimoniis, quæ Venetias, aut inde convehantur, multò minora solverentur, quàm in ordinibus constitutionibusque Ferrariensibus continebatur, deinde summi Pontificis beneficio & opera, libertatis terris meis ab hujusmodi capitulo, & ab omni alia superioritate, & servitute, quam ipsi Veneti imposuissent, existimavi licere tales accipere solutiones, secundum antiquos ordines. Atque ita non ut augetem datia, sed uteretur libertate jam recuperata, ex beneficio, ut dixi, summi Pontificis. Enimverò per dies aliquot sumpta est hujusmodi solutio ex illis, qui Venetias ibant, aut inde revertebantur, quia in re cognita Pontificis voluntate, ut ejusdem prohibitioni obtemperarem, quàm primùm feci ab hoc desistere. Quæ quidem prohibitio, potius, ut arbitror, facta est, ut Venetis, cum quibus nuper fœdus contraxerat, complaceret, quàm pertranseuntibus prodesse veller.

Consimiliter quoque opponit, quòd me subjeci præsidio & protectioni Vestræ Majestatis, in exitium, damnum, & perniciem Suz Beatitudinis, ac Sedis Apostolicæ, necnon ausum fuisse citari facere Suam Sanctitatem ad magnam ejusdem Majestatis Vestræ Consilium. Quorum alterutrum, vel utrumque, non modò factum, aut attentatum non est, sed per me ne cogitatum quidem. Et hanc in rem, non est opus alia probatione apud Vestram Majestatem, cui non minus quàm mihi est nota veritas.

Insuper opponit etiam, quòd ante dictam sententiam, notoriis rebellibus Suz Sanctitatis, & præsertim Bentivolis, in terris meis locum, auxilium, favoremque præstiterim, contra alias Beatitudinis Suz litteras. Ad hoc ipse respondeo, non esse verum; immo pro mea in illam observantia, à caritate defeci, nec me præstiti qualem necessitudo, & sanguinis vinculum, exigebat. Ideò quòd non

facerem, quod Beatitudini Sux displiceret, denegavi locum in terris meis propriæ sorori, ac nepotibus ex illa meis, quod hi essent filii domini Annibalis Bentivoli, & illa, uxor.

Item. Objicitur, quod subditos suos Vicariatus Ferrariæ mihi commissos pessimè regere & gubernare non expauperim. Hoc quàm falsum sit, & quàm à vero prorsus alienum, certissima possunt haberi ex universo Ferrariensi populo testimonia, qui in solita fide perseverans, manifesta benevolentia, & summi erga me amoris edidit signa, cum ne unus quidem malum animum, malumve mentem ostenderit. Immo appropinquante hostili exercitu præfatæ Sanctitatis, omnes Ferrarienses cives, nullum excitantes tumultum, manserunt in dilectione erga me, fidelitatem maximam servantes, cum singuli palam asseverarent, potius se extrema omnia passuros, quàm me deserere, & novum subire dominium. Ex quo faciliè colligitur, falsum esse quod opponitur, non benè gubernasse subditos, benignèque rexisse.

Opponit præterea, quod adulterinas monetas conlari & cudi feci; item, quod injustè occupaverim bona defunctorum ab intestato; item, quod ecclesiasticas personas interfici fecerim, absque degradatione; item admisisse ad res sacras excommunicatos, & publicè denunciatos; item impedivisse apostolicas provisiones super ecclesiasticis beneficiis factas, ac earundem effectus; item, & impedivisse observationem interdictorum factorum in Ecclesiis; item, plurima fecisse adversus ecclesiasticam libertatem, in ipsius & Apostolicæ Sedis contemptum; item, cum incursionibus, equitatum hostiliter immisisse in terrasiurbis Romæ, ac illi subjectas, & plurimis damnis affecisse; item oblocutum fuisse de Sua Sanctitate, & de ecclesiastica potestate, & parvipendisse ac derisui habuisse suam, & Apostolicæ Sedis autoritatem. Circa igitur hujusmodi causas, nulla alia possum uti excusatione, nisi pro veritate asserere, ne unam quidem ex ipsis esse veram; & me offerre ad omne experimen- tum & periculum, quandocumque per judicem non suspectum ex Sanctitatis Sux voluntate cognoscetur.

Si igitur Beatitudo præfata non respuerit Majestatem Vestram rei hujus habere cognitionem, hoc quoque officium præfatæ Majestati assumere placeret, pergratum mihi foret. Quam cettio- rem facio faciliè percepturam, justitia æquitateque me tueri, atque defendi. Et me eidem Christianissimæ Majestati, quo magis possum humiliter commendo, quæ felicissimè valeat. Ferrariæ, die quinto mensis octobris 1510. Ejusdem Vestræ Majestatis, filius, & servitor, ALFONSUS, Dux FERRARIÆ. *Hieronymus Magnaninus.*

*TRAITE' ENTRE LE ROI LOUIS XII. ET MAXIMILIEN I.
Empereur, pour la ratification & prorogation du traité de Cambrai
de 1508. A Blois le 17. novembre 1510.*

*Autriche
1510.
17. nov.*

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, Dux Mediolani, Genue-
que Dominus, &c. recognoscimus & tenore præsentium profite-
mur, notumque esse volumus universis, cum nihil sanctius salubriusque habeatur pace
& concordia, quibus respublicæ ita tueretur & conservantur, ut sine his nequaquam
aliquandiu persistere possint; quod tamen satis explicatum semper habuerimus,
tamen advertentes, & re ipsa experti, quantum boni & incrementi ex sanctissi-
ma illa unione, pace, concordia, & fraternitate inter sacratissimum & potentissi-
mum Principem, dominum Maximilianum Romanorum Imperatorem semper au-
gustum, fratrem & consanguineum nostrum carissimum, & inter nos nuper in
civitate Imperiali Cameracensi, die decima decembris 1508. per illustrissimam do-
minam Margaretam ex Archiducibus Austriæ, Ducibus Burgundiæ, viduam re-
lictam Sabaudie, consobrinam nostram carissimam, in hac parte præfati Imperato-
ris genitoris sui procuratricem, & per R. quondam dominum Georgium de Am-
basia, Cardinalem Rothomagensen, & in regno Franciæ Legatum apostolicum,
nomine nostro & in hac parte procuratorem mandatarium nostrum inita, facta,
& conclusa, non solum nobis; regnis, dominiis, ac subditis nostris accesserit, & in
futurum pervenire poterit, sed & tota christianitas inde acceperit & accipere po-
terit, quæ procul dubio ex ista sancta unione & concordia amorum nostrorum
suscepit tranquillitatem, exaltationem, & augmentum, nihil tantopere nobis cu-
randum existimamus, quam in sanctissima illa unione, amicitia, & fraternitate
cum præfato sacratissimo Imperatore persistere, & quo magis intrinsecè & fer-
ventius poterimus, illi nos conjungere, ut sanctissima illa unione & pace etiam
ad posteros nostros diffusa status, regna, dominia & subditi utrinque nostrum
tranquillitate & securitate augeantur & conserventur, Propter quod ad laudem Dei
omnipotentis, ejusdemque matris intemeratæ necnon ad incrementum & bonum
non tam nostrorum regnorum, dominiorum, & subditorum nostrorum, quam to-
tius christianitatis, Nos hodie cum illustrissimo & reverendissimo domino Mar-
thæo, Episcopo Gurcensi, & sacri Romani Imperii Principe, & cum magna-
nimo domino Andrea de Burgo, equite, supra dicti sacratissimi domini Impe-
ratoris, &c. oratoribus, & in hac parte procuratoribus & mandataris, vigore ip-
sorum mandati pleni & sufficientis, cujus tenor de verbo ad verbum hic sequi-
tur, & est talis,

MAXIMILIANUS, divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator
semper augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, &c. Rex, Archi-
dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantie, & Comes Palatinus, &c. Cum in-
stitutum nostrum semper fuerit, cum consanguineis & fratribus nostris, quibus se-
mel adhæsimus, amorem & benevolentiam tenaciter retinere, & eam continuò au-
gere, cupientes præ cæteris illud idem servare cum serenissimo Principe
domino Ludovico, Francorum Rege, & consanguineo nostro carissimo, sedul-
que

que nostrum Cameracense jam dudum inter nos initum in totum & quamlibet sui partem integrè observare, & etiam arctius amorem, benevolentiam, & mutuam intelligentiam nostram constringere pro bono utriusque nostrum, & subditorum nostrorum, & universalis totius Reipublice christianæ. Nunc igitur pro hac re exequenda impræsentiarum destinamus nobilem ac venerabilem Matthæum, Episcopum Gurcensem Principem, consiliarium & oratorem nostrum devotum, dilectum, consili ideo de fide, prudentia, legalitate, & singulari rerum experientia ipsius Matthæi, Episcopi Gurcensis, & spectabilis, fidelis, nobis dilecti Andree de Burgo, consilii & oratoris nostri apud præfatum Regem residentis, motu proprio, & ex certa scientia, ac animo nostro deliberato, citra tamen revocationem quorumcumque aliorum mandatorum nostrorum eisdem Gurcensem præfatum, & Andream, & quemlibet eorum in solidum, fecimus, constituimus, creavimus, & ordinavimus, ac tenere præsentium facimus, constituimus, & ordinamus, oratores & procuratores, actores, & speciales hujus negotii gestores & quicquid melius de jure potest specialiter & expressè vice & nomine nostro, ad tractandum, transigendum, accordandum, concludendum, & corroborandum, & de novo renovandum & ratificandum cum sanctissimo in Christo patre & domino, domino Julio II. divina providentia S. R. & universalis Ecclesiæ summo Pontifice, domino nostro reverendissimo, ac serenissimis Principibus dominis Regibus Franciæ, Aragoniæ, Angliæ, & Hungariæ, fratribus nostris carissimis, vel cum aliquibus ex eis, aut solo serenissimo Rege Franciæ, & regni statibus, & dominiis suis, ac aliqua parte eorum fœdus nostrum Cameracense prius inter nos initum, & illud declarandi ac interpretandi & prorogandi ad posteros nostros, & illud de novo in eadem vel meliori forma & ampliori faciendi, & de novo conveniendi & paciscendi, prout eisdem mandatariis nostris melius videbitur, & super omnibus aliis rebus inde pendentibus, emergentibus, connexis & annexis, ac de bello continuando contra Venetos, & alios quoscumque communes hostes nostros & illud de novo inferendo, ac divisione nova de acquirendis ab hostibus nostris facienda. Dantes & concedentes præfatis Matthæo Principi, & Andree, consiliariis & oratoribus nostris, plenam & amplam potestatem agendi, gerendi & exercendi omnia & singula in præmissis necessaria & circa ea opportuna, jurandi in animam nostram & faciendi alia omnia, quæ nos ipsimet si personaliter interessemus, facere possemus, etiamsi talia forent, quæ mandatum exigerent magis speciale. Quæ omnia ritè pro expressis haberi volumus. Ponentes præfatos Gurcensem, & Andream, oratores & procuratores quoad præmissa, & circa ea cum omnibus suis dependentiis & emergentibus, annexis, & connexis. Et ei quod datum, actum, transcriptum & conclusum fuerit, nullo unquam tempore contravenire, directè vel indirectè, aut quovis exquisito colore, de jure vel de facto, etiamsi de jure possemus, harum testimonio litterarum sigilli nostri appensione munitarum. Datum in oppido nostro Inspruch die 16. mensis augusti, anno Domini 1510. regnorum nostrorum, Romani vigesimo-quinto, Hungariæ verò vigesimo primo. Sic signatum infra plicam, *Maximilianus*, & supra plicam, ad mandatum Cæsareæ Majestatis proprium, *Ja. de Ramussis*

PRÆSENTE etiam domino Magistro Joanne Caulier illustrissimi, domini Caroli, Archiducis Austriæ, Principis Hispaniarum, consanguinei nostri carissimi, consiliario, Magistro requestarum, & oratore, quique etiam nomine supra dictæ illustrissimæ Margaretæ gubernatoris ad hoc missus erat orator, convenimus, tractavimus, egimus, inivimus, & conclusimus omnes & singulos articulos infra scriptos.

Imprimis, actum est & conventum, quod illa vera bona, legalis, fidelis, sincera, & indissolubilis pax, unio, amicitia, liga, fraternitas, & confœderatio inter præfatos sacratissimum Imp. tam nomine ejus proprio, quam etiam tutorio & administratorio nomine supra dicti illustrissimi domini Archiducis Austriæ, & Principis Hispaniarum, ac nepotis sui, & serenissimum & Christianissimum Regem Franciæ per memoratam illustrissimam dominam Margaretam Archiducem, &c. & reverendissimum quondam dominum Georgium Rothomagensem, Galliarum Legatum nominibus quibus habebant in civitate Cameracensi, die & anno quibus supra, videlicet decima decembris 1108. inita, facta, conclusa, ac jurata, duratura ad vitam utriusque ipsorum, videlicet sacratissimi Imperatoris, & Christianissimi Regis Franciæ, & per annum unum post, sicuti in eodem tractatu pacis latius continetur, non solum rata & firma, & inviolabilis permaneat pro tempore supra scripto, sed etiam quod prorogetur, extensa & prorogata sit, quam etiam dictæ ambæ Majestates nominibus quibus supra eximè extendunt & prorogant ad vitam primò proximorum, hæredumque & successorum, tempore mortis utriusque eorum existentium, cum omnibus & singulis capitulis, articulis, clausulis, & conditionibus, & punctis in dicto pacis tractatu contentis, quæ hic pro expressis, & insertis habentur, ut haberi volunt præfatæ Majestates.

Item. Actum est & conventum, quod per prædictam prorogationem pacis & amicitie, omniaque alia hic supra scripta, nullatenus intelligatur esse recessum, derogatum, vel in aliquo contraventum tractatui pacis factæ Cameraci, sed omnia & singula in eodem tractatu comprehensa sint, & in suo robore remaneant.

Item. Conventum est, quod Imperialis Majestas teneatur & debeat omnia & singula supra scripta expressa infra duos menses proximè futuros ratificare, laudare, & approbare, & litteras ratificationis suæ in forma debita debito sigillo suo munitas expedire, unâ cum submissione censurarum ecclesiasticarum sub suo juramento corporali, ac bonorum obligationibus, unâ cum aliis clausulis apertius in ampliori forma.

Item. Quod hujus prorogatio tractatus pacis & concordie, & omnia supra dicta publicentur in Imperio, & regnis & dominis utriusque partis, & registrentur in Camera Imperiali, & Parisiis in Curia Parlamenti, & in Camera Computorum, præsentem & consentientem procuratorem generali Christianissimi Regis Franciæ.

Cumque omnia & singula prædicta nobis sint grata, cupiamusque illa inviolabiliter observare & exequi, idcirco præsentibus litteris nostris, omnibus melioribus via, modo, forma, & ordine, quibus melius & validius de jure possumus, & debemus, præinserta prorogationis pacis tractatus Cameracensis capitula & articulos, omniaque & singula in eisdem expressa & contenta juxta seriem & tenorem laudamus, approbamus, ratificamus, confirmamus, ac rata, grata, &

firma habemus, & habere volumus. Promittentes in verbo regio nostro, & sub bona fide nostra, necnon jurantes ad Dominum Deum nostrum, & ejus sanctam Crucem, & quatuor ejus evangelia, per nos corporaliter & manualiter tacta, tenere, adimplere, & inviolabiliter observare omnia & singula in præmissis capitulis contenta & expressa, prout in eisdem cavetur, constituitur, sive continetur, in quantum nos concernunt & respiciunt, & sub obligatione omnium bonorum nostrorum præsentium, & futurorum hipoteca, necnon sub poena perjurii, in quod Rex tali casu incidere potest. Ac etiam ad prædictorum observantiam per præsentem consentimus, quoad possumus, compelli & constringi per quasvis censuras ecclesiasticas etiam in forma Camerae, renunciantes ipsi relaxationi & dispensationi juramenti, absolutionique censuratum, & exceptioni qualicumque tam juris quam facti, quibus contra eorum præmissa, vel aliqua, ex his, dicere, facere, vel venire, aut ab eorum observantia quomodolibet nos tueri possemus. In quorum omnium & singulorum præfatorum fidem & testimonium, præsentem litteras manu propria subscripsimus, & sigillo nostro corroborari fecimus. Datum in oppido nostro Blesis 17. die mensis novembris, anno Domini 1510. regni nostri decimo-tertio. Sic signatum sub plica, LOUIS, & supra plicam, Per Regem, Robertes.

Lecta, publicata, & registrata audito procuratore generali Regis, Parisiis in Parlamento, vigesima-sexta die novembris, anno millesimo quingentesimo decimo. Signatum, Pichen.

Sentence provisionnelle donnée à S. Jean de Luz, l'an 1510. le 10. avril, touchant l'usage de la riviere d'Andaye.

CUM per antea mota & orta fuisset controversia inter manentes & habitantes villæ Fontisrabidi subditos Catholicorum Regum & Reginae Castellæ, & alios eorum confortes provinciarum de Guipulcoa, ex una parte; & manentes & habitantes loci & parochiarum de Andaya, subditos Christianissimi Francorum Regis, ex altera; ad causam fluminis nuncupati de Vidassoa, prætendentes & dicentes prædicti habitantes Fontisrabidi, & alii eorum confortes, quòd totum dictum flumen ab ejus exitu regni Navarrae, usque ad introitum magni maris erat, & integrè pertinebat dicto regno Castellæ, & quòd non erat licitum nec permissum prædictis habitantibus dicti loci & parochiarum de Andaya, nec quibuscumque aliis, posse, nec debere in prædicto flumine, nec in aliqua sui parte, tam ex parte regni Franciæ, quam Castellæ, facere portum pro ancorando aliquam magnam navem, nec parvam portantem quillam, nec eas onerare, nec exonerare, absque licentia & permissione prædictorum habitantium Fontisrabidi, nec pariter habere naves vocatas *Pinaffes*, aut alias habentes quillam pro eorum piscatura, nec alio quocunque usu, nec debere piscari in dicto flumine, nec in loco vocato *le Figuier*, cum retibus. Et illud erat solum dictis habitantibus Fontisrabidi fieri licitum & permissum, & de hoc erant in possessione & saisina, per tempus immemorabile. Dictis verò habitantibus de Andaya contrarium dicentibus & asserentibus, scilicet quòd ipsi habebant jus, & erant in bona possessione & saisina, saltem de medietate totius

Navarræ
1510.
10. avril.

prædicti fluminis ab ejus exitu Navaræ, usque ad ejus introitum magni maris inclusive tam navigandi, piscandi, quàm aliud jus faciendi, de & super quibus præmissis fuissent inquestæ factæ hinc inde, quibus visis, & aliis titulis, & piecis per quamlibet dictarum partium respectivè exhibitis, pluribusque aliis magnis causis & rationibus, tam in jure, quàm in facto consideratis per nos commissarios subscriptos, ad hoc per prædictum Christianissimum & Catholicos Reges & Reginam deputatos, pro evitandis litibus, debatis, & scandalis, quæ exinde possent moveri, & pro conservatione pacis & concordie longè diu inter ipsos observatæ, & hoc per modum provisionis, & donec aliter & aliàs per prædictos Reges & Reginam fuerit ordinatum; fuit dictum, concordatum, & appunctatum, quòd prædicti habitantes hinc inde vivent inter se quomodo in antea in bona unione, & tranquillitate, insequendo voluntatem & beneplacita Regum Christianissimi, & Catholicorum, modo & forma ante suscitationem, & exordium præsentis controversiæ assuetis: & insuper, quatenus tangit usum & possessionem prædicti fluminis, ipsi habitantes hinc inde gaudebunt & utentur in ipso flumine modo & forma, quibus usi & gaudere consueverunt à decem annis ultimè præteritis citra, scilicet prædicti habitantes de Andaya, & alii subditi prædicti Regis Christianissimi, tenebunt & possidebunt nassas seu piscarias, insulas, passagium de Behobie, molendinum de l'Hôpital molendo, & terras dictarum insularum, & alias ipsis contiguas, pro laborando & cultivando, & nihilominus portum ad passandum & vehendum cum gabarris, tilliolis, & aliis navibus sine quilla, in dicto loco de Andaya, & utentur omni piscatura, retium, & alia, cum navibus prædictis tam in prædicto flumine, quàm alibi, ubi ipsis videbitur faciendum, ac aliis secundum quod consueverunt etiam in mari; & prædicti habitantes Fontistabidi, & eorum consortes similiter poterunt uti & gaudere, in prædicto flumine, navibus ad passandum & vehendum, atque etiam cum gabarris & tilliolis, & aliis quibuscumque navibus, necnon insulis, atque nassis, sive piscariis, ac passagio de Behobie, ac aliis, prout consueverunt à decem annis citra. Et hoc absque præjudicio possessionis antiquæ, jurisque prædictorum Regum & partium hinc inde, aliorumque jurium per ipsos in prædicto flumine & mari prætenso, reservata eis facultate latius probandi tam per testes, quàm per instrumenta, jus possessionis, proprietatis, & domini omnium præmissorum, & posse facere jus prædictis partibus hinc inde super excessibus, damnis, & interesse, per quamlibet dictarum partium passis & prætensis, inhibendo subditis utriusque regni sub pœna confiscationis omnium bonorum, ac banni perpetui, de non contraveniendo huic nostræ ordinationi de jure, nec de facto, quovis pacto. Actum in loco Sancti Joannis de Luz, die decima mensis aprilis, anno Domini 1510. Sic signatum, *N. de la Marroñie, G. de Laduchs, el Licenciado Acugna, el Licenciado Teller.*

TRAITE' D'ALLIANCE ET DE CONFEDERATION
entre le Roi Louis XII. & Jean, & Catherine, Roi & Reine de Navarre. A Blois le 17. Juillet 1512. & ratifié par le Roi de Navarre audit Blois le septieme septembre suivant, & par la Reine à Orthes, le 8. aoust 1513.

JEAN, par la grace de Dieu Roi de Navarre, Duc de Nemours, de Gandie, de Montblanc, & de Pagnafiel, Comte de Foix, Seigneur de Bearn, Comte de Penthièvre, de Perigord, de Bigorre, & de Ribagorce, Vicomte de Castellbon, de Limoges, Marfan, Tursan, Gavardan, & Neboulan, Seigneur de la cité de Balaguer, & Pair de France : A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut, savoir faisons, que comme dès le dix-septieme jour de juillet 1512. entre le Tres-Christien Roi Louis XII. de ce nom, d'une part ; & nos amez & feaux Etienne, Bâtard d'Albret, nôtre premier Chambellan, Baron & Seigneur de Miolsens ; Alexandre de Saint-Gelais, seigneur de Lansac, & de Cornesou, aussi nôtre Chambellan ; Maîtres Pierre Ramond du Perier, & Pierre de Biachs, nos conseillers, les tous nos Ambassadeurs, Procureurs, & aians expresse charge à ce faire au nom de Nous, & de nôtre tres chere compagne la Reine de Navarre, d'autre part, certaines alliances & confederations aient été traitées, conclusés, & passés, & sur ce octroïées lettres patentes par ledit Seigneur, & nosdits Ambassadeurs respectivement. Desquelles lettres octroïées audit Seigneur par nosdits Ambassadeurs la teneur s'ensuit.

Navarre
1513.
8. aoust.

NOUS Etienne, Bâtard d'Albret, Baton de Miolsens, premier Chambellan ; Alexandre de Saint Gelais, seigneur de Lansac, aussi Chambellan ; Pierre Ramond du Perier, Juge d'Appeaux de Bigorre ; & Pierre de Biachs, Conseillers, Ambassadeurs, & Procureurs speciaux de tres-hauts & tres-excellens Princes les Roi & Reine de Navarre : A tous ceux qui ces presentes verront, savoir faisons, que comme lesdits Roi & Reine de Navarre, nos Seigneurs & Maîtres desirant faire service & plaisir au Tres-Christien Roi de France, & être si bons amis & allicz, ainsi que ont été leurs predecesseurs ; & aussi voiant les grandes entreprises, qui se font pour endommager ledit Roi Tres-Christien, & son royaume, affectant y obvier de leur pouvoir, tant pour la proximité du sang qu'ils lui attiennent, que pour l'amour qu'ils ont toujours porté & portent audit Seigneur, & son royaume, nous aient envoie devers icelui Seigneur, avec puissance suffisante pour traiter & accorder aucune bonne alliance, afin que dorenavant puissent mieux vivre en paix & union, & soi secourir l'un à l'autre. Aujourdui en ensuivant nôtre dite charge & puissance, de laquelle la teneur s'ensuit.

JEAN & Catherine, par la grace de Dieu Roi & Reine de Navarre, Ducs de Nemours, de Gandie, de Montblanc, & de Pagnafiel, Comtes de Foix, Seigneurs de Bearn, Comtes de Bigorre, de Perigord, & de Ribagorce, Vicomtes de Castellbon, de Limoges, Marfan, Tursan, Gavardan, & Neboulan,

Seigneurs de la Cité de Balaguer, & Pairs de France : A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut & dilection, savoir faisons, que comme ainsi soit que voulant suivre les faits des Rois de ce nôtre royaume nos predecesseurs, qui de tout tems furent & ont été en bonne paix, amitié, union, & concorde avec les Tres-Chrétiens Rois de France & leur royaume : Et nous desirant faire le semblable, avons par ci-devant travaillé, & fait poursuite à tout nôtre pouvoir, d'avoir la même alliance avec le Tres - Chretien Roi à présent regnant, pour la bonne volonté & affection que de ce avons, affectant plus icelle que nulle autre chose, laquelle bonnement jusques ici n'a eû lieu de s'enluyvre, obstant les plais, procès, & différends, que avec nous avoit Monsieur son neveu nôtre cousin, que Dieu absolve ; lequel pour être personne tant conjointe dud. Tres-Chretien Roi, l'avoit de tenir pour recommandé ; & puis la volonté de nôtre Seigneur a été ordonner de lui, dont de son decés & trépas nous sentons, comme la raison veut, pour être si prochain parent dudit Tres-Chretien Roi & nôtre ; & comme ceux qui mieux eussent aimé, voulu, & désiré quelque moien d'être venus à bon apointment, ainsi que plusieurs fois l'avons tâché, à ce que ledit Seigneur eût de tout reçu service ; mais la concorde du différend n'a pû jusques à présent prendre fin, ni conclusion. Nous desirant de nôtre part, tant pour la succession de nos maison, royaume, & seigneurie de Bearn, que pour l'obligation & devoir en quoi sommes envers ledit Tres-Chretien Roi, pour cause de ce que tenons sous sa juridiction comme Roi, & de ce nôtre souverain Seigneur, mettre tant que à nous est nôtre Etat & Maison en son honneur & service, esperant puis l'occasion est expirée par le decés dudit Monsieur son neveu, le plaisir dudit Seigneur sera de nous recevoir & traiter comme nôtre volonté le requiert & merite. Parquoi gardant & conservant la paix, union, & concorde, qui de toujours, comme dit est, a été, & est entre ledit Tres-Chretien Roi, ses predecesseurs, & son royaume, nous aussi, les nôtres, nôtre royaume, & seigneurie de Bearn, & l'obeissance & fidelité que lui devons pour les autres terres, & seigneuries, que tenons étans sous sa juridiction comme Roi, & d'icelles souverain Seigneur, & au demeurant non contrevenant à nôtre préminence, autorité royale, & dite seigneurie de Bearn. Et afin que de nouveau se puisse prendre & asseoir plus grand amour, & seurété, faire & confirmer quelque bonne amitié, alliance, confederation, & accord, pour éviter & ôter toutes imaginations & mauvaises pensées à chacune des parties, avons deliberé & accordé, deliberons & accordons d'envoyer vers Sa Majesté nos ambassadeurs, procureurs, & messagers ; & pour executer nôtre dite deliberation, & nous conuant à plein des suffisance, loiauté, prudhommie, & bonne diligence de vous nos amez & feaux Etienne, Bâtard d'Albret, Baron de Miossens, nôtre Premier Chambellan ; Alexandre de Saint-Gelais, seigneur de Lantac, & de Cornesou, aussi nôtre Chambellan ; Messire Pierre Ramond du Perier, Juge d'Appeaux de de nôtre dit Comté de Bigorre ; & Pierre de Biachs, Licentié es Loix, nos Conseillers, qui êtes personnes feables, & qui en besognant & negociant es choses dessusdites, travaillerez & procurerez ce que à nôtre honneur, préminence, & autorité garder appartient ; & pareillement au demeurant, à ce que devons & sommes en obligation, & le bien nôtre, & de nos sujets, royaume,

terres, & seigneuries, de nôtre certaine science, propre mouvement, & autorité roiale, en la meilleure forme & maniere, que de droit & de fait pouvons & devons, à vous autres les^dessuissits Etienne, le Bâtard d'Albret, Alexandre de Saint-Gelais, nosdits Chambellans, Messire Pierre Ramond du Perier, & Pierre de Biachs, nos Conseillers, à tous ensemble, où les trois de vous, par la teneur de ces presentes avons nommez & nommons, créons, faisons, & instituons nos ambassadeurs procureurs, & messagers generaux & speciaux, en telle maniere que la generalité ne deroge à la specialité, ni au contraire; c'est à sçavoir, que avant toutes choses vous autres ensemble, ou les trois de vous, vous aiez de représenter pardevant la Majesté dudit T. C. Roi de France, & de nôtre part lui présenterez & offrirez toute obeissance & feauté en ce que devons & sommes atenus; & au surplus de nôtre état, amitié, alliance, & confederation, en le suppliant & priant nous vouloir recevoir, & de sa part répondre à cette nôtre bonne & entiere volonté, en acceptant ce nôtre devoir & prier, & correspondre par œuvre, ainsi que nôtre sainte intention & affection le merite. Et afin que sur ce avec sadite Majesté, où les personne, ou personnes, qui pour negocier avec vous seront deputez, aiant suffisant pouvoir & semblable à celui-ci, ou autre à lussire, vous autres nos ambassadeurs, procureurs, & messagers, ou les trois de vous, puissiez sans prejudice de nôtre autorité roiale, & seigneurie de Bearn, ne contrevenant à l'obligation de fidelité que devons audit Tres-Christien Roi, comme dit est, mettre à effect pour fortification & augmentation de la paix, union, amitié, & confederation, qui dès à present est, pour plus grande corroboration, aprobaton, & certainté des volontez & contentemens des amis és disferends passez, & seureté pour l'avenir. Si le plaisir dudit Seigneur est, de vous faire tant de grace d'entendre au mariage de Madame Renée, & de Dom Henri, Prince de Navarre nôtre fils, & heritier, donnant, offiant, & faisant toutes & chacunes les seuretez, promesses, capitulations, & obligations en semblable cas necessaires & accoutumées, demandant aussi, prenant & acceptant les parcelles seuretez dudit Seigneur, tant au fait dudit mariage, comme semblablement ausdites amitié, alliance, confederation, union, & concorde; vous donnant pouvoir, autorité, & mandement special, que sur toutes & chacunes les choses dessusdites puissiez capituler, octroyer, affirmer, promettre, accepter, & conclure tout ce que verrez que besoin sera, pour seurete & fermeté de ce que dessus, encore que les cas fussent de telle condition, que de leur nature requissent plus grande consulte & deliberation de ce qui en la presente procure & pouvoir va expressément inferé; & neanmoins de jurer tout ce que aures promis, conclu, affirmé, & arresté, pour & au nom de nous, de le tenir, observer, & garder, & pareillement de prendre & recevoir le même serment, ou semblable, donnant aussi, octroyant & concedant a vous autres lesdits nos procureurs, ambassadeurs, & messagers, à tous jointement, ou aux trois de vous, à cause des choses susdites, leurs circonstances, & dependances en general & particulier, tout nôtre pouvoir & puissance par ceslites presentes. Par lesquelles promettons en nôtre foi & parole roiale, que pour le present, & à tout tems à venir aurons pour ferme, stable, & agreable tout ce que par vous, ou les trois de vous, sera fait, promis, juré, accepté, affirmé, procuré, negocié, arresté & concu sur

ladite paix, union, amitié, & confederation, & aussi audit traité de mariage; & toutes autres choses dessusdites, leursdites circonstances, apendances, & dependances, selon que par vous autres sera fait, promis, offert, affirmé, conclu, juré, & accordé, sans jamais faire chose, ni venir au contraire; & ce sous obligation & hypothèque de tous & chacuns nos biens, meubles, immeubles, présents & à venir, nous soumettant à toutes autres obligations & soumissions, à ce & en tel cas requises & accoutumées. Et pour plus grande seurété & approbation d'icelles, avons mandé faire les présentes signées de nos mains, & scellées du scel de nos armes. Donné en notre cité de Tudelle le septieme jour de mai, l'an de grace 1512. Ainsi signé, Jean, Catherine. Par commandement du Roi & de la Reine, *J. d'Esturgeon.*

AVONS traité, conclu & accordé paix, union, amitié, & alliance avec led. Tres-Chretien Roi, en la forme & maniere qui s'ensuit.

Et premierement, que bonne, sçevre, vraie, & loiale paix, union, amitié, confederation, & alliance perpetuelle, sera & est faire, conclue & accordée entre ledit Tres-Chretien Roi, & nosdits ambassadeurs & procureurs desdits Roi & Reine de Navarre au nom que dessus, pour le Roi Tres-Chretien, ses enfans mâles & femelles, nez & à naître, ses successeurs, royaume, duché de Bretagne, & autres duchez, comtez, terres, & seigneuries, qui lui competent & appartiennent, pais & sujets perpetuellement & à toujours d'une part: Et lesdits Roi & Reine de Navarre nosdits Seigneurs & Maîtres, leurs enfans mâles & femelles, nez & à naître, leur royaume, pais, terres & seigneuries, & sujets d'autre part, tellement qu'ils seront amis des amis, & ennemis des ennemis l'un de l'autre; & ne pourront ledit Roi Tres-Chretien, ni lesdits Roi & Reine de Navarre, leurs hoirs & successeurs, pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit, ou puisse être, donner aide, secours, faveur, ou assistance aux ennemis desdits Roi & Reine de Navarre, ni eux aux siens, ni jamais faire guerre par eux ni par interposées personnes, directement ou indirectement eldits royaumes, duchez, & autres pais, terres & seigneuries quelconques audit Roi Tres-Chretien, & ausdits Roi & Reine de Navarre, leurs hoirs & successeurs appartenans; mais ledit Roi Tres-Chretien, seldits hoirs & successeurs, seront tenus & obligez d'aider & secourir de tout leur pouvoir lesdits Roi & Reine de Navarre nos Seigneurs & Maîtres, & leurs hoirs & successeurs, envers tous & contre tous, de quelque autorité, préeminence, condition, ou dignité qu'ils soient, sans nul excepter, pour la seurété, garde, défense, & tuition dudit royaume, pais, terres & seigneuries qui leur competent, & peuvent competer & appartenir, & à leursdits enfans mâles & femelles. Et pareillement lesdits Roi & Reine de Navarre, nosdits Seigneurs & Maîtres, leurs hoirs & successeurs seront tenus & obligez de faire le semblable envers ledit Roi Tres-Chretien, seldits hoirs & successeurs, & leur aider & secourir de tout leur pouvoir envers & contre tous, de quelque état, autorité, préeminence, condition, ou dignité qu'ils soient, sans nul excepter, pour la seurété, tuition, garde & défense de sondit royaume, duché de Bretagne, pais, sujets, terres & seigneuries, étans deçà les Monts, à lui appartenans, & qui lui peuvent competer &

& appartenir, & à seldits enfans mâles & femelles. Et davantage, si ledit Roi Tres-Chretien avoit à besogner pour quelque son affaire des gens & sujets desdits Roi & Reine de Navarre, nos seigneurs & maîtres, ils seront tenus lui bailler & envoyer, en tel nombre qu'il aura demander & requerir à ses dépens.

Item. Et si aucuns Princes, ou Prince étranger, quel qu'il soit, vouloit passer par lesdits royaume, païs, terres, & seigneuries dudit Tres-Chretien Roi, pour aller faire guerre contre lesdits Roi & Reine de Navarre, nosdits seigneurs & maîtres, en leursdits royaume, païs, & seigneuries, ledit Roi Tres-Chretien ne leur donnera passage, mais y obviara de tout son pouvoir. Et s'il avoit, que faire ne le pût, il en avertira lesdits Roi & Reine de Navarre, & les requerra qu'ils lui envoient gens d'armes, avec autre aide, pour resister aux ennemis, & obvier qu'ils ne passent par seldits païs, terres, & seigneuries. Et semblablement lesdits Roi & Reine de Navarre, nosdits seigneurs & maîtres, seront tenus & obligez ne donner aucun passage à aucun Prince, ou Princes étrangers, qui voudroient passer par leursdits royaume, païs, terres, & seigneuries, pour venir faire la guerre contre ledit Tres-Chretien Roi, en seldits royaume, duché de Bretagne, païs, terres, & seigneuries quelconques, mais l'empêcheront de tout leur pouvoir. Et s'ils n'avoient pouvoir de resister, ils en avertiront le Tres-Chretien Roi, pour après leur aider de ses gens d'armes, & autre aide, en maniere qu'ils ne passent par leursdits royaume, païs, terres, & seigneuries quelconques.

Item. Et a été traité & accordé, que tous les sujets de quelque état ou qualité qu'ils soient, du Roi Tres-Chretien, & desdits Roi & Reine de Navarre, nos seigneurs & maîtres, pourront dorenavant aller, frequenter, séjourner & demeurer, marchandant ou autrement, ainsi que bon leur semblera, par terre, mer, & eaux douces, es païs & obeissance l'un de l'autre, seurement & sauvement, sans qu'on leur puisse mettre ou donner aucun arrest, détourbier, ou empêchement en leurs personnes, marchandises, & biens quelconques; en payant toutefois les droits & devoirs dûs & accoustumez.

Item. Et est pareillement traité & accordé, que en cette presente paix, union, & alliance, sont & seront les alliez & confederes du Roi Tres-Chretien, & du Roi & Reine de Navarre, lesquels se pourront nommer dans trois mois, & par lettres patentes signifier l'un à l'autre.

Item. A été & est aussi traité & accordé, que dorenavant le Roi Tres-Chretien, & les Roi & Reine de Navarre, & leurs hoirs & successeurs, seront tenus & obligez nommer & comprendre les uns les autres respectivement es traites, amitez, & alliances, qu'ils traiteront ci-après avec quelque Prince ou Potentat que ce soit.

Item. Et pource que les Anglois, anciens ennemis du Roiaume & Couronne de France, sont descendus vers Fontarabie, en intention d'invasion ledit royaume, & faire audit Seigneur toute la guerre & dommage qu'ils pourront, le Roi & Reine de Navarre, nosdits seigneurs & maîtres, seront tenus incontinent la publication faite de ladite alliance & amitié, euz declarer ouvertement contre seldits Anglois, & autres ennemis dudit Seigneur, qui seront en leur com-

pagnie, & leur faire toute la meilleure & plus forte guerre que faire pourront.

Item. Et seront tenus en outre lesdits Roi & Reine de Navarre, approuver, passer, & jurer cette presente alliance, confederation, & amitié, pour eux, leurs hoirs, & successeurs, & d'icelui bailler ou envoyer au Roi Tres-Christien leurs lettres de ratification, signées de leurs mains, & scellées de leurs sceaux, en bonne & ample forme, dedans un mois prochain venant.

Item. Et pource que par ci-devant a été faite alliance par lesdits Roi & Reine de Navarre, avec le Roi d'Aragon, & la feuë Dame Isabelle, Reine de Castille, sa femme; par laquelle alliance fut dit & accordé, que si aucuns étrangers vouloient passer par le royaume de Navarre, & autres leurs pais, pour aller faire la guerre contre lesdits Roi & Reine de Castille & Espagne, lesdits Roi & Reine de Navarre ne leur donneront passage. Et aussi ne permettront que lesdits Roi & Reine de Castille, ou autres étrangers, passent par ledit royaume de Navarre, & autres leurs terres, pais, & seigneuries, pour faire la guerre en France, à été & est convenu & traité, que ledit article, en la forme qu'il est déclaré ci-dessus, demeurera en sa force & vertu, & le pourront observer, entretenir, & garder ledit Roi & Reine de Navarre.

Toutes & chacunes lesquelles choses dessusdites en la forme & maniere qu'elles sont ci-dessus écrites, traitées, & accordées, Nous susdits Ambassadeurs, en vertu de ladite puissance sur ce à nous donnée, pour & au nom desdits Roi & Reine de Navarre, nos seigneurs & maîtres, leurs enfans, mâles, & femelles, nez & à naître, hoirs & successeurs, avons promis & juré, promettons & jurons sur le fust de la sainte vraie Croix, & les saints evangiles de Dieu, pour ce manuellement par nous touchez, entretenir, garder, & observer entierement de point en point selon leur forme & teneur, sans venir ni souffrir venir au contraire, en quelque maniere, ni pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit. Et à ce nous avons obligé & obligeons par celdites presentes, tous & chacuns les biens, meubles & immeubles, presens & à venir quelconques desdits Roi & Reine de Navarre, nos seigneurs & maîtres.

Pour ce est-il que nous aujourd'hui étant en la presence dudit Roi Tres-Christien, dedans sa chambre à Blois, presens & assistans illec les Cardinaux d'Albret & de Prie, Monsieur d'Albret, nôtre pere, l'Evêque de Paris, le Sieur du Bouchage, le Tresorier Robertet, & autres: Après que les susdites alliances nous ont été montrées, & leues, icelles, & toutes & chacunes choses en elles contenues, en la forme & maniere qu'elles sont traitées & accordées, & ci-dessus écrites, Nous, pour nous, nos enfans mâles, & femelles, nés & à naître, hoirs & successeurs, avons eü pour agreable, ratifié, & approuvé, ratifions, & approuvons par ces presentes; & aussi avons promis & juré, promettons & jurons sur le fust de la vraie Croix, & saints evangiles de Dieu, par nous manuellement touchez, en parole de Roi, & sur nôtre honneur, tenir, garder, & observer de point en point, selon leur forme & teneur, sans venir ni souffrir venir au contraire, en quelque maniere, ni pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit; & à ce nous avons obligé & obligeons, par celdites presentes, tous nos biens, meubles & immeubles, presens & à venir quelconques. En témoin de ce nous

avons octroïé ces presentes lettres, signées de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donnée à Blois, le septieme jour du mois de Septembre, l'an 1512. Signé, JEA N. Et sur le repli, par commandement du Roi de Navarre, De la fms. Et ratifié par la Reine Caterine à Ortes le 8, aoust 1515.

*TRAITE' ET ARTICLES DE MARIAGE DE CHARLES.
Prince de Castille, avec Madame Renée de France, deuxieme fille
du Roi Louis XII. où incidemment il est parlé d'alliance, ligue offen-
sive & deffensive entre lesdits Roi & Prince. A Blois le premier de-
cembre 1513.*

SUR ce que le Sieur de Breves, Pannetier de la Reine, a raporté à ladite Dame, de la part du Roi Catolique, qu'il étoit content de venir à une bonne paix, amitié, & alliance avec le Roi Tres-Chretien, pour vivre en paix le demeurant de leurs jours, & plutôt convertir les armées contre les Infideles, que icelles entretenir contre les Chretiens; icelui Roi Tres-Chretien aussi, de sa part, desire l'amitié & alliance d'entre ledit Roi Catolique, & lui, & pour ce faire, est convenu de faire, passer, & accorder les articles qui s'ensuivent.

*Castille:
1513-
1. decem.*

Premierement, Que le Mariage d'entre le Prince de Castille, ou de son frere, au choix & election dudit Roi Catolique, & de Dame Renée de France, fille puisnée dudit Roi Tres-Chretien, soit traité & accordé, & juré par lesdits deux Rois Tres-Chretien, & Catolique, & en ce faisant, ledit Roi Tres-Chretien donnera à sadite fille Dame Renée, la duché de Milan, comté de Pavie, & aussi sa seigneurie de Gennes, pour eux, & leurs enfans mâles & femelles descendans de leurs corps; lesquelles duché, comté, & seigneurie de Gennes, se pourront aisément recouvrer, icelle alliance faite & accordée.

Item. Sera content ledit Roi Tres-Chretien, en faisant ledit mariage, quitter & delaisser tout son droit du royaume de Naples, au profit dudit Roi Catolique, pour en disposer & faire entierement son bon plaisir; & pareillement les arresages deus audit Roi Tres-Chretien, à cause dudit royaume.

Item. Sera content ledit Roi Tres-Chretien, que si-tôt que la conquête dudit duché de Milan sera faite, que icelui duché demeure es mains dudit Roi Catolique, pour le garder & conserver à leursdits enfans, jusques à ce qu'ils soient en âge de consommier ledit mariage, en baillant audit Roi Tres-Chretien par chacun an telle somme qui sera avisée, tant pour l'entretenement de ladite Dame Renée, comme aussi pour les frais qu'il aura convenu faire au recouvrement dudit duché.

Item. Promettra icelui Roi Tres-Chretien, aider à conserver & garder lesdits duché de Milan, comté de Pavie, & seigneurie de Gennes, pour ledit Roi Catolique, & leurs enfans, envers tous & contre tous, & pour ce faire, y employer toute sa puissance.

Item. Promettront lesdits deux Rois l'un à l'autre, en parole de Roi, & par

serment sur les saints evangiles, & canon de la Messe, & fust de la vraie Croix, de faire passer & accorder ledit mariage, & sentrettenir, & que si-tôt que leursdits enfans seront en âge, qu'ils le feront solenniser en face de sainte Eglise, par paroles de present, & consommer sans aucun delai ni retardement, & jureront jamais ne venir au contraire, directement ou indirectement, & ne donner consentement à la rupture d'icelui.

Item. Pour seureté dudit mariage, ledit Roi Tres-Chretien sera content mettre dès à present, & si-tôt que ledit mariage sera accordé, es mains dudit Roi Catolique, son château de Godeffa de Gennes, pour le garder & conserver ausdits Prince, ou son frere, & Dame Renée, jusques à ce qu'ils soient en âge de consommer ledit mariage.

Item. Pour plus grande seureté dudit mariage, lesdits Rois Tres-Chretien, & Catolique, feront promettre & jurer aux Princes, & Barons de leurs roiaumes, païs, terres, & seigneuries, & aux bonnes villes & communautéz d'iceux, que de tout leur pouvoir feront entretenir ledit mariage, & que jamais ne donneront consentement à la rupture d'icelui; mais feront toute resistance à eux possible contre ceux qui se voudroient efforcer directement ou indirectement de rompre ledit mariage; & quant à ce lesdits deux Rois donneront puissance par ce present traité à leursdits sujets, de leur resister, en cas qu'ils voulussent venir contre lesdites promesses, & leur remettront & quitteront leurs sermens de fidelité, & d'obeissance, & sujection, & les exenteront d'eux audit cas de convention.

Item. Et pource que ledit Prince de Castille, ou sondit frere, & pareillement madite Dame Renée de France, pourroit aller de vie à trépas avant la consommation dudit mariage, & que en ce cas ne seroit raison que ledit châtel de Godeffa, ni semblablement ledit duché de Milan, & comté de Pavie, & ses appartenances, demeurassent es mains dudit Roi Catolique, icelui Roi Catolique promettra & jurera comme dessus, & fera promettre & jurer tous les Princes, Seigneurs, Barons, & bonnes villes des roiaumes de Castille, & des deux Siciles, & autres ses païs, terres, & seigneuries, & aussi ceux qui seront de par lui ordonnez au gouvernement dudit duché de Milan, & à la garde des places d'icelui, & aussi dudit Godeffa, qu'en ce cas, & à la simple requeste & demande qu'en fera ou fera faire ledit Roi Tres-Chretien, il rendra & baillera, ou fera rendre & bailler es mains dudit Roi Tres-Chretien, & de la Reine, ou de leurs enfans descendus de leurs corps, ou de leurs commis & deputez, lesdits duché de Milan, comté de Pavie, villes, citez, châteaux, & forteresses d'iceux, & pareillement ledit châtel de Godeffa, sans y faire difficulté ni dilation aucune, & sans qu'ils soient tenus en demander lettres d'aquit & décharge dudit Roi Catolique, lequel dès à-present par vertu de ce present traité leur en donne pouvoir & faculté, & les quitte & absout de tous sermens & promesses qu'ils lui pourroient avoir faites.

Item. En faisant ledit traité de mariage, lesdits deux Rois feront, accorderont, & jureront bonne, & vraie amitié, seure alliance & confederation pour eux, & leurs sujets, roiaumes, païs, terres, & seigneuries, tant deça que delà les monts, à la conservation, tuition & défense, & aussi recouvrement d'iceux, en-

vers tous & contre tous, sans personne excepter, de quelque état ou prééminence qu'elle soit; & seront amis des amis, & ennemis des ennemis de l'un & de l'autre.

Item. Promettront aider l'un l'autre de toute leur puissance, quand besoin en sera, pour la tuition, conservation, & recouvrement de leursdites terres & seigneuries, & de les y employer incontinent cette présente alliance, en la forme qui sera avisée & accordée entre eux, pour plus aisément parvenir à leur intention.

Item. Pour le moien de cette dite paix, amitié, & alliance, les sujets desdits deux Rois pourront communiquer & marchander les uns avec les autres à leur bon plaisir, par mer & par terre, & fleuves navigables, en gardant & payant les droits & coutumes des pais desdits Seigneurs.

Item. Promettront ne donner aide, confort, secours, ni faveur aux ennemis les uns des autres, directement ou indirectement, & avertiront l'un l'autre des pratiques & machinations, qu'ils entendront être faites contre eux, ou l'un d'eux, & le plutôt qu'ils pourront.

Item. En cette présente alliance seront compris les alliez d'un côté & d'autre, lesquels seront nommez d'un côté & d'autre dedans trois mois, à compter du date de la conclusion de ce présent traité.

Item. Et dès à présent sera en cette présente alliance compris nôtre Saint Pere le Pape, & laisse lieu honorable à l'Empereur, Roi d'Angleterre, & autres qui voudront entrer en cette présente alliance, en rendant par icelui Roi d'Angleterre audit Roi Tres-Christien sa ville & cité de Tournai.

Item. Pour seureté de cette présente alliance, lesdits deux Rois Tres-Christien & Catolique seront soumission à nôtre Saint Pere le Pape, & aux censures apostoliques, lequel nôtre Saint Pere sera conservateur & protecteur de cette présente paix & alliance, si c'est son bon plaisir.

Fait à Blois le premier jour de decembre, l'an 1513. Ainsi signé, LOUIS, Et plus bas, Robert.

RATIFICATION DU ROI LOUIS XII. DE LA TREVE

faite par François, Comte d'Angoulesme, au nom du Roi, & de Jacques Roi d'Ecosse, dont il se faisoit fort, & de Pierre de Quintana, pour Ferdinand Roi d'Aragon, tant en son nom, que de ceux des Rois Henri d'Angleterre, Maximilien Empereur, Jeanne, Reine de Castille, & Charles, Archiduc d'Autriche, Prince d'Espagne, dont il se faisoit aussi fort. A Orleans le 13. mars 1513.

LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex, Dux Mediolani, ac Janus dominus, universis presentes litteras inspecturis salutem, &c.

Imprimis, quod facta publicatione presentis treuge quilibet prefatorum Principum tollere & levare debeat hinc inde in dictis suis regnis & terris ubicumque existentibus, tam per mare, quam per terram & aquas dulces, omnes offensiones, & abstinere & cessare, & cessare & abstinere debeat ab offensis omnibus, ita quod durante dicto tempore unius anni aliqua predictarum par-

M iij

*Autriche
Castille;
Aragon,
Angle-
terre &
Ecosse.
1513.
13. mars.*

tium per se, nec per alium, sive alios directè vel indirectè, quovis modo, colore vel causa non possit bellum seu offensionem aliquam aliquo modo inferre alteri parti, neque præstare auxilium, consilium, favorem, & adiutorium gentium, pecuniarum, armorum, navigiorum, nec victualium, artilleriarum, pulveris, nec munitionis dictæ artilleriæ servientis, alicui inimico bellum præfatus Principibus, vel alteri eorum, inferenti, seu inferre volenti in dictis sui regnis & dominiis ubicumque existentibus, quocumque modo, titulo, sive causa impræsentiarum possessis; & hæc promittimus realiter & bona fide, & sine fraude, à præfatis Principibus inviolabiliter observari.

Item. Quòd præfatus Christianissimus Rex Franciæ nihil attentet ante nec post has inducias initas, & durantibus ipsis, directè vel indirectè, contra Ducem Maximilianum Sfortiam, nec contra ducatum Mediolani, mediatè vel immediatè Sui Majestati Cæsareæ subditos.

Item. Quòd de cætero omnes & singuli præfatorum Principum subditi, & mercatores, possint & valeant tam per mare, quàm per terram & aquas dulces transire hinc inde, & stare cum omnibus mercantiis & eorum bonis & rebus, & conversari, mercari & traficare securè & liberè, ubique, & per omnia loca & ditiones eorum, sicut & prout faciebant, seu facere poterant ante inchoationem præsentis belli, omni impedimento & contradictione penitus amotis & cessantibus, durante tempore treugæ prædictæ.

Item. Quòd durante præfato tempore treugæ guerra nulla aut offensio quavis, vel oppressura, non poterunt, seu possint fieri per præfatos Reges & Principes in patriis & dominationibus eorumdem ubicumque existentibus, directè vel indirectè, quovis quæsito colore.

Item. Quòd cursores, & alii nuntii prædictorum Principum Regum poterunt à cætero currere & discurrere per prædicta eorum regna & dominationes, tam per mare, quàm per terram, durante dicto termino treugæ, absque impedimento quocumque.

Item. Quòd præfens treuga publicetur & præconisetur in civitatibus & oppidis Baionæ, & Fontisfrabiæ, Narbonæ, & Perpiniani, & in locis maritimis præsentis maris oceani, ubi pro meliori observantia videbitur expedire, videlicet, pro parte præfatorum dominorum christianissimorum & catholicorum Regum Baionæ & Fontisfrabiæ, Narbonæ & Perpiniani, die decima aprilis, anni præsentis millesimi quingentesimi decimi tertii, & pro parte serenissimorum Imperatoris, & Caroli Principis Hispaniæ, & præfatorum serenissimorum Angliæ & Scotiæ Regum, infra duos menses, à tempore datæ præsentium.

Item. Conventum & conclusum est, quòd præfati Principes ratificabunt & jurabunt huiusmodi capitula treugæ, videlicet christianissimus Rex & catholicus infra viginti dies; & præfatus Imperator, & Rex Angliæ, ac illustrissimus Princeps Hispaniæ, infra duos menses, à die datæ præsentium numerandos; & quòd infra dictum tempus huiusmodi capitula treugæ sic ratificata tradantur ab una parte ad aliam vicissim, hoc tamen expressè declarato, quod inter dictos serenissimos Imperatorem, & Regem Angliæ, ac serenissimos Francorum Regem Christianissimum, & Scotiæ Regem, & dictum Principem, incipere debeat abstinentia guerræ, & observantia omnium in præsentibus capitulis contentorum, adveniente ratificatione prædictorum Imperatoris, & Regis Angliæ, & Principis

Hispaniæ ; propterea nos præfati procuratores, virtute dictorum mandatorum nobis concessorum, nominibus, quibus supra, promittimus hinc inde supra dictam treugam, & omnia & singula superius in dictis capitulis contenta, firma, rata, & grata habere, tenere, & observare, ac inviolabiliter observari facere, & effectualiter, & in totum adimplere, & non contra facere, dicere, vel opposere, directè vel indirectè quomodocumque, & ita in animas Principum nostrorum, manibus sanctis sacrosanctis evangeliiis, juravimus omnia & singula prædicta bona fide & sine fraude & integrè observare. In quorum fidem & testimonium, præsentia capitula treugæ scripta duplicata, ut utrique parti tradantur, nos procuratores prædicti nominibus ante dictis propriis manibus subscripsimus, sigillisque nostris sigillavimus & fecimus, vigore dictorum mandatorum per dictos nostros Principes nobis concessorum, quorum tenor sequitur, & est talis.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces présentes lettres verront. Comme pour parvenir au bien de paix & pacifier les différends, qui sont de présent en la Chretienté, connoissant les maux, inconveniens & dommages venus, & qui pouront avenir ci-après, par les exploits de guerre, qui se pouvoient faire en la Chretienté durant lesdits différends, au grand detriment d'icelle, & retardement de la sainte & fructueuse expedition contre les Infideles ennemis de nôtre sainte foi catolique, avons été & sommes contents pour ces causes & considérations, entendre de nôtre par audit bien de paix; & pour ce faire, commencer de prendre treve & abstinence de guerre avec treshauts, tres puissans & tres-excellens Princes, l'Empereur, & les Rois Catolique d'Aragon & d'Angleterre, & Prince de Castille, pour tel tems, & ainsi qu'il sera avisé. A cette cause confiant à plein de la personne de nôtre tres-cher & tres-amié fils le Duc de Valois, Comte d'Angoulesme, nôtre Lieutenant-General, & de ses sens, prudence, suffisance, loiauté, & experience, icelui avons fait, nommé, constitué, & établi, faisons, nommons, constituons, & établissons nôtre Procureur general & special quant à ce, & lui avons donné & donnons par ces présentes pouvoir & mandement special de faire, traiter, & accorder, capituler, passer, & jurer ladite treve & abstinence de guerre, avec Maître Pierre de Quintana, secretaire dudit Roi Catolique étant par deçà pour ce faire pour & au nom dudit Roi Catolique, & aiant pouvoir suffisant & special quant à ce, pour tel tems & en telle forme, que par icelui nôtre dit fils & ledit de Quintana sera avisé, & tout ainsi que nous mêmes ferions, & faire pourrions, si présens y étions en propre personne, jaoit qu'il y eût chose qui requist mandement plus special; promettant en bonne foi & parole de Roi, avoir agreable, & ratifier tout ce que par nôtre dit fils aura été & sera fait, traité, conclu, & juré touchant ladite treve & abstinence de guerre, avec ledit de Quintana, sans aller in souffrir aller ores ni pour le tems à venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce soit. En témoin de ce nous avons signé ces présentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Orleans le 12. jour de mars, l'an de grace 1513. & de nôtre regne le seizieme. *Sic signatum*, Louis, *super marginem* verò: Par le Roi, Robertet.

FERDINANDUS, Dei gratiā Rex Aragonum, Navarra, Siciliæ citra & ultra Farum, Jerusalem, Valentia, Majoricarum, Sardinia, & Corsica, Comes Barcinonæ, Dux Athenarum & Neopatriæ, Comes Rossilionis & Ceritanie Marchio Oritani & Gociani, consili de fide, prudentia, sufficientia, & integritate viri dilecti secretarii nostri Petri de Quintana, præsentium tenore de nostra certa scientia & consulto, omnibus melioribus via, modo, & forma, quibus melius & validius de jure & alias possumus & valemus, facimus, creamus, & solemniter ordinamus vos eundem secretarium nostrum Petrum de Quintana, nostrum verum, certum, & indubitatum ac specialem procuratorem, & ad infra scripta etiam generalem, ita quod specialitas generalitati non deroget, nec è contra; videlicet, ut pro nobis & nomine nostro, ac etiam nomine serenissimorum & potentissimorum Principum, Maximiliani, Romanorum Imperatoris sacratissimi semper augusti, qui per litteras suas privatas & earum credentiam nobis ad infra scripta pro eo peragenda omnimodam concessit facultatem, & Henrici Angliæ Regis, fratrum nostrorum carissimorum, pro quo serenissimo Rege Angliæ fratre nostro idem serenissimus Imperator frater noster fortem se facit, quod serenitas sua ratificabit ea quæ vos omnibus ante dictis præsentium virtute firmabitis, ac nomine serenissimæ Reginæ Castellæ, Legionis, Granatæ, &c. filia nostræ carissimæ, cujus personæ & bonorum curam legitime gerimus, ac etiam nomine illustrissimi Principis Caroli, filii nostri carissimi, parte ex una, possitis & valeatis tractare, inire, facere & firmare cum serenissimo & potentissimo Principe Ludovico, Francorum Rege Christianissimo, seu cum quocumque & quibuscumque procuratoribus suis ejus nomine, parte ex altera, bonam, veram, & sinceram treugam, inducias, seu cessationem & abstinentiam armorum & offensionum omnium in omnibus regnis & dominiis nostris, & præfatorum omnium serenissimorum Principum utriusque partis, tam per mare, quam per terram & aquas dulces, per tempus, quod vobis bene visum fuerit, cum illis pactis, articulis, promissionibus, obligationibus, & conditionibus, quæ & prout ac sicut vobis videbuntur atque placebunt, possitisque super treuga & induciis prædictis facere & firmare unum & plura publica instrumenta, cum quibuscumque promissionibus, stipulationibus, pactis, obligationibus, juramentis, clausulis, & cautelis, prout & sicut vobis videbitur expedire, atque placuerit, & generaliter possitis omnia alia & singula facere, quæ in prædictis, & circa ea ac dependentia seu emergentia ex eis, quæ utilia, necessaria, & expedientia fuerint & quomodolibet opportuna, & quæ vobis videbuntur, & placebunt, quæque nos ipsi facere, dicere, seu fieri facere possemus, etiam si talia forent quæ mandatum exigenter magis speciale, quam præsentibus est expressum; dantes & concedentes vobis præfato procuratori nostro in prædictis & circa prædicta, & quolibet prædictorum, ac dependentia & annexa ex eis, plenum, liberum, & generale mandatum, ac etiam speciale, ubi exigitur, cum plena, libera, & generali specialique administratione, potestate, & auctoritate, promittentes nos perpetuo firma, rata, & grata habituros quæcumque vos dictus Petrus de Quintana procurator noster in prædictis & circa prædicta, & quolibet prædictorum, duxeritis facienda & promittenda, & contra ea vel eorum aliquod non facere, dicere, opponere, vel venire per nos, vel alium, aliqua ratione vel causa. In quorum testimonium præsentis fieri iussimus manu propria subscriptas, sigilloque nostro impendenti munitas. Datum in oppido Majorecti,
die

die 16. mensis february, anno à nativitate Domini millesimo quingentesimo quarto decimo. Sic signatum, *To el Rey*

Inferius verò, dominus Rex mandavit mihi Michaeli Perez Dalmagan, Acta & facta fuerunt hæc in civitate Aurelianensi, die 13. mensis martii præsentis anni millesimi quingentesimi terdecimi. Sic signatum, *François, Pedro de Quintana*, sigillatum verò eorum sigillis.

Notum igitur facimus, quòd nos supra scriptam treugam & omnia & singula superius in dictis capitulis contenta, rata, grata, & firma habuimus & habemus, ratificavimus & ratificamus per præsentem, promittentes & jurantes in bona fide & verbo regio, ea omnia & singula dictam treugam concernentia superius scripta tenere & observare, atque inviolabiliter observari facere, & effectualiter & in totum adimplere, & non contra facere, dicere, vel opponere, directè vel indirectè quomodocumque.

In quorum testimonium, has præsentem fieri iussimus, & manu nostra signavimus, sigillique nostri munimine corroborari fecimus. Datum Aureliæ, die 14. mensis martii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo-tertio, & regni nostri decimo-sexto. Signé, LOUIS. Et sur le repli: Per Regem, Robertes. Scellé d'un grand sceau de cire jaune pendant à double bande de parchemin.

*TRAITE' DE PAIX ET CONFEDERATION
entre le Roi Louis XII. & la Seigneurie de Venise. A Blois le 23.
mars 1513. ratifié à Venise le 21. avril suivant.*

IN Christi nomine, amen. Anno salutis millesimo quingentesimo decimo-tertio, die vicesima-tertia martii ante Pascha, in Blesis. Cunctis pateat evidenter & sit notum, quod ad laudem & gloriam omnipotentis Dei salvatoris, Domini nostri Jesu Christi, exaltationem atque amplitudinem totius christianæ religionis, honorem & commodum amborum statuum, videlicet serenissimi & christianissimi Principis domini Ludovici, hujus nominis duodecimi, Dei gratia Francorum Regis, Ducis Mediolani, &c. & inclitissimi Venetorum Domini, bona, vera, fidelis atque perpetua pax, renovatio amicitie, consæderationis & ligæ perpetuò duraturæ, facta, inita, & conclusa extitit & est inter præfatum Christianissimum Regem Franciæ, Ducem Mediolani, suo & successorum suorum nomine usque ad infinitum parte ex una; & magnificum & clarissimum dominum Andream Gritti, procuratorem sancti Marci, & circumspectum Aloisium Petri secretarium, nuntios, syndicos, & procuratores speciales Illustrissimi domini Leonardi Lauredani Ducis, atque excellissimi Venetiarum Domini, parte ex altera, cum pactis, modis, conditionibus, articulis, & capitulis infra scriptis.

Primò, quod præfati Rex Christianissimus & illustrissimus Dux pro eis & eorum successoribus Regibus Francorum, & Venetiarum Ducibus, atque antedictum Venetum excelsum Dominum, sunt atque erunt perpetuis temporibus amici & confæderati, modo & forma infra scriptis, adversus & contra omnes & quoscumque, nemine omnino excepto, etiam si suprema dignitate fulgerent. Hoc tamen declarato, quod reservetur locus honorificus Sanctissimo Domino nostro Pontifici maximo ingrediendi hoc sædus, sine tamen præjudicio præsentis confæde-

*Venise.
1513.
23. mars.*

rationis, & cum omnibus aliis modis, conditionibus & capitulis in præfenti contractu contentis. Qui quidem præfati Christianissimus Rex, & illustrissimus Dux, & Dominium Venetorum, erunt amici amicorum, & inimici inimicorum, ita & taliter quod neuter eorum dabit unquam directè vel indirectè, sub quocumque colore, causa, aut occasione quæ dici aut excogitari possit, ulli Principi, Domino, Communitati, aut potentatui, quicumque sint aut esse poterunt, favorem, subsidium, opem aut auxilium contra & adversus alium.

Item. Poterunt incolæ & subditi utriusque partis, ire, morari, mercari, & negociari tutè & securè, per terram, mare, atque aquas dulces & flumina, in patria, dominiis, & provinciis alterius ditioni & imperio subiectis, perinde ac si essent veri & originarii incolæ & subditi illius Principis & Domini, cujus patrias & dominium adibunt. Nec patientur præfati Christianissimus Rex & inclitum Venetum Dominium in eorum patriis & dominiis tam terra, quàm mari, aliquos piratas aut prædones ad damnificandum subditos alterius.

Item. Quia Præfatus Christianissimus Rex, summo auxiliante Deo, vult & intendit in præfenti recuperare ducatum Mediolani, & omnes alias civitates, terras, castra, loca, & dominia ipsius ducatus & domini Mediolani, & quæ Sua Majestas recuperavit à quondam domino Ludovico Sfortia, quæ post modum ei occupata fuere, & nunc occupantur per quoscumque sint qui velint: ex alio latere, quoniam præfatus illustrissimus Dux & Dominium Venetum volunt & intendunt in præfenti recuperare omnes civitates, terras, castra, fortalitia, arces & loca quæ ipsi possidebant ante præfens bellum, quæ postea occupata fuerunt, & nunc occupantur per quoscumque sint qui velint, tractatum, conventum, concilium, & provium est, quod præfatus serenissimus Dux, & illustrissimum Dominium Venetorum indicent & apertè movebunt & inferent bellum contra omnes & singulos detinentes, & occupantes dictum ducatum & dominium Mediolani, civitates, terras, castra, fortalitia, loca & dominia ejusdem ducatus, ut supra, cum eorum exercitu tam hominum armatorum quàm equitum levis armaturæ & peditum stipendiatorum sumptibus & expensis præfati Domini Venetiarum, cum una bona banda artillariæ sufficienti & idonea pro tali expugnatione cienda usque ad totalem & integram recuperationem dicti ducatus & domini Mediolani, & omnium villarum, castrorumque dicti ducatus & domini Mediolani, ut supra, & quæ tenebantur per præfatum christianissimum Regem in prima recuperatione dicti status & domini Mediolani de anno Domini 1499. & etiam prout in tertio capitulo confæderationis factæ inter præfatos christianissimum Regem, & illustrissimum Dominium continetur, & juxta formam & tenorem ipsius capituli tam circa ducatum & dominium Mediolani, quàm circa dominium Janense, prout in ipso capitulo continetur; Christianissimus autem Rex teneatur eodem tempore mittere exercitum suum in sufficienti numero, tam hominum armatorum & levis armaturæ, quàm peditum & artillariæ, sumptibus & expensis Sux Majestatis, pro facienda dicta expugnatione, & recuperatione, tam status Mediolani ut supra, quàm omnium civitatum, villarum, castrorum, arcium, & fortalitorum, quæ præfatum illustrissimum Dominium possidebat ante præfens bellum, ut supra, declarando tamen, quod civitates Cremonæ & tota Glara Abduæ cum suis districtibus & territoriis, & omnibus locis, castris, villis, fortalitiis, fluminibus & aquis suis, quæ omnia ante præfens bellum possidebantur ab

Illustriſſimo Dominio Veneto, & antea per quondam dominum Ludovicum Sfortiam, quæ vigore ſeptimi capituli primæ confœderationis pervenerunt in manus illuſtriſſimi Domini Venetiarum, ſint & eſſe intelligantur & remaneant ſereniſſimo & chriſtianiſſimo Regi præfato, ac illuſtriſſimum Dominium Veneto- rum eedit & tranſfert omne jus præfato ſereniſſimo & chriſtianiſſimo Regi, & ſucceſſoribus ſuis, tam matibus quàm ſœminis. Crema autem cum toto ſuo territorio, & ſimiliter Bergomum & Brixia cum territoriis ſuis, caſtra, fortalicia, villæ, aquæ, flumina, juridiſctiones, & omnia alia loca, quæ prius poſſidebantur ab illuſtriſſimo Dominio Veneto, ſint & eſſe liberè intelligantur illuſtriſſimi Principis & Domini Venetorum, & ſereniſſimus & chriſtianiſſimus Rex cedit & tranſfert omne jus ſuum, ſi quod fortè haberet præfato ſereniſſimo & illuſtriſſimo Venetorum Dominio: dicta autem loca, arces, terræ, urbes, & fortalicia, quæ recuperabuntur, tam pertinentia & ſpectantia chriſtianiſſimæ Regiæ Majeſtati, quàm illuſtriſſimo Dominio Venetorum, prout de die in diem recuperabuntur, ita conſignentur immediatè & remaneant in manibus dominorum ſuorum, ut ſupra.

Item. Conventum & promiſſum fuit, quòd circa deſenſionem communium ſtatuum in Italia, tractari debeat & concludi cum deputatis aut deputandis à Chriſtianiſſima Majeſtate Sua, cum deputatis aut deputandis ab illuſtriſſimo Dominio Venetorum, & per illum modum & formam quæ ambabus partibus viſa fuerit conveniens, procedendo ſemper in omnibus ſincerè & bona fide, prout inter bonos & veros amicos decet.

Item. Conventum & proviſum fuit, quòd ſubditi civitatum & locorum Lombardiæ ſpectantium illuſtriſſimo Dominio Veneto, qui cauſa Chriſtianiſſimæ Regiæ Majeſtatis exularent, & eorum bona conſignata, ſeu ſuſpenſa, aut quovis modo impedita fuiſſent, ab ipſo illuſtriſſimo Dominio ab exilio liberentur, & eorum bona ipſis reſtituantur, ſicuti erant ante præſens bellum. Et ſimiliter, ſi ſubditi civitatum & locorum prædictorum Lombardiæ cauſa illuſtriſſimi Domini præfati exules eſſent facti à Chriſtianiſſima Majeſtate, & eorum bona quæ haberent in locis & dominiis Chriſtianiſſimæ Majeſtatis eſſent conſignata, vel ſuſpenſa, aut quovis modo impedita, quòd revocentur ab exilio à Chriſtianiſſ. Majeſtate, & in bonis ſuis exiſtentibus in locis & dominiis Chriſtianiſſimæ Majeſtatis reſtituantur.

Item. Circa artillarias quæ reperientur in Brixia, & in aliis locis & fortalitiis ſpectantibus illuſtriſſimo Dominio, de cætero recuperandis, conventum & firmatum fuit, quod artellaræ quæ fuiſſent Chriſtianiſſimæ Majeſtatis, ſint & eſſe debeant ipſius Chriſtianiſſimi Regis.

Item. Quòd tam ſtipendiati, quàm nobiles, cives, & ſubditi illuſtriſſimi Domini Venetiarum, captivi regii & qui in regno Franciæ, & in cæteris dominiis Majeſtatis Sux reperientur, liberè & immediatè relaxentur, prout convenit veræ amicitiz & confœderationi, quæ nunc firmatur inter prædictas partes. Ut ſimiliter omnes ſtipendiarii, nobiles, cives, & ſubditi Chriſtianiſſimæ Majeſtatis, qui forent captivi in urbibus illuſtriſſimi Domini, liberè & immediatè relaxentur.

Item. Concluſum & firmatum fuit, quod in reliquis omnibus habeatur relatio ad capitula præcedentis alianciæ, confœderationis, & ligæ, quæ quidem capitula firmata, renovata, & ſtabilita remaneant in ſuo robore & vigore in partibus non repugnantibus recuperationi ſtatuum ambarum partium, ut ſupra, & præſentibus capitulis & tractatui.

Et promiserunt prædictæ partes, videlicet ipse Christianissimus Rex personæ liter, & præfati magnificus & clarissimus dominus Andreas Gritti, &c. & circumspæctus Aloisius Petri, secretarius, nomine præfati Dominii, &c. Datum in nostro Ducali Palatio die 11. aprilis 1513.

*TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI LOUIS XII. ET HENRI VIII.
Roi d'Angleterre. A Londres le 7. aoust 1514.*

*Angle-
terre.*

1514.

2. aoust.

IM PRIMIS, quod bonæ, sinceræ, firmæ & perfectæ sint & inviolabiliter habeantur & observentur pax, amicitia, fœdera & concordia inter potentissimos Reges antedictos eorundemque regna, civitates, patrias, terras & dominia, castra, villas, territoria, oppida, & loca quocumque modo per eorundem regum unum alterumve habita, tenta, possessa, vel occupata, interque eorum hæredes & successores, vassallos, incolas, habitatores atque subditos suos, ac quoscumque alligatos & confœderatos utriusque, per præsentem tractatum pacis inferius comprehensos, per terram, mare, portus maris, aquas dulces, & ubique locorum; ita quod omnes injuriæ, molestationes, & gravamina, offensæ ac damna quæcumque uni Principum prædictorum, ejusve regnis, patriis, terris, castris, villis, oppidis, civitatibus, territoriis ac dominiis, incolis, habitantibus aut subditis, dicti belli sive guerræ occasione, per alterum Principem ejusve subditos, armigeros, gentes armorum alligatos aut confœderatos quoscumque, quoviscumque modo aut occasione quacumque, per terram, mare, vel aquas dulces qualitercumque, quandocumque, aut ubicumque facta & illata penitus aboleantur, & utrinque per quemlibet Principum prædictorum omnino remittantur, & per præsentis abolentur, delentur, & remittuntur, & ita ab eorundem memoria prorsus deleantur, ut neuter Principum prædictorum ejusve subditus aut confœderatus, ut præfertur, cujuscumque status, gradus aut conditionis existat, alteri Principi, ejusve confœderatis prædictis, aut eorum subditis, ejus rei gratia, quicquam vultu, verbo, facto aut nutu impropere aut impingat, aut quovismodo seu quæsito colore id vindicare contendat, aut præsumat, aut per alios directè vel indirectè vindicari procuret, aut sinat.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod dictæ amicitia, pax, & fœdera suum habeant & sortiantur effectum immediatè post datam præsentium, & durent vita utriusque regum prædictorum durante, & per unum annum integrum post mortem Principis primò morientis. Teneaturque successor Principis primò morientis infra dictum annum Principi supersiti mortem prædecessoris sui significare, & eundem per litteras suas manu sua subscriptas certiorum facere, utrum hanc amicitiam & pacem ad ulteriora & ampliora tempora prorogare, an de novo inire, & contrahere velit & intendat.

Item. Quod durante termino prædicto bella, guerræ, hostilitates, & inimicitia quæcumque inter præfatos Reges eorundemque hæredes & successores, vassallos, subditos, & confœderatos quoscumque, qui per præsentem tractatum, ut præmittitur, inferius comprehenduntur, eorumque subditos, necnon inter illusterrima regna, patrias, terras, dominia, castra, villas, territoria, civitates, & oppida quæcumque per eorundem Regum unum alterumve nunc habita, tenta,

possessa aut occupata, eorumque habitatores & incolas quoscunque, per terram, mare, littora, maris & aquas dulces, ac ubique locorum omnino cessabunt.

Item. Quod omnes & singuli utriusque dictorum Principum, eorundemque hæredum & successorum, aut eorum alterius, ipsorumque alligatorum in hac parte comprehensorum vassalli, & subditi, dictorumque regnorum, parriarum, terrarum, dominiorum, castellarum, villarum, territoriorum, civitatum, & oppidorum incolæ & habitatores, sive sint Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Marchiones, Comites, Barones, Mercatores, aut cujusvis status conditionisve existant, durante pace antedicta ubique locorum sese mutuis officiis prosequantur, & honesta affectione pertractent, possintque liberè, tutè & securè, absque ulla offensa, salvo conductu, sive licentia, ubique perlustare, per terram, mare, & aquas dulces navigare hinc inde atque ad patrias, dominia, portus, & districtus quoscunque utriusque ipsorum Principum citra & ultra mare accedere, dum tamen numerum armatorum centum simul non excedant; licebitque eisdem quamdiu voluerint ibidem morari, mercari, merces, mercimonia, annua, & jocalia quæcumque (si statuta municipalia ante hac sancita non obstant) emere, vendere, ac ut eis placuerit, illinc ad partes proprias, vel alibi liberè quotiens duxerint abeundum, abire cum suis aut conductitiis vel commodatis navigiis, plaustris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, sarcinulis, bonisque & rebus suis quibuscunque, absque ullo impedimento, offensa, arrestatione, etiam ob causam maræ, contramaræ, represaliarum, aut alia distinctione quacunque, tam in terra, quàm in mari, & in aquis dulcibus, quemadmodum patriis in propriis hæc omnia facerent, aut eis facere liceret;

Item. Quod omnia munera sive onera ab aliquo dictorum Principum in cujusvis eorum patriarum sive dominiorum partibus citra aut infra quinquaginta & duos annos ante datam præsentium imposita mercatoribus, aut subditis alterius Principis, ejusve hæredum & successorum nociva, durante hac pace, penitus sint extincta; & quod talia aut consimilia, hac amicitia durante, amodò non imponantur; salvis tamen semper quoad alia omnibus regionum, urbium, & locorum statutis & consuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmissa derogatum censeatur.

Item. Quod omnes mercatores, etiam Veneti & Florentini, possint per mare & aquas dulces armati pro custodia & tuitione suorum corporum, bonorum, navium, & mercium, vel non armati cum suis propriis mercibus, aut alienis, in navibus, carracis, aut galeis propriis, sive alienis, in regna Franciæ & Angliæ, & eorum alterum, sive utrumque tutè, liberè & securè venire, & ab hinc quo velint abire, durante amicitia antedicta, quodcumque & quotienscumque voluerint, absque violentia, disturbio, molestia, aut gravamine quocunque per dictos Angliæ & Francorum Reges, sive eorum aliquem, aut eorum hæredes & successores, sive ipsorum aut alicujus eorum subditos quoscunque.

Item. Dicti ambasciatores & commissarii Angliæ & Franciæ Principum prædictorum pro Principibus suis & nomine eorum promiserunt, & per præsentem promittunt, quod durante termino præsentis tractatus, neuter dictorum Principum contra alium, ejusve alligatos & confederatos, aut contra regna, patrias, terras, dominia, castra, villas, territoria, civitates, & oppida quæcumque, per eorum unum aut alterum nunc habita, possessa aut occupata, eorumve habitatores aut incolas, quicquam agat, faciat, tractabit, vel attentabit quocunque in loco;

sive in terra, sive in mari, occasione quacumque, nullique præstabit auxilium; consilium vel assensum, quod per alium vel alios aliquid fiat, agatur, tractetur vel attentetur in præjudicium vel damnum alterius, ejusve, ut prædictum est, alligatorum & confœderatorum. Et si per alterum eorum secus fiat, aut aliqua belli suspicio contra alterum ejusve, ut prædictum est, alligatos & confœderatos præbeatur, Princeps sic in contrarium aliquid attentans, vel belli suspicionem inferens, super hoc admonitus & requisitus, illico illam belli suspensionem auferet & incontinenti amovebit.

Item. Quod deinceps in villa Calisiz, Castellis de Hames & Guines, vel in aliquibus portubus aliisve locis quibuscumque sub obedientia Regis Angliæ, sive citra, sive ultra mare existentibus, non recipiantur, manuteneantur, aut favoriscentur aliqui armigeri, aut gentes armorum quæcumque facientes aut exercentes latrocinia, deprædationes, furta, excursus, piratias, aut malefacta, contra effectum præsentis tractatus, per terras, mare, & aquas dulces, super & contra subditos præfati Regis Francorum, ejusve alligatorum & confœderatorum subsequenter comprehensorum, aut eorum bona quæcumque, & pari eodemque modo in villis Boloniz, Ardres, Montoire, Fiennes, aut in aliquibus portubus aliisve locis quibuscumque sub obedientia Regis Francorum existentibus, nullatenus recipiantur, manuteneantur, aut favoriscentur aliqui armigeri aut gentes armorum quæcumque, facientes aut exercentes latrocinia, deprædationes, furta, excursus, piratias, aut malefacta, contra effectum præsentis tractatus, per terram, mare, aut aquas dulces, super & contra subditos præfati Regis Angliæ, ejusve alligatorum & confœderatorum subsequenter comprehensorum, regna, patrias, terras, dominia, castra, villas, territoria, civitates, & oppida, aut eorum bona quæcumque. Et casu quo secus fiat, uterque Principum prædictorum, eorumve amicitiz conservatores, (causa summarie & de plano sine figura judicii cognita) pro parte sua, & quatenus per se aut subditos suos aliquid fuerit in contrarium attentatum, plenam, integram & æ promptam faciet justitiam, restitutionem, & reparationem.

Item. Si per hujusmodi armigeros aut gentes armorum præter seu contra præmissa aliqui prisonarii fuerint captivati, gentes arrestati, aut bona quæcumque capta, & causa hujusmodi captionis aut arrestationis propter rationabilem aliquam causam non possit tam summarie discuti & terminari: tunc & in ipso casu primo & ante omnia per conservatores subscriptos, eorumve commissarios, aut locorum judices, procedetur ad hujusmodi prisonariorum & arrestatorum ac bonorum captorum liberationem & recedentiam seu restitutionem, præstita tamen sufficienti cautione arbitrio præfatorum conservatorum, commissariorum, & judicum.

Item. Quod ex neutrius Principum prædictorum Cancellaria aut alia curia imposterum concedantur aliquæ litteræ represaliarum, marce aut contramarce, nisi super & contra principales delinquentes & eorum bona, eorumve fautores, & hoc in casu manifestæ denegationis justitiæ, de qua per litteras summationis aut requisitionis, & prout de jure requiritur sufficienter constabit. Neuterque regum prædictorum, eorumve officialis justitiarum aut minister, ab aliquo regnorum, patriarum, civitatum, villarum, castrorum, oppidorum, dominiorum, territoriorum aut locorum per aliquem eorundem Angliæ & Francorum Regum, ut præmittitur, habitorem, tentorem, possessorum, aut occupatorum, aut ab eorum incolis, habitatoribus, vel subditis, quicquam ratione dominii, superioritatis,

appellationis, jurisdictionis, ressorti, aut alterius juris, aut causæ cujuscumque, petet, exiget, vindicabit, recipiet, aut quoquo modo admitter.

Item. Quod si durante pace, & amicitiiis præfatis, aliquid contra vires & effectus earundem per terram, mare, aut aquas dulces, per Principes prædictos, eorumve vassallos, subditos, aut alligatos in iis amicitiiis comprehensos, aut eorum subditos, vel vassallos, regna, patrias, terras, dominia, castra, villas, territoria, civitates, & oppida, per eorundem Principum unum alterumve nunc tentata, possessa, aut occupata, eorumque habitatores & incolas quoscumque, fuerit attentatum, actum, aut gestum, nihilominus tamen hæc pax sive amicitia in suis viribus, durante termino præsentis tractatus, permanebit, & damna refarcientur, attentata reformabuntur, & capta restituentur. Et pro ipsi attentatis solummodo puniantur ipsi attentatores & damnificantes, & non alii.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod neuter Principum prædictorum quicquam agat, faciat, tractabit, vel attentabit, aut ab aliis agi, fieri, tractari, vel attentari permittet, faciet, aut consentiet, quocumque in loco, sive in terris, sive in mari, portibus maris, vel aquis dulcibus, occasione quacumque, nullumque præstabit auxilium, consilium, favorem, vel assensum, quod per alium vel alios quoscumque aliquid fiat, agatur, vel attentetur, directe vel indirectè, tacitè, vel occultè, in injuriam, præjudicium aut damnum alterius, ejusve hæredum aut successorum, regnorum, patriarum, terrarum, dominiorum, castrorum, villarum, territoriorum, civitatum, aut oppidorum, sicut præmittitur, per eorum aliquem habitorem, tentorem, occupatorem, vel possessorem. Sed quibuscumque, sicut præmittitur, contra unum illorum aliquid molientibus, agentibus, tractantibus, vel attentantibus, alter expressè & cum effectu contradicet, renitetur, obstat, & impedimentum realiter, & quantum poterit, præstabit.

Item. Quod dictis amicitiiis durantibus neuter Regum prædictorum quovis modo receptabit, aut retinebit, nec à subditis suis eorum alter receptari aut retineri permittet aliquos rebelles, sive proditores, de crimine læsæ majestatis suspectos, aut transfugas, ex subditis alterius dictorum Regum scelestam factionem contra alterum dictorum Regum machinantes, nec hujusmodi rebellibus, sive proditoribus, rebelli, sive proditori, qui in aliquem locum obedientiæ dictorum Regum, seu alterius eorundem, declinaverint, seu declinaverit, quovis modo dabit consilium, auxilium, vel favorem, subsidium aut assistentiam, sed eum, aut eos infra viginti dies, postea quàm per litteras alterius eorundem, cujus hujusmodi rebelles, aut rebelles, subditi, aut subditus, extiterint, sive extiterit, alter eorum requisitus fuerit, eum vel eos litterarum hujusmodi requisitionis latori, aut alii ad hoc in hujusmodi litteris nominato sive deputato tradet, restituet, & liberabit, tradive, restitui & liberari faciet.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod præfati Reges protectione & defensione personarum suarum & statuum, regnorum, patriarum, terrarum, dominiorum, civitatum, oppidorum, villarum, castrorum, & territoriorum suorum, nunc per eorum unum, sive alterum tentorem, habitorem, possessorem, sive occupatorem, contra invasores & hostiles aggressores quoscumque, sine fraude, dolo, dissimulatione, aut alio colore quocumque, sint & erunt de cætero, durante vita utriusque, amicorum amici, & inimicorum inimici,

sine exceptione aliqua, non obstantibus quibuscumque tractatibus, legis, alleganciis, amicitiiis, & confederationibus, per eorum unum, sive alterum habitis, contractis, conclusis, & quoquo modo confirmatis, aut posthac habendis, contrahendis, sive confirmandis cum quibuscumque principibus, cujuscumque status, gradus, aut dignitatis existant, aut communitatibus, qualescumque fuerint, aut erunt; & si aliquis vel aliqui cujuscumque status, gradus, aut conditionis existat, vel existant, etiam si utriusque, vel alterius eorum consanguineus, affinis, confederatus, aut alligatus, consanguinei, affines, confederati, & alligati, fuerint, vel fuerint, & quocumque necessitudinis vinculo utrimque, aut eorum alterum attingat, sive attingant, regna, patrias, dominia, terras, castra, civitates, oppida, villas, aut territoria, per eos, vel eorum alterum, nunc habita, possessa, tenta, aut occupata, per viam guerra hostiliter invaserit, vel aggressus fuerit, invaserint, sive aggressi fuerint, aut injuriam, vel damnum alteri principum prædictorum, ejusve subditis, incolis, sive habitatoribus, infra regna, patrias, dominia, terras, castra, civitates, oppida, villas, aut territoria prædicta inferre aut facere voluerit, vel attentaverit, voluerint, vel attentaverint, princeps non invasus bona fide, realiter, & cum effectu, Principem sic hostiliter invasum pro ruitione & defensione sua, auxiliis militaribus genium armorum quotiens, & quando opus fuerit, & quanto citius commodè poterit, postquam debitè requisitus fuerit, sumptibus tamen & expensis auxilium petentis, aut requirentis, (habita tamen temporis, loci, & status rerum suarum ratione) adjuvabit modo & forma sequentibus. Videlicet Rex Angliæ, Francorum Regi, sicut præfertur, invaso, pro guerra, seu bello ad defensionem suam, ut præfertur per terram gerendis dabit decem millia architenentium, aut aliorum pedum sufficienter armatorum, aut alium minorem numerum quemcumque, si & quatenus petantur, & requirantur, petatur aut requiratur, & pro bello navali, ut præfertur, gerendo quinque millia hominum sufficienter armatorum, cum navibus ad bellum hujusmodi aptis, atque bombardis, sive tormentis bellicis, pulvere, lapidibus, telis, victualibus, armamentis, & aliis quibuscumque ad bellum navale gerendum necessariis sufficienter instructis, & tanto hominum numero convenientibus, aut alium numerum minorem quemcumque, si & quatenus petantur aut requirantur, petatur aut requiratur, sumptibus tamen & expensis petentis aut requirentis. Et præfatus Ludovicus, Francorum Rex prædicto Regi Angliæ, pro guerra sive bello ad defensionem, ut prædicitur, per terram gerendo, dabit mille & ducentas lanceas armis, equis validis, & aliis more gallico sufficienter apparatus & instructas, quæ ascendant ad numerum decem millium equitum, vel alium numerum inferiorem quemcumque, si & quatenus petantur & requirantur, petatur aut requiratur; & pro bello navali ad defensionem gerendo, quinque millia hominum sufficienter armatorum, cum navibus ad bellum hujusmodi aptis, atque bombardis, sive tormentis, & aliis quibuscumque ad bellum gerendum necessariis, sufficienter instructis, & tanto hominum numero convenientibus, & quolibet numerum minorem, si & quatenus petantur aut requirantur, petatur aut requiratur, sumptibus tamen & expensis petentis aut requirentis.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd dicti Reges, pro juribus suis in regnis, patriis, terris, dominiis, civitatibus, oppidis, villis, & territoriis per alios detentis & occupatis recuperandis, unus alteri bona fide, realiter,

liter, & cum effectu, suppetias & auxilium gentis armorum dabit & concedet, quanto citius commodè poterit, postquam debite ad hoc requisitus fuerit, sumptibus tamen & expensis petentis aut requirentis, modo & forma sequentibus. Videlicet dictus Rex Angliæ, præfato Regi Ludovico, ad jus suum, ut præfertur, recuperandum, pro bello per terram gerendo, dabit quinque millia architenenrium, aut aliorum peditum sufficienter armatorum, & quemlibet numerum inferiorem, si & quatenus petantur & requirantur, petatur & requiratur; & pro bello navali, ad jus suum, ut præfertur, recuperandum, similiter quinque millia hominum sufficienter armatorum, cum navibus ad hujusmodi bellum aptis, atque bombardis, sive tormentis bellicis, pulvere, lapidibus, telis, victualibus, armamentis, & aliis quibuscumque ad bellum gerendum necessariis, sufficienter instructis, & tanto hominum numero convenientibus, & quemlibet numerum minorem, si & quatenus petantur aut petatur, sumptibus tamen & expensis petentis aut requirentis: & præfatus Ludovicus Rex, prædicto Regi Angliæ, pro guerra sive bello ad jus suum, ut præfertur, recuperandum, per terram gerendo, dabit sexcentas lanceas armis, equis validis, & aliis more gallico sufficienter apparatus & instructas, quæ ascendunt ad quinque millia equitum, & quemlibet numerum minorem, si & quatenus tor petantur & requirantur; & pro bello navali similiter ad jus suum recuperandum, quinque millia hominum sufficienter armatorum, cum navibus ad bellum hujusmodi aptis, atque bombardis sive tormentis bellicis, pulvere, lapidibus, telis, victualibus, armamentis, & aliis quibuscumque ad bellum gerendum necessariis, sufficienter instructis, & tanto hominum numero convenientibus, & quemlibet numerum minorem, si & quatenus tor petantur; sumptibus tamen & expensis petentis aut requirentis.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si causa & occasione hujus tractatus amicitie, vel alicujus alterius tractatus cujuscumque inter præfatos Reges nunc initi, habiti, facti, & conclusi de data præsentium, contra eorum unum guerra sive bellum ortum, gestum, aut motum fuerit per alium Principem quemcumque, cujuscumque status, gradus, aut conditionis existat, etiam si contiguus, affinis, aut confederatus & alligatus fuerit utriusque, aut eorum alterius, & quocumque necessitudinis vinculo utrumque, sive alterum attingat, & Rex ille, contra quem hujusmodi guerra sive bellum movetur, alium Regem in verbo regio, & super honore suo, per litteras suas certiore reddiderit guerram, sive bellum pro hujusmodi causa moveri, stabitur hujusmodi certificationi; & Rex sic factus certior, bonâ fide, realiter, & cum effectu, illi cui guerra sive bellum, sicut præfertur, movebitur, suppetias & auxilium gentis armorum sumptibus suis propriis dabit & concedet, quotiens & quando opus fuerit, & quanto citius commodè poterit, postquam super hoc certior factus, & debite requisitus fuerit, modo & formâ sequentibus. Videlicet præfatus Rex Angliæ, dicto Regi Ludovico, si bellum aut guerra contra eum causa, vel occasione prædicta, per quemcumque alium Principem, ut præfertur, moveatur: pro bello navali, hoc casu gerendo sumptibus & expensis suis propriis, dabit & concedet sex millia hominum sufficienter armatorum, cum navibus ad hujusmodi bellum aptis, atque bombardis, sive tormentis bellicis, pulvere, lapidibus, telis, victualibus, armamentis, & aliis quibuscumque ad bellum gerendum necessariis, suffi-

cienter instructis, & tanto hominum numero convenientibus, & quemlibet numerum minorem, si & quatenus petantur vel petatur. Et præfatus Ludovicus Rex prædicto Regi Angliæ, si bellum aut guerra contra eum, causa vel occasione prædicta, per quemcumque alium Principem, ut præfertur, moveatur: pro bello navali hoc casu gerendo sumptibus & expensis suis propriis dabit & concedet sex millia hominum sufficienter armatorum, cum navibus ad hujusmodi bellum aptis, atque bombardis sive tormentis bellicis, pulvere, lapidibus, telis, victualibus, armamentis, & aliis quibuscumque ad bellum gerendum necessariis, sufficienter instructis, & tanto hominum numero convenientibus, & quemlibet numerum minorem, si & quatenus petantur & petatur.

Item. Quod si de communi & expresse consensu, assensu & concordia utriusque Regum prædictorum contra alium Principem, vel Principes cujuscumque status, gradus, dignitatis, aut præminentie existat vel existant, aut contra communitates quasque, bellum sive guerram simul inferri aut moveri contigerit, neuter eorum tractatum, pacem, treugam, inducias, aut appuntamentum quodcumque cum illo, vel illis, contra quem, vel quos, hujusmodi bellum sive guerra sic motum, illatum, aut gestum fuerit, aut cum eorum hominibus, commissariis, vel deputatis faciet, vel fieri procurabit aut consentiet, sine utriusque eorum sententia, consensu, assensu, & voluntate expressis.

Item. Quod in præfati tractatu pacis & amicitie comprehendantur amici, alligati, & confederati utriusque partis subsequenter nominati. Videlicet pro parte Regis Angliæ, Sanctissimus Dominus noster Leo decimus, Pontifex maximus, Ecclesia Romana, & Sancta Sedes Apostolica, Bononia, & omnia oppida, civitates, castra, villæ, & territoria ad patrimonium sancti Petri, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ spectantia, & quoquo modo pertinentia; sacrum Imperium, & illustrissimus Princeps Carolus, Princeps Castellæ, Archidux Austriæ, &c. ejusque hæredes & successores, necnon illustrissima domina, domina Margareta, Imperatoris filia, & prædicti Principis amita, Archiducissa Austriæ, &c. ac omnia & singula ejusdem principis castella, dominia, ducatus, comitatus, civitates, & oppida, villæ, territoria, & alia quæcumque sub obedientia dicti Principis existentia, ac omnes ejus subditi, incolæ, & habitatores quicumque (salvis juribus superioritatis, resorti, & aliis juribus eidem Regi Christianissimo competentibus, & absque istorum jurium præjudicio) Rex Daciæ, nec non Clivenfis, Juliensis, & Venetorum Duces, Dominia Venetorum & Florentinorum, Communitas & Societas Hanse Teutonice; Antonius, dominus de Linguine, & Helvetii, sive Svvetenses. Et pro parte Regis Francorum, Sanctissimus Dominus noster Papa Leo decimus, Ecclesia Romana, ac Sancta Sedes Apostolica; sacrum Imperium, Reges ac Regina Hungariæ, Portugalliæ, Daciæ, Navarræ, & Scotiæ, Duces Sabaudie, Lotaringiæ, Gueldriæ, Dux, & Dominium Venetorum, Dominium Florentiæ, Episcopus Leodiensis, Marchiones Mantuæ, Montisferrati, & Saluciarum, ac Dominus de Sedano.

Item. Quamvis dictus Rex & Regnum Scotiæ fuerint comprehensi & nominati pro parte dicti Christianissimi Regis Francorum, fuit tamen & est expresse conventum & concordatum, quod si præfatus Rex Scotiæ, aut ejusdem Regis locumtenens, vel gardianus Marchiæ, vel Marchiarum, cum quocumque numero,

vel aliquis alius subditus, vel aliqui alii subditi dicti Regis Scotiæ, mandato aut permissione prædicti Regis, locumtenentis, vel gardiani, simili modo cum quocumque numero post quintum decimum diem mensis septembris proximè futuri (quem quidem terminum præfati oratores Christianissimi Regis habent, & super se assumpserunt ad præfatum Regem Scotiæ, vel ejus Consilium super hujusmodi comprehensione, & ejus conditionibus certificandum,) hostiliter vel violenter invaserit, vel invaserint, aut excursum fecerit, vel fecerint, in regnum Angliæ, & super subditos ejusdem, homicidium, incendium, deprædationes, vel violentias fecerit, vel fecerint, hujusmodi comprehensio eo ipso pro nulla habeatur; vel si aliquis subditus, vel subditi prædicti Regis Scotiæ, sine mandato vel permissione ejusdem Regis, ejusve locumtenentis vel gardiani, cum numero trecentarum personarum, vel supra, hostiliter, vel violenter invaserit, vel invaserint, aut excursum fecerit, vel fecerint in regnum Angliæ, & super subditos ejusdem homicidium, incendium, furtum, vel rapinam fecerit vel fecerint, & præfatus Rex Scotiæ ejusve locumtenens, vel gardianus Marchiæ, vel Marchiarum eorum, qui hujusmodi invasionem, vel excursum fecerint, super hoc per Gardianum, vel locum tenentem Marchiæ vel Marchiarum regni Angliæ, intra quam vel quas facta est hujusmodi invasio vel excursus, admonitus, vel summonitus infra quadraginta dies ex tunc proximè sequentes ablata non restituerit, damna non resarciat, & justitiam secundum exigentiam & merita causæ, ac juxta & secundum ritum, leges, & consuetudines Marchiarum illarum tempore ultimæ pacis in hujusmodi casibus observatas & usitatas, non fecerit, prædicta comprehensio similiter pro nulla habeatur. Si verò cum minori numero fiant hujusmodi invasiones, excursus, homicidia, deprædationes, vel violentiæ, fiat justitia modo & forma contentis in tractatibus ultimæ pacis. Et pari modo Rex Angliæ, ejusque locumtenentes, gardiani Marchiarum, & subditi ejusdem Regis Angliæ, à prædictis homicidio, incendio, deprædationibus, violentiis, furtis vel rapinis abstinebunt, & erga Regem Scotiæ, & ejusdem Regis subditos in omnibus, & per omnia, æqualiter & modo prædictis se habebunt, & habere tenebuntur. Quod verò ad mutuam conversationem, commercium, & mercium intercursum inter subditos utriusque regni spectat, iidem subditi, in omnibus & per omnia se mutuò habebunt & tractabunt, prout tempore ultimæ pacis se habere & tractare debebant & tenebantur.

Item, Quod alligati & confederati prædicti, videlicet præfatus Rex Scotiæ, & Princeps Castellæ infra tres, reliqui verò ab una vel altera parte comprehensi, salvo Sanctissimo Domino nostro supradicto, qui absque termini præfixione sit comprehensus, infra duodecim menses, datam præsentis tractatus proximè & immediatè sequentes, per litteras suas magnis sigillis suis sigillatas, & manibus suis signatas Principi eos comprehendenti, si per ipsum voluerint comprehendendi, declarabunt & significabunt. Idemque Princeps alteri Principi infra dictos tres menses quoad Regem Scotiæ, & Principem Castellæ; & quoad reliquos, infra duodecim menses, per litteras suas magnis sigillis suis sigillatas, & manibus suis signatas, præfatis litteris dictæ comprehensionis declaratoriis annexas, eandem declarationem notificabit & significabit.

Item, Actum est & concordatum, quòd supradicti, pro comprehensis alligatis & confederatis nominati, non comprehendantur in quantum concernit ducatum

Mediolani, Dominium Genevæ, Comitatum Astensem, & alias terras & dominia in Lombardia existentia, in quibus dictus Rex Francorum jus præterdit.

Item. Convenit & concordatum est, quod præfatus Christianissimus Rex Ludovicus, tempore confirmationis præsentis tractatus, omnia & singula privilegia mercatoribus Anglicis, intra civitatem Burdegalem, eis per eundem Regem, aut ejus prædecessores, antehac concessa, & per eum confirmata ratificabit & confirmabit; & si & quatenus petatur, de novo concedet in tam amplis modo & forma, quàm aliquando habuerunt, aut usi fuerunt.

Item. Pro firmiori & inviolabili prædictorum pacis, amicitie, & fœderum observantia & conservatione, electi & nominati sunt ex parte serenissimi Regis Angliæ Cancellarius, Thesaurarius, Custos privati sigilli, Admirallus, Custos quinque portuum Angliæ, & locumtenens, vel deputatus Regis Angliæ villæ Calitiæ, pro tempore existentes; & pro parte ipsius Christianissimi Francorum Regis, electi & nominati sunt pro patria & ducatu Aquitanie, dominus Dux de Valois, Comes Engolismensis, locumtenens generalis dicti Christianissimi Regis, & etiam pro aliis terris, patriis & dominiis, in quibus non reperitur alii conservatores nominati; pro Picardia, dominus de Piennes, locumtenens Regis, & gubernator in dicta patria; pro lingua Occitana, dominus Dux Burbonii, locumtenens & gubernator in dicta patria; pro Burgundia, dominus de la Tremouille, locumtenens & gubernator in dicta patria; pro Normannia, dominus Magnus Senescallus, locumtenens Regis in dicta patria; pro Britannia, dominus de Rieux, Marefcallus, & locumtenens Regis in dicta patria; pro Campania, dominus d'Orval, locumtenens & gubernator in dicta patria; pro mari, Admiraldi Franciæ, Aquitanie, & Britannie. Qui quidem conservatores dictorum Principum, & utriusque eorum, & duo aut unus ipsorum, ex parte saltem Principis subditorum damnificantium, qui super hæc requirentur, habeat, seu habeant autoritatem & potestatem virtute hujus tractatus ipsos damnificantes coram se vocandi & examinandi, & ipsos sic examinatos, secundum quod justitia exigit & requirit, conveniendi & puniendi, ac etiam damna contra vires hujus tractatus illata una cum expensis damnificatorum reficiendi & reparandi. Et si contingat, ipsos conservatores per ipsos Principes, sicut præmittitur, nominatos, vel ipsos commissarios super reformatione aliquorum dictorum attentatorum fore discordes, & inter eos superinde concordare non volentes, quod eo ipso & ex tunc causa illa referatur Consilio Principis subditorum sic damnificantium, aut si opus sit, utriusque Principis, dum tamen dicta causa sive coram conservatoribus, aut unius vel utriusque Principis Consilio ventilanda summarie & de plano coram eis examinetur, & felici Marte terminetur, & dictorum conservatorum pro utraque parte sententie interlocutorie & diffinitive, præcepta, & decreta, incontinenti & indilate dabuntur executioni, non obstantibus appellationibus quibuscumque.

Item. Quod uterque Principum prædictorum, quando per oratores, sive commissarios alterius Principis sufficientem autoritatem habentes, ad hoc debite requisitus fuerit, & in eorum præsentia tactis sacro-sanctis evangeliiis juramentum corporale præstabit, quod omnia & singula in præfati tractatu specificata & contenta bene & fideliter observabit, & adimplebit & suis subditis, quatenus ipsos tangunt, aut tangere poterunt, observari & adimpleri faciet cum effectu.

Item. Concordatum & conclusum est, quòd uterque Principum prædictorum præsentem amicitiam, ligam, & confederationem infra quindecim dies datam præsentium proximè sequentes in insignibus regni sui civitatibus, portubus maris, & oppidis publicabit, aut publicari faciet realiter & cum effectu.

Item. Quòd præfatus illustrissimus Rex Angliæ præsentem amicitiam, sic inter eum, & illustrissimum Francorum Regem, ut præmittitur, contractam, atque omnia & singula capitula prædicta in his litteris contenta, per litteras suas patentes suo magno sigillo sigillatas, marique propria subscriptas, & juramento vallatas, ratificabit & confirmabit, ipsamque amicitiam, & dicta capitula sic per eum ratificata, confirmata, & jurata, per tres status regni Angliæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejusdem regni ritè & debitè convocatos, in primo & proximo Parlamento post datam præsentium celebrando, ratificari & confirmari faciet; & pariformiter serenissimus Rex Francorum, amicitiam & capitula antedicta per suas litteras patentes magno suo sigillo sigillatas, ac manu propria subscriptas, & juramento vallatas, ratificabit & confirmabit. Ipsamque amicitiam & capitula per eum confirmata, ratificata, & jurata per tres status regni sui Franciæ, videlicet per Prælatos & Clerum, Nobiles, & Communitates ejusdem regni ritè & debitè convocatos, infra tres menses dictum Parlamentum in Angliā celebrandum proximè & immediatè sequentes, ratificari & confirmari faciet. Quòdque uterque Principum prædictorum amicitiam, & omnia capitula ante dicta per Sedem Apostolicam, & auctoritatem ejusdem, infra duodecim menses proximè & immediatè datam præsentium sequentes, confirmari, valari & roborari pro viribus procurabit, & cum effectu faciet. Et insuper uterque Principum prædictorum infra terminum supradictum duodecim mesium instanter, & cum effectu, per commissarium vel commissarios suos ad hoc sufficienter autorisatos, requirere summum Pontificem quod ferat sententiam excommunicationis, nunc pro tunc, & tunc pro nunc, in eum ex duobus Principibus prædictis, qui omnia & singula capitula in præsentī tractatu contenta, quatenus ipsum concernunt, non observaverit, præter & ultra sententiam interdicti in ejus regna, terras, patrias, & dominia, non obstante aliquo privilegio in genere, vel in specie illis, aut eorum alicui, per quod effectus præsentium quomodolibet impediri posset, sub quacumque verborum serie concessio, cui dicti Principes palam publicè & expressè renunciant, & cui nos nominibus eorundem sufficienti auctoritate in hac parte nobis attributa renunciamus expressè in his scriptis.

Item. Convenit & concordatum est, quòd prædictus Rex Angliæ omnia & singula præmissa ratificabit, autorisabit, & confirmabit, atque realiter & cum effectu pro parte sua exequetur & faciet quæ præmissorum tenor exiget & requirit, suasque litteras patentes inde debitè confectas magno suo sigillo munitas, & manu sua subscriptas, Christianissimo Francorum Regi, fratri & consanguineo suo carissimo, infra quadraginta dies datam præsentis tractatus proximè & immediatè sequentes, liberabit liberarive faciet. Et pari eodemque modo dictus Francorum Rex omnia & singula præmissa ratificabit, autorisabit, & confirmabit, atque realiter, & cum effectu pro parte sua exequetur & faciet quæ præmissorum tenor exiget & requirit, suasque litteras patentes inde debitè confectas magno suo sigillo munitas, & manu sua subscriptas, fratri & consanguineo suo carissimo Regi Angliæ supradicto, infra quadraginta dies datam præsentis tracta-

tus proximè & immediatè sequentes, liberabit liberative faciet. Tenores verò commissionum de quibus supra fit mentio sequuntur in hæc verba. HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, &c. LUDOVICUS, Dei gratia Francorum Rex &c. In quorum omnium & singulorum præmissorum testimonium arque fidem, nos oratores, ambassiatores, & commissarii potentissimi Regis Angliæ antedicti has litteras nostras patentes fieri fecimus, easdemque sigillis nostris unâ cum appositione manuum nostrarum munivimus & roboravimus. Datum in civitate Londinensi, septimo die mensis augusti, anno Domini millesimo quingentesimo decimo-quarto. *Plus bas, facta diligenti collatione concordat cum originali Tractatu. Signé, R. Tomeis, & VV. E. Durand.*

*CONTRAT DE MARIAGE ENTRE LE ROI LOUIS XII.
& Marie d'Angleterre, solennellement publié dans l'Eglise des Celestins
de Paris, & passé pardevant deux Notaires de Paris le quatorzieme
septembre 1514.*

*Angle-
terre.
1514.
14. sept.*

IN nomine Domini, amen. Hujus publici instrumenti serie cunctis pateat evidenter & sit notum, quod anno ejusdem Domini millesimo quingentesimo decimo-quarto, indictione secunda, mensis vero septembris die decima-quarta, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini Leonis divini providentiâ Papæ decimi anno secundo, in nostrum notariorum publicorum subscriptorum testium infra nominatorum ad hæc vocatorum in Ecclesia Celestinenſium Parisiis, & intra solemnia Missæ per reverendissimum in Christo patrem & dominum, dominum Renatum de Prie, tituli sanctæ Sabine, sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbiterum Cardinalem, Episcopum Baiocensem, alta voce celebratæ, præsentia personaliter existentes serenissimus & christianissimus Princeps dominus noster, dominus Ludovicus Dei gratia Francorum Rex, ex una; & nobilis & potens vir dominus Carolus, Comes VVigornæ, dominus de Gomer, primus Cambellanus potentissimæ & excellentissimæ Principis domini Henrici, Angliæ Regis procurator, orator & ambassiator, ac nuncius specialis literatoriè constitutus præclarissimæ ac serenissimæ Principis ac domine, domine Mariæ, dicti domini Henrici Angliæ Regis sororis, per litteras procuratorias præfatæ domine Mariæ sua manu subscriptas, ac ejus sigillo rotundo in cera rubea cum duplici cauda pergamenea impendente sigillatas, quarum tenor sequitur,

MARIA Francorum Regina, & soror potentissimi invictissimique Regis Angliæ & Franciæ, universis & singulis præsentem litteras inspecturus salutem. Sciatis, quod cum in quodam tractatu matrimoniale de data septimi diei mensis augusti ultimi præteriti inter potentissimum & illustrissimum Angliæ & Franciæ Regem, fratrem nostrum carissimum, & christianissimum Principem Ludovicum Francorum Regem, maritum nostrum dilectissimum, per oratores suos ad hoc hinc inde sufficienter auctorizatos, concordato & concluso pro matrimonio inter nos, & dictum Christianissimum Regem, nunc marium nostrum, tunc habendo & contrahendo inter cætera contineatur, quod postquam nos cum procuratore sive oratore dicti Christianissimi Regis ad hoc speciale mandatum

habente matrimonium per verba de presenti contraxerimus, (quod quidem tertio decimo die mensis augusti ultimo præterito perquam libenter fecimus , ut per instrumenta publica desuper confecta satis luculenter constat) idem Christianissimus Rex Ludovicus cum oratore nostro, per nos sufficienter autorisato, ad eum in regnum Franciæ misso, similiter matrimonium per verba de presenti contrahere debeat & teneatur, prout in quodam articulo desuper confecto plenius continetur. Nos igitur solennisationem ejusdem matrimonii magnopere cupientes, & quidquid nobis per dictum tractatum faciendum incumbit adimplere volentes, de industria, fidelitate, integritate, & singulari prudentia carissimi consanguinei nostri Caroli Comitis VVigorniae, domini de Harbecs & de Gomer, primi Camerarii potentissimi fratris nostri prædicti, eundem Carolum carissimum consanguineum nostrum tenore præsentium fecimus, ordinavimus, & constituimus, fecimus, ordinamus, & constituimus nostrum verum & indubitatum procuratorem, oratorem, ambasiatorem, ac nuncium specialem, dantes & concedentes eidem potestatem & mandatum speciale pro nobis & nomine nostro præfatum Ludovicum Francorum Regem Christianissimum assidendi & desponsandi, fidem nostram spondendi & etiam per verba de presenti matrimonium cum eodem Christianissimo Francorum Rege contrahendi, necnon omnes honestas solennitates dictum actum matrimonii per verba de presenti concernentes, consideratis dignitatibus & excellentiis personarum contrahentium, & omnia alia, & singula necessaria seu opportuna dictum actum concernentia, & quæ nos si præsentem esse mus, faceremus, & facere teneremur, faciendi, exercendi, & peragendi, promittentes bona fide & in verbo Principis, quod quidquid per dictum Carolum consanguineum & procuratorem nostrum dictum, factum, promissum, gestumve fuerit, ratum, gratum, & firmum habebimus, & inviolabiliter observabimus. In quorum fidem & testimonium has litteras nostras parentis manu nostra subscripsimus, & sigilli nostri appensione communivimus. Datum in civitate Londinensi, vicesimo secundo die augusti, anno Domini millesimo quingentesimo quarto decimo. *Thro. & Martord. Signatum, Marie.*

EX altera parte idem dominus noster Rex cupiens, & summopere, ut judicari poterat, desiderans matrimonium per generosum & illusterrimum Principem dominum Ludovicum d'Orleans, Ducem de Longavilla, Marchionem de Roelin, magnum Franciæ Cambellanum, ipsius domini nostri Regis procuratorem, ambasiatorem & nuncium specialem, ejusque procuratorio nomine cum dicta domina Maria contractum personaliter contrahere, quandam membranam papiteam, quam tunc suis tenebat manibus, gallico sermone conscriptam legi, dixit, & protulit voce alta & intelligibili, verba sequentia continentem.

JE Louis par vous Charles de Sombresset, Comte de VVorcestre, commissaire & procureur de tres-haute & excellente Princesse Marie, sœur de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince le Roi d'Angleterre, a ce par sa commission & speciale procuracion, presentement leur declarer & publier suffisamment constitué & ordonné, & vous moiennant, & à moi ce signifiant par ladite Marie à femme & épouse, & en elle je consens comme à ma femme & épouse, & à elle & à vous pour elle je promets, que dorénavant durant ma naturelle vie je l'au-

rai, tiendrai, & recevrai pour ma femme & épouse, & sur ce baille à elle & à vous pour elle ma foi. Quibus verbis, sicut præfertur, per præfatum dominum nostrum Regem lectis, dictis, & prolatis, idem dominus noster Rex & ambassiator suas manus dextera invicem tetigerunt, ac junxerunt; & iis sic actis præfatus dominus Carolus ambassiator, orator, ac procurator prænominatus, alteram membranam sermone gallico conscriptam, quam similiter suis tenebat manibus, alta voce & intelligibili dixit, legit, & protulit, verba sequentia continentem.

LA tres-haute & tres-excellente Princeesse Marie, par la grace de Dieu Reine de France, & sœur de mon souverain Seigneur, par moi Charles de Sombrèset, Comte de Worcester, son commissaire & procureur, à ce par sa commission & procuracion speciale presentement lûe, déclarée & publiée, suffisamment constitué & ordonné, & moi moiennanz, & vous ce signifiant, vous prend Louis, à son mari & époux, & ma tres-redoutée Dame vous promet, & moi pour elle vous promets, que dorénavant, & durant sa naturelle vie, elle vous aura, obeira, tiendra & reputera pour son mari & époux, & sur ce en vertu & pouvoir dessusdit, elle & moi pour elle vous en baille sa foi. Quæ lecta & prolata idem dominus noster Rex, ac ambassiator suas manus dexterâs invicem tetigerunt ac junxerunt; de quibus præmissis omnibus & singulis idem dominus noster Rex & ambassiator nomine quo supra petierunt, prout eorum quilibet petiit à nobis notariis publicis subscriptis, sibi fieri atque tradi publicum instrumentum seu publica instrumenta, unum vel plura. Acta fuerunt hæc in antedicta ecclesia Celestiniensium, sub anno, indictione, mense, die, & Pontificatu prædictis, presentibus dominis Francisco Britanniarum & Valesii Duce, & Comite Engolimensi; Ludovico de Borbonio, Principe de Rupegironis; Ludovico d'Orleans, Duce de Longavilla, & Marchione de Rotelin, magno Cambellano Franciarum; Joanne Stuart, Duce Albanensi; domino Ludovico de Graville, Admiralî Franciarum; reverendissimo ac reverendis in Christo patribus dominis, Georgio de Ambasia, Archiepiscopo Rothomagensi; Stephano de Poncher, Parisiensi; & Erardo de Marchia Carnotensi & Leodineni Episcopis; nobilibus viris dominis, Imberto de Bararnai, Cambellano dicti domini nostri Regis, ordinis milite domino temporali de Bouchagio; & Florimondo Robertet, etiam milite, Thesaurario Franciarum; antedicti domini nostri Regis Consiliariis, unâ cum pluribus aliis testibus ad hæc vocatis.

ET ego Martinus Mesnard, Clericus Parisiis oriundus, in artibus Magister, publicus apostolica & imperiali auctoritatibus, venerabiliumque curiarum conservationis privilegiorum apostolicorum Universitatis & Episcopalis Parisiensis notarius, necnon dictæ Curie Episcopalis scriba juratus, quia præmissis omnibus, & singulis, dum ut supra scribuntur, dicerentur, agerentur & fierent, unâ cum prænominatis testibus, ac notario infra scripto præfatus fui. Idcirco huic præfenti publico instrumento, manu aliena fideliter scripto, signum meum publicum & consuetum, unâ cum signo & subscriptione dicti notarii infra scripti, apposui in fidem, robor, & testimonium veritatis præmissorum requisitus.

Et ego Joannes Cartier, Presbiter Diocesis Carnotensis, in decretis Baccalaureus

reus, publicus apostolica & imperiali auctoritatibus venerabilisque curiæ Episcopalis Parisiensis notarius, ac ipsius curiæ Audientarius juratus, quia præmissis omnibus & singulis, dum ut supra scribuntur dicerentur, agerentur & fierent unâ cum prænominatis testibus, ac notario supra scripto præsens fui, idcirco huic præsentî publico instrumento manu aliena fideliter scripto signum meum publicum & consuetum unâ cum signo & subcriptione dicti notarii supra scripti apposui, in fidem & testimonium præmissorum veritatis requisitus. Signe, *Menojard & Carrier.*

DECLARATION DE L'EMPEREUR MAXIMILIEN, par laquelle il conent que Charles, Prince de Castille, soit compris dans le traité fait à Londres le 7. août 1514. entre les Rois de France & d'Angleterre. A Inspruk, le premier octobre 1514.

MAXIMILIANUS, divinâ favente clementiâ electus Romano-
rum Imperator semper augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantæ, &c. Comes Palatinus, &c. Tenore præsentium profitemur & notum volumus esse omnibus, quod cum in tractatu pacis concluso in civitate Londoniarum, die septima mensis augusti novissimè præteriti inter oratores, commissarios, procuratores & ambassiatores serenissimorum & potentissimorum Regum Francorum, & Angliæ, fratrum & consanguineorum nostrorum carissimorum expressè dicitur contineri, quod inter ceteros confederatos in dicto pacis tractatu comprehendatur serenissimus Carolus Hispaniarum Princeps, Archidux Austriæ, filius noster carissimus, ac omnia & singula ejus dominia, ducatus, comitatus, civitates & oppida, villæ, territoria, & alia quæcumque loca sub ejus obedientia constituta, seu existentia, ac omnes & singuli ejus subditi, incolæ & habitatores quicumque, dantes eidem Principi terminum trimestrem à data dicti tractatus immediatè sequentem, per litteras suas patentes eisdem serenissimis Regibus declarandi, si in tractatu pacis per eos facto comprehendi voluerit, prout in dictis articulis latius contineri dicitur. Nos igitur, qui præfati serenissimi Principis filii nostri carissimi, ejusque statuum, dominiorum, & bonorum quorumcumque tutelam, sive curam & legitimam administrationem gerimus, nostrum desuper consensum, auctoritatem, & decretum impartimur, concedentes & auctoritatem nostram præbentes eidem serenissimo Principi, licet absenti, ut pro se ducatibus, comitatibus, & quibuscumque partiis, dominiis, & subditis suis dictam pacem acceperet & approbet, ac per litteras suas patentes nostro communi sigillo sigillatas, & manu sua signatas declaret & significet præfatis serenissimis Regibus, quod ipse vult & intendit in dicto tractatu comprehendi, & ejus beneficio uti, decernentes hujuscemodi declarationem & notificationem, per eundem serenissimum Principem faciendam, futuram ejusdem roboris & momenti, ac si dicto actui declarationis & notificationis personaliter nostram præstaremus auctoritatem, vel perinde ac si præfatus serenissimus Princeps esset legitimæ ætatis, tutorem vel curatorem non habens; harum testimonio litterarum sigilli nostri appensione munitarum. Datum

*Autriche
1514-
1. octobre;*

in oppido nostro Inspruk, die prima mensis octobris, anno Domini millesimo quingentesimo quarto decimo, regnorum nostrorum, Romani vicefimo nono, Hungariae verò vicefimo quinto. Sic signatum sub plica, MAXIMILIANUS. Et supra plicam, ad mandatum domini Imperatoris proprium, *Rennier*. Plus bas, præsens copia collationata & concordata, est cum suo vero originali per me. Signé, *Hanston*.

*TRAITE' D'ALLIANCE ET CONFEDERATION.
entre le Roi Louis XII. & Jean & Catherine Roi & Reine de Navarre.
A Paris le 20. mars 1514. & ratifié par la Reine le 26. mai 1515.*

*Navarre
1515.
26. mai.*

CATHERINE, par la grace de Dieu Reine de Navarre, Dame de Bearn, Duchesse de Gandie, de Montblanc, & de Pegnasil, Vicomtesse de Châtelbon, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Savoir faisons, que comme puis naguere entre le Tres-Christien Roi de France François I. de ce nom, d'une part, & le Roi de Navarre nôtre seigneur & mari, au nom de lui & de nous, d'autre, ait été fait, conclu, & passé certain traité d'amitié, alliance, & confederation, & par icelui le Roi nôtre dit seigneur & mari ait promis de faire par nous ratifier ledit traité d'amitié, alliance, & confederation, ainsi que plus amplement est contenu és lettres patentes, par ledit Roi nôtre seigneur & mari sur ce octroyées; desquelles la teneur s'ensuit.

JEAN, par la grace de Dieu Roi de Navarre, Seigneur de Bearn, Duc de Nemours, de Gandie, de Montblanc, & de Pegnasil, Vicomte de Châtelbon, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Savoir faisons, que nous considerant & connoissant par effect les grands maux & inconveniens venus par ci-devant, & qui peuvent avenir à cause des divisions, qui ont été & sont entre les Princes Chrétiens; & au contraire les biens innumérables & inestimables, qui viennent & procedent de paix, union, & concorde: considerant aussi, que nous & nos predecesseurs de tout tems ont été en bonne paix, amitié, union, & concorde avec les feus Tres-Chrétiens Rois de France, voulant ensuivre nosdits predecesseurs, avons remontré à Monsieur le Roi, le bon & grand desir, que nous & la Reine nôtre compagne avons eû & avons à lui, & à sa Couronne, & même pour la proximité du sang, qui est entre nous; & afin d'ensuivre nosdits predecesseurs, & continuer ladite bonne amitié, paix, union, & concorde, que nous & nosdits predecesseurs ont & avons eû avec les feus Tres-Chrétiens Rois de France, lui avons requis fût son bon plaisir d'accorder aucun traité d'amitié, alliance, intelligence, & confederation, tant en son nom, que de ses hoirs, & successeurs; promettant tant par nous, que par nôtre dite compagne, & par nos successeurs mâles & femelles, icelles entretenir, observer & garder, promettant aussi faire ratifier, allouer, & approuver, & avoir pour agreables lesdites alliances à nôtre dite compagne; lesquelles ledit Seigneur, pour l'amour & affection qu'il nous a porté & porte, nous a accordées, & nous aussi à lui, en la forme qui s'ensuit.

Et premierement, que bonne, seure amitié, alliance, confederation, & intelligence, sera & est faite, concludë, & accordée, entre ledit Seigneur, & ses successeurs, royaume, duché de Bretagne, & autres duche, comtez, terres & seigneuries, qui lui competent & appartiennent, pais, & sujets perpetuellement & a tousjours, d'une part: Et nous, & nôtre dite compagne, nos enfans mâles & femelles, & nos successeurs, royaume de Navarre, pais, terres & seigneuries, qui nous competent & appartiennent, & nos sujets, d'autre part; tellement que nous serons amis des amis, & ennemis des ennemis, les uns des autres, & ne pourons, ni nos hoirs, ni successeurs, pour quelque cause, couleur, & occasion que ce soit & puisse être, donner aide, secours, faveur, ni assistance aux ennemis dudit Seigneur, ni de sesdits successeurs, ni jamais faire guerre par nous, ni personne interposée, directement ou indirectement, ausdits royaume, duché, autres pais, terres & seigneuries quelconques, audit Seigneur, ni à ses hoirs & successeurs appartenantes; mais serons tenus & obliges de secourir & aider de tout nôtre pouvoir ledit Seigneur, & ses hoirs, & successeurs envers & contre tous, de quelque autorité, condition, ou dignité qu'ils soient, sans nul excepter, pour la tuition, garde, & défense dudit royaume, duché de Bretagne, pais, sujets, terres & seigneuries étans deçà & delà les monts, audit Seigneur appartenantes, & qui lui peuvent competer & appartenir, & à ses successeurs. Et pareillement ledit Seigneur, ses hoirs & successeurs, seront tenus & obliges de faire le semblable envers nous, & nosdits successeurs, & nous aider & secourir de tout leur pouvoir envers & contre tous, de quelque état, qualité, condition, autorité, préeminence, ou dignité qu'ils soient, sans nul excepter, pour la seureté, garde & défense, & recouvrement de nôtre dit royaume, pais, terres & seigneuries, qui nous competent & appartiennent, & à nosdits enfans mâles & femelles. Et davantage, si ledit Seigneur a à besogner pour quelque affaire de nos gens & sujets, nous serons tenus de lui en envoyer & bailler en tel nombre qu'il saura demander, & requerir à ses dépens.

Item. Et si aucun Prince, ou Princes étrangers, quel qui soit, vouloir passer par nosdits royaume, pais, terres & seigneuries, pour venir faire la guerre contre ledit Seigneur, ou ses successeurs en son royaume, pais, & seigneuries, nous ne lui donnerons passage, mais y obvierons de tout nôtre pouvoir; & s'il avenoit, que faire ne le puissions, nous en avertirons ledit Seigneur, & lui requerrons nous envoyer gendarmes, & autres aides, pour resister aux ennemis, qu'ils ne passent par nosdits royaume, terres & seigneuries quelconques. Et pareillement ledit Seigneur, & ses successeurs, seront tenus & obliges de ne donner aucun passage à aucun Prince, ou Princes étrangers, qui voudroient passer par leur dit royaume, pais, terres & seigneuries, pour nous venir faire la guerre à nosdits royaume, terres & seigneuries quelconques; & s'ils n'avoient puissance pour y resister, ils nous en avertiront, pour après leur aider de nos gendarmes, & autres aides, en maniere qu'ils ne passent par leursdits royaume, pais, terres, & seigneuries quelconques.

Item. A été traité & accordé, que tous les sujets de quelque qualité qu'ils soient dudit Seigneur, de ses successeurs, & de nous, & de nos successeurs, pourront dorenavant aller, frequenter, séjourner, & demeurer marchandement & autrement, ainsi que bon leur semblera, par terre, mer, & eaux douces, es pais &

obéissance l'un de l'autre, seurement & sauvement, sans que l'on leur puisse mettre ou donner aucun arrest, détournier, ou empêchement en leurs personnes, marchandises, & biens quelconques, en payant toutefois les droits & devoirs deus & accoutumez.

Item. Aussi a été traité & accordé, que en cette presente amitié, alliance, & confederation, sont & seront compris les alliez & confederez dudit Seigneur, & de nous, lesquels se pourront nommer dedans trois mois, & par lettres parentes bailler & signifier l'un à l'autre.

Item. Aussi a été traité & accordé, que dorenavant ledit Seigneur, ses hoirs & successeurs, & nous & nôtre compagne, & nos hoirs & successeurs, seront tenus & obligez nommer & comprendre les uns les autres respectivement es traittez, alliances, amitez & confederations que nous traiterons ci-après avec quelque Prince, ou Potentat que ce soit. Toutes & chacunes lesquelles choses dessusdites en la forme & maniere qu'elles sont ci-dessus écrites, traitées, & accordées, ledit Seigneur pour lui & ses successeurs, & nous pour nous & nos successeurs, chacun par tant que lui touche & peut toucher, avons promis & juré, promettons & jurons sur le fust de la vraie Croix, & saints evangiles de Dieu, pour ce manuellement par nous touchez, & en parole de Roi, & sur nôtre honneur entretenir, garder, & observer entierement de point en point selon leur forme & teneur, sans par nous ni l'un de nous venir, ni souffrir venir au contraire, en quelque maniere, ni par quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit. Et outre, nous avons promis & juré comme dessus faire ratifier, approuver, & avoir pour agreable ledit traité d'amitié, alliance & confederation ci-dessus mentionné, à la Reine nôtre compagne, & de ce faire envoyer lettres signées de sa main, & scellées de son scel, dedans le premier jour de juin prochain venant, & à tout ce que dit est, entant que à nous & à nos successeurs touche, & peut toucher, tenir & entretenir, avons obligé & obligeons par cesdites presentes tous & chacuns nos biens, neubles & immeubles, presents & à venir. En témoin de ce avons signé celdites presentes de nôtre main, & fait mettre nôtre scel; & nous a baillé ledit Seigneur de tout ce que dessus lettres parentes signées de sa main, & scellées de son scel. Donné à Pais le 20. jour de mars, l'an 1514. Ainsi signé dedans le repli, JEAN. Et au dessus d'icelui, Par le Roi, *De Lajus.*

POUR est-il, que nous ensuivant le vouloir du Roi nôtre dit seigneur & mari, & par les considerations esdites lettres declarées, cejourd'hui, avons ratifié & ratifions, & avons eü & avons pour agreable ledit traité d'alliance & confederation par nôtre dit seigneur & mari fait, conclu, & passé avec ledit Tres-Christien Roi, & avons promis & juré, promettons & jurons sur la sainte Croix & evangiles de Dieu, manuellement par nous touchez, & en parole de Reine, entretenir, garder, & observer entierement ledit traité, d'alliance & confederation de point en point, selon la forme & teneur, sans par nous venir, ni souffrir venir au contraire, en quelque maniere, ni par quelque cause, couleur, ni occasion que ce soit. En témoin de ce avons signé ces presentes de nôtre main, & fait mettre nôtre scel. Donné en nôtre château de Pau, le 26. jour de mai, l'an 1515. Signé, CATHERINE. Et sur le repli : Par la Reine, l'Evêque de Comtens, &

les Seigneurs de Gerdereft, ſenéchal de Bearn, & d'Andovins, & autres preſens ;
De Domec.

SOUS LE REGNE DE FRANCOIS I.

TRAITE' DE MARIAGE DE CHARLES D'AUTRICHE,
depuis Roi d'Eſpagne, & Empereur, avec Madame Renée de France,
ſiſle du Roi Louis XII. A Paris le 24. mars 1514.

F RANCOIS, par la grace de Dieu Roi de France : A tous ceux qui
ces preſentes lettres verront, ſalut. Comme depuis nôtre avènement à la
Couronne, & même au retour de nôtre ſacre & couronnement,
nôtre tres-cher & tres-amié couſin le Prince d'Eſpagne, Archiduc d'Autriche, ait
envoïé pardevers Nous, Henri, comte de Naſſau & de Vianden; Michel de Croy,
ſeigneur de ſaint-Pinon, couſins, ſes Conſeillers & Chevaliers de l'Ordre de la
Toiſon; Michel de Pavie, docteur en Theologie, doien de l'Egliſe de Cam-
brai; Philippes Dales, écuyer, ſon Maître d'hôtel; Mercurin de Gattinare,
docteur; Maître Jean Caulier, Maître des Requêtes de ſon hôtel; & Gilles
Vandesdamme, ſon ſecrétaire, ſes Ambaſſadeurs & Procureurs ſpeciaux; &
par eux nous ait fait dire & déclarer le deſir & affection qu'il a. de vivre en
toute bonne, vraie, entiere, & parfaite amitié avec nous; & davantage d'y
prendre alliance de mariage, ſi nôtre plaſir étoit y vouloir entendre, & lui
bailler nôtre tres chere & tres-amiée belle-ſœur, Renée de France. Pourquoi
nous reduiſant en la memoire la proximité de ſang & lignage, dont ieſui nôtre
couſin le Prince d'Eſpagne, nous attient, deſirant vivre non ſeulement avec lui,
mais avec tous autres Princes, en toute bonne amitié, aiant principalement re-
gard au bien, qui vient & procede de paix & concorde, & au contraire aux
maux & innombrables inconveniens, qui viennent & procedent de la guerre,
avons pour ces cauſes été contents d'entendre à ladite amitié & mariage, &
pour ſur ce communiquer & traiter avec leſdits Ambaſſadeurs & Procureurs
dudit Prince, avons commis, ordonné, & député de nôtre part, Antoine du
Prat, Chevalier, Chancelier de France; Jean d'Albret, Comte de Retel, ſei-
gneur d'Orval; Odet de Foix, ſeigneur de Lautrec; nos couſins; René, Bâ-
tard de Savoie, nôtre oncle; & Imbert de Batarnai, ſieur du Bouchage, Cheva-
lier de nôtre Ordre, tous nos conſeillers & procureurs ſpeciaux, quant à ce.
Leſquels après pluſieurs communications faites d'une part & d'autre, ſont fina-
lement condeſcendus à traiter, accorder, capituler, & paſſer les points, articles,
chapitres, & convenances, tels, en la forme & maniere, qu'il eſt ci-après
déclaré.

Eſpagne:

1514.

24. mars.

A U nom & loüange de Dieu nôtre createur, de la glorieuſe Vierge Marie,
& de toute la Cour celeſte, Amen. A tous preſens & à venir, ſoit noſtoire
& manifeſte, comme tres-haut & tres-puiſſant Prince Charles, par la grace de
Dieu Prince des Eſpagnes, & Archiduc d'Autriche, naguere venu en âge de
puberté, étant par la tres-ſacrée Maſteſté de l'Empereur, ſon ſeigneur & grand-

pere, émancipé, & mis hors de tutelle & mainbournie, & aiant pris à soi l'entiere administration & jouissance des pais & seigneuries à lui appartenans de la succession de feu tres-recommandée memoire le Roi Dom Philippes de Castille, son seigneur & pere, & fils dudit seigneur Empereur; & desirant seldits pais & sujets entretenir en bonne paix, union, & tranquillité, considerant que quasi en un même instant, & au même tems, tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince François, premier de ce nom, Tres-Chretien Roi de France, a été élevé à la dignité roiale, & succédé à la Couronne, & que pour la correspondance & vicissitude desdites successions, contemporances, avec la conformité de l'âge en jeunesse desdits deux Princes, entre lesquels n'avoit encore été entamé aucune pique ou inimitié, & ne s'étoient en rien offenzés l'un l'autre; ains auroient la carte blanche d'un côté & d'autre, il eseroit par volonté divine se, pouvoir trouver la conformité, union, & vicissitude des communes intentions & volontez intrinseques desdits Seigneurs, pour les joindre & allier perpetuellement ensemble, au bien & augmentation de toute la chose publique chretienne, & exaltation de la sainte foi Catolique; icelui seigneur Prince ait pour ce envoié devers ledit seigneur Roi, haut & puissant Seigneur Henri, comte de Nassau, & de Vianden, seigneur de Breda; & Messire Michel de Croy, sieur de saint-Py, ses Chambellans, Conseillers, & Chevaliers de son Ordre de la Toison d'Or, & autres dénommez ses Ambassadeurs, tant pour rendre son devoir de ce qu'il tient en fief de la Couronne de France, que pour lui supplier d'avoir ledit sieur Prince, ses pais, & sujets, en bonne amour, amitié, & intelligence: & pour fondement, sûreté, & perpetuel lien d'icelle amitié, lui donner & accorder à mariage Madame Renée sa belle sœur, que ledit seigneur Prince tient être le plus grand & plus honorable parti de mariage, qu'il pourroit pour le tems présent choisir en toute Chretienité; lesquelles offertes & requêtes ledit seigneur Roi ait eû tres-agreables, même considerant ledit seigneur Prince être extrait de fleurs de lis & de la Couronne de France, & descendu d'Empereurs, & procréé de Roi & Reine, que par les successions qui lui sont échuees, & autres qui lui sont apparentes, de lui échoir & succeder ci-après, a & est apparent d'avoir tant de beaux, nobles & grands pais, roiaumes & seigneuries, que ledit sieur Roi de présent ne pourroit plus hautement, ni plus grandement allier par mariage madite Dame Renée; qu'avec ledit seigneur Prince des Espagnes, & qu'il n'y a nul lien plus ferme, ni plus stable, pour la perpetuation & entiere conservation d'amitié, & union, entre lesdits Sieurs Roi & Prince, que par alliance & conjonction de mariage, qui est selon Dieu & selon nature; & aussi considerant, que les pais dudit seigneur Prince sont voisins & contigus aux pais & roiaume dudit Roi Tres-Chretien, & que selon les admonestemens que le Prince des Philosophes, Aristote, bailloit à Alexandre le Grand, pour la conservation & entretènement des roiaumes, seigneuries, & choses publiques, les amitez, alliances, & compagnies se doivent faire, constituer, & établir entre ceux, qui sont tres-puissants, & soi aider les uns aux autres, & qui sont voisins, & se peuvent voir & converser ensemble, & soudainement se secourir, comme font lesdits sieurs Roi Tres-Chretien, & Prince des Espagne, en faisant laquelle amitié & alliance, soit vrai semblable que de tant plus elle doit être perçurable;

& porter bon fruit, puisque la racine est entiere, & non infectée d'aucune pique ou inimitié. Pour ce est-il que pour l'introduction, fondement perpetuel, & indissoluble seurte d'icelle amitié, alliance, union, & intelligence, entre les depupez dudit sieur Roi, & les Ambassadeurs dudit seigneur Prince, sous les bons plaisirs deldits seigneurs Roi & Prince, ont été avisez les articles deldits mariage & amitié, en la forme & maniere qui s'ensuit.

Premierement, Que le Roi & la Reine sa compagne, autorisée comme il appartient, d'un commun accord & consentement, en parole de Roi & Reine, & par solennelle stipulation promettront & jureront sur la vraie Croix, & sur les saints evangiles de Dieu, par eux & chacun d'eux corporellement touchez, & en la presence du saint Sacrement de l'Autel, & vrai Corps de nôtre sauveur & redempteur Jesus-Christ, sous les peines & obligations ci-dessous contenues & écrites, faire, & procurer par effet, que Madame Renée, sœur de ladite Reine, & belle-sœur dudit Roi Tres-Chretien, après qu'elle aura accompli l'âge de sept ans, & durant la huitieme année de sondit âge, sera fiancée par paroles de futur à Monseigneur le Prince d'Espagne, & après icelle Dame Renée venue à l'âge de douze ans complets, elle par parole de present prendra pour son legitime mari & époux, ledit seigneur Prince, avec les solennitez sur ce requises, si & entant que nôtre mere sainte Eglise s'y accorde & consente. Semblablement, les Ambassadeurs de Monditsieur le Prince, en vertu du pouvoir qu'ils ont, & eux faisans forts pour ledit seigneur Prince leur maître, auquel ils feront ratifier & agréer en semblable forme tout le contenu en ce traité, promettront & jureront en la même maniere que dessus, que aiant icelle Dame Renée accompli l'âge de sept ans, & avant le laps de la huitieme année de sondit âge, icelui sieur Prince d'Espagne, par procureur aiant de lui pouvoir & mandement special, fiancera madite Dame Renée par paroles de futur, & après icelle Dame venue en âge de douze ans complets, Monditsieur le Prince par paroles de present, avec les solennitez sur ce requises, prendra madite Dame Renée à femme & épouse, si & entant que nôtre mere sainte Eglise s'y accorde & consente. Lequel mariage sera solennisé en face de nôtre mere sainte Eglise dedans deux mois après que icelle Dame aura accompli l'âge de douze ans; & au cas que pour la solennisation & perfection dudit mariage, fussent necessaires aucunes dispenses, elles seroient obtenues & impetrees aux frais & dépens du Roi & de la Reine, avant lesdites fiançailles: & après que ledit seigneur Prince d'Espagne, aura en personne, ou par procureur, épousé ladite Dame Renée par paroles de present, seront tenus lesdits sieur Roi & Reine, pour l'accomplissement dudit mariage, faire mener & conduire icelle Dame Renée honorablement, & comme à son état appartient, & icelle rendre à leurs frais & dépens es pais de Monditsieur le Prince d'Espagne, à sçavoir en la ville de Lille, au cas que Monditsieur le Prince soit pour lors en la comté de Flandre, ou en ses pais à l'environ; & au cas que pour lors ledit seigneur Prince soit en Castille, ou autre lieu en Espagne, icelle Dame sera délivrée es villes de Baïonne ou Narbonne, au choix dudit seigneur Prince; & ce dedans deux mois après que ladite Dame aura douze ans complets. Pour le dot de madite Dame Renée, tant pour le droit successif des côtez paternel & maternel, que pour la

dot à icelle appartenant du côté de la Couronne, comme fille de Roi, icelle Dame aura six cens mille écus d'or de poids au soleil, desquels six cens mille écus d'or, le Roi baillera en argent comptant, à Mondit seigneur le Prince, cent mille écus d'or au soleil, au jour de la solennisation & conlommation dudit mariage; & autres cent mille écus d'or au soleil au bout de l'an, & icelui complet & revolu. Et pour les quatre cens mille écus restans, aura icelle Dame la duché de Berri, ensemble toutes ses appartenances & dépendances, pour en jouir par ses mains sans que le Roi y reserve aucune chose, fors la souveraineté, l'hommage lige, les Eglises cathedrales, & autres de fondation roiale, les cas roiaux, & ceux dont par prevenance la connoissance appartient à ses Juges, desquels connoitra le Bailli de Saint-Pierre-le-montier. Et quant aux Greniers à Sel, ledit Sieur Prince & Dame Renée les auront par grace, & en prendront lettres en la forme & maniere que font les autres Princes de France, & ce tant pour elle, que pour ses hoirs & successeurs quelconques, mâles & femelles descendants d'icelle, à rachat desdits quatre cens mille écus au soleil & de poids, à paier pour une fois par ledit sieur Roi ou ses successeurs. De laquelle duché de Berri, en la qualité que dessus, comme chose dotale, & sous la charge dudit rachat, jouira Mondit sieur le Prince, d'Espagne, incontinent que icelle Dame Renée lui sera renduë & delivrée, & que ledit mariage sera solennisé & parfait, comme dit est. Et outre ce, lesdits seigneur Roi & Reine seront tenus meubler, vêtir, & enjouailler ladite Dame Renée, de bons & suffisans meubles, habits, & joiaux, selon qu'il appartient à telle Dame, & à leur dignité roiale; moienant ce que dessus, madite Dame Renée, elle venuë audit âge de douze ans complets, du consentement & autorité dudit Prince son époux & mari, & avant la conlommation dudit mariage, renoncera entierement à tous droits de succession paternelle & maternelle, & autres quelconques, qui lui appartiennent de present, pour quelque cause ou occasion que ce soit, & qu'elle pourroit pretendre, demander, ou quereller esdites successions, & sur les biens de la Couronne, comme fille de France, avec les seuretez qui seront lors avisées par les parties. Et quant aux successions collaterales & transversales, qui lui pourroient échoir ci après, pource que lesdits Ambassadeurs dudit seigneur Prince persistoient de les reserver, & qu'elles demeuraissent saines & entieres; & de la part du Roi étoit persisté, que icelle Dame dût aussi à icelles renoncer, & quitter toutes successions, non seulement écheuës, mais aussi aux successions futures, & qui lui pourroient échoir ci-après; a été avisé, que cette difficulté sera reservée jusques au tems desdites fiançailles, & lors entre lesdits sieurs Roi & Prince sera appointé & déclaré, si ladite renonciation des successions futures se devra faire, ou non. Reciproquement du côté de Mondit sieur le Prince, sera ladite Dame Renée douée de la somme de vint cinq mille écus d'or au soleil de rente annuelle, sa vie durant, qui lui sera assignée par Mondit seigneur le Prince, ou ses heritiers, dedans ses pais étans du ressort du Roi, si avant que faire se pourra; & le reste es pais plus prochains, les maisons & fortifieres pour rien contées; desquelles y en aura une meublée ainsi qu'il appartient à son état, pour sa demeure; laquelle maison, & toutes autres, qui lui seront baillées & assignées, elle sera tenuë maintenir & entretenir en bon & suffisant état, comme doloiriere

douairiere & viagerè doit & est tenuë de faire. Et si le cas, avénoit que Mondit-sieur le Prince au jour & heure de son trépas fût actuellement Roi de Castille, tenant & possédant icelui royaume, le douaire de madite Dame sera de trente mille écus d'or au soleil de rente annuelle sa vie durant, & l'assigner comme dessus : & si le cas avénoit, que après la conformation dudit mariage, madite Dame Renée allât de vie à trépas avant Monditseigneur le Prince son mari, sans delaisser enfans procréés dudit mariage, en ce cas ladite duché de Berri retournera au Roi, ou à ses successeurs de la Couronne, & d'icelle somme de deux cens mille écus, les cent mille demeureront avec les meubles & joiaux à Mondit-sieur le Prince, & aux siens, à la charge de paier les dettes contractées durant ledit mariage ; & les cent mille écus seront rendus au Roi, ou à ses successeurs, en deux ans consecutifs après le trépas d'icelle Dame, à savoir par chacun desdits deux ans, cinquante mille écus. Et par le contraire, si Mondit-seigneur le Prince alloit de vie à trépas, survivant madite Dame Renée, elle renoncera dedans l'an du décès lefdits deux cens mille écus, ou ce qui en sera païé, icelui duché de Berri ou ce qui aura été baillé pour le rachat outre fondit douaire, & aussi gagnera & emortera les meubles, habits, bagues, & joiaux qui seront baillez & deputez à l'usage de sa personne, & ne paiera aucunes dettes. Que s'il avénoit, que Dieu ne veuille, que madite Dame Renée venuë en âge de puberté, ne voulût consentir ou proceder au parfait & conformation dudit mariage, ou que ledit mariage rompît par le Roi, la Reine, ou autre de leur part, durant la minorité & pupillarité de ladite Dame, ou que par autre moien quelconque à faute ou coulpe dudit sieur Roi, de ladite Reine, ou d'icelle Dame Renée, ledit mariage ne sortist effet, en ce cas ledit sieur Roi & Reine, & chacun d'eux entant qu'il lui peut toucher, consentent dès maintenant, pour lors & dès lors pour maintenant, que le comté de Ponthieu, villes de Peronne, Mondidier & Roie, Saint-Quentin, Corbie, Amiens, Abbeville, Montreüil, le Crotoi, Saint-Valeri, Dourlens, les châteaux d'icelles, leurs appartenances & dépendances, demeurent & appartiennent à Mondit-sieur le Prince d'Espagne ; & dès maintenant en ce cas, le Roi cede & transporte audit sieur Prince lefdites comtez, villes & châteaux, seigneuries, chatellenies, avec toutes leurs appartenances & dépendances, droits & actions qu'ils pretendent, ou pourroient avoir sur icelles. Et pour l'entretienement de ce que dit est, le Roi fera que les Gouverneurs, Baillifs, Capitaines, & Châtelains desdites comtez, villes, châteaux, & chatellenies dessusdites, par son expresse ordonnance, & en les quittant quant à ce de leurs sermens & promesses, promettront & jureront aux saints evangiles de Dieu, par eux corporellement touchez, & en la presence du Saint-Sacrement de l'Autel, & de la vraie Croix, qu'en cas de rupture dudit mariage, par faute du Roi, de la Reine, ou de madite Dame Renée, iceux Gouverneurs, Baillifs, Capitaines, & Châtelains chacun endroit foi, bailleront, & delivreront purement & liberalement, sans contredit ou empêchement quelconque, es mains de Monditseigneur le Prince d'Espagne, ou de ses commis & deputez, lefd. comtez, villes, & châteaux, seigneuries, & chatellenies dessus declarées, & toutes leurs appartenances & dépendances, pour en jouir par ledit seigneur Prince, ses hoirs, & successeurs à perpétuité, comme de leur propre chose, sans en attendre aucunes lettres ou ordonnances dudit seigneur Roi, en bailleront lefdits Gouverneurs ;

Baillis, Capitaines ; & Châtelains de ce que dessus leurs lettres & scelez à Monditseigneur le Prince, en eux soumettant & leurs biens à la juridiction & coërtion des censures ecclesiastiques & apostoliques, en la meilleure forme qu'il sera avisé ; lesquels scelez ainsi baillez, s'il avenoit que avant la perfection dud. mariage, & accomplissement des choses dessusdites, aucuns desdits Gouverneurs, Baillis, Capitaines, ou Châtelains, qui auroient baillé lefdits scelez allassent de vie à trépas, ou fussent demis & deposez de leurs états, ceux qui seront subrogez en leurs lieux, avant de prendre la possession desdits offices, seront tenus faire à Monditseigneur le Prince semblables promesses & sermens, & en bailler semblables scelez. Pour plus grande seurété des choses dessusdites, le Roi fera par effet que les Princes de son sang & du royaume, tels que Monditseigneur le Prince d'Espagne voudra nommer jureront & promettront sur leur foi & honneur, les mains touchées es saints evangiles de Dieu, & en la présence du saint Sacrement de l'Autel, de tenir main par effet à l'entretenement de ce présent traité, sans faire, ou souffrir être fait aucune chose au contraire ; & en cas de contravention de la part du Roi & de la Reine, ou de ladite Dame Renée, promettront de non les aider, assister, ou favoriser, ains au contraire porteront toute aide, faveur, & assistance à Monditseigneur le Prince d'Espagne, & ses sujets pour l'entretenement dudit traité, nonobstant leurs sermens & promesses qu'ils pouront avoir envers le Roi ; desquels par ce traité en, cas de contravention, ils demeureront quittes & exemts desdits promesses & sermens. Bailleront aussi lefdits Princes du sang, & autres Princes du royaume, qui seront denomméz, leurs lettres & scelez, se soumettant pareillement à la juridiction & coërtion desdites censures ecclesiastiques & apostoliques, en la forme qu'il sera avisé. Outre ce, lefdits Princes, & autres Seigneurs du royaume aians biens & heritages es pais de Monditseigneur le Prince, & même Messieurs les Ducs & Duchesses de Vendosme & de Longueville, Madame la Comtesse de Vendosme, Louis Monsieur de Vendosme, Prince de la Roche, le Seigneur de Laval, & autres semblables, obligeront & soumettront pour l'entretenement de ce présent traité, quant audit mariage, leursd. biens, terres, & seigneuries tenues & mouvans en fiefs, ou arrière-fiefs, de Monditseigneur le Prince, à peine de les perdre & confisquer à perpetuité au profit de Monditseigneur le Prince & des siens, en cas de contravention dudit mariage du côté du Roi, de la Reine, ou de ladite Dame Renée ; & bailleront aussi de ce leurs lettres & scelez contenant ce que dessus, avec semblables soumissions & censures. Afin que la chose soit plus stable, du consentement dudit Seigneur Roi, douze des bonnes villes du royaume, telles qu'il plaira à Monditseigneur le Prince de nommer, consentiront autant qu'en eux est audit traité de mariage, & icelui agréeront, & renonceroont à tout ce que ci-après ils pourroient dire ou alleguer au contraire ; & de ce bailleront leurs lettres & scelez, par lesquels ils promettrent entretenir credit traité, & tous les points & articles y contenus. Et s'il avenoit, que Dieu ne doint, que le Roi, la Reine, ou ladite Dame Renée, y contrevinsent, en ce cas ils ne les aideront, ou favoriseront, ains au contraire donneront toute aide, faveur, & assistance à Monditseigneur le Prince d'Espagne, & à ses pais & sujets, pour ledit entretenement de ce traité, nonobstant les sermens & fidelitez, qu'ils ont envers le Roi, desquels, quant à l'effet de cette obligation & seurété pour la conservation dudit mariage, ils demeureront quittes & exemts.

Et pour plus grande corroboration desdites promesses & seurtez dudit mariage ce present traité sera passé par le Roi en son Conseil, enregisté & verifié en la Cour de Parlement à Paris, és Chambres des Comptes Generaux sur le fait de la justice des Aides & du Tresor, en la presence & de l'express consentement du Procureur du Roi. Toutes lesquelles solennitez, seurtez, & promesses le Roi fera entierement, & par effet accomplir, & en faire delivrer roiaument, & de fait les lettres & depêches necessaires dedans trois mois prochains; & dès maintenant en la presence des Ambassadeurs de Monditseigneur le Prince y étant led. Seigneur, en forme & maniere que dessus, fera le serment & promettra par icelui, d'entretenir & observer toutes lesdites promesses, & tout le contenu en ce present traité, sous l'hipoteque & obligation de tous & quelconques ses biens presents & à venir, sous le même serment, ledit Sieur renonçant à tous privileges & exemptions, en vertu desquels il voudroit ou pourroit dire être exempt des censures ecclesiastiques, & ne pouvoir être contraint par icelles; & aussi à toutes dispensations qu'il pourroit obtenir de nôtre Saint Pere le Pape, ou des Saints Conciles generaux; & aussi renonçant à toutes constitutions & edits roiaux, ordonnances faites, ou à faire, contraires ou prejudiciables à ce que dessus, se soumettra lui, ses hoirs & successeurs, & leurs biens, quelconques, à la juridiction & coërtion ecclesiastique de nôtre Saint Pere, & du Saint Siege Apostolique, pour y être contraints par toutes censures d'Eglise, comme par Juge competent élu & choisi du consentement des parties; & que dès maintenant ledit Sieur en dérogeant à son privilege pour l'observation desdites promesses, seurtez, & entretenemens dudit traité, s'oblige en la forme de la Chambre Apostolique, & passé procuration speciale & irrevocable, par laquelle il constitue procureurs irrevocables en Cour de Rome, tels qu'ils seront presentement denommez, pour & au nom du Sieur pardevant nôtre Saint Pere, & le Saint Siege Apostolique, confesser judicialement tout le contenu en ce present traité, & subir condamnation spontance à l'observance que dessus, sous la peine desdites censures jusques à l'interdit inclusivement; & de tout ce que dir est, en baillera ses lettres & scellez, en la meilleure forme qu'il sera avisé. Par le contraire, s'il avenoit, que madite Dame Renée venue en l'âge de douze ans complets, Monditsieur le Prince d'Espagne ne voulsist proceder à la conformation & solennisation dudit mariage; ou que ledit mariage rompist par sa faute; en ce cas Monditseigneur le Prince dès maintenant pour lors, & deslors pour maintenant, cede & transporte audit Sieur Roi les comtez d'Artois & Charolois, ensemble les seigneuries de Noiers & Châtelchinson; & outre plus le Prince endroit soi baillera & fera bailler semblables seurtez, lettres & scellez pour l'entretienement & observance dudit traité de mariage audit Sieur Roi reciproquement, suivant lesdites seurtez, lettres, & scellez, qui se doivent bailler de la part du Roi, & en la même forme & substance, à savoir tant des scellez & promesses des Gouverneurs, Baillis, Capitaines & Châtelains desdits comtez d'Artois & Charolois, & autres places dessus obligées & affectées audit entretenement, que des scellez & promesses des Grands Maîtres, vassaux & sujets des pais de Monditseigneur le Prince, & même de ceux, qui ont des biens sous la sujection du Roi; aussi des scellez & promesses des gens des trois Etats, & semblablement les fera verifier, enteriner & enregistrer en son Grand-Conseil à Malines, en ses Finances, & en sa Chambre des Comptes;

Et fera Monditſieur le Prince ſemblables ſermens, obligations, renonciations, & ſoumiſſions aux cenſures, conſtitution de procureurs en Cour de Rome, & de toutes autres choſes endroit ſoy, & ſelon ce que le peut toucher, en la même forme & ſubſtance à laquelle ſ'obligera ledit ſeigneur Roi, comme dit eſt, & à même tems. Leſquelles ſeuretez, obligations, ſoumiſſions, & peines, ſortiront leur plein & entier eſſet, ſi entant que leſdits ſieur Roi & Prince dedans la huitième année dudit âge de madite Dame Renée, & avant leſdites ſangailles, ſoient d'accord, & aient appointé de ladite renonciation pour les ſuccéſſions futures, ſoit de laiſſer icelle renonciation future, ou de la faire; & au cas que leſdits ſeigneurs Roi & Prince ne ſe puiſſent appointer & accorder d'icelle renonciation future, & pour ainſi n'y auroit eſpoir de la perfection dudit mariage, en ce cas, leſdites parties, quant audit mariage, demeureront en leur liberté, & feront leſdites peines & ſeuretez de nul eſſet. Et quant à l'entretènement du ſurplus de l'amitié, & alliance contenuë & déclarée en ce preſent traité, demeurera en ſa force & vigueur, quant à tous les articles & points y contenus, nonobſtant la rupture dudit mariage.

Item. Que une ferme, entiere, ſeure, & parfaite union, intelligence, confederation, & amitié, eſt faite & concluë entre ledit ſieur Roi, & ſes roiaume & ſujets, d'une part; & ledit ſeigneur Prince d'Eſpagne, Archiduc d'Autriche, ſes pais, terres, ſeigneuries, & ſujets, par lui à preſent poſſedez, ſes roiaumes, pais, ſeigneuries, & ſujets qui lui ſont ſuccedez, avenues, & échus, & ceux qui ci-après lui pourroient ſucceder, avenir, & écheoir, incontinent & à meſure qu'ils lui ſeront ſuccedez, d'autre; par laquelle iceux ſeigneurs Roi & Prince, & leurs hoirs, s'entr'aimeront, cheriront, & favorisèront l'un l'autre, comme bons parens & amis, en mettant en oubli, & abolifſant toutes injures, rancunes, haines & malveillances, de fait & de parole, ſi aucunes avoient été le tems paſſé entre leurs predeceſſeurs; au moien de laquelle amitié, union, & intelligence, les gens d'Egliſe, nobles, marchands, & autres ſujets deſdits ſeigneurs Roi & Prince, pourront hanter, communiquer, & converſer marchandement, & autrement les uns avec les autres, és roiaumes, pais, terres, & ſeigneuries deſdits ſeigneurs, même mener & conduire par mer, eaux douces, & par terre, eſdits roiaumes, pais, terres, & ſeigneuries, toutes manieres de vivres, danrées, & marchandifès, en bonne ſeureté, en payant tant ſeulement les anciens tonlieux, peages, paſſages, debites, & autres droits, que de toute ancienneté l'on a accoutumé paier, ſans les contraindre à paier les impoſts & ſubſides mis ſus durant les guerres, ni autres quelconques impoſts depuis dix ans, ſoit l'écu d'or ſur le tonneau de vin, l'impot ou congé ſur le ſel, ou autres quelconques, & avec ce, moiennant leſdites alliances, confederations, & amitié, le Roi & Monditſieur le Prince ſeront tenus aider & aſſiſter l'un l'autre, à la garde, tuition, & déſenſe de leurs roiaumes, pais, terres, ſeigneuries, & ſujets, que à preſent ils tiennent & poſſedent, leur ſont échus & écherront ci-après, contre ceux qui offenſer & invader les voudront, aux dépens toutefois de celui qui demandera l'aide, & ne peuvent & ne pourront le Roi, ni Monditſieur le Prince, par eux ni par autre, directement ou indirectement, favoriſer les ennemis l'un de l'autre, de gens d'armes, d'argent, d'artillerie, de biens, paſſages, vivres, ni autres choſes quelconques, en façon que ce ſoit, le tout ſans fraude & mal-engin; & ſi le Roi ou Monditſieur le

Prince, veulent ci-après faire quelque juste conquête, icelui d'eux, qui la voudra faire, la communiquera à l'autre, & seront tenus s'en traider selon que par eux lous sera avilé. En cette amitié sont compris les alliez, amis, & confederex de chacun desdits seigneurs Roi & Prince, lesquels en dedans six mois, s'ils y veulent estre compris, seront tenus en faire declaration par leurs lettres patentes, & les envoyer a celui, qui les aura denommez, pour le faire sçavoir à l'autre; lesquels alliez, amis, & confederex, seront nommez dedans huit jours par chacun desdits sieurs Roi & Prince; & si aucuns desdits alliez, amis, & confederex, étoient refusans ou dilaians de bailler leurs lettres declaratoires de l'acceptation d'icelle amitié, soit dedans le tems dessusdit, soit après les avoir baillez, fissent quelque chose contraire, & au prejudice d'icelle amitié, en ce cas ils seront forclos du benefice de ladite amitié: neanmoins, quant ausdits seigneurs Roi & Prince, & autres denommez, qui l'entretiendront, demeureront en sa force & vigueur. Le Roi rendra en soufrance les foi & hommage, que ledit Prince d'Espagne est tenu lui faire, à cause des comtez, terres, & seigneuries qu'il tient sous son obéissance, jusques à ce que ledit seigneur Prince d'Espagne aura l'âge de vint ans; & neanmoins, si cependant il se trouve en personne avec le Roi, lui pourra faire lesdits foi & hommage, & à ce sera par ledit sieur reçu. Et pource que en ensuivant le traité de Cambrai, les deputez du Roi, & de Monditseigneur le Prince se sont trouvez & assemblez es villes & citez de Tournai & Cambrai, pour traiter, appointer, & decider plusieurs doléances & plaintes faites d'un côté & d'autre, touchant les juridictions, ressorts, & souverainetez des comtez de Flandre & d'Artois, en quoi chacun disoit & maintenoit estre foulé & empêché, esquelles assemblées & communications, a été par lesdits commis & deputez appointé de plusieurs desdites doléances & plaintes, afin que ci-après un chacun se puisse regler & conduire selon la raison, sans rien entreprendre les uns sur les autres; & afin que toutes lesdites doléances mises en avant, & autres que l'on y pourroit mettre, & dont l'on se voudroit plaindre, puissent estre determinées, décidées, & appointées, lesdits sieurs enveroient leurs deputez au premier jour d'aoust prochainement venant, en la cité d'Arras, avec pouvoir suffisant pour icelles vuider, decider, & determiner, & celui qui faudra à envoyer audit jour, paiera pour toutes peines, interests, & dommages, à celui qui y aura envoyé, la somme de dix mille livres tournois, & si decideront & appointeront des hommages, ressort, juridiction, & droits pretendus par Monditsieur le Prince es comtez de Boulogne, & de Guines, avec les pertes, dommages, & interests, qu'ont supporté les marchands du royaume, & des pais de Monditsieur le Prince, durant la guerre d'entre les royaumes de France, & d'Angleterre: & dedans lequel premier jour d'Aoust, seront par Monditsieur le Prince, envoyez, & baillez es mains de commissaires, qui seront ordonnez de par le Roi à ladite journée, les noms de ceux dudit royaume, qui auront fait lesdits dommages, & dont on se plaint, afin qu'ils soient évoquez & appelez à icelle journée, pour en répondre, & en cas de défaut ou contumace, y estre procedé par lesdit commissaires à lad. journée, selon qu'ils aviseront estre à faire pour raison. Le semblable se fera de la part du Roi, aux commissaires de Monditsieur le Prince, de ceux, dont aucuns marchans du Roi se plaindront. En contemplation d'icelle amitié, Monditsieur le Prince, & son prochain hoir mâle descendant dudit mariage, jouiront, possè-

seront, & prendront de grâces & pardon du Roi, à leur profit chacun an, l'aide ordinaire d'Artois, que l'on dit *l'ancienne composition d'Artois*, à commencer dès le premier jour de decembre dernier passé, par les mains du Receveur commun par le Roi, & par leur simple quittance, en la forme & maniere accoutumée du tems du feu Roi de Castille, pere de Monditsieur le Prince, parmi ce que Monditsieur le Prince d'Espagne baillera lettres au Roi signées de sa main, & scellées de son sceau, par lesquelles il confessera icelle composition appartenir au Roi, & qu'il l'a & tient par don & grace de lui; & ce afin que par longue succession de tems, l'on ne puisse dire icelle appartenir à icelui sieur Prince, & l'avoir prescrit. Et si consent & accorde le Roi, que Monditsieur le Prince, & son hoir mâle issu de ce mariage, puissent lever & exiger, ou faire lever & exiger toutes & chacunes les aides & subides, qui leur ont été ou seront ci-après consenties, & accordées par les Etats du pais & comté d'Artois, sans que pour les lever il leur convienne après chacun accord & consentement avoir lettres du Roi, sinon de dix ans en dix ans, pour lesquels premiers dix ans, le Roi leur fera dès à present bailler & delivrer ses lettres. Quant à la comté de Charolois, terres, & seigneuries de Noiers, Châtelchinon, Chauffin, & la Perriere, avec leurs appartenances & dépendances, pource qu'elles ont été baillées & transportées à Madame de Savoie, tante de Monditsieur le Prince d'Espagne, pour une portion de ses droits maternels, & pour en jouir sa vie durant seulement, & après son trepas le tout doit retourner à Monditsieur le Prince, & aux siens, madite Dame jouira de benche de cette amitié, & alliance, en laquelle elle sera nommément comprise, avec tous les pais, & sujets qu'elle tient, réservé quant au domaine de ladite seigneurie de Noiers, qui demeurera es mains du Duc & Duchesse de Longueville, selon les conditions & qualitez contenues & déclarées au traité de Cambrai, en faisant chacun de sa part ce en quoi ils sont pour ce tenus en vertu dudit traité de Cambrai. Et quant à ce qui de la part de madite Dame de Savoie a été requis d'avoir main-levée desdits comté, seigneurie, & grenier à sel d'icelles, ensemble les prises & levées depuis ladite mainmise, attendu la contradiction faite de la part de Messieurs les Duc & Duchesse de Longueville, & que lesdites parties se sont trouvées en faits contraires, tellement qu'il n'est bonnement possible pour le present faire icelle mainlevée sans connoissance de cause, a été avisé pour non empêcher la conclusion du surplus de ce present traité, que madite Dame baillera sur ce requête au Roi, lequel lui fera administrer bonne & brieve justice, sommairement & de plain, & sans figure de procès. Et semblablement lesdits Duc & Duchesse de Longueville, & lesdits seigneurs de Castenoy, & de Soie, & autres aians aucunes places occupées & empêchées au comté de Bourgogne, demanderont justice en la Court de Parlement à Dole, à l'encontre des détenteurs & occupateurs, & autres qu'il apartiendra, laquelle leur sera aussi administrée sommairement & de plain, sans forme ni figure de procès. Et après que ladite mainlevée sera obtenue de la part de madite Dame de Savoie, Monditsieur & elle, chacun endroit soi, jouiront durant cette presente amitié, desdits comté de Charolois, terres, & châtellenies de Noiers, & Châtelchinon, Chauffin, & la Perriere, tout ainsi, & sous les mêmes préeminences & graces, qu'en jouissoit le feu Roi de Castille, pere de Monditsieur, au tems de son decés, à sçavoir madite Dame sa vie durant, & après, Monditsieur le Prince, en la même qualitez, &

ce quant aux dons & subsides des sujets desdits comtez & seigneuries, en la maniere accoutumée, en baillant par ledit Roi semblables lettres qu'ils ont eü par ci-devant; & aussi quant à la permission & octroi des greniers à sel, & droits de gabelle d'iceux, en prenant lettres du Roi de deux ans en deux ans; outre que le cours du sel de Salins, & distribution d'icelui en la duché de Bourgogne, & terres adjacentes, sera entretenu en la maniere accoutumée. Que la surseance & soufrance des mille livres viennoises sera entretenü durant cette amitié en la forme accoutumée, en octroyant par le Roi au profit de Messieurs & Dame, pour les arrerages pretendus du passé, semblables lettres d'aquit & décharges, qui furent octroyées audit Roi de Castille. Les nominations des Grenetiers & Contrôleurs de Charolois, & d'icelles seigneuries de Noiers, & Châtelchinson, seront faites par Monditsieur le Prince d'Espagne, & madite Dame sa tante, respectivement, chacun en son tems, en la forme accoutumée, sans rien innover par ce présent traité d'amitié: & l'institution desdits officiers se fera par le Roi à ladite nomination, sans pareillement rien innover aux gages, & mettre nouvelles charges sur le droit de gabelle: & avec ce lesdits Grenetiers & Contrôleurs, durant le tems de cette amitié, & dudit octroi de droit de gabelle, rendront leurs contes & contrôles, ainsi qu'ils faisoient du vivant & au tems du trepas dudit feu Roi de Castille, en delivrant seulement à la Chambre des Comptes à Dijon le double des comptes, qu'ils auront rendus pardevant les Auditeurs des Comptes de Monditsieur le Prince, ou de madite Dame sa tante, le droit de souveraineté en tout & par tout gardé au Roi, pour vuider les différends étans entre les officiers du Roi au Bailliage de Sens, & quartiers de Langres, d'une part; & les officiers de madite Dame au comté de Bourgogne, & bailliage d'Amont, à cause des villages de Precy-le-grand, & Bellemont-les-nonnes, d'autre part; & aussi pour decider des nouvelles, que madite Dame pretend & dit être faites au prejudice de la juridiction ordinaire de Chaussin, & la Perriere, seront commis & deputez aucuns bons personnages d'un côté & d'autre, tant de la part du Roi, que de Monditsieur le Prince, & de madite Dame, qui se trouveront en la ville d'Esnonne le premier jour de novembre prochainement venant, pour déterminer & appointer les différends dessusdits. Que dorénavant pour les exemptions, qui se feront au comté de Bourgogne par voie de justice, pour le paiement des subsides dudit comté, contre quelconques personnes aians des biens audit comté, à la requête d'aucuns sujets du Roi, seront tenus lesdits sujets de recourir à la justice, en la forme & maniere qu'il est dit & contenu au traité de Cambrai. Que le droit d'Aubenage, qui naguere a été mis sus en la duché de Bourgogne, contre l'ancienne coutume, n'aura lieu contre les sujets dudit comté de Bourgogne aians aucuns biens audit duché, en outre, sans prejudice des choses dessus traitées, icelles demeurant en leur entier, & tous autres droits, actions, & querelles pretendues par le Roi, & Monditsieur le Prince d'Espagne, à quelque couleur, titre, ou occasion que ce soit, dont n'est faite mention en ce traité, & auxquels n'est par icelui traité dérogé, demeureront en leur entiere force & vigueur, lesquels tant d'un côté que d'autre se pourroient poursuivre par voie amiable de justice.

Les Conservateurs de ce présent traité seront, nôtre Saint-Pere le Pape, le Saint-Siege Apostolique, le Saint-Empire, Electeurs, & Princes d'icelui, qui

pourront & seront tenus assister de leur pouvoir la partie qui entretiendra ce present traité à l'encontre de celle qui ne le voudra entretenir ni observer. Toutes lesquelles choses ci-dessus écrites & déclarées, ledit Sieur Roi en la présence desdits ambassadeurs de Monditsieur le Prince, comme dit est, lesquels aussi seront le semblable en vertu de leur pouvoir; & après Monditsieur le Prince en la présence des ambassadeurs, qu'il plaira au Roi pour ce envoyer devers lui, ratifieront, agréeront, approuveront, prometttront, jureront, chacun endroit soi, en la forme & maniere dessus déclarée, avec renonciations & soumissions y spécifiées, & en dépêcheront lettres en bonne forme, contenant ce que dit est, lesquelles seront delivrées d'un côté & d'autre avec les enregistrements, verifications, & enterinemens dessus mentionnez, ensemble les autres sceulx & seuretez dedans trois mois prochains, à commencer de la date du serment & publication de ce present traité, au *vidimus*, ou copie autentique duquel present traité sera ajoutée pleine & entiere foi comme à l'original.

Ce present traité d'amitié, alliance & confédération a été conclu & accordé, en la forme & maniere ci-dessus écrite, par les commis & deputez du Roi, & par les ambassadeurs dudit Sieur Prince d'Espagne, sous le bon plaisir desdits Sieurs Roi & Prince. En témoin de ce ont signé ces presens articles de leurs seings manuels, le 24 jour de mars, l'an 1514. à Paris. collationné. Extrait des Registres de la Chambre des Comptes. *Bourlon.*

*ACTE FAIT ENTRE LES AMBASSADEURS
du Roi François I. & de Charles, Prince d'Espagne, touchant le
recouvrement du royaume de Navarre, en consequence du traité fait
à Paris au mois de mars 1514.*

*Navarre
1514.
31. mars.*

SUR ce que les deputez du Roi ont déclaré aux ambassadeurs de Monsieur le Prince d'Espagne, que le Roi, en gardant le traité d'amitié fait entre lui & Monditsieur le Prince, peut & pourra, & entend assister & aider le Roi de Navarre à la tuition ou recouvrement dudit royaume de Navarre, occupé par le Roi d'Aragon, grand-pere de Monditsieur le Prince, & par lui dénommé son allié, & lesdits ambassadeurs ont soutenu & soutiennent le contraire, pour ce que par ledit traité d'amitié, est dit entres autres choses, que iceux Sieurs Roi & Prince, leur amitié durant, pourront poursuivre leurs droits & quelles par voie amiable, ou de justice, & selon ce doivent regler les alliez d'un côté & d'autre.

A cette cause a été avisé, pour mettre fin audit différend, que dans six mois prochainement venans, iceux Seigneurs Roi & Prince, pourront ainsi que par chacun d'eux sera avisé, envoyer leurs ambassadeurs par devers ledit Roi d'Aragon, pour le persuader de vouloir prendre journée amiable pour vider les différends étans entre iceux Rois d'Aragon & de Navarre, & ou l'un d'eux ne se vouldr accorder, moienneront de les faire condescendre à élire arbitres.

Et si le Roi d'Aragon ne vouloit entendre à ladite voie amiable, ni s'en rapporter aux deputez du Roi & de Monsieur le Prince, ni élire arbitres, ou ne vouloit obtemperer & fournir à l'ordonnance desdits deputez, ou arbitres, ou que
les

les choses *dessusdites ne soient accomplies dedans un an parla faute desdits Sieurs Roi d'Aragon, ou Prince, esdits cas ledit Sieur Roi d'Aragon demeurera forcos du benefice dudit traité d'entre iceux Seigneurs Roi & Prince. Et pareillement si ledit Roi de Navarre ne vouloit entendre à ladite voie amiable, ni s'en raporter aux deputez desdits Sieurs Roi & Prince, ni élire arbitres, ou ne vouloit obtemperer & fournir à l'ordonnance desdits deputez ou arbitres, ou que à sa faute les choses susdites ne fussent dedans l'an accomplies, esdits cas icelui Seigneur Roi de Navarre demeurera forcos dudit traité d'amitié d'entre iceux Seigneurs Roi & Prince. En témoin de ce, nous deputez & ambassadeurs susdits, avons signé ces presentes de nos seings manuels, & promis un chacun endroit soi respectivement les faire ratifier & avoir agreable ausdits Seigneurs Roi & Prince. Fait à Paris le dernier jour de mars, l'an 1514. avant Pâques. Ainsi signé, *Henri de Navarre. Michel de Croy. Michel de Pavie. Caulier. Mercurin de Gattinara. Vandesdamme.*

TRAITE' ENTRE LE ROI FRANCOIS I. ET HENRI VIII.

Roi d'Angleterre, le 5. avril 1515.

UNIVERSIS & singulis præsentis litteras inspecturis, Joannes de *Angle-*
Selva, jurium doctor, curiæ supremæ Burdegalenſis Primus Præſidens; *terre.*
& Petrus de la Guiche, miles, ejusdem loci dominus, Baillivus Ma- *1515.*
tisiconenſis & Lugdunenſis, christianissimi, serenissimi, ac potentissimi *5. avril.*
Principis Franciſci, Dei gratia Francorum Regis, Ducis Mediolani, & Domini
Genæv, oratores, procuratores, ambaffiatores, & ad infra ſcripta commiſſarii
deputati, ſalutem. Notum facimus & ſciatis, quòd cum pax inextimabile bonum,
à Chriſto redemptore noſtro veris chriſticolis pro ſummo munere datum & reli-
ctum, à Regibus & Principibus chriſtianis ſit maximè inquirendum & aſſectan-
dum, ac ſummo deſiderio ſuis regnis & ſubditis procurandum, ſine qua chriſtiana
religio, juſtitia, cæteræque virtutes detrimenta patiantur, & vitia virtutes ſe men-
tiantur; conſiderantes etiam commoda & utilitates, quæ retroactis temporibus, &
maximè ſuperioribus annis, regnorum Franciæ & Angliæ incolis ex bono pacis,
& Regum amicitia ſupervenerunt, & poſthac in dies povenire poterunt, quotque
calamitates, ærumnæ, deſolationes, & incommoda ex bello paſſim exoriantur.
Igitur nos præſati chriſtianiffimi, potentiſſimi, ac invictiſſimi Principis conſilia-
rii, oratores, ambaffiatores, commiſſarii, procuratores & nuncii ad infra ſcripta
ſufficienter auctoritati, pro ſitma pace, ſideli amicitia, & vera concordia inter
eundem potentiſſimum & chriſtianiſſimum Regem noſtrum, & illuſtriſſimum &
potentiſſimum Henricum Angliæ Regem, & dominum Hiberniæ, ejusdemque
Chriſtianiffimi Regis conſanguineum & fratrem cariſſimum, eorundemque ſub-
ditos, alligatos, conſederatos, qui per præſentem tractatum comprehenduntur,
ac eorum regna, patrias, dominia, civitates, terras, oppida, villas, territoria,
caſtella, & loca quæcumque hujus tractatus tempore, per eorum aliquem habita-
renta, poſſeſſa, aut occupata, habendum, tenendum & inviolabiliter obſervan-
dum cum reverendiſſimo in Chriſto Patre domino Thoma, miſeratione divina
Eboracenſi Archiepiſcopo; generolo & illuſtri domino Thoma, Duce Norfolkiæ,

Tome II.

R.

Theſaurario & Mareſcallo Angliæ; & reverendo in Chriſto Patre Ricardo, Epifcopo Vintonienſi, privati ſigilli Regis cuſtode; & venerabili & egregio viro domino Joanne Yong, Legum doctore, & Vicecancellario Angliæ; dicti Regis Henrici oratoribus, ambaffiatoribus, commiſſariis, procuratoribus, & nunciis ſpecialibus ad hoc ſpecialiter deputatis, & ſufficientem autoritatem habentibus, ad honorem & laudem Dei omnipotentis, glorioſiſſimæque Virginis Mariæ, totius curiæ cæleſtis, & Chriſtianæ religionis exaltationem & incrementum convenimus, pacti ſumus, concordavimus & concluſimus, atque autoritate commiſſionum noſtrarum, quarum tenores inferiùs inferuntur, per præſentes convenimus, concordamus & concluſimus articulatim, prout ſequitur.

Imprimis, &c.

Item, Conventum & concordatum eſt pro libero & pacifico intercurſu mercium & mercatorum utriuſque Principis, quòd durante pace prædicta, ſeu ejuſdem pacis termino, nulla navis armata, & ad bellum ſeu guerram inſtructa & parata egredietur, ſeu egredi permittatur portus maritimos regnorum Franciæ & Angliæ, niſi priùs ſatiſdederit, bonamque & ſufficientem cautionem & ſecuritatem præſtiterit in manibus Admiralidi Franciæ; ſeu ejus locumtenentis, vel alterius judicis ordinarii illius loci quoad naves Franciæ; & Admiralidi Angliæ, ſeu ejus locumtenentis, aut conſuetudinariorum prædictorum portuum, quoad naves Angliæ; de non invadendo, moleſtando, deprædando, vel offendendo ſubditos utriuſque Principis, aut eorum alterius, nec eorum alligatos & conſöderatos, nec eis injuriam aliquam inferendo, vel quovis quæſito colore inferri procurando, ſub pœna publicationis navium, & punitionis corporis, cum reſtitutione omnium bonorum, & damnorum quibuſcumque illatorum.

Item, Quòd nulla extraneorum navis ad dictum bellum ſeu guerram parata aut inſtructa recipiatur, de cætero durante dicta pace in præſatis regnis Franciæ & Angliæ, nullaque alimenta, commeatus, victualia, tormenta, ſeu alia quæcumque armamenta vel ſubſidia eiſdem extraneis pro dictis navibus inſtruendis & parandis præſententur, vendantur, ſeu quovis modo minitrentur, imò penitus denegentur; nec ſimiliter prædictæ res, bona, ſeu mercantiæ deprædæ & captæ per dictas extraneorum naves, ſeu eorum nautas, aliquatenus in dictis regnis Franciæ & Angliæ venales recipiantur, ſeu venditioni exponantur, aut vendi ſinantur; imò omnis favor & commercium eiſdem extraneis nautis tanquam piratis ſeu prædonibus omninò denegetur: & ſi huiuſmodi naves in aliquo portu Franciæ vel Angliæ, anchoris affixæ, vel colligatæ fuerint, vel earum nautæ eas egrediantur, civitatem, villam, oppidum, vel caſtrum illi portui proximum prædas vendendi aut victualia emendi gratia, vel ex alia quacumque cauſa, intraverint, licebit incolis illius loci, tam naves, quàm eos unà cum prædis capere, & cuſtodis mancipare, ac pro commiſſo juſtè in eos animadvertere, ut pœna eorum ſit metus aliis huiuſmodi facinora deinceps committendi.

Item, Quòd in præſati tractatu pacis & amicitæ comprehendantur amici, alligati, & conſöderati utriuſque partis ſubſequenter nominati, videlicet pro parte Regis Francorum, ſanctiſſimus Dominus noſter Papa Leo decimus, Eccleſia Romana ac ſancta Sedes Apoſtolica, ſacrum Imperium, Reges & regna Hungariæ, Scotiæ, Portugalliæ, Daciæ, Navarræ, Duces Sabaudiæ, Lotharingiæ, Gueldriæ, Dux & Dominium Venetorum, Dominium Florentiæ, Epifcopus Leodiſis, Mar-

chio, Mantuæ Montisferrati, & Saluciarum, ac dominus de Sedano; & pro parte Regis Angliæ, sanctissimus Dom. noster Leo decimus Pontifex maximus, Ecclesia Romana & sancta Sedes Apostolica, Bononia, ac omnia oppida, civitates, castra, villæ & territoria, ad patrimonium sancti Petri & sanctæ Romanæ Ecclesiæ spectantia, & quoquo modo pertinentia, sacrum Imperium, ac illustrissimus Princeps Carolus Princeps Castellæ, Archidux Austriæ, ejusdemque hæredes & successores, necnon illustrissima domina, domina Margareta Imperatoris filia, & prædicti Principis amita, Archiducissa Austriæ, ac omnia & singula ejusdem Principis Castellæ dominia, ducatus, comitatus, civitates & oppida, villæ, territoria, & alia quæcumque sub obedientia dicti Principis existentia, ac omnes & singuli ejus subditi, incolæ & habitatores quicumque, salvis juribus superioritatis, rellorti, & aliis juribus eidem Regi Christianissimo competentibus, & absque istorum jurium præjudicio, Rex Daciæ, necnon Clivenfis, Juliacensis, & Venetorum Duces, Dominia Venetorum & Florentinorum Communitas & societas Ansæ Theutoniciæ, Antonius, dominus de Ligne, & Helvetii sive Svvitenses.

Item. Quamvis dicti Rex & regnum Scotiæ fuerint comprehensi & nominati pro parte dicti Christianissimi Regis Francorum, fuit tamen & est expressè conventum & concordatum, quod si præfatus Rex Scotiæ, aut ejusdem Regis locumtenens, vel Gardianus Marchiæ vel Marchiarum, cum quocumque numero, vel aliquis alius subditus, vel aliqui alii subditi dicti Regis Scotiæ mandato, vel permissione prædicti Regis locumtenentis, vel gardiani, simili modo cum quocumque numero, post quintum decimum diem mensis maii proximè futurum; quem quidem terminum præfati oratores Christianissimi Regis habent, & super se assumpserunt, ad præfatum Regem Scotiæ, vel ejus Consilium super hujusmodi comprehensione, & ejus conditionibus certificandum, hostiliter, vel violenter invaserit, vel invaserint, aut excursum fecerit, vel fecerint in regnum Angliæ, super subditos ejusdem homicidium, incendium, deprædationes, vel violentias fecerit, vel fecerint, incolæ & habitatores quicumque eo ipso pro nulla habeatur; vel si aliquis subditus, vel subditi prædicti Regis Scotiæ, sine mandato vel permissione ejusdem Regis, ejusve locumtenentis, vel gardiani, cum numero trecentarum, vel supra, hostiliter vel violenter invaserit, vel invaserint, aut excursum fecerit, vel fecerint in regnum Angliæ, & super subditis ejusdem homicidium, incendium, furtum, vel rapinam fecerit, vel fecerint; & præfatus Rex Scotiæ, ejusve locumtenens vel gardianus Marchiæ vel Marchiarum eorum, qui hujusmodi invasionem vel excursum fecerint, super hoc per Gardianum, vel locumtenentem Marchiæ, vel Marchiarum regni Angliæ, infra quam vel quas facta est hujusmodi invasio, vel excursus, admonitus, vel submonitus, infra quadraginta dies ex tunc proximè sequentes at'ata non restituerit, damna non restituerit, & justitiam secundum exigentiam & merita causæ, ac juxta & secundum ritum, leges, & consuetudines Marchiarum illarum tempore ultimæ pacis in hujusmodi casibus observatas & usitatas, non fecerit, prædicta comprehensio similiter pro nulla habeatur. Si verò cum minori numero fiant hujusmodi invasiones, excursus, homicidia, deprædationes, vel violentiæ, fiat justitia modo & forma contentis in tractatibus ultimæ pacis; & pari modo Rex Angliæ, ejus locatenentes, Gardiani Marchiarum, & subditi ejusdem Regis Angliæ à prædictis homicidio, incendio, deprædationibus, violentiis, furtis vel rapinis abstinebunt, & erga Regem Scotiæ, &

ejusdem Regis subditos, in omnibus & per omnia æquabiliter, & modis prædictis se habebunt, & habere tenebuntur.

Quòd verò mutuum conversationem, commercium, & mercium intercursum inter subditos utriusque regni spectat, iidem subditi in omnibus & per omnia se mutuo habebunt, & tractabunt, prout tempore ultimæ pacis se habere & tractare debebant, & tenebantur.

Item. Quòd alligati & confœderati prædicti, videlicet præfati Rex Scotiz & Princeps Castellæ infra tres, reliqui verò ab una vel altera parte comprehensî, salvo Sanctissimo Domino nostro supra dicto, qui absque termini præfixitione sit comprehensûs, infra duodecim menses datam præsentis tractatus proximè & immediatè sequentes, per litteras suas magno sigillo suo sigillatas, & manibus suis signatas, Principi eos comprehendenti, si per ipsum voluerint comprehendi, declarabunt & significabunt, idemque Princeps alteri Principi infra dictos tres menses, quoad Regem Scotiz, & Principem Castellæ, & quoad reliquos, infra duodecim menses, per litteras suas magnis sigillis suis sigillatas, & manibus suis signatas, præfatis litteris dictæ comprehensionis declaratoriis annexis, eandem declarationem notificabit & significabit.

Item. Actum & concordatum est, quòd supra dicti pro comprehensîs alligatis & confœderatis nominati non comprehendantur, in quantum concernit ducatum Mediolani, Dominium Genæv, comitatum Aïtensem, & alias terras & dominia in Lombardia existentia, in quibus prædictus Rex Francorum jus prætendit.

Extractum ex articulis pacis inter oratores Christianissimi Francorum Regis, & oratores serenissimi Angliæ Regis conclusis, die quinta mensis aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo decimo-quinto. I. de Selva.

Donation faite par la Reine Claude du Duché de Milan, au Roi François I. son époux. Du 28. juin 1515.

Milan.

1515

28. juin. **C**LAUDE, par la grace de Dieu Reine de France, Duchesse de Bretagne, &c. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Savoir faisons, que nous considerant le bon & entier amour, que nôtre tres-cher & tres-ami seigneur Monseigneur le Roi, nôtre confort & époux, nous a toûjours porté par ci-devant & encore fait; & pour le remunerer du don. qu'il lui a plu faire des duchez d'Anjou, Angoumois, & comtez du Maine & de Beaufort, & soi charger du mariage de nôtre tres-cher & tres-amée sœur Madame Renée de France, & nous en décharger, & nôtre dit duché de Bretagne: considerant aussi les frais, mises, & dépenses qu'il a convenu & convient faire pour la conquête du duché de Milan, & autres terres & seigneuries à nous appartenans au pais d'Italie, les peines & travaux, que nôtre dit seigneur & époux prend continuellement, pour icelles recouvrer, le grand & quasi infini argent qui par plusieurs années, tant du vivant de feu nôtre tres-cher seigneur & pere le Roi Louis, que Dieu absolve, que depuis a été tiré hors du royaume de France, pour conquerir par diverses fois, & garder lesdits duché de Milan, & autres terres & seigneuries dudit pais d'Italie; & aussi que plusieurs Princes & Seigneurs de nôtre sang, & autres grands seigneurs, sujets & vassaux du royaume, ont exposé leurs personnes

& biens en faisant lesdites conquêtes, Sur ces causes, & aussi pour l'amour reciproque, que portons à nôtre dit seigneur & époux, & à la Couronne de France, dont sommes issuë & extraite, desirant la prosperité & augmentation d'icelle de tout nôtre cœur; sur ce bien conleillée & autorisée suffisamment, entant que besoin seroit, de nôtre dit seigneur & époux, de nôtre propre mouvement, liberale volonté, pleine puissance, & autorité roiale, en usant du privilege écrit en droit, par lequel les Reines ne sont sujetes aux constitutions & coutumes, disant les donations faites par les femmes à leurs maris durant leur mariage non valoir, à icelui nôtre seigneur & époux, à ce present, acceptant, & stipulant, avons donné, cédé, & transporté, & par ces presentes donnons, cedons, & transportons par donation faite entre-vifs irrevocable, nosdits duché de Milan, & autres terres & seigneuries à nous appartenans, en quelque maniere que ce soit, audit pais d'Italie, tant & si avant qu'elles se comportent & entendent, sans y rien reserver, pour d'icelles jouir par nôtre dit seigneur & époux; & s'il nous survit sans hoirs descendans de nôtre dit mariage, ou après le trépas d'iceux descendans, s'il leur survit après nôtre deces, comme de sa propre chose & heritage; & promettant en bonne foi & parole de Reine, de garder & observer les choses dessusdites, & ne venir jamais au contraire pour quelque cause, raison, ou moien que ce soit, directement ou indirectement: & si promettons les garantir & défendre envers tous & contre tous, & paier tous interets & dommages, que Mondit seigneur le Roi pourroit avoir, si ladite donation ne sortoit son plein & entier effet, & ce, sous l'hypothèque & obligation de tous, & chacuns nos biens, & même ment desdits duché de Milan, & autres terres & seigneuries dessusdites, & renonçons à toutes exceptions, tant de droit que de fait; & voulant, lesdits cas avenant, qu'il en puisse prendre possession toutes fois que bon lui semblera. En tēmoïn

Die vigesima-octava mensis junii, anno millesimo quingentesimo decimo-quinto, donatio supra dicta facta est, presente domino nostro Rege acceptante, domino Magistro Florimondo Robertet, & Roberto Gedouin, & nobis notariis subscriptis.
De Montenault. Passille.

Lettres de la Regence de France données par le Roi François I. à Louise de Savoie, Duchesse d'Angoulesme & d'Anjou, sa mere. A Lion le 15. juillet 1515.

FRANCOIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme pour vraie, & juste droit & titre, que nous avons au duché de Milan nôtre heritage, & dont nous avons été investis par l'Empereur, lequel duché à present est detenu & usurpé par Maximilien Sforce, nôtre ennemi & adversaire, avons par meure & grande deliberation, fait dresser, & mettre sus une grosse & puissante armée, où allons en personne, pour, moien nant l'aide de Dieu nôtre createur, & de nos bons & loiaux serviteurs, amis, & confederez, icelui reduire en nôtre obeissance; & combien qu'aions fait, & établi en plusieurs contrées de nôtre dit royaume, faisans les fins & limites des pais de nôtre obeissance, aucuns nos lieutenans particuliers, pour prontement

R iij

*Regence
de France
1515.
15. juillet*

pourvoir & obvier aux surprises, qui y pourroient être, en maniere que inconvenient n'en puisse avenir à nous, & nôtre dit royaume; pareillement aions nos Cours souveraines, qui distribuent & administrent la justice à nos sujets, toutefois pourtant que pour l'execution de nôtre dite entreprise, nous pourrions hors celui nôtre royaume pour aucune espace de tems soit besoin, pour conserver & entretenir paix, & par tout nôtre royaume, & avec les royaumes voisins, ainsi que desirons, & faire plusieurs autres choses requises, & qui continuellement occurrent en un tel royaume, laisser en icelui personnage representant nôtre personne, & qui ait parfait amour, & tel que avons en nôtre dit royaume, & auquel nosdits sujets puissent avoir recours, comme à nous même, pour la provision, direction, & conduite de tous les affaires concernans les biens de nous, & de toute la chose publique; & à cette consideration, que tous les Princes & Seigneurs de nôtre nôtre sang nous suivent & accompagnent en cettedit nôtre entreprise. Avons avise bailler cette charge & pouvoir à nôtre tres-cherre & tres-aimée Dame & mere, la Duchesse d'Angoulesme & d'Anjou, comme à celle dont avons toute entiere & parfaite confidence, & que savons certainement, qu'elle se saura sagement & vertueusement acquiter par sa prudence, pour la grande & singuliere amour, & telle qu'elle porte à nous, & icelui nôtre royaume, à laquelle nôtre Dame & mere nous laissons bonne & notable compagnie de bons, grands, & vertueux personnages de tous états, tant pour le fait de la justice, finances, que autres, afin de lui aider à conduire lesdites affaires. Savoir faisons, que nous, ces choses considerées, icelle nôtre dite Dame & mere pour ces causes, & autres raisonnables à ce nous mouvans, de nôtre certaine science, puissance, & autorité roiale, avons constitué, ordonné, & établi, constituons, ordonnons, & établissons par ces presentes, durant nôtre premier voiage, & jusques à nôtre retour d'icelui, avoir le regime & gouvernement, & toutes administrations des affaires d'icelui nôtre royaume, pais, terres, & seigneuries deçà les monts, comme representant nôtre personne; & lui avons donné & donnons specialement par celsdites presentes plein pouvoir, autorité, & mandement special de vaquer, entendre, & soi employer de par nous à la conduite desdites affaires, & faire vivre en bon ordre, justice, & police, les sujets de tous nosdits royaume, pais, & seigneuries, de leur faire faire & administrer justice par nosdites Cours souveraines, Prevôts, Bailliages, Senéchaussées, & autres nos affaires en son pouvoir & jurisdiction, d'ouïr les requêtes, plaintes, & doléances de tous nosdits sujets, & sur icelles leur pourvoir, & faire pourvoir comme il apartiendra, de faire assembler & mander devers elles tel nombre de nos Presidents & Conseillers de nos Cours souveraines, Chambres des Comptes, & autres nos officiers & serveurs notables, qu'elle verra être à faire pour avoir d'eux conseil & avis, & iceux employer en l'expedition de nosdites affaires, qui pourroient occurrer & survenir durant nôtre dite absence, & faire obeïr les provisions, arrests, & executions de nosdites Cours, tant de nos Cours de Parlement, Generaux de la justice des Aides, que de ladite Chambre des Comptes; de faire mettre sur les champs en armes les gens de guerre de nosdites ordonnances, que laissons, nobles gens de nôtre ban, arriereban, & autres nos gens de guerre de pied & de cheval, pour aller es lieux, & ainsi qu'elle trouvera être à faire necessaire pour la garde des villes, places & châteaux d'icelui nôtre dit royaume, ainsi qu'il sera besoin; de croître & diminuer,

enuer & changer les garnisons desdits gendarmes, qui sont en icelles places, ainsi
 que pour la garde & seurété d'icelles, & bien de nôtre dit royaume, lui semblera
 bon ; de faire faire les monstres & paiemens de nos gens de guerre, & les faire
 vivre en bon ordre & police, & selon les ordonnances par nous faites sur le fait
 de la gendarmerie, & ordonner des commissaires & contrôleurs qu'il faudra pour ce
 faire, & donner lettres, & saufconduits, passage & seurété à ceux, & pour tel tems
 qu'elle verra être à faire ; de pourvoir & disposer de tous états & offices de nôtre
 dit royaume, tant de justice, gardes & capitaines de nos bonnes villes, châteaux,
 places, forteresses, que de nos finances ordinaires & extraordinaires, & autres,
 toutes & quantes fois que vacation y écherra, ou commettre à l'exercice d'iceux, jus-
 ques à ce que y aions autrement pourvu, de telles personnes, & ainsi qu'elle verra
 être à faire ; & aussi recevoir & admettre les résignations de ceux qui tiendront au-
 cuns offices, & pareillement donner, & conférer les benefices, qui vaqueront du-
 rant le tems de nôtre dite absence, qui seront en nôtre collation, présentation,
 ou disposition, & qui vaqueront par droit de regale, ou admettre les résignations
 d'iceux, & presenter ausdits benefices de ceux qui seront à nôtre présentation,
 ainsi que besoin sera ; de remettre, quitter, pardonner & abolir à tous ceux que
 besoin sera tous cas, crimes, & délits, qu'ils pourroient avoir commis & per-
 petrer envers nous, & justice ; de conserver & continuer tous privileges, fran-
 chises, libertez, exemptions, dons & octrois des villes & communautéz, & parti-
 culiers de nôtre dit royaume, qui les voudront acquerir par tel tems qu'elle verra
 être raisonnable ; de faire rabais, moderations, & diminutions de fermes, &
 octroier lettres d'anoblissement, amortissement, legitimations de bâtards natura-
 lisez, & congez de tester à étrangers, ou pour tenir benefices en nôtre dit roiau-
 me, pais, terres, & seigneuries de deçà les monts, en payant les sommes qu'ils
 pourroient devoir par raison desdits anoblissemens, legitimations, amortissemens,
 & congez de tester, ou icelles finances donner, quitter, & remettre pareillement ;
 donner, & disposer de tous droits de lots, ventes, rachaps, quintes, requints,
 deniers, & autres profits de fiefs, droits, & devoirs seigneuriaux, amendes, au-
 baines, & forfaitures, & confiscations aux personnes ; & ainsi d'ordonner des
 paiemens de noldits gens de guerre, tant de nos ordonnances, mortepaies, gens
 de pied, que autres qui pourroient être mis sus pour nôtre service, pour tel tems
 à tel feur, & ainsi qu'elle avisera ; d'avoir connoissance sur le fait & distribution
 de nos finances, tant ordinaires qu'extraordinaires, les faire distribuer és choses qui
 requierent prompt provision pour le bien, tuition, & défense de nôtre dit royaume,
 & aussi pour le fait des pensions, & entretenemens des seigneurs, & autres per-
 sonnages qui sont en nos Etats, & autrement, ainsi qu'elle avisera & verra être
 à faire ; de taxer & ordonner loïages, salaires, vacations, dons & recompenses
 raisonnables, ou ainsi qu'il apartiendra, & verra être, & sur ce decerner ses let-
 tres & aquits necessaires, signez de sa main, & de l'un de nos amez & feaux no-
 taires & secretaïres signant au fait de nos finances, qui seront dressées, & verifiées
 par nos amez & feaux, les gens de nos Comptes, Tresoriers de France, & Ge-
 neraux Conseillers par nous ordonnez sur le fait de nold. finances, comme à cha-
 cun d'eux apartiendra, auxquels nous mandons ainsi le faire ; & lesquels aquits
 & mandemens autorisons, & voulons être de tel effet & valeur, & servir à l'a-
 quit de tous ceux qu'il apartiendra, comme s'ils étoient faits & octroïés par nous,

de faire les ordonnances, statuts, & edits que par conseil elle trouvera, & faire se devra pour le bien de nôtre dit royaume, pais, seigneuries & sujets, & ausdites ordonnances, statuts & edits, qui ont été par ci-devant faits par nos predecesseurs Rois, & nous, déroger, & d'icelles relever ainsi, & par la forme & maniere qu'elle avifera, & bon lui semblera; de mander & faire assembler, si besoin est, les gens des Etats de nôtre dit royaume, ou d'aucuns quartiers d'icelui, & à iceux faire remontrances de nosdites affaires, & leur requérir & demander deniers, ou autres choses, ainsi que nôtre affaire le pourra requérir; & generally de faire & befogner par nôtre dite Dame & mere en toutes les choses dessusdites, & autres qui pourroient survenir, & qui ne sont en ce pour ce declarées, leurs circonstances & dependances, tout ce qu'elle verra & connoitra être bien pour le bien de nous, de nôtre dit royaume, & de nosdits sujets & habitans en icelui, & tout ainsi que nous mêmes ferions, & faire pourrions, si presens y étions en personne, posé qu'il y eût chose qui requit mandement plus special; promettant en bonne foi sur nôtre honneur & parole de Roi, avoir agreable, ferme, & stable tout ce que par nôtre dite Dame & mere sera fait & besogné es choses dessusdites, & chacune d'icelles, leurs circonstances & dependances. Si donnons en mandement par ces presentes à nos amez & feaux les gens tenans, & qui tiendront nos Cours de Parlement, à tous nos Baillis, Senéchaux, Prevôts, Capitaines, & autres nos Officiers, Justiciers & Sujets, & chacun d'eux si comme il apartiendra, que à nôtre dite Dame & mere, & à ceux qu'elle admettra & deputera es choses dessusdites, leurs circonstances & dependances, ils obeissent & fassent obeir, & entendre comme à nôtre personne, prestant & donnant conseil, confort, aide, & prisons, si métier & requis en sont, en faisant lire & publier cetui nôtre present pouvoir par les gens de nosdites Cours, & enregistrer en nos Greffes d'icelles Cours, quand ils en seront requis. Mandons en outre à nos amez & feaux les Tresoriers de France, & Generaux de nosdites Finances, que toutes les parties & sommes de deniers, qui auroient été payées par l'ordonnance d'icelle nôtre dite Dame & mere, expediee comme dit est, ils souffrent & permettent être alolluées es comptes, & rabatués de la recepte de ceux qui en auront fait les paiemens, & de chacun d'iceux respectivement, pour autant qu'il leur pourra toucher, par nosdits gens des Comptes, ausquels nous mandons ainsi le faire sans difficulté, en rapportant celsdites presentes signées de nôtre main, ou le *vidimus* d'icelles, fait sous le scel royal, ausquelles voulons foi être ajoûtée comme à l'original, & l'ordre ordonnance de nôtre dite Dame & mere, avec les quittances des personnes, à qui auront été faits lessdits paiemens. Car tel est nôtre plaisir, nonobstant quelconques ordonnances, restrictions, mandemens, ou defenses à ce contraires. En témoin de ce, avons fait mettre nôtre scel à celsdites presentes. Donné à Lion le 15. jour de juillet, l'an de grace 1515. & de nôtre regne le premier. Ainsi signé, *François*. Et sur le repli: Par le Roi en son Conseil, auquel Messieurs les Ducs d'Alençon, de Bourbon, Connétable, de Vendôme, de Gueldre, & de Lorraine, vous le Bâtard de Savoie, le Sieur de Boisy Grand Maître, de la Trimouille premier Chambellan, de Lautrec, & de Chabannes, Maréchaux de France, Generaux des Finances, & autres presens. Ainsi signé, *Robertet*. Et scellé sur queue double de cire jaune.

Ligne,

Ligue, confederation & amitié perpetuelle entre le Roi François I. le Pape Leon X. la Republique de Florence, le Duc d'Urbain, & toute la Maison de Medicis. A Viterbe le 13. octobre 1515

*Le Pape,
Florence
& Urbain
1515.
13. octob.*

IM PRIMIS, quod nos & prædictus Christianissimus Rex, & uterque nostrum reciproce obligati simus, quantum quemque nostrum contingit, ad tuitionem & defensionem personarum, status, & dignitatis utriusque ad invicem, adversus quoscunque hostes, inimicos & adversarios, nullius cuiuscumque ratione aut exceptione habita.

Item. Quod prædictus Christianissimus Rex tutari & defendere teneatur & debeat personam nostram, & statum omnem ecclesiasticum, terrasque omnes & dominationes, quas Ecclesia Romana de præsentis possidet & tenet, simulque juvare nos & auxilium nobis præstare ad recuperandum à quibuscunque pro tempore occupatoribus, seu detentoribus, quæcumque bona ad ecclesiam iuste spectantia, necnon etiam tutari atque defendere quæcumque impostorum ecclesie debite & iuste quæsierit & possederit; de iustitia autem liberè stari debeat declarationi nostræ. Per præsens autem capitulum non intelligatur in aliquo derogari aut præjudicari dominis Venetis, quoad quæ de præsentis possident, ita quod idem Christianissimus Rex non possit in suam protectionem, tuitionem, aut defensionem recipere terras ecclesie, quas nos immediatè tenemus & possidemus; & si quas ipse Rex hæctenus in suam protectionem receperit, illis specialiter & expresse renuntiare teneatur; ita quod si de cætero aliquis vassallus, feudatarius, seu vicarius dictæ Romanæ Ecclesie, in protectione & defensione dicti Regis esse voluerit, illos aut aliquem ex eis non recipiat sine scitu nostro, & absque his clausulis, scilicet dummodo id fiat sine præjudicio iurium Ecclesie, & ipsa Ecclesia excepta, de quo tamen præjudicio ante omnia stari debeat declarationi nostræ, ac receptionibus hæctenus per ipsum Regem factis renunciari debeat, ita quod prædictus Christianissimus Rex teneatur sal omne necessarium ducatu Mediolanensi facere capi de terris Ecclesie pro convenienti pretio, super quo convenient officarii nostri & officarii Christianissimi Regis, aut alias, prout asseritur alias conventum fuisse inter felicitis recordationis Julium Papam secundum prædecessorem nostrum, & claræ memoriæ Ludovicum Francorum Regem & hoc ad nostram & primi successoris nostri capitula huiusmodi servare volentis vitam dumtaxat; ita quod prædictus Christianissimus Rex civitatem & Rempublicam Florentinam patriam nostram dulcissimam, quam paterna dilectione in visceribus gerimus caritatis, non secus ac statum & propriam personam nostram tutari & defendere teneatur. Ita quod idem Christianissimus Rex teneatur suscipere in suam peculiarem tuitionem & sincerum patrocinium totam domum & familiam nostram de Medicis, quæ ex beneficio prædecessorum ejusdem Regis liliis in suprema ipsius familie insignii pila honestata & decorata fuit, præsertim dilectos filios nobiles viros Julianum, fratrem germanum, ejusdem Regis ex matrimonio cum ejus matertera contracto affinem, & Laurentium nepotem, nostros secundum carnem & eorum descendentes in infinitum, ac eos in dicta civitate Florentina in eo statu, in quo ad præsens existunt, manutenere, & in quibuscunque eorum bonis, tam in Dominio Florentino, quàm alibi ubicunque locorum existentibus, necnon

Tome II.

S

in civitatibus, castris, terris, & locis omnibus, quas & quæ de præfenti possident, & in futurum possidebunt, etiam nobis vita fundis, perpetuo conservare. Nos verò versa vice eidem Francisco Christianissimo Regi, in fide & verbo veri Romani Pontificis, promittimus & per præfentes sibi teneri volumus ad tuendum & defendendum sibi ducatum Mediolani, necnon terras, & potentatus, quos ipse Christianissimus Rex in dicto Ducatu de præfenti tenet & possidet, ac tenebit & possidebit in futurum; necnon ex nunc eidem Christianissimo Regi Parmam & Placentiam civitates relaxamus ac dimittimus. Adjicientes, quod per præsentem confederationem inter nos & prædictum Christianissimum Regem initam non sint nec esse intelligantur dissolutæ confederationes & ligæ, quas quilibet nostrum habet cum Principibus christianis, etiam dilectis filiis nobilibus Helvetiis, in quantum supra dictis capitulis in aliquo non præjudicent, & sine illorum præjudicio servari possint, quæ supra dictis capitulis salvis semper remanentibus salvæ maneant & servari debeant, cum per nos ad effectum duntaxat universalis pacis, & in Turcas sanctæ expeditionis, initæ & firmatæ fuerint. Ita ad hoc, ut dicta sancta expeditio, quæ nobis semper animo insedit, & summo desiderio à nobis affectata fuit, omni sublato impedimento ad finem operatum celerius perducì possit, & effusio humani sanguinis inter christianos tandem finis imponatur. Promittimus unà cum prædicto Christianissimo Rege dare operam, ut fiat pax universalis inter eandem Principes christianos, ut arma & magnus exercitus adversus immanissimum Turcam hostemque fidei christianæ facilis moveri & congregari possint.

In quorum fidem, præsentem scripturam fieri, & annuli piscatoris sigilli jussimus impressione muniri. Datum Viterbii, die 13. mensis octobris, anno Incarnationis Dominicæ 1515. Pontificatus nostri anno 3. ita est. *Petrus Bembus.*

TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI FRANÇOIS I. ET CHARLES, Roi de Castille, & de mariage entre Madame Louise de France, fille du Roi François. & ledit Charles, Roi de Castille. A Noion le 13. aoust 1516.

Espagne.
1516.
13. aoust.

FRANCOIS, par la grace de Dieu Roi de France, Duc de Milan, & Seigneur de Gennes, &c.

Ce sont les articles, lesquels à l'honneur, gloire, & louange de Dieu nôtre Createur, de la glorieuse Vierge Marie, & de toute la Cour celeste, ont été traitez, accordez, & conclus entre les ambassadeurs & deputez de tres-hauts, tres-excellens & tres-puissants Princes, le Roi Tres-Chretien François I. de ce nom, & le Roi Catolique Charles, c'est à sçavoir de la part dudit Roi T. C. Maître Artus Gouffier, Chevalier, seigneur de Boisy, Conseiller & Chambellan ordinaire dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, & Grand-Maître de France, Reverend Pere en Dieu, l'Evêque de Paris; & Maître Jâques Olivier, Président en la Cour de Parlement à Paris: Et de la part dudit Roi Catolique, Maître Guillaume de Crouy, seigneur de Chievres, son Grand Chambellan; Maître Jean le Sauvage, Chevalier, seigneur d'Escambeckue, son Chancelier; & Maître Philippe Haneton, son Audiençier, à la journée où ils se sont trouvez, & assembles en la ville & cité de Noion, au

premier jour de ce present mois d'aoust, en ensuivant la conclusion prise à une autre journée, qui dernièrement fut tenuë en ladite ville de Noion, pour traiter, tant de l'assurance de la bonne amitié, confederation, alliance & intelligence, qui est entre lesdits Rois, & la faire & rendre plus exacte & durable, au bien, seureté & repos d'eux, soulagement & pacification de leurs roiaumes, pais, terres & seigneuries, & sujets, que pour autres grandes matieres concernant la paix, le bien & utilité d'eux, & de leursdits roiaumes, pais, terres & seigneuries; lesdits ambassadeurs garnis chacun des pouvoirs suffisans desdits Seigneurs Rois & Princes dessus nommez, quant à faire, conclure, & accorder les choses qui s'ensuivent.

Premierement, combien que entre lesdits Rois Tres-Chretien & Catolique ait été & soit prise par le traité, qui fut fait à Paris le 24. jour du mois de mars 1514. bonne amitié, confederation, alliance, & intelligence, en laquelle il n'a été rien innové d'une part ni d'autre; neanmoins pour plus grande corroboration & fermeté d'icelle, lesdits Ambassadeurs sachent la volonté & singulier desir qu'iceux Seigneurs Rois Tres-Chretien & Catolique ont de vivre & demeurer en ladite amitié, confederation & alliance, a été expressement dit & accordé, que bonne seure, vraie, loiale, & indissoluble amitié, union fraternelle, intelligence, confederation, & alliance perpetuelle, est & sera de nouveau prise entre les Rois Tres-Chretien & Catolique, pour eux & leurs successeurs Rois, & chacun de leurs roiaumes, pais, terres & seigneuries, tant deçà que delà les monts, en façon qu'iceux Seigneurs Rois dorenavant seront bons, vrais, & loiaux freres, amis, confederetz, & alliez, amis des amis, & ennemis, des ennemis pour la garde, tuition, & défense de leurs états, roiaumes, pais, terres, & seigneuries, & sujets, tant deçà que delà les monts, s'entr'aimeront, cheriront, & garderont chacun bien & loiaument de tout leur pouvoir la vie, l'honneur, & les états l'un de l'autre, sans fraude, dol, ou machination quelconque, & ne favoriseront, ou soutiendront quelque personne que ce soit, l'un à l'encontre de l'autre.

Mêmement ne donneront passage, aide, faveur, assistance, ou rectiel par leurs villes & pais, soit de vivres, artillerie, gens, argens, ou autres choses, à celui ou à ceux qui par invasion pourroient ou voudroient porter nuisance ou grevance l'un à l'autre, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit, & seront tenus aider, & assister l'un à l'autre à ladite garde, tuition, & défense de leurs états, roiaumes, pais, terres & seigneuries à present qu'ils ont, tiennent, & possèdent, tant deçà que delà les monts, envers & contre tous ceux qui invader ou offenser les voudroient, sans nul excepter, aux dépens toutefois de celui qui demandera l'aide, sauf que le Roi catolique pourra aider & assister à l'Empereur son grand pere, à la garde, tuition, & défense de ses états, pais, terres & seigneuries; & aussi ledit Seigneur Roi Tres-Chretien demeurera en son entier d'aider aux Venitiens, & ensuivant le traité qu'il a avec eux, lequel demeurera en sa force & veru; toutefois si lesdits Venitiens vouloient courir sus audit Roi Catolique, au roiaume de Naples, ou Sicile, & ailleurs en ses roiaumes, pais, terres, & seigneuries, ledit Roi Tres-Chretien fera tenu lui donner aide, par la maniere que dessus est dit.

Et si iceux Rois & Princes vouloient ci-après faire aucune juste conquête, celui d'eux qui la voudra faire la communiquera à l'autre, & par commun accord

seront tenus s'entr'aider selon ce qu'entr'eux sera lors avisé.

Item. Et pourront les sujets desdits Rois, de leurs royaumes, pais, terres, & seigneuries, licitement converser ensemble, aller, venir, demeurer & frequenter seurement & saurement, tant en fait de marchandise, qu'autrement, par mer & par terre, & eaux douces, sans que par eux, ou leurs biens soit ou puisse être fait, mis, ou donné aucun empêchement, ou dommage, au prejudice les uns des autres, en payant seulement les anciens peages, ordinaires à tous lieux, & autres devoirs, en la forme & maniere que de toute ancienneté l'on a accoutumé de paier.

Item. S'il avenoit, que Dieu ne veuille, que aucun dommage fût fait, donné ou procuré à l'un desdits Seigneurs Rois, ou leurs serviteurs & sujets, si-tost qu'il viendra à la connoissance de celui, par qui ou par les serviteurs & sujets duquel le dommage auroit été donné ou procuré, incontinent & sans delai le fera reparer, & punira ou fera punir les delinquans, selon l'exigence des cas, & comme infracteurs & perturbateurs de paix, amitié, & alliance; & en cette amitié, & confederation seront compris les amis, alliez & confederetz de chacun desdits Seigneurs Rois.

C'est à sçavoir, de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, nôtre Saint Pere le Pape, le Saint Siege Apostolique, le Saint Empire, Electeurs & Princes dud. Empire, les Rois d'Ecosse, de Hongrie, les Ducs de Savoie, de Lorraine & de Gueldre, les Huit Cantons des Liges qui sont entrez en l'alliance dudit Seigneur Roi, la Ligue - Grise, les Seigneurs de Venise, de Florence, & Luques, les Marquis de Montferrat & de Saluces, l'Evêque du Liege, & le Seigneur de Sedan.

Et de la part du Roi Catolique, nôtre dit Saint Pere le Pape, la Majesté Imperiale, les Electeurs, & autres Princes dudit Saint Empire, les Rois de Hongrie, de Boëme, & Danemarc, d'Angleterre & de Portugal; Madame Marguerite, Archiduchesse d'Autriche, Douairiere de Savoie, tante dudit Roi Catolique; les Ducs de Lorraine, de Savoie, de Saxe, de Cleves, de Juliers, & de Brunsvic, & leurs serviteurs & sujets, le Marquis de Bade, l'Evêque de Cambrai, avec les duché, ville & cité de Cambrai, & comté de Canibresis, avec la cité, ville & Etats d'Utrecht, les Liges des Suisses, les Comtes de Horn & de VVerdembruch, les citez, villes, & états des pais de Liege & de Loz, les citez & états de Metz, les Barons, Nobles, & autres sujets du pais de Gueldre, tenans le parti dudit Seigneur Roi Catolique; & pourront nommer, si bon leur semble, les autres alliez dedans huit mois prochainement venans, s'ils veulens être compris, seront tenus en faire declaration par leurs lettres patentes, & les envoier à celui, qui les aura denommez, pour le faire sçavoir à l'autre: & si aucuns desdits alliez, amis, & confederetz étoient refusans ou delaians de bailler, donner les lettres declaratoires de l'acceptation d'icelle amitié dedans le tems susdit, ou après les avoir baillées, fassent contre & au prejudice d'icelle amitié, ladite amitié quant ausdits Seigneurs Rois demeurera en sa force, vertu, & valcur.

Item. Et pour ce que par ledit traité fait & conclu à Paris entre lesdits Rois Tres-Chretien & Catolique, auroit été convenu & accordé, que ledit Roi Catolique prendroit en mariage Madame Renée de France, fille de ses tres-recommandée memoire le Roi Louis XII. dernier decédé, que Dieu absolve, elle parvenue en l'âge requis pour la consommation dudit mariage, avec certaines

conditions contenuës audit traité ; néanmoins depuis que le trépas du feu Roi d'Aragon est intervenu, ledit Roi Catholique considerant, que desdits Rois Tres-Chretien & de Madame la Reine sa compagne est issuë Madame Louise, leur fille ainée & unique, leur a fait remontrer qu'il desiroit singulierement l'avoir pour sa compagne & future épouse, tant pour la hauteur & noblesse du sang dont elle est issuë, que pour plusieurs autres bons regards & considerations, les requerant tres-instamment qu'ils voulussent obtemperer à sadite requeste, & que lesdits Roi & Reine Tres-Chretiens entendant le bon vouloir & affection qu'icelui Roi Catholique a en cette matiere, & le grand bien qui en dépend en maintes manieres, & que le lien de mariage est le plus sur & le plus convenable lien selon Dieu & nature, qui soit pour conserver l'amour & l'alliance des Princes, & icelle augmenter, & tenir plus ferme & stable, ont été contens d'y entendre, & liberalement condescendre ; outre qu'ils considerent, que plus hautement & honorablement ils ne pourroient marier ni alier ladite Dame leur fille, ni à Prince auquel ils portent plus d'amour, ni dont ils desirent plus l'amitié, confederation & alliance, ni pareillement qui soit plus requise pour la conservation & entretenement en toute seureté de leursdits états, royaumes, pais, terres, & seigneuries, & sujets ; & à cette cause lesdits ambassadeurs sachant les vouloirs & intentions desdits Rois & Princes leurs Maîtres en cette matiere, ont expressement traité, conclu, & accordé, que ledit Seigneur Roi Tres-Chretien, & Madame Claude de France la Reine, sa compagne & épouse, sur ce dûement autorisée de sondit seigneur époux le Roi Tres-Chretien, en parole de Roi & Reine, & par solennelle stipulation, promettront & jureront sur les saints evangiles de Dieu, que pour ce & chacun d'eux toucherront en la presence du saint Sacrement, du precieux corps de nôtre sauveur & redempteur Jesus-Christ, sous les peines, & obligations ci-dessous contenuës & écrites, faire & procurer par effet, que madite Dame Louise leur fille après qu'elle aura l'âge de sept ans, & durant la huitieme année de son âge susdit, sera fiancée par paroles de futur audit Seigneur Roi Catholique, & après icelle Dame venuë en âge d'onze ans & demi accomplis, & elle par paroles de present prendra pour son legitime mari & époux icelui Roi Catholique, avec les solennitez requises, si Dieu & sainte Eglise s'y accordent.

Et aussi lesdits ambassadeurs dudit Seigneur Roi Catholique ont promis & accordé qu'icelui Seigneur Roi Catholique jurera en semblable maniere que dessus, qu'ayant madite Dame Louise accompli l'âge de sept ans, & avant l'expiration de la huitieme année, ils procureurs aians cause de lui pouvoir & mandement special, fiancera madite Dame Louise en paroles de futur, & après icelle Dame venuë en l'âge d'onze ans & demi accomplis, ledit Seigneur Roi Catholique par paroles de present, avec les solennitez requises sur ce prendra à femme & épouse madite Dame Louise, si Dieu & sainte Eglise s'y accordent, & seront impetrées à communs dépens les dispenses, tant du serment, qui a été fait pour le fait dudit mariage à futur, ci-devant pourparlé dudit Seigneur Roi Catholique & de madite Dame Renée, & aussi pour les dispenses de la perfection dudit mariage present de lui & de mad. Dame Louise, si aucunes sont requises : & après que ledit Roi Catholique aura en personne, ou par procureur, épousé madite Dame Louise par paroles de present, seront tenus lesdits Roi & Reine Tres-Chretiens, pour l'accomplissement dudit mariage, faire mener & conduire icelle Dame Louise honorablement,

& comme à son état appartient, & icelle rendre à leurs frais & dépens es pais dud. Seigneur Roi Catolique, c'est à favoir en la ville de Lille, au cas qu'il y fût pour lors, en la comté de Flandres, ou en ses pais d'environ; & au cas qu'il fût en Castille, ou autre lieu en Espagne, icelle Dame sera delivrée es villes de Perpignan, ou Fontarabie, au choix dudit Roi Catolique; & dedans deux mois après que ladite Dame aura lesdits onze ans & demi accomplis, & qu'il aura épousé ladite Dame par paroles de present, en faveur & contemplation dudit mariage, led. Seigneur Roi T.C. son pere lui constituera en dot, & audit Roi Catolique son futur époux, tout le droit, nom, raison, action & querelle qu'il pretend lui competer & appartenir au royaume de Naples, & aussi la meublera & enjoillera de tous meubles, habits, joiaux, tels qu'à son état appartient, & par ce moien elle & sondit futur époux, en la forme & maniere qu'il sera avisé, renonceront à tous droits paternels, maternels, & collateraux, qui lui seront & pourront échoir & avenir, pour quelque cause que ce soit, au profit des enfans mâles venus du mariage desdits Roi & Reine Tres. Chrétiens, tant qu'il y ait mâles, ou descendans d'eux. Et s'il venoit, que Dieu ne veuille, que durant l'âge desdits onze ans & demi accomplis, ledit Roi Catolique allât de vie à trépas, ladite Dame prendra ledit Seigneur Infant Dom Fernand de Castille, son frere, s'il n'étoit lors marié à la fille d'Hongrie. Et s'il venoit, que Dieu ne permette, que madite Dame Louise allât de vie à trépas devant led. oize ans & demi accomplis; & que de la grossesse d'enfant que la Reine a de present, vint une fille, ledit Seigneur Roi Catolique la prendra, ledit âge de onze ans & demi accomplis; & si icelle fille alloit de vie à trépas devant la conformation, prendroit madite Dame Renée. Et si ledit Roi Catolique, que Dieu ne veuille, decedoit devant l'accomplissement dudit mariage à l'une desd. Dames, ledit Seigneur Infant de Castille entrera en son lieu, & sera tenu prendre à future épouse l'une desdites Dames selon l'ordre dessusdît, si toutefois il n'étoit lors marié à ladite fille d'Hongrie; & aussi que madite Renée ne fût lors alliée en autre lieu, sous les conditions, & aussi les renonciations desdites successions paternelles & maternelles, collaterales, presentes & futures dessus déclarées.

Et pour ce que de present pour le bas âge de madite Dame Louise, & autres Dames dessus nommées dont est fait mention, led. mariage ne se peut faire & accomplir, à cette cause pour la seureté d'icelui, & afin que les parties soient plus enclins d'icelui parfaire en tems & lieu, & le mettre à execution, seront données seuretez d'un côté & d'autre telles & semblables par effet, qu'elles furent dernièrement convenues & accordées entre les commis & deputez desdits Seigneurs Rois, & par eux ratifiées au traité de mariage, qui deslors fut accordé se devoir faire entre icelui Roi Catolique & madite Dame Renée; lesquelles obligations & seuretez demeureront en leur force & vertu quant à ce present traité, en la forme & maniere que si elles y étoient mot à mot de present insérées.

Et pour plus grande seureté & corroboration desd. promesses d'icelui mariage, ce present traité sera passé par le Roi en son Conseil, lû, enregistré & verifié en la Cour de Parlement à Paris, ses Chambres des Comptes, & Generaux sur le fait de la Justice des Aides, & du Tresor, en la presence, & de l'exprés consentement du Procureur du Roi.

Toutes lesquelles solennitez, seuretez, & promesses, ledit Roi Tres. Chretien fera entierement, & par effet accomplir, & en fera delivrer roiaument & de

fait les lettres & dépeches necessaires, dedans trois mois après la ratification de cedit traité, laquelle ratification se fera par ledit Seigneur Roi Tres - Chretien dedans six semaines prochaines, en la presence des ambassadeurs dudit Roi Catolique, en la forme & maniere que dessus, sous l'hipoteque & obligation de tous & quelconques ses biens presens & avenir, & sous leurs soumissions, renonciations, constitutions de procureurs, qui se nommeront le jour de la ratification, telles & semblables, qui sont contenues audit traité de Paris. Et aussi reciproquement s'il avoient, que madite Dame Louise en cas qu'elle decedât, les autres Dames en l'ordre que dessus, l'âge desdits onze ans & demi accomplis, icelui Roi Catolique ne voudroit proceder à la consommation & solennisation dudit mariage, ou que led. mariage rompît par sa faute; en ce cas ledit Seigneur Roi Catolique dès maintenant se soumet aux pouvoirs, obligations, renonciations, constitutions de procureurs, & toutes autres choses contenues audit traité de Paris, lesquelles quant à ce sortiront leur effet, comme elles seront par ledit Seigneur Roi Tres-Chretien.

Et aussi sera tenu ledit Seigneur Roi Catolique jurer & confirmer cedit traité dedans six semaines prochaines, en la presence des ambassadeurs du Roi Tres-Chretien, & donner seureté dans le tems ci-dessus déclaré, en la forme & maniere que ledit Roi Tres-Chretien est tenu faire de la sienne.

Item. Et par ce present traité de mariage ledit Seigneur Roi Catolique dotiera ladite Dame Louise, ou les autres Dames au cas dessusdit, de la somme de cinquante mille écus d'or au soleil, de rente annuelle leur vie durant, qui leur sera assignée par ledit Roi Catolique, ou ses heritiers, en bonne & convenable assiette. C'est à sçavoir trente mille écus d'or au soleil en Espagne, & les vint mille écus sur Hedin, & les pieces que tenoit Madame Marguerite d'Angleterre, veuve de feu le Duc Charles, si les pieces le valent; sinon le reste sur autres pieces de prochain en prochain, jusques au parfait de ladite somme, les maisons & fortresses étans audit assignat de douaire non comptées, desquelles il y en aura une meublée, ainsi & comme il appartient son état pour à sa demeure, lesquelles places & maisons seront tennues, & toutes autres, qui seront baillées pour ledit douaire, en bon & suffisant état, comme douairiere viagera doit & est tenuë de faire.

Item. A été traité & accordé, que si par le trépas de l'une ou de l'autre desdites parties, lesdits mariages n'étoient parfaits & fortissent effet, ou que d'iceux ne vinsent enfans, ou enfant, ou que la lignée d'eux défailлист, en ce cas chacune des parties demeurera en son droit & action audit royaume de Naples, tels qu'ils y pretendent presentement.

Et outre a été expressément capitulé, convenu, & accordé entre les Ambassadeurs desdits Seigneurs Rois, que si icelui Roi Catolique prenoit parti ailleurs, & se marioit sans attendre l'âge parfait de madite Dame Louise, ou des autres, en la forme que dessus, ou elles étant d'âge ne vouloit faire & accomplir led. mariage, ainsi que dessus est dit, ou autrement, directement ou indirectement, trouvoit moien, ou fût cause par lui ou par autre, que ledit mariage ne vinst à effet ou execution, esdits cas, & un chacun d'eux donnera, cederà, & trans-portera dès-à-present comme pour lors, tout le droit qu'il pretend avoir audit royaume de Naples, deçà le Far, aud. Roi T.C. ou a ses successeurs Rois, & relâchera & quittera lesd. sermens, que les Capitaines, vassaux, & sujets du royaume, pouvoient avoir

envers lui, & consentira qu'ils reçoivent & mettent ledit Roi Tres-Chretien audit royaume de Naples, lequel y renoncera à son profit, & en cette même forme le fera ledit seigneur Infant de Castille, son frere, en cas que ledit Roi Catholique decederait & iroit de vie à trepas, & que en ensuivant le contenu audit traité, seroit subrogé au lieu de sondit frere, d'avoir & prendre pour femme & épouse madite Dame Louise, ou les autres, en l'ordre & es cas ci-dessus specifiez & declarez, à ce obligeront & hipotequeront tous & chacun leurs biens, & y fera consentir & donner lettres scellées des principaux d'icelui royaume de Naples dedans le tems qu'il sera avisé au jour de la ratification de cedit present traité.

Et si pareillement ledit Roi Tres-Chretien, & madite Dame Louise sa fille, & les autres Dames, chacun en leur égard, directement ou indirectement, empêchent, & ne veulent donner leur accord & consentement en tems dû, comme ci-dessus est mentionné, que ledit mariage soit parfait & accompli, & elle, ou les autres Dames, qui succederoient audit mariage en son lieu, delivrées audit Roi Catholique, ou Infant, pour l'accomplissement dudit mariage, dedans le tems dessusdit, esd. cas, & chacun d'iceux, ledit seigneur Roi Tres-Chretien fera telles & semblables donations, & renonciations dudit royaume de Naples, au profit dudit Roi Catholique, & de sondit frere respectivement, avec les obligations & seuretez contenues audit present traité, qui seront reciproques, & consentira que ceux dudit royaume de Naples baillent lesdites seuretez.

Et pour autant que ledit royaume de Naples est tenu en fief de l'Eglise, pour plus grande corroboration & seureté des choses dessusdites, lesdits seigneurs Rois, après que ce present traité sera fait & conclu, & par eux ratifié, juré & promis, poursuivront par ensemble par leurs Ambassadeurs, que nôtre Saint Pere le Pape ait à l'agréer, ratifier, & approuver, pour le bien de paix de toute la Chretienité. Et au cas que madite Dame Louise, que Dieu ne veuille, avant l'accomplissement dudit mariage, iroit de vie à trepas, & que l'autre fille, qui pourroit issir de la presente grossesse de la Reine, ou madite Dame Renée, seroit subrogée en son lieu; lesdites constitutions de dot, renonciations, & autres capitulations, & conventions ci-dessus nommées & declarées, sont dès maintenant pour lors, & dès lors pour maintenant, entre lesdits Ambassadeurs & Deputez, accordées & passées en la forme que dessus est touchée. Et seront par lesdits seigneurs Rois ratifiées, & approuvées par foi & serment, & données les procurations respectivement à ce requises & nécessaires pour l'entretenement d'icelui, selon que dessus est dit.

Et pource que le mari ne fait les fruits siens de la chose dotale jusques à ce que le mariage soit accompli (car le dot se donne pour soutenir les charges & frais de mariage) & que ledit Roi Catholique demeure possesseur du royaume de Naples, la raison veut, que jusques à ce que ledit mariage soit accompli, & que dudit mariage il y ait enfans, pour les fruits que cependant il recevra, il baille recompense audit seigneur Roi Tres-Chretien: A cette cause, lesdits Ambassadeurs & Deputez dudit seigneur Roi Catholique, ont accordé, que icelui Roi Catholique donnera dorenavant par chacun an audit Seigneur Roi Tres-Chretien, jusques à l'accomplissement dudit mariage, la somme de cent mille écus

de cent mille écus d'or au soleil, & de l'accomplissement dudit mariage, en aiant, la vie durant, ou jusques à ce qu'il y ait enfans mâles dudit mariage, ou femelle, la somme de cinquante mille écus d'or ne se paiera plus. Et sera ladite somme de cent mille écus par an payable jusques à la delivrance qui se fera de madite Dame Louise, ou de l'une desdites autres Dames, & en ce cas lesdits onze ans & demi accomplis, & ledit mariage fait par paroles de present, & les cinquante mille écus depuis la consommation dudit mariage, durant la vie du Roi Tres-Chretien, ou jusques à ce qu'il y ait enfans, paier ainsi qu'il ensuit.

A sçavoir est, le premier paiement écherra un an après la conclusion de ce present traité, fait par lesdits Ambassadeurs, & se paiera en la ville de Narbonne, ou de Lion, au choix dudit Roi Catolique, à un terme, & de là en avant à deux termes, l'un en ladite ville de Narbonne, ou de Lion, audit choix.

Et pour seurété de paiement desdits cinquante mille écus au soleil respectivement, ledit seigneur Roi Catolique, sous censures apostoliques, & sous l'obligation de tous ses royaumes, pais, terres, & seigneuries, & biens qu'il a és pais d'Espagne, Sicile, Naples, & Aragon, comtez de Roussillon, Sardaigne, & autres qui lui sont échus & avenues par le trepas dudit feu Roi d'Aragon : & outre donnera bons & leurs répondans, à l'élection & contentement dudit Roi Tres-Chretien, & citez de Gennes & Avignon, au premier paiement qui se fera de ladite somme de cent mille écus. Et s'il avenoit que ledit Roi Catolique ne pût pour aucunes années trouver répondans tels que dés à present pour lors, & dès lors pour maintenant, oblige audit seigneur Roi Tres-Chretien, tous les marchands & negocians de tous lesdits pais & royaumes, à lui venus & échus par le trepas dudit feu Roi d'Aragon, comme dessus est dit ; lesquels en défaut de paiement icelui seigneur Roi Tres-Chretien pourra de sa propre autorité, pour lui & les siens, sans garder aucune solennité de droit, prendre, & arrester avec tous leurs biens quelconques, jusques au paiement desdites sommes, nonobstant toutes choses qu'ils pourroient faire au contraire, ausquelles quant à ce que dessus est dérogé ; & de faire & accomplir les choses dessusdites, ledit Roi Catolique donnera ses lettres en bonne, ample & valable forme audit Roi Tres-Chretien, dedans le tems de la ratification de ce present traité.

Item. Et pareillement est convenu & accordé, que s'il avenoit, que madite Dame Louise, ou l'autre fille qui viendra après, ou madite Dame Renée, ausquels és cas dessusdits touche, ledit seigneur Roi Catolique, ou ledit Infant son frere, seront mariez en la forme que dessus est dit, survivoient icelui Roi Catolique, ou sondit frere, & que dudit mariage ne seroient issus enfans, ou enfant, ou que la lignée d'eux défaillit, en ce cas ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & les successeurs Rois, retourneront au droit & querelle qu'ils pretendent audit royaume, de Naples, & n'en pourra madite Dame Louise, ou les autres Dames, disposer, toutefois en que faisant le Roi sera tenu d'en donner dix audit royaume, ou ailleurs, de quelle somme raisonnable, comme à leur état appartient.

Item. Et combien que ledit Roi Catolique demandât que, és défauts dessus touchés, ledit seigneur Roi Tres-Chretien, pour retourner à sondit droit qu'il pretend audit royaume de Naples, fût tenu préalablement rembourser ce qui auroit été donné par ledit feu Roi d'Aragon, & ce qui sera païé par ledit Roi Catolique present ; toutefois après qu'il a été remontré par lesdits Ambassadeurs

audit Roi Tres-Chretien, que la chose ne seroit raisonnable, attendu qu'il jouït entierement dudit royaume, ils ont accordé, que ledit cas avenant du retour, il ne se fera aucune restitution d'icelles sommes païées, & à paier.

Item. A été traité & accordé, que les conditions, qui sont apposées en icelui traité, en faveur du Roi Tres-Chretien, touchant le droit par lui pretendu audit royaume de Naples, comme la constitution de la somme annuelle, qui lui est reservée, sera sans prejudice du droit, & des investitures des predecesseurs dudit Roi Catolique, & ne s'en pourra ledit Roi Tres-Chretien aider en aucune maniere.

Et pareillement est accordé, que cet article sera reciproque, quant audit seigneur Roi Tres-Chretien, & ne lui pourra la donation & transport qu'il fait de son droit dudit royaume de Naples, en faveur & contemplation, & pour dot de madite Dame Louise sa fille, ou des autres, es cas dessusdits, ni autres choses contenuës en ce present traité, prejudicier à fondit droit, & aux investitures de ses predecesseurs Rois, & ne s'en pourra faire ledit Roi Catolique aider, en quelque façon & maniere que ce soit.

Item. En contemplation de cette amitié presente, le Roi Catolique, & son prochain hoir mâle descendant dudit mariage, jouïront, possederont, & prendront de grace & pardon d'icelui Roi Tres-Chretien, à leur profit, chacun en l'Aide ordinaire d'Artois, que l'on dit l'ancienne composition d'Artois, à commencer le premier jour du mois de decembre dernier passé, par leur simple quittance, & par les mains du Receveur commis par le Roi à faire la recepte dudit Aide, en la forme & maniere accoustumée du tems du feu Roi de Castille, pere d'icelui Roi Catolique, parmi ceque ledit Roi Catolique donnera lettres signées & scellées de son seau, audit Roi Tres-Chretien, par lesquelles il confessera icelle composition appartenir au Roi, & qu'il a & prend par don de grace de lui, & ce afin que par longue succession de tems l'on ne puisse dire icelle appartenir audit Roi Catolique, & l'avoir prescrit.

Item. Consent & accorde icelui seigneur Roi Tres-Chretien, que le Roi Catolique, & son hoir mâle descendant dudit mariage, puisse lever & exiger toutes & chacunes les aides & subsides, qui leur ont été, & seront ci-après consentis & accordez par les Etats du pais & comté d'Artois, sans que pour les lever il convienne après chacun accord & consentement, avoir lettres d'octroi dudit Roi Tres-Chretien, sinon de dix ans en dix ans, pour lesquels premiers dix ans, icelui Roi Tres-Chretien fera de sa part donner & délivrer ses lettres audit Roi Catolique.

Item. Aussi est traité, accordé, & conclu, que Madame la Duchesse d'Autriche, doüairiere de Savoie, aura mainlevée du revenu des Greniers à sel des comtez de Charolois, Chateauchinon, & Noiers, prenant ledit revenu par lettres & octroi dudit seigneur Roi Tres-Chretien, qui lui seront données selon & en ensuivant le traité de Paris; aura aussi madite Dame mainlevée desdits comté de Charolois, terres, seigneuries, & places de Chateauchinon, Chaussins, & la Perriere, moiennant toutefois que prealablement elle donnera à Madame la Duchesse de Longueville, naguere demeurée veuve du feu Duc de Longueville, en terres & seigneuries, valant de revenu net, autant que valoient les places, terres, & seigneuries à elle appartenans, qui lui sont tenues & occupées, mouyans du

comté de Bourgogne, ainsi qu'elle fera apparoir par les papiers & registres de de ceux qui en faisoient la recepte auparavant ladite detention; pour partie duquel revenu, ou pour le tout, si le peut porter madite Dame de Savoie, donnera à ladite Duchesse de Longueville, les terres & seigneuries de Chaussin, & la Perriere, pour autant qu'il sera trouvé qu'elles valent de revenu, par les comptes, papiers, & registres des revenus d'icelles terres, déduit du côté de chacune Dame susdite, les siefs & aumônes, gages d'officiers, & charges ordinaires, étans sur lesdites seigneuries, & le reste si aucune y en a. Sera tenuë ladite Dame de Savoie, donner & assigner sur la terre & seigneurie de Châteauchinon, & autres pieces à madite Dame l'Archiduchesse appartenantes en la comté de Charolois, jusques à la valeur & concurrence des sommes, qu'il sera trouvé que valoient lesdites places & seigneuries ainsi detenuës & occupées, comme dit est, pour en jouir par ladite Duchesse veuve, & ses enfans, jusques à ce que lesdites places, qui lui sont detenuës & occupées, lui soient rendues & restituées: & si icelles places de Chaussin & la Perriere étoient retirées, pour autant qu'elles sont rachetables, madite Dame sera tenuë audit cas lui donner autres terres & seigneuries de semblable revenu, & pour faire l'évaluation & appréciation du revenu desdites terres sus-nommées, seront commis & deputez, à sçavoir de la part dudit seigneur Roi Tres-Christien, un Maître des Comptes à Dijon; & de la part de madite Dame la Duchesse de Savoie, Maître Hugues Marinier, Conseiller, & Maître des Requestes ordinaire dudit seigneur Roi Catolique, lesquels se trouveront en la ville de Charolois, le premier jour du mois d'octobre prochain, pour proceder en ladite commission, & donner à ladite Dame de Longueville sa recompense en la forme que dessus; & au surplus pource que ladite Dame de Savoie, entant que le revenu & émolument, que le feu Duc de Longueville a par ci-devant pris & levé desd. comté de Charolois, & seigneurie de Châteauchinon, ou des Greniers à sel dudit comté de Châteauchinon, & Noiers, pour recompense d'icelles places & seigneuries detenuës, se monte beaucoup plus que le revenu d'icelles places occupées par madite Dame de Savoie, envoieera devers le Roi lui remontrer à ce que la raison lui soit faite de l'autre plus que monteroit le revenu desdites terres, pour lui en faire la raison. Et quant à la permission desdits Greniers, octrois, subides, & gabelles de Châteauchinon, Noiers, & autres, & aussi de la surseance des mille livres viennois en la Saunerie de Salins, distribution du sel d'icelle en la duché de Bourgogne, & terres adjacentes, & nominations des officiers, ledit seigneur Roi Tres-Christien en donnera ses lettres, pour en jouir par madite Dame de Savoie, sa vie durant, & après son trépas par ledit Roi Catolique, le tout selon ledit traité de Paris, de ce faisant mention; & aura madite Dame de Savoie dès maintenant mainlevée des greniers, & autres droits desdits.

Item. Et pource que par ledit traité de Paris a été ordonné & conclu, que lesdits deux seigneurs Rois envoieeront leurs deputez au premier jour d'août lors prochain venant, en la cité d'Arras, avec pouvoir suffisant pour vuider, decider, & determiner des pertes, interets, & dommages, que les marchands du royaume, & des païs dudit Roi Catolique, avoient supportez durant la guerre, qui avoit été auparavant entre les royaumes de France & d'Angleterre, laquelle journée fut depuis continuée au premier jour de janvier ensuivant, auquel jour

pour aucuns grands affaires survenus l'on ne pût envoyer, & n'y a été fait aucune chose, & sont lesdits marchands demeurez sans avoir raison ni restitution de leursdites pertes, lesdits Ambassadeurs desirant être pourueu à l'indemnité d'iceux marchands, & que la raison leur soit faite, afin aussi d'éviter la dépense qu'il conviendra faire en tenant ladite journée, ont présentement avisé, accordé, & conclu, que de la part dudit Roi Tres-Chretien seront commis en la ville de Paris, deux bons & loiaux marchands, gens de bien, entendus, & experimentez au fait de marchandise, lesquels auront autorité d'icelui seigneur Roi, de recevoir les plaintes & doléances, avec la declaration des pertes & dommages soustenus par les marchands des païs & seigneuries dudit Roi Catolique, & les noms & surnoms de ceux qui ont fait & commis lesdits dommages, ouir & entendre tout ce que lesdites parties voudroient dire, proposer, & alleguer d'une part & d'autre, & icelles parties ouïes sommairement, & sans figure de procès, ordonner sur la restitution & recompense desdits dommages, selon que en leurs loiauxtez & consciences ils verront être à faire par raison : & de la part dudit Roi Catolique, seront aussi commis & deputez en la ville d'Anvers, deux marchands de la qualité que dessus, lesquels auront pouvoir & autorité d'icelui Roi Catolique, de recevoir les doléances, declaration des parties, noms & surnoms de ceux qui ont endommagé les sujets du royaume, pour le tout veu, & parties appellées & ouïes, ordonner sur la restitution & recompense d'iceux marchands dudit royaume, comme dessus. Et sera la provision & ordonnance desdits marchands fournie & executée, comme sentence donnée par juge ordinaire, & passée en sorte de chose jugée, nonobstant autres oppositions, proclamations, ou appellations qui se pouroient faire au contraire.

Item. Et aussi a été conclu & accordé, que les clauses mises & apposées au traité de Paris, touchant la reservation des droits, querelles, & actions desdits seigneurs Rois, & autres choses contenues audit traité, auxquelles par cedit present traité n'est dérogé, demeureront en leur force & vertu.

Item. Et pource que le fait de Navarre pourroit donner quelque trouble à cette presente amitié, au moien des alliances & promesses, que ledit Seigneur Roi Tres-Chretien avoit avec le feu Roi de Navarre, & la Reine, après plusieurs remontrances & instances faites par les Ambassadeurs dudit seigneur Roi Tres-Chretien, en cette matiere, iceux Ambassadeurs du Roi Catolique, pour plus grande fermeté & corroboration de cette presente amitié, confederation, & alliance, & pour ôter toutes occasions de troubles & empêchemens d'icelles, ont accordé, que si-tôt que ledit Roi Catolique sera en ses païs d'Espagne, où il espere aller de bref, s'il plaît à la Reine de Navarre, & ses enfans, envoyer leurs Ambassadeurs & Deputez devers lui, pour lui faire remonter le droit qu'ils pretendent audit royaume de Navarre, & après iceux ouïs, & que ledit Roi Catolique aura entendu le droit de ladite Reine, & de ses enfans, ledit seigneur Roi Catolique contentera icelle Reine, & sesdits enfans, selon la raison, en maniere qu'ils se devront raisonnablement contenter, sans toutefois que par ce present article ledit Roi Tres-Chretien se departe de l'alliance, promesse, & traité qu'il avoit avec ledit feu Roi de Navarre, & la Reine, laquelle demeurera en force & vertu, au cas que ladite Reine ne seroit contentée selon la raison comme dit est. Et s'il venoit que ledit Roi Catolique n'allât esdits païs.

d'Espagne, dedans huit mois prochainement venans, lesdits Ambassadeurs de la dite Dame pouront aller devers ledit seigneur Roi Catolique, là où il sera, lequel leur fera la raison, comme s'il étoit esdits pais d'Espagne.

Et oar été, par les Ambassadeurs desdits Rois, nommez conservateurs de ce present traité, nôtre Saint-Pere le Pape, le Saint Siege Apostolique, le Saint Empire, Electeurs, & Princes d'icelui, qui pouront & seront tenus assister de leurs pouvoirs la partie, qui entretiendra ce present traité de paix, à l'encontre de celle, qui ne le voudra entretenir, garder, & observer.

Toutes lesquelles choses ci-dessus contenues & écrites, ainsi traitées, conclues, & accordées, Nous Ambassadeurs deputez desdits Seigneurs Rois Tres-Chretien, & Catolique, dessusnommez, en vertu de nos pouvoirs qui seront donnez l'un à l'autre, avons promis, & promettons faire ratifier, agréer, confirmer, approuver; & jurer par iceux Rois Tres-Chretien, & Catolique, chacun en nôtre regard, dedans le tems de six semaines prochainement venans, le tout selon ce, en ensuivant la forme & maniere qui dessus est déclarée. En témoin de ce, avons signé ce present traité de nos seins manuels, & scellé du sein de nos armes, en la ville & cité de Noion, le treizieme jour du mois d'aoust 1516. Ainsi signé, Artus Gouffier, l'Evêque de Paris. Jean Olivier. G. de Crouy. Jaq. le Sauvage, & P. Haneton.

Bulle du Pape Leon X. donnant l'abolition à François I. & à la Reine sa femme, de ce que le traité de mariage promis par eux de Madame Renée, avec le Roi d'Espagne, n'a été exécuté. A Rome le troisieme septembre 1516.

LE O, Episcopus, servus servorum Dei, ad futuram rei memoriam. Iulius qui pacis auctor est vices in terris gerentes, ad ea vigilantia nostra curas libenter convertimus, per quæ tunc inter Reges & Principes discordiarum fomenta extinguere, & cujusvis altercationis evulsus seminibus pacis ac tranquillitatis dulcedo inter eos, & sibi subditos, conservari valeat. Sanè pro parte carissimorum in Christo filiorum nostrorum, Francisci Regis, & Claudie Regine Francorum Christianissimorum, nobis nuper exhibita petito continebat, quod licet aliàs retroactis temporibus inter ipsos Franciscum Regem, & Claudiam Reginam, præfatos & carissimum in Christo filium nostrum Carolum, tunc Austrie Ducem, & Flandrie Comitem, nunc verò Castellæ & Legionis Regem, confederatio & liga, ac pacis tractatus, sub certis modo & forma tunc expressis initi, & eorum juramentis hinc inde etiam forsan cum Eucharistia sacramenti receptione vallati essent, per quos inter alia Franciscus Rex, & Claudia Regina, dilectam in Christo filiam, nobilem Domicellam Renatam de Francia, claræ memoriæ Ludovici, olim Francorum Regis, natam, eidem Carolo, Archiduci in uxorem dare, & Carolus Archidux, Renatam hujusmodi in uxorem ducere tenebantur. Tamen Franciscus, & Carolus, Reges præfati postmodum attendentes præmissa: sufficiens pacis vinculum non obtinere, ad archius pacis hujusmodi robur, & alios tractatus devenire intendunt, per quos inter cætera Franciscus Rex, & Claudia Regina, dilectam in Christo filiam Ludovicam de Francia, eorundem

*Le Pape.
1516.
3. sept.*

Francisci Regis, & Claudie Reginæ, primogenitam, dicto Carolo Regi in uxorem tradere, & ipse Carolus Rex ipsam Ludovicam, quamprimum septimum attingerit, per de futuro; quamprimum verò undecim cum dimidio sue ætatis annos compleverit, per de præsentis verba, desponsare & in uxorem accipere, respectivè teneantur; quiquidem ultimo dicti tractatus ad effectum perducere nequeant juramentis obstantibus supradictis. Quare, pro parte Francisci Regis, & Claudie Reginæ, præfatorum, nobis fuit humiliter supplicatum, ut eis iuramenta prædicta relaxare, aliisque eis in præmissis providere opportunè de benignitate apostolica dignaremur. NOS igitur ipsos Franciscum Regem, Claudiam Reginam, & eorum quemlibet, à quibuscvis excommunicationis, suspensionis, & interdicti aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, & pœnis à jure vel ab homine quavis occasione, vel causa latis, si quibus quomodolibet innodati existant, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes, hujusmodi supplicationibus inclinati, iuramenta hujusmodi ad effectum prædictum, auctoritate apostolica tenore præsentium relaxamus, non obstantibus præmissis, ac constitutionibus apostolicis, cæterisque contrariis quibuscumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ absolutionis & relaxationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Romæ, apud sanctum Petrum, anno Incarnationis Dominicæ 1516. tertio idus septembris, Pontificatus nostri anno quarto, sub plumbo signatum, *Bembus*. Et sur le repli est écrit, *F. Bernardus*. Et sur le dos il y a, *Registrata apud me Bembum*.

TRAITE' ENTRE L'EMPEREUR MAXIMILIEN I.

& Charles, Roi d'Espagne, d'une part, & le Roi François I.
d'autre. A Cambrai le 11. mars 1516.

Autriche
1516.
11. mars.

CHARLES, par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, de Grenade, d'Aragon, de Navarre, des deux Siciles, de Jerusalem, de Valence, de Majorque, de Sardaigne, de Corsique, &c. Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Stirie, de Carintie, de Carniole, de Limbourg, de Luxembourg, & de Guelde, Comte de Flandre, de Hasbourg, de Tirol, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, Landgrave d'Alsace, Prince de Suabe, Marquis de Burgau, & du Saint Empire, de Hollande, de Zelande, de Fierrette, de Kibourg, de Namur, & de Zutphen, Comte Seigneur de Frize, des Marches d'Esclavonie, de Port-naon, de Salins, & de Malines: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme à la convention naguere tenuë en la ville & cité de Cambrai entre les ambassadeurs, procureurs, commis, & deputez de tres-hauts, tres-excellens & tres-puissans Princes, Maximilien, par la grace de Dieu Empereur des Romains toujours auguste, nôtre tres-cher seigneur & grand-pere, & François, par la même grace Tres-Chretien Roi de France, premier de ce nom, nôtre tres-cher frere & bon pere, & les nôtres, pour traiter entre nous trois Princes dessus nommez, de plus ferme, étroite, & seure amitié, alliance, & confederation, que n'avions eue auparavant; nosdits ambassadeurs, en vertu des pou-

voirs à eux donnez d'une part & d'autre, après plusieurs communications par eux sur ce tenuës, aient le onzieme jour de mars dernier passé, entre autres choses convenu, accordé, & conclu certaine nouvelle alliance, amitié, ligue, & confederation entre nous, en la forme & maniere contenuë & declarée es articles & chapitres, dont la teneur s'ensuit.

AU nom & à l'honneur & louange de Dieu nôtre createur, de la tres-glorieuse Vierge Marie, & de toute la Cour celeste : A tous presens & à venir. Soit notoire & manifeste, que comme dès le mois d'aoust dernier passé, entre tres-hauts, tres-puissans, & tres-excellens Princes le Roi de France Tres-Chretien François I. de ce nom, d'une part; & le Roi Catolique Charles, Roi des Espagnes, d'autre, ait été fait, conclu, & arresté traité de paix, amitié, fraternité, alliance & confederation envers & contre tous; & depuis au mois de decembre ensuiuant, ait été pareillement fait, conclu, & arrêté semblable traité de paix, amitié, fraternité, alliance, & confederation entre tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Maximilien, par la grace de Dieu Empereur toûjours auguste, d'une part; & ledit Tres-Chretien Roi de France, d'autre; lesquels traitez, d'amitié, fraternité, alliance, & confederation ont été depuis solennellement jurez & ratifiez par lesdits trois Princes respectivement; neanmoins pour rendre encore lesdites amitez, confederations, & alliances plus étroites, fermes, stables, & indissolubles, iceux trois Princes desirant de tout leur cœur demeurer vrais freres, & parfaits amis durant le cours de leurs vies, pour le bien, repos, & soulagement de leurs sujets, profit utilité, & paix universelle de toute la Chretienté, aient envoyé en ceste ville & cité de Cambrai, c'est à sçavoir, leldits Seigneurs Empereur, & Roi Catolique, de leur part Messire Guillaume de Croy Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, Sieur de Chievres Grand & Premier Chambellan dudit Roi Catolique; Messire Jean le Sauvage, aussi Chevalier, Sieur d'Escambeckue, Chancelier dudit Roi Catolique; Jâques Fillingher, Tresorier general des finances dudit Empereur, Sieur de sainte Croix; & Maître Philippe Haneton, premier Secretaire & Audiencier d'icelui Roi Catolique, aians de ce pouvoir & faculté; & ledit Seigneur Roi Tres-Chretien Messire Artus Gouffier, Chevalier de l'Ordre de saint Michel, Sieur de Boisy, Grand Maître de France, & Gouverneur du Dauphiné; Etienne de Poncher, Evêque de Paris; Maître Jâques Olivier, President en la Cour de Parlement à Paris; & Maître Florimond Robertet, Tresorier de France; aussi aians pouvoir suffisant quant à ce, lesquels ont été baillez les uns aux autres, lesquels pour & au nom d'eux ont fait & font ensemble nouvelle capitulation, ligue, confederation, alliance & fraternité perpetuelle en la maniere qui s'ensuit, le tout sans rien innover, ou derogier aucunement ausdits traitez de Noion & de Bruxelles, iceux demeurant en leur force & vertu, en tous leurs points & articles.

Premierement, a été traité, conclu, & accordé, que la vûë desdits trois Princes qui par ledit traité de Bruxelles avoit été accordée être faite dedans le jour de la Chandeleur dernière passée, a été & est pour aucunes bonnes, justes, & raisonnables cause avisées entre leldits Princes remise & prorogée pour tout le mois d'avril prochainement venant, pour la faire à tel jour, lieu, & forme qu'il sera par leldits Princes conclu, & avisé; que leldits trois Princes, pour mieux assurer, con-

firmer, & corroborer les amitez, fraternitez, confederations, & alliances na-
 turelles prises entr'eux, & les rendre plus étroites, fermes, & stables, seront par
 ensemble nouvelle alliance, ligue, & confederation, par laquelle ils se lieront,
 declareront, & obligeront derechef & de nouvel, d'être dorenavant bons, vrais,
 & loiaux freres, amis, alliez, & confedererez, amis d'amis, & ennemis d'ennemis,
 pour la garde, tuition, & defense de leurs états, royaumes, pais, terres, seigneu-
 ries, & sujets, tant de deçà que delà les Monts; s'entraimeront, cheriront, &
 garderont chacun bien & loiaument de tout leur pouvoir, la vie, l'honneur, &
 les états l'un de l'autre, sans fraude, dol, ou machination quelconque, & ne
 favoriseront quelque personne que ce soit, l'un alencontre de l'autre, même-
 ment ne donneront passage, aide, faveur, ou assistance, par leurs villes, & pais,
 soit de vivres, artillerie, gens, argent, ou autres choses quelconques, à celui ou
 ceux qui par invasion pourroient ou voudroient porter nuisance, dommage, ou
 grevance, à eux, leurs royaumes, pais, seigneuries, & sujets, directement ou in-
 directement, en quelque maniere que ce soit; ains seront tenus aider, secourir,
 & assister l'un l'autre, de toute leur puissance, à ladite garde, tuition, & defense
 de leursdits états, royaumes, pais, terres, & seigneuries, que à present ils
 tiennent & possèdent, tiendront, & posséderont ci-après, tant deçà que delà
 lesdits Monts, envers & contre tous, qui offenser & invader les voudroient, sans
 nuls excepter, chacun de six cens hommes, aux dépens de celui qui sera requis
 de donner secours à l'autre: & si aideront l'un à l'autre de pietons, aux dépens
 de celui qui les demandera, toutes & quantes fois que le cas y écherra, & que
 par celui d'eux qui sera invadé & endommagé, requis en sera, si-tôt que la
 sommation sera venue à sa connoissance; pourveu toutefois que lesdits Princes
 ne fussent lors envahis en leurs propres états: Que lesdits Princes ne pourront
 dorenavant recepter ou recevoir en leur protection & sauvegarde, ni autrement
 soutenir, favoriser, ou assister les rebelles sujets, bannis, ou fugitifs, l'un de
 l'autre, de quelque état, autorité, dignité, qualité, ou condition qu'ils soient,
 de gens, d'argent, ou d'autre chose quelconque, directement ou indirectement;
 ains si aucuns de leursdits sujets s'élevoient ou émuvoient contre eux, ou l'un
 d'eux, seront aussi tenus entr'aider, favoriser, & assister l'un l'autre, au rebou-
 tement, punition, & correction desdits rebelles, & à leur reduction à vraie &
 dûe obeissance, de gens de cheval & de pied, en tel nombre, aux dépens, &
 en la maniere que dessus, sauf que ceux, qui déjà sont au service desdits Princes,
 y pourront demeurer. Que pour resister aux Turcs, & autres ennemis de la
 sainte Foi Catholique, retirer & reduire à la Chretienté plusieurs royaumes, pro-
 vines, pais, & seigneuries, qu'ils en ont ôtez & distraits, lesdits trois Princes
 dresseront pour l'expédition contre lesdits Turcs, chacun une bonne, grosse,
 & puissante armée, équipée d'artillerie, navires de guerre, & autres mu-
 nitions necessaires, tant par mer que par terre, & pour excuter icelle ex-
 pédition au tems, & ainsi qu'ils aviseront & concluront à leurdite veuë. Que
 dedans six mois prochains venans, se tiendra une journée devers ledit Roi Tres-
 Chretien, & les deputez du Roi Catholique, sur les différends qui peuvent estre
 entre l'Empereur, & les Venitiens, à laquelle journee chacun des parties en-
 voyera ses deputez pour remontrer son droit, & y voir ordonner & appointer,
 selon & en ensuivant la soumission par eux faite ausdits Rois Tres-Chretien &
 Catholique,

Catolique. Et ont lesdits trois Princes laissé & réservé lieu à nôtre Saint-Pere le Pape, pour entrer en cette presente ligue, alliance, & confederation, comme chef & protecteur d'icelle. Toutes lesquelles choses ci-dessus contenues & écrites, ainsi traitées & accordées, lesdits sieurs de Chièvres, Chancelier, Tresorier, & Audiancier; & lesdits sieurs de Boisi, Evêque de Paris, President Olivier, & Tresorier de France dessus nommez, en vertu des pouvoirs, & es noms & qualitez que dessus, ont promis, & promettent faire ratifier, agréer, confirmer, & jurer par lesdits sieurs Empereur, Rois Tres-Chretien, & Catolique, chacun en son regard, dedans le mois d'avril prochain venant. En témoin de ce, ont les dessusdits signé ces presentes de leurs mains, & fait sceller de leurs seaux en ladite ville & cité de Cambrai, l'onzieme jour de mars l'an 1516. Ainsi soussigné, *G. de Croy. J. le Sauvage. J. Villingcr. Hanston. Artus Gouffier, l'Evêque de Paris, J. Olivier, Robertet.*

ET il soit entre autres choses contenu & déclaré esdits articles, que ledit traité seroit par nous Princes dessus nommez, juré, confirmé, & approuvé, & que d'icelle ratification, & confirmation, chacun de nous feront dépêcher, & délivrer ses lettres patentes à ce dûes & pertinentes. Savoir faisons, que nous considerant le grand & inestimable bien, utilité, & commodité qui par ledit traité peut avenir, tant à nous, comme à toute la Chretienté, aions ledit traité, & tout ce que par nosdits Ambassadeurs, Procureurs, Commis & Deputez, a été fait, besogné, accordé, & conclu en cette partie, pour agreable, Nous icelui traité, & tout le contenu es articles dessus insérez & transcrits, avons accepté, juré, loüé, agréé, confirmé, ratifié, & approuvé, acceptons, jurons, loüons, agréons, confirmons, ratifions, & approuvons par ces presentes, promettant par icelles en parole de Roi, sur nôtre foi & honneur, & pour autant que toucher nous peut, garder & observer, fournir, & accomplir inviolablement tout le contenu au traité dessusdit, selon sa forme & teneur, sans jamais faire ou aller, ni souffrir faire ou aller au contraire, en maniere quelconque, sauf que la veüe de nous trois Princes dessus nommez, mentionnée audit traité, & laquelle nonobstant autres occupations qui nous sont survenues, n'avons pû faire ni accomplir au terme pour ce promis & limité par ledit traité, est d'un commun accord de nous trois, continuée, & remise à tels jour & lieu, que par lesdits Ambassadeurs, Procureurs, Commis, & Deputez, que Monditseigneur & grand pere & nous, envoieions bref devers ledit seigneur Roi Tres-Chretien, pour la ratification de cedit traité, sera convenu, accordé, & conclu avec icelui Roi Tres-Chretien, ou ses Conseillers, tels qu'il lui plaira à ce deputer & ordonner; & ce sans prejudice dudit traité d'amitié, & icelui demeurant au surplus en sa force, vigueur, & vertu. En témoin de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donnée en nôtre ville de Lyre, le 14. jour de mai l'an de grace 1517. & de nôtre regne le second. Signé, CHARLES. Et sur le repli; par le Roi, VERDERUS. Et scellé sur double queue d'un grand seau de cire rouge.

Ligue entre le Roi François I. & les Venitiens, en consequence du Traité de Blois du 23. mars 1511. faite le 8. Octobre 1517.

*Venise.
1517.
8. octob.*

FRANCISCUS Dei gratiâ Francorum Rex, Mediolani Dux, & Genuæ Dominus, universis præsentis literas visuris ac inspecturis notum facimus, quod nos pro corroboratione ac majori firmitate & declaratione tractatum jam pridem factorum, conclusorum, & initorum inter quondam bonæ memoriæ Ludovicum Regem Christianissimum defunctum, socerum nostrum ex una; & inclitum Venetiarum Dominium ex alia; tractavimus & conclusimus cum præfato domino tractatum, cujus tenor sequitur, & est talis.

CH R I S T I nomine invocato, amen. Noverint universi & singuli, quod anno salutis 1517. die 8. mensis octobris ad laudem & gloriam omnipotentis Dei Salvatoris nostri, exaltationem atque amplitudinem Christianæ Religionis, honorem & commodum statum Serenissimi ac Christianissimi Principis Domini Francisci, hujus nominis primi, Dei gratiâ Francorum Regis, Ducis Mediolani, & Genuæ Domini, & inclitissimi Venetiarum Domini, conventum & conclusum fuit inter præfatum Christianissimum Franciæ Regem, Mediolani Ducem, & Genuæ Dominum, suo & successorum suorum nomine usque in infinitum, parte ex unâ; & magnificum & clarissimum dominum Joannembaduarium, doctorem & equitem, syndicum, & procuratorem specialem illustrissimi domini Leonardi Lauredani, Ducis, atque excellentissimi Domini Venetiarum, parte ex alterâ; quod quamvis sædus, & liga aliâs inita, conclusa & signata Blesis die 23. martii, anno 1512. inter bonæ memoriæ quondam serenissimum Ludovicum Regem Christianissimum, ex unâ; & procuratores, necnon syndicos illustrissimi domini Leonardi Lauredani, & inclitissimi Venetiarum Domini, ex alterâ; & postmodum per dictum Ducem Venetiarum, die 11. aprilis, indictione primâ anni millesimi quingentesimi decimi-tertiî Venetiis ratihcata & approbata, & deinde per eundem Ducem, post decessum dicti quondam bonæ memoriæ Ludovici Christianissimi Regis, iterum approbata per literas diei 26. martii anni 1515. more romano computando, necnon pariter confirmata per jam dictum serenissimum & potentissimum Principem & Dominum, Franciscum primum hujus nominis, Regem Christianissimum, per suas patentes literas diei vicesimi-septimi mensis junii 1515. Summo tamen Pontifice Leone X. & bonis Ecclesiæ quoad offensam reservatis, ut suis literis eadem die & anno per Robertetum secretarium receptis in præsentia magnifici domini Marci Danduli constat, sit firma & valida, & nullâ majori indigeat validitate. Tamen ad evidentiorum omnium notitiam, & ut omnes intelligant præfatos Serenissimum & Christianissimum Regem, & illustrissimum Ducem, & Dominium Venetiarum, archissimo vinculo conjunctos esse, futurosque perpetuo & indissolubili nodo optimi sincerique fœderis vinctos, voluerunt præfatam ipsam ligam, sicut præfertur, initam & confirmatam, refirmare & renovare per præsentem tractatum, sicque eam cum omnibus pactis, conditionibus, & articulis præfati tractatui non repugnantibus, refirmant, renovant, voluntque & intendunt eam remanere debere in suo robore & vigore, Summo tamen Pontifice Leone X. & bonis Ecclesiæ quoad offensam, ut supra, exceptis.

Verum, cum in præfato fœdere & alliancia sit capitulum dicens, quoddam circa defensionem communium statuum in Italia tractari debeat, & concludi cum deputatis aut deputandis à Christianissimâ Majestâte, unâ cum deputatis aut deputandis ab illustrissimo Dominio Venetiarum, per illum modum & formam, quæ ambabus partibus videbitur conveniens, procedendo semper in omnibus sincerè & bonâ fide, prout bonos & veros amicos decet, conveniens & necessarium visum est ambabus partibus antedictis, per præsentem tractatum dare modum & formam præfato capitulo. Ideoque præfatus invictissimus & christianissimus Rex Franciscus promittit & se obligat, habere & tenere in Italia continuè tam pacis tempore, quàm belli, ad conservationem, tutelam, & defensionem communium statuum in Italia lanceas octingentas more Galliarum; & si fortè evenierit quoddam aliquis princeps, potentatus, dominia, communitates, seu quisvis alius, quocunque nomine nuncupetur, etiam si suprema dignitate fulgeret, bellum inferret, vel inferret, & actualiter invaderent, vel invaderet statum, terras, vel dominia illustrissimi Domini Venetiarum in Italia, se obligat & pollicetur, & obligatum esse vult, & intendit dare in auxilium & subsidium præfato illustrissimo Dominio prædictas lanceas octingentas, & etiam pedites sex millia, & unam bandam artilleriæ sufficientem & idoneam: & hæc omnia & singula sumptibus & expensis suis, videlicet ipsius Regis Christianissimi, usque ad bellum finitum; illustrissimus autem princeps, & excellentissimus Venetiarum Dominum promittit & se obligat habere & continuè tenere ad conservationem, tutelam, & defensionem communium statuum, tam tempore pacis, quàm belli, in Italia, octingentas lanceas more Italicæ.

Item, si occurreret, quoddam aliquis princeps, potentatus, dominia, communitates, aut quisvis alius, quocunque nomine nuncupetur, etiam si supremâ dignitate fulgeret, inferret vel inferrent bellum, & actualiter invaderet vel invaderent statum, terras vel dominia præfati Regis Christianissimi in Italia, pollicetur & se obligat, & obligatum esse vult, & intendit dare in auxilium & subsidium præfato Christianissimo Regi prædictas lanceas octingentas, & equites levis armaturæ quingentos, & pedites bonos, & in facto belli expertes, sex millia; item unam bandam artilleriæ sufficientem & idoneam: & hæc omnia sumptibus & expensis videlicet ipsius illustrissimi Domini usque ad bellum finitum; & hoc promiserunt & promittunt superscriptæ ambæ partes servare & adimplere, eveniente casu, bonâ & sincerâ fide, & sine aliqua exceptione, prout veros amicos, bonos, & excellentissimos decet.

Item, promiserunt ambæ partes, videlicet ipse Christianissimus Rex personalter, & præfatus magnificus orator nomine prædictorum illustrissimi Ducis, & inclitissimi Domini Venetiarum, & virtute mandati inferius inserti, bene, legaliter, & integrè custodiri facere & observare omnia & singula in præfenti tractatu contenta, & juraverunt supra sancta Dei evangelia, videlicet Christianissimus Rex pro se, & jam dictus orator in animam præfati illustrissimi Ducis, & inclitissimi Domini Venetiarum, custodire, observare, & fideliter adimplere jam dictum tractatum.

In quorum testimonium, nos Franciscus Rex Christianissimus, has præsentis manu nostrâ signatas sigillo nostro munire fecimus, & nos Joannes Baduarius, syndicus & procurator prædictus, signo nostro manuali subsignavimus, & sigillo nostro manivimus, anno & die, quibus suprà.

*TRAITE' ENTRE LE ROI FRANÇOIS I. ET HENRI VIII.
Roi d'Angleterre, qui rend à la France Tournai, Mortagne, & Saint-
Amand; & pour le mariage de François, Dauphin, avec Marie, fille
dudit Roi. A Londres le 4. octobre 1518.*

*l'Angle-
terre.*

1518.

4. octob.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias præsentis literæ pervenerint. Nos Thomas, Dux Nortfolciæ, magnus Thesaurarius, & Marefcallus Angliæ; Thomas, Episcopus Dunelmensis, Custos privati sigilli potentissimi & invictissimi Principis domini nostri Hentici, Dei gratiâ Regis Angliæ & Franciæ, & domini Hiberniæ; Carolus, Comes VVigornæ, & dominus de Herbsert, & de Gorret, & Camerarius dicti domini nostri Regis; Nicolaus, Episcopus Eliensis, Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambassiatores dicti potentissimi Regis domini nostri, ad infrâ scripta sufficienter deputati & legitime constituti, salutem. Cùm inter potentissimum & invictissimum Principem Henticum, Dei gratiâ Angliæ, & Christianissimum Principem Franciscum, eadem gratiâ Francorum Reges, indissolubilis amicitie, & pacis perpetuæ fœdera contracta, & conclusa fuerint, atque ad firmiorem eorumdem fœderum corroborationem affinitatis vincula per sponsalia, & matrimonium inter illustrissimam Principem dominam Mariam, dicti Regis Angliæ filiam unicam, & serenissimum Principem dominum Franciscum, Delphinum Franciæ, & dicti Christianissimi Regis filium, habendum & contrahendum superaddita fuerint. Quod quidem matrimonium, Deo bene favente, felicem & faustum in totius reipublice Christianæ tranquillitatem foretur effectum.

Ob gratiam igitur & favorem dicti matrimonii conclusi, & ut omnia hinc inde tollantur, quæ possent inter præfatos Principes sinistram aliquam generare suspicionem, Nos præfati illustrissimi & potentissimi Principis, Consilarii, Oratores, Commissarii, Procuratores, & Ambassiatores prædicti, pro traditione civitatis Tornacensis, unâ cum territorio, & aliis ejusdem appendentiis, cum egregiis, & magnificis viris, Guillermo Gouffier, domino de Bonnivert, milite Ordinis, necnon Cambellano ordinario Christianissimi Francorum Regis, ac Admiraldo Franciæ; Stephano de Poncher, Episcopo Parisiensi; Francisco de Rupecaverdi, milite, domino de Campodenario, Senescalco Tolosæ, & gubernatore, Cambellano, ejusdem Christianissimi Francorum Regis; & Nicolao de Neufville, etiam milite, domino de Villeroi, Audientiario Franciæ, ac Secretario Financiarum, prædicti Christianissimi Regis, Oratoribus, Commissariis, Procuratoribus, & Ambassiatoribus ejusdem ad infrâ scripta sufficientem auctoritatem habentibus, convenimus, concordavimus, & conclusimus, ac per præsentis convenimus, concordamus, & concludimus articulatim, prout sequitur.

Imprimis, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd dictus Rex Angliæ, ejusve deputatus, sive deputati, sufficientem auctoritatem ab eodem habens, vel habentes, trader, seu tradi faciet intra quadraginta dies confirmationem præsentis tractatus proximè sequentes, præfato Francorum Regi, ejusve deputato, seu deputatis ad hoc sufficientem auctoritatem habenti, vel habentibus, dictam civitatem Tornacensem, cum adjacenti suo territorio, Moritaniamque, & S. Aman-

dum, & jurisdictionem, superioritatem, reffortum, cum pertinentiis aliis universis, ad summam sexcentorum millium coronarum auri, boni auri & justī ponderis æstimatam, unaquaque corona valente in pecunia gallica triginta quinque solidos turonenses. Et pro eadem summa idem Rex Francorum se debitorem præfato Regi Angliæ, ac hæredibus, & successoribus suis per præsentem constituet, quam quidem summam sexcent. millium coronarum auri pro eadem civitate & territorio, cum suis pertinentiis quibuscumque, dicto Regi Angliæ, vel ejus hæredibus & successoribus, seu eorum deputatis, bene & fideliter solvet, seu solvi faciet, locis, terminis, modisque & forma sequentibus. Videlicet in die traditionis dictæ civitatis, quinquaginta millia francorum in coronis auri de sole, pro exoneratione militum tunc in præsidio existentium. Et in primo die maii ex tunc proximè & immediatè sequenti, in oppido Calesiæ, viginti quinque millia francorum in coronis auri de sole, & in primo die novembris ex tunc proximè & immediatè sequenti in dicto oppido Calesiæ, alia viginti quinque millia francorum in coronis auri de sole, & sic de sex mensibus in sex menses in dicto oppido Calesiæ, in terminis prædictis, viginti quinque millia francorum in coronis auri de sole, donec & quo usque dicta integra summa sexcentorum millium coronarum boni auri, & justī ponderis, fuerit plene & integraliter soluta: pro qua quidem solutione, sicut præfertur, bene & fideliter, absque omni dolo, fraude, aut dilatione quacumque facienda, dictus Francorum Rex per litteras suas patentes, manu sua subscriptas, ac magno suo sigillo sigillatas, bona fide & in verbo Regis, obligabit se, hæredes & successores suos, regnum, terras, patrias, & dominia, ac bona sua quæcumque mobilia & in immobilibus, præsentia & futura ubicumque, subditosque suos, & eorum bona ubicumque fuerint reperta, renunciando in hac parte & expressè, ac in vim pacti, omni privilegio, cautelæ, juris beneficio, ac omnibus & singulis exceptionibus & defensionibus tam juris, quàm facti quibuscumque, quibus præsentium effectus quomodolibet impediri possit; & quod insuper ad omnium & singulorum præmissorum firmiorem observantiam præfatus Francorum Rex obligabit se sub pœnis Cameræ Apostolicæ, & per obligationem de nisi.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod præfatus Rex Francorum coram aliquo iudice ordinario pro tribunali sedente, ac duobus notariis publicis actorum scribis per eundem iudicem assumptis, ac aliis testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis, ac in præsentia commissarii, seu commissariorum præfati Regis Angliæ, ad hoc sufficienter deputati, sive deputatorum, intra quatuor menses datam præsentis tractatus proximè sequentes, personaliter comparebit, seque liberè, spontè & voluntariè submitter eidem iudici, & ejus jurisdictioni & coëctioni, jurisdictionem ejusdem iudicis prorogando, & coram eodem iudice sic pro tribunali sedente, in præsentia commissarii seu commissariorum, notariorum & testium prædictorum, liberè, spontè, & ex certa sua scientia, tunc & ibidem recognosceret, & confitebitur palam, publicè & expressè se ex contractu valido, efficaci, & à jure permissio, debere præfato Regi Angliæ, ejusque hæredibus & successoribus, summam sexcentorum millium coronarum boni auri, & justī ponderis, unaquaque corona valente in pecunia gallica triginta quinque solidos turonenses, solvendam locis, terminis, modis & formis in præfati tractatu superius specificatis; effectualiterque requireret dictus Rex Francorum præfatum iudicem tunc pro tribunali sedentem, ut in personam suam sententiam excommunicationis in scrip-

tis ferat & fulminet, ex nunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, nisi ut præferatur, præfatam summam lexcensorum millium coronarum boni & iusti ponderis, valoris prædicti, & quamlibet ejus partem, locis, terminis, modis & forma prædictis solvat, aut solvi faciat; & quod in eventu non solutionis hujusmodi, aut alicujus ejusdem partis, idem iudex eum sic excommunicatum fuisse aut esse denunciaret, & denunciari faciat & mandet; rogabitque insuper idem Rex notarios prædictos, ut super præmissis omnibus & singulis unum vel plura conscribant instrumentum, vel instrumenta, aut autenticum vel autentica, signis, & subscriptionibus eorum notariorum signatum seu signata, atque eundem iudicem similiter rogabit, ut idem instrumentum sigillo suo communiat, aut aliquo alio sigillo autentico ad suam specialem requisitionem communiri faciat & procuret. Quorum quidem instrumentorum unum in publicam formam, sicut præferatur, redactum & sigillatum commissario vel commissariis præfati Regis Angliæ tunc præsentem vel præsentibus, idem Rex Francorum tunc & ibidem tradet seu tradit faciet cum effectu.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod omnes & singulæ injuriæ, molestaciones, gravamina, damna, & offensæ quæcumque Regi Francorum, ejusve regno, patriis, villis, oppidis, civitatibus, terris, territoriis, & dominiis, incolis & habitantibus eorumdem, aut subditis quibuscumque ejusdem Regis Francorum, per cives, incolas, habitatores, aut subditos dictæ civitatis Tornacensis & territorii ejusdem, armigeros, gentes armorum quoscumque, sive pedites, sive equites, præfato Regi Angliæ, aut dictæ civitati, tempore quo dicta civitas fuit sub ditione Regis Angliæ servientes, cujuscumque nationis aut patriæ extiterunt, quovis modo & occasione quacumque, per terram, mare, & aquas dulces, qualitercumque, quandocumque, aut ubicumque, ante datam præsentium, factæ & illatæ penitus per dictum Francorum Regem aboleantur & remittantur, & per præsentes abolentur & remittuntur, ita ut ab ejusdem memoria profus deleanur. Quodque dictus Francorum Rex, ejusve subditus, aut confœderatus quicumque, cujuscumque status, gradus, aut conditionis existat, eisdem civibus, incolis, habitatoribus aut subditis dictæ civitatis Tornacensis, & territorii ejusdem, aut armigeris, gentibus armorum, sive peditibus, sive equitibus quibuscumque, præfato Regi Angliæ aut dictæ civitati, tempore, quo dicta civitas fuit sub ditione ejusdem Regis Angliæ, servientibus, ejus rei gratia quicquam vultu, verbo, facto, aut nutu impropere, exprobre, aut impingere, vel quovis modo seu quælibet colore id vindicare vel ulcisci contendat, aut præsumat, vel per alios, directe vel indirecte, seu quovis alio quæsito colore vindicare vel ulcisci procuret, aut sinat.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod cives, incolæ, & habitatores dictæ civitatis Tornacensis, & territorii ejusdem, erunt in eadem & consimili, ac tanta libertate, in omnibus & per omnia, in qua fuerunt, antequam dicta civitas & territorium ejusdem in ditionem Regis Angliæ devenit; & quod dictus Rex Angliæ eisdem omnes & singulos ab omni obedientia, & juramento fidelitatis sibi præstitis, penitus exonerabit, liberabit & absolveret, prout per præsentes exonerat, liberat & absolvit, ita quod omnes & singuli cives, incolæ & habitatores dictæ civitatis, & territorii, adeo quietè, & pacifice vivant & civitatem cum territorio de dicto Rege Francorum eisdem modo & forma, & adeo liberè teneant, sicut prius tenuerunt, & vixerunt, antequam in manus & potestatem Regis Angliæ pervenerunt.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd cùm cives Tornacenses, & ejusdem incolæ, & habitatores, in traditione dictæ civitatis & territorii in manus præfati Regis Angliæ facta, promiserunt eidem summam quinquaginta millium coronarum auri solvendam eidem, hæredibus, aut successoribus suis certis locis, & terminis tunc conventis; cujus quidem summa certa portio, & pars residua est, & restat insoluta: dictus Francorum Rex de residuo dictæ summæ nondum solutæ se debitorem Regi Angliæ, ejusque hæredibus & successoribus constituit, & eandem summam pro dicta civitate, & nomine ejusdem, præfato Regi Angliæ, ejusque hæredibus & successoribus in oppido Calestæ, terminis & modis tunc conventis solvet, seu solvi faciet, absque omni dolo, fraude, aut dilatione quacumque.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd ante traditionem dictæ civitatis in manus præfati Regis Gallorum, dictus Rex Angliæ, ejusque deputatus, sive deputati possit & debeat, ac possint & debeant omnes bombardas, tormenta bellica, pulveres, lapides, pila ferrea & plumbea, ac alia instrumentorum bellicorum, sive armorum invalisiorum aut defensoriorum genera quæcumque, quocumque nomine censeantur, necnon victualia, omniaque & singula alia per præfatum Regem Angliæ, & ejus deputatos pro tuitione, defensione, & salvâ custodia dictæ civitatis, & territorii, vel alia quacumque causâ, empta, parata, sive ordinata, & inibi reposita, absque impedimento, molestatione, gravamine, aut contradictione juris, vel facti præfati Regis Francorum, sive civium, aut inhabitantium dictæ civitatis, & territorii, aut alicujus alterius ejusdem Regis subditi, cujuscumque status, gradus, aut conditionis existat, liberè & quietè abducere, asportare, & transvehere, per terram, mare, & aquas dulces dicti regni Franciæ, in regnum Angliæ, sive ad oppidum Calestæ, aut locum alium quemcumque, quotiens, quando, & quocumque modo voluerit, aut maluerit. Et quod præfatus Rex Francorum quemcumque, sive quoscumque molestantes, gravantes, & contradicentes, sive impedire, molestare, gravare, & contradicere volentes, sive conantes, realiter, & cum effectu impediet, & eisdem absque omni quæsito colore resistet. Et quòd prædictus Gallorum Rex, pro antedicta transvectione instrumentorum bellicorum, & cæterorum præmissorum, per subditos suos provisionem fieri faciet, tam hominum, equorum, & currum, quàm cimarum, plaustrorum, navium, & aliorum quorumcumque, ad transvectionem eorundem necessariorum, ad expensas tamen dicti Regis Angliæ.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si per præfatum Regem Francorum, aut per alium suæ partis quemcumque, vel per aliquem alium modum, quàm per mortem illustrissimorum principum, Francisci, Delphini, dicti Francorum Regis primogeniti, & dominæ Mariæ, dicti Regis Angliæ filiz, steterit, quominus matrimonium inter eosdem, vel alios eorundem Regum liberos, in alio tractatu matrimoniali de data præsentium per dictos Angliæ, & Francorum Reges, initum, & conclusum, debitum sortiatur effectum, tunc præfatus Francorum Rex, ejusque hæredes, aut successores, dictam civitatem Tornacensem cum adjacenti suo territorio, superioritate, relictio, jurisdictione, aliisque suis juribus, & pertinentiis universis, unâ cum fructibus medio tempore perceptis, nulla habita ratione reparationum per dictum Francorum Regem interim factarum, eidem Regi Angliæ, seu hæredibus & successoribus suis, ejusque, seu eorum deputato,

seu leputatis, absque omni dilatione, dolo, fraude, malo ingenio, aut contradictione quacumque, realiter & cum effectu immediatè restituet & tralet, vel restitui & tradi faciet, in eodem statu & libertate, quo fuit tempore, quo de manibus Regis Angliæ eandem recepit: eruntque cives dictæ civitatis, & territorii ejusdem, ab omni superioritate, rellotto, obedientia, juramento, & fidelitate Regi Francorum præstitis penitus, absoluti & exonerati: quo casu Rex Angliæ, ejusque hæredes & successores, omnes pecuniarum summas de dictis sexcentis millibus coronarum auri, tunc per Regem Francorum eidem solutas, dicto Francorum Regi eisdem terminis, modo & forma, quibus easdem recepit, reddere, resolvere, & restituere tenebitur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd si per præfatum Regem Angliæ, aut per alium suæ partis quemcumque, aut per aliquem alium modum, quàm per mortem dictorum principum Delphini, & Mariz, aut aliorum dictorum Regum liberorum, ut præfertur steterit, quominus dictum matrimonium sortiatur effectum, tunc præfatus Francorum Rex, ejusve hæredes, aut successores, dictam civitatem Tornacensem, cum adjacenti suo territorio sibi retinebit, vel retinebunt. Quo casu nihilominus dictus Francorum Rex, ejusve hæredes, aut successores, summam sexcentorum millium coronarum auri, valoris prædicti, boni & justi ponderis, vel residuum ejusdem, tunc non solutum, sub modo, forma, & terminis solutionis in præfenti tractatu superius specificatis, dicto Regi Angliæ, ejusve hæredibus, aut successoribus,olvere tenebitur, & obligabitur, & per præfentes tenetur & obligatur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd dictus Rex Francorum, post traditionem dictæ civitatis Tornacensis, & territorii ejusdem, sibi per præfatum Regem Angliæ, ut præfertur, faciendam, nihil omninò aget, faciet, tractabit, vel attentabit, aut à dictis civitatis & territorii civibus, incolis & habitatoribus agi, fieri, tractari, vel attentari sinet, vel quovis modo, clam vel apertè permittet, quod in præjudicium, damnum, jacturam, sive dispendium subditorum Caroli, Regis Hispaniarum Catolici, quovis modo, directè vel indirectè, cedere possit; sed quòd dicta civitas Tornacensis, & territorium, civesque, incolæ, & habitatores eorumdem, in omnibus, & per omnia, versùs dicti Hispaniarum Regis subditos se gerent, & habebunt, sicut ante traditionem dictæ civitatis, & territorii, in manus præfati Regis Angliæ factam gerere & habere consueverunt, & se obligaverunt; & quòd dicta civitas, & territorium ejusdem, in omnibus, & per omnia, in eodem statu versùs subditos dicti Hispaniarum Regis reponatur, quo fuit ante traditionem dictæ civitatis, & territorii, in manus dicti Regis Angliæ. Et pari modo dictus Rex Catolicus, & subditi ejusdem Regis, in omnibus, & per omnia, erga dictam civitatem Tornacensem, & territorium, cives, incolas, & habitatores eorumdem se gerent, & habebunt.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd pro firmiori & fideliori observantia, tam præfentis tractatus, quàm tractatus matrimonii de data præfentium habiti & conclusi per Regem Francorum antedictum, ejusve deputatum, sive deputatos, ad hoc sufficientem autoritatem habentes, eodem die quo civitas Tornacensis cum ejus appendentiis in manus Regis Francorum, ut suprà dictum est, traderetur, prædicto Regi Angliæ, ejusve deputato, vel deputatis ad hoc sufficientem autoritatem habenti, vel habentibus, & in manus ejus, seu deputati,

aut

aut deputatorum suorum, in civitate Londinensi dabuntur, & realiter tradentur tot obfides nobiles regni Franciæ, boni, convenientis, ac fufficientis patrimonii & valoris, fumptibus fuis propriis alendi, & intertenendi, cum quibus Rex Angliæ bene contentabitur, qui loco pignoris fervabuntur, & penes dñum Angliæ Regem, ejufve deputatum five deputatos, in falva custodia remanebunt, donec, & quoufque omnia & fingula in dictis tractatibus fub modis & formis in eisdem contentis, fuerint per dictum Regem Francorum ejufve hæredes, aut fucceffores fideliter & cum effectu obfervata, & perimpta. Quo cafu Rex idem Angliæ, ejufve deputatus feu deputati, tunc præfatos obfides, abfque omni dilatione aut contradidione quacumque, præfato Regi Francorum, ejufve deputatis five assignatis reddere, & in manus fuas reftituere tenebitur. Et fi dicti obfides, vel eorum aliquis interim moriatur, tunc in locum eorum, vel ejus, morientium feu morientis, dictus Francorum Rex intra menfem, poftquam per hñcti Regis Angliæ litteras fuper hoc certior factus fuerit, alios five alium obfides five obfidem, confimilis qualitatís, valoris, & patrimonii, cum quibus dictus Rex Angliæ contentabitur, fimiliter in civitate Londinensi dicto Regi Angliæ, feu ejus deputato, five deputatis, tradet, & liberabit, feu tradi & liberari faciet realiter & cum effectu, totiens quotiens dictus cafus mortis alicujus eorumdem evenerit. Et cafu quo dictus Rex Francorum aliquem dictorum obfidum propter ægritudinem, matrimonium celebrandum, aut aliam caufam quancumque, domum & in patriam repetere & revocare voluerit, tunc dictus Francorum Rex ante traditionem dicti obfidis, ut præfertur, revocandi, alium confimilis qualitatís, & æftimationis, cum quo dictus Rex Angliæ contentabitur, in dicta civitate Londinensi, dicto Regi Angliæ, ejufve deputato, vel deputatis dabit & tradet, feu dari & tradi faciet, quo facto licebit fic revocato in regnum Franciæ, & in patriam redire.

Item. Cùm in quodam articulo tractatus matrimonialis de data præfentium inter prædictos Angliæ, & Francorum Reges, de matrimonio inter prædictos fereniffimos Principes dominum Delphinum, dicti Regis Francorum primogenitum, & dominam Mariam, præfati Regis Angliæ filiam, habendo & celebrando, fit conventum, quòd dictus Rex Angliæ, pro dicto matrimonio, nomine dotis, & pro dote dabit & folvet, dari & folvi faciet dicto Delphino, ejufve deputato, feu deputatis, fummam trecentorum triginta trium millium coronarum auri boni & jufti ponderis, terminis, modo, & forma fequentibus, videlicet primam medietatem in die folemnifationis dicti matrimonii, feu intra octo dies ex tunc proximè fequentes; aliam medietatem intra annum ex tunc proximè fequentem; conventum, concordatum, & conclufum eft, quòd dictus Francorum Rex, ejufve hæredes & fucceffores, ex refiduo fummæ dictorum fexcentorum millium coronarum auri, pro civitate Tornaceni, ut præfertur, folvendæ, & die folemnifationis matrimonii prædicti remanenti non foluto, fummam centum fexaginta fex millium & quingentarum coronarum auri, prædicto die folemnifationis matrimonii, nomine medietatis dotis dictæ dominæ Mariæ, & in plenam, perfectam, & integram folutionem ejufdem medietatis nomine dicti Delphini filii fui, & ad ejus ufum retinebit: & de eadem fuma fic per eum nomine dicti filii fui, & ad ejus ufum retenta, fe pro Rege Angliæ dicto filio fuo debitorem conftituet, & eundem Regem Angliæ ab ulteriori folutione dictæ fummæ nomine medietat-

vis dotis dicto Delphino facienda, per litteras suas patentes magno suo sigillo sigillatas, & manu sua subscriptas, totaliter eo casu liberabit; pro reliqua verò medietate dictæ dotis intra annum, ut prædictum est, solvenda, suprà nominatus Francorum Rex, ejusque hæredes & successores, ex dictis sexcentis millibus coronarum auri summam sexaginta sex millium & quingentarum coronarum auri sibi retinebit in plenam, integram, & perfectam solutionem ejusdem, si tanta summa de dictis sexcentis millibus in manibus suis tunc remanebit insoluta. Ex casu, quo dicta summa centum sexaginta sex millium & quingentarum coronarum auri tunc non integrè remanserit insoluta, sed solum aliqua ejus pars, eo casu idem Rex Francorum, ejusque hæredes & successores, summam remanentem pro solutione partis secundæ medietatis pro rata ejusdem, nomine dicti filii sui retinebit, ac de eadem summa sic per eum nomine dicti filii sui, & ad ejus usum retenta, se pro Rege Angliæ dicto filio suo debitorem constituet, ac eundem Regem ab ulteriori solutione dictæ ratæ partis medietatis dotis dicto Delphino facienda per litteras suas patentes, magno suo sigillo sigillatas, & manu sua subscriptas, totaliter eo casu liberabit; reliquam verò partem dictæ summæ centum sexaginta sex millium & quingentarum coronarum auri præfatus Rex Angliæ, ejusque hæredes aut successores eidem Francorum Regi, aut ejus deputato, nomine Delphini filii sui solvet & supplebit, aut solvi & suppleri faciet, in plenam, perfectam, & integram solutionem totius dotis dictæ dominæ Mariæ hoc casu constitutæ; de qua quidem reliqua parte sic per eum nomine dicti filii sui & ad ejus usum in plenam solutionem totius dotis recepta, dictus Francorum Rex, ejusque hæredes & successores, pro Rege Angliæ dicto filio suo se debitorem constituet, & eundem Regem Angliæ ab ulteriori solutione dictæ reliquæ partis præfato Delphino facienda, per litteras suas patentes, magno suo sigillo sigillatas, & manu sua subscriptas, integram dotem solutam esse declarantes, totaliter eo casu liberabit: quas quidem litteras, sicut præfertur, confectas, eidem Regi Angliæ, ejusque deputato, seu deputatis, dabit & tradet, darive & tradi faciet. Et si contingat, dictam dominam Mariam dicto Regi Angliæ, ob defectum liberorum masculinorum, quod Deus avertat, in regno succedere, tunc & in eo casu, de prædicta summa trecentorum & triginta trium millium coronarum auri, nihil omnino nomine dotis solvetur, nec aliquid de dicta summa sexcentorum millium coronarum auri per dictum Regem Francorum, seu ejus hæredes, nomine dotis retinebitur. Et si quid nomine dotis solum aut retentum fuerit, id totum executoribus dicti Regis Angliæ, per dictum Regem Francorum, ejusque hæredes & successores, resolvetur; & quamquam hoc casu nulla dos fuerit per Regem Angliæ data, in receptione tamen dotis, si dicta filia Delphinum supervixerit, antum solvetur ei per Francorum Regem, ejusque hæredes & successores, quantum solveretur nomine dotis ex parte Regis Angliæ, si sua filia non successerit in regno.

Item. Conventum, concordatum & conclusum est, quòd præfatus Christianissimus Francorum Rex coram oratore, vel oratoribus, commissario, vel commissariis, procuratore, vel procuratoribus præfati Regis Angliæ, quamprimum ad hoc per eosdem oratorem vel oratores, commissarium vel commissarios, legitime requisitus fuerit, absque omni dilatione, tactis sacrosanctis Dei evangelis, juramentum in scriptis præstabit, quòd præsentem tractatum, ac omnia & singula capitula in eodem contenta, bona fide observabit, & ab aliis, quantum in ipso

erit, realiter & cum effectu observari faciet: idemque juramentum, sicut præfertur, in scriptis redactum & præstitum, ac manu sua propria tunc ibidem signatum, oratori vel oratoribus præfati Regis Angliæ ibidem præfenti vel præsentibus realiter tradet; & similiter Rex Angliæ coram oratore vel oratoribus, procuratore vel procuratoribus, commissario vel commissariis præfati Francorum Regis, quamprimum ad hoc legitime fuerit requisitus, absque omni dilatione, tactis sacrosanctis evangeliiis, juramentum in scriptis præstabit, quod præsentem tractatum, ac omnia & singula capitula in eodem contenta, bona fide observabit, & ab aliis, quantum in eo erit, realiter & cum effectu observari faciet. Idemque juramentum suum, sicut præfertur, in scriptis præstitum, & manu sua propria tunc & ibidem subsignatum, dictis oratoribus præfati Regis Francorum ibidem præsentibus realiter tradet.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod uterque Regum prædictorum per litteras suas patentes, magno suo sigillo sigillatas, & manibus suis subscriptas, præsentem tractatum, ac omnia & singula in eodem contenta, acceptabit, ratificabit, & intra quatuor menses datam præsentium proximè sequentes, confirmabit, eisdemque litteras, sicut præfertur, signatas, intra dictos quatuor menses vicissim & mutuò tradet, tradive faciet cum effectu.

Sequuntur tenores commissionum.

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, dominus Hiberniæ, universis & singulis, ad quorum notitias præfentes litteræ pervenerint, salutem. Notum facimus, quod nos de fidelitate, industria, & provida circumspectione dilectorum & fidelium consiliariorum nostrorum, Thomæ, Ducis Northfolciæ, magni Thesaurarii & Marscalli Angliæ; Reverendi Patris Thomæ, Dunelmensis Episcopi, custodis privati sigilli nostri; necnon Caroli, Comitis VVignoriæ, domini de Herbert & de Gorrer; Camerarii nostri; & Reverendi Patris Nicolai, Episcopi Eliensis, plurimum confidentes, ipsos, & eorum quemlibet, conjunctim & divisim, nostros veros, legitimos, & indubitatos oratores, procuratores, ambassiatōres & nuncios nostros generales & speciales ad infra scripta ordinavimus, fecimus, & constituimus, ac per præfentes ordinamus, facimus, & constituimus, dantes & concedentes eisdem, & eorum cuilibet, conjunctim, ut præfertur, & divisim, potestatem generalem & mandatum speciale, ita quod generalitas specialitati non derogat, nec è contra, pro nobis & nomine nostro cum Christianissimo Principe, Francisco, Francorum Rege, consanguineo nostro carissimo, vel ejus oratoribus, procuratoribus, ambassiatoribus, commissariis sive deputatis, sufficientem auctoritatem ab eo habentibus, de & super traditione ac deliberatione civitatis Tornacensis, & territorii ejusdem, Abbatiæ sancti Amandi, ac castris sive oppidi de Mortaigne, cum suis pertinentiis & dependentiis, ad manus dicti consanguinei nostri Francisci Regis, vel deputatorum suorum, sub quibuscumque pactis, capitulis, conditionibus, & conventionibus, cum dicto Rege Francorum, ejusve commissariis aut deputatis, conveniendi, concipiendi, & concludendi; necnon & super hujusmodi pactis, conditionibus, contractibus, & conventionibus quibuscumque, ac etiam super quibuscumque pecuniarum summis, pro traditione ac deliberatione dictæ civitatis Tornacensis, quantumvis

magnis per præfatum Francorum Regem, suosque, hæredes & successores, nobis, nostris hæredibus & successoribus, sive nostris, aut eorum deputatis, certis locis, terminis, modisque & forma solvendis, tractandi, communicandi, pacificendi, concordandi, & concludendi, ipsumque Franciscum Regem, hæredes & successores suos, necnon regnum, terras, patrias, & dominia, ac res & bona sua quæcumque, ac subditos suos quoscumque, eorumque bona mobilia & immobilia, ubicumque fuerint reperta, pro summis hujusmodi, locis, terminis, modisque & forma inter oratores nostros prædictos, & dictum Regem Francorum, ejusve commissarios, aut deputatos, utrinque conventis & concordatis, fideliter solvendis, astringendos & obligandos, pacificendi, & conveniendi. Et præterea, pro residuo cujusdam pecuniarum summæ, nobis, hæredibus & successoribus nostris, per cives Tornacenses, eo tempore quo cives dictæ civitatis se in manus & ditionem nostras dederunt nobis, & eisdem præmissis, & ea ratione nobis, & eis debita, & remanentis adhuc non solutæ, ipsum Franciscum Regem, & successores suos, nobis, hæredibusque & successoribus nostris debitores constituendos, subrogandos, obligandos, & astringendos, conveniendi & concludendi, vel alias promissiones recipiendi, quæ eisdem procuratoribus nostris rationabiles videbuntur; ipsumque Francorum Regem, regnum, terras, & dominia sua quæcumque, ac inviolabilem conventorum & conclusorum observantiam, sub censuris ecclesiasticis quibuscumque, & in forma Camere Apostolicæ, ac aliàs, prout eis videbitur, nobis astringenda & obliganda, similiter pacificendi & conveniendi; ac ulterius pro securitate, firmitate, & observatione omnium & singulorum pactorum & conventionum faciendorum tam super dicta traditione, & deliberatione dictæ civitatis Tornacensis, quàm super matrimonium inter carissimam filiam nostram Mariam, & Franciscum, Delphinum Viennensem, filium prædicti Francisci, Regis Francorum, contractum, obsides regni sui Franciæ, nobiles boni & sufficientis valoris, si ipsi, vel eorum aliquis moriatur, in locum ejus, vel eorum substituendos, pacificendi, conveniendi, & nobis obligandi: ac insuper cum dicto Rege Francorum, ejusve oratoribus, procuratoribus, ambasciatoribus, sive nunciis sufficienter & legitime deputatis, ad causas, quæstiones, controversias, differentias, & occasiones quascumque, quæ inter nos, & dictum carissimum fratrem nostrum Francorum Regem, mutuam amorem & benevolentiam diminueret, vel suspensionem aut simultatem aliquam generaret, quovis pacto possent, tollendas & amovendas, tractandi, communicandi, conveniendi, & concludendi, necnon de & super restitutione & satisfactione quarumcumque deprædationum, rapinarum, aut injustè ablatorum à subditis nostris, vel dicti Regis Francorum, hinc inde per terras, mare, & aquas dulces, antehac factorum, vel impostèrùm fiendorum, ac de modo & forma ejusdem restitutionis & satisfactionis utriusque subditis, tam pro præterito, quàm pro futuro tempore faciendarum, & de deputatione judicum ad cognoscendum, procedendum, definiendum, & exequendum de & super eisdem cum dicto Rege Francorum, ejusve oratoribus, procuratoribus, & commissariis, similiter tractandi, communicandi, & concludendi, & nos, hæredes & successores nostros, pro hujusmodi restitutione facienda obligandi & astringendi, ac super hujusmodi conventis, concordatis, & conclusis cum dicto Christianissimo Francorum Rege, consanguineo nostro carissimo, sive ejus oratoribus, commissariis, aut deputatis, litteras

validas & efficaces pro parte nostra tradendi, aliasque consimilis effectus & vigoris ab ipso vel ipsis petendi & recipiendi, plenamque præterea potestatem juramentum in animam nostram præstandi, quod tenebimus & adimplebimus realiter & cum effectu omnia & singula, quæ in prædictis, & circa ea, nomine nostro concordabunt, convenient, jurabunt, firmabunt, & concludent; ac quod illa ratificabimus, & nullo unquam tempore revocabimus, nec contra ea, vel eorum aliquod, faciemus, vel quovis pacto veniemus; simileque juramentum à dicto Christianissimo Rege Francorum, ejusve ambassiatoribus ad hoc potestatem habentibus, præstari videndi, petendi, & exigendi, ac generaliter omnia & singula nomine nostro faciendi, exercendi, & expediendi, cum suis incidentibus, emergentibus, dependentibus, & connexis quibuscumque, cujuscumque naturæ seu importantiæ fuerint, quæ in præmissis, vel aliquo præmissorum, necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, etiam si talia fuerint, quæ de sua natura ad ea perficienda mandatum exigant magis speciale, quam præsentibus sit expressum, & quæ nobis facere liceret, si præmissis personaliter præsentibus interessemus; promittentes bona fide, & in verbo regio, nos ratum, gratum & firmum habituros id totum, & quicquid per dictos oratores, commissarios, procuratores, & deputatos nostros, seu eorum quemcumque, actum, gestum, conventum, juratum, aut factum fuerit in præmissis, & contra ea, vel eorum aliqua, nullo modo contravenire, imò ipsa manutenere, inviolabiliter observare, ac per nostras patentes litteras confirmare. In cujus rei testimonium, præsentibus his manu nostra signatis sigillum nostrum magnum duximus apponendum. Datum Londini, primo die octobris, anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo, regni verò nostri decimo: Per Regem.

FRANCISCUS, Dei gratia Francorum Rex, Mediolani Dux, & Genuæ dominus, universis & singulis litteras præsentibus inspecturis, salutem. Notum facimus, quod nos de fidelitate, industria, & provida circumspectione dilectorum & fidelium consiliatorum nostrorum, Guillelmi Gouffier, domini de Bonnavero, militis nostri ordinis, necnon Cambellani ordinarii, ac Admiraldi Franciæ; Stephani de Poncher, Episcopi Parisiensis; Francisci de Rupecaverdi, militis, domini de Campodenario, senescalli Tholosæ, & gubernatoris Rupellæ, Cambellani nostri; & Nicolai de Neufville, etiam militis, domini de Villeroy, Audientiarum Franciæ, ac Secretarii Financiarum nostrarum, plurimum confidentes, ipsos, & eorum quemlibet, conjunctim & divisim, nostros veros, legitimos, & indubitatos oratores, procuratores, ambassiatores & nuncios nostros generales, & speciales, ad infra scripta ordinavimus, fecimus, & constituimus, ac per præsentibus ordinamus, facimus, & constituimus. Dantes & concedentes eisdem, ac eorum cuilibet, conjunctim, ut præfertur, & divisim, potestatem generalem & mandatum speciale, ita quod generalitas specialitati non deroget, nec è contra, pro nobis, & nomine nostro, cum illustrissimo Principe Henrico, Rege Angliæ, consanguineo nostro carissimo, vel ejus oratoribus, procuratoribus, ambassiatoribus, commissariis, sive deputatis sufficientem auctoritatem ab eo habentibus, de & super traditione ac deliberatione civitatis Tornacenensis, & territorii ejusdem, Abbatæ sancti Amandi, ac castri sive oppidi de Mortaigne, cum suis pertinentiis ac dependentiis, ad manus nostras, vel deputatorum nostrorum, sub qui-

buscumque pactis, capitulis, conditionibus, & conventionibus cum dicto Rege Angliæ, ejusve commissariis aut deputatis, conveniendi, concipiendi, & concludendi, necnon de & super hujusmodi pactis, conditionibus, contractibus, & conventionibus quibuscumque, ac etiam super quibuscumque pecuniarum summis pro traditione dictæ civitatis Tornacenſis, quantumvis magnis, per nos nostrosque hæredes & successores præfato Regi Angliæ, aut ejus hæredibus & successoribus, sive ejus, aut eorum deputatis, certis locis, terminis, modisque & forma, solvendis tractandi, communicandi, paciscendi, concordandi, & concludendi, nosque, hæredes & successores nostros, necnon regnum, terras, patrias, & dominia, ac res & bona nostra quæcumque, ac subditos nostros quoscumque, eorumque bona mobilia & immobilia, ubicumque fuerint reperta, pro summis hujusmodi, locis, terminis, modisque & forma inter oratores nostros prædictos, & dictum Regem Angliæ, ejusve commissarios aut deputatos, utrinque conventis & concordatis, fideliter solvendis astringendi & obligandi: & præterea pro residuo cujusdam pecuniarum summæ dicto Regi Angliæ, ejusque hæredibus & successoribus, per cives Tornacenſes, eo tempore quo cives dictæ civitatis se in manus & ditionem dicti Regis Angliæ dederunt, eidem promittæ, & ea ratione Suz Majestati debittæ, & remanentis adhuc non solutæ, nos, hæredes & successores nostros, dicto Regi Angliæ, ejusque hæredibus & successoribus, debitores constituendi, subrogandi, obligandi & astringendi, vel alias promissiones faciendi, quæ eidem procuratoribus nostris rationabiles videbuntur, nosque, regnum, terras, & dominia nostra quæcumque, ad inviolabilem conventorum & conclusorum observantiam sub censuris ecclesiasticis quibuscumque, & in forma Cameræ Apostolicæ, ac aliâ, prout eis videbitur, astringendi & obligandi, ac ulteriùs pro securitate, firmitate, & observatione omnium & singulorum pactorum & conventionum faciendarum, tam super dicta recuperatione & traditione dictæ civitatis Tornacenſis, quam super matrimonio inter carissimum filium nostrum Franciscum, Delphinum Viennenſem, & illustrissimam Mariam, filiam Regis Angliæ prædicti contracto, obsides regni nostri, nobiles boni & sufficientis valoris quoscumque & quotcumque eis expedire videbitur, in manus dicti Regis Angliæ dando & tradendo, aliosque nobiles boni & sufficientis valoris, si ipsi, vel eorum aliquis moriatur, in locum ejus, vel eorum, substituendo, paciscendi, promittendi, & nos obligandi, ac inluper cum dicto Rege Angliæ, ejusve oratoribus, procuratoribus, ambassiatoribus, sive nunciis sufficienter & legitime deputatis, ad causas, quæstiones, controversias, differentias, & occasiones quascumque, quæ inter nos, & dictum carissimum fratrem nostrum Angliæ Regem, mutuum amorem & benevolentiam diminuerent, vel suspicionem, aut similitatem aliquam generare quovis pacto possent, tollendas & amovendas, tractandi, communicandi, conveniendi, & concludendi; necnon de & super restitutione & satisfactione quarumcumque depredationum, rapinarum, aut injustè ablatorum à subditis nostris, vel dicti Regis Angliæ, hinc inde ubicumque per terram, mare, vel aquas dulces, antehac factorum, vel imposterum fiendorum, ac de & super forma ejusdem restitutionis & satisfactionis utriusque subditis, tam pro præterito, quam pro futuro tempore faciendarum, & de deputatione judicum ad cognoscendum, procedendum, diffiniendum, & exequendum, de & super eidem cum dicto Rege Angliæ, ejusve oratoribus, procuratoribus, & com-

missariis, similiter tractandi, communicandi, & concludendi, & nos, & hæredes & successores nostros, pro hujusmodi restitutione facienda obligandi & astringendi; necnon ad omnia & singula per eosdem oratores, procuratores, ambassiatores sive nuncios nostros, circa præmissa, vel eorum aliqua, tractata, communicata, & conclusa, per nos, & ex parte nostra fideliter adimplendum, nos, hæredes & successores nostros, ac bona nostra ubicumque reperta, necnon regna, patrias, & dominia nostra, subditosque nostros, ac eorum bona ubilibet inventa, astringendi & obligandi, ac super hujusmodi conventis, concordatis, & conclusis, cum dicto illustrissimo Angliæ Rege, consanguineo nostro carissimo, sive ejus oratoribus, commissariis aut deputatis, litteras validas, & efficaces pro parte nostra tradendi, aliasque consimilis effectus & vigoris, ab ipso, vel ab eis petendi & recipiendi, plenamque præterea potestatem juramentum in animam nostram præstandi, quod tenebimus & adimplebimus realiter & cum effectu omnia & singula, quæ in prædictis, & circa ea, nomine nostro concordabunt, convenient, jurabunt, firmabunt, & concludent; ac quod illa ratificabimus, & nullo unquam tempore revocabimus, nec contra ea, vel eorum aliquod faciemus, vel quovis pacto veniemus; simileque juramentum à dicto Rege Angliæ, consanguineo nostro carissimo, præstari videndi & exigendi, ac generaliter omnia & singula faciendi, exercendi, & expediendi, cum suis incidentibus, emergentibus, dependentibus, & connexis quibuscumque, cujuscumque naturæ, seu importantiæ fuerint, quæ in præmissis, vel aliquo præmissorum, necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna, etiamsi talia fuerint, quæ de sua natura, ad ea perficienda, mandatum exigant magis speciale, quam præsentibus sit expressum, & quæ nobis facere liceret, si præmissis personaliter præsentem interessemus; promittentes bona fide, & in verbo regio, nos ratum, gratum, & firmum habituros id totum & quicquid per dictos oratores, commissarios, procuratores, nuncios & deputatos nostros, seu eorum quemcumque, actum, gestum, conventum, juratum, aut factum fuerit in præmissis, & contra, ea vel ipsorum aliqua, nullo modo contravenire, imò ipsa manerere, & inviolabiliter observare, ac per litteras nostras patentes confirmare. In cujus rei testimonium, præsentibus his manu nostra signatis sigillum nostrum duximus apponendum. Datum Andegavis, die ultimo mensis julii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo, & regni nostri quarto. Sic signatur replica tubus, François, & super replica: Per Regem.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, nos oratores, commissarii, & procuratores antedicti domini nostri illustrissimi Regis Angliæ præsentibus litteris nostris subscriptis, sigilla nostra apposuimus. Datum in Urbe Londinensi, die quarto octobris, anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo.

LETTRES DE CHRISTIERNE II, ROI DE DANEMARC,
par lesquelles il renouvelle avec le Roi François I. le traité de con-
federation fait entre le Roi Louis XII. & Fran Roi de Danemarc, son
pere, soit pour la liberté du commerce entre leurs sujets, ou pour
s'entr'assister contre leurs ennemis. A Copenhague, le vintieme
novembre 1518.

Dane-
marc.

1518.

20. nov.

CHRISTIERNUS, Dei gratiâ, Daciæ, Norvegiæ, Slavorum, Gotto-
rumque Rex, electus in Regem Sueciæ, Dux Slesvicensis, Holsatiæ,
Stormariæ, & Ditmarsicæ, Comes in Oldemburg, & Delmenhorst, mani-
festum facimus universis & singulis præsentis nostras literas inspecturis, comper-
tum esse nobis, jam olim nostros inclitissimos progenitores Daciæ Reges, cum
Christianissimis Francorum Regibus, fœdera percussisse: Considerantes itaque
nullum Imperium faciliè absque amicis stare posse, & rem sanctissimam amicitiam
Deo optimo maximo pergratam fore, qua parvæ res crescunt, cum discordia
maximè dilabuntur, eadem fœdera nunc, & in futurum, cum excellentissimo &
christianissimo Principe, domino Francisco, divina favente clementia Francorum
Rege, Mediolani Duce, & Genuæ domino, fratre, consanguineo, & confœderato
nostro carissimo, continuari, & magis atque magis in dies augeri, commune esse
desiderium utrique nostrum innotuit. Nos itaque prædecessorum nostrorum vesti-
giis inhærentes, ex una; & nobilis ac magnificus vir Franciscus de Bordellis, Baro
Coloniæ, ejusdem Christianissimi fratris & confœderati nostri, consiliarius,
atque orator, ambassiator, nuncius, & procurator, cum speciali mandato, com-
missione, & procuratorio sufficienti ad nos destinatus & deputatus, nomine
dicti nostri fratris, & virtute mandati, & commissionis hujusmodi, partibus, ex
altera; amicitiam, ligam, & confœderationem jamdudum ininitam inter potentissi-
mos Principes nuperrimè defunctos, scilicet Reges Joannem, genitorem nostrum,
& Ludovicum, ejusdem fratris nostri socerum, juxta tenorem litterarum deluper
confectarum, habita prius ad hoc matura consultatione, nunc & in perpetuum
renovamus, confirmamus, & per præsentis penitus ratum habemus, præfatis
litteris inter defunctos Reges prædictos hinc inde confectis, tam quoad mutua
commercia terrestria, quàm maritima, aut aliter aquatica, & alia quæcumque in
eis contenta, in suo vigore & roboro omnino duraturis, ac in futurum perma-
nentibus.

Præterea, feliciori tam regiarum personarum, quàm regnorum & subditorum
utriusque statui, maturius consulentes, habita cum fidelissimis consiliariis nostris
diligenti consultatione & deliberatione, præfato majorum nostrorum fœderi ascri-
bimus, appunctuamus, concorditer volumus, & in verbo regio promittimus, ut
quandocumque Christianissimus Rex, frater & confœderatus noster, contra Anglos,
pro recuperatione civitatum, dominiorum, seu terrarum, quas vel quæ ipsi Angli
in Francia jam detinent, bellum habuerit, aut si & quando adversus, & contra
præfatos Anglos, ipsum aliter provocatum, bellum, & bellicam expeditionem sus-
cipere contigerit, seu quandocumque nos adversus insidos & rebelles nostros
Suecos, bellum habuerimus, aut si & quando adversus civitatem Lubecensem, &
alias

alias Germaniæ civitates ipsis Lubecensibus adherentes, nos provocatos bellum & bellicam expeditionem suscipere contigerit, ex tunc unusquisque nostrum requisitus tenebitur mittere, & prestare in auxilium alteri tot armatos pedites in re bellica exercitatos, atque tot naves cum bombardis, armis, & machinis bellicis instructas, quot ab altero vicissim expectare & habere voluerit. Quos etiam auxiliares pedites, & naves, ita ut præstetur instructas, unusquisque nostrum qui requisitus fuerit mittere tenebitur suis propriis stipendiis & expensis, ad terram, seu regna ejus qui auxilium petierit, & eisdem pedites ad tres menses continuos, postquam terram seu regna intraverint, suis stipendiis stipendiare alteri militaturos; deinceps is in cujus auxilium missi fuerint, tenebitur eis stipendium erogare, donec eis recedendi licentiam concesserit. Qui etiam tenebitur eis providere de sufficientibus victualibus, seu de condignis stipendiis, quibus possint commodè in patriam suam redire, proviso tamen quod non sine temporis saltem trium mensium intercapedine alter alterum de habendo ejusmodi auxilio & populo commonefaciat. Sit tamen unicuique nostrum, qui pro tempore principaliter, & pro se bellum ita, ut præstetur, susceperit, & ab altero auxilia impetraverit, semper libera potestas, oblata opportunitate, cum hoste inducias, seu pacem pacisci, quando ipsi regnisque ejus condecens, seu utile videbitur. Hac tamen lege & conditione, ut alterum auxiliarem, & ejus regna, atque subditos, in tali pace, seu induciis alter semper comprehendat.

Obligantes nos, & hæredes ac successores nostros, atque promittentes bona fide, & in verbo regio, fraternam hanc renovationem, corroboracionem, amicitiam, & confederationem, juxta & secundum præsentium nostrarum, & prædictarum litterarum tenores, quoad omnia & singula in e.s contenta inviolabiliter semper manutenere & observare omnino, & contra ea, aut aliqua ipsorum, nullo modo contravenire.

In quorum omnium fidem & robur perpetuum sigillum, nostrum præsentibus litteris manu nostra propria subscriptis iussimus appendi. Datum in castro nostro Hassienſi, vicesima die mensis novembris, anno nostræ salutis 1518.

*TRAITE' D'UNE SAINTE LIGUE CONTRE LE TURC,
entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, par l'entremise du Pape Leon X. le 2. octobre 1518. ratifié & approuvé par l'Empereur Charles V. qui y entra en vertu d'une clause inserée audit traité. A Saragoce, le 14. janvier 1519.*

CAROLUS, Dei gratiâ Rex Castellæ, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliæ, Jerusalem, Navarræ, Granatæ, &c. Decet Reges & Principes, quorum cor in manu Dei consistit, ut de universis regnis, provinciis, & populis eorum curæ suprema dispositione commissis, taliter protectionem, & tuitionem suscipiant, ut sub sælici regimine prosperè gubernentur, & in statu pacifico ac tranquillo sedulò conſerventur. Id autem magis ad Catholicos Reges & Principes pertinet, quorum studia & conatus in orthodoxæ fidei exaltationem, divini nominis gloriam, ac universæ reipublicæ christianæ amplitudinem, semper

*Avec le Pape;
l'Empereur, &
l'Angleterre;
contre le Turc;
1518. & 1519.
2. octobre &
14. janvier.*

debent esse disposita, ut in his constantia fidei, probata sinceritas, ac singularis devotionis affectus observantiæque, & reverentia erga Deum optimum maximum, ejusque in terris vicarium, clarissimè dignoscantur. Cùm itaque S. D. N. Leo Papa X. tanquam ipsius omnipotentis Dei vices gerens in terris, more boni pastoris, ad conservandum gregem sibi commissum, ne lupus ille rapax Turcus inmanissimus christiani nominis hostis, continuè quærens quem devoret, posset quovis modo christianum ipsum gregem impetere, seu opprimere: dudum per suos legatos de latere ad universos christianos Reges & Principes destinatos curaverit hos omnes disponere, ut depositis inter eos armis, sublati inimicitii, sedatiq; & pacatis universis etiam christianorum discordiis & controversiis, communibus armis, omnes christianorum vires contra ipsum publicum christianæ Religionis hostem dirigi possent. Cujus S. D. N. hortatibus ac persuasionibus perciti statueramus jam pridem, pro ipsa universali christianorum pace, fœdus inire, cum eodem S. D. N. sacratissimoque Romanorum Imperatore, paterno nostro avo colendissimo, serenissimisque & potentissimis Francorum & Angliæ Regibus, &c. ad eumque effectum pro ipso fœdere ineundo mandatum dederamus amplissimum Elnensi Episcopo, oratori nostro in Anglia commoranti, ut cum prædictis cæterisque christianis Regibus & Principibus, eorumve oratoribus ad id potestatem habentibus, hujusmodi universalis pacis nostro nomine fœdus percuteret. Verùm, dum mandatum nostrum sic expeditum transmissum foret per bîdum antequam illud mandatum ipsum applicuisset, inter oratores, commissarios, ac deputatos, eorumdem serenissimorum christianæ, & Angliæ Regum, fœdus hujusmodi percussum fuerat. In quo ipse S. D. N. Leo Papa decimus, Cæsarea Majestas, & nos, cum eisdem Francorum, & Angliæ Regibus, tanquam principaliter contrahentes, & confederati inclusi fuimus, ea tamen lege adjecta, ut infra quatuor menses, post notificationem ipsius tractatus nobis factam immediatè sequentes, teneremur per litteras nostras ratificatorias, & confirmatorias, ac per oratorem, vel oratores sufficientem ad hoc auctoritatem habentes, nos ad observantiam dicti tractatus, juramento corporali super hoc præstando obligare & alstringere, ac requirere & rogare dictos Angliæ, & Francorum Reges, ac eorum utrumque, quatenus pro principaliter contrahente recipiamur & acceptemur, gaudeamulq; beneficio dicti tractatus, ac si in conclusione ejusdem fœderis mandatum nostrum affuisset. Alioquin autem elapso termino pro comprehenso duntaxat, non autem pro principaliter contrahente haberemur, prout latius in articulis hujusmodi tractatus & fœderis, sub die secunda octobris, anni Domini 1518. conclusis & tractatis legitur contineri, quorum tenor sequitur, & est talis.

UNiversis & singulis, ad quorum notitias præsentis litteræ pervenerint, Nos Thomas, Dux Norff. magnus Thesaurarius, & Marecallus Angliæ; Thomas, Episcopus Dunelmensis, custos privati sigilli potentissimi & invictissimi principis domini nostri Henrici, Dei gratiâ Regis Angliæ & Franciæ, & domini Hiberniæ; Carolus, Comes VVigorn. dominus de Hebert, & de Gobber, Camerarius dicti domini nostri Regis; Nicolaus, Episcopus Elnen. oratores, commissarii, procuratores, & ambassiatores dicti potentissimi Regis domini nostri ad infra scripta sufficienter deputati, & legitimè constituti, salutem. Cùm nihil magis christianos Principes deceat, quàm fidem Christi, à quo omnis potestas data

est, & per quem Reges regnant, propagare & dilatare, ac christiani nominis hostes ubique terrarum compescere, refrenare, insectari, prosequi, & longè à regnorum suorum limitibus profligare, & exterminare; ac immanissimus Turcarum tyrannus jam pridem innumeris, tam peditum quam equitum copiis, & immensa multitudine machinarum omnis generis instructus, bellum ingens in sol-danum intulerit, atque eo devicto, & militibus ejus ad interuentionem caesis, victor evaferit, duo amplissima imperia ad unum redoxerit. Ne igitur prædictus catholice fidei inimicus, ea victoria tumidus & inflatus, in Christianorum fines irrum-pat, virusque suum lethale evomat, ac omnes copias suas ad christianum nomen delendum convertat, potentissimis, serenissimis, & invictissimis Angliæ, & Fran-corum Regibus, &c. dictis nefariis Turcarum tyranni conatibus obistere, chris-tianæque reipublicæ amplificationem, necnon pacis universalis propagationem intimo cordis affectu cupientibus, ad hoc idem etiam luadente & hortante S. D. N. Leone Papa decimo, commodissimum & maximè necessarium visum est, cum non facile tantæ Turcarum potentie unus Princeps, quantumvis magnus & opu-lentus, possit resistere; cunctis postpositis similitudinibus ligam fœdusque defensivum statuum, regnorum, & dominiorum suorum, inter S. D. N. Imperatorem, Angliæ, Francorum, & Hispaniarum Reges, principaliter contrahentes, iniri, componi, & concludi, ex quo universalis pax tantopere desiderata, & necessaria felicibus auspiciis non modo indubie sequetur, verum etiam ceteri Principes ad dictum fœdus amplectendum alacrius faciliùsque allicientur, dictique communis hostis, & crudelissimæ bellæ injurias unitis viribus commodiùs, & propulsare, & repel-lere poterunt.

NOS igitur præfati illustrissimi & potentissimi Principis, consilarii, orato-res, commissarii, procuratores, & ambassiatores, sufficienter autorisati pro firma pace, amicitia, & vera concordia, inter eundem potentissimum & serene-issimum Regem nostrum, & Christianissimum Principem Franciscum, Franco-rum Regem, ejusdem domini nostri Regis consanguineum & fratrem carissimum eorumdemque subditos, alligatos, & confederatos, cum egregiis & magnificis viris, Guillermo Gouffier, domino de Bonnaveto, milite ordinis, necnon cam-bellano ordinario Christianissimi Francorum Regis, ac admiraldo Franciæ; Ste-phano de Poncher, Episcopo Parisiensi, Francisco de Rupeccavardi, milite, do-mino de Campodenario, senescalco Tholose, & gubernatore Rupellæ, cam-bellano ejusdem Christianissimi Regis; & Nicolao de Neufville, etiam milite, domino de Villeroy, audientario Franciæ, & secretario finarum prædicti Christianissimi Regis; oratoribus, procuratoribus, & ambassiatoribus ejusdem, ad infra scripta sufficienter & legitime deputatis & autorisatis, ad honorem & laudem Dei omnipotentis, gloriosissimæque Virginis Mariæ, totiusque Curie celestis, & christianæ religionis exaltationem & incrementum, convenimus, concordavimus, & conclusimus, atque auctoritate commissionum nostrarum per præfentes convenimus, concordamus, & concludimus articulatim, prout sequi-tur.

IMPRIMIS conventum, concordatum, & conclusum est, quòd inter præ-dictum S. D. N. Leonem Papam X. Cæsaream Majestatem, & illustrissimos ac potentissimos Angliæ, Francorum, & Hispaniarum Reges, principaliter contra-

hentes, & confederatos, eorumque heredes & successores, vassallos, incolas & habitatores, ac subditos quoscunque, presentes & futuros, tam ecclesiasticos, quam seculares, cuiuscumque dignitatis, status, gradus? aut conditionis existant, seu quicumque dignitate, statu, sive gradu præfulgeant, eorumque regna, patrias, terras, & dominia, civitates, castra, territoria, villas, oppida, & loca quocumque modo per eorundem aliquem habita, tenta, possessa, & occupata, sit bona, sincera, vera, integra, perfecta, fidelis & firma amicitia, unio, liga, intelligentia, confederatio, & pax, per terram, mare, & aquas dulces, portus maris, & ubique locorum, futuris temporibus perpetuò duratura.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd pro tuitione, conservatione, & defensione personæ, dignitatis, & autoritatis S. D. N. Leonis Papæ X. & sacrosanctæ Sedis Apostolicæ, dignitatum, personarum, & statuum prædictorum confederatorum omnium & singulorum, & eorum cuiuslibet, eorumque heredum aut successorum, regnorum, patriarum, terrarum, & dominiorum, civitatum, castrorum, villarum, territoriorum, contra invasores, perturbatores, & hostiles aggressores quoscunque, prædicti confederati omnes, & singuli eorum, perpetuis futuris temporibus erunt amici amicorum, & inimicorum inimici, invicem alligati & confederati, sine aliqua exceptione aut contradictione; ita quod, si posthac aliquis præfatorum confederatorum, aut in hoc facere comprehensorum, seu alius quicumque, per se, vel per locumtenentem, capitaneum generalem, aut alium quemcumque, potenti, valido, & magno exercitu, vel alio quovis modo, directè vel indirectè, regna, patrias, terras, dominia, castra, civitates, oppida, territoria, sive alia loca quæcumque, per dictorum confederatorum aliquem impræsentiarum habita, tenta, possessa, aut occupata, hostiliter invaserit, vel perturbaverit, aut invadi seu perturbari procuraverit, sive cuiquam confederatorum violentiam, aut damnum grave vel intolerabile inferre, facere, vel irrogare attentaverit; tunc, & in eo casu princeps invasus cupiens habere suppetias dictorum confederatorum pro sua defensione, ut prædicitur, tenebitur admonere & requirere omnes & singulos confederatos, per suas literas patentes, manu sua subscriptas, & suo sigillo sigillatas, super huiusmodi invasione. Qui super hoc certiores effecti, & ut præmittitur, admitti & requisiti, tenebantur unanimiter & unico consensu, unà cum ipso requirente, Regem, Principem, aut alium quemcumque, sive de dictorum confederatorum numero fuerit, sive non, sic invadentem, aut huiusmodi invasionem fieri, ut prædicitur, procurantem, & eorum utrumque invasionem aut procurantem facientem, si qui tales fuerint, per oratores, literas, sive nuncios suos monere & requirere, monebitque & requirit eorum quilibet, ut ab huiusmodi hostili invasione & guerra, sive procuratione ejusdem, totaliter desistat, vel desistant, & ab eadem ac ab eisdem cesset, seu cessent realiter & cum effectu, & pro dictis sic attentatis, & damnis exindè subsecutis, condignam repender emendam & satisfactionem, significantes eidem, sive eisdem, quòd vigore & virtute istius fœderis, sive ligæ defensiva, tenentur ipsi confederati omnes & singuli sibi invicem assistere, suppetias dare, & se mutuò defendere. Quod si illicò & absque mora facere recusaverit, vel recusaverint, distulerit, aut distulerint, tunc omnes & singuli confederati infra mensem ex tunc proximè sequentem, se hostes & inimicos regis, principis, potentatus, sive communita-

ris sic invadentis, aut invasionem hujusmodi fieri procurantis, & eorundem utriusque invasionem aut procurationem hujusmodi facientis, publicè & expressè declarabunt & manifestabunt; ac sic declarabit & manifestabit eorum quilibet; ac intra duos menses ex tunc proximè & immediatè sequentes ad summum, absque omni dolo, fraude, malo ingenio, aut alio quovis quæsito colore, sive excusatione quacumque, regna, patrias, terras, & dominia regis, principis, aut alterius cujuscumque, sicut præfertur, invadentis, vel invasionem procurantis, & eorum utriusque, sive de dictorum confœderatorum numero fuerit, sive non, ab ea parte quæ sibi propinquior existit, vel quâ id commodius fieri posse visum fuerit, unanimiter unicoque consensu ingredientur, & hostiliter invadent, ac sic ingredientur, & hostiliter invadet eorum quilibet, suis propriis sumptibus & expensis; præfatus Sanctissimus Pater, per capitaneum suum generalem, sive deputatum legitimum; præfari verò principes per se, vel per locumtenentes suos, realiter & cum effectu, cum tanto & tam valido exercitu tam equitum, quam peditum, equis, armis, bombardis, & instrumentis bellicis, aliisque rebus quibuscunque ad tanti belli molem necessariis & requisitis, ac sufficienter instructis, qualis ad profligandos communes hostes, & eorum malitiam coercendam & comprimendam sufficere poterit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quod si Rex, Princeps, seu quisvis alius aliquem principem, seu confœderatum, ut præfertur, invadens, vel invadi procurans, sive de dictorum confœderatorum numero fuerit, sive non, habeat, teneat & possideat terras, dominia, loca maritima, portus, aut littora, mari Gallico, Hispanico, Britannico, aut Germanico adjacentia sive contigua, tunc & in eo casu potentissimi & illustrissimi Angliæ, Francorum, & Aragonum Reges, non solum per terram modo & forma superscriptis, guerram facient, verum etiam per mare bellum gerent, & quilibet eorum geret & faciet, cum tali & tanta navium classe, militibus, sive hominibus armatis, bombardis, sive instrumentis bellicis, telis, victualibus, & aliis quibuscunque ad bellum navale gerendum necessariis & requisitis sufficienter instructis, qualis ad profligandos communes hostes, & eorum malitiam coercendam & comprimendam sufficere poterit. Quam classem infra mensem, postquam dictum bellum hosti communi, sicut præfertur, indici & inferri cœperit, ad mare realiter & cum effectu propriis suis expensis mittent, aut mitti curabunt & facient, sicque mittet ac mitti curabit & faciet eorum quilibet: quæ quidem naves omnes & singulæ ad mare communis hostis, regnis, patriis, terris, & dominiis proximè adjacentibus navigabunt, ac ibidem continuè remanebunt, huc & illuc navigando, communem hostem, ejus regna, patrias, terras, dominia, & subditos ipsius, quantum poterunt, molestando, sese ac ceteros amicos & confœderatos, eorumque regna, patrias, terras & dominia defendendo, ac quoties & quando opus fuerit, simul se conjungent, ut unitis viribus communi hosti resistere, atque eundem infestare ac debellare possint. Nec licebit alicui regum prædictorum naves aut exercitum maritimum, sicut præmittitur, ad mare destinatum, vel destinatas, revocare aut minuire sine mutuo eorundem expresso consensu & voluntate. Sed si casu aliquo contingat, numerum navium, aut gentes armorum, hostium invasione, aut maris tempestate capi, naufragari, aut alio quovis modo diminui, quod Deus avertat, tenebitur ille, cujus classis, sicut præfertur, casu capietur,

sive diminuetur, illam infra mensem de novo reficere, reparare, & refarcire realiter & cum effectu, sine omni dolo, fraude, dilatione, aut aliâ excusatione quâcumque.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd præcedentis articuli invasiones non extendantur ad subditos alicujus confœderatorum prædictorum, invasionem vel rebellionem in dominum & superiorem suum molientes, aut quoquo modo facientes, nisi dicti subditi per aliquem confœderatorum prædictorum, vel inferius comprehensorum, ad hoc instigatus, provocatus, inductus, persuasus, vel in hoc adjutus, aut favorisatus fuerit; quo casu confœderati prædicti, & eorum singuli, tam contra invadentem, quàm contra instigantem, provocantem, inducentem, persuadentem, adjuvantem, aut favorisantem, suppetias dabunt, &, ut præferrur, invadent.

Item, conventum & concordatum est, quòd si alicui dictorum confœderatorum communem hostem, sicut præferrur, per se, capitaneum suum generalem, seu locumtenentem, invadere volenti necessarium fuerit per regna, patrias, dominia, civitates, castra, territoria, villas, sive oppida, portus maris, aut aquas dulces, alicujus confœderatorum prædictorum, vel inferius comprehensorum, ire, equitare, navigare, & exercitum ducere, confœderatus ille ad hoc requisitus non solum liberum transitum, accessum, & recessum per hujusmodi loca absque fraude, dolo, impedimento seu resistentia concedet, verùm etiam eidem sic transire & exercitum ducere, ut dictum est, volenti, currus, equos, plaustra, naves, vehicula, & omnis generis victualia, & alia quæcumque tanto exercitui necessaria, dabit & subministrabit, aut cum effectu dari & realiter subministrari faciet, sumptibus tamen & expensis transeuntis, sive transitum requirentis. Proviso semper, quòd dictus princeps, aut ejus capitaneus generalis, seu locum tenens, sicut prædicitur, exercitum ducens, nihil hostiliter agat, faciat, aut attentabit, vel agi, fieri aut attentari procurabit, vel permittit, in principis transitum, ut præmittitur, concedentis, ejusve subditorum damnum, aut grave præjudicium.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd nullus prædictorum confœderatorum, vel in hoc tractatu comprehensorum, durante pace & amicitia prædictis, permittit subditos suos servire in bello alicui dictorum confœderatorum contra alterum, nec milites externos quoscumque, sive pedites, sive equites non sibi subditos, per se, vel per alium, stipendiabit, vel conducet, aut conducere faciet, seu eorum opera, etiam sibi gratis oblata, utentur contra aliquem prædictorum confœderatorum, seu inferius comprehensorum, sive contra eorum subditos, regna, patrias, & dominia, aut in eorum damnum sive præjudicium; & si quis eorum secus fecerit, aut quovis modo in contrarium attentaverit, pro transgressore hujus amicitia, & pacis universalis violatore, penitus habeatur, ratio manente inter ceteros præsentis tractatus contractu.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd nullus prædictorum confœderatorum principaliter contrahentium, vel in hac liga comprehensorum, aliquem vassallum aut subditum alterius, cujuscumque status, gradus, dignitatis, aut conditionis existat, in protectionem, tuitionem, sive defensionem quovis modo suscipiet aut acceptabit, vel ab alio quocumque suscipi aut acceptari consentiet, aut procurabit, inconsulto & non consentiente domino, cujus est vassallus aut subditus, nec alicui tali, vel aliquibus talibus consilium, auxilium, assisten-

tiam, vel favorem, directè vel indirectè dabit, vel præstabit, darive aut præstari faciet, vel procurabit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd nullus principum prædictorum quicquam ager, faciet, tractabit, vel attentabit, aut ab aliis agi, fieri, tractari, vel attentari faciet, permitter, aut consentiet quocumque in loco, sive in terris, sive in mari, portubus maris, vel aquis dulcibus, occasione quacumque nullumque præstabit auxilium, consilium, favorem, vel assensum, quòd per alium, vel alios quoscumque, aliquid fiat, agatur, vel attentetur, directè vel indirectè, tacitè vel occultè, in injuriam, præjudicium, aut damnum alicujus eorundem, ejusve heredum aut successorum, regnorum, patriarum, terrarum, dominiorum, castrorum, villarum, territoriorum, civitatum, aut oppidorum, sicut præmittitur, per eorum aliquem habitorem, tentorum, occupatorum, vel possessorum; sed quibuscumque, sicut præmittitur, contra eorum aliquem aliquid molientibus, agentibus, tractantibus, vel attentantibus, dicti confederati, & eorum quilibet, expresse & cum effectu contradicet, renitetur, obtabit, & impedimentum realiter & quantum poterit præstabit.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd, dictis amicitiiis durantibus, nullus dictorum confederatorum, aut aliorum quorumcumque in hoc tractatu comprehensorum, quovis modo in regnis suis, aut alicubi locorum, favorisabit, inretenebit, receptabit, aut retinebit, nec à subditis suis eorum aliquis receptari, favorisari, intentereri, aut retineri permittet aliquos rebelles, sive proditores, de crimine læsæ majestatis suspectos, & transfugas ex subditis alicujus dictorum confederatorum, sive comprehensorum, nec hujusmodi rebellibus, sive proditoribus, rebellis sive proditori, qui in aliquem locum obedientiæ dictorum confederatorum, sive comprehensorum, seu alicujus eorundem, declinaverint, sive declinaverit, quovis modo dabit consilium, favorem, subsidium, aut assistentiam, sed cum aut eos infra viginti dies, postquam per literas alicujus eorundem, cujus rebellis aut rebelles, subditus aut subditi, extiterit sive extiterint, quibus literis certificatoriis super hoc omninò stabitur, aliquis eorum requisitus fuerit, eum, vel eos, literarum hujusmodi requisitionis latori, aut alii ad hoc in hujusmodi literis nominato sive deputato, tradet, restituet, & deliberabit, tradive, restitui, & deliberari faciet.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd in præsentì tractatu pacis & amicitie comprehendantur amici, alligati & confederati omnium partium subsequenter nominati, videlicet pro parte regis Angliæ, rex Daciæ, reges & regna Ungariæ, Portugalliæ, illustrissima domina Margareta Imperatoris filia, archiducissa Austriæ; Ferdinandus, Hispaniarum regis frater; Dux & Dominium Venetorum, Dux Urbini, Clevensis & Juliensis Duces; magnifica domus de Medicis, & Dominium Florentinorum; Dux Ferrariæ; Communitas & societas Hanæ Theutonice; domini Helvetii sive Suetenses; & pro parte Regis Franciæ, rex Scotiæ, rex Portugalliæ, rex Ungariæ, rex Navarræ, Dux & Dominium Venetorum, Dominium Florentinorum, & egregia domus de Medicis, Dux Sabaudiz, Dux Lotharingiæ, Dux Gueldriæ, Dux Ferrariæ, Dux Urbini, Marchio Mantuæ, Marchio Montisferrati, Marchio Salutarum, domini Helvetii.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd S. D. N. intra quatuor menses, post notificationem suæ sanctitati factam, si velit pro principaliter

contrahente haberi, tenebitur per bullas suas confirmatorias & ratificatorias presentis fœderis declarare, se velle acceptare presentem tractatum, & se ad omnia & singula in hoc fœdere contenta, quatenus Sanctitatem Suam concernunt, obligare, & tunc confœderatos suos nominare possit & valeat. Et si quis alius pro principaliter contrahente in presenti tractatu nominatus mandatum sufficiens ad principaliter contrahendum in conclusione presentis tractatus in regno Angliæ non habuerit, tunc infra quatuor menses, post notificationem huiusmodi tractatus sibi factam, proximè & immediatè sequentes, teneatur per literas suas patentes, magno suo sigillo sigillatas, & manu suâ subscriptas, presentis tractatus ac omnium & singulorum articulorum in eodem contentorum, quatenus ipsum concernunt, ratificatorias & confirmatorias, ac per oratorem vel oratores, sufficientem ad hoc auctoritatem habentem vel habentes, tradendas & liberandas, quibus se ad observantiam dicti tractatus etiam juramento corporali super hoc prestando se obligabit & astringet, requirere & rogare dictos Angliæ & Francorum reges, & eorum utrumque principaliter contrahentes, quod pro principaliter contrahente recipiatur & acceptetur, gaudeatque in tam amplis modo & formâ, beneficio presentis tractatus, acsi in conclusione dicti fœderis mandatum ex parte ejus adfuisset; alioquin, si intra dictos quatuor menses id, ut premititur, non fecerit, tantummodò pro comprehenso, & non principaliter contrahente, per ceteros omnes confœderatos principaliter contrahentes, rato manente inter eosdem presentis tractatus contractu, habeatur & reputetur, non obstante quòd pro principaliter contrahente superius fuerit nominatus.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est quòd à quibuscumque tractatibus inter aliquos confœderatorum, vel comprehensorum prædictorum, ante datam presentium, initis aut conclusis, aut ab aliquibus articulis eorundem, nullo pacto sit aut videatur per presentem tractatum recessum, & non eisdem aliquo modo derogatum; sed quòd prædicti tractatus omnes & singuli, ac omnia contenta in eisdem, ac singuli articuli eorum inter partes, inter quas conclusi fuerint, quatenus huic tractatui, aut alicui articulo ejusdem, non sunt contrarii, in suo pleno permaneant robore & effectu.

Item, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd omnibus & singulis aliis principibus, ac regibus, & dominis datur & conceditur locus congruus & condecens intrandi presentem ligam & confœderationem, dummodò intra octo menses se ingredi, dictam ligam, acceptare & intrare velle per literas suas patentes magnis suis sigillis sigillatas, & manibus suis subscriptas, declaraverint, necnon per eandem ad observantiam dictæ ligæ & fœderis, ac omnium & singulorum articulorum in eadem contentorum, quatenus eos concernunt, aut concernere poterunt, se realiter & cum effectu obligaverint; & quòd dicti principaliter contrahentes tenebuntur defendere dictos reges, principes, potentatus, & dominia, ac omnes alij & singuli in hoc tractatu comprehensis tenebuntur tam dictos principaliter contrahentes, quàm seipsos, mutuò defendere, sumptibus tamen, ut præfertur, requirentis, sive requirentium.

Item, cum præfati potentissimi Angliæ & Christianissimus Francorum Reges, hujus sanctæ ligæ & confœderationis primi autores, sese indissolubili quodam affinitatis vinculo perpetuò conjunxerint, conventum & concordatum est inter eosdem, quòd licet inter cetera in presenti tractatu contineatur, quòd quilibet principaliter

principaliter contrahens in persona sua, sive per deputatum suum, communem hostem ipsos, aut eorum aliquem, invadentem, aut invadere procurantem, cum ea potentia, tam terrestri, quam navali, prout superius est descripta, suis propriis expensis invadere teneatur uno simul & eodem contextu; præfati tamen Angliæ & Francorum Reges pro defensione personarum, statuum, regnorum, patriarum, & dominiorum suorum, per eos, aut eorum alterum impræsentiarum ubicumque possessorum, in propriis personis, cum tanta equitum & peditum manu ac navium classe, quanta & quemadmodum superius est descripta, se mutuo defendunt contra invadentem, aut invasionem procurantem, ut præmittitur, quemcumque absque ulla exceptione, eundem sive eosdem hostiliter invadent & aggredientur, bellumque contra ipsum vel ipsos, bona fide, absque omni dilatione, fraude, & dolo, realiter & cum effectu gerent. Ac insuper licet alii pro principaliter contrahentibus superius nominati, aut eorum aliquis, præsentem tractatum, aut aliquem articulum in eo contentum, non observaverint, vel contravenierint, sive non observaverint, vel contravenierint, præfens tamen contractus, & omnia & singula in eodem contenta, inter eosdem potentissimum Angliæ, & Christianissimum Francorum Reges, pro personarum, statuum, regnorum, terrarum, & dominiorum suorum tuitione, conservatione, & defensione, firma & rata manebunt, eundemque tractatum, ac omnia & singula in eodem contenta, quatenus eos concernunt, inconcussè & inviolabiliter observabunt, non obstante quòd ceteri id non fecerint, perimpleverint, aut facere, vel perimplere recusaverint, seu eorum aliquis non fecerit, perimpleverit, aut facere recusaverit.

Item, Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd omnes & singuli confœderati prædicti, per oratores sive commissarios alicujus eorumdem sufficientem auctoritatem habentes, ad hoc debitè requisiti fuerint, in eorum præsentia, tactis sacrosanctis evangeliiis juramentum corporale præstabunt, quòd omnia & singula in præsentem tractatu specificata & contenta benè & fideiiter observabunt & adimplerunt, ac à suis subditis, quatenus ipsos tangunt aut tangere poterunt, observari & adimpleri facient cum effectu: & idem juramentum in scriptis redactum, & manu sua subscriptum oratori sive oratoribus hujusmodi tunc præsentibus tradet.

Item, Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd omnes & singuli confœderati principaliter contrahentes omnia & singula præmissa ratificabunt, autorisabunt, & confirmabunt, atque realiter & cum effectu pro parte sua exequentur, & facient, & eorum quilibet ratificabit, auctorisabit, & confirmabit, atque realiter & cum effectu pro parte sua exequetur & faciet quæ præmissorum tenor exigit & requirit; suasque litteras patentes desuper debitè confectas magnis suis sigillis sigillatas ac manibus suis subscriptas, dictis confœderatis principaliter contrahentibus, & eorum cuilibet, intra quatuor menses datæ præsentis tractatus proximè & immediatè sequentes, liberabunt & tradent, tradive aut liberati facient, & eorum quilibet tradet & liberabit, aut tradi & liberati faciet.

Nos igitur intentioni primæ, quam, ut præmittitur, conceperamus, inhære cupientes, potiusque spectantes ipsius rei gestæ substantiam, vim & effectum, quam supervacuas verborum formulas, nihil aliud quàm bonum publicum, universalemque Christianorum pacem præ oculis habentes, hujusmodi tractatum pacis & fœderis, cum omnibus & singulis capitulis & articulis prænarratis, prout superius de verbo ad verbum inferuntur, ratum & gratum habentes, laudavimus, ratificavimus, & approbavimus, laudamusque, ratificamus, &

approbamus per presentes, atque ea omnia superius inserta, iis modis & formis, quibus tractata sunt, in quantum nos concernunt, & ad nos attinent ac spectant, nos servaturos & integrè executuros promittimus & pollicemur, ad idque nos, & heredes & successores nostros obligamus & astringimus, omni exceptione seu contradictione cessante, hæc omnia, sacris evangelis per nos tactis, iurejurando firmantes. Cumque intendamus deinceps cum eisdem serenissimis Francorum & Angliæ Regibus fraterno amore perpetuè devinciri, eosdem, & ipsorum quemlibet, per has nostras requirendos ac rogandos duximus, quatenus nos, tanquam principaliter contrahentem, sic inclusum recipiant & admittant, & ipsi vice versâ eorum parentes & autenticas literas, has nostras recipiendo, expediri faciant, per quas juxta ipsius tractatûs formam vicissitudinariâ obligatione nos sic, tanquam principaliter contrahentem, inclusum & comprehensum recipiendo & acceptando, foveant & observent, beneficioque dicti tractatûs, iis amplioribus modo & formâ, quibus conventum extitit, gaudere patiantur unâ cum omnibus confederatis nostris, quos per has nostras ex facultate nobis in dicto tractatu attributâ nominamus, & comprehendimus, videlicet primò S. D. N. sanctamque Sedem Apostolicam, ac omne Cardinalium collegium, dictum sacratissimum Imperatorem, sacrumque Imperium, ac ipsius Imperii Electores, & Principes, serenissimos Reges Ungariæ, Bohemiæ, Poloniæ, Daciæ, Portugalliæ, serenissimam dominam Margaretam, amatam nostram, pro se, & terris ac dominiis suis, tam comitatûs Burgundiæ, quàm aliorum dominiorum sui dotarii, necnon illustrem dominum, Ferdinandum de Castella, Austria, & Burgundia, fratrem nostrum, illustresque Duces Sabaudia, Juliacensem, & Clevensem, dominos Episcopos, Leodiensem, & Trajectensem, Dominium Helvetiorum, & omnes Ligas Germaniæ; Dominium Florentinorum, & totam insignem familiam de Medicis; Dominium Senensium, & omnes ipsius civitatis cives, vassallos & subditos; & dominum Robertum de la Marchia, dominum de Sedan; & ad prædicta omnia juxta ipsius tractatûs formam explenda, constituimus oratorem & procuratorem nostrum, reverendum Philibertum Naturellum, Præpositum Trajectensem, cancellarium ordinis nostri aurei velleris, consiliarium & oratorem nostrum apud Christianissimum Francorum Regem, fratrem nostrum carissimum; cui quidem mandatum cum plenissima potestate concedimus prædicta omnia & singula, prout conventa sunt, exequendi, juramentumque requisitum super his omnibus nostro nomine præstandi, ac in animam nostram subeundi; reciprocum quoque juramentum ab eisdem serenissimis Regibus exigendi, ac ad opus nostri præstari petendi, ceteraque omnia in præmissis omnibus & circa prædicta implendi, & impleri faciendi, aliæque necessaria & opportuna gerendi & exercendi, quæ nos, ipsi faceremus, & facere possemus, si prædictis personaliter interessemus, harum testimonio literarum, sigilli nostri majoris munimine roboratarum, manuque nostrâ subscriptarum. Datum in civitate nostra Cæsaraugusta, die decima-quarta mensis januarii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo-nono, regnorum verò nostrorum anno tertio. Ainsi signé, CHARLES: & sur les replis, per Regem, Howard. Et scellé en lacs de soie verte & rouge, d'un grand scel de cire verte, pendant au repli.

*TRAITE' ENTRE LE ROI FRANCOIS I. ET HENRI VIII.
Roi d'Angleterre, pour le paiement de cent mille francs par an audit
Roi d'Angleterre, & pour l'entretenement de paix entre les roiaumes
d'Angleterre & d'Ecosse. A Guines le 6. juin 1520.*

HENRICUS, Dei gratia Rex Angliæ & Franciæ, & dominus Hiberniæ, universis & singulis ad quorum notitias præsentis litteræ pervenerint, salutem. Cùm inter illustrissimos Angliæ, & Francorum Reges quidam tractatus mutui conventus & congressus de data duodecimi diei martii ultimò præteriti, per reverendissimum dominum Cardinalem Eboracensem, de latere Legatum, sufficienti autoritate ab utroque dictorum regum munitum, conventus & conclusus fuerit, ne quid ex hujusmodi conventu & congressu ad firmiorem amicitiam pro dictorum regum conjunctione requireretur, sed ut solidior firmiorque inter eosdem amor, benevolentiaque accresceret, inter quos jamdudum affinitatis necessitudo contracta est, dicti Reges ob dicti matrimonii contemplationem, & ad dictam corroborandam inter eosdem pacem & amicitiam, mediis & interventu dicti reverendissimi domini Cardinalis conveniunt, concordant, & concludunt articulatim, prout sequitur.

*Angle-
terre.
1520.
6. juin.*

Imprimis, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd præfatus Christianissimus Francorum Rex Franciscus, hæredesque & successores sui, post ultimum terminum solutionis cujusdam millionis coronarum auri in litteris obligatoris ejusdem Francorum Regis de datà octavi diei mensis maii, anno Domini millesimo quingentesimo decimo quinto specificati, & dicto Regi Angliæ certis terminis solvendi transactum, finitum, & elapsum, singulis annis, donec & quousque illustrissimus Princeps Franciscus, Delphinus Franciæ, præfati Christianissimi Francorum Regis primogenitus, cum illustrissima Principe domina Maria, præfati Angliæ & Franciæ Regis potentissimi nunc filia unica & dilectissima, matrimonium per verba de præsentì contraxerit, & in facie ecclesiæ solemniserit juxta vim, formam, tenorem, & effectum cujusdam tractatus de data quarti diei mensis octobris, anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo desuper facti, conclusi & confirmati, solvent, seu solvi faciant præfato Regi Angliæ, ejusve deputato sive deputatis, summam centum millium francorum, unoquoque franco valente viginti solidos turonenses, in coronis auri de sole, boni auri, & justì ponderis, qui numerus francorum facit numerum quinquaginta duorum millium sexcentarum & triginta coronarum auri de sole & sexaginta solidorum turonensium, loco, terminis, modoque & forma sequentibus, videlicet primo die mensis maii dictum ultimum terminum proximè sequenti, in oppido Calisiæ, in coronis auri de sole quinquaginta millia francorum, unoquoque franco valente viginti solidos turonenses, quæ faciunt summam viginti sex millium trecentarum & quindecim coronarum auri de sole & triginta solidorum turonensium, casu quo dicta ultima & finalis solutio prædicti nullionis primo die mensis novembris proximè præcedenti expirare contingerit; & primo die mensis novembris ex tunc proximè sequenti, in eodem oppido Calisiæ, similiter in præ-

fatis coronis auri alia quinquaginta millia francorum prædictorum; & primo die maii ex tunc proximè sequenti, pariformiter in dicto oppido Calisiz, in coronis auri valoris prædicti alia quinquaginta millia francorum; & sic de termino in terminum, & de anno in annum, donec & quousque dictum matrimonium inter præfatos serenissimos Principes dictum dominum Franciscum, Delphinum Francie, & dominam Mariam dicti potentissimi Regis Angliz filiam unicam, modo & forma præmissa contractum & solemnizatum fuerit. Et casu quo dicta ultima & finalis solutio præfati millionis coronarum auri, primo die mensis maii expirare contigerit, tunc dictus Francorum Rex, hæredesque & successores sui solvent, seu solvi facient præfato Regi Angliz, ejusve deputato sive deputatis, primo die mensis novembris ex tunc proximè sequenti, in oppido Calisiz, in coronis auri de sole quinquaginta millia francorum valoris prædicti; & primo die mensis maii ex tunc proximè sequenti, alia quinquaginta millia francorum, & sic de termino in terminum, & de anno in annum, donec & quousque dictum matrimonium inter præfatos serenissimos Principes dominum Franciscum Delphinum Francie, & dominam Mariam dicti potentissimi Angliz Regis filiam nunc unicam, modo & forma præmissa contractum & solemnizatum fuerit. Et casu quo dictum matrimonium non fortiaur effectum, cessabit solutio præsentis præfatæ promissionis, & conventionis, salva tamen obligatione prædicti millionis de data prædicta pro solutione summatarum, quæ residuæ ex dicto milione restabunt solvendæ.

Item. Conventum & concordatum est, quòd casu quo præfatum matrimonium inter supra nominatos serenissimos Principes, Franciscum Delphinum, & dominam Mariam præfati Regis Angliz filiam unicam, in facie ecclesiz, ut præfetur, fuerit solemnizatum, supradictus Christianissimus Francorum Rex, ejusque hæredes & successores solvent, seu solvi facient dicto Regi Angliz, ejusve deputato sive deputatis, singulis annis, durante vita naturali ejusdem Regis Angliz, dictam summam centum millium francorum valoris prædicti in coronis auri de sole boni auri, & justi ponderis, loco, terminis, modoque & formis superius specificatis.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si dictum matrimonium inter præfatos serenissimos Principes, Franciscum Delphinum, & Mariam, realiter fortiaur effectum, & Rex Angliz dicta unica filia domina Maria relictæ sine liberis masculis decesserit, quod Deus avertat, ac eadem serenissima Princeps Maria in regnum Angliz tanquam hæres successerit, atque ea ratione præfatus illustrissimus Princeps Franciscus Delphinus, jure dictæ dominæ Mariæ uxoris suæ, Rex Angliz, & in possessione ejusdem regni fuerit, tunc præfatus Christianissimus Francorum Rex Franciscus, ejusque hæredes & successores, hæredibus dicti Regis Angliz de suo corpore legitimè procreatis, sive eorum deputatis, perpetuis futuris temporibus solvent, seu solvi facient summam centum millium francorum valoris prædicti in coronis auri de sole boni auri, & justi ponderis, loco, terminis, modoque & forma superius expressis & specificatis. Et quamvis præfatus Angliz Rex aliam, vel alias reliquerit filias, nihilominus dicta solutio fiet dictæ dominæ Mariæ, durante vita sua, &, post mortem ejus, hæredibus de corpore suo legitimè procreatis in perpetuum, loco, terminis, modoque & forma superius expressis & specifica-

tis. Ad quas quidem solutiones omnes & singulas, in supra scriptis articulis respectivè specificatas, loco, terminis, modoque, & formis in eisdem contentis, benè, & fideliter faciendas, præfatus Christianissimus Francorum Rex per litteras suas patentes manu sua subscriptas, & magno suo sigillo sigillatas, obligabit se, hæredes & successores suos, regna, terras, patrias, & dominia sua quæcumque, necnon subditos suos, ac ejus & eorum bona ubicumque reperta, prout etiam per præsentem se obligat.

Item. Quia inter Reges & regna Angliæ & Scotiæ, eorundemque subditos, multæ interveniunt controversiæ, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd, pro pacificatione dictarum controversiarum, dictus Francorum Rex omnia & singula agere & faciet, quæ salvo honore & juramento suis super rebus Scotiæ præstitis quovis modo agere aut facere poterit; super quo dicti Angliæ, & Francorum Reges per præsentem promittunt se stare arbitrio, judicio, laudo, decreto, & arbitramento dicti reverendissimi domini Cardinalis de Latere Legatj, & illustrissimæ dominæ Ducissæ de Angulefina, dicti Christianissimi Francorum Regis matris carissimæ, intra annum post datam præsentium reddendo & ferendo.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd dicti Angliæ & Francorum Reges, & eorum uterque, stabunt laudo, judicio, arbitrio sive arbitramento eorundem arbitratorum, & idem arbitrium sive arbitramentum, quantum eos aut eorum alterum concernit, inviolabiliter observabunt, & eidem abique omni dolo, fraude, aut malo ingenio, bona fide parebunt.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd per præsentem tractatum, aut aliquem articulum in eodem contentum, non censeatur recessum: ab aliquo alio tractatu, seu obligatione pro solutione alicujus pecuniarum summæ, seu aliis tractatibus quibuscumque inter præfatos Angliæ, & Francorum Reges, ante datam præsentium quovis modo factis & conclusis; sed quòd omnes hujusmodi tractatus & obligationes in pleno robore permaneant, & effectu.

Item. Conventum & concordatum est, quòd dicti Reges, & eorum uterque, ante octo dies datam præsentis tractatus proximè sequentes, præsentem tractatum manu sua subscribent, & magnis suis sigillis respectivè sigillabunt, iidemque Reges, & eorum uterque tactis sacrosanctis Dei evangelis, juramentum corporale præstabunt, quòd eundem tractatum, ac omnia, & singula capitula in eodem contenta, quatenus eos, aut eorum alterum, concernunt, aut quovis modo concernere poterunt, abique omni dolo, fraude, aut malo ingenio, bona fide, & inviolabiliter observabunt.

Quæ supra scripta omnia & singula nos Henricus, Rex Angliæ & Franciæ ante dictos, bona fide, & in verbo regio pro parte nostra, quatenus nos tangunt, pro nobis, & hæredibus nostris, nos observaturos promittimus, atque ad eandem nos obligamus.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, præfates litteras manu nostra subscripsimus. Datum in castro nostro de Guisnes sexto die mensis junij, anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo, & regni nostri duodecimo. Signé au bas, HENRI.

TRAITE' ENTRE LE ROI FRANÇOIS I. ET CHARLES V.
Empereur, pour la liberté de la pêche du Haranc. A Calais,
le 2. octobre 1521.

Espagne.
1521.
2. octob.

CAROLUS, divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper augustus, Rex Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Jerusalem, & Indiarum, ac terræ firmæ maris oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantæ, Vitembergiæ, &c. Comes Flandriæ, Tirolis, Palatinus Burgundiæ, &c. Princeps Sueviæ, &c. Landgravius Alfaciæ, &c. Marchio Burgoviæ, Dominus in Asia, & Africa, universis præsentis litteras inspecturis, salutem. Notum facimus, quòd cum inter oratores nostros, ex una; & oratores carissimi fratris nostri Francisci, Francorum Regis, ex alia partibus; certi articuli fuerint concordati, sub beneplacito nostro, & dicti Regis Franciæ, reservati, interveniente carissimo ac dilectissimo amico nostro Thoma, miseratione divinâ tituli sanctæ Cecilie trans Tiberim Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbytero Cardinali, Archiepiscopo Eboracensi, & Sanctissimi domini nostri Leonis Papæ X. & Sedis Apostolicæ cancellario, & serenissimi, carissimi & dilectissimi fratris, avunculi, & consanguinei nostri regis Angliæ locumtenente; quorum articulorum tenor sequitur.

Cum nuper inter potentissimos principes, Carolum, Romanorum Imperatorem electum &c. & Franciscum, Francorum Regem Christianissimum, bellum ingens & asperum subortum sit, ratione cujus, tam terra, quàm mari, frequentes depredationes, & incursiones utrinque factæ fuerint in utriusque principis innocentium subditorum grave detrimentum, & damnum intolerabile; cùmque etiam impresentiarum piscandi pro haleribus tempus opportunum & aptum in-ster, & propter maritimas depredationes utrinque piscatura cessatura videatur, piscatoribus, ipsis sese mari committere jam ab hostibus obsessò non audentibus; quo fit, ut piscaturæ commoditas, ad pauperum levandam famem à cœlesti numine concessa, cessare hoc anno omnino debeat, nisi aliter provideatur: Idcirco dictorum potentissimorum principum oratores, nunc in oppido Calisiæ, hortatu illustrissimi Regis Angliæ, ad componendas discordias congregati, contemplatione ejusdem Regis Angliæ, & interventu reverendissimi in Christo Patris, Thomæ, miseratione divinâ tituli sanctæ Cecilie trans Tiberim Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyteri Cardinalis, Eboracensis Archiepiscopi, & Sanctissimi domini nostri Leonis Papæ X. & Sedis Apostolicæ de latere Legati, & regni Angliæ cancellarii, & præfati Regis Angliæ locumtenentis, interveniente etiam Nuncio Sanctissimi Domini, ad occurrendum malis supra dictis, & ad asperitatem præsentis belli molliendam, convenerunt, concordarunt, & concluderunt articulatum, prout sequitur.

Imprimis conventum & conclusum est, quòd subditi utriusque principis, tam Caroli, Romanorum Imperatoris electi, quàm Francisci, Francorum Regis Christianissimi, in mari piscentes, aut piscationem exercentes, absque aliqua incursione, depredatione, molestatione, vexatione, aut impedimento quocumque, hinc ad & per totum mensem januarii proximi venturum, tutè & libere ubi-

que in mari piscari haleccs, & omne genus piscium capere possint & valeant; bello, ut præfertur, inter eisdem principes terrâ & mari exorto non obstant; ita quod neutrius dictorum principum subditi eisdem piscatoribus, aut piscationem exercentibus, aut eorum navibus, victualibus, armamentis, retibus, & piscibus, aut aliis eorum bonis quibuscumque ad piscationem sine fraude pertinentibus, dicto tempore durante, aliquam deprædationem, vim, violentiam, molestationem, aut vexationem, quovis modo inferant, aut inferre tentent, vel præsumant. Et, si quid in contrarium per aliquem alterius dictorum principum subditum, actum, gestum, vel attentatum fuerit, cujuscunque statûs, gradûs, aut conditionis extiterit ille sic contraveniens, postquam de dicta deprædatione, violentia, molestatione, vexatione, impedimento, & damno, Cancellario, seu Consilio Principis, cujus fuerit talis prædo subditus, seu officariis & iudicibus ordinariis ejus loci, cujus jurisdictioni subijciatur, per juramentum damnum passi constitit, tenebitur immediatè omne damnum & interesse, absque omni strepitu & figura judicii, parti læsæ restituere, ulterius arbitrio ejusdem Cancellarii, seu Consilii, aut iudicum ordinatorum, corporaliter pro qualitate delicti puniendus.

Item, conventum & conclusum est, quod neutrius principum prædictorum gentes armorum, pedites, vel equites, aut subditi quicumque, cujuscunque statûs, gradûs, aut conditionis existant, incurfiones, deprædationes, incendia, rapinas, aut aliquam violentiam, seu vim hostilem facere, pecora abigere, aut homines captivare possint & valeant, intra limites, fines, territoria, & jurisdictionem Regis Angliæ, citra mare existentia, nec victualia interciperè, aut commeatus ad oppidum Calixæ deferre volentes prohibere, seu spoliare, aut eis molestiam aliquam inferre, commeantes interciperè, capere, captivare, aut quovis modo molestore.

Item, conventum & conclusum est, quod dicto bello durante, nullus subditus principum prædictorum, intra portus & sinus maris quoscunque, flumina, ostia fluminum, gurgites, aquas dulces, stationes navium, & præsertim stationem vulgaritèr vocatam, *les Dunes*, aut alia loca maritima quæcumque jurisdictioni dicti Regis Angliæ subiecta, aliquam navem mercatoriam, onerariam, armatam vel non armatam, onustam seu vacuum, cujuscunque quantitatis aut oneris fuerit, de quacunque natione eadem navis extiterit, capere, spoliare, dissipare, seu merces, victualia, aut armamenta quæcumque, ab eisdem navibus, aut earundem navis auferre, nec eisdem vim, violentiam, aut molestationem aliquam inferre possit, aut debeat; sed quod liceat navibus & navis quibuscumque, circa loca supra dicta, tutè, liberè, & securè morari, manere, & ad ancoram stare, absque cujuscunque alterius navis armate dictorum principum, aut alicujus eorumdem subditi, violentia, infestatione, aut molestia.

Item, conventum, & conclusum est, quod Nuncius & orator Sanctissimi domini nostri, ac oratores Cæsarei, eorumque nuncii, cursores, servitores, familiares, & ministri, & qui eos comitati sunt honoris gratiâ, dum ad hunc locum venient, de quibus stetur juramento ipsorum oratorum, durante hoc conventu, & quamdiu erunt cum ipso reverendissimo Cardinali, in hoc oppido Calixæ congregati, & etiam dum hinc recedere voluerint, & per quindecim dies post conventûs dissolutionem, cum omnibus & singulis eorum bonis, sar-

cinis, impedimentis, & suppellectile, habeant, & habere debeant liberum & securum transitum, accessum, & regressum, cum literis, vel sine literis, ex hoc oppido Calix, usque ad oppidum & locum, in quo Cæsaris Majestas adeste & consistere comperietur, & ab ipso Cæsare usque ad hoc oppidum Calix, absque eo quoddam intra hos limites liceat eidem Francorum Regi, ejusve capitaneis, militibus, stipendiariis, aut subditis quibuscumque, per quasvis incursionem fiendas, quempiam ex his capere, interciperi, detinere, molestare, inquietare, seu impedire, dum tamen recto itinere incedant per loca, territoria, & dominia ipsius Imperatoris electi, nec divertant ad loca, territoria, & dominia ipsius Regis Christianissimi; & vicissim oratores Christianissimi Regis, eorumque nuntii, cursores, seiviores, familiares, & ministri, & qui eos comitati sunt honoris gratia, cum ad hunc locum venient, de quibus etiam stetur juramento ipsorum oratorum, durante dicto conventu, in hoc oppido Calix, & per quindecim dies post conventus dissolutionem, & etiam in eorum, seu alicujus eorum recessu, cum omnibus & singulis eorum bonis, sarcinis, impedimentis, & suppellectile, habeant, & habere debeant liberum & securum transitum, accessum, & regressum, cum literis, vel sine literis, ex hoc oppido Calix usque ad oppidum & locum, in quo Rex Christianissimus adeste & consistere comperietur, & ab ipso Rege Christianissimo usque ad hoc oppidum Calix, absque eo quoddam intra hos limites liceat eidem electo Imperatori, ejusve capitaneis, militibus, stipendiariis, aut subditis quibuscumque, per quasvis incursionem faciendas, quempiam ex his capere, interciperi, detinere, aut quovis modo molestare, inquietare, seu impedire, dum tamen recto itinere incedant per loca, territoria, & dominia ipsius Regis Christianissimi, nec divertant ad loca, territoria, & dominia ipsius Caroli, Romanorum Imperatoris electi. Et, si quispiam subditorum capitaneorum, militum, seu stipendiariorum alterius ipsorum principum, quicquam in contrarium præmissorum egerit, molitus fuerit, seu tentaverit, teneatur illius dominus, cujus subditus capitaneus, miles, seu stipendiarius fuerit, ad omnem requisitionem damnum passus, medio illius juramento justificantis capturam seu damnum, omnia refarciri facere, & ad primum statum reducere, & reduci facere, per se, vel per illorum officarios, & judices ordinarios, omni morâ & contradictione cessantibus.

Item, quia nonnullæ naves, de regno & dominio Regis Angliæ existentes, nuper à subditis tam Romanorum Imperatoris electi, quam Francorum Regis Christianissimi, capte, depredate, & spoliatae asseruntur; & mercatores, & nautæ earundem tanquam captivi abducti, uti ex Anglicorum querelis refertur; Nos igitur oratores principum prædictorum cupientes, ne de cætero subditi dicti Regis Angliæ, sicut præfertur, molestantur, promittimus per præsentem eidem Regi Angliæ, & reverendissimo domino Cardinali Eboracensi, legato antedicto, ejusdem Regis Angliæ locumtenenti, promissionem nostram acceptanti, quod naves de regno & dominio dicti Regis Angliæ existentes, tutè, libere, & securè possint, tam per mare navigare, quam in portus, & sinus quoscunque, gurgites, flumina, ostia fluminum, aut stationes navium quascunque utriusque dictorum principum, seu alterius eorundem, cum suis mercibus & oneribus appellere, manere, in ancoris stare, morari, atque inde, quandoeumque eis libuerit, cum suis mercibus & oneribus liberè abire & recedere, absque
alterutius

alterutrius dictorum Principum, seu subditorum eorumdem arrestatione, molestatione, depredatione, vexatione, aut impedimento quocumque, solvendo tamen jura solita; proviso etiam, quod naucleti, mercatores, & alii quicumque Angli existentes in dictis navibus, abstinebunt ab omni fraude, & nihil molientur adversus dictos Principes.

Item, conventum & conclusum est, quod serenissimus Rex Angliæ, & dictus reverendissimus dominus Cardinalis legatus, ejus locumtenens, cujus medio præsens capitulatio conclusa exitit, hujusmodi conventorum sint conservatores, tantumque ad id per ambas partes electi & assumpti.

Item, conventum & conclusum est, quod uterque Principum prædictorum intra decem dies à datâ præsentium, præsentis articulos, & omnia & singula in eis contenta, per literas suas patentes, magno suo sigillo sigillatas, & manibus suis subscriptas, ratificabit, & confirmabit.

Item, conventum, & conclusum est, quod articuli supradicti in omnibus portubus & locis maritimis dictorum Principum, Caroli Romanorum Imperatoris electi, & Francisci Francorum Regis Christianissimi, post ratificationem hinc inde secutam, per edicta & proclamata insinuentur, declarentur, & publicentur intra dies quindecim, in Flandria, Brabantia, Hollandia, & Zelandia, Bononia, Picardia, Normannia, & Britannia; in aliis verò regionibus, & patriis remotioribus, eisdem Principibus subditis, fiet dicta publicatio infra alios viginti dies, post dictam primam publicationem immediatè sequentes, sub comminatione &c. & quod nuncius lator præsentium articulorum, prædicta publicatione facienda, & curanda ut fiat, habebit saluum-conductum oportunitum.

Visti igitur dictis articulis, cupientes gratificari dicto Cardinali, carissimo ac dilectissimo amico nostro, illos & unumquemque eorum ratificamus, laudamus, & approbamus. Quocirca per præsentis mandamus omnibus officiariis, & justiciariis nostris, admirandis, marescalibus, capitaneis, conductoribus exercituum nostrorum, militibus, ac omnibus & singulis subditis nostris, tam in mari quam in terra existentibus, quatenus contenta in prædictis articulis faciant indilatè observare, puniendo illorum infractores, ut juris fuerit & rationis. Et, ne aliquis contentorum in prædictis articulis ignorantiam prætere valeat, volumus, quod sono tubæ in locis consuetis publicentur. In quorum fidem & testimonium his præsentibus, manu nostra signatis, sigillum nostrum duximus apponendum. Datum in oppido nostro Montis Hannoniæ, die secunda mensis octobris, anno Dom. millesimo quingentesimo vigesimo-primo, regnorum verò nostrorum, videlicet Romanorum, & Hungariæ &c. tertio; & Hispaniarum &c. sexto. Ainsi signé, CH A R L E S. Et sont lesdites lettres scellées en double queue de parchemin, d'un scel sur cire rouge: & sur le repli, per Imperatorem, Lalemand.

TRAITE' ENTRE LE ROI FRANCOIS I. ET L'ARCHIDUCHESSSE
Marguerite, à la priere & en consideration des Cantons Suisses, pour
la neutralité entre les duché & comté de Bourgogne. A Saint Jean de
Laône le
1522.

Bourgo-
gne.
1522.

PREMIEREMENT, que lesdits duché de Bourgogne, Mâconnois, Auxerrois, Bar sur Seine, vicomté d'Auxonne, comté de Champagne, Bassigny, les seigneuries de Mezieres, & Mouzon sur Meuse, terres enclavées, & y adjacentes, appartenantes audit seigneur Roi Tres Chretien : & la Franche-comté de Bourgogne, terres enclavées, & pais adjacens appartenans à ladite Dame Archiduchesse, soient & demeurent en neutralité entre ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ladite Dame ; tellement que pendant le tems de trois ans, ne se pourra faire, mouvoir, ni inferer guerre, hostilité, envahissement, ni autre force quelconque, par ledit seigneur Roi Tres Chretien, seldits pais, & sujets, directement, ou indirectement, à ladite comté, ni autres pais appartenans à madite Dame. Aussi ladite Dame ne pourra faire, mouvoir, ni inferer guerre, hostilité, ni envahissement, ni autre force quelconque, directement, ou indirectement, esdits duché de Bourgogne, & pais susdits, par elle, seldits pais, ni sujets.

Item. Que durant icelle neutralité, les manans & habitans de ladite duché de Bourgogne, Mâconnois, Auxerrois, Bar sur Seine, vicomté d'Auxonne, comté de Champagne, Bassigny, seigneuries de Mezieres, & Mouzon, terres enclavées, & pais adjacens, & ceux d'icelle Franche comté pourront hanter, converser, trafiquer, & marchander de choses licites, & non prohibées, aller, demeurer, séjourner, retourner de pais en autre avec leurs marchandises, ainsi, & en la forme & maniere qu'ils faisoient auparavant la guerre, sans que respectivement puissent estre constituez prisonniers de guerre, ni leurs marchandises & biens estre dits de bonne prise ; ni que les biens immeubles, que les uns & les autres pourroient avoir esdits duché de Bourgogne, Mâconnois, Auxerrois, & pais desdusdits, ou en la Franche-comté, puissent estre mis hors leurs mains, saisis, arrestez, ni declarez commis ou confisquez, comme biens d'ennemis tenans parti contraire.

Item. Que ladite Dame Archiduchesse & Comtesse de Bourgogne, & chacun des manans & habitans desdits pais respectivement, jouissent, tiennent, & possèdent leursdits biens étans enclavez esdits pais, en la forme & maniere qu'ils faisoient auparavant ladite guerre : & si aucune chose a été attemée au contraire durant ladite guerre, soit revoquée, & remise en l'état qu'étoit auparavant.

Item. Que durant ladite neutralité, ceux d'icelle Franche-comté ne tireront aucuns vivres de ladite duché de Bourgogne, ni des pais desdusdits, pour les porter ou mettre hors d'icelle Franche-comté : & néanmoins en cas qu'il y eût nécessité de vivres esdits pais, sera loisible audit seigneur Roi, & à Madame, & Gouverneurs desdits pais, pouvoir défendre ledit traité, tant d'un côté, que d'autre : & que ceux d'icelle Franche-comté, ne bailleront passage, vivres, aides, armures, ni artilleries, à tres-haut & tres-puissant Prince, Charles, Roi Catoli-

que, & élu Empereur, ni à ses adherans, allies, & confederes, pour guerroyer, & faire guerre aux gens & païs dessusdits.

Item. Que dans icelle Franche-comté ne se feront aucunes entreprises, ni prises de prisonniers, de marchandises, ni autres choses de ceux de ladite duché, & païs dessusdits, par les sujets & gens-d'armes d'icelui élu Empereur, ou ses adherans, allies, & confederes. Semblablement, les sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, allies, & confederes, ne pourront faire aucune prise de ceux de la Franche-comté, ni de leurs biens dans ladite duché, & païs dessusdits.

Item. Que ceux de ladite Franche-comté, qui ont suivi & suivront le parti d'icelui seigneur élu Empereur, ne pourront estre travailler, ni molester pour leurs fiefs, & autres biens qu'ils ont esdits duché & païs dessusdits; ni pareillement ceux de ladite duché, & païs dessusdits, qui ont suivi & suivront le parti dudit seigneur Roi, ne pourront estre molester ni travailler, à cause des biens, fiefs, & autres seigneuries qu'ils tiennent en icelle Franche-comté, ains en jouiront durant icelle neutralité.

Item. Que les manans & habitans desdits païs, respectivement, ne machineront, ni conspireront aucune chose contre l'une ou l'autre desdites parties: & si aucune chose étoit attentée contre les choses dessusdites, ou aucunes dicelles, par aucuns des sujets d'une part & d'autre, ils seront aigrement punis & corrigez. Et s'il venoit, qu'il y eût aucun sujet desd. duché & comté de Bourgogne, & païs dessusdits, qui se retirât d'une obéissance à l'autre, pour éviter la punition des crimes, qu'il pourroit commettre, en ce cas seront tenus respectivement le rendre es mains des officiers, tant dudit seigneur Roi, que de ladite Dame, pour en faire la punition & justice. Et le semblable sera fait des voleurs non sujets dudit seigneur Roi Tres-Chretien, & de madite Dame l'Archiduchesse.

Item. Seront en cette neutralité compris la cité de Besançon, citoyens & habitans d'icelle; l'Abbé, Couvent, & habitans de Luxeu, & sujets de ladite seigneurie de Luxeu, enclavée audit comté; en ratifiant de leur part le contenu en cette neutralité, dedans le tems & terme ci-après déclaré.

Item. Que dans le jour de fête de la nativité Nôtre-Dame prochain venant inclusivement, ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & madite Dame l'Archiduchesse, seront tenus de bailler leur ratification du contenu en cesdites presentes: & avec ce ladite Dame Archiduchesse sera tenuë de faire dûment ratifier dedans le tems dessusdit, par ledit seigneur élu Empereur, toutes les choses ci-devant contenues & déclarées: & seront tenus de faire tenir lesdites ratifications, à savoir madite Dame, celle d'icelui élu Empereur, & la sienne, aux Gouverneurs des duché de Bourgogne, & comté de Champagne, leurs lieutenans, ou à l'un d'eux: & ledit seigneur Roi Tres-Chretien, au Gouverneur de ladite Franche-comté de Bourgogne, ou son lieutenant: & cependant ne sera aucune chose innovée d'une part ni d'autre, es païs susdits. Et ont lesdits seigneurs commis accordé, que lesdits seigneurs Gouverneurs desdits duché de Bourgogne, comté de Champagne, & païs dessusdits, la Cour souveraine de ladite duché, & les Baillifs d'iceux païs, ou leurs lieutenans, feront publier & enregistrer, chacun en son endroit, cette presente neutralité, & icelle feront entretenir selon sa forme & teneur, & puniront & feront punir rigoureusement les infracteurs

d'icelle, comme ils verront estre à faire par raison, selon l'exigence des cas. Et le semblable feront les Gouverneur, Cour de Parlement de Dole, & Baillifs de madite Dame, ou leurs lieutenans, le tout toutefois après les ratifications dessus mentionnées, dûment expédiées d'une part & d'autre. Et pource que l'on pourra avoir affaire de ces presentes en plusieurs & divers lieux, a été accordé, qu'au *vidimus* d'icelles, fait sous scel autentique, foi soit ajoutée comme au present original. Lesquels seigneurs commis, & chacun d'eux respectivement, ont juré & promis és mains de Reverend Pere en Dieu & seigneur, Messire Claude de Longuy, Evêque de Mâcon, en presence des secretares, notaires, & temoins soufcrits, à savoir les seigneurs de Jonvelle 1, de Ruffey 2, & Premier President 3 de ladite duché, en l'ame dudit seigneur Roi Tres-Christien : & la Dame Princesse d'Orange 4, les President dudit comté, sieurs de Montboillon, de Betoncourt, & Messire Nicolas Perrenot, en l'ame de madite Dame l'Archiduchesse ; de garder, entretenir, & inviolablement observer ladite neutralité, ainsi & par la forme & maniere que dessus est écrit, sans y contrevenir, ni souffrir d'y contrevenir en quelque maniere que ce soit. Et pour plus grande seureté, approbation, & entretènement des choses dessusdites, lesdits seigneurs commis dessusnommez ont fait signer par lesdits secretares & notaires, celdites presentes, & promis y faire mettre & apposer leurs sceaux, desquels on use en la Cour de la Chancellerie aux contrats de ladite duché de Bourgogne : & aussi celui, dont l'on use aux contrats de ladite comté de Bourgogne. Fait és lieu, jour & an que dessus, en presence de Reverend Pere en Dieu & seigneur, Messire René de Breche, Abbé des Abbaies de Saint-Benigne, & Saint-Etienne de Dijon ; Messire Jean de Corcelles, Chevalier, sieur de Damvillers ; Gui de Salins, aussi Chevalier, sieur de la Noe, Conseiller du Roi en ladite Cour de Parlement à Dijon ; noble & scientifique personne, Messire Jean Pericart, aussi Conseiller en ladite Cour, Tresorier & Chanoine de la Sainte-Chapelle à Dijon ; Messire Louis de Guigneuse, sieur de Voliere, Capitaine du Château dudit Dijon ; Claude de Baiffey, sieur de Longecourt, Chevalier ; Maître Benigne Serre, sieur des Barres d'Orsans, Conseiller dudit seigneur Roi, & son Procureur General en ses duché de Bourgogne, & pais y adjacens ; Messire Claude de Tenarre, Chevalier, sieur de Jaulx & de Montmoien ; Messire Philbert de Lugny, Chevalier, sieur de Mouterde, Bailli de Châlon ; & Etienne Bardet, Huissier de la Cour de Parlement dudit Dijon ; Reverends Pères en Dieu Messire Antoine de Baulmotte, Commandataire perpetuel des Prieurez de Saint-Horry & de Chaux, Archidiacre en l'Eglise de Belançon, Conseiller de madite Dame l'Archiduchesse en la Cour de Parlement à Dole ; Louis de Vers, Abbé de l'Abbaie de Mont-Sainte-Marie ; nobles & puissans seigneurs, Messire Christofe de Longuy, Seigneur de Neuschâtel, Villaffans, & Longepierre ; Jean de Vienne, sieur de Chevreau ; Claude de Montmartin, sieur dudit lieu, de Cugney, & de Bellefons ; Humbert, sieur de Fetigni ; Aimé de Balay, sieur de Terans, Bailli de Dole ; Jean de la Thouviere, sieur de Beauregard, & de Chantonai, pardeffus de la Saunerie de Salins, tous Chevaliers ; Gerard du Châtelier, sieur de Vauvillers, Montureux, & Longueville ; Simon, sieur de Corbofon ; Pierre, sieur de Montrichard, & de Flamerans ; nobles hommes & sages, Messire Adrien de

1 *George de la Trimouille.*

2 *Girard de Vienne.*

3 *Hugues Fourmier.*

4 *Filberte de Luxembourg.*

Salive, sieur de Cerf, Conseiller de madite Dame en sa Cour de Parlement de Dole; Claude Glannes, Président d'Orange; Simon Merceret, sieur de Monnet, Gruier de la comté de Bourgogne; nobles hommes, Maître Hugues de Vers, Tresorier de ladite Dame Princesse d'Orange en ladite Saunerie de Salins; Jâques Bourechoux, sieur de Batterans, & plusieurs autres temoins à ce appelez & requis. Ainsi signé, *G. de Boisset. J. Rase. J. de Fraisans, & N. Desirez.*

*TRAITE' D'ALLIANCE ENTRE LE ROI FRANÇOIS I.
& Henri, Roi de Navarre. A Lion, le 27. septembre 1523. & ratifié
par le Roi de Navarre en son château d'Orthes, le 16. octobre 1523.*

HENRI, par la grace de Dieu Roi de Navarre, Duc de Nemours, de Gandie, de Montblanc, de Pegnasiel, Comte de Foix, Seigneur de Bearn, Comte de Bigorre, de Perigord, de Rivegorce, Vicomte de Castelbon, de Limoges, Marfan, Tursan, Gavardan, & Nebousan, Seigneur de la cité de Balaguer, & Pair de France: A tous ceux qui ce présentes verront, salut. Comme ainsi soit que pour le desir & affection, que à jamais avons eü de demeurer bon ami, parent, & allié de la Couronne de France, en ensüivant les gestes de nos predecesseurs, & desirant, que nos successeurs fissent le semblable, eüssions depêché nôtre tres-cher & amé cousin Gaston, Seigneur & Baron d'Andoüins, nôtre senéchal de Bearn, & grand chambellan, devers Monsieur le Roi Tres-Chretien, avec exprés pouvoir & charge de renouveler les alliances, qui avoient été faites & passées entre ledit Seigneur, & feus de bonne memoire, les Roi & Reine, nos tres-honoré pere & mere, que Dieu absolve; lequel en vertu dudit pouvoir ait fait ladite renouvelation, & par icelle promis, que nous les ratifierons un mois après, ainsi qu'il nous a dit & remontré, & appert par les lettres en forme sur ce octroïées, dont la teneur s'ensuit.

*Navarre
1523.
27-sept.*

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Comme l'an mille cinq-cens & quatorze, le vint-troisième jour de mats, feu nôtre tres-cher & tres amé frere & cousin, le Roi de Navarre, nous eût dit & remontré le desir & affection, que lui, & feuë nôtre tres-cher sœur & cousine, la Reine de Navarre sa compagne, avoient de suivre & continuer la bonne amitié, paix, union, & concorde, qui toujours avoit été, & mêmeent par le traité fait à Blois, le dix-septieme jour de juillet, l'an mille cinq-cens douze, entre feu nôtre tres-cher seigneur & beau-pere, le Roi Roi Louis XII. dernier decédé, que Dieu absolve, d'une part; & les Ambassadeurs desdits feus Roi & Reine de Navarre, d'autre: Et en ce faisant nous eüssent prié & requis, traiter, conclure, & passer entre nous, & eux, confederation & alliance; ce que pour la singuliere & speciale amour & benevolence, qu'ils nous avoient toujours portée, nous aurions bien voulu & accordé faire, & en nôtre bonne ville & cité de Paris, fait & passé ledit traité, icelui signé de

A a iij

notre main, & fait seller de notre scel. Depuis lequel traité fait, lesdits feus Roi & Reine de Navarre, nos bons amis & alliez, sont allez de vie à trespas, delaisé notre tres-cher & tres-ami frere & cousin, Henri, Roi de Navarre, leur fils aîné, & principal heritier, lequel sur toutes choses tres-affectueusement desirant la perpetuation & continuation de ladicte alliance & confederation, faite & accordée avec nous, par lesdits feus Roi & Reine de Navarre, ses pere & mere, voulant suivre & imiter leurs loüables vestiges & exemples, a envoié devers nous notre tres-cher & bien-ami Gaston, Seigneur & Baron d'Andoüins, Senéchal de Bearn, son premier Chambellan, ambassadeur & procureur garni de procuracion, de laquelle la teneur ensuit.

HENRI, par la grace de Dieu Roi de Navarre, Duc de Nemours, de Gandie, de Montblanc, de Pegnafiell, Comte de Foix, Seigneur de Pearn, Comte de Bigorre, de Perigord, & de Rivegorce, Vicomte de Castelbon, de Limoges, de Marfan, Turfan, Gavardan, & Neboufan, Seigneur de la cité de Balaguier, & Pair de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons, Que comme à jamais entre les predecesseurs du Roi Tres-Christien, & les nôtres, eût eü toute bonne fraternité, amitié, & alliance, & mêmeement entre le feu Roi Louis XII. & nos tres-chers seigneurs les feus Roi & Reine de Navarre, nos pere & mere, que Dieu absolve, & le Roi, qui est à present: laquelle fraternité, amitié, & alliance, nous de tout notre pouvoir avons desiré & desirons estre continuée, tant en la personne dudit seigneur, & de ses successeurs, que de nous, & de nos successeurs. Pour ce est-il que nous confiant à plein de la faculté, discretion, & bonne diligence de notre tres-cher & ami cousin, Gaston, Seigneur & Baron d'Andoüins, notre senéchal de Bearn, & grand chambellan, icelui d'Andoüins aujourdui avons constitué & ordonné, constituons & ordonnons notre procureur, auquel avons donné & donnons expres mandement, pouvoir, & autorité, de & au nom de nous, requerir & supplier audit Seigneur, veuille renouveler tant en personne de lui, que de ses successeurs; de nous, & de nosd. successeurs, les alliances, qui furent passées entre ledit feu Roi Louis XII. & ledit Seigneur, & nosdits feu pere & mere, & de jurer en notre foi, & parole de Roi, tenir, & accomplir les articles desdites alliances, & iceux voir jurer audit Seigneur, & faire toutes autres choses requises & necessaires pour le renouvellement desdites alliances, posé ores que fussent de telle qualité que mandement plus special requissent. Si promettons, & avons promis sur notre bonne foi, & parole de Roi, & par serment par nous presté aux saint evangiles de Dieu, avoir ferme & agreable tenir, & accomplir, tout ce que par ledit d'Andoüins, nôtredit cousin & procureur, sera fait, procuré, & accordé, touchant ce que dessus, sans aucunement venir au contraire. En témoin de quoi en avons ostroïé ces presentes, signées de notre main, & mandé sceller du scel de nos armes. Donné en notre châtél de Pau, le quatorzieme jour d'aoust, l'an 1525. Ainsi signé sous le repli, HENRI. Et sur le repli: Par commandement du Roi de Navarre, l'Evêque de Lescar, les Chanceliers de Navarre, de Foix, & Bearn, le seigneur d'Antin, & autres presens, *De Peyrac*, & scellé en double queue de cire rouge.

Lequel seigneur d'Andoüins, de la part de nôtre dit frere & cousin, le Roi de Navarre, son maître, après humble & gracieuse remontrance des choses dessus dites, nous a requis vouloir renouveler & confirmer lesdits traité & alliance, offrant iceux jurer en l'ame dudit Roi de Navarre, comme son procureur & ambassadeur, & si besoin étoit, les lui faire ratifier. Savoir faisons, que nous, ladite requête par nous bien entendue, vue, & délibérée en nôtre Conseil, aiant icelle très-agreable, & connoissant par effet les maux & inconveniens par ci-devant venus, & qui peuvent venir par les divisions & discordes, qui ont été, & sont entre les Princes Chrétiens; & au contraire les biens infinis, qui viennent & procedent de paix & de concorde; désirant, non seulement avec nôtre dit frere & cousin le Roi de Navarre vivre en amitié & alliance, mais avec tous les autres Princes de la Chrétienté; considerant aussi la proximité du sang & lignage, dont nous attient nôtre dit frere & cousin, & l'amour & affection qu'il nous a toujours porté & porte, avons pour nous, & nos successeurs Rois, avec ledit Baron d'Andoüins audit nom, promettant faire ratifier, traité, conclu, & accordé amitié, alliance, intelligence, & confederation, en la forme & maniere, qui s'ensuit.

Premierement, Que bonne, seure, & vraie amitié, alliance, confederation, & intelligence, sera, & est faite, conclue, & accordée entre nous, nos successeurs, royaume, duché de Bretagne, & autres duchez, comtez, terres, & seigneuries, qui nous competent, & appartiennent, pais, & sujets, perpetuellement & à toujours, d'une part; & ledit Roi de Navarre, ses hoirs & successeurs, son royaume, pais, terres, seigneuries, & sujets, d'autre part. Tellement que nous serons amis des amis, & ennemis des ennemis, l'un de l'autre; & ne pourons, ni nos hoirs, & successeurs, pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit, ou puisse estre, donner aide, secours, faveur, ni assistance, aux ennemis dudit Roi de Navarre, ni jamais faire guerre par nous, ni par personne interposée, directement ou indirectement, esdits royaume, duchez, & autres, pais, terres, & seigneuries quelconques audit Roi de Navarre, & à ses hoirs & successeurs appartenans, mais serons obligez d'aider & secourir de tout nôtre pouvoir ledit Roi de Navarre, & sesdits hoirs & successeurs, envers & contre tous, de quelque autorité, condition, ou dignité qu'ils soient, sans nul excepter, pour la tuition, garde, défense, & recouvrement de sondit royaume, pais, terres, & seigneuries, qui lui competent, & peuvent competer & appartenir, & à sesdits hoirs & successeurs. Et pareillement ledit Roi de Navarre, & sesdits hoirs & successeurs, seront tenus & obligez de faire le semblable envers nous, & nos successeurs, & nous aider & secourir de tout leur pouvoir, envers & contre tous, de quelque état, qualité, condition, autorité, préeminence, ou dignité qu'ils soient, sans nul excepter, pour la seureté, tuition, garde, & défense de nosdits royaume, duché de Bretagne, pais, sujets, terres, & seigneuries étans deçà & delà les Monts, a nous appartenans, & qui nous peuvent competer & appartenir, & à nosdits successeurs. Et davantage, si nous avons à besogner pour quelque affaire, de gens & sujets dudit Roi de Navarre, il sera tenu nous en bailler ou envoyer en tel nombre qu'en serons demander & requérir, à nos dépens.

Item. Et si aucuns Princes, ou Prince étranger, quel qu'il soit, vouloit passer

par nôtre dit royaume, pais, terres, & seigneuries, pour aller faire guerre contre ledit Roi de Navarre, en sondit royaume, pais, terres, & seigneuries, nous ne lui donnerons passage, mais y obviersons de tout nôtre pouvoir. Et s'il avenoit, que faire ne le puissions, nous en avertirons ledit Roi de Navarre, & le requerrons nous envoyer gens d'armes, & autre aide pour resister aux ennemis, & obvier qu'ils ne passent par nôtre dit royaume, pais, terres, & seigneuries quelconques. Et pareillement, ledit Roi de Navarre sera tenu & obligé ne donner aucun passage à aucun Prince, ou Princes étrangers, qui voudroient passer par sondit royaume, pais, terres, & seigneuries, pour nous venir faire la guerre en nosdits royaume, duché de Bretagne, pais, terres, & seigneuries quelconques, mais l'empêchera de tout son pouvoir : & s'il n'avoit puissance pour y resister, il nous en avertira, pour après lui aider de nos gens d'armes ; & autre aide, en maniere qu'ils ne passent par sondit royaume, pais, terres, & seigneuries quelconques.

Item. A été traité & accordé, que tous les sujets, de quelque état & qualité qu'ils soient, de nous, & dudit Roi de Navarre, pourront dorenavant aller, frequenter, séjourner, & demeurer marchandement, & autrement, ainsi que bon leur semblera, par terre, mer, & eaux douces, es pais, & obeissance l'un de l'autre, seurement, & sauvement, sans qu'on leur puisse mettre ou donner aucun arrest, détourbier, ou empêchement en leurs personnes, marchandises, & biens quelconques, en payant toutefois les droits & devoirs dûs & accoustumez.

Item. A été accordé, que en cette presente amitié, alliance, & confederation, sont & seront compris les aliez & confederes de nous, & de nôtre dit frere & cousin, le Roi de Navarre, lesquels se pourront nommer dedans trois mois, & par leurs lettres patentes signifier & bailler l'un à l'autre.

Item. A été aussi traité & accordé, que dorenavant, nous, & ledit Roi de Navarre, & nos hoirs & successeurs, serons tenus & obligez nommer & comprendre les uns les autres respectivement, es traitez, alliances, amitez & confederations, que nous traiterons ci-après avec quelque Prince ou Potentat que ce soit.

Item. Et pource que l'Elu Empereur, Roi d'Espagne, est de present nôtre ennemi déclaré, & en volonté d'invalider nôtre royaume, & nous faire toute la guerre qu'il pourra, ledit Roi de Navarre, la publication faire de cette presente alliance, si-tôt que ledit Roi d'Espagne, ou son armée, s'efforcera descendre en nôtre dit royaume, sera tenu soi declarer ouvertement contre ledit Roi d'Espagne, & autres nos ennemis, qui le serviront, seront de sa ligue, ou en sa compagnie.

Toutes & chacune lesquelles choses dessusdites, en la forme & maniere qu'elles sont ci-dessus écrites, traitées, & accordées, Nous, pour nous, & nos successeurs ; & ledit Baron d'Andoüins, pour ledit Roi de Navarre, & ses successeurs, & entant que besoin seroit, frere & sœurs, pour lesquels ledit Roi de Navarre se fait fort, avons promis & juré, promettons & jurons sur les saints evangiles de Dieu, pour ce manuellement par nous touche, & en parole de Roi ; & ledit Baron d'Andoüins, audit nom, en l'ame dudit Roi de Navarre, auquel il le promet faire ratifier dedans un mois prochain, (autrement ce present traité

traité demeurera nul) entretenir, garder, & observer de point en point, selon leur forme & teneur, sans par nous, ni l'un de nous, venir, ni souffrir venir au contraire, en quelque maniere, ni pour quelque cause, couleur, ou occasion que ce soit. Et à tout ce que dit est, entant que à nous, & à nos successeurs touche, & peut toucher, tenir, observer, & entretenir, avons obligé, & obligéons, par ces presentes, tous & chacuns nos biens, meubles. & immeubles, presens & à venir. En témoin de ce avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Lion le vint-treizieme jour de septembre, l'an de grace mille cinq cens vint-trois, & de nôtre regne le neuvieme. Ainsi signé sous le repli, FRANÇOIS, & sur le repli : Par le Roi en son Conseil, DE NEUFVILLE, & sellé du grand scel dudit Seigneur.

Lesquelles lettres par nous veuës & bien entendues, le jour sous écrit, dedans l'Eglise des Cordeliers de cette ville, étant à genoux au devant du maître autel de ladite Eglise, avons juré sur le *Te igitur*, & sainte vraie Croix dessus mise, & appoëe, que tiendrons & accomplirons le contenuës articles desdites alliances, sans venir, ni faire venir, directement ou indirectement, au contraire. Et avons ratifié & ratifions, par teneur de ces presentes, tout ce que par ledit d'Andoüins a été fait & accordé en nôtre nom, touchant lesdites alliances. Et pareillement l'avons fait jurer & ratifier à nôtre tres-cher & tres-amé frere, Charles, Prince de Navarre, en tant que besoin seroit. En témoin de quoi en avons octroyé les presentes, & signé de nôtre main, & fait sceller du scel de nos armes. Donné en nôtre châtel d'Orthes, le seizieme jour d'octobre, l'an 1523. Signé, HENRI. Et sur le repli : Par commandement du Roi de Navarre, le seigneur d'Andoüins, Grand Chambellan dudit seigneur; le seigneur de Miossens, premier Chambellan; les Chanceliers de Navarre, de Bearn, & de Foix; les seigneurs de Touars, de Serinet, & de Gelas, Grand-Ecuier; les Capitaines Bonnasse, & Plehor; les seigneurs de Lobeyac, de Candau, de Badet, & autres plusieurs presens. Signé, DE LUNTS.

Traité de treve pour six mois, entre la Duchesse d'Angoulesme, mere du Roi François I. Regente en France, & l'Archiduchesse Marguerite, Gouvernante des Pais-Bas, pour l'abstinence de la guerre, & la sûreté de la pêche du Harang. A Breda le 14. juillet 1523.

AL'HONNEUR de Dieu nôtre Createur, pour le bien de la Chretienté, & éviter les rigueurs de la guerre, & les execrables & inextimables malesices, qui durant & sous couleur d'icelle, se commettent, haute & excellente Princeesse, Madame l'Archiduchesse d'Autriche, Duchesse & Comtesse de Bourgogne, &c. tante de l'Empereur, Roi des Espagnes, & pour lui Regente des pais de pardeçà, par tres-reverend Pere en Dieu, Messire Jean Carondelet, Archevêque de Palerme, & Chef du privé Conseil; Messire Antoine de Lalain, Comte de Hoochstrate, Chef des finances; & Messire Jean, sieur de Berghes, Chevaliers de l'Ordre de l'Empereur, ordonnez vers elle, ses commis & deputz: Et haute, excellente, & puissante Princeesse, Madame la Duchesse d'Angoumois,

*Espagne,
1523.
14. juillet*

d'Anjou, & de Nemours, Comtesse du Maine, & de Gien, &c. mere du Roi Tres. Chretien, & pour lui Regente en France, par Messire Pierre, sieur de VVarti, Chevalier, Gentilhomme de la chambre d'icelui sieur Roi, Gouverneur de Clermont, &c. ambassadeur, commis, & exprés deputé, & pourveu de pouvoir d'icelle Dame; ont traité & conclu une vraie, sincere, & entiere abstinance de guerre, & dépôt d'armes, par mer, par eau douce, & par terre, entre l'Empereur, ses pais, terres, & seigneuries de pardeçà, & le Roi, ses roiaumes, pais, terres, & seigneuries, endroit lesdits pais, terres, & seigneuries de l'Empereur de pardeçà, leurs hoirs & successeurs, leurs vassaux, gens, sujets, serviteurs, & habitans, desdits roiaumes, & pais, à commencer le vint - sixieme jour de ce present mois de juillet, & durant jusques au dernier jour du prochain mois de decembre, & de là en avant jusques à quinze jours prochains ensuivans le dédit d'icelle abstinance, par l'un ou l'autre desdits Princes. Et durant ledit tems cesseront tous ports d'armes, toutes hostilités, invasions, dégats, courses & pilleries, toutes surprises de villes, châteaux, & autres forces, mises de feu, prises de gens, de bestiaux, & autres biens, & en effet, toutes & quelconques entreprises, par & entre lesdits sieurs, leurs vassaux, sujets & serviteurs, leurs gens de guerre & soldats, & tous autres par leur aveu.

Et pourront tous ceux de l'un parti & de l'autre, seurement & paisiblement, entendre & vaguer à leurs négoces & affaires, chacun en son parti. Les sujets même desdits deux Princes respectivement, ains accoustumés, ou qui voudroient pêcher au harang, ou autre poisson, le pourront faire ladite abstinance durant, & hanter la mer es parties & quartiers esquels s'adonnera ladite pêcherie, seurement & saurement. Et si par fortune de vent, de tourmente de mer, ou par autre licite & non simulée occasion, les sujets de l'un desdits Princes, vacans à ladite pêcherie, fussent contrains prendre port, arriver, ou se trouver es limites ou sous l'obeissance de l'autre des Princes, ils ne méprendront, & ne leur sera méfait, ains audit cas leur sera donné adrefse & provision, à leurs raisonnables dépens, à leur retour vers le roiaume, ou pais, desquels ils seront sujets.

Et outre est convenu, que lesdits deux Princes durant ladite abstinance, par eux ni par autre, directement ou indirectement, ne donneront, ni feront donner aide ou secours, par mer ni par terre, & n'assisteront les ennemis l'un de l'autre, d'or ni d'argent, de vivres, d'artilleries, ou munitions, de villes, de châteaux, ou tres forces, de navires, ni de passages, sejour, chevaux, charroi, ni équipage, ni de quelque chose quelconque, pour invader ou endommager l'autre desdits Princes, ses roiaumes, pais, terres, seigneuries, & sujets. Et si l'un ou l'autre desdits Princes faisoit le contraire, il sera tenu faire restitution de tous dommages & interets, qui par lui, ou à son occasion, auront été faits & infercz à l'autre. Et ce néanmoins sera loisible au Prince endommagé mouvoir & faire guerre à l'autre violateur de ladite abstinance.

Que ladite abstinance se publiera sur les frontieres, & par tout es lieux de la frontiere desdits Princes, au premier jour du mois d'aoust prochain. Icele abstinance se ratifiera si besoin est, par l'Empereur, & le Roi Tres- Chretien, en dedans trois mois prochainement venans.

Et en ladite abstinance seront compris, à sçavoir est pour la part de l'Empereur,

tres-hauts & puissans Princes, le Roi d'Angleterre, le Duc de Cleves & Juliers, & le Cardinal Evêque du Liege; Et pour la part du Roi Tres-Chretien, tres-hauts & puissans Princes, le Roi d'Ecosse, Messire Charles de Gueldie, & autres Princes & Sieurs, leurs royaume, pais, seigneuries, & sujets que l'Empereur, & le Roi, ou mesdites Dames de leur part voudront nommer, & signifier l'un à l'autre, dedans le quinzieme jour du mois d'août prochain, si auparavant lesdits aliez dénommez, ou à dénommer, compris y veulent estre, tenant & demeurant ladite abstinence entre l'Empereur & le Roi, pour le tems que dessus, en son entier; ce qu'ils seront tenus signifier par leurs patentes à celui desdits deux Princes, ou celle de mesdites Dames, qui de sa part les aura dénommez au dedans trois mois, pour en aviser & certifier l'autre Prince, ou celle de mesdites Dames, qui de sa part les aura dénommez, auquel, ou à laquelle lesdits aliez auront été dénommez, en dedans un mois après que lesd. significacions leur auront été faites. Le tout toutefois sous le bon plaisir de l'Empereur, du Roi, & de mesdites Dames pour eux, & sans prejudice des alliances & confederations, que ledit sieur Empereur, & Roi Tres-Chretien, peuvent avoir avec autres Princes & Seigneurs. Fait à Breda, sous les seins manuels desdits commis, le 14. jour de juillet 1525. Ainsi signé, *Jean, Archevêque de Palerme; de Lalain; de Berghes; & de VVarty.*

VEU par Madame l'Archiduchesse, tante de l'Empereur, & pour lui Regente es pais de pardeçà, le concert & accord ci-dessus, d'une abstinence de guerre par mer, par eau douce, & par terre, entre ledit sieur Empereur, & le Roi Tres-Chretien: aussi l'assurance de la pècheirie pour les sujets d'iceux Sieurs, sous leur plaisir, madite Dame pour la part de l'Empereur, a agréé & accepté ladite abstinence, ensemble l'assurance de ladite pècheirie, & promet les faire observer en tous leurs points & articles, & pour le tems y déclaré, & d'en faire expedier lettres patentes d'agreation, acceptation, & confirmation sous le scel de l'Empereur, en forme dûe, & de les faire delivrer à Madame la Duchesse d'Angoulmois, d'Anjou, & de Nemours, mere du Roi, & pour lui Regente en France, ou à son commis & député; moiennant, & en lui fournissant de la part du Roi, ou d'icelle Dame pour lui, lettres patentes d'acceptation, & confirmation d'icelle abstinence en forme dûe, le tout sans fraude. Donnè à Breda, sous la main d'icelle Dame Archiduchesse, le seizieme jour de juillet l'an mille cinq-cens quatre-vingt cinq. Ainsi signé, *MARGUERITE, mu i present, Du Blioul.*

De par Madame la Regente en France.

ON vous fait à savoir, que bonne & seure treve, & abstinence de guerre; tant par mer que par terre, & eau douce, est faite, conclue, & capitulée entre le Roi nôtre souverain Seigneur, son royaume, pais, terres, seigneuries, sujets & vassaux, d'une part; & l'êlu Empereur, ses royaumes, pais, seigneuries, sujets & vassaux, d'autre part; jusques au premier jour de janvier prochainement venant: en laquelle treve & abstinence de guerre, sont compris l'Archiduc d'Autriche, Infant des Espagnes, & Madame Marguerite d'Autriche, Comtesse

de Bourgogne, douairière de Savoie, pour leurs pais, seigneuries, sujets, & autres. Et pourront aussi, pendant ladite treve & abstinence de guerre, passer librement leurs ambassadeurs, avec leurs trains, les messagers, courriers, & postes d'une part & d'autre, par les royaumes, & seigneuries desdits trois Princes, sans aucun empêchement, ou détourbier quelconque. Et dès maintenant, & dès ce present jour pourront seurement, & sans aucun empêchement, passer par ce royaume les messagers & courriers, qui porteront la copie de ladite treve, pour en faire la publication.

Et pareillement pourront les sujets de l'un & de l'autre parti librement pêcher & naviger par la mer; de sorte que toute pêcherie soit libre & franche entre les sujets d'une part & d'autre, tout jnq̃ que l'on souloit faire avant la guerre, & en tems de paix. A cette cause, est commandé, ordonné, & enjoint de par madite Dame Regente, en vertu de son pouvoir de Re^{ence}, à tous Lieutenans, Gouverneurs, Admiraux, Baillifs, Senéchaux, & autres officiers du Roi, ou à leurs lieutenans, ou à tous autres sujets d'icelui Seigneur, que cette presente treve & abstinence de guerre ils gardent, entretiennent, & observent, fissent entretenir, garder, & observer, chacun en son endroit, durant le tems d'icelle, sans venir à l'encontre, sur peine d'être punis comme infraçteurs d'icelle, & autrement, ainsi qu'il appartiendra pour raison. Fait à Tournon le 3. jour de septembre l'an 1525. Ainsi signé, L O U I S. Et plus bas, Robertet.

TRAITE' DE TREVE POUR TROIS MOIS. ENTRE L'EMPEREUR Charles V. le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, pendant lequel tems il étoit permis à la Duchesse d'Alençon d'aller en Espagne negocier la delivrance du Roi François I. A Toledé le 11. aoust 1525.

*Espagne.
1525.
11. aoust.*

NOUS François de Tournon, Archevêque d'Ambrun; Jean de Selve, Chevalier, Sieur de Cromieres, Premier President en la Cour de Parlement à Paris; & Philippe Chabot, Baron de Brion, Maire de Bordeaux, & Chevalier de l'Ordre de tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince François, par la grace de Dieu Tres.Chretien Roi de France, Duc de Milan, Seigneur de Gennes, ambassadeurs de tres-haute & tres-puissante Princesse Louïse, mere dudit Seigneur, Duchesse d'Angoumois & d'Anjou, Regente en France, avons pour & au nom du Roi nôtre dit Seigneur, & de madite Dame sa mere, traité, accordé, & conclu, traitons, accordons, & concluons par ces presentes, avec haut & puissant seigneur Henri, Comte de Nassau, Marquis de Santen, grand & prem^{er} Chambellan; & nobles seigneurs, Mercurin, Comte de Gatinare, de Valence, &c. Grand Chancelier; Laurens de Gourvod, Comte de Pontdevaux, Maréchal de Bourgogne, Grand-Maitre d'Hôtel; Adrien de Croy, Baron de Reux, &c. second Chambellan; deputez de tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Charles V. par la divine clemence, &c. Empereur des Romains toujours auguste, Roi Catholique des Espagnes, &c. & Reverend Pere en Dieu Maitre Cubert, par miseration divine Evêque de Londres,

Garde du privé seel; & Messire Richard Sanfon, Doien de la Chapelle, ambassadeurs de tres-haut & tres-puissant Prince Henri VIII. par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, defendeur de la Foi, &c. une bonne, seure, & loiale treve, & abstinence de guerre, tant par mer, & eaux douces, que par terre, entre lesdits Princes, pour tout leurs roiaumes, pais, terres, seigneuries, vassaux & sujets, en la forme qui s'enfuit.

A sçavoir, que ladite treve & abstinence de guerre commencera des le jour de la publication d'icelle, laquelle publication sera faite de la part desdits trois Princes, chacun en ses frontieres, tant de France, Espagne, Italie, Angleterre, que pais de Flandre, dedans un mois qui écherra le 11. jour de septembre prochainement venant, ledit jour inclus, & durera ladite abstinence jusques au premier de janvier aussi prochainement venant, ledit jour aussi inclus; en laquelle abstinence sont aussi compris tres-haut & tres-puissant Prince Fernald, par la grace de Dieu Archiduc d'Autriche, Infant des Espagnes, Duc de Stirie, de Carintie, de Carniole, de VVirtemberg, &c. Comte de Tirol, de Ferette, &c. & tres-haute & puissante Princeesse, Dame Marguerite d'Autriche, Comtesse de Bourgogne, &c. Dollairiere de Savoie, pour leurs pais, seigneuries, & sujets.

Pendant laquelle treve & abstinence Madame la Duchesse d'Alençon, sœur dudit Roi Tres-Chretien, pourra librement & sans empêchement quelconque se transporter es roiaumes d'Espagne pardevers ledit Seigneur Empereur, selon la forme du saufconduit, qui lür ce a été expédié par Sa Majesté.

Aussi pendant ladite Treve & abstinence, poura Monsieur Charles, Duc de Bourbonnois, & d'Auvergne, librement, seurement, & sans empêchement quelconque, passer par mer, avec telle armée & compagnie, que bon lui semblera, pour s'en venir d'Italie en Espagne devers ledit seigneur Empereur, lesquels Rois Tres-Chretien, & Dame Regente sa mere, bailleront, si déjà baillé n'est, bon & seur saufconduit audit sieur de Bourbon pour sondit passage, avec toute sa compagnie; & pource qu'il y a doute, si ja le saufconduit est baillé ou non, en tous evenemens sera envoié & delivré icelui saufconduit en la ville de Perpignan, es mains du Capitaine de l'Empereur illec, en dedans un mois prochain venant.

Pouront aussi, pendant ladite treve & abstinence, passer librement les Ambassadeurs avec leur train, les messagers, courriers, & postes, d'une part & d'autre, par les roiaumes, & seigneuries desdits trois Princes, sans empêchement ou detourbier quelconque, & des maintenant, & des ce present jourd'hui, pouront seurement, & sans aucun empêchement, passer par France les messagers & courriers, qui porteront la copie des presentes, pour faire ladite publication.

Et pareillement, pourront les sujets de l'un ou de l'autre parti librement pêcher & naviger par la mer, de sorte que toute pêcherie soit libre & franche entre les sujets d'une part & d'autre, tout aussi comme l'on souloit faire avant la guerre, & au tems de paix.

Desquelles choses dessus écrites, nous Archevêque d'Ambrun, Premier President, & sieur de Brion, Ambassadeurs dessusdits, nous faisons forts pour le Roi nôtredit seigneur, & madite Dame sa mere, promettant par nos foi & sermens, que nous baillerons a l'Empereur & ausdits Ambassadeurs d'Angleterre, en la Cour dudit Empereur, dedans deux mois prochain venans, lettres patentes & ratifications de ladite Dame Regente en France, expediees en forme due; & lors leur ferons.

Bb iij,

apparoit suffisamment du pouvoir de Regence de madite Dame, & de la reception & verification qui en a été faite par la Cour de Parlement à Paris, moienant que lesdits deputez de l'Empereur, & ambassadeurs d'Angleterre, nous bailleroient audit jour ratifications de leursdits seigneurs & maîtres. Et en témoin de ce, nous avons signé ce present traité de nos leins en la ville de Tolède, l'onzième jour d'aoust l'an 1525. Ainsi signé, François de Tournon, Archevêque d'Ambrun; Jean de Selve, Premier President; & Philippe Chabot. Et au dessous; Collationé à l'original, Lalemand.

*TRAITE' DE PAIX, AMITIE' ET CONFEDERATION
entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, pour la
delivrance dudit Roi François, & pour la liberté du commerce entre
leurs sujets. fait par Madame Louise de Savoie, Duchesse d'An-
goulême, mere du Roi François I. & regente en France. A Moore
le 30. aoust 1525.*

*Avec
Angle-
terre, -
contre
l'Espa-
gne.
1525.
30. aoust.*

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias præsentès litteræ per-
venerint, salutem. Cùm præter eam pacis commendationem, quam
veneranda illa & sacrosancta nobis ex Christo eloquia referunt, illud
doceant & comprobent præsentia tempora, dissidentibus inter se ac bello tumul-
tuantibus Principibus christianis, qua ut antea in Rhodum & Hungariam prospero rerum
suarum successu est usus, sic erectis jam cristis, collectisque ex superiori victo-
ria spiritibus, in reliquam christiani orbis partem quò suo eam imperio tiran-
nidique subjugaret, callidissimè abutatur, verùm etiam pestilentissimam illam
Lutheranorum hæresim latenter, & paulatim in dies succrescentem & grassan-
tem, tum in Fidei christianæ perniciem maximam, tum etiam ordinis divini
simul & humani, quo solo constant omnes Respublicæ, subversionem, & con-
fusionem eatenus invaluisse, ut non ab illa minus, quàm à Turcis pendeat pe-
riculi, in depositis bellorum studiis Principum animadversione obviam eatur.
Cùmque etiam Sanctissimus Dominus noster Clemens, ejus, qui veræ pacis
autor est & amator, gerens vices in terris, non ex christiana magis disciplina,
quàm ex præsentium temporum conditione & calamitate, per sua ad illustrissi-
mos & potentissimos Principes, Angliæ, & Francorum Reges brevia crebrò destina-
ta bellum vehementissimè dissuaderit, ipsoque ad studia pacis orbi christiano
jam diù desideratæ amplectenda maximo perè fuerit adhortatus, certo sibi per-
suadens, dictorum Principum exemplo reliquis provocatis ac incitatis, paceque
mutua, ac amicitia conjunctis, non imminenter modò christianorum cervicibus
belluinam Turcarum feroacitatem facillimè retundi posse, sed intestinam hanc
Lutheranorum hæresim Principum coërtione paululùm resecatam, sanioribus dein-
de doctrinis adhibitis non difficulter ex animis hominum remissum iri, eapropter
præfatis illustrissimis & potentissimis Regibus, nec convenire, nec expedire
visum est, vel tanti patris tam sanctas ac salutare, ad pacem præsertim
adhortationes respicere & contemnere, vel privatis suis rebus ita indulgere, ut

neglecto totius orbis malo gravissimo, cui succurrere, & mederi conjuncti, & amicitia colligati poterunt, injuriarum vindicationem, aut illatorum damnorum reparationem bello prosequantur; quin potius armis abjectis, animisque omni similitate perpurgatis, christiano pectore sinceram & puram amicitiam inire, pacemque suis regnis & subditis veram & solidam ita conciliare, ut altissimis in lutrisque principis pectora immixtis radicibus, nullis deinceps tuibinum procellis facile convellatur.

Nos itaque VVillermus, Cantuariensis Archiepiscopus, totius Angliæ Primas, & Apostolicæ Sedis legatus; Thomas, Dux Norfolciæ, Thesaurarius Angliæ; Henricus, Marchio Excestræ; Carolus, Comes VVigornæ, dominus de Herbert, & de Souver, Camerarius illustrissimi domini nostri Regis Angliæ; Nicolaus, Eliensis Episcopus; & Thomas More, miles, Angliæ Subthesaurarius, præfati invictissimi & potentissimi Principis & domini nostri, Henrici Octavi, Angliæ & Franciæ Regis, fidei defensoris, & domini Hiberniæ, consilarii, oratores, committarii, procuratores, & ambassiatores sufficienter autorisati, pro firma pace, amicitia, & vera concordia inter eundem potentissimum & invictissimum Regem nostrum, & christianissimum & serenissimum Principem Franciscum, Francorum Regem ejusdem domini nostri Regis consanguineum, & fratrem carissimum, eorumdemque subditos, alligatos, & confœderatos cum egregiis & magnificis viris, domino Joanne Brinon, milite, domino de Villaines & de Autolio, Senatus Rothomagensis Primario Præsidente, Cancellario Alenconii, & consiliorum illustrissimæ dominiæ Ludovicæ in Francia Regentis Præsides; & Joanne Joachim de Passano, domino de Vaux, Hospitii ejusdem illustrissimæ dominiæ Magistro ordinario, ac prædictæ illustrissimæ dominiæ Ludovicæ, Franciæ Regentis, christianissimi ac serenissimi Principis Francisci, Francorum Regis antedicti matris, oratoribus, procuratoribus, committariis, & ambassiatoribus ad infrâ scripta sufficientem auctoritatem habentibus, ad honorem & laudem Dei omnipotentis, gloriosissimæ Virginis Mariæ & totius curiæ celestis, & christianæ religionis exaltationem & incrementum, convenimus, concordavimus, & conclusimus, atque auctoritate commissionum nostrarum, quarum tenores inferius inseruntur, per præfentes convenimus, concordamus, & concludimus articulatim, prout sequitur.

Imprimis, inter nos oratores prædictos conventum, concordatum, & conclusum est, quod omnes injuriæ, molestationes, offensæ, gravamina, & damna quæcumque à tempore novissimi belli incepti, & publicati per dictos illustrissimos & potentissimos Principes, Angliæ, & Francorum Reges, aut eorum subditos, terra, marive, portibus maris, vel aquis dulcibus, ubicumque locorum commissa, facta, sive perpetrata, remittantur, aboleantur, & prorsus deleantur, ac per præfentes remittuntur, abolentur, & prorsus delentur, ita quod neuter dictorum Principum, eorumve subditus quicumque, quicquam vultu, verbo, facto, aut nutu, coram alteri impropere, aut impingat; sed quod de cætero inter prædictos illustrissimos & potentissimos Principes, eorumque hæredes & successores, vassallos, incolas, & habitatores, ac subditos quoscunque, præfentes, & futuros, tam ecclesiasticos, quam seculares, cujuscunque dignitatis, status, gradus, aut conditionis existant, seu quacunque dignitate, statu, sive gradu præfulgeant, eorumque regna, patrias, terras, & dominia, civitates, castra, ter-

ritoria, villas, oppida, & loca quæcumque, modò per eorundem aliquem habitata, tenta, possessa, & occupata, sit bona, sincera, vera, integra, perfecta, fidelis, & firma amicitia, unio, liga, intelligentia, confederatio, & pax, per terram, mare, & aquas dulces, portus maris, & ubique locorum inconcussè & inviolabiliter observanda, & futuris temporibus perpetuò duratura.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd neuter prædictorum illustrissimorum & potentissimorum Principum, eorumque hæredum & successorum regna, patrias, terras, dominia, civitates, castra, territoria, villas, oppida aut loca quæcumque, ad alterum impræsentiarum pertinentia, sive spectantia, hostiliter invaderet, aut expugnabit, aut à suis subditis, aut stipendiariis sic invadi, aut expugnari permittet, sed bona fide, absque omni fraude & dolo, realiter, expressè, & cum effectu prohibebit & impediet; nec aliquis prædictorum illustrissimorum & potentissimorum Principum alicui alteri, cujuscumque statûs, gradûs, aut conditionis existat, seu quocumque consanguinitatis, aut affinitatis vinculo connectatur, aut quacumque dignitate, sive spiritali, sive temporalis præfulgeat, regna, patrias, terras, dominia, civitates, castra, territoria, villas, oppida, aut loca quæcumque ad alterum prædictorum illustrissimorum & potentissimorum Principum modò, ut prædicitur, pertinentia, sive spectantia, invadenti, aut expugnanti, invadere aut expugnare conanti, auxilium, favorem, subsidium, naves, pecunias, gentes armorum, victualia, aut aliam assistentiam quancumque, publicè, vel occultè, directè, vel indirectè dabit, aut præstabit, nec à subditis suis dari aut præstari consentiet aut permittet, connivebitve, sed realiter & expressè renitetur, prohibebit, & effectualiter impediet.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd pro tuitione, conservatione, & defensione personarum, autoritatum, & dignitatum prædictorum illustrissimorum & potentissimorum Principum, regnorum, patriarum, terrarum, dominiorum, castrorum, civitatum, villarum, & territoriorum suorum, tempore conclusionis hujus fœderis possessorum, contra invalores, perturbatores, & hostiles aggressores quoscumque, prædicti illustrissimi & potentissimi Reges contra omnes Principes & Potentatus, quocumque consanguinitatis aut affinitatis vinculo connectantur, & quacumque dignitate, sive spiritali, sive temporalis præfulgeant, vel alios cujuscumque statûs, gradûs, aut conditionis existant, qui regna, patrias, terras, dominia, civitates, castra, territoria, villas, oppida, & loca quæcumque ad alterum prædictorum illustrissimorum Principum modò, ut prædicitur, pertinentia sive spectantia impugnare, aut invadere nitantur, aut moliantur, seu bellum aut guerram facere, aut movere præsumpserint, aut attentaverint, se invicem mutuis auxiliis militaribus gentium armorum, equorum, quàm pedum, ac navium armatarum, unà cum machinis & instrumentis bellicis, ad expensas Principis opem requirentis & interpellantis, quoties opus & necesse fuerit, adjuvabunt; in quorum auxiliorum præstatione, quantum ad numerum attinet militum, & navium armatarum, ac instrumentorum & machinarum bellicarum, habenda erit ratio facultatis illius partis, quæ ad deferendum, & præstandum opem requiretur, sive interpellabitur, ut scilicet amplius subsidiorum auxiliorum non astringatur, aut teneatur præstare, quàm tunc commodè facere poterit, considerata temporis & locorum opportunitate, rerumque suarum statu, qua in re Principis conscientia sic interpellati onerabitur.

Quantum

Quantum verò ad expensas & stipendia militum, aut navium armatarum attinet, illa taxabuntur, & moderabuntur habito respectu ad forum venalium quod in partibus illis, ubi milites prædicti degent, aut militabunt, & naves exercebuntur, tunc temporis continget secundum locorum & temporum sterilitatem aut ubertatem; qui quidem milites & naves armatz ei, cui sic concedentur, fideliter servient, quamdiu eos duxerit retinendos, eisdemque stipendia, ut præfertur, fideliter persolverit.

Item. conventum, concordatum, & conclusum est, quòd omnes & singuli utriusque dictorum Principum, eorumque hæredum & successorum, aut eorum alterius vassalli & subditi, sive sint Principes, Archiepiscopi, Episcopi, Duces, Marchiones, Comites, Barones, sive Mercatores, aut cujusvis status, conditionisve existant, durante pace antedicta, ubivis locorum sese mutuis officiis prosequantur, & honesta affectione pertractent, possintque liberè, tutè, & securè, absque alicujus offensa, aut salvoconductu, sive licentia, ubique perlostrare, per terram, mare, & aquas dulces, navigare, hinc indeque ad portus, dominia, & districtus quoscunque utriusque ipsorum Principum suorum hæredum & successorum, citra, & ultra mare accedere, dum tamen numerum armatorum centum simul non excedant; in eisque quamdiu voluerint morari, mercari, merces, mercimonia & jocalia quæcumque, si statuta regnorum, aut municipalia antehac sancita non obstant, emere & vendere, ac ut eis placuerit illinc ad partes proprias, vel alibi, liberè quoties duxerint, ab eisdem abire cum suis aut conductis aut commodatis navigiis, plaustris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, sarcinulis, bonis, & rebus suis quibuscunque, absque ullo impedimento, offensa, arrestatione ob causam maris, contramarcæ, represaliarum, aut alia restrictione quacunque, tam in terra quam in mari, & aquis dulcibus, quemadmodum in propriis patriis hæc omnia facerent, aut eis ea facere liceret.

Item. Quòd omnia munera, sive onera, ab aliquo dictorum Principum in cuiusvis eorum patriarum, sive dominiorum partibus, citra aut infra quinquaginta annos ante datam præsentium imposita mercatoribus, aut subditis alterius Principis, ejusve hæredum & successorum nociva vel onerosa, durante hac pace, penitus sint extincta; & quòd talia aut consimilia, hac amicitia durante, amodò non imponantur; salvo tamen semper quoad alia omnibus regionum, urbium, & locorum statutis & consuetudinibus, quibus nihil quoad eorum jura per præmissa derogatum censeatur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd neuter prædictorum illustrissimorum & potentissimorum Principum aliquem vassallum, aut subditum alterius, cujuscumque gradus, status, dignitatis, aut conditionis existat, in protectionem, tuitionem, sive defensionem, quovis modo suscipiet, aut acceptabit, vel ab alio quocunque suscipi, aut acceptari consentiet, aut procurabit, inconsulto & non consentiente domino, cujus est vassallus, aut subditus, nec alicui tali, vel aliquibus talibus, consilium, auxilium, assistentiam, vel favorem, directè vel indirectè dabit, aut præstabit, dative, aut præstari faciet aut procurabit.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd dictis amicitias durantibus, neuter dictorum illustrissimorum & potentissimorum Principum quovis modo in regnis suis, aut alicubi locorum, favoritabit, intetenebit, receptabit, aut retinebit, nec à subditis, vel stipendiariis suis, eorum alter receptari, favorita-

ri, interteneri, aut retineri permittet aliquos rebelles, sive proditores, de crimine læsæ Majestatis suspectos, aut transfugas, ex subditis alterius dictorum Principum, nec hujusmodi rebellibus sive proditoribus, aut transfugis, rebelli sive proditori, aut transfugæ, qui in aliquem locum obedientiæ alterius prædictorum illusterrimorum & potentissimorum principum declinaverint, sive declinaverint, quovis modo dabit consilium, favorem, aut assistentiam, sed cum aut eos intra viginti dies, postquam per litteras alterius Principis, cujus rebelles aut rebellis, subditi aut subditi extiterint, aut extiterit, (quibus litteris certificatoriis, super hoc omnino stabitur) alter eorum requisitus fuerit, litterarum hujusmodi requisitionis latori, aut alii ad hoc in hujusmodi litteris nominato, sive deputato, tradet, restituet, & liberabit, tradi, restitui, & liberari faciet.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod ex neutrius Principum prædictorum Cancellaria, aut alia curia, impostum concedantur aliquæ litteræ represaliarum, marcæ aut contramarcæ, nisi super & contra principales delinquentes, & eorum bona, eorumve fautores, vel in casu manifestæ denegationis justitiæ, de qua per litteras summationis, aut requisitionis, & prout de jure requiritur, sufficienter constabit.

Item. Quod si durante pace & amicitii præfatis, aliquid contra vires & effectus earundem per terram, mare, & aquas dulces, per aliquem subditum, vassallum, aut alligatum in his amicitii comprehensum alterius dictorum Principum fuerit attentatum, actum & gestum, nihilominus tamen hæc pax, sive amicitia in suis viribus permanebit, & pro ipsis attentatis solummodo puniantur ipsi attentatores & damnificantes, & non alii.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod, immediate post ratificationem præsentis tractatus hinc inde factam, Sarcus, Bazoges, la Forest, Hantot jam obsides plenè & liberè relaxabuntur, & ad manus prædictorum oratorum illustrissimæ dominæ Franciæ Regentiæ, vel aliorum quorumcumque per eandem deputandorum, realiter tradentur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod omnes & singuli subditi sive stipendiarii citra, comitis aut principis gradum, præfati Regis Angliæ, per prædictum Christianissimum Regem, aut aliquem ejus subditum, vel subditos, stipendiarium, aut stipendiarios, per terram, mare, aquas dulces, aut ubicumque locorum capti, aut detenti, absque aliqua pecunia pro eorum redemptione solvenda liberè relaxabuntur, & libertati restituentur; ita quod licebit eis, & eorum unicuique, in & ad propria redire, aut quocumque locorum voluerint divertere. Et pari modo omnes & singuli subditi sive stipendiarii citra, comitis aut principis gradum, præfati Regis Christianissimi per prædictum potentissimum Angliæ Regem, aut aliquem ejus subditum, vel subditos, stipendiarium, aut stipendiarios, per terram, mare, aquas dulces, & ubicumque locorum capti aut detenti, absque aliqua pecunia pro eorum redemptione solvenda liberè relaxabuntur, & libertati restituentur; ita quod licebit eis & eorum unicuique in & ad propria redire, aut quocumque locorum velint divertere.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod in præsentis tractatus pacis & amicitie comprehendantur amici, alligati, & confederati utriusque partis subsequenter nominati; videlicet pro parte Regis Angliæ, Sanctissimus Dominus noster Clemens, illius nominis Papa Sextus, ac Sancta Sedes Apostolica,

Carolus Imperator electus, Christiernus Rex Daciæ, Reges Hungariæ, & Portugalliæ, serenissima domina Maria, Regina Franciæ douageria; illustrissima domina Margareta, dicti Imperatoris electi amita, & Archiducissa Austriæ; Ferdinandus, germanus, frater dicti Imperatoris, Austriæ Archidux; Dux & Dominium Venetorum; reverendissimus dominus Leodiensis Episcopus; Dux Urbini; Clivenfis & Juliacenfis Duces; magnifica Domus de Medicis, & Dominium Florentinorum; Dux Ferrariæ; Communitas & Societas Hanſæ Teutonicæ.

Et pro parte Regis Christianissimi, Sanctissimus Dominus noster Papa, & Sancta Sedes Apostolica; Reges Scotiæ, Hungariæ, Navarræ, & Portugalliæ; Dux & Dominium Venetorum, Dux Sabaudiæ, Dux Lotharingiæ, Dux Gueldriæ, Dux Ferrariæ, Domini Helvetii, Marchio Montisferrati, & illustrissima domina mater ejusdem, & Marchio Saluciarum; qui quidem comprehensi ex parte dictorum Regum hinc inde nominati, infra quatuor menses a tempore ratificationis & publicationis præsentis tractatus, tenebuntur per suas litteras patentes, utrique dictorum Regum transmittendas, declarare se velle dictam comprehensionem acceptare, ac omnia & singula capitula in eadem contenta, quatenus eos concernunt, adimplere, alias pro non comprehensis habeantur.

Item. Ut tractatus inter dictos illustrissimos & potentissimos Reges firmus & perseverans sit, conventum, concordatum, & conclusum est, quod quamquam dictus tractatus, ac singula in eodem contenta, non fuerint plenè, integrè, & inviolabiliter observata per alterius partis comprehensos, aut eorum aliquem, nihilominus præsens tractatus inter dictos Principes principaliter contrahentes permaneat in suo robore & effectu, neque per aliquem actum dictorum comprehensorum contra vim & effectum præsentis tractatus perpetratum, censëatur eidem contractui, quoad dictos Principes principaliter contrahentesin, aliquo derogatum.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod non intelligetur per præsentem tractatum, neque aliquem ejusdem articulum, quod aliquis dictorum Principum contrahentium astringatur, vel teneatur defendere, aut manutene aliquem in præsentem tractatu comprehensorum, quacumque dignitate polleat, in aliquibus statibus, terris, dominio, vel juribus, à tempore incepti belli post novissimum tractatum, cujus data est Londini, primo die mensis octobris, anno Domini millesimo quingentesimo decimo octavo, ab aliquo prædictorum Principum, aut aliquorum confœderatorum, ubivis & ubicumque locorum occupatis aut obtentis, sed licebit unicuique dictorum principaliter contrahentium ea recuperare, præsentem tractatu non obstante.

Item. Tam pro bono pacis, quàm propter singularem amorem & affectionem, quam de cetero potentissimus Angliæ Rex erga dictum Christianissimum gerere intendit, necnon ad instantiam & contemplationem illustrissimæ matris dicti Christianissimi Regis, & ut idem Rex citius in pristinam libertatem restitui, & in regnum Franciæ redire possit, conventum, concordatum, & conclusum est, quod dictus potentissimus Angliæ Rex procurabit, & amicè operam dabit apud catholicissimum fratrem, consanguineum, & nepotem suum Carolum, Imperatorem electum, pro celeriori restitutione & liberatione ejusdem Christianissimi Regis, bonis, honestis, & rationabilibus conditionibus, per partem dicti Christianissimi Regis præfato Carolo Imperatori electo, & aliis, vel alii, qui, vel quis, Ducis dignitate aut nomine præfulserint, vel præfulgent, & qui vel quis dictis potentissimis Principi-

pibus, Angliæ Regi, aut Carolo Imperatori electo, adhæserunt, vel adhæsit, offerendis impetranda & obtinenda.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod prædictus Christianissimus Rex omnia & singula capitula in præsentis tractatu pacis & amicitiae contenta, necnon alia omnia quæcumque seorsim & sepatatim ad præsentis tractatus firmitorem consolidationem & corroboracionem acta, conventa, & nomine suo promissa fuerint, cuiuscumque naturæ aut qualitatis existant, observabit fideliter, & realiter perimpletebit, seque fideliter observaturum, & realiter perimpletevum, quandocumque per commissarium, sive commissarios prædicti potentissimi Regis Angliæ, hæredum, aut successorum suorum, sufficientem ab eo aut eis potestatem ad id sive mandatum habentem, vel habentes, fuerit requisitus, in ejusdem commissarii, sive eorumdem commissariorum præsentia, si quovis modo id fieri poterit, tactis per eundem sacrosanctis evangelii jurabit, & in vira pacti promittet, omniaque & singula capitula in præsentis tractatu contenta per litteras patentes manu sua subscriptas, & magno suo sigillo sigillatas, ratificabit, autorisabit, & confirmabit, ipsasque litteras ratificationis, autorisationis, & confirmationis, in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & confectas, ac, ut præmittitur, absolutas, ad præfatum invictissimum Angliæ Regem, hæredes & successores suos, ejusve, aut eorum deputatos sufficientem ad id autoritatem habentem, sive habentes, infra tres menses post datam præsentis tractatus transmittet, tradique faciet, realiter & cum effectu. Quod si propter prædicti Christianissimi Regis detentionem, & a regno suo absentiam, litteras confirmatorias in sufficienti & valida forma intra tempus, ut prædicitur, trium mensium dare facere, aut dari facere, tradereve minimè queat, tunc in eo casu, si id quovis modo facere poterit, prædictus Christianissimus Princeps Franciscus, Francorum Rex, omnia & singula in præsentis tractatu contenta, ac per dictos oratores conventa & conclusa, per litteras manu sua propria scriptas ratificabit, autorisabit, & confirmabit, sub verborum tenore inter prædictos oratores concordato. Quæ litteræ sic manu sua propria scriptæ, prædicto illustrissimo Regi Angliæ, hæredibus sive successoribus suis, ejusve, aut eorum deputato, sive deputatis, sufficientem ad id autoritatem habenti, vel habentibus, ex parte prædicti Christianissimi Francorum Regis, infra tres menses à data præsentis tractatus proximè numerandos, realiter & cum effectu tradentur & liberabuntur.

Insuper, cum prædictus Christianissimus Francorum Rex, tempore præsentis tractatus nomine suo initii & conclusi per oratores ab illustrissima domina matre sua Franciæ Regenti destinatos, & ad id ab eadem commissionem habentes, sit apud Cæsam, ut prædicitur, detentus, qua ex se forsan de in & super acceptatione, approbatione, confirmatione, efficacia, & validitate præsentis tractatus nonnulla dubia, quæstiones, differentie, difficultates, & altercationes oriri possint, proinde, ut omnia & singula talia à medio proisus tollantur, ac omnis quæstionis & disputationis scrupulus, exceptionumque & allegationum subterfugia penitus removeantur, & ne prædictus Christianissimus Rex, cum ad libertatem restitueretur, sive ad sua pervenerit, ipse, hæredesque aut successores sui, vel ex præsentis captivitate, vel ex aliis quibuscumque allegationibus, quicquam prætere, aut committi queat aut queant, quo præsens tractatus pacis & amicitiae invalidus reddatur, conventum, ulterius concordatum, & conclusum est,

quod prædicta illustrissima domina Franciæ Regens, nomine regentiæ qua fungitur, renunciatis expressè & in vim pacti, beneficio senatusconsulti Velleiani, ac omni alii juris remedio, cautelæ, aut exceptioni, tam juris quam facti, cuiuscumque naturæ fuerit, aut quacumque ex causa competenti, prædicta omnia & singula tam in hoc pacis & amicitie, quam aliis tractatibus, quacumque ex causa per dictos oratores initis & conclusis contenta, infra duos menses per litteras suas in forma desuper concordata conceptas, manu sua subscriptas, & magno suo sigillo sigillatas, ratificabit, autorisabit, & confirmabit, illaque eadem omnia observabit, ac quod à Christianissimo Rege prædicto, hæredibus & successoribus suis, ejus hæredumque subditis fideliter observari & realiter perimpleri faciet, in præsentia commissarii, sive commissariorum prædicti invictissimi Regis Angliæ, hæredum sive successorum suorum, potestatem ad id sufficientem habentis, sive habentium, jurabit & in vim pacti promittet, litterasque ratificationis & obligationis in forma hujusmodi, cum prædicta clausula renunciationis inserta confectas, & ut præmittitur, debite absolutas, ad prædictum invictissimum Angliæ Regem, hæredes, aut successores suos, ejusve aut eorum deputatum, sive deputatos, sufficientem ad id auctoritatem habentem, sive habentes, infra tres menses à data præsentis tractatus numerandos, transmittet, tradique & liberari faciet & facient, realiter, & cum effectu.

Et præterea, conventum, concordatum, & conclusum est, quod prædicta illustrissima domina Franciæ Regens renunciatis expressè, & in vim pacti, ut prædictum est, beneficio senatusconsulti Velleiani, ac omni alii juris remedio, cautelæ aut exceptioni, tam juris, quam facti, cuiuscumque naturæ fuerit, aut quacumque ex causa competenti, obligationem sive promissionem de rato in forma sequenti in litteris prædictis specialiter & expressè præstabit, & ad majorem cautelam promittet & obligabit se, hæredes & successores suos, per easdem, quod prædictus Christianissimus Rex, filius suus, renunciando, cum ad libertatem pervenerit, expressè & in vim pacti, omni juris cautelæ, beneficio, sive exceptioni ex causa metus captivitatis, detentionis, à regno absentie, rei, aut non suo nomine, aut non in rem suam gestæ, & omnibus aliis tam juris, quam facti exceptionibus quibuscumque, quacumque ex causa competentibus, quibus effectus præsentium in aliquo impediri queat, hæredes & successores sui prædicta omnia & singula pacis ac amicitie fœdera, aliaque pacta, conventa, promissa, cuiuscumque naturæ fuerint, per prædictos oratores nomine ejusdem Christianissimi Principis inita & conclusa, bona fide, sincere, absque omni dolo aut fraude, fideliter observabit, & realiter perimplere, observabunt, & perimplerebunt, eaque à subditis suis perimpleri & observari faciet & facient realiter & cum effectu; quodque prædictus Christianissimus Rex Franciscus infra duos menses, cum ad libertatem pervenerit, aut si ante id temporis, quod Deus avertat, ab humanis decesserit, hæredes sive successores sui, similiter infra duos menses, a tempore, quo primum in regno successerint, numerandos, prædicta omnia & singula se fideliter observaturum, sive observaturos, realiter perimplerum, sive perimpleturos, in præsentia commissarii, sive commissariorum prædicti invictissimi Regis Angliæ, hæredum & successorum suorum, sufficientem ad id auctoritatem habentis, sive habentium, tactis sacrosanctis evangeliiis, jurabit & jurabunt, & in vim pacti promittet, & promittent, illaque per litteras suas in sufficienti, valida, & efficaci forma conceptas, ac clausulam prædictæ re-

nunciacionis insertam habentes, manu sua subscriptas, & magno suo sigillo sigillatas, ratificabit & ratificabunt, autorisabit & autorisabunt, confirmabit & confirmabunt, dictasque literas ratificationis, autorisationis, & confirmationis confectas, ut præmittitur, & absolutas, ad prædictum invictissimum Angliæ Regem, hæredes & successores suos, ejusve aut eorum deputatum sive deputatos, sufficientem ad id auctoritatem habentem, vel habentes, transmittet, tradique & liberari faciet & facient, realiter, & cum effectu.

Item, Propter firmiorem omnium & singulorum per dictos oratores conclusuram observationem, conventum, concordatum, & conclusum est, quod magnates & nobiles regni Franciæ, videlicet reverendissimus Cardinalis Bourbonius, Dux Vandomi, Dux Longævillæ, Comes Sancti Pauli, Dominus de Lautrec, Comes Convenarum, Dominus de Montmorency, Dominus de Brezé, Comes de Maulevrier, magnus senescallus Normanniæ, Comes de Brienne, etiam primariæ civitates ejusdem regni, videlicet Parisius, Lugdunum, Aurelia, Tolosa, Ambianum, Rothomagum, Burdegala, Turonum, & civitas Remensis, firmissimè se obligabunt & altringent, sub hipoteca & obligatione omnium bonorum suorum, & quisque magnatum & nobilium prædictorum seperatim se, hæredes, & successores suos, & quæque similiter civitas se obligabit & altringet sub hipoteca & obligatione omnium bonorum. Jurabunt præterea, & in vini pacti promittent, infra tres menses post datam præsentis tractatus, quod ipsi, sive ipsæ, & eorum quilibet, sive quælibet, præmissa omnia & singula in hoc tractatu specificata fideliter observabunt pro parte sua, & realiter perimplebunt, observabit & perimplebit, neque unquam eisdem contravenient ipsi, hæredesque aut successores sui curabunt, & quisque sive quæque curabit cum effectu, quod prædictus Christianissimus Rex Franciscus, hæredes & successores sui, ejusque subditi, prædicta omnia & singula observabit & observabunt, perimplebit & perimplebunt, realiter & cum effectu; quodque omnia ratificabit idem Christianissimus Rex, hæredes & successores sui ratificabunt, & autorisabit, autorisabunt, confirmabit & confirmabunt, jurabit & jurabunt, modo, forma, & tempore prædictis, litterasque inde obligatorias, in forma per dictos oratores concordata, conficiendas facient & faciet separatim quisque magnatum, nobilium, & quæque civitatum prædictarum, aliasque litteras sic scriptas, ac sigillo suo sigillatas, & omnibus suis partibus validè & efficaciter absolutas, ad prædictum invictissimum Angliæ Regem, hæredes & successores suos, ejusve aut eorum deputatum, sive deputatos, sufficientem ad id auctoritatem habentem, sive habentes, infra tempus trium mensium post datam præsentium transmittent, & eorum sive earum quilibet sive quæque transmittet, tradique & liberari facient & faciet, realiter & cum effectu.

Item, Conventum, concordatum, & conclusum est, quod omnia per dictos oratores tractata, conclusa, & promissa ex parte dicti Christianissimi Regis, illustrissimæ matris suæ regentis, magnatum & nobilium prædictorum, & civitatum, ejusdemque Regis regnorum & subditorum, hæredum sive successorum suorum, perimplenda & observanda, ratificabunt & confirmabunt infra tres menses post datam præsentium tres status Normanniæ, & Lingux Occitanæ, eaque omnia & infra idem tempus trium mensium Curia Parliamentorum Parisiensis, Tolosana, Rothomagensis & Burdigalensis, suo judiciali & sufficienti decreto valida & effi-

cacia esse censebunt, iudicabunt, & promulgabunt.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod postquam prædicta omnia in præsentis tractatu, vel in aliis nunc initis & conclusis contenta, modo & forma in illis specificatis, per prædictam illustrissimam dominam Ludovicam, Franciæ Regentem, ratificata, autorisata, confirmata, ac jurata fuerint, ac super eisdem omnibus & singulis litteræ in valida & efficaci forma, ut præmittitur, in eisdem confectæ, prædicto invictissimo Regi Angliæ, hæredibus & successoribus suis, eorumve deputato vel deputatis, sufficientem ad id auctoritatem habenti, vel habentibus, infra tempus prædictum traditæ realiter, & cum effectu liberatæ fuerint, unâ cum obligationibus pro solutionibus certarum summarum pecuniarum juxta, modum & formam in tractatu desuper factio specificatos, tam ipsius Christianissimi Regis, si infra tempus prædictum obtineri quoquo modo poterunt, quàm etiam prædictæ illustrissimæ domine Ludovicæ, magnatum, nobilium & civitatum superius nominatorum, sive nominatarum, sub illo verborum tenore conceptas, modoque & forma eisdem, de quibus tam in hoc tractatu, quàm aliis, convenit inter oratores prædictos & concordatum est, necnon instrumentis in publica, & autentica forma, ut convenit, confectis de & super omologatione Curiarum Parlamentorum, ac etiam ratificatione trium statuum Normanniæ & Lingue Occitanæ, validè & efficaciter factis, tunc & immediate prædictus potentissimus Angliæ Rex, hæredes & successores sui, prædicta omnia & singula capitula in præsentis tractatu pacis & amicitie conventa, & alia omnia & singula quæcumque, seorsim & separatim ad præsentis tractatus declarationem & corroboracionem pacta & conventa, ratificabit, autorisabit, & confirmabit, ratificabunt, autorisabunt, & confirmabunt, litterasque ratificatorias in valida & sufficienti forma conceptas, manu sua subscriptas, & magno suo sigillo sigillatas, commissario, sive commissariis prædicti Christianissimi Regis, hæredum aut successorum, vel etiam prædictæ illustrissimæ domine Franciæ Regentis, sufficientem ad id potestatem habenti, sive habentibus, tradet realiter & liberabit, tradive faciet & facient, ac liberari, ac etiam in præsentia dicti commissarii, sive commissariorum, se omnia & singula prædicta, quatenus cum vel eos concernunt, fideliter perimplendum, & perimplenduros, tactis sacrosanctis evangeliiis, jurabit & jurabunt, quamprimum fuerit aut fuerint per dictos commissarios requisitus, vel requisiti.

Sequuntur tenores commissionum.

HENRICUS octavus, Dei gratia Angliæ & Franciæ Rex, Fidei defensor, & dominus Hiberniæ, omnibus ad quos præsentis litteræ pervenerint, salutem. Scitis, quod nos de probitate, legalitate, circumspectione, fidelitate, & industria dilectorum & fidelium consiliariorum nostrorum, reverendissimi in Christo Patris VVilelmi, Cantuariensis Archiepiscopi, totius Angliæ Primatis, & Apostolicæ Sedis Legati; carissimorumque consanguineorum nostrorum Thomæ, Ducis Norfolciæ, Thesaurarii Angliæ; Henrici, Marchionis Excestræ; Caroli, Comitis Vigornæ, camerarii nostri, ordinisque nostri Garterii, militum; reverendi in Christo Patris, Nicolai, Lincolniensis Episcopi; & Thomæ More, militis, Subthesaurarii Angliæ, ad plenum confidentes,

ipsos conjunctim, & eorum tres divisim, nostros veros & indubitatos commissarios, oratores, deputatos, & nuncios speciales & generales constituimus, & ordinamus per praesentes, dantes & concedentes eisdem conjunctim, & tribus eorum divisim, ut praefertur, tenore praesentium, potestatem, facultatem, auctoritatem & mandatum generale & speciale, pro nobis, haeredibus & successoribus nostris, cum oratoribus, ambassiatoribus, procuratoribus, deputatis & nunciis quibuscumque illustrissimi ac serenissimi Principis Francisci, Francorum Regis, fratris & consanguinei nostri carissimi, sive cum oratoribus, ambassiatoribus, procuratoribus, deputatis & nunciis quibuscumque illustrissimae dominae Ludovicae, ipsius Francisci Francorum Regis matris, ejusque in absentia Franciae Regentis, ad hoc sufficientem potestatem & auctoritatem habentibus, de & super pace, concordia, liga, consideratione, unione, & amicitia, inter nos, ex una parte, & praenominatum Franciscum Regem, seu dictam ejusdem Regis matrem in absentia ipsius Franciae Regentem, ex altera; regna, terras, dominia, patrias, subditos, vassallos, faventes, alligatos, confederatos, amicos & adherentes nostros, & suos quoscumque, nostrorumque & suorum haeredes & successores, cum talibus actionibus, legibus, & conventionibus, quae nostris & dicti Francorum Regis, aut ejus matris Franciae Regentis, oratoribus ad id potestatem habentibus, pro commodo, & utilitate tam nostri, quam dicti Francorum Regis successorum & subditorum nostrorum & suorum, videbuntur hinc inde opportunè concilianda & incunda, tractandi, concordandi, pacificendi, conveniendi & finaliter concludendi: nosque haeredes & successores nostros, terras, patrias, dominia, subditos, & vassallos nostros quoscumque, ad conventorum & conclusorum inviolabilem observantiam astringi & obligandi, ac super hujusmodi conventis, concordatis, & conclusis, praefati illustrissimi Francorum Regis, aut serenissimae dominae Regentis oratoribus, ad id potestatem habentibus, litteras efficaces & validas pro parte nostra tradendi, aliasque consimilis effectus & vigoris ab ipsis, seu eorum altero, petendi & exigendi, plenamque praeterea potestatem juramentum in animam nostram faciendi & praestandi, quod tenebimus & perimpleremus, tencerique & perimpleri curabimus realiter, & cum effectu, omnia & singula, quae in praedictis & circa ea nomine nostro concordabunt & convenient, jurabunt, firmabunt & concludent; atque illa ratificabimus, & nullo unquam tempore revocabimus, nec contra ea, vel eorum aliqua quicquam faciemus, vel quovis pacto veniemus: simileque juramentum à dicto illustrissimo Francorum Rege, seu à dicta serenissima domina Ludovica Franciae Regenti, ejusve aut eorum oratoribus & commissariis, ad id sufficientem potestatem habentibus, praestari videndi, petendi & exigendi; ac generaliter omnia & singula alia nomine nostro faciendi, gerendi, exercendi, & firmandi, cujuscumque naturae aut importantiae fuerint, aut esse poterunt, in praedictis, & circa ea, necessaria, & quomodolibet opportuna, & quae tanti negotii qualitas, cum ejusdem circumstantiis, dependentiis, & annexis exigat, aut requirit, etiamsi expressis longè majora sint, aut talia forent, quae de sua natura ad ea perficienda mandatum exigant magis speciale, quam praesentibus sit expressum. Promittentes bona fide, & in verbo regio, quicquid actum, gestum aut conventum fuerit per dictos nostros oratores, & commissarios conjunctim, vel tres eorum divisim, nos ratum, gratum, & acceptum habituros, neque contra ipsorum aliquid vel aliqua

contraveniēmus, imò ipsi manutenebimus, & inviolabiliter observabimus, manuteneri & observari faciemus, & per litteras nostras patentes ratificabimus & confirmabimus. In cujus rei testimonium, his litteris nostris parentibus, manu nostra signatis, magnum sigillum nostrum apponi fecimus. Datum apud Moore, vigesimo octavo die augusti, anno regni nostri decimo-septimo.

LUDOVICA Regis Christianissimi mater, Ducissa Engolismæ, Andegavizæ & Nemossæ, necnon Cœnomanizæ & Gieni Comitissæ, Regens in Francia in absentia carissimi ac dilectissimi domini, & filii nostri Francisci, Dei gratia Francorum Regis, notum facimus, quòd nos ad plenum confidentes de probitate, legalitate, circumspectione, fidelitate, & industria dilectorum & fidelium consiliariorum nostrorum, Joannis Brinon, domini de Villaines, & de Antolio, Præsidis ordinarii Consilii nostri, ac etiam consilarii jam dicti carissimi ac dilectissimi filii nostri, ac Primi Præsidentis Normannizæ, necnon Cancellarii Alenconii, & Joannis Joachim de Passano, Hospitii nostri Magistri, domini de Vaux, ex maturo illustrium sanguinis Franciæ principum & magnatum consilio, ipsos & eum quemlibet conjunctim, & divisim, nostros veros & indubitatos commissarios, ambassiatores, oratores, deputatos, & nuncios speciales & generales facimus, constituimus, & ordinamus per præsentem, dantes & concedentes eisdem, & eorum cuilibet, conjunctim, ut præfertur, & divisim, tenore præsentium, potestatem, facultatem, auctoritatem, ac mandatum generale & speciale pro dicto carissimo & dilectissimo domino ac filio nostro, hæredibus, ac successoribus nostris, cum illusterrimo & potentissimo Principe, Henrico octavo, Dei gratia Angliæ Rege, carissimo & dilectissimo consanguineo & fratre dicti domini & filii nostri, & nostro, hæredibus, ac successoribus suis, aut ejus, seu eorum procuratoribus, oratoribus, commissariis, ambassiatoribus & deputatis quibuscumque, ad hoc sufficientem potestatem & auctoritatem habentibus, de & super pace, concordia, liga, confœderatione, unione, & amicitia inter præfatum dominum & filium nostrum, aut nos, in absentia ejus Regentem, ex una; & prænominatum potentissimum Angliæ Regem, ex altera; regnaque, & dominia; & eorum hæredes, ac successores, cum talibus pactioibus, legibus, & conventionibus, quæ dicto Angliæ Regi, aut suis oratoribus ad id potestatem habentibus, & oratoribus nostris, pro commodo & utilitate dictorum regum, successorum, ac subditorum suorum, videbuntur opportuna, conciliandæ & incundæ, tractandi, concordandi, paciscendi, conveniendi, & concludendi, dictumque Christianissimum Regem dominum & filium nostrum, ejusque hæredes & successores, Franciæ regnum, terras & dominia quæcumque, nos, hæredes & successores nostros, ad conventorum & conclusorum inviolabilem observantiam altringendi & obligandi, ac super hujusmodi conventis, concordatis & conclusis cum præfato potentissimo Angliæ Rege, consanguineo nostro, aut suis oratoribus, ad id potestatem habentibus, litteras efficaces & validas pro parte nostra tradendi, aliasque consimilibus effectus & vigoris ab ipsis petendi, & exigendi, plenamque præterea potestatem juramentum in animam nostram præstandi, quòd tenebimus & adimpleremus, tenere & adimpleri curabimus realiter, & cum effectu, omnia & singula, quæ in prædictis, & circa ea nomine nostro concordabunt, convenient, jurabunt, & concludent; ac quòd illa ratificabimus, & ratificari cum effectu cu-

rabimus, & nullo unquam tempore revocabimus, nec contra ea, vel eorum aliqua quicquam faciemus, vel quovis pacto veniemus, simileque juramentum à dicto potentissimo Angliæ Rege, ejusque oratoribus & commissariis ad id sufficientem potestatem habentibus præstari videndi, exigendi, & perendi, ac generaliter omnia & singula nomine nostro faciendi, gerendi, exercendi, & firmandi, cujuscumque naturæ & importantiz fuerint, aut esse poterunt, in prædictis & circa ea, necessaria & opportuna, & quæ tanti negotii qualitas cum ejusdem circumstantiis, dependentibus, & annexis, exigit aut requirit, etiam si expressis longè majora sint, aut talia forent, quæ de sua natura ad ea perficienda mandatum exigunt magis speciale, quàm præsentibus sit expressum. Promittentes bona fide, & in verbo principis, quòd quicquid actum, gestum, aut conventum fuerit, per dictos nostros oratores, commissarios, ambassadeurs, seu eorum quemcumque, ratum, gratum, & acceptum habebimus, necnon ratum & gratum haberi jam dicto domino & filio nostro Regi effectualiter curabimus, & faciemus, neque contra ipsorum, aliquid vel aliqua contraveniemus ipsa manutenebimus, & inviolabiliter observabimus, manuteneri, & observari faciemus, & per nostras patentes litteras confirmabimus. Datum Lugduni, die nona mensis junii, anno Domini 1525. Sic signatum, *Loyse*. Et super plicam: Per Dominam Regentem in Francia, *Robertes*.

In quorum omnia & singulorum præmissorum fidem & testimonium, nos oratores, commissarii, & procuratores antedicti potentissimi & invictissimi Regis Angliæ præsentibus litteris, manibus nostris subscriptis, sigilla nostra apposuimus. Datum apud More, tricesima die mensis augusti, anno Domini 1525.

PROTESTATION DU ROI FRANÇOIS I. FAITE A MADRID, avant la signature du traité de paix, le 14. janvier 1525. stile de France, l'année commençant à Pâques, & stile d'Espagne 1526. l'année commençant au premier janvier.

D' MANCHE quatorzième jour de janvier, l'an mille cinq-cens vingt-cinq, au château de Madrid, le Roi étant en sa propre chambre, en laquelle il a été si longuement, & si grièvement malade, est survenu Jean de Selve, seigneur de Cormierres, & Premier Président de Paris, lequel a dit audit Sieur, que les articles concernant la delivrance & liberté de sa personne, & la paix & mariage dudit Sieur avec tres-haute & tres-puissante Princesse, Madame Eleonor, Reine douairière de Portugal, sœur aînée de tres-haut & tres-excellent Prince Charles, par la divine clemence élu Empereur, Roi des Espagnes, &c. cejourd'hui avoient été arrêtés & écrits par les ambassadeurs de l'Empereur, c'est à sçavoir Messire Charles de Lanoy, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, Vice-Roi de Naples; Dom Hugues de Moncade, Chevalier de l'Ordre de saint Jean de Jerusalem, Prieur de Messine en Sicile; & Maître Jean Lalleman, baron & seigneur de Bouclans, Tresorier, Secrétaire d'Etat, & Contrôleur general du royaume d'Aragon; conseillers, ambassadeurs, procureurs, commis, & depuiez dudit sieur Empereur, d'une part; Et Messire François de Tournon, Archevêque d'Ambrun, & ledit Premier Président, & Philippe Chabot, Baron de Brion, Maître

de Bordeaux, Chevalier de l'Ordre du Roi, aussi ambassadeurs, & aians plein pouvoir de Madame Louise de Savoie, mere du Roi, Duchesse d'Angoumois & d'Anjou, & Comtesse du Maine, Regente en France; le tout ensuiuant le vouloir & plaisir de l'Empereur, auquel & à seldits ambassadeurs avoit salu necessairement complaire, quasi en toutes choses; ce que n'eussent fait lesdits ambassadeurs de France, n'eût été l'express commandement à eux fait par le Roi, le dix-neuvieme jour du mois de decembre l'an 1525. pource que lesdits articles & traité de paix contenoient plusieurs choses contre justice & contre raison; & si avoit davantage été mis, que le Roi, étant encore prisonnier, signeroit de sa main lesdits articles, & jureroit accomplir le contenu en iceux, combien que ledit Empereur ne fût tenu signer iceux articles, ni jurer entretenir & garder jusques à ce que le Roi eût baillé, & Madame sa mere aussi, lettres de ratification, & après que ledit sieur Roi seroit en France en sa liberté. Enquoi avoit inégalité, & pource étoit requis que ledit sieur Roi avisât à son affaire; car lesdits ambassadeurs de l'Empereur viendroient devers lui dedans deux ou trois heures, pour lui faire signer lesdits articles, & jurer, & aussi donner sa foi audit Empereur, ou audit Vice-roi de Naples, representant la personne dudit sieur Empereur; au cas que le Roi n'auroit accompli le contenu desdits articles, dedans le tems & terme declarez & specifiez en iceux articles. Lesquelles choses ainsi par le Roi ouïes & entendues, commanda audit Premier President, de prendre & recevoir le serment de tous ceux qui lors étoient en sa chambre, de tenir secret, & ne reveler jamais à personne ce que par ledit Sieur leur sera dit ci-après, autre qu'à madite Dame sa mere, & à Madame la Duchesse d'Alençon sa sœur, & a ceux que madite Dame ordonneroit. Lequel serment fut fait en la presence dudit Sieur, par ledit Archevêque d'Ambrun; Messire Anne de Montmorenci, chevalier de l'Ordre, Maréchal de France; ledit sieur de Brion; Messire Jean de la Barre, chevalier, bailli de Paris; Claude Gouffier, sieur de Boisy, & nous notaires & secretaires soussignez. Et aussi fut fait serment par ledit de Selve, Premier President, après qu'il eût, par commandement du Roi, fait jurer tous les dessusnommez. Dit ledit Seigneur, qu'ils savoient bien que Madame sa mere avoit employé devers ledit Empereur, lesdits Archevêque d'Ambrun, Premier President, & Maire de Bordeaux, avec bonne amitié, & puissance de composer à telle somme de taille & rançon qu'il seroit avisé pour la délivrance de la personne du Roi; & aussi pour faire traité de paix, non seulement particulièrement pour leurs royaumes, pais, terres, seigneuries, & sujets, ains aussi universelle pour toute la Chretienté; & pour l'établissement & ferme seureté d'icelle paix, traiter & appointer alliance entre ledit Empereur, & ledit seigneur; laquelle taille & rançon par diverses fois avoit été par lesdits ambassadeurs de France offerte audit sieur Empereur, le suppliant vouloir entendre les raisons dudit Sieur, & de la Couronne de France; lesquelles lui avoient été par diverses fois dites & proposées, & par icelles clairement & évidemment montré, que l'Empereur n'avoit aucun droit en la duché de Bourgogne; & que ledit sieur Roi continuant la possession de trois Rois ses predecesseurs, c'est à savoir, Louis XI. Charles VIII. & Louis XII. dernier dernier decedé, lesquels avoient tenu & possédé icelle duché de Bourgogne, comme unie & incorporée à la Couronne de France, par le tems ou espace de quarante ans, ou environ; & que la raison, justice, & honnêteté, ne vou-

loient que ledit sieur Empereur contraignit le Roi, par longue prison & detention de sa personne, qui est force manifeste, d'abandonner & laisser icelle duché; & où que ledit Empereur pretendroit y avoir aucun droit, par lesdits ambassadeurs lui avoit été offert remettre la connoissance de la querelle du pretendu droit à justice, c'est à savoir, à la Cour des Pairs de France, qui sont juges capables & competens, & faite & accomplir ce que par eux en seroit ordonné; & cependant tenir prison, ou bailler audit Empereur telle seurcé qu'il feroit avisé, pour accomplir le jugement de ladite Cour des Pairs. Et qu'en tant que touchoit la querelle de la duché de Milan, que le Roi pretend lui appartenir par les titres & moiens declarez par lesdits ambassadeurs, avoit été offert aud. Empereur, ou à son Conseil, que le Roi étoit content d'en attendre le jugement des Pairs dudit Empereur, qui sont les Electeurs de l'Empire. Et quant au droit du royaume de Naples, qui est hief de l'Eglise, en croie le Pape & college des Cardinaux. Et après que sur lesdites querelles que l'Empereur pretend contre le Roi & son royaume, & aussi sur aucunes offres faites par lesdits ambassadeurs de France, ledit sieur Empereur les avoit renvoiez à son Conseil, pardevant lequel son Chancelier avoit deduit & remontré le droit pretendu par l'Empereur sur ladite duché de Bourgogne; à quoi avoit été répondu par lesdits ambassadeurs de France; repliqué par ledit Chancelier; dupliqué par lesdits ambassadeurs. Et davantage ledit Chancelier avoit depuis triplicqué, soutenant la querelle de l'Empereur; & n'avoit été permis ausdits ambassadeurs de répondre audit Chancelier, lequel le jour ensuivant, en plein Conseil dudit Empereur, avoit apporté un cahier de papier, qu'il disoit contenir les raisons de l'Empereur touchant la querelle de Bourgogne, & réponses qu'il prétendoit avoir été faites par lesdits ambassadeurs de France, choses à son plaisir; & davantage avec conclusion, que l'Empereur n'entendoit venir à aucun traité de paix, que préalablement la possession de ladite duché de Bourgogne ne lui fût délivrée. Et combien que lesdits ambassadeurs de France eussent requis avoir faculté de répondre au dire dudit Chancelier, & ledit cahier leur être communiqué pour y répondre entierement; néanmoins ledit Chancelier leur avoit dit avoir charge de l'Empereur de leur dire ce que dit est, sans leur communiquer sondit écrit. Quoi voiant lesdits ambassadeurs de France, & que l'on u'oit envers eux d'autorité & volonté plus que de justice, s'étoient mis à faire plusieurs offres audit Empereur, pour parvenir à ladite paix & délivrance du Roi; & entr'autres lui avoient offert de quitter à son profit le royaume de Naples, duché de Milan, Seigneurie de Gennes, Tournay, Tournels, Mortaigne, & Saint-Amand, & lui rendre le château & ville de Hesdin, avec la souveraineté des Comtez de Flandre & d'Artois, & toutes autres querelles, que la Couronne & Maison de France avoient contre l'Empereur, & sur ses royaumes, pais, & seigneuries; & en outre lui paier pour sa rançon la somme de trois millions d'écus, payables à termes. Lesquelles offres, combien qu'elles fussent grandes, & plus que raisonnables; led. Empereur avoit refusé les prendre & accepter. Voiant ledit Seigneur Roi, que l'Empereur en refusant ces offres, ne faisoit aucune ouverture; ni parti raisonnable, pour parvenir à sa délivrance, lui écrivit, & envoya expressement lesdits ambassadeurs devers lui, le prier que son plaisir fust de résoudre & declarer, quel vouloit il avoir envers le Roi; car s'il le vouloit

tenir perpetuellement prisonnier, il étoit délibéré prendre patience; ou si ledit sieur Empereur avoit voulu d'avoir & tirer du Roi tout ce qu'il pourroit en avoir, ledit sieur Roi & madame sa mere se mettoient en peine d'offrir & bailler telle & si grande rançon, que chacun connoitra qu'elle seroit grande & plus que raisonnable; ou bien pour le tiers, si ledit Empereur le vouloit mettre en liberté, & le laisser aller son ami; en ce cas lui devoit donner occasion de demeurer envers lui obligé de clemence & de magnanimité; ce que ledit sieur Roi ne pouroit jamais oublier. Et combien que ledit sieur Empereur eust fait dès lors réponse, qu'il ne vouloit, que la prison du Roi fust perpetuelle, ni aussi longue, & qu'il ne vouloit aussi avoir & prendre sur le Roi tout ce qu'il pourroit avoir de lui comme son prisonnier, ains s'arêtoit au tiers parti, qui étoit de délivrer son ami; toutefois par ce qu'il a depuis clairement & evidemment montré, il a preferé le second parti au tiers; car il a mieux aimé avoir les terres de Bourgogne avec autres droits de la Couronne de France, contre le devoir & le pouvoir du Roi, que d'user de magnanimité & humanité envers lui, en le laissant aller libéralement avec son amitié & alliance. Et depuis Madame Marguerite de France, Duchesse d'Alençon & de Berri, sœur unique du Roi, pour l'amour qu'elle porte au Roi son frere, le grand zele & affection qu'elle a à la paix universelle, étoit partie de France en tems d'été, à grandes journées & travail de sa personne, par mer & par terre, avec extreme diligence, s'étoit rendue premièrement à Madrid, auquel lieu le Roi étant malade d'une maladie, selon le jugement de tous les medecins, & d'autres, qui étoient autour de sa personne, telle que chacun le jugeoit être si bas, qu'il n'y avoit espoir de guérison; ledit sieur Empereur le vint voir, auquel le Roi avec gracieuses paroles le pria avoir pour recommandé la délivrance d'un Roi, qui seroit & demeurerait perpetuellement son ami; & ledit sieur Empereur lui repondit par telles ou semblables paroles : *Monsieur mon frere, ne vous souciez d'autre chose, que de votre guerison & santé; car quand vous voudriez demeurer prisonnier, je ne le voudrois pas : & vous promets que vous serez délivré à votre grand honneur & contentement; & après que madame la Duchesse sera venue à Toledo, nous ferons chose pour votre délivrance, dont vous serez joieux & content.* Et depuis madite dame d'Alençon se rendit en la cité de Toledo, devers la personne de l'Empereur, auquel elle avoit fait les plus honnêtes & gracieuses remontrances qu'elle avoit pû, & dont s'étoit sù aviter, pour l'induire à la paix & délivrance de la personne du Roi, confirmant & approuvant les offres ja faites par lesdits ambassadeurs. A quoi ledit sieur Empereur ne s'étoit voulu acorder, ains deux jours après que ladite dame Duchesse d'Alençon fût arrivée audit Toledo, parce qu'elle avoit eü accès & communication, & ja parlé par deux fois à ladite dame Reine sœur de l'Empereur, icelui sieur fit partir dudit Toledo ladite dame sa sœur, sous couleur d'aller en peletinage à Notre-dame de Guadalupe. Et combien que ledit Empereur eût dit à ladite dame d'Alençon, que si elle se mettoit en devoir de faire des offres pour la délivrance du Roi, il seroit chose pour l'amour d'elle, dont elle seroit bien ébahie; Et à cette cause, & aussi pour ce qu'un des principaux du Conseil de l'Empereur avoit fait dire à madite dame d'Alençon, que si elle offroit la vicomté d'Auxonne, ressort de St. Laurens, avec quelque somme d'écus, l'Empereur l'accepteroit; icelle dame Duchesse envoya lors devers

D d. iijj

ledit Empereur lesdits Archevêque d'Ambrun, & Premier-Président, lui offrit outre & par dessus la quittance du royaume de Naples, Milan, Gennes, Tournay, Tournetis, la souveraineté de Flandre & d'Artois, & restitution de Hesdin, bailler & délivrer davantage audit Empereur, pour la délivrance dudit sieur Roi, son frere, la Vicomté d'Auxonne, & ressort de S. Laurens, avec tout le droit de souveraineté, ressort, hommage desdites terres; & par dessus encore la somme de cinquante mille écus d'or soleil: auxquelles dernières offres ledit sieur répondit de prime face, que, puisque madite dame la Duchesse avoit augmenté ses offres, il abaisseroit & diminueroit ses demandes. Toutefois depuis, ledit sieur Empereur dit que jamais il n'accorderoit la délivrance & liberté du Roi, que ladite duché de Bourgogne, vicomté d'Auxonne, & ressort de S. Laurens, ensemble les comtez de Mâcon, d'Auxerre, & Seigneurie de Bar sur Seine, ne lui fussent entièrement rendus & restitués, & tout le droit de souveraineté & hommage quitte & remis, avec les autres quittances dessus déclarées & spécifiées; combien que paravant ledit sieur eût dit se contenter de la possession desd. duché de Bourgogne, & comtez de Mâcon & d'Auxerre; & que la querelle par lui prétendue fut décidée, lui étant possesseur, par arbitres élus du consentement des parties; & qu'il bailleroit seureté telle & si bonne, qu'on aviseroit, de rendre lesdites terres au Roi, quand il seroit connu & jugé par arbitres. Toutefois depuis changea de propos, disant qu'il vouloit avoir purement & absolument, ladite duché de Bourgogne en propriété, & tout le droit de souveraineté lui étant quitte & remis, ensemble aussi la souveraineté en la Comté de Charolois. Et au regard desd. comtez de Mâcon, & d'Auxerre, seroit content les donner en mariage à madite dame Eleonor, sa sœur. Lesquelles comtez, ainsi qu'autrefois a été remontré, ne peuvent être séparées de la Couronne de France; car les habitans d'Auxerre ont privilege acquis par argent & deniers déboursés à Charles V. Roi de France, de jamais ne pouvoir être alienez ni séparés de la Couronne de France. Au regard de la comté de Mâcon, elle fut donnée par le Comte de Mâcon (après que le malin esprit visiblement en eût emporté son pere) avec tel pacte mis en la donation, que jamais ne pourroit icelle comté être séparée de la Couronne de France. Et se voyant madite dame la Duchesse hors de toute esperance, avoit fait un offre tel & semblable que le Roi avoit autrefois fait; c'est à savoir, de bailler & délivrer à l'Empereur, la possession de ladite duché de Bourgogne, & autres terres par lui demandées, pourvu que ledit Empereur laissât aller le Roi, & le mît en liberté, sans faire autre traité d'alliance, ni d'amitié avec lui. Lequel offre avoit été refusé par ledit Empereur, disant que jamais ne délivreroit le Roi, qu'il ne fût son ami, & son allié. Et à cette cause, ledit sieur Viceroi de Naples, & le capitaine Arnaud Alarçon, aians la garde & charge du Roi, auroient dit audit sieur Roi, qu'il n'y avoit autre moien pour parvenir à sa délivrance, que de demander le mariage de ladite dame Eleonor, sœur de l'Empereur; car par ce moien ledit sieur Empereur prétendrait seureté dudit sieur Roi, qu'il lui délivreroit ladite duché de Bourgogne, combien que ledit Empereur pût, & dût être suffisamment averti, qu'après la route & perte de la bataille de Pavie, & que le Roi fut fait prisonnier dudit Empereur, en presence desd. Viceroi de Naples, Marquis de Pes-

quere, & les capitaines, Antoine de Leve, Alarçon, & dom Hugues de Moncada, & aussi l'Abbé de Nageres, ledit sieur protesta clairement & ouvertement en leurs presence, qu'au cas qu'il fût contraint par ledit Empereur, de quier & laisser ladite duché de Bourgogne, ou la possession d'icelle, ou autres droits de la Couronne de France, que cela seroit & demeureroit de nul effet; ains lui aiant recouvert liberté, tâcheroit à recouvrer les droits de la Couronne, comme la raison le veut. Et autant en dit ledit seigneur Roi au lieu de Teragone, audit Viceroy de Naples. A dit aussi & proposé ledit sieur Roi, que l'on avoit pû connoître & entendre les termes, que l'on avoit tenus à madite dame la Duchesse, sa sœur, à laquelle l'Empereur n'avoit voulu jamais bailler saufconduit, outre & par dessus le terme de la treve, ains seulement par mots couverts; c'est à sçavoir: *Ce present saufconduit non valable après le mois de janvier & pourvu qu'elle parist incontinent.* Aptès que l'Empereur eût refusé les offres déclarées, & que lefd. Archevêque d'Ambrun, & Premier-Président, virent l'esperance de la delivrance du Roi être perdue, prirent congé dudit Empereur, lequel leur dit, qu'il s'en vouloit aller pour le fait de son mariage; & avant que de partir de Toledo, il vouloit donner ordre à la garde & seurte du Roi, & qu'il ne sera plus besoin que madame la Duchesse fût plus avec lui, & s'en pouroit aller en France; & qu'il étoit délibéré de mettre le Roi en lieu seur, afin qu'il ne lui salût plus tant de gardes; bien le vouloit traiter, comme il disoit, comme il appartient à un Roi de France. Et à cette cause, madite dame la Duchesse, au mois de decembre, avec ses dames & autre train de sa suite, avoit été contrainte par froidures, neiges & gelées, passer & traverser les roiaumes de Castille & d'Aragon, comtez de Barcelonne & Roussillon, pour entrer en France, avant que la treve fût finie; & ne fût jamais obtenir de l'Empereur saufconduit, pour passer par le roiaume de Navarre, pour être plutôt hors des terres de l'Empereur. Qui étoient tous signes clairs & aparens, de vouloir detenir prisonniere ladite dame Duchesse d'Alençon, avec son train, au cas qu'elle eût été trouvée en Espagne après la treve. Et depuis le Viceroy de Naples dit & confessa audit sieur, que, si Messire Babou, chevalier, tresorier de France, eût été encore en Espagne, on l'eût arêté prisonnier, sous couleur que l'on pretendoit ledit Babou avoir ouvert certaines lettres missives; qui étoit chose controuvée. Et combien que le sieur Maréchal de Montmorency, & lefdits Ambassadeurs, durant ledit mois de decembre, après lequel ladite treve devoit expirer, eussent fait instance tresgrande, d'obtenir dudit Empereur saufconduit; toutefois n'avoient jamais sù ni pû obtenir icelui saufconduit, qu'avec lefd. mots couverts; c'est à sçavoir: *A passer par Aragon, Catalogne, & Roussillon; & ce present saufconduit non valable après le mois de janvier.* Qui étoit autre demonstration de les vouloir arêter prisonniers après ladite treve expirée. Et aussi en a assez aparû, parce que, depuis, M. Jean Lallemant a dit, que, quelque saufconduit qu'eût ledit Maréchal de Montmorency, encore que le traité de paix fût fait, s'il passoit par Roussillon, seroit arêté; & à cette cause lui donnoit avis d'aller passer par la montagne de Jacques, & le pais de Bearn. Et qu'à cette heure on le contraind d'aliener & distraire les terres de la Couronne de France, avec les droits de souveraineté, & aussi les citez, & droits de Regale, quitter les

hommages des nobles, & autres vassaux; ce qu'il ne peut, & ne doit faire, pour le devoir qu'il a & doit par serment à l. Couronne de France, & à ses sujets. Et aussi est contraint contre justice & raison, de rapeller en son royaume les rebelles & déjà condamnés pour crimes de lèze-majesté, & leur rendre leur biens déjà confisqués par justice; & cependant les nobles & autres du royaume de Naples, de la Duché & Etat de Milan, pour avoir seulement suivi & tenu le parti du Roi, à qui ils étoient obligés par foi & serment, demeurent privez & expoliez de leurs propres maisons & biens, & par l'Empereur ont été donnés à autres, dont les aucuns sont de son conseil, même M. de Merouë de Gatuillet, son chambellan, auquel a été fait don & occupe de present en l'Etat de Milan, Valone, & Sarzane; & pour toute esperance, on les remet à connoissance de cause, qui est à dire, qu'ils demeureront toujours spoliez. Etoit aussi contraint de faire alliance contre le Roi de Navarre, Duc de Gueldre, & Messire Robert de la Marche, combien que par traité precedent il fût tenu & obligé de leur donner secours & aide. Contraint aussi de donner aide à l'Empereur à ses propres dépens, pour aller en Italie; & pour ce faire, lui bailler cinq cens hommes d'armes, six mille hommes de pied, avec toute son armée de mer; qui est mettre icelle Italie en servitude, privée de son entière liberté, & vraie oppression de nôtre Saint-Pere le Pape, & Saint Siege Apostolique; & outre & par dessus, deux-cens mille écus de mariage de ladite Reine madame Eleonor, qu'il quite, & sont confondus pour le paiement desdits gens de guerre. On le fait obliger de donner banquiers, & marchands responsables de paier ladite armée, qui sont trois cens mille écus & plus, compris une bande d'artillerie. Et doit ladite aide durer l'espace de six mois. Et davantage est astringé de donner aide à l'Empereur, pour défense & tuition de toutes ses terres, états, & dignitez; qui est mettre le royaume de France en servitude & sujétion perpetuelle durant la vie de l'Empereur, qui ne peut être sans guerre en Italie, es Allemagnes, ou en Espagne. Et pour accomplir les choses dessus dites, astringent ledit sieur Roi à bailler pour otages ses deux enfans aînez; c'est à savoir, Monsieur le Dauphin, & Monsieur d'Orleans, qui doivent demeurer en la puissance de l'Empereur, jusqu'à ce que le Roi ait délivré la duché de Bourgogne, & fait ratifier par les Etats de France, & verifier en Parlement, & aux Comptes, le contenu audit traité; qui sont choses à lui impossibles. Et davantage avec lesdits otages, le contraignent donner sa foi audit Empereur, de retourner en prison, au cas que dans quatre mois il n'ait accompli le contenu audit traité; bien que par raison, & devant Dieu, & tous Princes chrétiens, & autres gens nobles, nul ne peut être poursuivi de sa foi, si après icelle donnée est tenu en prison & sous gardes, encore que ce fût la garde d'un simple page; & par plus forte raison, le Roi, qui a baillé pour otages ses propres enfans, & qui toujours a été, & est sous garde de gens de cheval, & de pied, n'est tenu de répondre de sa foi, laquelle doit être franche, quite, pure, & nuë. Et quand le Roi eût baillé sa foi simple, pure & nette à l'Empereur, il eût mieux aimé, & aimeroit mieux souffrir la mort, que faillir de foi. Mais ledit Empereur ne s'est jamais voulu arrêter à icelle foi; qui sont, choses bien considérées, démonstratives du peu d'amitié, que ledit Empereur porte au Roi, & à ses sujets, & qu'il tache seulement à avoir de lui ce qu'il desire, sans

faire

faire cas de son amitié, puisque à icelle amitié il prefere une affection particulière, de vouloir avoir ladite duché de Bourgogne, en laissant le bien universel de la paix, lui faisant promettre choses exorbitantes, & qu'il ne peut tenir avec son honneur, & ce que le Roi lui a offert de son bon vouloir pour sa rançon, qui est trop plus grande chose, que n'est ladite duché de Bourgogne. Parquoi ledit sieur Roi se voiant en extreme necessité de ne pouvoir avoir & recouvrer sa liberté, & secourir son royaume, qui a tel besoyn de sa presence, que chacun sait, pour la debilitation de madame sa mere, qui est souvent malade, & de messieurs les enfans en si bas âge, & état d'innocence, qu'ils ne peuvent aider l'un à l'autre; & tous ensemble ne sauroient subvenir aux urgentes affaires de son royaume, pour lequel ledit sieur d.sire employer sa vie & propre personne, & aussi messieurs les enfans, qui sont, & doivent être reputés les enfans de la chose publique. Proteste devant Dieu, & es presences des dessus nommez, qu'il ne veut & n'entend faire aucune chose contre l'honneur de Dieu, ni contre son honneur, ni au prejudice & dommage de son royaume. Et le traite qu'il lui faut ce jourd'hui signer au profit de l'Empereur, il l'a fait & fait pour éviter les maux & inconveniens, qui pourroient avenir à la Chretieneté, & à son royaume; & que c'est par force & contrainte, détention & longueur de prison; & que tout ce qui est contenu en icelui, sera & demeurera nul & de nul effet; & est délibéré de garder & poursuivre les droits de la Couronne de France; & proteste de nullité de tous pactes, conventions, transacions, renonciations, quitances, derogations, & sermens, qu'on lui fera faire contre son honneur, & le bien de sa Couronne, soit au profit dudit sieur Empereur, ou autre. Toutefois pour mettre Dieu, & justice de son costé, a été toujours, & encore est délibéré, veut, & entend, après sa liberté, faire envers l'Empereur tout ce qu'un Roi prisonnier de bonne guerre peut & doit raisonnablement faire, & lui faire tel parti de rançon, que chacun connoitra qu'il veut faire justice de soi-même, & soi mettre en son devoir; & pour la délivrance de messieurs ses enfans, qui doivent être & demeurer otages en la puissance de l'Empereur, se délibere aussi, veut, & entend faire paier & bailler audit Empereur tout ce que raisonnablement seroit tenu faire paier & bailler pour la propre délivrance de sa personne. Et en tout, & par tout ce que dessus, après sa liberté, prendre les avis & conseils des Princes de son sang, de son conseil, & autres ses bons & loiaux sujets. Et néanmoins a commandé ausdits Archevêque d'Ambrun, Premier-Président, & sieur de Brion, sur tant qu'ils craignent à lui desobéir, qu'ils aient à signer & jurer le contenu esdits articles, & ensuivant le commandement, qui ja toutefois par ledit sieur leur fut fait le dix-neuvieme jour du mois de decembre, mille cinq cens vint-cinq. Protestant contre eux & chacun d'eux, de tous dommages & inconveniens, qui pourroient avenir à lui & à son royaume, par faute de signer & acorder esdits articles, & de s'en prendre sur ledit Archevêque d'Ambrun, Premier-Président, & de Brion, & qu'eux & chacun d'eux en répondroient en tens & lieu, s'ils refusoient, ou dilatoient d'accorder, conclure, & signer esdits articles. Desquelles protestations, declarations, commandemens, & autres choses dessus déclarées & spécifiées, le Roi a commandé nous notaires & secretaires soussignez en retenir acte public, un ou plusieurs, & iceux bailler, délivrer, & expedier, tant

ausdits ambassadeurs , & ailleurs où il sera requis & avisé par le Roi, ou son dit Conseil. Fait au château de Madrid les jour & an susdits , és presences des personages y dessus nommez.

Et depuis, nous notaires & secretaires dessus nommez, par le commandement du Roi avons pris garde à ce qui a été fait autour de sa personne, pour savoir, si depuis ledit traité de paix, les gardes lui seroient aucunement levées, & lui mis en aucune liberté; & avons toujours vû, que continuellement depuis ledit traité fait, & par le Roi signé, & juré par ses ambassadeurs, la garde & guet, tant de nuit que de jour, a été toujours fait & continué autour de la personne du Roi, sans jamais le laisser en liberté, heure ni moment. Et advint, que le samedi après ledit traité, la sievre reprit au Roi, qui le tint l'après dîner, & toute la nuit ensuivant; & le dimanche au matin, le Roi prit medecine. Et encore lui étant en son lit, survint le Viceroy, tout houlé & éperonné, pour aller devers l'Empereur; lequel dit audit sieur Roi, que l'Empereur lui avoit mandé faire les fiançailles, comme procureur de ladite dame Eleonor, par paroles de present avec, le Roi, & incontinent s'en revenit devers lui: parquoi incontinent le Roi, étant en son lit, fiança madite dame Eleonor par paroles de present; & ce fait, ledit Viceroy partit, & s'en alla à Toledo devers ledit Empereur, le Roi demeurant toujours prisonnier avec les gardes accoutumez. La nuit après le partement dudit Viceroy, le feu prit au château de Madrid, & brûla un quartier du logis; & l'effroi fut si grand, que le Roi fut contraint de se lever, sans avoir dormi à suffisance; & son lit fut plié, & sa chambre vuïdée. Quoi voiant l'Archevêque d'Ambrun, & Premier-Président, allerent devers ledit Alarcon, le prier d'eux-mêmes, que son plaisir fût de remuer le Roi dudit château, & le mettre en quelque autre maison de la ville avec ses gardes, avant que le feu eût plus procédé, & occupé les issues dudit château, & afin que le Roi, qui avoit eû la sievre le jour precedent, pût reposer; ce qui ne leur fut accordé par ledit Alarcon, disant qu'ils seroient bien maîtres du feu, & qu'il seroit éteint; & durant le feu il y eût toujours deux Espagnols dedans la chambre, pour le voir & regarder, sans jamais le laisser de vûë; & a été contraint M. Jean de la Barre, chevalier, bailli de Paris, tant durant la maladie du Roi, que devant icelle, & après, laisser entrer de nuit & de jour, gens de guet, dedans la chambre du Roi, & venir regarder dedans le lit du Roi, à l'heure qu'il dormoit, pour voir s'il y étoit. Le mardi gras ensuivant, qui fut le 13. jour du mois de fevrier, l'Empereur vint à Madrid, de la venue duquel le Roi se réjouit grandement, esperant avoir de lui liberté, ou quelque acte & honnête tour de magnanimité, & relaxation d'aucunes déraisonnables promesses, qu'on lui avoit fait faire par ledit traité; toutefois demeura toujours en la presence de l'Empereur, prisonnier, & sous mêmes gardes que paravant; & au lieu de quitter & remettre aucune chose, l'Empereur lui dit qu'il avoit donné la Duché de Milan au sieur de Bourbon, à sa vie durant, à la charge d'aucunes pensions; & neanmoins requit ledit sieur Roi, de donner audit sieur de Bourbon vingt-mille livres de pension par an, payables jusqu'à ce que le procès intenté pour raison de la comté de Provence fût jugé & décidé, en lui disant que, s'il ne vouloit donner ladite pension audit de Bourbon, il la lui donnât pour bailler audit de Bourbon, en la forme que

fûte madame Anne de France, douairière de Bourbon, la prenoit ; ce que le Roi n'osa contredire audit Empereur, combien que ce fût chose déraisonnable, après la conclusion dudit traité, & qu'il eût été acordé par icelui, qu'il n'auroit ladite pension. Et encore davantage ledit Empereur demanda au Roi de lui accorder la souveraineté & exemption pour ledit sieur de Bourbon, & pour ses terres ; à quoi le Roi lui fit réponse, que la demande qu'il faisoit, étoit par trop exorbitante & déraisonnable, & qu'il se contenter de ladite pension. Et outre toutes ces choses lui fit encore requête ledit Empereur, vouloir pour l'amour de lui, bailler & octroyer au sieur Dautrey, & du Vergier, son chambellan ordinaire, la terre & seigneurie de S. Dizier, pour autant qu'il pretend icelle avoir été autrefois possédée par ses predecesseurs ; & plusieurs autres semblables requêtes & demandes pour ses serveurs, qui étoit clairement donner à connoître, qu'il vouloit tirer dudit sieur, tant pour lui que pour ses serveurs, tout ce qu'il lui sera possible, sans avoir égard à aucune honnêteté. Le jeudi ensuivant, l'Empereur demeura encore audit Madrid, le Roi étant toujours prisonnier, & sous la garde accoutumée. Et le vendredi ensuivant 16. jour de fevrier, l'Empereur & le Roi partirent de Madrid, & allerent dîner au lieu de Yetaphes, & delà coucher à un château fort, nommé *Torrejon de Vellez*, où il y a une grosse munition d'artillerie ; & avoit le Roi toujours ses gardes quant & lui, non seulement gens de cheval, ains aussi les soldats & gens de pied vinrent aussi audit *Torrejon*, & enterrent quant & le Roi audit *Torrejon* avec la déployée, les uns portant arquebuses. Le samedi ensuivant 17. fevrier, l'Empereur mena le Roi au lieu d'*Illescas*, à deux lieus du château, & dînerent audit *Illescas*, & après dîner allerent visiter en une maison près, ladite Reine, madame Eleonor, accompagnée de la Reine Germaine, douairière d'Aragon, & autres dames, où ils furent environ trois heures ; & combien que l'heure fût tarde, ledit sieur Empereur ramena le Roi coucher audit château de *Torrejon*, & étoit plus d'une heure de nuit, quand il arriva. Et le Dimanche ensuivant, qui fut le 18. du mois de fevrier, l'Empereur & le Roi dînerent audit château, & après dîner, ledit Empereur le conduisit derechef au lieu d'*Illescas*, pour revoir la Reine, & retourna sur le soir coucher audit château de *Torrejon*. Le lundi ensuivant 19. de fevrier, l'Empereur & le Roi prirent congé l'un de l'autre, & s'en revint le Roi sous la garde du capitaine Alarcon, & autres gens à pied & à cheval, & fut ramené & remis audit château de Madrid, où il avoit été toujours prisonnier, tant étant malade que sain, combien qu'il eût prié & requis ledit Viceroi, qu'il ne fût plus remis audit château, ni en ladite ville de Madrid ; toutefois ne le put obtenir. Et combien aussi que l'Empereur & le Viceroi lui eussent promis, qu'il marcheroit & partiroit le mardi dudit Madrid, pour venir à la frontière ; toutefois ledit Alarcon lui declara, qu'il ne pouvoit partir, pour ce que lesdits soldats étant de sa garde n'étoient paieés, par quoi ne se pouvoient trouver en ordre pour ce jour ; & fut diferé son parlement jusqu'au mercredi ensuivant 21. jour dudit mois de fevrier, & depuis a continué son chemin, pour venir à la frontière de Fontarabie sous la charge desdits Viceroi de Naples, & capitaine Alarcon, avec les gens de sa garde, tant de pied que de cheval, sans jamais avoir eü heure ni moment de liberté ; mais tant plus il est approché de ladite frontière, tant plus étroitement il a été gardé

Ec ij

& renforcé ses gardes ; de sorte qu'étant en la ville de Saint Sebastien , ville forte & bien gardée, ils contraignirent ledit sieur un jour d'oïr la messe , ne bouger de son logis , sans lui permettre qu'il allât jusqu'en l'Eglise , comme il avoit acoutumé les jours precedens.

Depuis que nous fûmes en nostre royaume , par l'exhortation de nôtre Saint Pere le Pape & d'autres Rois & Princes chretiens , par l'avis & déliberation des Princes de nôtre sang , Prelats , & autres gros , bons & notables personnages de nôtre royaume , avons été par plusieurs fois exhortez , amonêtez , & solitez de faire une bonne , ferme & stable ligue , paix , & confederation , tant aux fins que dessus , qu'aussi principalement , pour parvenir à une paix universelle. Laquelle chose avons d'autant plus volontairement fait & conclu avec nôredit Saint Pere , S. Siege Apostolique , & autres ci-après nommez , que par icelle ligue par tous les contractans uniformement a été laissé lieu bon , grand , & honorable à nôredit bon frere l'Élu Empereur , pour entrer en icelle ligue , avec les honnêtes , justes , & raisonnables conditions contenues en icelle , lesquelles il ne peut justement & raisonnablement refuser , s'il ne prenoit conseil & avis de gens , qui n'aiment & ne veulent le bien , paix , & union de la Chretiené.

*TRAITE' DE PAIX ENTRE L'EMPEREUR CHARLES V.
& le Roi François I. dans lequel il est aussi traité du mariage du Roi
avec Madame Eleonor , Reine douairiere de Portugal , sœur de l'Em-
pereur. A Madrid le 14. janvier 1525. stile de France.*

*Espagne.
Madrid.
1525.
14. janv.*

AU nom , & à l'honneur & loüange de Dieu nôtre Createur , de la glorieuse Vierge Marie , & de toute la Court celeste : A tous presens & à venir , soit notoire & manifeste , &c.

Premierement , a été traité , convenu , & conclu entre les susnommez , en vertu de leursdits pouvoirs , que dorenavant lesdits Seigneurs Empereur , & Roi Tres-Chretien , leurs hoirs & successeurs , leurs royaumes , pais , seigneuries , vassaux , & sujets qu'ils ont & possèdent à present , ou pouront avoir , tenir , & posséder ci-après , tant en vertu de ce present traité , qu'autrement ; ensemble leurs amis , allies , & confederetz , qui par commun consentement desdits seigneurs Empereur , & Roi , seront particulierement dénommez & specifez , & non autrement , soit & s'entende être établie , conclusé , & arêtee , perpetuellement & à tousjours , bonne , entiere , & sincere paix , amitié , alliance , union . intelligence , confederation , & vraie confraternité , en façon que iceux seigneurs Empereur , & Roi , en la qualité susdite , soient & demeurent dorenavant bons , vrais , & loiaux freres , amis , allies , & confederetz , & soient perpetuellement amis d'amis , & ennemis d'ennemis , pour la garde , tuition , & defense de leursdits états , royaumes , pais , terres , seigneuries , vassaux , & sujets , quelque part qu'ils soient , lesquels s'entr'aimeront , cheriront , & favoriseront l'un l'autre comme bons paterens , & amis , & se garderont reciproquement l'un à l'autre , les vies , honneurs , états , & dignitez , bien & loiaument , sans fraude , dol , ou machination quelconque ; & ne favoriseront ni soutiendront quelque personne que ce soit , contre

l'un ou l'autre desdits seigneurs. Et par cette paix finale, cesseront & demeureront éteintes toutes guerres, oppressions, violences, exercice d'armes, dissensions & discords entr'eux ; mettant en oubli & abolissant, par ce présent traité, toutes injures, rancunes, haines & malveillances de fait ou de paroles, qui jusques à présent aient été entr'eux, & leurs predecesseurs : de sorte qu'elles demeurent entierement assoupies & abolies, & qu'il n'en soit memoire, comme si jamais n'eussent été.

Item. Par le moien de ladite paix & amitié, pourront les vassaux & sujets, mediatement & immediatement desdits Seigneurs, tant de l'Empereur à cause de son Empire, comme à cause de leurs roiaumes, pais, terres, seigneuries, & états desdits Seigneurs, & de chacun d'eux, licitement converser ensemble, aller, venir, & retourner, demeurer, & frequenter librement & seurement, tant en fait de marchandise, qu'autrement, par mer, par terre, & eaux douces ; sans que par eux ou leurs gens puisse être fait, mis, ou donné aucun empêchement ou dommage, au prejudice les uns des autres, en payant seulement les anciens peages, coùtumes, tonlieux, & droits, en la forme & maniere que de toute ancienneté l'on a accoustumé paier en tems de paix, sans les contraindre à paier les nouveaux droits, imposez depuis les guerres entr'eux & leurs predecesseurs commencées ; & même depuis vint ans en ça, & spécialement sur le vin & sur le sel : & que d'un côté & d'autre soit pourvu à l'assurance de la mer, la tenant libre de corsaires & pirates ; de sorte que les marchands & sujets d'un côté & d'autre, puissent librement naviger, pêcher, passer & repasser, venir, séjourner, & demeurer avec leurs navires, danrées & marchandises, en tous ports & havres de l'un parti & l'autre, sans détourbier ou empêchement quelconque : suspendant quant à ce, toutes marques & represailles, tant generales que particulieres, comme si elles étoient ici particulièrement spécifiées, & les remettant à justice. Et par ci-après ne seront baillées ni ostroïées par lesdits Princes, ni leurs Chanceliers, si ce n'est seulement contre les principaux delinquans, & leurs biens, ou leurs complices & fauteurs ; & cela seulement en cas de manifeste denegation de justice : de laquelle denegation de justice, les poursuivans desdites marques & represailles, avant que les obtenir seront apparoir par lettres de sommation & requisition d'icelle justice, tout ainsi, & en la forme & maniere qu'il est de droit requis. Et si aucunes prises, détrouffes, & indûes exactions, ont été faites contre la forme des fausconduits donnez d'un côté & d'autre, & au prejudice des seuretez sur ce baillées, soit à Genoïs, ou autres sujets medians & immediats desdits Seigneurs, ou durant les treves faites pour parvenir à cette paix, ou faisoient ci-après contre la forme desdites treves, & de ce présent traité ; que le tout soit inconcintement réparé avec entiere restitution, toutes excuses & exceptions cessant.

Item. Pour plus grande seureté & fermeté de ladite paix, & pour plus facilement parvenir à la deliberation & delivrance dudit seigneur Roi Très-Christien, a été traité, accordé, & conclu, que pour extirper & assoupir l'ancienne querelle de la duché de Bourgogne, & autres pieces, que feu Monseigneur le Duc Charles de Bourgogne tenoit & possédoit au tems de son trépas, & dont Madame Marie sa fille, grand'-mere dudit seigneur Empereur, demeurera saisie, & , comme ledit seigneur Empereur pretend, en fut de fait & sans juste cause,

Eu. iij.

dépoüillée par le feu Roi Louis XI. combien que ledit seigneur Roi Tres-Chretien pretendoit le contraire. Sera tenu ledit Roi dans six semaines, à compter des le jour de sa delivrance, & qu'il sera entré en son royaume, bail-
 ler, rendre, restituer, & effectuellement délivrer & remettre au pouvoir dudit seigneur Empereur, ou de ses commis & deputez, qui à ce seront ordonnez, ladite duché de Bourgogne, ensemble la comté de Charolois, seigneuries de Noyers, & Châtellinon, dépendantes de ladite duché; la vicomté d'Auxonne, & ressort de saint Laurent, étans & dépendans de la Franche-comté de Bourgogne, & tout ce qui de toute ancienneté étoit ou souloit être du fief, ressort, & appartenances desdits duché & vicomté: & ce purement, librement, perpétuellement & à toujours, au profit dudit seigneur Empereur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, tant mâles que femelles, en toute souveraineté, prééminence, & exemption de la Couronne de France, sans réserver chose quelconque à ladite Couronne de France; ains demeure ladite duché de Bourgogne, avec les autres picces & appartenances susdites, entierement & à perpetuité, exemptes, séparées, & totalement forclofes de ladite Couronne de France: desorte que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, de sa certaine science & pleniére puissance, pour lui, & tous ses hoirs & successeurs quelconques, soit tenu en la plus seure, & plus valable forme, que l'on pourra aviser, se devêtit & départir de tous & quelconques, droits que lui, & seldits successeurs en ladite Couronne de France, pourroient pretendre en icelle duché de Bourgogne, & pieces desdites; faisant d'icelle telle separation de ladite Couronne de France, que ledit Roi Tres-Chretien, & ses hoirs & successeurs, n'y puissent jamais quereller ou pretendre aucun droit possessorie ni petitoire, ni quelconque droit de regale, ni de souveraineté & ressort, avec dérogations expresse de toutes & quelconques incorporations & unions, qui par ci-devant eüssent été faites des pieces devant dites à la Couronne de France; & de toutes ordonnances & droits d'appanages, & de la Loi Salique, & de toutes autres loix, constitutions, statuts, ordonnances, ou coutumes à ce contraires, faites, promulguées, & introduites par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, ou ses predecesseurs Rois de France; ausquelles toutes soit expressement dérogé de la même autorité, certaine science, & pleniére puissance dudit seigneur Roi Tres-Chretien, en abdiquant à lui, & à ses successeurs, la puissance de pouvoir jamais faire ou attenter le contraire par quelque voie que ce soit, de droit ou de fait; encore que de droit pretendissent d'y pouvoir contrarier, non obstant quelconques clauses derogatoires, encore que d'icelles se dûit ici faire plus ample insertion & expression.

Et pour plus grand établissement & fermeté de ce que dessus, ledit seigneur Roi Tres-Chretien sera tenu de consentir & declarer en forme dûë & suffisante, que les vassaux & suzerains desd. duché, & autres pieces avant dites, soient & demeurent quittes & absous perpétuellement & à toujours, de foi, hommage, service, & serment de fidelité, qu'ils & chacun d'eux pourroient avoir fait audit seigneur Roi Tres-Chretien, & à seldits predecesseurs, pour raison de ladite duché, & pieces avant dites; ensemble de toute obéissance, sujettion, ressort, & souveraineté, que pour ce pourroient devoir audit seigneur Roi, & à seldits successeurs, à cause de ladite Couronne de France, declarant seldits foi, hommage, & serment de fidelité, devoir demeurer nuls & de nulle valeur, tout ainsi que si jamais n'eüs-

sent été faits & prestez : laquelle restitution & delivrance de ladite duché, & pieces avant dites, sera faite entierement dedans le tems dessusdit desdites six semaines, en la forme avantdite. avec les autres seuretez ci après declarées. Ensemble les châteaux & forteresses, leurs artilleries & munitions, en la forme & maniere que ledit seigneur Roi les a tenuës, pourveuës, & garnies jusques à present, & ce sans fraude ou diminution quelconque.

Item. Pource que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, pour accomplir le contenu de ce que dessus, ensemble les seuretez necessaires, pretend être besoin qu'il soit en son royaume en personne, a été traité, appointé, accordé, & conclu, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien soit delivré, & remis en son royaume & limites d'icelui, du côté de Fontarabie, dedans le dixieme jour de mars prochainement venant. Et à ce même jour, heure & instant, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien sortira des terres & puissance de l'Empereur, & entrera en France, les otages ensuivans sortiront de France, & entreront es terres & puissance de l'Empereur : & sera faite ladite delivrance dudit Roi Tres-Chretien, & reception desdits otages, avec égale seureté & compagnie d'un côté & d'autre, selon & en la forme qu'il sera avisé par ceux, qui auront la conduite du Roi de la part de l'Empereur ; & ceux qui auront la conduite desdits otages de la part de Madame la Regente. Lesquels otages seront ceux qui s'ensuivent, à savoir les deux fils aînez dudit seigneur Roi Tres-Chretien, qui sont Monseigneur le Dauphin, aîné, & Monseigneur le Duc d'Orleans, second ; ou Monditseigneur le Dauphin, & avec lui Monsieur de Vendôme, Monsieur d'Albanie, Monsieur de Saint-Paul, Monsieur de Guise, Monsieur de Lautrecc, Monsieur de Laval de Bretagne, le Marquis de Saluces, Monsieur de Ricux, Monsieur le Grand-Seréchal de Normandie, Monsieur le Maréchal de Montmorency, Monsieur de Brion, & Monsieur d'Aubigny. Lesquels otages, ou lesdits deux fils aînez seulement, ou ledit seigneur Dauphin, & lesdits douze personages conjointement, (cette alternative au choix de madite Dame la Regente) seront baillez & delivrez, comme dit est, pour être & demeurer en otage devers ledit seigneur Empereur, & au lieu qu'il lui plaira leur ordonner, tant & si longuement, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien ait accompli de sa part ce que dit est, de la restitution & delivrance de Bourgogne, & autres pieces en la forme avantdite. Et aussi demeureront lesdits otages, comme dit est, jusques à ce que ledit Roi Roi Tres-Chretien ait fait ratifier & approuver cedit traité de paix, & tout le contenu en icelui, par les Etats Generaux de son royaume & pais, & par eux jurer & promettre la perpetuelle observance d'icelui, & l'ait fait enteriner, verifier, & enregistrer en la Cour de Parlement à Paris, & autres Parlemens du royaume de France, constituant procureurs avec pouvoirs speciaux, pour comparoir, en son nom, en icelles Cours de Parlemens, & illec se soumettre volontairement à l'observance de toutes les choses contenues en cedit traité de paix : & que en vertu d'icelle volontaire soumission, il soit à ce condamné par arrest & sentence définitive desdits Parlemens, en bonne & convenable forme. Soit aussi ledit traité de paix verifié, enteriné, & enregistré en la Chambre des Comptes dudit Paris, pour l'effectuelle execution & fournissement dudit traité de paix, & validation desdites quittances, renonciations, soumissions, & autres choses contenues en ce traité. Lesquelles ratifications & enterinemens, verifications, & choses dessusdites, seront faites, par-

faites, & poursuivies par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & les dépêches en forme dûe délivrées es mains dudit seigneur Empereur, en dedans quatre mois prochains. Et ledit seigneur Empereur baillera, dès la date de ce présent traité, les lettres patentes signées de sa main, & scellées de son scel, par lesquelles il promettra & jurera en foi de Prince, & en la meilleure forme qu'il sera avisé, de rendre lesdits otages libres incontinent que ledit seigneur Roi aura accompli ce que dit est; moicnnant que au même instant que les otages seront rendus, sera baillé audit seigneur Empereur, ou son commis à ce, la personne de tres-excellent Prince Charles, Duc d'Angoulesime, son troisiéme fils, pour estre nourri avec sa Majesté, & pour l'entretenement de la vraie amitié d'entre lesdits deux Princes, ensuivant ce que ledit seigneur Roi Tres-Chretien a offert, & accordé.

Et davantage, ledit Roi Tres-Chretien, en le mettant en liberté comme dit est, sera tenu bailler sa foi à l'Empereur, ou son commis, & dès maintenant pour lors, l'a cejourd'hui baillée & donnée à sa Majesté, en promettant par ce traité, comme il a de fait promis & juré en foi de bon Roi & Prince, qu'en cas que dedans ledit terme de six semaines, icelui seigneur Roi n'eût accompli ladite restitution de Bourgogne, & pieces dessus déclarées: & pareillement en cas que les ratifications, & autres seuretez dessus mentionnées, ne fussent délivrées dedans lesdits quatre mois, comme il est ci-dessus convenu & traité, en chacun desdits cas ledit seigneur Roi Tres-Chretien retournera au pouvoir dudit seigneur Empereur, & viendra incontinent passé ledit tems par devers sa Majesté, quelque part qu'il soit, & se rendra son prisonnier de guerre, comme il est à présent, pour tenir prison là où il plaira audit seigneur Empereur lui ordonner, tant & si longuement, que le contenu de ce présent traité soit entierement fourni & accompli; & lors, & au même instant que ledit seigneur Roi retournera, seront rendus & delivrez lesdits otages.

Item. Pour plus grand établissement & seureté de ladite paix & amitié, & afin qu'il ne demeure entre lesdits seigneurs Empereur, & Roi Tres-Chretien, aucune querelle, ou cause de dissension; & qu'il n'y ait occasion de pulluler ci-après aucunes guerres ou discords, pour mieux extirper, assoupir, & abolir toutes les querelles anciennes, dont lesdites guerres passées sont procedées, a été traité, appointé, & accordé, que ledit seigneur Roi, pour lui, ses hoirs, & successeurs quelconques, renoncera, quittera, & transportera, comme lesdits ambassadeurs & procureurs en son nom, en vertu de ce traité, renoncent, quittent, cedent, & transportent perpetuellement & à toujours, au profit dudit seigneur Empereur, Roi d'Espagne, & des deux Siciles, &c. Duc de Bourgogne, Comte de Flandre, d'Artois, & de Hainaut, &c. & de ses hoirs, successeurs, & aians cause, tous & quelconques droits, actions, querelles, ou pretentions, que ledit Roi Tres-Chretien, ou lesdits hoirs & successeurs, ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre pour quelque cause ou raison que ce soit, en quelque des royaumes, états, terres, pais, & seigneuries presentement tenus & possédés par ledit seigneur Empereur, ou en son nom, mediatement ou immediatement, & specialement tout le droit, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, ont eü & pretendu, & qu'ils peuvent pretendre au royaume de Naples, tant en propriété, possession, pensions, & arrera-
ges

ges d'icelles pensions, qu'autrement en façon quelconque, soit par vertu des investitures du Saint Siege Apostolique, faites à ses predecesseurs ou à lui ; ou par traitez faits entre les predecesseurs dudit seigneur Empereur, & dudit seigneur Roi Tres-Christien ; & même entre le Roi Catolique, grand-pere dudit seigneur Empereur, & le Roi Louis XII. beau-pere dudit seigneur Roi Tres-Christien ; ou par le traité de Noyon, fait entre lesdits seigneurs Empereur & Roi, tant pour le principal droit dudit royaume, que pour lesdites pensions & arretages, par ledit seigneur Roi Tres-Christien pretendus en vertu deld. traitez.

Aussi le droit que ledit seigneur Roi Tres-Christien pretend, tant en vertu des investitures, & concessions faites à ses predecesseurs, comme par hoirie, succession, ou autrement en façon quelconque, és Etats de Milan, & Gennes, ensemble la comté d'Alt, & toutes leurs appartenances & dépendances. Et sera tenu ledit seigneur Roi, en dedans ledit terme des ratifications, bailler & delivrer audit seigneur Empereur, tous les titres des acquisitions, concessions, & investitures, tant du royaume de Naples, que de la duché de Milan, Gennes, & Alt. soit Pontificales ou Imperiales, faites tant à ses predecesseurs, qu'à lui ; ensemble les écritures des traitez, appointemens, & renonciations faites entre ledit seigneur Roi Tres-Christien, & Maximilien Sforce, touchant les Etats de Milan, Gennes, Alt, & autres dépendances deldits Etats.

Parcillement renonce, quitte, & transporte ledit seigneur Roi Tres-Christien, & aussi lesdits ambassadeurs, en vertu de ce present traité, pour lui, ses hoirs, & successeurs quelconques, au profit dudit seigneur Empereur Charles, comme comte de Flandre & d'Artois, pour lui, ses hoirs, successeurs, & aians cause, tout le droit, que ledit Roi Tres-Christien a & pretend, ou pourroit avoir & pretendre és citez d'Arras, Tournay, & Tournes, és lieux de Mortagne, & S. Amand, avec le droit de rachat, qu'il pretend és villes & châtellenies, de Lille, Dotiay, & Orchies, presentement possédées par ledit seigneur Empereur : & aussi ce qu'il pretend en la ville, châtél, & bailliage d'Hesdin, par ledit seigneur Roi Tres-Christien presentement occupez, dont il fera faire prompte & entiere restitution à l'Empereur, comme membres dépendans de sa comté d'Artois ; ensemble aussi l'artillerie, munitions, & autres meubles, qui étoient dedans ledit château d'Hesdin, lors qu'il fut dernièrement pris.

Et semblablement demeurera ledit seigneur Empereur, pour lui, ses hoirs, successeurs, & aians cause, quitte, exempt, & abloüs à perpetuité & à toujours, de tout & quelconque droit de ressort de souveraineté, que ledit seigneur Roi, ou ses successeurs de la Couronne de France, pourront pretendre & quereller sur les comtez de Flandre, & d'Artois, & quelconques autres pieces, que ledit seigneur Empereur à present tient & possède, tiendra & possèdera ci-après, en vertu de ce present traité de paix. Et de ce dépêchera ledit seigneur Roi Tres-Christien lettres avec toutes les clauses, dérogations, renonciations, relaxations d'hommage & fidelité, & autres solennitez declarées audit traité de la restitution de la duché de Bourgogne, & pieces y mentionnées, & autres seurtez ci-après spécifiées.

Et reciproquement ledit seigneur Empereur, pour lui, sesdits hoirs & successeurs, renoncera, cèdera, quittera, & transportera, comme sesdits ambassadeurs, peocuteurs & deputez en son nom ; dès à present renoncent, cedent,

Tome II.

FF

quissent, & transportent perpetuellement & à toujours au profit dudit seigneur Roi, & ses hoirs, successeurs, & aians cause, tous & quelconques droits, actions, querelles, ou pretentions, que ledit seigneur Empereur, ou sesdits hoirs & successeurs, ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque raison ou occasion que ce soit, en quelconque des états, terres, & seigneuries dudit Roi Tres-Christien, pour lui, ou en son nom, presentement tenues & possédées, mediatement ou immediatement : & specialement tout ce qu'il pretend aux villes & châtellenies de Peronne, Montdidier, & Roye, aux comtez de Boulogne, Guines, & de Pontieu, aux citez, villes, & seigneuries assises sur la riviere de Somme, d'un côté & d'autre, soit par titre d'engager, ou autrement : ensemble tous autres droits, actions, & querelles, que ledit seigneur Empereur pourroit avoir & pretendre contre ledit seigneur Roi, aux choses par lui possédées, soit à cause de ses Couronnes d'Espagne, ou des autres querelles de sa Maison de Bourgogne, tant en vertu du traité d'Arras, que des traités subsécutifs de Conflans, Peronne, & autres ; excepté seulement les comtez de Mâconnois & Auxerrois, & seigneurie de Bar-sur-Seine, desquelles sera ci-après particulierement disposé.

Et au surplus lesdits seigneurs Empereur, & Roi Tres-Christien, chacun endroit soi, retourneront en leurs terres, & limites de leurs roiaumes, pais, & seigneuries, comme ils étoient au commencement de cette presente guerre ; fors & excepté en ce qui est autrement, & particulierement mentionné & disposé par ce present traité : & toutes autres querelles & actions ici non spécifiées, que l'on pourroit pretendre d'une part & d'autre, en façon que ce soit, demeureront perpetuellement quittes & abolies, sans y pouvoir jamais retourner.

Item. Que par cette paix, amitié, & intelligence, soit & s'entende être faite ligue offensive & défensive, en la maniere que s'ensuit : à savoir pour la défensive, ne donneront passage, recuël, aide, faveur, ni assistance, par leurs roiaumes, pais, terres, seigneuries, & villes, de vivres, artillerie, gens, argent, & autres choses, à celui, ou ceux qui par invasion tenteroient, ou voudroient porter nuisance, ou grevance à l'un ou à l'autre desdits Seigneurs, ou les troubler, ou empêcher en la confirmation de leurs États, & dignitez, directement ou indirectement, en maniere que ce soit : ains seront tenus aider & assister l'un l'autre, pour la garde, tuition & défense de leursdits États, dignitez, roiaumes, pais, terres, & seigneuries, à savoir ledit seigneur Roi Tres-Christien, en ce qui est tenu & possédé par l'Empereur, & ce qu'il aura, tiendra, & possèdera en vertu de ce present traité, mediatement ou immediatement : & ledit seigneur Empereur fera reciproquement le semblable pour ledit seigneur Roi Tres-Christien, & le tout envers & contre tous ceux, qui invader, troubler, ou empêcher les voudront, sans nul excepter. Et par ladite défensive, seront tenus l'un envers l'autre, incontinent qu'ils en seront requis, sans dilation quelconque, envoyer pour ledit secours ou aide, contre l'invaseur ou troubleur, chacun d'eux cinquens hommes d'armes, & dix mille pietons, avec une bonne bande d'artillerie bien équipée ; ou moindre nombre de gens d'armes & pietons, & artillerie, au choix du requerant ; le tout aux dépens de celui qui donnera la-

dite aide : & icelle continuer jufques à ce que ladite turbation & invasion foit réparée, & fuffifamment amendée. Et quant à l'offenfive, que ce foit feulement contre les communs ennemis, & en la forme & maniere, que lefdits Seigneurs par commun accord & deliberation trouveront être convenable, & fe devoir faire pour le commun bien.

Et pour toujours de tant plus rendre ferme & indifoluble ladite paix, confederation, union, & amitié, & la lier & fonder avec le parentage & confanguinité par alliance de mariage, lefdits ambaffadeurs dudit feigneur Empereur, aians pouvoir fuffifant quant à ce, tant de fa Majesté, que de tres-haute & tres-excellente Princesse Madame Eleonor, Reine douairiere de Portugal, fœur ainée dudit feigneur Empereur, ont traité, convenu, & accordé avec ledit feigneur Roi Tres-Chretien, & lefdits Ambaffadeurs de France, auffi par vertu de leur pouvoir, qui fera femblablement ci-après inferé, le mariage d'entre ledit feigneur Roi Tres-Chretien, & ladite Dame Eleonor, Reine douairiere de Portugal. Lequel mariage fe fera par mots & paroles de prefent, incontinent que ledit feigneur Roi Tres-Chretien aura obtenu la difpenfation necellaire du parentage d'entre lui & ladite Reine, pour la folennifation & confommation dudit mariage. Et à cet effet, fera ladite Dame rendüe, menée, & conduite aux frais dudit feigneur Empereur, au lieu, tems, & même inftant que lefdits ötages feront rendus & delivrez audit Roi de France, comme deffus eft dit & traité. Et fera de la part dudit feigneur Roi, ladite Dame reine reçüe, & lors prife à fa charge, & honorablement traitée, comme à Reine de France, de fi haute maifon & parentage qu'elle eft, appartient. Et aura ladite Dame Reine en dot la fomme de deux-cens mille écus au foleil, qui pour tous droits paternels & autres déjà lui avoient été constituez par fon premier mariage avec feu de tres-heureufe memoire, le Roi Dom Manuel de Portugal, à qui Dieu faffe merci : & en outre ladite fomme, fon doüaire tel qu'il lui appartient, & lui eft dû dudit mariage ; laquelle fomme de deux-cens mille écus au foleil lui fera payée par ledit feigneur Empereur, à fçavoir la moitié dedans feize mois prochains venans après la confommation dudit mariage : & l'autre moitié en dedans un an enfuivant. Et en recevant icelle fomme, ou partie, par ledit feigneur Roi, il fera tenu l'assigner bien & convenablement fur bons & fuffifans assignaux, dont ladite Dame, fes hoirs, fuccelfeurs, & aians caufe, feront & demeureront fairs, jouiffans, & poffeffeurs, jufques à l'entiere reftitution de ladite fomme, ou ce qui reçu en aura été, fans en rien rabatre à caufe de ladite jouiffance.

Et encore en faveur & contemplation du prefent mariage, du contentement, & à la requête dudit feigneur Roi Tres-Chretien, & pour la tres-grande, cordiale, & finguliere amour fraternelle, que ledit feigneur Empereur a & porte à ladite Dame Eleonor, fa fœur, il lui baille en accroiffance de fonder dot, les comtez de Mâconnois, & Auxerrois, & la feigneurie de Bar fur-Seine, enfemble leurs appartenances, pour elle, & fes hoirs mâles procréez & defcendans dudit mariage d'entre ledit feigneur Roi, & elle tant feulement. Et ne pourra ladite Dame Eleonor pretendre, greufer, ni demander autre chofe quelconque, és biens, hoiries, & fuccelfions de tres-

heureuse & recommandée memoire l'Empereur Maximilien, son aieul, Don Philippe, Roi de Castille, son pere, que Dieu absolve, ni de tres-haute & puissante Princesse, la Reine Dona Jeanne sa mere, soit à la vie de sadite mere, ou après son decès & trépas : & y est de la part de ladite Dame Eleonor expressement renoncé dès maintenant, & encore en baillera ladite Dame Eleonor, le lendemain de la solennisation ou conformation dudit mariage, bonne, valable, & suffisante quittance, au profit dudit seigneur Empereur, & de ses hoirs. Et pour ce faire, elle sera expressement autorisée par ledit seigneur Roi Tres-Chretien ; sauf toutefois, & réservé tant seulement à ladite Dame l'écheute & succession collaterale, en cas que ledit seigneur Empereur, & Monseigneur l'Archiduc Don Fernand, Infant des Espagnes, son frere, allaissent tous deux (que Dieu par sa sainte bonté ne veuille,) de vie à trépas sans hoirs de leurs corps ; & au défaut de tous deux, & tous leursdits hoirs, & descendants d'eux, & non autrement.

Et sera jouïllée ladite Dame Eleonor, par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, jusques à la somme de cinquante mille écus, qui sortiront nature d'heritage, & lui demeureront pour elle, ses hoirs, successeurs, & aians cause. Et est expressement convenu & accordé, que attendu l'importance, exigence, & grandeur dudit mariage d'entre ledit seigneur Roi T. C. & ladite Reine, s'il y a enfans mâles d'icelle, le premier fils aura pour son partage paternel la duché d'Alençon, ensemble ses appartenances, en toutes telles autorité prééminences, & droitures, que le feu Duc d'Alençon en jouissoit : avec laquelle duché lui sera parfourni en comtez, seigneuries, & pieces plus prochaines, jusques à la somme de soixante mille livres de rente, & annuel revenu, pour lui & ses hoirs ; & pour son partage maternel, lesdites comtez & seigneuries de Mâcon, Auxerrois, & de Bar-sur-Seine, lesquelles il tiendra & possedera comme dessus. Et ce, nonobstant toutes constitutions, loix, coutumes, & usances dudit royaume à ce contraires, esquelles est expressement dérogé. Et s'il y a plus outre enfans mâles, ils seront pourvus de duchez, comtez, seigneuries, & biens, également comme les autres fils du premier mariage dudit seigneur Roi, sauf seulement à Monseigneur le Dauphin, la prerogative, que, comme ancien & premier fils dudit seigneur Roi, il doit avoir : & s'il y a filles procréées dudit mariage, elles auront chacune d'elles le dot accoutumé à filles de Roi de France.

Et au cas que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, aille de vie à trépas avant ladite Dame Eleonor, il la doüera, & aura pour sondit doüaire la rente annuelle de soixante mille francs, qui lui est dès maintenant pour lors assignée sur la duché de Touraine, sur la comté de Poitou, & leurs appartenances, dont elle jouira par ses mains sa vie naturelle durant tant seulement. Et si le revenu desdites duché, & comté ne monte & fait (toutes charges supportées & deduites) ladite somme de soixante mille francs annuellement, elle lui sera suplee & parfaite d'autres pieces de prochain en prochain lieux, dont pareillement elle jouïra sa vie durant.

Et audit cas que ladite Dame Reine Eleonor, survive ledit Roi Tres-Chretien, elle pourra franchement & librement partir hors du royaume de France toutes & quantes fois qu'il lui plaira, & avec elle ses officiers, servi-

teurs, maignies & familiers, & s'en retourner és roiaumes, pais, & seigneuries dudit seigneur Empereur, soit des Espagnes, Flandre, ou Bourgogne, & emporter & retirer tous & singuliers ses biens, joiaux, accoutremens, vaisselle, & autres meubles quelconques, sans que pour quelque cause, couleur ni occasion que ce soit, ou pouroit être & survenir, lui soit fait ni mis, directement ni indirectement, aucun contredit, empêchement, ou détournier à sondit partement, ni en la jouissance de sondit douaire, ni assignal des deniers de sondit mariage: & pour ce sera baillé avant la solennisation dudit mariage, par ledit seigneur Roi, son scellé, & celui de Mondit seigneur le Daufin, & des états & bonnes villes dudit roiaume de France, avec soumissions & obligations, pour être contrainsts à l'observance de ce que dessus, par censures d'excommuniement, arrest & detention de toutes personnes dudit roiaume, de quelque état & qualité qu'ils soient.

Et en outre, afin d'encore plus établir, & faire paix & alliance durable à toujours, est traité, convenu, promis & accordé, en vertu desdits pouvoirs, le mariage d'entre ledit tres-excellent Prince François, premier fils dudit seigneur Roi Tres-Chretien, Daufin de Viennois; & de tres-excellente Princesse Madame Marie, Infante de Portugal, * fille dudit feu Roi Dom Manuel, & de ladite Reine Eleonor: & se doit faire solennellement ledit mariage entre lesdits Prince & Princesse, par paroles de présent, incontinent que ladite Princesse sera âgée de sept ans: & quand elle sera en âge de douze ans, se solennifiera par paroles de présent: & sera pour ce procuré de la part dudit seigneur Empereur, & de ladite Dame Eleonor, le consentement de tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, le Roi de Portugal, frere de ladite Princesse Infante, avec pouvoir en bonne & convenable forme, pour la constitution, & paiement du dot d'icelle. Laquelle Princesse Infante sera menée en France pour l'effet dudit mariage, quand elle aura ledit âge de douze ans, ou plutôt, au choix & bon plaisir dudit seigneur Empereur: & dès lors qu'elle y sera menée, sera entretenue aux fraix dudit seigneur Roi, & dudit seigneur Daufin, comme à Princesse femme fiancée de Daufin de France appartient.

Item. Pour obvier à toutes occasions, qui par indirect pouroient être cause de troubler cette paix, & faire quelque émotion ou turbation entre lesdits seigneurs Empereur, & Roi, a été traité, appointé, & accordé, que ledit Roi Tres-Chretien s'emploiera & entremettra de tout son pouvoir, & sera tout ce qui sera en lui, loialement & fidellement, pour induire Dom Henri, seigneur d'Albret, afin qu'il délaisse le titre & nom de Roi de Navarre, quitte & remette perpetuellement pour lui, ses hoirs & successeurs quelconques, au profit dudit seigneur Empereur, & de ses successeurs Rois de Castille, quelconque droit, action & querelle, qu'il voudroit & pourroit pretendre audit roiaume de Navarre, par ledit seigneur Empereur tenu & possédé; & qu'icelle quittance & renonciation soit faite en bonne & valable forme, & la faire ratifier à tous ses freres & sœurs, en dedans six mois prochains. Et en cas que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, aiant fait toute dûe & possible diligence envers ledit Dom Henri, seigneur d'Albret, pour l'in-

* Cete Infante mourut fille en 1528, âgée de 36 ans, comme elle étoit tres-riche en tetres, les Portugais ne voulerent point souffrir, que ses biens tombassent entre les mains d'un Prince étranger.

duire à ce que dit est, ne le puisse à ce attirer ou incliner; en ce cas ledit seigneur Roi Tres-Chretien promet de non bailler audit Dom Henri, seigneur d'Albret, directement ou indirectement, aide, faveur, ni assistance contre ledit seigneur Empereur.

Pareillement, ledit seigneur Roi Tres-Chretien, à l'esfet dessusdit, pourchassera, & procurera de tout son pouvoir, & fera tout ce qu'en lui sera envers Messire Charles de Gueldre, afin que lui, & les principales villes dudit Gueldres, & comté de Zutphen, en delaisant jour ledit Messire Charles, comme il jouit à present dudit pais, baillent en dedans un an prochain, seuretez suffisantes au contentement de l'Empereur, qu'après le trépas dudit Messire Charles, ledit pais de Gueldres & comté de Zutphen, avec toutes leurs appartenances, sera entierement remis en la main & entiere jouissance dudit seigneur Empereur, & de ses successeurs: assureant aussi ledit seigneur Empereur de sa part icelui Messire Charles de Gueldre, de la jouissance dudit pais sa vie durant, en la maniere dessusdite, sans trouble ou empêchement quelconque dudit seigneur Empereur, ni des siens: & que si ledit Messire Charles de Gueldre laissoit enfans legitimes de son corps procréés en loial mariage, ledit seigneur Empereur les pourvoira à ses dépens, de mariages convenables selon leur qualité, & comme à leur état appartient. Et en cas que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, après avoir fait tout leal devoir & diligence à lui possible, ne puisse induire ledit Messire Charles de Gueldre, ni lesdites villes, de ainsi assurer la succession dudit pais de Gueldre, & comté de Zutphen, au profit dudit seigneur Empereur, & de ses hoirs & successeurs, en tel cas, ledit seigneur Roi Tres-Chretien, ne baillera audit Messire Charles de Gueldre, aide, faveur, ni assistance quelconque envers ledit seigneur Empereur, soit de gens ou d'argent, ni d'autres choses nuisans à la guerre, ni sous couleur de conduite & charge ordinaire de gens d'armes, ni sous couleur de pension ni autrement, directement ni indirectement: ains en cas de refus dudit Messire Charles, & de sesd. villes de Gueldre, ledit seigneur Roi sera tenu & obligé, incontinent avenu le trépas dudit Messire Charles, aider & assister ledit seigneur Empereur de trois-cens hommes d'armes, & quatre mille paies de gens de pied, de la nation qu'il plaira à l'Empereur, bien paieés aux dépens dudit seigneur Roi, à conquérir & recouvrer ladite duché de Gueldre, au profit dudit seigneur Empereur & des siens, comme dit est, envers tous & contre tous, sans nul reserver.

Ne baillera aussi ledit seigneur Roi Tres-Chretien aide faveur, ni assistance, directement ni indirectement, au Duc Vlrich de V Virtemberg, ni à Messire Robert de la Marck, ni à ses enfans, contre ledit seigneur Empereur: car quant audit Duc Vlrich, ledit Roi Tres-Chretien n'entend de l'avoir ni soutenir jamais en son service, ni autrement: & quant audit Robert de la Marck, & ses enfans, en cas que durant cette paix eux, ou aucun d'eux fissent quelque entreprise contre icelui seigneur Empereur, ledit seigneur Roi Tres-Chretien sera tenu aider à ses dépens à les châtier, repeller & rebouter leurs entreprises, en la maniere que dessus est déclaré

en l'art. de la ligue défensive ; & ne se mêlera des pratiques d'Italie en faveur de quelque Potentat que ce soit, contre ni au prejudice dudit seigneur Empereur.

Item. Pource que la perfection de cette paix est pour parvenir à l'universelle, & à l'expedition contre les infideles & heretiques, le principal fondement consiste en l'allée dudit Seigneur Empereur en Italie ; pour laquelle ledit seigneur Roi Tres-Christien, de son liberal arbitre & volonté, a pieça, offert d'aider & assister ledit seigneur Empereur, tant de son armée de mer, que de gens de guerre à ses dépens, pour l'accompagner & défendre contre ceux, qui à ce le voudroient empêcher ; lesquelles offres & bonne volonté ledit seigneur Empereur a acceptées. A cette cause a été appointé, traité, & accordé, que au premier voiage que ledit Seigneur Empereur voudra faire pour aller en Italie, ledit Seigneur Roi Tres-Christien en dedans deux mois après que de ce sera requis, enverra à ses dépens, au port ou lieu, qui à ce sera signifié, où ledit seigneur Empereur se voudra embarquer pour ledit voiage d'Italie, toutes les navires, galeres, & autres vaisseaux quelconques de ladite armée de mer, à savoir douze galeres avec la grande maistrisse, la capitainesse qui fut prise de Gennes, & Branouse, & une autre des meilleures nefs, & encore quatre gallions, le tout avec leur suite, bien artillez, & équipez seulement d'artilleries & munitions à ce necessaires, & amarinées de mariniers, rameurs, & officiers necessaires pour la conduite, tant desdites galeres, que des autres navires dessus specifiés, sans en icelles mettre aucunes gens de guerre ; ains fera bailler & delivrer audit seigneur Empereur, ou à ses deputez & commis aians à ce pouvoir, lesdites navires & galeres, & toute ladite armée de mer, en la forme & maniere avantdire, librement, pour y mettre dedans tels capitaines, gens de guerre, & autres qu'il plaira audit seigneur Empereur pour ce ordonner. De laquelle armée de mer, en la forme que dit est, ledit seigneur Empereur, pour faire sondit voiage, se pourra servir aux dépens dudit seigneur Roi ; réservé des gens de guerre, & autres, qui seront mis par l'Empereur ; & ce pour le terme & espace de trois mois, à compter dès le jour que ledit seigneur Empereur commencera à faire voiles pour sondit voiage. Et l'Empereur en recevant ladite armée de mer, baillera au capitaine, qui l'amenera, ses lettres patentes signées de sa main, & scellées de son scel, par lesquelles il promettra & jurera en foi de Prince, de, incontinent lesdits trois mois passez, rendre audit seigneur Roi, ou à son commis, ladite armée de mer, en la maniere qu'elle lui aura été delivrée.

Et pour l'aide & assistance, que ledit seigneur Roi avoit offerte audit seigneur Empereur, de gens d'armes & artillerie à ses dépens, pour l'effet du voiage dudit seigneur Empereur en Italie, & pour son service durant icelui, a été appointé, & accordé, que ledit seigneur Roi Tres-Christien, pour ladite aide, paiera & baillera en deniers comptans, ou fera réellement paier audit seigneur Empereur, en Espagne, ou en Italie, au lieu où ledit seigneur Empereur choisira, la somme de deux-cens mille écus au soleil, à savoir cent mille en dedans six mois prochains ; & les autres dedans un an ensuivant : & aussi ledit Roi Tres-Christien baillera audit seigneur Empereur, ou à son commis, quand & au même instant que lesdits bagages, comme devant est dit, se delivreront pour retourner en France, cedules de marchands suffisans & solvables, répondans pour l'asseu-

rement de la paie d'autant que peuvent monter six mille paies de pietons; pour être délivrée ladite paie audit seigneur Empereur, ou à son commis, réellement & de fait, au propre jour que ladite Majesté arrivera en Italie. Et semblablement baillera audit jour ledit Roi Tres-Chretien, si l'Empereur le demande, & pour ledit terme de six mois, cinq-cens hommes d'armes de France au moins, au choix dudit seigneur Empereur, & une bande d'artillerie, le tout aux dépens dudit seigneur Roi Tres-Chretien, & pour le service dudit seigneur Empereur en son voiage d'Italie.

Item. Pource que à l'occasion des guerres passées, ledit seigneur Empereur, pour attirer le Roi d'Angleterre de son côté contre ledit Roi Tres-Chretien, s'obligea audit Roi d'Angleterre pour son indemnité, de lui paier tous les ans la somme de cent trente-trois mille trois-cens cinq écus solais, au lieu des pensions & rentes, que ledit Roi d'Angleterre & sa sœur souloient prendre chacun an dudit seigneur Roi Tres-Chretien, jusques à l'entier fournissement de tous les termes échus, & les continuant jusques à ce que par paix ou par guerre, ledit Roi d'Angleterre en seroit recompensé; & ce selon la forme de l'obligation de ladite indemnité, faite à VVindslor l'an mille cinq-cens vint-deux, le dixieme jour du mois de juin; à laquelle, quant à ce, soit eüe relation, & que depuis ladite obligation n'ait par ledit seigneur Empereur été païée chose quelconque pour ladite indemnité, & ainsi seroit dû par ledit seigneur Empereur, tout le tems que ladite obligation a duré pour tous les termes passés, jusques à la conclusion du traité & appointement dernièrement fait entre lesdits seigneurs Rois Tres-Chretien & d'Angleterre: & que par ledit traité & appointement, ledit Roi Tres-Chretien dit, & pretend avoir traité & accordé avec le Roi d'Angleterre, de tous les arrerages precedens, & de tout ce qui lui pouvoit être dû à l'occasion dessusdite: à cette cause, a été maintenant traité & accordé, que ledit Roi Tres-Chretien sera tenu & obligé de tenir quitte & indemne ledit seigneur Empereur, de tout ce que le Roi d'Angleterre lui pourroit quereller & demander, à cause de ladite obligation & indemnité dessus mentionnée & designée; & bailler copie autentique dudit traité fait naguere entre lesdits seigneurs Rois Tres-Chretien, & d'Angleterre, en dedans quatre mois prochains; ensemble des quittances valables & suffisantes des paiemens, que ledit Roi Tres-Chretien en aura faits, ainsi que lesdits paiemens se feront. Et davantage, quant à ce qui touche l'indemnité dessus mentionnée, garantit entierement ledit Seigneur Empereur, & les siens, envers ledit Roi d'Angleterre, & ses hoirs & aians cause; desorte que si ledit seigneur Empereur étoit tiré en cause, ou lui étoit faite demande de ladite indemnité, ledit seigneur Roi sera tenu prendre la cause en soi, & la poursuivre & défendre comme garant, & comme si cause propre, & paier tout ce qui à cette cause seroit adjugé contre ledit seigneur Empereur.

Item. Pour ce que, comme dessus est dit, la principale intention desdits Seigneurs Empereur, & Roi Tres-Chretien, a été, & est, de, par cette dite paix particuliere, pouvoir parvenir à l'universelle, & par consequent aux entreprises contre les Turcs, & autres infideles, & contre les heretiques, alienez du gremé de nôtre mere Sainte Eglise, comme la necessité le requiert; & que nôtre Saint Pere le

Pape

Pape l'a par plusieurs fois exhorté & persuadé ; & pour ensuivre & mettre en œuvre lesdites exhortations & persuasions , a été traité , accordé , & appointé , que lesdits Seigneurs Empereur , & Roi Tres-Chretien , d'un commun accord & consentement , & par leurs communs ambassadeurs , supplieront par ensemble nôtre dit Saint-Pere le Pape , qu'il veuille sur ce choisir & indire une journée la plus brève que faire se pourra , & écrire de sa part à tous Rois , Princes , & Potentats Chretiens , pour envoyer à ladite journée & assemblée leurs deputez & commis , avec pleins & suffisans pouvoirs , tant pour traiter de ladite paix universelle de tous les Chretiens , que pour dresser tous les moiens convenables pour lesdites entreprises & expeditions , tant contre lesdits Turcs & Infideles , que contre lesdits heretiques alienez du grene de la sainte Eglise , & des contributions & formes d'avoir deniers à cet effet , pour soutenir le nerf desd. entreprises , & d'aviser sur toutes autres choses à ce necessaires , pour les dresser & mettre en œuvre à la plus grande diligence qu'il sera possible ; & que neanmoins à cet effet , & pour gagner tems à faire les preparatifs à ce necessaires , Sa Sainteté dès maintenant octroie ausdits Seigneurs Empereur , & Roi Tres-Chretien , & chacun d'eux , & à tous les Rois , Princes , & Potentats , qui voudront assister , à cette sainte entreprise , la Croisade generale par tous leurs pais & seigneuries , en la plus ample forme que faire se pourra ; du moins pour l'espace de trois ans prochainement venans ; & fasse aussi que le cas avenant , les Prelats & gens d'Eglise , chacun en son endroit , aient à contribuer en ladite sainte entreprise , ainsi que raisonnablement sera avisé : & si ladite assemblée ne se pouvoit si-tôt dresser & conclure , ou conduite à bon effet & execution , & que cependant lesdits Turcs & Infideles attentassent quelque entreprise par mer ou par terre contre les Chretiens , & même en Italie , (qui seroit la chose la plus dangereuse qui pourroit succeder à toute la Chretienté , ce que Dieu ne veuille) toutefois le cas avenant , icelui seigneur Empereur , comme chef des Princes seculiers de la Chretienté , auquel principalement appartient la defense & protection d'icelle , en sa propre personne , accompagné de la personne dudit Seigneur Roi Tres-Chretien , & autres leurs amis & allies . qui plus promptement se pourront à ce disposer ; & même avec l'aide & assistance du Grand-Maître , & Religion de Rhodes , des galeres , carraques , & autres navires , tant de ladite Religion , que de la cité de Genes , y joignant celles : que lesdits seigneurs Empereur , & Roi Tres-Chretien , pourront finer , tant du Pape , & autres , que des armées de mer qu'ils ont à present , que autrement , feroient à communs dépens , & à pareille portion , la meilleure armée de mer qu'il leur sera possible pour resister , tant qu'en eux sera , aux entreprises des Turcs & Infideles , soit pour les combattre par mer , ou pour se mettre en terre s'il est besoin : & pourvoieront de leur pouvoir , tant par terre que par mer , comme ils verront être expedient , & que la necessité le requerra , avec tel nombre de gens de guerre , tant de cheval , que de pied , qu'entre eux sera avisé . Et en cas que l'invasion desdits Turcs ne seroit si grande , que pour la repulsion d'icelle fût merrier d'y employer les personnes desdits seigneurs Empereur , & Roi ; neanmoins ne se laissera de joindre lesdites armées de mer desdits seigneurs , sous l'obeissance du Capitaine general , qui de la part dudit seigneur Empereur fera à cet

effect ordonné : auquel ledit seigneur Roi pareillement accommodera sadite armée, avec toutes les navires & galeres, pour assister à ladite repulsion desdits Turcs envahisseurs. Et si toutefois l'invasion desdits Turcs étoit telle, qu'il semblât nécessaire ou convenable d'y employer les personnes desdits Seigneurs en la manière avant dite ; en ce cas, pour montrer la vraie fraternité & amitié, qui est entre eux, & afin que durant leur voiage ne puissent survenir aucuns inconveniens en leurs royaumes & pais, a été appointé & accordé, qu'icelui seigneur Empereur, durant icelui voiage, laissera aucuns notables personages, ambassadeurs, ou conseillers en France, de sa part ; & aussi ledit Roi Tres-Christien laissera aucuns des siens ambassadeurs ou conseillers, tant en Espagne, que Bourgogne & Flandre ; afin que s'il survient quelque chose en leur absence, ils regardent de pourvoir, qu'un royaume & pais puisse aider à l'autre, s'il en étoit métier.

Item. Pource que haut & puissant Prince Charles, Duc de Bourbonnois, & d'Auvergne, avec aucuns ses amis, alliez, & serviteurs, pour aucunes causes & raisons à ce le mouvans, s'étoit absenté du royaume de France, & du service dudit seigneur Roi Tres-Christien, à l'occasion de laquelle absence, & icelle durant, ont été prises, saisies, & occupées les duchez de Bourbonnois, Auvergne, & de Châtelleraut ; les comtez de Clermont en Beauvoisis, Forest, Montpensier, la Marche haute & basse de Clermont & Auvergne, & comtédaufin dudit pais ; seigneuries de Beaujolais, Roiannois, Annonay, & Roche en Ravier ; vicomté de Carlat & Murat ; baronnie de Mercœur, Greniers, de Verte, & seigneurie de Marignan en Provence ; Bourbon-l'Ansy en Bourgogne ; le pais de Dombes, hors de pais, sujettion & jurisdiction de France ; & généralement tous & quelconques ses biens, terres & seigneuries, & sesdits amis, alliez, & serviteurs ont été privez & deboutez de tous leurs biens ; a été traité, appointé, & accordé, que ledit Roi Tres-Christien fera incontinent & sans délai, après la publication de ce présent traité, au plus tard dedans les six semaines du jour de la délivrance dudit seigneur Roi Tres-Christien, rendre & restituer audit seigneur de Bourbon, ou à ses commis & deputez, réellement & de fait, toutes lesdites duchez, comtez, terres, & seigneuries ; ensemble tous & quelconques ses autres biens, meubles & immeubles, de quelque qualité qu'ils soient, ou la juste valeur desdits meubles, & tous titres, enseignemens, & autres écritures délaissées au temps de son partement es maisons de sesdites terres & seigneuries, ou ailleurs, appartenans audit seigneur de Bourbon. Sera ledit seigneur de Bourbon reintegré en la vraie & réelle possession & jouissance de sesdites duchez, comtez, terres, & seigneuries, avec tels droits, autorité & justice, chancelleries, cas roiaux, greniers, presentations, & collations de benefices, nominations d'offices, graces, & préeminences, dont lui & ses predecesseurs ont joui, & comme ledit seigneur de Bourbon en avoit joui avant son partement de France ; sur quoi lui seront dépêchées lettres patentes. Et que tous ceux qui par ledit seigneur Roi ont été commis & deputez à lever & recevoir les fruits, rentes, revenus ordinaires & extraordinaires desdites duchez, comtez, terres, & seigneuries, & ceux auxquels ledit seigneur Roi, Madame sa mere, & autres de leur part, en auroient fait don & transport, soient contraincts réellement &

de fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, comme pour les propres deniers roiaux, à rendre compte, & paier le reliqua audit seigneur de Bourbon, ou à les commis, de leursdites recettes, & de tout ce qu'ils en auront levé & perçu, déduits les frais ordinaires & raisonnables tant seulement : & le tout en dedans le terme de quatre mois prochains. Et en cas que ledit seigneur Roi, ou Madame la Regente sa mere, en eussent appliqué chose à eux, ou qu'ils en eussent fait quelque quittance, que ledit seigneur Roi en soit tenu lui-même faire satisfaction en dedans ledit tems : & que, en contemplation de cette paix, ledit Roi Tres-Christien, & madite Dame la Regente, ou aians cause d'eux, tiendront en surseance toutes querelles, droits, actions par eux & chacun d'eux pretendues, ou qu'ils peuvent pretendre contre ledit seigneur de Bourbon, esdits duchez, comtez, terres, & seigneuries, ou aucunes d'icelles, pour quelque cause ou occasion que ce soit : & aussi feront tenir en suspens tous procès, causes, & instances déjà commencées à cause desdites querelles par eux pretendues, & ce durant la vie dudit seigneur de Bourbon, sans qu'il puisse être molesté, poursuivi, ni querellé sadite vie durant, ni lui puisse être donné empêchement, ni être inquiété par ledit seigneur Roi, ses hoirs, successeurs, ou officiers, directement ou indirectement, nonobstant quant à ce quelconques unions & incorporations, qui pourroient être faites desdites duchez, comtez, terres, & seigneuries, & quelconques clauses derogatoires, constitutions, & ordonnances à ce contraires : & que ledit seigneur de Bourbon, ni ses hoirs & successeurs, pour les choses qu'ils pourroient avoir faites depuis sondit parlement de France, ni pour quelconques traitez, ou diligences par lui faites & eues avec quelconques Princes, de quelque état & qualité qu'ils soient, puissent être molestez, inquietez, ni tirez en cause ; ains toutes procedures, sentences, & autres actes, qui déjà pour ce seroient faits, demeurent nuls & de nulle valeur, & n'en sera jamais faite aucune poursuite. Et davantage, que durant la vie dudit seigneur de Bourbon, il ne puisse sous quelque couleur que ce soit, être contraint de rendre quelconques devoirs pour sa personne, ni d'aller demeurer ni servir au royaume de France, ains puisse administrer & gouverner seldits duchez, comtez, places, terres, & seigneuries, par lieutenans, officiers, serveurs, & commis de sa part, tels qu'il les voudra choisir & ordonner, & faire apporter librement les rentes & revenus d'icelles, quelque part qu'il lui plaira hors dudit royaume de France, où ledit seigneur de Bourbon voudra faire sa residence : & que seldits lieutenans, officiers, commis, & serveurs, ne puissent en tout ce que dessus être empêchez, travaillez, ou molestez par quelconques officiers roiaux, directement ou indirectement, sous quelque couleur que ce soit. Et quant au droit, qu'icelui seigneur de Bourbon pretend en la comté de Provence, & autres pieces adjacentes & dépendantes, dont ledit seigneur Roi s'est offert être à justice ; a été accordé, que voulant ledit seigneur de Bourbon poursuivre les procès, ou les intenter de nouveau pardevant la justice où il appartient, qu'il le puisse faire quand bon lui semblera ; & que lors seldits juges déterminent sommairement ladite justice, selon raison & équité.

Et au regard des amis, allies, & serveurs, qui ont suivi le parti dudit seigneur de Bourbon, tant ecclesiastiques que séculiers, à present vivans, & aux hoirs

Gg ij

de ceux, qui cependant sont allez de vie à trépas, ils seront entièrement restitués en leurs biens, ainsi que auparavant les tenoient & possédoient, ensemble les meubles délaissés; déclarant nulles & de nulle valeur & effet toutes procédures, sentences, adjudications, donations, incorporations, & autres actes, qui contre eux, ou leurs héritiers, pourroient avoir été faits jusques au jour de cette paix, à cause d'avoir tenu le parti dudit seigneur de Bourbon: pour raison de quoi eux, ni leursdits hoirs, puissent être aucunement inquiétez ou molestez par ci-après. Et leur est baillée aussi entière absolution & abolition de tout ce que l'on voudroit prétendre contre eux jusques au jour de cette paix: & que tous ceux qui sont prisonniers à l'occasion desusdite, mêmelement & expressement Monsieur l'Evêque d'Autun, & Monsieur de Saint-Valier, soient promptement & librement relâchez & absous, avec les mêmes abolitions & restitutions, annullant quelconques sentences sur ce rendues, & procédures faites, en mettant le tout à néant: & que ledits Evêque d'Autun, & sieur de Saint-Valier, & tous les autres amis, alliez, serveurs, & adherans dudit seigneur de Bourbon, soient en liberté de se tenir au royaume de France, ou de vivre hors d'icelui, à leur volonté, & venir & aller dedans & dehors d'icelui, sans qu'ils, ni aucuns d'eux, puissent être contraints d'y comparoir en personne pour quelque cas que ce soit. Et pour les autres actions ou querelles qu'ils, ou aucuns d'eux, & même les enfans du feu Seigneur de Pentievre, ledit sieur de Saint-Valier, & autres de seldits amis & serveurs, pretendans outre les biens tenus & possédés avant le parlement de France dudit Seigneur de Bourbon; tels pretendans & querellans en pourront poursuivre leur justice pardevant les juges ordinaires desdites querelles, lesquels seront tenus leur administrer bonne & brieve justice, comme il convient. Et pourront seldits seigneur de Bourbon, amis, alliez, & serveurs d'icelui, tant ceux qui sont à présent avec lui, que ceux qu'il avoit auparavant son parlement de France, si bon leur semble, demeurer, & continuer au service dudit Seigneur Empereur, sans que à l'occasion dudit service, l'on puisse molester ou inquiéter en la personne ni aux biens, ledit seigneur de Bourbon, ni seldits alliez, amis, & serveurs. Sur toutes lesquelles choses desusdites, & chacune d'icelles, ledit Seigneur Roi Tres-Christien fera expedier, tant audit Seigneur de Bourbon, que à seldits alliez & serveurs, toutes lettres & dépêches nécessaires, & contenant ce que dessus en bonne & saine forme.

Item. Que tous prisonniers de guerre, tant en mer qu'en terre, d'un côté & d'autre, tant Messire Philbert de Chalon, Prince d'Orange, que autres sujets desdits Seigneurs Empereur, & Roi Tres-Christien, & quelconques autres aians servi & tenu leur parti, de quelque nation ou condition qu'ils soient, seront tous, en dedans le quinziesme jour de février prochainement venant, librement relâchez, & mis en leur pleine liberté, sans paier rançon quelconque; pourvu qu'ils demeureront & retourneront au service du seigneur, duquel ils se trouveront être sujets, mediatement ou immediatement, si ce n'estoit que du commun consentement desdits deux seigneurs autrement en fût par eux ordonné.

Item. Pource que les rebelles, foricides, on bannis d'un côté & d'autre, pourroient être cause de quelque turbation de ladite paix, a été traité, appointé, & accordé, que quant aux rebellions, qui se pourroient faire, d'ici en avant d'un

côté & d'autre, les rebelles de l'un ne soient receprez ou retirez au territoire de l'autre, & ne leur soit baillée aide, faveur, ni assistance quelconque de l'un contre l'autre; ains si tels rebelles sont trouvez es territoires & pais desdits seigneurs, en les requerrant icelui duquel ils seront sujets, qu'ils leur soient remis pour les châtier & en faire à son plaisir; & que ceci soit observé reciproquement, Mais quant à ceux que l'on voudroit dire avoir été rebelles en la duché & état de Milan, Gennes, & comté d'Ast, avant la conclusion de ce present traité, qui ne seront trouvez chargez d'autres délits ou crimes, que d'avoir servi l'un parti contre l'autre es guerres passées; en ce cas, quant à leurs personnes, leurs mesus leur seront librement pardonnez, & seront remis aux pais. Et lesdits seigneurs Empereur, & Roi, chacun de sa part, deputeront aucuns commis, pour avoir vraie information de la qualité & valeur des biens alienez & confisquez, & que un chacun desdits rebelles & bannis tenoit & possédoit au commencement de cette dite guerre, & de la qualité des personnes, qui au present tiennent & possèdent lesdits biens, pour après ladite information prise & vûe, d'un commun consentement, & par voie amiable, declarer & determiner ce qui se devra faire desdits biens; laquelle declaration & determination se fera par lesdits seigneurs Empereur & Roi, dedans six mois après la publication de ce present traité, & cependant ne se fera aucune innovation desdits biens.

Et quant au regard des autres, desquels en ce traité ne se trouveroit être faire expresse mention, qui se trouveroient être chargez & inculpez d'autres délits, que d'avoir servi en ces dernières guerres, ou qui seroient gens scandaleux, lesquels ne se pouvoient remettre au pais sans plus grands troubles, après qu'information suffisante en aura été faite, le seigneur, chez qui leldits bannis seront retirez, sera tenu à requête du seigneur, duquel ils seront sujets, leur presiger terme d'un mois, dedans lequel ils devront vuider ses roiaumes & pais, avec commination & peine: que si passé ledit terme ils sont trouvez esdits roiaumes & pais, ils seront pris & rendus es mains du Seigneur, duquel ils seront sujets, ou de leurs officiers, à quelconque leur requête; & que ainsi soit effectivement observé d'un côté & d'autre.

Item. Que tous Prelats & gens d'Eglise, tant Evêques, Abbez, Commandeurs, Doiens, Archidiacres, Prevôts, Chanoines, Chapelains, Curez, & autres gens d'Eglise, de quelque état ou condition qu'ils soient, Chapitres, Couvents, Colleges, Eglises, tant deçà que delà les Monts; & pareillement gens nobles, non nobles, corps de villes, communautéz, & autres particuliers, sujets & serviteurs d'un côté & d'autre, de quelque état & condition qu'ils soient, tant en France & autres pais de l'obeissance du Roi Tres-Christien, que en Espagne, pais de Bourgogne, Flandre, Artois, Hainaut, & autres pais hors l'Italie, appartenans audit seigneur Empereur, retourneront par cette paix à la jouissance de leurs dignitez, benefices, fiefs, terres, seigneuries, & autres heritages, deniers, deportemens, & retours de mariage, rentes heritieres & viagères, dûes tant sur le domaine desdits Princes, que sur le corps des villes, des Eglises, ou autrement, quelque part que leldits biens, meubles, ou heritages, soient situez ou assis, pour en jouir & posséder depuis le jour & date de la publication de cette paix: & seront entretenus & gardez en telle possession & jouissance, qu'ils, ou leurs

predecesseurs, étoient auparavant l'empêchement survenu à cause desdites guerres, nonobstant quelconques dons, ou dispositions par récompense, ou autrement faits au contraire; & aussi quelconques confiscations, sentences, ou arrests rendus par contumace, qui par ce traité demeurent cassez & nuls, encore que lesdits biens eussent depuis lesdits dons, & dispositions ou confiscations, été vendus ou alienez en autres personnes. Et seront tenus les juges ordinaires des pais, villes, ou lieux, où seront situez & assis lesdits biens, auxquels l'on retournera, les remettre, reintegrer, & restituer en iceux sommairement & de plein, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles: & s'il est métier avoir main-forte pour executer lesdites reintegrations & restitutions, lesdits seigneurs Empereur & Roi, chacun de son côté, la feront bailler, & ne souffriront dépêcher en leurs Chancelleries, ou chambres de Conseil, quelconques lettres ou provisions, pour empêcher, retarder, ou dilaiier lesdites reintegrations & restitutions: & si aucunes fussent inadvertemment dépêchées, qu'elles soient nulles & de nul effet. Et ceux qui auroient procès pendant, pouront, si bon leur semble, retourner à la poursuite de leursdits procès, en tel état qu'ils étoient avant le commencement de cette guerre, nonobstant quelconques procédures ou sentences faites ou données pendant icelles guerres, qui en ce cas demeurent par ce present traité nulles, & mises à neant. Et si pendant lesdites guerres aucuns desdits fiefs, heritages, maisons, ou rentes appartenans à aucuns tenans parti contraire, eussent été vendus par decret, adjugé par contumace & défaut, le tout sera reduit au premier état, demeurant chacune des parties en tels droits & actions qu'elles étoient au commencement desdites guerres, nonobstant quelconques laps de tems qui depuis seront encourus, & tous défauts & contumaces faits durant lesdites guerres d'iceux, de l'un parti & de l'autre, pour quelque cause que ce soit, seront aussi nuls & de nulle valeur: & ceux qui ainsi retourneront à leursdits biens, & que sur iceux se trouvaient charges & hipoteques d'aucunes rentes foncieres, heritières ou viageres, ils seront & demeureront quites du cours d'icelles rentes échus durant la guerre: & seront tenus ceux qui cependant en auront joui, en vertu d'aucun don ou récompense, les en tenir quites, & les paier à la décharge desdits biens pour le tems, années, & termes, qu'ils en auront joui. Et si durant lesdites guerres aucuns biens étoient de nouveau succedez, échus ou venus par testament, ou autre dernière volonté, ou succession ab intestat, par droit de proximité, ou par donation entre vifs, ou autrement par quelque titre, supposé que au jour desdites échéances, & successions ou donations, ceux auxquels elles seront échus, demeurassent en parti contraire; néanmoins retourneront aussi ausdits biens, qui ainsi leur seront échus & succedez, en faisant dedans trois mois après la publication de cette paix, envers le Seigneur & Prince, sous lequel lesdits biens seront situez; excepté pour les biens fеоdaux, selon le devoir desdits fiefs; ce qu'ils pouront faire, si bon leur semble, par procureur special ayant à ce suffisant pouvoir, en dedans trois mois après ladite publication,

Item. Pource que par les Cortes * de Castille, & même par le Prieur, Conseil & Université de Burgos, a été fait plainte audit seigneur Empereur, qu'outre les maux & dommages excessifs, qu'ils ont soutenus & soufferts durant ces guerres, contre la forme des privileges, qu'ils disent avoir des predecesseurs dudit Roi Tres-Christien, tant Rois de France, que Ducs de Bretagne, ils ont été paravant lad. guerre, & durant lad. paix, directement endommagés, tant sur mer, que autrement, dont ils se disent interesez de grandes sommes de deniers, de plus de trois-cens mille ducats : pour ces causes a été traité, appointé, & accordé, qu'en faisant suffisamment apparoir audit seigneur Roi des privileges de seldits predecesseurs donnez à la nation d'Espagne, il les mandera confirmer *informé*, & observer selon leur teneur. Et quant aux dommages pretendus, que d'une part & d'autre soient deputez aucuns bons personages, pour verifier tous les dommages inferrez en tems de paix, & avant les guerres, aux sujets d'un côté & d'autre, & voir de les appointer amiablement, si faire se peut, ou sinon, en faire bonne & brieve justice contre les dammificateurs.

* C'est-à-dire par les Etats, que les Espagnols appellent, les Cortes.

Item. Pource que depuis aucuns ans en ça, & même avant ces dernieres, par ledit Roi Tres-Christien, ou son predecesseur, se disent avoir été faites aucunes prohibitions & défenses contre l'ancien cours des marchandises, par lesquelles les draps de laine, qui se font en Catalogne, Roussillon, & Cerdagne, & autres lieux de la Couronne d'Aragon, ne puissent vendre en France, ni faire illec aucunes marchandises deldits draps, ni avoir passage par terre, ou par mer, par les détroits & limites dudit royaume de France, de pouvoir passer & transporter deldits draps en autres royaumes & pais, sans encourir le danger de confiscation de leursdits draps ; & que à cette cause les sujets dudit seigneur Empereur deldits lieux, à très grand peril & danger de leursdites danrées & marchandises, soient contrains de prendre chemin plus lointain par la haute & turbulente mer, où souvent ils se trouvent perdus, ou par naufrages, ou par prises de corsaires, ce qui leur tourne à grande destruction, ruine, & perdition dudit cours de marchandises : parquoi lesdits sujets de Catalogne, Roussillon, & Cerdagne, aient supplié ledit seigneur Empereur les vouloir sur ce pourvoir de remede convenable, de maniere que ainsi que les draps de France se peuvent librement porter, distribuer & vendre és royaumes, pais, & terres dudit seigneur Empereur, ainsi soit fait de ceux qui se font en seldits pais. Pour ces causes a été appointé, traité, & accordé, que nonobstant lesdites prohibitions & défenses faites au contraire, soit par ledit seigneur Roi Tres-Christien, ou par son predecesseur, (ausquelles, quant à ce, s'entend être expressement dérogé, nonobstant quelconques clauses derogatoires y contenues, encore que d'icelles se dû faire expresse mention de mot à mot) les sujets deldits pais de Catalogne, Roussillon, & Cerdagne, & autres lieux de la Couronne d'Aragon, puissent librement, & sans peine quelconque, mettre & conduire leursdits draps de laine, & autres danrées & marchandises deldits pais en France, soit par mer ou par terre, en payant les peages, qui étoient accoustumez vint ans a ; & non point pour les d'aploier ni

vendre en France, mais pour les pouvoir vendre hors la sujettion dudit Roi Tres-Christien, sans y mettre ni souffrir être mis pour l'entrée ou pour l'issuë desdits draps, aucuns nouveaux impôts ou droits, outre lesd. anciens droits accoutumez.

Item. Pource que Madame Marguerite, tante dudit seigneur Empereur, Archiduchesse d'Autriche, Comtesse viager de Bourgogne & de Charolois, douairiere de Savoie, a grandement tenu la main à cette paix, & à cet effet a expressément envoie, devers l'Empereur, Messire Nicolas Perrenot, Conseiller, & Maître aux Requetes de Sa Majesté, & de madite Dame, lequel a instamment persuade icelle paix, tant envers ledit seigneur Empereur, que devers ledit seigneur Roi Tres-Christien, & par ordonnance dudit seigneur Empereur, s'est trouvé aux communications d'icelle paix, & à la conclusion du present traité; & de la part de madite Dame Marguerite, a remontré aucuns ses affaires, c'est à sçavoir, comme par la neutralité qu'elle avoit avec ledit seigneur Roi Tres-Christien, approuvée & ratifiée par ledit seigneur Empereur, elle devoit paisiblement, & sans turbation & empêchement quelconque, posséder & jouir des comtez, & pieces mentionnées en icelle neutralité, & même de ladite comté de Charolois, & des greniers à sel d'icelle comté; ensemble de Noyers, Châtelchinon, Chaussin, & la Perriere, conformément aux concessions que madite Dame en avoit; & que contre la forme d'icelle neutralité, lui a été détenuë & occupée ladite comté de Charolois, sans la souffrir en jouir, ni de sesdits greniers à sel, durant le tems de cette guerre, combien qu'elle n'eût nulle guerre contre ledit seigneur Roi-Tres-Christien, & dût jouir de ladite neutralité; a été traité, appointé, & accordé, que non seulement sera renduë à madite Dame ladite comté de Charolois, avec lesdits greniers, mais jouïra dorenavant d'icelle comté, ensemble desdites seigneuries de Noyers & Châtelchinon, en toute souveraineté, sa vie durant; & après son trépas, l'Empereur, ses hoirs, & successeurs quelconques, en jouïront par la forme & maniere qu'il est ci-devant déclaré en l'article de la restitution de Bourgogne, comté de Charolois, & dépendances. Et davantage, ledit Seigneur Roi fera restituer & rendre à madite Dame tous les deniers, rentes, & revenus, qui auront été levez durant ladite neutralité, & contre la forme d'icelle, esdites comtez de Charolois, seigneurie de Châtelchinon, & greniers à sel desdits lieux, & dudit Noyers. Et d'autre part, pource que lesdites seigneuries de Chaussin & la Perriere, étant avant ladite neutralité mises en la main dudit seigneur Roi, sous ombre que lesdites seigneuries n'avoient été entretenues par madite Dame, en due reparation, & que sur les poursuites que madite Dame fit faire devers ledit seigneur Roi, fut ordonné qu'elle auroit main levée, & que ce qui durant la main mise avoit été levé & reçu, lui seroit rendu, à condition qu'elle bailloirait caution de fournir aux reparations, auxquelles elle seroit trouvée être tenue; laquelle ne fut lors donnée, pour être la chose ainsi consuë & incestuée, & que au moien de ce, & de la mort de son ambassadeur, lors étant en France à la poursuite de cete affaire, aussi à cause des guerres survenus depuis, ladite restitution n'a été faite desdites levées

levées durant ladite main-mise ; & que maintenant pour la restitution qui se doit faire de la vicomté d'Auxonne, où sont lesdites pieces assises, cesse la difficulté de devoir donner ladite caution ; ledit Roi Tres-Christien fera rendre entièrement lesdites levées à madite Dame, requës par commission dudit Seigneur Roi durant le tems de ladite main-mise, & aussi durant le tems de cette presente guerre, & le tout desdits fruits & levées contenu en cet article, & estimé à la somme de vingt mille livres tournois, qui sera payée à madite Dame par ledit Seigneur Roi, en dedans huit mois prochainement venans.

Item. Pource que la Reine Germaine de Foix, doüairière d'Aragon, dit avoir obtenu arrest & sentence définitive de la Cour de Parlement à Paris, par lequel arrest lui sont adjugées les villes & terres de Marfan, Tursan, Gavardan, & Gavaret, avec toutes autres pieces mentionnées audit arrest ; lesquelles dit estre de fait tenues & occupées par Dom Henri, Seigneur d'Albret, lequel par force d'armes a arresté & empêché l'exécution dudit arrest, selon que dit ladite Reine, contre le commis à ce envoyé par ladite Cour de Parlement ; & qu'il convient à l'autorité des Rois & Princes, que tels Arrests prononcez en leurs noms soient mis à entiere & dûe execution, & ne soient rendus frustratoires & illusoirs ; ledit Roi Tres-Christien fera par effet executer ledit arrest selon la forme & teneur, & ainsi qu'il appartiendra par raison ; & s'il est métier, baillera à l'executeur main-forte pour le faire.

Item. Que Messire Philbert de Chalon, Prince d'Orange, outre sa liberation, dont dessus est faite mention, soit restitué & reintegré, en fievre & contemplation de l'Empereur, en sa Principauté d'Orange, pour en jouir en telle autorité & préminence, en tels droits, & tout ainsi que lui-même en a joui & possédé depuis le trépas de feu Monsieur le Prince d'Orange, son pere, jusques à l'empêchement y mis par ledit Seigneur Roi Tres-Christien, avant que ledit Seigneur Prince vint au service de l'Empereur. Aussi seront rendues & restituées audit Seigneur Prince les terres & seigneuries de Dompierre, Terclus, Montbrizon, & la Perriere de Nobesin, situées en Daupiné, ainsi qu'il les tenoit & possédoit avant la guerre. Et quant aux terres & revenus de Succuir, & Touffon, situées & assises en la duché de Bretagne, il en sera remis en tel état qu'il étoit au commencement de cette guerre : & lui soient reservées & restituées toutes ses actions & droits, & même de cinquante mille écus, qu'il pretend sur lesdites terres, & lettres qu'il dit en avoir à son profit, pour poursuivre seldits droits & actions en justice ; laquelle lui sera faite & administrée sommairement & de plain, les titres & droits vus : Et lui soit encore restitué ce qu'il tenoit avant la guerre de la comté de Pentievre, à savoir Lambale, Moncontour, les ports & havres de Crenon & Encrenon, & autres terres & droits en dépendans, ainsi qu'il les possédoit avant ladite guerre. Et pareillement que ledit Seigneur Roi fasse paier audit Seigneur Prince, tout ce qu'il montrera estre dû à feu Monsieur le Prince son pere, & successivement à lui, tant par lettres dudit feu Roi Louis XII. que de la feuë Reine Anne de Bretagne, sa compagne.

Item. Que Messire Philippe de Croy, Marquis d'Arscor, Comte de Porcian, Beaumont, &c. soit aussi restitué & reintegré en toutes ses comtez,

Tom. II.

H h

baronnies, terres, & seigneuries, étans au royaume de France, qui lui appartenoient, & sont succedées, tant par le trépas de ses feus Seigneurs pere & mere, comme par le decés de son oncle, feu Messire Guillaume de Croy, seigneur de Chievres, & des pieces par son oncle acquises de la Reine Germaine d'Aragon, en tel droit, tant petitoire que possessoire, que ledit feu seigneur son oncle y avoit en l'an mille cinq-cens & vint, sans avoir égard aux empêchemens y mis alors, ou depuis, par faute de relief non pris, ou devoirs non faits, qui sont levez à son profit : & lesquels nonobstant sera ledit Seigneur Marquis reçu à relever lesdites terres du Roi, ou d'autres Seigneurs, dont elles peuvent être tenuës en fief : & que le procès que feu Monsieur de l'Ecu avoit commencé avant la guerre, pour la retraite lignagere par lui pretendue aux pieces aquis, comme dit est, de ladite Reine Germaine, soit repris en l'état qu'il étoit au commencement de ladite guerre, demeurant toutes autres procédures & contumaces depuis faites en absence & contumace dudit Marquis, cassées & nulles, & mises à neant : ensemble toutes sentences sur ce rendues, si aucunes y en a, quant audit Seigneur Marquis, & à son prejudice. Et quant aux revenus des aides, & des greniers à sel de Bar-sur Aube, & aussi des greniers à sel de S. Disier, Courneufy, & Châtel en Porcian, ledit Marquis d'Arctot retournera en telle jouissance d'iceux qu'il étoit paravant cette guerre, selon la forme des lettres patentes qu'il a dudit Seigneur Roi, & de ses predecesseurs.

Item. Que à Madame la Princesse de Chimay soit baillée la jouissance & possession de ce que dûement sera apparoir lui devoir appartenir de la succession à elle échûe durant la guerre és biens & hoirie du feu Seigneur d'Albret, son pere, & de ce qu'elle pouvoit pretendre avant la guerre és biens maternels & fraternels ; & sur tout lui soit faite & administrée bonne & briève justice.

Item. Que à Messire Henri, Comte de Nassau, Marquis de Zenette, Grand-Chambellan dudit Seigneur Empereur, soient entieres & sauves les actions qu'il avoit contre ledit Seigneur Roi, pour partie du dot de feuë Madame sa compagne : & lui sera païé ce qui à cette cause se trouvera lui être dû, conforme à l'obligation.

Item. Que Messire Adolfe de Bourgogne, Seigneur de Beure, & Amiral de mer de Flandre, soit restitué & reintegré aux droits & actions qu'il pretend, & qu'il avoit au commencement de cette guerre, és châteaux, terres, & appartenances de Crevecoeur en Cambresis : & pourra poursuivre lesdits droits par justice, devant le juge, auquel la connoissance de ladite terre de Crevecoeur appartient.

Item. Que au Seigneur de la Chaux, Messire Charles de Poupet, Chambellan, & premier Sommelier de corps dudit Seigneur Empereur, soient rendus & restituez les deniers de la rançon, qu'on lui a fait paier pour la liberation de ses enfans, lesquels étant escoliers en l'Université de Paris, étoient privilegiez & asseurez de droit, qu'ils ne pouvoient être constituez prisonniers, & n'étoient de juste prise : & sera faite ladite restitution de rançon par ceux, qui l'ont extorquée, ou par leurs heritiers : & en fera faire le Roi Tres-Christien le

justice bonne & briève, conforme aux privileges de ladite Univerſité de Paris.

Et ſemblablement, Guillaume de Vergy, Baron d'Autrey, ſoit reſtitué au droit & adion qu'il pretend, & qu'il avoit au commencement de cette guerre, en la Seigneurie de S. Diſier de l'Artois, pour auſſi pourſuivre ſon droit par juſtice devant les juges à qui la connoiſſance apartiendra. Et quant au Seigneur de Fienues, Comte de Gaure; Meſſire Adrien de Croy, Seigneur du Rœux; Meſſire François de Melun, Comte d'Epinoy; & au Seigneur de la Preulle, ſoit auſſi faite entiere reſtitution de tous les biens qu'ils tenoient & poſſédoient au royaume & obeïſſance de France, ainſi qu'ils en jouiſſoient au commencement de cette guerre, nonobſtant auſſi quelconques ſentences, declarations, conſiſcations, ou alienations faites au contraire durant ladite guerre, données par défauts & contumaces, leſquelles demeureront nulles & de nul eſſet, & ſeront miſes à néant.

Item. Que le Marquis Michel-Antoine de Saluces, ſes mere & freres, & Frederic de Bauge, à la requête & pour contemplation dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, ſeront remis en telle jouiſſance & poſſeſſion de leurs terres, & autres biens, qu'ils étoient au commencement de cette guerre; demeurant néanmoins le droit de propriété deſdites terres & biens ſauf & entier à ceux, ou celui qu'il appartendra, ſelon les titres & droits d'un côté & d'autre, qui demeureront en leur force & valeur, ſans que par ce traité y ſoit aucunement prejudicié.

Item. Que le Seigneur de Monaco, Evêque de Graſſe, ſoit reſtitué & reintegré en ſon Evêché de Graſſe, & en tous les biens qu'il tenoit, & droits & actions qui lui appartennoient avant la guerre, en la ſubjection dudit Roi Tres-Chretien; & que au ſurplus de tout ce qu'il voudroit quereller & demander lui eſtre dû ou appartenir, lui ſoit adminiſtrée bonne & briève juſtice, ſommairement & de plain: & puiſſent lui, ſes parens, neveux, ſujets, & ſerviteurs, librement converſer en tout le royaume de France, & en tous les ports d'ice-lui, comme auparavant la guerre: & que les homicidiaires du ſeu Seigneur de Monaco, ſon frere, & tous les coupables dudit meurtre, ſeront punis ſelon l'exigence du cas, & conforme à juſtice.

Item. Que le ſieur de Luſſa ſoit auſſi entierement reſtitué & reintegré en tout ce qu'il tenoit & poſſédoit au commencement de la guerre, avant qu'il vint au ſervice de l'Empereur, & maintenu & gardé en ce qu'il a déjà recouvré, tout ainſi qu'il le tenoit & poſſédoit avant ladite guerre. Et quant aux terres & baronnies de Perdillon, vicomté de Tullac, & leurs appartenances, qu'il pretend lui eſtre échues & ſuccedées pendant ladite guerre, ledit Roi Tres-Chretien lui fera bonne & briève juſtice.

Item. Que en cette, amitié, & alliance, de commun accord & conſentement d'ſdits Seigneurs Empereur, & Roi Tres-Chretien, ſoient compris (ſi compris y veulent eſtre) premierement nôtre Saint-Pere le Pape, & le Saint-Siege Apoſtolique, & les Rois d'Angleterre, de Hongrie, de Pologne, de Danemarck, de Portugal, & d'Ecoſſe; tres haut & tres-puiſſant Prince, Don Fernand, Infant des Eſpagnes, Archiduc d'Autriche, Duc de VVirtemberg, Comte de Tirol, frere dudit Seigneur Empereur, & ſon lieutenant general en l'Empire;

H h ij

Madame Marguerite, tante dudit Seigneur Empereur, Comtesse de Bourgogne & de Charolois, doüairiere de Savoie ; les Electeurs, & autres Princes de l'Empire, obéissans, sujets à l'Empereur ; les Seigneurs des anciennes Liges & Cantons des hautes Allemagnes, avec les autres, qui dedans six mois après la publication de ce present traité se pourront aussi de commun consentement dénommer & comprendre. Lesquels tous dessusnommez en la forme avantdite, avec les autres, qui se pourront dénommer dedans lesdits six mois depuis la publication de cedit traité, en baillant dedans lesdits six mois, à un chacun desd. Seigneurs, Empereur & Roi, leurs lettres declaratoires & obligatoires en tel cas requises, & non autrement. Tous les autres ici non nommez, ou qui ne seront nommez ci-après, comme dit est, s'entendront forclos de cette presente paix & amitié, s'ils ne sont compris en la generalité des sujets ou vassaux desd. Seigneurs, ou de l'un d'eux.

Item. Incontinent que ledit Seigneur Roi Tres-Chretien sera délivré de prison, & mis en sa liberté, comme dit est, baillera ses lettres patentes de la ratification de ce present traité, en bonne forme, datées en la premiere ville de son royaume, où il sera logé depuis ladite délivrance, en lui baillant quant & quant les lettres ratificatoires dudit Seigneur Empereur, en semblable forme. Et incontinent que ledit Dauphin sera parvenu en l'âge de puberté, & aura accompli les quatorze ans, ledit Seigneur Roi sera tenu de lui faire ratifier, confirmer, & approuver ledit traité de paix, & tout le contenu en icelui, avec le serment solennel, & renonciation expresse de benefice de moindre âge, & restitution par entier : pour laquelle ratification ledit Seigneur Roi, comme pere & legitime administrateur dudit Seigneur Dauphin, sera tenu dès lors l'autoriser à cet effet, avec les soumissions, solennitez, & clauses à ce requises, toutes exceptions & excuses cessant.

Item. Que lesdits Seigneurs Empereur, & Roi Tres Chretien, en ratifiant, agreant, & approuvant ledit traité, & tous les articles y contenus, chacun en son endroit, en presence des Ambassadeurs, qui à ce seront ordonnez, & même ledit Seigneur Roi étant, comme dit est, libre en son royaume, jureront chacun par soi par serment solennel, corporellement fait aux saints evangiles de Dieu, & en la presence de la vraie Croix, tenir & observer respectivement tous les points dudit traité, se soumettant quant à ce à la jurisdiction, coërtion, & censures ecclesiastiques, jusques à l'invocation du bras seculier inclusivement ; & constituant leurs procureurs *in formâ Camera Apostolica*, pour comparoir en leurs noms, & de chacun d'eux, en Cour de Rome, pardevant nôtre Saint Pere, ou les Auditeurs de la Rote, & subir volontairement la condamnation & fulmination desdites censures, en cas de contravention, comme dit est ; ou pour icelles censures se soumettre & proroger jurisdiction pardevant quelconques Prelats & Juges ecclesiastiques : & que lesdits Seigneurs Empereur, & Roi, ni nul d'eux, sans commun consentement, ne puisse en façon quelconque demander relaxation de serment, ni absolution desdites censures : & si l'un la demandoit ou obtenoit, ne lui puisse profiter sans le consentement de l'autre.

Item. Que cette paix conclüe soit publiée par tous les royaumes & pais desdits Seigneurs Empereur, & Roi, tant deçà que delà les Monts, & même és

lieux limitrofes, où telles publications ont acoustumé d'être faites ; & ce en dedans le quinzieme de fevrier prochainement venant , afin que nul n'en puisse pretendre ignorance. Lequel traité de paix en tous & chacun les points & articles ci-dessus declarez , Nous ledit Roi Tres-Christien , en nôtre propre nom , avons loialement & de bonne foi , en parole de Roi , sous nôtre honneur , & par nôtre serment , que pour ce avons donné , & touché corporellement aux saints evangiles de Dieu , promis , & promettons de fournir , accomplir , & entretenir de point en point , & le tout solennellement juré , ratifié , confirmé , & approuvé , & de ce faire bailler & delivrer nos lettres patentes en forme dûë & suffisante , au tems & comme dessus est déclaré. Et nous lesdits ambassadeurs & procureurs desdits Seigneurs Empereur , & Reine douairiere de Portugal , la sœur aînée , & de Madame la Regente de France , & chacun de nous endroit soi respectivement , en vertu & ensuivant nosdits pouvoirs , avons aussi de bonne foi , & par nos sermens , pour ce par chacun de nous donnez , & touchez corporellement ausdits saints evangiles de Dieu , promis , & promettons , que serons dûëment ratifier le contenu audit traité de paix , en tous & chacun les points & articles ci-dessus declarez ; & que de ce seront baillées & delivrées les lettres patentes en forme dûë & suffisante d'une part & d'autre , au tems & comme dessus est déclaré. Ainsi fait , traité , & conclu en la ville de Madrid , au diocèse de Toledo , le dimanche quatorzieme jour du mois de janvier , l'an mille cinq cens vint-six , pris à la nativité de Nôtre-Seigneur , selon le stile d'Espagne , & stile de France 1525.

Bref du Pape Clement VII. à Louise de Savoie, mere du Roi François premier, sur la prison de Sa Majesté à la bataille de Pavie.

A Rome le 4. mars 1525.

DILECTA in Christo filia , salutem & apostolicam benedictionem. Quantum dolorem acceperimus , & quam animo fuerimus perturbati ex hoc casu acerbo & inopinato , qui filio tuo Regi præstantissimo , & nobis omni amore carissimo , accidit , tuæ prudentiæ est existimare. Sive enim illius studium erga nos , & Sanctam Sedem Apostolicam , sive virtutem atque animum dignum illo honore quem gerebat , sive rerum humanarum imbecillitatem , variosque & incertos casus cum animo nostro cogitamus ; omnia sunt ejusmodi , ut magnum in eo detrimentum videatur fecisse hæc Apostolica Sedes , & universa christiana respublica. Nos quidem adhuc propemodum stupemus , nec satis mentis sumus compotes , cum desigimus cogitationem nostram in consiliis summi Dei , qui hæc rara & mirabilia quandoque evenire vult , ut ab omnibus intelligantur unam esse in rebus stabilem & firmam , quæ ipsi tribuit , fidem ac pietatem ; cætera omnia incerta , caduca , fragilia , quibus considerare nemo sapiens possit ; cujus rei documentum , si unquam aliàs , nunc profectò maximum & apertissimum à Domino Deo datum est. Sed tamen , etsi res luctuosa & acerbus est dolor , quem te matrem indulgentissimam pro tali filio accipere necesse est ; cujus etiam nos calamitatem patrio mœnore prosequimur ; attamen tibi , prudentissimæ & religiosissimæ formine , omnis tanti doloris levatio ab eodem ipso petenda est. Ille enim disponit res nostras secundum altitudi-

*Le Pape
1525. 4.
mars.*

H h iij,

nem divitiarum consilii sui, per quam, quæ nobis sæpè aspera & intolerabilia videntur, eadem proficua & salutaria sunt; siquidem multis sensibus nostris gratia incidunt & molesta, quæ eadem animabus afferunt salutem. Omni enim honore & dignitate hujus mundi salus animæ multò est præstantior, quam maxime efficit & comparat patientia, cujus omnis actio atque exercitatio in rebus adversis cernitur. Atque hæc nos non idè scribimus, quin maximam spem habeamus, & filium aliquandò tibi, & regno Galliarum Regem suum, & nobis, ac Sedi Apostolicæ nobilissimum principem restitutum iri; quam spem in nobis, & Dei bonitas, & Cæsaris benignitas valdè confirmat; sed ut nobilitas tua patienter hunc casum ferendo, atque ipsi Deo ultèr gratias agendo, omnemque suam fidem in eo collocando, celerius divinam opem ac clementiam impetrare mereatur. In quo nos quoque nec tibi, nec filio tuo decimus, quantumque & nostræ apud Deum preces, & apud optimum Cæsarem valebit autoritas, instabimus & enitemur, ut sit filii tui salus ac libertas in pristinum locum restituta; quod majore curâ & studio efficacius, quàm audeamus nunc tibi polliceri. Tu si quid esse in nobis arbitrarè, quod opportunum esse possit ad tuum dolorem consolandum atque levandum, ita volumus confidas, id totum tibi paratum esse, ut nihil simus gratius habituri, quàm omnia tibi præstare officia, quæ certissima esse testimonia possent nostræ singularis & propensæ in tuum & filii tui amorem voluntatis. Datum Romæ apud Sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die 4. martii, anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo quinto, Pontificatus nostri secundo. Signatum, Jac. Sadoletus.

Traité de Confederation, appellé la Sainte Ligue, entre le Pape Clement VII, le Roi François I. la Seigneurie de Venise, le Duc de Milan, & la Republique de Florence, contre l'Empereur Charles V.

A Cognac le 22. mai 1526.

*Le Pape,
Venise,
Milan &
Florence.
1526,
22. mai.*

QUUM multos jam annos diutinis & continuis bellis vexata Christiana Respublica, tam fracta ac debilitata conspiciatur, ut nisi omnipotentis Dei aspirante numine, tot sævissimis bellis imponatur finis, & Respublica ipsa pacata tandem aliquantisper respirare valeat, non longè abesse à summo periculo sit jam omnibus perspectissimum: quum præsertim non ex uno confecto bello, quasi abrupta incendii materia, malis finem imponi, imò ex uno plura exoriri, flammamque magis ac magis invalescere videamus. Quod perçedens, atque animo revolvens sanctissimus dominus noster Clemens VII. Pontifex maximus, ac Pastor vigilantissimus, nihil prætermittere, atque omnia experiri decrevit, quo Reipublicæ Christianæ salutis ac securitati consuleret, veramque & stabilem pacem inter christianos principes constitueret; nihilque ab eo prætermissum est, ut eam rem tam saluiferam, tam necessariam, ad optatum perduceret finem. Quum autem multa tentasset, tandem certior factus, serenissimum ac potentissimum principem Franciscum, Francorum Regem Christianissimum, à captivitate, quâ ab Imperatore detinebatur, liberatum fuisse magnificum virum Capinum de Capo, equitem auratum, ejus nuncium ad eum destinavit, non modò, ut ob pristinam libertatem recuperatam sibi congratularetur; verùm etiam, ut de pace universali inter christianos principes componendâ

ageretur. Quod ut brevius assequeretur, generale ac speciale mandatum præfatio suo nuncio dedit, cujus quidem tenor in fine præsentis capitulationis inferretur, ut hujus medio supradictâ pace universali vel particulari, pactiones, capitula tractatus, & conclusiones necessariæ fierent. Quod animadvertens illustrissimus Venetiarum Dux, Andreas Gritti, inclitumque Venetorum Dominium, necnon illustrissimus princeps Franciscus Sforzia, Mediolani Dux, pacis istius percipidi, attendentesque quot commoda ex illa orirentur, prædicti etiam Summi Pontificis exemplo ducti, magnificum virum Andream Rubertum, illustrissimi ipsius Ducis, inclitque Venetorum Domini secretarium, ejus nuncium cum mandato, cujus etiam tenor in fine præsentis capitulationis inferretur, ad eundem Christianissimum Regem destinant, ad eos fines, eademque de causa, quâ Summus Pontifex; quibus tandem per Christianissimum Regem auditis, qui Christianitatis pacem universalem tanti semper fecit, ut eandem modis omnibus, quibus potuit, assidue perquisierit, nullis parcens laboribus & impensis; quo factum est, ut lætâ facie, ac prompto animo hanc rem per dictos nuncios sibi tam facile persuasam habuerit, ut continuo procuratores generales ac speciales constituerit, quorum quidem potestas in fine præsentis capitulationis priter inferretur, super jam dictâ capitulatione fienda. Omnibus demum rebus rectè ac rectè consideratis, prædicti nuncii & procuratores, pro & nomine sanctissimi domini nostri Papæ, Christianissimi Francorum Regis, illustrissimi Ducis, inclitque Venetorum Domini, necnon illustrissimi Mediolani Ducis, pacis tractatum inierunt & concluserunt, etiam pro Imperatore, Rege Angliæ, aliisque christianis principibus ac potentatibus, qui hunc tractatum ingredi voluerint, honorabilem juxta eorum status locum relinquentes. Quod igitur felix faustumque sit prædictis principibus contrahentibus, ac universæ Reipublicæ Christianæ, divino numine invocato, ad ipsius omnipotentis Dei honorem & gloriam, atque univerforum Christianorum pacem & salutem, non ad alicujus injuriam, à quâ cogitatione longissimè absunt, sed ad commune commodum, tutelam, & quietem, supradictæ pacis tractatus fuit in hunc, qui sequitur, modum conclusus.

I. Imprimis, conveniunt & promittunt prædicti contrahentes se se nullo modo, directè, vel indirectè, palam vel occultè, ladere aut perturbare, neque ullum auxilium aut favorem, directè vel indirectè, quovis modo præstare aliquibusvis eorum hostibus aut inimicis, imò illorum resistere conatibus, ac sese invicem, suæque regna & dominia defendere, quæ de præsentî tenent, possident, & occupant, (verùm hac in clausula generali non intelliguntur comprehensa dominia, quæ Sanctissimus dominus noster Papa, illustrissimus Dux, inclitum Venetorum Dominium habent extra Italiam;) uti bonos, veros amicos & confederatos decet & convenit, ac illis viribus & copiis, quæ infra explicabuntur; pollicenturque omnes prædicti Sanctissimo domino nostro Papæ assistere, ejusque dignitatem ac personam defendere adversus quemcumque illum perturbare aut offendere volentem, autoritate, consilio, viribus, quibus infra dicitur, velut unusquisque præfatorum propriam salutem ac dignitatem defendere ac tueri conaretur.

II. Convenit est, ut relinquatur honorificus locus ingrediendi hoc sanctissimum fœdus, si libuerit, imprimis serenissimo ac potentissimo principi Carolo,

Imperatori electo, & serenissimo Angliæ Regi, non modò ut contrahenti, sed etiam ut præsentis fœderis protectori: si assensum præbuerit; atque illustrissimo domino Ferdinando, Austriæ Archiduci, cæterisque regibus, principibus, ac potentatibus christianis. Non recipietur tamen, neque in hanc considerationem ingreditur supradictus Imperator, nisi priùs illustrissimos Christianissimi Regis filios, quos tenet obsides, restituerit, soluta nihilominus competenti, honesta, & rationabili talea, & Mediolani Ducatum Duci Mediolanensi prædicto reliquerit liberum, ac cæteros Italiæ potentatus & dominia, sicuti erant ante proximum bellum præteritum; neque Italiam ad se coronandum, aut aliquovis modo ingreditur, nisi cum tali statu & comitatu, qui videbitur aptus & conveniens, tum Sanctissimo Domino nostro Papæ, tum illustrissimo Duci, inclitumque Venetorum Dominio, habito respectu ad ipsius summi Pontificis, totiusque Italiæ securitatem, necnon ad Imperialis Majestatis suæ dignitatem & securitatem; & quoddam Regi Angliæ præsens fœdus infra tres menses à die sigillationis hujus tractatus ingredienti solvetur ea pecuniæ summa, quæ sibi ab ipso debetur Imperatore.

III. Convenit est, ut ab ipsis confœderatis paretur & agatur exercitus in Italiam, communibus sumptibus, triginta millium pedum, duorum millium & quingentorum equorum cataphractorum, & trium millium levis armaturæ, unà cum machinis & artelariis convenientibus & requisitis pro tali exercitu, tam ad oppugnandas, quàm ad defendendas civitates & arcus. Qui quidem exercitus iter arripit, & pecuniæ mittentur in crastinum, quo præsentis tractatus ratificatio tradita fuerit in manibus Christianissimi Regis, tum ad defendendos præfatos confœderatos, tum ad illos cohibendos, qui ad pacem condescendere nollent, aut res Italicas perturbarent adversus præsentem confœderationem. In quo exercitu agendo Sanctissimus Dominus noster Papa pro parte sua contribuet cataphractos equites octingentos, & levis armaturæ septingentos, & pedum octo millia. Christianissimus autem Rex impendet singulis mensibus quadraginta millia nummorum aureorum solis, tantummodò pro stipendiis pedum, & aliis sumptibus; præterea quingentos cataphractos equites, more Gallico instructos, qui mille levis armaturæ equites comprehendunt. Illustrissimus verò Dux, inclitumque Venetorum Dominium dabit mille, seu octingentos, gravis, & mille levis armaturæ equites, pedesque octo millia. Mediolani Dux pariter contribuet quadringentos gravis, & trecentos levis armaturæ equites, pedum verò quatuor millia. Quem numerum, si quo casu impeditus Dux ipse præstare non posset, præsertim circa belli principia, Sanctitas Sua, inclitumque Venetorum Dominium, se obligavit ad præstandum etiam illa quatuor millia, quæ illustrissimus Dux contribuere teneretur, hac tamen conditione, ut cum primum prædictus Dux illa quatuor millia præstare posse judicabitur, Sanctissimus Dominus noster Papa, inclitumque Venetorum Dominium non teneantur, nisi pro suis octo millibus, ut supra declaratum est. Sumptus verò ac impensæ machinarum artelariæ deferentur per dictos, Summum Pontificem, inclitumque Venetorum Dominium, & Mediolani Ducem, ad rationem cæterarum rerum, quas contribuent. Exercitus autem iste conservabitur integer usque ad confectum Italiæ bellum, vel quoad profligati fuerint, qui Italiæ quietem perturbaverint, aut totum exercitus deletus sit penitus; aut ipsa debilitatus & destitutus,

tutus, ut reliquæ se in aliquam civitatem, aut locum munitum ad se tuendum recipere cogantur, nec valeant ampliùs exire, seu in campo convenire, aut castrametari. Quo casu confœderatorum exercitus resolvi poterit, reservatis tantummodò copiis necessariis ad illas reliquias abolendas, arcesque, si quæ erunt majoris momenti, capiendas; & hoc ad arbitrium eorum, qui exercitui præerunt: ad quas copias alendas contribuet unusquisque, collatâ ratione ad id quod antea contribuebat, quantum satis erit.

IV. Promittit insuper ipse Christianissimus Rex confœderatis bellum in Italia gerentibus, præfatis de causis, se pariter citra montes contra quemcumque, qui præfatorum hostis esset, habiturum exercitum paratum ad diveriendas & occupandas illius hostis vires, ne novas copias, vel auxilia adversus confœderatos in Italiam transmittere valeat; illiusque statim invasurum eodem tempore, quo bellum in Italia inchoabitur, cum valido exercitu, qui ad minus sit duorum millium cataphractorum equitum, & peditum sufficienti numero, nec solùm terrestribus, sed maritimis viribus bellum, terrâ marique adversus quoslibet confœderatorum hostes gesturum.

V. Convenitum est, ut in præfato exercitu constando ipsi confœderati eum numerum Helvetiorum peditum conducant, qui ipsis conducendus videbitur; qua quidem in re Christianissimus Rex favore autoritateque, quâ apud eos pollet, præstabit omnem operam, ut honestis conditionibus, & convenienti stipendio quamprimum accedant.

VI. Cùm sanctissimum fœdus, ut superiùs dictum est, judicetur tum ad salutem, securitatem, & quietem ipsorum principum contahentium, eorumque statum & dominiorum; tum ad universam Rempublicam christianam pacandam, convenitum est, ut à præfatorum confœderatorum oratoribus, cùm primum præfatus tractatus ratificatus fuerit, eorum omnium verbis requiratur & rogetur serenissimus princeps, in Imperatorem electus, ut pro universæ Reipublicæ christianæ salute & pace illustrissimos Christianissimi Regis filios Majestati suæ benignè restituere velit, modo, quo supra dictum est; ac cum eo, dimissis omnibus similitudinibus, veram, honestam, ac voluntariam pacem stabilire; cujus quidem ita constituendæ pacis, ut firma ac stabilis credi possit, nulla alia ratio inveniri potest, nec ullis arctioribus vinculis ligari valeat Rex ipse cum Cæsarea Majestate, quàm eo beneficio restitutionis filiorum. Quod si facere renuerit, ei denuntiabitur præfatos principes nihil esse prætermitturos, quousque id effecerit. Quamobrem ad id exequendum, pariter convenitum est, quòd confectis in Italia rebus, quæ per præsentem capitulationem designantur, modo contento in tertio præsentis fœderis articulo, ad omnem requisitionem Christianissimi Regis præstari debeant per ipsos confœderatos auxilia decem millium peditum, mille cataphractorum, & mille quingentorum levis armaturæ equitum, aut pecuniæ sufficientes loco ipsarum copiarum, ad electionem Christianissimi Regis, ad omnem operam præstandam, bellumque peragendum, quousque Majestati suæ illustrissimi ejus filii liberè dimittantur.

VII. Præterea pollicentur sibi invicem, videlicet confœderati Italiæ, ex una; & Christianissimus Rex Franciæ, ex altera parte, mutuò sibi auxiliari, ac sese perpetuò defendere contra quietum & pacificum eorum statum perturbare, aut invadere volentem, mittendo sibi invicem auxilia decem millium peditum, mil-

le gravis, & mille levis armaturæ equitum, distributo inter ipsos Italos sumptu, pro viribus cuiuscumque, ad taxam superioribus articulis commemoratam.

VIII. Cùm ad prædictas peragendas res requiratur, non solum terrestres, verum etiam maritimas vires paratas habere, conventum est, ut classis instruat ad minus viginti octo trirremium, & aliarum navium onerarium, usque ad eum numerum, qui ipsis confederatis opportunus judicabitur; ad quam classem parandam, Christianissimus Rex Franciæ præstabit duodecim triremes propriis sumptibus instructas & armatas; quæ etiam præstò sint infra declaratum tempus, ad navigandum ad quamlibet Italiæ partem, qua ipsis confederatis opus esse videbitur, paratis & instructis illis trireribus; & naves onerarias, quotquot commodè poterit, sumptibus tamen Sanctissimi Domini nostri Papæ, illustrissimi Ducis, inclitique Venetorum Domini; tredecim alias triremes suis sumptibus instructas & armatas præstabit illustrissimum Venetorum Dominium; reliquas verò tres Sanctissimus Dominus noster Papa præstabit. Contribuet tamen Mediolani Dux, ad eum sumptum in progressu belli perferendum, quod honestum videbitur. Posset autem is numerus aliquantulum diminui, casu quo civitas Januensis ceteris confederatis adhæsisset, præstante etiam ipsa suas triremes in hujus belli gerendi usum. Hæc autem classis præstò & parata sit ad quamcumque Italiæ partem, cùm ipsis confederatis opportunum videbitur, pro ratione belli gerendi. Aleat verò eadem classis à nominatis partibus, videlicet duodecim triremes à Christianissimo Rege; tredecim ab illustrissimo Venetorum Dominio; reliquæ verò tres à Sanctissimo Domino nostro Papa, usque ad perfectum bellum, & quoad ipsis confederatis necessarium & conveniens esse videbitur. Hac tamen conditione præstabit Christianissimus Rex duodecim triremes prædictas, ut, si necesse fuerit, easdem revocare possit ad res suas defendendas, casu quo bellum maritimum ab hostibus sibi inferretur in Provincia, vel aliis locis maritimis illis conjunctis; in quo casu, si duodecim illæ non sufficerent, magnitudoque periculi maritimi majorem classem postulare videretur, nisi triremes ceteræ pro bello confederatorum in Italia occupatæ fuerint, etiam illæ in auxilium ei mittantur, exceptis tribus Sanctissimi Domini nostri Papæ, si ei necessariæ essent pro custodia littorum Italiæ ab infidelibus piratis. Ceteræ omnes triremes ipsi Christianissimo Regi servient, tam ad illius, ac Regis Franciæ hostes è Provincia, aut aliis locis, ut dictum est, propulsandos, rebusque, prout opus fuerit, succurrendum, quam ad liberandos illustrissimos Christianissimi Regis filios, ut inter amicos, & bonos confederatos, sibi invicem adesse atque auxiliari convenit.

IX. Ad omnem suspicionem illustrissimo Duci Mediolani tollendam, ob ea quæ præteritis temporibus contigerunt, promittit Rex Christianissimus, se nullo tempore quicquam moturum, gesturum, nec adversus ipsum Ducem, seu Mediolanensem statum, sed permitturum, ut liberè ac pacificè gaudeat illo ac fruatur absque ulla perturbatione aut molestia; imò & ipsum se omni tempore defensurum, ad id pariter concurrentibus Italiæ confederatis, si à Romanorum Rege, sive à serenissimo principe ejus fratre, bellum ei ab illis inferretur, & à quibusvis aliis regibus ac potentatibus, illis copiis atque auxiliis, quæ pro bello Italico in superioribus promittit articulis, auxiliante etiam ipso Duce Regno Franciæ, si ei bellum inferretur, eisdem auxiliis & copiis, quas ad bel-

lum Italicum contribuere tenetur. Hæc tamen omnia ea conditione & lege; quòd prædictus Mediolani Dux ipsi Christianissimo Regi, tum ratione jurium, quæ in ipso ducatu tam majores sui, quàm ipse, obtinuerunt & prætenderunt; tum magnorum sumptuum ac impensarum ipsius causâ factarum, annuum censum, siue pensionem in civitate Lugdunensi persolvere debeat, quæ conveniens videbitur, tum Sanctissimo domino nostro Papæ, tum illustrissimo Duci, inclitoque Venetorum Dominio, sed non minùs quinquaginta millium nummorum aureorum, pro quibus annuatim solvendis dabit sufficientem securitatem; si verò cautiones nunc præstare minimè posset, respondebunt pro eo Sanctissimus Dominus noster Papa, inclitumque Venetorum Dominium. Tenebitur præterea ipse Mediolanensis illustrissimus frater ejus Maximilianum condecener pro ejus dignitate alere, eidemque pensionem assignare, & ipsum Christianissimum Regem ab annua pensione illa liberabit, quam dicto Maximiliano solvere tenetur.

X. Cùm præsens capitulatio sædusque spectet, non modò ad constituendam in tempore præsentem pacem, & Italiæ libertatem, sed ut firma ac æterna permaneat, liceatque omnibus hujus felicitatis esse participes, quæ, Deo auxiliante, futura est, conventum est, ut restituantur liberè universa bona sua cum plena remissione amicis, qui ea amiserant quomodocumque, & qui partes regias secuti fuerant, ac etiam in patriam si redire voluerint, & præsertim magnificus dominus Albertus, Carpenlis Comes.

XI. Promittit Christianissimus Rex ad magis declarandam bonam voluntatem suam erga ipsum Mediolani Ducem, ad eum pariter securum prorsus reddendum, in affinitatem sibi illum conjungere, tradendo statim ei in uxorem unam de regio sanguine progenitam, quam Sanctissimus Dominus noster Papæ opportunam atque ei condecentem judicabit. Rursus ad eundem omnino confirmandum, atque in ipso Mediolani Ducatu retinendum, pollicetur, se curaturum, & omnem operam daturum, auctoritatemque suam interpositurum apud magnificos dominos confederatos Helvetiorum, ut cum illustrissimo ipso Mediolani Duce jungantur ad præfati ducatus defensionem & tutelam, eâ formâ, conditionibus & modis, quibus juncti erant sibi, cum dictum Mediolani ducatum obtinebat; quo casu pollicetur, & se liberaturum dictos dominos Helvetios ab obligatione illa, quam secum habebant, quoad defendendum pro Majestate suâ ipsum Mediolani statum. Quo casu, præfatus Mediolani Dux Helvetiis pensiones generales ac particulares persolvere tenebitur, quas singulis annis in festo Purificationis præfatus Dux mittet Helvetiis, apud quos comperiet unum ab ipso Christianissimo Rege deputatum, cujus manibus persolventur dictæ pensiones, eo casu quo præfati Helvetii recusarent suscipere dicti ducatus defensionem. Ipse autem Dux permitter eosdem Helvetios gaudere omnibus immunitatibus & exemptionibus in Statu Mediolanensi, quibus gaudebant tempore, quo ipse Christianissimus Statum illum possidebat; & de hoc observando, cùm prædictus illustrissimus Dux in præsentia dare non posset fidejussiones in Francia à Christianissimo Rege requisitis; promittunt jam dicti nuncii, quòd Sanctissimus Dominus noster Papa, illustrissimus Dux, inclitumque Venetorum Dominium, effectualiter procurabunt, quòd promptissimè dabit eas, cùm primum

liber erit ab his angustiis, quibus nunc opprimitur : casu autem quo id non faceret, erit ille quidem à præsentis tractatus beneficio exclusus ; atque prædictus Rex Christianissimus haudquaquam vult, nec ullomodo intelligit se ab amicitia illa & confœderatione separare, quam ob causam regni Franciæ cum ipsis Helvetiis habet.

XII. Promittit idem Christianissimus Rex cæteris confœderatis principibus eadem præstare & concedere domino Maximiliano Sforciæ, quæ promittit & pollicetur moderno Duci illustrissimo ejus fratri, casu quo ipse decederet, aut à prædicto ducatu submoveretur.

XIII. Convenit est, ut ipsi Christianissimo Regi restituantur comitatus Astensis, uti res sejuncta à Mediolanensi ducatu, & antiquissimi juris hereditarii illustrissimorum Ducum Aurelianensium ; & si aliqua fortassis de causa confœderatis non videretur opportunum, ut ipse Christianissimus Rex ad eum comitatum restitueretur, ad minus tradatur illustrissimo Duci Aurelianensi, ejus filio, gubernandus comitatus ipse, à quo Majestati suæ placuerit, quoad ipse Dux ejus filius ad legitimam ætatem pervenerit.

XIV. Convenit est, ut in civitate Januensi, qui nunc est illustrissimus Dux dominus Antoniotus Adurnus, Dux relinquatur, si ad confœderatorum devotionem, qui hoc comprehenduntur fœdere, sese converterit, vel mutetur quidem ejus civitatis status in eam formam, quæ ipsis confœderatis ad quietem & securitatem Italiæ maximè conveniens esse censebitur, reservato tamen Regi Christianissimo titulo & jure supremi dominii, eo modo quo habebat idem Christianissimus, cum eam possideret civitatem.

XV. Promittunt & pollicentur prædicti confœderati, quòd si Imperator electus denegaret, aut protelaret peragere ea quæ in secundo præsentis capitulationis articulo continentur, quòd statim, & cum primùm prædictum bellum pro pacanda Italiæ finem acceperit, (qui quidem finis intelligitur, & erit, quando exercitus hostium profligatus sit penitus, aut ita debilitatus, ac destitutus, ut reliquæ se in aliquam civitatem, aut munitum locum ad se tuendum recipere cogantur, nec amplius exire, in campo convenire, aut castrametari valeant) jam dicti contrahentes invadent & offendent regnum Neapolitanum cum viribus tam terrestribus, quàm maritimis, quibus suprâ declaratum est, demptis tamen his, quæ eorum arbitrio dimittentur ad obsidendas hostium reliquias, quæ se in aliquem locum munitum ad se tuendum receperint, ut superius commemoratum est. Quòd si Imperator electus ab ipso regno Neapolitano pellatur, & ejus exercitus illinc ejiciatur; manebit quidem illud regnum ad Sanctissimi Domini nostri Papæ arbitrium, uti de regno, & re ad Ecclesiæ pertinet. Nec verò ipse Christianissimus Rex, aut reliqui confœderati quicquam diminuent de illa auxiliorum summa, quam quilibet præstare debet, quousque Imperatoris exercitus fuerit deletus, aut ita debilitatus, ut in aliquod castrum, seu munitum locum sese tuendi causâ receperit; quo casu, communi eorum qui bellum gerunt arbitrio, diligenter tales copiæ, quæ aptæ & sufficientes existimabuntur ad prædictam reliquiarum expugnationem. Alentur pariter præfatæ copiæ communi confœderatorum impensâ pro rata subsidii tradendi faciendâ, donec locus ille expugnatus fuerit, quemadmodum in simili casu explicatum est superius. Hac tamen lege & conditione, Neapolitanum Regnum Sapudum;

mun Pontificem manebit, si idem Pontifex se, ac suos successores, de consensu reverendissimorum dominorum Cardinalium obligaverit, securitateque in Francia sufficientes dederit, quod singulis annis Christianissimo Regi, suisque successoribus, ratione juris, quod sibi in illo regno competit, cum annuum censum pensabit, qui arbitrio suo conveniens videbitur, dummodò non sit minor septuaginta quinque millium nummorum auri solis. Hæc autem promittit Christianissimus Rex, solummodò casu, quo, ut supra dictum est, illius regni status immutetur. Quod si secùs fieret, aut eveniret, permanebit eidem Christianissimo Regi salva & integra omninò sua actio, & pristinum jus, ac facultas agendi, ut libuerit.

XVI. Conventum est, casu quo contingeret, quod Deus avertat, ut prædictorum fœderatorum aliquis decederet, vel ab hoc fœdere discederet, nihilominus fœdus ipsum inter reliquos confœderatos firmum ac stabile in suo robore maneat & persistat, successorque defuncti illud ingredi possit. Quod quidem Sanctissimus dominus noster Papa promittit approbari facere per reverendissimorum Dominorum Cardinalium collegium.

XVII. Pariter conventum est, ut ab omnibus dictis confœderatis assumatur, arque ex nunc assumpta esse intelligatur protectio & defensio illustrissimæ domus & familiæ Medicæ, videlicet heredum ac successorum Sanctissimi domini nostri Papæ, illamque fovere ac manu tenere debeant in illo statu, primatu, ac dignitate in excelsa Florentinorum Republica, quam ex antiquo obtinuit, ac de præsentibus obtinet. Pollicetur pariter Sanctissimus idem Dominus noster cæteris confœderatis excelsam ipsam Florentinorum Rempubliam nullo pacto quicquam acturam gesturamve adversùs sanctissimum hoc fœdus, sive in eo contenta, neque inserviendò inimicis suis quovis colore de pecuniis, aut aliis quibuscumque favoribus; imò fore eam Beatitudini suæ semper obsequentissimam, uti obsequentissimos ac devotissimos decet filios; quod quidem ipsa Florentinorum Respublica suis parentibus literis ratificabit.

XVIII. Conventum est, cum serenissimus ac potentissimus Angliæ Rex, fidei defensor, pacem tranquillitatemque semper spectarit, quod maximè hoc argumento novissimæ pacis cum Christianissimo Rege firmatæ comprobavit, omnes pariter animi sui affectus & rationes ad fidei christianæ tempora accommodavit, Sedisque Apostolicæ status, & ecclesiasticæ dignitatis, tum ipse, tum felix recordationis pater ejus, acerrimus defensor extiterit, neque ulla cuiusquam auctoritas gravior interponi possit, vel ad benè sentientes in officio continendos, vel ad eos, qui pacem perturbare vellent, reprimentos; conventum est, ut Majestas sua sanctissimi fœderis protector sit & conservator, quod sincerè & inviolabiliter sine ulla exceptione observabuntur omnia & singula in præsentibus capitulatione contenta. Hac enim spe freti, atque ejus hortatu præfati principes ad hoc sanctissimum fœdus firmandum conveniunt, quòd ipsius fœderis non modò protector, sed principalis contrahens futurus sit; ad quæ faciendâ & acceptandâ à cæteris confœderatis interpellatur, ac instantissimè requiritur. Qui quidem confœderati ad amoris sui declarationem erga Majestatem suam conveniunt, quòd ingrediendo sanctissimum hoc fœdus post constitutas res Italicas, ut supra explicatum est, gratum animum suum testificabuntur, dabuntque Majestati suæ, sive illustrissimo ejus filio naturali, pro se ac successo-

ribus suis, unum dominium in regno Neapolitano, titulo ducatus, aut principatus, annui census ad minus triginta millium ducatorum; alterum pariter dominium in Italia annui census decem millium ducatorum, pro se ac successoribus suis, revetendissimo domino Cardinali Eboracensi, cujus quidem prudentiæ, labori, ac vigilantie multum debet universa Christianorum Respublica.

XIX. Convenit est, ut post præfens fœdus initum nemini ex confœderatis liceat ullum fœdus, pacem, intelligentiam, aut inducias firmare cum quovis alio principe, aut potentatu, qui præfenti confœderationi ulla ex parte præjudicare possint, sine aliarum partium consensu, ut ipsæ quoque in eadem intelligentia comprehendere possint, si velint, præsertim quantum attinet ad eum, qui supradictus est, Italice statum constituendum; imò si jam fœdus aliquod initum esset cum alio principe, vel potentatu, id nullius esse momenti intelligatur, quatenus præfenti unioni præjudicium afferre possit.

XX. Convenit est, ut ante ratificationem liceat cuique parti suos adhærentes & confœderatos nominare, dummodò in illis non sint aliqui subditi, vassalli, aut inimici cujusque aliarum partium. Jam verò ex parte Sanctissimi domini nostri Papæ nominatur serenissimus ac potentissimus princeps Henricus Rex Angliæ, & illustrissimus Marchio Mantuæ, reservando sibi nominare quos voluerit alios infra tempus. Ex parte autem Christianissimi Regis, pariter nominantur Angliæ, Scotiæ, Navarræ, Lusitanicæ, Poloniæ, & Hungariæ Reges serenissimi; Sabaudicæ, Lotharingicæ, & Gueldricæ Duces illustrissimi; strenui ac magnifici viri domini Helvetii tredecim cantonum atque Ligæ Germanicæ, Christianissimi Regis compadres: similiter ex parte illustrissimi Ducis, inclitice Venetorum Domini, nominatur serenissimus ac potentissimus princeps, Rex Angliæ, reservando etiam sibi nominare quos voluerit alios infra statutum tempus.

XXI. Pariter convenit est, cum non possit tantum negotium vel assumi, vel peragi, nisi parata ac præstò sit pecunia, quòd Christianissimus Rex teneatur pecunias numeratas mittere, prout suprà declaratum est, quas contribuere promissit in urbe Roma, sive in civitate Venetiarum, aut Florentiæ, pro uno mense; & dare cautiones idoneas in banchis, quòd per sex dies ante finitum primi mensis tempus pecuniæ pro secundo mense solventur per eòdem fidejussores in civitate Venetiarum, aut alibi; & sic successivè de mense in mensem, quandiu bellum duraverit, ut superiùs declaratum est.

XXII. Convenit est, quòd infra mensem prædictum fœdus ratificari & approbari debeat cum singulis suis clausulis, & articulis à partibus contrahentibus. Si verò casu aliquo impeditus illustrissimus Mediolani Dux pro parte sua approbare & firmare non posset, Sanctissimus Dominus noster Papa, illustrissimus Dux, incliticumque Venetorum Dominium, pro ipso Mediolani Duce illustrissimo præfata promittunt.

XXIII. Cum in præfenti tractatu de illustrissimo Mediolani Duce fiat mentio, quamvis præfatorum principum procuratorum, aut nunciorum nullus ab eo mandatum habeat: nuncii igitur, & procuratores Sanctissimi domini nostri Papæ, illustrissimi Ducis, inclitice Venetorum Domini, promiserunt pro & nomine prædictorum dominorum suorum, quòd ipsi effectualiter procurabunt, ut præfatus Mediolani Dux ratificet, gratosque habeat, & approbet dictos arti-

culos, suasque super hoc necessarias literas in forma autenticâ mittat, infra mensem, si fieri potest; sin minus, infra trimestre spatium.

XXIV. Convenitum est, quòd neutra contrahentium partium nullomòdò ad stipendia & servitia sua conducet capitaneum aliquem, tam terrestrium, quàm maritimarum gentium, qui sit ad servitia alicujus alterius partis, sine consensu & bona licentia ipsius partis. Cùm verò Sanctissimus Dominus noster Papa magnificum virum Andream Doriam Januensem jam conduxerit, qui huc usque fuit ad servitia Christianissimi Regis, requisitusque fuerit ejusdem Sanctissimi Domini nostri Papæ nuncius, ut in præsentia prædictus Andreas Doria dimittatur ad ipsius Regis servitia; ille quidem respondit, non habere se super hoc facultatem obligandi Sanctitatem suam; non dubitare tamen quin Sanctitas sua Christianissimo Regi sit in omnibus morem gestura; idcirco pollicentur præfati nuncii, & procuratores Sanctissimi Domini nostri, illustrissimi-que Venetorum Domini, sub beneplacito prædictorum dominorum suorum, quòd Sanctissimus ipse Dominus noster præfatum Doriam in suum servitium nequaquam recipiet; & si de facto jam receperit, eundem relaxabit, procurabitque effectualiter, ut ad servitium Christianissimi Regis revertatur. In quarum rerum testimonium præfati procuratores & nuncii hanc præstatam cartam propriis manibus subscripserunt, suisque sigillis obsignaverunt. Actum Cogniaci, die vigesimo-seculo mensis maii, anno millesimo quingentesimo vicesimo-sexto.

Cùm verò eadem capitulationis die fuerint conclusa certa capitula inter nuncios & procuratores Sanctissimi Domini nostri Papæ, Christianissimi Francorum Regis, illustrissimi Ducis, inclitiquæ Venetorum Domini, inter quæ capitula sunt duo, videlicet unum, quod de Florentinis; alterum, quod de regno Neapolitano mentionem facit, super quo fuerunt nonnulla addita, quæ inter ipsos contrahentes secreta esse debent; idcirco convenitum est inter eos, ut prædicti duo articuli hic separatim & seorsum ab aliis ponerentur. Is autem qui de regno Neapolitano mentionem facit, legendus est in fine decimi quinti articuli ipsius capitulationis, cujus quidem tenor sequitur, & est talis; videlicet.

Hoc addito, & expressè declarato, quòd præfato regno è manibus Cæsaris in totum, vel in partem, ablato, & si pariter auferrentur per exercitum Christianissimi Regis alii status, vel loca ipsius Cæsaris in finibus regni Franciæ, & contentaretur ipse illustrissimos Christianissimi Regis filios restituere, atque alia in superioribus articulis contenta facere; dummodò ei pariter restituerentur omnia in hoc capitulo expressa, sic armis ablata, factâ diligentî experientiâ per menses quatuor, quòd ipse de parte dictorum ablatorum contineatur, hoc casu restitutio fiat pro rata. Si verò noller assentire, fiat integra, reservando tamen Sanctissimo Domino nostro Papæ in præfato regno Neapolitano, pro annuo censu suo, unum statum redditûs ducatum quadraginta millium singulis annis, vel per ipsum Cæsarem solvatur in numerata pecunia Sanctitati suæ præfatus census ad optionem ipsius Cæsaris, dando in urbe Roma, vel Florentia, sufficientes fideiussiones per triennium de hujusmodi solutione. Quæ quidem fideiussionibus, quoad assignata fuerint secunda; & sic de triennio in triennium,

Item, quòd casu præfate restitutionis ipsius regni remanere debeant integra Regi Christianissimo actiones, quas in ipso regno habet.

Sequitur articulus de Florentinis.

Item, cùm, ut prædictum est, excelsa Florentinorum Respublica approbata sit, & Sanctissimus Dominus noster Papa ejus nomine promiserit, consentaneum quoque videtur eandem inter confœderatos amplecti, & favoribus ita prosequi, ac si pro uno ex contrahentibus in hoc tractatu nominaretur. Quod cùm non posset fieri sine maximo suorum civium damno, ob eorum negotiationes, & bona, quæ diversis in locis serenissimo Imperatori electo subjectis semper habent; idcirco promiserunt confœderati omnes ipsam Florentinorum Rempublicam, ejusque statum, se ita semper defensuros à quibuscumque eam offendere volentibus, ac si ex principalibus essent confœderatis. In quarum rerum testimonium præfati procuratores & nuncii hanc præsentem cartam propriis manibus subscripserunt, suisque sigillis obsignaverunt. Actum in loco, & die superscriptis. J

Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. d'Angleterre, par lequel ils conviennent de n'assister point l'Empereur l'un contre l'autre, & que le Roi d'Angleterre tiendra la main à ce que les fils du Roi François, otages en Espagne, soient mis en liberté. A Hamptoncourt le 8. août 1526.

Angleterre
1526.
8. août.

UNIVERSIS & singulis ad quorum notitias præsentis litteræ pervenerint, salutem. Quum post pacis & amicitie fœdera inter illustrissimos & potentissimos Principes Angliæ & Francorum Reges jam dudum hinc inde percussa & conclusa, frequens ultrò citroque litterarum missitatio, mutuaque officiorum vicissitudo impensa, tantam amoris flammam in eorum principum cordibus incenderit, ut non modò pacem contractam firmam & solidam, verùm etiam integram, & ab omni suspitionis scrupulo remotam esse cupiant, suoque exemplo, & mutua animorum conjunctione reliquos christianos principes ad pacem, sinceritatem, & concordiam invitare, quod non alia demùm via fieri posset, quàm ut mutua reciprocaque obligatione in forma subsequenti concepta se invicem astringant.

Ego itaque Thomas More, miles, Ducatus Lancastriæ Cancellarius, invictissimè & potentissimè Principis & domini mei, Henrici octavi, Dei gratia Angliæ & Franciæ Regis, fidei defensoris, & domini Hiberniæ, orator, commissarius, & procurator ad infra scripta sufficientem autoritatem habens, ac specialiter deputatus, cum magnifico & egregio viro domino Joanne Joachimi de Passano, domino de Vaux, illustrissimi & serenissimi Principis Francisci, Dei gratia Francorum Regis Christianissimi, oratore, commissario & procuratore ad sequentia concludenda sufficienter autorisato, conveni, concordavi, & conclusi, ac per præsentem convenio, concordo, & concludo, prout sequitur.

Imprimis, cùm multa & varia inter illustrissimos & potentissimos principes Angliæ & Francorum Reges prædictos, & illustrissimum principem Carolum, Imperatorem

Imperatorem electum tam pro recuperatione, & liberatione filiorum prædicti Christianissimi Regis, quam etiam pro maximis pecuniarum summis prædicto illustrissimo Angliæ Regi debitis, & nonnullis aliis agenda interveriant, conventum, concordatum, & conclusum est, quod prædictus Christianissimus Rex, neque per se, neque per commissarium, sive commissarios suos deputatos, aut deputandos, directè, aut indirectè, secretè, aut apertè, de recuperatione filiorum suorum apud dictum Imperatorem electum jam obsidum, neque de alia re quacumque cum eodem, quovis colore, aut prætextu quæsito, tractabit, conveniet, vel concludet, aut aliquid virtute tractatum, sive obligationum datam præsentis reciproce obligationis præcedentium, aut alio quovis modo recipiet, aut acceptabit, neque conditiones ab eo Imperatore electo ultrò oblatas accipiet, neque quicquam aliud nomine prædicti Christianissimi Regis cum eodem Imperatore electo, per alios tractatum, conventum, aut conclusum ratificabit, seu confirmabit, nisi simul, ac in eodem tractatu, conventionem, conclusionem, acceptationem, sive receptionem pro omnibus & singulis pecuniarum summis, per eundem Imperatorem electum prædicto illustrissimo Angliæ Regi debitis & solvendis, valida ac sufficiens cautio & provisio pro solutione earundem per eundem tractatum sub uno eodemque conventionis contextu fiat, de qua & terminis solutionis earundem pecuniarum prædictus illustrissimus Angliæ Rex sit contentus, sitque nominatus & comprehensus idem illustrissimus Angliæ Rex in eodem tractatu, conventionem, sive conclusionem; & quod in eodem tractatu, si quem talem fieri contigerit per eundem Christianissimum Regem, nihil convenietur, aut concludetur, quod posset quovis modo esse in præjudicium, derogationem, dispendium, sive diminutionem tractatum, sive pacis & amicitie, ac obligationum, sive aliorum articulorum nuper inter prædictos illustrissimos & potentissimos Principes Angliæ & Francorum Reges de datâ trigesima die mensis augusti, Anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo-quinto; sed quod omnes & singulæ conventiones, & promissiones inter eosdem illustrissimos Principes factæ, ac in dictis tractatibus contentæ manebunt in sua integritate, robore, virtute, efficacia & firmitate, prout in tractatibus eisdem conveniunt, quibuscumque talibus contractibus cum dicto Imperatore electo initis, incundis, sive concludendis, non obstantibus.

Ac etiam conventum, concordatum, & conclusum est, quod prædictus Christianissimus Rex non dabit per se, vel per alium, directè vel indirectè, secretè, aut apertè, aut quovis quæsito colore, ullum favorem, consilium, pecunias, vel assistentiam præfato Imperatori electo, virtute tractatum præcedentium cum eodem initorum & conclusorum, aut aliter quovis modo, contra prædictum illustrissimum Angliæ Regem in aliquo molimine sive expeditione bellica, quam idem illustrissimus Angliæ Rex per se, vel cum confederatis suis, fuisset, aut eorumdem capitaneis, pro recuperatione pecuniarum sibi ab eodem Imperatore electo, ut præfertur, debitum, aut ex quacumque alia causa, ubivis locorum, terra marive, contra eundem geret, faciet, aut exequetur.

Et pari modo conventum, concordatum, & conclusum est, quod illustrissimus & potentissimus Angliæ Rex antedictus, neque per se, neque per commissarium sive commissarios, suos deputatos, sive deputandos, directè, aut indirectè, secretè, aut apertè, de solutione pecuniarum summarum quatumcumque

à prædicto Imperatore electo sibi debitum, neque de alia re quacumque cum eodem, quovis colore aut prætextu quæsito, tractabit, conveniet, aut concludet, neque pecunias aliquas virtute tractatum seu obligationum datam præsentis reciproce obligationis præcedentium, aut alio quovis modo, recipiet aut acceptabit, neque conditiones ab eodem Imperatore electo ultro oblatas accipiet, neque quicquam aliud nomine prædicti illustrissimi Angliæ Regis cum eodem Imperatore electo tractatum, concordatum, aut conclusum ratificabit, seu confirmabit, nisi simul, ac in eodem tractatu, conventionem, conclusionem, acceptationem, sive receptionem, de & pro liberatione filiorum dicti Christianissimi Regis jam apud dictum Imperatorem electum obsidum, pro pecuniaria talia unius millionis coronarum auri per prædictum Christianissimum Regem honestis, & rationabilibus terminis, & solutionibus, arbitrio illustrissimi Angliæ Regis limitandis, solvenda redimendorum & liberandorum, sub uno eodemque conventionis contextu tractet, conveniat, & concludat, sitque nominatus & comprehensus idem Christianissimus Rex in eodem tractatu, conventionem, sive conclusionem, & quod in eodem tractatu, si quem talem fieri contigerit per eundem illustrissimum Angliæ Regem, nihil convenietur, aut concludetur, quod posset quovis modo esse in præjudicium, derogationem, dispendium, aut diminutionem tractatum sive pacis & amicitie, sive aliorum articulorum, nuper inter prædictos illustrissimos & potentissimos principes, Angliæ & Francorum Reges, initorum & conclusorum de data trigesima die mensis augusti, anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo quinto, sed quod omnes & singulæ conventiones & promissiones inter eosdem illustrissimos Principes factæ, ac in dictis tractatibus contentæ, manebunt in sua integritate, robore, virtute, efficacia, & firmitate, prout in tractatibus eisdem convenitur, quibuscumque talibus contractibus cum dicto Imperatore electo initis, ineundis, sive concludendis, non obstantibus.

Ac etiam conventum, concordatum, & conclusum est, quod prædictus illustrissimus Angliæ Rex non dabit per se, vel per alium, directè vel indirectè, secretè aut apertè, aut quovis quæsito colore, ullum favorem, consilium, pecunias vel assistentiam, præfato Imperatori electo, virtute aliquorum tractatum præcedentium cum eodem initorum, aut conclusorum, aut aliter quovis modo, contra prædictum Christianissimum Regem, in aliquo molimine sive expeditione bellica, quam idem Christianissimus Rex per se, vel cum confederatis suis, fuisse aut eorumdem capitaneis, pro recuperatione & liberatione filiorum suorum, modò ut prædicatur, restituendorum, aut ex quacumque alia causa, ubivis locorum, terra marive, contra eundem Imperatorem electum, geret, faciet, aut exequetur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod per hanc præsentem tractatum non videatur aliqua in parte recessum aut derogatum tractatibus pacis & amicitie, aliisque conventionibus, capitulationibus, & obligationibus pro quibuscumque pecuniarum summis, per dictum Christianissimum Regem solvendis, inter prædictos illustrissimos & potentissimos principes, Angliæ & Francorum Reges, initis & conclusis, ac in tractatibus desuper confectis, quorum datæ sunt trigesima die mensis augusti, anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo quinto, contentis, & specificatis; sed quod omnes & singuli tractatus prædicti, & quilibet eorumdem articulus in suo robore, viribus, & effectu maneat & sub-

sistant, præfenti tractatu non obstante, & perinde ac si præfens tractatus non intervenisset, non censeatur tamen per præfentem articulum, quòd virtute dicti tractatus pacis, ex eo quòd dictus Imperator electus in eodem sit comprehensus, aut aliorum tractatum inter dictos Principes & Imperatorem electum respectivè initorum & conclusorum, ipsi Principes possint aut debeant, eorum alter possit aut debeat, subsidia, sive suppetias præstare dicto Imperatori electo, in aliquo molimine ad expeditionem bellicam, quam alter dictorum Principum, modo qui supra dicitur, ex præmemoratis causis contra eundem Imperatorem electum faciet, geret, aut exequetur. Et si de facto, quod Deus prohibeat, præfens tractatus in parte vel in toto per aliquem contrahentium non observetur, nihilominus tamen omnes & singuli tractatus tam pacis, quàm obligationum de data prædicta, in suo robore, efficacia & firmitate perdurent & consistent.

Item, Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd præfens tractatus mutux & reciproca obligationis per prædictos illustrissimos & potentissimos principes, Angliæ & Francorum Reges, per literas suas patentes, magno suo sigillo sigillatas, infra duos menses post datam præfentium alternatim ratificabitur & confirmabitur, juramentoque hinc inde firmabitur; quòdque literæ hujusmodi ratificatoriæ & confirmatoriæ in valida & sufficienti forma conceptæ infra idem tempus, realiter & cum effectu, vicissim tradentur & liberabuntur.

In quorum fidem & testimonium, ego Thomas Moore, miles, commissarius antedictus, his litteris manu mea subscriptis sigillum meum apposui. Datum apud Hamptoncourt, octavo die mensis augusti, anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo-sexto.

DECLARATION DES DEPUTEZ DE HENRI VIII.

Roi d'Angleterre, que si l'Empeur met en liberté les fils du Roi François. & satisfait au Roi d'Angleterre de ce qu'il lui doit, les deux Rois ne feront plus la guerre audit Empeur. A Westmunsster le 30. avril 1527.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias præfentes literæ pervenerint, salutem. Cùm apud omnes leges & omnia jura eam sibi majestatem veritas retineat, ut ab errorum injuria, integra atque illibata: quoad quidem ejus fieri poterit, diligentissima cautione semper nuniatur; indeque illa celebris sententia procedat, veritatem rerum gestarum erroribus vitari aut deleri; lædere profectò & imminuere sacrosanctam veritatis majestatem, non sine gravissima sua culpa meritò existimandi sunt, qui vel in illa altituenda negligentius versantur, vel minis diligenter suo tempore prævident, atque prospiciunt, ut scripturarum & testimoniorum veluti lumine sua semper lux plena & clara veritati adsit, qua obrepentes errores præcavere, omniumque contentionum nebulas suo statim aspectu discutere possit.

Itaque nos Thomas, Dux Norfolciæ, Angliæ Thesaurarius; Carolus, Dux Suffolciæ, magnus Marecallus Angliæ; Thomas Bolen, Vicecomes Rochefordix; VVillermus Fitzvilliam, Hospitiis invictissimi Angliæ Regis Thesaurarius, ordi-

Kk ij

Angle-
terre,
30. avril.
1527.

nis Garterii milites; & Thomas Moore, milites, Ducatus Lancastriæ Cancellarius; præfati serenissimi & potentissimi Principis, Henrici octavi, Dei gratia Angliæ & Franciæ Regis, Fidei defensoris, & domini Hiberniæ, consiliarii, oratores, commissarii, procuratores, & ambassiatores sufficientem auctoritatem habentes, cum egregiis, magnificis, & nobilibus viris, reverendo in Christo Patre & domino, domino Gabriele, permissione divina Tarbiensis Episcopo; Francisco, Vicecomite Turenæ, milite ordinis ejusdem Christianissimi Regis; Antonio le Visle, milite, domino de Fresnes, Parisiensis Senatus, & Primo Britannici Præside; & Joanne Joachim de Passano, domino de Vaux, illustris domini prædicti Christianissimi matris œconomo; præfati Christianissimi Regis consiliariis, oratoribus, commissariis, procuratoribus, & ambassiatoribus, sufficientem auctoritatem habentibus, convenientes, contrahentes, & pacificentes, uno, eodemque contextu tres varios & separatos tractatus fecimus, quorum alius alii relatione connectitur atque conjungitur, ne quis olim allegationum, contentionum, aut ambiguitatum materia veritatis noceat, ullumve præjudicium facere conetur, præsentibus duximus declarandum. Declaramus etiam ac convenimus, paciscimurque per præsentem, ut prædicti tres tractatus, quorum alius est æstioris conjunctionis, cujus præmium incipit, *Ea est &c.* Alius perpetuæ pacis, cujus præmium incipit, *Cum divini*; tertius belli offensivi, cujus præmium incipit, *Cum in quibusdam articulis*; omnes de data præsentis, videlicet uno, eodemque die, tempore, atque contextu habiti, facti, tractati, conclusi, sigillati, & hinc inde traditi, prout revera fuerunt, ita pro talibus semper habeantur ac judicentur, aliusque ad alium omnino referatur, secundum vim, formam, & effectum eorumdem.

Item. Quum belli contra Cæsarem per præfatos Reges, casu quo Cæsar conditiones oblatas suscipere recusaverit, suscipiendi & gerendi, prima, præcipua, potissima, & finalis causa sit redemptio sive liberatio filiorum dicti Christianissimi Regis, unâ cum satisfactione debitorum & jurium dicti invictissimi Angliæ Regis, unde etiam statim consecutura putatur pax orbi jam diu desiderata, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si Cæsar, post bellum sibi per prædictos principes illatum, sub honestis & rationabilibus conditionibus filios dicti Christianissimi Regis liberare, ac simul invictissimo Angliæ Regi de suis debitis ac juribus satisfacere velit, tunc teneatur uterque Princeps prædictus animum intendere, ac consentire & concordare inter se, ut secundum illas conditiones cum Cæsare pacificentes & convenientes, à bello & armis desistant, deveniantque ad pacem cum eodem, atque ex abundanti cautela ac ad omnem deinceps difficultatem removendam, declaretur per præsentem articulum, prout etiam de expressa prædictorum potentissimorum principum voluntate ac scientia jam declaratur, quòd uterque princeps prædictus, in eum casum quo Cæsar, ut prædicatur, filios Christianissimi Regis liberare, ac simul prædicto invictissimo Regi de suis debitis & juribus satisfacere velit, per præsentem consentit, ut bello armisque depositis, & ita ad pacem cum Cæsare venientes, orbi christiano tranquillitatem reducere communibus consiliis studeant, prout in penultimo articulo tractatus belli offensivi prædicti de data præsentis continetur. In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, nos oratores, commissarii, procuratores, & ambassiatores prædicti invictissimi Angliæ Regis, has litteras manu nostra subscriptas sigillorum nostrorum appositione muniti fecimus, & roborati. Datum

apud VVestmonasterium, ultimo die mensis aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo-septimo.

*TRAITE' ENTRE LE ROI FRANCOIS I. ET HENRI VIII.
Roi d'Angleterre, que les deux Rois enverront leurs ambassadeurs
à l'Empereur, pour l'exhorter à la paix; qu'il satisfera à ce qu'il doit
au Roi d'Angleterre; qu'il delivra les fils du Roi; & que Marie
fille du Roi d'Angleterre sera mariée avec le Roi François I. ou avec
Henri, Duc d'Orleans, second fils du Roi. A VVestmunster le trentieme
avril 1527.*

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias præsentis litteræ pervenerint, salutem. Ea est haud dubie amoris amicitiaque, sinceræ quidem & integræ, vis atque virtus, ut, quoniam neque modum, neque terminum libenter partiat, nunquam ferè cesset aliquid parturire atque parere ejusmodi, quo & tueri se possit & conservare, atque adeo etiam augere & dilatare queat. Cùm itaque inter invictissimos & potentissimos Principes, Henricum octavum, Dei gratia Angliæ & Franciæ Regem, fidei defensorem, & dominum Hiberniæ, ac Franciscum, eadem gratia Gallorum Regem Christianissimum, pace jam nuper sincerissimè conciliata, fidelissimè contracta, nexibus firmissimis pacta, conventaque, hætenus etiam hinc inde religiosissimè observata, pectora eorumdem amor quidam occupet, quem ipsa natura corporis, animique dotes multo simillimas utrique elargita inseville, intermissum aliquandiu temporum iniquitate reconciliatio auxisse, præstita deinde utrinque, atque ultro citroque communicata officia ad summum videntur perduxisse, nihil ulquam omittere aut prætermittere potest illa amoris amicitiaque fecunditas, quod ad arctiorem conjunctionem putetur pertinere: cujus quidem amoris & amicitia finem atque scopum, quoniam non in eo solum ponant Principes prædicti, ut sibi invicem profint, sibi invicem auxilientur, opemque ferant, & mutuam sibi invicem benevolentiam foveant, adaugeantque; verùm etiam ut unitis voluntatibus, Fidei ac Religioni, quarum cauta tum hæreticorum improbitate atque audacia, tum hostis teterrimi incursionibus vastationibusque jam diu periclitatur, tempore succurrant, bellis omnia lacerantibus, omnia conterentibus, ac Christianam Rempublicam captivam Turcæ reddere, ni provideatur, minantibus, finem imponant; denique pacem plusquam necessariam oibi restituant; de articulis infra scriptis, qui ad ea vel maximè tum pertinere, tum conducere existimantur, convenientium & transigendum censuerunt.

Nos igitur Thomas, Dux Norfolciæ Angliæ Thesaurarius; Carolus, Dux Suffolciæ, magnus Marecallus Angliæ; Thomas Bolenfis, Vicecomes Rochefordæ; VVillelmus Fitzvilliam, miles, Thesaurarius Hospitii ejusdem invictissimi Angliæ Regis, ordinis Garterii milites; & Thomas Moore, miles, Ducatus Lancastriæ Cancellarius, præfati serenissimi & potentissimi Principis Henrici octavi, Dei gratia Angliæ & Franciæ Regis, fidei defensoris, & domini Hiberniæ, consiliarii, ejusdemque oratores, commissarii, procuratores, & ambassi-

kk ij

Angle-
terre.
1527.
30. avril

tores, ad infra scripta sufficientem auctoritatem habentes, cum egregiis, magnificis, & nobilibus viris, reverendo in Christo Patre & domino, domino Gabriele, permissione divina Tarbiensi Episcopo; Francisco, Vicecomite Turenæ, milite, ordinis ejusdem Christianissimi Regis; Antonio le Viste, milite, domino de Fresnes, Parisiensis Senatus, & Primo Britanniarum Præfide; & Joanne Joachim de Passlano, domino de Vaux, illustris domini prædicti Christianissimi Regis matris æconomus; præfati Christianissimi Regis consiliarii, oratoribus, commissariis, procuratoribus, & ambassiatoribus, ad infra scripta sufficienter autorisatis. Ad honorem & laudem Dei omnipotentis, gloriolissimæ Virginis Mariæ, totiusque curiæ cœlestis, & christianæ religionis exaltationem & incrementum convenimus, concordavimus, & conclusimus, atque auctoritate commissionum nostrarum, quarum tenores inferius inferuntur, per præsentem convenimus, concordamus, & concludimus articulatum, prout sequitur.

Imprimis, cum non convenit, ut præsens tractatus, quem ad amoris augmentum, pacisque universo orbi conciliandæ causa initium esse constat, occasionem olim fore, qua pax jam nuper inter prædictos illustrissimos & potentissimos principes contracta, & confirmata amicitia violaretur, sicque diversum effectum orbi produceret, ab eo, quod inter contrahentes agebatur, conventum, concordatum, & conclusum est, quod per nulla pacta, conventiones, articulos, sive capita in præfenti tractatu inserta, jam tractata, conventa, & conclusa, aut deinceps tractanda, convenienda, sive concludenda, eorundemve, aut eorum alicujus in futurum, quod abest, violationem, neque per actum quemcumque circa præsentem tractatum ex alterutra parte interpositum seu factum, agendum sive faciendum, non censeatur in aliquo recessum à tractatu pacis de data apud More, trigesima die mensis augusti, anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo quinto, aut aliqua parte ejusdem; sed quod dictus tractatus pacis, & omnes ejusdem confirmationes, tam per illustrissimam dominam Ludovicam, tunc Franciæ Regentem, quam prædictos illustrissimos principes factæ, necnon obligationes prædictæ illustrissimæ domini tunc Regentis, ac ipsius Christianissimi Regis, ac etiam obligationes civitatum, nobilium regni Franciæ, ac earum omnes & singulæ, absque aliqua innovatione, in suis viribus, robore, ac plenissimo & validissimo effectu perinde maneant atque persistant, ac si præsens novus tractatus non intervenisset.

Item. Ut dicti potentissimi principes deinceps animo verè uniti dicantur, habeantur, & sint, quo possint unanimes effecti, communibus consiliis & suis, & orbis universi rebus pacificandis intendere, neque unquam in futurum animis & voluntatibus disjungi aut separari queant, quominus, ut nunc instituerunt, & sibi invicem amici sincerissimi maneant, & pacis assertores merito etiam sui appellentur, conventum, concordatum, & conclusum est, quod deinceps in futurum, durante utriusque Principis vita naturali, neuter dictorum principum neque per se, neque per alium, directè aut indirectè, secretè, aut apertè, per legatos, ambassiatores, oratores, procuratores, aut nuncios, aliove nomine quocumque censeantur, neque etiam per litteras sive epistolas, verbo vel scriptis, aliove quovis colore quæsito, neque de pace perpetua, sive temporali consecratione, abstinentia, aut cessatione armorum, sponsalibus, matrimonio, seu affinitate quacumque, debitorum jurium sive titulorum suorum solutione, satisfactione

sive recompensa, redemptione obsidum, & specialiter Christianissimus Rex, neque de filiorum jam obsidum restitutione, liberatione, sive redemptione, quodque neuter Princeps prædictus de alia re, causa, aut materia quacumque, videlicet ex qua damnum, dispendium, incommodum, præjudicium, aut gravamen alteri prædictorum potentissimorum principum, eorumve, aut eorum alterius, regnis & subditis consequatur & provenire posset, cum illustrissimo Principe Carolo Imperatore electo, ejusve legatis, ambasiatoribus, commissariis, procuratoribus, agentibus, nunciis, legato, ambasiatore, commissario, procuratore, agenti, sive nuntio, aut alio quocumque nomine censeantur ubicumque locorum fuerint, sive fuerit, tractabit, conveniet, aut concludet, neque eorum nomine, aut alterius eorum, tractata, conventa, aut conclusa acceptabit, approbabit, aliquasve condiciones ultro à Cæsare oblatas, seu offerendas, admittet aut acceptabit, etiamsi Cæsar dicto Christianissimo Regi filios suos gratis restituere vellet, aut prædicto invictissimo Angliæ Regi omnia sua jura, quæ vindicat in regnis & dominiis ab eodem possessis, restituere, ac eidem de omnibus suis debitis satisfacere, nisi communi consilio, consensu pariter & assensu prædictorum illustrissimorum principum, sicut omnes tractatus, conventiones, conclusiones, & condiciones in causis superius specificatis, aliisve, ut præfertur, ex quibus videlicet grave damnum, dispendium, incommodum, præjudicium, aut gravamen alteri dictorum potentissimorum principum, eorumve, aut eorum alterius regnis & subditis consequatur, cum Cæsare de cætero fiendæ, aut ab eodem ab altero dictorum principum accipiendæ, communi utriusque principis consensu fiant, conveniantur, concludantur & acceptentur, ad eum effectum, ut hi duo invictissimi, & potentissimi Reges in illis, quæ cum Cæsare deinceps intervenient, consiliis, intelligentia, & voluntate uniuntur, nulla calliditate, astucia, privatave practica quacumque separabiles.

Item. Cùm prædictus Imperator electus filios Christianissimi Regis pro pig-nore redemptionis ejusdem veluti captivos detineat, quos tum natura, tum ratio, tum etiam præsentium temporum respectus, ac publica orbis utilitas, ut finis aliquando bellis imponatur, sub conditionibus honestis redimi suadeat, non quæ Cæsar in sua causa æstimantis animo satisfacere videantur, sed quas bonus vir perpendens rei exemplum & casuum varietatem, ac incipitem martis aleam omnibus principibus, qui sint aliquando facturi periculum expositam diligenter considerans, æquas, honestas, & rationabiles arbitretur, nimirum ut in aliorum infortuniis ea lex, statutum, quam libenter in sua persona quisvis sit subiturus; ut jam Cæsar in ea parte sive severitas appellanda sit, sive obstinatio, aut non satisclemens in hæc tempora affectus, ad modum redigi publicè interlit, ac omnium meritò excitet ac provocet vires, quibus precibus desperatis refrænetur; debeatque etiam idem Imperator electus multas & magnas pecuniarum summas invictissimo Angliæ Regi prædicto, id quod ex creditis causis, ad quarum solutionem constitutus tum diebus faciendam, se, personam suam, patrias, bona, territoria, subditos, & eorum bona ubivis locorum reperta specialiter & expresse obligavit, ac diebus solutioni assignatis jamdiu præteritis non persolvit, & in dies interpellatus, rogatusque, nihil aliud quam differt solutionem; detineatque præterea possessiones nonnullas, in quibus titulus ac dominium ad eundem invictissimum Angliæ Regem jure hæreditario pertinent, quæ omnia ab eodem restitui conve-

nit, atque ex bono & æquo suum cuique tribui, unde alioqui armorum materia etiam iustissima nascatur, si tum judiciis non sit locus, iustæ etiam petitiones non audiantur; ac denique invictissimi ac potentissimi principes prædicti, cum ad pacem procurandam suas voluntates & consilia sœdere unierint, secumque statuerint de suo jure plurimum remittere citius, quàm summi juris ab exactione, aut tractatu longiori dissidiorum causas protelare, aut salubrem pacis amœnitatem tantisper differre & impedire; atque omnes ideo experiri modos, omnem movere lapidem, quod dicitur, quo suas, & causas orbis publicas per amicabilem oratorum interventum, potiùs quàm hostilem militum concursum componere possent, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd prædicti invictissimi & potentissimi Reges, statim post conclusionem præsentis tractatus, realiter & cum effectu mittent ad dictum Imperatorem electum duos oratores, uterque videlicet suum, cum eisdem instructionibus ab utroque principe, ac sub una eademque sententia verborum conceptis, ab eisdemque consignatis; qui oratores simul & eodem contextu, tam de redemptione filiorum dicti Christianissimi Regis, quàm etiam solutione debitorum prædicti invictissimi Angliæ Regis, ac satisfactione jurium suorum prædictum Imperatorem electum videlicet non alter in sui Regis causa, sed uterque in alterius veluti uno ore, uno sermone alloquentur, conditionesve honestas per utrosque Reges mutuo eorumdem consensu, ac communi consilio concordandas, approbandas, & limitandas offerrent, proponent, & utriusque principis nomine apud dictum Cæsarem instabunt, ut conditiones illas acceptare & admittere, maximè verò in gratiam potentissimi Angliæ Regis, qui tot tantaque humanitatis beneficia illi exhibuit ac præstitit, animum ad pacem jam tandem convertere velit, unde salus pendet omnis teipublicæ christianæ.

Item. Cum utrique principi videatur ad conservandum, atque etiam ad dilatandum sanctissimum illorum amorem, quo nunc in pacem procurandam, & suas causas cum Cæsare ex æquitate componendas ardent, non nihil valituram accessionem affinitatis ex nuptiis illustrissimæ invictissimi Angliæ Regis filiæ proveniaturam, cujus ætas tamen ut quæ undecimum annum egressa duodecimum tantum attingat, impræsentiarum matrimonium non admittat, & publica negotia non parùm remoraretur, si illud nunc tractare, ac singulis inde emergentibus difficultatibus conveniret, ut par sit, providere curetur, nec certum recipiat de sui natura contractum quod in futurum differre necesse sit proinde conventum, concordatum, & conclusum est, quòd fiat alternativum matrimonium, videlicet, quòd detur in matrimonium prædicta illustrissima & nobilissima princeps, domina Maria, prædicti invictissimi Angliæ Regis filia, vel Christianissimo Regi antedicto, vel clarissimo Duci Aureliæ, Henrico, ejusdem Christianissimi Regis secundo genito, sub conditionibus & provisionibus de super fiendis, ut infra dicitur, ita videlicet, quòd explicatio prædictæ alternativæ, dissolutio etiam & determinatio ejusdem, mutuo dictorum principum consensu & assensu fiat; quem consensum, & assensum dicti principes vel personaliter, ut infra concordabitur & describetur, convenientes explicabunt, vel invictissimus Angliæ Rex aliquem, quem à consiliis suis intimum, carum, ac fidum habet, ad prædictum Christianissimum Regem mitter, qui suis verbis, ac veluti suo ore, anima ac spiritu consensum, ac mentem ejusdem invictissimi Regis Angliæ prædicto Christianissimo Regi enarrabit, declarabit, atque aperiet, ibidemque

ibidemque per mutuum consensum utriusque Regis sic explicatum determinetur, utrum Christianissimo Regi, ejusve filio Duci Aureliæ Henrico secundo genito, vel si utriusque principum prædictorum consensus, neque in Christianissimum Regem, neque in Ducem Aureliæ convenerit & concordaverit, neutri illorum collocetur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si mutuo consensu dictorum principum, sicut præfertur, explicato, prædicta alternativa ita sit determinata, ut illustrissima invictissimi Angliæ Regis filia Christianissimo Regi in matrimonium detur, tunc & in eo casu non solum de dotio ejusdem illustrissimæ Domine Matie, de dote, si non successerit, de transmittendo primo partu in Angliam nutriendo, sive masculus sit sive femina, de administratione regni in ejus absentia, de nihil innovando contra statum & formam Reipublicæ Anglicanæ, de non alienando regno per eandem, de libero ejusdem in Angliam reditu post mortem Christianissimi Regis, deque cæteris eventibus, & circumstantiis, per tractatus confirmationes, ratificationes, juramenta, obides, obligationes & cætera requisita debita securitate providebitur; sed etiam tractatus jam conceptus de pace perpetua cum omnibus articulis suis in eodem contentis de data præsentis tractatus, de quo in illum eventum inter dictos oratores jam concordatum & conclusum est, per ipsos Reges infra mensem à data dictæ determinationis confirmabitur, & juramento solemni hinc inde præstito firmabitur, literasque confirmationis & ratificationis ejusmodi, in sufficienti & valida forma conceptas, alter prædictorum principum alteri infra idem tempus transmittet; qua quidem confirmatione expressè continebitur & cavebitur, Quòd dictum tractatum perpetuæ pacis procurabit, & efficiet eorum quilibet, ut juxta vim tenorem & effectum articuli in eodem tractatu perpetuæ pacis de modo ratificationis ejusmodi confecti, infra duodecim menses tunc proximè sequentes confirmetur idem tractatus perpetuæ pacis & ratificetur, ac in valida & sufficienti forma transmittatur & tradatur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si dicta illustrissima domina Maria, aut proles ejusdem ex præfato matrimonio suscepta, in regnum Angliæ non successerit, & bellum offensivum, de quo fit mentio in tractatu desuper confecto de data præsentis contra Carolum Imperatorem electum non geratur, tunc his duobus casibus contingentibus, & simul verificatis prædictus tractatus perpetuæ pacis quantumcumque confirmatus, nullius roboris sit, aut effectus, nec ad observationem ejusdem, neque prædictus Christianissimus Rex, hæredes & successores sui, neque invictissimus Angliæ Rex hæredes & successores sui, obligatus aut obligati censeantur. Sin minus idem tractatus perpetuæ pacis in suis viribus & effectu permaneat & consistat, a tempore determinationis dictæ alternativæ mutuo consensu utriusque Regis, sicut præfertur, explicato, factæ, usque ad infinita seculorum secula per utrosque potentissimos Reges & successores suos in omnibus, ac per omnia, fideliter & inviolabiliter observandus.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si mutuo consensu dictorum Principum, sicut præfertur, explicato, alternativa prædicta ita sit determinata, ut illustrissima invictissimi Regis Angliæ prædicti filia Henrico serenissimo Duci Aureliæ, Christianissimi Regis secundo genito,

in matrimonium collocetur, tunc in eo casu non solum de dicto Duce Aureliæ in Angliam ut ibidem nutriatur infra duos menses post ejus in Galliam reditum transmittendo, de securitatibus pro libero ejusdem in Galliam reditu, si non successerit in regnum, de dote prædictæ illustrissimæ dominæ, casu quo non successerit, de doario ejusdem ac ceteris emergentibus, debitis modo & forma provideatur; sed etiam tractatus jam conceptus de pace perpetua cum omnibus articulis ejusdem in eodem contentis, de data præsentis tractatus, de quo in illum eventum inter dictos oratores jam concordatum & conclusum est, per ipsos Reges infra mensem confirmabitur, & juramento solemniter hinc inde præstito firmabitur, literasque confirmationis & ratificationis ejusmodi in sufficienti & valida forma conceptas alter prædictorum principum alteri infra dictum tempus transmittet, transmittive faciet. In qua quidem confirmatione expressè continebitur & cavebitur, quòd dictum tractatum perpetuæ pacis procurabit & efficiet eorum quilibet, ut juxta vim, tenorem & effectum articuli in eodem tractatu perpetuæ pacis de modo ratificationis ejusdem confecti, infra duodecim menses tunc proximè sequentes, confirmetur idem tractatus perpetuæ pacis, & ratificetur, ac in valida & sufficienti forma transmittatur & tradatur.

Item, Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si dicta illustrissima domina Maria, aut proles ejusdem ex præfato matrimonio suscepta, in regnum Angliæ non successerit, & bellum offensivum, de quo fit mentio in tractatu desuper confecto de data præsentis, contra Carolum Imperatorem electum non geratur, tunc duobus his casibus contingentibus, & simul verificatis, prædictus tractatus perpetuæ pacis, quantumcumque confirmatus, nullius roboris sit, aut effectus, nec ad observationem ejusdem neque prædictus Christianissimus Rex, hæredes & successores sui, neque invictissimus Angliæ Rex, hæredes & successores sui, obligatus & obligati censeantur. Sin minus, idem tractatus perpetuæ pacis in suis viribus & effectu permaneat & consistat, à tempore determinationis dictæ alternativæ mutuo consensu utriusque Regis, sicut præfertur, explicato factæ, usque ad infinita secula seculorum per utrosque potentissimos Reges & successores suos in omnibus ac per omnia fideliter ac inviolabiliter observandus.

Item, Quum publica orbis tranquillitas efflagitare videatur, ut indurato Cæsaris animo, ac iustas & æquas condiciones respiciente, severiora remedia tunc adhibeantur, ut quem amicorum interventus, & universum omnium bonum parum moveat, cogat vel invitum armata manus, & vel optandum bellum merito æstimetur, quòd pacem citissimè sit allaturum, cum bellorum invidiam omnino depellat tam sancta necessitas suscipiendi, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si dictus Carolus Imperator electus oblatas ab oratoribus utriusque principis prædictorum condiciones, ut præfertur, finaliter ex mutuo eorum consensu concordatas & propositas, ac in instructionibus desuper consiciendis contentas, acceptare & admittere recusaverit, aut infra viginti dies post propositas sibi condiciones hujusmodi, an eas velit acceptare non declaraverit; aut si, sicut proponuntur, idem Cæsar acceptandas non duxerit, quid tum amplius vel ex parte dicti Christianissimi Regis, vel invictissimi Angliæ Regis fieri aut præstari velit & requirat, infra eosdem viginti dies prædictis oratoribus non explicaverit; vel si dictus Imperator electus per se, vel per alium, directè, vel indirectè, orato-

res ad se missos in itinere detineat, detinerive faciat, quominus ad ejus præsentiam accedere possint sua mandata explicaturi; tunc in prædictis casibus, aut aliquo prædictorum casuum, videlicet Cæsare conditiones, ut præferretur, oblatas respiciente, aut intra viginti dies an velit acceptare, vel si quid aliud requirendum putaverit, id ipsum infra eosdem viginti dies non declarante, aut denique oratores, ut præmittitur, in itinere impediante, oratores prædictorum potentissimorum Principum intimationem & summonitionem belli & hostilitatis nomine utriusque principis facient, aut per caduceatorem, sive heroldum, fieri facient, ac deinde dicti potentissimi principes bellum offensivum contra eundem Imperatorem gerere aggredientur & facient, illis modo, ordine, & forma, in omnibus & per omnia, quemadmodum in tractatu desuper confecto de data præsentis tractatus plenius & expressius continetur, in quo singula specialius describuntur, quæ ab alterutra parte in dicto bello gerendo præstari oportebit.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si prædictum alternativum matrimonium mutuo consensu utriusque principis, sicut præfertur explicato, ita determinatum sit aut dissolutum, ut illustrissima domina Maria invictissimi Regis Angliæ filia, neque Christianissimo Regi, neque ejusdem secundo genito, in matrimonium detur, & nihilominus ad bellum offensivum propter reculationem Cæsaris conditionum eidem, ut præfertur, ex parte dictorum principum, & mutuo consensu ac consilio eorundem, specialiter oblatarum, tunc & in eo casu Christianissimus Rex se, hæredes, & successores suos obligabit, quod impensas omnes & singulas, in dicto bello offensivo per dictum invictissimum Angliæ Regem faciendas & sustinendas, eidem invictissimo Angliæ Regi, hæredibus & successoribus suis, reddet, restituet, ac ad terminos honestos, & convenientes plenè persolvat, ac etiam, quod eidem invictissimo Angliæ Regi durante vita sua naturali, gratis & absque aliquo pretio, aut aliquo alio inde pretendo, requirendo, aut exigendo, aliive, aut aliis ab eodem invictissimo Angliæ Rege ad id missis, sive missis, deputato, sive deputatis, tradet & deliberabit, tradive, aut deliberari faciet in loco vocato *Broûage* in Santonia, quandocumque veniente aut venientibus, ac semel vel iteratis vicibus petenti vel petentibus, videlicet intra menses maii, junii, & julii, talem & tantam quantitatem grossi & nigri salis, ut illius quantitatis salis verus valor, pretium & æstimatio pro ratione illius anni, quo tradi & deliberari debeat, communiter, bona fide, & absque fraude facta ascendat ad summam quindecim millium coronarum auri boni, & iusti ponderis, puritatis, & valoris, nunc cursum habentium in Francia, unaquaque corona auri valente & æstimata in pecunia gallica triginta quinque solidis turonensibus, solvendarum, in coronis auri de sole, boni & iusti ponderis, puritatis, & valoris, nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque corona auri de sole valente & æstimata in pecunia gallica triginta octo solidis turonensibus. Ita quod dictum sal in navibus, caratis, aut aliis vasis suis ponere, & onerare, atque eadem naves, caratas, sive vasa sic onerata, prout eis commodum videbitur, & tempus navigationi idoneum apparuerit, in Angliam usque transiretare licebit, absque aliqua impeditione, sive impedimento, alicujus vetigalis, alteriusve oneris aut impositionis, quocumque nomine censeatur, exactione, aut demanda sive ab antiquo pro applicatione navium portus factura, aut quacumque ex causa, quantumvis specialis, fuerit imposita, exacta, aut solvi consuecta, in posterumve

imponenda; & si forte deficiente sale ob aquarum inundationem, aut alium casum fortuitum, non potuerit dicta quantitas salis plenè & integrè ad rationem æstimationis prædictæ aliquo anno, aut aliquibus annis præstari, tunc proximo anno, quamprimò ubertas salis redierit, quantitas salis, quæ propter inundationem aquarum, aut casum alium quemcumque, tradita & deliberata juxta conventionem prædictam non fuerit, tradetur & deliberabitur pro modo & ratione æstimationis salis in eo tempore, bona fide, ut prædicitur, habita, quo salis quantitas insoluta dari debuerat: ita ut, si id præoptaverit & prælegerit Christianissimus Rex, dictus tractatus pacis perpetuæ, ante quàm per ipsos Reges bellum actualiter suscipiatur & geratur, confirmabitur & juramento præstito hinc inde solemniter firmabitur, literasque confirmationis & ratificationis ejusmodi in sufficienti & valida forma confectas alter prædictorum principum alteri infra dictum tempus transmittet, transmittive faciet; in qua quidem confirmatione expressè, continebitur, quòd dictum tractatum perpetuæ pacis procurabit, & efficiet eorum quilibet, ut juxta vim, tenorem & effectum articuli in eodem tractatu perpetuæ pacis de modo ratificationis ejusdem confecti, infra duodecim menses tunc proximè sequentes, confirmetur idem tractatus pacis perpetuæ & ratificetur, ac in valida & sufficienti forma transmittatur & tradatur. Provisio semper, quòd dictus Christianissimus Rex in proximo congressu cum invictissimo Angliæ Rege optionem suam, & si talis congressus non fiat omnino, ante susceptum bellum per potentissimum Regem Angliæ declaret, utrum ad dictam solutionem salis, & ad impensarum in bello factarum solutionem se, hæredes & successores suos, ad dies & terminos honestos & competentes, ut superius præfertur, limitandam, invictissimo Angliæ Regi, hæredibus & successoribus suis, obligare velit; an dictum tractatum pacis perpetuæ confirmare; & quod tum elegerit realiter faciat infra mensem prædictam optionem suam tunc proximè sequentem; & si prædictus Christianissimus Rex impensas belli prædicto invictissimo Angliæ Regi persolvere elegerit, ac illi dictam salis quantitatem durante vita sua naturali tradere præoptaverit, tunc & in eo casu ante susceptionem belli per invictissimum Regem Angliæ, instrumentum, sive instrumenta super obligatione tam impensarum belli, quàm annua salis præstatione durante vita invictissimi Angliæ Regis, in valida forma confecta, & magno suo sigillo sigillata, ad invictissimum Angliæ Regem prædictum transmittet, tradet, tradive faciet, realiter & cum effectu; quo facto bellum geratur per utrosque Reges secundum formam tractatus desuper confecti.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd si mutuo consensu dictorum principum, sicut præfatur, explicato, ita determinata sit alternativa prædicta, ut præfata illustrissima domina Maria in matrimonium detur, vel dicto Christianissimo Regi, vel illustrissimo Duci Aureliæ, ac contraclus desuper confectus, juratus & hinc inde confirmatus fuerit, tunc & in eo casu si invictissimus Angliæ Rex, aut aliqua alia persona vel personæ in regno Angliæ impederit, seu impederint, quominus matrimonium sic determinatum realem sortiatur effectum, tunc & in eo casu dictus Christianissimus Rex illas impensas belli prædicto invictissimo Angliæ Regi, ejusve hæredibus, aut successoribus nimirè solvere teneatur; & pariformiter, si Christianissimus Rex, aut aliqua alia persona, vel personæ, in regno Galliæ impederit, aut impederint, quominus matrimonium, licet præfatur, determinatum realem sortiatur effectum,

tunc & in eo casu idem Christianissimus Rex, hæredes & successores sui, ex præsententi conventione obligabitur & obligabuntur, præter & ultra expensis belli, quas ex superiori conventione invictissimo Angliæ Regi, hæredibus, & successoribus suis, solvere tenetur, etiam tantumdem amplius quantum impensarum belli summa fuerit prædicto invictissimo Angliæ Regi, hæredibus & successoribus suis, ad dies & terminos convenientes solvere teneatur.

Item. Quum non modicam causis utriusque principis auctoritatem firmitatemque additurus putetur eorundem, in aliquo loco, decenti conventus, ubi sua consilia sibi invicem communicare queant, ideoque conducere & expedire videatur, ut mutuos dictorum principum congressus fiat, apprimè necessarium visum est omnia speciatim & apertè convenire atque pacisci, quo loco, quo tempore, quanto comitatu convenient, ne ulla desuper ambiguitas, quæ rebus suo tempore agendis remoram faciat, oriatur. Itaque, cum duorum maximorum principum conventus futurus sit, in quo honoris utriusque æquam, ut par est, habere rationem oportet, neque æquo tamen itinere congrédi liceat, cum Christianissimo Rege terrestri summa cum securitate; invictissimo Angliæ Regi, maritimo, non sine aliquo discrimine incedendum sit; conventum igitur, concordatum, & conclusum est, quòd ad itineris difficultatem compensandam, in oppido Calisiæ prædictorum duorum principum conventus fiat, ad quem locum accedat uterque princeps, non pompa illa, & apparatu magnifico, quem eorum augusta majestas exigit, videlicet, qualem olim alter alteri stupentibus hominum oculis exhibuit, sed memores jam bellum, quod nihil non exhauriat & devoret, imminere, omnia in illum usum conservantes ac adservantes, modum, tam in numero stipatorum, nobilium, & aliorum famulantium, quam etiam in suis, & eorundem ornatu, observent, faciantque observari, qui in schedula desuper conscribenda describentur & ordinabuntur; & statim atque post finales oblationes mutuo consensu dictorum regum Cæsari offerendas, de earundem recusatione constiterit, sub modo, ordine, & forma prædictis, uterque Rex ad Calisiam conveniat, invicem familiariter collocuturi, ibique uberius consulturi quod ad rerum suarum, ac etiam christianitatis publicarum, augmentum atque commodum pertinere putabunt, aut expedire, nisi aliter interea, tam de loco, quam de cæteris præmissis, mutuo dictorum regum consensu decernatur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd potentissimi principes prædicti præsentem tractatum, ac omnia & singula capitula in eodem contenta infra mensem post datam præsentis tractatus ratificabunt, auctorifabunt, & confirmabunt, literasque inde ratificatorias & confirmatorias in sufficienti & valida forma confectas, manu sua subscriptas, ac magno suo sigillo sigillatas, infra idem tempus alter alteri transmitti, tradi, & deliberari curabit, ac etiam in præsentia commissarii sive commissariorum alterius principis, sufficientem ad id potestatem habentis, sive habentium, se omnia & singula prædicta, quatenus eum concernunt, perimplendum, tactis sacrosanctis evangelis jurabit; & sic uterque Princeps, ut præfertur, jurabunt.

Sequuntur tenores commissionum.

HENRICUS octavus, Dei gratiâ, Angliæ & Franciæ Rex, Fidei defensor, & dominus Hiberniæ, omnibus, ad quos præsentis literæ pervenerint, salutem.

LI iij,

Sciatis, quòd nos de probitate, legalitate, circumspèctione, fidelitate, & industria dilectorum & fidelium consanguineorum & consiliariorum nostrorum, Thomæ, Ducis Norfolciæ, Angliæ Thesaurarii; Caroli, Ducis Suffolciæ, magni Marescalli Angliæ; Thomæ Bolenis, Vicecomitis Rochefordix; VVillelmi Fitzvilliam, Hospitii nostri Thesaurarii; ordinis nostri Garterii militum; & Thomæ, Moore, militis, Ducatus nostri Lancastriæ Cancellarii; ad plenum confidentes, eosdem, & unumquemque eorum, tam conjunctim quàm divisim, fecimus, creavimus, constituimus, & ordinavimus oratores, procuratores, & ambassiatores nostros generales & speciales, dantes & concedentes eisdem, & unicuique eorum in solidum, tam conjunctim, quàm divisim, facultatem & mandatum generale & speciale capitulandi, tractandi, concludendi, & concordandi, tam pro nobis, quàm hæredibus & successoribus nostris, cum illustrissimo & potentissimo Principe, Francisco, Dei gratiâ Francorum Rege Christianissimo, carissimo & dilectissimo fratre & consanguineo nostro, aut ejus oratoribus, ambassiatoribus, & procuratoribus ad hoc potestatem sufficientem habentibus, super uno, aut pluribus tractatibus tam de & super pace perpetua, sub quibuscvis conditionibus, etiamsi nos, hæredes ac successores nostros, speciali pacto astringerent & obligarent, ut ne nos, hæredes aut successores nostri, alicujus juris tituli, aut clamii nostri prætextu, Christianissimum Regem modernum, hæredes aut successores in possessione eorum, quæ nunc possidet, turbaremus, & inquietaremus in futurum, quàm de & super matrimonio, pro & nomine carissimæ & dilectissimæ filix nostræ Mariæ cum eodem Christianissimo Rege, aut filio suo secundo genito, Henrico Duce Aureliæ, alternativè contrahendo; idque si ita videatur, sub ejusmodi conditionibus, ut illius alternativæ determinatio, sive dissolutio, per mutuum consensum nostrum & prædicti Christianissimi Francorum Regis determinetur, necnon super ætiori conjunctione, sive confæderatione, ac etiam liga belli defensiva ultra conventiones & capitula in novissimis tractatibus contenta & comprehensa, illis tamen, & cæteris tractatibus novissimis, in suo robore perpetuo & sine aliqua innovatione manentibus; necnon cum prædicto carissimo consanguineo & fratre nostro, ac etiam Sanctissimo Domino nostro, illustrissimo Dominio Venetorum, & quibuscvis aliis Principibus christianis, deque & super modo, & ordine, quibus Cæsarem pro redemptione sive deliberatione filiorum dicti Christianissimi Regis convenire oportebit, ac etiam liga, fædere, & confæderatione belli offensivi contra Cæsarem, pro recuperatione, libertate, & remissione liberorum dicti Christianissimi Regis, in manibus Cæsaris, aut aliorum quorumcumque, existentium, necnon pro solutione summarum per dictum Cæsarem nobis debitaram, ac damnorum restauratione & recuperatione, ac etiam aliorum jurium nostrorum satisfactione; necnon de mutuo congressu sive conventu nostro, & carissimi ex dilectissimi fratris & consanguinei nostri prædicti, & gener. l. iter omnia alia & singula, quæ ad mutuum nostrum, & prædicti carissimi fratris nostri unionem, & propiorem animorum conjunctionem, & ætiorum intelligentiam, quæ eis conducere videantur, ac etiam circa prædicta, & illorum singula, cæter: quæ omnia ex illis dependentia, tractandi, concordandi, conveniendi, & concludendi, sub & cum talibus conditionibus & pactis, quæ dictis nostris oratoribus, aut eorum alicui, tam conjunctim, quàm divisim, videbuntur opportuna & necessaria, & quæ nos faceremus, aut facere possemus, si personaliter in-

teressimus; etiamsi talia forent, quæ expressis majora sint, & mandatum, quàm præsentibus sit expressum, exigant magis speciale; promittentes bona fide & verbo regio, ac sub obligatione & hipoteca omnium & singulorum bonorum nostrorum, hæredum etiam & successorum nostrorum, tam præsentium, quàm futurorum, omnia & singula, quæ per dictos nostros oratores, aut alterum ipsorum, tam conjunctim, quàm divisim acta, promissa, conclusa, conventa, & capitulata fuerint, nos rata & grata perpetuis temporibus habituros, illaque & singula omnia per parentes nostras literas manu propria signatas, confirmaturos, dantes etiam prædictis oratoribus nostris, & cuilibet illorum in solidum, plenariam & omnimodam potestatem, pro securitate præmissorum, & illorum omnium & singulorum, in animam nostram jurandi, omnia bona nostra, hæredum & successorum nostrorum, tam præsentia, quàm futura, obligandi & hipotecandi, & sub censuris ecclesiasticis, etiam Cameræ apostolicæ, si opus fuerit, cum clausula, de *nisi*, substituendo unum vel plures procuratores cum potestate prorogandi jurisdictionem, & constituendi omnia præmissa, acta, conventa, & conclusa per præfatos nostros oratores, aut alterum in solidum, consentiendo, quod nisi conventa, acta, conclusa, & capitulata realiter & de facto adimpleantur, sententia excommunicationis contra constituentem, aut consentientem, proferatur, à qua non absolvatur, nisi prius adimpleverit quæ adimplenda forent. In cujus rei testimonium, has literas nostras manu nostra signatas fieri fecimus patentes, teste me ipso apud Grenevvich, vigesimo quarto die aprilis, anno regni nostri decimo nono

FRANCISCUS, Dei gratiâ Francorum Rex, universis præsentem literas inspecturis, salutem. Notum facimus, quod nos ad plenum confidentes de literarum scientia, industria, fide, & probitate carissimorum ac dilectissimorum consiliariorum nostrorum, Magistri Gabrielis, Episcopi Tarbiensis; Francisci, Vicecomitis Turenæ, militis ordinis nostri; Antonii Le Viste, militis, domini de Fresnes, Præsidis in nostris Parlamentorum Curii Parisius & Britannix; & Joannis Joachim de Passano, domini de Vaux, illustrissimæ & carissimæ matris æconomi, eosdem, & unumquemque eorum, tam conjunctim, quàm divisim, fecimus, creavimus, constituimus, & ordinavimus oratores, procuratores, & ambassiatores nostros generales & speciales, dantes & concedentes eisdem, & unicuique eorum in solidum, tam conjunctim, quàm divisim, facultatem & mandatum generale & speciale, capitulandi, tractandi, concludendi, & concordandi, tam pro nobis, quàm hæredibus & successoribus nostris, cum illustrissimo & potentissimo Principe Henrico, Dei gratiâ Rege Angliæ, domino Hiberniæ, fidei defensore, carissimo & dilectissimo fratre & consanguineo nostro, aut ejus oratoribus, ambassiatoribus, & procuratoribus ad hoc potestatem sufficientem habentibus, super uno, aut pluribus tractatibus, tam de & super pace perpetua sub quibuscvis conditionibus, etiamsi nos, hæredes ac successores nostros ad quamcumque summam pecuniarum potentissimo Angliæ Regi, hæredibus & successoribus suis, annuatim solvendam, ac præterea quidvis aliud annuatim hæredibus & successoribus suis præstandum obligarent; quàm de & super matrimonio pro nobis, aut carissimo ac dilectissimo filio nostro, Aurelianensi Duce, alternativè contrahendo; idque, si ita videatur, sub ejusmodi conditionibus, ut illius alternativæ determinatio, sive dissolutio, per mutuum consensum nostrum, & potentissimi Angliæ

Regis, determinetur; necnon super arctiori conjunctione, sive confederatione, ac etiam liga belli defensiva, ultra conventiones & capitula in novissimis tractatibus contenta & comprehensa, illis tamen, & cæteris tractatibus novissimis in suo robore perpetuò, & sine aliqua innovatione manentibus; necnon cum prædicto carissimò consanguineo & fratre nostro, ac etiam Sanctissimò Domino nostro, illustrissimò Dominò Venetorum, & quibuscvis aliis Principibus christianis, deque & super modo & ordine, quibus Cæsarem pro redemptione filiorum nostrorum, sive liberatione, convenire oportebit; ac etiam liga, tædere, & confederatione belli offensivi contra Cæsarem, pro recuperatione, libertate, & remissione liberorum nostrorum, in manibus Cæsaris, aut aliorum quorumcumque, existentium; necnon pro solutione summarum per dictum Cæsarem, illustrissimò ac potentissimò Angliæ Regi, domino Hiberniæ, fidei defensori, carissimò ac dilectissimò fratri ac consanguineo nostro debitum, ejusdemque damnum & debitorum restauratione & recuperatione, ac etiam aliorum jurium suorum satisfactione; necnon de mutuo congressu sive conventu nostro, & carissimi ac dilectissimi fratri & consanguinei nostri invictissimi Angliæ Regis prædicti; & generaliter omnia alia & singula, quæ ad mutuam nostri, & prædicti carissimi fratris unionem, & propiorem animorum conjunctionem, ac arctiorem intelligentiam, quæ eis conducere videantur, ac etiam circa prædicta & illum singula, cæteraque omnia ex illis dependentia, tractandi, concordandi, conveniendi, & concludendi, sub & cum talibus conditionibus & pactis, quæ dictis nostris oratoribus, aut eorum alteri, tam conjunctim quàm divisim videbuntur opportuna & necessaria, & quæ nos faceremus, aut facere possemus, si personaliter interessemus, etiam si talia forent, quæ expressis majora sint, & mandatum, quàm præsentibus sit expressum, exigant magis speciale. Promittentes bona fide, & verbo regio, & sub obligatione & hipoteca omnium & singulorum bonorum nostrorum, hæredum etiam & successorum nostrorum, tam præsentium, quàm futurorum, omnia & singula, quæ per dictos nostros oratores, aut alterum ipsorum, tam conjunctim, quàm divisim, acta, promissa, conclusa, conventa & capitulata fuerint, nos rata & grata perpetuis temporibus habituros, illaque & singula omnia per patentes nostras literas, manu propria signatas, confirmaturos. Dantes etiam prædictis oratoribus nostris, & cuilibet illorum in solidum, plenariam & omnimodam potestatem pro securitate præmissorum, & illorum omnium singulorum, in animam nostram jurandi, omnia bona nostra, hæredum & successorum nostrorum, tam præsentia quàm futura, obligandi & hipotecandi, & sub censuris ecclesiasticis, etiam Cameræ Apostolicæ, si opus fuerit, cum clausula de *nisi*, substituendo unum vel plures procuratores, cum potestate prorogandi jurisdictionem, & confitendi omnia præmissa acta, conventa & conclusa per præfatos nostros oratores, aut alterum in solidum, consentiendi, quòd nisi conventa, acta, conclusa, & capitulata realiter, & de facto adimplerantur, sententia excommunicationis contra constituentem, aut contententem, proferatur, à qua non absolvatur, nisi prius adimpleverit, quæ adimplenda forent; renunciando omnibus privilegiis regibus Franciæ concessis, quòd non possint excommunicari, etiam per Sedem Apostolicam, nisi certis solemnitatibus observatis; quod quidem privilegium pro expresso habeatur, ac si illius de verbo ad verbum esset præsentibus facta mentio. In quorum rerum testimonium, has præsentibus manu nostra signavimus, sigilloque nostro

communiri

communiri fecimus. Datum in castro nostro Nemoris Vincennarum, die 23. mensis aprilis, anno Domini 1527. post Pascha, regni autem nostri tertio decimo.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, nos oratores, commissarii, & ambassiatores prædicti invictissimi Angliæ Regis, has præsentés fieri fecimus, easdemque manibus nostris subscriptas, sigillorum nostrorum appositione munivimus, & roborari fecimus. Datum apud Westmonasterium, ultimo die mensis aprilis, anno Domini 1527.

Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, pour l'entretien d'une armée de trente mille hommes de pied en Italie. & de mille hommes d'armes, pour obliger l'Empereur à donner la paix à la chrétienté. A Westmunster le 29. mai 1527.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias præsentés literæ pervenerint, salutem. Cum inter oratores invictissimorum & potentissimorum Principum Henrici octavi, Dei gratiâ Angliæ & Franciæ Regis, Fidei defensoris, & domini Hiberniæ, ac Franci ci eadem gratiâ Francorum Regis Christianissimi, tractatus quidam anterioris conjunctionis, & item belli offensivi de data ultimo die aprilis, anno Domini 1527. conventi, concordati, & conclusi sint, quibus fœderibus dicti Principes ad pacem orbi christiano procurandam conjuncti, tentatis prius per oratores suos apud illustrissimum Principem Carolum Imperatorem electum pacis remediis, ac illis desperatis, per bellum & arma id assequi conentur, ac magno militum nmero, prout in dicto tractatu belli offensivi explicatur, inferiores dicti Imperatoris electi ditiones, terra invadant, & classe etiam maritima angustum mare observent, prout in eisdem tractatibus respectivè litiùs continetur; animadvertentes & considerantes dicti Principes opportunum be ligerandi tempus hoc anno prius fermè omninò præteritum atque effluxum fore, quàm in has inferiores ditiones expeditionem fœcere, ut conveniret, possent, neglectique interim Cæsaris milites in Italia omnem eam ditionem occupantes illos spiritus Cæsari reddant, ut difficilior ad pacem, animosiorque ad arma efficiatur, imprimis expedire visum est, ut quo ejus copię ab Italia depellantur, tempestiveque concertetur cum eisdem, omnes illæ armorum vires, quibus inferiores Cæsaris provinciæ ex conventionibus prædictis premerentur, quasi facta quadam per præsentem conventionem commutatione ad debellandos Cæsarienos, qui Italiam occupant, modo inferiùs descripto, ratis interim manentibus cæteris pactis & conventionibus, ac omnibus aliis tractatibus converterantur.

Nos igitur Thomas More, miles, Ducatus Lancastriæ Cancellarius; & Stephanus Gardiner, utriusque juris doctor, ac Archivus de Tamiton; oratores, procuratores, ambassiatores & legati invictissimi Angliæ Regis, cum reverendis & magnificis viris, Gabriele de Acromonte, Episcopo Tarbiensi; & Joanne Joachimo de Passano, domino de Vaux, illustrissimæ dominæ Ludovicæ prædicti Christianissimi Regis matris æconomo; oratoribus, procuratoribus, ambassiatoribus & legatis præfati Christianissimi Regis convenimus, concordavimus, & conclusimus, ac per præsentés juxta tenores commissionum nostrarum convenimus, concordavimus, & conclusimus articulatim prout sequitur.

Imprimis, quum Christianissimus Rex pro parte sua ultra numerum peditum &

Tome II.

Mm

*Angle-
terre.*

1527.

29. mai.

equitum per illustrissimum Dominum Venetum, & reliquos confederatos ligæ præstandorum promittit & obligat se exercitum in Italiam primo die mensis junii proximè futuri transmissurum, & ibidem bona fide, & cum omni celeritate habiturum, constatum ex numero triginta mille peditum, & mille milibus gravioris armaturæ more gallico instructis & equipatis, cum capitaneis, ductoribus, tormentis, artillariis, impedimentis, carriagiis, cæterisque omnibus pro bello gerendo necessariis, munitionibusque aptis, tum ad castrametandum, instructaque cum hostibus acie confligendum, tum ad obsidionem collocandum, quæ ad quodvis oppidum, arcem, castrum aliumve locum munitum circumcingendum valere putabitur, necnon per adjacentia illis locis maria, validam classem maritimam etiam habere pollicetur, quæ ad hostium oppugnationem suffecerit, videlicet ad confligendum & concertandum terra marique cum Casariano milite, illumque ab Italia depellendum, conventum, concordatum, & conclusum est, quod invictissimus Angliæ Rex, ad alendum & continuandum dictum exercitum terrestrem, faciet atque quod postea subjungitur modo & ordine inferiùs descriptis, videlicet, quod quum Christianissimus Rex prædictus præfatum invictissimum Angliæ Regi ex certis conventionibus, & obligatione de data trigesima die mensis augusti, anno Domini 1525. debeat summam quadraginta septem millium coronarum auri de sole, & trecentarum sexaginta octo coronarum auri de sole, & sexdecim solidorum turonensium solvendum, ut in dicta obligatione continetur, cujus summæ solutionis dies jam celsit, & venit primo die præsentis mensis maii, proleatur & differatur solutio dictæ summæ usque in determinationem alternativæ super matrimonio illustrissimæ dominæ Mariæ, prædicti invictissimi Angliæ Regis filiæ, per reverendissimum in Christo Patrem Thomam, Cardinalem Eboracensem, quem invictissimus Angliæ Rex ad prædictum Christianissimum Regem cum ea celeritate, qua decet, eam ob causam mittet, fiendam, in cujus adventu teneatur dictus Christianissimus Rex dictam alternativam absque ulteriori dilatione determinare, proviso semper, quod dicta alternativa cum excusatione & allegatione cessante bona fide per præfatos Reges ante finem mensis julii proximè futuri absque longiori protelatione realiter & cum effectu determinetur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod statim & incontinenti post dictam alternativam, ut præfetur, determinatam, dicta summa debita ac insoluta cedat & imputetur secundum ratam in contributione stipendiorum militum dicti exercitus à primo die junii proximè futuri incipiendam & computandam, sic ut tunc alternativa semel determinata invictissimus Angliæ Rex non solum videatur à primo die junii ad proportionem inferiùs limitatam contribuisse, sed etiam dictam suam contributionem ad rationem triginta duorum millium ducentarum, & viginti duarum coronarum auri de sole singulis mensibus continuare teneatur. Quæ contributio quot menses, & quandiu durabit, quibus locis & temporibus, modo & forma, pecunia pro eadem solvetur, in determinatione alternativæ cum dicto Christianissimo Rege apertius & specialius exprimeretur, declarabitur, & convenietur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod ne quid de numero militum controversiæ oriatur, prædictus invictissimus Angliæ Rex aliquem commissarium suum illic mittet & habeat, qui exercitum prædictum de tempore in tempus perlustrret, ac ejus rei certitudinem renunciet.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod per dictam con-

tributionem & bellum in Italia gestum intelligatur, per utrumque Principem prædictum satisfactum tractatui belli offensivi pro bello terrestri hoc anno gerendo contra inferiores Cæsaris ditiones; & quod præfata contributio ex parte invictissimi Angliæ Regis habeatur & reputetur in omnibus & per omnia loco belli gesti contra Cæsarem, ac proinde sit ac valeat, acsi hoc anno juxta conventiones dicti tractatus arctioris conjunctionis & belli offensivi respectu contra inferiores Cæsaris ditiones ex parte invictissimi Angliæ Regis gestum fuisset; & quamprimum alternativa determinata sit, ut jam pecunia prædicto invictissimo Angliæ Regi, quæ insoluta apud Christianissimum Regem remanet, in solutionem contributionis secundum ratam, ut præfertur, retrocedat, ex illa contributione determinationem alternativæ sic propter imputationem retrò factam præcedente, & primo die junii proximè sequentis, ut præfertur, incipiente, censcatur bellum contra Cæsarem per invictissimum Angliæ Regem actualiter gestum, ad omnem effectum, qui in tractatu arctioris conjunctionis continetur: Ac Christianissimus Rex, pro dicta contributione, quam loco belli per invictissimum Angliæ Regem contra Cæsarem in partibus inferioribus Flandriæ terra gesti habet & reputat, in omnibus & per omnia, juxta formam & tenorem conditionum in dicto tractatu respectu utriusque principis contentarum, tam circa determinationem alternativæ, quàm ea, quæ pro bello gesto per dictum invictissimum Angliæ Regem contra Cæsarem, ut præfertur, ab eodem faciendæ & præstandæ sint, omnia illa & singula dare, facere, & exequi, ac præstare astringatur & obligetur, astrictus & obligatus per præsentem censcatur, quæ eidem invictissimo Angliæ Regi dare, facere, & exequi, ac præstare ex dicto tractatu arctioris conjunctionis teneretur, acsi bellum per invictissimum Angliæ Regem contra inferiores Cæsaris ditiones gestum fuisset.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd per præsentem articulos non videatur recessum à prædictis tractatibus de data ultimo die aprilis ultimo præteriti, & capitulis ejusdem, nisi & quatenus expressè & apertè in præsentibus articulis continetur, videlicet, ut loco belli hoc anno gerendi contra inferiores Cæsaris ditiones fiat ex parte invictissimi Angliæ Regis contributio fienda ut describitur, & in determinatione alternativæ latius describetur, pro exercitu in Italiam per Christianissimum Regem transmittendo, continuando, & alendo, ut præfertur, & quòd dicta contributio, ut præmittitur, pro bello contra Cæsarem gesto ad omnem effectum habeatur omnino & reputetur, ut prædictum est; cetera verò omnia tam de offerendis conditionibus Cæsari, quàm de continuatione hostilitatis, determinatione alternativæ, confirmatione perpetuæ pacis, & classe maritima ad observationem angustii maris, ac alia quæcumque in dictis tractatibus contenta, in suo robore maneant, ac plene, integrè, & inviolabiliter observentur per utrosque principes, nisi aliter de eorum mutuo consensu in determinatione alternativæ concordabitur.

Item. Cùm præfatus reverendissimus dominus Cardinalis Fboracensis prædictum Christianissimum Regem adiurus sit, apud eundem, & cum eodem, non solum dictam alternativam determinaturus, sed etiam ex speciali mandato prædicti invictissimi Angliæ Regis nonnulla alia tractaturus, quæ in commodum & beneficium utriusque principis cedere possent, conventum proinde, concordatum, & conclusum est, quòd præsentibus pactis in sua substantia, firmitate, robore, ac virtute manentibus, absque aliquo prætextu recedendi ab eisdem, aut eorum ali-

quo, sed dictis principibus ad eorum observationem nihilominus obligatis facultas & libertas relicta intelligatur, alia nova pacta, si opus fuerit, adjiciendi, ac sub uno eodemque contextu concludendi, eosdemque articulos, sensu, quem habent, salvo atque integro, in aliam formam verborum ad perfectiorem & clariorem intelligentiam transferendi, aliqua conclusione jam facta non obstante.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod præsens tractatus, sive præsentis articuli, per utrosque principes, per suas literas patentes in debita forma confectas, manu sua subscriptas, & magno suo sigillo sigillatas, infra viginti dies post datam præsentium, ratificabuntur & confirmabuntur, ac infra idem tempus easdem literas alter alteri mittet.

Sequuntur tenores commissionum.

HENRICUS octavus, Dei gratiâ Angliæ & Franciæ Rex, Fidei defensor, & dominus Hiberniæ, universis & singulis notum sit & manifestum, quod cum in certo tractatu concluso inter deputatos carissimos ac dilectissimos fratris & consanguinei nostri Francisci, eadem gratiâ Francorum Regis christianissimi, ex una; & oratores nostros, ex alia; fuerit inter cætera convenit, quod si Imperator denegaret, differret, aut aliâs quovis modo dissimularet satisfacere petitionibus justis & rationabilibus in dicto tractatu declaratis, tunc & in eo casu illum cum valido exercitu offenderemus: cumque deinde nobis visum fuerit aliter agendum, & pecuniam, quam ibi exposituri eramus alibi exponendam, & opus sit super eo de novo convenire, capitulare, & concludere, & aliquos nobis pro-rios & fideles, qui id tractarent, deputare: Nos igitur ad plenum consensu de industria, probitate, circumspectione & legalitate dilecti ac fidelis consilarii nostri Thomæ Moore, militis, Cancellarii ducatus Lancastriæ; & dilecti nobis Stephani Gardiner, utriusque juris doctoris, ac Archivi de Tamiton; illos & eorum utrumque in solidum fecimus, creavimus, & constituimus, ac tenore præsentium facimus, creamus, constituimus, & ordinamus procuratores nostros generales & speciales, dantes, & concedentes illis, & eorum alteri in solidum, plenam potestatem, facultatem, & mandatum generale & speciale tractandi, capitulandi, concludendi, & conveniendi cum jam dicto carissimo ac dilectissimo fratre & consanguineo nostro, Francorum Rege Christianissimo, aut cum suis oratoribus, aut procuratoribus ad hoc potestatem sufficientem habentibus, super jam dictis, & eorum dependentiis & annexis, cum talibus pactis, conditionibus, & conventionibus, quæ jam dictis nostris oratoribus, aut alteri eorum, videbuntur necessariae & opportune: cæteraque omnia alia facienda, dicenda, & concludenda in præmissis, quæ nos faceremus, aut facere possemus, si personaliter interessemus; etiamsi talia forent, quæ mandatum requirant magis speciale, quàm præsentibus est expressum. Promittentes bona fide, & verbo regio, quicquid per dictos nostros procuratores & oratores, aut alterum eorum, factum, dictum, aut conclusum fuerit, ratificatos, gratum acceptumque habituros, ac per literas nostras patentes confirmatos. In quarum rerum testimonium, his præsentibus literis, manu nostra propria subscriptis, sigillum nostrum duximus apponendum. Datum apud Westmonasterium, 26 die mensis maii, anno Domini 1527. regni verò nostri anno 19.

FRANCISCUS, Dei gratiâ Francorum Rex, universis notum sit ac manifestum, quod cum in certo tractatu concluso inter deputatos carissimos

ac dilectissimi fratris & consanguinei nostri Henrici, eadem gratiâ Regis Angliæ, domini Hiberniæ, Fidei defensoris, ex una; & oratores nostros, ex alia; fuerit inter cætera conventum, quod si Imperator denegaret, differret, aut aliàs quovis modo dissimularet satisfacere petitionibus nostris iustis & rationabilibus, in dicto tractatu declaratis, tunc & in eo casu illum cum valido exercitu in partibus Flandriæ hoc anno offenderemus; verùm, cùm deinde nobis visum fuerit aliter agendum, & dicto bello Flandriæ per aliqua tempora superfedendum, & pecuniam, quam ibi exposaturi eramus, alibi exponendam, & opus sit super eodem de novo convenire, capitulare, & concludere, & aliquem hominem nobis probum ac fidelem ad id agendum committere: Nos igitur ad plenum confisi de industria, probitate, circumspeditione, & legalitate dilectorum ac fidelium consiliariorum nostrorum, Gabrielis, Episcopi Tarbiensis; & Joannis Joachimi de Passano, domini de Vaux, æconomi hospitii carissimæ ac dilectissimæ matris nostræ; illos & eorum quemlibet in solidum, facimus, creamus, constituimus, & ordinamus oratores nostros generales & speciales, dantes & concedentes illis, aut eorum cuilibet in solidum, plenam potestatem, facultatem & mandatum speciale & generale tractandi, capitulandi, concludendi, & conveniendi cum jam dicto carissimo ac dilectissimo fratre & consanguineo nostro Rege Angliæ, aut cum suis oratoribus aut procuratoribus ad hoc potestatem sufficientem habentibus, super jam dictis, & eorum dependentiis & annexis, cum talibus pactis, conditionibus, & conventionibus, quæ jam dictis nostris oratoribus, aut cuilibet eorum, videbuntur necessariæ & opportuniæ; cæteraque omnia alia faciendi, dicendi, tractandi, & concludendi in præmissis, quæ nos faceremus, aut facere possemus, si personaliter interessemus; etiamsi talia forent quæ mandatum requirent magis speciale, quam præsentibus sit expressum. Promittentes bona fide, & verbo regio, quicquid perdidit nostros procuratores & oratores, aut quemlibet eorum, factum, dictum, aut conclusum fuerit, ratificaturos, gratum acceptumque habituros, ac per patentes literas confirmaturos. In quarum rerum testimonium, his præsentibus literis, manu nostrâ propriâ subscriptis, sigillum nostrum duximus apponendum. Datum in Arce Vincennarum, die 19 mensis maii, anno Domini 1527. regni autem nostri tertio decimo.

In quorum omnium præmissorum fidem & testimonium, nos procuratores prædicti invictissimi Angliæ Regis præsentibus literis, manu nostrâ subscriptis, sigilla nostra apposuimus. Datum apud Westmonasterium, vigesimo-nono die mensis maii, anno Domini 1527. *Thomas Moore. Stephanus Gardiner.*

Traité entre le Roi François I. & Henri VIII Roi d'Angleterre, portant que les deux Rois n'approuveront le Concile universel, qui sera convoqué par le Pape, tant qu'il sera prisonnier de l'Empereur; que durant ce tems l'on n'aura nul égard aux mandemens & brefs du Pape, s'ils sont au prejudice des deux Rois, ou de leurs sujets; & ce qui sera ordonné pour le spirituel des deux royaumes sera executé. A Amiens le 18. aoust 1527.

THOMAS, miseratione divinâ tituli sanctæ Cecilie, Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbiter Cardinalis Eboracensis Archiepiscopus, & Apostolicæ Sedis de latere, Legatus Angliæ Primas & Cancellarius; necnon invictissimi & potentissimi Principis Henrici octavi, Dei gratia Angliæ

Angleterre.

*1527.
18. aoust.*

M m iij

& Franciæ Regis, Fidei defensoris, & domini Hiberniæ, locum tenens, sufficienter & legitimè deputatus. Notum facimus ac in publicam, certamque testationem deducimus per præfentes, quòd cum nos virtute & vigore commissionis nobis à prædicto invictissimo Angliæ Rege factæ, cum illustrissimo & potentissimo Principe Franciscò, Francorum Rege Christianissimo, in persona sua pacificante, contrahente, & conveniente, certa pacta, capitula, conventiones, & definitiones inierimus, convenerimus, & pacti fuërimus, sententia, forma & tenore sequenti concepta & conclusa inferius speciatim, prout contrahebantur, & contrahuntur, unà cum nostræ commissionis recitatione de verbo ad verbum plene subjuncta, videlicet in hunc modum: Ita demum principes Deo se autore regnare ostendent, à quo suum in terris imperium sortiti cæteris præesse dinoscuntur, si ex cordibus consilia proferant ejusmodi, quæ divinæ bonitatis speciem habeant, in publicum semper consulere, & lapsis aliquo casu rebus succutere meditantis.

Cum autem Apostolica Sedes, quam Romæ à multis annis constitutam & positam orbis christianus summa cum religione veneratus est, & cui Christi in terris Vicarius hæcenus præfuit, benignum religionis temperamentum & fragili hominum infirmitati solamen exhibens ad illum videlicet modum, quem ad animarum salutem, & congruum Ecclesiæ statum, pro suo arbitrio judicaverit expedire, rebus nunc, ni prospiciatur, in deteriora vergentibus, eam injuriam & contumeliam furibundo armorum impetu illatam passâ sit, ut violatâ ejusdem sacrosancta hæcenus & summo honore habita auctoritate, in impiissimorum hominum potestatem veluti turpissimum mancipium supremus ille pastor, & summus Christianorum Pontifex deveniret, & nequissimo militum genere observatus etiamnum maneat, detineaturque captivus, non sine maxima christiani nominis infamia, majore etiam dedecore orbi futuro, si cujus persona per scelus, atque audaciam impetita & in servilem conditionem crudelissimè redacta est, ejus auctoritate impiissimorum hominum libido ad bonorum incommodum abutatur, & perniciosissimo exemplo aliquo sceleris sui fructu potiatur, ex malitia commodum consecuta. Invidiosissimi itaque ac potentissimi Principes Angliæ & Francorum Reges, quorum alter Fidei defensor, alter Christianissimus, gloriosissimis cognomentis appellatur; invicem amoris vinculis firmissimè colligati, & diversis licet corporibus, uno tamen animo voluntateque fruantes, cæteris suis fœderibus, quæ cum ad pacem pertineant omnia orbi christiano quàm celerrimè procurandam, auspice Deo icta percussa que creduntur, illud etiam consonum arbitrantur, ab eodemque fonte rectâ manare, ut ad retundendam & infringendam hominum hujusmodi audaciam, & temerè de luero conceptam spem frustrandam & fallendam, omnisque abusus occasionem ex hoc scelere quoad ejus fieri potest tollendam, de sequentibus conveniant, & pacificentur, atque in publicum orbis bonum inter se concludant, inviolabiliter utrinque observandis.

Imprimis quando quidem Generale Concilium, ut est haud dubiè ad reponendos & restituendos collapsos à suo gradu mores, illo videlicet, in quo sancta hominum conversatio ipsos olim collocaverat, optandum bonis omnibus & desiderandum, nec minus ipsum utile & necessarium; ita captivo Summo Pontifice, & ipso non suo, sed alieno arbitrio vivente, ac alienis affectibus obsequi per vim & improbitate: turpiter coëcto, ad alium pretextum posset valere, & longe diversum effectum obhi producere, quàm sancta rei facies præ se ferat; nihilque miserius posset accidere, quàm ut sanctissimè instituta ad improbiissimos ambitionis

affectus complendos diversissimo suo fine & sceleratissimo pervertantur. Prædictus igitur Christianissimus Rex in persona sua, & prædictus invictissimus Angliæ Rex, misso ad prædictum Christianissimum Regem reverendissimo in Christo Patre Thoma, Cardinali Eboracensi, Apostolicæ Sedis de latere Legato, regni sui supremo Cancellario, amplissima ad infra scripta commissione instructo ac suffulto, & sui locumtenentis partibus functo, ac per eundem consentiunt invicem, paciscuntur, & pollicentur, conveniunt atque concludunt, quod, ut omnis quæ ex indictione generalis Concilii ad explendam malitiam nasci possit, occasio removeatur, neque Christianissimus Rex absque expresso consensu prædicti invictissimi Angliæ Regis, neque invictissimus Angliæ Rex absque expresso consensu prædicti Christianissimi Regis, consentiet aut assentiet alicui indictioni generalis Concilii, quam Carolus Imperator electus, cum consensu Summi Pontificis, manente captivitate ejusdem, aut etiam ipse Summus Pontifex non prius pristinæ libertati restituitur, vel denique præfatus Carolus Imperator electus, sine ipso Summo Pontifice, aliqua quacunque autoritate prætenso, fecit, aut faciet; sed uterque pro viribus curabit atque efficiet, ut hujusmodi indictio, si quæ fuerit, aut fieri contigerit, impediatur & evacuetur, nullumque penitus sortiatur effectum; & in eo casu protestationes suas publicas & solemnes facient, ac similiter à suo clero fieri procurabunt, se prorsus & omnino ejusmodi convocationi & indictioni dissentire, neque illius, si quod inde Concilium vel potius conciliabulum de facto sequatur, decretis aut constitutionibus velle alligari, aut eisdem quovis modo parere aut obedire in futurum.

Item. Quum non conveniat ut aliquem effectum habeat metu coacta potestas, & ad aliorum libidinem per vim & injuriam expressa autoritas ad alterius damnum & detrimentum protolata, præsertim cum, juris naturalis æquitate pensata, non propriè à Summo Pontifice factum dici possit, quod ad aliorum arbitrium facit captivus, etiamsi verbis diversissimum profiteatur, prædictus Christianissimus Rex in persona sua, & prædictus invictissimus Angliæ Rex, per suum, ut præferunt, locumtenentem, paciscuntur, conveniunt, atque concludunt quod quæcumque decreta mandata, sive sententiæ, bullæ, literæ, aut brevía processerint aut emanaverint à Summo Pontifice, durante & manente captivitate sua, unde & ex quibus expressis illorum verbis, aut per interpretationem, damnum aut gravamen alteri principum prædictorum, suis regnis, aut subditis, subsequi, provenire, aut contingere possit, aut cujus, quorum, sive quatum, prætextu aliquid per alterum eorum in privatis publicisve negotiis procurandum aut exequendum impediatur & retardetur; aut per quam, quem, sive quas, aliqua auctoritas, privilegium, dignitas, aut immunitas alicui subditorum suorum jam concessa diminuat, aut in irritum revocetur, retractetur, suspendatur, aut impediatur, & præsertim reverendissimi in Christo Patris Cardinalis Eboracensis, quominus executio jurisdictionis suæ legativæ plenè procedat, ac processus & sententiæ in & contra quoscumque infra terminos legationis suæ constitutos, quacunque præminentia, dignitate, & autoritate præfulgeant, per eundem facti, latæ aut pronuntiatæ, fiendi, ferendæ aut pronuntiandæ realem & effectivalem executionem possint sortiri, & per quæ decreta, rescripta, bullas sive brevía, prætextu appellationum ad Sedem Apostolicam, durante dictâ captivitate, in illis casibus factarum, executio eorundem processuum aut sententiarum suspendi, impediti, revocari, cassari, irritati, annullari, aut enervari possit; neque ipsi parebunt aut obediunt eisdem, ab aliis

ve pateri & obediri sinent; sed ipsos delatores rescriptorum, bullarum, literarum, & brevium huiusmodi, ac denunciatores talium decretorum aut sententiarum, pro modo sue audacie punient & castigabunt, decretum, quod de facto fuerit pronunciatum, mandatum, aut scriptum a Summo Pontifice sic captivo, nullius roboris, virtutis, & efficacie esse, ac pro nullis & inanibus literis, mandatis, & decretis haberi & reputari debere, declarantes, & a suis prelati populo, ad omne scandalum removendum, declarari procurantes, realiter & cum effectu.

Item. Quoniam nec sceleratissimos illos, qui nunc Summum Pontificem ad quæstum suum retinent & servant captivum, autoritatis illius fructu locupletari par sit, nec regna interim Angliæ & Galliæ remedio in spiritualibus prius destitui, quod ad casus incertæ querere possint, necessariumque fuerit consilio providere, ut modus & ratio constituatur, secundum quam ecclesiastica res in his regnis, dictâ Summi Pontificis captivitate durante, procedat; prædictus Christianissimus Rex in persona sua, & prædictus invictissimus Angliæ Rex, per suum, ut præfertur, locumtenentem, paciscuntur, conveniunt, atque concludunt, quod quicquid per dictum reverendissimum dominum Cardinalem Eboracensem, accitis de mandato & autoritate prædicti invictissimi Angliæ Regis in regno Angliæ prælatis, circa statum & administrationem rerum ecclesiasticarum in Angliâ, & aliis locis prædicto invictissimo Angliæ Regi subiectis, durante captivitate Sanctissimi Domini nostri, observandum contentu ejusdem invictissimi Angliæ Regis determinatum fuerit; & similiter quicquid per eundem, & ecclesiâ regni Franciæ, & aliorum dominiorum prædicto Christianissimo Regi subditorum, de mandato & autoritate suis congregatum, circa statum & administrationem rerum ecclesiasticarum in regno Galliæ, & aliis dominiis dicto Christianissimo Regi subiectis, durante captivitate Sanctissimi Domini nostri, observandum fuerit, ea omnia & singula, rata, grata, & firma habebunt, à suoque clero respectivè ratificari curabunt, quantumque in ipsis erit observabunt, & a subditis suis ubique in regnis, dominiis, & terris suis humiter & inviolabiliter observari facient & procurabunt, contrariis allegationibus postpositis quibuscumque, salva semper in omnibus Apostolicæ Sedis reverentiâ & dignitate, quibus dicti Principes se obsequentissimos suos prebentur, de prædictis ad accedendam Summi Pontificis liberationem convenientes.

Sequitur tenor Commissionis reverendissimi domini Cardinalis.

HENRICUS octavus, Dei gratiâ Angliæ & Franciæ Rex, Fidei defensor, & dominus Hiberniæ, universis & singulis, ad quorum notitias præsentis literæ pervenerint, la utem. Inexplebilis dominandi cupido, ea retrosecutis exempla orbi protulit, ut in quocumque pullulaverit, mentis bonis omnibus debeat esse suspecta, ne sine omni rerum discrimine sacra simul & prophana confundens, undecumque dabitur, commoditatem semper & auxilium sit captura, & simulato religionis fidei prætextu, omnia sub eo ve amine factura, quæ suam causam promoveant, & libidini utcumque explendo quoquomodo inservitura videantur. Quibus de rebus impoliterum prospiciendis & præcavendis, quoniam alii nostrâ consilia communicare, atque conferre commodius aut convenientius non poterimus, quam cum illustrissimo Principe Francisco, Dei gratiâ Francorum Rege Christianissimo, fratre & consanguineo nostro carissimo, utpote

utpote quem arctissimis federibus, & sincerissimis amicitiae vinculis nobis confectum & alligatum ducimus & habemus, ac ex animi nostri sensu interpreta- mur, sic ut communicatis consiliis tractemus & conveniamus, quibus remediis improbis Caesaris conatibus semper prout res incidit obviam eatur: sive is generale Concilium indicere procuret, sive potius urbis victoria Curiam Apostolicam in Hispaniam transferri, aut rerum quancumque innovationem moliatur.

Nos igitur de fidelitate, industria, intima fiducia, & provida circumspectione reverendissimi in Christo Patris Thomae, miseratione divina tituli sanctae Ceciliae sacrosanctae Romanae Ecclesiae Presbyteri Cardinalis, Eboracensis Archiepiscopi, Apostolicae Sedis etiam de latere Legati, regnique nostri Cancellarii, plurimum confidentes, ipsum nostrum locumtenentem, ac verum & indubitatum oratorem, ambasiatorem, commissarium, procuratorem, deputatum, nuncium specialem atque generalem facinus, constituimus, & ordinamus per praesentes, dantes & concedentes eidem locumtenenti nostro, ac quibuscumque ab eo deputandis & substituendis, tenore praesentium plenam potestatem, auctoritatem, ac mandatum generale & speciale pro nobis, & nomine nostro, cum dicto illustrissimo Principe Francisco, Francorum Rege Christianissimo, seu ejus oratoribus, procuratoribus, commissariis, ambasiatoribus, legatis, aut deputatis quibuscumque ad hoc sufficientem potestatem habentibus, super praedictis & aliis quibuscumque statum Sedis Apostolicae, & pristinam dignitatem ejusdem veteri more & instituto conservandam, & innovationem quancumque ea in re per Caesarem fiendam resistendam & impediendam concernentibus, sive tangentibus, tractandis & communicandis, ac desuper foedus quodcumque, ligam, sive conventionem, sub illis articulis, pactis, & capitulis, quae dicto locumtenenti nostro, aut ab eodem deputandis convenire videbuntur, aut expedire, percutiendi, contrahendi, ineundi, pacificandi, conveniendi, capitulandi, concordandi, & concludendi, pactaque, tractatus & conventiones quascumque pro promissorum complemento apponendi, conveniendi, & faciendi; necnon de & super hujusmodi conventis, concordatis, & conclusis, literas validas & efficaces pro parte nostra tradendi, similesque a praefato carissimo fratre nostro, ejusve procuratoribus, oratoribus, ambasiatoribus, commissariis, legatis aut deputatis, requirendi, recipiendi, & acceptandi, ac juramentum in animam nostram praestandi, quod tenebimus & adimplebimus realiter & cum effectu omnia & singula, quae in praemissis, & circa ea nomine nostro dictus locumtenens noster, vel ab eo deputati & substituti, concordabit, conveniet & concludet, concordabunt, convenient, jurabunt, firmabunt & concludent; & quod illa ratificabimus, & nullo unquam tempore revocabimus, nec contra ea vel eorum aliquod veniemus; simileque juramentum a praefato fratre nostro carissimo, ejusve oratoribus, ambasiatoribus, commissariis, legatis aut deputatis, exigendi & praestari videndi, & generaliter omnia nomine nostro faciendi, gerendi, exercendi, & firmandi, cujuscumque naturae aut importantis fuerint, aut esse poterint in praedictis, & circa ea necessaria & opportuna, & quae tanti negotii qualitas cum ejusdem circumstantiis, dependentibus, & annexis exigit aut requirit, & quae nobis facere liceret, si praemissis personaliter interessemus, etiamsi praemissis longe majora sint, aut talia forent, quae de sua natura, ad ea perficienda, mandatum exigant magis speciale, quam praesentibus sit expressum.

Promittentes bona fide, & in verbo regio, nos ratum, gratum, & firmum

Tome II.

N n

habituos id totum, & quicquid per dictum locumtenentem, oratorem, commissarium, legatum, aut deputatum nostrum, aut ejus substitutos & deputatos actum, gestum, conventum, juratum, aut factum fuerit in præmissis; & contra ea vel ipsorum aliqua nullo modo contravenire, immò ipsa manutenere & inviolabiliter observare, ac per literas nostras patentes confirmare. In cujus rei testimonium, præsentibus literis nostris, manu nostra signatis magnam sigillum nostrum duximus apponendum. Datum in civitate nostra Londoniensi, vicesimo die mensis junii, anno Domini 1527. regni verò nostri decimo nono.

Nos prædicti invictissimi Angliæ Regis locumtenens, prædicta, ut recitantur, nomine ejusdem cum præfato Christianissimo Rege convenientes præsentibus pacificimus, contrahimus, convenimus, & promittimus, quòd invictissimus Angliæ Rex prædicta pacta, conventiones, & articulos nomine suo initos, sive inita, conclusos & conclusa, infra unum mensem post datam præsentis tractatus, in præsentia commissarii, sive commissariorum prædicti Christianissimi Regis jurabit, ac per literas suas patentes in debita forma confectas, & magno suo sigillo sigillatas, ratificabit & confirmabit, rata, grata, & accepta habebit, firmiter etiam & inviolabiliter observabit, ac à subditis suis faciet observari realiter & cum effectu. In quorum omnium præmissorum fidem & testimonium, nos prædicti invictissimi Angliæ Regi locumtenens his literis manu nostra subscriptis sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in civitate Ambianensi, 18. die mensis augusti, anno Domini 1527. *Thomas, Cardinalis Eboracensis. Et sur le dos est écrit:*

Tractatus quidam inter Angliæ & Francorum Reges initus, Romæ exultante Summo Pontifice, nequid interim rerum novarum, super Sancta Apostolica Sede à Cæsare agitaretur, mense 1527. augusti die decimo octavo.

Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. Roi d'Angleterre, portant que les deux Rois recevront leurs pensions sur le Duché de Milan, si le Duc François Sforce y est rétabli; que le Roi d'Angleterre consentira au mariage de la Reine Eleonor avec le Roi François I. qu'il sera protecteur de la paix entre l'Empereur & le Roi; & que les marchands Anglois jouiront des mêmes privilèges, dont ils jouissoient aux Pais-Bas, & autans de tems que la guerre durera entre l'Empereur & lesdits Rois. A Amiens le 18. aoust 1527.

*Angle-
terre.*

*1527.
18. aoust.*

THOMAS, miseratione divinâ tituli sanctæ Cecilie sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbiter Cardinalis, Eboracensis Archiepiscopus, Apostolicæ Sedis de latere Legatus, Angliæ Primas & Cancellarius, necnon invictissimi & potentissimi Principis Henrici octavi, Dei grati Angliæ & Franciæ Regis, Fidei defensoris, & domini Hiberniæ, locumtenens sufficienter & legitime deputatus, notum facimus, ac in publicam certamque testationem deducimus per præsentibus, quòd cum nos virtute & vigore commissionis nobis à prædicto invictissimo Angliæ Rege factæ, cum illustrissimo & potentissimo principe Francisco, Francorum Rege Christianissimo, in persona sua pacificante, contrahente, & conveniente, certa pacta, capitula, conventiones, & dispositiones inierimus, convenerimus, & pacti fuerimus, sententia, forma, & tenore sequenti concepta & conclusa, inferius speciatim prout contrahebantur, unâ cum nostræ commissionis recitatione de vrehò ad verbum plene subjuncta, videlicet in hunc modum. Sincerus animorum affectus & studiosa observandæ inter se

amicitiæ sollicitudo, quæ propter voluntatum communionem, in illostrissimis ac potentissimis Principibus Angliæ & Francorum Regibus, ex quo viget, sine omni deinceps offensionis nebula, claris & apertis pectoribus colendæ, & amore parituræ sempiternum, facit & exigit, ut quod nunc circa conditiones, de quibus Cæsari finaliter offerendis inter se concordarunt, animis sentiant atque intelligant, appositis etiam pactis, videlicet prædicto Christianissimo Rege, in persona sua, ac prædicto invictissimo Angliæ Rege, per dictum reverendissimum patrem suum locumtenentem, contrahentes id scripto testentur, atque conveniant, conceptis videlicet articulis ad modum, formam, & tenorem sequentem.

Imprimis inter prædictos potentissimos Principes, ut præfertur, pacificentes conventum, concordatum, & conclusum est, quod si interventu prædicti invictissimi Angliæ Regis, aut aliàs, à Cæsare possit obtineri, ut Dux Franciscus Sforcia, ducatus Mediolani statum durante vita sua retineat, illiusque possessione gaudeat & fruatur, fructus percipiens ex eodem, non intelligatur per aliquas conditiones Cæsari oblatas alterutra ex parte dictorum principum renunciatum pensionibus ex dicto ducatu utriusque eorum per conventiones Ligæ Italicæ assignatis & limitatis, sed quod benè licebit utrique principi prædicto pensiones huiusmodi à prædicto Duce Franciscio Sforcia petere & vindicare, easque quocumque modo exigere & recuperare.

Item. Quandoquidem non nihil amicitiæ perpetuæ derogari olim posset, si pacis inter Christianissimum Regem & Cæsarem componendæ protectionem prædictus invictissimus Rex Angliæ susceperet, conventum, concordatum, & conclusum est, quod prædictus invictissimus Angliæ Rex protectionem dictæ pacis non suscipiet, nisi forte pax aliter effectum sortiri non possit; quo casu quemadmodum de matrimonio dominæ Eleonoræ pro bono pacis ex parte invictissimi Angliæ Regis consentitur, sic etiam consentit Rex Christianissimus prædictus, ut si pax aliter obtineri non possit, huiusmodi protectio etiam suscipiatur; pacificentes nihilominus & convenientes potentissimi principes prædicti, quod nec invictissimus Angliæ Rex ratione dictæ protectionis, & eorum, quæ ex protectione consequi possent, aliquid faciet, aut molietur, aut attentabit contra Christianissimum Regem, ejus regna, aut subditos, directè vel indirectè, quovis prætextu, vel colore; neque Rex Christianissimus ducendo dictam dominam Eleonoram, illius suasu, hortatu, amore, aut consiliis quidquam ager, faciet, aut molietur, fieri sinet, aut procurabit quod cedere possit in damnum, præjudicium, aut imminutionem amicitiæ, federis, unionis, & conjunctionis jam cum eodem conclusæ.

Uterius autem, quandoquidem Cæsare oblatas conditiones finaliter respuerit & illas non acceptante, bellum tunc subsequi, & ex parte utriusque principis geri debeat, quo casu mercatores Anglici omnibus illis privilegiis libertatibusque privabuntur, atque amittent, quibus commercium in inferioribus & aliis Cæsaris ditionibus exercentes, & illuc cum mercibus & mercimoniis convenientes in vectigalium & aliorum onerum solutione gaudebant, fruebantur, & habebant, magno sibi commodo & lucro cedentibus, conventum, concordatum, & conclusum est, quod similia privilegia, immunitates, & libertates, quas Anglici mercatores à duodecim mensibus proximè præteritis habuerunt in partibus Flandriæ, Brabantie, Hollandiæ, & Zelandiæ, habebunt ipsi mercatores subditi Regis Angliæ, mercimonia in regno Franciæ, & dominis ad Christianissimum Regem pertinentibus exercentes, quamdiu bellum inter serenissimum Angliæ Regem &

Cæsarem durabit, aut dicta privilegia adempta manebunt, propter bellum vel contributionem ex parte Regis Angliæ factam vel faciendam. Et quoad pro-rogationem dictarum immunitatum & libertatum pro dictis subditis post bellum, vel finito bello, per oratores communes utriusque principis sufficienter autorisatos, illos videlicet quo Christianissimus Rex ad invictissimum Angliæ Regem, pro confirmatione tractatus perpetuæ pacis missurus est, quibus dicta privilegia & immunitates tunc ostendentur, concordabitur & convenietur.

Sequitur tenor commissionis prædicti reverendissimi Patris.

HENRICUS octavus, Dei gratiâ Angliæ & Franciæ Rex, Fidei defensor, dominus Hiberniæ, omnibus ad quos præsentes literæ pervenerint, salutem. Cùm in fœdere ætioris conjunctionis inter oratores illustrissimi principis Francisci, Dei gratiâ Francorum Regis Christianissimi, fratris & consanguinei nostri carissimi, & nostros, nuper concluso, convenum inter cætera, & concordatum sit, quod explicatio, determinatio, sive dissolutio alternativæ super matrimonio vel carissimæ dominæ Mariæ, filiæ nostræ carissimæ, per mutuum consensum prædicti Christianissimi Regis & nostrum fieret; quem consensum nos aut in persona nostra explicaremus, aut per aliquem alium, quem à nostris consiliis multum fidum & carum haberemus, & qui veluti nostra voce, anima, ac spiritu loqueretur, sensumque nostrum ac voluntatem proximè exprimeret, aliaque ex nostro mandato ageret atque tractaret, quæ circa dictæ alternativæ effectum, aut mutuum nostri cum dicto carissimo fratre nostro congrellum, tractari & concludi opportuna videbuntur, aut convenire. Nos igitur, qui fidem, probitatem, diligentiam, ac in agendis rebus solertiam & industriam singularem dilectissimi, fidelissimi, & præcarissimi consilarii nostri, reverendissimi in Christo Patris Thomæ, miseracione divinâ tituli sanctæ Cecilie trans tiberim Presbiteri Cardinalis, Eboracensis Archiepiscopi, & Apostolicæ Sedis à latere Legati, regni que nostri Cancellarii, multis antehac argumentis cognitam & perspectam habemus, & cujus integritatem eam ducimus, ut eum meritò animi mentisque nostræ sinceriter referendæ, exponendæ, atque explicandæ, organum & instrumentum ordinemus, constituamus, & deputemus, spem certam & indubitam de circumspeditione, fidelitate, & industria suis hujusmodi concipientes, ac de illis plenissimè confidentes, ipsum reverendissimum Patrem nostrum locumtenentem, ac verum & indubitatum oratorem, ambasiatorem, commissarium, procuratorem, deputatum, nuncium specialem atque generalem facimus, constituimus, & ordinamus per præsentes. Dantes & concedentes eidem locumtenenti nostro plenam potestatem, facultatem, & auctoritatem, ac plenissimum & amplissimum mandatum generale & speciale, dictum carissimum Regem nomine nostro adeundi, ac eidem de & circa explicatione, determinatione, sive dissolutione alternativæ super matrimonio illustrissimæ dominæ Mariæ, filiæ nostræ carissimæ, consensum nostrum explicandæ, ac eum eodem carissimo fratre nostro prædictam alternativam in personam præfati Christianissimi Regis, illustris Ducis Aureliæ filii ejusdem secundogeniti, aut neutrius eorum ad omnem effectum, qui in dicto tractatu ætioris conjunctionis continetur, determinandi. Dantes præterea & concedentes eidem locumtenenti nostro, ac quibuscumque ab eo deputandis & substituendis, tenore præsentium plenam potestatem, facultatem, auctoritatem, ac mandatum generale

& Speciale, pro nobis & nomine nostro, cum dicto illustrissimo principe, Francisco Francorum Rege, seu ejus oratoribus, procuratoribus, & ambasiatoribus, legatis, aut deputatis quibuscumque ad hoc sufficienter potestatem habentibus, prout declaratio dictæ alternativæ exegerit, tam de modo, tempore, & forma contractus sponsalitiæ matrimonialis, & solemnisationis ejusdem, etiam de dote & doario, quam de & super trajectione ejusdem carissimæ filiæ nostræ in Galliam, de modo administrationis regni in eventum successionis prædictæ carissimæ filiæ nostræ, de partu ejusdem in Angliam transmittendo, ut educetur; de nihil innovando contra statum & formam rei publicæ Anglicanæ; de non alienando regnum; de debitis securitatibus & obligationibus pro præmissis: Et quo casu in personam Ducis Aureliæ alternativa determinata fuerit, de eodem in Angliam transmittendo, ac etiam in Galliam restituendo, si non successerit; cæterisque quibuscumque emergentibus, incidentibus, dependentis & annexis, conveniendi, pacificendi, firmandi, capitulandi, & concludendi; necnon de & super pace perpetua inter oratores prædicti Christianissimi Regis, & nostros, jam nuper conclusa, & confirmatione ejusdem, absque aliqua tamen innovatione, tractandi, conveniendi, & concludendi, ac etiam de & super immutatione, alteratione, qualificatione, restrictione, sive ampliatione quorumcumque articulorum, sive capitulorum, in novissimis federibus æctioris conjunctionis belli offensivi & perpetuæ pacis, ac etiam continuatione belli contra inferiores Cæsaris ditiones gerendi, in contributionem pro transmittendo & alendo exercitu in Italiam, ac summa ex parte nostra pro dicta contributione solvenda; quanta futura sit, quot mensibus præstunda & duratura sit contributio; quibus locis, modis, & temporibus solvenda sit, limitanda, similiter conveniendi, pacificendi, transigendi, & concludendi. Præterea verò tam de mutuo congressu, sive conventu nostro & prædicti carissimi consanguinei & fratris nostri, quam circumstantiis ejusdem, videlicet loco, tempore, comitatu, apparatu, & ornatu, numeroque & ordine stipatorum nostrorum specialiter & expressè conveniendi, similiter pacificendi, capitulandi, & concludendi; denique nova federa, ligas, & conventiones quascumque, offensivas & defensivas, aut cujuscumque generis aut qualitatis existant, cum talibus, pactis, articulis, capitulis, & conventionibus, quæ eidem locumtenenti nostro, aut ab eodem deputandis, eorumve alicui, videbuntur expedire, cum prædicto Christianissimo Rege, fratre & consanguineo nostro carissimo, ejusve procuratoribus, oratoribus, commissariis, & ambasiatoribus sufficientem ad id potestatem habentibus, ineundi, contrahendi, percutiendi, conveniendi, pacificendi, concordandi, & concludendi, pactaque, tractatus, & conventiones quascumque pro præmissorum complemento apponendi, conveniendi, & faciendi; necnon de & super hujusmodi conventis, concordatis, & conclusis, literas validas & efficaces pro complemento eorumdem pro parte nostra tradendi, similesque à præfato fratre nostro, ejusve oratoribus, procuratoribus, ambasiatoribus, commissariis, legatis aut deputatis requirendi, recipiendi, & acceptandi, ac juramentum in animam nostram præstandi, quòd tenebimus & adimplebimus realiter & cum effectu omnia & singula, quæ in præmissis & circa ea nomine nostro dictus locumtenens noster, vel ab eo deputati aut substituti, concordabit, conveniet, jurabit, confirmabit & concludet, concordabunt, convenient, jurabunt, firmabunt, & concludent; & quòd illa ratificabimus, & nullo unquam tempore revocabimus, nec contra ea vel eorum aliquod veniemus: simileque jura-

mentum à præfato fratre nostro carissimo, ejusve oratoribus, ambaffiatoribus, commissariis, legatis aut deputatis exigendi & præstare videndi; ac generaliter omnia & singula nomine nostro faciendi, gerendi, exercendi, & firmandi cujuscunque naturæ & importantiæ fuerint, in prædictis & circa ea necessaria & opportuna, & quæ tanti negotii qualitas cum ejusdem circumstantiis, dependentibus, & annexis exigit, aut requirit, & quæ nobis facere liceret, si præmissis personaliter interessemus, etiam si præmissis longe majora sint, aut talia forent, quæ de sua natura ad ea perficienda mandatum exigant magis speciale, quàm præsentibus sit expressum. Promittentes bonâ fide & in verbo regio, nos ratum, gratum, & firmum habitueros id totum & quicquid per dictum locumtenentem oratorem, ambaffiatorem, commissarium, legatum, & deputatum nostrum, aut ejus substitutos, aut deputatos, actum, gestum, conventum, juratum, & factum fuerit in præmissis, & contra ea vel ipsorum aliqua nullo modo contravenire, immò ipsâ manutene re & inviolabiliter observare, ac per literas nostras patentes confirmare. In cujus rei testimonium, præsentibus literis nostris manu nostra signatis magnum sigillum nostrum duximus apponendum. Datum in civitate nostra Londoniensi, decimo octavo die mensis junii, anno Domini 1527. regni verò nostri decimo-nono.

Nos prædicti invictissimi Angliæ Regis locumtenens, prædicta, ut recitantur, nomine ejusdem cum præfato Christianissimo Rege convenientes, per præsentem pacificimur, contrahimus, convenimus, & promittimus, quòd invictissimus Angliæ Rex prædicta pacta, conventiones, & articulos nomine suo intos sive inita, conclusos & conclusa, infra unum mensem post datam præsentis tractatus, in præsentia commissarii sive commissariorum prædicti Christianissimi Regis, jurabit, ac per literas suas patentes in debita forma confectas, & magno suo sigillo sigillatas ratificabit & confirmabit, rata, grata, & accepta habebit, firmiter etiam & inviolabiliter observabit, ac à subditis suis faciet observari realiter & cum effectu. In quorum omnium præmissorum fidem & testimonium, nos prædicti invictissimi Angliæ Regis locumtenens, his literis, manu nostra subscriptis, sigillum nostrum apponi fecimus. Datum in civitate Ambianensi, decimo-octavo die mensis augusti, anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo-septimo. Signé, T. Cardinalis Eboracensis.

Traité entre le Roi François I. & Henri VIII. d'Angleterre, par lequel celui de Moore de 1525 est confirmé; qu'il y aura paix perpétuelle entre les deux Rois; que l'un n'assiètera les ennemis de l'autre; que la France ne sera point troublée en la possession des seigneuries qu'elle tiens; que le Roi d'Angleterre ne sera point inquieté pour ce qu'il possède deçà la mer; & que le Roi François I. lui paiera tous les ans cinquante mille écus. Fait à Londres le 18. septembre 1527.

Angle-
terre.
1527.
18. sept.

HENRICUS octavus, Dei gratiâ Angliæ & Franciæ Rex, Fidei defensor, & dominus Hiberniæ, omnibus & singulis, ad quorum notitias præsentis literæ pervenerint, salutem. Notum facimus, quòd quum tractatus quidam perpetuæ pacis inter oratores nostros & oratores ac deputatos potentissimi Principis Francisci, Francorum Regis Christianissimi, fratris & constan-

guinei nostri carissimi, initus, conventus, concordatus, & conclusus fuerit, cæ-
 jus tenor sequitur & est talis. Universis & singulis ad quorum notitias præsentis
 literæ petuerint, salutem. Cùm diviniior illa hominis pars nullum sui clarius
 documentum faciat, quàm quoties immortalitatis argumenta edere conatur, & illa
 secum meditatur ac volvit quæ corrupto dissolutoque corporis domicilio sint olim
 futura, ac de posteritate curandum esse ostendat, nihil certè prius aut antiquius
 principibus esse debet, quos non divinitate, ut reliquam hominum multitudinem,
 imbutos credimus, sed veluti Deos quosdam suspicimus ac veneramus, quàm ut
 aliis se vivere ac aliis se natos arbitrentur, cogitationesque suas intra angustos lubricæ
 vitæ terminos non contineant, sed ad posteritatem suam proferant, atque exten-
 dant, ut aliquando vixisse sua facta testentur, factorum etiam gloria reddat
 immortales.

Id quod invictissimi ac potentissimi principes Henricus octavus, Dei gratiâ Angliæ
 & Franciæ Rex, Fidei defensor, & dominus Hiberniæ, & Franciscus, Dei gratiâ
 Francorum Rex Christianissimus, animadvertentes & considerantes, quos non tam
 nomine atque autoritate, quàm corporis animique dotibus inter cæteros eminere, at-
 que virtutibus veros principes omnes agnoscant, parùm esse rati, quòd benevo-
 lenti, mutuaque officiorum exhibitione sint ipsi conjunctissimi, ac firma amicitia
 conglutinati, summa cum felicitate regnent & vivant, nisi eam etiam ad hæredes
 & posteros curent transmittendam, non sine celestis numinis præsentis afflatu, eam
 sibi mentem nunc inducunt, ut illis pactis, illis conventionibus, illis conditio-
 nibus perpetuam sibi & successoribus pacem ineant, pacificentur, contrahant, at-
 que conveniant, res etiam & causas componant & transigant, quæ ad successores
 & universam posteritatem pertinentia, non modò omnem penitus ex animis diffi-
 dentiam, omnem simulacris & belli occasionem, prorsus auferant atque removeant;
 sed etiam principibus ipsis, eorumque successoribus, firmissimam concordiam atque
 amorem, regnis & subditis pacem & tranquillitatem per infinitas ætates sint
 conservatura. Nos igitur Thomas, Dux Norfolkiciæ, Angliæ Thesaurarius; Carolus,
 Dux Suffoliciæ, magnus Marefcallus Angliæ; Thomas Bolen, Vicecomes de Ro-
 chefort, miles; & VVillermus Fitzvilliam, Thesaurarius hospitii, ejusdem in-
 victissimi Angliæ Regis ordinis Garterii milites; & Thomas Moore, miles, du-
 catus Lancastriæ Cancellarius; præfati potentissimi ac serenissimi principis Hen-
 rici octavi, Angliæ Regis, consilarii, oratores, commissarii, procuratores, & am-
 bassiatores, ad infra scripta sufficientem autoritatem habentes, cum egregiis, ma-
 gnificis & nobilibus viris, Gabriele de Actomonte, permissione divina Episcopo
 Tarbiensi; Francisco Vicecomite Turenæ, milite ordinis ejusdem Christianissi-
 mi; Antonio Le Viste, milite, domino de Fresnes, Parisiensis Senatus & Primo
 Britannici Præside; & Joanne Joachino de Passano, domino de Vaux, illustribus
 dominæ Christianissimi Regis matris æconomo; præfati illustrissimi Principis
 Francisci, Francorum Regis Christianissimi, consiliariis, oratoribus, procuratori-
 bus, & ambasiatoribus, ad infra scripta sufficientem autoritatem habentibus, ad
 honorem & laudem Dei omnipotentis, gloriosissimæ Virginis Mariæ, totiusque
 cælestis, & christianæ religionis exaltationem & incrementum, conveni-
 nimus, concordavimus, & conclusimus, atque autoritate commissionum nostrarum,
 quarum tenores inferius inferuntur, per præsentem convenimus, concludimus, &
 concordavimus articulim, prout sequitur.

Imprimis conventum, concordatum, & conclusum est, quòd per nulla pacta,

conventiones, articulos, sive capitula in presenti tractatu inserta aut contenta, & conclusa, aut deniceps tractanda, convenienda, sive concludenda, eorumque aut eorum alicujus in futurum (quod absit) violationem, neque per actum quemcumque circa presentem tractatum ex alterutra parte actum, seu factum, agendum seu faciendum, non censetur in aliquo recessum a tractatu pacis de data apud Moore tricesima die mensis augusti, anno Domini 1725. aut aliqua parte ejusdem; sed quod dicitur tractatus pacis & omnes ejusdem confirmationes, tam per illusterrimam dominam Ludovicam, tunc Franciæ Regentem, quam prædictos illustrissimos principes factæ, necnon obligationes prædictæ illustrissimæ domini tunc Regentis, ac ipsius Christianissimi Regis, ac etiam obligationes civitatum & nobilium regni Franciæ, ac eorum omnes & singulæ absque aliqua innovatione in suis viribus, robore, ac plenissimo ac validissimo effectui perinde maneant atque persistant, ac si præteritus novus tractatus non intervenisset.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod inter prædictos illustrissimos & potentissimos principes, eorumque hæredes & successores in regnis & regia dignitate succedentes, Angliæ videlicet & Francorum Reges, successivis futuris temporibus quancumque existentes regna, patrias, terras, dominia, civitates, castra, territoria, loca, villas, & oppida ab alterutro principum nunc possentia, aut impofterum adipiscenda, necnon subditos, vassallos, & confederatos eorundem, sit vera, firma, solida, sincera, perpetua, & inviolabilis pax, amicitia, unio, confederatio, liga, mutua intelligentia, & vera concordia, non solum ad horum principum vitam, quam Deus longævam esse concedat; sed etiam longissimum posteritatis terminum per secula, per ætates hominum ultimas futuris temporibus duratura.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod neuter prædictorum potentissimorum principum, hæredum etiam aut successorum suorum, subsidia, auxilia, gentes, armotum, aut aliquam assistentiam, re, verbo, consilio, aut assensu præstabit aut dabit, directè, aut indirectè, secretè, aut apertè, aut quocumque colore quæsito, cuicumque alii principi, genti, populo, aut nationi alterum prædictorum potentissimorum principum, ejusve regnum, terras, patrias, aut dominia nunc possentia invadenti, aut invadere volenti, aliquidve aliud in præjudicium, damnum, aut gravamen alterius principis molienti.

Item, quum invictissimus Angliæ Rex, & prædecessores sui, multis retrò annis jus, titulum, & verum dominium in regno Franciæ, & nonnullis aliis dominiis & territoriorum a prædicto Christianissimo Rege nunc possessis, vindicarint, suæque esse & ad se jure pertinere debere prætenderint, & quam, occasione ad id opportunam nacti, Reges Francorum, & possessores eorundem, armis & bello inde dejicere conati sunt, prout etiam aliqui eos de facto à nonnullis dictarum possessionum partibus vi & manu dejecerunt; qui prætextus & jurium prædictorum vindicatio omnium calamitatum, omnium miserationum & capitalium inter utramque gentem odiorum, quæ ex bellis inde ortis & natis consecuta sunt, causa, origo, fons, seges & materia fuerunt, quam removeri atque auferri utriusque principis suorumque regnorum & reipublicæ christianæ multum, ut prædictum est, reverte estimatur: Nos oratores potentissimi & illustrissimi Regis Angliæ, pro & nomine ejusdem, & successorum suorum, pro-ritimus, pollicemur, paciscimur & convenimus, præfatis oratoribus prædicti Christianissimi Regis pro eodem & nomine ejusdem, & successorum suorum, stipulantibus, quod neque illustrissimus Angliæ Rex, neque successorum suorum, per se, neque per deputatos suos, directè aut in-

rectè

reclē, secretē aut apertē, aut quovis quāvis colore, prædictum Christianissimum Regem, neque successores suos, in possessionibus per dictum Christianissimum jam occupatis inquietabunt, turbabunt, molestabunt, infestabunt, turbari, inquietari, molestari, aut infestari facient, aut procurabunt; sed sinent & permittent Christianissimum Regem modernum, & successores suos, dictis possessionibus quietē, tranquillē, & pacificē frui, uti, gaudere, & easdem possidere, ac de eisdem pro arbitrio disponere & ordinare absque aliqua interruptione, aut contradictione prædicti illustrissimi Angliæ Regis, hæredum successorum suorum, quocumque clamore, aut vindicatione per eisdem facto non obstante & perinde acsi nullum huiusmodi clamorem, prætextum, aut vindicationem hæcenus fecissent, neque facere possent.

Item. Cum illa demum pacta firmissimē coalescant, integerrimeque præstentur, quæ medium quemdam & neutram in partem deflectentem tenorem habent, nec alterutrum contrahentium plus æquo prægravantia summa in omnibus æqualitate procedant, cura sanæ & sollicitudo, quam uterque princeps de inviolabili pactorum & conventorum apud posteros observatione non modicam habet, facit atque impellit, ut in illas conditiones & conventiones libenter consentiant atque conveniant, quæ neutram partem plus iusto onerare, sed perpensæ diligenter & perscrutatæ magno utriusque principis regnorum posteritatis, & orbis bono excogitatæ reperientur. Itaque cum illustrissimus Angliæ Rex proximo articulo per oratores suos pro se hæredibus & successoribus suis illa pepigisse non detrectarit, quæ Christianissimis Francorum Regibus perpetuis futuris temporibus pacis securitatem asserre, belli vero inferendi suspensionem auferre debeant, consentaneum æquitati visum est ex parte Christianissimi Regis, pro se & hæredibus & successoribus suis, ejusmodi conventionem & pactum subungi, quod illustrissimis Angliæ Regibus æque acceptum meritò foret. Nos igitur oratores prædicti Christianissimi Regis, speciale ad id mandatum habentes, pro & nomine ejusdem hæredum etiam & successorum suorum, oratoribus prædicti illustrissimi Regis Angliæ, pro eodem, hæredibus & successoribus suis, stipulantibus, convenimus, pacificemur, promittimus, concordamus, & concludimus, eundemque Christianissimum Regem, hæredes & successores suos astringimus & obligamus per præsentēs, quod ipse, hæredes & successores sui solvent, seu solvi facient hæredibus & successoribus prædicti illustrissimi Angliæ Regis, videlicet Angliæ Regibus, perpetuis seculis futuris, pro tempore existentibus, singulis annis ad duos anni terminos, videlicet primo die mensis maii, & primo die novembris, per æquales portiones, in coronis auri de sole boni & iusti ponderis, puritatis, & valoris, nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque corona auri de sole valente & æstimata in pecunia gallica triginta octo solidis turonensibus, summam quinquaginta millium coronarum auri boni & iusti ponderis, puritatis, & valoris, nunc cursum habentium in Francia, unaquaque corona auri valente & æstimata in pecunia gallica triginta quinque solidis turonensibus, quæ quidem summa quinquaginta millium coronarum auri sic æstimatarum conficit & conficere debet ex prædicta conventionē in coronis auri de sole boni & iusti ponderis, puritatis & valoris nunc cursum habentibus in Francia unaquaque corona auri de sole valente & æstimata in pecunia gallica triginta octo solidis turonensibus, summam quadraginta sex millium coronarum auri de sole, & quinquaginta duarum coronarum auri de sole, & viginti quatuor solidorum turonensium, videlicet primo die mensis novembris, vel maii, post mortem illustrissimi Henrici Angliæ Regis moderni, quam Deus sciam esse concedat, proximē subsequenti, etiam si alterum dictorum dictum novembris, aut maii, solutioni assignatorum unum tantum diem dicta mors anteccedat,

Christianissimus Gallorum Rex, qui pro tempore fuerit illustrissimo Angliæ Regi, videlicet regni Angliæ possessionem proximè tunc adepto, pro illo termino solutionis solvet, seu solvi faciet in coronis auri de sole boni & iusti ponderis ut præferatur, in oppido Calisiz, aut si id oppidum, quod absit, in alterius principis ditionem pervenerit, in civitate Cantuariensi in comitatu Kantiz infra regnum Angliæ, viginti quinque millia coronarum auri boni & iusti ponderis, puritatis, & valoris nunc cursum habentium in Francia, unaquaque corona auri valente & æstimata in pecunia gallica triginta quinque solidis turonensibus. Quæ quidem summa viginti quinque millium coronarum auri sic æstimatarum conficit & conficere debet ex præsentī conventionē in coronis auri de sole boni & iusti ponderis, puritatis, & valoris, nunc cursum habentium in Francia, unaquaque corona auri de sole valente & æstimata in pecunia gallica triginta octo solidis turonensibus, summam viginti trium millium coronarum auri de sole, & viginti sex coronarum auri de sole, & duodecim solidorum turonensium, & sic deinceps, de termino in terminum, & de anno in annum, absque aliqua intermissione aut cessatione, ad extremum usque annorum decursum, quem divina providentia mundi hujus terminum posuit & prædestinavit. Provisio semper quod si illustrissimus Angliæ Rex, quod Deus avertat, decesserit ante solutam sibi integram summam duorum millionum coronarum auri, ad quam certis modis & terminis solvendam prædictus Christianissimus Rex, hæredes & successores sui, prædicto illustrissimo Angliæ Regi, hæredibus & successoribus suis, in literis desuper confectis de data apud Moore tricesima die mensis augusti, anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo quinto manent obligati, ut in eisdem plenius continetur, tunc & in eo casu, quod superest solvendum & insolutum remanserit, loco, modis, annis & terminis in dictis literis specificatis, hæredibus & successoribus prædicti illustrissimi Angliæ Regis, plenè & integrè nihilominus persolvatur, sicut solutiones ex præsentī conventionē in satisfactionem illius debiti duorum millionum, aut alicujus partis ejusdem, non imputentur, sed ut eadem solutio procedat & observetur secundum vim formam & effectum literarum prædictarum desuper confectarum, ut in eisdem manifestius liquet & apparet.

Et ulterius etiam, pro & nomine dicti Christianissimi Regis, hæredum & successorum suorum, oratoribus prædicti illustrissimi Angliæ Regis, pro eodem, hæredibus & successoribus suis stipulantibus, convenimus, contrahimus, promittimus, paciscimur, concordamus, & concludimus, eundemque Christianissimum Regem, hæredes & successores suos, constingimus & obligamus per præsentē, quod ipse, hæredes & successores sui, gratis & occasione præsentis tractatus, absque alicujus pretii aut summe pecuniarum exactione, tradent & deliberabunt, tradive aut deliberari facient prædicto illustrissimo Angliæ Regi, hæredibus & successoribus suis in perpetuum, aliusve eorum, aut alicujus eorum nomine venientibus, ab eisdem, aut eorum aliquo, ad id transmissis & deputatis, in loco vocato *Broisage* in Santonia, quandocumque venient aut venientibus, ac semel vel iteratis viribus petenti vel petentibus, videlicet intra menses maii, junii, & julii, annuatim talem & tantam quantitatem grossi & nigri salis, ut dictæ quantitatis salis verus valor, pretium, & æstimatio pro ratione illius anni, quo tradi & deliberari debeat communiter, bonâ fide & absque fraude facta ascendat ad summam quindecim millium coronarum auri, boni & iusti ponderis, puritatis, & valoris, nunc cursum habentium in Francia, unaquaque corona auri valente & æstimata in pecunia gallica triginta quinque solidis turonensibus, solvendarum in coronis auri de sole boni & iusti ponderis, puritatis, & valoris, nunc

cursum habentibus in Francia, unaquaque corona auri de sole valente & æstimated in pecunia gallica triginta octo solidis turonensibus. Ita quod dictum sale in navibus, carratis, aut aliis vasis suis imponere & onerare, ac easdem naves, caratas sive vasa sic onerata, prout eis commodum videbitur, & tempus navigationi idoneum apparuerit, in Angliam usque transfretare licebit, absque aliqua impeditione sive impedimento, alicujusve vestigialis, alteriusve oneris, aut impositionis, quocumque nomine censeatur, exactione aut demanda, sive ab antiquo pro applicatione navium, portus sartura, aut quacunque ex causa quantumvis speciali, fuerit imposita exacta, aut solvi consueta, impostorum vel deinceps imponenda. Et si fortè deficiente sale ob aquarum inundationem, aut alium casum fortuitum, non potuerit dicta quantitas salis plenè & integrè ad rationem æstimationis prædictæ, aliquo anno, aut aliquibus annis præstari, tunc proximo anno, quam primum ubertas salis redierit, ea quantitas salis, quæ propter inundationem aquarum, aut alium quemcumque casum, tradita & deliberata juxta conventionem prædictam non fuerit, tradetur & liberabitur pro modo & ratione æstimationis salis, eo tempore, bona fide ut prædicitur habita, quo salis quantitas insoluta dari debuerat.

Et ulterius pro & nomine dicti Christianissimi Regis, hæredum & successorum suorum, pacificemur, contrahimus, convenimus, atque concludimus, ac eundem Christianissimum Regem, hæredes & successores suos, astringimus & obligamus per præsentem, quòd dictus Christianissimus Rex, hæredes & successores sui, neque per se, neque per alium directè, aut indirectè, secretè vel apertè, prædictum invictissimum Angliæ Regem, hæredes & successores, suos in possessione oppidorum, terrarum, castrorum, & aliorum, quæ nunc per eundem invictissimum Angliæ Regem ultra mare possidentur, turbabunt, inquietabunt, infestabunt, aut molestantur, turbari, inquietari, aut molestari facient, sed sinent & permittent prædictum invictissimum Angliæ Regem, hæredes & successores suos, quietè & pacificè possidere eadem, absque aliqua molestatione, inquietatione aut impedimento per sæcula infinita inferendo.

Item. Conveniunt, concordatum, & conclusum est, quòd si aliquid contra vires & effectus præsentis tractatus pacis & amicitie, terra, marive, aut in aquis dulcibus, per aliquem subditum, vassallum, aut alligatum alterius dictorum principum fuerit attentatum, actum, aut gestum, nihilominus tamen hæc pax sive amicitia in suis viribus permanebit, & pro ipsis attentatis solummodo puniantur damnificantes, & non alii.

Item. Cum articuli, pacta, & conditiones præsentis tractatus pacis perpetuæ magni cujusdam momenti sint, atque ad eum modum conveniant, ut perpetuis sæculis fidei eorum inviolabilem observationem Reges Angliæ & Gallorum pro tempore existentes obligentur, ad removendam itaque omnem ambiguitatem materiam, quæ de autoritate contrahentium oritur, cum princeps in succellorem non habeat jus aut potestatem, neque susceptæ regie dignitati solus suis pactis præjudicium facere possit, conventum ulterius, concordatum, & conclusum est, quòd potentissimi principes prædicti non solum præsentem tractatum perpetuæ, pacis ac omnia & singula capitula in eadem contenta ratificabunt, autorisabunt, & confirmabunt, literasque inde ratificationis & confirmatorias in valida & sufficienti forma confectas, manu sua subscriptas, & magno suo sigillo sigillatas, alteri alter transmitti tradi & deliberari curabit & faciet, ac etiam in præsentia commissarii, sive commissariorum alterius prin-

cipis sufficientem ad id potestatem habentis sive habentium, alter requisitus in præsentia ejusdem sive eorundem, se omnia & singula prædicta, quatenus eum concernunt, perimplerum tæcis sacrosanctis evangelii jurabit, & sic uterque ut præfertur jurabunt, sed etiam curabunt & efficient, ac uterque curabit & efficiet realiter, & cum effectu, ut præsens tractatus perpetuæ pacis cum omnibus suis articulis & capitulis, illis modo, ordine, & formâ, in utroque regno Angliæ & Franciæ, ita confirmetur, ratificetur, approbetur, & autorisetur, ut idem tractatus perpetuæ pacis in vim legis perpetuæ cedat & transeat, ac pro lege promulgetur, habeatur, acceptetur, & reputetur. Ita quod Reges Angliæ & Francorum perpetuis futuris temporibus ad præsentis tractatus perpetuæ pacis cum omnibus suis articulis & capitulis inviolabilem observationem, similiter, & tam arctè teneantur, obligentur, & astringantur, atque nunc ad illarum legum observationem sese astrictos agnoscunt, quas sese observaturos jurejurando solemniter præstito promittunt, protestantur, & pollicentur.

Et ulterius propter firmiorem omnium & singulorum superius contentorum, & conclusorum, observationem, conventum, concordatum, & conclusum est, quod uterque princeps prædictus pro parte sua curabit & efficiet, ut magnates & nobiles regnorum suorum domini spirituales & temporales quorum nomina sequuntur, necnon civitates specialiter inferius nominatæ videlicet pro parte invictissimi Angliæ Regis Archiepiscopus Cantuariensis, Archiepiscopus Eboracensis, Episcopus Londoniensis, Episcopus Vintoniensis, Episcopus Norwicensis, Episcopus Coventriensis & Lichfeldensis, Episcopus Ruffensis, Episcopus Cicestriensis, Episcopus Eliensis, Episcopus Exoniensis, Episcopus Lincolnensis, Episcopus Bathoniensis & VVellenis, Episcopus Sarisburiensis; Dux Richemondæ & Somerset, Dux Norfolciæ, Dux Suffolciæ, Marchio Dorset, Marchio Exceter, Comes Arundeliæ, Comes Oxoniensis, Comes Northumberland, Comes VVesmerlandiæ, Comes Salopienis, Comes Essexensis, Comes Darbiæ, Comes VVorcestriæ, Comes Rutland, Comes Cumberland, Vicecomes Lisle, Vicecomes Fitzvwater, Vicecomes Rochefort, Dominus Burgavenni, Dominus de Lavvate, Dominus Dudley, Dominus Dacres de Gillisland, Dominus Ferres, Dominus Latimer, Dominus Fitzvvarren, Dominus Halting, Dominus Montjoye, Dominus Sand; civitas Londoniensis, civitas Eboracensis, civitas Cantuariensis, civitas Norwicensis, civitas Coventriensis, civitas VVintoniensis, civitas Exoniensis, civitas Sarisburiensis, civitas Lincolnensis, civitas VVellenis, civitas Herford, civitas Cicestræ, civitas Cestriæ.

Pro parte verò Christianissimi Regis, Archiepiscopus Lugdunensis, Archiepiscopus Remensis, Archiepiscopus Bituricensis, Archiepiscopus Senonensis, Archiepiscopus Tholosanus, Archiepiscopus Auxitanus; Episcopus Laudunensis, Episcopus Lexoviensis, Episcopus Ambianensis, Episcopus Matiscouensis, Episcopus Lemovicensis, Episcopus Tarbiensis, Episcopus Trecentis; Rex Navarræ, dominus d'Albret, &c. Princeps Navarræ, Dux Vindocinensis, Comes sancti Pauli, Princeps de la Roche-sur-yon, Dux de Longavilla, Comes de Guise, Comes Nivernensis, Dominus de Lautrec, Dominus de la Tremouille, Comes de Candalle, Comes de Brienne, magnus Senescallus Normanici; Comes de Villars, magnus Magister Franciæ; Admiraldus Franciæ, Comes de Tonnerra, Comes de la Rochefoucaut, Comes de Brienne, Vicecomes Turenæ, Dominus de Barbe.

seux, Dominus de Linieres, Dominus de Tournon, Dominus d'Alegre, Dominus de la Rochepot, Dominus d'Entragues; civitas Parisiensis, civitas Tolosæ, civitas Burdegalenſis, civitas Rothomagenſis, civitas Lugdunenſis, civitas Remenſis, civitas Turonenſis, civitas Bituricenſis, civitas Aurelianenſis, civitas Ambianenſis, civitas Trecentis, civitas Belvacenſis, & civitas Picſtaviensis, firmissimè se obligabunt & astrigent sub hipoteca & obligatione omnium bonorum suorum, & quique magnatum & nobilium prædictorum separatim, se, hæredes & successores suos, & quæque similiter civitas se & successores suos obligabit & astringet, sub hipoteca & obligatione omnium bonorum. Jurabunt præterea, & in vim pacti promittent, quòd ipsi sive ipsæ & eorum quilibet, sive quælibet, præmissa omnia & singula in hoc tractatu pacis specificata fideliter observabunt, pro parte sua, & realiter perimplebunt, observabit & perimplebit, neque unquam eisdem contravenient ipsi hæredes aut successores sui; curabunt etiam, & quisque, sive quæque curabit cum effectu, quòd uterque princeps, hæredes & successores sui, videlicet Angliæ & Francorum Reges, perpetuis temporibus futuris, ac subditi eorundem, quantum in eis erit, prædicta omnia & singula observabit & observabunt, perimplebit & perimplebunt realiter, & cum effectu. Curabit etiam & efficiet prædictus invictissimus Angliæ Rex, quòd prædictus tractatus perpetuæ pacis in curia Cancellariæ, ac in curia Banci Regis, in curia Banci communis ad placita, & curia Scaccarii Regii autorisetur & homologetur: & pariformiter Christianissimus Rex curabit & efficiet, ut dictus tractatus perpetuæ pacis confirmetur & ratificetur per tres status Normanniæ, & Lingux Occitanæ; quodque per Curias Parlamentorum Parisiensis, Tolosani, Rothomagenſis & Burdegalenſis, in debita & sufficienti forma autorisetur & homologetur.

Sequitur tenor dictarum commissionum.

HENRICUS octavus, Dei gratiâ Angliæ & Franciæ Rex, Fidei defensor, & dominus Hiberniæ, omnibus ad quos præsentis Litteræ pervenerint, salutem. Sciat, quòd nos de probitate, legalitate, circumspectione, fidelitate, & industriâ dilectorum & fidelium consanguineorum & consiliatorum nostrorum Thomæ, Ducis Norfolkici, Angliæ Thesaurarii; Caroli, Ducis Suffolciæ, magni Mareſcalli Angliæ; Thomæ Bolen, Vicecomitis de Rochefort; Vvillelmi Fitzvilliam, Hospitii nostri Thesaurarii, ordinis nostri Garterii militum; & Thomæ Moore, militis, Ducatus nostri Lancastriæ Cancellarii; ad plenum confidentes, eisdem, & unumquemque eorum, tam conjunctim, quàm divisim, fecimus, creavimus, constituimus, & ordinavimus, oratores, procuratores, & ambassiatores nostros generales & speciales, dantes & concedentes eisdem, & unicuique eorum in solidum, tam conjunctim, quàm divisim, facultatem & mandatum generale & speciale capitulandi, tractandi, concludendi, & concordandi, tam pro nobis, quàm hæredibus & successoribus nostris, cum illustrissimo ac potentissimo Principe Francisco, Dei gratiâ Francorum Rege Christianissimo, carissimo & dilectissimo fratre & consanguineo nostro, aut ejus oratoribus, ambassiatoribus, & procuratoribus ad hoc potestatem sufficientem habentibus, super uno, aut pluribus tractatibus, tam de & super pace perpetua, sub quibuscumque conditionibus, etiam si nos hæredes & successores nostros speciali pacto astringerent & obligarent, ut ne nos, hæredes aut successores nostri, alicujus juris tituli, aut clamii nostri prætextu, Christianissimum Regem modernum, hæredes aut successores in possessione eorum, quæ nunc

possidet, turbaremus & inquietaremus in futurum; quàm de & super matrimonio pro & nomine carissimæ & dilectissimæ filix nostræ, Mariæ, cum eodem Christianissimo Rege, aut filio suo secundo genito Henrico, Duce Aureliæ, alternativè contrahendos; idque, si ita videatur, sub ejusmodi conditionibus, ut illius alternativæ determinatio, sive dissolutio, per mutuum consensum nostrum, & prædicti Christianissimi Francorum Regis, determinetur; necnon super ætiori conjunctione, sive confœderatione ac etiam liga belli defensiva, ultra conventiones & capitula in novissimis tractatibus contenta & comprehensa, illis tamen & cæteris tractatibus novissimis in tuo robore perpetuò, & sine aliqua innovatione manentibus, necnon cum prædicto carissimo consanguineo & fratre nostro, ac etiam Sanctissimo Domino nostro, illustrissimo Domino Venerorum, & quibusvis aliis principibus christianis; deque super modo & ordine, quibus Cæsarem pro redemptione sive liberatione filiorum dicti Christianissimi Regis convenire oportebit; ac etiam liga, fœdere, & confœderatione belli offensivi contra Cæsarem pro recuperatione, libertate, & remissione liberorum dicti Christianissimi Regis in manibus Cæsaris, aut aliorum quorumcumque existentium; necnon pro persolutione summatarum per dictum Cæsarem nobis debitarum, ac damnorum restitutione & recuperatione, ac etiam aliorum jurium nostrorum satisfactione; necnon de mutuo congressu, sive conventu nostro, & carissimi ac dilectissimi fratris & consanguinei nostri prædicti; & generaliter omnia alia & singula, quæ ad mutuam nostri & prædicti Christianissimi fratris nostri unionem, & propiorem animorum conjunctionem, ac ætiorum intelligentiam, eis conducere videantur, ac etiam circa prædicta & illorum singula, cæteraque omnia ex illius dependentia, tractandi, concordandi, conveniendi, & concludendi, sub & cum talibus conditionibus & pactis, quæ dictis nostris oratoribus, aut eorum alteri, tam conjunctim quàm divisim, videbuntur opportuna & necessaria, & quæ nos faceremus, aut facere possemus, si personaliter interfissemus, etiam si talia forent, quæ expressis majora sint, & mandatum quàm præsentibus sit expressum exigant magis speciale. Promittentes bonâ fide, & in verbo regio, & sub obligatione & hipoteca omnium & singulorum bonorum nostrorum, hæredum etiam & successorum nostrorum, tam præsentium quam futurorum, omnia & singula, quæ per dictos nostros oratores, aut alterum ipsorum, tam conjunctim quàm divisim, acta, promissa, conclusa, conventa, & capitulata fuerint, nos rata & grata perpetuis temporibus habituros, illaque & singula omnia per parentes nostras literas, manu propria signatas, confirmaturos. Dantes etiam prædictis oratoribus nostris, & cuilibet eorum in solidum, plenariam & omnimodam potestatem pro securitate præmissorum, & illorum omnium & singulorum, in animam nostram jurandi, omnia bona nostra hæredum & successorum nostrorum, tam præsentia quàm futura, obligandi & hipotecandi, sub censuris ecclesiasticis, etiam Cameræ Apostolicæ, si opus fuerit, cum clausula de *nisi*; substituendo unum vel plures procuratores cum potestate prorogandi jurisdictionem, & consitendi omnia promissa, acta, conventa, & conclusa per præfatos nostros oratores, aut alterum in solidum, consentiendi quòd nisi conventa, acta, conclusa, & capitulata realiter & de facto adimpleantur, sententia excommunicationis contra constituentem aut consentientem proferatur, à qua non absolvetur, nisi prius adimpleverit, quæ adimplenda forent. In cujus rei testimonium, has literas nostras, manu nostrâ signatas, fieri fecimus patentes, a teste me ipso apud Grenvyich, vicesimo-quinto die aprilis, regni nostri decimo-nono.

FRANCISCUS, Dei gratiâ Francorum Rex, universis præsentis literas inspecturis, salutem. Notum facimus, quod nos ad plenum confidentes de literarum scientiâ, industriâ fide & probitate carissimorum ac dilectissimorum Consiliariorum nostrorum, Magistri Gabrielis, Episcopi Tarbiensis; Francischi, Vicecomitis Turenæ, militis ordinis nostri; Antonii Le Viste, militis, domini de Fresnes, Præsidis in nostris Parlamentorum Curii Parisius & Britannix; & Joannis Joachim de Passano, domini de Vaux, illustrissimæ ac carissimæ dominæ matris nostræ æconomi; eisdem, & unum quemque eorum, tam conjunctim quàm divisim, fecimus, creavimus, constituimus, & ordinavimus, tenoreque præsentium, facimus, creamus, constituimus, & ordinamus, oratores, procuratores, & ambassiatōres nostros generales & speciales; dantes & concedentes eisdem, & unicuique eorum in solidum, tam conjunctim quàm divisim, facultatem & mandatum generale & speciale capitulandi, tractandi, concludendi, & concordandi, tam pro nobis, quàm pro hæredibus & successoribus nostris, cum illustrissimo ac potentissimo Principe Henrico, Dei gratiâ Rege Angliæ, domino Hiberniæ, Fidei defensore, carissimo & dilectissimo fratre & consanguineo nostro, aut ejus oratoribus, ambassiatoribus, & procuratoribus ad hoc potestatem sufficientem habentibus, super uno aut pluribus tractatibus, tam de & super pace perpetua, sub quibuscvis conditionibus, etiamsi nos hæredes ac successores nostros ad quamcunque summam pecuniarum potentissimo Angliæ Regi, hæredibus ac successoribus suis annuatim solvendam, ac præterea quidvis aliud annuatim hæredibus & successoribus suis præstandum obligarent; quàm de & super matrimonio pro nobis, aut carissimo ac dilectissimo filio nostro Aurelianiensi Duce, alternativè contrahendo; idque, si ita videatur, sub ejusmodi conditionibus, ut illius alternariæ determinatio, sive dissolutio per mutuum consensum nostrum, & potentissimi Angliæ Regis determinetur; necnon super ætiori conjunctione sive confœderatione, ac etiam liga belli defensiva, ultra conventiones & capitula in novissimis tractatibus contenta & comprehensa; illis tamen & cæteris tractatibus novissimis in suo robore perpetuo & sine aliqua innovatione manentibus; necnon cum prædicto carissimo consanguineo & fratre nostro, ac etiam Sanctissimo Domino nostro, illustrissimo Dominio Venetorum, & quibuscvis aliis principibus christianis, deque & super modo & ordine; quibus Cæsarem pro redemptione filiorum nostrorum, sive liberatione, convenire oportebit; ac etiam liga, fœdere, & confœderatione belli offensivi contra Cæsarem, pro recuperatione, libertate, & remissione liberorum nostrorum, in manibus Cæsaris, aut aliarum quorumcumque existentium; necnon pro persolutione summatarum per dictum Cæsarem illustrissimo ac potentissimo Angliæ Regi, domino Hiberniæ, Fidei defensori, carissimo ac dilectissimo fratri & consanguineo nostro debitatum, ejusdemque damnorum restitutione & recuperatione, ac etiam aliorum jurium suorum satisfactione; necnon de mutuo congressu, sive conventu nostro, & carissimi ac dilectissimi fratris & consanguinei nostri invicissimi Angliæ Regis prædicti; & generaliter omnia alia & singula, quæ ad mutuum nostrum, & prædicti carissimi fratris unionem & propiorem animorum conjunctionem, & ætiorē intelligentiam, eis conducere videantur, ac etiam circa prædicta & illorum singula, cæteraque omnia ex illis dependentia, tractandi, concordandi, conveniendi, & concludendi, sub & cum talibus conditionibus & pactis, quæ dictis nostris oratoribus, aut eorum alteri, tam conjunctim quàm divisim, videbuntur opportuni & necessaria, & quæ nos faceremus, aut facere possemus, si personaliter interessemus; etiamsi talia for-

rent, quæ expressis majora sint, & mandatum quàm præsentibus sit expressum exigant magis speciale. Promittentes bonâ fide, & in verbo regio, & sub obligatione & hipoteca omnium & singulorum bonorum nostrorum, hæredum etiam & successorum nostrorum, tam præsentium, quàm futurorum, omnia & singula, quæ per dictos nostros oratores, aut alterum ipsorum, tam conjunctim quàm divisim, circa præmissa conclusa, conventa, & capitulata fuerint, nos rata & grata perpetuis temporibus habituros, illaque & singula omnia per parentes nostras literas, manu propriâ signatas confirmaturos. Dantes etiam prædictis oratoribus nostris, & cuilibet illorum in solidum, plenariam & omnimodam potestatem pro securitate præmissorum, & illorum omnium singulorum, in animam nostram jurandi, omnia bona nostra, hæredum & successorum nostrorum, tam præsentia quàm futura, obligandi & hipotecandi, sub censuris ecclesiasticis, etiam Cameræ Apostolicæ, si opus fuerit, cum clausula de *nisi*, substituendo unum vel plures procuratores, cum potestate prorogandi jurisdictionem, & confidendi omnia promissa, acta, conventa, & conclusa per præfatos nostros oratores, aut alterum in solidum; consentiendi, quod nisi conventa, acta, conclusa, & capitulata realiter & de facto adimpleantur, sententia excommunicationis contra constituentem, aut consentientem, proferatur, à qua non absolvatur, nisi prius adimpleverit quæ adimplenda forent; renunciando omnibus privilegiis Regibus Franciæ concessis, quod non possint excommunicari, etiam per Sedem Apostolicam, nisi certis solemnitatibus observatis; quod quidem privilegium pro expresso habeatur, ac si illius de verbo ad verbum esset præsentibus facta mentio. In quarum rerum testimonium, has præsentibus manu nostrâ signavimus, sigilloque nostro communiti jussimus. Datum in castro nostro Nemoris Vincennarum, die vicesima-tertia mensis aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo-septimo post Pascha, regni nostri tertio decimo.

Nos igitur tractatum eundem, omniaque & singula pacta & capitula in ipso contenta & explicata, accepta, grata, rata, & firma habentes, quatenus nos, hæredesque & successores, regna, dominia, & subditos nostros concernunt, tangere, aut quovismodo concernere possunt & poterunt, omnibus efficacioribus, melioribus, validioribusque modis, via, jure, & forma, quibus possumus & debemus, approbamus, laudamus, confirmamus, & ratificamus, jurantes in animam nostram, & verbo nostro regio affirmantes & pollicentes, nos adversus aut contra præsentem perpetuæ pacis tractatum nihil unquam omnino quovis prætextu molituros, attentaturos aut facturos; neque ut ab aliis quicquam molietur aut committatur procuraturos, aut assensuros; sed omnia & singula in præfati tractatu comprehensa penitus implendos, & bonâ fide perpetuò observaturos. In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, his præsentibus, manu nostrâ subscriptis, sigillum nostrum apponi fecimus. Datum Londini, decima-octava die mensis septembris, anno Domini millesimo quingentesimo vicesimo-septimo, regni verò nostri decimo-nono. Signé, HENRI.

OFFRES FAITES PAR LES AMBASSADEURS DU ROI
 François I. à l'Empereur, & les réponses dudit Seigneur Empereur.
 A Palencia, le 10. 15. 20. & 21. septembre 1527.

CE que Monsieur l'Evêque de Tarbes, & M. le President de Bordeaux, ambassadeurs du Roi de France, en presence de Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre, ont dit & offert au nom dudit seigneur Roi, leur maître, à Messieurs du Conseil d'Etat de l'Empereur, touchant la conservation du traité de Madrid, est ce qui s'ensuit.

L'Em-
 pereur,
 1527.
 Sept.

L'EMPEREUR aiant entendu les offres mentionnées en cet écrit, & ouï le rapport, que Messieurs de son Conseil d'Etat lui ont fait, desirant sur toutes choses du monde bonne & seure paix en Chretienité être établie, & afin que chacun connoisse de bien en mieux son bon vouloir, déjà assez expérimenté, pour la conservation de bonne & loiale amitié avec le Roi de France, sous protestation toutefois, & autres choses contenues és réponses déjà baillées à Valladolid, le vintieme de juillet dernier passé, Sa Majesté desirant complaire au Roi d'Angleterre, son bon frere & oncle, & à Monsieur le Legat & Cardinal d'Angleterre, son bon ami, ensuivant la bonne amour & affection, que Sa Majesté leur porte, qu'en cetui affaire partie de son droit, il fera plus pour l'amour d'eux, que pour Princes vivans, & pour parvenir à la paix de Chretienité, dont est deü audit seigneur Roi, & Legat comme mediateurs, l'honneur & la loüange de le traiter, achever, & conclure, pour leur grande prudence. A cette cause, Sa Majesté a ordonné répondre par apostille sur chacun article desdites offres contenues en ce present écrit, selon le nombre des articles dudit traité de Madrid, comme il s'ensuit.

Au premier article dudit traité, lesdits ambassadeurs l'ont accordé comme il gît, & depuis ont derechef offert ce qui s'ensuit.

Item. Que le premier article faisant mention que lesdits seigneurs Empereur, & Roi Tres-Chretien, seront amis des amis, pour la pertuition & défense de leurs états est offert comme il gît, sauf que en vertu d'icelle ne pourra rien être intenté au prejudice du Roi d'Angleterre.

C'est un article reciproque & accoustumé en tous traitez de paix, par quoi Sa Majesté s'en contente comme il gît, & mémemment sauf que en vertu d'icelui le Roi de France ne pourra rien attenter contre ni au prejudice dudit seigneur Roi d'Angleterre.

Au second article, accordé ainsi comme il est.

C'est un article reciproque, & aussi accoustumé, reste qu'il est besoin que pour observation d'icelui, les choses faites avant le traité de Madrid, & aussi depuis, tant entre l'Etat de Gennes, que autres sujets de Sa Majesté, soient remises en leur premier état & dû; & afin que pour ce ne reste aucune difficulté, le tout sera accompli reciproquement d'une part & d'autre, dans

tel tems qu'il sera avisé après la conclusion du nouveau traité, & avant la délivrance de Messieurs les Enfans de France.

Au tiers, commençant : Item, *Pour plus grande sûreté de paix*, faisant mention du duché de Bourgogne, lesdits ambassadeurs ont offert de reformer ledit article, comme s'ensuit.

Item. Pour & en lieu de la délivrance du duché de Bourgogne, pour la rançon du Roi, ledit seigneur Roi Tres-Chretien paiera à l'Empereur la somme de deux millions d'écus, és termes, au tems, & en la forme qui s'ensuit : c'est à savoir, la somme d'un million comptant ; au paiement da laquelle somme qui sera fait, seront délivrez & mis en main du Roi Tres-Chretien, ou de ses commis & deputez, réellement & de fait, les personnes de Messieurs les Daupin, & Duc d'Orleans, primogenit & second enfans du Roi Tres-Chretien, remis & restituez en leur forme & entiere liberté : & l'autre million restant, & faisant le parfait desdits deux millions, sera solu & païé, c'est à savoir en toute la somme qui est dûë d'argent prêté au Roi d'Angleterre ; ledit Roi de France Tres-Chretien aquitera l'Empereur envers icelui Roi, & lui rendra, ou fera rendre, ses cedules & obligations ; & le reste faisant le parfait dudit paiement desdits deux millions se paiera en trois années, chacun an prorata, à deux fois par moitié, c'est à savoir Pâques & la Toussaints, dont sera baillée bonne & convenable seureté de banquiers & marchands, & autres personnes solvables & suffisantes ; le tout sans prejudice des droits, querelles, & actions, que ledit Empereur pretend audit duché de Bourgogne, auparavant ledit traité de Madrid, & des moïens & raisons dudit Roi de France Tres-Chretien, & qu'il lui soit déduit trois-cens mille écus pour le dot de la Reine. Ce qui est dû d'argent prêté audit Roi d'Angleterre, s'entend que le Roi Tres-Chretien au même instant de la reddition des enfans, & jointement avec la paie d'un million, se rendront à l'Empereur les gages & letrages d'obligations, que l'Empereur a baillez en Angleterre.

Depuis ce que dessus offerts par lesdits Ambassadeurs de France, ils ont de nouveau offert & baillé par écrit ce qui s'ensuit.

CE sont les offres faites par les Ambassadeurs des Rois Tres-Chretien, & d'Angleterre, au Conseil d'Etat de l'Empereur, à ce connus par Sa Majesté.

Premierement, que en lieu du duché de Bourgogne, comté de Mâconnois, Auxerrois, seigneuries de Bar-sur-Seine, vicomté d'Auxonne, & ressort de Saint Laurent, ledit Roi Tres-Chretien offre audit seigneur Empereur, deux millions d'écus au soleil pour sa rançon, & délivrance de Meilleurs le Daupin de Viennois, & le Duc d'Orleans, ses enfans ; laquelle somme se paiera en douze-cens mille écus comptans, au lieu qui sera avisé : & en même instant seront réellement & de fait, retirez & delivrez lesdits seigneurs Daupin, & Duc d'Orleans, entre les mains des commissaires & deputez par ledit seigneur Roi Tres-Chretien ; & quant aux huit-cens mille écus restans par ledit seigneur Roi, ledit seigneur Roi aquitera icelui seigneur Empereur, des sommes par lui dûës

d'argent prêt, audit seigneur Roi d'Angleterre, & lui en rendra les cedules & obligations, si aucunes y en a. Et quant à ce qui se trouvera de reste, ledit seigneur Roi Tres-Christien offre de paier en trois ans, & en bailler telle security, que entre les deputez par lesdits seigneur Empereur, & les Ambassadeurs susdits sera avisé. Et tout ce que dessus offre ledit Seigneur Roi Tres-Christien, reservant audit seigneur Empereur toutes actions & querelles qu'il pretend desd. terres & seigneuries, & à lui ses défenses au contraire.

Quant à l'article faisant mention de la restitution de Bourgogne, quand l'on considerera le bon droit, que Sa Majesté y a, un chacun pourra bien connoître le grand desir & vraie affection qu'il a à l'établissement de cette paix, en suspendant cette restitution, suivant la réponse faite le vintieme juillet ensuivant, laquelle, & ce que Sa Majesté a toujours répondu, qu'il entendoit contenter & satisfaire le Roi d'Angleterre, son bon frere & oncle, de ce qu'il lui peut devoir d'argent prêt, enforte qu'il y ait comme s'en contenter, Sa Majesté, moiennant l'accomplissement des choses ci-après écrites & apostillées, & comme il est dit ausdits réponses du vintieme juillet, sera content accepter les deux millions d'écus au soleil, d'or, & or bon & de juste poids, selon la vraie évaluation qui sera faite par gens à ce connoissans; sur laquelle somme seront paiez réellement au Roi d'Angleterre ce que Sa Majesté lui doit par lettres obligatoires d'argent prêt, selon qu'il en apetra dûment; lesquelles lettres obligatoires, les joiaux que ledit seigneur Roi a en gage, & quittance suffisante sur ce servant, seront aussi rendus réellement, & delivrez à Sa Majesté, ou à ses commis à ce, & le reste qui demeurera à l'accomplissement de l'entiere paie desdits deux millions, sera paiez à Sa Majesté, le tout avant, & au même instant que la délivrance desdits seigneurs Enfans se fera: pour laquelle délivrance sera pris jour prefix, & aussi avisé du lieu, de la forme & maniere, & assurance d'icelle, même quant à ladite forme contenant ceux qui à ce seront deputez.

Le quart article est couvert, car moiennant ladite somme de deux millions, paiables en la forme & maniere dessusdite, demeure ledit Roi de France Tres-Christien quitte & déchargé de tout le contenu audit traité, & même de ce que touche la personne de Monsieur d'Angoulême; & au lieu de la ratification contenué audit article, sera offert & accordé, que ledit traité de paix, & le contenu en icelui, sera ratifié selon les ratifications & modifications accordées par les particuliers, qui se tiendront en chacune senechaussée ou province du royaume de France, & par eux jurée & promise la perpetuelle observance d'icelle, & fait enteriner, verifier, & enregistrer en la Cour de Parlement à Paris, & autres Parlemens du royaume de France, constituant, &c. *secundum verba tractatus Madridi*, quant à la soumission volontaire.

*Et depuis lesdits Ambassadeurs ont derechef offert à Sa Majesté,
ce qui s'ensuit.*

Ledit seigneur Roi Tres-Christien offre la ratification & approbation de toutes choses qui seront promises par les Etats particuliers, lenechaussées de son

P p ij

roiaume, & omologation des Parlemens de France, sauf & réservé ce qui touche Monsieur d'Angoulême, qu'il n'entend ni ne peut bailler.

Cet article contient beaucoup de choses, partie desquelles se pourront reformer; même quant aux ratifications, dont la Majesté se remet à la cinquième déclaration faite ledit vintième juillet. Et quant à la personne de Monsieur d'Angoulême, le Roi fait bien comme de sa propre volonté il a fait offre de l'envoyer par deçà; & s'il desire l'amitié être conservée, si bonne comme il dit, ne doit faire difficulté d'observer ce qu'il a promis quant à cetui point, puisque ce n'est chose impossible, mais est en lui de l'accomplir; toutefois moiennant que les autres choses contenues en ces presentes réponses se fassent, la Majesté est contente complaire au Roi en cette matiere.

Le cinquième article commençant: *Item, Pour plus grand établissement, &c.* accordé, & demeurera comme il gît, fors quant à la ville, château & bailliage d'Hesdin, qui demeurera au Roi, pour & en lieu de Tournay & Tournesis, Et quant à l'Etat & Comté d'Ast, semblablement, pource que c'est patrimoine ancien de la Maison d'Orleans. Et au regard de la souveraineté de Flandre & Artois, elle sera delaissee & remise durant la vie dudit Empereur, & s'il ne se peut contenter du cours de sa vie, il sera ajouté à la vie de son fils aîné; si la vie de son fils ne lui suffit, durant les cours de sa vie, de ses enfans descendans de son corps en premier degré; s'il ne se contente, à la vie de lui & de ses enfans descendans de son corps simplement.

En ce qui touche Milan, ledit seigneur Roi Tres-chretien prie l'Empereur, que Francisque Sforzia en demeure possesseur paisible; & plaira audit seigneur Empereur entendre Messieurs les ambassadeurs d'Angleterre sur ces articles.

Et depuis ladite offre, lesdits ambassadeurs ont derechef offert ce qui s'en suit.

L Edit Roi Tres-Chretien offre renoncer au droit par lui pretendu au roiaume de Naples, pensions, & arrages de la seigneurie de Gennes, ou comté d'Ast, ou Tournay, Tournesis, Arras, & Mortagne, Saint-Amand, bailliage, ville, & château d'Hesdin; à la souveraineté de Flandre & Artois, à jamais; au rachat de Lille, Doüay, & Orchies.

Sa Majesté en persistant aussi en la réponse dudit vintième de juillet, conforme au traité de Madrid, trouve bien raisonnable ce que ledit Roi de France offre, qui est que l'article cinquième dudit traité, faisant mention de Naples, pensions sur icelui, Gennes, comté d'Ast, restitution d'Hesdin, renonciation de la cité d'Arras, Tournay, Tournesis, Mortagne, & Saint-Amand, souveraineté de Flandre & Artois, avec renonciation reciproque de toutes querelles, soit observé selon la forme & teneur dudit article: & de faire nouvelle mention dudit rachat de Lille, Doüay, & Orchies, n'est besoin, car en faisant de ce particularité, faudroit que la Majesté fit le semblable de choses qu'il pretend, même de la comté de Boulonnois, de Noyers, du rachat de la riviere de Somme, & autres grandes choses qu'il pouoit prendre en vertu des traites d'Arras, Conflans, & Peronne, ausquelles renonciations reciproques pour le bien de paix, la Majesté n'en-

tend contredire, ains observer ledit traité de Madrid, & aussi que ledit article, selon l'offre dudit Roi, demeure en son entier. Reste les deux choses, l'une quant à l'Etat de Milan, selon qu'il est mentionné audit article, surquoi Sa Majesté persiste, que les renonciations y mentionnées, faites par ledit Roi de France, dudit Etat, demeurent aussi en leur entier, sans faire innovation, & que les lettrages qui se doivent bailler à sa Majesté, comme il est déclaré audit article, se baillent dans tel jour qu'il sera avisé, avant la délivrance de Messieurs les Enfans : & le semblable de ce qui auroit été occupé audit Etat, contre la teneur dudit traité de Madrid, & jusques à la conclusion qui se fera de cetui nouveau, que le tout soit librement restitué à Sa Majesté ; le semblable en l'Etat de Gennes, & à ce ensuivant le contenu audit cinquieme article. Et l'autre chose, que Sa Majesté sera contente, comme déjà il a offert, de faire justice au Duc Francisco, comme il est contenu ausd. réponses du vingtieme de juillet. Et puis que ce que dessus n'est point impossible, & est chose promise par ledit traité de Madrid, Sa Majesté y persiste, selon qu'il a été répondu aux ambassadeurs d'Angleterre.

Le sixieme, commençant : *Item, Que pour cette paix, &c.* il demeurera en l'Etat qu'il est, sauf quant à la défense des états, dignitez, roiaumes ; pais, terres, & seigneuries de l'Empereur, sera ajouté restriction en ce qui est tenu & possédé de par l'Empereur de son patrimoine, & où y a, *aux dépens de celui qui donnera l'aide, sera changé & mis, aux dépens du requerant ;* ou bien l'article soit raïé.

Et depuis ladite offre, lesdits ambassadeurs ont offert ce qui s'en suit.

LE Roi Tres-Chretien offre la ligue défensive, selon qu'elle est couchée au traité de Madrid, sauf & excepté qu'il n'entend y comprendre que les roiaumes, pais, terres, & seigneuries dudit Empereur, & non de l'Empire, ni de ses dépendances.

C'est un article, qui comprend reciproque défense des dignitez, états, &c. Et puis que ledit seigneur Roi y desire réformation, cela s'éclaircira bien, à sçavoir quant aux biens patrimoniaux de Sa Majesté, qui ne sont de son obeïssance à cause de son élection d'Empereur, demeurant le surplus de l'article en son entier ; mais il faudroit ajouter outre lesdits biens patrimoniaux, quant à l'Etat de Gennes, & aussi de la comté d'Ast, & aussi de l'Etat de Milan, que ledit Roi de France soit tenu d'assister Sa Majesté, & les défendre en obeïssance de Sa Majesté, n'ême l'Etat de Milan, & nommément ledit Francisco, si par justice que Sa Majesté ordonnera, il est déclaré qu'il ait forfait, & que son investiture ne doive avoir lieu.

Le septieme, commençant : *Et pour toujours de plus en plus, &c.* & autres articles ensuivans, faisant mention du mariage du Roi, & de Madame Eleonor, & des pactions, & convenances dépendans dudit mariage, jusques à l'article commençant : *Item, Pour obvier à toutes occasions,* est accordé *in omnibus*, fors en trois points, à sçavoir le premier touchant le paiement de deux cens mille écus de dor ; & en cela entend ledit seigneur Roi, que la fin du tiers article soit

ensuivie. Le second est, quant aux comtez de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, qui demeureront au Roi, comme la duché de Bourgogne; & si l'Empereur veut ajoûter la protestation de non prejudicier à la querelle, faire le pourra, y ajoûtant, *comme au duché de Bourgogne*. Le tiers point est quant à la ratification dudit article, qui semble chose étrange en mariage, qui se peut proutement parfaire & consommer, & ne se fût onques en ce cas en France fait; néanmoins si ledit seigneur Empereur le veut autrement, sera exposé clause de verification & omologation des Parlemens.

Et depuis lesdits ambassadeurs ont offert ce qui s'ensuit.

Ledit Roi Tres-Christien offre le mariage de Madame Eleonor, avec le dot de deux-cens mille écus, & doüaire accoutumé être donné aux Reines de France, comme plus à plein il est contenu & déclaré audit traité de Madrid; ensemble le mariage de Monseigneur le Daupin, & de Madame la Princesse de Portugal; & offre ratification des Etats particuliers de France, & omologation des Parlemens, s'il est requis.

Tous les articles du mariage du Roi de France, & de la Reine Madame Eleonor, sa femme, & aussi de Monsieur le Daupin, sont si honnêtes & raisonnables, qu'il ne s'en doit faire innovation. Et quant à la constitution du dot de deux-cens mille écus, faudra ajoûter, que la délivrance de ladite Reine se fera le même jour que les Enfans seront délivrez, & que ledit seigneur Roi baille les lettres d'assignar dudit dot selon le traité de Madrid, vu que les termes des paiemens de deux-cens mille écus, que ledit seigneur Roi doit en l'article de l'aide d'Italie, sont échus; & puisqu'il les offre de paier, il n'y a en ceci difficulté. Il faudra aussi pour plus confirmer & autoriser ce mariage, que le Roi envoie nouveau pouvoir, pour derechef reiterer les paroles de present, & faire les autres choses nécessaires.

Et quant au fait de Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, qui pour complaire audit Roi de France, à sa tres-instante requête ont été baillez en dot à ladite Reine sa femme, par ledit traité de Madrid, & n'est chose nouvelle, vu le droit de Sa Majesté par le traité d'Arras, & que lesdites pieces furent baillées en dot à madite Dame Marguerite, au traité de Senlis, lors qu'elle fût mariée au Roi Charles de France, pourquoy ne faut faire changement audit dot, ni en ce que, par ledit traité, y doit succéder le premier fils qui naîtra du present mariage; mais Sa Majesté en contemplation de cette paix, & moiennant que les autres choses s'accomplissent, sera bien contente, qu'en ce cas que ladite Reine n'eût nuls enfans, & que par consequent avenant son trépas, lesd. comtez, & châtelleries, selon le traité de Madrid, devoient retourner à Sa Majesté, ou à ses hoirs, que ce neanmoins lesdits comtez & châtelleries, & restitution d'icelles, demeurent en surseance, comme sur le fait de Bourgogne est dit aux réponses du vintieme juillet. Et quant aux ratifications, c'est chose raisonnable, qu'elles se fassent, & qu'elles se délivrent conjointement avec les autres, mentionnées au quatrieme article avant la délivrance de Messieurs les Enfans; car lesdites ratifications ne sont exposées audit traité pour la consommation du

mariage, attendu que l'on fait bien qu'il en est besoin ; mais que l'on regarde bien les articles , l'on trouvera que c'est tant pour le fait de la Reine, que de ses enfans qui naîtront dudit mariage , & pour le retour du dot, en cas que retour ait lieu , & pour les autres raisons illec spécifiées pareillement. Outre les deux-cens mille écus de dot dessus mentionnez, Sa Majesté sera contente encore de l'accroître de cent mille écus, procedans de plus grande somme, que le Roi de France lui doit par le vint-quatrième article dudit traité de Madrid, à cause de l'aide de six mille paies de piétons, que Sa Majesté doit avoir par ledit article, faisant mention de l'aide d'Italie, en baillant par la forme que dessus, lettres d'assignal, & renonciations à toutes successions, comme le traité de Madrid le contient, & au propre jour de la délivrance.

L'article vintième, commençant : *Item, Et pour obvier, &c.* faisant mention du royaume de Navarre, sera reformé sur cette substance : A été accordé, que si Dom Hunri, sieur d'Albret, vouloit faire guerre audit seigneur Empereur, pour le recouvrement dudit royaume de Navarre, qu'il dit, & maintient être son vrai patrimoine & heritage ; ledit Roi Tres-Christien ne lui baillera directement, ni indirectement, aide, faveur, ni assistance.

Et depuis lesdits sieurs ambassadeurs ont offert ce qui s'ensuit.

CET article de Navarre demeurera comme il est couché au traité de Madrid.

Cet article de Navarre est bien, puisque le Roi de France l'offre.

A l'article vint-unième, commençant : *Pareillement ledit seigneur Roi, &c.* faisant mention du Duc de Gueldre, sera reformé, quant à procurer & pourchasser, que lui, & les principales villes de Gueldre, & comté de Zutphen, baillent seureté, &c. comme chose, dont ne pourroit sortir pour ledit sieur Empereur aucun fruit, car ledit Duc de Gueldre ne veut point renoncer ; toutefois s'il vouloit y persister, le Roi se mettra en devoir de le faire ; & quant à ce qui fait mention de ne lui donner aide, ledit Roi Tres-Christien ne peut honnêtement abandonner ledit sieur de Gueldre. A cette cause, sera content d'accorder, que si ledit sieur de Gueldre vouloit provoquer, mouvoir, ou faire la guerre à l'Empereur, ledit Roi ne pourroit lui donner aide, faveur, ni assistance quel-conque, ains en ce cas que ledit Duc de Gueldre provoqueroit & commenceroit la guerre contre ledit seigneur Empereur, le Roi sera tenu aider, assister, & favoriser ledit seigneur Empereur, à l'encontre du Duc de Gueldre ; mais si l'Empereur vouloit provoquer & commencer à faire la guerre au Duc de Gueldre, le Roi Tres-Christien lui pourra aider, favoriser, & assister pour le garder de fouler, & *in hoc potest & interest*, car la promesse *non transgreditur personam dicti Ducis Gueldria*, attendu que ledit seigneur Empereur, par le traité de Madrid, accorderoit audit Duc de Gueldre de jouir paisiblement de l'edit duché, pais, & comté, sa vie durant, non après le trépas du Duc de Gueldre.

Cet article se pourra reformer, mais il ne faut oublier l'aide, que ledit seigneur Roi a promis bailler à ses dépens, après le trépas de Messire Charles de Guel-

dre, car ce n'est chose impossible, & en ce faisant ne fera en rien contrevenu par ledit seigneur Roi, à ce qu'il peut être tenu audit Messire Charles, vu que par son trépas il sera délié de lui : & d'autre part, il est tout notoire, que l'obligation dudit seigneur Roi est trop plus grande sans comparaison envers l'Empereur, qu'envers nuls Princes vivans.

Le vint-deuxieme article, commençant : *Ne baillera aussi, &c.* faisant mention du Duc Ulrich de VVirtemberg, & de Messire Robert de la Marck, sera reformé comme au precedent du Duc de Gueldre.

Depuis lesdits ambassadeurs ont offert ce qui s'en suit.

SI les Ducs de Gueldre & de VVirtemberg, Robert de la Marck, & leurs enfans, ou aucun d'eux, vouloient mouvoir guerre, invader, ou assaillir ledit seigneur Empereur, ledit seigneur Roi sera tenu faire aide, & porter faveur audit seigneur Empereur.

Cet article du Duc Ulrich, & de Messire Robert, est bien, puisque ledit seigneur Roi offre, qu'il sera content aider à châtier eux & leurs semblables, qui seront infracteurs de paix, selon l'article dudit traité de Madrid.

Le vint-troisième article, commençant : *Item, Pource que pour la perfection de cette paix, &c.* le Roi Tres-Chretien est si chargé, qu'il lui seroit impossible de satisfaire à aucune partie dudit article, à ce qu'il lui puisse rendre les navires & galeres qui ont été prises à Pouttefain.

Sur ceci lesdits ambassadeurs d'Angleterre parleront à Sa Majesté.

Et depuis lesdits ambassadeurs de France ont offert ce qui ensuit.

Seront compensez lesdits deux-cens mille écus du dot de la Reine avec les deux cens mille écus, dont est fait mention au traité de Madrid.

Cet article de l'aide d'Italie est si honnête & raisonnable, que Sa Majesté ne pourroit croire, que ledit seigneur Roi voulût refuser l'observance d'icelui, comme il est contenu au traité de Madrid vu qu'il est procédé de son offre & liberal vouloir : & sur ce oïr les ambassadeurs d'Angleterre, Sa Majesté ne fera réponse, & n'y aura si-tôt execution de ce qui est contenu audit article, que ledit seigneur Roi peut alleguer impossibilité de bailler l'aide susdit ; car l'Empereur ne demande ni cherche son allée en Italie pour les Couronnes seulement, ni pour faire tort à personne, mais pour faire service à Dieu, & bien à toute la Chretieneté.

Le vint quatrième article faisant mention de l'indemnité, demeure au même état qu'il est audit traité de Madrid.

Quant à cet article de l'indemnité qui est ici offert, est bien raison qu'il soit dit le terme que se devront rendre les obligations, que Sa Majesté baillera au Roi d'Angleterre, avec quittance suffisante, & ne pourroit être ledit terme meilleur & plus prefix, que au même jour que se devront rendre Messieurs les Entans de France.

Le

Le vingt-cinquième article, faisant mention contre les Infideles & Heretiques, demeure en l'état qu'il est.

Cet article est pour le fait de la guerre contre les Heretiques & Infideles, que ledit seigneur Roi fait bien d'accepter ; & quant à Sa Majesté, il ne voudroit épargner sa vie, ses royaumes, & sujets, ni chose qu'il ait en ce monde, pour une si bonne & sainte œuvre.

Le vingt-sixième, faisant mention de Messire Charles de Bourbon, demeurera en l'état qu'il est.

Cet article touche feu Monsieur le Duc de Bourbonnois, que Dieu absolve ; & est si tres-juste, que le Roi de France fait bien en non contredire, comme il offre presentement : mais attendu que depuis le trépas dudit feu sieur Duc, a été rendu naguere une sentence contre lui au détriment du contenu audit article de Madrid, comme par icelui se pourra voir, Sa Majesté entend, & ne peut delaisser, qu'il fust ajouter audit article, que ladite sentence soit annulée, delaisant toutes choses remises en leur premier état, & réparées conformément audit traité de Madrid ; & au surplus, que les heritiers dudit sieur Duc de Bourbonnois, puissent jouir du benefice dudit traité de Madrid, selon les dits & réponses du vingtième juillet. Et aussi est besoin d'ajouter que les pais de Dombes, Ravier, &c. soient reservez à sa Majesté, en telle maniere que le Roi de France n'ait point en soi mais en faire dévaliser ceux qui sont entrez de sa part, afin que sa Majesté, comme souverain dudit pais de Dombes, fist restituer lesdits pais à qui de droit doivent appartenir.

Le vingt-septième article des prisonniers, accordé comme il est, & *nota* du terme de les rendre.

Cetui article des prisonniers est reciproque, parquoi il est bien raison d'ajouter que les prisonniers soient rendus d'un côté & d'autre, le jour de la délivrance de Messieurs les Enfans, tant de lorsque ledit traité de Madrid fût fait, que ceux qui ont été pris depuis, & même ceux, qui sont es galeres d'André Dorie, & autres qui seront baillez par memoire comme besoin il sera.

Item. Au vingt-huitième article, commençant ; *Que les rebelles & foricides, &c.* accordé quant aux rebellions, qui se pourroient faire d'un côté & d'autre ; mais quant à ceux que l'on voudroit dire avoir été rebelles à la Duché de Milan, Seigneurie de Genes, Comté d'Ast, avant la conclusion de ce present traité, qui ne seront trouvez chargez d'autres délits, ou crimes, que d'avoir suivi l'un parti contre l'autre, es guerres passées, il sera reformé, soit que lesdits foricides par ce present traité retournent ***, & seront restituez, & remis en possession & jouissance de leurs biens & maisons, tels qu'ils étoient, & souloient être avant l'empêchement survenu à cause desdites guerres.

Cetui article des foricides sera bien, selon qu'il est contenu au traité de Madrid.

Et depuis lesdits ambassadeurs ont offert ce qui s'ensuit.

CET article des foricides & rebelles, demeure comme il est contenu au traité de Madrid.

Tome II.

Qq

Le vint-neuvieme article, commençant ; *Que tous Prelats, &c. demourera en l'état qu'il est.*

Cetui article de retourner chacun en ses biens, comme il est contenu au traité de Madrid, est bien raisonnable.

Le trentieme article de Burgos, demeure comme il est.

Cet article de Burgos est raisonnable.

Le trente-unieme article de Roussillon, demeurera comme il est.

Cet article de Roussillon est raisonnable.

Le trente-deuxieme, de Charolois, & des vint-cinq mille francs pour Madame, sera offert & accordé, que la comté de Charolois, les seigneuries de Noyers, Châtelchinson, Chaussin, & la Perriere, avec les greniers à sel desdits lieux, soient rendus & restitués à Madame, pour en jouir ainsi qu'elle faisoit, & souloit faire auparavant l'empêchement survenu à cause des guerres ; & quant à la somme de vint cinq mille livres, pour les levées mentionnées en l'article, madite Dame aura, s'il lui plaît^{***}, ceux qui auront pris & perçus lesdits fruits & levées durant ladite guerre.

Et depuis lesdits ambassadeurs ont offert ce qui s'ensuit.

O Fre ledit seigneur Roi Tres-Christien la comté de Charolois, les seigneuries de Noyers, Châreauchinon, & la Perriere, avec les greniers à sel, & la somme de vint-cinq mille livres tournois, pour les fruits perçus à tres-haute Princeesse Madame Marguerite d'Autriche, &c. reservant à lui, & à ses successeurs, les ressort, hommages, & souveraineté desdites comtez, & seigneuries.

Cet article de Charolois est si peu de chose, qu'il n'est vrai-semblable que ledit seigneur Roi y demande innovation ; parquoi Sa Majesté persiste qu'il demeure comme il est, & que l'on y avise quelque autre moyen qui soit honnête & raisonnable ; & quant aux vint-cinq mille francs, ensuivant l'offre dudit seigneur Roi, & le paier, reste du terme, qui ne pourra être meilleur que avant la délinquance de Messieurs les Enfans, vu que c'est si petite somme.

Au trente-troisieme, de la Reine Germaine de Foix.

Le trente-quatrième, de Messire Philbert de Chalon.

Le trente-cinquieme de Messire Philippe de Croy.

Le trente-sixieme de Madame la Princeesse de Chimay.

Le trente septieme, de Messire Henri, comte de Nassau, celui de M. de Beure, celui de M. de la Chaux, celui de M. de Verac, & autres seigneurs contenus audit article. Celui du seigneur de Menestor, celui du sieur de Lussa, celui du Marquis de Saluces, & Frederic de Bauge, & autres articles suivans, jusques à l'article quarante-troisieme, commençant : *Item, Que cette paix, amitié, & alliance, &c. lesdits ambassadeurs ont offert & accordé, qu'ils demeureroient & s'accompliront comme ils gisent.*

Tous ces articles ici mentionnez sont affaires particulieres, & tant honnêtes & raisonnables, que l'on n'y doit contrevenir.

Le quarante-quatrieme, qu'est des alliez, commençant : *Item, Que cette*

paix, &c. ledit Roi Tres-Christien entend comprendre la Seigneurie de Venise, &c. de Florence.

Cet article des alliez se pourra plus éclaircir. Et quant aux Venitiens & Florentins, ledit seigneur Roi sçait bien les choses d'entre Sa Majesté, & eux ; & pour faire une bonne paix, qui soit non seulement particuliere, mais universelle, seroit le mieux qu'on avisât dès maintenant qu'ils fissent la raison à Sa Majesté, & aussi au Roi son frere. Et l'ayant fait, ne seront refusez d'être compris au traité de commun consentement, & sans cela ne seroit juste qu'ils fussent compris.

Le quarante-quatrieme, contenant : *Item, Que le Roi Tres-Christien, incontinent qu'il sera delivré, &c.* demeurera quant à Monsieur le Daupin ; & la ratification quant aux deux Princes, c'est à sçavoir, de l'Empereur d'une part ; & du Roi de l'autre, dressée *in forma consueta*.

C'est chose convenable de ratifier, à sçavoir l'Empereur & le Roi, & qu'avant que lesdits Enfans de France soient delivrez, leurs ratifications se baillent ; & que Monsieur le Daupin aussi ratifie, selon le contenu en l'article dudit traité.

Le quarante-cinquieme, commençant : *Item, Que lesdits seigneurs Empereur, & Roi, &c.* accordé quant aux articles innovez, & selon les dernieres formes.

Selon la conclusion qui se prendra, les soumissions se pourront aussi conclure.

Le quarante-sixieme, commençant : *Item, Que cette paix conclüe, &c.* offert & accordé comme il gît par ledit traité de Madrid.

C'est chose accoutumée de publication de paix, Messieurs du Conseil d'Etat de l'Empereur ont pris charge de faire rapport à Sa Majesté des choses ci-devant écrites, pour après faire réponse ausdits ambassadeurs de France. Fait en la cité de Palance, le mardi 10. de septembre, l'an 1527,

Et par ce que dessus, ne restent guere de difficultez au traité de Madrid, icelui demeurant au surplus en son entier, & en sa forme & vertu. Reste maintenant d'aviser aucuns autres points points pour benefice de cette paix, à quoi l'on pourra penser. Reste aussi ce qui n'a point été répondu sur ledit écrit du vint-sixieme de juiller, même quant à ce que le Roi de France satisfasse, comme il doit aux dépens faits par sa Majesté en cette guerre depuis le traité de Madrid, & à quoi sa Majesté s'est remise au Roi d'Angleterre, & depuis remet desdits dépens faits jusques à aujourd'hui.

Aussi entend l'Empereur, que le Roi de France au jour de la délivrance desd. Princes, ses enfans, satisfasse au Duc de Ferrare l'argent que le Duc lui a preté, car S. M. ne peut en façon quelconque délaïsser le bon droit d'un si bon serviteur & vassal, tel que lui est ledit Duc de Ferrare.

Aussi entend l'Empereur, que toutes choses arentées contre & au prejudice dudit traité de Madrid soient réparées & amendées, selon que la raison & honnêteté le requiert, & qu'il soit pris jour certain d'avis *** faire, & même d'accomplir **. Ce que dessus est dit, se doit accomplir avant la délivrance de Messieurs les Enfans, de sorte que l'amitié soit telle qu'il n'y ait plus que redire.

Aussi entend l'Empereur, que au plutôt que sera, ce nouveau traité se fasse & conclué en dedans quarante jours prochains, à compter du présent jourd'hui, & que trente jours après ladite conclusion, si le Roi de France avoit aucune armée en Italie, elle en vuide entierement, & soit de retour deçà les Monts de France, autrement, & que ladite armée, ou partie d'icelle demeurât encore en Italie passé ledit tems; ou que les choses attendées en Italie ne fussent aussi réparées & satisfaites, comme devant est dit; ledit Roi de France soit tenu de paier à l'Empereur pour le soutienement de son armée en Italie, cent cinquante mille écus chacun mois, à commencer dès lesdits trente jours expirez, & de continuer prorata tant que ladite armée de France demeurera depuis en Italie, & n'aura fait les reparations comme dessus; le tout sans fraude ni malengin.

Aussi desire l'Empereur, qu'en ensuiuant la réponse du vintieme juillet, le Roi d'Angleterre soit conservateur & protecteur de cette paix, comme & en la maniere que ladite réponse est contenuë; & que traité se fasse entre S. M. les Rois de France & d'Angleterre, comme principaux contrahens à la mutuelle défense de ce qu'il y possède en vertu du traité, comme fut en la capitulation de Londres de l'an dix-neuf, & mieux si faire se peut pour le repos de la Chreienté: mémemment que la ratification des Etats, Prelats, & Villes de chacun royaume, se fasse, & que les stipulations & soumissions des censures se fassent & stipulent devant Monsieur le Legat d'Angleterre, auquel toute la Republique Chretienne est bien obligée du benefice de cette paix: & que par nôtre Saint-Pere le Pape, selon forme de droit, le tout soit reconfirmé, stipulé, & soumis aux censures comme il appartient; attendu que nôtre Saint-Pere, Vicaire de Jesus Christ, doit avoir cette autorité, & que par icelle, avec sa benediction, cette bonne & sainte œuvre sera plus ferme & perpetuelle.

Et par ce que dessus se peut évidemment connoître, que Sa^{te} Majesté ne cherche point d'avoir tout ce que de bonne raison lui appartient, mais se contente de beaucoup moins, afin de parvenir à mettre paix & repos en l'universelle Chreienté, conserver l'amitié du Roi de France, & complaire au Roi d'Angleterre, son bon frere & oncle, & à Monsieur le Legat, mediateurs, promoteurs, & conservateurs de cette paix, comme plus à plein a été pourparlé avec ses ambassadeurs ici étans, pour en faire leur raport audit seigneur Roi leur maître, & à Monsieur le Legat. Fait à Palencia, le quinziesme de septembre mille cinq-cens vint-sept.

Les Ambassadeurs du Roi d'Angleterre, ont proposé ce qui s'ensuit.

QUE à l'instance requête du Roi leur maître, & pour le bien de paix, l'Empereur vouloit accepter un des articles suivans, non entendant ou requerant resignation ou renonciation perpetuelle du duché de Milan, à sçavoir, que ledit duché de Milan demeure en l'état qu'il est maintenant; ou que à la contemplation dudit seigneur Roi d'Angleterre, l'Empereur veuille remettre toute offense, si offense y a, au Duc Francisque Sforce, & le restituer audit duché, conforme à l'investiture qui lui en a été baillée; ou que ledit duché demeure en dépôt és mains dudit seigneur Roi d'Angleterre, jusques la cause

& procès sera vuide & décidé entre les parties. Et si nulle de ces choses ne plaist à S. M. Imperiale, icelle se veuille résoudre ce qu'il entend faire dudit duché, puisqu'il a déclaré souventefois, que lui, & le Roi d'Hongrie, son frere, s'en deportoient; & que le Duc de Bourbon est trépassé, auquel S. M. avoit donné ladite duché, en cas que ledit Duc François fût trouvé coupable; pour quoi cette affaire ne peut obster à la paix. Et outre ont proposé lesdits Ambassadeurs, que considéré les grandes sommes, esquelles le Roi de France se trouve tenu, tant envers S. M. Imperiale, qu'envers ledit Roi d'Angleterre, à cause de ses dettes, outre autres grandes sommes, que ledit Roi Tres-Christien paie continuellement audit Roi d'Angleterre, S. M. Imperiale délaissant l'aide pour l'allée en Italie, soit contente de la remission & défalcation de deux-cens mille ducats, assignez au lieu du dot de la Reine Madame Eleonor : & que ledit Roi Tres-Christien soit tenu de non empêcher, directement ou indirectement, l'allée de l'Empereur en Italie, pour la prise de sa couronne imperiale; & avant que la chose demeure à faire, le Roi Tres-Christien sera content, en lieu desdites autres aides, restituer à l'Empereur les navires & galeres prises, qui est quasi l'équipollent, & quasi davantage desdites aides.

L'Empereur a vû le contenu du billet desdits écrits, qui lui a été présenté par Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre, & remercie cordialement le Roi, son bon oncle, & Monsieur le Legat, du travail qu'ils prennent pour le bien & achèvement de la paix, que ne demeure être conservée par sa magnificence, comme a été ce jourd'hui répondu à Messieurs les Ambassadeurs de France, en présence des Ambassadeurs d'Angleterre. Et pource que sur le contenu audit billet desdits écrits, iceux Ambassadeurs d'Angleterre ont désiré avoir réponse particulièrement, S. M. sous les protestations arêtées, & autres choses contenues en ce qui fut baillé de sa part le vintieme juillet dernier passé, a été contente leur faire dire ce qui s'ensuit.

A sçavoir, quant aux trois offres sur le fait de l'état du duché de Milan : La premiere que S. M. voulut laisser ledit Etat comme il est de present ; l'autre, de pardonner au Duc François; l'autre de laisser ledit Etat en dépôt du Roi, ou que S. M. se resolve, qu'il veut faire dudit Etat, S. M. pour s'acquiter de son devoir à la justice, étant les choses comme elles sont, ne peut plus faire à l'intercession dudit seigneur Roi d'Angleterre, que de lui accorder, que dans tel tems qu'il sera avisé pour le mieux, les Juges non suspects que S. M. députera, fassent declaration de la justice, touchant le cas du Duc François Sforce; & si par sentence desdits Juges est déclaré, qu'il n'ait fait chose pourquoi il doive être privé ni débouté de l'Etat de Milan, S. M. sera lors contente, que le Duc François soit restitué en son premier état à l'investiture & apointement que S. M. lui fit dépêcher à Toledo. Et si par le contraire il est condamné, que en tel cas ledit Etat de Milan demeure à la disposition de S. M. comme est bien la raison, comme Empereur & souverain seigneur; & en faire autrement ce seroit donner fondement & occasion à nouveaux débats & guerres, que nul Prince Chretien ne doit désirer; & seroit plutôt cette nouvelle paix racine de plus grande guerre que autrement. A quoi S. M. desire obvier à ce, & est la cause pourquoi S. M. ne peut complaire audit seigneur Roi d'Angleterre, outre

ce que dessus, comme il voudroit bien. Et quant à l'aide d'Italie, sur laquelle semble que le Roi de France prendroit volontiers excuse d'impossibilité, S. M. fait réponse ausdits sieurs Ambassadeurs d'Angleterre, que cet article de l'aide d'Italie est si honnête & si raisonnable, que S. M. ne peut croire, que le Roi de France voulût refuser l'observance d'icelui, comme il est tenu au traité de Madrid; considéré mémeement que lesdits offres sont précédées de son liberal vouloir: & aussi il n'y avoit si-tôt execution du contenu audit article, que ledit Roi pût alleguer impossibilité de bailler l'aide susdite, car l'Empereur ne demande ni cherche son allée en Italie pour les couronnes seulement, ni pour faire tort à personne, mais pour faire service à Dieu, & bien à toute la Chretienité. Pourquoi S. M. par raison peut persister à ladite aide promise, qui consiste en quatre choses. La premiere, en deux-cens mille écus, payables aux termes declarez en l'article. La deuxieme, en l'armée de mer du Roi de France, pour servir S. M. pour trois mois durant, à compter du jour qu'il lui plaira faire veille à compte. L'autre, de la paie de six mille pietons pour six mois, dont ledit seigneur Roi de France est tenu de bailler cedulles des marchands répondans, avant la délivrance des Princes ses enfans. Et l'autre, qu'il est tenu bailler aussi à ses dépens cinq-cens hommes d'armes, ou moins, s'il plaît à S. M. pour lui faire service durant lesdits voiajes, pour le terme aussi de six mois.

La Majesté desirant complaire audit seigneur Roi d'Angleterre, son bon frere & oncle, & à Monsieur le Legat & Cardinal d'Angleterre, son bon ami, ensuivant la bonne amour & affection que S. M. leur porte, il fera plus pour l'amour d'eux, que pour Prince vivant, & pour parvenir à la paix de Chretienité, dont est tenu audit Roi & Legat, comme mediateurs, l'honneur & la louange de la traiter, & par leur grande prudence achever & conclure, sera contenté moiennant l'accomplissement des autres choses, que S. M. a presentement répondu sur le fait de ladite paix, à contemplation desdits Roi & Legat, de encore leur complaire davantage esdites quatre parties de l'aide, qui lui est dûe pour ledit voiage d'Italie, en la maniere qui s'ensuit.

A sçavoir quant aux deux-cens mille écus, puisque le Roi se contente il est recompensé, au lieu de semblable somme que S. M. avoit accordée à la Reine de France, sa sœur, pour le dot & mariage, que ainsi se fassé.

Quant à la paie de six mille pietons pour six mois, qui monteroit environ à cent huit mille écus, S. M. est contente de les laisser audit seigneur Roi, moiennant que les cent mille d'iceux soient en augmentation du dot de ladite Reine, sa femme, & que de ce il baille les lettres d'assignation necessaires.

Quant aux cinq-cens hommes d'armes aussi pour six mois, qui monteroient à bonne somme, S. M. est contente de les remettre & quitter audit Roi de France, sans lui en faire demande: & par ainsi ledit article de l'aide fera peu de chose, à sçavoir de l'armée de mer, laquelle doit servir à S. M. pour trois mois. Certes S. M. ne peut croire, que conservant cette si grande amitié & alliance, aiant ledit seigneur Roi épousé la Reine, sœur aînée de S. M. & bien considérant les choses passées, il voulût refuser bailler ladite armée de mer. Et pour a part de S. M. il ne voudroit délaïsser bailler, mais voudroit offrir audit

seigneur Roi, semblable, voire plus grande chose, s'il en avoit affaire. Et pource que autrefois a été parlé qu'il seroit bon de declarer le tems que ladite armée devroit attendre au port où S. M. la demanderoit, avant que faire voile, ce qui audit traité de Madrid n'est déclaré; S. M. se contentera que ce soit pour trois mois au plus, qu'elle attendra audit port, & trois mois.

Par ce que dessus, & les autres réponses ce jourd'hui baillées sur cetui affaire de paix, se peut évidemment connoître, que S. M. ne cherche point d'avoir tout ce que de bonne raison lui appartient, mais se contente pour beaucoup moins, afin de parvenir, & mettre paix & repos en l'universelle Chretieneté, conserver l'amitié du Roi de France, & complaire au Roi d'Angleterre, son bon frere & oncle, & à Monsieur le Legat, mediateurs, instaurateurs, promoteurs, & conservateurs de cette paix, dont la louange leur est dûe, & la Republique Chretienne grandement obligée audit sieur Legat, qui tant y a mis de vigilance, soin & travail, comme il est tout notoire: & plus au long a été parlé avec les Ambassadeurs ici étans, pour en faire le raport ausdits seigneurs Roi, & Legat. Fait à Palencia, le quinzieme de septembre, l'an mille cinq-cens vingt-sept.

S'ensuit ce qui a été dit en la communication tenue audit Palencia, le vintieme septembre 1527.

MESSEURS du Conseil de l'Empereur, dirent à Messieurs les Ambassadeurs de France & d'Angleterre, que considerant le plus grand devoir en quoi S. M. s'est mise pour le bien de la paix, délaissant grande partie de plusieurs choses qui de bon droit lui appartiennent par le traité de Madrid, & se contentant de beaucoup moins, que par la raison & honnêteté S. M. peut pretendre, comme il apert par ses réponses baillées à vous, Messieurs, le samedi dernier passé; il ne faut aucunement mettre en doute par vous, Messieurs, que le Roi vôtre maître, aiant si bon vouloir à la paix, que vous l'avez dit de sa part, aura plaisir de, selonc lesdites réponses, faire traiter & conclure ladite paix, sans y mettre plus délai ni difficulté.

Et pource que maintenant vous, Messieurs les Ambassadeurs, avez mis avant de vous mêmes quelques doutes sur aucuns des points contenus en lad. réponse, même de l'affaire de Milan, pour la défense dudit Etat, de l'aide des galeres & navires pour le voiage d'Italie, & de faire sortir l'armée, que le Roi vôtre maître aura en Italie, devant la délivrance de Messieurs les Princes de France; Vous savez bien que quant audit affaire de Milan, ledit seigneur Roi, vôtre maître, en a fait aussi la renonciation, comme il fait à present des Etats de Gennes & d'Ast. Et quant à l'aide, à savoir desdites galeres & navires, c'est chose qu'il a offerte & promise à S. M. sans qu'il en fût requis. Et puis que du reste de ladite aide, qui étoit plus grande que cela, comme savez, S. M. en a fait la bonne réponse qu'en avez ouïe, ne seroit raisonnable se retirer plus en arriere, ni aussi seroit de tenir armée de France en Italie, après que cette paix sera conclue, vû qu'elle n'y pourroit servir d'autre chose, que de défiance, & occasion de nouvelle guerre, à endommager les pauvres sujets; outre que ce seroit

une maigre paix, puisque les armes auroient lieu. A ces causes, poutrez bien considérer, que ces trois choses ne doivent plus être mises en difficulté, mais accomplies selon ladite réponse à vous baillée par écrit de par S. M. à quoi persistons.

Et quant aux autres points qu'avez alleguez en difference, à savoir au vintieme article desdites réponses, sur la reparation reciproque des dommages, l'on pourroit bien sur ce aviser, en traitant même touchant le fait des seuretez à cet effet, ensemble du tems convenable qui se pourroit & devoit executer d'une part & d'autre.

Quant aux cent mille écus, au lieu des six mille pietons paieez pour le voiage d'Italie, que S. M. est contente de laisser en accroissement du dot de la Reine, la sœur, & vous requerez au contraire, à savoir que S. M. se déporte entièrement de ladite aide de six mille paies, la remettant au Roi vôtre maître, combien que savez qu'il ne seroit raisonnable, que S. M. fist telle remission de ce qui si justement lui appartient, & doit bien suffire qu'il s'en déporte pour l'accomplissement dudit dot. Et quant au Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, que desirez être mis en surseance, comme le fait de Bourgogne, sans parler du dot qui lui est constitué, ni aussi que son premier fils y succède. Et quant à l'aide que le Roi vôtre maître est tenu bailler à S. M. après le trépas de Messire Charles de Gueldre, que requerez être mis hors du traité, combien vous savez il a promis, & y est obligé.

Item. Quant à l'article touchant les heritiers de feu Monsieur de Bourbon, sur lequel mettez quelque difficulté de l'annulation de la sentence; & sur l'article des prisonniers, desirez que se prennent quelques limites, sans exprimer que ce soit avant la délivrance desdits Enfans. Et de l'affaire de Charolois, touchant la souveraineté, & des vingt-cinq mille francs pour Madame, le terme de la paix, desquels desirez que ce soit après la délivrance desdits Princes, & de la paie du Duc de Ferrare, de ce que le Roi vôtre maître lui doit, dont l'on pourroit prendre quelque terme: combien que nous trouvons vos difficultez assez foibles, toutefois vous disant aussi bien de nous-mêmes, que si aussi comme vous avez parlé, que nous croions que S. M. fera contente complaire au Roi vôtre maître, pour le benefice de cette paix, & en contemplation du Roi d'Angleterre, & de Monsieur le Legat, de se déporter entièrement de ce qui lui est dû de ladite aide de six mille pietons, sans le mettre en accroissement dudit dot; aussi se déportera de l'accroissement dudit dot desdits comtez & châellenies, & que le premier fils y succède, moiennant que l'on avise équivalente recompense dès maintenant pour ledit premier fils, qui tienne côté maternel, comme étoient lesdites comtez & châellenies, les laisser en suspens comme le fait de Bourgogne: & semblablement quant à l'aide, après le trépas de Monsieur de Gueldre, ne tiendra point à cela que S. M. ne s'en déporte. Et de l'article des prisonniers, que l'on prenne un terme court après la conclusion dudit traité, afin qu'il n'y ait faute; & de l'affaire de Charolois, touchant la souveraineté, l'on y pourra aviser quelque moien; & des vingt-cinq mille francs de Madame, aviser aussi quelque terme raisonnable, sans oublier le dû du Duc de Ferrare, & de l'annulation de la sentence donnée contre Monsieur

Monsieur de Bourbon, l'on pourra aussi de vôtre côté trouver le moien honnête & convenable à telle reparation, que par honneur S. M. ne peut laisser; desorte que ces points ci-dessus, faisans les autres trois pretendus, vous voiez qu'il nous semble qu'il n'y auroit grande difficulté du côté de S. M. de complaire audit seigneur Roi vôtre maître.

Et quant au reste de la paie des deux millions, qu'il dit être impossible, outre les douze cens mille écus comptans, & le dû d'argent prêté au Roi d'Angleterre, & desirez que le reste se paie en quelques années, baillant sureté sur ce suffisante: Nous croions que en complaisant ce qui est dit en ladite réponse, que n'est en difficulté; de même le fait de la renonciation de Milan, défense dudit Etat, en lui baillant l'aide de navires & galeres pour son voiage d'Italie, comme il est promis par le traité de Madrid, & accomplissant aussi le fait de la retraite de l'armée du Roi vôtre maître, qu'est en Italie, comme est contenu ausdites réponses de S. M. & au Roi son frere: & lui parlant encore de cette affaire de Navarre, de maniere qu'il ne se trouve plus de difficulté, Sa Majesté vous fera telle réponse sur ledit reste de deux millions, que connoîtrez de bien en mieux, que ne tiendra à lui que cette paix ne soit toute conclue, & qu'il se veut mettre de son côté toujours en plus que le devoir, afin de parvenir à icelle paix pour le service de Dieu, pour conserver l'amitié du Roi vôtre maître, pour contemplation aussi du Roi d'Angleterre, & de Monsieur le Legat, & pour le bien universel de toute la Chretienité, qui est la chose au monde que plus il desire.

Ledits Ambassadeurs de France & d'Angleterre aiant ouï ce que dessus, ont désiré, que mesdits sieurs du Conseil d'Etat de l'Empercur, non seulement comme d'eux-mêmes, mais au nom de S. M. voulussent dire le même qu'est dessus écrit.

Et depuis, à savoir le samedi vint-unieme dudit mois de septembre, ledits sieurs Ambassadeurs de France & d'Angleterre se sont conjointement trouvez devers S. M. & lui ont supplié le semblable.

Surquoi S. M. leur a répondu, qu'il ne faisoit doute que ledits de son Conseil ne leur avoient dit chose d'eux-mêmes, ni autrement, qu'ils ne fussent bien ce qu'ils disoient; & qu'aïant ouï le rapport, & vû l'écrit ci-dessus, il l'approuvoit & avoit pour agreable, comme s'il étoit fait de la part & au propre nom de Sa Majesté.

Après, ledits Ambassadeurs ont supplié à S. M. qu'il lui plût declarer les termes & les suretez qu'il voudroit avoir, pour les sommes qui restoient à paier pour les deux millions. Surquoi S. M. avec protestation, & sous les conditions que les choses qui étoient mises en l'écrit ci-dessus, que Sa Majesté demandoit pour accomplir leur effet, demande quelles suretez ils avoient charge de bailler.

Ils ont répondu, que leur commission portoit d'offrir ôtages, ou banquiers, & marchands suffisans.

Sa Majesté dit ausdits Ambassadeurs, puisqu'ils n'avoient charge de nommer ledits ôtages, il seroit content d'en nommer un nombre, qui lui seroient baillez au même instant, que les Princes Enfans de France seroient delivrez, &

tiennent ôtages *in solidum*, & pour le tout, à sçavoir Monsieur de Vendôme; Monsieur de Saint-Paul, Monsieur de Guise, Monsieur de Lautrec, Monsieur de Longueville, Monsieur de Laval de Bretagne, le Comte de Bagots, Monsieur le Prince de Tallemont, Monsieur de Rieux; le Grand-Maître de France Montmorency, l'Amiral de France, sieur de Brion; & l'heritier de feu le Bâtard de Savoie: & venant à mourir un de ces ôtages, ledit seigneur Roi sera tenu en dedans trente jours ensuivans, qu'il en sera requis de S. M. en bailler un autre équivalent, au choix & contentement de Sadite Majesté. Fait audit Palencia, le 21. de septembre 1527.

Instruction à l'Evêque de Tarbes, ambassadeur du Roi François I. vers l'Empereur. sur le défi & intimation de guerre. A Paris l'onzieme novembre 1527.

L'Em-
pereur,
1527.
31. nov.

SI l'Empereur persiste de ne vouloir venir contre le traité de Madrid, ou mettre l'affaire en longueur & dissimulation, ou autrement proceder, de sorte qu'il se puisse conjecturer raisonnablement, qu'il ne veut entendre à ladite paix universelle, ni à la restitution desdits Enfans, ni au paiement de la dette du Roi d'Angleterre, & le satisfaire des choses qu'il tient de lui, lors & audit cas, le Heraut-d'armes, que icelui ambassadeur aura mené avec lui, qui ne se fera connoître jusques à ce qu'il en soit besoin, prendra sa cotte-d'armes, & devant ou après, ainsi qu'il sera entr'eux avisé, fera le défi à l'Empereur, en la forme & maniere qui s'ensuiv.

SIRE, le Roi Tres-Christien; mon souverain & naturel seigneur, m'a commandé de vous dire, qu'il a un merveilleux regret & deplaisir de ce qu'il faut, qu'au lieu de l'amitié, qu'il a tant désiré & souhaité avoir avec vous, l'inimitié precedente demeure encore en sa vigueur, de laquelle voit & connoît que les maux, & inconveniens, long-tems a commencez, continueront & augmenteront, non seulement à vous, à lui, à vos vassaux & sujets, mais à toute la chretienté; & que les forces & jeunesse, que l'un & l'autre deviez employer contre les ennemis de la Foi, s'exerceront à l'effusion du sang chretien, & offense de Dieu, & que vous & lui, esquels Dieu a fait tant de graces, ne jouirez du benefice qu'il lui a plu nous laisser par son testament, qui est paix, de laquelle procedent tous biens; ains au lieu d'icelle aurez guerre, dont pullulent toutes calamitez, hazards, inconveniens, pauvreté, & misere, & soi assujettir à ceux esquels l'on pouroit commander; & mettre son sang & substance, & de ses sujets, à bourses étrangères, chacun comme pour soi y doit penser, & considerer que pour le bref tems qu'est la vie de l'homme, aucun ne doit tâcher de se priver de la tranquillité, joie, & honneste passerems, que les Princes peuvent avoir: & au lieu de ce, & pour la guerre être en peur, tristesse & hazard, & avoir devant les yeux, qu'après avoir eû mauvais tems en ce monde, sera encore pis en l'autre à ceux qui en auront été cause, & qui ne se seront voulu ranger à la raison. De sa part, il s'est mis, & voulu mettre en tout devoir, & plus que

d'icelui, pour avoir paix & amitié avec vous, & par ce moien ladite paix sera par toute la chretienté; & pourra-t'on faire quelque service à Dieu en faisant guerre contre les Infideles, qui lui sera si agreable, qu'il éteindra la coulpe & faute, qui pourroient avoir été faites par ci-devant à cause de la guerre, qui a trop longuement duré entre vous, & n'est pour cesser encore, attendu les termes que tenez. Et dautant qu'aucuns eux adherant à vous ont assailli, pris, & forcé la cité de Rome, qui est le lieu où se tient le Saint Siege Apostolique, où se sont commis tous les delits & crimes, dont l'on se pourroit aviser, les Eglises & Reliques profanées, le Pape tenant le Siege de saint Pierre, comme Vicaire de Dieu en terre, pris & mis hors sa liberté. Ceux qui ont commis & perpetré lesdits execrables delits & malefices, ensemble leurs auteurs & fauteurs sont tombez & encourus aux peines de droit, & ceux qui le tiennent captif s'avoient à vous; & celui, qui le garde a été & est un des principaux capitaines, duquel vous êtes toujours servi en vos guerres d'Italie. Et d'autre part, le diferend, qui de présent peut être entre vous, & le Roi mon souverain & naturel seigneur, gist principalement sur sa rançon, & recouvrement de Messieurs ses enfans, qui tiennent otage pour icelle; il vous a plusieurs fois offert, & encore offre, de la vous paier & bailler, non seulement telle que l'on pourroit dire être raisonnable & accoustumée en tel cas, mais beaucoup plus grande; & ne vous deviez arrêter en ces choses, que par force & contrainte vous a promises, lesquelles justement ni honnestement ne pouvoit garder ni accomplir; vous eussiez beaucoup plus gagné à prendre ladite rançon telle que vous a été offerte, que de continuer la guerre, & être cause des maux & inconveniens, qui aviennent chacun jour en la chretienté. Vous voiez le Roi d'Angleterre avec lequel il a amitié & fraternité perpetuelle, & aussi les Vénitiens, Florentins, Duc de Bar, & autres Princes & Potentats suivre & tenir le parti dudit Seigneur Roi Tres-Christien, pour ce qu'ils voient qu'il se met à la raison, & que à cause de ce que n'y voulez entendre, la paix universelle ne se peut faire en la Chretienté, les ennemis de la Foi gagnent pais; toute l'Italie est en armes, sang, & rapines; le Siege Apostolique troublé, si de vôtre part n'aidez à y mettre fin; & les choses continuant ainsi qu'elles sont commencées, est à craindre que Dieu ne se courrouce. Et dautant, SIRE, que pour remontrances, que les dessusdits vous aient seû faire, offtes & presentations, que ledit Seigneur vous ait faites, n'avez voulu entendre ni acquiescer à faire un traité honnête avec lui, & vous contenter d'une rançon plus que raisonnable, & ne voulez rendre à son bon frere, & perpetuel allié, & confederé, le Roi d'Angleterre, ce que lui devez, & mettre le Pape en liberté, & laisser en paix & tranquillité l'Italie; il m'a commandé vous declarer, signifier, & notifier, à son tres-grand regret & déplaisir, avec sondit tres bon frere le Roi d'Angleterre, qu'ils vous tiendront & auront pour leur ennemi; declarant toutes manieres de traites & conventions paravant passez entre lui & vous, tant que concernent vôtre profit & utilité, être nuls, & que de sa part ne les veut garder & observer; ains que par tous les moiens qu'il pourra penser avec ses bons amis, allies, & confederes, vous grevera par toutes forces vos pais, terres, sujets, & vassaux, par guerre, & autrement, ainsi qu'il connoitra être à faire, jusques à ce que lui aurez rendu ses enfans, avec honnêtes pactes & conve-

nances sur sa rançon, délivré le Pape, rendu au Roi d'Angleterre ce que tenez de lui, & acquité la somme que lui devez, & laissez ses allées & conféderez en paix, repos, & tranquillité : & proteste devant Dieu, & tout le monde, qu'il ne souhaite ni desirer la guerre ; qu'elle lui déplait entièrement ; & par ainsi n'est cause des maux, qui en sont ou pourront provenir, attendu qu'il s'est mis & veut mettre à toute raison, ainsi qu'il le vous a offert & signifié, & à tous les autres Princes chrétiens, comme si fait encorés ; & de tout ce appelle Dieu, qui fait toutes choses, à témoin. Et pource que sous ombre de la publication du pre-tendu traité de Madrid, faite, lui étant encore prisonnier en Espagne, plusieurs vos sujets, & ceux dudit seigneur Roi d'Angleterre, & siens, auroient porté marchandises, & autres biens, és roiaumes, détroits, & seigneuries l'un de l'autre, dont pourroient avoir gros dommage, si d'eux n'étoit faite mention en cette presente declaration & signification, mondit souverain Seigneur, & le Roi d'Angleterre, sont contents que liberté soit donnée à tous vos sujets, érans dans leursdits roiaumes, pais, & seigneuries, de se retirer & partir delà, avec tous leurs biens & marchandises, dedans quarante jours après la presente intimation, pourvû que vous ferez de même à leurs sujets, en toutes & chacunes leurs marchandises. Fait à Paris le 11. novembre 1527.

*Procès verbal de l'intimation de guerre faite par Guienne, Heraut-
d'armes du Roi François I. à l'Empereur, le vint deuxieme janvier
avant Pâques 1527.*

*Empire,
1527.
22. janv.*

LE mercredi, jour & fête de S. Vincent, vint-deuxieme du mois de janvier mille cinq-cens vingt-sept, en la cité de Burgos, Guienne, Roi-d'armes du Roi de France ; & Cleranceaux, Roi-d'armes du Roi d'Angleterre, se trouverent en Cour au matin, environ les neuf heures, & firent supplier à Sa Majesté Imperiale, qu'il lui plût leur donner heure d'audience. Monsieur de Bouclans, par ordonnance de Sa Majesté, leur fait réponse, que ce seroit pour les entre dix & onze heures devers midi.

A ladite heure, Sa Majesté Imperiale vint en la grande salle de sa Cour, à laquelle fut accompagné de plusieurs Prelats, & Grans d'Espagne, Ducs, Marquis, & Comtes, gens de ses Conseils, Barons, Nobles, & autres bons personnages de plusieurs nations de ses roiaumes, & seigneuries, en grand nombre, s'assit en chaise, preparée comme à sa dignité appartient. Lesdits Rois-d'armes étoient au bout de la salle, à chacun sa cotte-d'armes sur le bras gauche, firent trois reverences genou en terre, & cux étant au bas du degré devant la presence de Sa Majesté, accompagnez comme dessus, dirent par la bouche dudit Cleranceaux, Roi-d'armes du Roi d'Angleterre, ce qui s'ensuit.

SIRE, suivant les loix & édits, inviolablement gardez & observez par vos predecesseurs Empereurs Romains, Rois, Princes, & Capitaines ; Nous Guienne, Roi d'armes du Roi Tres Chretien ; & Cleranceaux, Roi d'armes du Roi d'Angleterre, nos souverains & naturels Seigneurs, nous presentons devant

Votre sacrée Majesté, pour vous declarer aucunes choses de la patt desdits Rois Rois nos maîtres, vous suppliant, SIRE, qu'ayant égard aux dessusdites loix, & édits, usant de votre benignité & clemence, nous veuillez faire donner leur accès & bon traitement en vos pais, terres, & seigneuries, attendant votre réponse, avec feute conduite jusques es pais, terres, & seigneuries de nosdits souverains Seigneurs.

Sa Majesté leur répondit : Dites ce que les Rois vos maîtres vous ont donné charge, vos privileges vous seront gardez, & l'on ne vous fera nul déplaisir en mes royaumes.

Après cette réponse, ledit Guienne lût par écrit ce qui s'ensuit, signé de sa main ainsi, *Guienne Roi-d'armes.*

SIRE, le Roi Tres Chretien, mon souverain & naturel Seigneur, m'a commandé vous dire, qu'il a un merveilleux regret, &c. comme à la page 314. & suiv. Sa Majesté répondit audit Guienne les paroles qui suivent.

J'ay entendu ce que avez lû de par le Roi votre maître, je m'ébahis qu'il me dése, car étant mon prisonnier de juste guerre, & aiant sa foi, par raison il ne le peut faire; ce m'est chose notable d'être dése de lui, bien qu'il y a six ou sept ans qu'il me fait la guerre, sans encore m'avoir dése. Et puisque par la grace de Dieu je me suis défendu de lui, comme il a vû, & un chacun, sans qu'il m'en ait averti, & attendu la raison & justification, en quoi je me suis mis, par lesquelles ne pense avoir demerité envers Dieu, j'espère qu'à cette heure que m'en avertissez que dautant plus me défendrai; de sorte que le Roi votre maître ne me fera rien, car puisqu'il m'a dése, je suis demi assuré.

Quant à ce que vous dites du Pape, nul n'a eû plus de regret de ce qui s'est fait que moi, & ç'a été sans mon seû & commandement, & ce qui s'est fait a été par gens desordonnez, & sans obeissance à nul de mes capitaines; & je vous avertis que le Pape est ja pieça mis en sa liberté, & hier j'en eûs les nouvelles certaines. *duc de venise m'a dit le pape libéré*

Quant aux Eufans du Roi votre maître, il sait bien comme je les ay otâgiers; aussi Messieurs ses ambassadeurs savent bien, qu'il n'a point tenu à moi qu'ils n'aient été délivrez.

Quant à ce du Roi d'Angleterre, mon bon frere & oncle, je croi, que s'il est ainsi que vous dites, qu'il n'est bien informé des choses passées, & que s'il l'étoit, il ne me feroit dire ce que votre écrit contient. Je desie lui envoyer mes raisons, pour l'avertir à la verité du tout, & croi, quand il les saura, qu'il ne sera tel comme il m'a été. Je n'ai jamais nié l'argent qu'il m'a prêté, & lui prest à le paier, comme par droit & raison je lui tenu; & grâces à Dieu, j'ai assez de biens pour le pouvoir faire. Toutefois s'il me veut faire la guerre, il m'en déplaît & ne puis que me défendre. Je prie à Dieu, que le Roi ne me donne plus d'occasion d'avoir guerre à lui, que je pense lui avoir donné.

Au reste, pource que votre écrit est grand, & le papier montre bien

R r iij

être doux, vû que l'on y a écrit tout ce que l'on a voulu, vous me baillerez cet écrit, auquel plus particulièrement je répondrai en un autre papier, auquel n'y aura sinon chose veritable.

Cette réponse faite par Sa Majesté, & de sa propre bouche, audit Roi d'armes Guienne, icelui Guienne prit sa cotte d'armes, qu'il avoit sur son bras gauche, comme dit est, & la vêtit; & ce fait ledit Cleranceaux, Roi d'armes d'Angleterre, dit à Sa Majesté, non par écrit, mais de bouche, ce qui s'ensuit.

SIRE, le Roi mon souverain Seigneur, m'a commandé de vous dire, que voyant la necessité de la paix en la Religion Chretienne, tant au moien de l'effort que par plusieurs années a ja commencé à faire le Grand Turc, ennemi de la Foi, qui par force & puissance d'armes, a enlevé de la main des Chretiens la cité & isle de Rhodes, l'un des principaux boulevards de ladite Chretienté; & en Hongrie la forteresse de Belgrade, & partie du pais; que aussi au moien des heresies & sectes nouvelles, puis naguere elevées en plusieurs endroits de ladite Chretienté. Semblablement, sachant & connoissant les grandes guerres allumées de toutes parts, au moien desquelles icelle Chretienté, est en trouble, confusion, & division merveilleuse, & puis naguere par vos gens, & ministres militans en votre armée, & sous vos capitaines a été sacagée & pillée la sainte cité de Rome; la personne de nôtre Saint-Pere prise prisonniere, & gardée par vos gens; les Cardinaux semblablement pris, & mis à rançon; les Eglises pillées; Evêques, Prêtres, & gens de Religion mis à l'épée; & tant d'autres maux, cruautés, & inhumanitez faites & commises par vosdits gens, que l'air & la terre en sont tout infectez, & est vrai-semblable que l'ire & fureur de Dieu en sont grandement irritez & provoquez, dont si par reparation desdites grandes cruautés, & offenses qui ont été faites, elle n'est apaisée, maux & inconveniens innumerables en pourront avenir à ladite Chretienté; & pource que la racine & naissance desdites guerres procedent des contentions & débats d'entre vous, & le Roi Tres-Chretien, son bon frere & perpetuel allié, pour composer & mettre à fin desdits débats, le Roi mondit souverain a envoyé devers vous ses ambassadeurs, & en a envoyé d'autres devers ledit Roi Tres-Chretien, son bon frere, avec lequel il a tant fait, que pour l'amour qu'il lui porte, il vous a fait offres si grandes & si raisonnables, que vous ne les devez, ni pouvez honnêtement refuser, comme conditions & offres outrepassans & excédans la rançon acoustumée de tous Rois; & en soi, n'eût été la consideration de ladite paix, de tres-mauvais exemple pour les autres Rois, & Princes chretiens sujets à semblable fortune; desquelles offres & conditions, il vous a fait avertir par sesdits ambassadeurs, pour requerir, que, pour l'honneur de Dieu, le bien de ladite Chretienté, les gracieusetez & plaisirs qu'il vous avoit faits en maintes manieres, & à votre grand besoin, le tems passé, vous eussiez à accepter lesdites offres, & mettre fin ausdites guerres, qui avoient trop long-tems duré. Semblablement, que comme Prince & Chretien, tenu par tant de

moïens à la protection du Pape, & du Saint Siege Apostolique, & par consequent à la délivrance de Sa Sainteté, que sans trop grande offense & scandale, vous ne pouvez, ni devez tenir prisonnier ni captif, vous eussiez à faire mettre icelle Sa Sainteté en pleine & entiere liberté. Aussi vous a fait par plusieurs fois remontrer, que par plusieurs obligations. & autres moïens, êtes redevable envers lui, de plusieurs grandes sommes de deniers, qu'il vous a baillées & prêtées comptant à vôtre necessité, vous requerant lui en vouloir faire le paiement; de toutes lesquelles choses vous n'avez tenu compte, & de tems en tems vous avez toujours différé, & tenu en suspens les Ambassadeurs du Roi, mondit seigneur, sans avoir regard à l'honneur de Dieu, à la necessité de ladite Chretienté, à la reverence, que devez avoir au Saint-Siege, & à la personne de nôtre dit Saint Pere, Vicaire de Dieu en terre, ni au plaisir qu'avez reçu de lui, ni à la foi, parole & promesse, que lui avez tant de fois reiterée. A cette cause, le Roi mondit souverain seigneur, par honnêteté, raison, & justice contraint, par grande & meure deliberation de conseil, a pris conclusion finale de vous faire & reiterer des offes finales, plus larges & avantageuses que les precedentes, pour encore plus se mettre à devoir de vous rompre & ôter toute occasion de différer & dissimuler de venir à la raison; lesquelles offes & accroissement d'icelles, vous ont été faites & reiterées avec toutes les remontrances & raisons honnêtes, qu'il a été possible; & derechef vous a été fait instance de la delivrance de nôtre dit Saint Pere le Pape, la Sainteté duquel vous avez restreinte, ou fait restreindre, au lieu de la délivrer; chose fort étrange, & contre le vrai état & devoir de Prince chretien; ce que le Roi mondit souverain, & le Roi Tres.Chretien, son bon frere & perpetuel allié, ne peut plus longuement tolerer, avec leurs honneurs & devoirs envers Dieu & l'Eglise, & vû que ne voulez condescendre à raison, ni accepter lesdites offes plus que raisonnables, ni satisfaire au Roi mon souverain, del dites dettes par vous dûes, comme vous êtes obligé & tenu; il a conclu avec ledit Roi Tres.Chretien, son bon frere & perpetuel allié, & autres ses confederez, mettre peine de vous contraindre par force & puissance d'armes, de delivrer nôtre dit Saint Pere; pareillement les Enfans de France, que vous detenez, en vous payant raisonnable rançon, & lui satisfaire de sesdites dettes. Parquoi le Roi mon souverain seigneur, comme vrai & constant Prince, voulant garder inviolablement la foi, qu'il a promise audit seigneur Roi Tres.Chretien, & autres ses alliez, ne voulant delaïsser la personne de nôtre dit Saint Pere en captivité, comme aussi ne fait ledit Roi Tres.Chretien; le Roi mondit souverain, & icelui Roi Tres.Chretien, vous somment cette fois pour toutes, d'accepter lesdites offes finales, pour la delivrance desdits seigneurs Enfans de France, & le bien de la paix universelle, & delivrer la personne de nôtre dit Saint Pere: & aussi de paier prontement, & sans plus de delai, les dettes par vous dûes au Roi mondit souverain. Et attendu que vous refusez lesdites offes finales, comme dessus, & de delivrer la personne de nôtre dit Saint Pere, & paier sans delai lesdites dettes, comme un bon Prince Chretien, & amateur de paix, doit & est tenu de faire, le Roi mondit souverain, & le Roi Tres.Chretien, son dit bon frere, non sans grand regret & deplaisir, se declarent vos ennemis, & par ci-après vous tiennent & reputent pour tel,

vous declarant & intimant la gnerre par mer & par terre, & déstant de toutes leurs forces. Toutefois considerant, qu'il y a plusieurs de vos sujets, & grande quantité de leurs biens aux roiaumes d'Angleterre & de France, & autres terres, & seigneuries des deux Princes; & que semblablement y a plusieurs sujets desdits Rois d'Angleterre & de France, & leurs biens en vos roiaumes, pais, terres, & seigneuries, lesquels pouroient recevoir d'une part & d'autre de grands & irreparables interests & dommages, si sans avertissemens & monitions ils pouvoient & devoient être pris & detenus: la Majesté du Roi mon souverain, & le Roi de France Tres-Chretien, son bon frere, leront tres. contens, que libreté soit donnée à vos sujets étans en leurs roiaumes, pais, & seigneuries, d'eux retirer & partir desdits roiaumes, avec tous leurs biens & marchandises, dedans quarante jours après cette iurimation, moiennant que semblable libreté & permission soit pareillement octroïée à leurs sujets. Ainsi signé, *De Cleranceaux, Roi, d'armes.*

Sa Majesté répondit audit Cleranceaux les propres paroles qui s'ensuivent.

J'Ay entendu ce que m'avez dit, & ne puis croire, que si le Roi d'Angleterre étoit bien averti des choses, comme elles sefont passées, & de la raison en quoi je me suis mis, qu'il me fît dire ce que vous me dites, & à cette cause mon intention est de l'en avertir.

Quant à ce que vous me dites du Pape, je ne fus onques consentant de sa detention, laquelle ne fut onques par mon commandement; & vous avertis qu'il est libre, & qu'il me déplaît des maux, qui se sont faits, deiques je ne pense avoir nulle coulpe, comme j'ai dit au Roi-d'armes de France, & ainsi ceci cesse.

Quant à la delivrance des Enfans du Roi de France, quand on m'a mis des moiens en avant, j'ai été prest d'y entendre, & n'a tenu à moi que la paix ne se soit faite; mais à cette heure que vous me dites, que le Roi vôtre maitre me forcera à les rendre, j'y répondrai d'autre sorte que jusques ici je n'ai fait, & espere les garder, desorte que par force je ne les rendrai point; car je n'ai point accoustumé d'estre forcé és choses que je fais.

Quant à ladite dette, que le Roi d'Angleterre m'a pretée, je ne l'ai jamais niée, ni ne la nie, & suis prest de la paier, comme le droit a ordonné, ainsi que lui ai fait dire, & moi même l'ai dit à ses Ambassadeurs, & fait bailler par écrit; & je ne crois point, que pour telle chose, dont je ne lui fais point de refus, il me voudrît faire la guerre; & quand il me la voudroit faire, il me déplaira, & faudra que je me défende: & je prie à Dieu que le Roi vôtre maitre ne me donne non plus d'occasion de la lui faire, que je ne pense la lui avoir donnée, & vous me baillerez par écrit ce que m'avez dit; à quoi je repondrai aussi par écrit pareillement.

Cette réponse faite par Sa Majesté audit Roi-d'armes Cleranceaux, icelui Cleranceaux prit sa cote-d'armes, qu'il avoit sur son bras gauche, comme dit est, & la vérif. Sa Majesté lui dit, qu'il baillât par écrit, és mains du sieur de Bouglans, tout ce qu'il avoit dit de bouche comme dessus; ce que ledit Roi-d'armes
Cleranceaux

Cleranceaux dit qu'il feroit ; & ainsi l'a fait depuis , & signé de sa main , comme il est de mot à autre inséré ci-devant.

Et ledit Cleranceaux , après avoir fait son office comme dessus , se retira incontinent ; toutefois avant partir ledit sieur de Bouclans lui dit , & aussi audit de Guienne , les paroles qui s'ensuivent : *Voici cet écrit en ma main , c'est la copie de la lettre faite touchant la délivrance du Pape , & comme il est ja libre , & partit du château Saint-Ange le sixieme jour de decembre passé , mettez-le en votre relation.* Ledit Roi-d'armes répondirent , *Nous le ferons ainsi.* Et en cet instant Sa Majesté apella auprès de sa personne ledit Guienne Roi d'armes de France , & lui dit ce qui s'ensuit.

Puisque raison veut que jouissiez de vos privileges , vous devez aussi faire votre office : & à cette cause je vous prie de dire au Roi votre maître ce que je vous dirai , & dites-le à lui-même. Ledit Guienne répondit à Sa Majesté ; *je le ferai ainsi, Sire.*

Alors Sa Majesté lui dit : Vous lui direz , que depuis le traité de Madrid , contrevenant à icelui , ont été pris beaucoup de mes sujets , tant allant en leurs negociations , comme autres allans pour me servir en Italie , lesquels ont été detenus prisonniers , maltraitez , & mis en galere par force : & pource que j'ai de ses sujets , lesquels je puis prendre , vous l'avertirez , que s'il me veut rendre les miens , je lui rendrai les siens ; & sinon , ainsi qu'il traitera les miens , je traiterai les siens , & qu'il me réponde dedans quarante jours de son intention , ou sinon je me tiendrai pour répondu. Ledit Roi-d'armes Guienne dit à Sa Majesté : Entendez-vous , Sire , touchant les marchands ; Sa Majesté répondit , ceci est sans entendre à ce que votre écrit contient des marchands , auquel je répondrai par écrit. Et cela dit par Sa Majesté , ledit Guienne fit sa reverence pour partir. Sa Majesté lui dit ? Vous avez ouï ce que je vous ai dit touchant votre office , ce qu'êtes tenu de dire , & je vous prie de le faire. Ledit Guienne répondit , Sire , je le ferai sans point de faute. Alors Sa Majesté lui dit : Dites davantage au Roi votre maître , que je crois qu'il n'a été averti d'aucune des choses , que je dis en Grenade à son Ambassadeur le President , lesquelles le touchent fort , & que le tiens en ce cas si gentil , que s'il les eût sûes , il m'eût répondu ; il fera bien de les savoir par son Ambassadeur , car par ce il connoitra , que je lui ai mieux tenu ce que je lui promis à Madrid , que lui à moi ; & je vous prie , dites-le ainsi au Roi , & gardez bien d'y faillir. Ledit Guienne répondit , sans point de faute , Sire , je le ferai. Et sur ce , après sa reverence faite le départit , & Sa Majesté ordonna audit sieur de Bouclans , qu'il pourvût qu'il ne fut fait aucun déplaisir , ni dit de mauvaises paroles audit Roi-d'armes Guienne , ni aussi à Cleranceaux ; ce qui a été fait à leur contentement.

Et depuis , savoir le lundi vint-setieme jour dudit mois de janvier , lesdits Rois-d'armes , Guienne & Cleranceaux , se sont trouvez devers ledit sieur de Bouclans ; par ordonnance de Sa Majesté , auxquels & à chacun d'eux , ensuivant ce que Sa Majesté leur avoit répondu , comme ci-devant est faite mention , icelui sieur de Bouclans a lû , & baillé par écrit les mêmes réponses , dont la copie s'ensuit , & premier de celle pour ledit Guienne , Roi-d'armes de France ,

Pour bien répondre à ce que vous Guienne, Roi-d'armes du Roi de France, avez lû devant la tres-sacrée Majesté de l'Empereur nôtre Sire, & depuis ce qu'il vous a répondu de bouche, lui avez baillé par escrit, pour le plus particulièrement satisfaire aux causes y contenues, & pour plus ample justification de Sa Majesté, afin qu'à Dieu, & tout le monde puisse conster, & soit notoire le grand tort & injustice dudit Roi vôtre maître, à faire ce qu'il fait; & comme contre tous droits divins & humains, il vous a baillé la charge que vous avez déclarée, Sa Majesté a bien voulu, que davantage vous soit repondu ce qui s'enfuit en cet escrit.

A sçavoir, quant au premier point, que dites qu'il vous a commandé de dire, qu'il a un merveilleux regret & déplaisir, de ce qu'il faut qu'au lieu de l'amitié, qu'il a désiré & souhaité avoir avec Sa Majesté, l'inimitié precedente demeure encore en sa vigueur; enumerant les maux & inconveniens, qui de ce sont ensuivis, & se pourront continuer & augmenter au prejudice des sujets d'une part & d'autre, & de toute la Chretienté; voulant donner à entendre, qu'il s'est mis en grand devoir pour avoir paix, & pensant par ses couleurs retoriques assez lointaines de la verité, jeter la coulpe desdits maux & inconveniens sur Sa Majesté, & s'en decharger envers ceux qui ne sont bien informez des choses passées, & qui, sans attendre les justifications de Sa Majesté, pourroient facilement croire les persuasions non veritables faites de par le Roi de France. Sur quoi Sa Majesté vous mande répondre, que les paroles que ledit Roi vôtre maître vous a quant à ce point commandé de dire, sont belles, honnêtes, & saintes, si ses œuvres étoient conformes ausdites paroles, comme la raison voudroit; car certes il seroit bien convenable qu'il en dût avoir regret & déplaisir, & qu'il se fût mis en devoir d'éviter les maux qu'il dit, & d'entretenir les traites de paix qu'il avoit faits, sans les enfreindre, & susciter si grands troubles en la Chretienté, comme il a fait; auquel cas meritoirement les forces & jeunesse de Sa Majesté, & dudit Roi vôtre maître, avec les forces de tous les autres Princes & Potentats chretiens, eussent pû s'employer contre les ennemis de la Foi, & éviter l'effusion du sang chretien, & offense de Dieu. Mais il fait bien, & ne peut nier ledit Roi vôtre maître, que lui n'ait été l'origine & fondement de toutes les querelles, qui sont succedées depuis son regne; car lui-même fut celui, qui, sans nulle juste cause, & sans nul droit, à l'entrée de son regne commença la guerre en Italie, pour occuper l'Etat de Milan, & avec tres-grande effusion de sang; & dejeta le sieur Maximilien Sforce, & le contraignit à lui renoncer le droit par lui pretendu, sans par ce daigner d'en demander l'investiture, ni en faire le devoir du fief au Saint Empire, comme la raison vouloit; ains contemnant & méprisant le direct seigneur du fief, qui étoit l'Empereur Maximilien, grand-pere de Sa Majesté; se rendant par ce indigne, selon les droits feodaux, de pouvoir tenir ledit Etat, & perdant quelconque droit qu'il y eût pû pretendre. Depuis venant Sa Majesté à la succession de ses royaumes d'Espagne, par le trepas du Roi Carolique, & indisposition de la Reine sa mere, ledit Roi de France, sous couleur de vouloir faire avec Sa Majesté plus étroite amitié, & alliance, & la tenir pour son fils, en retraçant le traité de Paris, & conventions de mariage d'entre Sa Majesté, & Madame Renée, belle-sœur dudit

Roi de France, faites & passées entre Sa Majesté, & ledit Roi de France, voutut de nouveau traiter en la cité de Noyon, autres conventions de mariage entre Sa Majesté, & Madame Louise, fille dudit Roi de France, à peine née; & au défaut d'icelle, à autre sa fille non née; & au défaut des deux, encore avec ladite Dame Renée. Par lequel traité de Noyon, les Ministres de Sa Majesté, qui intervinrent audit traité, assez mal informez des choses des Couronnes d'Espagne, & de ce qui étoit passé entre le Roi Catholique, & les predecesseurs dudit Roi de France, se condescendirent à lui accorder plusieurs choses indûes & injustes, lesquelles toutefois Sa Majesté, qui ne desiroit que la paix, observa entierement & inviolablement : & pour l'observance d'icelui, pour y être compris le Roi d'Angleterre, comme confédéré de Sa Majesté; désirant le Roi de France innover & émouvoir la guerre contre ledit Roi d'Angleterre, à cause de Tournay, Sa Majesté dit & declara à ses Ambassadeurs, & écrivit, qu'il ne souffriroit rien être attenté contre ledit Roi d'Angleterre, son confédéré; ains qu'en faisant le contraire, il ne pourroit sinon l'aider, & assister; ce qu'il fit, sans en être requis de la part dudit Roi d'Angleterre, pour entretenir la paix, & non venir à rupture. Et depuis n'a laissé de continuer en l'observance dudit traité, jusques à ce que ledit Roi de France, par son Ambassadeur le sieur de Lansac, en cette cité de Burgos, fit demander à Sa Majesté otages pour l'accomplissement du mariage avec sadite fille; ensemble la restitution du royaume de Navarre, qui étoient choses non contenues audit traité de Noyon, ni promises par Sa Majesté; declarant ledit Ambassadeur, comme il le bailla lors par écrit, que si Sa Majesté ne bailloit lesdits otages & ne restituoit ledit royaume de Navarre, il tenoit ledit traité pour rompu; qui étoit chose plus volontaire que fondée en raison, encore que Sa Majesté ne voutut par ce venir à aucune rupture (lui répondant toujours gracieusement, & tâchant par dons & honnêtes moïens entretenir l'amitié avec lui,) combien que Sadite Majesté étoit assez informée que ledit Roi de France, au tems qu'il monroit plus d'amitié, & qu'il l'appelloit son fils, & faisoit semblant de désirer sa grandeur, lui faisoit, directement & indirectement, tous les empêchemens qu'il pouvoit, pour empêcher toutes les bonnes choses, auxquelles Sa Majesté tendoit pour le bien de la Chréienté; car aiant Sadite Majesté accepté les trêves de cinq ans, indites par le Pape Leon, entre tous les Rois, Princes, & Potentats Chrétiens, pour pouvoir convertir les armes contre les Infideles, & aiant de sa part préparé puissante armée pour le faire, & se traitant en ce tems de l'élection de l'Empereur, laquelle étoit déjà en train du vivant dudit feu Empereur Maximilien de glorieuse memoire; ledit Roi Tres-Chretien, pour l'empêcher, fit faire diverses pratiques, tant avec ledit Pape Leon, qu'avec autres Princes, & Potentats, & même avec aucuns des Princes Electeurs dudit Saint Empire, cuidant ou par force de deniers, ou par crainte d'armes, les divirter de ladite élection, & se faire élire lui-même, ou autre à son apetit; combien que la vertu desdits Electeurs fût telle, que unanimement, & de commun accord, en méprisant les offres & menaces à eux faites, par inspiration divine élurent Sa Majesté à l'administration dudit Saint Empire, lequel ainsi qu'il est institué de Dieu, ainsi par sa main est regi & gouverné.

Et voiant ledit Roi de France, que ce ne lui avoit profité à ses intentions, cuidant encore empêcher le fruit qui de ce se devoit ensuivre, traita de l'occupation du royaume de Naples & Sicile, comme par les lettres se pourra clairement montrer; & à cet effet, sous la conduite de Pedro Navarra, & sous couleur de vouloir faire guerre aux Infidelles, selon la forme desdites treves de cinq ans, envia une armée de mer qui se vint desembarquer assez voisin dudit royaume de Naples; à laquelle cause l'armée, que Sa Majesté avoit déjà envoyée contre les Infidèles, après avoir pris & réduit en l'obeissance de Sa Majesté l'Isle de Gelbes, fut contrainte se retirer esdits royaumes de Naples & Sicile, pour la défense d'iceux. Et non content de ce ledit Roi de France, après avoir fait tout son possible par lettres, & autres moïens, qui encore se peuvent voir, d'empêcher la conclusion de la Journée Imperiale, & envahir ses pais par Messire Robert de la Marck, & ses enfans, avec armée faite en France de gens de guerre & artillerie dudit Roi de France: & tantôt après le sieur d'Esparre*, pour envahir & occuper le royaume de Navarre, dont s'en ensuivit l'effet que chacun sait, y demeura ledit sieur d'Esparre pris; & par les moïens avant dits, violant les traitez de paix faits avec lui. Et ce a été le vrai commencement des guerres entre Sa Majesté & ledit Roi de France, desquelles il en a eû le fruit qu'un chacun a connu. Et après que par jugement de Dieu, & par son injuste querelle, il a été fait prisonnier de bonne & juste guerre, a été traité comme est cist assez notoire, en ses royaumes & pais, non comme prisonnier ni ennemi, mais comme s'il eût été naturel Seigneur & Prince desdits royaumes, en usant Sa Majesté avec lui de toute liberalité & clemence, pensant le fuire de prisonnier, ami; & d'ennemi, son beaufrere, lui baillant en mariage, à sa tres instante requête, sa sœur aînée, qui étoit lors la seconde personne en la succession de tant de royaumes & pais, & à telles & si raisonnables conditions, que quand ores ledit Roi de France eût été en sa liberté, & non prisonnier, il ne les pourroit avoir ni desirer meilleures, ne lui demandant nulle rançon pour sa juste prison, sinon seulement la restitution de la duché de Bourgogne, & aucunes pieces, qui de toute ancienneté apartenoient à Sadite Majesté par juste titre, & avoient été indûement occupées; lesquelles encore que ledit Roi de France eût été du tout en sa liberté, & jamais n'eût été pris, étoient conditions si justes & si raisonnables, que meritement il les eût dû desirer pour bien de paix; & même que par l'observance d'icelles il eût pu meritement dire être vrai auteur de la paix universelle de toute la Chretienté, aiant Sa Majesté bonne paix avec touc les autres Princes & Potentats chretiens: mais il a bien montré par vrais effets, qu'il ne desiroit point la paix de la Chretienté, sinon la guerre & turbarion, puis qu'aïant baillé tels & si bons gages pour l'observance de sa foi, il n'a tenu cure ni de son honneur, ni de son sang, ains a voulu hasarder le tout, & mettre en guerre ceux qui étoient en paix, pensant se vanger de ce que Dieu avoit permis pour son juste châtiement, sans vouloir considerer que encore que les hommes sont ceux qui font la guerre, Dieu seul est celui qui donne les victoires, & le plus souvent contre la commune opinion des hommes, donnant lesdites victoires à ceux qui semblent moins aparens, ou qui sont de plus petit nombre. Parquoi la coulpe de ladite

* André
de Foix,
frère de
Lautrec.

guerre se doit plutôt attribuer audit Roi de France, lequel en contrevenant à sa foi & promesse, a plutôt voulu tirer les autres Princes & Potentats à la guerre, que de suivre le vrai chemin de la paix qu'il avoit en sa main, en postposant les fruits qu'il dit que de la paix s'ensuivent, aux maux, qui de la guerre peuvent soudre, lesquels méritement se peuvent attribuer à lui seul. Et si ledit Roi de France se fut ainsi mis, ou vouloit mettre en son devoir, comme il dit, pour avoir la paix, & à icelle reduire toute la Chrétienté, pour faire guerre aux Infideles, & éteindre la coulpe & faute passées, comme son écrit le contient, il n'eût refusé la grande grace que S. M. lui faisoit de vouloit entendre à l'innovation du traité de Madrid, en suspendant le droit tant apparent de la duché de Bourgogne, son ancien patrimoine, & délaissant à part tant d'autres choses, qui justement lui appartenoient, tant en vertu des anciens titres, qu'en vertu du traité de Madrid; & se contentant avec les conditions & protestations faites, se condescendre à la delivrance des enfans dudit Roi de France, conforme aux communications sur ce faites avec ses Ambassadeurs, tant en la cité de Palencia, qu'en cette ville de Burgos; puisque les mêmes Ambassadeurs ont publiquement dit & déclaré, que la conclusion de ladite paix tenoit seulement à un petit point, qui étoit, si la restitution de Gennes & Ast, & la revocation de l'armée, que le Roi de France a en Italie, se feroit avant la restitution & delivrance de ses enfans, ou depuis, combien que par les communications de Palencia, seldits Ambassadeurs eussent expressement consenti, que le second article du traité de Madrid, qui parle expressement de la restitution & reparation de tous attentats contre les Genoïs, & autres sujets de S. M. tant avant ledit traité de Madrid, que depuis, se dût entretenir & observer selon la forme d'icelui, & que ledit traité se dût être accompli avant la delivrance desdits enfans. Mais pour laisser toujours un garde-derriere, & non accomplir ce qui par seldits Ambassadeurs avoit été traité, non plus que ce qu'il avoit promis par les traités precedens, ledit Roi a bien voulu mettre ce point en difficulté, pour avoir occasion de rompre, & non parvenir à la paix; voulant sous couleur d'aucunes seuretez, & peines offertes de sa part, differer ladite restitution de Gennes, & autres pieces, & revocation de l'armée, jusques après la delivrance desdits Enfans; à quoi S. M. méritement ne devoit ni pouvoir consentir, étant assez clairement averti, que la declaration n'étoit que pour laisser la porte ouverte à nouveau debat; & que demeurant l'armée en Italie, après la delivrance desdits enfans, pourroient soudre nouveaux debats qui eussent été cause de la rupture: joint que si l'on *** l'intention dudit Roi de France n'étoit, après, de rendre ledit Gennes, ains montrer que seldits Genoïs se fussent rebellez contre lui, & que ce ne fut en son pouvoir de la rendre; S. M. pour n'en être plus trompé, & pour se mettre en plus grand devoir, & qu'il ne tint à lui que la paix ne se conclût, afin que ladite restitution & revocation d'armée se fît avant la delivrance desdits Enfans, encore qu'il ne fût à ce tenu, fut contraint de se soumettre aux mêmes & plus grandes seuretez & peines, pour faire ladite restitution & revocation ***** après la delivrance desdits Enfans; à quoi seldits Ambassadeurs ne ne voulurent consentir, disant n'avoir autre pouvoir; & par ainsi

le preambule de vôtre dit écrit qu'avez lû devant S. M. se peut plutôt retourner contre ledit Roi votre maître, en lui baillant toute la coulpe des maux presens & passez, à cause de ces guerres, & de ceux qui ci après pourront succéder; que d'en vouloir charger S. M. qui méritement se trouve libre de toute coulpe, comme plus amplement se pourra voir & connoître par la réponse faite à l'Apologie que ledit Roi de France a fait imprimer pour excuser ses fautes, à laquelle réponse quant à ce S. M. se remet.

Quant au second point de vôtre dit écrit, qui parle de la prise du Pape, & de la cité de Rome, & des maux, qu'il illec se sont faits, commis, & peptrez, S. M. vous a assez particulièrement répondu de sa bouche: & pour avérer ce qu'il vous en a dit se pourra assez clairement montrer par la même capitulation, naguere faite entre le Pape, & S. M. pour la liberation de Sa Sainteté, où il confesse expressement, que ç'a été sans coulpe de S. M. & par un exercite desordonné & sans chef; & le capitaine que dites être à la garde de Sa Sainteté, qui est un des principaux qui ait servi S. M. es guerres d'Italie, se trouvera avoir été plutôt pour la défense & preservation de la personne de Sa Sainteté, qu'il sur maltraité des gens de guerre, que pour lui vouloir mal faire, comme a été assez connu en la delivrance & liberation de sa personne, en laquelle ledit capitaine s'est employé comme vertueux & bon Chretien, & comme la raison vouloit, Et qui voudra bien chercher la racine, dont est procédé la detention du Pape, & les maux qui se sont faits à Rome, à cause de cette guerre, l'on en pourra plutôt attribuer la coulpe audit Roi de France, lequel a été auteur & promoteur de la ligue, dont ladite guerre est procédée, que à nul autre, dont S. M. se tient assez pour justifié & excusé de toute coulpe, par les justifications qu'il envoia à Sa Sainteté, lui étant à Grenade, en répondant à ce qu'elle lui avoit écrit, desquelles pour être imprimées & publiées en divers lieux, n'est métier d'en faire ici plus ample recitation.

Au tiers point de vôtre dit écrit, auquel est dit, que le différend, qui de present peut être entre S. M. & ledit Roi votre maître, gît principalement sur la rançon & recouvrement de ses enfans, qu'il a offert comme dites, & que S. M. ne se devoit arêter es choses que par force & contrainte ledit Roi lui avoit promises: Sadite Majesté vous fait à ce répondre, que ledit Roi votre maître ne vous a pas en ce bien informé, car le différend, qui est entre eux deux, ne gît en nulle rançon, sinon à observer la foi & promesse dudit Roi votre maître, pour laquelle sedits enfans sont en otage; & puisqu'il fait pourquoi ils y sont, c'est à lui de les retirer sans rançon, en faisant ce qu'il doit, & ce qu'il a juré & promis, sans nulle contrainte ni force; car un prisonnier de juste guerre, comme ledit Roi de France étoit, ne peut justement, ni selon les loix & droits de guerre, impugner les conventions, qu'il auroit faites pour sa liberation, être faites par contrainte ni par force, ni par ce s'excuser de tenir sa foi & promesse; car autrement ne faudroit jamais prendre foi de prisonniers, ni les laisser aller sans accomplir premier & satisfaire; ce qui pourroit être cause de la perdition & mort de beaucoup de gens de bien, & seroit chose fort inique. Et ne peut ledit Roi de France, par nul droit divin ni humain, excuser qu'il ne soit entièrement tenu à l'observance dudit traité de Madrid, & qu'il n'ait

failli à sa foi & promesse, comme plus amplement est déclaré en lad. réponse faite à son Apologie. Et encore que S. M. pour bien de paix se fut condescendue, sous les protestations par lui faites de suspendre la restitution de Bourgogne, & se deporter d'autres choses contenues audit traité de Madrid, & venir sur ce à autres conventions, & lui rendre ses enfans, en faisant de sa part ce à quoi S. M. s'étoit lors condescendue, tant aux communications de Palencia que d'ici, ce étoit de grace de S. M. & non par obligation, ni pour tenir le traité de Madrid de moindre vigueur. Et puisque ledit Roi de France n'a en ce seu' connoître la grace, que S. M. lui faisoit, les offres sur ce faites, attendu les protestations precedentes, se trouveront de nul effet, demeurant S. M. en son entier de pouvoir licitement persister à l'observance dudit traité de Madrid. Et ce qu'il dit, que S. M. eût beaucoup plus gagné à prendre ladite rançon telle qu'elle a été offerte, que de continuer la guerre, semble que ledit Roi vôtre maître prend grand souci du gain de S. M. pensant à l'aventure, qu'il soit fort convoiteux d'argent, dont il est plus aliéné qu'il ne cuide, & de la continuation de la guerre S. M. l'a toujours faite par contrainte, en se défendant des invasions & offenses dudit Roi vôtre maître, & de ses pratiques, desquelles quand il se voudra deporter, comme la raison veut, il trouvera plutôt le gain de son côté que autrement.

Touchant le quatrième point dudit écrit, où vous nommez les confederéz & alliciez dudit Roi vôtre maître, & dites iceux, & autres Princes, & Potentats, tenir le parti dudit Roi vôtre maître, pource qu'ils voient qu'il se met à la raison, & que S. M. n'y veut entendre, & que la paix universelle ne se peut faire en la Chretienté, dont ensuivent les maux desquels dites être à craindre que Dieu ne se courrouce. A ce est assez satisfait par la réponse du premier point de vôtre écrit, où l'on pourra assez clairement connoître quel jugement ont ceux qui pretendent, que le Roi vôtre maître se met à la raison, en faisant toutes choses contre raison & justice, & contre tous droits divins & humains, de qui meritement Dieu se pourra courroucer, & comme juste Juge, en connoissant la vraie raison & justice, & l'intrinsèque des mœurs, en fera les jugemens & demonstrations qu'il est accoustumé faire.

Quant au cinquieme point de vôtre écrit, contenant que pour non avoir accepté les offres & presentations, que ledit Roi vôtre maître a fait faire à S. M. n'aquiescé à faire un traité honnête avec lui, & se contenter d'une rançon plus que raisonnable; & ne veut rendre au Roi d'Angleterre ce qui lui est dû, & mettre le Pape en sa liberté, & laisser en paix l'Italie; il vous a commandé déclarer & notifier à S. M. avec ledit Roi d'Angleterre, qu'ils le tiendront & auront pour leur ennemi; declarant tous traitez faits entre lui, & S. M. être nuls, & que de sa part ne les veut garder & observer, ains que par tous moiens qu'il pourra il fera la guerre. A ce vous a été si bien répondu de la propre bouche de l'Empereur, sur le défi que lui avez fait, qu'il n'y a que redire; car S. M. meritement le pouvoit tenir pour ennemi, lui ayant fait la guerre actuelle si longuement, & en continuant en icelle, que certes, comme il vous a dit, c'est chose bien nouvelle, & digne de mettre en cronique; & même qu'un prisonnier de guerre ayant baillé sa foi comme lui, lequel

selon droit ne peut défier nul, ni accepter défi d'autrui, non plus qu'un esclave, ni entreprendre de faire acte de déshonoration, contre celui même qui tient sa foi & gage, & duquel il est justement prisonnier. Et les raisons qu'il allègue à à cet effet sont bien frivoles, pour donner couleur de justification à un tel & si grand acte; car encore que S. M. n'ait accepté les offres & présentations dudit Roi vôtre maître, ni voulu traiter à son apérit, il n'étoit tenu de ce faire, combien que de sa grace, & pour avoir paix, il se soit mis en plus que raison, offrant de laisser beaucoup du sien, & de ce qui justement lui appartient. De la dette du Roi d'Angleterre, ce n'est chose pour défier, vû ce que S. M. en a répondu tant à ses Ambassadeurs, qu'à vous-même, & en repondra plus clairement au Roi-d'armes dudit Roi d'Angleterre. Et quant au Pape, puisque comme dessus est, il est libre, & cesse la cause du défi, devroit raisonnablement cesser l'effet d'icelui. De laisser en paix l'Italie, apert assez par ce qui est dit devant, & par les reponses faites ausdits Ambassadeurs de France & d'Angleterre, qu'il n'y a nul, qui en ce lui ait mis ni cherché mettre plus de trouble & nourrissement de guerre, que ledit Roi vôtre maître, lequel quand il s'en voudra deporter, comme la raison le requiert, il connoitra que l'Italie sera en paix & repos, & que S. M. ne cherche de faire tort à nul, sinon de conserver ce qui justement lui appartient. Et ainsi cessent toutes les causes & raisons pour lesquelles le Roi vôtre maître vous a commandé de défier S. M. Et la declaration qu'il fait, que les traitez soient nuls, requiert autre Juge que lui, lesquels encore que volontairement dise ne les vouloir garder ni observer, pourroit être que Dieu & Justice le contraignent à ce, encore que son vouloir ne fût tel; & même aiant égard que depuis sa delivrance, & par ses propres lettres étant en son royaume, sans crainte ni force, avoit écrit à S. M. vouloir observer tout ce qu'il lui avoit promis; qui est bien contraire à ce qu'il fait dite maintenant.

Au regard du sixieme point de la protestation que vôtre dit écrit contient, il semble, que ce seroit chose plus convenable de faire les œuvres conformes à ladite protestation, que de vouloir enlever l'effet d'icelle par effets contraires; mais bien plus juste & veritable protestation peut faire S. M. devant Dieu, & tout le monde, qu'il n'a tenu, & ne tiendra à lui, qu'il n'y ait paix en toute la Chretienté; & qu'il s'est mis & mettra toujours en toute raison pour parvenir à icelle: & Dieu qui connoît les intentions de tous en sera Juge. Parquoi Sa Majesté proteste reciproquement, que tous les interests & dommages, que à cause de ces guerres il souffrira, il entend les recouvrer sur ledit Roi de France, & non laisser aller ses enfans, qu'il ne soit entièrement remboursé desdits dommages & interests, tant de ceux qu'il a soufferts depuis le traité de Madrid, que de ceux qu'il souffrira ci-après: & que tous les autres maux, interests, & dommages, qui se pourront ensuivre desdites guerres, ne soient attribuez à la coulpe de S. M. mais plutôt à la coulpe du Roi vôtre maître, comme auteur, promoteur, & provocateur de ladite guerre, sans aucune juste cause; dequoi ne sera mérit d'appeller, comme il fait, Dieu à témoin, sinon de lui en laisser faire le jugement & execution, comme à sa divine justice appartient.

Et quant au dernier point des quarante jours, pour retirer les marchands &

& marchandises, pource que la chose ne seroit égale, aiant eux pieça averti, & non aiant tems d'avertir par tous les lieux où sont les sujets de S. M. par toute France & Angleterre, S. M. ne le peut ainsi accepter, mais en prenant jour competent pour pouvoir convenir de la restitution des sujets, marchands, & biens qui se pouront prendre, ou seroient ja pris d'un côté & d'autre, S. M. sera prête d'y entendre, aiant réponse sur ce.

*S'ensuit la réponse baillée audit Cleranceaux, Roi d'armes
d'Angleterre.*

EN répondant à ce que vous Cleranceaux Roi d'armes du Roi d'Angleterre, avez proposé de bouche à la tres-sacrée Majesté de l'Empereur nôtre Sire, au nom du seigneur vôtre maître : & après la réponse verbale que S. M. vous a sur ce faite, l'avez à sa requête baillé par escrit, signé de vôtre main, pour vous y pouvoir plus au long particulièrement répondre ; S. M. a mandé vous répondre aussi par escrit ce qui s'ensuit.

Premierement. Quant au premier point, que ledit Roi vôtre maître vous commande de dire, que voiant la nécessité de la paix en la Religion Chretienne, tant pour le succès du Turc en l'occupation de Rhodes, & invasion d'Hongrie, & suscitation des sectes heretiques, & aussi pour les guerres allumées en ladite Chretienité, & ce qu'il dit être fait à Rome, par l'exercite & ministres de S. M. avec les maux execrables contenus en vôtre dit écrit : & pource que la racine & debats desdites guerres, procedent des debats étans entre Sa Majesté, & le Roi de France, pour iceux mettre à fin avoir envoie devers Sadite Majesté, ses Ambassadeurs, & autres devers ledit Roi de France, avec lequel il dit avoir tant fait, que pour l'amour qu'il lui porte, il avoit fait à Sa Majesté offres si grandes, & si raisonnables, qu'elle ne les pouvoit ni devoit honnêtement refuser ; & que par toutes les remontrances en icelui écrit contenues, faites par ses Ambassadeurs, Sadite Majesté ne les avoit voulu accepter. Certes jusques à present S. M. a tenu le Roi vôtre maître pour vrai mediateur & commun ami, & que lui seul dût être le plus vrai & confident Ministre, pour traiter ladite paix universelle entre les Chretiens, que nul autre ; & même non ignorant que lui-même, & Monsieur le Cardinal d'York en son lieu, avoient tant par lettres du Roi de France, que par autres lettres & actes, après plusieurs disputations sur ce faites, vû, connu, & déclaré, que ledit Roi de France étoit le premier agresseur, invadeur, & promoteur de la guerre, & violateur des traitéz ; pour laquelle cause ledit Roi d'Angleterre, en vertu du traité de Londres, eût à se déclarer ennemi dudit Roi, & prendre les armes contre lui, comme infraacteur de la paix, & promoteur & auteur de la guerre, parquoi meritement il devoit bailler plutôt la coulpe audit Roi de France, qu'à Sad. M. de tous les maux qui à cause desd. guerres depuis se sont ensuivis en la Chretienité, tant à Rhodes, qu'en Hongrie, en Allemagne, & à Rome ; car Dieu, & tout le monde fait bien qu'il n'a tenu à S. M. ni tiendra, que les provisions contre les Turcs, Infideles, & Heretiques, ne se fissent : & ce qui s'est ensuivi à Rome, a été sans consentement ni ordre de S. M. comme il vous a dit de bouche, &

sans la coulpe, comme le Pape même le confesse ; & jamais n'a tenu à S. M. qu'il ne soit condescendu à tous moïens honnêtes, & raisonnables, pour parvenir à ladite paix, en laissant assez du sien, & de ce qui justement lui appartient, pour complaire audit Roi vôtre maître, voire pour son respect, laissant beaucoup de ce que ledit Roi de France avoit de son propre mouvement offert au Viceroy de Naples, avant que ledit Roi vôtre maître se mêlât de cette paix, pour laquelle S. M. pensant lui gratifier & complaire, s'étoit condescendue à telles conditions, que pour nulle autre personne du monde ne les eût voulu accepter ni consentir. Et par le contraire ne se peut bien dire par verité, que ledit Roi de France ait en ce rien fait pour ledit Roi d'Angleterre, sinon diminuer & couper par son moien des offres qu'il avoit paravant faites audit Viceroy : mais maintenant que ledit Roi vôtre maître fait en ce si sinistre jugement, voulant jeter toute la coulpe sur Sad. M. & excuser ledit Roi de France, vous aiant commandé pieça de faire cet acte, & se déclarer ennemi ; il faut qu'il ait oublié les choses passées, ou qu'il soit mal informé de ce qui s'est fait, ou que par devant il n'eût pas bonne volonté ; dont S. M. s'est trouvée bien déçue de la confidence qu'il avoit en lui.

Quant au second point, qui parle de la delivrance du Pape, déjà vous a répondu S. M. de bouche, comme il étoit libre, & a S. M. venu nouvelle certaine comme il fut delivré, & partit de Rome sans nul empêchement, le sixieme dudit mois de decembre dernier passé. Et de ce qui fut fait contre Sa Sainteté, S. M. en écrit incontinent au Roi vôtre maître ses justifications, le priant lui vouloir conseiller ce qu'il lui sembloit être à faire pour le bien de la Chretienité, à quoi il n'a jamais répondu ; bien doit savoir le Roi vôtre maître, puisque par vôtre dit écrit, il charge sur la protection du Pape, & du Saint Siege, appartenant à Sad. M. que en ce S. M. n'a fait, ni voudroit faire faute à la charge, que Dieu à cet effet lui a donnée ; & fera S. M. aussi bien ce qui appartient à l'office de protecteur du Saint Siege Apostolique, comme ledit Roi vôtre maître, à ce qui appartient à l'office de défenseur de la Foi. Et en faisant l'un & l'autre son devoir, la Chretienité en vaudra beaucoup mieux, & ne seront tenus soutenus, ni favorisez ceux qui fourvoient de leur foi, laquelle, selon tous droits divins & humains, doit être observée & gardée, aussi bien aux ennemis, que aux autres.

Touchant le troisieme point, qui parle des dettes par plusieurs obligations, & autres moïens, sans déclarer ce que c'est, S. M. vous a répondu de bouche, qu'il n'a jamais nié la dette des deniers pretez, ni refusé de les paier ; & s'il y a eû délai au paiement des deniers pretez, c'a été pource que les Ambassadeurs du Roi vôtre maître, jusques au point de la rupture, traitoient de se paier des deniers de France ; & après la rupture, qui ne fut que pour faute de pouvoir, ils demanderent le paiement en comptant de toutes dettes, & baillèrent un écrit, où ils demandoient non seulement les deniers pretez, mais demandoient davantage pour quatre ans & quatre mois, l'obligation de l'indemnité, à raison de cent trente-trois mille trois-cens cinq écus par an, & de plus cinq-cens mille écus pour les peines de non avoir accompli le mariage avec la Princesse sa fille. Surquoi Sad. M. leur fit faire réponse par écrit, que quatre

aux dettes des deniers pretez, puisqu'ils confessoient n'avoir vers eux les originales obligations, ni les giges & joiaux engagez pour une partie desdites dettes, S. M. en confessant deïlors toutes les sommes, qui se trouveroient dûes par lesdites obligations, s'en tenoit pour condamné, & s'offroit pour toutes lesdites sommes pretées contenues esdites obligations, dedans le terme que le droit donne aux condamnés, pour paier leurs condamnations, pourvû que l'on choisist lieu convenable & seur pour les deux parties, où se dût faire ledit paiement; & quant & quant ledit Roi d'Angleterre envoïât illec personne avec pouvoir pour en recevoir, quiter, & restituer conjointement lesdits gages avec les originales obligations, pour les casser & canceler, comme la raison le veut. Et quant ausdites demandes de l'indemnité, & des peines, fut répondu ausdits Ambassadeurs, que puisque leur pouvoir ne faisoit expresse mention de les demander, sinon seulement des dettes en general, qui s'entendoit des liquides & claires, que S. M. ne croit qu'ils voulussent persister à telles demandes, auxquelles en cas qu'ils y persistassent, S. M. y répondroit pertinemment, & envoiroit devers ledit Roi d'Angleterre, pour l'informer des raisons, par lesquelles ledit Roi leur maître se devoit deporter desdites demandes, & meritement s'en contenter. Et pour ce que lesdites raisons ne furent lors baillées par escrit ausdits Ambassadeurs, combien que aucunes d'icelles leur furent lors dites de bouche, S. M. a bien voulu, que lesdites raisons fussent ici ceuchées par écrit, afin que si ledit Roi d'Angleterre, sous cette generalité, vouloit pretendre lui être dûes les sommes contenues en ladite indemnité, & lesdites peines de mariage, que tout le monde sache qu'il n'auroit nulle juste cause de les demander ni pretendre en la forme & maniere, que lesdits Ambassadeurs l'ont demandé. Car quant à ladite indemnité, il y a cinq raisons bien urgentes, par lesquelles lesdits Ambassadeurs doivent être repellez de ladite demande, encore qu'ils eussent eû pouvoir special de la demander. La premiere raison est, que ladite obligation est fondée sur la retention des pensions & deniers dûs par ledit Roi de France audit Roi d'Angleterre, pour lui, & ses successeurs, annuellement, en vertu des traitez & obligations, & que sans montrer lesdits traitez & obligations, & qu'il conste de la dette principale, ne pouvoit être valable l'obligation de l'indemnité; car l'on ne doit croire à ce que l'on narre en icelle obligation, s'il ne conste des autres obligations, ausquelles elle se refere; car l'indemnité est accessoire à la principale obligation, & ne subsiste l'accessoire sans la principale. La seconde raison est, pource que les causes, sur lesquelles ladite indemnité se fonde, ne se trouvent veritables; car ladite obligation fut faite en Angleterre, avant que S. M. passât en Espagne, & le même jour que fut fait le traité de VVindsor. Et ne peut être vrai ce qu'il dit, que pour l'aide baillée à S. M. pour passer en Espagne, non y étant encore passé; & ne se pourroit ce specifier pour le passage de Calais à Douvres, car pour icelui fut accordé par ledit traité de VVindsor, que S. M. seroit tenuë bailler aide équipollent, quand il voudroit passer d'Angleterre en France, & qu'ainsi ladite aide ne pouvoit être en consideration pour lui faire promettre ladite indemnité: ni aussi ce qu'il dit, que pour soi être déclaré ennemi du Roi de France, & pour les armes prises contre lui à cause de l'Empereur, ledit Roi de France avoit déjà pour un an

entier retenu le paiement desdites pensions. Car s'il veut dire qu'il s'étoit déclaré & pris les armes en vertu dudit traité de VVindſor, ſur lequel ladite indemnité ſe fonde, il ne pouvoit dire, s'être déclaré, ni avoir rien perdu en vertu d'icelui, puisſque par icelui la déclaration ne ſe pouvoit faire juſques en fin de Mai 1524. Et ſ'il ſe veut fonder ſur la déclaration faite avant, qui ne ſauroit être un mois avant ledit traité de VVindſor, faudroit confeſſer de deux choſes l'une, ou que ladite déclaration eût été faite en vertu du traité de Londres, pour la contravention du Roi de France, auquel cas étant l'obligation dudit traité reciproque, ne ſe pouroit dire qu'il y eût juſte cauſe pour obliger S. M. à ladite indemnité; ou que ladite déclaration fût faite, comme étoit plus vraſſemblable, pour avoir le Roi de France failli aux paiemens de ce qu'il devoit; ce qui en tous endroits ne ſe pouvoit dire ſouſtrait ni retenu à cauſe de S. M. Deſſorte qu'en tous evenemens ladite obligation ſe trouveroit faite pour cauſe erronée, & non véritable, & par ainſi ne ſeroit valable. La tierce raiſon eſt, que voulant Monſieur le Cardinal d'York, lequel fut auteur & perſuaſeur de ladite indemnité, uſer de bonne foi, & confeſſer vérité, il n'aura pas oublié, & tiendra bonne ſouvenance, qu'il dît à S. M. en préſence d'autres de ſon Conſeil, de par ledit Roi vôtre maître, qu'il ne pairoit jamais rien de ladite indemnité, & que ce faiſoit pour donner contentement aux Conſeillers & ſujets dudit Roi, attendu que ledit ſeigneur Roi ne pouvoit en ce avoir dommage; & ainſi bien conſiderant les clauses, le tems, & la forme de ladite obligation, & devant qu'elle fut faite, ſe pourra aſſez connoître que l-dite obligation d'indemnité a été nulle, & de nul effet. La quatrième raiſon eſt, qu'ayant ledit Roi de France par le traité de Madrid, affirmé par ſerment que ledit Roi d'Angleterre étoit païé & contenté de tous les arrearages paſſez, & offrant d'en faire aparoir par le même traité fait avec ledit Roi, & prenant ladite indemnité à ſa charge, ce que les Ambaſſadeurs dudit ſeigneur Roi ont accepté en ſon nom, conſentant expreſſément, que ledit traité de Madrid, quant à cet article, dût demeurer en ſon entier, ne ſeroit convenable que ledit Roi vôtre maître de ce voulût être païé deux fois. La cinquième raiſon eſt, que quant ores cela ſeroit, que non en demandant pour quatre ans quatre mois, ce qui encore que l'obligation fût valable, que non, ne ſe devoit que pour trois ans, ſe pouroit juridiquement nier le tout. Et quant aux peines, que leſdits Ambaſſadeurs demandoient, il y a trois raiſons bien peremptoires & évidentes, par leſquelles l-dites peines ne ſont ni ne pouvoient être dûes, ni juſtement demandées. La première, que ſelon le Droit civil & canon, telles ſtipulations penales, par leſquelles ſ'empêcheroit la libre faculté de pouvoir contracter mariage ailleurs, ſont nulles, & de nul effet & valeur, & ne ſe peuvent juſtement exiger ni demander. La ſeconde, que ledit Roi vôtre maître, encore que l'obligation deſdites peines eût été valable, que non, ne ſe pouroit fonder ſur le traité de VVindſor, où leſdites peines ſont apoſées, ſans prouver, qu'il eût entièrement accompli de ſa part tout le contenu en icelui, ce qu'il ne ſauroit prouver; & en ce cas ne devoit S. M. ſe charger de nulle preuve, ains lui ſuffiroit ſeulement objeſter que ledit Roi n'ayant accompli de ſa part, il ne peut ſe fonder ſur les promeſſes dudit traité. La tierce raiſon eſt, que

avant que S. M. se mariât , il fit requérir ledit Roi vôtre maître , de vouloir envoyer sadite fille en ce royaume , pour satisfaire à ses sujets , qui le pressoient de se marier pour avoir lignée ; ou qu'il baillât son consentement pour se marier ailleurs ; lequel aimo mieux envoyer pouvoir à ses Ambassadeurs pour consentir à autre mariage , avec autres conditions , que d'envoyer sadite fille par deçà : & davantage audit tems , non seulement ledit Roi vôtre maître avoit laissé d'accomplir de sa part ce à quoi il est obligé , ains se trouveroit avoir contrevenu audit traité en diverses façons , tant parce qu'il étoit assez public , & fut découvert par lettres interceptées sur la mer , que ledit Roi vôtre maître traitoit du mariage de sadite fille avec le Roi d'Escoffe , son neveu ; & cette pratique fut commencée long-tems avant le mariage de Sad. M. avec l'Imperatrice. De forte que quant ores la stipulation desdites peines eût été valable , que non , ledit Roi même les eût encourues , & les devoit à S. M. pour être lesdites peines reciproques , combien que S. M. ne voudroit insister en telle demande , comme chose de droit reprochée , comme dit est ; que aussi pource que ledit Roi d'Angleterre , contre la forme dudit traité de VVindfor , avoit tenu près d'un an en sa Cour , & fait venir devers lui sous saufconduit , un nommé Jean Joclin , traitant & pratiquant secrettement de par ledit Roi de France , & après recevant publiquement ledit President comme Ambassadeur dudit Roi ; ce qu'il ne pouvoit faire sans infraction dudit traité : & qui pis est , pour ce que l'Ambassadeur de S. M. escrivoit la verité de ce qu'il voioit & entendoit , & comme les choses passioient , il fut audit Royaume d'Angleterre maltraité , menacé , prises les lettres qu'il escrivoit à Sa Majesté , & icelles ouvertes par les Ministres dudit Roi , contre tous droits divins & humains , & contre la forme dudit traité ; & qui pis est depuis la prison du Roi de France , étant le Roi vôtre maître requis de par S. M. que ensuivant ledit traité , afin que l'on fût conjointement apointer de tout ce que les deux pretendoient contre led. Roi de France , pour faire d'un commun consentement une bonne paix , pour laquelle un chacun d'eux eût pû avoir sa raison , qu'il dût envoyer à ses Ambassadeurs pouvoir pour ce faire , avec ses demandes & ses pretenions , en quoi faisant il est assez clair que l'on eût eû une bonne paix perdurable en toute la Chretienité ; à quoi ne voulut entendre , pensant d'en faire mieux son profit , & cela fut cause de tous les troubles , qui depuis s'en sont ensuivis , lesquelles choses furent toutes faites & attentées par ledit Roi vôtre maître , avant que Sa Majesté se mariât , ni traitât avec ledit Roi de France , auquel temps S. M. ne se pouvoit plus dire tenu ni obligé dudit traité de VVindfor , ni par conséquent ausdites peines ; toutes lesquelles choses S. M. avoit postposées , sans en vouloir faire querelle , pensant de conserver l'amitié dudit Roi vôtre maître , & à tres-grand regret & deplaisir , que sans coulpe , & pour sa justification , il soit ainsi contraint de mettre telles choses en avant , lesquelles il eût volontiers passé sous silence , si l'acte que le Roi vôtre maître vous fait faire ne touchoit si grandement à son honneur , & à la défense d'icelui , & à la repulsion du blâme que ledit Roi vôtre maître , par ses raisons colorées , & non bien fondées , sâche de lui mettre sus , lui voulant attribuer la coulpe là où il ne l'a.

En tant qu'il touche le quatrième point, où repilogant ce qui avant est dit improperez à S. M. Que sans avoir égard à l'honneur de Dieu, à la nécessité de la Chretienité, & à la reverence qu'il doit au Saint Siège Apostolique, & à la personne du Pape, ni aux plaisirs, que S. M. a reçus dudit Roi votre maître, ni à la foi, parole, & promesse tant de fois reiterée pour cette cause, il vous a ordonné ce que votre escrit contient; certes ce sont impropérations etronnées, desquelles S. M. comme avant est démontré, se trouve assez libre & exemte; & est chose assez notoire, que S. M. n'est entachée de tels vices, lesquels plus raisonnablement se peuvent attribuer aux autres, dont S. M. se depote; car ce ne semble bien convenable entre tels Princes, vouloir combattre de paroles injurieuses, & eût été plus honnête de les taire. Et quant à se fonder, que S. M. n'ait voulu accepter lesdites dernières offres, qu'il dit lui avoir fait declarer par sa finale resolution, semble bien par ce qui s'ensuit du present acte, que ledit Roi votre maître avoir conclu de le désher, sans attendre réponse, si S. M. auroit accepté lesdits offres; car s'il eût été li resolu à la paix, comme dites, il devoit premicrement savoir ce que S. M. auroit répondu sur icelles offres, & eût pû connoître à qui étoit la coulpe, & eût trouvé, que par les réponses faites S. M. avoit mis plus de confiance en la seule parole dudit Roi d'Angleterre, que en toutes autres seuretez, non sachant l'intrinsèque de son cœur, dont selon les effets qu'il montre, n'avoit nulle juste cause de soi y confier; & même que aiant S. M. satisfait à toutes les dernières offres, au contentement de ses Ambassadeurs, excepté en un seul point de la revocation de l'armée, & des attentats faits depuis le traité de Madrid, que les mêmes Ambassadeurs de France avoient consenti aux communications de Palencia, selon le second article dudit traité, qui étoit des choses que l'on devoit accomplir avant la restitution des enfans, & pour laisser un garde-derriere, ils la vouloient différer depuis la délivrance desdits enfans, qui n'étoit chose raisonnable. Parquoi l'on peut clairement connoître, que quelque réponse que S. M. eût baillée, n'étoit pour faire la paix, ains pour allumer plus grande guerre, attendu que l'écrit baillé de la part dudit Roi de France se trouve daté dès l'onzieme de novembre, & que lesdits Rois d'armes ont toujours été en cette cité avec leurs ecrits durant les communications desdits Ambassadeurs, lesquelles selon qu'ils ont montré par effet, n'étoient que pour cependant endormir Sa Majesté, avec espoir de paix, en lui armant d'autre côté la guerre, pour le prendre au dépourvû, dequoi il espere à l'aide de Dieu, & de ses bons sujets, s'en garder.

Au regard du cinquieme point, en ce qu'il parle de contraindre S. M. par force d'armes, S. M. vous en a si vertueusement répondu de sa propre bouche, qu'il ne gît autre réponse; & quant à ce que ledit Roi dit vouloir inviolablement garder sa foi au Roi Tres-Chretien, & autres ses alliez, ce seroit chose fort raisonnable qu'elle se gardât non seulement par lui, mais par tous autres, & que l'on ne ch'rchât point couleur pour la rompre, ni faire rompre à autres. Et quant à la declaration de l'inimitié, & défi de la guerre, S. M. en a aussi répondu de bouche à suffisance; & n'a été sans cause que S. M. prie Dieu, que ledit Roi ne lui donne plus d'occasion d'auoir guerre à lui, qu'il pense lui avoir

donné ; car s'il étoit vrai ce que l'on publie, tant par Angleterre, que par France, & ailleurs, qu'il se veut séparer du mariage de la Reine, tante de S. M. pour se marier autrepars, ce que S. M. ne peut bien croire, aiant Sad. M. en ses mains les dispensations si amples, & aliénées de toute surreption, qu'il est prest de faire exhiber là où il apartiendra, que justement sont telles, qu'elles ne pourroient donner lieu à ladite séparation ; à moins qu'on ne voulût en ce impugner la puissance du Pape, qui n'est croiable que ledit Roi voulut attenter, pour les grands scandales, qui se pouroient par ce ensuivre à la tutation d'autres plusieurs roiaumes, païs, & seigneuries ; en ce cas auroit plus juste cause S. M. de faire la guerre audit Roi votre maître, que d'attendre guerre de lui, pour propulser si grande injure, & exciter tous autres Rois & Princes, auxquels semblable injure pourroit concerner : & en ce cas montreroit bien ledit Roi votre maître, quelle foi, quelle religion, quelle conscience, & quel honneur il auroit devant, & donneroit assez à connoître l'intention, qu'il auroit eüe de bailler sa fille en mariage à S. M. s'il tendoit à la faire bâtarde, combien que S. M. ne peut, comme est dit, bien croire qu'il se laissât conduire à chose de si mauvais exemple, si ce n'étoit par sinistre & mauvaise intention du Cardinal d'York, lequel par son ambition & cupidité, & pource que S. M. n'a voulu employer son armée d'Italie à faire ledit Cardinal Pape par force, comme lui avoit fait requérir par lettres du Roi son maître, & requis par lettres de sa main, ni s'attacher à son orgueil, ambition, & convoitise, il s'est plusieurs fois vanté qu'il mettroit les affaires de S. M. en tel broüillis, qu'il ne fut vû telle broüillerie en cent ans ; & le broüilleroit desorte qu'il s'en repentiroit, encore que le royaume d'Angleterre se dût perdre ; que si ainsi étoit, que le Roi se laissât ainsi conduire à croire le mauvais conseil dudit Cardinal, ce seroit le vrai chemin, pour y parvenir, & ce seroit le vrai broüillis qu'il y auroit mis, qu'il ne sauroit après apaiser.

Et par toutes les justifications avant dites, lesquelles Dieu, qui est le juste Juge, & connoît les cœurs des hommes, pourra mieux considérer que les autres, espere S. M. que sa divine clemence ne lui faudra à sa justice, & à la défense de sa juste cause, comme il a fait du passé ; & puisqu'il connoît ceux qui ont bonne inclination à la paix, ne fust douter, que en son temps il la baillera à ceux qui seront de bonne volonté : & proteste S. M. devant Dieu, & tout le monde, que tous les maux, dommages, & interets, qui deldites guerres se pouront ensuivre, soient à la couppe & charge de qui en est cause.

Finalement, quant au dernier point, de la retraite des marchands, S. M. répond le même, qui a été répondu au dernier article de l'écrit baillé de la part du Roi de France ; & davantage dit avoir scû comme pieça a été publié en Angleterre, sous espoir de cette rupture, que tous les sujets dudit Roi se gardassent de mener marchandises es roiaumes & païs de S. M. montrant en ce l'intention qu'il avoit, plus à la guerre qu'à la paix. Parquoi ne seroit la chose égale, que les uns eüssent été avisez & prevenus, & les autres ne pussent être avisez en temps pour pouvoir retirer leurs biens ; & pour ce seroit de faire sur ce une convention reciproque, qui pût raisonnablement satisfaire aux sujets d'une part & d'autre, comme a été répondu sur l'écrit du Roi de France. A quoi S. M. sera content d'entendre, aiant sur ce réponse,

Les deux réponses, à savoir celle au Roi-d'armes de France, commençant, *Pour bien répondre à ce que vous Guienne, Roi-d'armes du Roi de France, avez là, &c.* & celle au Roi-d'armes d'Angleterre, qui commence, *En répondant à ce que vous Cleranceaux, Roi-d'armes du Roi d'Angleterre, avez proposé de bouche, &c.* selon qu'elles sont de mot à autre ci-dessus écrites, ont été ainsi commandées & conclues par l'Empereur & Roi, nôtre souverain seigneur, étant en son Conseil d'Etat, auquel Conseil S. M. ordonna & commit à moi Jean Lallemand, sieur de Bouclans, de Vayette, Taveau, & Croisley, Conseiller, & premier Secrétaire de S. M. de en son nom lire, & après bailler leddites réponses par écrit ausdits Rois-d'armes Guienne, & Cleranceaux, ce que j'ai fait ledit jour lundi vint-setieme de janvier audit an 1528. presens Messire Martin de Salmes, Chevalier, Conseiller & Ambassadeur en cette Cour pour tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, Dom Fernando, Roi de Hongrie, de Boheme, & de Dalmatie, de Carintie, d'Esclavonie, Atchiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, & VVittenberg, &c. Comte de Tirol, &c. frere unique de Sa Majesté Imperiale; Messire Baitazar Prevôt de VValt-Virelit, Evêque de Constance, & Vicechancelier de l'Empire; Messire Eustache Chappuis, Docteur és Droits, Official de Geneve, à present Conseiller de S. M. & jadis Ambassadeur de feu de tres-excellente & immortelle memoire, haut & puissant Prince Monseigneur Charles, Duc de Bourbonnois, & d'Auvergne, que Dieu absolve; Messire Guillaume de Montfort, Chevalier, Gentilhomme de la chambre de S. M. Jean de VVinancourt, sieur de Flettriers, Prevôt de Mons en Hainaut, & aussi Ecuier de chambre de S. M. Claude de Tilly, Gentilhomme de l'Hôtel, & Maréchal de S. M. Etienne du Gros-pain, Gentilhomme de la maison, Capitaine d. Chevaux-legers; Sanchez Lopez, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Capitaine d'hommes d'armes en l'exercite de S. M. en Italie; Jean Daduxa, Chevalier, Conseiller, Tresorier, & Argentier de S. M. en Espagne; Jean de Menysiore, Ecuier d'écurie de Sa Majesté; M. Julian de Laspera, un des Capitaines des Galeres de Sa Majesté, & solliciteur en cette Cour *pro illustrissimo Antonio Adorno, Duce de Genua* ****. De Lande, Conseiller & Tresorier de la Reine Dona Juana, nôtre souveraine Dame; Antoine Perreum, Secrétaire de S. M. & plusieurs autres gentilshommes, & bons personnages, tant officiers de S. M. comme aussi autres de plusieurs nations, Allemands, Espagnols, Italiens, & Bourguignons, qui à cet acte public se sont trouvez.

Et je Guienne, Roi-d'armes du Roi de France; & je Cleranceaux, Roi-d'armes du Roi d'Angleterre, confessons, & par ceses certifications pour verité, avoir reçu de Monditsieur de Bouclans, tant de sa bouche, comme par écrit, les réponses ci-dessus, lesquelles il nous a baillées au nom & de la part de la tres-sacrée Majesté Imperiale, en cette cité de Burgos, les an, jour, & presens les sieurs sémoinz devant nommez, & pour ce avons signé ceses de nos seins manuels.

GUIENE.

CLERANCEAUX.

TRAITE'

TRAITE' DE TREVE POUR HUIT MOIS, ENTRE L'EMPEREUR Charles V. François I. Roi de France, & Henri VIII. Roi d'Angleterre ; & Marguerite d'Autriche, Gouvernante des Pais Bas, pour tous les pais deçà les monts, & delà la mer. A Hamptoncourt. le 15. juin 1528.

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roi de France, Seigneur de Genes : A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme à l'honneur & loüange de Dieu, pour parvenir à une paix universelle, ait été traité, conclu, & accordé ferme, sincere, & vraie treve, abstinance de guerre, & dépot d'armes, par terre, mer, & eaux douces, entre nôtre amé & feal Conseiller, Messire Jean du Bellay, Evêque de Bayonne, nôtre Ambassadeur ; Messire Cutbert, Evêque de Londres, Garde du Privé Seel ; Maître Bryan Tuke, Tresorier de la Chambre, & l'un des secretaires de tres-haut & tres-puissant Prince Henri, par la même grace Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irlande, défenseur de la Foi, nôtre tres-cher & tres-amé frere, allié, & confederé perpetuel, ses conseillers, orateurs, & procureurs ; Don Ynigo de Mendoza, élu Evêque de Burgos, Ambassadeur de tres haut & tres-puissant Prince Charles, par la même grace élu Empereur, Roi des Espagnes ; & Maître Guillaume des Barres, & Jean de la Sauch, Secretaires ordinaires, Ambassadeurs, & Procureurs de nôtre tres-cher & tres-amée cousine, Madame Marguerite, Archiduchesse d'Autriche, douairiere de Savoie, Comtesse de Bourgogne, Regente & Gouvernante pour ledit seigneur élu Empereur, en ses pais d'embas, audit nom de Regente & Gouvernante, prenant en main, & soi faisant fort lui faire ratifier & avoir agreable. Tous lesdits Ambassadeurs & Procureurs, respectivement & suffisamment fondez de pouvoirs & procurations, ainsi qu'il apert par la teneur d'icelui traité.

*Autriche
& An-
gleterre.
1528.
15. juin.*

ATous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Nous Jean du Bellay, Evêque de Bayonne, Ambassadeur, orateur, & procureur de tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince François, par la grace de Dieu Roi de France, vers tres haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Henri, par la même grace Roi d'Angleterre, défenseur de la Foi, & seigneur d'Irlande. Savoir faisons, que pour, à l'honneur & loüange de Dieu, & bien de toute la Chretienité, parvenir à la paix universelle, avons traité, accordé, & conclu, traitons, accordons, & concluons par ces presentes, avec Reverend Pere en Dieu, Cutbert, par la miseration divine Evêque de Londres, Garde du Privé Seel ; & Maître Bryan Tuke, Conseiller, Tresorier de la Chambre, & l'un des secretaires dudit seigneur Roi d'Angleterre ; & Reverend Pere en Dieu élu Evêque de Burgos, Don Ynigo de Mendoza, Ambassadeur ordinaire de tres haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Charles, par la même grace de Dieu élu Empereur des Romains, Roi des Espagnes, vers ledit seigneur Roi d'Angleterre ; & Maître Guillaume des Barres, & Jean de la Sauch, secretaires ordi-

Tom. II.

Vu

naires de tres-haute & tres-excellente Princesse, Dame Marguerite, Archiduchesse d'Autriche, Comtesse de Bourgogne, Duchesse dotiairiere de Savoie, Regente & Gouvernante pour icelui seigneur Empereur, en ses Pais Bas, Ambassadeurs, orateurs, & procureurs de ladite Dame Archiduchesse, audit nom de Regente & Gouvernante, prenant en main pour l'Empereur, & soi faisant fort de lui faire ratifier, & avoir agreable. Tous suffisamment fondez de pouvoirs & procurations desdits seigneurs Rois & Dame, pour capituler, traiter, & conclure, chacun endroit soi respectivement, treves, entrecours de marchandises, abstinance de guerre, & depôt d'armes, par terre, mer, & eaux douces, entre Monditseigneur le Roi de France, ses royaume, pais, & seigneuries deçà les monts; ledit seigneur Roi d'Angleterre, son bon frere, & perpetuel allié, pour tous ses royaume, pais, terres, isles, & seigneuries, deçà & delà la mer; & ledit seigneur Empereur pour ses duchez, comtez, pais, & seigneuries de Brabant, Limbourg, Fauquemont, Dalhem, Luxembourg, Flandre, Artois, Hainaut, Holande, Zelande, Frise, Ouverissel, Namur, & aussi Tournay, & Tournesis, & tous autres dont ladite Dame Archiduchesse a le regime & gouvernement, les hoirs, & successeurs desdits Princes, en la forme & maniere qui s'en suit.

A sçavoir, que ladite treve, abstinance de guerre, & depôt d'armes, commencera au jour de la date de ce present traité, & durera pour huit mois prochains ensuivans icelle date, & se publiera de la part desdits Princes, chacun en ses pais, tant de France, Angleterre, que pais d'embas, incontinent après ladite date, ou au plus tard dans huit jours. Pendant laquelle treve, abstinance de guerre, & depôt d'armes, cesseront entre lesdits Princes, leurs vassaux, sujets, gens de guerre, soldats, & autres quelconques à leur aveu, tous ports d'armes, hostilitez, invasions, dégats, courses, pilleries, brûlemens, prises de gens, & de biens, & quelconques autres exploits de guerre, tant par mer, terre, que eaux douces. Et pouront tous les vassaux, marchands, & autres sujets desdits Princes, demeurer respectivement en leursdits royaumes, pais, terres, & seigneuries, negocier en leurs affaires en iceux royaumes, pais, terres, & seigneuries, & y aller, séjourner, marchander, trafiquer, naviger, & eux en retourner en leurs pais, & ailleurs que bon leur semblera, soit par terre, mer, ou eaux douces, en payant seulement les peages, coutumes, tonlieux, & autres debites, droits, ou impositions, tels que se paioient en tems de paix, sans que aucun détourbier ni empêchement leur soit fait, mis, ou donné en leurs personnes, marchandises, & autres biens quelconques, sauf toutefois que si aucun d'eux hantans, demeurans, & séjourans es pais l'un de l'autre, en vertu de la presente treve, conspiroit contre le bien dudit pais, ou seigneurie d'icelui, il ne jouïra du benefice de ladite treve, ains sera puni comme infraacteur d'icelle; & neanmoins elle demeurera pour tous autres en sa force & vigueur. Pouront aussi les sujets des pais, royaumes, terres, & seigneuries dessusdites, librement, & sans détourbier, ni empêchement, pêcher à harangs, & autres poissôns en la mer, où ladite treve aura lieu, & là où la pêche dudit harang s'adounera, comme ils faisoient avant la guerre, & pourroient & sont accoustumez de faire au tems de paix. Et cependant l'entrecours de marchandises d'entre Angleterre, & lesdits

pais de l'Empereur, leursdits vassaux, marchands, & sujets quelconques, aura entierement lieu & cours, non seulement pour les huit mois que dessus, mais aussi pour autant de tems que ladite treve durera, & en la forme & maniere qu'il avoit un an auparavant l'intimation de guerre faite par ledit seigneur Roi d'Angleterre audit seigneur Empereur, sans paier autres coutumes, tonlieux, gabelles, debites, ou autres exactions, que celles qu'ils paioient, & étoient obligez de paier au tems susdit, c'est à sçavoir un an auparavant ladite intimation de guerre. Durant cetteditre treve, abstinance de guerre, & dépôt d'armes, lesdits Princes respectivement ne bailleront aide, secours, ni assistance d'or & d'argent, ni autre chose équipollente, artillerie, munitions, chevaux, chariots, vivres, passage, séjour, villes, forteresses, châteaux, navires, équipages, ni autres choses quelconques, aux ennemis l'un de l'autre, pour invader respectivement leurs royaumes, pais, terres, & seigneuries, ci devant mentionnées, soit par mer, terre, ou eaux douces, ou pour autrement les endommager. Et là où l'un ou l'autre desdits Princes contreviendront, directement ou indirectement, à ce que dessus, fera loisible aux autres de lui faire la guerre, ainsi & par la forme & maniere qu'ils eussent pû faire auparavant la presente abstinance de guerre. Et néanmoins le violateur sera tenu de rembourser tous dommages.

Avons encore accordé & accordons, que combien que le tems de la presente treve, abstinance de guerre, & dépôt d'armes, soit ci-dessus limité pour ledits huit mois, néanmoins après ledit tems passé, elle durera jusques à ce que l'un desdits Princes aura signifié ou fait signifier aux autres, qu'il ne la veut plus tenir; & en outre deux mois après ladite signification, afin que les marchands, & autres sujets de part & d'autre, puissent retirer leurs personnes, marchandises, & biens en seureté. Est aussi accordé, que tous les vassaux & sujets d'un côté & d'autre, qui ne jouissent de leurs biens pour tenir parti contraire, jouiront entierement d'eux durant la presente treve; & même Madame la Duchesse douairiere de Vendomois, de la succession à elle avenue par le trépas de feu les Seigneur & Dame de Ravestein, à condition que Messire Philbert de Chalon, Prince d'Orange, jouisse aussi des biens, qu'il a sous & en l'obeissance dudit seigneur Roi Tres-Chretien, & en cas qu'il n'en jouisse, l'Empereur, ou ladite Dame Archiduchesse, le pouront faire recompenser de ladite succession, & d'autres biens de ceux tenans le parti dudit seigneur Roi Tres-Chretien, jusques à la valeur & estimation des siens qu'il perdra en France; demeurant néanmoins le surplus de cet article en sa force & vigueur pour les autres; sauf aussi que ladite Dame Archiduchesse retiendra la jouissance des biens, qui appartenoient à ladite Dame de Vendôme esdits Pais-Bas, avant le décès dudit feu seigneur de Ravestein; & icelle Dame de Vendôme de la comté de Charolois, & des greniers à sel, comme lesdites Dames, & chacune d'elles faisoient respectivement durant la guerre. Et afin que nulle desdites Dames ne soit interessée en la jouissance desdits biens l'une de l'autre, en la fin de cetteditre treve, les comptes & revenus d'iceux biens se verront, & celle qui sera trouvée avoir plus reçu des biens de l'autre, sera tenue de le rendre & suppléer reciproquement; le tout sans prejudice ni avantage du Traité de Madrid,

pour l'une partie ni l'autre. En outre avons acordé & conclu, que tres-haut & & puissant seigneur, le Duc de Gueldre, fera compris en la presente treve¹, abstinance de guerre, & dépôt d'armes, à condition que s'il en veut jouir il sera tenu de soi départir de la cité d'Utrecht, & la restituer à l'Evêque d'icelle, ou la mettre és mains de l'Empereur, comme Prince souverain, pour en faire ce qu'il apartiendra; & semblablement toutes les villes, places, forts, terres, & seigneuries par lui occupées tant deça que delà la riviere d'Isel, Groningue, Ommelandes, & autres appartenances & dépendances de l'Evêché dudit Utrecht; ce fait jouira de ladite treve, pour lui, & les pais de Gueldres, desquels lors il sera saisi, & les vassaux marchands, & sujets d'iceux pais de Gueldre, selon & par la maniere que les autres Princes contrahens ci-dessus nommez, & jusqu'à ce qu'il ait fait ladite restitution; ou que par la mediation de ladite Archiduchesse, & de tres-reverend Pere en Dieu Monsieur le Legat en Angleterre, Cardinal d'York, ou autrement, il en ait apointé avec l'Empereur, & ledit Evêque d'Utrecht; il ne jouira de ladite treve: laquelle restitution ne s'entendra être faite, s'il attend que lesdites cité, villes, places, forts, terres, & seigneuries, lui soient ôtées par force; & à condition aussi que ledit seigneur de Gueldre se foumette sus ledit sieur Legat, des peines par lui encourues pour la rupture qu'il a faite de la treve, qu'il avoit avec ledit seigneur Empereur, & des pilleries & dommages que lui, ses gens de guerre, & autres à son aveu pourroient avoir faits és pais dudit seigneur Empereur, contre la forme de ladite treve, avec promesse de fournir & accomplir ce qui par ledit sieur Legat sera dit & déterminé sur lesdites peines, & reparations desdites pilleries & dommages. Sans attendre laquelle determination, ayant ledit seigneur de Gueldre restitué, comme dessus est dit, lesdites villes, cité, terres, & seigneuries d'Utrecht, ci-dessus déclarées, ou en apointé, comme dit est, il jouira pour lui, & lesdits pais de Gueldre, de cetteditte presente treve: & jouissant ledit sieur de Gueldre d'icelle, par la maniere devant dite, ledit Evêque d'Utrecht y sera pareillement compris pour lui, & ses pais & sujets, si compris y veut être, dont il sera tenu envoyer ses lettres declaratoires ausdits seigneurs Rois d'Angleterre, & Tres-Chretien, dedans un mois après que ledit sieur de Gueldre aura satisfait ausdites restitutions. Et n'aura lieu ce present traité és roiaumes d'Espagne, ni autres pais & seigneuries, que ledit seigneur Empereur a, & pretend avoir, tant delà les Monts Pyrénées, qu'en Italie. Mais néanmoins a été, & est conclu, convenu, accordé, & expressement déclaré, que durant ladite treve & abstinance de guerre, cessera entre lesdits seigneurs Roi d'Angleterre, Roi Tres-Chretien, & Empereur, tant en la mer apellée *la mer étroite*, que au surplus de la mer oceane, aux endroits d'Angleterre, de VValles, d'Irlande, d'Ecosse, de France, de Normandie, Gascogne, Guienne, de Bretagne, de Germanie, de Flandre, & autres parties & regions des pais d'embas, sujets à l'Empereur, & aussi en toutes autres mers deça les confins & ports d'Espagne, & de quelque forte qu'elles soient nommées & apellées, toute hostilité, invasion, & exploit de guerre, pour & entre eux, leurs vassaux, & sujets; en sorte que tous & chacuns marchands, sujets, & vassaux desdits Princes, pouront avec leurs navires, & autres vaisseaux quelconques, naviger, aller, demeurer, séjourner, retourner, passer & repasser avec

leursdites navires, équipages d'icelles marchandises, & biens quelconques, par toutes & chacunes lesdites mers, sauvement, sûrement & paisiblement, & sans qu'il leur soit fait aucun dommage, grief, empêchement, moleste, ou détournier, en leurs personnes, navires, marchandises, ou biens quelconques, par les sujets, vassaux, ou gens de guerre desdits Princes, ou d'autres par leur aveu, sous quelque couleur ou occasion que ce soit.

Et pour conservateurs d'icelle treve, avons d'un commun accord choisi & nommé, Tres-reverends Peres en Dieu, Monsieur le Legat d'Angleterre, Cardinal d'York; & Messieurs les Cardinaux de Lorraine, & de Liege, lesquels, ou leurs commis & deleguez, en tel lieu qu'ils aviseront, devront connoître de rous les différends & questions, qui pourront dépendre de cette presente treve; laquelle nonobstant icelles questions & différends, demeurera en toutes autres choses en son entier, force, & vigueur.

Tous lesquels points, articles, & choses ci-dessus ecrites, Nous l'Evêque de Bayonne susdit, promettons faire, que Monditseigneur le Roi Tres-Christien, approuvera, ratifiera, & aura agreables, & en fera bailler & delivrer audit seigneur Roi d'Angleterre, & à ladite Dame Archiduchesse, & à chacun d'eux, ou à leurs commis, ses lettres patentes, dedans le terme de quinze jours après la date de ce present traité. Et promettons en outre, que Monditseigneur le Roi Tres-Christien baillera bon, seur, & libre passage à celui, ou à ceux, que ladite Dame Archiduchesse voudra envoyer vers ledit seigneur Empereur, pour avoir sa ratification de cetteditre treve, tant pour aller que pour retourner, soit par mer ou par terre, tant en son royaume, que es lieux, où il aura autorité & puissance. Et pour temoignage de verité des choses dessusdites, avons signé celsdites presentes de nôtre sein manuel, & scellé de nôtre scel, le quinzieme jour de juin, l'an mille cinq cens yint-huit.

NOUS pour les causes susdites, bien & repos de nos royaumes, pais & sujets, & autres bonnes raisons à ce nous mouvans, avons icelui traité de treve, abstinence de guerre, & dépôt d'armes, en tous & chacuns ses points & articles, ci-devant exprimez & inferez, aptrouvé, loüé, & ratifié, & par ces presentes, en la meilleure forme & maniere que faire se peut & doit, loüons, confirmons, ratifions, & avons agreable, promettant en bonne foi, sur nôtre honneur, & en parole de Roi, de nôtre part, garder, entretenir, faire garder, & observer par nos sujets, en nos royaume, pais, & seigneuries, le contenu audit traité de treve, sans jamais venir au contraire, sous quelque couleur que ce soit. En témoin desquelles choses, nous avons signé les presentes lettres de ratification de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre grand scel. Donnée à Paris le vint-quatrieme jour de juin, l'an de grace 1528. & de nôtre regne le quatorzieme. Signé, FRANÇOIS. Et plus bas : Par le Roi, Seigneur de Gennes, &c. *Robertes.*

Interpretation d'un article de la treve faite à Hamptoncourt, le 15. juin mille cinq-cens vint huit, touchant la saisie des biens des particuliers, qui en doivent joñir depuis la publication du Traité de Madrid, jusques à ladite treve, à la reserve de ceux de la Duchesse de Vendôme. & du Prince d'Orange ; & aussi de ceux de Marguerite, Duchesse de Savoie. A Malines, le 30. juillet 1528.

*Autriche
& Angleterre.
1528.
30. juillet*

C O M M E par la presente treve, naguere faite, concludë, & accordée en Angleterre, entre les Ambassadeurs, deputez, & commis des Rois Tres-Chretien, & d'Angleterre, & Madame l'Archiduchesse d'Autriche, & de Bourgogne, Duchesse douairiere de Savoie, Regente & gouvernante pour l'Empereur en ses Pais-bas, pour & au nom de Sa Majestë, & soi faisant fort de lui faire ratifier, & avoir agreable, soit entre autres choses dit, convenu, & acordé, que tous vassaux & sujets d'un côté & d'autre, qui ont perdu leurs biens pour tenir parti contraire, retourneroient en iceux, & en jouiroient durant ladite treve ; & il soit, que plusieurs saisines & main-mises aient été faites desdits biens, & deniers d'iceux, levez tant du côté de l'Empereur en seldits Pais-bas, que de celui dudit seigneur Roi Tres-Chretien, depuis la publication du traité de Madrid, qui fut le quinzeieme fevrier 1525. jusques au recommencement de la guerre, & dudit recommencement de la guerre, jusques au jour de la conclusion de ladite treve, qui fut le quinzeieme de juin dernier, dont n'est fait aucune mention en icelle treve, au moien dequoi plusieurs procès, questions, & differends le pourroient soudre, aux grands soule, travail, & frais desdits vassaux & sujets, qui ne sauroient comme eux y conduire ; pour à quoi donner remede a ce jourd'ui été, & est par ces presentes convenu, traité, & acordé par & entre Messire François de Raillé, Chevalier, seigneur de la Hargerie, Conseiller, & Maître d'hôtel ordinaire dudit seigneur Roi Tres-Chretien, au nom de lui, aiant sur ce plein pouvoir, faculté, & mandement special, dont il a fait ostension, d'une part : Et Tres-reverend Pere en Dieu Messire Jean Carondelet, Archevêque de Palerme, Chef du Privé-Conseil dudit Seigneur, Resident vers madite Dame l'Archiduchesse, & autres commis & deputez d'icelle Dame, souscrit, au nom d'elle, d'autre. Que tous & quelconques les sujets desdits seigneurs Empereur & Roi Tres-Chretien, tant ecclesiastiques que séculiers, qui ont eü leurs biens empêchez pour cause des guerres d'entre lesdits Princes, autont le revenu de leursdits biens échus depuis la publication du traité de Madrid, qui fut le quinzeieme de fevrier mille cinq-cens vint-cinq, jusques au quinzeieme de juin dernier passé, jour de la conclusion de ladite treve, & en jouiront tout ainsi qu'ils eüssent pü & dû faire, si lesdites guerres n'eüssent été : & si aucune chose a été levé, pris, & reçu desdits revenus, pour le tems que dessus, par autres que par ceux, à qui lesdits biens appartiennent, leur sera rendu & restitué reciproquement, nonobstant quelconques déshances, intimations, exploits, & droits de guerre, saisilemens & main-mises. Et afin que nul ne soit en ce fraudé & interressé, seront de la part de chacun desdits Princes, deputez & commis trois personnaiges, qui dans le qua-

trieme jour de septembre prochain venant, se trouveront en la cité de Cambrai, dûëment autorisez, pour illec ouïr & entendre le prétendu desdits sujets d'une part & d'autre, liquider ce qui leur devra appartenir, connoître de tous & chacuns lesdits différends, qui pourront sur ce soudre & mouvoir, les arbitrer, appointer, & accorder, ou autrement en ordonner selon qu'ils verront au cas appartenir; le tout à l'entier effet & accomplissement de ce que dessus. Et ce que lesdits Commissaires ordonneront sur le fait desdites restitutions, seront executer réèlement & de fait, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, sur les biens de ceux qui seront tenus ausdites restitutions; & si lesdits biens ne sont suffisans, iceux Commissaires en ordonneront, comme ils verront appartenir, sur aucune partie des autres, sans pour ce empêcher la generalité. Et pour la seureté de ceux qui devront être restitués, tout ce qui est du revenu desdits biens échus depuis ledit quinzieme de fevrier 1525. jusques audit quinzieme juin dernier, sous les mains desdits seigneurs Empereur, & Roi Tres-Christien, y demeurera tant & jusques à ce que lesdites restitutions seront reciproquement faites, ou dûëment assurées au profit de ceux qu'il apartiendra. Et afin que ce présent accord & traité soit notoire à chacun, & que nul n'en puisse prétendre cause d'ignorance, il sera publié par toutes les villes frontieres, & autres lieux des pais desd. Princes qu'il apartiendra, dans le vint-huitieme jour du prochain mois d'Aoust: & dedans le dernier jour de septembre ensuivant, se trouveront ou enverront tous ceux & celles, qui prétendront profiter de l'effet de cedit présent traité, audit lieu de Cambrai, pardevant lesdits Commissaires, & leur donneront a connoître leurs droits & actions, autrement ils seront forclos d'iceux, & après ledit tems expiré, ne seront reçus ni admis à les demander. Et ne s'entendent être compris en cette generale restitution, madite Dame l'Archiduchesse, pour les fruits qu'elle a pris & levé des biens qu'elle a tenus en recompense depuis ledit quinzieme jour de fevrier mille cinq-cens vint-cinq, ni aussi Madame la Duchesse douairiere de Vendômois, & Monsieur le Prince d'Orange, pour ce qu'il est de ce qui leur touche autrement déterminé. Lesquelles choses ci-dessus déclarées, ledit seigneur de la Hargerie a promis, & promet par certes, en vertu de sondit pouvoir, faire agréer, ratifier, & approuver par ledit seigneur Roi Tres-Christien, & en faire avoir ses lettres patentes à madite Dame l'Archiduchesse, dans trois semaines prochainement venans, à compter du jour de la date de certes. Et pareillement ledit Archevêque de Palerme, & autres commis d'icelle Dame soussignez, ont promis & promettent, au nom d'elle, rendre quant & quant à celui qui lui presentera lesdites lettres dudit seigneur Roi, autres pareilles de de par ledit seigneur Empereur. Fait à Malines, sous les seins manuels desdits commis & deputés, le penultieme jour de juillet l'an 1528. Ainsi signé, *Jean, Archevêque de Palerme. François de Raiffe. J. de Rosimboz. Canlier. De Boisser. Ruffault. Le Clerc. Marnix, & Des Barres.*

*Lettres d'emprunt fait du Roi d'Angleterre pour la delivrance de Messieurs
les enfans de France otages en Espagne pour la rançon
du Roi François I.*

*Angle-
terre.*

1529.

13. juin.

ATOUS & chacun aux connoissances desquels ces presentes lettres parviendront: nous Cuthbert par la permission divine Evêque de Londres, Garde du scel privé de tres-illustre Prince Henri VIII. par la grace de Dieu Roi d'Angleterre & de France, defendeur de la Foi, & Seigneur d'Irlande; Thomas More, Chevalier, Chancelier du Duché de Lancastre; & Maître Jean Halket, Conseillers, orateurs, ambassadeurs deleguez, procureurs & commissaires dudit seigneur Roi, salut. Savoir faisons, que comme tres-illustre Prince Charles, élu Empereur de Rome, ait en divers tems emprunté grandes sommes de deniers de nôtre dit seigneur le Roi d'Angleterre & de France, defendeur de la Foi, & Seigneur d'Irlande, à savoir par une obligation faite à VVindsor le vintieme de juin l'an 1522. cent cinquante mille écus d'or soleil.

Item par autre obligation donnée à Midelburg le vint-unieme aoust 1517. quarante mille nobles angelors.

Item, Par obligation donnée à Midelburg le vint-deuxieme aoust l'an 1517. trente-cinq mille écus d'or soleil; toutes lesquelles sommes & chacune d'elles demeurent encore dûes & non paieës par ledit Empereur. Et comme par le traité de la paix de Cambray soit accordé entre autres choses entre ledit Empereur, & François Roi de France Tres-Christien, que ledit Roi Tres-Christien recouvrera du Roi d'Angleterre toutes les obligations & gages dudit Empereur, & les lui fera rendre & restituer au tems de la delivrance des enfans dudit Roi Tres-Christien étans en otage és mains dudit Empereur, & que nôtre dit seigneur Roi d'Angleterre desirant autant la delivrance des enfans dudit Roi Tres-Christien, comme s'ils étoient ses propres enfans; voulant pour ce subvenir audit Roi de France son tres-cher frere, afin que par le deffaut desdites obligations non rendues ne puisse avenir aucune retardation de la delivrance desdits enfans, ait deliberé mettre és mains dudit Roi Tres-Christien lesdites obligations pour plus grand celerité & avancement de ladite delivrance, Et pource soit de raison, que ledit Roi Tres-Christien satisfisse & rende à nôtre dit seigneur le Roi d'Angleterre toutes les sommes dûes pour prest par leldites obligations:

Nous ambassadeurs, commissaires & procureurs en vertu de nôtre commission, de laquelle ci-après la teneur s'ensuit, suffisamment deputez, avons convenu, accordé & conclu, convenons, accordons & concluons avec tres-reverend Pere en Dieu Antoine, Cardinal de Sens, Grand-Chancelier de France; & noble seigneur Anne de Montmorency, Chevalier de l'Ordre, & Chambellan dudit Roi Tres-Christien, Grand-Maitre & Maréchal de France, Gouverneur de Languedoc, procureurs dudit Roi Tres-Christien, en la maniere qui s'en suit.

Premierement, a été convenu, accordé, & conclu, que ledit T.C. Roi de France, François, ses heritiers & successeurs, paieront ou feront paier pour les sommes desluides dûes pour ledit prest audit Roi d'Angleterre, les heritiers ou successeurs, ou leurs assignez ou deputez, en la ville de Calais, le premier jour de novembre

vembre l'an 1530. la somme de cinquante mille écus soleil de bon or & juste poids. Et le premier jour du mois de mai prochain après ensuivant, qui sera l'an 1531. ledit Tres-Chretien Roi de France, ses heritiers & successeurs, paieront ou feront paier audit Roi d'Angleterre, ses heritiers & successeurs, ou à leurs deputez, ou assignez en la ville de Calais, desdites sommes dues pour prest autres cinquante mille écus d'or soleil de bon or & juste poids. Et le premier jour du mois de novembre prochain après ensuivant, qui sera audit an 1531. ledit Tres-Chretien Roi de France, ses heritiers & successeurs, paieront ou feront paier audit Roi d'Angleterre, ses heritiers & successeurs, ou à leurs deputez ou assignez en ladite ville de Calais, desdites sommes dues pour prest autres cinquante mille écus soleil de bon or & juste poids. Et le premier jour du mois de mai prochain après ensuivant, qui sera en l'an 1532. ledit Roi Tres-Chretien, ses heritiers & successeurs paieront ou feront paier audit Roi d'Angleterre, ses heritiers & successeurs, ou à leurs deputez ou assignez en ladite ville de Calais, desdites sommes empruntées trente mille nobles angelots de bon or & juste poids, ou la juste & entiere valeur d'iceux en écus soleil de bon or & juste poids. Et le premier jour de novembre prochain après ensuivant, qui sera audit an 1532. ledit Tres-Chretien Roi de France, ses heritiers & successeurs, paieront ou feront paier audit Roi d'Angleterre, ses heritiers & successeurs, ou à leurs assignez ou deputez, en ladite ville de Calais, tout le reste desdites sommes empruntées, à savoir dix mille nobles angelots de bon or & juste poids, & trente-cinq mille écus d'or, ou la juste & entiere valeur & estimation en écus soleil de bon or & juste poids. Pour le paiement desquelles sommes aux jours, termes, & lieux dessusdits, & en la maniere devant dire, ledit Roi François Tres-Chretien par ces presentes oblige lui, ses heritiers & successeurs, ses royaume, pais, terres, & seigneuries, aussi les biens de ses sujets, presens & avenir, obligera par lettres patentes de ratification, scellées de son grand scel, & souscrites de sa main à icelui Roi d'Angleterre, sesdits heritiers & successeurs.

Item. A été convenu, accordé, & conclu, que ledit tres-illustre Roi d'Angleterre en recevant par lui dudit Tres-Chretien Roi de France, ou de ses deputez, l'obligation & ratification faites en la forme & maniere que dessus, scellées de son grand scel, & souscrites de sa main, donnera & delivra es mains dudit Roi Tres-Chretien, ou ses deputez & commis, toutes & chacunes lesdites obligations, avec celles d'aucuns Princes & Seigneurs dudit Empereur, & toutes autres reiteratives & confirmatives d'icelles. Et nous devant dits ambassadeurs du tres-illustre Roi d'Angleterre promettons audit Roi Tres-Chretien, ou à ses dessusdits ambassadeurs, donner en l'aquit de nôtredit seigneur Roi es mains du messager, que ledit Roi Tres-Chretien deputera pour le trouver avec nous à Calais, les obligations desdites sommes, en delivrant par lui en nos mains les lettres de confirmation & ratification du present traité en forme due, scellées du grand scel dudit Roi Tres-Chretien, & souscrites de sa main; & semblablement autres lettres, par lesquelles ledit Roi Tres-Chretien confeslera avoir donné mandement & pouvoir audit messager de recevoir lesdites obligations; & que si elles lui sont delivrées, & au dos desdites lettres, il confesse en presence de Notaire & témoins les avoir receuës, ledit Roi T. C. sera content, les tiendra pour reçues aux fins, & pour l'effet de ce present traité, comme si elles avoient été delivrées en ses mains.

Item. A' été convenu, accordé, & conclu, que au cas que les enfans du Tres-Chretien Roi ne lui soient delivrez & rendus, lors ledit Roi Tres-Chretien rendra & restituera audit tres-illustre Roi d'Angleterre, ou à ses heritiers ou successeurs, toutes & chacunes lesdites obligations entieres & non cancellées, pour être son droit sauvé à demander & recouvrer dudit Empereur toutes lesdites sommes & dettes pretendues. Auquel cas ledit Tres-Chretien Roi & ses successeurs, en rendant toutes lesdites obligations, demeureront quittes & déchargez de cette presente obligation, laquelle après icelle restitution sera de nulle valeur & efficace.

Item. Est convenu & accordé, quant à l'obligation de l'indemnité, à laquelle est tenu ledit Empereur envers ledit tres-illustre Roi d'Angleterre, pource qu'il n'apert point ausdits ambassadeurs combien il reste à paier d'icelle, que ce demeure ausdits Princes à accorder entre eux.

Item. Est convenu & accordé, que le Tres-Chretien Roi de France ratifiera & confirmera dedans trois jours prochains venans ce present traité, & toutes & chacunes les choses y contenues, par lettres patentes, scellées de son grand scel, & souscrites de sa main.

S'ensuivent les teneurs des commissions, Henri VIII. &c. Donné en nôtre cité de Londres le trente-unieme jour de juin, l'an de Nôtre Seigneur mille cinq-cens vint-neuf, & de nôtre regne le vint-unieme. Ainsi soufcrit, Henri François, par la grace de Dieu Roi de France, &c. Donné à Saint-Quentin le quinzeieme jour d'aoust, l'an 1529. & de nôtre regne le quinzeieme. Ainsi soufcrit sur le repli, François; & dessous par le Roi, Robertier. En foi & témoignage de toutes & chacunes lesquelles choses, nous procureurs dessusdits avons scellé ces presentes lettres de nos grands sceaux, & soufcrit de nos mains. Donné à Cambrai le sixieme jour du mois d'aoust l'an 1529. Ainsi signé sur le repli, *Cuthbert, Evêque de Londres; Thomas Moore, Chancelier; Jean Halket.* Et scellé en cire rouge.

**TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI FRANCOIS I.
& l'Empereur Charles V. A Cambrai le 3. aoust 1529.**

Autriche
1529.
3. aoust.

AU nom & louange de Dieu nôtre createur, de la glorieuse Vierge Marie, & de la Cour celeste : A tous presens & à venir, soit chose notoire & manifeste, que tres hautes & tres.excellentes Princeesses, Dame Marguerite, Atchiduchesse d'Autriche, Duchesse douairiere de Savoie, Comtesse de Bourgogne, de Charolois, de Romont, de Baugy, Villers, Dame de Salins & de Malines, &c. tante de tres-haut, tres.excellent, & tres.puissant Prince Charles V. de ce nom, Empereur des Romains toujours auguste, Roi Catholique des Espagnes, des deux Siciles, de Jerusalem, &c. Archiduc d'Autriche, Due de Bourgogne, Comte de Flandre, de Hainaut, &c. & pour Sa Majesté Regnante de ses pais d'embas : Et Dame Louise, Duchesse douairiere d'Angoumois & d'Anjou, Comtesse du Maine & de Beaufort, mere de tres-haut, tres.excellent, & tres.puissant Prince François, premier de ce nom, Tres-Chretien Roi de France,

prochaines de sang & alliance, & depuis leurs premiers ans nourties & entretenues en grande amitié & bienveillance. Considerant les grandes erreurs, & troubles schismatiques, qui croissent & pullulent tous les jours, & les invasions, que le Turc ennemi de nôtre Foi chretienne a faites, & se par force faire en la Chretienté depuis les guerres intestines, lesquelles lui ont donné & donnent audace & facilité de ce faire, & empêchent les Princes Chrétiens, & tous autres, d'entendre au reboutement dudit Turc, & de donner remede ausdites erreurs & troubles, si que la tolerance desdites erreurs nourrit & conforte ceux qui'en font entachez en leurs obstinations : & voiant que en meilleur endroit ne pourroient employer ce que leurdits neveu & fils, leur donnent de credit, faveur, & confiance envers eux, ni plus salutaire, agreable à Dieu, & necessaire a la Chretienté, qu'à procurer, & moiennier entre lesdits Princes, une bonne, vraie, entiere, & parfaite paix & amitié, leurs amis, alliez, & confederetz ; afin de remedier aux erreurs, maux, & inconveniens procedans de la guerre, les faire cesser, & convertir les armes communes de tous Rois, Princes, & Potentats chretiens, à la repulsion dudit Turc, & autres Infideles, ennemis de nôtre dite Foi chretienne. A cette cause, ont lesdites Dames par ensemble, à savoir ladite Dame Archiduchesse, pour & au nom, & comme procuratrice speciale & irrevocable, commise & deputée dudit seigneur Empereur, & aiant ample pouvoir & faculté de Sa Majesté ; & ladite Dame Duchesse d'Angoumois, pour & au nom, & comme procuratrice speciale & irrevocable, commise & deputée dudit seigneur Roi Tres Chretien, & aiant pareillement ample pouvoir & faculté de lui, desquels pouvoirs les originaux seront reciproquement baillez les uns aux autres, ont en vertu de leurdits pouvoirs, de commun consentement, traité, accordé, & conclu les articles suivans.

Premierement, est traité, convenu, & accordé, bonne, seure, ferme, & perpetuelle paix, entre lesdits seigneurs Empereur, & Roi, & qu'ils seront à tousjours amis d'amis, & ennemis d'ennemis, & cesseront toutes guerres, hostilitiez, haines, malveillances, & rancunes avenues & succedées entre eux, leurs roiaumes, pais, seigneuries, & sujets, par tout le passé, & même dès le traité fait à Madrid le 14. jour de janvier 1526.

Item. Est aussi expressément traité, que ledit traité de Madrid demeurera en sa force & vigueur, & sera inviolablement observé entre lesdits seigneurs Empereur, & Roi, leurs hoirs, successeurs, & aians cause, à perpetuité, sans innovation quelconque, ni sans départir, ni y déroger ; sauf & excepté les trois & quatrieme articles, & les onzieme & quatorzieme, entant qu'iceux onzieme & quatorzieme font mention des comtez d'Auxerrois, Mâconnois, & Bar-sur-Seine ; & autres articles qui seront changez & innovez par ce present traité en la forme & maniere qui s'ensuir. A savoir, en ce qui touche la duché de Bourgogne, l'Auxerrois, Mâconnois, Bar sur-Seine, vicomté d'Auxonne, & ressort de S. Laurent, dont la restitution a été acordée, & promise par ledit traité de Madrid ; ledit seigneur Empereur, en contemplation & faveur de la paix, se condescendra de demeurer es actions & droits, qui lui competoient & apparrenoient paravant, & au tems dudit traité, pour le poursuivre par voie amiable & de justice ; & demeureront lesdits droits & actions expressément &

entièrement saufes & réservées à lui, ses hoirs, successeurs, & aians cause, nonobstant quelque prescription & laps de tems, que l'on pût alleguer au contraire; & audit seigneur Roi, & aux siens, leurs défenses: & nonobstant ce, la rente de mille livres vennoises, pretendues par ledit seigneur Roi Tres-Chretien sur la saunerie de Salins, à cause de ladite duché de Bourgogne, demeurera perpetuellement acquitée & nulle; sans que madite Dame l'Archiduchesse, à present Comtesse dudit Bourgogne, & Dame dudit Salins, ni ses hoirs & successeurs, seigneurs & dames d'icelles villes, soient tenus puer audit seigneur Roi, ni à seldits hoirs, & successeurs quelconques, aucune chose de ladite rente, ni des arrerages d'icelle; ni qu'ils soient tenus d'en bailler aucune reconnaissance, ni faire autres devoirs: & que les marchands, & autres de la duché de Bourgogne, levant le sel grenier en ladite saunerie de Salins, pour le mener en ladite duché, seront dorenavant tenus puer content ledit sel, ou du moins en le levant, & premier que de le tirer de ladite ville de Salins, bailler aux officiers d'icelle saunerie caution receante en ladite comté, pour les deniers d'icelui sel, à l'apaisement desdits officiers: & sera ledit sel fourni selon les conventions faites ou à faire.

Item. A été, & est traité, convenu, & acordé, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, pour le bien de la paix, & retirer Messieurs les Dauphin, & Duc d'Orleans, ses enfans, étans pour lui en otage es mains dudit seigneur Empereur, baillera à icelui seigneur Empereur la somme de deux millions d'écus d'or au soleil; laquelle somme il paiera, à sçavoir, en douze cens mille écus d'or soleil, de soixante-onze & demi au marc, lequel marc sera selon l'estellon qui a été acordé entre les Generaux des monnoies desdits seigneurs Empereur & Roi: & seront faits trois semblables estellons, les deux pour lesdits seigneurs Empereur & Roi, & le troisieme pour être gardé par ladite Dame Archiduchesse: & sera l'aloi desdits écus de vint-deux karats & trois quarts. Lesquels douze-cens mille écus ledit seigneur Roi Tres-Chretien fera delivrer comptant, réellement & de fait, audit seigneur Empereur, ou à ses commis & deputez, en écus, tant & si avant que ledit seigneur Roi en pourra fournir; & ce qu'il ne pourra fournir en écus de poids & aloi que dessus, il le baillera en masse à l'équipollent d'iceux, s'il plaît audit seigneur Empereur prendre ladite masse; ce que Sad. M. declarera en dedans un mois après qu'il aura ratifié ce present traité; afin que s'il ne se contente d'icelle masse, ledit seigneur Roi la fasse monnoier: & en fera fait l'essai par gens à ce expertement, en tel lieu qu'il sera avisé; & au même instant seront aussi réellement & de fait, delivrez lesdits seigneurs Dauphin, & Duc d'Orleans, entre les mains du Commissaire député par ledit seigneur Roi Tres-Chretien. Lesquels paiement & delivrance, se feront dedans le premier jour de mars prochainement venant, ou plutôt si faire se peut, & en la forme & maniere qu'il sera avisé entre ceux, qui à ce seront deputez par lesdits seigneurs Empereur, & Roi. Sur les autres huit-cens mille écus, ledit seigneur Roi Tres-Chretien aquitera ledit seigneur Empereur, des sommes de deniers par lui dûes au Roi d'Angleterre, d'argent prete sur gages, dont il aperra dûement, & par cedulaes & lettres obligatoires de Sa Maj. ste, que l'on dit porter environ deux-cens quatre-vint dix mille écus d'or au soleil: & pour le reste & parfait accomplissement desdits deux millions,

qui pourra porter outre lesdits douze-cens mille écus & dettes d'Angleterre, environ cinq-cens dix mille écus d'or au soleil, ledit seigneur Roi Tres-Christien baillera audit seigneur Empereur, la rente de vingt cinq mille cinq-cens écus d'or au soleil, qui est à lavenant du denier vint : & pour ladite rente sera avoir à icelui seigneur Empereur les terres & seigneuries, que la Dame douairière Duchesse de Vendôme a en ses païs de Brabant, Flandre, Hainaut, Artois, & ailleurs en ses païs d'embris, & autres terres que tiennent & possèdent esdits païs les sujets dudit seigneur Roi Tres-Christien, telles que ledit seigneur Empereur, ou ses commis à ce, voudront choisir & nommer, & ce pour ledit prix de vint deniers le denier, jusques à l'entier parfournissement & concurrence de ladite rente de vint-cinq mille cinq-cens écus d'or, tels que dessus, ou à l'avenant de telle autre somme, à quoi sera trouvé le reste & parfait desdits deux millions d'écus pouvoir monter outre lesdits douze-cens mille, & dettes d'Angleterre; pour par ledit seigneur Empereur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, jouir & user d'icelles terres & seigneuries, & revenus d'icelles par leurs mains, à condition de rachat, tant & jusques à ce que ledit rachat soit fait; lequel rachat se fera tout à une fois, & sans décompte, ni rabat des fruits, profits, & revenus desdites terres, du-tems qu'elles auront été es mains dudit seigneur Empereur, & de sesdits hoirs & successeurs. Du revenu desquelles terres & seigneuries sera incontinent, après la ratification faite par ledit seigneur Empereur de ce présent traité, faite évaluation & assiette sur les comptes manuels, baux, fermes, & autres enseignemens, par quatre commis, dont seront de la part de chacun desdits Princes nommez deux : & si le revenu desdits terres & seigneuries, n'est trouvé pouvoir monter & revenir à la dite rente de vint-cinq mille cinq-cens écus, le fond & propriété d'icelles, pour autant qu'elles vaudroient mieux que le denier vint, à les vendre perpétuellement, & sans condition de rachat, sera & demeurera affectée, hypotequée, & obligée pour le surplus que icelles terres ne porteront, la susdite rente de vint-cinq mille cinq-cens écus, ou ce que le parfait desdits huit-cens mille écus (lesdites dettes d'Angleterre déduites) portera; dont chacune desdites terres & seigneuries seront chargées & portionnées à l'équipollent de la valeur d'icelui, & les hypoteques faites & créées selon les us & coutumes des lieux, où lesdites terres & seigneuries sont situées; néanmoins fera ledit seigneur Roi Tres-Christien annuellement paier audit seigneur Empereur, en la ville d'Anvers, la rente que au dit prix du denier vint pourroit porter ledit surplus, jusques à l'entier accomplissement desdits vint-cinq mille cinq-cens écus d'or de rente, ou ce que le parfait desdits huit-cens mille écus portera : & de ce baillera ledit seigneur Roi ses lettres obligatoires pertinentes, & avec ce, seureté de marchands solvables, répondans en ladite ville d'Anvers : & si lesdits marchands, ou aucuns d'eux, se trouvent insolvable, en seront bailliez d'autres au contentement dudit seigneur Empereur. Et commencera à avoir cours ladite rente, selon qu'elle sera liquidée au jour de la délivrance desdits seigneurs Dauphin, & Duc d'Orléans : & après l'évaluation faite des dessusdites terres, se feront les vendages, desheritemens, & adheritemens desdites terres & seigneuries; & toutes autres œuvres de loi requises & necessaires.

Xx. iij

res au profit d'icelui seigneur Empereur . & de sesdits hoirs , successeurs ; & aians cause , aux frais dudit seigneur Roi Tres-Christien ; sauf les droits seigneuriaux , qui pourroient être dus audit seigneur Empereur , desquels ne sera payée aucune chose , & s'en délivreront tous lettrages necessaires , & à ce pertinens aux commis de Sa Majesté , au même instant de la délivrance desdits seigneurs Dauphin , & Duc d'Orleans : en délivrant lesquels par la maniere dessusdite , ledit seigneur Roi Tres-Christien fera que tres-haut , tres-excellent . & tres-puissant Prince le Roi d'Angleterre , par ses deputez , aians à ce pouvoir suffisant , rendra promptement , réellement , & de fait , audit seigneur Empereur , ou à sesdits commis , toutes lettres , cedulaes , & obligations , avec quittance en bonne & seure forme , de toutes & quelconques sommes de deniers , en quoi ledit seigneur Empereur lui pourroit être tenu d'argent préé par lettres & obligations , sur joiaux , gages , & autrement : & conjointement feront restituez audit seigneur Empereur , lesdits joiaux & gages , & aussi l'obligation d'indemnité , que ledit seigneur Roi d'Angleterre a audit seigneur Empereur , & quittance , le tout selon la forme dud. traité de Madrid Et ne pourra ledit seigneur Empereur , moiennant lesdits deux millions , & l'accomplissement du contenu en cedit traité , & celui de Madrid (réservé en ce qui est innové comme dessus est dit) aucune chose quereller , ou demander audit seigneur Roi Tres-Christien , à l'occasion de sa prison .

En outre est traité & convenu , que ledit seigneur Roi Tres-Christien , en dedans six semaines après la ratification faite par ledit seigneur Empereur & lui , de ce présent traité , revoquera par effet son armée . & toutes gens de guerre qu'il a en Italie , sous la charge de quelques seigneurs , capitaines , & personages que ce soit , & tout chef & capitaine en fera sortir les François , & licenciera tous les autres indifferemment , de quelque nation qu'ils soient , sans plus se mêler d'eux comme qu'il soit ; de maniere que ledit seigneur Empereur puisse être certain & ailleure de l'accomplissement du contenu en cetui article , au plus tard quinze jours avant la restitution desd. seigneur Dauphin , & Duc d'Orleans .

Item . Que ledit seigneur Roi , dedans quinze jours après qu'il aura reçu ladite ratification dudit traité , se départira de la ville , château , & bailliage d'Heldin ; & en fera restitution à l'Empereur , comme membre dépendant de la comté d'Artois , ensemble de l'artillerie , munitions , & autres meubles que l'on fera aparoir , étoient audit château lors qu'il fut pris , & ensuivant ledit traité de Madrid ; réservé ceux dessusd. meubles qui ont été rendus à la Dame de Rœux .

Et pource que par ledit traité de Madrid , est dit entre autres choses , que ledit seigneur Roi Tres-Christien quite & délaisse audit seigneur Empereur . tous & chacuns les droits de juridiction , ressort , & souveraineté qu'il , & ses predecesseurs Rois de France , pourroient ci-après pretendre , demander , & quereller és comtez de Flandre , & Artois , quite & transporte aussi tout le droit & action , qu'il peut avoir & prendre és citez d'Arras , de Tournay & Tournes , Saint-Amand , & Mortagne ; & renonce au rachat

des villes & châtelainies de Lille, Douay, & Orchies; & d'autant que par la generalité de ladite quittance & délaillément, se pouroient ci-après trouver diverses difficultez, & solciter & ensuivre plusieurs querelles, questions, & différends contraires au bien de la paix; à cette cause, & pour éviter lesd. querelles, & mieux entendre la generalité dudit article. a été, & est avisé par les desdites Dames, d'en faire specification & declaration, telle que s'ensuit.

A sçavoir, que ledit seigneur Roi Tres-Christien a par ledit traité de Madrid confirmé comme dessus, délaillé, donné, baillé, & transporté, & par ce present traité ladite Dame Duchesse d'Angoumois sa mere, pour & au nom de lui, & en vertu de sondit pouvoir, délaisse, donne, baille, cede, & transporte perpetuellement & à toujours, tant pour lui, que pour sesdits successeurs Rois de France, audit seigneur Empereur, ses hoirs, successeurs & aians cause, Comtes & Comtesses de Flandre, les hief, hommage, parie de France, serment de fidelité, & toute sujettion, jurisdiction, superiorité, ressort, souveraineté, & tous autres droits, que ledit seigneur Roi Tres-Christien, & ses predecesseurs Rois de France, ont eü, avoient, & pretendoient avoir sur les Comtes & Comtesses de Flandre prelais, nobles, vassaux, villes, loix, châtelainies, manans & habitans de ladite comté de Flandre, sans qu'icelui seigneur Empereur, sesdits hoirs, successeurs, & aians cause, Comtes & Comtesses de Flandre, soient jamais tenus ou soumis de tenir ladite comté de Flandre en hief ou en parie dudit seigneur Roi Tres-Christien, & de ses successeurs Rois de France, ni de la Couronne de France, ni leur en faire hommage, ou serment de fidelité; & sans aussi qu'icelui seigneur Roi Tres-Christien, & sesdits successeurs Rois de France, puissent jamais avoir, clamer, pretendre, ou quereller aucun droit, seigneurie, superiorité, jurisdiction, ressort, ni souveraineté en lad. comté de Flandre, ni sur ledit seigneur Empereur, sesdits hoirs, successeurs, & aians cause, Comtes & Comtesses de Flandre; ni sur lesdits prelates, nobles, vassaux, villes, loix, châtelainies, manans & habitans d'icelle comté, presens & à venir. Tous lesquels, & chacun d'eux, icelui seigneur Roi Tres-Christien, tant pour lui, que pour sesdits successeurs Rois de France, exemte, quite, décharge de toute sujettion, obeissance, serment de fidelité, jurisdiction, ressort, & souveraineté, telle que lui, & ses predecesseurs Rois de France avoient acoustumé prendre & avoir sur ladite comté de Flandre, & iceux prelates, nobles, vassaux, villes, loix, châtelainies, manans & habitans & enclavemens d'icelle comté, sans aucune chose retenir ni reserver en quelque maniere que ce soit.

Item. Que ledit seigneur Roi Tres-Christien, tant pour, lui que pour sesdits successeurs Rois de France, a renoncé; & derechef par ce dit traité de paix, ladite Dame Duchesse d'Angoumois, pour & en son nom, & en vertu de son pouvoir, renonce à tout tel droit de rachat, que ledit seigneur Roi Tres-Christien, & ses successeurs Rois de France, ont eü, & pouroient avoir, clamer, & demander es villes & châtelainies de Lille, Douay, & Orchies, à quelque titre, raison, ou moyen que ce soit; con-

sentant & acordant, tant pour icelui seigneur Roi, que seldits successeurs Rois de France, que lesdites villes & châtellemies de Lille, Douay, & Orchies, soient & demeurent perpetuellement & à toujours, unies, incorporées, & jointes à la comté de Flandre, comme elles étoient auparavant qu'elles furent baillées & transportées par le Comte de Flandre au Roi de France; nonobstant le contenu du traité fait à Paris le deuxième jour d'août l'an 1498. & autres traitez, quels qu'ils soient, faisant mention dudit rachat; ausquels traitez ledit seigneur Roi Tres-Chretien, tant pour lui que seld. successeurs Rois de France, a pareillement renoncé; & ladite Dame sa mere, en fondit nom, renonce par cedit traité, sans jamais en pouvoir faire poursuite, action, ou demande.

Item. Aussi icelui seigneur Roi Tres-Chretien, tant pour lui que seld. successeurs Rois de France, a renoncé, & par cedit traité de paix, ladite Dame Duchesse d'Angoumois, sa mere, en vertu de fondit pouvoir, derechef renonce, quite, & transporte audit seigneur Empereur, pour lui, & ses successeurs Comtes & Comtesses de Flandre, tout tel droit, titre, cause, raison, & action, que lui & seldits successeurs Rois de France ont, & pourroient avoir ci-après, clamer, & pretendre, demander & quereler en la ville & cité de Tournay, ou bailliage de Tournes, es villes de Mortagne, & Saint-Amand; consentant & acordant pour ledit seigneur Roi, & seldits successeurs Rois de France, qu'icelui seigneur Empereur & seldits successeurs Comtes & Comtesses de Flandre, jouissent & possèdent perpetuellement & à toujours desdites cité & ville de Tournay, bailliage de Tournes, villes de Mortagne & de Saint-Amand, en toutes préeminences, prerogatives, fruits, profits, émolumens, droits de regale, de nomination aux Evêché de Tournay, Abbaye de Saint-Amand, Saint Martin audit Tournay, & autres Abbayes au dit Tournes, & quelconques autres droits, sans aucune reservation, comme unis & incorporez par ledit seigneur Empereur, & ses lettres patentes à la Cour de Flandre, sans jamais pouvoir alier au contraire par icelui seigneur Roi, & les successeurs Rois de France.

Item. Ledit seigneur Roi Tres-Chretien, tant pour lui, que pour seld. successeurs Rois de France, a renoncé; & par cedit present traité de paix ladite Dame Duchesse d'Angoumois, sa mere, en vertu de fondit pouvoir, derechef renonce, quite, & transporte audit seigneur Empereur, & seld. successeurs Comtes & Comtesses d'Artois, tout tel droit, cause, raison, & action; ensemble toute juridiction, ressort, & souveraineté que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, avoient en la cité les la ville d'Arras, sur tous les manans & habitans d'icelle, avec le droit de regale, nomination, & autre quelconque droit, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, ont eû par ci-devant sur les Evêché & Eglise Catedrale d'Arras, appartenances & dépendances, sans y rien reserver ni retenir; fors & excepté les biens desdits Evêché & Eglise étans au royaume de France hors la comté d'Artois & enclavement d'icelle, & autres pais de l'Empereur.

Item. Ledit seigneur Roi Tres-Chretien a consenti & acordé, & par cedit

cedit traité de paix, ladite Dame Duchesse d'Angoumois, sa mere, en vertu de sondit pouvoir, consent & acorde, que ledit seigneur Empereur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, Comtes & Comtesses d'Artois, soient & demeurent dorénavant, perpetuellement & à toujours, quites, exempts, & déchargés des fief & hommage tenus en pairie de la Couronne de France, serment de fidelité, & toute sujettion, que lui, & seldits predecesseurs Comtes & Comtesses d'Artois, ont été tenus de faire, & ont fait audit seigneur Roi Tres-Christien, & à seldits predecesseurs Rois de France; desquels foi & hommage, droit de pairie, & serment de fidelité, icelui seigneur Roi les a déchargé par cedit present traité de paix; ensemble de tout tel & quelconque droit, jurisdiction, ressort, & souveraineté, que ledit seigneur Roi Tres-Christien, & ses predecesseurs Rois de France, avoient eû par ci-devant, & que ci-après pourroient avoir, clamer, demander, pretendre, & quereller, en & sur ladite comté d'Artois, prelatz, nobles, vassaux, manans, & habitans, ressort, & enclavemens d'icelle comté, tenus tant de la Couronne de France, que d'autres seigneurs, en & sur toutes & chacunes les Eglises, biens, revenus, terres, & seigneuries d'icelles, situées & assises en ladite comté d'Artois, & és metes & enclavemens d'icelle; mêmeement de la gardienneté d'icelles, quant aux Eglises situées en ladite comté, ressorts & enclavemens, biens & revenus, terres & seigneuries étans en icelle comté, ressort & enclavemens, quelque part & en quelque lieu que les Eglises, auxquelles lesdits biens, terres & seigneuries appartiennent, soient situées & assises, jaçoit qu'elles soient de fondation des Rois de France, ou amorties par eux; sans qu'icelui Roi Tres-Christien, & ses successeurs Rois de France, puissent jamais quereller ou demander aucun droit d'hommage, de pairie, de jurisdiction, ressort & de souveraineté, en quelque maniere ou façon que ce soit, en & sur ladite comté d'Artois, nobles, vassaux, Eglises, biens, rentes, revenus, terres & seigneuries d'icelles Eglises, étans eû ladite comté, ressort & enclavemens, lesquelles l'aide ordinaire a eu cours; ne pretendant aucun droit de regale, de nomination, de gardienneté, prerogative, prééminence sur les Evêchez, Abbaies, Prieurez, dignitez, ou autres quelconques benefices étans enclavés en ladite comté, de quelque Abbaie que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans. Lesquels droits, jurisdiction, ressort, souveraineté, gardienneté, droit de regale, nominations, prééminences, prerogatives sur les Evêchez, Abbaies, Prieurez, dignitez, ou autres quelconques benefices étans enclavés en ladite comté d'Artois, & tous autres droits quelconques, sans rien retenir ou reserver, ledit seigneur Roi Tres-Christien, tant pour lui, que pour ses successeurs Rois de France, a cédé & transporté; & par cedit traité de paix ladite Dame Duchesse sa mere, cede, & transporte perpetuellement & à toujours audit seigneur Empereur, seldits hoirs, successeurs, & aians cause, Comtes & Comtesses d'Artois; separant & démembrant aussi perpetuellement & à toujours de la Couronne de France icelle comté d'Artois, ressort & enclavemens, leurs appartenances & dépendances; ensemble les fief, hommage, droit de pairie, jurisdiction, ressort &

souveraineté d'icelle comté, & les biens, revenus, terres, & seigneuries étans en ladite comté, ressort & enclavemens, appartenans tant aux gens d'Eglise, que aux gens laiz ; pour par icelui seigneur Empereur, sefdits hoirs & successeurs, Comtes & Comtelles d'Artois, en jouir perpetuellement & à toujours, comme ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, en ont joui par ci devant ; & sans qu'icelui seigneur Roi Tres-Chretien, & ses successeurs Rois de France, ou leurs juges & officiers, y puissent jamais avoir, clamer, quereller, pretendre, ou demander aucun droit : en ce non compris la cité de Teroüanne, & les appendices d'icelle, si aucunes y en a, qui ne soient de la comté & enclavemens d'Artois : ni aussi les biens des Eglises d'Artois étans au royaume de France, hors ladite comté d'Artois, enclavemens d'icelle, & autres pais dudit seigneur Empereur ; ni les villages du Boulonnois ci-nommez, à savoir Ligny, Nedoncher, Aleste, Saint-Michel en Artois, Helly, Arguy en Aix, Avelins en Boulonnois, Estrailles, Marles, Sempy, Reques, Cleuleu, & le Secours, Thiebronne, Neufville, & Estrées ; lesquels villages fouloient contribuer en la composition d'Artois.

Item. Ledit seigneur Roi Tres-Chretien a cedé, transporté & delaisié, & par ce present traité ladite Dame Duchesse sa mere, cede, transporte, & delaisie audit seigneur Empereur, sefdits hoirs, successeurs, & aians cause, Comtes & Comtelles d'Artois, perpetuellement & à toujours, l'aide ordinaire d'Artois, quel'on nomme l'ancienne composition d'Artois, montant chacun an à quatorze mille liv. tournois, que led seigneur Roi T.C. & ses predecesseurs Rois de France ont accoustumé prendre & lever chacun an sur toutes & chacunes les bonnes villes, villages, manans & habitans de ladite comté d'Artois, ressort & enclavemens d'icelle, (en ce non comprise ladite cité de Teroüanne, & les villages du Boulonnois, ci-dessus nommez,) pour d'icelui droit d'aide ordinaire, & ancienne composition d'Artois, jouir, user, & posséder, le percevoir, & recevoir entierement par ledit seigneur Empereur, ses hoirs, & successeurs, Comtes & Comtelles d'Artois, à toujours, & en toutes prerogatives & prééminences, de commettre, renouveler, & instituer officiers, tant pour icelle aide & composition, que autrement.

{ Item. Que nonobstant iceux transport, cession, & delaisiement, tous & chacuns les manns & habitans de ladite comté d'Artois, ressort & enclavemens, seront & demeureront à toujours francs, quites, & exempts de tous droits de domaine, imposition foraine, haut pailage, ceinture de la Reine, isüe du royaume, & autres droits quelconques appartenans audit seigneur Roi Tres-Chretien, & à ses successeurs Rois de France, à cause des marchandises qu'ils ameneront, ou feront amener du royaume de France en lad. comté d'Artois, ressort & enclavemens d'icelle, pour y être vendus & distribués : & ce tant & si avant qu'ils en jouissoient du tems qu'ils étoient sujets de la Couronne de France, & qu'ils paioient audit seigneur Roi Tres-Chretien. l'ancienne composition d'Artois, sans les pouvoir plus avant alservir ; pourvû que les marchands bailleront dedans ledit royaume de France, aux fermiers de l'imposition foraine, & autres droits dessusdits, bonne & suth-

sante caution de débiter & dépendre dedans ladite comté d'Artois, ressort & enclavemens, la marchandise qu'ils auront prise & levée en France, sans la faire transporter hors ladite comté d'Artois, ni avoir intelligence avec étrangers; le tout de bonne foi & sans fraude; & en rapporter valable certification, sur peine de confiscation de la marchandise & d'amende arbitraire pour la première fois. Et où il seroit trouvé d'avoir continué d'y faire fraude ou dol, sera refusée aux défraudeurs la franchise desdits droits pour leurs vies. Et sera tenu ledit seigneur Empereur, ou ses officiers en ladite comté d'Artois, de permettre & donner assistance ausdits officiers & sujets dudit seigneur Roi, dudit droit de l'imposition foraine, toutes les fois qu'ils voudront venir en la ville d'Arras, ou ailleurs en ladite comté d'Artois pour faire tenir le controle de ladite marchandise ainsi debitée & dépendue, & soi informer des fraudes, transports, & abus, qui se pourroient sur ce faire; assistant avec eux l'Officier de l'Empereur, au lieu où l'information se fera, ou un commis de par lui, s'il semble bon audit officier: & en rapportant la certification dessusdite, lesdits fermiers seront tenus de décharger lesdites cautions ainsi baillées, & tenir quittes lesdits marchands desdits droits, nonobstant que depuis ledit traité de Madrid ils aient été contraints de paier iceux droits.

Item. Est convenu, que reciproquement ledit seigneur Empereur, pour lui, sesdits hoirs & successeurs, renoncera, quittera, cedera & transportera, comme ladite Dame Archiduchesse, pour & au nom dudit seigneur Empereur, renonce, quite, cede, & transporte perpetuellement & à tousjours, au profit dudit seigneur Roi, & de ses hoirs, successeurs, & aians cause, tous & quelconques droits, actions, querelles, ou pretentions, que ledit seigneur Empereur, & ses predecesseurs, ont eû & pretendu, ont & pretendent de present pour lui, les hoirs, & successeurs, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque raison ou cause que ce soit, en quelconque des Etats, terres, & seigneuries dudit seigneur Roi Tres-Chretien, pour lui, & en son nom presentement tenues & possédées mediatement ou immediatement: & specialement tout ce qu'il pretend es villes & châtellenies de Peronne, Mondidier, & Roye; aux comtez de Boulonnois, Guines, & Ponthieu; aussi es villes & seigneuries assises sur la riviere de Somme, d'un côté & d'autre, soit par titre de gagerie, ou autrement; fiefs, vassaux, droits de patronage & de nomination aux offices & benefices vacans, tailles, & impositions; ensemble tous autres droits, actions, & querelles, que ledit seigneur Empereur pourroit avoir & pretendre contre ledit seigneur Roi, aux choses par lui possédées, soit à cause de ses Couronnes d'Espagne, ou d'autre querelle de la Maison de Bourgogne, tant en vertu du traité d'Arras, que des traités de Conflans, Peronne, & autres subsecutifs. Et au surplus lesdits seigneurs Empereur, & Roi Tres-Chretien, chacun endroit soi, retourneront en leurs terres & limites de leurs royaumes, pais, & seigneuries, comme ils étoient au commencement de cette presente guerre; fors & excepté en ce qui est autrement & particulierement mentionné & disposé par ce present traité: & toutes autres querelles & actions ici non spécifiées, que l'on pourroit pretendre d'une part

Y y ij

& d'autre, en façon que ce soit, demeureront perpetuellement quites & abolies, sans y pouvoir jamais retourner.

Item. Jaçoit que ledit seigneur Empereur par cedit traité, & celui de Madrid, ait donné, cédé, quitte, transporté, & delaisié audit seigneur Roi Tres-Chretien, pour lui, & ses successeurs Rois de France, perpetuellement & à tousjours, les hommages, jurisdiction, ressort immediat, & tout tel droit que ledit seigneur Empereur, à cause de sadite comté d'Artois, avoit en la comté de Guines; neanmoins est par ce present traité déclaré, & se declare, que eslites quitances, dons, & transports ne sont comprises les terres, seigneuries, & châtelanies de Tournehem, Andrevvich, Bredenaerde, leurs appartenances & dépendances, & tout ce qui est du patrimoine de la comté d'Artois, que l'Empereur à present possède, ou autre en son nom, qui seront & demeureront exempts à tousjours de la jurisdiction, ressort, & souveraineté dudit seigneur Roi Tres-Chretien, & de ses successeurs Rois de France, & de leurs juges & officiers.

Item. A été convenu, que en ensuivant le traité de Madrid, les cessions, quitances, delaissemens, & transports faits par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, audit seigneur Empereur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, des jurisdiction, ressort, & souveraineté, & de tous tels droits, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, avoient & pretendoient es comtez de Flandre, Artois, citez d'Arras, Tournay, & Tournelis, & autres quitances faites par ce present traité, sont & s'entendent être faites avec derogation expresse de toutes & quelconques unions & incorporations, qui par ci-devant eussent été faites des pieces-avantdites, à la Couronne de France, & de toutes ordonnances d'apanage, & de la Loi Salique, & de toutes autres loix, constitutions, statuts, ordonnances, coutumes à ce contraires, faites, promulguées, & introduites par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France; ausquelles toutes est expressement derogé de la même autorité, certaine science, & pleine puissance dudit Roi Tres-Chretien; en abdicant à lui, & à ses successeurs, la puissance de pouvoir jamais faire ou atenter le contraire, par quelconque voie que ce soit, de droit ou de fait, ores que de droit pretendissent d'y pouvoir contrarier, nonobstant clauses derogatoires; encore que d'icelles se dût faire ici plus ample expression & insertion.

Item. A été, & est convenu, traité, & accordé, que tous & chacuns les procès étans indecis & pendans és Cours de Parlement à Paris, Requêtes du Palais, Châtelet, Bailliage d'Amiens & Vermandois, Prevôté de Beauquesne, Peronne, Montreuil, Doullens, & autres sieges de Justice dudit seigneur Roi Tres-Chretien, & de son royaume, quels qu'ils soient, contre aucuns Princes, Prelats, & autres gens d'Eglise, seigneurs, suzerains, & autres manans & habitans des comtez de Flandre & d'Artois, pour raison & à cause des fiefs, terres, seigneuries, rentes, & heritages situées & assises és comtez de Flandre, & d'Artois, ressort & enclavemens d'icelles, en matieres personnelles, réelles, & mixtes, en quelque état que lesdits procès soient, seront renvoiez par les juges des cours & justices où ils seront pendans indecis, pardevant le Grand Conseil dudit seigneur Empereur, & autres ses juges esdits comtez de Flan-

dre & d'Artois, ausquels en apartiendra la connoissance, sans que lesdits juges dudit seigneur Roi Tres-Christien, en puissent dorenavant plus prendre aucune cour ni connoissance : & seront tenus lesdits juges, leurs greffiers, & commiffaires, ensemble les avocats, procureurs, & solliciteurs, renvoyer l'état desdites causes, les actes, procédures, memoires, écritures, enquêtes, & autres pieces servant esdits procès, sans en quelque chose retenir ni réserver, en les paient, contentant, & salariant de leurs peines & vacations, comme de raison ; pour par lesdits juges dudit seigneur Empereur, qu'il apartiendra, & devant lesquels seront renvoyées lesdites causes, faire droit & justice ausdites parties ; sauf & réservé les procès, qui sont à present, pendans à cause de l'imposition foraine, si aucuns y en a.

Item. Si auparavant les guerres & divisions dernières, il y a eû aucunes sentences définitives, interlocutoires, provisions, ou apointemens rendus par les juges dudit seigneur Roi Tres-Christien, contre aucuns Princes, Seigneurs, Prelats, Eglises, manans & habitans desdites comtez de Flandre & d'Artois, qui ne soient exécutées ; ledit seigneur Empereur les fera mettre à execution d'ice, selon leur forme & teneur, par ses gens & officiers, en leur délivrant lesdites sentences définitives, interlocutoires, provisionnelles, ou autres apointemens autentiques.

Item. A eie, & est traité, convenu, & acordé, que les President & gens tenans la Cour de Parlement à Paris, renverront aux President, & gens du Grand Conseil dudit seigneur Empereur à Malines, en dedans trois mois, à compter du jour de la ratification de ce present traité, les procès étans pendans indecis en ladite Cour de Parlement, inténtez par feu Engilbert de Cleves, Comte de Nevers, ses veuve & enfans, les filles du feu seigneur d'Orval, & poursuivis par eux, contre feu de loüable memoire le Roi Dom Philippe de Castille, que Dieu absolve, & ledit seigneur Empereur, touchant la succession & aucuns droits, qu'ils pretendoient avoir comme heritiers de feu Jean de Bourgogne, Comte de Nevers, avec toutes & chacune les écritures, additions, enquêtes, productions, reproches, & salvations, & generalement tout ce qui sert audit procès clos & scellé ; ensemble les lettres, titres, & enseignemens originaux dudit seigneur Empereur, que lesdits President & gens de ladite Cour de Parlement ont retenus en leur mains en les faisant par les commis dudit seigneur collationner en icelle Cour, & aussi les moiens de fausseté, baillez par lesdits de Nevers, veuve & enfans, pour être procédé audit procès selon les derniers apointemens, & être fait aux parties raison, droit, & justice.

Item. Pour nourir & entretenir vraie & bonne amitié, communication & intelligence entre les sujets, manans & habitans des duchez, comtez, terres & seigneuries dudit seigneur Empereur, & pais de par deçà, & les sujets, manans & habitans dudit royaume de France, laquelle se pouroit éloigner & discontinuer au moien de certain droit d'aubaine, ou aubainerie, dont on a accoustumé d'user en aucunes desdites duchez, comtez & seigneuries dudit seigneur Empereur, & aussi au royaume de France, par lequel les parens & heritiers d'aucuns aians terres, seigneuries & heritages, ou biens meubles en l'un desdits pais ou royaume, ne peuvent succéder, avoir, ni posséder lesdites terres, sei-

gneuries & heritages, ou biens de leurs prochains parens, s'ils ne sont natifs des lieux & pais, où lefdites terres, seigneuries, & heritages, ou biens meubles, seront situez & assis; a été & est traité, accordé, & conclu, que dorénavant tous & chacuns les sujets, manans & habitans és duchez & comtez, pais & seigneuries de Brabant, Limbourg, Luxembourg, comtez de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, de Hainaut, d'Ostrevant, de Namur, de Hollande, de Zelande, Tournay, Tournes, Salins & Malines, appartenans audit seigneur Empereur, pouront & devront succeder aux fiefs, terres, seigneuries, & biens meubles de leurs prochains parens étans audit royaume de France, jaçoit qu'ils ne soient natifs dudit royaume: & pareillement les sujets, manans & habitans d'icelui royaume de France, en quelque lieu qu'ils soient natifs, pouront succeder aux fiefs, terres & seigneuries, heritages & biens meubles, qui se délaisseront par leurs parens, étans situez & assis ausdits duchez, comtez, terres & seigneuries, jaçoit aussi qu'ils ne soient natifs en aucunes desdites duchez, comtez, terres, & seigneuries d'icelui seigneur Empereur, nonobstant & sans avoir égard au droit & coûtume d'aubaine & aubaineté; laquelle lefdites Dames, & chacune d'elles en vertu de leurfdits pouvoirs, pour le bien de paix, abolissent & mettent au neant par cedit traité perpetuellement & à toujours, quant aux originaires des royaumes & pais dessusdits, sans que lefdits Princes, leurs hoirs & successeurs, les nobles, prelatz, seigneurs feudaux, ou autres sous eux, en puissent dorénavant user.

Et quant à la comté de Charolois, madite Dame l'Archiduchesse en jouïra sa vie durant, ensemble des aides & droits de greniers à sel d'icelle comté en toute souveraineté, comme a fait ledit seigneur Roi. Après le decés de madite Dame l'Archiduchesse, en jouïra pareillement ledit seigneur Empereur; & après le decés d'icelui Empereur, ladite souveraineté retournera audit seigneur Roi; comme elle est de present. Et est accordé, que si aucuns malfaisteurs des pais & terres dudit seigneur Roi, pour éviter la punition de leurs malefices, se retiroient esdites comtez, terres, & seigneuries, sera loisible aux officiers dudit seigneur Roi de les faire prendre en ladite comté de Charolois, sans lettres de *pareatis*, jusques à ce que l'exploit sera fait. Et le pareil pourront faire ceux dudit seigneur Empereur & Dame Archiduchesse, des criminels d'icelle comté de Charolois, qui se retireront és pais de l'obéissance dudit seigneur Roi. Et n'entendant lefdits seigneurs Empereur & Roi par ce present traité aucunement déroger aux traitez faits entre eux en cette cité de Cambrai, à Paris, & à Noion, en ce qui touche ladite Dame Archiduchesse, & qui n'est dérogé par cetui, ladite Dame demeurera en ses droits & actions, selon la teneur desdits traitez; & lui sera payée, ou à son commis pour elle, par ledit seigneur Roi, la somme de vint-cinq mille livres, qui par ledit traité de Madrid lui a été accordée pour les causes contenues en icelui traité: & se fera ledit paiement en cettedit cité de Cambrai dedans deux mois après que ledit seigneur Empereur aura ratifié ce present traité. Aussi lui sera bailler ledit seigneur Roi, ou à son commis pour elle, dans un an prochainement venant, tous titres, compres, & lettrages étans en la Chambre des Comptes à Dijon, servans à la Comté de Bourgogne & pais y adjacens, Et quant à Noiers, Châ-

telchinon, Chaucin & la Perriere, & les greniers à sel desdits lieux, ladite Dame Archiduchesse en jouïra en telles autorité, droits, préeminences, prerogatives, & grâces qu'en jouïssoit ledit feu seigneur Roi Dom Philippe de Castille son frere, que Dieu absolve, sans être tenuë d'en prendre aucuns octrois dudit seigneur Roi.

Item. A été, & est convenu, & accordé, que s'il est trouvé, qu'aucunes villes, & châteaux, ou autres forteresses soient tenuës en l'Estat & Duché de Milan, ou par autre pour lui & en son nom, sera rendu & restituë audit seigneur Empereur, ou à ses commis, dedans six semaines après la ratification de ce présent traité.

Item. delaissera ledit seigneur Roi entierement, pour lui & ses hoirs, la comté d'Ast, ensemble ses appartenances, & les remettra dedans six semaines après ladite ratification, es mains dudit seigneur Empereur, ou de ses commis, pour lui, ses hoirs, successeurs, & aians cause à perpetuité.

Aussi est accordé, que ledit Seigneur Roi Tres-Christien rendra & restituera, & fera réellement remettre en la main & puissance dudit Seigneur Empereur, ou de ses commis, Barlette, & autres places & lieux étans en sa puissance, & de ses capitaines & gens de guerre au royaume de Naples, & le plutôt que faire se pourra, & avant la delivrance desdits seigneurs Dauphin & Duc d'Orléans, & par tel tems, que ledit Seigneur Empereur en puisse au plus tard être certain quinze jours avant ladite delivrance. Et outre ce, fera ledit Seigneur Roi Tres-Christien, dedans quinze jours après la publication de cedit présent traité, sommer les Vénitiens, & tous les alliez, qui se trouveront occuper & detenir villes, châteaux, places, & forteresses audit royaume de Naples, d'icelles rendre actuellement & par effet dedans six semaines, à compter du jour de la ratification dudit présent traité; lesquelles six semaines passées, & au défaut de ce faire, icelui Seigneur Roi Tres-Christien se declarera exprellément leur ennemi, & les aura, tiendra & reputera pour tels: & des là en avant aidera ledit Seigneur Empereur de la somme de trente mille écus au soleil, de bon or & juste poids par mois; lesquels ledit Seigneur Roi baillera & fournira, ou fera bailler & fournir chacun mois, tant & jusqu'à ce que lesdites villes, châteaux, places, & forteresses soient recouvrées desdits Vénitiens, & autres alliez dudit Seigneur Roi, & reduites à l'obeissance dudit Seigneur Empereur: & si elles ne sont toutes recouvrées avant la delivrance desdits seigneurs Dauphin & Duc d'Orléans; ledit Seigneur Roi Tres-Christien, quant & quant icelle delivrance, baillera ou fera bailler bonne foyeté au contentement dudit Seigneur Empereur, de continuer ladite assistance de trente mille écus d'or au soleil par chacun mois, tant & jusqu'à ce qu'icelles villes, châteaux, forteresses, & places soient recouvrées & entierement reduites, comme dit est; bien entendu, que si ledit Seigneur Roi baille audit Seigneur Empereur aucuns deniers pour ladite aide de trente mille écus par mois, qui ne soient employez au recouvrement desdites places, il en sera remboursé; & y aura homme député par ledit Roi, pour être present à la distribution d'iceux deniers, & acertener icelui Seigneur Roi du jour de la reduction desdites places; lequel seigneur Roi ne favorisera ni assistera contre l'Empereur, directement ni indirectement, ceux qui ont rebellé contre Sa Majesté audit royaume de Naples, dées

donné
des villes

ledit traité de Madrid, ni autres ^{fujets} quelconques de Sa Majesté aians pris les armes audit royaume contre icelle Majesté.

Aussi rendra & restituera icelui seigneur Roi audit seigneur Empereur, ou à ses commis, tout ce qui se trouve en les mains & puillance des galeres prises à Portefin, & ce de celles dont il aura fait son profit, en quelque maniere que ce soit, ou la valeur, au dit de gens à ce connoissant, surquoi sera deduit & rabatu ce qui s'en trouvera avoir été depuis repris par Messire André Doria, & autres serveurs dudit seigneur Empereur.

Et quant à ce qui est contenu audit traité de Madrid, touchant la residence de Monseigneur d'Angoumois devers icelui seigneur Empereur, il est permis au choix & vouloir dudit seigneur Roi Tres-Christien.

Aussi, entant que touche l'aide defensiva, articulée & convenüe par ledit traité de Madrid, elle s'entendra & comprendra seulement quant aux royaumes, terres, & seigneuries, & autres biens patrimoniaux appartenans ausdits seigneurs Empereur & Roi, & que ledit Empereur a & possède à present, & aura par ce dit traité, & celui de Madrid, selon qu'il est approuvé, & que ladite aide sera au frais du requerant : & au surplus, ledit seigneur Roi ne se mêlera des pratiques en Italie, ni en Allemagne, en quelque façon que ce soit, contre ni au prejudice dudit seigneur Empereur.

Item. Est convenu & accordé, que le mariage d'entre ledit seigneur Roi & Madame Eleonor, Reine Douairiere de Portugal, sœur-aînée dudit seigneur Empereur, accordé par ledit traité de Madrid, s'accomplira ; & que ledit seigneur Roi enverra par devers elle, au plutôt que faire se pourra, après la ratification de ce present traité, ambassadeur avec pouvoir suffisant & special, pour ratifier & approuver, entant que besoin sera, tout ce qui concerne ledit mariage : & après, pour l'accomplissement & consommation d'icelui, elle sera menée en France, au même instant de la delivrance de mesdits seigneurs les Daupin & Duc d'Orleans. Et se passera le surplus dudit mariage, selon le traité de Madrid, sauf & réservé en ce qui touche les comtez d'Auxetrois, Mâconnois, & seigneurie de Bar-sur-seine, qui demeureront en suspens, selon & pour la même cause, & avec expresse reservation des actions & droits, comme il est dit ci-dessus de la duché de Bourgogne. Et pour ce que le paiement des deux-cens mille écus de dor de ladite Reine contenu audit traité de Madrid est expiré ; est de nouveau convenu, que ledit dor sera païé, à sçavoir, la moitié dedans six mois, après le jour de la date du present traité ; & l'autre moitié dans autres six mois ensuivans, & en ce recevant ladite somme, ou partie d'icelle par ledit seigneur Roi, il sera tenu l'assigner, selon qu'il est convenu par ledit traité de Madrid.

Item. Quant à ce qui concerne l'aide & assistance, tant par mer que par terre, promise par ledit seigneur Roi Tres-Christien, pour le voiage dudit seigneur Empereur en Italie ; ledit seigneur Empereur, pour consideration de ladite paix, s'en desistira & tiendra quitte ledit seigneur Roi, moienant qu'il fournira seulement audit seigneur Empereur dedans deux mois après qu'il en sera requis, / soit pour son passage en Italie, ou retour, ou pour son service y étant) douze galeres, quatre navires les plus grandes & meilleures, que ledit seigneur Roi ait, & quatre galions, ensemble leur suite, & suffisamment artillees & équipées seulement d'artillerie

d'artilleries & munitions à ce nécessaires. & enmarinées de mariniers, rameurs, & officiers pour la conduite desdites galeres, navires & galions, sans en icelles mettre aucuns gens de guerre, & les bailler audit seigneur Empereur, ou ses commis ains à ce pouvoir, en la forme devant dite, librement, pour y mettre dedans tels capitaines, gens de guerre, & autres qu'il plaira audit seigneur Empereur pour ce ordonner; de laquelle armée de mer, en la forme que dit est, ledit seigneur Empereur se servira aux dépens dudit seigneur Roi, sauf & réservé de gens de guerre, & autres d'autre qualité ci-dessus. Et y seront mis de la part de l'Empereur lesdits gens de guerre à son plaisir, pour le tems de cinq mois, à compter dès le jour qu'ils arriveront au port qui sera nommé par Sa Majesté. Et ledit seigneur Empereur recevant ladite armée baillera, ou fera bailler par ceux qu'il commettra à recevoir icelle armée, au capitaine qui l'amenera, ses lettres patentes, signées de sa main, & scellées de son scel, par lesquelles il promettra & jurera de incontinent, lesdits cinq mois passés, rendre audit seigneur Roi, ou à ses commis, ladite armée de mer en la maniere qu'elle lui aura été delivree. Et outre paiera & delivrera ledit seigneur Roi Tres Chretien réellement audit seigneur Empereur lesdits deux-cens mille écus, que par ledit traité de Madrid il a accordé de paier à Sadite Majesté pour ladite aide, à savoir cent mille écus dedans six mois après la date du présent traité, & les autres cent mille écus dedans six mois immediatement suivans.

Et quant à l'assistance & solde de six mille paies de pietons pour six mois, & dont ledit seigneur Roi avoit promis de bailler marchands répondans, suffisans & solvables, ledit seigneur Empereur l'aquittera & demeurera quitte par ce present traité, moiennant la somme de cent mille écus d'or au soleil, laquelle somme sera & demeurera en augmentation du dot de ladite Reine veuve de Portugal, & sera ledit seigneur Roi tenu la rendre & paier à icelle Reine, & à ses hoirs & successeurs en cas de repetition de dot; & pour ladite somme bailler bons & suffisans assignaux, dont ladite Dame & sesdits hoirs seront & demeureront jouissans, sans décompte au principal, jusqu'à l'entiere solution & paiement d'icelle somme.

Item. Pour ce que par ledit traité de Madrid n'est disposé des fruits, profits, censés & levées des heritages & rentes, données ou quittees par lesdits seigneurs Empereur & Roi à titre de confiscation durant la guerre, dont pouvoient soudre plusieurs questions & différends; à cette cause, pour éviter iceux différends a été & est avisé, conclu, & déterminé par cedit present traité, que tous tels fruits, profits, censés, rentes & revenus des biens, tant de gens d'Eglise, que laïcs, dettes, biens meubles & heritages quelconques, qui sont ou peuvent avoir nommement & expressement été donnez, quittez, & levez par lettres patentes desdits seigneurs Empereur & Roi, ou de leurs lieutenans & commis, en quelque qualité que ce soit, à titre de confiscation, & qui ont été quittez, levez, & paiez durant la guerre, qui a été entre lesdits seigneurs, leurs allies, & leurs pais & sujets avant ledit traité de Madrid, demeureront perpetuellement donnez & quittez au profit desdits seigneurs, vassaux, pais, villes, & personnes sujetes ausdits seigneurs Empereur & Roi, & leurs allies, qui auront auidites guerres tenu le parti de l'un ou de l'autre, ausquels lesdits dens sont

& peuvent avoir été faits, & de leurs aïens cause, soit que pour ce ait procès pendant en quelque Auditoire que ce soit, ou non. Et ne pourront jamais les crediturs de telles dettes, ou leurs aïens cause, être reçus à en faire quelque poursuite, en quelque maniere & par quelque action que ce soit, contre ceux auxquels lesdits dons & quittance ont été faites, qui par vertu de tels dons & confiscations les ont prié, pour quelque cause que lesdites dettes puissent être, nonobstant quelconques lettres obligatoires, que lesdits crediturs en puissent avoir, lesquelles, pour l'effet desdites confiscations, seront & demeureront par ce present traité cassées, annullées, & sans vigueur.

Item. Que tous les privileges octroyez par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, aux villes, manans & habitans des comtez de Flandre & Artois, & autres Pais-bis appartenans à l'Empereur, seront & demeureront confirmez par ledit present traité. Et pareillement, que les privileges, franchises & libertez, que les villes, manans & habitans du royaume de France, ont ausdits Pais-bas dudit seigneur Empereur, demeureront en leur force & vigueur, si avant que lesdites villes, manans & habitans d'un parti & d'autre, en aient dûement jouï & usé, jouïssent & usent.

Item. Que tous prisonniers de guerre, qui sont & se trouveront avoir été pris, soit en mer ou en terre, tant auparavant ledit traité de Madrid, que depuis, d'un côté & d'autre, sujets desdits seigneurs Empereur & Roi Tres-Chretien, (fors ceux dudit royaume de Naples, & autres sujets dudit seigneur Empereur, aïens servi contre lui audit royaume,) & quelconques autres aïens servi, suivi, & tenu le parti contraire, de quelque nation ou condition qu'ils soient; seront tous relâchez, & mis en pleine liberté, sans paier rançon, en dedans deux mois après les ratifications de ce present traité baillées: réservé seulement ceux desdits prisonniers, qui seront mis à rançon avant la date de cedit traité, lesquels paieront leur dite rançon, nonobstant ce que dessus.

Item. Par ce present traité a été, & est convenu, & acordé, que si Messire Robert de la Marck, ses enfans, ou autres quels qu'ils soient, se veulent avancer de surprendre, usurper, ou faire quelque entreprise es châtel & duché de Bouillon, & ses appartenances & dépendances, conquis par l'Empereur, donnez & delaisiez par S. M. à l'Eglise de Liege, à laquelle aussi d'ancienneté ils appartenoient; en ce cas ledit seigneur Roi Tres-Chretien ne pourra donner faveur, aide, ni assistance, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit, contre ni au prejudice de ladite Eglise, à celui, ou ceux qui voudront ce faire.

Item. Que les heritiers de feu de loüable & recommandée memoire, Messire Charles, Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, &c. suivant ledit traité de Madrid, auront les biens qui appartenoient audit seigneur défunt en son vivant, tant meubles qu'immeubles, tel droit, part & portion qu'elle leur fût avenue par son décès, s'il ne se fût retiré hors du royaume de France, & n'eût suivi le parti dudit seigneur Empereur; nonobstant quelconques arrests & sentences prononcées durant la vie dudit feu seigneur Duc de Bourbonnois, & après son décès, unions, incorporations, cessions, & transports, qui pouroient avoir été faits de sesdits biens, ou de partie d'iceux. Et seront tous lesdits arrests & sentences, procedures, donations, cessions, & incorporations, & autres actes faits

contre la personne dudit seigneur défunt, ses honneur & biens, ou sesdits heritiers, nuls & de nulle valeur, & tels se déclarent par ce present traité : mais sur lesdits biens seront lesdits heritiers tenus & chargez de rendre & paier à Messire Henri, Marquis de Zenette, Comte de Nassau, grand & premier Chambellan de l'Empereur, la somme de dix mille ducats d'or au coin d'Espagne, que ledit seigneur prêta audit feu seigneur Duc de Bourbon, lui étant en la cité de Toldeo, selon l'obligation que ledit Marquis de Zenette en a d'icelui seigneur défunt.

Item. Que Jean, comte de Pentievre, seigneur de l'Aigle & de Pouillac, fils de feu René, comte de Pentievre, sera remis & reintegré en tous & chacuns les biens, dont ledit feu René son pere jouissoit lors qu'il partit de France pour aller au service dudit seigneur Empereur, auquel il est trépassé. Et seront restitués audit Jean les meubles delaissez à son parterment de France, lettres, titres, & enseignemens quelconques ; mettant à neant toutes sentences, arrests, declarations, donations, adjudications, incorporations, & tous autres actes qui contre les personnes & biens dudit feu René, ses hoirs, & serviteurs qui l'avoient servi & suivi, peuvent avoir été faits & rendus. Et sera ledit Jean, son fils, & est par ce present traité remis & reintegré en toutes & chacunes les querelles & actions, qu'il avoit droit de quereller & demander dudit feu René son pere, en quelque façon & maniere que ce soit, fût & pût être ; & les pourra icelui Jean, poursuivre & demander, tout ainsi qu'eût fait & pût faire ledit feu René, auparavant sondit parterment de France. Et sera par ledit seigneur Roi Tres-Christien ordonné à la Cour de Parlement de Paris, faire raison & justice audit Jean, quand il en voudra faire poursuite : & de tout ce que dessus lui sera dépêcher lettres patentes en bonne & sûre forme. Aussi les autres amis, alliez, & serviteurs dudit feu seigneur de Bourbon, tant ecclesiastiques, que seculiers, à present vivans, & les hoirs & successeurs des trépassés, jouiront pleinement, paisiblement, & entierement dudit traité de Madrid, en tout ce qui leur peut toucher ; nonobstant quelconques procedures, & sentences faites & prononcées generalement & particulierement, paravant & depuis ledit traité de Madrid ; & seront par effet restitués en leurs biens dedans six semaines après la ratification du present traité, & conforme à celui de Madrid.

Item. Que Messire Laurent de Gorrevod, Comte de Pontdevaux, Vicomte de Silins, Grand-maître d'hôtel dudit seigneur Empereur, sera dedans six semaines après la ratification de ce present traité, mis en la réelle possession des ville, châteaux, terres, & seigneuries de Chalmont & Montmarle, ensemble de leurs appartenances par lui acquises & achetées dudit seigneur de Bourbon, pour par lui en jouir & user sa vie durant, sans rachat ; & après son decés ses hoirs, successeurs & aians cause, à titre & condition de rachat, pour la somme de vingt mille écus d'or au soleil, pour laquelle elles lui ont été vendues, nonobstant comme dessus, quelconques sentences prononcées contre ledit feu seigneur Duc de Bourbon, & ses biens, paravant, & depuis ledit vendage, unions & incorporations à ce contraires.

Item. Que ledit seigneur Roi Tres-Christien a levé, & leve par cedit traité, la main mise, & tout autre empêchement de sa part, fait & mis aux Principautés

Zz ij

d'Orange, & souveraineté d'icelle, au profit de Messire Philbert de Chalon, Prince de ladite Principauté, Viceroi de Naples, pour en jouir & user; ensemble des prééminences, supériorité, & souveraineté par lui prétendues, ainsi qu'il faisoit auparavant ladite main mise & empêchement, nonobstant icelle, & quelconques sentences, & autres exploits & actes de justice faits à ce contraires; lesquels demeurent nuls & de nulle valeur, & tels se déclarent par ce présent traité. Et n'entend toutefois ledit seigneur Roi, par le moien d'icelui article, attribuer audit Prince d'Orange, autre droit, que celui qu'il avoit au tems de ladite main mise faite en ladite souveraineté. auquel droit ledit Prince demeure. Et quant aux autres affaires dudit Messire Philbert de Chalon, dont mention est faite audit traité de Madrid, ils seront dressés, fournis, & accomplis, selon que audit traité est dit & déclaré.

Item. Que Madame la Duchesse doñaire de Vendomois, retournera aux biens, droits & actions, qu'elle avoit es pais de l'Empereur avant la guerre, & qui lui sont venus durant icelle. Et pareillement retournera & demeurera Louis, Monsieur de Nevers, aux biens, actions, droits, & querelles qu'il avoit eulx pais avant ladite guerre, & qui lui sont échus durant icelle.

Item. Que au Comte de Gaure, seigneur de Fiennes, sera dedans quinze jours, après la ratification de ce présent traité, rendu sa maison, place & château d'Auchy, avec l'artillerie, & autres meubles à lui appartenans, qui y étoient en la prise d'icelle, pour en jouir comme il faisoit avant ladite guerre.

Quant au fait de Messire Philippe de Crouy, Marquis d'Arscot, touchant les terres, que feu Messire Guillaume de Crouy, Marquis d'Arscot, seigneur de Chievres, son oncle, avoit acquises de la Reine Germaine de Foix, doñaire d'Aragon, & dont au traité de Madrid est faite mention; duquel affaire & différend ledit Messire Philippe d'une part, & les seigneurs de Châteaubriant, & Evêque de Conserans, tuteur des enfans du feu seigneur de Laurec, d'autre part; se sont soumis aux dits & ordonnances desdites Dames Archiduchesse & Duchesse; lesquelles durant le pourparlé de ce présent traité de paix, & après avoir fait ouir lesdites parties, les ont appointé selon certain acte par elles signé, & un contrat & appointement sur ce fait & passé pardevant les Echevins de la cité & duché de Cambrai, au présent an mille cinq-cens vint-neuf, le troisieme jour d'aoust; lequel appointement sortira son plein & entier effet, selon sa forme & teneur.

Item. A été, & est convenu & accordé, que le procès pendant pardevant les gens tenants la Cour de Parlement à Paris, entre Messire Adolfe de Bourgogne, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, seigneur de Bures, demandeur d'une part, pour raison des terres & seigneuries de Creveœur, Arleux, Rumilly, Saint-Sulpice, & châellenie de Cambrai, qu'il pretend être tenuës en foi & hommage de l'Evêque de Cambrai; & le Procureur General du Roi, défendeur d'autre part; sera envoié en l'état qu'il est, pardevant quatre Juges, qui seront commis & deleguez, deux du côté dudit seigneur Empereur; & deux de la part dudit seigneur Roi Tres-Christien; pour en connoître & décider en la ville de Cambrai, s'il est prêt & en état de juger; sinon il sera instruit en ce qui reste à instruire, le plus sommairement, & par les plus brieves intervalles, que faire

se pourra ; l'ordre de justice toutefois observé & gardé : & pardevant lesquels juges ledit seigneur de Burcs pourra, si bon lui semble, faire telles autres demandes, requêtes, & conclusions en matiere de *reintegrando*, ou autrement que bon lui semblera, ledit Procureur General demeurant entier en ses exceptions & défenses. Et seront tenus lesdits juges après que ledit procès sera instruit, & mis en état de juger, icelui décider & déterminer en ladite ville de Cambrai dedans quinzaine. Et pour commencer de proceder à ladite matiere, lesdits juges deleguez se trouveront audit Cambrai vint jours après la ratification de ce present traité : & pourront les deux d'iceux, en l'absence & empêchement des autres, c'est à sçavoir un de chacun côté, proceder à l'instruction dudit procès jusques à la sentence définitive exclusivement : & sera ladite sentence, donnée par lesdits quatre juges, executée nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

Item. Qu'en cette paix & present traité est compris, comme principal contrahant, notre Saint Pere le Pape, & le Saint Siege Apostolique ; lequel Saint Siege, lesdits Seigneurs Empereur & Roi maintiendront en son autorité & prééminence, comme à leurs états imperial & royal appartient ; & procureront de faire recouvrer à notre Saint Pere les villes & places occupées du patrimoine de l'Eglise. Pareillement y sont compris comme principaux contrahans, les Rois de Hongrie, d'Angleterre, de Pologne, Chrétienne de Danemarck *, de Portugal & d'Escole, madite Dame l'Archiduchesse, tante dudit seigneur Empereur. Et sont aussi compris comme allicz, les Electeurs, le Cardinal de Liege, & son pais dudit Liege, comme allicz de l'Empereur en ses pais d'embas ; les Ducs de Lorraine & de Savoie, & autres Princes de l'Empire, obéissans & sujets dudit seigneur Empereur ; les Seigneurs des anciennes Liguës & Cantons des hautes Allemagnes ; avec les autres, qui dedans six mois après la publication de ce present traité, se pourront de commun consentement aussi dénommer & comprendre ; & seront tenus pour compris, en baillant dedans les six mois ausdits seigneurs Empereur & Roi leurs lettres declaratoires & obligatoires en tel cas requises, & non autrement. Et à cette fin, lesdits seigneurs Empereur & Roi feront, chacun endroit soi, sçavoir aux dessusnommez, & qui se nommeront ci après, comme dit est, comme ils auront été compris contrahans ou allicz en cedir traité de paix.

* chassé de ce royaume en 1533.

Item. Ledit seigneur Roi Tres-Chretien procurera, que la Communauté de Florence s'apointe avec l'Empereur dedans quatre mois, à compter de la date de la ratification de ce present traité : & aiant ce fait, seront compris en icelui traité, & non autrement.

Et pource que depuis le traité de Madrid, Messire Charles, Duc de Gueldre, Comte de Zutphen, a pris le parti dudit seigneur l'Empereur, & a traite avec lui, ledit seigneur Empereur le declare par ce present traité son allié. Tous les autres ci non nommez, & qui ne seront nommez, comme dit est, s'entendront être forclos de cette presente paix & amitié, s'ils ne sont compris en la generalité des vassaux & sujets desdits seigneurs, ou de l'un d'eux.

Item. Que lesdits seigneurs Empereur & Roi Tres-Chretien, le plûtôt que bonnement faire se pourra, en agreant, ratifiant, & aprouvant par eux cedir

Z z iij.

traité, dont ils feront dépêcher leurs lettres ratificatoires, esquelles il soit de mot à autre inséré, & pareillement celui de Madrid; jureront chacun d'eux par foi & serment solennel, qui se fera corporellement sur les saints evangiles de Dieu, & le fust de la vraie croix, en présence du Saint Sacrement, & des Ambassadeurs qui à ce seront ordonnez & envoie, tenu & observer respectivement tous & chacuns les points de ce présent traité, & aussi tous ceux contenus en celui de Madrid, qui par cetui ne sont changez, mués, ou innovez, se soumettant quant à ce aux juridictions, coercitions, & censures ecclesiastiques, jusques à l'invocation du bras seculier inclusivement; & constituant leurs procureurs *in forma Camera Apostolica*, pour comparoir en leurs noms, & de chacun d'eux, en Cour de Rome, pardevant nôtre Saint Pere le Pape, ou les Auditeurs de la Rote, & subir volontairement la condamnation & fulmination desdites censures, en cas de contravention, comme dit est; & par lesdites censures se soumettre & proroger juridiction pardevant quelque Prelat & Juge Ecclesiastique: & que lesdits seigneurs Empereur & Roi, ni nul d'eux, sans commun consentement, ne puissent en façon quelconque demander relaxation dudit serment, ni absolution desdites censures: & si l'un la demandoit ou obtenoit, ne lui puisse profiter sans le consentement de l'autre: & requerront lesdits seigneurs Empereur & Roi par ensemble, nôtre Saint Pere le Pape, leur octroier la relaxation & dispense de leurs sermens, à cause desdites alienations. Et là où le Pape ne l'octroieroit dedans quinze jours, ou sur ce voudroit prendre composition, nonobstant ce, le présent traité sortira son plein & entier effet, ainsi & par la forme & maniere, comme si de la presente relaxation & dispensation n'y étoit faite mention.

Item. Fera ledit seigneur Roi Tres Chretien ratifier & approuver lesdits traités de paix, le present, & celui de Madrid, en ce que comme dit est, il n'est changé, mué, ou innové par cetui, par Monseigneur le Daupin, selon la forme & maniere qu'il est dit & déclaré par icelui traité de Madrid: & pareillement les fera ratifier & approuver par tous les Etats particuliers des provinces & gouvernemens de son royaume; & par iceux Etats fera jurer, & promettre la perpetuelle observance d'iceux traités, & les fera enteriner, verifier, & enregistrer en la Cour de Parlement à Paris, & en tous les autres Parlemens du royaume de France en présence de ses Procureurs Generaux desdites Cours de Parlemens, auxquels ledit seigneur Roi passera pouvoir special & irrevocable, pour comparoir en son nom en icelles Cours de Parlemens, & illec contenir aux enterinemens susdits, & eux soumettre volontairement à l'observance de toutes les choses contenues esdits traités, & en chacun d'iceux respectivement: & qu'en vertu d'icelle volontaire soumission, il soit à ce condamné par arrest & sentence definitive de dits Parlemens, en bonne & convenable forme: & seront aussi lesdits traités de paix verifiez & enregistrés en la Chambre des Comptes audit Paris, en présence, & du consentement du Procureur dudit seigneur Roi, pour l'effectuelle execution & fournissement d'iceux, & validation des quittances, renonciations, soumissions, & autres choses contenues & déclarées esdits traités; lesquelles verifications, enterinemens, ratifications, & choses dessusdites, seront faites & fournies par ledit seigneur Roi Tres-Chretien,

& les dépêches d'icelles en forme dûe délivrées és mains dudit seigneur Empereur, avant la delivrance de Messieurs ses enfans, & au plus tard dedans quatre mois prochains; & si pour les enterinemens & verifications que dessus, étoit requis & nécessaire aux officiers dudit seigneur Roi Tres-Christien, avoir relaxation de lui des sermens, qu'ils peuvent avoir faits, de ne consentir ni souffrir aucunes alienations de la Couronne; icelui seigneur Roi la leur baillera. Et pareillement ledit seigneur Empereur fera faire en son Grand Conseil, & autres ses Conseils, & Chambres des Comptes en ses pais d'embas, semblables enterinemens. & verifications, avec relaxation de serment des officiers; & fera ratifier & approuver cedit traité par les Etats particuliers de seldits pais, dans le tems que dessus.

Item. Que cette paix sera publiée par tous les roiaumes & pais desdits seigneurs Empereur & Roi, tant deçà que delà les monts, & même és lieux limitrofes, où telles publications ont acoustumé d'être faites, au plus tard en dedans le quinzieme de septembre prochainement venant, afin que nul n'en puisse pretendre cause d'ignorance.

Lequel traité de paix, en tous & chacuns les points & articles ci-dessus declarez, lessdites Dames Archiduchesse, & Duchesse d'Angoumois, procuratrices desdits seigneurs Empereur, & Roi Tres-Christien, & chacune d'elles endroit lui respectivement, en veu & ensuivant leursdits pouvoirs; & icelle Dame Archiduchesse se faisant forte de la dessudite Reine douairiere de Portugal, en tant qu'il lui peut toucher; ont de bonne foi, & par leurs sermens, pour ce par chacune d'elles donné, & touché corporellement aux saints evangelies de Dieu, & canon de la Messe, en presence du Saint Sacrement de l'Autel, promis & promettent, qu'elles feront dûement ratifier le contenu en cedit traité de paix, & tous & chacuns lessdits points & articles ci-dessus declarez: & que de ce seront baillés & délivrés lettres patentes en forme dûe & suffisante, d'une part & d'autre, & ce dedans deux mois & demi après la date d'icelui present traité.

PROTESTATION DU ROI FRANÇOIS I. TOUCHANT
les duché de Milan, comté d'Ast. & sigenorrie de Gennes, contre
les traittez de Madrid de 1525. & de Cambrai 1529.

FRANÇOIS, &c. A tous ceux, &c. Comme à bons, justes titres, & moiens notoires, & bien connus en toute la Chretienité, les Duché & Etat de Milan, & Comté d'Ast, nous competent & appartient, & à nos tres-chers & tres-amez enfans, par droit d'honneur & succession, procédant de consanguinité & lignage, & par Investiture Imperiale solennelle, faite avec le conseil & deliberation des Pairs, Princes, & Seigneurs, qui de raison & de commune usance observée y doivent intervenir, bien & dûement expediee en forme de pragmatique; & partant les usurpateurs & invadeurs d'iceluy duché, comté, & états, n'aient pû, ni dû raisonnablement être portez, souste-

Autriche
1529.

nus & favorisez, même par nôtre cher & bien-ami beaufriere, l'Empereur, contre la teneur & nature de ladite Investiture, portant obligation mutuelle & reciproque, ains au contraire pour le devoir & aquit de l'obligation, en laquelle de la part étoit, & est raisonnablement tenu & astringé, eût dû entendre à conserver & entretenir lesdits Etats en nos mains, & de noldits enfans, ce qui n'a été fait & accompli de la part, ains sous le nom de Francisque Sforce, ont été sans cause, titre, ni moien valable, par aucun tens usurpateurs desdits Etats, iceux a pris & envahis, & relisté de toutes les forces au recouvrement & reduction desdits Etats en nôtre obéissance : & en ce faisant par la fortune de la guerre, comme icelle faisant plusieurs fois est venu és personnes d'autres Princes, justement & à bonne querelle guerroyans, sommes tombez és mains de nôredit beaufriere l'Empereur. Et nous étant en Espagne, au lieu de nous traiter, & mettre à rançon pecuniaire, ainsi que le devoir, loi, & usance de la guerre le requiert ; a voulu nôredit beaufriere l'Empereur, & de fait a extorqué & exigé de Nous, contre ledit devoir, outre deux millions d'écus, les cession & transport desdits duché de Milan, & comté d'Alt, étans du patrimoine de noldits enfans, comme dit est ; avec le delais & transport de la seigneurie & état de Gennes, à nous appartenans ; lesquels ledit Empereur a fait mettre à sa volonté au traité fait à Madrid en Espagne, où nous étions detenus ; & depuis au traité de Cambrai, nos tres chers & tres-amez enfans, les Dauphin de Viennois, & Duc d'Orleans, étant étroitement detenus, bien qu'ils ne fussent que otages esdites Espagnes ; lesquels traitez ainsi contre raison faits & moiennez, même quant aux delais, cessions, renonciation, & transports desd. duché de Milan, comté d'Alt, état & seigneurie de Gennes, avons fait remonter à nôredit beaufriere, par nos Ambassadeurs pour cet effet commis & deputez, que les deniers, qu'il avoit reçus de nous, qui étoient deux millions d'écus, devoient suffire pour l'aquit de nôtre rançon. Que au surplus les choses devoient être remises au premier état, & lesdits duché & état de Milan, & comté d'Alt, & aussi la seigneurie de Gennes, remises entre nos mains, & de noldits enfans, & en ce faisant s'en pouvoit ensuivre paix universelle en la Chretienté ; laquelle de tout nôtre désir & affection avons traitée & moiennée pour le bien & repos de la Chretienté, resistance & invasion du Turc, & autres Infdeles devians de la loi & foi chretienne, avec la convocation & congregation du Concile universel, sans le recouvrement desquels noldits duché & état de Milan, comté d'Alt, & seigneurie de Gennes, ne pouvons, ni devons raisonnablement entendre au traité de paix avec nôredit beaufriere ; lequel sous couleur desdits delais, cession, & transport, ainsi indûment recouvert, detient, & fait detenir lesdits états & duché : & en consequence ne pouvons entendre à l'union & tranquillité de l'Italie, & paix universelle, à nôtre grand regret & déplaisir. Et pour autrnt que nous sommes mis en devoir de nôtre part par tous les moiens à nous possibles, à quoi nôredit beaufriere l'Empereur n'a voulu entendre, à ce que noldits devoir, droits, querelles, bien qu'ils soient notoires, soient particulièrement entendus, tant en cour de Rome, Saint Siege Apostolique, Italie, & Allemagne, & ailleurs, avec nos protestations de ne vouloir entrer à la guerre, mais obvier és maux, & dommages innumerables, qui s'en pouront

pouront ensuivre, si nous sommes contrainsts de ce faire, pour le refus de nôtre dit beaufreire l'Empereur. Pour faire lesquelles remontrances, declarations, & protestations, soit besoin commettre aucuns bons personages à nous feables : Savoir faisons, que nous à plein confiant, &c. iceux & chacun d'eux avons fait & constitué, faisons, & constituons par ces presentes, nos procureurs, ambassadeurs, & messagers generaux & speciaux, pour faire lesdites protestations & declarations esdits lieux, & chacun d'iceux, & par tout ailleurs, où nosdits procureurs, & chacun d'iceux, verront être à faire ; promettant de bonne foi en parole de Roi, sous l'hipothèque & obligation de tous & chacuns nos biens, presens & à venir, avoir agreable, ferme & stable, tenir, entretenir, & accomplir tout ce qui par nosdits procureurs & ambassadeurs, & chacun d'eux, sera fait, dit, procuré, & negocié es choses susdites, posé ores que les cas requissent mandement plus special.* En tèmoin de ce, &c.

*Cet acte
est mutilé

Protestation du Procureur General du Roi, à la publication & verification des lettres de ratification faites par le Roi, des traitez de Madrid de 1525. & de Cambrai de 1529. Du 16. novembre 1529.

C E jour Maître François Rogier, Procureur General du Roi, en la Cour de ceans, après avoir vû les lettres patentes decernées par le Roi, adressans à ladite Cour, pour faire lire, publier, & enregistrer en icelles les lettres de ratification faites par ledit seigneur, des deux traitez de paix, le premier fait en la ville de Madrid, au diocèse de Toledo, le dimanche quatorzieme jour du mois de janvier, l'an 1526. pris à la nativité Nôtre Seigneur, selon le stile d'Espagne, 1525. selon le stile de France ; entre les ambassadeurs & procureurs de Madame Louise de Savoie, mere dudit seigneur, Duchesse d'Angoumois & d'Anjou, lors Regente en France, d'une part : & les commis & deputez de l'élû Empereur, comte de Flandre & d'Artois, d'autre. Et l'autre traité fait en la ville de Cambrai, le cinquieme jour d'aoust dernier passé, entre madite Dame, mere dudit seigneur, au nom, & comme procuratrice speciale & irrevocable, commise & deputée par ledit seigneur, d'une part : & Dame Marguerite d'Autriche, Duchesse douairiere de Savoie, tante dudit élu Empereur, & Gouvernante pour lui desdits comtez de Flandre & d'Artois, aussi pour & au nom, & comme procuratrice speciale & irrevocable, commise & deputée par ledit élu Empereur, son neveu, d'autre ; lesdites lettres de ratification ecrites en cahier de parchemin, faites & données en cette ville de Paris, datées du vingtieme jour d'octobre aussi dernier passé, signées, FRANÇOIS, & par le Roi, Robertet, & scellées du grand scel dudit seigneur, en cire verte à lacs de soie ; ensemble les lettres missives & patentes envoyées par icelui seigneur, adressantes audit Rogier, Procureur General, données en cetteditte ville de Paris, le huitieme jour de ce present mois, par lesquelles il lui donne pouvoir special pour comparoir en ladite Cour, au nom dudit Seigneur, & consentir l'enterinement desdites lettres, & ratification desdits traites, & le soumettre volontaire-

Autriche
1529.
16. nov.

ment à l'observance de toutes les choses contenues esdits traitez, & chacun d'iceux respectivement : & qu'en vertu dicelle volontaire soumission, ledit seigneur soit condamné par arrest & sentence définitive de ladite Cour, en bonne & convenable forme, ainsi qu'il est contenu esdits traitez, sans que ledit Rogier Procureur General, s'arête aux sermens qu'il pourroit avoir faits, de ne consentir, ni souffrir aucunes alienations du domaine & droits de la Couronne de France, a dit ; que suivant lesdites lettres patentes, & pour obeir aux commandemens reiteratifs dudit seigneur, attendu & considéré la qualité du tems, il est contraint assister à la lecture & publication desdites lettres de ratification, & de consentir l'enterinement d'icelles ; ensemble de faire, pour & au nom dudit seigneur, volontaire soumission, à ce que icelui seigneur soit condamné à l'observance de toutes les choses contenues esdits traitez, par arrest & sentence définitive de ladite Cour : toutefois il a protesté & proteste, que quelque lecture, publication, verification, approbation, enregistrement, enterinement, & expedition qui soit faite par ladite Cour, sur lesdites lettres de ratification desdits traitez de paix, & condamnation contre ledit seigneur, il ne puisse nuire ni prejudicier au Roi, ni au royaume, & que ce soit sans déroger aucunement aux droits dudit Seigneur, & de sa Couronne ; & que notwithstanding l'assistance, que ledit Rogier, Procureur General, fera à la lecture & publication desdites lettres de ratification, consentement, & l'enterinement d'icelles, & volontaire soumission, à ce que ledit seigneur soit condamné par arrest & jugement de ladite Cour, à l'observance du contenu esdits traitez ; il entend ci-après, & en tems oportun, débatre iceux traitez d'incivilité & nullité, si métier est ; & iceux, ensemble ce qui s'en ensuivra, faire casser & annuler comme nuls, frauduleux, faits sans cause, par force, violence, & contrainte faites par le vassal contre son souverain seigneur, & comme dérogeans entierement à la Loi Salique, & autres constitutions & droits de la Couronne de France, & contenant plusieurs obligations, renonciations, promesses, & autres faits & articles, que ledit seigneur n'eût jamais fait, passé, ni acordé, n'eût été lesdites force, violence, & contrainte, & pour parvenir au recouvrement & delivrance de Messigneurs ses enfans, étans pour lui en otage, & detenus captifs, & étroitement prisonniers, & plus rigoureusement que à tels Princes & personnes n'appartient, es mains dudit élu Empereur en ses pais d'Espagne, & pour autres causes & raisons, qui seront plus amplement par lui déduites, quand le tems s'y offrira, pour le bien du Roi, & du royaume. Fait en Parlement le seizieme novembre 1529. Collation faite. Signé, Du TILLET.

Bulle d'absolution pour le Roi François I. de ce que au prejudice de son serment de non aliener son domaine, il y avoit contrevenu par le traité de Cambrai de 1529. A Bologne le 29. novembre 1529.

CLEMENS Episcopus, servus servorum Dei, carissimo in Christo filio nostro Francisco Francorum, Regi Christianissimo, salutem & apostolicam benedictionem. Votis tuis, illis præsertim per quæ paci & quieti Christianæ Reipublicæ consulitur, libenter annuimus, eaque favoribus profequimur opportunis. Sanè pro parte tua nobis nuper exhibita petitio continebat, quòd licet aliàs majestas tua juraverit, res & bona ac jura à corona regni Franciæ nunquam alienare, dismembrare, aut separare, & ad id vinculo juramenti te adstrinxisti; quia tamen in civitate Cameracensi, die videlicet quinta mensis augusti præsentis anni, inter majestatem tuam, & carissimum in Christo filium nostrum Carolum, Romanorum & Hispaniarum Regem catholicum, in Imperatorem electum, sororium tuum carissimum, perpetuum fædus formatum percussusque fuit, in eoque nonnullæ hinc inde alienationes, sine quibus Respublica Christiana tranquilla esse non poterat, factæ fuerunt, visum fuit eidem majestati tuæ, pro publica salute, pace ac quiete, ac tranquillitate hujusmodi expedire, per te præstito juramento hujusmodi contravenire, volensque tuæ conscientiæ ac Christianæ Reipublicæ hujusmodi saluti providere, venerabilem fratrem nostrum Philibertum, Episcopum Eporediensem, * elemosinarium; & dilectum filium Nicolaum Raince, secretarium, tuos, & eorum quemlibet in solidum, absentes procuratores tuos, tanquam præsentis specialiter ad petendum à nobis absolutionem & relaxationem quorumcumque juramentorum de non alienandis nec dismembrandis aut separandis quibuscumque rebus ac juribus à corona regni Franciæ, hujusmodi per te eatenus præstitorum, necnon super hujusmodi absolutione & juramenti relaxatione literas necessarias etiam petendum, impetrandum, & expediendum. Quare idem Philibertus, Episcopus, ejusdem majestatis tuæ procuratorio nomine, facta prius nobis fide de sufficienti mandato, nobis humiliter supplicavit, ut majestatem tuam à juramenti violatione absolvere, ipsumque juramentum ac defectum validitatis alienationis bonorum & jurium à corona regni Franciæ factæ hujusmodi relaxare, aliàsque in præmissis opportunè providere, de benignitate apostolica dignaremur. Nos igitur attendentes ex hujusmodi alienatione totius Reipublicæ Christianæ paci consuli, hujusmodi supplicationibus inclinati, majestatem tuam à juramenti violatione, auctoritate apostolicâ, tenore præsentium absolvimus, ac juramentum, seu juramenta aliàs per te de non alienandis bonis aut juribus coronæ regni Franciæ hujusmodi ad effectum prædictum, ex certa scientia nostra, ac potestatis plenitudine, relaxamus, ac alienationem bonorum & jurium coronæ regni Franciæ factam hujusmodi valuisse, ac valere, ac inviolabiliter observari debere decernimus, non obstantibus præmissis, ac constitutionibus & ordinationibus dicti regni, & illius Parlamentorum, confirmatione apostolicâ, vel quavis firmitate alia roboratis, necnon privilegiis & indultis, ac literis apostolicis dicto regno

*Le Pape.
1529.
29. nov.*

* L'E-
vêque d'I-
vrée en
Piémont.

Aaa ij

forſan conceſſis ; quibus illorum tenores præſentibus pro expreſſis habentes, illis aliàs in ſuo robore permanſuris , hac vice dumraxat ſpecialiter & expreſſè derogamus, cæteriſque contrariis quibuſcumque. Nulli ergo omnino hominibus liceat hanc paginam noſtræ abſolutionis, relaxationis , decreti, & derogationis infringere, vel ei auſu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præſumpſerit, indignationem omnipotentis Dei, & beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum ejus, ſe noverit incurſum. Datum Bononiæ, anno incarnationis dominicæ 1529. viceſima-nona novembris, III. Kal. decembris, Pontificatûs noſtri anno ſeptimo, ſub plumbo. Signé ſur le repli *B. Morra*, & au dos, Regiſtrata in Cancellaria Apoſtolica. *De Ceſſis.*

Bulle du Pape Clement VII. confirmant le traité de Cambrai du cinquieme auuſt 1529. obligeant l'Empercur Charles V. & le Roi François I. de l'objerver ſur de grandes peines, & les diſpenſes du ſerment qu'ils peuvent avoir fait de non aliener leur domaine. A Boulogne le 16. mars 1529.

*Le Pape.
1529.
16. mare.*

CLEMENS Episcopos, ſervus ſervorum Dei , ad futuram rei memoriam. Quum rerum conditor & moderator Deus , qui ineffabili providentiâ ſûpera inferaque gubernat, Romano Pontifici ſui gregis curam demandaverit, ejusque auctoritatem per univerſum terrarum orbem inconcuſſam eſſe voluerit, & ſacroſanctam, ut tanquam ſummus ſpeculator domus Iſraël, & Dominicæ turris excubator catholicos Principes, univerſoſque veræ pietatis cultores ad pacem & unionem evocaret, qua nihil ad piè juſteque vivendum, neque majus neque conducibilis eſſe poteſt, noſtri muneris atque officii eſſe ducimus omnibus curis & vigiliis incumbere, ut catholici Principes ad pacem ingenium mentemque convertant, honeſtam, ſalutaremque pacem appetant, expoſcant , celebrent, in eiſque vigeat perpetuus amor pacis, & civilis cura concordiz, nec ampliùs odiis & ſimulacribus, ſed amore invicem, gratia & beneficiis contendant, fideique noſtræ præſidia, mutua perpetuæque voluntate, benevolentia, neceſſitudine ſocietateque muniant. Sic Apoſtolicæ Sedis dignitas illæſa illibataque ſervabitur; ſic ipſi Reges & Principes in ſuavitate & dulcedine pacis conqueſcent; ſic populi eis ſubjecti in pulcritudine pacis & fiduciæ tabernaculis ledebunt. In ſola pace ſua eſt omnis noſtra ſalus & incolumitas, quàm Chriſtus de cælo ſecum attulit, ut eam inter homines conciliaret, & iis quos pretioſiſſimo cruore redemit, velut hæreditario jure reliquit. Hæc Chriſti gregem luporum dentibus undique laniatum in tuto locabit; hæc pientiffimæ religionis ſtatum, tot tempeſtatibus exagitatum, ad quietis portum reducet; hæc denique malorum extirpatrix, bonorumque inventrix, omnes Chriſtianæ Reipublicæ partes ægras quidem, & penè examines, ad vitam, ad ſpiritum, ad integritatem reſtituet. Et idcirco quæ pro tam utili & ſalubri pace inveniunda & ſtabilienda, per catholicos Reges & Principes providè geſta & conſtituta fuiſſe comperimus, libenter, cum id à nobis expoſcitur, apoſtolico munimine roboramus. Sanè petitio nomine cariffimorum in Chriſto filiorum noſtrorum, Caroli Romano-

tum & Hispanorum catolici, in Imperatorem electi, & Francisci Christianissimi Francorum, Regum, nobis nuper exhibita continebat, quemadmodum dilectæ in Christo filiz nobiles mulieres Margareta, Archiducissa Austriæ, Carolique amita, & Ludovica Ducissa Engolismensis, genitrix Francisci, eorumdem Regum procuratrices, speciali atque pleno ad hæc peragenda mandato suffulz, sinceram, firmam, & perpetuam pacem certis legibus & capitulis inierint & firmaverint, per quam cautum est, ut Nos, & Sancta Sedes Apostolica, tanquam hujus concordiz & pacificationis autores in eadem pace imprimis comprehenderemur; illudque adjicientes, ut præfati Carolus & Franciscus Reges quamprimum commodè fieri posset, literas, quas ratificationis vocant, ultro citroque exhiberent, & solemnij juramento, ac sacrorum attestatione, mutuo promitterent, se singula, quæ tam in hac pace, quam in altera superioris anni in oppido Madrid invicem inita, inviolabiliter observaturos, cum hac tamen exceptione, nisi quæ ex pace illa madritensi immutata, variata, innovatave fuerint, ea enim pro sublatis & revocatis haberi voluerunt; utque tam pia & salutaris pax, ad totius Christianæ Reipublicæ commodum & dignitatem redundans, arctioribus vinculis stringeretur, se omnibus diris & execrationibus, ac censuris ecclesiasticis subjecerunt, omni potestate eos cogendi & coarctandi, & si quid in contrarium tentaverint, à Christi fidelium, sacrorumque commercio excludendi, judicibus, qui nostrâ autoritate magistratibus funguntur, tradita & concessa, ut in capitulis super ea pace confectis & conscriptis planè expresseque continetur: quibus etiam cautum est, ut Reges ipsi aliqua bona & dominia patrimonij regnorum suorum contra eorum juramentum alienare, & juramentorum suorum relaxationem à nobis petere teulerentur. Quapropter eorumdem Regum procuratores, ad subiciendum eisdem Reges censuris ecclesiasticis in eventum contraventionis, ab eis speciale mandatum habentes, nomine ipsorum Regum humiliter supplicari fecerunt, ut huic ipsi paci omne firmitatis robor & stabilimentum autoritate apostolicâ impartiremur, eamque præsidio ecclesiasticarum censurarum muniremus; insuper juramenta, ab eisdem Regibus de bonis ad patrimonium regnorum suorum spectantibus, non alienandis, iis præsertim, quæ in dictis capitulis continentur, relaxare, eosque ab hujusmodi juramentorum absolvere & liberare, de benignitate apostolica dignaremur. Nos intuentes illum tandem illuxisse diem, tot nostris votis, supplicationibus, ac precibus à Deo optimo maximoque petitur, quo duo ii supremi Reges, quorum præsidio Christiana Respublica nititur, amicitia, societate, affinitateque sese conjunxerint, & ad intemeratæ fidei tutelam, excidiumque Infidelium unà conspirarent, præ gaudio lacrimis obortis vix hæc pacis capita legentes animum expleere potuimus, ad singula penè verba meritis Deo totius unitatis auctori gratias agentes, quòd ad tam sanctum & religiosum opus animos eorumdem Regum moverit, & suo cœlesti afflatu inspirarit. Hujusmodi igitur supplicationibus inclinati, quodlibet jusjurandum ab ipsis regibus super alienatione bonorum dominiorumque regalium non facienda præstitum, pro efficacia stabilitateque hujus pacis comparanda relaxamus, eosque ab hujusmodi observantia solvimus ac liberamus; necnon capita fœderis & concordiz cum omnibus obligationibus, promissionibus, ac censurarum susceptione, singula denique in literis patentibus & mandatis per eisdem principes procuratoribus suis datis contenta, quæque ex iis ipsis

secuta derivataque fuerint, auctoritate apostolicâ, tenore præsentium, approbamus & confirmamus, ac præsentis scripti patrocinio communimus, suppletes omnes & singulos defectus juris & facti, si qui forsan intervernerint in eisdem; ac mandantes illa omnia juxta literarum patentium & mandatorum tenorem, sub excommunicationis latæ sententiæ pœna, per eosdem Reges firmiter observari, ipsamque excommunicationis sententiam contra hujus amicitie & pacis ruptorem, ipsamque violatorem, ruptoresve & violatores, ex nunc, prout ex tunc, in contravenientem & non parentem, totiens quotiens contraventum fuerit, in his scriptis promulgamus & fulminamus, ita ut quilibet ex iis regibus contra fecerit, excommunicationis sententiam hujusmodi eo ipso incurrisse etiam declaramus, quam à nobis in contravenientem promulgari & fulminari petierunt, illamque per nos promulgatam sponte acceptarunt, & illi se sponte per eorum procuratores, ad hoc ab eis specialiter constitutos, quorum nomina & mandata illorumque tenores, ac de verbo ad verbum inserti forent præsentibus, haberi volumus pro expressis submiserunt, & excommunicationis sententiam, ac alias censuras & pœnas per nos aggravari, ac iteratis vicibus reagravari voluerunt & petierunt. Et propterea illum ex eis, qui paci & concordie hujusmodi contravenerit, sic per nos excommunicatum & aliis censuris ligatum fore declaramus, ac contra eum sententiam excommunicationis, & alias pœnas & censuras hujusmodi in eventum contraventionis iteratis vicibus aggravamus, & contra eum brachium seculare etiam relaxamus, non obstantibus constitutionibus & ordinationibus apostolicis ac privilegiis, indultis, & literis apostolicis, eisdem regibus forsan concessis, quibus inter alia caveri dicitur, quod Reges ipsi excommunicari vel interdici non possint; quibus illorum tenores præsentibus pro sufficienter expressis & insertis habentes, illis aliis in suo robore permanens, hac vice dumtaxat specialiter & expressè derogamus, exterisque contrariis quibuscumque. Tenor autem literarum pacis ac fœderis & mandatorum sequitur, & est talis.

Au nom & louange de Dieu le Createur, de la glorieuse Vierge Marie, & de la Cour celeste, à tous presens & à venir. Soit notoire & manifeste que tres-hautes & excellentes Princesses Dame Marguerite, Archiduchesse, &c.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostram relaxationis, solutionis, liberationis, approbationis, confirmationis, communionis, supplementationis, mandati, promulgationis, declarationis, voluntatis, aggravationis, & derogationis infringere, vel ei ausu temerario contrahere. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei, ac beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Bononiæ, anno incarnationis dominicæ 1529. decimo-septimo Kal. aprilis, Pontificatus nostri septimo. Signé *Hen. de Busayo*. Scellé avec plomb avec un lacs de soie. *Et audas est écrit*, Registrata in Cancellaria Apostolica. *De Attemaniis*.

ARTICLES ACORDEZ ENTRE ANNE DE MONTMORENCI,
*Maréchal de France, Commissaire du Roi François I. & le Con-
 nétable de Castille, Commissaire de l'Empereur Charles V. pour la
 délivrance des Enfans de France, conformément au traité de Cambrai,*
 du 5. aoust 1529. Du 26. mai 1530.

COMME par le traité de paix, alliance, & confederation, fait en la Autriche
1530.
26. mai
 cité de Cambrai, le cinquieme jour d'aoust dernier passé, entre tres-
 hauts, tres-excellens, & tres-puissans Princes, Charles, par la divine
 clemence Empereur des Romains, Roi de Castille, &c. Et François, premier
 de ce nom, par la grace de Dieu Roi de France Tres-Chretien; soit entre au-
 tres choses dit, convenu, & acordé, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien,
 pour bien de paix, & retirer Messieurs les Dauphin, & Duc d'Orleans, ses
 enfans, étans pour lui en otage es mains dudit seigneur Empereur, baillera à
 icelui seigneur Empereur la somme de deux millions d'écus d'or au soleil, en
 écus, terres, obligations, & joiaux, selon qu'il est plus amplement déclaré
 audit traité de paix; & que au même instant seront aussi réellement & de
 fait delivrez lesdits seigneurs Dauphin, & Duc d'Orleans, entre les mains des
 commissaires deputez par ledit seigneur Roi Tres-Chretien; & que lesdits
 paiement & delivrance se feroient en dedans le premier jour de mars dernier
 passé, ou plutôt si faire se pouvoit, & en la forme & maniere qu'il seroit
 avisé par les deputez desdits seigneurs Empereur, & Roi: pour faire laquelle
 delivrance desdits seigneurs Dauphin, & Duc d'Orleans, ledit seigneur Empe-
 reur ait par ses lettres patentes, ordonné, commis & député ses procureurs
 speciaux, illustre & puissant seigneur *Don Pedro Fernandez de Velasco*,
 Duc de Frias, Connétable de Castille; & Messire Louis de Flandres, seigneur
 de Pract, Conseiller d'Etat, & Chambellan ordinaire dudit seigneur Empereur.
 Et pour recevoir iceux seigneurs Dauphin, & Duc d'Orleans, & satisfaire à ce
 que ledit seigneur est tenu par ledit traité, icelui seigneur Roi ait aussi par ses
 lettres patentes commis, ordonné, & député son procureur special, illustre
 seigneur Messire Anne de Montmorenci, Grand-maître & Maréchal de France,
 & Chevalier de l'Ordre; lesquels commis après avoir pour aucunes bonnes
 considerations, & de commun consentement prolongé le jour que dessus pris
 pour lesdits paiement & delivrance, par diverses fois, & la dernière jusques au
 quinziesme jour de juin prochain, ce jourd'hui date de certes, ont traité, con-
 venu, & acordé, des lieu, ordre, forme, & maniere d'icelle delivrance, selon
 que 'ensuit.

Premierement, que tous hommes d'armes d'ordonnance, & autres gens de
 guerre à cheval, de quelque qualité qu'ils soient, tant d'un côté que d'autre,
 se retireront dix lieues en arriere du lieu où se fera ladite delivrance, sans que
 en aucune maniere ils puissent aprocher ledit lieu de dix jours avant, ni dix
 jours après que ladite delivrance se fera.

Item. Que le jour que se fera ladite delivrance, nuls gentilshommes de la

maison du Roi Tres-Christien, ni autres, ne passeront, ni viendront au deça de la ville de Baïonne, plutôt, & jusques à ce que Messieurs les Daupin, & Duc d'Orleans, soient arivez à S. Jean de Luz, sauf ceux qui ci après seront declarez.

Item. Qu'il ne se fera d'une part ni d'autre à la frontiere, ni à dix lieux du lieu où se fera ladite delivrance, aucune assemblée de gens de pied à soldé, ni d'aucune autre maniere, sauf sept-cens hommes de pied, lesquels se mettront selon que ci après sera dit, & tous gens de guerre, qui sont en garnison à Fontarabie, & à Irun, se retireront desdits lieux, sinon ceux qui sont pour la garde du château de Fontarabie, qui sont cinquante hommes.

Item. Que le jour de la delivrance ne se pourra faire aucune assemblée de gens du pais, d'hommes ni femmes, au lieu de ladite delivrance, ni à trois lieux d'icelui.

Item. Que douze jours avant que se fera ladite delivrance, & jusques à ce qu'elle sera faite, lesdits sieurs Connétable, & de Praet, enverront douze personages en France, qui pourront entrer jusques à dix lieux dedans le pais, pour regarder s'il y aura aucune assemblée de gens, ou apparence d'aucune chose contraire à cette presente capitulation; & le pareil pourra faire en Espagne Monsieur le Grand-maître. Auxquels gentilshommes sera respectivement baillé par lesdits seigneurs Connétable, de Praet, & Grand-maître, quelques personages pour les conduire à l'effet de leurs charges, en tels endroits que lesdits gentilshommes voudront en dedans lesdites lieux.

Item. Que Monsieur le Grand-maître pourra faire visiter ceux de la garnison du château de Vervie, lesquels ne pourront excéder le nombre de vingt hommes.

Item. Afin que lesdits seigneurs Princes puissent mieux passer en France, & qu'on puisse recevoir l'argent, la fleur-de-lis*, & les écritures en un même instant, se mettra un ponton sur l'eau, en tel endroit que sera avisé, lequel ponton sera de quarante pieds de long, & quinze de large, bien ancré d'ancres fort gros, planché par enhaut, & par le milieu du travers dudit ponton, se fera une barriere serrée & close d'ais bien cloiez jusques sur ledit plancher, qui prenne tout ledit travers de l'un des bouts dudit ponton jusques à l'autre, laquelle barriere sera haute de quatre pieds; par un côté d'icelle passeront les gentilshommes Espagnols, & par l'autre les François.

Item. Deux heures avant que lesdits Princes, deniers, fleur-de-lis, & écritures, s'embarqueront, iront deux gentilshommes, un Espagnol, & l'autre François, lesquels visiteront ledit ponton haut & bas, & demeureront en icelui jusques à ce que lesdits seigneurs Connétable, & Grand-maître soient deslus ledit ponton; & lesdits deux gentilshommes seront les premiers qui passeront en un instant, l'Espagnol en la gabarre de l'argent; & le François en celle desdits Princes.

Item. Les deux gabarres, que ledit seigneur Grand-maître a fait venir de Baïonne devant ledit Fontarabie, serviront pour faire ladite delivrance: & choisiront iceux seigneurs Connétable, & de Praet, l'une, pour mettre lesdits Princes; & ledit seigneur Grand-maître retiendra l'autre, pour conduire l'argent,

&

* C'étoit une fleur de-lis de pierres, que le Duc de Bourgogne Philippe le Bon avoit engagée au Roi d'Angleterre, & que François I. étoit obligé de racheter. Comines dit, qu'Edouard IV. portoit cette fleur de-lis sur une toque de velours noir, lorsqu'il vint trouver Louis XI. à Pequigny.

& celle que iceux seigneurs Connétable, & de Praet, auront choisie pour iceux Princes, demeurera du côté d'Andaie; & l'autre devant Fontarabie, jusques au jour que se fera la delivrance; que lors elles seront visitées par con mis d'une part & d'autre, & remenées chacune où elles devront être chargées.

Item. Afin qu'il n'y ait avantage esdites gabarres, & que l'une ne soit plus legere que l'autre, celle où entreront Messieurs les Dauphin, & Duc d'Orleans, sera chargée d'autant pesant de fer, que peseront les coffres où seront les deniers, fleur-de-lis, & ecritures; lesquels coffres lesdits seigneur Connétable, & de Praet, enverront peser si bon leur semble, afin d'en faire le poids de fer semblable: & se mettra ledit fer au fond de ladite cabane, & par-dessus icelui se fera un plancher d'ais bien cloüez: & poura ledit seigneur Grand-maître envoir voir peser ledit fer, pour savoir s'il sera de semblable poids ausdits coffres.

Item. Avant que lesdits Princes & deniers s'embarquent, aura autres deux gabarres semblables l'une à l'autre, l'une desquelles aura six gentilshommes, & quatre rameurs Espagnols, & avec eux deux gentilshommes François; & en l'autre aussi y aura six gentilshommes, & quatre rameurs François, & avec eux deux gentilshommes Espagnols, lesquels gentilshommes ne porteront sinon épée & poignard, & lesdits rameurs ne porteront nulles armes, & passeront d'un côté & d'autre, pour visiter & chercher, si lesdits seigneurs Connétable, & de Praet, & Grand-maître, & gentilshommes, rameurs, & mariniers, qui seront sur lesdites gabarres, n'auront autres armes ou bâtons, offensives ni défensives, que celles ci-après déclarées; & visiter & savoir, si toutes autres choses seront dressées, & se regleront selon cette presente capitulation, afin d'en aviser chacun sa partie.

Item. Que ledit seigneur Grand-maître se trouvera sur le bord de la riviere, acompagné de deux-cens hommes à cheval, & des sept-cens hommes à pied, ci-dessus declarez, tant seulement, sans toutefois les faire aprocher de l'eau de plus près que la maisonnette, qui est du côté de France, apellée, *Oudarater*, auprès de laquelle ledit seigneur Grand-maître retiendra cent chevaux, & quatre-cens hommes de pied, & repartira le surplus desdits gens de cheval & de pied, du côté de France, où bon lui semblera. Et lesdits seigneurs Connétable, & de Praet, auront aussi autant de gens de cheval & de pied, du côté d'Espagne, dont ils retiendront semblablement cent chevaux, & quatre-cens hommes de pied, sur l'avenue à l'endroit du lieu, où ils s'embarqueront; & le surplus repartiront dudit côté d'Espagne comme bon leur semblera, sans aprocher plus près de ladite eau, que les François.

Item. Que les muletiers, qui seront avec les mulets qui apporteront les deniers, pourront venir jusques au bord de l'eau, pour les mettre en la gabarre, sur laquelle ils se devront passer, & avec chacun mulet pourront venir quatre hommes de pied François, sans aucunes armes offensives ni défensives, pour aider à conduire, charger, & décharger lesdits mulets: & pareillement pourront venir avec chacun desdits mulets, deux hommes Espagnols, que Alvaro de Lugo nommera, sans aucunes armes.

Item. Comme lesdits muletiers François pourront venir au bord de l'eau, pour

mettre en la gabarre lesdits deniers, pareillement pourront être au bord de l'eau du côté d'Espagne, la moitié d'autant d'autres mulietiers sans armes, pour tirer lesdits coffres de ladite gabarre, & l'échanger incontinent qu'ils seront passez pour les emmener si bon leur semble.

Item. Que avec lesdits coffres, où seront lesdits deniers, & en compagnie dudit seigneur Grand-maître, viendra toujours ledit Alvaro de Lugo, & quinze hommes de cheval, ou de pied, Espagnols. tels qu'il nommera, qui seront preffens à voir charger & décharger lesdits coffres des mulets, & en quelque part où l'on déchargera lesdits coffres, ils seront mis en une chambre bonne & convenable, où ledit Alvaro de Lugo logera & couchera, lequel aura avec lui en sadite chambre, pour la garde desdits coffres, jusques à six personnes, tels qu'il choisira des quinze dessusdits : & sur eux, & au dehors de ladite chambre, le seigneur Grand-maître mettra telle garde qu'il voudra, & pourra envoyer du côté de Fontarabie autre quinze hommes, si bon lui semble, à semblable effect.

Item. Ledit Alvaro de Lugo sera present, & aussi lesdits quinze personnes qu'il aura avec lui, à voir mettre lesdits coffres où seront lesdits deniers, fleur-de-lis, & ecritures, en la gabarre, & avant que de les mettre en ladite gabarre, si icelui Alvaro a quelque suspicion d'aucuns desdits coffres, il les pourra faire ouvrir en presence dudit seigneur Grand-maître pour les visiter ; & s'il trouve quelque faute, icelui seigneur Grand-maître la fera reparer.

Item. En ladite gabarre desdits seigneurs Connétable, & de Praet, seront Messieurs seigneurs les Daufin, & Duc d'Orleans, & le seigneur de Boissac, & y aura aussi douze gentilshommes espagnols, y compris lesdits seigneurs Connétable & de Praet ; & en icelle de Monseigneur le Grand-maître, seront les deniers, fleur-de-lis, ecritures, Alvaro de Lugo, & deux pages, tels que lesdits seigneurs Connétable, & de Praet, nommeront, de semblable taille & âge, peu plus ou moins, de Messieurs seigneurs les Daufin, & Duc d'Orleans, aussi douze gentilshommes François, y compté & compris ledit seigneur Grand-maître. Et pourront les gentilshommes susdits, tant d'un côté que d'autre, porter épée & poignard de pareille longueur, peu plus ou moins : & lesdits seigneurs Daufin, & Duc d'Orleans, & deux pages, pourront porter poignard tant seulement : & en chacune desdites gabarres y aura douze mariniers rameurs, & un pour la gouverner & guider, & nulles autres personnes que les susdits ne pourront être en icelles gabarres, sauf que s'il est de besoin de plus grand nombre de rameurs, l'on les y pourra ajouter, gardant l'égalité.

Item. Ledit seigneur Grand-maître s'embarquera, pour aller au ponton du côté de France, là où le seigneur de Saint-Pey a mis une enseigne, par charge d'icelui seigneur Grand-maître, joignant l'eau, au bas de ladite maison apellée *Ondaraler*.

Item. Lesdits rameurs, ni les gouverneurs desdites gabarres, n'auront nulles armes, fors seulement les rames, lesquelles seront semblables, tant en longueur, largeur, que grosseur, & seront mesurées & visitées par les six gentilshommes dessusdits, qui seront ordonnez, pour aller d'une part & d'autre faire lesdites visitations..

Item. Lesdites gabarres desdits seigneurs Princes, & deniers, aborderont ledit ponton en un même tems & instant, & icelui abordé, lesdits seigneurs Connétable, & Grand-maître, monteront les premiers sur icelui ponton, & se mettront & tiendront, à savoir icelui seigneur Connétable, de la part de la barriere, par laquelle devront passer les gentilshommes espagnols; & ledit Grand-maître de l'autre part de la barriere, où devront passer les gentilshommes françois, pour faire charger lesdits gentilshommes, & aussi les rameurs & conducteurs desdites gabarres; lesquels gentilshommes, rameurs, & conducteurs, ne monteront sur ledit ponton sans être appelez; & appellera ledit seigneur Connétable les Espagnols l'un après l'autre; & ledit seigneur Grand-maître les François; & entreranno les uns & les autres, selon qu'ils seront appelez sur ledit ponton; c'est à savoir, deux gentilshommes & deux rameurs de chacun côté passeront par dessus icelui ponton, & entreranno esdites gabarres; les Espagnols en la gabarre, où seront les deniers; & les François en celle, où seront les Princes: & se fera le tout en même égal tems & instant, sans que l'un se hâte plus que l'autre.

Item. Nul n'approchera de l'eau pendant que ladite delivrance se fera, fors seulement les gentilshommes, rameurs, conducteurs des gabarres, & muleiers desdits.

Item. Comme lesdites gabarres seront arrivées au ponton, & arêtées le long d'icelui, comme il sera acordé, tous les gentilshommes, qui seront dessus, se mettront en un bout de chacune d'icelles, de maniere que l'endroit de la gabarre, par où devront entrer les gentilshommes qui se chargeront, demeure vuide, & puissent entrer iceux gentilshommes, sans se mêler les uns avec les autres.

Item. Aura un galion auquel ira quatre gentilshommes espagnols, & un autre où iront quatre gentilshommes françois, & chacun d'eux aura autant de mariniers l'un que l'autre; & le galion espagnol se pourra mettre en la mer devant S. Jean de Luz; & celui de France devant le passage, allant & venant en tels endroits qu'ils voudront, afin que lesdits gentilshommes, qui seront sur lesd. galions, regardent s'il y aura sur ladite mer aucune flotte ou assemblée de navires, qui puissent nuire à l'effet de ladite delivrance, & choses qui en dépendent; & que chacun desdits gentilshommes puisse donner avis à sa partie de ce qu'il trouvera.

Item. Que toute l'artillerie, qui est à Fontarabie, du côté de l'eau où se fera ladite delivrance, se mettra de l'autre côté en une maison, ou en deux, ou en autre lieu où il sera avisé, desorte qu'elle ne puisse porter aucune nuisance au passage de ladite eau, & delivrance desdits. & à toute heure deux gentilshommes, qui seront ordonnez de par Monditseigneur le Grand-maître, pour être audit Fontarabie, avertiront Monditseigneur le Grand-maître si l'artillerie sera au lieu qu'il aura été avisé. Et aussi icelui seigneur ne pourra faire amener avec lui aucune artillerie autre que hacquebuttes & hacquebuzes à mains, dont gens de pied usent aux guerres; & pour sur ce avoir égard, lesdits Connétable, & de Praet, auront autres deux gentilshommes en leur compagnie.

Item. Pour être le poids que porteront lesdites gabarres si grand, se fera ladite

B b b ij

delivrance en tems de pleine mer , & au jour & heure que l'eau fera plus haute; & viendra ledit seigneur Grand-maître de si bonne heure ledit jour, que se devra faire ladite delivrance, que les coffres, où seront l'or, la fleur-de-lis, & lettrages, soient embarquez, & mis en la gabarre pour le moins demie heure devant que la mer marée soit pleine, afin que incontinent ladite delivrance se puisse effectuer; & si les uns ou les autres tardent d'entrer en la gabarre à l'heure qui sera déterminée, sera différée la delivrance jusques à un autre jour.

Item. Que en aucun endroit de Fontarabie, ni és boulevards d'icelle, ni és environs, n'y aura aucun vaisseau que l'on puisse mettre sur l'eau, ni pareillement n'y en aura aucun en Andaie, ni tout au long de la lisiere de France, autre que ceux qui devront servir; & y aura deux barques qui iront & viendront tout le long de la riviere, en chacune desquelles y aura quatre gentilshommes, & quatre mariniens, la moitié espagnols, & l'autre moitié françois, pour visiter ladite riviere, & voir ce que on fera.

Item. La Reine sera dans une gabarre à part, accompagnée des Dames & Damoiselles qu'il lui plaira, jusques au nombre de six; dedans laquelle gabarre entrera huit gentilshommes espagnols, & autant de françois, & douze rameurs, autant espagnols que françois, & partira icelle gabarre au même instant que partira celle, qui portera lesdits seigneurs Daupin, & Duc d'Orleans, & s'approchera du ponton, & durant le tems que se fera l'échange temporisera auprès dudit ponton; & ce fait tirera droit au bord de l'eau du côté de France, pour arriver aux mêmes lieu & heure, que arrivera la gabarre desdits seigneurs Daupin, & Duc d'Orleans: & ira Monsieur le Cardinal de Tournay à Fontarabie, accompagné desdits gentilshommes François, qui devront passer avec ladite Reine, pour lui faire la reverence, & la recevoir & accompagner en ladite gabarre, où pourra entrer pour garder égalité, un Prelat d'Espagne, aussi accompagné des gentilshommes espagnols, qui devront passer avec la Reine, & auront lesdits Prelats chacun un serviteur; laquelle gabarre sera gouvernée & conduite par un gouverneur espagnol, jusques à tant que ledit échange sera fait, & après icelui être fait, sera gouvernée par un gouverneur françois. Et s'en retourneront à Baïonne trois jours devant que ladite Reine parte de Victoire, & lesdits seigneurs Daupin, & Duc d'Orleans, de *la Puebla de Argenton*, le Vicomte de Turenne, & les François & Françaises qui sont avec lui, avec la Reine, & avec lesdits Princes, excepté seulement Monsieur & Madame de Brillac, & leurs serviteurs jusques au nombre de douze personnes.

Ainsi accordé, arrêté, & conclu par & entre lesdits seigneurs Connétable, de Tract; & Grand-maître, le 26. jour de mai, l'an 1539.

TRAITE ENTRE LE ROI FRANCOIS I. ET HENRI VIII.
 Roi d'Angleterre, à Hamptoncourt le 18. octobre 1530.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam præsentis literæ pervenerint, salutem. Norum facimus, quòd nos Thomas, Comes de Wiltshire & Ormond, privati sigilli invictissimi & potentissimi principis, & domini nostri Henrici VIII. Dei gratiâ Angliæ & Franciæ Regis, Fidei defensoris, ac domini Hiberniæ, custos, ab eodem invictissimo principe, & domino nostro, commissarius, procurator, & deputatus, & ad infra scripta tractandum, paciscendum, conveniendum, & concludendum, sufficiens mandatum, potestatem, & auctoritatem habentes, cum magnifico viro domino Joanne Joachimo de Passano, domino de Vaux, illustrissimi & potentissimi principis Francisci, Dei gratia Francorum Regis Christianissimi, oratore, procuratore, & deputato sufficienter autorisato, de & super infra specificatis, communicavimus, tractavimus, convenimus, concordavimus, & conclusimus, prout sequitur.

Angleter.
 15. o.
 18. octob.

Imprimis, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd per præsentem tractatum, conventionem, sive conclusionem, non videatur aliquo modo recessum à prioribus pactis, atque conventionibus, nisi quatenus in præsentì expresse conveniatur, & quæ hic conveniuntur plenè ac bona fide fuerint hinc inde observata, ita quòd ex præsentì capitulatione nulla innovationis exceptio colligatur, aut aliqua materia allegationis competat, quæ antehac conventionum observationem posterum impediat aliter, quàm verba istius conventionis planè & aperte permittunt.

Item. Cum in tractatu pacis perpetuæ confecta de data die mensis ann. 1527. inter cætera conventum sit, quòd Christianissimus Rex, hæredes, & successores sui, præfato invictissimo Angliæ Regi, durante vita sua naturali, quam Deus longavam esse concedat, tradat seu tradi faciat in loco vocato *Brouage*, singulis annis eam quantitatem salis nigri, quæ bona fide æstimatur, valeat quindecim mille aureos, seu coronas, unoquoque aureo valente, & æstimato 35 solidis turonensibus, in cujus quantitatis solutione per tres annos elapsos, & in mense augusti ultimo præteriti finitis & terminatis, sine tamen culpa & causa Christianissimi Regis cessatum, cujus salis æstimatio, qui his tribus annis solvi debuisset, ad rationem prædictam æstimati, valor ascendit ad summam quadraginta millium novemcentum viginti unius aureorum de sole, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd pro & nomine arreariorum hujusmodi salis pro triennio jam elapso & finito debiti, facta commutatione in nummariam præstationem, & congrua commoditatis utriusque partis habita ratione, prædictus Christianissimus Rex solvet, seu solvi faciet, præfato invictissimo Angliæ Regi, hæredibus, & successoribus, suis summam triginta nullum aureorum de sole in coronis auri de sole, nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque corona auri de sole valente & æstimata in pecunia gallica 40. sol. turonensibus, loco, modo, terminis, & forma sequentibus. Videlicet i. die maii proxime sequentis, qui erit in anno 1531. in villa sive oppido Calesii, septem mille-

Bbb iij

& 500. aureos de sole in coronis auri de sole, ut præfertur. Et 1. die novembris, ex tunc proximè sequentis, qui erit in anno 1531. in prædicta villa, sive oppido Calcfii, septem mille & 500. aureos de sole. Et 1. die maii ex tunc proximè sequentis, qui erit in anno 1532. in præfata villa, sive oppido Calcfii, septem mille & 500. aureos de sole; & 1. die novembris ex tunc proximè sequentis, qui erit in anno 1532. in præfata villa, sive oppido Calcfii, septem mille & 500. aureos de sole, pro complemento prædictarum triginta millium coronarum auri de sole.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd facta solutione arreariorum prædicti salis nomine debitorum, modo quo præfertur, videatur tunc dicto tractatui perpetuæ pacis in salis præstatione utque ad datam præsentium plenè & integrè satisfactum, cessante omni allegatione, aut exceptione, quòd juxta formam tractatus non fuerit sal datus, nec integra æstimatione in eodem pacta, & conventa.

Item. Ulteriùs conventum, concordatum, & conclusum est, quòd deinceps durante vita naturali dicti invictissimi Angliæ Regis, præfatus Christianissimus Rex, hæredes, & successores sui, solvent, seu solvi facient eidem, pro, & nomine dicti salis ex præfato tractatu perpetuæ pacis debiti, singulis annis summam decem mille coronarum auri de sole in coronis auri de sole boni & justii ponderis, puritatis, & valoris, nunc cursum habentibus in Francia, unaquaque corona de sole valente & æstimata in pecunia gallica 40. solid. turon. in oppido sive villa Calcfii, ad duos anni terminos; videlicet 1. die maii, & novembris, per æquales portiones, & sic deinceps. Ita quòd pro anno jam futuro solutio incipiat primo die maii proximè sequentis, deinceps primo die novembris, ex tunc proximè sequentis secunda solutio; & sic singulis annis ad duos terminos, ut præfertur, decem millia aureorum de sole, durante vita naturali præfati invictissimi Angliæ Regis. Quæ quidem solutio decem millium coronarum auri singulis annis facta perindè valebit ad dicti tractatus perpetuæ pacis, quoad salis præstationem pertinet; plenam observationem, ac si sal secundum formam tractatus singulis annis datus ac solutus fuisset. Et quòd præfato Christianissimo Rege, hæredibus, & successoribus suis, hanc præsentem conventionem videlicet, ut pecuniæ summa prædicta loco salis solvatur, observantibus, non licebit præfato invictissimo Angliæ regi, vigore tractatus perpetuæ pacis antedicti salem petere, aut vendicare.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd præfatus tractatus, sive capitulatio, ratificabitur, & confirmabitur per principes antedictos intra duos menses à data præsentium, & manu eorum subscriptus, & sigillis eorum respectivè sigillatus invicem tradetur, & deliberabitur realiter, & cum effectu.

TRAITE' ENTRE LE ROI FRANCOIS I. ET HENRI VIII.
 Roi d'Angleterre, par lequel ils confirment les precedens traiteꝝ de paix
 & de confederation faits entre eux. A Londres le vint-troisieme
 juin 1532.

DE I optimi maximi numine invocato, universis & singulis ad quorum manus præsentès pervenerint, notum sit, quòd nos Thomas, Comes de Wiltshire & Ormond, Vicecomes Rochefordiz, ac custos privati sigilli, serenissimi ac potentissimi Principis Henrici octavi, Dei gratià Angliæ Regis, Fidei defensoris, & domini Hiberniæ; Eduardus Fox, ejusdem serenissimi Regis magnus eleemosinarius; & Agidius de la Pommerais, Eques, æconomus ordinarius & consiliarius Christianissimi Regis Francorum, illustrissimorum & invictissimorum Principum Henrici Angliæ, & Francis Francorum Regum prædictorum respectivè oratores & procuratores, convenienti eorumdem Regum potestate & mandato præditi, quemadmodum & commissionum nostrarum tenore totidem verbis inferius inserto plenius constat, convenimus, contraximus, inivimus & pacti sumus ipsorum serenissimorum Regum dominorum nostrorum, eorumdemque hæredum & successorum nomine, capitula & pacta quæ subsequuntur.

Angle-
terre.
1532.
23. juin.

Principio conventum, pactum, & conclusum est inter nos, quòd ex ærctioris hujus fœderis compositione nihil prorsus intelligatur mutatum, abrogatum, aut innovatum fuisse, aut esse in aliis quibuscumque fœderibus inter ipsos serenissimos Reges antea conscriptis, initis & conclusis, sed ut singula ejusmodi pristina fœdera sint & habeantur à præsentibus tanquam disjuncta prorsus & separata, ita quòd aliquibus pactis, conventionibus, aut articulis in præsentì ærctiori fœdere comprehensis, aliquo casu, culpa, negligentia, aut aliquo alio modo, quod absit, non servatis, non videatur tamen à prioribus fœderibus, & præsertim tractatu perpetuæ pacis, aliquo modo recessum; sed quòd illa & ille nihilominus in suis robore, firmitate, & vigore, perinde rata mancant & consistent, observentur etiam & præstentur hinc inde, ac si præsens nova capitulatio, sive ærctioris fœderis compositio, nunquam intervenisset, aut cùm intervenisset, observata plenissimè, ac in omnibus ejusdem articulis perimpleta esset.

Item. Conventum, conclusum, & concordatum est, quòd si contingat imposterum potentissimum Principem Carolum, Romanorum Imperatorem, ullo unquam tempore per se, vel per alios, directè, vel indirectè, aut quovis quæsito colore, prætextu live occasione, quacumque, conari, moliri, inferre, aut facere ullum damnum, injuriam, sive hostilem aggressionem aut invasionem quamcumque, contra alterum dictorum serenissimorum Regum, hæredum & successorum suorum, aut eorum subditos in regnis, terris, provinciis, aut dominis eorum ditiori subditis, & quæ in præsentiarum possident, dicti Reges sibi invicem subsidia præstabunt, suppetias ferent, & mutuo auxiliabuntur ad eam formam & rationem, quæ hic inferius explicabitur, videlicet, quòd quotienscumque & quandocumque Christianissimus Francorum Rex, hæredes & successores

sui, ex parte potentissimi Angliæ Regis, hæredum & successorum suorum, rogabitur & requiretur subsidia, auxilia, & suppetias præstare, ad propulsiandum & arcendum omne huiusmodi damnum, sive hostilem aggressionem & invasionem sibi, ut præfertur, per Carolum Imperatorem illatum sive inferendum; Rex Christianissimus, hæredes & successores sui, sic, ut præmittitur, requisitus sive requisiti, infra tres menses, à tempore huiusmodi requisitionis, absque omni ulteriori mora, omni exceptione, & allegatione cessantibus subministrabit & mittet, subministrabit & mittent ad eum locum, ad quem serenissimus Angliæ Rex, hæredes & successores sui, significarit seu significarint mittendos, quingentos milites cataphractos, more gallico instructos, & quemlibet alium minorem numerum; ita quidem, quòd dictus serenissimus Rex Angliæ, hæredes & successores sui, quamdiu sub ejus signis dicti cataphracti militabunt, tenebuntur & tenebuntur eidem erogare tantumdem stipendii, quantum persolvere solitus est Rex Christianissimus. Contra verò, si Rex Christianissimus, hæredes & successores sui, ab Imperatore armis lacessiti sive lacessiti fuerint, prædictus Rex Angliæ, hæredes & successores sui, rogatus sive rogati, ut præmittitur, infra tres menses mittet sive mittent ad eum, sive eos, peditum sagittariorum suorum talem numerum, qualem petierit, sive petierint, modò non excedat quinque milium; quos sagittarios Rex Christianissimus, hæredes & successores sui, alet, & alent, quamdiu eos in militia continet sive continebunt, eadem mercede, quam a Rege Angliæ consueverint accipere, proviso semper, quòd casu quo vel equites cataphracti galli citra mare in Angliam, vel Angli sagittarii citra mare in galliam à dictis principibus, hæredibus & successoribus suis, juxta conventionem huiusmodi missi fuerint, præter & ultra stipendia superius conventa, ea etiam pro victualibus proviso à dictis principibus in suis dominiis fiat, ut ex stipendiis suis commodè vivere & sustentare se queant.

Ad mutuam autem huiusmodi defensionem corroborandam, præsertim verò ad ea vitanda detrimenta, quæ per mare dictis serenissimis Regibus, hæredibus & successoribus suis, & eorum subditis, inferri possint, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd quodcumque & quamprimum dictus Imperator hostile quidpiam contra dictos Reges, aut eorum alterum, eorum hæredes & successores, aut eorum subditos, terras, aut dominia, quæ nunc possident, quacumque occasione, directè, sive indirectè molietur, aut attentabit, uterque Regum prædictorum, hæredes aut successores sui, infra duos menses post certificationem huiusmodi hostilitatis ex parte Regis invasi aut impetiti, alteri Regi factam, præparabit seu præparabunt, instruet seu instruent, & deducet seu deducunt in mare unam classem cum mille & quingentis militibus, armamentis, commeatu, tormentis bellicis, cæterisque rebus omnibus necessariis benè & sufficienter armatam, munitam, & instructam: quam quidem classem, uterque Regum prædictorum, hæredes & successores sui, tenebuntur & tenebuntur per sex totos menses de tempore in tempus, & de anno in annum, vel amplius, si ita dictis Regibus expedire visum fuerit, alere & sustentare suis propriis sumptibus & expensis ad hunc effectum, videlicet, ut ad arbitrium, ordinationem, & appunctuamentum principis invasi & lacessiti, aut impetiti, ejusve locumtenentis ab eo deputandi tueantur, & defendant mare & utraque littora ejusdem, ab ea insula, quæ vocatur Ushant usque ad eam plagam, quam

quam Angli appellant *The-Dorvnes* qui locus est inter Sandvichum & Doveriam, & per dicta loca omnes Cæsaris injurias pariter & hostiles insultus ac invasiones, sicut prædicitur, alteri dictorum Regum, aut eorum subditis illatas, sive inferendas, procul arceant, & pro viribus prohibeant, proviso semper quòd casu, quo uterque princeps, hæredes & successores sui, simul, ac eodem tempore à prædicto Imperatore laceffit, invasus & impetitus fuerit, sive laceffiti, invasi, & impetiti fuerint, tunc de communicandis auxiliis hujusmodi, ita de communi consensu concordabitur, ut facta convenienti distributione defensionis maris, & litorum utriusque principis, quatenus, supra describuntur, commodè succurratur.

Item. Pactum, conventum, & concordatum est, quòd si fortasse Imperator ullo unquam tempore in posterum jussit, aut permiserit mercatores Anglos, eorumve merces, mercimonia, aut bona quæcumque in Flandria, Artesia, Brabantia, Hannonia, Zelandia, Hollandia, Frisia, Namuria, Luxemburgo, aut in ullis aliis inferioribus dominiis suis, & sibi subditis regionibus existentia, molestari, offendi, intercepti, & detineri aut arrestari, quòd tunc & in eo casu Christianissimus Rex, hæredes & successores sui, clarissimam dominam Reginam Hungariæ dicti Cæsaris sororem, aut alium quemcumque Imperatoris vices tunc in dictis regionibus gerentem, si modo dictus Imperator tunc, fortè præsens ibidem non fuerit, cum omni diligentia & celeritate, per literas suas & nuncium ad id specialiter destinandum summonebit & requiret, summonebunt & requirunt, ut dictos mercatores Anglos unà cum suis mercibus & bonis quibuscumque, sicut præmittitur, in prædictis Cæsaris regionibus captos, districtos, sive detentos, in pristina libertatem & possessionem restituat & restituant, ac liberam eisdem discedendi cum omnibus bonis & mercibus suis facultatem permittat, atque concedat, permittant atque concedant.

Et casu quo dicta Regina, aut alius quicumque, pro tunc Cæsaris vices in prædictis regionibus gerens, sic, ut præfertur, summionitus & requisitus ita facere denegarit, vel dislulerit, conventum insuper, & conclusum est, quòd tunc Christianissimus Rex, hæredes & successores sui, sine omni alia mora, omnique allegatione & excusatione postpositis, omnes & singulos mercatores Imperatori subditos in dictis inferioribus regionibus orundos, incolas, aut mercimonia ibidem quovis modo exercentes, eorum actores, factores, ac negotiorum gestores, necnon merces, terras, redditus, patrimonium, bona mobilia & immobilia quæcumque, in ejusdem regis, terris, dominiis, & ditonibus tunc existentia, compta & inventa arrestabit, intercepti & distringet, arrestabunt, distringent, & interceptient, & in custodia sua detinebit seu detinebunt, neque eos aut eorum bona priùs dimittet aut restituet, dimittent aut restituent ullo modo, quàm singuli mercatores Angli, sicut præfertur, arrestati sive detenti, fuerint in personis suis penitus liberati, & in bonis suis omnibus & singulis ad plenum integrèque restituri.

Et pari modo, si mercatores Anglos in aliis, quàm in prædictis terris, regionibus, dominiis, aut regnis quibuscumque Imperatori subditis, sicut præfertur, arrestari sive detineri contingat, quòd tunc Christianissimus Rex, hæredes & successores sui ipsam Imperatorem eo quo supra explicatum est modo summone-

bit & requirer, summonebunt & requirer; & in casu quo dictus Imperator hoc facere denegaverit, aut distulerit, tunc Christianissimus Rex, hæredes & successores sui, ut antea dictum est, mercatores omnes & singulos Imperatoris subditos, eorum actores, factores, ac negotiorum gestores, necnon merces, terras, redditus, patrimonialia, bona mobilia & immobilia quæcumque, in ejusdem terris, regnis, dominis & ditionibus tunc existentes & existentia, comperta & inventa, arrestabit, distringet, & intercepti, arrestabunt, distringent, & intercepti, & in custodia sua detinebit & detinebunt, neque eos, aut eorum bona prius dimittet aut restituet, dimittent aut restituent ullo modo, quàm singuli mercatores Angliæ, sicut præfertur, arrestari sive detenti, fuerint in personis suis penitus liberati, & bonis suis omnibus & singulis ad plenum integrèque restituti; quæ & integra restitutio, si ex mercatoribus prædictis, tam de inferioribus regionibus, quàm aliis quibuscumque Imperatori subditis, eorum actoribus, factoribus, terris, redditibus, bonis mobilibus & immobilibus tunc inventis & arrestatis, fieri non possit, tunc iterum atque iterum, & de tempore in tempus mercatorum & bonorum prædictorum toties & tamdiu arrestatio fiet & detentio per dictum Christianissimum Regem, hæredes & successores suos, quousque dicta restitutio plena succedat, & eisdem mercatoribus Angliis integrè fuerit in omnibus satisfactum.

Huic autem rei ad plenum in omnibus circumstantiis suis exequendæ, tam promittendo nuncio ad Cæsarem, quàm ad ejus Regentem in Flandria, pro eundo & redeundo, ac summonitione faciendæ pro restitutione prædicta, & pro mora, qua nuncius debet expectare responsum ab eisdem, conclusum & præfixum est inter nos, spatium limitandum, ut sequitur, videlicet, decem & octo dierum spatium, si requirenda fuerit dicta Regina, aut alius vicem Imperatoris gerens in Flandria; si verò Imperator in Hispania requirendus erit, triginta trium dierum spatium; si Imperator adeundus erit & requirendus in Italia, viginti trium dierum spatium pro longiori mora. Itaque illis dierum spatiis elapsis, videlicet decem & octo dierum, si requirenda fuerit dicta Regina, aut alius vicem gerens Imperatoris in Flandria; & triginta trium dierum, si Imperator in Hispania requirendus erit; & viginti trium dierum, si Imperator adeundus erit in Italia; nunc statim & indilatè, omni alia mora sublata, & omni executione cessante, arrestatio & detentio fiat, ut supra scriptum est.

Item. Concordatum & conclusum est inter nos, quòd Rex Angliæ, hæredes & successores sui, tenebitur & tenebuntur mutuo & vicissim idem facere & præstare pro subditis Christianissimi Regis, quod in superiori articulo cautum fuit.

Item. Quòd merces & bona omnia, quæ hujusmodi prætextu intercepta fuerint, ita dividuntur, ut rependant, compensent, & sarciant jacturam, damnum, & sumptus ea de causa factos per subditos prædictorum Regum respectivè.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd casu quo Cæsar propter aliquam causam, rem, aut materiam justam ac probabilem, & quæ in prioribus pacis & amicitie fœderibus inter ipsum Cæsarem, & dictos principes jam antea initis & conclusis comprehensa est, justitiam sibi, aut subditis suis, ab altero dictorum principum, hæredum & successorum suorum fieri, & administrari primum autenticè requisiverit, & postea in casu denegationis justitiæ ad eum modum requisita, aliquos mercatores alterius principis subditos,

eorum bona, naves, merces, aut mercimonia, dictus Cæsar arrestaverit, aut arrestari permiserit, tunc & in eo casu dicti principes, hæredes & successores sui, ad restitutiones & satisfactiones partibus damnificatis, ut supra comprehensum est, faciendas, virtute præsentium minimè obligati sint, aut censeantur, si modò infra tres menses dictas summonitiones & detentiones proximè sequentes, Cæsar per legitimas probationes prædictis Regibus, hæredibus & successoribus suis, evidenter & liquidò constare fecerit, quòd propter prædictas dumtaxat causas & materias, & non alias, dictos mercatores alterius dictorum Regum subditos, ut præfertur, arrestaverit, sive permiserit arrestari: alioqui enim conventum, concordatum, & conclusum est, quòd dicti Reges, hæredes & successores sui, mutuo invicem tenebuntur ad statim tradendum & deliberandum, ac etiam totaliter convertendum omnia & singula bona sic per eos arrestata & detenta in utilitatem & satisfactionem subditorum suorum respectivè, quorum videlicet bona Cæsar, sicut præmittitur, priùs arrestaverit, sive permiserit arrestari; provisò semper, quòd dicti principes, hæredes & successores sui, interim & medio tempore, dum iustitia huiusmodi arrestationis ex causis prædictis per Cæsarem factæ, apud eosdem legitimè approbetur, debeant ac teneantur non solum continuè, & de tempore in tempus, omnes & singulos Cæsar's subditos, eorum bona, naves, & mercimonia, prout superiùs explicatum, arrestare & detinere, verùm etiam, quòd si contingat bona alterius principis subditorum, sicut præmittitur, per Cæsarem arrestata excedere, & superare justum numerum, pretium, & valorem eorum bonorum, quorum nomine & prætextu dicta arrestatio per Cæsarem facta fuerit, tunc dicti Reges, hæredes & successores sui, tenebuntur restituere & tradere subditis alterius Regis respectivè sic damnificatis tantum de bonis subditorum Cæsar's, sicut prædicatur, per eos arrestatis & detentis, quantum pro iusta satisfactione & recompensatione eorundem pro dicto valore sic excedente & superante valeat ac debeat sufficere. Provisò insuper, quòd si Cæsar non ultra quinque, aut ad summum sex mercatores alterius dictorum principum subditos, eorum bona, naves, aut mercimonia justè, ut prædicatur, arrestaverit, seu permiserit arrestari, & id quidem propter particulare dumtaxat factum, & privatum aliquod interesse, quod inter ipsos & Cæsarem, sive ejus subditos, vertitur, tunc & in eo casu non censeantur dicti principes, hæredes & successores sui, virtute præsentium obligati, ut ad aliquas summonitiones & detentiones in præsentì capitulo comprehensas procedant.

Item. Cavium est, quòd in præsentì articulo, ex prædicta captione & detentione mercatorum, eorundemque factorum, mercium & bonorum quorumcumque, sint & intelligantur exempti & excepti mercatores Germaniæ superioris prædictò Carolo Imperatori subditi jure Imperii, & tanquam Imperatori dumtaxat.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd neuter dictorum serenissimorum Regum, hæredum aut successorum suorum poterit, aut debeat, poterunt, aut debeant, deinceps aliquam novam ligam, conventionem, considerationem, amicitiam, aut affinitatem cum aliquo alio principe, gente, civitate, statu, aut dominio cujuscumque status, aut dignitatis fuerit contrahere, facere aut pacisci: unde possit alteri dictorum principum, hæredum & successorum,

Ccc ij

tum suorum, ullum præjudicium generari. Et si verò quicquam, quod absit, contra factum fuerit, & per aliquem dictorum principum, heredes aut successores suos, in præjudicium alterius principis, hæredum & successorum suorum, actum, contractum de novo, gestum live innovatum fuerit, illud totum cassum, irritum, abolitum, abrogatum pro nunc, prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, habeatur & judicetur, & nullius perinde roboris censeatur, ac si nunquam intervenisset.

Item. Convention, concordatum, & conclusum est, quod præsens tractatus æquioris fœderis, & omnia ejusdem capitula per prædictos illustrissimos & potentissimos Principes Angliæ & Francorum Reges, per literas suas patentes magno suo sigillo sigillatas, infra quinque menses post datam præsentium, alternativim ratificabuntur & confirmabuntur, juramentoque eorundem hinc inde firmabuntur: quodque hujusmodi literæ ratificatoriæ & confirmatoriæ, in valida & sufficienti forma conceptæ, infra idem tempus realiter & cum effectu vicissim tradentur & liberabuntur.

*TRAITE' DE CONFEDERATION ENTRE LE ROI FRANCOIS I.
& Henri VIII. Roi d'Angleterre, pour s'oposer aux progrès du Turc.
A Calais le 28. octobre 1532.*

*Angle-
terre.*

*1532.
28. octob.*

A La louange & gloire éternelle de Dieu nôtre createur, & de nôtre benoît sauveur & redempteur Jesus-Christ, & à l'exaltation, augmentation, conservation, & défense de nôtre sainte Foi & Religion Chretienne; & afin d'obvier aux damnées conspirations & machinations, que le Turc, ancien ennemi & adversaire de nôtre sainte Foi, a depuis peu de tems en çà entrepris sur ladite Chretienté: Nous Henri, par la grace de Dieu Roi d'Angleterre & de France, défenseur de la Foi, & Seigneur d'Irlande; & François, par icelle même grace Roi Tres-Chretien. Combien que croions fermement & indubitablement, que non-obstant le bruit, rumeur, & aucunes choses grandement scandaleuses, lesquelles par ci-devant ont été controuvées à l'encontre de nous, nous ne laissons néanmoins pour cela entre les Princes & autres personnages d'honneur, vertu, & de bonne & loiale conscience, d'être tenus & reputez tels, que Princes & Rois tenans les lieux que nous tenons doivent être. Et suivant les vestiges & vertus de nos progeniteurs, ainsi qu'il appartient faire à Princes des plus grands de la Chretienté, & avons continuellement de tous nos cœurs singulièrement désiré, comme encore désirons de toutes choses mortelles, d'employer non seulement nos forces & pouvoirs, mais aussi nos propres personnes & vies à la défense & conservation de la Religion Chretienne, & à résister aux danneux efforts & violences dudit Turc, nôtre commun ennemi & adversaire, dont peuvent porter vrai & loial témoignage, les offres par ci devant faits par nous, pour résister contre icelui Turc; toutefois désirans de plus en plus donner claire & parfaite connoissance de nos vouloir & intention, à ce que les autres Princes & Potentats éans de ce même vouloir & opinion se puissent joindre avec nous, & regarder par mutuel consentement, quelle aide & secours chacun d'eux pourra faire

en son endroit, afin de pourvoir & donner ordre aux parties & confins d'icelle chretienté plus prochaines du danger & évident peril d'icelui Turc, au cas qu'il voulût poursuivre plus outre l'entreprise par lui commencée, ou par ci-après en attendre, ou innover une autre nouvelle sur icelle chretienté; nous avons trouvé bon, & trop plus que requis & necessaire de nous assembler, en intention de traiter d'aucuns articles touchans & concernans la conservation & defenſe d'icelle chretienté, pour après iceux être notifiez aux Princes & Potentats, que nous verrons & connoîtrons, que besoin ſera, & l'affaire le requerrir. Et encore que le principal fondement, & la cauſe de nôtre dite aſſemblée ait été & ſoit, comme dit eſt, pour pourvoir & donner ordre de nôtre part à l'évident peril & danger, où étoit pour tomber ladite chretienté; & que pour les avertiſſemens, que, depuis icelle aſſemblée, avons de la retraite d'icelui Turc, dont nous devons tous rendre grâces, & loüange éternelle à Dieu nôtre Createur, il ſembleroit qu'il ne fût pas à preſent grand beſoin d'y donner autre proviſion: Toutefois pource qu'il pourroit être, qu'icelui Turc, encore qu'il ſe ſoit aucunement éloigné, l'auroit fait ſur quelque nouveau deſſein, ou ſeroit pour une autre fois revenir ſur icelle chretienté, ne voulant perdre l'occaſion, pour laquelle nous nous ſommes trouvez enſemble, mais icelle employer à pourvoir és choſes qui pourroient ſurvenir à l'avenir. A cette cauſe, nous comme deſenſeur de la Foi, & nous comme Tres-Chretien, avons aviſé & accordé par enſemble, que nous, au cas deſſuſdit, drefſerons, équiperons, & mettrons ſus une bonne groſſe & puiffante armée, garnie & équipée de tout ce qu'il appartient, pour empêcher, que ledit Turc n'entre plus avant en pais, pour endommager ladite chretienté; & pour ce faire, avons aviſé de faire aſſembler nos forces, c'eſt à ſavoir, juſqu'à un nombre de quatre-vingt mille hommes, dont y aura quinze mille chevaux, avec telle bande & nombre de pieces d'artillerie & ſuite d'icelle, tant de munitions, que d'autres choſes qu'il eſt requis & neceſſaire pour l'armée deſſuſdite, laquelle ſera ſoudoyée par chacun mois par nous; & ſera l'aſſemblée des forces deſſuſdites au tems & lieu, que nous connoîtrons être expedient & requis, & prendrons le chemin que nous verrons être plus à propos & neceſſaire, pour nous trouver au devant dudit Turc, pour lui reſiſter de tout nôtre pouvoir; & ne nous diſjoindrons & ſeparerons, ni ſemblablement noſſes forces, ſans le vouloir & conſentement l'un de l'autre. Et quant au fait des vivres, qui ſeront neceſſaires pour le nourriſſement & fourniture de nôtre dite armée, nous y donnerons tel ordre & proviſion, qu'il n'y en aura nulle faute on neceſſité; & pour cet effet ſera faite la dépenſe requiſe par nous.

Et pour autant que nous ne pourrions conduire, ni mener nôtre dite armée és lieux où beſoin ſera, ſans être pourvus de paſſages, & ſecours deſdits vivres comme chacun ſait; à cette cauſe a été convenu & accordé entre nous, que le cas avenant, dont ci-deſſus eſt fait mention, nous enverrions perſonnages exprez devers les Princes & Potentats, tant de la Germanie, Villes Imperiales, que de l'Italie, par où il ſera beſoin de paſſer, & même devers ceux, qui pourroient avoir plus d'intereſt & de domage à la venue dudit Turc, pour les prier & requerrir tres inſtaamment, de nous octroyer paſſage pour nôtre dite

armée, tant pour l'aller, que pour le retour par leurs pais, terres, &c seigneuries, & de ce nous vouloir pourvoir de seureté.

Et que en outre ils nous veüillent accorder les vivres, dont nous aurons besoin, en paient le tout raisonnablement; ce que nous croions fermement, que lesdits Princes & Potentats nous accorderont liberalement.

Et davantage avons bien cette ferme esperance, & tant d'estime d'eux, qu'attendu qu'il est question d'une œuvre si sainte & si nécessaire, & qui touche entierement le bien universel, & defension de toute la Religion Chretienne, & particulierement l'establisement & seureté de leurs Etats, qu'ils ne faudront, outre l'accord desdits vivres & passages, de penser dès cette heure à joindre & unir, icelui cas avenant, leurs forces avec les nôtres. Consideré mêmeement, qu'il pourroit être, que ledit Turc deviendrait si puissant en ladite Chretienté, que les forces dessusdites par nous accordées, sans l'aide desdits Princes & Potentats, ne seroient suffisantes pour y resister. Au moien dequoi, s'ils ne se joignoient avec nous, & ne nous accordoient les vivres & passage dessusdits, nôtre deliberation ci-dessus declarée ne pourroit sortir son effet selon nos desirs & intentions; & seroit pour cette occasion ladite Chretienté pour demeurer à la discretion de l'ennemi commun; chose qui seroit de l'importance & consequence qu'un chacun de bon entendement peut penser & conjecturer.

Toutes lesquelles choses ci-dessus declarées & écrites, & chacune d'icelles, nous promettons respectivement l'un à l'autre, en bonne foi & parole de Rois, & sur nos honneurs garder & inviolablement observer, sans enfreindre. En témoin de ce nous avons signé ce présent accord de nos mains, & fait sceller de nos grands sceaux. Donné à Calais le vint-huitieme jour d'octobre, l'an de grace 1532., & du regne de Nous defenseur de la Foi, le vint-quatrième; & de Nous Tres-Chretien, le dix-huitieme.

Declaration de ce que chacun des deux Rois paiera pour l'entretien de quatre-vingt mille hommes de guerre, A Calais le 28. octobre 1532.

*Angle-
terre.*

*1532.
28. octob.*

COMME ainsi soit que ce jourd'hui, Nous Henri, par la grace de Dieu Roi d'Angleterre & de France, defenseur de la Foi, Seigneur d'Irlande; & François, par icelle même grace Roi Tres-Chretien; pour la defense & conservation de nôtre Religion Chretienne, & afin de resister aux efforts & damnées machinations & entreprises du Turc, ancien ennemi commun & adversaire de nôtre Foi, aions par certain accord & traité, signé de nos mains, & scellé de nos grands sceaux, convenu, & accordé, que le cas avenant, que icelui Turc se voulust par ci-après efforcer, ou son armée de retourner & courir sus en ladite chretienté, nous dresserons, équiperons, & mettrons sus une bonne grosse & puissante armée, garnie & équipée de tout ce qu'il appartient, & que pour cet effet assemblerons jusques au nombre de quatre-vingt mille hommes, dont y aura quinze mille chevaux avec telle bande & nombre d'artillerie & suite d'icelle, qu'il est requis & nécessaire pour l'armée dessusdite; toute fois pour ce que par icelui accord & traité n'est aucunement dit, spécifié, ni déclaré,

quel nombre de gens chacun de nous paiera par chacun mois, tant que l'affaire durera; & qu'il est besoin en faire ample declaration par accord à part, afin que chacun de nous puisse entendre clairement ce qu'il devra fournir. A cette cause, il a été, & est convenu & accordé entre nous, par ce present traité, que nous défenseur de la Foi, soudoierons pour nôtre part & portion desdits quatre-vingt mille hommes, le nombre de vingt-sept mille hommes, dont il y aura quatre mille chevaux, & trois mille pionniers, & gens d'artillerie. Et nous Tres-Chretien, en soudoierons le nombre de cinquante-trois mille hommes, desquels y aura onze mille chevaux, & trois mille pionniers, & gens d'artillerie, qui est en somme tout ledit nombre de quatre-vingt mille hommes. Et au regard de la dépense, qu'il faudra faire pour la conduite & équipage de ladite artillerie, & de la suite, chacun de nous satisfera au paiement de celle, qu'il fera conduire & mener de son royaume audit voiage. Et quant à la dépense, qu'il faudra faire pour le fait des vivres, pour la nourriture & fournissement de nôtre dite armée, il a semblablement été accordé, que chacun de nous contribuera pour cet effet, selon le nombre de gens qu'il soudoiera. Toutes lesquelles choses ci-dessus écrites, & chacune d'icelles, nous promettons respectivement l'un à l'autre, en bonne foi & parole de Rois, & sur nos honneurs, garder, & inviolablement observer, sans enfreindre. En témoin de quoi nous avons signé le present accord de nos mains, & fait sceller de nos grands sceaux. Donné à Calais, le vingt-huitieme jour d'octobre, l'an de grace 1532. & du regne de Nous défenseur de la foi, le vingt-quatrieme; & de Nous Tres-Chretien, le dix-huitieme. Signé, HENRI.

CONTRAT DE MARIAGE D'HENRI DE FRANCE.

Duc d'Orleans, depuis deuxieme du nom Roi de France, avec Catherine de Medicis, Princesse de Florence. A Marseille le vingt setieme octobre 1533.

SACHENT tous presens & à venir, & leur soit notoire, que par l'aide de la divinité de Dieu tres-bon & tres-grand, l'an de l'Incarnation de Nôtre Seigneur Jesus-Christ 1533. le vingt-setieme jour d'octobre, en la ville de Marseille, furent par nous Thomas, élu de Gardenote de nôtre Saint Pere, & Notaire Apostolique & public; Jean Breton, & Gilbert Bayard, Notaires & Secretaires du Roi Tres-Chretien, lûs à haute & intelligible voix certains articles & points encommencez, concls, & accordez, entre le Tres-Saint Pere Clement VII. de ce nom, souverain Pontife; & tres-excellent & tres-puissant Prince François, premier de ce nom, Roi de France Tres-Chretien, sur la solennité, qui se doit faire du mariage, devant la face de nôtre mere sainte Eglise, entre l'illustre Prince Henri, Duc d'Orleans, second fils du susdit Roi Tres-Chretien; & l'illustre Princesse Catherine, niece selon la chair d'icelui souverain Pontife, Duchesse d'Urbin. A ce presens, écoutans, & entendans les susnommez souverain Pontife, Roi Tres-Chretien, & les Duc

*Florence
mariage.
1533.
27. octob.*

& Duchesse d'Orleans & d'Urbain, desquels articles la teneur est telle qu'il s'ensuit.

Premierement, a été conclu & acordé entre le Souverain Pontife, & le Roi Tres-Chretien, que le mariage seroit passé & contracté par paroles de présent devant la face & en la presence de nôtre mere sainte Eglise, entre le susdit Duc d'Orleans, & Madame la Duchesse d'Urbain, incontinent que l'un sera requis de l'autre. Le Souverain Pontife a promis & promet, tant pour la singuliere affection, & l'amour qu'il porte à la susdite Duchesse d'Urbain, sa nièce, que pour l'excellente & riche maison & famille, en laquelle elle est reçue & alliée, qu'il baillera & paiera, pour & au nom de son douaire, cent mille écus d'or soleil, de même poids, prix, & valeur qu'ils sont ordinairement en France, lesquels cent mille écus lui sont paieés, outre le droit hereditaire maternel, qui peut competer & appartenir à ladite Duchesse; & aussi outre le droit hereditaire de son pere, & lesquels biens & heritages paternels & maternels, lui sont aussi constitués pour son douaire. Et quant à l'heritage paternel, le Souverain Pontife, & le Roi Tres Chretien, avec le consentement d'iceux Duc d'Orleans, & Duchesse d'Urbain, l'ont apprécié & fait valoir la somme de trente mille écus d'or soleil, de même valeur que dessus, laquelle somme de trente mille écus d'or, le Souverain Pontife a promis & promet de paier & bailler pour le poids & valeur de tous & chacuns les biens, qui lui pourroient parvenir de l'heritage de son pere; & pour cette cause ladite Duchesse voiant & reconnoissant lui avoir été amplement satisfait, touchant le susdit heritage, avec l'autorité, puissance, & consentement des susdits Souverain Pontife, Roi Tres Chretien, & aussi du Duc d'Orleans son futur époux, a renoncé, & renonce à l'heritage paternel, & à tous & chacuns les biens, droitz, & actions, qui pour cette cause lui peuvent & pourroient competer & appartenir, pour & au profit d'icelui Souverain Pontife, auquel elle a quitte & transporte tous droits & actions, tant directs que profitables, & autres, qui lui pourroient de cesdits heritages appartenir, pourvu que toutefois en cette renonciation n'y soit aucunement, ni n'entend être compris le droit de ce qu'elle pretend lui competer, & qui lui appartient en la Duché d'Urbain. Quant au Roi Tres-Chretien, a donné & assigné, donne & assigne à l'illustre seigneur Henri, son fils, pour la part & portion des biens, qui lui sont dûs de droit hereditaire, à cause de feu d'heureule memoire Claude, Reine de France, & ceux qui lui peuvent aussi competer après le trepas & décès de son pere le Roi Tres-Chretien, jusques à ce qu'il parvienne à l'heritage de sondit pere, & que cependant il ait de quoi il puisse honnêtement nourrir, élever, & entretenir son ménage, femme, & futurs enfans, le domaine & seigneurie du duché d'Orleans, duquel provient tous les ans cinquante mille livres toutnois: & sans cela le Roi Tres-Chretien a promis, que s'il défautoit quelque chose de ce revenu annuel, qu'il s'obligeoit d'autre part. Et quant à la somme ci-dessus constituée par le Souverain Pontife, pour le douaire de sadite nièce, pourra être distribué en cette maniere au Roi Tres Chretien, pour & au nom de sonz fils le Duc d'Orleans, afin que les cinquante mille écus d'or soleil soient paieés à Marseille, ou à Lion, au lieu qui sembleroit le plus commode, & que la partie qui demurerait, qui fait la moitié, seroit nombrée; à sçavoir quarante

mille

mille écus d'or soleil, dedans le terme de six mois après le premier paiement ; & les autres quarante mille écus, seroient paiez audit sieur Roi dedans six autres mois passez, tellement que toute la somme ne fut payée autrement, ni en autre monnoie, qu'en écus d'or, de même poids, prix, & valeur, que sont les écus au soleil, qui se forgent en la France. Et afin que l'argent, & le paiement soit assuré & arrêté au Roi Tres-Chretien, le Souverain Pontife chargera, ou fera charger homme solvable qui puisse répondre, & en être fait pleige en la ville de Lion ; de laquelle dite somme d'argent le Roi Tres-Chretien, pour & au nom de sondit fils, donnera & baillera quittance valable & nécessaire : & promet aussi ledit sieur Roi, tant faire qu'elle sera ratifiée & confirmée par sondit fils, incontinent qu'il aura l'âge competent à ce faire. Le fils-ainé, qui sortira d'icelui futur mariage, pourvu qu'il soit propre à porter les armes, & non destiné à la Prêtrise, pourra avoir l'heritage paternel, & aussi le maternel en la forme & maniere ci-dessous écrite ; à cette condition toutefois qu'il donne & concède à ses autres freres leur part & portion legitime de ses biens. Et pour le regard de ses sœurs, les mariera fort honnêtement, selon la coutume, & leur assignera bon & juste douaire, tant pour le nombre d'icelles, que pour l'abondance de leur bien domestique ; & le plus proche frere succedera à l'heritage de l'enfant, qui viendra par legitime mariage de l'ainé, s'il est sans hoirs mâles, pourvu que ledit frere ne soit nullement obligé ni contraint à la sacrificature, ni moins propre à la guerre ; en après l'autre prendra & possedera les biens & heritages du défunt, gardant l'ordre tenu successivement, & au degré de primogeniture : & s'il advient que l'heritage tombe & advienne entre les filles, sans qu'il y ait aucun mâle, les filles partiront les biens entre elles également, hormis celle part ou domaine, qui proviendra de la couronne & patrimoine des Rois de France ; lequel domaine retournera au lieu, d'où il étoit sorti, selon la loi & coutume des François, ce qui a été par solennelle interrogation conclu, acordé, & confirmé entre lesdits futurs époux, & autres, par donation faite entre vifs à jamais irrevocable, & autre meilleur moien, si mieux il se peut faire, afin que cette chose sorte du tout son plein & entier effet. Pour le regard de ce qui appartient à l'ornement de la femme, le Souverain Pontife parera, & appareillera sadite illustre nièce, selon son opinion, de vêtements honorables, & pierres precieuses, & lesdites pierres seront estimées & évaluées, selon ce qui sera acoidé par le present escrit, afin que si d'aventure elle survivoit sondit mari, elle les eût recouvrer, ou au moins la valeur d'icelles. Davantage l'illustre seigneur Duc d'Orleans a dès maintenant constitué & constitué, pour & au nom de douaire, à l'illustre femme sa future épouse, dix mille livres de rente annuelle de son suffisit revenu annuel, à lui assigné par l'avis & du consentement du Roi Tres-Chretien, son pere, avec le palais & château de la ville de Gien, scis sur le bord de la Loire, qui conviendra fort bien pour l'emmenagement de son épouse, étant garni de bons meubles ; lequel château ne sera estimé être venu de cette sorte, c'est à dire en douaire ; & desquels biens dotaux, ladite Duchesse d'Urbain jouira après la dissolution du mariage, si d'aventure son mari meurt le premier, & ce seulement sa vie durant ; mais si le Duc d'Orleans survit sadite femme, sans avoir aucuns enfans d'elle, alors retiendra & aura

pour lui tous & chacuns les biens meubles, & ceux qui lui seront venus, & qu'il aura aquis durant ce mariage. Toutefois il sera tenu & obligé de satisfaire & paier les creanciers, & pour le bien immeuble, qui sera du propre de ladite Dame Duchesse d'Urbain, à savoir les trente mille écus d'or soleil paiez à une fois, qui est le prix de tous & chacuns les biens estimez pour la succession paternelle, sera rendu avec la succession de sa mere, aux heritiers d'icelle Dame, en la même forme, maniere & qualité qu'il est expliqué au suivant article; si au contraire elle survit son mari, n'ayant laissé aucuns enfans de ce mariage, alors elle pourra recouvrer son droit esdits biens propres, à savoir les trente mille écus d'or soleil, ensemble ses biens maternels, dont elle fera ce qu'il lui plaira; recouvrera pareillement ses habillemens, bagues & joiaux, avec la moitié desdits cent mille écus d'or, comme il est ci-dessous exprimé. Si d'avanture il arrive, qu'il vienne des enfans dudit mariage, incontinent après la solution & accomplissement d'icelui, Madame la Duchesse d'Urbain recouvrera lesdits habillemens, bagues & joiaux, ou la valeur d'icelles: recouvrera pareillement les immeubles de la succession de sa mere, & trente mille écus d'or, qui seront paiez par & au lieu de la succession de son pere. Quant au reste du dot, à savoir lesdits cent mille écus, le recouvrera dedans l'an de l'accomplissement du mariage: à la charge toutefois, que icelle Dame Duchesse d'Urbain, donnera par donation entre vifs irrevocable, comme aussi dès maintenant comme pour lors, a donné & donne aux enfans, qui sortiront dudit mariage, les susdits biens immeubles, avec le reste de ses biens, afin que les enfans à venir jouissent & succèdent à iceux, selon le premier ordre & degré gardé à la primogeniture, tant de mâle que femelle, s'il n'y a aucun mâle, comme il a été dit ci-dessus. Toutefois ladite Dame Duchesse d'Urbain a retenu & retient pour soi, tant qu'elle vivra, l'usage & usufruit de tous lesdits biens immeubles, ensemble la jouissance & fonction des meubles. Se reserve toutefois, que si lesdits enfans mâles & femelles, qui viendroient & sortiroient d'eux légitimement, aloient de vie à trépas, & qu'il ne demeurât aucun survivant de cette race; alors ladite Dame Duchesse d'Urbain, survivant iceux, recouvrera les susdits biens donnez, comme il a été dit ci-dessus: & si elle ne survit, & n'y aiant, comme il a été dit, aucune lignée du premier mariage, les enfans, qui sortiront du second mariage, succéderont & jouiront de tous lesdits biens maternels, ne donnant inclusivement la donation faite jusques au troisieme degré, comme dessus, avec les conditions, qualitez, & limites ci-dessous ecrites. A savoir, que si ladite Dame Duchesse d'Urbain survivoit ledit sieur Duc d'Orleans, son futur époux, & qu'elle voulût se remarier en secondes noccs, alors pourra donner aux enfans, qui seront engendrez du second mariage, si aucuns y en a, la somme de cent mille écus d'or soleil, de son dot dessus dit, laquelle somme ladite Dame ne veut aucunement, ni n'entend en aucune maniere être comprise ni contenir en la donation par elle faite entre vifs, au cas qu'il sorte quelques enfans dudit second mariage. Et au cas qu'il ne demeurât que des filles dudit premier mariage, a été accordé, que si ladite Dame Duchesse d'Urbain venoit à célébrer les secondes noccs, pourroit disposer en faveur des enfans, qui sortiroient d'elle, en second mariage, jusques à la valeur & concurrence de la somme de

cinq mille livres tournois de rente annuelle sur les biens maternels, & ce outre la susdite somme de cent mille écus d'or soleil.

Lesquels articles lûs, oûis & entendus, nousdits Notaires sousscrits, avons été priez, & instamment requis, & à la requête, & avec la permission desdits Prince & Princesse, d'en passer une ou plusieurs copies de ce present contrat, avec les clauses en tel cas requises & acoustumées, tant pour la seurété des parties, que afin que la pieuve en demeure à la posterité. Nous doncques, ensuiuant, & selon le commandement desdits seigneurs, avons en la presence de plusieurs reverendissimes seigneurs & Cardinaux de Bourbon, Lorraine, & de Medicis, & autres barons, & seigneurs courtisans de la Cour desdits Princes & Seigneurs, assuré, & affirmé les choses dessusdites par ces presentes lettres, & ce par ledit Souverain Pontife, Roi Tres-Christien, les Duc d'Orleans, & Duchesse d'Urbain, après la lecture d'iceux, ont confessé, & reconnu avoir été fait, passé, encomencé, conclu, & acordé lesdits articles entr'eux, ausquels de nouveau & presentement ils ont consenti & acordé, & ont pour agreables, fermes & stables. Promettant chacun endroit soi, à sçavoir le susdit Souverain Pontife, en parole de Pontife Romain; le Roi Tres-Christien, en foi & parole de Roi; & la roiale Majesté, & les Duc, & Duchesse d'Orleans, & d'Urbain, en foi de Princes; de fidellement & loialement garder, tenir entre eux, entretenir, observer toutes & chacunes les choses contenues & comprises en iceux articles, sans en rien excepter de droit, ou de ce qui avoit été fait, & ce sous l'obligation & hipoteque de tous & chacuns leurs biens généralement quelconques. Lesquels accords, & conventions ont été fortifiez & ratifiez par les demandes & reponses en tel cas requises & acoustumées; lesdits Souverain Pontife, & Roi Tres-Christien, autorisant en ce, comme ils ont fait & font, lesdits Duc d'Orleans, & Duchesse d'Urbain, sur le consentement de toutes les choses & articles faites & passées entr'eux en cette affaire; promettant aussi respectivement, iceux Souverain Pontife, & Roi Tres-Christien, faire ratifier, & avoir pour agreables, fermes, & stables, toutes & chacunes les choses ecrites & contenues en ce present contrat, par lesdits Duc d'Orleans, & Duchesse d'Urbain, si-tôt qu'ils en auront aquis l'âge competent & requis pour ce faire, ce que lesdits sieur Duc, & Duchesse, ont promis & promettent faire & accomplir chacun endroit soi, & ausquelles de nouveau ils ont consenti, accordé, consentent, & acordent en tout ce qu'il en sera de besoin. Nous Notaires à l'attestation d'iceux, & selon l'autorité & commandement que nous exerçons en cette partie, avons ces presentes lettres signées & soulcrites de nos seins manuels: & lesquelles neanmoins pour plus grande seurété, & assurance, ont été aussi scellées & signées des sceaux & seins desdits seigneurs.

DECLARATION D'ANTOINE DUC DE LORRAINE,
*au Roi François I. qui lui avoit octroïé des lettres de neutralité,
 pour ses pais & seigneuries, durant la guerre dudit Roi, contre
 l'Empereur Charles V. qu'il n'entend, au moien desdites lettres,
 aucunement prejudicier aux droits du Roi, és seigneuries qu'il tient
 de Sa Majesté, en ressort de souveraineté. A Luneville, le septieme
 juillet 1536.*

Lorraine.
 1536.
 7. juillet.

* Antoine avoit
 marié son fils-
 aîné à Christine
 fille de Christier-
 ne II. Roi de Da-
 nemarc, & d'I-
 sabelle, sœur de
 l'Empereur.

ANTOINE, par la grace de Dieu Duc de Calabre, de Lorraine,
 & Bar, Marchis, Marquis du Pont, Comte de Provence & de Vau-
 demont, &c. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut.
 Comme le Roi mon seigneur, par ses lettres patentes données à Lion, le vint-
 cinquieme jour de juin dernier passé, & pour les causes & considerations à
 plein mentionnées en icelui, ait été content, & de fait nous ait octroïé de
 grace speciale, d'autant qu'il lui peut competer & appartenir, que tous & chacuns
 nos pais, terres, & seigneuries de Lorraine, & de Barrois, & gardes anciennes,
 demeurent neutres durant la guerre mûe, & ouverte entre ledit sieur Roi, &
 l'Empereur*, & tant & si longuement qu'elle durera, & après que ledit Empe-
 reur y aura consenti, en declarant par nous, que n'avons entendu, & n'enten-
 dons prejudicier aucunement aux droits, autoritez, & prééminences qu'a Mon-
 ditseigneur le Roi és pais, terres, & seigneuries, que nous tenons de lui en
 ressort & souveraineté. Savoir faisons, que voulant entretenir ladite neutralité
 de notre part, & en jouir comme il est acoustumé faire en tel cas, avons dit,
 déclaré, & promis, disons, declaron, & promettons, que par le moien d'i-
 celle, n'avons entendu, & n'entendons aucunement prejudicier aux droits, au-
 toritez, prerogatives, & prééminences appartenans à Monditseigneur le Roi, és
 pais, terres, & seigneuries, que tenons de lui en ressort, & souveraineté. En
 témoin de ce, nous avons signé ces presentes de notre main, & à icelles fait
 mettre nôtre scel. Donné à Luneville, le septieme jour de juillet mille cinq-
 cens trente-six. Signé, ANTOINE. Et sur le repli: Par Monseigneur le
 Duc, Usé, les sieurs de Pierrefort, & President de Lorraine presens. Signé,
 M E N G I N, & scellé sur double queue en cire rouge. Et à côté, *Regi-
 strata.*

CONTRAT DE MARIAGE DE JAQUES V. ROI D'ECOSSE,
avec Madame Madeleine de France. A Blois,
le 26. novembre 1536.

IN nomine Domini, amen. Cùm haud dubiè ea sit amoris ac sinceræ amicitia virtus, ut nunquam non aliquid parturiat ejusmodi, quo tueri se possit ac conservare; cùm etiã ad benevolentia, ex qua vera gignitur amicitia, conservationem nihil sit affinitate sanguinis præstantius, & invictissimi atque illustrissimi Principes Franciscus, Dei gratia Francorum Rex Christianissimus; necnon Jacobus, eadem gratia Rex Scotorum, celebratam inter prædecessores suos amicitiam ac confederationem, firmam, & sinceram fore non mediocriter desiderent; cùmque ea augmentationem atque incrementum recipiat matrimonio inter ipsum illustrissimum ac invictissimum Scotorum Regem, & serenissimam Principem dominam Magdalenam, præfati Regis Christianissimi filiam, contrahendo. Noverint universi, & singuli præsentis pariter & futuri, præsens instrumentum publicum inspecturi, visuri, lecturi, & audituri anno nativitatis ejusdem Domini 1536. & die 26. novembris, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris, & domini nostri Pauli, divina providentia Papæ tertii, in nostrorum notariorum subsignatorum, & testium infra scriptorum præsentia personaliter constituti, invictissimi atque illustrissimi Principes, Franciscus, Dei gratia Francorum Rex Christianissimus; & serenissima domina Magdalena, præfati Christianissimi Regis filia primogenita; & Jacobus, eadem gratia Rex Scotorum, & ex certa scientia omnibus melioribus modo, via, & forma, quibus potuerunt, & debuerunt, super dicto futuro matrimonio conveniunt, & pacta contenta in articulis, inter deputatos prædictorum principum conclusis, laudaverunt & approbarunt, quorum articulorum tenor sequitur, & est talis: Articuli conventi & concordati inter delegatos, & deputatos per illustrissimos, excellentissimos, & potentissimos Principes, Franciscum, divina favente gratia Francorum Regem Christianissimum; & Jacobum, eadem gratia Scotorum Regem, super tractatu matrimonii per verba de futuro, Deo favente per verba de præsentem, celebrando ac concludendo inter præfatum dominum Regem Scotiæ, & clarissimam, nobilissimamque dominam Magdalenam Franciæ, Christianissimi Regis filiam primogenitam.

Imprimis. Pactum, & conventum est, quòd præfatus illustrissimus Scotiæ Rex in uxorem sponfamque ducet dictam dominam Magdalenam, ipsa quoque domina de autoritate, licentia, & permissione præfati domini Regis Christianissimi Principis, præfatum dominum Regem in maritum ac sponsum per verba de præsentem in facie sanctæ matris Ecclesiæ, tempore, & loco per memoratos Reges concordandis, & concludendis.

Item. Conventum, & conclusum est, quòd Rex Christianissimus, favore & contemplatione dicti matrimonii, dabit & constituet in dotem prædictæ dominæ Magdalene filia, pro omnibus bonis, ac successione paterna, & quibuscunque aliis, summam centum millium auroreum solutorum, cursum in regno

D d d ij

*Ecosse.
mariage.
1536.
26. nov.*

Franciæ habentium ; de qua summa perfolvantur domino invictissimo Regi Scotiæ, die celebrationis matrimonii centum millia librarum ; pro reliquo autem dictorum centum millium aureorum solutorum, quod est censum quinque, & viginti millia librarum, dabitur atque assignabitur sponſis futuri reditus annuus in terris, dominiis, grenariis, & auxiliis hujusce regni ad pretium quidem denariorum pro singulo denario, sine ulla alicujus rei reservatione per dominum Regem Christianissimum facta in locis, terris, & dominiis, ad supradictum effectum concessis, demptis tamen ressorto, fidelitate, hominagio, superiori domino, & sub conditione redemptionis perpetuæ pro dicta summa centum quinque & viginti millium librarum, legaliumque expensarum, mediante, qua dotis constitutione dicta domina de autoritate futuri sui sponſi cedit, quitabit, & renunciabit, in bona & valida forma, & de præſenti cedit, quitat, & renunciat bonis, ac successioni maternæ, bonis mobilibus, ac successioni paternæ, & quibuscumque aliis, cum utriusque sponſi promisso atque obligatione de non facienda quovis modo in futurum ratione dictorum bonorum petitione ac querela.

Item. Conventum, & conclusum est, quòd si præſata domina mortuo Rege marito supervixerit, & liberos habeat de dicto matrimonio descendente, vel non habeat præscriptæ dotis, quæ est summa quinquaginta millium aureorum, reddetur & restituatur præſatæ dominæ, per hæredes & successores memorati domini Regis, & reliqua viginti quinque millia aureorum infra annum proximè sequentem ; altera verò medietas ipsis hæredibus ac successoribus remanebit, & non erit alicui restitutioni subjecta. Si autem prædictus dominus Rex dominæ supervixerit, susceptis ex ea liberis, vel non tenebitur ipse Rex, hæredes, & successores sui ad restitutionem ullius rei ex ipsa dote susceptæ, hæredibus ac successoribus dictæ dominæ faciendam, & nihilominus gaudet prædictus Rex Scotiæ, ejus vita durante, præſato reditu annuo, qui constitueret pro summa centum viginti quinque millium librarum, donec redemptus fuerit, & interveniente liberatione & redemptione dicti reditus, præscripta summa dabitur & perſolvetur præſato Regi.

Item. Conventum, & conclusum est, quòd ultra præscriptæ dotis medietatem ipsa domina recuperabit, & sibi deliberabuntur sua omnia jocalia, ornamenta, ac mundum muliebrem, quæcumque & qualiacumque habuerit tempore solutionis præscripti matrimonii, aut eorum existimationem, aut appretiationem, quæ per homines expertos constante matrimonio facta fuerit.

Item. Conventum, & conclusum est, quòd præſata domina non tenebitur ad solutionem alicujus portionis debitorum prænominati domini Regis Scotiæ, nec habebit portionem aliquam in ipsis domini Regis mobilibus.

Item. Conventum, & conclusum est, quòd si præſata domina mortuo Rege marito, quemadmodum dictum est, supervixerit, sive liberos habeat, seu non, pro dotalio, seu douerio, ejus vita durante gaudebit comitatu de Fisse, cum loco & castello de Fultrand, mobilibus, atque utencil munera, prout ad statum reginæ Scotiæ spectat & pertinet. Præterea, eadem domina in douerium habebit comitatum de Straherne, cum loco & castello de Sterling ; comitatum de Ræſis, cum loco & castello de Dingyveil ; comitatum d'Orbinay, dominium de

Galonay, cum loco & castello de Tresse; dominium d'Armananche, & dominium des Isles. Quod si dictæ terræ & dominia, aut eorum aliqua quodam alio dowerio, aut onere essent onerata, aut si redditus ipsorum comprehensis ædificiis non ascenderent ad valorem triginta millium librarum annui redditus, tunc & in eo casu præfatus Rex Scotiæ, hæredes & successores sui, tenebuntur exonere dictas terras ac dominia oneribus quibuscumque, & præstare ac supplere in terris ac dominis, id quod de triginta millibus librarum annui redditus deesset. Tum dowerii possessionem statim dissoluto matrimonio dicta serenissima Regina autoritate propria ingredi, & præfatum dowerium liberè possidere poterit, & in regno Scotiæ residere; aut si libitum fuerit, in regnum Franciæ redire, cum medietate suæ dotis, mobilibusque, jocalibus, & mundo muliebri, ac gaudere integrè dicto suo dowerio, ea tam in hoc regno existente, quàm in regno Scotiæ, & percipere, vita durante, redditum dictarum terrarum ac dominiorum, aut eorum quæ supplendo tradita essent modo supra dicto.

Item. Ut præfens tractatus matrimonii, ac omnia & singula capitula in eodem contenta, bona fide observentur, præfati domini Reges, se, & sua omnia bona præsentia & futura, sibi invicem obligabunt, ac in verbo regio & bona fide, per suas literas aut coram notario, ac testibus, præsentem tractatum, ac singula omnia in eodem contenta laudabunt & approbabit, & de præmissis omnibus publicum instrumentum conficietur. Acta fuerunt hæc Blesis anno & die prædictis, præsentibus illustrissimis principibus & dominis, Delphino Franciæ, Rege Navarræ, Cardinalibus de Lotharinga, Le Veneur & du Bellay; Cancellario Franciæ; domino de Montmorency, magno Magistro & Marefcallo Franciæ; Episcopo Sueffionensi; & Guillelmo Poyet, Præfide in suprema Parlamenti Curia. Signé, *Bochetel. Et plus bas étoit écrit ce qui s'ensuit.*

Et quia Ego Claudius Chapuis, clericus Turonensis Diocesis, publicus autoritate apostolica notarius, his omnibus dum agerentur, unâ cum Regio secretario interfui, signum meum manuale huic publico instrumento, manu aliena descripto, in testimonium fidei appofui requisitus & rogatus. *Chapuis.*

TRAITE' DE TREVE PO'UR DIX MOIS ENTRE L'EMPEREUR

Charles V. & le Roi François I. pour le regard de la Picardie, & pour les Pais Bas dudit Empereur. Fait à Bomy au comté de Saint Pol, le 30. juillet 1537.

A L'honneur de Dieu nôtre Createur. Comme pour éviter l'effusion du sang *Espagne.*
humain, & faire cesser les grands maux & innombrables inconveniens, *1537.*
qui proviennent à l'occasion de la guerre, & pour mieux parvenir à *30. juillet.*
une bonne paix finale, se soient assemblez & entrez en communication, Messire Jean d'Albon, Sieur de Saint-André, Conseiller, Chambellan ordinaire du Roi Tres-Christien, & Chevalier de son Ordre; Messire Guillaume Poyet, aussi Chevalier, Conseiller dudit Seigneur, en son privé & secret Conseil, Præsident en la Cour de Parlement à Paris, Premier President de Bretagne, & Sieur du Couldrai, & Maître Nicolas Berthereau, Notaire & Secrétaire d'Etat;

& de chambre dudit Seigneur, commis & deputez par tres-haut & puissant Prince Monseigneur Henri, premier fils dudit Seigneur Roi, Dauphin de Viennois, Duc de Bretagne, Comte de Valentinois, & de Diois, Gouverneur de Normandie, & Lieutenant-General dudit Seigneur en son armée de Picardie, d'une part; & Messire Philippe de Lanoi, Sieur de Molenbaiz, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, & Grand-Maitre d'hôtel de la Reine Douairière d'Hongrie, Regente, &c. Messire Jean Hovvard, Sieur de Liedekerque, Vicomte de Lombecque, Chevalier de l'Ordre militaire de S. Jâques, Conseiller d'Etat de l'Empereur; & Maître Mathieu Stric, Secrétaire ordinaire dudit Sieur, aussi commis & deputez par haut & puissant Seigneur Messire Floris d'Egmond, Comte de Bueren & de Lierdam, sieur d'Iselstein, & de Cravendone, & de Saint-Martinsdick, aussi Chevalier de l'Ordre de la Toison d'Or, Lieutenant & Capitaine general pour ledit Seigneur Empereur en ses pais d'embas, & d'autre part.

Lesquels après aucuns propos & communications eûes par ensemble, pour le bien, tranquillité, & repôs des roiaumes, pais, & sujets desdits Seigneurs Empereur & Roi, ont en vertu de leur pouvoir, & en attendant la paix finale, qui avec le plaisir de Dieu sera faite entre lesdits Sieurs Princes, traité, convenu, & accordé une vraie, sincere, & entiere treve, abstinence de guerre, & cessation d'armes entre le royaume de France & les pais d'embas dudit Seigneur Empereur, vassaux, sujets, & habitans en iceux, tant par terre, que par mer, & eaux douces, pour le tems & terme de dix mois, à commencer cejourd'hui, date de ces presentes, pendant laquelle cesseront d'une part & d'autre toutes hostilités, & exploits de guerre; & pourra le laboureur cultiver ses terres & possessions, & les pêcheurs faire leurs pêcheries en la mer & eaux douces, sans invasion ou empêchement quelconques. Et ne seront courués les frontieres d'une part ni d'autre, en maniere que si pendant ladite treve, ou abstinence de guerre, étoient pris aucunes personnes, ou biens par courses, ou autres entreprises contraires à ladite treve, ou abstinence, sur leids vassaux, sujets, & habitans d'un parti & d'autre, en sera incontinent fait reparation & justice, comme contre infraçteurs de paix, & sans aucunement prejudicier a ladite treve & abstinence de guerre.

Aussi est dit & accordé, que le siege étant devant la ville de Teroulitene sera entièrement levé & ôté, & à cette fin incontinent après la conclusion de cette presente treve & abstinence de guerre, & en un même jour, en sera faite publication aux camps desdits Sieurs Empereur & Roi, & sera l'artillerie levée & retirée des lieux, où elle est assise en batterie devant ladite ville de Teroulitene, & cesseront tous exploits de guerre d'une part & d'autre; & à ce que ceux qui sont dedans ladite ville n'aient à tirer, ni faire aucune chose au prejudice de ladite treve & abstinence de guerre, sera au même instant de ladite publication envoié par lesdits deputez de Mondit Seigneur le Dauphin un heraut & trompette François, pour notifier ladite treve à ceux qui sont dans ladite ville: & dedans deux jours après, seront les armées entièrement retirées, à savoir celle dudit Seigneur Empereur de devant ladite ville de Teroulitene; & celle dudit Seigneur Roi, hors des limites desdits pais d'embas dudit Seigneur Empereur; & ne seront reçus les soldats de l'une part en l'autre; & sera pareillement ladite treve & abstinence de guerre publiée par tous les pais & villes des frontieres
desdits

desdits Seigneurs Princes, où il est de coûtume de faire publication.

Est aussi dit & accordé, que pendant icelle treve & abstinance de guerre, ledit Seigneur Roi ne mettra aucunes gens de guerre, ne fera aucune fortification au comté de Saint-Pol, & en quelque maniere que ce soit, & neanmoins y sera la justice administrée comme il apartiendra; & pouront d'une part & d'autre aller & venir franchement, librement, & seurement és lieux & villes de leurs obeissances, & y mettre ce que bon lui semblera, pourvu que ce ne soit par forme de guerre, ni hostilité quelconque.

Est aussi accordé, que ledit Seigneur Roi baillera saufconduit à un gentilhomme ou deux, qui seront nommez par ladite Reine d'Hongrie, pour aller & retourner en poste, ou autrement par son royaume, avec le nombre de six personnes, & autant de chevaux devers ledit Seigneur Empereur pour le fait & traité de ladite paix, & ce dedans quatre jours, ou plutôt si faire se peut.

Et sera ce présent traité ratifié par Mondit Seigneur le Dauphin, & Monsieur le Comte de Bueren, Lieutenant general dessusdits, dedans trois jours après la publication, & dedans trois mois après par ledit Seigneur Empereur, & ledit Seigneur Roi, & de ce baillées d'une part & d'autre lettres de ratification en forme due. Ainsi fait & accordé à Bomy sous les seings manuels desdits commis & deputez dessus nommez le 30. jour de juillet, l'an 1537.

TRAITE' DE TREVE POUR TROIS MOIS ENTRE L'EMPEREUR

Charles V. & le Roi François I. pour le regard du Piémont, la Lombardie, la Savoie, le Dauphiné, la Provence, Gennes, & Nice. Fait à Monçon au royaume d'Aragon le 16. novembre 1537.

ATous ceux qui ces presentes verront, soit notoire. Comme par le moien, & enhorrement de tres-hautes & tres-excellentes Princesses, les Reine de France & Reine Douairiere d'Hongrie, ait été faite treve & abstinance particuliere de guerre aux côtez des pais d'embas, & Picardie, entre les armées, qu'y avoient tres-hauts & tres-puissans Princes, Charles, Empereur des Romains, Roi d'Espagne, &c. & François, Roi de France Tres-Chretien, en intention, esperance, & desir, que lesdites Dames avoient de procurer la supercession & abstinance des armes d'iceux Princes en tous autres lieux, & même au quartier de Piémont & Lombardie; & afin de pouvoir parvenir à bonne & sincere paix, en quoi depuis elles ont continuellement insisté envers lesdits deux Princes, ils, considerant outre le parentage & affinité d'entre eux, combien ladite paix est nécessaire pour le bien commun de la Chretienité; & en acquiesçant aux prieres desdites Reines, & aux tres-saintes & paternelles admonitions de nôtre Tres-Saint Pere le Pape, & à la tres-instante requisition d'aucuns Princes & Potentats, parens & alliez desdits Sieurs Empereur & Roi Tres-Chretien, ont commis & député leurs procureurs speciaux, à sçavoir de la part dudit Sieur Empereur, Don Francisco de los Cobos, Chevalier, Grand-Commandeur de Leon en l'Ordre de S. Jâques Adelantado* de Caçorla, * i. e. Sénéchal Seigneur de la ville de Sabote, du Conseil d'Etat dudit Seigneur Empereur; & ou Grand-Bailli

Messire Nicolas Perrenot, aussi Chevalier, Sieur de Granuelle, Chantonay; & Champagnay, Premier Conseiller, Maître aux Requêtes, & Garde des sceaux de Sa Majesté. Et de la part dudit Roi de France, Messire Claude Dodieu, Chevalier, Sieur de Vely, Conseiller & Maître des Requêtes de l'Hôtel de Sa Majesté roiale, en leur donnant plein pouvoir de traiter ladite treve, abstinance de guerre, & supersession d'armes, selon & pour tel tems qu'ils verroient convenir & expedient pour entendre au traité de ladite paix, comme il apert par leurs pouvoirs respectivement.

Lesquels procureurs en vertu d'iceux, ont traité, convenu, & accordé, traitent, conviennent, & accordent ladite treve, abstinance de guerre, & supersession d'armes entre les armées desdits Empereur & Roi Tres-Christien, qu'ils ont au Piémont & en Lombardie, & en tout ce côté là, pour le tems & terme de trois mois, à commencer du jour de la publication de la treve & abstinance de guerre, laquelle se fera dedans le vint-septieme jour du present mois, ou plutôt s'il est possible. Et deslors se retireront les armées d'une part & d'autre de tout ledit pais de Piémont, & cesseront precisement, tant generalement que particulièrement toutes forces, violences, envahissemens, & incursions, y comprenant les pais de Savoie, Dauphiné, Provence, la Cité, Rivière, & Etat de Genes, cité, château & terre de Nice, delaisant seulement les garnisons aux villes & places, que l'une & l'autre partie y tiendront selon qu'il sera avisé, pleinement & de bonne foi entre le Marquis de Guasto, & le Grand-Maître de France, ou ceux qu'ils deputeront à ce, demeurant au surplus les choses d'une part & d'autre en l'estat qu'elles se trouveront audit vint-septieme de cedit mois, que sera faite ladite publication, ou plutôt, si plutôt elle le fait; & sans ce que durant ledit tems les habitans dudit Piémont, & des autres lieux circonvoisins, chacun en droit soi, ne seront travaillez ni forcez, directement ou indirectement en leurs personnes, maisons & biens, ni empêchez en la culture de leurs terres, ou autrement.

Et si aucuns se trouvent contrefaisans d'un côté ou d'autre, ils seront punis & cogez grièvement & exemplairement, comme s'ils étoient infractions de paix, avec restitution & satisfaction de tous dommages & interets; demeurant au surplus cetteditre treve & abstinance de guerre, ensemble tout le contenu au present traité en la force & vigueur. Et à cette fin que cetteditre supersession & abstinance de guerre se puisse plutôt & certainement effectuer, & la notification & publication d'icelle se faire en dedans le vint-septieme, ledit Sieur de Vely a accordé & promis, que Jean Gallego, officier de la Maison dudit Sieur Empereur, lequel Sadite Majesté entend dépêcher devers ledit Marquis, pour l'avertir & certifier de cetui traité, & afin qu'il puisse faire ladite publication, pourra passer par le royaume de France en poste & diligence, librement & seurement, sans contredire ni empêchement quelconque, ains pour son dit passage lui sera bailler ledit Sieur de Vely toute assistance & adresse requise à la bonne direction & avancement d'icelui, & aussi pour son retour, ou d'autre tel que ledit Marquis voudra renvoyer par ledit royaume de France, devers ledit Sieur Empereur; est expressément convenu, que si par cas fortuit, & sans faute & coulpe, ledit Jean Gallego, & celui qui s'envoira de la part dudit Sieur de Vely, ne puissent passer & ariver devers les chefs desdites armées

etans au côté dudit Piémont, en dedans ledit vint-septieme, que ce nonobstant cetteditre treve & abstinance de guerre demeurera en son entier, pour commencer, & sortir effet le plûtôt que ladite publication se pourra de là en avant faire, sans dol, fraude, ni malengin. Et afin que rien ne reste par bonne diligence, a été acordé d'envoyer *duplicata* dudit present traité, & dépêche des deslusdits, par la voie de mer, tant pour la part dudit seigneur Roi, que d'icelui Marquis. Promettant lesdits procureurs, & chacun d'eux endroit soi respectivement, en vertu de leursdits pouvoirs, l'observance & accomplissement de toutes & singulieres les choses avant dites, le tout comme dit est de bonne foi. Et pour ce obligent lesdits sieurs Empereur & Roi ensemble leurs biens presens, & à venir. Et en témoin de ce ont soussigné ce present traité de leurs seins manuels, & fait sousscrire par les secretaires & notaires soussignés au lieu de Monçon, le seizieme jour de novembre l'an 1537.

*PROPOSITIONS ET REPONSES ENTRE L'EMPEREUR
& le Roi, sur le fait de la paix. A Locate, les 15. decembre
& 10. janvier 1537.*

LES deputez des deux Majestez au dernier de decembre commencerent à annoncer les chapitres pour l'apointement & paix entre eux, & mirent les commis de l'Empereur les articles ci dessous en avant.

*Autriche
1537.
10. janv.*

P R E M I E R.

Comme l'Empereur est content de donner pour dot le duché de Milan à Monsieur d'Orleans, prenant en mariage sa nièce, premiere née du Roi des Romains, moienant les conditions ci-spesificées, à sçavoir, que le Roi ait à confirmer l'accord de Madrid, & Cambrai, renonçant à toutes exceptions au contraire.

Qu'il rende au Duc de Savoie ses pais, tant deçà que delà les monts, avec restauration des dommages, ainsi qu'il s'accordera avec ledit Duc.

De rendre Hesdin avec l'artillerie & munition qui étoit dedans.

Qu'il promette intervenir au Concile, toutes & quantes fois qu'il sera déterminé par le Pape, & Sa Majesté Cesarée, & de faire observer à ses sujets ce qui y sera ordonné.

Qu'il promette donner tel exercice, ou armée, pour la défense & offense nécessaire contre le Turc, comme sera convenient pour sa part.

Qu'il renoncera à toutes ligues & capitulations qu'il a avec les Princes & villes d'Allemagne sujets à l'Empire, promettant de ne faire pratique, ni avoir intelligence avec eux, au prejudice de la Maison d'Autriche.

Et pour observer les chapitres susdits, qu'il laisse les forteresses de l'Etat de Milan, ou bien qu'il donne son fils en la puissance de l'Empereur pour trois

Ecc ij

ans ; entr'autres choses comme dessus , que les traites de Madrid & de Cambrai soient observez. De Barcelonne le 15. decembre 1537.

Réponse du Roi Tres-Chretien.

Premier. Quant à l'état & duché de Milan , il l'accepte pour dot à donner à son fils dernier né , prenant en mariage la nièce de l'Empereur , quelque bonne raison qu'il y ait.

L'apointement fait à Madrid & Cambrai , il le confirmera quant à ce qu'il lui semble être obligé ; & si en ce il y a difficulté , le remet au jugement du Pape , & d'observer & confirmer ce qui sera par lui ordonné.

Des terres & états de Savoie , il se contente de les rendre , moiennant qu'il ait l'Etat de Milan libre & sien , & cependant , que l'Empereur tiendra les forteresses dudit Milan ; aussi fera-t'il les forteresses qu'il tient , & semblablement Hesdin.

De se soumettre au Concile , il ne veut que ce soit par obligation de capitulation , parce que la volonté , & le devoir l'oblige à ce , & de ne faillir à l'intervention & observation , autant que autre bon Prince chretien.

Donner aide contre le Turc , le devoir & son honneur l'oblige , & non autre chose , & en telle occurrence , à l'ordre du Pape , & Venitiens.

De renoncer aux Ligues d'Allemagne , toujours quand leurs Majestez seront faits amis , ces choses cesseront , ainsi n'est besoin de cession aucune.

De laisser les forteresses du duché de Milan , ou bailler son fils pour trois ans , se contente laisser les forteresses , retenant cependant ce qu'il possède en Piémont. Au reste sera aux capitulations comme dessus est dit. De Montpellier le dixieme janvier 1537.

Replique du Roi Tres Chretien.

Le douzieme du present mois , le Roi entendant , que l'Empereur ne se contentoit de sa réponse , fit faire nouvelle proposition par Messieurs le reverendissime Cardinal de Lorraine , & Grand-maître , aux députez de l'Empereur , à sçavoir , s'il ne se contentoit de ce qu'ils avoient répondu , s'offroient de demurer à la moderation du Pape , & de tout autre arbitre , qui sans affection puissent définir les propositions & réponses d'entre eux.

Et cependant mettre bas & déposer les armes pour un , deux , & dix ans , si besoin est , en retenant toutefois ce qu'il possède de présent.

L'onzieme du present mois de janvier , s'est fait une trêve pour autres mois , selon la forme de la premiere , & durera pour tout le mois de mai.

*Traité de treve juſques au premier juin 1538. entre l'Empereur Charles V.
& François I. pour tous leurs royaumes & pais. Fait aux Cabannes
de Fiton entre Narbonne & Perpignan, le 11. janvier 1537.*

CHARLES, par la divine clemence Empereur des Romains toujours *Eſpagne.*
auguste, Roi de Germanie, de Caſtille, de Leon, de Grenade, d'A- *1537.*
ragon, de Navarre, de Naples, de Sicile, de Maillorque, de Sardaigne, *11. janv.*
des Iſles, Indes & terre ferme de la Mer Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc
de Bourgogne, de Lotier, de Brabant, de Limbourg, & de Gueldre, Comte
de Flandre, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, de
Zelande, de Ferrette, de Haguenau, de Namur & de Zutphen, Prince de Suabe,
Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Friſe, de Salins, de Malines, & Do-
minateur en Aſie & en Afrique: A tous ceux qui ces preſentes verront, ſalut.
Comme après pluſieurs communications naguere tenues en la Frontiere de Per-
pignan & Narbonne, pour acheminer & traiter ſincere paix & amitié en-
tre nôtre beaufriere le Roi de France, & nous, nos commis & les ſiens aient
fait & paſſé une prorogation des treves particulieres déjà faites, l'étendant ge-
neralement pour tous les royaumes, pais, & états dudit Roi de France, & nô-
tres, juſques au premier de juin prochain; & ſur ce aient été dépêchées lettres
par noſdits commis, datées au lieu des Cabannes de Fiton, le onzieme jour de
janvier dernier paſſé, par leſquelles ils aient promis nous faire ratifier tout le
contenu comme il apert par icelles lettres, dont la teneur ſ'enſuit.

AU nom du Createur, Don Franciſco de los Cobos, Chevalier, Grand
Commandeur de Leon en l'Ordre de S. Jâques, Adelantado de Caçorla,
Seigneur de la ville de Sabiote, du Conſeil d'Etat de l'Empereur; & Nicolas
Perrenot, auſſi Chevalier, Seigneur de Granuelle, Chantonnay & Champag-
nay, Premier Conſeiller, Maître aux Requêteſ, & Garde des ſceaux de Sa
Majeſté. Comme pour parvenir à une bonne, entiere & ſincere paix, & ami-
tié entre Sa Majeſté Imperiale, & François Roi de France Tres.Chretien, &
faire ceſſer les maux & inconveniens procedans à cauſe des guerres & diviſions
étans entre eux, aient été faites treves particulieres, qui encore durent, pendant
leſquelles aions tenu pluſieurs aſſemblées & communications entre nous, comme
commis & procureurs dudit Seigneur Empereur & tres-illuſtre Prince, & tres-
reverend pere en Dieu le Sieur Jean, Cardinal de Lorraine, & tres-noble &
illuſtre Sieur Anne de Montmorenci, Premier Baron, Grand-Maître & Ma-
réchal de France, Gouverneur & Lieutenant general en Languedoc, auſſi pro-
cureur & commis dudit Seigneur Roi, pour traiter, conclure, & accorder ladite
paix entre ledits Seigneurs Empereur & Roi, & jointement mettre pacifica-
tion és diſſerends d'entre ledit Seigneur Roi Tres.Chretien, & Monſieur le Duc
de Savoie; eſquelles aſſemblées & communications ſe ſont trouvées aucunes im-
portantes diſcultez, pour leſquelles l'on n'a pû parvenir à la conſeſſion de traité
de ladite paix; & eſperant qu'avec la grace de Nôtre Seigneur, elle ſe pourra
conclure, avons pour l'entretienement de la pratique & negociation deladite

Ecc ij

paix par ensemble, & en vertu de nôtre pouvoir & du leur, prorogé & prolongé lesdites treves ci-devant accordées en la maniere qui s'ensuit.

C'est à sçavoir, qu'icelles deux treves faites pour les côtes de Picardie, & pais d'embas, & de Lombardie, Piémont, & autres lieux y adjacens & compris, s'entretiendront & observeront entierement sans en faire innovation, & le prolonge celle dudit Piémont comme elle est faite, selon la forme & teneur, jusques au premier de juin prochain. Et d'abondant que dès maintenant en avant & jusques audit premier jour de juin, soit abstinance de guerre & supersession d'armes generalement entre tous les roiaumes, pais, & sujets de leursdites Majestez Imperiale & Roiale, & en tous lieux, endroits, & frontieres par tout ledit tems.

Et si aucuns des sujets de leursdites Majestez se trouvent y contrevenir, ils seront punis & corrigez grievement & exemplairement, comme s'ils étoient infracteurs de paix, avec satisfaction & restitution de tous dommages & interests, demeurant néanmoins lesdites treves, & prorogation generale, abstinance de guerre, & supersession d'armes, & tout le contenu en ces presentes, en leur forme & valeur.

Et s'en fera la publication respectivement, tant deçà, qu'autres lieux, où lesdites treves s'étendent, & lieux, où telles publications ont accoustumé d'être faites, dans un mois prochain, & le plutôt que convenablement faire se pourra; & audit côté de Piémont, dans deux mois prochains venans, au dedans desquels sera tenu ledit Sieur Empereur fournir consentement, agreation, & aprobaton dudit Duc de Savoie sur tout le contenu en ces presentes, à peine de nullité de cette prorogation, & sans qu'il puisse être directement ou indirectement assisté par Sadite Majesté Imperiale, entre & par le tems desdites treves, prorogation, & extension comme qu'il soit.

Et afin que ledit traité de paix se puisse convenablement procurer, avec toutes les diligences & sollicitations, qui sembleront être à ce requises & necessaires, tant d'une part que d'autre, il a été promis & accordé, que tous messagers, courriers, & personnes, qui seront dépêchez par leursdites Majestez Imperiale & Roiale, passeront librement & franchement, sans aucun contredit ni empêchement, par tous les roiaumes, pais, terres & seigneuries de leursdites Majestez, & en tous les lieux de leurs obeissances, pour tout le tems desdites treves, prorogation, & ampliation d'icelles.

Et pour ce qu'il est requis, comme il a été convenu, expedier lettres de la part desdits Sieurs Cardinal, & Grand-Maitre, & Nous respectivement pour de nôtre part y satisfaire, avons dépêché les presentes, par lesquelles en vertu de nôtre dit pouvoir nous avons promis & promettons, que ledit Seigneur Empereur observera, & fera inviolablement observer le contenu ci-dessus en tous & singuliers ses points, fermement & inviolablement, & en baillera ses lettres de ratification dedans semblable terme de deux mois prochains; & quant à ce oblignons sadite Majesté Imperiale, & ses biens presens & à venir quelconques. Et en témoin de ce, nous sommes sousscrits en celdites presentes, & y aposé nos sceaux. Aux Cabannes de Fiton le 11. jour de janvier, l'an 1537. Ainsi signé, *Cobos*, *Comendador Mayor*, & *N. Perrenos*. Et scellé de leur scel en placart,

*Traité de treve pour dix ans, entre le Roi François I. & l'Empereur Charles V pour tous leurs royaumes, pais, & seigneurie.
A Nice le 18. juin 1538.*

AU nom de Dieu le createur. Soit notoire à tous, comme nôtre Saint Pere le Pape Paul III. considerant depuis son avènement au Saint Siege, en quel danger étoit toute la Republique Chretienne, à cause des dissensions & différends étans entre les Princes d'icelle, ait par plusieurs fois écrit, & envoyé ses Nonces & Legats pardevers l'Empereur, & le Roi Tres-Chretien, pour être ceux dont dépend principalement le repos de la Chretien-
té, afin de faire une bonne paix entre eux : & voiant qu'elle n'avoit pû encores venir à conclusion ait pris la peine, sans avoir égard à son vieux âge, ni aux dangers, que le changement des regions peuvent causer, ni aux autres incommoditez, de venir en ce côté de Nice. Et aussi ont fait à sa semonce & priere les seigneurs Empereur & Roi, où après plusieurs propos & assemblées eûs sur le fait de la paix, n'a été possible de la conclure, pour aucunes importantes difficultez ; & que de plus longue absence de Sa Sainteté de la cité de Rome, & deldits Princes de leurs pais, s'en pourroit ensuivre plusieurs inconveniens. Et davan-
tage, que de cette region de Nice, à cause qu'elle est étroite & sterile, & l'air mal sain, pourroient avenir beaucoup de dangers à Sadite Sainteté, procuré, & conclu avec leldits deux Princes retourner à Rome, où ils envoient vers Sa Beatitude aucuns leurs Ministres, avec amples pouvoirs, pour continuer le traité de ladite paix, Sadite Sainteté a moiené entre leldits deux Princes, la treve, dont la teneur ensuit.

*Autriche
1538.
18. juin.*

L'an de Nôtre-Seigneur Jesus-Christ, auteur de toute paix & concorde, courant 1538. le dix huitieme jour de juin, en la Maison conventuelle de Saint François, hors la cité de Nice, en presence de nôtre dit Tres-Saint Pere le Pape, ont été personnellement établis, Don Jnan Fernandez Manrique, Marquis d'Aguilar ; Don Francisco de los Cobos, Grand Commandeur de Leon en l'Ordre de Saint Jâques. Ade'antado de açorla, seigneur de la ville de Sabiote, du Conseil d'Etat de l'Empereur ; & Nicolas Perrenot, Chevalier, sieur de Granvelle, premier Conseiller, Maître aux Requêtes, & Garde des sceaux de Sa Majesté, commis de la part de Sadite Majesté. Et tres-reverend & illustres seigneurs Jean, Cardinal de Lorraine ; & Anne de Montmorency, premier Baron, Connétable, & Grand-maître de France, Gouverneur & Lieutenant general en Languedoc ; deputez de la part du Roi Tres-Chretien. Lesquels en vertu de leurs pouvoirs, ont, en l'honneur de la benoïte Trinité, traité comme s'ensuit.

Premierement, que bonne, seure, vraie, ferme, & loiale treve, abstinnence de guerre, & cessation d'armes est faite, conclüe, arêtée, accordée, & passée entre leldits seigneurs Empereur & Roi, par terre, mer, & eaux douces, tant en levant, que ponant, & en tous lieux & endrois, comme si particulierement & specialment ils fussent exprimez, durable fermement, & inviolablement,

entre leurs Majestez Imperiale & Roiale, leurs hoirs, & successeurs, roiaumes, pais, & seigneuries par eux possédez, & qu'ils tiennent tant delà que deçà les monts, ou en quelque lieu que ce soit. Et ne sera durant icelle, rien innové, ni attenté d'une part ni d'autre, directement ni par indirect, mais demeureront toutes choses en l'état qu'elles sont, en la possession & jouissance à chacun comme il a respectivement, & ce pour le tems & terme de dix ans, à commencer du jourd'hui date de ces presentes, & de là en avant continuellement suivant.

Et feront lesdits seigneurs Empereur & Roi publier ladite treve prestement en ce côté, & pourvoir que ainsi se fasse en tous lieux, comme il est acoustumé en tel cas, & requis pour la pleine & entiere observance d'icelle, & de maniere qu'il n'y ait faute.

Et sera ladite treve marchande & communicative par tous les lieux & endroits, tant de mer que de terre, & eaux douces : & pourront les sujets d'un côté & d'autre, aller, venir, negocier, & séjourner franchement, & librement, comme en tems de bonne & paisible paix, sans contredit ni empêchement quelconque.

Et retourneront les sujets & serviteurs d'un côté & d'autre, pleinement en la jouissance de tous & chacuns leurs biens immeubles, saisis & occupez par la dernière guerre, & à l'occasion d'icelle, pour en jouir dès la publication de ladite treve, sans rien quereller des finits percûs & échus : & sera ledit retour nonobstant toutes donations, concessions, confiscations & commises, sentences données par contumace, & en absence des parties, & icelles non ouïes, à l'occasion de ladite guerre, comme qu'il soit ; remettant iceux sujets quant à ce pleinement, & cessant tous empêchemens & contredits, en leurs droits, ainsi qu'ils étoient au tems de l'ouverture de ladite dernière guerre. Et s'entend le contenu au present article avoir lieu en tous les endroits étans sous l'obeissance & possession desdits seigneurs Empereur & Roi, & qu'ils possèdent & tiennent, sauf quant aux foruscis de Naples, & Sicile, lesquels ne sont compris en la présente treve, ni en la disposition & effet d'icelle.

Durant lesquels dix ans, lesdits seigneurs Empereur & Roi ne pourront, directement ou indirectement, endommager l'un l'autre, en quelque lieu ou endroit que ce soit, par eux ni par autrui, ni bailler aide, port, assistance, ou faveur de gens, argent, artillerie, munitions, viquailles, ni choses quelconques, à ceux qui le voudroient faire, procurer, ou attenter, ni passage par leurs roiaumes, terres, pais, & seigneuries : & ainsi s'observera loialement, simplement, sincerement, & de bonne foi.

Et ne pourra-t'on proceder durant ladite treve, directement ou indirectement, d'un côté ni d'autre, à l'encontre des sujets, capitaines, officiers, & serviteurs, de quelque nation qu'ils soient respectivement, pour le service fait ausdits Princes, chacun endoit foi, & délits par eux commis auparavant la date des presentes ; ains pourront resider en leurs maisons, possessions, & biens quelconques, & en jouir paisiblement, sans aucun empêchement, sauf & réservé, que si pour cas par eux commis touchant partie particuliere ils sont en justice, ou que l'on les veuille poursuivre en icelle, elle aura son cours par voie civile, pour l'intérêt

l'intérêt de la partie tant seulement, hormis toujours ceux de Naples, & Sicile, comme dit est.

Item. Sera la justice administrée par chacun desdits seigneurs Empereur & Roi, aux sujets d'un côté & d'autre, es lieux où par droit & raison elle doit être faite & administrée, sans que par indirects & obliques moïens, on la puisse attirer, poursuivre, ni faire ailleurs que es lieux, où les personnes doivent être convenues, & les biens sont assis & ressortissans, & où par droit & raison on la doit requérir & faire.

Et sont expressément compris en cette treve, les cité, seigneurie, & état de Gennes, ensemble toutes leurs appartenances, & lieux tenus dudit Gennes, & qui sont sous & de son obeïssance, ou comme que ce soit, quant à la supercession d'armes, & abstinance de guerre, tant par mer que par terre. Et pourront les manans & habitans, sujets dépendans dudit Gennes, naviger en toutes lesdites mers, hâter, & converser en tous lieux de terre hors le royaume de France, & terres, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien tient & possède. librement, paisiblement, & sans contredit, sans que, directement ou indirectement, ledit seigneur Roi, ni autres de sa part, comme qu'il soit, puissent rien mouvoir, ni attenter de fait à l'encontre desdites ville, seigneurie, & état, manans & habitans, sujets, & dépendances d'icelui, & generalement ni particulièrement.

Et demeureront surseïes à cet effet, toutes lettres de marque, représailles, & autres quelconques exécutions faites & expédiées, si aucunes y en a, soit generalement ou particulièrement, à l'instance ou consideration de qui que ce soit, demeurant au surplus les parties en leur entier, pour poursuivre leur droit comme par raison & justice apartiendra.

Et quant à l'Etat de Florence, & autres Republiques d'Italie, elles sont comprises en cettedite treve, pour en jouir entierement, avec hantise, conversation, & contraction paisible, tant par mer que par terre, en tous lieux & endroits entierement.

Et demeurera en sa force & vigueur, & s'observera entierement ce qui a été traité, convenu, & accordé, touchant Saint-Pol, par la treve faite au côté de Picardie à Bomy, comme s'il étoit ici inseré de mot à autre.

Et sera compris en cette presente treve le Duc de Savoie, ensemble tout ce qu'il tient, & ses sujets & serviteurs, pour jouir entierement & paisiblement du benefice d'icelle, moyennant qu'il baille ses lettres de ratification en bonne & saine forme, en dedans un mois prochain: & en cas qu'il ne veuille bailler ladite ratification, ne sera assisté directement ou indirectement, par l'un ni l'autre desdits seigneurs Empereur & Roi, contre, ni au prejudice de ladite treve. Et soit qu'il accepte ladite treve ou non, seldits sujets & serviteurs jouiront par effet d'icelle treve, & de leurs biens, où qu'ils soient assis, & riere ledit seigneur Roi, pourvu qu'ils ne se mêlent de guerre, ni entreprise de fait contre l'un ni l'autre parti; ains ils vivront paisiblement comme les autres sujets: mais il sera en l'arbitrage dudit seigneur Roi, de recevoir & laisser seldits sujets & serviteurs es lieux qu'il tient; & ceux qu'il ne voudra y admettre

& souffrir, jouïront entierement en leur absence par leurs facteurs, & entre-metteurs.

Et si aucun, d'un parti ou d'autre, contrevient à ladite treve & abstinence de guerre, directement ou indirectement, & se fait comme qu'il soit chose au contraire d'icelle, elle sera pleinement & sans figure de justice, ni dilation, réparée, & les contrefaisans châtiés exemplairement, comme s'ils étoient infra-cteurs de paix; & en feront la réparation des officiers d'un côté ou d'autre, chacun endroit soi, sans port ni dissimulation quelconque, à la premiere & simple plainte & requisition qui s'en fera; ladite treve demeurant au surplus en sa force & vigueur.

Et d'un comun accord & consentement sont compris par lesdits seigneurs Empereur & Roi, en cette presente treve, nôtre Tres-Saint Pere le Pape, le Saint Siege Apostolique, le Roi des Romains, le Saint Empire, les Electeurs, & Etats d'icelui, tois les Rois Chrétiens, la Seigneutie de Venise, le Duc de Lorraine, & les Seigneurs des Lignes.

Et ont iceux procureurs & mandataires, en vertu de leurs pouvoirs respectivement, & au nom desdits Empereur & Roi, passé, & promis l'entiere observance de ladite treve, & choses dessusdites, & chacune d'icelles, sans y contrevenir directement ou indirectement: & pour ce ont tous prêté le serment aux saints evangiles de Dieu, & obligé lesdits seigneurs Empereur & Roi, leurs loirs & successeurs, & tous & chacuns leurs roiaumes, pais, & biens presens & à venir: & promis de faire ratifier en bonne & autentique forme ces presentes, au dedans trois jours prochains. Et en temoignage de ce les ont souffrit, & fait soussigner par les notaires & secretaïres ci-après nommez, au jour, lieu, & an que dessus.

L'article touchant Gueldre.

En traitant le joutdui date de cette, en presence de nôtre Tres-Saint Pere le Pape, & par son moien & intervention, la treve de dix ans entre l'Empereur, & le Roi de France Tres-Chretien, par leurs commis & procureurs, ils se font accordez par vertu de leurs pouvoirs, avec lesquels ils ont traité de ladite treve, & par les susdit moien, & intervention de nôtre dit Saint Pere, & pour le meilleur effet & observation de ladite treve, que si Messire Charles, Duc de Gueldre, commence, ou attente aucune chose à l'encontre dudit Saint Empire, durant ladite treve, Sa Majesté pourra aussi proceder par voie de guerre à l'encontre de lui, sans que ledit seigneur Roi s'en puisse mêler, directement ou indirectement. Et aussi, si la personne attente au Duché & pais dudit Gueldre, par force & violence, que ledit seigneur Empereur, pour la conservation de ses droits, y pourra aller à l'encontre comme bon lui semblera; & poursuivre, après le trépas dudit Duc de Gueldre, au cas que durant sa vie il vint en autre main, la jouissance dudit pais & état de Gueldre, sans contrevenir à ladite treve, ni que ledit seigneur Roi s'en empêche, directement ou indirectement, comme que ce soit, durant ladite treve, après laquelle chacune partie demeurera en son entier, comme elle étoit avant cetui accord. Et ont iceux commis & procureurs promis, pour & au nom de leursdits maîtres, que ainsi s'observera par

eux inviolablement. Et en temoignage de ce, se sont soussignez en la presente lettre, faite, accordée, & passée au Couvent de Saint François, près de la ville de Nice, le dix huitieme jour de juin, l'an de grace 1538. Ainsi signé, *Le Marquis de Aguilar, Cobos, Comendador; & N. Perrenot.*

L'article touchant la Mirandole.

Aujourd'hui date de cette, en traitant la treve pour dix ans, en presence de nôtre Saint Pere le Pape Paul III. & par son moien & intervention, entre l'Empereur, & le Roi de France Tres Chretien, par les deputez, commis, & procureurs de leurs Majestez, à cette contention & différend, touchant la comprehension en icelle treve du Comte Galeor, de la Concorde, & de la comté de la Mirandole, dont enfin lesdits deputez d'une part & d'autre, se sont remis à l'arbitrage & bon plaisir dudit Saint Pere, lequel a déclaré, que ladite Mirandole demeurera entre les mains dudit seigneur Roi, & de ceux qui seront par lui commis & deputez durant ladite treve. Et cependant ne sera procédé à l'encontre dudit Comte Galeor de la Concorde, criminellement *, pour l'occupation de ladite Mirandole, ni autres crimes, ni délits que l'on lui voudroit imputer, soit à l'instance & requête du Comte Jean-Thomas, en ladite Mirandole, & appartenances d'icelle, pardevant juges non suspects, qui seront commis par ledit seigneur Empereur. Et si par la définitive ladite Mirandole, & appartenances, sont déclarées appartenir audit Comte Jean-Thomas, sera l'exécution de la sentence survenue durant ladite treve : & lui baillera ledit sieur Roi annuellement, avant en deniers que vaut & porte le revenu de ladite Mirandole, & les appartenances, selon l'évaluation raisonnable qui en sera faite par lesdits juges, ou leurs subdeleguez, & commis. Et s'en fera le paiement réellement & précisément audit Comte Jean-Thomas, ou son certain commandement, de terme à autre, selon & au lieu qui sera déclaré par lesdits juges ; Lquelle declaration iceux d'une part & d'autre, ont acceptée, & en vertu de leurs pouvoirs, avec lesquels ils ont traité ladite treve, promis au nom de leurs maîtres, inviolablement observer. Et en temoignage & approbation de ce, se sont soussignez en la presente. Passé au Couvent des Cordeliers près de la ville de Nice, le 18. de juin, l'an de grace 1538. Ainsi signé, *Le Marquis de Aguilar, Cobos, Comendador Mayors & N. Perrenot.*

* Galeor avoit assassiné le Comte Louis, son oncle, & s'étoit emparé de la Mirandole.

L'Empereur aiant oüi le rapport du seigneur de Pelloux, & aussi la charge de Messieurs de Tarbe. & de Brillac, touchant l'entreprise contre le Turc ; & aussi quant aux alliances des mariages, & établissement de paix & amitié, entre leurs deux Majestez, & leurs successeurs & descendans d'eux, eû l'égard que le Roi tient à la personne de Sa Majesté, les tant bons, honnêtes, affectueux, & cordiaux propos, que ledit seigneur Roi en a tenu, & que les dessusdits ont dit à Sa Majesté Imperiale, elle n'en sauroit assez remercier ledit seigneur Roi ; bien l'assûre ledit seigneur Empereur, qu'il y répondra sincerement de tout en tout jugues au bours.

*Addition d'aucuns articles aux traiteꝯ de Nice & de Bomy. A la
Fere le 23. octobre 1538.*

*Espagne.
1538.
23. octobre*

POUR garder, observer, & mettre à pleine & entiere execution la treve de dix ans dernièrement faite à Nice par l'intervention de nôtre Saint-Pere le Pape, & parvenir à une bonne & sincere paix entre l'Empereur & le Roi Tres-Christien, leurs roiaumes, pais, & sujets, & acroître & augmenter la vraie & sincere amitié, & bonne intelligence, entre leurs Majestez: Se sont accordez entre ledit Seigneur Roi Tres-Christien, & la Reine Douairiere d'Hongrie & de Boheme, Regente & Gouvernante pour ledit Seigneur Empereur en ses Pais-Bas, les points & articles qui s'ensuivent.

Premierement, que les sujets d'un côté & d'autre, suivant la teneur de lad. treve, retourneront & seront restituez en la jouissance de tous & chacuns leurs biens immeubles, & maisons fortes, saisis & occupez par la derniere guerre, & à l'occasion d'icelle, pour en jouir depuis le jour de S. Jean-Batiste dernier passé inclusivement, y comprenant ce qui audit terme est échû. Et pour ceux qui aiant joui des biens immeubles saisis, comme dit est, d'un côté & d'autre, peuvent avoir reçu quelque chose échû audit terme S. Jean ou depuis, dont la particuliere poursuite seroit difficile & dommagable; est conclu & accordé, que ledit Seigneur Roi deputerà Messire Antoine de Lamet, Chevalier, Seigneur dudit lieu, son Maître d'hôtel ordinaire, General de ses Finances, qui se tiendra pour cet effet en la ville de Soissons, lequel fera entierement de par ledit Seigneur Roi paier & satisfaire aux sujets desdits Pais-Bas ce qui peut être reçu de leurs biens immeubles, qu'ils ont situéz & gifans riere la sujection du Roi pour ledit terme de S. Jean, ou depuis, sans figure de procès & delai. Semblablement, ladite Dame deputerà Pierre Dammant, Controlleur de la dépense de sa Maison, residant en la ville de Bruxelles, & illec fera de par ladite Dame Reine paier & satisfaire aux sujets dudit Sieur Roi Tres-Christien ce qui peut être reçu de leurs terres & biens immeubles, qu'ils ont assis & gifans esdits Pais bas, pour ledit terme de S. Jean, ou depuis, sans figure de procès & delai: & ne seront les sujets d'un côté & d'autre tenus de poursuivre les particuliers, qui ont reçu ledit terme, lesquels ledit Seigneur Roi & Dame pourront faire exécuter, comme bon leur semblera.

Item. Sur ce que Monsieur le Duc d'Arlecot s'est plaint, que nonobstant l'apointement fait par feus de bonne memoire les Dames Archiduchesse d'Autriche, tante de l'Empereur, & la Duchesse d'Angoumois, mere dudit Sieur Roi, & confirmé par le traité de Cambrai pour raison des terres ci-devant acquises par feu le Sieur de Chievres de la Reine Germaine Douairiere d'Aragon, il soit molesté par involution de procès par le Comte de Senigam son frere, est accordé & apointé, que ledit apointement desdites Dames sortira son plein & entier effet, selon ledit traité de Cambrai, & que tous procès, intentez contre & au prejudice dudit apointement, seront abolis & cesseront, réservé audit Comte de Senigam son action, qui lui peut competer pour les deniers, que ledit Duc

d'Arscot a reçus en vertu dudit apointement : si déjà n'en est satisfait. Sur lequel différend & action sera procédé du consentement dudit Duc d'Arscot sommairement & de plain, la seule vérité du fait regardée pardevant aucuns presidens & Conseillers de la Cour de Parlement de Paris, neutres, non suspects, ni favorables, qui à ce seront commis & deputez par ledit Seigneur Roi pour en juger & déterminer en ladite ville de Paris.

Est aussi accordé, que la Dame de Vendosme sera restituée en la jouissance de la terre d'Anguien, en restituant le Prince d'Orange en la jouissance des terres & seigneuries, que deient la Princesse Douairiere d'Orange, esquelles terres ledit Prince d'Orange sera restitué & reintegré, nonobstant aucune mainmise, arrest, ou faisissement fait à la requête de ladite Douairiere d'Orange, ou ajournement, deffauts, & sentences par contumace par elle obtenues; lesquels mainmise, arrest, faisissement, ajournement, deffauts, & sentences, le Roi declare nulles, & de nul effet & valeur, & comme telles les a revoquées & revoke par ces presentes en faveur de ladite treve. Et quant à la restitution des autres terres, que ledit Prince d'Orange demande & requert, & aussi satisfaction de toutes autres actions, qu'il peut avoir contre ledit Sieur Roi, icelles lui demeureront sauves, & lui sera administrée bonne & brieve justice, sans aucun delay ni longueur.

Est aussi accordé, que ledit Duc d'Arscot aura mainlevée de la comté de Porcian, laquelle le Procureur du Roi avoit fait saisir par faute de foi & hommage non faits, denombrement non baillé, & droits non paie, & sera entierement restitué en la jouissance de ladite comté, pour en jouir comme auparavant ladite saisie, ou mainmise, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, en baillant par ledit Duc bonne & suffisante caution en la Chambre des Comptes, ou pardevant les commis & deputez par icelle, de paier & satisfaire au Comte de Senigam, à qui le Roi en a fait don, tels droits & devoirs, qu'il sera trouvé que ledit d'Arscot devra pour raison dudit comté, ou portion d'icelui; lesquels droits & devoirs seront liquidez & verifiez en ledite Chambre des Comtes, à laquelle le Roi commet ladite connoissance & jugement, & l'a interdite & interdit à la Cour de Parlement de Paris, & autres juges.

Semblablement, le Sieur de Busancy sera restitué & reintegré en la jouissance de la maison & terre dudit Busancy, & toutes autres terres & biens meubles, qu'il a riére la sujection dudit Seigneur Roi, pour en jouir comme il faisoit auparavant ladite dernière guerre.

Aussi la Dame Douairerie d'Aimtries sera reintegrée en la jouissance de la terre d'Arcy sur Serre; & Messire Philippe de Horn, Baron de Bortel, en la jouissance de la terre & seigneurie de Bangtegimes, pour en jouir par provision pendant le procès, comme ils faisoient auparavant le faisissement de ces terres, en baillant par chacun d'eux bonne & suffisante caution, de rendre & restituer les fruits, qui écherront durant lesdits procès, s'il est dit, que faire & doit; lesquels procès le Roi fera decider & déterminer le plus tost que faire se pourra.

Est aussi accordé, que le Roi, d'une part, & ladite Dame Reine d'Hongrie,

d'autre, deputeront aucuns bons personnages, & iceux enuoieront en la cité de Cambrai, au septieme jour de janvier prochain venant, pour entendre & informer par lettres, témoins, & autres enseignemens, & amiablement accorder, ou juridiquement determiner le différend, qui de long-tems a été entre l'Empereur & le Roi, pour raison de l'Albaie au Mont S. Jean près Terouanne; & où ils ne pourroient accorder ensemble, chacun d'eux fera bon & loial rapport, & apporteront les acquisitions & procédures, qui par eux auront été ensemblement faites ausdits Roi & Reine, pour icelles entendues par l'interinement des ambassadeurs d'un côté & d'autre, vider & decider icelui différend le plutôt que faire se pourra; & si besoin est, se transporteront lesdits deputez audit Terouanne, pour voir la disposition du lieu, où étoit ledit Monastere, faite mesurage & figure accordée, pour y avoir tel égard que de raison.

Semblablement, lesdits deputez auront ample & plein pouvoir d'accorder & declarer en quels endroits, & détroits la treve de Bomby s'étend, & doit avoir lieu la cession d'armes & abstinence de guerre, convenue par ladite treve.

Et aussi sommairement & de plain, & sans figure de procès, la seule verité du fait regardée, connaître des prises & depredations, que plusieurs sujets d'un côté & d'autre prétendent leur avoir été faites contre & au prejudice des faufconduits baillez dès l'ouverture de la dernière guerre, & durant icelle, & faire faire la restitution de tout ce qu'ils trouveront indûment, & au prejudice de ladite treve & faufconduits, avoir été pris & depredé; & le jugement qui sur ce par eux sera donné, sortira être comme jugement de Cour souveraine.

Et pour une fois mettre fin sur le différend de la terre & seigneurie de Novion, est accordé, que le Roi & ladite Dame Reine enuoieront leurs deputez au premier jour de mars prochain, en la ville de Verdun, avec pouvoir ample & suffisant pour entendre ledit différend, & l'accorder amiablement, ou le determiner selon le droit.

Et parce que de long-tems a été grand desordre entre les sujets d'un côté & d'autre sur le fait des monnoies, lesquels aucuns particuliers, cherchant leur singulier profit, haussent, ou diminuent & empiront de jour à autre, au grand prejudice des Princes & revenu des Nobles, & autres sujets, pour à cela remédier & y mettre ordre, est accordé, que ledit Seigneur, & ladite Dame Reine, enuoieront aussi leurs deputez connoissans en fait de monnoie, audit septieme de janvier prochain, audit Cambrai, pour par ensemble accorder les moiens, par lesquels on pourroit pourvoir audit desordre, & prendre une bonne intelligence commune & égale pour les sujets d'un côté & d'autre.

Et seront sur ce que dit est, depêchées respectivement les provisions & lettres patentes necessaires & requises, tellement que l'effet de ce que dessus soit entièrement accompli de bonne foi, sans y contrevenir directement, ou indirectement. Ainsi fait & accordé entre ledit Sieur Roi & ladite Dame Reine d'Hongrie, à la Fere le 23. d'octobre 1558.

Ratification du Traité de Nice, par Charles, Duc de Savoie.

A Nicé le 21. novembre 1538.

CHARLES, Duc de Savoie, &c. A chacun soit notoire, comme par trois autres nos lettres, les premières en date du douzième de juillet, les autres du vint-deuxième dudit mois, & les dernières du dix-huitième d'octobre prochain échus, Nous, aiant déjà ratifié la dernière treve faire entre l'Empereur & le Roi Tres-Christien, toutefois pource que lesdits seigneurs ne se sont contentez de la forme d'icelle ratification, encore que l'aions estimée raisonnable; & que nous y avons derechef été tres-instamment requis & interpellé, avons de nouveau ladite treve, en la maniere & forme sousscrite, ratifiée & approuvée, ratifions & approuvons quant à nous est, à savoir sans prejudice ou derogation d'aucun nostre droit, tant pour respect de la propriété & du possessoire, que de la restitution de nos biens occupez, & sans aussi approbation de l'occupation d'iceux, & non point autrement. Promettant par ainsi, en foi & parole de Prince, sous nostre honneur, & obligation de nos biens, d'observer ladite treve, en tant que nous concerne, juxta la forme & teneur d'icelle, & de non faire, ni venir au contraire par armes, ni autres voies de fait durant ladite treve. En témoin de quoi avons ordonné les présentes sousscrites de notre main, scellées de nostre scel, & contresignées par Loffier, nostre secretaire. Donnée à Nicé, le vint-unième jour de novembre, l'an de grace 1538. Signé, CHARLES. Et plus bas, par Monseigneur, L OFFIER, & scellé. Et plus bas est écrit, René de Grimauld, seigneur & baron de Buçil; Louis de Chatillon, seigneur de Meisnène, Grand-Ecuyer. R. Jean-Baptiste Prouane, Protonotaire, & Grand-Aumônier. Pierre Lambert, seigneur de la Croix, Président de la Chambre des Comptes. Louis Vallée, premier gentilhomme de la Chambre. Pierre Antoine Bergruch, Collateral du Conseil. Jacques de Heytuxier, seigneur de Marsonax. Jacques de Bernix, seigneur de Rossane, Maîtres d'Hôtel, à ce présents.

*Espagne;
Savoie.
1538.
21. nov.*

TRAITE' ENTRE L'EMPEREUR CHARLES V. ET LE ROI

François I. par lequel ils conviennent de ne faire aucunes nouvelles alliances, ni accord avec le Roi d'Angleterre, que d'un commun & mutuel consentement. A Toléde, le 10. janvier 1538.

CHARLES, par la divine clemence Empereur des Romains, toujours auguste, Roi de Germanie, de Castille, de Leon d'Aragon, de Navarre, de Naples, de Sicile, de Mallicque, de Sardaigne; des Isles, Indes, & Terre-ferme de la mer occare, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldre, Comte de Flandre, d'Artois, & de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Polande, de Zelande, de Ferrare, de Haguenaui, de Namur, de Zutphen, Prince de Suabe,

*Espagne;
1538.
10. janv.*

Marquis du Saint Empire, seigneur de Frise, de Salins, de Malines, & dominateur en Asie & en Afrique. Savoir fusions à tous, que aiant vû ce qui a été traité entre Tres-reverend Pere en Dieu l'Evêque de Tarbe, Ambassadeur résidant devers nous, pour tres haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince le Roi Tres-Chretien, nôtre tres-cher & bon frere; & son procureur & commis en cette partie, & les nôtres, par l'écrit soussigné d'eux, en date du dixieme du present mois, dont la teneur s'ensuit.

Comme entre tres-hauts, tres excellens, & tres-puissans Princes, Charles; par la divine clemence Empereur des Romains, Roi des Espagnes, &c. & François, par la même clemence Roi de France, soit reintegré parfaite, & établie vraie, & sincere amitié, & indissoluble union, pour le service de Dieu nôtre createur tout puissant, & bien commun de la Chretienté, repos, tranquillité, & assurance des royaumes, pais, & sujets de leurs deux Majestez; & entendent détermination d'y perseverer, & à cette fin acheminer & adresser toutes choses & affaires par mutuelle intelligence, participation, & bonne correspondance: Et considerant leursdites Majestez, qu'ils sont sollicités & poursuivis, particulièrement de la part de tres haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince le Roi d'Angleterre, de faire nouveaux traités & alliances, tant de mariages, que autres, voulant en ce, comme en tout le surplus, garder entre eux le devoir, honnêteté, & obligation de tres étroite, parfaite, & indissoluble amitié, & confederation, & en tout ce qui s'offrira, & succedera, la toujours confirmer, & corroborer par tous bons offices, & avec parfaite confiance, & entiere intelligence, ont par leurs procureurs, commis, & mandataires, à savoir de la part dudit sieur Empereur, par Don Francisco de los Cobos, Grand-Commandeur de Leon en l'Ordre de Saint Jâques; & Messire Nicolas Perrenot, Chevalier, sieur de Granvelle, premier Conseiller d'Etat de Sa Majesté Imperiale: Et de la part dudit sieur Roi Tres-Chretien, par Tres-reverend Pere en Dieu, Messire Antoine de Castelnau, Evêque de Tarbe, traité, convenu, & accordé, que lesdits sieurs Empereur & Roi ne feront par eux, ou autres, comme qu'il soit, nouvelles alliances, convenances, ni accords avec ledit sieur Roi d'Angleterre, soit de mariages de lui, de la Princesse sa fille, ou du Prince son fils, ou autres traités quelconques, comme, ni pour quelque maniere, grandeur, ou avantage que ce soit, sinon du commun & mutuel consentement & accord de leursdites Majestez; & generalement en toutes choses, qui pouront concerner ledit Roi d'Angleterre, se conduiront lesdits sieurs Empereur & Roi, par ladite mutuelle intelligence, correspondance, & commun consentement. Et ainsi l'ont traité, accordé, & promis, traitent, accordent, & promettent lesdits commis & procureurs respectivement, pour & au nom desdits sieurs Empereur & Roi, & de le faire ratifier par leursdites Majestez en dedans deux mois prochains. En témoin de ce, se sont soussigné en cetui écrit, fait & passé au lieu de Toledo, le dixieme jour de janvier l'an 1538. Ainsi signé, *Cobos, Comendador Mayor. N. Perrenot. A. de Castelnau, Evêque de Tarbe.*

Et aiant bien entendu tout le contenu, & ce qui a été accordé, & promis
par

par nosdits commis, & connoissant, que le tout a été fait & pûssé selon nôtre vouloir & intention, l'avons aprouvé & ratifié, aprouvons & ratifions par cette entierement, comme il est ci-dessus inscrit; promettant en parole d'Empereur & Roi, & sous nôtre honneur, de ainsi l'observer pleinement, sincerement, & inviolablement, sans directement ni indirectement y contrevenir, comme qu'il soit. Et en temoignage de ce, nous avons souscrit cettés de nôtre main, & à icelles fait mettre & aposer nôtre scel. Donnè en nôtre cité de Toledè, le douzième jour dudit mois de janvier, l'an de grace 1538. & de nos regnes, à sçavoir du Saint Empire, le dix-neuvième; des Espagnes, des deux Siciles, & autres, le vint-quatrième. Signé, CHARLES. Et sur le repli; Par l'Empereur & Roi, BAVE. Et scellé à double queue de cire rouge.

*DECLARATION DE L'EMPEREUR CHARLES V.
que le traité de treve fait à Nice, sera tenu & observé pour une
ferme, & assurée paix, & que lui, & le Roi François I. demeureront
vrais amis, leurs vies durant, encore que leurs différends ne
soient vuidez. A Toledè, le premier fevrier 1538.*

A PRES avoir entendu de l'Evêque de Tarbe, Ambassadeur de nôtre tres-cher, & tres-ami beaufriere le Roi Tres Chretien; & semblablement du nôtre, residant devers nôtre dit frere, que icelui sieur Roi a agreable la réponse naguere par nous faite, & baillée par écrit audit sieur de Tarbe, & au sieur de Brissac, sur ce qu'ils nous avoient dit & déclaré de la part de nôtre dit frere, touchant les points contenus en ladite réponse, & qu'il s'y conforme en tant que lui touche; qui nous est tres-grand & singulier plaisir: Nous pour tant plus certifier & assurer ledit sieur Roi de nôtre intention, qu'avons à vouloir observer entierement, & de point à autre, tout le contenu en nôtre dite réponse, avons icelle fait ici inserer selon sa forme & teneur, comme s'ensuit.

L'Empereur aiant ouï le raport du sieur de Peloux, & aussi la charge de Messieurs de Tarbe & de Brissac, touchant l'entreprise contre le Turc, & aussi quant aux alliances de mariage, & établissement de paix & amitié entre leurs deux Majestez, & leurs successeurs & descendants d'eux; & l'égard, que le Roi Tres-Chretien tient à la personne de Sa Majesté, les tant bons, honnêtes, affectueux, & cordiaux propos que ledit sieur Roi en a tenu, & les dessusdits ont dit de sa part à Sadite Majesté Imperiale, n'en sauroit assez remercier ledit sieur Roi; bien l'assûre ledit sieur Empereur, qu'il y correspondra sincerement du tout en tout jusques au bout.

Et pource que lesdits sieur de Tarbes & de Brissac pouront mieux faire entendre à sa roiale Majesté ce qui a été raisonné, discoursu, & passé sur ladite entreprise, & le plaisir que ledit sieur Empereur a eû d'entendre le tres-puissant & bon avis dudit sieur Roi, & ses considerations sur icelle; & ce que ledit sieur Empereur leur a déclaré, & ce qui est passé dès le commencement jusques à ici touchant ladite entreprise, & l'état present d'icelle, & l'acceptation

Tome II.

Ggg

*Espagne.
1538.
1. fevrier*

de l'aide, que tant amiablement ledit sieur Roi offre; & encore ce qu'il promet & assure comme meilleur frere & vrai ami, de la protection de l'Imperatrice, Messieurs ses enfans, les roiaumes & pais de Sa Majesté, en cas que ladite entreprise se fasse; il a semblé le mieux à Sadite Majesté Imperiale, s'en remettre ausdits sieurs de Tarbe & de Brisac, pour non pouvoir si bien expliquer, & sans trop proluxe écriture, le tout, & est une obligation, que ledit sieur Empereur en a & reconnoît audit sieur Roi.

Et quant à ce que ledit sieur Roi Tres-Chretien a trouvé bonne la réponse faite au sieur de l'Ordre, touchant le mariage mis en avant de la part de la Reine Tres-Chretienne, d'entre Monsieur le Prince des Espagnes, & Madame Marie*; sa fille, & que dès maintenant, attendant que Mondit sieur le Prince soit en âge suffisant, pour consumer ledit mariage, les seuretez se baillent d'une part & d'autre, de ne traiter alliance quelconque ailleurs, pour ledit sieur Prince, ni pour ladite Dame, ledit sieur Empereur a promis sur sa foi & son honneur en presence desdits sieurs de Tarbe, & de Brisac, que ainsi s'observera de son côté précisément. Et lui suffira, que ledit sieur Roi promettra du sien le semblable en presence de l'Ambassadeur de Sadite Majesté, residant en Cour de France; & si le Roi ne s'en satisfait, & veut que lettres s'en dépèchent, il le fera.

Et quant au mariage de Monsieur d'Orleans, Sadite Majesté promet sur sa foi & son honneur, de traiter le mariage d'entre Mondit sieur d'Orleans, & la *Señora Infanta*, Princesse des Espagnes, fille aînée de Sa Majesté; ou de la seconde fille du Roi des Romains, duquel Sadite Majesté se fait fort; & que le mariage avec l'une ou l'autre desdites filles, selon qu'il sera lors avisé entre leurs deux Majestez mieux convenir pour eux, & lesdites parties, s'accomplira & effectuera quand elles seront en âge à ce requis, qui sera en même année: & que Sadite Majesté disposera du duché & état de Milan réellement, en faveur & contemplation dudit mariage, tellement que ledit sieur Roi en devra être bien content; auquel ledit sieur Empereur prie autant affectueusement qu'il peut, confier entierement, qu'il n'y aura faute en voidant lors les différends qui resteront entre lesdits sieurs Empereur & Roi.

Et seront aussi aviséz les meilleurs moiens que faire se pourra, pour apointer ceux d'entre ledit sieur Roi Tres-Chretien, & le Duc de Savoie, si entre ci & lors ils ne sont pacifiez.

Et au regard de ce qui concerne les affaires publiques de la Chretienité, & même pour le remede de la Foi, & contre le Turc, Sadite Majesté Imperiale s'en atendra à ce que lui en répondit à Aiguemortes en l'un & l'autre ledit sieur Roi, avec entiere confiance de sa tres-chretienne intention & volonté.

Et quant à la paix, dont iceux sieurs de Tarbe, & de Brisac ont parlé, durant les vies de leursdites Majestez, ledit sieur Empereur s'est entierement arrêté à ce que ledit sieur Roi dit si-tôt que la treve de dix ans fut faite, qu'il la tenoit pour paix, & la reconfermeroit expressement, quand ils furent ensemble à Aiguemortes; & qu'ils seroient & demeureroient toutes leurs vies vrais amis, ors que les différends restans entre leursdites deux Majestez ne le pussent vuider; ce que Sadite Majesté loua, aprouva, & promit; & l'a toujours ainsi

* L'Infante de Portugal, fille de Dom Emanuel & d'Eleonor sœur de l'Empereur. Philippe II. la demanda en mariage après la mort de sa premiere femme. Marie, fille de Jean III. mais les Portugais la lui refusèrent, pour la même raison, qu'ils l'avoient refusée au Dauphin de France.

V. la page 229.

entendu & le veut observer entierement, pleinement, & sincerement, du tout en tout sur toutes choses de ce monde, sans jamais bailler occasion audit Sieur Roi d'en faire autrement; comme aussi il se confie entierement du reciproque de la part dudit Sieur Roi, suivant la confirmation, que continuellement il en a fait, & les vertueux & bons propos plus que fraternels qu'il en tient: pour correspondre auxquels, ledit Sieur Empereur le veut encore tres-expressemment assurer qu'il entend, que ce soit à toujours une même chose d'eux deux, sans rien faire ni traiter, tant aux affaires generaux de la Chretienité, que particulièrement avec qui que ce soit; & que toutes choses se fassent avec commune participation, Sa Majesté Imp. voulant procurer l'honneur, bien & profit dudit Sieur Roi, & de Messieurs ses enfans, éviter leur dommage comme des siens propres, & que les amis de l'un le soient de l'autre, & non autrement. Et afin qu'il soit plus certain, que ladite treve de dix ans, & le contenu dicelle, soit tenu & observé pour bonne & ferme paix, ledit Sieur Empereur est tres-content, qu'elle s'étende à la defension des roiaumes & états de leurs deux Majestez, suivant que lesdits Sieurs de Tarbe & Brissac l'ont mis en avant. Et aussi à la verité ladite Majesté Imperiale l'a toujours des Aiguemortes ainsi entendu, & où il seroit requis, y employer sa personne & tout le surplus. Et en persistant à ladite réponse, pour plus grande seurté & approbation de la pleine & entiere observance d'icelle, d'abondant, ainsi le jurons & promettons sur nôtre foi & honneur, par le present écrit signé de nôtre main avec nôtre contrescel y aposé. Au lieu de Tolde le premier de fevrier, l'an 1538. Signé, CHARLES. Et scellé des armes dudit Sieur Empereur. Et au dessous, signé, *Bave.*

*TRAITE' DE CONFEDERATION DU ROI FRANCOIS I.
avec Christien III. Roi de Danemarck. A Fontainebleau le 29.
novembre 1541.*

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam hæc literæ pervenerint, salutem. Cùm antea serenissimus Danorum & Norvegiæ Rex a Rege Christianissimo sibi missum insigne militaris sodalitati, cui Divus Michael præest, suscipere non recitaverit, ac eo nomine, propensum in Regem Christianissimum animum suum ita aperuerit, ut nihil non facturus illius causa videatur. Cùmque tantum abisset, ut ipse de eo amore, quo astridus est, aliquid laxari velit, ut plurima vincula summx conjunctionis optate videatur, cû jam sint archissima; oratores enim suos his proximis diebus idem serenissimus ad Christianissimum misit, ut cum illius majestate fœdus amicitie & societatis sanctissimum terra marique iniret; id ipsum neutiquam christianissimæ amplitudini aspernandum visum est, sed ultro amplexandum. Nos igitur Franciscus de Tournon, Cardinalis Sanctæ Sedis Apostolicæ; Guillelmus Poyet, Cancellarius; Philippus Chabor, Admiralus; & Claudius d'Annebault, Marefcallus Franciæ; Christianissimi & potentissimi Regis nostri Francisci consilarii, oratores, & procuratores, ad hoc cum mandatis singularibus delegati, pro firma amicitia, & vera benevolentia, con-

Danemarck,

1. 41.

29. nov.

Ggg ij

* Primi.

cordiaque in eunda inter eundem christianissimum & serenissimum, principem domini Christianum, Friderici * Regis filium, Danorum & Norvegiæ Regem, eadem benevolentia fraterna conjunctissimum, utriusque subditos & consociatos, cum egregiis & magnificis viris, Eschillo Bilde, Equite aurato; Petto Suavenio; Erico Krabbe, ejusdem Regis Daniæ & Norvegiæ consiliariis, oratoribus, procuratoribus, commissariis, & ambasciatoribus ad infra scripta auctoritatem habentibus, ad honorem & laudem Dei optimi, sanctissimæque Mariæ Virginis, totiusque celestis comitatus, & Christianæ Religionis ornamentum & augmentum, convenimus, concordavimus, & conclusimus, arque auctoritate commissionum nostrarum, quarum contextus infra inferas est, per presentes convenimus, concordamus & concludimus articulatim, prout sequitur.

Imptimis conventum & conclusum est, Reges prædictos, mutua, pari, ac fraterna amicitia & benevolentia sese invicem prosequi velle & debere, & etiam fraterno nomine appellare, alterum alterius commoda curare, detrimenta propellere, & si quod grave bellum pro regnis aut eorum statibus in alterutrum ingruat, prompto & parato auxilio, consolatione, & consilio, pro totis viribus utrumque utrique suppetias ferre, defensiva adversus quemcumque, sine ulla exceptione, modò ne de imminuendis sacri Imperii juribus agatur.

Item. Polliciti sunt prædicti ambasciatores Daniæ & Norvegiæ Regis, ejusdem serenissimi nomine, si quo pacto Regi Christianissimo cum hostibus & adversariis quibilibet bellum apertum gerere & exercere contingat, ipsum serenissimum totis viribus operam daturum, idque præstaturum cum effectu, ne Regi Christianissimi adversariis & hostibus, maris angustias, quas *Simet* vocant, ullo modo pateant, neve ejus adversariis, illac mercium, comæatuum, cæterarumque rerum exportandarum importandarumve gratia, aliave de causâ transire liceat, ut tandem aliquando, vi & malo coacti, ad pacem flagitandam compelli possint.

Præterea, ejusdem serenissimi nomine, prædicti ambasciatores polliciti sunt, eundem serenissimum suo nomine collecturum, sumptu tamen & Regis Christianissimi stipendio, exercitum à milite germanico constatum, navibus ad Regem Christianissimum transportaturum, ejusdem Christianissimi impendiis, si ita usu venerit, præmonitumque à Rege Christianissimo fuerit tempestivè. Pollicetur etiam belli temporibus idem serenissimus sex naves ad bellum instructas, quarum nulla minor sit centum castarum, ut vocant, in Gallias transmissurum, quòdcumque Regi Christianissimo commodum fuerit, cum mille peditibus, præter socios navales, & mari iisdem navibus eidem Christianissimo inserviturum tres menses perpetuos, suo serenissimi sumptu, stipendio, & impendiis, sumpto trium mensium initio ab eo die, quo primum ejusdem serenissimi naves ad littora galliarum appulerint: iisdem sex navibus eo mittendis, quò Christianissimo Regi commodum videbitur, iisque ac peditibus ac focis toto conatu, hostibus & adversariis Regis Christianissimi incommoda laturum, & omnia facturum quæ Regi Christianissimo grata esse possint.

Quòd si Christianissimus eorum peditum opera, qui in sex navibus erunt, terra uti volet, id ei per Regem serenissimum facere liceat, Christianissimi tamen sumptu & stipendio eodem, quo cæteros germanos alere & tolerare solet.

Regem quoque Daniæ serenissimum in casu simili, si Regis Christianissimi pedibus uti volet terra, in suis regnis & ditionibus, id suo sumptu & stipendiis facturum.

Item. Elapsis tribus mensibus, si nondum bellum profligatum & confectum fuerit, posse Regem Christianissimum Regis Daniæ pedales, cum sex navibus, vel absque navibus, suo sumptu & stipendiis, ut alios germanos alere, sub signis retinere, aut in præsidio collocare: nec Regem Daniæ per se, nec per alios posse eosdem milites, tempore belli, ullo pacto ad se revocare: nec Regem pariter Christianissimum in casu simili, Regi serenissimo aliter facturum.

Item. Vicissim Regis Christianissimi consilarii prædicti pollicentur, Christianissimum, duodecim naves ad bellum instructas, quarum nulla minor sit centum castarum, in Daniam transtulurum, quocumque Regi serenissimo commoventur fuerit, cum duobus millibus peditum, præter totos navales, & mari isdem navibus, eidem serenissimo, in temporibus belli, per quatuor menses interviturum, propterea quòd apud se plus officii residere facile patitur, nec eum latet suam amplitudinem, plus oneris posse sustinere; quòd facere non gravatur, eo quòd non ignorat Regem Daniæ non posse sine magno sumptu suos adversarios aditu anguliarum illarum, quas *Simet* vocant, prohibere; quòd serenissimus suo sumptu præstiturum pollicitus est; proviso tamen quòd ab utraque parte fiet summatio pro recuperandis dictis navibus, tali debito tempore, quo naves possint ire & redire tempore opportuno.

Item. Quoniam inter mortales nihil durare perpetuò potest, videaturque improbum esse, plus postulare à Deo immortali, quam quòd hominum mortalitati debeatur, satis abundeque utriusque Regis oratoribus sufficere visum est, si eam societatem, quam quidem cupiunt inter eos esse perpetuam, ad vitam utriusque principum, & in annos decem post eorum obitum, sanctissimo fœdere sacro sanctoque iurejurando constabile possint, eam ipsam amborum Regum societatem constituerunt observandam; ante tamen quorum decem annorum exitum, erit in alterutrius successoris potestate alterum, vel ejus successorem, rogare de instaurando fœdere, sciendaque denuò amicitia, nec alter alterum quid in animo habeat, ante fœderis exitum celare debet, cum uterque utrumque de sua voluntate certiore ut faciat, jus amicitiae admonet.

Item. Si per id tempus, alteri utriqueve Regum quid humanitatis acciderit, (quòd Deus avertat) censuerunt prædicti consilarii & oratores, eorundem Regum nomine, ut id fœdus, quòd in præsentia inter utrumque initur, cum illius Regis qui decesserit, utriusque filii, hæredibus, successoribus, omni cum fide observetur.

Item. Utriusque Regis portus & flumina tam Galliarum, quam Daniæ & Norvegiae, utrique Regi semper patere debent, in quos utriusque Regis milites & subditi, omni tempore, liberè & securè se conferre possint, ibique commercia exercere, res suas distrahere, ab aliis coemere, sine ullo impedimento, ita tamen ut utriusque Regis milites, cum in alterutro regno, ditione, portubus & fluminibus fuerint, à vi inferenda, & à præda in confœderatis regnis & ditionibus agenda, manus abtineant, & ut amici & confœderati sese gerant, nec ullo pacto damnum illis inferant.

Item. Conventum, & conclusum est, ut regum uterque, ubi primum rogatus fuerit, per alterutrum oratores seu commissarios auctoritatem habentes, in eorum præsentia tactis sacrosanctis evangeliiis, juramentum corporale præster, se omnia & singula in præsentia tractatu descripta tunc, ordine, & summa cum fide observaturum & effecturum, & à suis subditis ut observentur præstaturum; & idem juramentum in scriptis redactum, & manu sua subsignatum, oratori seu oratoribus hujusmodi tum præsentibus tradet.

Item. Regum uterque omnia præmissa & singula grata habebit & rata, comprobabit, & confirmabit, suasque literas patentes desuper, debito modo confectas, & magno sigilli sui signo sigillatas, ac manibus suis subscriptas, utrique principaliter contrahenti, & eorum cuilibet, intra sex menses à data præsentium proximè & immediatè sequentes, mittent tradentque, mitti tradive facient eorum uterque, ut par est. Datum apud Fontem Blaudi 29. novemb. 1541.

Ligue offensive & défensive faite contre l'Empereur Charles V. entre le Roi François I. & Gustave I. Roi de Sued. A Ragny le 10. juillet 1542.

France & Suede

1542.

10. juillet.

Les lacunes, qui sont dans le préambule de ce traité, ne sont point des omissions, mais des alterations que le tems a faites sur l'original, qui est dans les archives de Suede d'où il a été tiré.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam præsentis literæ pervenerint, salutem. Postquam ita visum est Deo optimo maximo, consiliorum rerumque omnium bonorum auctori, ut ex superiore Christophori Richerii, Francisci, Dei gratiâ Christianissimi Francorum Regis, secretariæ cubicularii, & legati ad Gustavum, Sueciæ, Gothorum, ac Vandalorum potentissimum Regem, missi legatione, tam flagrans in amborum principum animis excitata sit mutua benevolentia, ut nihil utrique magis cupere videantur, quàm sese firmissimo quodam perpetui amoris, singularisque amicitie vinculo inter se conjunctos esse; ea de causa, nempe ut suam in id negotium promptitudinem testaretur, & se nihil non tanti boni causa facturum apertè significaret Gothorum Rex præstantissimus, huc supremos consiliarios & oratores suos cum plena auctoritate ad Regem Christianissimum esse missos voluerit *** eos suos in ea re procuratores cum ipsius Christianissimi Majestate, ejusve delegatis procuratoribus, sanctissimum aliquod æternæ amicitie, ac perpetuæ terriæ marique societatis fœdus iniret; quorum legationem, orationem atque institutum tantum abfuit *** volens assentiri, suos certos procuratores in eam rem cum ipsis Sueciæ legatis tractandam delegavit. Nos igitur Guillelmus Pœter, totius regni Galliarum Cancellarius; & Philippus Chabot, Admiralus *** consiliarii supremi, atque in præsentia perpetuæ amicitie ac societatis fœdere tractando procuratores, freti ea auctoritate ac mandato, quo nos dictus Dominus noster fultos esse voluit: cum præclarissimis equitibus Sueciæ *** Contrado à Phy*, regni Sueciæ Cancellario, & belli ac pacis consiliario supremo; Stenone Erichson, Regine ipsius fratre, ac supremo regiminis & sectorum Sueciæ consiliario; Canuto Anderson; & Georgio Norman, regiminis itidem ac *** incundo stabiliendoque inter dictos Reges, eorum hæredes,

* Loccenius historiæ Suedicæ dicit que son vrai nom étoit *Pentinger*,

successores, subditos, ac regna sanctissimo sinceræ, certæ, & perpetuæ benevolentiæ, unanimi-
tatis, societatis, amicitia, atque adeo fraternitatis fœdere, unde primum *** ad omnem posteritatem possit promoveri, collatis in unum nostris consiliis ac sententiis, convenimus, conclusimusque ac virtute mandatorum nostrorum, quorum tenor huic diplomati inscriptus est, convenimus *** & conclusum est, quod inter prædictos Reges, eorumque hæredes, successores, regna, principatus, & subditos, inviolabilis & firma in perpetuum manebit amicitia, immo fraternitas & liga tam sancta ac fidelis, ut quasi hoc fœdere unum corpus effecti, alter germani fratris loco alterum habeat, eum nomine fraterno appellare, commoda ejus tanquam sua curare, damna pro viribus avertere, & ingruente regno ac statui alterius bello, consilia & omnis generis auxilia, prout poterit, adversus quoslibet hostes sine ulla prorsus exceptione, præterquam eorum, qui in præsentis fœdere sub fœderatorum nomine comprehenduntur, modò etiam ipsi, vel amborum, vel unius duorum contrahentium, fœderati maneant, per mare, per terras, per omnia loca defensivè conferre teneantur.

Deiinde conventum & conclusum est, quod si fortè alterum duorum Regum necessariò contingat hostibus suis apertum bellum vel inferre, vel illatum ab eis propellere, atque is certum auxilium præsidiumque à fœderato suo hic contrahente petierit, tenebitur fœderatus, ratione hujus fœderis, petitum à se auxilium ac præsidium, prætermissa omni excusatione, mittere. Erit autem hujusmodi auxilium ac præsidium sex millium virorum armatorum, totque navium, quot fuerint ipsi armatis ad fœderatum, qui eis opus habuerit, transvehendis necessariæ. Quæ quidem naves omni apparatu bellico, nautique in re navali exercitatissimis, instructæ esse debebunt.

Et quia æquum est, conditionem unius fœderati non debere alterius esse conditione deteriore, oportetque idè inferendo tali auxilio æqualibus ambobus legibus teneri, conventum & conclusum est, quod si quando Rex Christianissimus bellum adversus quempiam gesserit, auxiliumque à Gothorum Rege potentissimo, suo fœderato, petierit, tenebitur Gothus hoc fœdere prædictum virorum armatorum, naviumque bellicè instructarum numerum, in auxilium Galli fœderati fratrisque sui, impensis tamen stipendiisque ipsius Galli mittere. Ac vicissim si acciderit, potentissimum Gothorum Regem fratrem ac fœderatum suum de auxilio præstando rogare, tenebitur pariter Rex Christianissimus, fœderatus ac frater, eundem ipsum tam virorum armatorum, quam navium numerum in auxilium Gothi fœderati, impensis tamen stipendiisque ipsius Gothi, mittere.

Quod si acciderit, Regem Christianissimum ita mari terræ ab hostibus suis impeti ac vexari, ut ad regni statusque sui conservationem, majore præsidio opus habeat, atque idè à fratre fœderatoque suo Gothorum Rege, ultra præscriptum numerum, aliquem majorem numerum, vel armatorum virorum, vel navium, postulare, Succæ ac Gothorum Rex potentissimus, in gratiam hujus fœderis, probationemque summæ suæ erga ipsum Galliarum Regem benevolentia, fidei, veræ fraternitatis atque amicitia, pollicetur se de eo exercitu, quem terrarumque instructissimum in regni statusque sui defensionem posthac sustineret

deliberavit, omnem talem numerum armatorum ac navium, qualem Christianissimus petierit, de prompturum, quàmque celerrimè in ejus subsidium ac defensionem missurum, sive is sit quinque & viginti millium Gothorum, & quinquaginta navium, seu plurium vel pauciorum; idque faciet ipsius Christianissimi Regis impensis ac stipendiis.

Et vicissim, si acciderit, Regem Sueciæ ita mari terræ, ab hostibus suis impeti ac vexari, ut ad regni statusque sui conservationem, majore præsidio opus habeat, atque ideo à fratre fœderatoque suo Gallorum Rege, ultra præscriptum numerum, aliquem majorem numerum vel armatorum virorum, vel navium, postulare, Gallorum Rex Christianissimus, in gratiam hujus fœderis, probationemque summæ suæ erga ipsum Gothorum Regem benevolentiae, fidei, veræ fraternitatis atque amicitiae, pollicetur se de eo exercitu, quem terra marique instructissimum in regni statusque sui defensionem posthac sustinere deliberavit, omnem talem numerum armatorum ac navium, qualem Gothus petierit, de prompturum, quàmque celerrimè in ejus subsidium & defensionem missurum, sive is sit quinque & viginti millium Gallorum, & quinquaginta navium, seu plurium, seu pauciorum; idque faciet ipsius Gothi impensis ac stipendiis.

Quia verò contingere potest, ut, pro rerum suarum necessitate, Galliarum Rex Christianissimus omnium supra dictorum viribus, opera, atque industria, adversus hostes suos, modò illic, modò hic, aliàs in terra, aliàs in mari, prout consilium ejus fortunaque varietas feret, uti volet, conveniunt, & conclusum est, id ei per carissimum fratrem suum Gothorum Regem serenissimum, ubicumque & quomodocumque volet, facere licere. Quoad & reciprocè actus, de auxilio Gallico ad se misso, prout dictum est, facere licere, similiter intelligitur. Ex quo nunc verò, si duo potentissimi Reges Galliae & Sueciae hoc novo & arduissimo fœdere sic inter se sunt devincti, ac velut in unum corpus conglutinati, ut se mutuo supra dictis præidiis & auxiliis adversus omnes inimicos ac hostes, ubicumque & quandocumque alter requisierit, alterum juvare sedulo debeant, æquum & utrique necessarium judicavimus, ne, si fortè contingat alterum ipsorum cum aliquo bellum gerere, aut eundem adeo in armis esse, ullas alter nec pacis, nec concordiae ullius, nec induciarum conditiones ab hoste, quicumque tandem is fuerit, nemine prosum exempto, accipiat; denique nullam ejusmodi transactionem facere præsumat alter, quin semper in omni tractatu omnis pacis, omnis concordiae, ac induciarum, fœderatum suum simul comprehendat. Cæterum ad majorem contrahentis utriusque consolationem, & hostium, quos habere possunt, vel poterunt, confusionem, visum est amobus, hoc ipso fœderis atque amicitiae perpetuo tractatu amicos ac fœderatos suos comprehendere. Ex parte Regis Christianissimi Reges Daniae & Scotiae, una cum Ducibus, Prussiae, Geldriae, ac Cliviae; Angliae etiam Regi fratri fœderatoque suo perpetuo locum in eodem fœdere esse, Gallorum Rex Christianissimus intelligit, modò tamen se in eo comprehendere vellet intra sex mensium spatium declararet, proque comprehensione haberi suis literis pateat. Et ex parte potentissimi Sueciae, Gothorum, ac Vandalorum Regis, Reges pariter Daniae & Scotiae, & Duces Geldriae & Cliviae. Conclusum præterea est, quòd si qui sint alii, aut unus contrahentium, aut amoborum fœderati, quos in idipsum fœdus includi, contrahentium

hentium alter, aut uterque velit, id sine ulla dubitatione, de consensu utriusque fiat, modo tamen qui includendi erunt, non sint unius duorum contrahentium hostes.

Item. Conventum & conclusum est, quod considerata ea, quæ inter illusterrimos, potentissimosque Reges Gallorum ac Scotiæ firma semper illæque, atque inviolata mansit amicitia, in ejus tam sanctè constanterque servatæ fidei, ac Christianissimi Regis gratiam; si Rex Scotiæ serenissimus, bellum cum aliquo gerens, auxilium à potentissimo Gothorum Rege petierit, tenebitur Gothus hoc fœdere armatos ei unâ cum navibus ad eos tranſvehendos necessariis, etiam usque ad sex armatorum millia, si totidem petierit, transmittere, Scoti tamen impensis ac stipendiis. Quemadmodum è converso, si accidat ipsum Sueciæ Regem ab hostibus infestati, atque à Scotorum Rege auxilium petere, tenebitur Scotos etiam usque ad eum numerum, tam armatorum, quam navium, si rogatus sit, Regi Sueciæ in auxilium mittere, impensis tamen Gothi & stipendiis.

Quod si (quod non speratur) accideret, Regem Scotiæ, aut unum aliorum in hoc fœdere comprehensorum, alteri principaliter contrahentium, nempe Gallorum, vel Suecorum Regi, bellum movere, eo tunc casu tenebitur principaliter contrahens principaliter contrahenti, Gallus scilicet Gotho, & Gothus Gallo, non autem fœderato illi bellum moventi, supra dictum auxilium mittere.

Conventum etiam conclusumque est, quod amborum regna, principatus, portusque in eis & flumina semper utrique, eorumque subditis ac deputatis, ad res omnis generis comparandas, patebunt. Quod præterea utriusque Regis subditis liberè in alterius regnum ac principatus venire, versari in eis, cumque subditis & aliis quibuscumque, secundum morem & consuetudinem regni ac loci, negotiari, sine ullo ullius vestigialis onere, præterquam ejus aut eorum, quod vel quæ, ante datam præsentium mercimoniis omnis generis vel importandis, vel exportandis ab utroque Regum, in regnis, principatibusque suis, respectivè impositum impositave fuerunt, abire illinc, quando & quoties volent, una cum rebus quas emerint, vel sine illis etiam, si nihil emerint, & eodem sine vel cum aliis rebus redire, absque omni maleficio ac impedimento, atque adeo sine ullo alio salvo conductu, per tractatum præsentem conceditur.

Postremo, conventum & conclusum est, quod si accidat alterum contrahentium alteri suo contrahenti, ad ejus requisitionem, auxilium mittere, ejusmodi subsidiarii milites, ita in alterius auxilium missi, cum in portibus, tercis, fluminibus, ac denique ejus, ad quem juvandum missi fuerint, dominis erunt, quemadmodum nulla eis vis à fœderato isto, subditivè ejus, inferri debebit, ita & ab omni vi inferenda abstinere ipsi debebunt.

Conventum denique & conclusum est, quod ubi primum contrahentium uterque per alterutrum oratores seu delegatos, autoritate regia fuit, rogatus fuerit, ut iurjurando singulos præsentis fœderis articulos approbet, tenebitur in eorum præsentia, invocatione divini nominis, ejusque auxilii, & tactis sacrosanctis evangelis, regi polliceri, se omnia & singula in hoc tractatu inscripta, ritè, ordine, & cum lumina sine observaturum, & a suis, ut observetur, effecturum.

Cujus rei diploma sua manu subſignatum ejusmodi oratori, seu delegato, oratoribus seu delegatis, ad fœderatum suum tradet perſeſcendum. Ad hæc, Regum

Tome II.

Hhb

uterque prædicta omnia rata, grata, & accepta habebit, ac confirmabit, atque etiam literas suæ approbationis ac confirmationis, prout decet, confectas, manu propria signatas, & sigillo suo magno obsignatas, alteri suo principaliter contrahenti, intra duodecim menses datum præsentem tractatum proximè sequentes, mitter, & tutò ad eum perferri omni diligentia atque industria curabit.

Quòd si ejusmodi literas approbationis ac confirmationis, intra id tempus, vel propter iterum longitudinem, vel propter diversa temporum pericula, ab uno ad alterum non esse missas contingat, manebit nihilominus hic tractatus perpetuæ fraternitatis atque amicitie, sicut supra scriptum est per memoratos Regis utriusque procuratores, respectivè autoritate regia fultos, in suo robore, in omnibus suis punctis atque articulis; nec minùs utrinque æstimabitur ratas ac firmas, quàm si ambos Reges in eo faciente præsentem fuisse, interque se ipsos personaliter tractasse, convenisse, ac conclusisse contigisset.

Sequuntur tenores mandatorum.

UNIVERSIS notum sit, quod nos Franciscus, Dei gratiâ Francorum Rex Christianissimus, iis virtutibus adducti, quas semper in fidelissimis consiliariis nostris, equitibus clarissimis, Guillelmo Poyet, totius regni nostri Cancellario; & Philippo Chabor, Franciæ Admiraldo, Comiteque Enfancino, sitas esse intelleximus, fide scilicet, prudentia, rerum experientia, ac morum probitate, eos ipsos creando ac faciendos duximus, tenoreque præsentium creamus ac facimus procuratores nostros, tam generales, quàm speciales, facta eis potestate plena, & dato generali pariter ac speciali mandato, conveniendi, tractandi, & transigendi, tam nostro, quàm hæredum, successorumque nostrorum nomine, cum strenuis equitibus ac dominis, Conrado à Phy, regni Sueciæ Archicancellario, & belli ac pacis consiliario supremo; Stenone Erichson, Reginæ ipsius fratre, ac supremo regiminis & secretorum Sueciæ consiliario; Canuto Anderson, & Georgio Norman, regiminis itidem ac secretorum consiliariis, atque hoc loco Gustavi, Sueciæ, Gothorum, ac Vandalorum potentissimi Regis, procuratoribus & legatis ad nos missis, de mutuo rerum in nostrum utriusque regnis existentium commercio, deque sanctissimo inter nos unanimatis, benevolentie, fraternitatis, amicitie, atque adeo affinitatis fœdere ineundo, & generaliter in supra dictis rebus ea omnia faciendi, quæ faceremus, vel facere, si nos præsentem adesse contingeret, possemus. Promittentes bona regique fide, sub obligatione omnium bonorum, tam nostrorum, quàm successorum, Nos, quæ ipsi procuratores nostri in illis ipsis rebus nostro nomine gesserint, in perpetuum rata, grata, & accepta habituros. In quorum testimonium, præsentem literas, manu nostra signatas, sigillo nostro curavimus obsignandas. Datum apud Joinville, die 18. mensis junii, anno Domini millesimo quingentesimo quadragelimo-secundo, regni nostri vicesimo octavo. Sic signatum, Per Regem, Bayard.

NO S Gustavus, Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque, &c. Rex, universis & singulis has nostras mandatorias literas insipientibus notum facimus, postquam strenuos ac nobiles viros, supremos regiminis & militiæ

nostræ consiliario, conradum à Phy, totius regni nostri Cancellarium; Stenonem Erichson, Canutum Anderson, equites auratos; & Georgium Norman, ad Christianissimum invictissimumque Principem ac dominum, dominum Franciscum, Galliarum Regem, carissimum amantissimumque fratrem & consanguineum nostrum, subire hanc legationem volumus, quod facta sint ipsis à nobis mandatum & plena potestas *** vigore presentium, potestatem eis facimus cum Rege Christianissimo, nomine nostro, nostrorumque hæredum ac regni nostri, agendi & concludendi de certa quadam firma ac durabili amicitia, societate, affinitate, & fœdere ineundo, stabiliendo, & confirmando. Quicquid nunc igitur *** in rebus sibi à nobis commissis, hac ipsa nostra auctoritate freti, apud Regem Christianissimum tractaverint, concluserint. monumentis denique ac sigillis suis, nomine nostro ratum fecerint, id totum pleno nostro consensu factum esse, ratum, ac confirmatum, nos pro nobis, atque pro hæredibus & successoribus nostris, totoque regno nostro, constanter asserimus & approbamus; cujus etiam rei nihil quicquam aut nos, aut nostros posthac, ullo seculo immutatuos esse, sanctè pollicemur. Ad majorem veritatis evidentiam fecimus ad hanc nostram mandatoriam paginam magnum nostrum sigillum infra appendi, nosque propriâ manu subscripsimus. Ex arce nostra Stokholmensi, anno Domini 1542. in die conversionis Pauli, ab initio regiminis nostri anno 16.

CHRISTIANISSIMI & invictissimi Principis ac domini, domini Francisci, Galliarum Regis, Nos, Guillelmus Poyet, Cancellarius; & Philippus Chabor, Admirallus, & serenissimi potentissimique Principis ac domini, domini Gustavi, Suecorum, Gothorum, ac Vandalorum Regis, nos Conradus à Phy, supremus Cancellarius; Steno Erichson, regiminis & secretorum consiliarius, Canutus Anderson, & Georgius Norman, consiliarii, & utrinque ad hoc deputati procuratores, oratores, & legati, notum facimus universis & singulis, quod ex vigore auctoritatis, quam nobis utraque Regia Majestas Gallæ & Sueciæ, Domini nostri clementissimi, datam esse voluerunt, alicujus concordæ, societatis, & fœderis gratia constituendi, tractationem suscepimus, sicut etiam id idè nunc ex parte de quibusdam articulis pertractatis & conclusis, sub formula usitata, ad ratificandum factum est ac perfectum.

Sunt verò insuper in tractatione clausulæ quædam, puncta singularia, & articuli capitales producti, quorum conclusio propter certas gravissimasque causas de utrorumque consensu in aliud tempus est rejecta.

Primum, Regiam Majestatem Sueciæ sese ultro, ex verè fraterno animo, obtulisse, præter commune illud institutum jam ac definitum præsidium, quod alter alteri, ubi requisitus fuerit, sub certo ac nunc adeo determinato numero conferre tenebitur, ad usum & utilitatem Regis Franciæ, aliquod aliud & peculiare præsidium; videlicet classem armatam, aliumque necessarium exercitum semper se ad ejus requisitionem paratum esse habiturum, qua classe, quo exercitu Rex Franciæ, sicubi opus videretur, terra marique uti posset, & cætera, sicut in ipsorum propositione est latius explicatum. Pro qua animi promptitudine Regis Sueciæ, Rex Christianissimus eidem Regi Sueciæ, ut amico & fratri suo, gratias agit immortales. Et propterea quod ejus Regiæ Majestati, his bellicis & pericu-

Hhh ij

Iosissimis temporibus , de prædicti hujus summi oblato obsequii articulo , ita statim pro ejus necessitate deliberare latus & concludere prorsus impossibile erat, amplius deliberandum censuit. Et quicquid Regi Christianissimo in hac re opus factu videbitur, id intra anni unius aut duorum spatium declarabit.

Secundò, de affinitate, seu utriusque sanguinis conjunctione, Rex Christianissimus Franciæ, in honorem & peculiare Regis Sueciæ obsequium, primogenito ejus aliquam ex proximo suo sanguine, nempe ex Domo Ducum Britanniz virginem Rinensem, & deinde secundo-genito Sueciæ filiam Ducis Montispenfieri, quasdamque alias ad facienda inter eos connubia proposuit. Ad hæc, filiz etiam Regis Sueciæ quidam principes adolescentes, ex sanguine regio nati, ad contrahenda matrimonia, ex optimo & singulari quodam & vere fraterno amore, sunt ab eo propositi. De qua re nos utrinque ad hoc deputati consilarii & procuratores, prout in tali causa fieri est necesse, inter nos colloqui & latius tractare poterimus.

Tertiò, de commercio salis, de quo nunc propter absentiam Francisci Trebbon, ut qui ejus rei plenior commissionem habeat, nihil absolutum quod sit effici potest; quare dictum commercium differri tantisper oportebit, donec Franciscus Trebbon adfuerit. Nihilominus tamen, & propter communem regni Sueciæ necessitatem, & etiam quod nunc Sinus Danicus sit oclusus, quo minus eo sal aliunde poterit adferri, aliqua copia salis hinc, quantamcumque eam hoc tempore efferre licuerit in regnum Sueciæ, pro justo pretio possit exportari, de illo ipso salis pretio & dignitate, videlicet, ut merx pretio, & è converso pretium merci, justa & æqua ratione comparatur, utrinque inter nos tractatio peculiaris institui debet.

Quartò de Rege serenissimo Sueciæ, quatenus ipse, eo modo quo nunc adeo inter Christianissimum Regem Franciæ, & serenissimum Regem Sueciæ, conventum & conclusum est, in hoc expressum fœdus & societatem consentire voluerit, ut plenam suam & peculiarem ratificationem, quamprimum id fieri licuerit, ad serenissimum Regem Franciæ mittere debeat; sicut etiam Rex Franciæ similiter suam ratificationem Regi Sueciæ vicissim, quamprimum mittere tenebitur. Ad majorem veritatis evidentiam, nimirum quòd hæc omnia ita à nobis fide optima acta sunt, nos supra dicti Regiæ Majestatis Galliz & Sueciæ deputati ad hoc consilarii & procuratores, nostra sigilla infra ad hunc tractatum, cujus tenor de verbo ad verbum duplicabitur, curavimus adnecti, nosque etiam propriis manibus subscripsimus. Actum Regniaci in finibus Galliz, pridie Visitationis Mariæ Virginis, anno millesimo quingentesimo quadragesimo-secundo. *Guillelmus Poyet. Philippus Chabat.*

Article séparé, par lequel le Roi François I. accorde à Gustave I. Roi de Suede, la permission de tirer de France telle quantité de sel qu'il voudra.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam præsentēs literæ pervenerint, salutem. Cùm pro certa regnorum rerumque publicum conservatione haud satis sit Reges, atque eos, qui publicæ administrationi præsumt, esse inter se amicitia, fœdere, ac societate conjunctos, sed & illos etiam oporteat omnes apud se excogitare rationes, quibus tam firmam reddant suam ipsorum conjunctionem, & indissolubili mutui amoris ac gratiæ nexu coalescant, quod tamen fieri commodius non posse, certum est, quàm si alter alteri gratificari semper studeat, cognitisque ejus necessitatibus atque incommodis, ei pro viribus opituletur. Ejus itaque considerationis incitatu, dum Franciscus, Dei gratiâ Francorum Rex Christianissimus, initum cum serenissimo Principe Gustavo, eadem gratiâ Sueciæ, Gothorum, ac Vandalorum Rege, fratre suo carissimo, æternæ amicitia ac societatis fœdus omnibus modis confirmare, indissolubileque efficere cuperet, & de summa illa salis habendi difficultate, qua rex ipse Sueciæ laborare posset, ab ejus clarissimis legatis admoneretur, ideoque ab eisdem, ad inendum mutuum rerum in utriusque regnis existentium, & maxime salis Galliæ, ac æris & cineracearum argenti Sueciæ commercium, sollicitaretur, fratri suo Gothorum Regi, qua in eum est animi promptitudine, studio, ac benevolentia, volens gratificari, atque ejus incommodo ac necessitati, prout vires ferrent, succurrere, consentiendum primò in ipsum commercium sibi esse duxit, tum deinde, ut jam tantum salis de salinis suis, quantum dicti legati vellent, in usum præfati Regis Sueciæ justo pretio habere possent, inque Sueciam exportare, contentus fuit. atque adeò, ut summum suum amorem erga ipsum singulari aliqua beneficentia testaretur, ejus gabellæ, pro exportatione salis persolvendum, quod nulli unquam ex fœderatis suis, quicumque & qualescumque sint aut fuerint, remisit, eo quòd sibi proprium, patrimoniale, atque hæreditarium est, id ei sine respectu consequentia, quæ tamen maxima est, & propter exemplum, certasque alias causas valde sibi periculosa, remissum esse quàm lubentissimè voluit, summam scilicet sex millium aureorum solarium ipsius juris gabellæ, quod sibi pro sale eo, quod dicti legati nomine Regis Sueciæ juxta talem rationem comparare poterunt, inque Sueciam transferre, solvi deberet. In cujus rei finem & effectum nobis Guillelmo Poyer, totius Franciæ Cancellario, & Philippo Chabot, Admirallo, cum ipsius Regis Sueciæ prudentissimis legatis, in tractatu fœderis atque amicitia nominatim declaratis, conferendi, cumque eis de tali articulo concludendi ac transigendi autoritatem dedit, cum quibus virtute autoritatis ab illo domino nostro clementissimo nobis datæ, nomine ejus conclusimus, transegitimusque in eum qui sequitur modum. Conclusum inter nos & transactum est, quòd dictis dominis Sueciæ legatis, eorumve delegatis hominibus licebit, nomine serenissimi Gothorum Regis, tantum salis Galliæ, persoluto prius in ejus emptionem justo pretio, habere, quantum eis pro usu Regiæ Domus Sueciæ visum fuerit esse necesse, sine ulla ullius juris gabellæ persolutione, usque ad summam sex millium aureorum.

H h h ij

Suede.
1542.
10-juilles

solarium ; quam quidem summam Rex Christianissimus in sui erga potentissimum Sueciæ Regem, fratrem suum carissimum, singularis amoris probationem, liberato ei pro hac vice voluit esse remissam. Quòd si fortè plus salis, quam gabella dictæ summæ sex millium aureorum solarium faciat, pro necessitate regia, aut etiam in communem totius regni Sueciæ utilitatem exportandum esse judicaverint, id eis quoque regio permisso facere licebit, priùs tamen iusto emptionis pretio unà cum ipsa gabella, quæ pro sale, quod ultra dictam summam capient, ipsi debebitur, persoluto.

Conventum præterea conclusumque est, quòd dicti domini legati, seu eorum delegati, idipsum sal totum una & eadem vice, quando eis visum fuerit, curabunt navibus imponendum, atque in Sueciam, & non in aliam partem transportandum.

De cuius integra transportatione litteras ipsius Regis, eorum domini, testimoniales ad Regem Christianissimum nacta prima occasione mittere tenebuntur. Ad cuius conclusionis ac transactionis fidem maiorem, sigilla nostra huic scedula curavimus apponenda Regniaci in finibus Galliarum, anno à Christo nato 1542. die julii decima.

GUILLELMUS POYET. PHILIPPUS CHABOT.

*TRAITE' DE PAIX ET ALLIANCE ENTRE L'EMPEREUR
Charles V. & le Roi François I. à Crespi, le 18. septembre 1544.
enregistré, par commandement exprès de Sa Majesté, au Parlement,
& à la Chambre des Comptes.*

*Espagne,
traité de Crespi
1544.
18. septembre.*

CHARLES, par la divine clemence Empereur des Romains, toujours auguste, Roi de Germanie, de Castille, de Leon, de Grenade, de Navarre, d'Aragon, de Naples, de Sicile, de Maillorque, de Cerdaigne, des Isles, Indes, & Terre-ferme de la Mer oceane, Archevêque d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lotier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, & de Gueldre, Comte de Flandrie, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hamaut, de Hollande, de Zelande, de Ferrette, de Haguenau, de Namur, & de Zutphen, Prince de Suabe, Marquis du Saint-Empire, Seigneur de Frise, de Salins, de Malines, & Dominateur en Asie & en Afrique. Savoir faisons à tous, que nous avons vû & entendu les articles, & tout le contenu au traité de paix, & reintegration de parfaite amitié durable à toujours, passé entre nôtre tres-cher & feal cousin, Dom Fernand de Gonzague, Chevalier de nôtre Ordre, Prince de Melstero, Duc d'Ariano, Viceroi de Sicile, & Lieutenant general de nôtre armée : & aussi nôtre tres-cher & feal Chevalier, Messire Nicolas Perrenot, sieur de Granvelle, Commandeur de Zalamée en l'Ordre d'Alcantara, nôtre premier Conseiller d'Etat, & Garde de nos scels, nos procureurs en vertu de leur pouvoir : Et Messire Claude d'Annebaut, Chevalier de l'Ordre du Roi Tres-Chretien, Maréchal, & Amiral de France, & Lieutenant general en ses armées, sous l'au-

torité, & en l'absence de nos tres-chers neveux, les Daufin, & Duc d'Orleans; Messire Charles de Neüilly, Conseiller, & Maître aux Requêtes de l'Hôtel dudit sieur Roi; & Maître Gilbert Bayard, sieur de la Font, aussi Conseiller, & Secrétaire d'Etat dudit sieur Roi, & Contrôleur general de ses guerres; procureurs dudit Roi Tres-Christien, nôtre tres-cher & bon frere, deſquels articles & traité de mot à autre la teneur s'enſuit.

AL'honneur de Dieu, & exaltation de son ſaint nom, & propagation de nôtre ſainte Foi & Religion, & repulſion des ennemis de la Republique Chretienne: & pour le bien commun, & parvenir à la generale pacification d'icelle; ont été traitez, convenus, & acordez les articles ſuivans, par tres-illuſtres ſeigneurs Dom Fernand de Gonzague, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or, Prince de Melſete, Duc d'Ariano, Viceroi de Sicile, & Lieutenant general de l'armée de l'Empereur; & Meſſire Nicolas Petrenot, Chevalier, ſeigneur de Granvelle, Commandeur de Zalamee en l'Ordre d'Alcantara, premier Conſeiller d'Etat, & Garde des ſeaux de Sa Majeſté Imperiale, de la part de l'Empereur: Et noble & puillant ſeigneur Claude, ſeigneur d'Annebaut, Chevalier de l'Ordre du Roi Tres-Christien, Amiral, & Maréchal de France, Lieutenant general dudit ſeigneur Roi Tres-Christien en ſes armées, ſous l'autorité & en l'absence de Meſſeigneurs les Daufin, & Duc d'Orleans; Meſſire Charles de Neüilly, Conſeiller, & Maître aux Requêtes de l'Hôtel dudit ſeigneur Roi; & Gilbert Bayard, ſeigneur de la Font, aussi Conſeiller, & Secrétaire d'Etat d'icelui ſeigneur Roi, & de ſes Finances, & Contrôleur general de ſes guerres, de la part dudit ſeigneur Roi Tres-Christien; en vertu de leurs pouvoirs reſpectifs.

Premierement, que dorenavant ſera entre leſdits ſeigneurs Empereur & Roi, Meſſeigneurs leurs enfans, heritiers & ſucceſſeurs, leurs roiaumes, pais, états, & ſujets, bonne, ſincere, parfaite, & perpetuelle paix; demeurant dès maintenant à toûjours toutes cauſes & occasions d'inimitié éteintes, & de tout en tout abolies. Et ſeront dès maintenant leurs deux Majeſtez bons freres, parens, & allies, avec ferme & ſtable reintegration de parfaite amitié entre eux, & leurſdits enfans, & ſucceſſeurs.

Et pourront leurs ſujets reſpectivement de tous leurſdits roiaumes, pais, & états, hanter, conveſſer, negocier marchandement, & autrement, librement & paisiblement, les uns avec les autres: & ſeront portez, favorizez, & maintenus, ſoutenus, & defendus comme propres ſujets, en payant raiſonnablement les droits & tonlieux acouſtumez, & autres, qui par leurſdites Majeſtez, & leurſdits ſucceſſeurs, ſeront impolez.

En faveur de cettedite paix, leſdits ſeigneurs Empereur & Roi reſtitueront réſellement, de ſuit, pleinement, & de bonne foi, les places, villes, & tout ce entierement qu'ils ont occupé depuis la treve de Nice, les uns ſur les autres: & aussi aux ſujets reſpectivement, tant deçà que delà les monts, & en tous pais, lieux, & endroits, ſans en rien excepter ni retenir. Et même y delaſſeront, chacun endroit ſoi, l'artillerie étant eſſuies places & forts, comme elles ſont de preſent, en retirant ſeulement les munitions & victuailles. Et ſera à la charge deſ-

adits Princes recevans lesdites places, d'en faire la raison & restitution à leursdits sujets, a qui il apartiendra, à la décharge du restituant : en reservant au Duc d'Aricon l'action qu'il a sur la comté de Ligny, dont procès étoit ja pendant avant l'occupation d'icelle, & dont ledit seigneur Roi Tres- Chretien lui fera faire bonne & brieve justice : comme aussi se fera quant aux autres sujets desdits deux côtez, nonobstant la guerre, qui ne leur prejudiciera ; & entre autres, aux heritiers de la maison de Vergy, de ce qu'ils pretendent sur S. Disier, selon les traitez, & comme de raison.

Semblablement sera restitué en faveur de cettedite paix, au Duc de Savoie, & à ses sujets, tout ce qui leur a été occupé & pris depuis la treve de Nice, où que ce soit : & le tout en l'état que les places, villes, forts, & lieux occupez sont de present, sans y rien détruire, ni demolir ; & ce tant deça que dela les Monts.

Et pareillement se restituera à la Marquise veuve de Montferrat, Duc & Duchesse de Mantoue, tout ce qui leur a été occupé depuis ladite treve : & aussi à tous autres, auxquels a été prise aucune chose a l'occasion d'avoir suivi, servi, & favorisé le parti de Sadite Majesté Imperiale, & dudit seigneur Roi, tant deça que dela les monts, depuis icelle treve ; le tout purement, pleinement, & de bonne foi.

Et pource que ledit seigneur Empereur maintient, que la ville, chàtellenie, & seigneurie de Stenay est de son fief, à cause de sa duché de Luxembourg, & n'en a pû le feu Duc de Lorraine faire valable transport, soit par échange, ou autrement, audit seigneur Roi, sans son consentement ; a été accordé, que ledit Stenay se rendra semblablement au Duc moderne de Lorraine, pour la tenir sous la même charge de fief, que sondit feu pere l'avoit, sans que par ci-après icelui seigneur Roi y puissè rien à jamais pretendre ; demeurant au surplus à Sad. Majesté Imperiale, le droit & action de com-mise, pour en faire à l'endroit dudit Duc, comme avec raison bon lui semblera. Et poura ledit seigneur Roi, avant de faire ladite restitution, demolir les fortifications qu'il a faites audit Stenay, en le reduisant en l'état qu'il étoit avant le traité fait avec ledit feu Duc de Lorraine.

Semblablement se déporte ledit seigneur Roi de toutes pretentions en l'Abbaye, terre, & seigneurie de Gorze, sans qu'il y puissè dorenavant rien plus greuser, quereller, ni demander.

Et a été convenu & accordé que pour autant que ladite restitution, même du côté dudit seigneur Roi, ne se peut faire prestement ; que ledit seigneur Roi Tres Chretien baillera pour ôtages Messieurs le Cardinal de Meudon, Duc de Guise, Comte de Laval, & seigneur de la Hunaudaie : en recevant lesquels, Sadite Majesté Imperiale mandera dès-lors faire de son côté ladite restitution audit seigneur Roi ; lequel aussi la fera faire du sien en dedans un mois : pour l'accomplissement & effet de laquelle, demeureront lesdits ôtages au pouvoir de Sadite Majesté Imperiale ; lesquels seront rendus & delivrez après l'accomplissement.

Semblablement se restituera à Sadite Majesté Imperiale, en dedans ledit tems, la comté de Charolois, ensemble les appartenances, pour la tenir par lui & par
les

les siens , comme elle lui apartenoit & la possédoit avant le commencement des guerres.

Et pource que cetteditte paix se fait & fonde pour le service de Dieu nôtre souverain createur , réduction de nôtre sainte Foi & Religion en union chretienne , & obvier à l'extreme danger & hazard , où elle se trouve , & afin de parvenir à la generale pacification d'icelle , pour aussi pouvoir mieux entendre & s'employer unanimement à la repulsion des Turcs , & autres Infideles ses ennemis ; a été traité , & accordé , que leursdites deux Majestez Imperiale & Roiale , s'emploieront sincerement & de tout leur pouvoir , & par bonne & mutuelle intelligence & correspondance , & feront tout ce qui en eux fera jusques au bout , pour procurer d'acheminer & conduire ladite réünion , selon & par tous les meilleurs moiens & expeditions , qu'ils aviseront par ensemble convenir à si bonne , & tres-sainte œuvre : confiant que le benoît Jesus-Christ fera aidant à sa sainte cause , & si sainte œuvre , & y inspirera & illuminera le S. Esprit leursdites deux Majestez ; & y conviendront & correspondront tous les autres Potentats , tant spirituels que temporels.

Et pource que Sadite Majesté Imperiale a fait avvertir ledit seigneur Roi Tres-Chretien de la determination prise entre elle , & les états dudit Saint Empire , pour la repulsion du Turc , & de ses forces , & recouvrement des choses par lui occupées au côté de Hongrie ; ledit seigneur Roi a acordé , & acorde , d'assister en ladite entreprise , & pour la résistance contre ledit Turc , (quand requis en sera de Sa Majesté Imperiale , & du Saint Empire ,) six cens hommes d'armes de ses ordonnances , bien montez , & équippez comme il les entretient ; & qu'il les fera partir & aller à ladite résistance en dedans six semaines après la requisition , & y servir & guerroyer pour le tems que durera la premiere expedition , que ledit seigneur Empereur , & lesdits états du saint Empire , feront contre ledit Turc : & fournira dix-mille hommes de pied de ses sujets aussi à sa solde. Et pour ledit tems on baillera la solde en argent pour l'entretenement de dix-mille hommes de pied , soit d'Allemands , ou des Cantons des Liges , ou Italiens , ou Espagnols , comme mieux semblera à Sadite Majesté Imperiale. Et si l'expédition se recommence autre fois , l'aide dudit seigneur Roi sera à son arbitrage , pour la faire comme convient à Roi Tres-Chretien. Et au surplus ledit seigneur Roi fera tout ce qui en lui sera pour assister & favoriser ladite résistance & repulsion du Turc , & pour le grever & endommager , & deprimer ses forces : & en ceci tiendra toute entiere & confidente intelligence avec Sadite Majesté Imperiale , & ledit Saint Empire.

Et afin d'entierement ôter , & occuper & perclure toutes causes , occasions , moiens , & suspition de discord & différend entre leursdites Majestez , & heritiers , & successeurs , & é cindre toutes querelles , & pretentions ; lesdits seigneurs Empereur & Roi , sans toutefois déroger ni prejudicier aux traites ci-devant passez entre eux , & leurs predecesseurs , ni en faire innovation quelconque , sinon quant à ce qu'il en sera ci-après autrement disposé tant seulement , ains qu'ils demeureront entierement & inviolablement en leur force & vigueur , telle que de raison & de droit ; ont fait & font ledits procureurs & mandataires en leurs noms , les renunciations ci-contenus : à sçavoir , que ledit

seigneur Roi Tres-Chretien, tant en son nom, que comme pour & au nom de sesdits enfans, heritiers, & successeurs quelconques, a renoncé, quitte, & transporté, & comme lesdits ambassadeurs & procureurs en son nom, en vertu de ce traité renoncent, quittent, cedent, & transportent à toujours & perpetuellement, au profit dudit seigneur Empereur, ses hoirs, successeurs & aians cause, tous & quelconques droits, actions, querelles, ou pretentions que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, ou sesdits hoirs & successeurs ont & pretendent, & pouroient avoir & pretendre, pour quelque raison ou cause que ce soit, en quelconque des roiaumes, états, terres, pais, & seigneuries presentement tenues & possédées par ledit seigneur Empereur, ou en son nom, mediatement ou immediatement : & spécialement tout le droit, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, ont eü & pretendu, & qu'ils pretendent es roiaumes de la Couronne d'Aragon, étans unis, compris, & dépendans d'icelle, comme s'ils étoient tous ici spécifiés : & même en celui de Naples, tant en propriété, possession, pensions, & arrages d'icelles pensions, que autrement en façon quelconque ; soit en vertu des investitures du Saint Siege Apostolique, faites à ses predecesseurs, ou à lui ; ou par traités faits entre les predecesseurs desdits seigneurs Empereur, & Roi Tres-Chretien : & même entre le Roi Catolique, grand-pere dudit seigneur Empereur, & le Roi Louis XII. ou par le traité de Noyon, fait entre lesdits seigneurs Empereur & Roi, tant pour le principal droit dudit roiaume, que pour lesdites pensions & arrages par ledit Roi Tres-Chretien pretendus en vertu desdits traités, ou autrement qu'il soit.

Item. Ledit seigneur Roi delaisse, donne, baille, cede, & transporte perpetuellement & à toujours, tant pour lui, que sesdits successeurs Rois de France, audit seigneur Empereur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, Comtes & Comtesses de Flandre, les fief, hommage, pairie de France, serment de fidelité, & toute sujettion, jurisdiction, superiorité, ressort, souveraineté, & tous autres droits, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, ont eü, avoient, & pretendoient avoir sur les Comtes & Comtesses de Flandre, prelatz, nobles, vassaux, villes, loix, châtelles, manans & habitans de ladite Comté de Flandre ; sans qu'icelui seigneur Empereur, sesdits hoirs, successeurs, & aians cause, Comtes & Comtesses de Flandre, soient jamais tenus, ou soumis de tenir ladite Comté de Flandre, en fief ou en pairie, dudit seigneur Roi Tres-Chretien, de ses successeurs Rois de France, ni de la Couronne de France, ni leur en faite hommage, ou serment de fidelité : & sans qu'icelui seigneur Roi Tres-Chretien, & sesdits successeurs Rois de France, puissent jamais avoir, clamer, pretendre, ou quereller, aucun droit, seigneurie, superiorité, jurisdiction, ressort, ni souveraineté en ladite comté de Flandre, ni sur ledit seigneur Empereur, sesdits successeurs, & aians cause, Comtes & Comtesses de Flandre, ni sur lesdits prelatz, nobles, vassaux, villes, loix, châtelles, manans & habitans d'icelle comté, presens, & à venir : tous lesquels, & chacun d'eux, icelui seigneur Roi Tres-Chretien, tant pour lui, que sesdits enfans, & successeurs Rois de France, a exempté & exempté, quite, & décharge de toute sujettion, obeissance, serment de fidelité, jurisdiction, ressort, & sou-

veraineté, telle que lui, & ses predecesseurs Rois de France avoient acoustumé de prendre & avoir sur ladite comté de Flandre, & iceux prelates, nobles, vassaux, villes, loix, châtellemies, manans, habitans, & enclavemens d'icelle Comté, sans aucune chose retenir ni réserver, en quelque maniere que ce soit.

Et aussi ledit seigneur Roi Tres-Chretien, tant pour lui, que pour sesdits successeurs Rois de France, a renoncé, & renonce par cedit present traité de paix, à tout tel droit de rachat, que lui, & ses predecesseurs Rois de France, ont eü, & pouvoient avoir, clamer, & demander és villes, & châtellemies de Lille, Douay, & Orchies, à quelque titre, raison, ou moien que ce soit; consentant, & acordant, tant pour lui, que sesdits successeurs Rois de France, que lesdits villes, châtellemies de Lille, Douay, & Orchies, soient, & demeurent perpetuellement & à toujours unies, incorporées, & jointes à la comté de Flandre, comme elles étoient auparavant qu'elles furent baillées & transportées par le Comte de Flandre au Roi de France; nonobstant le contenu du traité fait à Paris le second jour d'aoust l'an 1498. & autres traitez quels qu'ils soient, faisans mention dudit rachat: ausquels traitez ledit seigneur Roi Tres-Chretien, tant pour lui, que sesdits enfans, & successeurs Rois de France, a pareillement renoncé, & renonce par cedit traité, sans jamais en pouvoir faire poursuite, action, ou demande.

Item. Aussi icelui seigneur Roi Tres-Chretien, tant pour lui, que sesdits successeurs Rois de France, a renoncé, & renonce, quite, & transporte audit seigneur Empereur, pour lui, & ses successeurs Comtes & Comtesses de Flandre, tout tel droit, titre, cause, & action, que lui, & sesdits successeurs Rois de France ont, & pourront ci après avoir, clamer & pretendre, demander, & quereller en la ville & cité de Tournay, bailliage de Tournesis, & villes de de Morienne & Saint-Amand; consentant & acordant par ledit seigneur Roi, & sesdits successeurs Rois de France, qu'icelui Empereur, & sesdits successeurs Comtes & Comtesses de Flandres, jouissent, & possèdent perpetuellement & à toujours desdites ville & cité de Tournay, bailliage de Tournesis, villes de Morienne & Saint-Amand, en toutes prééminences, prerogatives, fruits, profits, émolumens, droits de regale, de nomination aux Evêchez de Tournay, & autres, Abbayes de Saint Amand, Saint Martin audit Tournay, & autres Abbayes écans audit Tournesis; & quelconques autres droits, sans aucune reservation, comme unis & incorporez par ledit seigneur Empereur à la comté de Flandre, sans jamais pouvoir aller au contraire icelui seigneur Roi, & ses successeurs Rois de France.

Item. Ledit seigneur Roi Tres-Chretien, tant pour lui, que sesdits enfans, & successeurs Rois de France, a renoncé, quite, & transporté par cedit present traité de paix audit seigneur Empereur, pour lui, & ses successeurs Comtes & Comtesses d'Artois, tout tel droit, raison, cause, & action; ensemble toute juridiction, ressort, & souveraineté, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, avoient en la cité & les ville d'Arras, sur tous les manans & habitans d'icelle, avec le droit de regale, nomination, & autre quelconque droit; que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, ont eü par ci-devant sur les Evêché & Eglise Cathedrale d'Arras,

apartenances & dépendances, sans y rien réserver, ni retenir; fors & excepté quant aux biens & droits d'iceluy Evêché & Eglise étans au royaume de France, hors la comté d'Artois, & enclavement d'icelle, & autres pais d'icelui seigneur Empereur.

Item. Ledit seigneur Roi Tres-Chretien a consenti & acordé, consent & acorde, que ledit seigneur Empereur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, Comtes & Comtesses d'Artois, soient & demeurent dorenavant perpetuellement & à toujours quites, exempts, & déchargez des fiefs & hommages tenus en pairie de la Couronne de France, serment de fidelité, & toute sujertion que lui & ses predecesseurs Comtes & Comtesses d'Artois ont été tenus de faire, & ont fait audit seigneur Roi Tres-Chretien, & sesdits predecesseurs Rois de France: desquels foi & hommage, droit de pairie, & serment de fidelité, icelui seigneur Roi les a déchargez & décharge par cedit present traité de paix; ensemble de tout tel & quelconque droit, jurisdiction, ressort, & souveraineté, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, avoient eü par ci-devant, & que ci-aprés pourroient avoir, clamer, demander, pretendre, & quereller en & sur ladite comté d'Artois, prelats, nobles, vassaux, manans & habitans, ressorts & enclavemens d'icelle comté, tenus tant de la Couronne de France, que d'autres seigneurics, en & sur toutes les Eglises, biens, revenus, terres, & seigneuries d'icelles, situées & assises en ladite comté d'Artois, & des metes & enclavemens d'icelle; mémemment de la gardienneté d'icelles, quant aux Eglises situées en ladite comté, ressorts & enclavemens, quelque part, & en quelque lieu que lesdites Eglises, auxquelles lesdits biens, terres, & seigneuries apartiennent, soient situées & assises; jaoit qu'elles soient des fondations des Rois de France, & amorties par eux, sans qu'icelui Roi Tres-Chretien, & ses successeurs Rois de France, puissent jamais quereller, ou demander droit d'hommage, de pairie, de jurisdiction, ressort, & souveraineté, en quelque maniere ou façon que ce soit, en & sur ladite comté d'Artois, nobles, vassaux, eglises, biens, rentes, revenus, terres, & seigneuries d'icelles Eglises étans en ladite comté, ressort, & enclavemens; ni prendre aucun droit de regale, de nomination, gardienneté, prerogatives, préeminences sur les Evêchez, Abbayes, Prieurez, Dignitez, ou autres quelconques benefices étans enclavez en ladite comté, de quelque Abbaie que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans: lesquels droit, jurisdiction, ressort, souveraineté, gardienneté, droits de regale, nomination, préeminences, prerogatives sur les Evêchez, Abbayes, Prieurez, dignitez, ou autres quelconques benefices étans enclavez audit Comté d'Artois, & tous autres droits quelconques, sans rien retenir ni réserver ledit seigneur Roi Tres-Chretien, tant pour lui que pour ses successeurs Rois de France, a cedé & transporté perpetuellement & à toujours audit seigneur Empereur, sesdits hoirs, successeurs & aians cause, Comtes & Comtesses d'Artois; separant & démembrant aussi, perpetuellement & à toujours, de la Couronne de France, icelle comté d'Artois, ressort & enclavemens, leurs appartenances & dépendances; ensemble les fiefs, droits, hommages, pairie, jurisdiction, ressort, & souveraineté d'icelle comté, & les biens, revenus, terres & seigneuries étans en ladite comté, ressort & enclavemens, appartenans tant aux gens

d'Eglise, que aussi gens laiz ; pour par icelui seigneur Empereur, seldits hoirs & successeurs Comtes & Comtesses d'Artois, en jouir perpetuellement & à tous-jours, comme ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs, en ont joui ci-devant ; & sans qu'icelui seigneur Roi Tres-Chretien, & ses successeurs Rois de France, ou leurs juges & officiers, y puissent jamais avoir, clamer, quereller, pretendre, ou demander aucun droit. En ce non comprise la cité de Terouanne, ni aussi les biens des Eglises d'Artois étans au roiaume de France, hors de ladite Comté d'Artois, enclavemens d'icelle, & autres pais dudit seigneur Empereur ; ni les villages du Boulonnois ci-nommez ; à savoir Ligny, Nedenchel, Aleste, Saint Michel en Artois, Hely, Arguy, Aest, Avennes en Boulonnois, Estrayles, Merle, Sempy, Recques, Clenleu, & le Secours, Thiembroune, Neufville, & Eitrées : lesquels villages souloient contribuer à la composition dudit Artois.

Item. Ledit seigneur Roi Tres-Chretien a cedé, transporté & delaisié, & par eedit present traité cede, transporte, & delaisie audit seigneur Empereur, seldits hoirs, successeurs, & aians cause, Comtes & Comtesses d'Artois, perpetuellement & à toujours, l'Aide ordinaire d'Artois, que l'on nomme l'ancienne composition d'Artois, montant chacun an à la somme de quatorze mille livres tournois, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, avoient acoustumé de prendre & lever chacun an sur toutes & chacunes les villes, baillings, manans & habitans de ladite comté d'Artois, ressort, & enclavemens d'icelle : en ce non comprise ladite cité de Terouanne, & les villages du Boulonnois ci-dessus nommez ; pour d'icelui droit d'aide ordinaire & ancienne composition d'Artois jouir, user, & posseder, la percevoir & recouvrer entierement par ledit seigneur Empereur, ses hoirs, & successeurs, Comtes & Comtesses d'Artois, à toujours, & en toutes prerogatives, prééminences, de commettre, renouveler, & instituer officiers, tant pour icelle aide & composition, que autrement.

Item. Que nonobstant iceux transport, cession & delaisiement, tous & chacun les manans & habitans de ladite comté d'Artois, ressort & enclavemens, seront & demeureront à toujours francs, quites, & exempts des droits de domaine, imposition foraine, haut passage, ceinture de la Reine, illuë du roiaume, & autres droits quelconques, appartenans audit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses successeurs Rois de France, à cause des marchandises, qu'ils ameneront, ou feront amener du roiaume de France en ladite comté d'Artois, ressort & enclavemens d'icelle, pour y être vendus & distribués : & ce tant & si avant qu'ils jouissoient du tems qu'ils étoient sujets de la Couronne de France, & qu'ils paioient audit seigneur Roi l'ancienne composition d'Artois, sans les pouvoir plus avant asservir ; pourvu que les marchands bailleront dedans ledit roiaume de France, aux sermens de l'imposition foraine, & autres droits dessusdits, bonne & suffisante caution de debiter & dépendre dedans ladite comté d'Artois, ressort, & enclavemens, la marchandise qu'ils auront prise & levée en France, sans la transporter ni faire transporter hors ladite comté d'Artois, ni avoir intelligence avec les étrangers ; le tout de bonne foi & sans fraude, & en raporter valable certification, sur peine de confiscation de la marchandise, & d'amende arbitraire pour la premiere fois : & où il sera connu d'avoir coûtume d'y faire :

fraude, sera refusée aux defraudateurs la franchise desdits droits pour leurs vies. Et sera tenu ledit seigneur Empereur, ou ses officiers en ladite comté d'Artois, de permettre, & donner assistance aux officiers & sujets dudit seigneur Roi, dudit droit d'imposition foraine, toutes les fois qu'ils voudront venir en ladite ville d'Arras, & ailleurs en ladite comté d'Artois, pour faire tenir le controle de ladite marchandise ainsi debitée & dépendue, & soi informer des fraudes, transports, & abus qui se pourroient sur ce faire; assistant avec eux l'officier de l'Empereur au lieu, où l'information se fera, ou un commis de par lui, s'il sembleroit bon audit officier: & en rapportant la certification desdite, lesdits fermiers seront tenus de décharger lesdites cautions ainsi baillées, & tenir quites lesdits marchands desdits droits.

Aussi quite & renonce ledit seigneur Roi tous titres, droits, causes, querelles, ou actions, que par quelque moien, ou titre que ce soit, il pourroit prétendre es duchez de Gueldre, & comté de Zutphen, & leurs appartenances, ni en procurer, ni les siens, jamais aucun en ladite duché & comté; & s'il se faisoit, demeurera le tout nul & invalide.

Et quant audit seigneur Empereur, il a reciproquement pour lui, ses hoirs, & successeurs, renoncé, quitte & transporté, comme aussi lesdits procureurs renoncent, quittent, cedent, & transportent perpetuellement & a toujours, au profit dudit seigneur Roi, & de ses hoirs, successeurs, & aians cause, tous & quelconques droits, actions, querelles, ou prétentions, que ledit seigneur Empereur, & ses predecesseurs ont eü & prétendu, ou pourroient de present prétendre, pour quelque cause ou raison que ce soit, pour lui, ses hoirs, & successeurs quelconques, des etats, terres, & seigneuries dudit seigneur Roi Tres Chretien, pour lui & en son nom presentement tenues & possédées, mediatement ou immediatement; sauf & réservé quant aux duché de Bourgogne, viconté d'Auxonne, & ressort de Saint-Laurent, Mâconnois, Auxerrois, & Bar-sur-Seine, dont ci-après sera particulierement disposé. Et spécialement renonce Sadite Majesté Imperiale, tout ce qu'elle pretend es villes & châtellemies de Peronne, Mondidier, & Roye, aux comtez de Boulonnois, Guines, & Ponthieu; aussi es villes & seigneuries assises sur la riviere de Somme d'un côté & d'autre, soit pour titre d'engager, ou autrement, fiefs, vassaux, droits de patronage, & de nomination, aux offices & benefices vacans, tailles & impositions; ensemble tous autres droits, actions & querelles que ledit seigneur Empereur pourroit avoir & prétendre contre ledit seigneur Roi, aux choses par lui possédées, soit à cause de ses Couronnes d'Espagne, ou des autres querelles de la Maison de Bourgogne, tant en vertu du traité d'Arras, que des traitez de Conflans, Peronne, & autres subsecutifs Bien entendu que par la renonciation, donation, cession, & transport des hommage, jurisdiction, ressort immediat, & tout tel droit, que ledit seigneur Empereur avoit à cause de ladite comté d'Artois en la comté de Guines, ne sont comprises les terres, seigneuries, & châtellemies de Tournhem, Andrevicq, Bredentde, leurs appartenances & dépendances, & tout ce qui est du patrimoine de la comté d'Artois, que l'Empereur possede a present en ladite comté en son nom, ou possédoit avant le commencement de cette dernière guerre, ils sont & demeureront exempts a toujours de la justice, ressort, & souveraineté

audit seigneur Roi Tres-Chretien, & de ses successeurs Rois de France, & de leurs officiers.

Item, A été convenu, que les cessions, quittances, delaissemens, & transports susdits, faits par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, audit seigneur Empereur, ses hoirs, successeurs, & aians cause, des reilort, juridiction & souveraineté, & tous tels droits, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, avoient & pretendoient es comtez de Flandre, Artois, cité lés Artas, Tournay, & Tournelis, & autres quittances faites par ce present traité, sont & s'entendent être faites avec derogation expresse de toutes & quelconques incorporations & unions, qui par ci-devant eussent été faites des pieces avant dites a la Couronne de France, comme qu'il soit, soit sous couleur de justice, ou autrement en façon quelconque, & de toutes ordonnances, d'appanage, de la Loi Salique, & de toutes autres loix, constitutions, statuts, ordonnances, & coutumes a ce contraires, faites, promulguées, & introduites par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France : auxquels tous est expressement derogé de la même autorité, certaine science, & pleine puissance audit seigneur Roi Tres-Chretien, en abdiquant à lui, & a ses successeurs, la puissance de jamais pouvoir faire ou atenter le contraire, par quelque voie que ce soit, de droit ou de fait, ores que de droit pretenoit d'y pouvoir contrairer, nonobstant quelconques clauses derogatoires, encore que d'icelles se dût faire ici plus ample expression & insertion : & que celdites renonciations faites tant d'un côté que d'autre, valient, & aient lieu, sans que l'expression ou specification particuliere derogé a la generalité, ni la generalité a la particuliere.

Item, Retourneront les sujets de leurs royaumes & pais d'un côté & d'autre, nonobstant qu'ils aient servi en parti contraire, pleinement en la jouissance de toutes & chacunes leurs terres, biens immeubles, rentes perpetuelles, viageres & à rachat, saisis, & occupez par la dernière guerre, & a l'occasion d'icelle, pour les recouvrer, & en jouir paisiblement, & y rentrer réellement & sans autre mistere, dès la publication de ladite paix, sans rien quereller des fruits perçus & reçus. Et fera le retour nonobstant toutes donations, concessions, declarations, confiscations, & commises, sentences données par contumace, & en absence des parties non ouïes, à l'occasion de ladite guerre, comme qu'il soit : remettant iceux sujets quant à ce pleinement, & cessant tous contredits & empêchemens en leurs droits, ainsi qu'ils estoient au tems de l'ouverture de ladite dernière guerre.

Item, Pour nourrir & entretenir bonne & vraie amitié, communication, & intelligence entre les sujets, manans & habitans des duchez, comtez, terres, & seigneuries dudit seigneur Empereur aux pais d'embas, & des sujets, manans & habitans du royaume de France, a été & est traité, accordé, & conclu, que dorénavant tous & chacuns les sujets, manans & habitans es duchez, comtez, pais & seigneuries de Brabant, Limbourg, Luxembourg, comtez de Flandre, Artois, de Bourgogne, de Hainaut, d'Ostrevant, de Namur, de l'Oilnde, de Zelande, Tournay, Tournelis, Gueldre, Zutphen, pais de Frise & Utrecht, Salins, & Malines, appartenans audit seigneur Empereur, pouront & devront succeder aux

siefs, terres, seigneuries, & biens meubles de leurs prochains parens, étans audit royaume de France, jaoit qu'ils ne soient natifs dudit royaume : & pareillement les sujets, manans & habitans dudit royaume de France, en quelque lieu qu'ils soient natifs, pourront succéder aux siefs, terres, seigneuries, heritages, & biens immeubles, quise delaisseront par leurs parens, étans situez & assis esdites duchez, comtez, tetres, & seigneuries dudit seigneur Empereur; jaoit aussi qu'ils ne soient natifs en aucunes desdites duchez, comtez, terres, & seigneuries dudit seigneur Empereur, nonobstant & sans avoir égard au droit & coutume d'Aubaine ou Aubaineté, dont l'on a acoutumé d'user en aucunes desdites duchez, comtez, & seigneuries dudit Empereur, & aussi au royaume de France, laquelle s'abolit & met à neant par ce traité, perpetuellement & à toujours, quant aux originels des royaumes & pais dessusdits, sans que lesdits Princes, leurs hoirs & successeurs, les nobles, prelatz, seigneurs hiefz ou seodaux, & autres sous eux, en puissent dorenavant user.

Item. Est traité, convenu, & acordé, que tous les fruits, profits, censés, rentes & revenus de biens, tant de gens d'Eglise que laiz, dettes, biens meubles, que arrerages quelconques, qui sont ou peuvent avoir particulièrement & expressément été donnez, quitez, levez par lettres patentes desdits seigneurs Empereur & Roi, ou de leurs lieutenans & commis, en quelque égalité que ce soit, à titre de confiscation; & qui ont été quitez, levez, & paieez durant cette dernière guerre, demeureront perpetuellement donnez & quitez au profit desdits sieurs vassaux, pais, villes, & personnes sujettes ausdits seigneurs Empereur & Roi, & leurs alliez, qui auront esdites guerres tenu le parti de l'un ou de l'autre, auxquels lesdits dons sont & peuvent avoir été faits, & de leurs hoirs, successeurs, & aians cause, soit que pour ce ait procès pendant ou non. Et ne pourront jamais les crediturs de telles dettes, ou leurs aians cause, être reçus à faire quelque poursuite, en quelque maniere, & par quelconque action que ce soit, contre ceux, auxquels lesdits dons & quitances ont été faits, qui par vertu de tels dons & & confiscations les ont payées, pour quelque cause que lesdites dettes puissent être; nonobstant quelconques lettres obligatoires, que lesdits crediturs en puissent avoir : lesquelles, pour l'effet desdites confiscations, seront & demeureront par cedit present traité, cassées, annulées, & sans vigueur.

Item. Que tous les privileges octroyez par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ses predecesseurs Rois de France, aux villes, manans & habitans des comtez de Flandre & d'Artois, & autres pais-bas appartenans à l'Empereur, seront & demeureront confirmez par ledit present traité. Et pareillement, que les privileges, franchises, & libertez, que les villes, manans & habitans du royaume de France, ont esdits pais-bas dudit seigneur Empereur, demeureront en leur force & vigueur, si avant que lesdites villes, manans & habitans d'un parti & d'autre en aient dûement jouï & usé, jouïssent & usent.

Item. Fera ledit seigneur Roi Tres-Chretien ratifier & approuver cedit present traité de paix, par Monseigneur le Daupin; & pareillement par tous les états particuliers des provinces & gouvernemens de son royaume : & par iceux états fera jurer & promettre la perpetuelle observance de ce traité, & le fera enteriner, enregistrer, & verifier en la Cour de Parlement à Paris, & en tous autres

autres Parlemens dudit royaume de France, en presence de ses Procureurs generaux desdites Cours de Parlement : auxquels ledit seigneur Roi baillera pouvoir special & irrevocable, pour comparoir en son nom en icelles Cours de Parlement, & illec consentir ausdits enterinemens, & eux soumettre volontairement à l'observance de toutes les choses contenues eldits traitez, & chacun d'iceux respectivement. Et qu'en vertu d'icelle volontaire soumission, ils soient a ce condamnez par arrest & sentence definitive desdits Parlemens, en bonne & convenable forme. Et sera aussi ledit traité de paix verifié & enregistré en la Chambre des Comptes audit Paris, en presence & du consentement du Procureur dudit seigneur Roi, pour l'effectuëlle execution & accomplissement d'iceux, & validations des quitances, remunerations, soumissions, & autres choses contenues & declarées audit traité. Lesquelles ratifications, enterinemens, verifications, & autres choses dessusdites, seront faites & poursuivies par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & les dépêches d'icelles en forme due delivrees es mains dudit seigneur Empereur dedans trois mois. Et si pour lesdits enterinemens & verifications que dessus, étoit requis & necessaire aux officiers dudit seigneur Roi Tres-Chretien, avoir relaxation de lui des sermens qu'ils peuvent avoir faits, de ne consentir, ni souffrir aucunes alienations de la Couronne, icelui seigneur Roi la leur baillera. Et ledit seigneur Empereur fera faire en son Grand Conseil, & autres ses Conseils, & Chambres des Comptes en ses pais d'embas, semblables enterinemens & verifications, avec relaxation des sermens des officiers : & fera ratifier & approuver cedit traité, par les états de sesdits pais, dedans le tems que dessus.

Et en faveur de cettedit paix, & moiennant l'effet, accomplissement, & observance d'icelle, & contenu au present traité, & avec la reservation ci-après nommée, Sadite Majesté Imperiale quite, & renonce le droit & action, qu'elle pretend en la duché de Bourgogne, vicomté d'Auxonne, & ressort de Saint-Lautent, Auxerrois, Mâconnois, & Bar-sur-Seine, ensemble leurs appartenances, pour & au profit dudit seigneur Roi, Monseigneur le Dauphin, son fils, & ses successeurs Rois de France. Et fera ratifier cette renonciation par tres-haut, tres excellent, & tres puissant Prince Don Filipe, Prince des Espagnes, fils unique de Sad. M. I. dedans quatre mois.

Et pour estreindre cette paix, & établir ferme & indissoluble amitié entre leursdites deux Majestez, & leursdits enfans, & successeurs, ont lesdits procureurs desdits seigneurs Empereur & Roi, traité & acordé, traitent & acordent le mariage d'entre tres-haut, & tres-excellent Prince Charles, Duc d'Orleans, second fils dudit seigneur Roi Tres-Chretien ; & tres-haute, & tres-excellente Princesse Madame Marie, Princesse Infante, & fille aînée de Sadite Majesté Imperiale ; ou avec tres-haute, & tres-excellente Princesse la seconde fille du Roi des Romains, de Hongrie, de Boheme, Archiduc d'Autriche, &c. alternativement, & à l'option dudit seigneur Empereur : laquelle il fera & declarera en dedans quatre mois, à compter du jour de la date du present traité ; se faisant fort dudit seigneur Roi son frere, quant à ce qui concernera le mariage de sadite fille.

Et en cas que Sadite Majesté Imperiale acorde & baille audit seigneur d'Or-

leans ladite Princesse sa fille, il lui constituera dès lors en mariage, cederà & transporterà les duchez de Brabant, Gueldre, Luxembourg, Limbourg, comtez de Flandre, Hollande, Zelande, Hainaut, Artois, Namur, Zutphen, pais de Frise, Utrecht, Overissel, Groningue, & generalement tous & quelconques les pais, que ledit seigneur Empereur a, & lui appartiennent en ce côté-là : & aussi les comtez de Bourgogne, & de Charolois, ensemble toutes leurs appartenances & dépendances, pour en avoir par ladite Dame Princesse, & entrer de son autorité, & sans autre mistere quelconque, en la pleniére jouissance, incontinent après le decés & trépas de Sadite Majesté Imperiale, & les tenir & posseder par elle, ses hoirs, & successeurs procedans du mariage dudit seigneur d'Orleans, & d'elle, paisiblement, & à toujours.

Et fera Sadite Majesté Imperiale consentir ledit seigneur Prince des Espagnes à ladite constitution de dot, donation, cession, & transport avant dits, & en bailler ses lettres en bonne & sûre forme, en dedans six mois. Et d'abondant le fera Sadite Majesté Imperiale aprouver par les états desdits pais, & jurer ladite Princesse, & les enfans procedans dudit mariage, pour seigneurs desdits pais, & leur obeir entierement comme à leurs seigneurs vrais & naturels, des le trépas de Sadite Majesté Imperiale ; en jurant par eux reciproquement aufdits états & pais, de garder, maintenir, défendre, & conserver iceux, pais, états, & sujets, tant generalement que particulièrement, en toutes & quelconques leurs libertez, franchises, droits, & privileges.

Et par dessus ce, Sadite Majesté Imperiale constituera & commettra lesdits seigneurs d'Orleans, & Princesse, Regens & gouvernans esdits pais, pour & au nom, & sous l'autorité & bon plaisir de Sadite Majesté Imperiale ; & leur en baillera l'administration dès la consommation du mariage, avec tel pouvoir & instruction, que Sadite Majesté Imperiale verra être requis au bon gouvernement d'iceux pais, & pour les regir, gouverner, & entretenir paisibles, & en bonne justice & police. Et baillera tel traitement ou entretenement à ladite Princesse, qu'il convient à si qualité, & de ladite charge : & respectera en icelle lesdits seigneur d'Orleans & Princesse, comme mettera leur bonne administration & gouvernement, & l'obeissance, reverence, & devoir de bons enfans à Sad. M. I.

Et moyennant cetui mariage desdits seigneur d'Orleans & Princesse, & disposition desdits pais d'embas, & de Bourgogne, comme dit est, ledit seigneur Roi Tres Chretien, tant en son nom, que de Monseigneur le Dauphin, son fils, frere dudit seigneur d'Orleans ; & de tres illustre Princesse Madame Marguerite, sa fille, renonce dès maintenant, en cedit cas, à tous droits, raisons, querelles, & pretentions quelconques, qu'il pretend es duché & état de Milan, & comté d'Ast, leurs appartenances & dépendances, comme qu'il soit ; sans jamais y pouvoir rien greuser ni quereller, directement ou indirectement, à quelque cause, occasion, ou couleur que ce soit. Et fera ledit seigneur Roi ratifier icelle renonciation en dedans huit jours après la passation dudit traité, par lesdits seigneurs Dauphin & d'Orleans, & Dame Marguerite, en bonne & sûre forme, & contentement de Sad. M. I.

Et si, que Dieu ne veuille, ladite Dame Princesse alloit de vie à trépas,

sans délaisser enfans de cetui mariage, en ce cas ledit seigneur d'Orleans sera tenu foi deslister & départir desdits pais d'embas. Auquel cas lui est & sera reservée ladite querelle & pretention esdits duché & état de Milan, & comté d'Ast. Et demeurera en telle action que ledit seigneur Roi pretend pour lui, & seldits enfans, avant cette presente renonciation. Et aussi en cedit cas demeure reservé à Sadite Majesté Imperiale l'autorité & droit, qu'elle a de present, & pourra avoir le Saint-Empire lors audit état de Milan, & disposition d'icelui; tant en vertu des hauteurs, constitutions, & prééminences dudit Saint Empire, que par les traitez passez entre Sadite Majesté Imperiale, & ledit seigneur Roi, selon & entant que par droit & raison ils ont & auront lieu. Et aussi demeure en cedit cas reservé à Sadite Majesté Imperiale, & aux siens, le droit & titre qu'elle pretend en ladite duché de Bourgogne, vicomté d'Auxonne, ressort de S. Laurent, Auxerrois, Mâconnois, & Bar sur-Seine, & leurs appartenances ci dessus mentionnées.

Et si ledit seigneur Empereur se resout & détermine au mariage d'entre Mondit seigneur d'Orleans, & la seconde fille dudit seigneur Roi des Romains; en ce cas il cedera & transportera les duché & état de Milan, ensemble leurs appartenances, & en baillera l'investiture ausdits Duc d'Orleans, & seconde fille dudit seigneur Roi, pour eux, & leurs hoirs mâles descendans dudit mariage, selon la nature du fief. Et moiennant ce, sera quite & déchargé ledit seigneur Roi des Romains, de bailler autre dot à sadite fille. Et en cas de dissolution de mariage, demeurera reservée à ladite fille, la somme de cent mille écus d'or au soleil pour ledit dot: lequel dès maintenant Sadite Majesté Imperiale a assigné & assigne en cedit cas sur ledit état de Milan; & dont lui sera designée piece particuliere, pour en jouir jusques à l'entier remboursement dudit dot, à cinq pour cent, sans rien déduire à cause de la jouissance. Et si ladite fille va de vie à trépas avant ledit seigneur d'Orleans, sans délaisser hoirs; ou que ledit seigneur d'Orleans la survive; en ce cas ladite investiture sera pour lui, & ses hoirs mâles naturels & legximes, qu'il pourra avoir d'autre mariage; pourvû qu'il fasse ledit second mariage avec tel parti, dont par raison & honneur Sadite Majesté Imperiale, si elle vit alors, ou le Roi des Romains, & Mondit seigneur le Prince des Espagnes, devront avoir contentement.

Et se conformera ledit mariage entre ledit seigneur d'Orleans, & ladite Dame Princeesse, (si Sadite Majesté s'y détermine) en dedans autres quatre mois après ladite declaration, qui sera dès la date de cedit traité huit mois. Et si ledit mariage doit être entre ledit seigneur d'Orleans, & la seconde fille dudit seigneur Roi, il se celebrera & consommera en dedans huit mois après ladite declaration, qui sera un an dès la date de cedit traité.

Et se fera ladite delivrance dudit état de Milan, en ce cas dudit mariage avec la seconde fille dudit seigneur Roi des Romains, en dedans huit mois après ladite declaration, qui fait un an dès la passation de cedit traité: en faisant laquelle ledit Duc d'Orleans ordonnera & tiendra és châteaux & forts dudit état, capitaines, châtelains, & gardes agreables & confidens à Sadite Majesté Imperiale: & lesquels en les y commettant de tems à autre, & toutes & quantes fois qu'il s'en fera changement & nouvelle provision, seront

Kkk ij

tems de prendre le serment d'être fideles à Sadite Majesté Imperiale, & au Saint Empire, & non permettre entrer puissamment esdits châteaux, places, & forts, qui que ce soit, suspect à Sadite Majesté Imperiale; & de rendre lesdites places & forts à icelle, & à ses successeurs Empereurs, en cas que ledit seigneur Duc d'Orleans allât de vie à trepas, sans enfans habiles à succeder audit état, selon la nature du fief, comme dit est.

Et si sera à l'arbitrage & pouvoir de Sadite Majesté Imperiale, de retenir, si elle veut, & pour le tems qu'il lui plaira, en sa main & puissance les châteaux de Milan & Cremonne: & audit cas ledit seigneur Roi Tres-Chretien se retiendra pour le même tems les forts de Montmelian deçà les Monts, & de Pignerol en Piémont: & declarera ledit seigneur Empereur sa volonté sur ce, avant la delivrance de ladite duché & état de Milan.

Et observeront pleinement & entierement lesdits seigneur Duc d'Orleans, & ladite Princesse fille de Sadite Majesté Imperiale, en cas que le mariage d'entre eux se fasse, avec disposition desdits pais d'embas, comme dessus, tout ce entierement que Sadite Majesté Imperiale aura fait donner & transporter esdits pais: & supporteront, paieront, & satisferont toutes dettes dont lesdits pais-bas sont & seront chargés au tems de son trepas, & que Sadite Majesté Imperiale pourroit devoir pour eux, & à la raison d'iceux pais: & observeront & accompliront le testament de tres-heureuse & recommandée memoire le Roi Don Filipe de Castille, pere de Sadite Majesté Imperiale; & aussi ce qu'elle a ordonné, ou pourra ordonner par son testament ou codicille, tant pieux legats, que autres charges à l'endroit desdits pais. Et en cas de mariage de la seconde fille du Roi des Romains avec Milan, aussi observeront & accompliront lesdits seigneurs d'Orleans, & seconde fille, ce que Sad. M. I. aura donné, transporté & chargé audit état de Milan jusques à la delivrance d'icelui.

Et en faveur & contemplation de l'un ou l'autre desdits mariages, qui se fera & accomplira au plaisir du Createur, ledit seigneur Roi Tres-Chretien baille & accorde, comme font lesdits procureurs en son nom, à Monditseigneur d'Orleans, pour son partage & apanage, les duchez d'Orleans, Bourbonnois, Châtelleraut, & Angoulesme: lesquelles ledit seigneur Roi fera valoir cent mille francs de revenu annuel, toutes charges deduites. Et en cas que lesd. duchez ne fassent ledit revenu d'iceux cent mille francs, ledit seigneur Roi y adjointra la duché d'Alençon, pour le parfournement dudit revenu de cent mille francs, en recompençant la veuve du Duc d'Alençon, de l'usufruit qu'elle y a, pour en jouir par ledit seigneur d'Orleans, & ses hoirs mâles, perpetuellement: & en cas que ledit seigneur d'Orleans allât de vie à trepas sans hoirs mâles; ou mâles desdits hoirs, qui s'entend à tousjours, & qu'il n'y eût que filles; en ce cas icelles filles seront dorées chacune de la somme de cent mille livres tournois: & en cas qu'il n'y eût qu'une fille, elle aura pour son dot la somme de cent mille écus d'or au soleil, à prendre ledit dot sur lesdites duchez: lesquelles pour ce demeureront affectées & obligées, & chacune d'icelles: & se dépêcheront, quant à tout le contenu en cetui article, & particularitez susdites, toutes lettres & assurances en ce cas requises.

Et en cas que le mariage de ladite Infante Princesse des Espagnes se fasse,

elle aura pour douaire, allant ledit seigneur d'Orleans de vie à trépas devant elle, quarante mille livres tournois : & si c'est avec ladite seconde fille du Roi des Romains, trente mille livres. Duquel douaire celle desdites Dames mariée jouïra sa vie durant : & seront assignées, & dès maintenant s'assignent lefd. duchez, dont seront ordonnées particulieres pieces avant la consommation du mariage, pour jouïr dudit douaire, toutes charges déduites, pleinement & paisiblement, & de ce se fera la dépêche en bonne & sûre forme.

Item, Est traité, & accordé, que se parfaissant le mariage de ladite Princeesse, & étant jurée, & ledit seigneur d'Orleans, & elle, admis au gouvernement, ledit seigneur Roi Tres-Chretien rendra & restituera dès-lors, & au même tems, pleinement, entierement, & de bonne foi, à Monsicur le Duc de Savoie, tout ce qu'il a occupé sur lui, & de ses états, villes, pais, & seigneuries, & sur ses sujets, paravant ladite treve de Nice, tant deçà que delà les Monts, dès le commencement des guerres d'entre lefdits seigneurs Empereur & Roi, sans y rien reserver, excepter, ni retenir, comme ni à occasion, ni en quelque maniere que ce soit ; sans-seulement que ledit seigneur Roi pourra faire, si bon lui semble, démolir les fortifications qu'il a faites esdites villes & forteresses, & les lui rendre en l'état qu'elles étoient auparavant lefdites fortifications : & en cas que l'autre mariage s'effectüe, ledit seigneur Roi fera icelles restitutions au tems de la tradition de ladite duché & état de Milan, avec la condition susdite de démolir ; & retenir Montmelian & Pignerol, si ledit seigneur Empereur veut avoir en ses mains les châteaux de Milan, & de Cremone.

Et touchant les differends d'entre ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & ledit Duc de Savoie, & ce que pretend icelui seigneur Roi, ils n'en pourront avoir guerre l'un contre l'autre, ni user de violence pour cause ou occasion d'icelles, jusques à ce que lefdites pretentions soient connus & decidées par justice ordinaire, ou conformément aux concordats qui sont sur ce entre France & Savoye ; ou que lefdits seigneurs Roi & Duc s'en remettent après la consommation de l'un ou de l'autredesdits mariages, à ce que Sadite Majesté Imperiale en pourra moiennier amiablement entr'eux.

Et quant à la comté de Saint - Pol, la Dame de Vendôme la pourra ravoïr de Sad. M. I. pour la tenir & posseder en tel droit, & comme elle l'a tenuë & possedée avant le commencement des guerres d'entre lefdits seigneurs Empereur & Roi.

Et quant à Hefdin, il demeurera en faveur & consideration de cette paix, audit seigneur Roi, selon qu'il le tient de present, jusques à ce qu'il soit avisé entre l'Empereur, & ledit seigneur Roi, quelque moien convenable par échange, ou autrement, à leur commun contentement : & ne seront empêchez directement ou indirectement, comme qu'il soit, même à eulœur de provision des château & ville dudit Hefdin, les sujets presens & à venir de Sadite Majesté Imperiale, & lefdits hoirs, aians biens, soit fcodaux ou autres, riere ledit Hefdin, de jouïr pleinement & paisiblement d'iceux, & percevoir le revenu, rentes, bleds, & autres fruits de terres, & iceux transporter en leurs residences es pais de Sadite Mjaesté Imperiale : & seront tenus lefdits sujets tenans

siefs, faire serment personnel audit seigneur Roi : & reserveront toujours lesdits sujets celui qu'ils ont & auront à Sadite Majesté Imperiale, & à ses successeurs.

Et pource que les commis & procureurs dudit seigneur Empereur ont toujours prédit & déclaré dès le commencement de cette communication, & durant icelle, que ledit seigneur Empereur leur maître n'entendoit, ni vouloit traiter & passer ladite paix, sinon pourvû que tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince le Roi d'Angleterre & d'Irlande, &c. fût aussi satisfait, & s'accordât avec ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & se comprît expressément en cette paix : & il soit que ledit Roi d'Angleterre ait fait avertir ledit seigneur Empereur, qu'il étoit content de s'accorder avec ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & déjà soient par ensemble en traitement d'icelle, dont l'on espere la pacification des pretentions dudit seigneur Roi d'Angleterre : & d'avantage, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien s'est offert & offre, & se font en son nom soumis seldits procureurs & commis, que si iceux deux Rois ne se peuvent entre eux accorder, que dès maintenant ledit seigneur Roi Tres-Chretien se soumet de tous différends & pretentions dudit seigneur Roi d'Angleterre, à cause des traitez & choses passées entre eux, à l'arbitrage & jugement de Sadite Majesté Imperiale, & promet observer & accomplir ce qu'elle en déterminera pleinement, & la seule verité du fait connue, & sans autre mystère ni figure de procès : & d'envoyer ses gens avec toutes informations & instructions, ensemble pouvoir suffisant, quand de ce sera requis de la part dudit seigneur Empereur, toutes excuses cessant. Sadite Majesté Imperiale a accepté ladite soumission, pour ce qui la concerne, & touche ledit seigneur Roi d'Angleterre : & pour obvier & faire cesser les maux & inconveniens continuellement procedans de la présente guerre, a traité, loué, & passé les presens articles, en comprenant ledit seigneur Roi d'Angleterre en cetteditte paix, selon la parfaite, & perpetuelle alliance & confederation, qu'eux, leurs royaumes, pais, & sujets ont par ensemble.

Et afin d'obvier à toutes occasions de nouveaux différends par ci-après entre Sadite Majesté Imperiale, & ses successeurs, & ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & les siens, a été traité & accordé, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien ne s'empêchera de la querelle, que Messire Henri, seigneur d'Albret, pretend au royaume de Navarre, sinon pour la pacification amiable d'icelle : & si icelui seigneur d'Albret veut mouvoir, à l'occasion de ladite querelle, guerre à Sadite Majesté Imperiale, ou aux siens, icelui seigneur Roi ne lui baillera assistance, ni s'empêchera directement ou indirectement, en maniere que ce soit.

En outre a été traité & accordé, que Monseigneur le Dauphin confirmera & approuvera en bonne & autentique forme, l'assignal du dor & doüaire de la Reine Tre-Chretienne, sœur aînée de Sadite Majesté Imperiale ; & promettra, & s'obligera d'observer tout ce entierement, qui quant audit dor & doüaire a été traité & passé par le Roi Tres-Chretien, son pere, & pour le retour d'icelle Reine, & de ses officiers & serviteurs, en cas qu'elle survéquit : ledit seigneur Roi Tres-Chretien, & qu'elle se voulût retirer en Espagne, ou és

Pais-bas ; & de en tout & par tout ce qui concerne ladite Reine, la traiter favorablement comme bonne mere.

Et pource que le Duc de Cleves est parent, confederé, & serviteur dudit seigneur Empereur, & pour lequel a cette cause & consideration, & des autres parens, aliez, & confederéz dudit Duc, a fait instance pour la delivrance de la fille dudit seigneur d'Albret *, & que le mariage se consume & paraisse entre ledit Duc de Cleves, & elle, qu'il pretend avoir été fait & traité par le moien dudit seigneur Roi Tres Chretien, & que au contraire icelle fille & sesdits pere & mere maintiennent, que tout ce qui en a été passé, a été contre la volonté, & au tres-grand regret d'icelle fille, & que jamais elle n'y consentit, ni le veut faire ; ains auparavant avoir protesté expressément, de non vouloir contracter ledit mariage, ni avoir a mari ledit Duc de Cleves ; a été acordé, que de la part dudit seigneur Roi Tres-Chretien, il fera delivrer es mains dudit seigneur Empereur en dedans six semaines prochaines, ladite protestation en forme autentique, comme elle a été passée avec expresse declaration de la volonté de ladite fille, pour en bailler raison audit Duc de Cleves, & ses amis, aliez, & confederéz, & pacifier la chose, si avec conscience bonnement se peut faire.

Et pour autant qu'il y a plusieurs differends concernant les limites d'entre le royaume de France, & lesdits pais d'embas, & comié de Bourgogne, & les sujets d'un côté & d'autre, sur aucuns desquels ont déjà été tenuës communications ; & que le temps ne permet de presentement les apointer & vuider, a été acordé, & traité, que l'on deputerá aucuns bons personnages d'un côté & d'autre, lesquels se trouveront au lieu de Cambrai, le jour & fête de Saint Martin prochain, pour iceux apointer amiablement, & autres touchant lesdits royaume & pais, & les sujets d'un côté & d'autre, grevez a cette cause & occasion, dont ils auront entiere charge & commission de la part desdits seigneurs Empereur & Roi : & s'il y reste quelque difficulté, en avvertiront chacun endroit soi, pour en procurer la finale pacification, par le moien des Ambassadeurs de leursdites Majestez.

Et sera ledit seigneur Roi des Romains compris en ce present traité de paix, comme principal contrahant : & seront pour toujours leurs deux Majestez Royales, bons freres, vrais, paisibles, & entiers amis, & joiront les royaumes de Hongrie & de Boheme, &c. & les pais de la Maison d'Autriche, du benefice de cette paix, comme feront ceux desdits seigneurs Empereur, & Roi Tres Chretien.

Aussi sont expressément compris en cette paix, comme principaux contrahans, les Electeurs, Princes, tant ecclesiastiques que seculiers, citez, & villes imperiales, & tous autres Etats du Saint Empire de la nation germanique, & joiront de cette paix, & pourront hanter audit royaume de France, aller, venir, sejourner, marchander, & contracter franchement & librement, comme ils faisoient avant le commencement de cete dernière guerre, sans que d'irectement ou indirectement, ils puissent avoir detourbier ou empêchement quelconque a l'occasion d'icelle, comme qu'il soit.

Item. Seront semblablement compris en ce present traité, de commun

* Jeanne, dont les nocces celebrées en 1541. à Châtelleraud, furent apellées salées, a cause d'un impôt qui fut mis sur le sel, pour en paier les frais. Mais comme la Princesse n'étoit pas encore nubile, ce mariage ne fut point consommé, & ensuite, son pere & sa mere le firent dissoudre, & donnèrent leur fille a Antoine de Bourbon, Duc de Vendôme : & d'eux naquit Henri IV.

acord, pour alliez & confederez, & pour jouir de cette paix & benefice d'icelle, nôtre Saint Pere le Pape, & le Saint Siege Apostolique; les Rois de Pologne & de Portugal, l'élû Roi de Danemarc*; les Duc & Seigneurie de Venise, les Treize Cantons des Ligues, les Ducs de Savoie & de Lorraine, les Ducs & Republiques de Gennes & de Florence; les Ducs de Ferrare, de Mantoue, & d'Urbain; les Republiques de Sienne, & de Luques; l'Evêque & pais de Liège; les Evêque & cité de Cambrai & Cambresis; le seigneur de Monaco, & generalement toutes les Republiques, vassaux, & sujets du Saint Empire, pourvû qu'ils soient obeissans à Sadite Majesté Imperiale, & non autrement. Et aussi sera compris en ce present traité, le Roi de Suede*, pourvû qu'il soit d'accord avec S. M. I. & sans prejudice du droit des Princesse de Danemarc, & Duchesse de Lorraine.*

* Christien III. cousin-germain de Christiern II. déposé en 1523.

* Gustave I. élu en la place de Christiern II. beaufrere de Charles-quin.

* Dorotée & Christine, filles du même Christiern,

Item. Se pourront encore nommer par leursdites deux Majestez, en dedans deux mois, de commun consentement, leurs autres alliez & confederez, lesquels seront tenus compris en cedit traité, comme si dès maintenant ils y étoient declarez.

Lesquels articles susdits, & tout le contenu en iceux, lesdits procureurs desdits seigneurs Empereur & Roi, ont par ensemble & reciproquement acordez, en vertu de leursdits pouvoirs, & promis sur l'obligation de tous & singuliers les biens presens & à venir de leursdits maîtres, qu'ils seront par eux inviolablement observez & accomplis, & de les leur faire ratifier, & en bailler & delivrer les uns aux autres lettres autentiques, signées & scellées, où tout le present traité sera inseré de mot à autre, & ce en dedans huit jours prochains. Et d'abondant ont accordé lesdits procureurs, à savoir ceux dudit seigneur Empereur, que leurdit maître, le plutôt que convenablement faire pourra, & en presence de tel qu'il plaira audit seigneur Roi Tres-Christien deputer, jurera solennellement sur la croix, saints evangiles de Dieu, & canon de la Messe, & sur son honneur, d'observer, & accomplir pleinement & réellement le contenu esdits articles: & le semblable fera ledit seigneur Roi Tres-Christien, le plutôt aussi que la commodité s'en presentera, en presence de tel qu'il plaira à Sadite Majesté Imperiale deputer. En témoin desquelles choses, lesdits procureurs ont souscrit le present traité de leurs noms. Au lieu de Crespi en Laonnois, le dix-huitieme jour de septembre mille cinq-cens quarante quatre.

*Acte de protestation de Monseigneur le Dauphin sur la ratification du
traité de Crespi de l'an 1544 A Fontainebleau le deuxieme
decembre 1544.*

EN presence de nous notaires & témoins souscrits, établi & personnellement constitué tres-haut & tres-illustre Prince Henri, fils aîné du Roi, Dauphin de Viennois, & Duc de Bretagne, lequel auroit dit & proposé, que depuis le commencement du mois de septembre dernier passé, auroient été faits, accord  z, & conclus certains articles sous le nom de Traité de paix entre le Roi son seigneur & pere, d'une part, & l'Empereur d'autre; avec ce auroit entendu ledit seigneur proposant, que le Roi sondit seigneur & pere les lui vouldroit faire ratifier, combien qu'il n'ait été appellé au traité & conclusion d'iceux: chose que s'il faisoit, lui seroit merueilleusement dommageable, pour ce qu'il avoit été averti, que ledit traité contient plusieurs articles, qui sont grandement prejudiciables, & le seroient encore plus à l'avenir, non seulement à lui, mais à l'universel état du royaume, m  mement la renonciation de la souveraineté de Flandre, le droit des royaumes de Naples, duché de Milan, comté d'Asti, la restitution des terres, places, villes, & seigneuries assises au demeurant de l'Italie, Piémont, & Savoie, & autres plusieurs articles & chefs contenus audit traité. A cette cause, & pour éviter tel dommage, il desireroit se garder d'entrer en la ratification & aprobation d'iceux, ains pl  tost vouldroit empêcher l'execution, même en ce qu'ils contiennent son dommage, & de l'état du royaume, car tel est & sera son vouloir. Touttefois se voyant en grande perplexité, tant de la crainte en laquelle il est d'encourir la male grace du Roi sondit seigneur & pere, s'il refuse à son commandement ratifier; & pareillement de l'autre endroit, s'il ratifie, le grand dommage du royaume & le sien; ne voyant aucun remède pour le present, auroit led. seigneur proposant protesté, & declaré son vouloir & intention n'être d'approuver & ratifier aucunement lesdits articles & traité, ni consentir qu'ils sortent leur effet, ains pl  tost les empêcher de son pouvoir, lors qu'il lui sera possible, & hors de la puissance paternelle. Et s'il avenoit qu'il fût aucun acte contraire à la presente protestation tendant à l'aprobation ou ratification desdits articles & traité, il declare d  s à present, comme deslors, & deslors comme d  s à present, qu'il n'entend, & n'est sa volonté de ce faire, ains est sa volonté au contraire, & ce qu'il y seroit, ce seroit pour la crainte & reverence paternelle; même que le Roi sondit seigneur & pere pour raison de ce étoit mal content contre lui, & auquel n'oser  it contredire pour l'amour, fidelité, honneur & reverence paternelle qu'il lui porte, & pour la crainte qu'il a toujours e  t  , & encore a d'encourir la male grace, voulant toujours quelque chose qu'il puisse faire à l'avenir, que la presente protestation demeure en sa force & vertu, pour la conservation du bien de l'état du royaume & du sien, & qu'elle ne puisse aucunement prejudicier aux droits par lui pretendus, ou qu'il pourra ci-après pretendre, & toutes choses contenues ausdits articles de paix; mais entend demeurer en son entier, & poursuivre lesdits droits en tems & lieu, comme il e  t fait ou p   faire auparavant ledit traité de paix fait; & tel a declaré être son vouloir pardevant nousdits notaires, & de ce

Tome II.

LII

*Acte contre le
traité de Crespi.
1544.
2. decembre.*

a requis lui être retenu aße pour lui servir en tems & lieu, comme de raison. Fait au lieu de Fontainebleau & dans le château d'icelui, en présence des illustres Princes Messieurs, Antoine, Duc de Vendômois; François de Bourbon, seigneur d'Anguien son frere; & François de Lorraine, Comte d'Aumale, le mardi 12. jour de decembre, l'an 1544. Signé, *Faure & Musart.*

Aße des conventions accordées entre les deputez du Roi, & ceux de l'Empereur en la ville de Cambrai, en execution du traité de Crespi, concernant les limites d'entre le royaume de France & le comté de Bourgogne, & des Pais-bas, du 16 janvier 1544.

*Pais-bas.
1544.
16. janvier.*

AUJOURDUI 16. de janvier 1544. les commissaires & deputez de l'Empereur & du Roi Tres-Christien assemblez en cette ville de Cambrai, suivant le traité de paix dernièrement fait à Crespi, par lequel étoit dit de soi trouver au jour de saint Martin dernier en ladite ville de Cambrai, pour y traiter & terminer les différends concernant les limites d'entre le royaume de France, comté de Bourgogne, & Pais d'embas dudit seigneur Empereur, & sujets d'un côté & d'autre, après avoir eû & tenu par ensemble plusieurs & diverses journées, & communications, finalement sont convenus & ont accordé, que leur départ se feroit avec telles conclusions & résolutions, qui ci-après seront déclarées pour par un chacun deldits deputez en faire leur rapport par devers leursdits Princes & Maîtres.

Primò, entant que touche le fait de l'Abbaie de Saint-Jean au Mont, après que lesdits deputez de l'Empereur ont baillé par écrit leur prétendu droit, & répliqué aux moiens contraires deldits deputez dudit seigneur Roi, en soutenant par leurs allégations & verifications y jointes que ladite Abbaie est située en la comté d'Artois; & que lesdits commissaires dudit Sieur Roi par descentes & dupliques eussent persisté au contraire, joignant, aussi à leurs propos & intentions leurs verifications, parce qu'en delibérant de ladite matiere lesdits commissaires seroient demeurez contraires, ont conclu de reserer & remettre la decision dud. différend ausdites Majeitez pour en ordonner selon qu'il appartiendra.

A la plainte baillée par l'Abbé de S. Vaast d'Arras pour les repretailles contre lui accordées sur les biens seans en France, à l'instance de Monsieur le Cardinal de Lenoncourt, lesdits commissaires de l'Empereur ont dit icelles repretailles n'être raisonnables, parce que la voie de justice n'avoit été refusée audit Sieur Cardinal, laquelle ils lui offroient faire administrer bonne & sommaire en la cause concernant la prévô de de Marfen: surquoi lesdits commissaires dudit Sieur Roi ont répondu, qu'il étoit raisonnable, que ledit Sieur Cardinal, tant par le moien du dernier traité de paix, que autres precedens, soit remis en la possession de lad. prévô; comme, les autres suets d'une part & d'autre, sans prejudice du droit de celui qui l'a empêché; attendu que la poursuite, qu'il a faite pour être restitué, doit être prise en la faveur; & que l'empêchement qu'il a eû lui est provenu par le fait dudit Sieur Empereur, à la nomination duquel Dom Geoffroi d'Alpremont lui a donné ledit empêchement, jaçoit qu'icelui seigneur Empereur ait par

deux lettres patentes approuvée & confirmée l'union de ladite prévôté à l'Abbaie de Saint Remi de Reims; toutefois ains lefd. deputez du Roi égard aux offres faites par les commis dudit Sieur Empereur de faire faire audit sieur Cardinal bonne & brieve justice, & sous cette assurance, & aussi que ladite prévôté de Marien est assise en la souveraineté de l'Empereur; iceux deputez du Roi ont accordé & accordent mainlevée audit Abbé de S. Vaast, promettant en faire dépêcher lettres patentes à ce nécessaires en bonne & ample forme, avec insertion de la cause de restitution des froids perçus par ledit Sieur Cardinal depuis la paix; ce que les deputez de l'Empereur ont accepté, promettant aussi de leur côté, que pour raison desdites repretailles quelque empêchement, ou contr'-arrest fût été fait es pais de Sa Maj^{ste} au profit dudit Sieur Abbé de S. Vaast, il sera aussi promptement ôté; & aussi, s'il en a aucune chose reçu depuis ladite paix, il le restituera.

Et quant aux plaintes proposées de la part des Abbez dudit Saint Vaast d'Arras, S. Bertin, S. Omer, & Arvaze, des repretailles semblablement octroyées sur leurs biens situez en France, pour raison du diferend de ladite Abbaie de saint Jean au Mont, lefdits commissaires de l'Empereur, après avoir bien & long-tems debatu, & montré selon leur intention l'injustice desdites repretailles, & lefdits commissaires dudit Sieur Roi les avoir au contraire soutenues, la matiere est demeurée sans résolution.

Aussi lefdits commissaires dudit Sieur Roi ont remontré, que Monsieur le Cardinal de Boulogne * avoit envoié ici pour avoir mainlevée des biens de son Abbaie de Corbie, situez en l'obeissance de l'Empereur, laïssés par repretailles, & étoit raisonnable, que ledit sieur Empereur lui baillât ladite mainlevée selon le traité de paix: à quoi lefdits commissaires de l'Empereur ont répondu, que 'eldites repretailles sont fondées, & doivent sortir effit, jufques à ce que ledit sieur Roi aura levé la main, & revoqué les repretailles mises aux biens desdits Abbez de S. Vaast, S. Bertin, & Arvaze; néanmoins en feront rapport à sa Majesté Impériale, pour en ordonner selon droit & raison.

Au regard du diferend du château de Contes, lefdits deputez dudit sieur Roi ont dit, que le Roi consent & accorde, que le seigneur de Rœux* en jouisse, tout ainfi qu'il faisoit lors & au tems du dernier traité de paix, sans que ceux de la garnison de Helden s'entremettent du fuit dudit château, ni puissent commander ou defendre aucune chose: à quoi lefdits commissaires de l'Empereur ont répondu, que ladite réponse est seulement pour le regard du château, & non quant à lad. terre, & dependances d'icelle; par quoi requeroient, que ladite réponse fût éclaircie, & déclarée loi étendre aux terres & dependances; à quoi lefdits commissaires du Roi ont répondu, que par le dernier traité Helden est cédée au Roi pour le tenir, ainfi qu'il faisoit lors dudit traité, au moien de quoi lui doivent demeurer toutes les terres & villages étans du bailliage dudit Helden, chef de lad. terre & bailliage qu'il tenoit lors d'icelui traité; & ne sera trouvé que ledit sieur de Rœux ait audit tems pris & occupé aucune chose, si ce n'est ledit château de Contes, en parlant toutefois par presupposition; lefdits commissaires de l'Empereur soutenant le contraire, à savoir que par reprise dudit château de Contes led. sieur de Rœux a aussi pris la possession réelle & actuelle de tout le territoire, village, terres & dependances y appartenans, qui doivent suivre le chef-lieu, par-

LII ij

* Philippe de la Chambre, frere utérin de Jean Suard, Duc d'Albanie, lequel se fesoit appeler de Boulogne à cause de sa mere, qui étoit de cete Maison.

* Adrien de Croüy:

tant lui doivent demeurer, dont lesdites Majestez après raport à eux de ce fait, pouront plus amplement être averties.

Touchant le fait des hommages, tant des vassaux du bailliage de Hesdin, que tous autres demeurans és pais de l'Empereur, aians fiefs en France; les commissaires du Roi ont déclaré, qu'icelui sieur Roi, jajoit que par ledit dernier traité & coûtume generale du royaume ne soit tenu les recevoir par procureur, toutefois sera content les recevoir à la foi, hommage & serment de fidelité qu'ils doivent, à cause de leurs fiefs, par procureurs specialement fondez de procuration, selon que les commissaires de l'Empereur maintenoient se devoir faire, tant de droit que par vertu du traité de Madrid, pourvû qu'en semblable tous les sujets du Roi aians fiefs és pais de l'Empereur soient aussi reçûs aux hommages par procureurs; à laquelle declaration les commissaires de l'Empereur ont dit, que faire ledit serment par procureur, est, comme dit est, chose conforme au droit, & expresse audit traité de paix de Madrid, & esperent que raport de ce fait à Sadite Majesté, elle l'acceptera.

En ce qui touche les foules & opressions faites par les gens de guerre François au pais d'Artois, dont lesd. commissaires de l'Empereur pour verification ont exhibé ausdits commissaires du Roi aucunes informations; iceux commissaires du Roi ont répondu, que ledit sieur Roi entend, *causâ summarie cognitâ*, en faire si bonne reparation, que l'Empereur aura cause de s'en contenter: aussi par semblable requierent reparation être faite de celles, qui ont été faites par les garnisons dudit sieur Empereur, lesquelles sont trop plus grandes, sans comparaison, & plus excessives, que les autres, comme aussi ils ont fait aparoir par informations; à quoi à été dit par les commissaires de l'Empereur, que Sa Majesté étant dûement informée des outrages batifex par lesdits commissaires dudit sieur Roi, en fera faire bonne & briève justice; & croient lesdits commissaires de Sadite Majesté, que les gens de guerre dudit sieur Roi en definitive se trouveront avoir autant ou plus fait d'exces sur les pais & sujets de sadite Majesté, depuis la publication de la paix, que ceux de l'Empereur n'ont fait en France, dont raport se fera.

Touchant la place de Rognacq, lesdits commissaires de l'Empereur requierent, vû le grand laps de tems qui est couru depuis qu'ils ont baillé leurs plaintes, qu'il y soit précisément satisfait, autrement que les commissaires dudit sieur Roi consentent, que l'Empereur en puisse prendre sa raison, sans que ledit sieur Roi s'en mêle; à quoi les commissaires dudit sieur Roi ont répondu, que ce n'est chose, qui par le traité de paix se doive vuider par les deputez desdits Princes en ce lieu; toutefois il a été écrit afin d'envoier en son nom memoires & verification d'iceux, dont n'a été reçu la réponse, surquoi lesdits deputez de l'Empereur ont persisté; parquoi raport s'en fera ausdits Princes.

Quant au sieur de Lumes & Busancy, la raison veut qu'il soit entierement restitué en tous ses biens situez en France à lui appartenans, tant à son regard, qu'à cause de sa femme, que enfans d'icelle, qu'elle a eûs de son premier mari, & aussi qu'il puisse faire serment & hommage, pour raison des fiefs & seigneuries, qu'il a audit pais de France, par procureur special; parquoi si n'y a été encore du tout fourni, dont les commissaires de l'Empereur n'ont certitude, requierent qu'il soit fait, ensemble, que les commissaires du Roi répondent amplement

sur les dégats & ruines de ses bois & maisons, afin de lui en adjuger ici telle reparation qu'il conviendra ; à quoi les commissaires dudit sieur Roi ont répondu, que la raison veut, que s'il n'a été restitué en seldits biens, esquels il a été empêché par le fait des guerres, il lui soit incontinent restitué, comme il fera si-tôt que l'on aura connoissance du contraire ; pareillement qu'il soit reçu à foi & hommage par procureur special, comme les autres sujets de l'Empereur & dudit sieur Roi, comme dessus a été dit. Et quant à la ruine des maisons, ne s'en trouvera aucune chose, & encore moins de la vente des bois, prétendu avoir été faite par Monsieur de Guise, dont toutefois lesdits commissaires de l'Empereur n'ont aucunement fait aparoir. Aussi est la verité, que ledit sieur de Lumes a lui même des pieça vendu lesdits bois, & en a reçu les deniers des marchands, à qui il a fait leldites ventes ; aussi se verifera, que ledit sieur de Lumes a fait plusieurs opressions sur les sujets dudit Roi, dont ils demandent, que promptement leur soit accordé la reparation avec restitution des biens pris par lui, selon la preuve qui en est ou sera faite. Lesdits commissaires de l'Empereur ont accepté, que ledit sieur soit restitué en tous ses biens, comme dit est, & qu'il puisse faire serment par procureur special, persütant quant au degast & ruine desdits bois & maisons, au residu des charges des pilleries, que ledit sieur devoit avoir fait depuis la paix, sont été delivrées à son serviteur pour l'en avertir, & avoir la réponse, laquelle ciüe, Sa Majesté y pourvoira, dont aussi se fera raport ausdits sieurs.

Pareillement, sur le diferend de Monsieur le Duc d'Arles contre son frere, & le sieur de Seningen, après que lesdits commissaires de l'Empereur ont soutenu par plusieurs & divers moens, qu'il en devoit être en cette presente journée connu & décidé, lesdits commissaires dudit sieur Roi ont toujours répondu, que le dernier traité de Crespy faisoit au contraire, lequel, couvroit les autres traitez, même la capitulation de la Fere, qui fût faite pour declaration de la tieve de Nice, parquoi ne pouvoient prendre connoissance ; attendu aussi que par icelui traité le procès étant à Paris n'étoit évoqué pardevant eux. Et quant à l'apointement amiable d'entre leldites parties, il ne se pouvoit faire sans la presence d'icelles, desquelles l'une seulement, à savoir ledit Comte s'est présenté en cette ville huit jours entiers, & ledit sieur Duc ne s'y est voulu, ou pû trouver : & ores qu'il soit un des principaux personnages sujets & officiers de l'Empereur, toutefois il ne peut aiant regard que ledit Comte est aussi en bonne estimation vers le Roi, & est frere dudit sieur Duc. Aussi combien que le sieur Cardinal de Lenoncourt, tant pour sa dignité, que autrement, soit personnage de grande qualité & recommandation, toutefois lesdits commissaires de l'Empereur n'ont voulu accorder, que le diferend de sa prevôté de Marsen ait ici été connu, mais au pais & pardevant la justice dudit sieur Empereur ; au moien dequoi n'est raisonnable, qu'il soit autrement fait pour ledit sieur Duc, ce qui a été debatü par les commissaires de Sa Majesté Imperiale, disant que ladite matiere concernant clairement les traitez de Madrid, Cambrai, la Fere, & Crespy, qui doivent être tres-étroitement gardez & observez, concernoit aussi personnages, d'une part & d'autre, merittans être respectez, & dont les diferends doivent être ici vuidez. Davantage faisoit à considerer, que par ledit traité de Crespy n'est en rien dérogré à ladite capitulation de la Fere, comme par inspection d'icelui, apest évidement.

Parquoi où il est dit en icelui, que les procédures faites en tems de paix, parties ouïes par eux ou leurs procureurs, devoient avoir lieu, ce se doit sainement entendre si avant, que lesdites procédures ne soient contraires ou prejudiciables à ladite capitulation; & n'a tenu audit sieur Duc, que ladite matiere n'ait ici été amiablement traitée & pacifiée; car étant nécessairement occupé aux affaires de ladite Majesté Imperiale, comme il est à chacun notoire, avoit envoyé ici deux bons & notables perçonnages, aians tres-ample pouvoir & faculté de transiger, & appointer avec ledit sieur Comte, ou pour deffendre son droit, lesquels furent ici quinze jours avant la venue dudit sieur Comte, & ne s'en partirent que deux ou trois jours après, sans dire adieu, ledit Comte se partit; & n'est sous correction, la matiere dudit sieur Cardinal intentée pour une simple prevôté revocable *ad nutum*, selon qu'il maintient d'équiperer ou conférer à celle dudit sieur Duc, tant pour la grandeur, importance & qualité d'icelle, comme pour avoir été tant de fois discutée & capitulée esdits traités de paix, par expresse ordonnance de Princes, selon que dit est; nonobstant ce, si lesdits sieurs commissaires dudit sieur Roi Tres-Chretien eussent requis, que dudit droit & différend de Marfen fût été ici connu, ce qu'ils n'ont jamais fait, la réponse leur en eût été faite si raisonnable, que meritoirement ils s'en dussent avoir contenté; dont aussi rapport se fera auidites Majestez.

Et au regard du différend de Madame la Princesse de Gaure, Comtesse d'ollairerie d'Esmond, Dame de Fienness, y a été pris resolution, comme plus à plein est contenu en certain acte signé desdits commissaires.

Quant à Novion, sur le différend qui le concerne, ont été par ci-devant tenus plusieurs & diverses journées & communications, & par dessus ce, depuis ladite du traité de Crespy jusques à present, les officiers du Sieur de Laval, Comte de Rethel ont eû tems & espace suffisant pour répondre au susdit affaire, & exhiber ce qui leur y peut sembler servir pour l'intention de leurdit seigneur & maître; à quoi lesdits commissaires dudit sieur Roi ont dit en avoir écrit à leur Maître, & depuis audit sieur de Laval, auquel ledit différend principalement appartenoit, lequel leur avoit fait réponse, qu'étant en ôtage vers l'Empereur, il ne pouvoit si promptement fournir les titres, toutefois avoir écrit à seldits officiers de les faire chercher & envoyer par deçà; & depuis, lesdits officiers ont envoyé memoires & copies de plusieurs lettres, aveus & denombrements, pour maintenir son droit être bien fondé en ladite terre de Novion, tant en propriété tenue feudale, que justice; mais n'avoit encore pû trouver les lettres originales & autentiques, remontrant, attendu ledit empêchement d'ôtage, ledit affaire devoit être remis à tel autre tems, qu'il plaira aulcuns sieurs arbitres, dont aussi rapport se fera.

Quant à l'article de Bercq, Vertron, & Merlimont, & ceux concernant le procureur de l'Empereur à Saint-Omer, dont les commissaires d'icelui sieur Empereur ont dit avoir les verifications toutes prêtes, néanmoins pource que celles dudit sieur Roi, tant pour les différends desdits, que aucuns autres, que les officiers dudit sieur Roi ont mis en avant, à l'occasion des guerres, ne sont encore prêtes du delai requis, pareillement se fera rapport à Sa dite Majesté Imperiale.

Quant aux edits & statuts faits par ledit sieur Roi, que l'on pretend être

contre le bien & communication de la marchandise, que les commissaires dudit sieur Empereur ont requis être revoquez ; les deputez du Roi ont dit, qu'il est loisible aux Princes d'en faire tels es pais de leur obeissance, que pour le bien d'iceux pais & de leurs sujets leur semble bon ; parquoi en sera aussi fait rapport à l'Empereur comme dessus.

Finlement sur ce que les commissaires du Roi ont remontré dautant qu'en l'assemblée faite pour vuidier le différend de la terre de Creveœur, fait à considérer, qu'il a été par ci-devant accordé entre lesdits sieurs, que si les quatre deputez par eux, pour vuidier icelui différend, ne se pouvoient accorder, le Roi d'Angleterre, étant lors allié commun, seroit pris pour cinquieme, ou en éliront un, ce qui est venu ; au moyen dequoi ledit sieur Roi envoie deslors sa production devers le Roi d'Angleterre, ou celui qui avoit été par lui élu pour cinquieme, depuis lequel tems est ladite production demeurée par delà, au moyen de quoi, par la pratique commune, & attendu les occasions présentes, est raisonnable que le sieur de Bures, demandeur original en la Cour de Parlement de Paris contre le Procureur General, défendeur, & de laquelle Coar il a fait évoquer le procès audit lieu de Cambrai, fasse la diligence de recouvrer ladite production, laquelle il recouvrera aisément ; lesdits commissaires de l'Empereur ont répondu qu'ils avertiront volontiers ledit sieur de Bures de ce que dessus, combien qu'il se trouvera, que le superarbitre en Angleterre refusa à accepter la charge de connoître & décider ledit affaire ; & parant ledit sieur de Bures retira son sac ; ce qu'il est vrai semblable avoir aussi fait le Procureur dudit sieur Roi. Parquoi sans s'arrêter à cette excuse d'Angleterre, sera bien de faire chercher ailleurs à diligence les facts dudit Procureur, afin qu'au jour qui est assigné ici au vingt quatrième de ce mois les commissaires deputez, *hinc inde*, par lesdits Princes sur cette affaire, ne perdent tems, & fassent dépense inutile aux parties. Signé, *De Lalain. P. Tingri. G. Hangerart.*

Protestation faite par les Gens du Roi du Parlement de Toulouse à la publication du traité de Crespy de 1544. A Toulouse le 22. janvier 1544.

PAR DEVANT nous Jean de Ponnesoy, Notaire & Secretaire du Roi nôtre Siez, personnellement constituez & établis en la ville de Toulouse, Contre le traité de Crespy. 1544. 22. janvier
tres honorez seigneurs, Messieurs Maîtres Bertrand Deigna, Bertrand Sabaterii, & Jean Dolme, Avocats & Procureur generaux, s'étans assembles en leur chambre au Palais, environ huit heures du matin du jeudi vingt-deuxieme jour du mois de janvier 1544. a été fait & passé l'acte ci-après écrit & signé de leurs mains, à nous baillé aux fins y contenues de telle teneur. Les Gens du Roi en son Parlement de Toulouse sur le traité de paix fait & passé entre le Roi & l'Empereur, le dix-septieme jour du mois de septembre 1544. disent qu'en ce qui concerne l'universel bien de paix, union, & amour charitable, & l'expulsion des Infidèles, acceptent tres agreablement lesdits articles & traité ; mais en ce que par icelui traité seroit fait prejudice irreparable aux droits de la Couronne

de France, souveraineté, hommages, droits de regale inseparables & inalienables de la Couronne, & translation des sujets, soumissions, & obligations trop dommageables à la monarchie de France, déclarent, que par quelque acte qu'ils aient fait ci-devant ou feront ci-après, qu'ils n'ont entendu ni entendent prêter aucun consentement, à tout le moins volontaire, à la publication & verification desdits articles, en ce que par iceux le royaume & couronne de France pourroit être ainsi endommagé, ains tant que besoin seroit s'oposent formellement à lad. verification & observation desdits articles quant à ce dessus; pour icelle opposition poursuivre, & remonter les grands interets, quand sera le bon plaisir dud. Seigneur les vouloit ouïr és lieux de sa justice, lors que assurément, & sans danger du royaume, ils le pouront faire, requerant de ladite opposition en être retenu acte. Ainsi signé, *B. Deigna. B. Sabalerii J. Dolme.*

Lequel acte dessus inferé incontinent avoir exécuté & signé les presentes, l'avons restitué ausdits seigneurs Gens du Roi à leur requisition. Fait & passé audit Toulouse & Chambre susdite, és presences de Maître Jâques Charaous, Procureur en la Cour de Parlement; & Antoine Pons, Clerc principal dudit sieur Procureur General; ledit jour 22. janvier, l'an 1544. Signé, *Bonnefoy*, avec parafce.

Declaration, que l'Empereur a determinée touchant l'alternative capitulie au dernier traité de paix à Cressy le dix-huitieme septembre 1544. du traité de mariage d'entre Monsieur le Duc d'Orleans & la Princesse, Infante des Espagnes, fille aînée de l'Empereur, en disposant en faveur d'icelui des Pais-bas & de Bourgogne; ou dudit seigneur Duc d'Orleans, avec la seconde fille du Roi des Romains, avec l'Etat de Milan, comme il est contenu audit traité.

*Espagne.
Mariages.
1544.*

QUE Sadite Majesté Imperiale, obstant sa longue & continuelle maladie, pour guerison de laquelle elle est encore empêchée, n'a pû partir comme elle avoit deliberé, pour soi trouver en la Germanie avec ledit sieur Roi des Romains son frere, & communiquer sur cette alternative, ni examiner la chose, comme requeroit l'importance d'icelle. Et néanmoins, pout ensuivre ledit traité de paix, & y satisfaire de bonne foi, declare, que combien qu'elle eût voulu, que le mariage d'entre ledit sieur d'Orleans & madite Dame la Princesse, Infante des Espagnes, se fût pû convenablement faire, pour tant plus demontrer au Roi Tres-Chretien, & aux siens, l'affection que Sadite Majesté a d'établir perpetuellement la paix & amitié traitée, que toutefois elle trouve, que selon les respects, qu'elle y doit tenir, ledit mariage ne seroit conduisible sans meliorer le partage dudit sieur d'Orleans au propre des pais de par deçà, & pour le bien d'iceux, & en leur satisfaction en d'autres royaumes & états de Sadite Majesté; & pour ce demeurant aux termes dudit traité, s'arrête au parti dudit sieur d'Orleans avec la seconde fille dudit sieur Roi des Romains, & d'y satisfaire, selon & comme il est contenu en icelui traité.

Et

Et s'il semble bon audit sieur Roi, il regardera encore si l'on pourra accommoder moiens dufans à l'autre parti, combien que Sadite Majesté Imperiale n'entend, ni voudroit rechercher ledit sieur Roi de chose, qui lui semble grievée ni aux siens; mais bien le veut-elle avertir en sincere amitié, qu'il semble que l'apportionnement pour ledit sieur d'Orleans pourroit bien être meilleur, soit pour l'un ou l'autre deditz mariages.

Et pour ce que par ledit traité de paix, il est articulé que l'on regardera sur la restitution de Hesdin & ses appartenances, moiennant recompense, Sadite Majesté requiert & prie ledit sieur Roi d'y faire entendre, selon que Sadite Majesté confie de la bienveillance dudit sieur Roi, puisque même Sadite Majesté Imperiale fait plus grande chose en la consideration, & de Messieurs ses enfans.

Et comme Sadite Majesté veut & entend proceder, même envers ledit sieur Roi & les siens, pleinement & réellement observer ce qui a été traité & y satisfaire, Sadite Majesté prie bien affectueusement ledit sieur Roi vouloir considerer la grande longueur, qui a été tres-dommageable à Sadite Majesté, en la restitution qui se devoit faire des places de delà les monts, & que encore deient-on Cahours, qui, tout pesé & considéré, se doit en bonne équité restituer.

Outre ce les commis dudit sieur Roi Tres-Christien, qui ont été à la communication de Cambrai, se sont montrez tant déraisonnables du côté de Sadite Majesté, qu'il ne devoit avoir difficulté quelconque à les vuider; qui sont termes qui ne peuvent convenir à la bonne amitié étant entre leurs deux Majestez, & est bien requis que ledit sieur Roi y prenne garde, & que tous différends se vuident.

Davantage les sujets dudit sieur Empereur, de tous ses royaumes & pais, se plaignent continuellement des détrouffemens & violences, qui se font par mer & par terre sur eux; & quand l'on y fait remontrance, l'on les remet en longueur sous des voies de justice ordinaire, encore que leur droit y soit tout clair & évident; & aussi prend s'on occasion en particulieres ordonnances de foi graves, & qui ne peuvent obliger les non sujets du royaume ignorans icelles, & tellement qu'il soit, par un bout, ou autre, jamais restitution quelconque ne s'en est faite. Et combien que l'on allegue, que du côté des sujets de Sadite Majesté Imperiale aient été faites semblables pilleries & violences, aussi ne s'en est jamais rien trouvé, ni qui plus est, spécifié personne coupable; & toutefois comme tout le monde fait chose de cette qualité se doivent pour l'observance de la paix pour voir & remedier tres-favorablement, sommairement, & de plain, comme aussi c'est chose qui convient à honnêteté, bonne amitié, & mutuelle voisinance.

Et en outre ne peuvent avoir restitution les sujets de Sadite Majesté des biens, qui leur ont été occupez à cause des guerres, combien que cette restitution deût être faite pleinement, simplement, & sans figure de procès quelconque.

Davantage, ledit sieur Roi fait l'obligation de Sadite Majesté Imperiale au Roi de Portugal, & aussi qu'il doit jouir du benefice de la paix, comme compris au dernier traité, selon qu'aussi il a été es precedens, par lesquels toutes reprefailles & lettres de marque sont annulées & prohibées, & toutefois l'on

procede contre les sujets par ce bout , à quoi Sadite Majesté prie ledit seigneur Roi Tres-Chretien vouloir avoir égard , & y remédier & pourvoir , même considéré ce que Sadite Majesté fait en autres choses pour le respect dudit sieur Roi , encore qu'elles ne soient si favorables & justifiées.

Et pour conclusion , prie Sadite Majesté Imperiale ledit seigneur Roi Tres-Chretien , son bon frere , de considerer les choses susdites , & sur icelles bailler telle provision pour maintenant & à l'avenir , que requiert l'observance de ladite paix , & la parfaite amitié d'entre leurs deux Majestez , comme Sadite Majesté confie qu'icelui seigneur Roi Tres-Chretien fera ; & que c'est son entiere intention , que ledit traité s'accomplisse & effectué , non seulement en ce que dessus , és choses concernans le particulier de leurs deux Majestez , mais aussi quant aux affaires publiques : & aussi ledit sieur Empereur fera tellement que l'on ne trouvera jamais faute de son côté en tout ce qu'il est obligé.

*TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI FRANCOIS I,
& Henri VIII. Roi d'Angleterre. Au Camp entre Ardres
& Guines le 7. juin 1546.*

*Angleterre.
1546.
7. juin.*

HENRICUS VIII. Dei gratia Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei defensor, & in terra Ecclesiæ Anglicanæ, & Hiberniæ supremum caput, omnibus & singulis, ad quorum manus præsentis litteræ pervenerint, salutem. Notum facimus, quòd tractatus quidam perpetuæ pacis inter oratores nostros, & oratores & deputatos potentissimi Principis Francisci, eadem gratia Francorum Regis, &c. fratris, & consanguinei nostri carissimi, initus, convenus, concordatus, & conclusus fuerit, cujus tenor sequitur.

NOS Joannes, Viccomes Lisle, Baro de Malpas, & Somerey, præclari Ordinis Garterii Eques auratus, dominus de Bassët, & Tyasse, magnus Angliæ Admirallus; Guillelmus Pager, Eques auratus, & serenissimi ac invictissimi Principis Henrici, ejus nominis octavi, Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Regis, Fidei defensoris, & in terra Ecclesiæ Anglicanæ, & Hiberniæ supremi capitis, Secretarius; & Nicolaus Votton, Legum doctor, Ecclesiæ Metropolitæ Cantuariensis, & Eboracensis decanus, consilarii dicti serenissimi Principis in Consilio suo Privato, ac ejus commissarii, oratores, ambassiatores, procuratores, & nuncii speciales dicti serenissimi Principis, cum illustri & excellenti domino Claudio, domino d'Annebaut, Barone de la Hunaudaye, de Retz, & du Houmet, Equite aurato Ordinis divi Michaelis Archangeli, Marefcallo, & Admirallo Franciæ, locumtenente generali potentissimi & invictissimi Principis, Francisci I. ejus nominis Francorum Regis Christianissimi, in omnibus exercitiis illius, sub & in absentia potentissimi, & invictissimi Principis, domini D. Iphini, dicti Christianissimi Regis filii; ac magnificis viris Petro Remon, equite, Corsicani domino, ejusdem Christianissimi Regis in Privato ejus Consilio con-

liario, ac Senatus Rothomagensis, Primario Præside; & Guillelmo Bochetel, Salsiaci domino, ejusdem Christianissimi Regis consiliario, & statûs regni à secretis, ac etiam dicti Ordinis divi Michaëlis graphario, commissariis, oratoribus, procuratoribus, & ambassiatoribus ejusdem Christianissimi Regis Francorum, convenientes de sedandis belli tumultibus, & pace concilianda tractaturi. Notum facimus universis, quòd cùm Dei benignitas, calamitatum miseria, quas bella intulerunt, pacis & concordie studia præsenti rerum conditioni nimium necessaria, in animis & voluntatibus serenissimorum dominorum nostrorum, pro summa sua clementia & bonitate excitaverit, effectum porro est, ut in eas demùm conventiones & pacta, ex eorundem mandatis, consentiremus, quæ & conciliandæ & confirmandæ quieti accommodata forent, & ad conservandam in principum majestate mutuam comitatem aquè bona. Sunt autem hujusmodi quæ sequuntur.

Imprimis, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd omnes injuriæ, molestationes, offensæ, gravamina, & damna quæcumque, à tempore novissimi belli incepti & publicati per dictos illustrissimos & potentissimos principes, Angliæ & Francorum Reges, aut eorum subditos, terra marive, portubus maris, vel aquis dulcibus, ubicumque locorum commissa, facta, sive perpetrata, remittantur, aboleantur, & prorsùs deleantur, ac per præsentes prorsùs remittuntur, abolentur, & delentur. Ita quòd neuter dictorum Principum, eorumve subditus quicumque quicquam vultu, verbo, facto, aut nutu, eorum alteri impropere, aut impingat, sed quòd de cætero inter prædictos illustrissimos & potentissimos principes, eorumque hæredes & successores, vassallos, incolas, & habitatores, ac subditos quoscumque præsentes & futuros, tam ecclesiasticos, quàm seculares, cujuscumque dignitatis, statûs, gradûs, aut conditionis existant, seu quacumque dignitate, statu, sive gradu præfulgeant, eorumque regna, patrias, terras, & dominia, civitates, castra, territoria, villas, oppida, & loca quæcumque modò per eorundem aliquem habita, tenta, possessa, & occupata, sit bona, sincera, vera, integra, perfecta, fidelis, & firma amicitia, unio, liga, intelligentia, confederatio, & pax, per terram, mare, & aquas dulces, portus maris, & ubique locorum, inconcussè & inviolabiliter observanda, & futuris temporibus perpetuò duratura.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd neuter dictorum illustrissimorum Principum, eorumve hæredum & successorum, regna, patrias, terras, dominia, civitates, castra, territoria, villas, oppida, vel loca quæcumque per eorum alterum impræsentialium possessa, hostiliter invadat, aut expugnabit, aut à suis subditis, aut stipendiariis sic invadi, aut expugnari permittet; sed bona fide, absque omni fraude & dolo, realiter, expressè, & cum effectu prohibebit, & impediet. Nec aliquis dictorum illustrissimorum & potentissimorum principum, alicui alterius cujuscumque statûs, gradûs, aut conditionis existat, seu quocumque consanguinitatis, aut affinitatis vinculo connectatur, aut quacumque dignitate, sive spiritali, sive temporali præfulgeat, regna, patrias, dominia, civitates, castra, territoria, villas, oppida, & loca quæcumque, per alterum prædictorum illustrissimorum principum modò, ut prædicatur, possessa invadenti, aut expugnanti, invadere, aut expugnare conanti,

M m m ij

auxilium, favorem, subsidium, naves, pecunias, gentes armorum, victualia, aut aliam assistentiam quamcumque, publice, vel occultè directè vel indirectè, dabit aut præstabit, nec à subditis suis dari aut præstari consentiet, aut permittet, connivebit, sed realiter & expressè, renitetur prohibebit, & effectualiter impediet.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd omnes & singuli utriusque dictorum principum, eorumque hæredum, & successorum, aut eorum alterius vassalli, & subditi, sive sint principes, archiepiscopi, episcopi, duces, marchiones, comites, barones, sive mercatores, aut cujuscumque status conditionisve existant, durante pace antedicta, ubivis locorum sese mutuis officiis prosequantur, & honesta affectione pertractent, possintque liberè, turè, & securè, absque alicujus offensa, aut salvoconductu, sive licentia, ubique perlustare, per terram, mare, & aquas dulces navigare, hinc indeque ad portus, dominia, & districtus quoscumque utriusque ipsorum principum, suorum hæredum & successorum, citra & ultra mare accedere, dum tamen numerum armorum centum simul non excedant; in eis quàm diu voluerint morari, mercari, merces, mercimonia, & jocalia quæcumque, (si statuta regnorum, aut municipalia non obstant) emere & vendere, ac ut eis placuerit, illinc ad partes proprias, vel alibi, liberè, quoties duxerint, ab eisdem abire, cum suis aut conductis aut commodatis navigiis, plaustris, vehiculis, equis, armaturis, mercimoniis, farcinulis, bonis, & rebus suis quibuscumque, absque ullo impedimento, offensa, arrestatione, ob causam mercæ, contromercæ, represaliarum, aut alia districtione quacumque, tam in terra, quam in mari, & aquis dulcibus, quemadmodum & in ipsis locis in quibus per antiquos pacis tractatus, ligas, & confederationes eis facere licebat.

Item. Quòd omnia munera, sive onera ab aliquo dictorum principum in eorum patriarum, sive dominiorum pendentibus juxta priorum fœderum conventiones antehac usitata, citra, vel infra quinquaginta annos ante datam præsentium imposita mercatoribus, aut subditis alterius principis, ejusve hæredum & successorum, nociva, vel onerosa, durante hac pace, penitus, sint extincta, & quòd talia, & consumilia, hac amicitia durante, amodò non imponantur. Salvis tamen semper quoad alia omnibus regionum urbium, & locorum statutis, & consuetudinibus, quibus nihil, quoad eorum jura per præmissa derogatum censetur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd neuter prædictorum illustrissimorum, & potentissimorum principum aliquem vassallum, aut subditum alterius, cujuscumque gradus, ratùs, aut dignitatis, vel conditionis existat, offendentem, post conclusionem præsentis fœderis, vel alium quemcumque per antea pro proditore condemnatum, sive reputatum in crimine lætæ majestatis, in protectionem, tuitionem, sive defensionem, quovis modo suscipiet, aut acceperit, vel ab alio quoeumque suscipi aut acceptari consentiet, aut procurabit, inconsulto & non consentiente domino, cujus est vassallus, aut subditus, nec alicui tali, vel aliquibus talibus consilium, auxilium, aut assistentiam, vel favorem directè vel indirectè dabit, aut præstabit, darive aut præstari faciet, aut procurabit.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd dictis amicitiiis durantibus, neuter dictorum illustrissimorum & potentissimorum principum, quovis modo, in regnis suis, aut alicubi locorum favorisabit, intertenebit, receptabit, aut retinebit, nec à subditis, vel stipendiariis suis, eorum alter acceptari, favorisari, interteneri, aut retineri permittit aliquos rebelles, sive proditores de crimine læsæ majestatis suspectos, aut transfugas ex subditis alterius dictorum principum, nec hujusmodi rebellibus, sive proditoribus, aut transfugis, rebelli, proditori, aut transfugæ, post conclusionem præsentis fœderis offendenti, vel qui ante pro proditore condemnatus, vel publicè reputatus fuit, qui in aliquem locum obedientiæ alterius prædictorum illustrissimorum & potentissimorum principum declinaverit, quovis modo dabit consilium, favorem, aut assistentiam, sed cum, aut eos, intra viginti dies, postquam per litteras alterius principis, cujus rebelles aut rebelli, subditi aut subditi, extiterint aut extiterit, (quibus litteris certificationis super hoc omninò stabitur) alter eorum requisitus fuerit, literatum hujusmodi requisitionis latori, aut alii ad hoc in hujusmodi litteris nominato, sive deputato, tradet, restituet, & liberabit, tradive, restitui, & liberari faciet.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd ex neutrius principum prædictorum Cancellaria, aut alia Curia imposterum concedantur aliquæ literæ represaliarum, mercæ & contromercæ, nisi super & contra principales delinquentes, aut eorum bona, eorumve factores, & hoc in casu manifestæ denegationis justitiæ tantum, de qua per litteras summationis, aut requisitionis, & prout de jure requiritur, sufficienter constabit.

Item. Quòd si durante pace, & amicitiiis præfatis, aliquid contra vires & effectus earundem per terram, mare, aut aquas dulces, per aliquem subditum, vassallum, aut alligatum in his amicitiiis comprehensum, alterius dictorum principum, fuerit attentatum, actum, & gestum, nihilominus tamen hæc pax, sive amicitia in suis vitibus permanebit, & pro ipsius attentatis solummodo puniantur ipsi attentatores & damnificantes, non alii.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd prædictus Christianissimus Rex, hæredes, & successores sui, solvent, seu solvi facient prædicto serenissimo Angliæ Regi, hæredibus & successoribus suis, plenè & integrè omnes pensiones annuas, tam prædicto serenissimo Angliæ Regi, durante vita sua, quàm etiam hæredibus & successoribus ejusdem Angliæ Regis, in perpetuum debitas, juxta formam & modum pro solutione dictarum pensionum in tractatibus desuper confectis comprehensas, videlicet serenissimo Angliæ Regi, durante vita sua, (quam Deus longævam esse concedat) tam pensionis nomine ex tractatu concluso apud Mòre trigesimo die mensis augusti, anno domini 1525. videlicet summam nonaginta quatuor millium coronarum auri de sole, & septingentorum triginta sex coronarum auri de sole æstimationis, puritatis, & valoris in dicto tractatu expressi, & triginta duorum solidorum turonensium, quàm etiam salis nomine ex tractatu perpetuæ pacis de data ultima die aprilis, anno Domini millesimo quingentesimo vigesimo septimo, debiti, & postea pactis specialibus in certam pecuniæ æstimationem deducti, videlicet summam decem millium coronarum auri de sole boni, & justii ponderis, puritatis, & valoris annuæ.

Mmm. iij,

tim solvendorum, ut in pactis desuper confectis plenius continetur. Quam quidem summarum pro pensione, & sale sic aestimato, prima solutio incipiet, & fiet primo die novembris proximè futuro post datam præsentium; deinde verò proxima solutio primo die maii, tunc proximè sequentis; & sic de die in diem, & de anno in annum, durante vita naturali dicti serenissimi Angliæ Regis; & statim à morte ejusdem, quam seram optamus,) hæredibus & successoribus ejusdem serenissimi Angliæ Regis, illam summam annuam pensionis in perpetuum, ad illos dies loca, & terminos, qui in dicto tractatu perpetuæ pacis continentur; ac etiam eam quantitatem salis, quæ in prædicto tractatu perpetuæ pacis similiter continetur, ac juxta formam & modum traditionis in eodem tractatu perpetuæ pacis contentam, quatenus prædicta salis commutatio in nummariam solutionem non reperiatur esse perpetua. Quòd si perpetua reperiatur, tunc summam decem millium coronarum auri de sole ponderis, puritatis, & valoris prædicti, in perpetuum solvent, seu solvi facient, tradent, deliberabunt, seu tradi & deliberari facient prædictus Christianissimus Rex, hæredes & successores sui.

Item. Convenum, concordatum, & conclusum est, quòd Rex Christianissimus, hæredes, & successores sui, solvent, vel solvi facient, in festo Sancti Michaelis Archangeli, aut infra quindecim dies proximè sequentes, quod quidem festum erit anno Domini millesimo quingentesimo quinquagesimo quarto, illis loco & forma, qui impostertum convenire de dictorum principum consilio & consensu videbuntur, prædicto serenissimo Angliæ Regi, ejusve hæredibus, & successoribus Angliæ Regibus, eorumve deputatis, tam nomine reliquorum, sive areragiorum ex causâ pensionum, & aliarum pecuniæ summarum antehac debitarum, & non solutarum, quàm etiam expensarum, & fortificationum in oppido & comitatu Boloniæ, per dictum serenissimum Regem Angliæ, ab inchoato novissimo bello, occupato, per dictum serenissimum Regem Angliæ constructarum, aut infra dictum annum 1554. construendarum, summam duorum millionum coronarum auri de sole, boni & justì ponderis, puritatis, & valoris, id est talium coronarum auri de sole, quales descriptæ sunt in tractatu facto apud Mòre 30. die augusti, anno Domini 1525. & ejusdem valoris in quo tunc erant. Quæ quidem summa duorum millionum coronarum auri de sole continet, & continere intelligitur, atque conficere summam vigesies centies millium coronarum auri de sole, ponderis, puritatis, valoris, & quantitatis prædictæ, in festo Sancti Michaelis Archangeli, ex causis prædictis anno Domini superius nominato solvendarum. Qua quidem summa dictorum duorum millionum coronarum auri de sole, ut supra dictum est, persoluta, liberabitur Rex Christianissimus, tam à reliquis, sive areragiis dictarum pensionum, & dictarum aliarum pecuniæ summarum antehac, & usque ad primum diem mensis maii ultimo præteriti, incurсарum & debitarum; illis tamen pecuniarum summis exceptis, de quibus in proximo sequente articulo mentio fiet; quàm etiam à dictis impensis dictarum fortificationum, reparationum, & operum constructorum & construendorum infra dictum annum quinquagesimum quartum, ac etiam ab omnibus impensis belli, quas prædictus serenissimus Rex Angliæ, præterendit, aut præterendere posset occasione dicti novissimi belli.

Item. Quia occasione, & virtute quarundam litterarum Christianissimi Regis de data 29. die januarii, anno Domini 1529. serenissimus Angliæ Rex summam quingentorum millium, & duodecim millium duo & viginti scutorum auri solis, duo & viginti solidorum sex denariorum, boni & iusti ponderis, puritatis, & valoris sibi ab eodem Christianissimo Rege deberi contendit, convenit, & concordatum est, quod ea causa, salvis interea utrique principi suis exceptionibus, viribus, allegationibus, & probationibus, quales, & qualia ante hunc tractatum proponere potuissent, per binos commissarios à dictis principibus infra tres menses proximos ad hoc deputandos discutietur & finietur. Quam summam pecuniæ, quatenus ea dictorum binorum commissariorum, aut aliorum juxta tenorem hujus articuli eligendorum judicio debita reperietur, solvet Christianissimus Rex, hæredes & successores sui, eodem die, loco, anno, & forma, quibus dictos duos milliones sese soluturum, ut antea est comprehensum, obligavit, non obstantibus quibuscumque in proximo præcedente articulo contentis. Quod si isti hinc inde deputati nihil dissinierint ad iudicium porro quatuor Jurisconsultorum neutri principi subditorum, sed hinc inde extra suas ditiones à dictis principibus eligendorum, ea res deferetur, quorum quod res pronuntiaverint, ab utroque principum ratum habeatur, & gratum, ac illorum sententiæ omnino stare teneantur dicti principes, hæredes, successoresque sui.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod Christianissimus Rex, hæredes, & successores sui, sinent & permitrent prædictum serenissimum Angliæ Regem, hæredes, & successores suos, tenere, habere, possidere, & pacificè gaudere oppido sive villa Bononiæ, necnon omnibus castris, villis, oppidis, munitionibus, terris, locis, dominiis, & territoriis, aquis, fluminibus, & portubus, cum omnibus utilitatibus & fructibus eorundem, intra illos fines existentibus, qui statim describuntur, videlicet portus Bononiæ cum litore, sive ripa ulteriori, quatenus hibernus fluctus maximus excurrit se in latum porrigens, in longum autem usque ad pontem vulgò vocatum, *Pont de Brique*, eo loci & toto illo tractu, terminum constituat & limitem; à dicto verò ponte flumen ipsum quod pontem subterfluit (quod quidem interim utrique dictorum principum commune erit, nec ab eis, aut eorum altero, à solito cursu deflecti poterit) usque ad caput & fontem ejusdem fluminis, pro limite & termino & habeatur & sit. Ita ut hoc tractatu & conventionem tam portum Bononiensem, qui potius ita describitur, ut ex præsentii tractatu contineat totum spatium à mari ad dictum pontem vocatum, *Pont de Brique*, & à ceteriori litore seu ripa ad ulterius litus seu ripam, quatenus hibernus fluctus maximus in latum excurrit usque ad pontem prædictum, quam etiam oppidum ipsum seu villam Bononiæ, cum omnibus castris, villis, oppidis, munitionibus, terris, locis, dominiis, territoriis, aquis, fluminibus, & portubus dicti comitatus Bononiæ, cum omnibus fructibus, emolumentis, & utilitatibus eorundem citra dictum flumen & portum, unà cum ipso portu Bononiensi, ac omnibus utilitatibus, juribus, commoditatibus, emolumentis, & proficiis dicti portus, dictus Christianissimus Rex, hæredes, & successores sui, sinent & permittent dictum serenissimum Angliæ Regem, hæredes, & successores suos, tenere, habere, possidere, & eisdem gaudere, ea quiete, pace, & libertate, ut neque Christianissimus Rex, hæredes & successores, sui directè aut indirectè, quovis prætextu aut colore, serenissimum Angliæ Regem, hæredes, &

successores suos in possessione eorundem machinatione aliqua inturbent, molestent, aut inquietent, donec & quo usque summam prædictam duorum millionum auri, unâ cum illa alia summa pecuniarum ex litteris obligatoris, de qua in undecimo articulo superius est cautum, (quatenus debita reperiat) tempore, loco, modo, & forma superius expressis persolverint, & satisfecerint.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd uno eodemque tempore, quo dictorum duorum millionum coronarum auri de sole summa, unâ cum summa in dictis litteris obligatoriis declarata, (si qua debita reperiat) solvetur, dictus serenissimus Angliæ Rex, hæredes, & successores sui, illis modo & forma, qui pro securitate utriusque principis convenire, de utriusque etiam principis consilio & consensu, videbuntur, dictum oppidum, villam, & portum Bononiæ, nec non universam & integram patriam Bononiensem, cum omnibus castris, villis, oppidis, & terris, dominiis, terminis, aquis, fluminibus, & portibus quibuscunque in dicto comitatu Bononiæ, à novissimo bello, per dictum serenissimum Angliæ Regem capto, aut occupato, captis, aut occupatis, constructis, sive construendis, bono modo conditione, & fide serenissimus Angliæ Rex, hæredes, & successores, eidem Christianissimo Regi, hæredibus, & successoribus suis reddent & restituent. Ita videlicet, ut nec in tempus restitutionis huiusmodi quicquam datâ operâ fiat, quo præsens fortificationum status imminuatur, nec serenissimus Angliæ Rex, hæredes, successoresve sui, quicquam tormentorum, aut in universis eorum quæ à solo separata erunt, quæque ruita, cesa, sive mobilia dicantur, in locis huiusmodi restituendis, ex præsentis, conventionis vi relinquere teneatur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd à die datâ huius præsentis tractatus usque ad dictum festum sancti Michaëlis Archangeli, quod erit anno Domini 1554. non licebit alterutri dictorum potentissimorum principum, in Comitatu Bononiæ aliquam novam fortificationem inchoare; bene tamen licebit unicuique eorum, munitiones, sive fortificationes, quæ jam per ipsum inchoate sunt, perficere & absolvere.

Comprehendatur etiam pro parte serenissimi Angliæ Regis, Carolus, Romanorum Imperator, &c. in hoc tractatu secundum vim perpetuæ confederationis, quam illi, eorum regna, patriæ, & subditi invicem habent.

Comprehendatur etiam ex parte dicti Christianissimi Regis, dictus potentissimus Princeps Carolus V. Imperator, in hoc tractatu pacis pro confederato illius perpetuo.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd sine præiudicio tractatum, quos alteruter princeps habere prætendit, Scoti in hoc tractatu comprehendantur, contra quos Scotos serenissimus Angliæ Rex bellum gerere aut movere non poterit, nisi nova occasione data. Quo casu novæ occasionis datæ præsens Scotorum comprehensio eam interpretationem accipiat, quæ in tractatu de data quinto die aprilis, anno Domini 1515. continetur; hoc tantum immutato, quòd quamvis ex illo tractatu pacis dicto anno quintodecimo confecto quindecim tantum dies præscripti fuerunt dicto Regi Christianissimo, aut ejus oratoribus, procuratoribus, & ambassiatoribus, ad illam Scotis significandam comprehensionem, hanc tamen, propter locorum distantiam, infra triginta dies proxime

proximè venturos inclusivè , ipsi Christianissimo Regi, aut ejus deputatis ac nunciis licebit Scotis significare.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd præsens tractatus à dictis illustrissimis & potentissimis principibus, intra quadraginta dies post datam hujus tractatus, ratificabitur & confirmabitur, ac in literas eorum patentes, magnis eorum sigillis muniendas, & per eosdem manibus suis propriis subscribendas redigetur. Ipsalque literas confirmatorias subscriptas, ut præfertur, & sigillatas, uterque princeps alterius principis oratori sive commissario, oratoribus sive commissariis ad hoc auctoritatem habenti, sive habentibus, invicem tradet realiter & cum effectu, ac alter requisitus in præsentia ejusdem sive eorum dñi, se omnia & singula prædicta, quatenus eum concernunt, perimpleturum, tactis sacrosanctis evangelis jurabit; & sic uterque, ut præfertur, jurabunt.

TRAITE' ENTRE LE ROI FRANCOIS I. ET EDOUARD VI.

Roi d'Angleterre pour les limites du Comté de Boulogne.

Fait à Londres le

1547.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias præsentis pervenerint. Notum sit quòd nos dominus Joannes, dominus Russel, prænobilis ordinis Jartherii eques auratus, ac custos privati sigilli invictissimi principis Eduardi VI. Dei gratiâ, &c. Joannes, Comes VVarrvoici, Vicecomes de Lisle Baro de Malpas & Somerey, prænobilis, ordinis prædicti eques auratus; dominus de Bassel, & Tiaslo, magnus camerarius Angliæ; Thomas Seimer, dominus Sudley, dicti ordinis eques auratus, magnus Admirallus Angliæ; & Guillelmus Pager, etiam ordinis prædicti eques auratus, ac dicti domini Regis primarius secretarius; ejusdem invictissimi principis commissarii, deputati, & procuratores ad infra scripta sufficienter & legitimè constituti, cum illustribus & magnificis viris Antonio Estellan de Emeux, domino & barone de la Garde, illustrissimi & potentissimi Principis Francisci, Francorum Regis Christianissimi, camerario ordinario, titremium suarum capitaneo generali, & capitaneo & gubernatore d'i stapes; & Odeto de Selva, dicti Christianissimi Regis in Magno suo Consilio consiliario, & ejusdem apud prædictum potentissimum & serenissimum Angliæ Regem oratore sive ambasiatore residente; & dicti illustrissimi & potentissimi Regis Christianissimi commissarii, oratoribus, deputatis, & procuratoribus ad infra scripta sufficientem auctoritatem habentibus, convenimus, concordamus, & concludimus articulatim, prout sequitur.

Imprimis, cum in tractatu pacis perpetuæ nuper inter oratores illustrissimorum & potentissimorum principum felicissimæ memoriæ Henrici octavi, Regis Angliæ defuncti, & Francisci, Francorum Regis Christianissimi, de data septimæ die mensis junii, anno Domini 1546. apud Camp in finibus Grifinarum & Ardeæ, inter cetera, conventum & conclusum extiterit, quòd à die ejusdem tractatus usque ad diem sancti Michaelis Archangeli, qui erit in anno Domini 1547. non licebit alterutri dictorum principum potentissimorum, in civitate Boloniæ fortificationem novam aliquam inchoare; bene tamen licebit unicui-

Tome II.

N n n

*Angle-
terre.
1547.*

que eorum munitiones seu fortificationes jam inchoatas perficere & absolvere. Quandoquidem quæstiones aliquot utrinque subortæ sunt, an fortificationes sive munitiones apud montem vulgò vocatum *Mont-Saint Etienne*; aut apud oppidulum illud vocatum *le Portel*; sive apud montem vocatum *la Pointe*; è regione introitus portus Boloniensis, tempore dicti tractatus cæptæ sive inchoatæ fuerint, an non; affirmantibus consiliariis ac ministris præfati illustrissimi & christianissimi Francorum Regis, fortificationes in singulis locis prædictis tempore datæ dicti tractatus inchoatas fuisse & ob id jam perfici & absolvi posse; illustrissimi verò Angliæ Regis ministris ac consiliariis id plenè negantibus; similiter, an fortificationes sive munitiones apud *le Bolemborg*, *Blacnes*, & novum portum aliter dictum *Amblercail*, dicto tempore præfati tractatus cæptæ sive inchoatæ fuerint, an non; affirmantibus ministris ac consiliariis dicti serenissimi Angliæ Regis, fortificationes in singulis locis prædictis, tempore ejusdem tractatus inchoatas fuisse, & ob id jam perfici & absolvi posse; Christianissimi verò Francorum Regis ministris & consiliariis id omnino negantibus.

Nos oratores, commissarii, deputati prædicti, ad tollendam deinceps omnem dubitandi occasionem, ac ut pax ista nuper feliciter conclusa felicius in multa secula duret, observetur, & perseveret, conclusimus, convenimus, & paciscimur, quòd bene licebit tam dicto serenissimo Regi Angliæ *le Bolemborg*, *Blacnes*, & novum portum, aliàs dictum *Amblercail* liberè munire & fortificare, quàm dicto Christianissimo Regi montem prædictum, vocatum *Mont-Saint-Etienne*, etiam nunc liberè munire & fortificare.

Conventum insuper & conclusum est, quòd dictus Christianissimus Rex, hæredes successoræque sui, durante termino in præfato tractatu specificato, nullam aliam fortificationem sive munitionem inchoare, inchoatamve aliquam perficere sive absolvere, aut fortificare quoquomodo possint, apud vel juxta *le Portel* & *la Pointe* ad introitum portus Boloniensis, in eisdem dumtaxat remanere statu & forma, in quibus sunt & remanent in præfati; provisio tamen quod pro tuitione, appulsu, statione & exitu navium, licebit unicuique dictorum potentissimorum principum, absque ulla fortificatione utrinque facere emendationem & reparationem portuum, sive sinuum, quos uterque in civitate Boloniensi tenet juxta facultatem & libertatem illis per dictum ultimum tractatum relictam, & non aliter.

Item. Cum in duodecimo articulo dicti tractatus etiam inter cætera conventum extiterit, quòd flumen ipsum, quod pontem vulgò vocatum, *l'ont de brique*, superfluit usque ad caput & fontem ejusdem fluminis pro limite & termino esse & haberi debeat; quandoquidem plures fontes pluraque capita prædicti fluminis pro limite & termino esse asserantur, convenimus & concordamus, quòd ille fons sive caput illud rivuli illius, qui juxta villam vocatam *Rebes* in præfatum flumen influit, pro capite & fonte ejusdem fluminis, quod pontem illum vocatum *Pont de brique* superfluit, quantum ad limitis prædicti constitutionem & designationem esse & haberi debeat, ac si plures fontes, pluraque capita illius rivuli prope *Rebes* esse inveniantur, quòd fons ille, qui vicinior sive propinquior est ecclesiæ de *Aestes* terminum & limitem constituat, ita ut tam oppidum sive villa Boloniæ unà cum portu Boloniensi, quàm alia omnia oppida,

villæ, castra, munitiones, terra, flumina, portus, &c. & loca quæcunque comitatus Poloniensis citra dictum flumen fontemque ac caput ejusdem fluminis, sicut præfertur, tam in dicto tractatu descripta, quam nunc etiam declarato, ad dictum serenissimum Angliæ Regem, hæredes & successores suos, durante termino in præfato tractatu specificato, cum omnibus fructibus, emolumentis, & utilitatibus eorum integrè spectent & pertinant juxta tenorem dicti tractatus.

Item. Quandoquidem quæstio nuper sublata est, an turris illa, sive ecclesia, sive capella sit, quam vocant *le clocher de Bourin*, à militibus sive subditis dicti serenissimi Regis Angliæ nunc possessa, ex communi Boloniensi, infra limites supra dictos comitatus Boloniensis contineri & comprehendi debeat, an non; assententibus præfati Christianissimi Regis consiliariis sive ministris, dictam turrim ex comitatu Poloniensi non esse, & ob id ad dictum Christianissimum Regem suum, tanquam comitatus (uisnarum partem sive parcellam, spectare pertinere; serenissimi verò Regis Angliæ consiliariis ac ministris id planè negantibus, ac è contra affirmantibus dictam turrim ex communi Boloniensi, ac intra fines & limites supra dictos esse, & ob id ad potentissimum Angliæ Regem dominum suum spectare & pertinere; nos commissarii, oratores, deputati prædicti, quoniam hæc tota quæstio facti est, cujus facilis probatio in partibus ultramarinis, quam hic citra haberi possit, convenimus & conclusimus, quòd tam supra dicta quæstio, quam quæstiones aliæ limites supra dictos tangentes sive concernentes, si quæ tales occurrerint, per commissarios à dictis principibus, intra duos menses proximos ad hoc deputandos, discutiantur & finiantur. A quibus quidem commissariis, si per antiqua documenta, aliasve legitimas probationes qualcumque, inventum, definitumve fuerit, dictum locum sive turrim *de Bourin* ex comitatu Guisnarum esse, & ad dictum Christianissimum Regem ex fœdere ac tractatu prædicto spectare & pertinere debere, tunc & in eo casu, immediatè post sententiam sive definitionem hujusmodi, tenebuntur milites & subditi quicumque præfati serenissimi Regis Angliæ possessionem ejusdem loci & turris liberam & vacuum dicto Christianissimo Regi relinquere, & sic de facto relinquunt.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd præfens tractatus à dictis illustrissimis principibus, infra 40. dies post datam hujus tractatus, ratificabitur & confirmabitur, ac in literas eorum patentes, magnis eorum sigillis muniendas, & per eosdem manibus suis propriis subscribendas, redigetur; ipsæque literas confirmatorias subscriptas, ut præfertur, sigillatas uterque princeps alterius principis oratori, sive commissario, oratoribus sive commissariis ad hoc auctoritatem habenti, sive habentibus, invicem tradet realiter & cum effectu; ac præfatus Christianissimus Rex requisitus in præsentia oratoris sive commissarii, oratorum sive commissariorum, à dicto serenissimo Angliæ Rege ad hoc potestatem habentis seu habentum, se omnia & singula prædicta, quatenus eum concernunt, perimpleturum, sacrosanctis Dei evangelis testis iurabit.

Item. Cùm prædictus serenissimus Angliæ Rex adhuc sit in minori ætate constitutus, qua ex se forsan in futurum super validitate & efficacia præsentis tractatus nonnulla dubia oriri possent, ut ea dubia è medio tollantur, ac omnis dispositionis scrupulus, quantum fieri potest, removeatur, conventum, concordatum, at-

que concludum est, quod illustrissimus & clarissimus Princeps Eduardus, Dux Somerseti, ejusdem serenissimi Angliæ Regis avunculus ac personæ suæ gubernator, regnoumque & dominiorum ejusdem protector, nomine protectionis, quo fungitur, cæterisque ejusdem serenissimi Angliæ Regis consiliarii, infra terminum præfixum quadraginta dierum, omnia & singula in hoc tractatu contenta per literas suas patentes, suis sigillis sigillatas, ac manibus propriis subscriptas, ratificabunt, autorisabunt, ac confirmabunt, illaque omnia se fideliter observari, realiterque perimpleri a dicto serenissimo Angliæ Rege, & per eundem jurari, cum venerit ad legitimam ætatem, facturos & cum effectu curaturos promittent & obligabunt, atque de his omnibus perimplendis ac observandis fidem ac jurandum, tactis sacrosanctis evangeliiis, præstabunt in præsentia oratoris sive commissarii, oratorum sive commissariorum ad hoc auctoritatem à Christianissimo Rege habentis, sive habentium; cui quidem oratori sive commissario, oratoribus sive commissariis, dictas literas confirmatorias & ratificatorias, in forma prædicta expeditas, tradet realiter & cum effectu.

SOUS LE REGNE D' HENRI II.

CONTRAT DE MARIAGE D'ANTOINE DE BOUTREON,
Duc de Vendomois, avec Madame Jeanne d'Albret, Princesse de
Navarre. A Moulins le 20. octobre 1548.

Navarre.
1548.
20. octob.

HENRI par la grace de Dieu Roi de France: A tous presens & à venir, salut. Comme un de nos plus grands & singuliers desirs, soit de voir les Princes de nôtre royaume, & même ceux qui de plus près nous atteinrent de sang & de lignage, joints & unis sous nôtre Couronne, & unis ensemble pacifiquement en bonne paix, amitié & union; connoissant que de ladite union & loiauté, obeiſſance & fidelité qu'ils nous portent, nôtre royaume en demeure plus grandement assuré & établi, & la grandeur de nôtre Couronne plus honorée, soutenuë & défendue; sachant aussi que le plus ferme lien pour conjoindre & assurer les amitez, est celui du mariage; desirant pour cette cause aprocher la Maison de nôtre tres-cher & tres-amié cousin le Duc de Vendomois, qui après nôtre fils le Dauphin est le plus prochain de nôtre Couronne, avec celle de nos tres-chers & tres-amez oncle & tante, les Roi & Reine de Navarre, & de nôtre tres-chere & tres-amée cousine Jeanne, Princesse de Navarre, leur fille. Voiant aussi & connoissant, que le mariage de nôtre dit cousin le Duc de Vendomois, & d'icelle nôtre cousine Jeanne, Princesse de Navarre, est grandement sortable, & suivant nôtre vouloir desiré d'une part & d'autre: Savori faisons, que nous considerant ce que dessus, & après avoir entendu le consentement commun des parties, lesquelles en la presence de Nous, & de nos amez & feaux notaires & secretaires de la Maison de France souf-

signez, furent presens en leurs personnes, à sçavoir, nôtre cousin le Duc de Vendomois, & nôtre tres cher & tres-amé cousin le Cardinal de Bourbon, son oncle, d'une part; & nosdits oncle & tante les Roi & Reine de Navarre, & nôtre cousine la Princesse de Navarre, leur fille, d'autre part; entre lesdites parties a été accordé le mariage futur, qui au desir de Dieu se fera en face de sainte Eglise entre nôtre cousin Antoine, Duc de Vendomois, & nôtre cousine Jeanne, Princesse de Navarre, selon la forme & teneur de certains articles, lesquels de l'accord & consentement desdites parties ont été passez & accordez en nôtre presence, en la forme qui ensuit.

Ce sont les articles du pourparlé du mariage entre tres-hauts & tres-excellens Prince & Princesse, Monseigneur Antoine, Duc de Vendomois; & Madame Jeanne, Princesse de Navarre, fille unique de tres-haut & tres-excellent Prince Henri, par la grace de Dieu Roi de Navarre, & de Dame Marguerite de France, Reine & Duchesse, & en la presence, & du plaisir & bon vouloir du Roi.

Premierement, que ledit sieur Duc de Vendomois, dispensation catolique premierement obtenüe & impetrée, prendra ladite Dame Princesse de Navarre, avec le vouloir & consentement de sesdits pere & mere, à femme & épouse: & lad. Dame Princesse prendra ledit sieur de Vendomois à mari & époux; en faveur & contemplation duquel mariage, lesdits Roi & Reine de Navarre, pere & mere de lad. Dame Princesse, constitueront & assigneront en dot de mariage pour leurd. fille la somme cent mille écus d'or soleil, qui seront payez en cette maniere: c'est à sçavoir par chacun an la somme de vingt-cinq mille liv. de laquelle somme dix mille l. seront au lieu d'intérêt pour l'entretien de lad. Dame Princesse; & les quinze mille livres desdits vingt-cinq mille livres seront deduits & comptez en sort de paiement de la somme de cent mille écus, jusqu'au parfait & entier paiement d'icelle; de laquelle somme de cent mille écus les deux tiers sortiront nature de propre du côté & ligne de ladite Dame Princesse, & des siens, si autrement par elle n'est disposé, ou bien ladite somme jusqu'audit tiers. Aussi a été accordé,

que là où par ci-après ladite Dame Reine de Navarre iroit de vie à trépas, auparavant ledit Roi de Navarre son mari, & que depuis, ledit Roi de Navarre convolât en secondes nocces; & que dudit mariage y eût enfans mâles, ou un ou plusieurs; que pour l'assignation, ou paiement de ladite somme de cent mille écus, ladite Dame ne demeurera excluse, qu'elle ne puisse audit cas avoir son droit de légitime es biens & succession de sondit pere, selon la qualité de ses maisons, & coutumes des lieux, où sesdits biens sont situez & assis, en rapportant la moitié de ce qui se trouvera avoir été payé de ladite somme de cent mille écus, durant & constant le mariage desdits Roi & Reine de Navarre, & le total de ce que ledit Roi de Navarre lui pourroit avoir payé sur icelle somme, après le trépas de ladite Reine sa femme: & moyennant ce que dessus, ledit sieur Duc de Vendomois a délié & doité ladite Dame Princesse de déüaire prefix, à icelui prendre si-tôt que déüaire aura lieu, c'est à sçavoir, la somme de douze mille livres de rente, ou revenu, par chacun an, la vie durant de ladite Dame Princesse, soit qu'elle demeurât en viduité, ou qu'elle convolât en secondes nocces; & lequel déüaire ledit sieur Duc de Vendomois sera tenu assésir & assigner, & dès à present assignera sur le comté de Maule, terres & seigneuries de

N n n ij,

Vendéuil & Ham , jusqu'à la concurrence de ladite somme de douze mille liv. par chacun an ; & en cas que lesdites terres ne valussent de revenu par chacun an ledit douaire , le surplus sera fourni de proche en proche jusqu'à l'entière assiette & pourvisionnement d'icelle ; & aura ladite Dame pour son habitation la maison de Marle, ou la maison de la Fere , telle des deux que ladite Dame voudra choisir & élire , meubles & ustensiles selon son état & qualité , jusques à la valeur de dix mille livres , & sans que ladite habitation puisse être comptée sur ledit douaire de douze mille livres de revenu dessus assigné.

Aussi été convenu pour la conservation & perpetuation desdites hautes Maisons, que le premier mâle, qui sortira dudit mariage, succédera en tous & chacuns les biens desdits futurs mariez qu'ils ont de présent, ou qui leur pourront échoir ci-après par succession directe ou collaterale : & avenant le cas desdites successions échûes à ladite Dame Princesse après son trépas, ledit mâle portera les armes écartelées de Navarre & de France , le quartier de France tel que ceux de la Maison de Bourbon le portent ; à la charge de pourvoir aux pûisnez , selon leur état & coutumes des Maisons , & de doter ou marier les filles en argent , ainsi qu'il sera avisé selon leur qualité. Sera tenu ledit Duc de Vendomois en joyailler ladite Dame Princesse sa future épouse des bagues & joiaux à elle convenablement appartenans , & selon son état & qualité. A été accordé , que lesdits mariez seront uns & communs ensemble en tous meubles & conquests , qui se feront durant & constant leurdit mariage. Si ledit mariage eût dissolu par le trépas dudit Duc de Vendomois , soit qu'il ait enfans , ou non , ladite Dame Princesse survivant pourra prendre & choisir ladite communauté , ou bien renoncera à icelle , si bon lui semble ; auquel cas demeurera franche & quitte de toutes dettes & hipoteques. Et pourra néanmoins ladite Dame retenir franchement & quittement tous ses habillemens , bagues , & joiaux servant à sa personne , jusques à la valeur de dix mille écus d'or soleil ; ensemble les bagues & joiaux, qu'aura apportez avec ledit sieur Duc de Vendomois , selon qu'ils auront été bailliez par inventaire , si d'iceux autrement ladite Dame n'en avoit disposé : & encore prendra son douaire & propre tel que dessus.

Si dudit mariage y a enfans, & que ledit Duc de Vendomois allât le premier de vie à trépas, ladite Dame Princesse sera usufruitière & administratrice de tous & chacuns les biens desdits enfans, & en aura le gouvernement & administration durant letems qu'elle sera & demeurera en viduité , jusqu'à ce que les enfans mâles aient l'âge de dix-huit ans , & les femelles l'âge de quinze ans complets ; sans qu'elle soit tenuë de rendre compte & reliqua, en promettant acquiter les charges ordinaires de ladite maison , & entretenant lesdits enfans selon leur état & qualité, en gardant les decrets desdites Maisons. A ce faire a été présent Monseigneur le reverendissime Cardinal de Bourbon *, oncle dudit Duc de Vendomois , lequel a eû pour agreable tout le contenu en ces prelens articles , & pour parler de mariage ; & en faveur d'icelui , a déclaré avoir fait ci-devant donation audit Duc de Vendomois, son neveu, des terres de Condé, & la Ferré en Brie , appartenances & dependances , à lui échûes par le partage des Maisons de Vendôme & de Luxembourg. Reçû par Germain le Carton & Etienne Duveline notaires au Châtelet de Paris , en date du quatrième avril mille cinq-cens quarante-sept ;

* Louis, Archevêque de Sens.

& laquelle donation, entant que besoin seroit, ledit seigneur reverendissime Cardinal a déclaré *** que haute & puissante Dame, Dame Françoisse d'Alençon, Duchesse de Beaumont, Douairiere de Vendomois, mere dudit sieur Duc, l'a reconnu & déclaré, en faveur du present mariage, son fils-aîné & principal heritier, & comme tel lui a donné, cédé, & transporté tous & chacuns des droitz, qui lui peuvent competer & appartenir en la succession des ducchez d'Alençon, comté de Perche, d'Armagnac, baronnies, terres & seigneuries du ladite succession, aux conditions & modifications contenues audit contrat de donation reçu le quatorzieme jour de mai, mille cin-cens quarante-sept: pardevant Le Page, tabellion de la Fleche, & a promis ledit seigneur reverendissime Cardinal, dedans six mois prochainement venans, faire ratifier par ladicte Dame le contenu en ces presens articles, & pourparlé de mariage. Fait à Moulins le vintieme jour d'octobre, l'an mil cinq-cens quarante huit. Signé, *Bochetel. Clause. Du Tiers.* *

*ils étoient
tous trois
secrétaires
d'Etat.

Lesquels traité, accord, promesses, obligations, cessions, transports, & toutes autres choses en ces presentes lettres contenues & écrites, lesdites parties, & chacune d'elles endroit soi, & en tout ce qui leur touche & peut toucher, ont promis & promettent par leur foi & serment de leurs corps, & en parole de Princes, baillée és mains desdits notaires & secretaires, dessous la soumission, hipoteque, & obligation de tous & chacuns leurs biens & ceux de leurs hoirs, meubles & immeubles, presens & à venir, lesquels ils ont soumis & soumettent à toutes Cours & Jurisdicitions, de l'inviolablement entretenir, observer, & accomplir de point en point, & avoir agreable, ferme, & stable tout le contenu en celdites presentes, sans aller ni venir par eux, ou par autres, au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit; & en ce faisant ont renoncé & renoncet lesdites parties & chacune d'icelles par leursdits foi & serment, à tout droit écrit, canon & civil, us, stile & coutumes, & usances de ce pui, à ce dérogeans & contraires: & outre ce, ont voulu & accordé lesdites parties, que toutes clauses, & autres choses servans à l'efficace de ce present traité se puissent ci-aprés mettre & aposer au dire de sages.

Toutes lesquelles choses ont été faites, passées, & accordées par les personnes, & en la forme que dessus, & en la presence, de l'express vouloir, accord & consentement de nous, autorisant & aprouvant tout le contenu audit contrat en tous ses points & articles entierement, & selon leur forme & teneur, condamnant lesdites parties respectivement à l'entiere observation, entretenement, & accomplissement d'icelui traité. En témoin & approbation de quoi, Nous avons fait mettre nôtre scel à celdites presentes. Données à Moulins au mois d'octobre, l'an de grace 1548 & de nôtre regne le deuxieme: Par le Roi, signé, *Bochetel*; & à côté, *visa*, & scellées sur lac de soie de cire verte.

*TRAITE' ENTRE LE ROI HENRI II. ET EDOUARD VI.
 Roi d'Angleterre, pour la restitution de Boulogne à la France, fait
 entre Boulogne, & la riviere de Lyene, le 24. mars. 1549.*

*Angle-
 terre.*

1549.

24. mars.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitias presentes litteræ pervenerint, salutem. Cum multa sint in bonis principibus & magnis viris laude dignissima, nihil tamen præclarius majorique commendatione, ac ita se natos meminerint, ut ad suorum omnium salutem, studia, suaque omnia, suasque cogitationes omnes conferendas putent, atque si ita suos ab omni injuria teneant ac defendant, ut tamen paci, & publicæ quieti, quoad ejus fieri possit semper consultum velint. Quo fit, ut cum meritò nobis gratulari debeamus, tum præcipuè Deo optimo maximo gratias agere, qui talem mentem dedit potentissimis & invictissimis Henrico, Francorum Regi Christianissimo, hujus nominis secundo; & Eduardo VI. Angliæ, &c. Regi, ut pronis animis in fœdera coirent, & inter se eam pacem stabilirent, quæ in infinitas ætates ad posterum esset transitura; idque eo majori suorum civium & commodo, & desiderio, quo post tot malorum, & calamitatum injurias, quas innocua plebs ad hanc usque diem maximas pertulit, majus periculum erat ne calamitatis quotidianè injuriis gravius multo tantorum regum exulceraretur animi, odiaque prima adhuc & vita, & imperii ætate concepta, cum animis veterascerent, ac proinde maximo utriusque regni malo altius radices agerent, ut difficillimum esset ea ex animis avelli, nisi dissidiorum, tumultuum, bellorum, dissidentia materiam primis incunabilis imperii sui deponerent, atque abjicerent proque, his mutuam benevolentiam, sinceramque amicitiam inirent, quo optimis principiis facta officiorum vicissitudine, & temporum successione propagaretur, ætatione tandem vinculo sancirent.

Itaque optimi illi Principes, & duo totius orbis christianissimi lumina, tametsi nullas privatas similitudines inter se gerebant, reliquias tamen bellorum à majoribus traditas, quasi per manus cum accepissent, eas ut tollere & penitus extirpare, concordiaque, ac mutua benevolentia consociare possent, diligenter elaboraverunt, ne malum hoc latius serperet, & majoris dissidii, velut ex fomite incendium, seminarium quoddam suscitaret. Quòd eo magis divini numinis providentia, incredibilique quadam bonitate naturæ, in ipsis factum videri debet, quòd cum utrumque, & ætas, quæ bellorum avidior esse solet, & vitæ disciplinæ ratio ad arm. stimularer, memores tum quantum bello pacem prælerit servator noster Christus, qui ad pacem rediturus, suæ erga nos benevolentia perpetui pignoris loco salutarem pacem nobis est largitus, judicio quodam animi, & certo consilio ad pacem & concordiam regnorum & imperiorum conservatricem, tam promptè inclinarunt, ut non sit ulla futura tam ingrata posteritas, quæ non eos dignos immortalitate sit judicatura. quibus tan opere publica quies, & communis omnium salus, curæ fuerit, ac magis etiam quàm propriæ laudis & gloriæ amplificandæ studium. Ac quo magis pax inter eos stabiliretur

tur, sunt ab ipsis hæc leges, ea pacta, ea conventiona posita, quibus obfirmata nulla unquam hominum perversitas tanta esset futura, ut eam tollere, sed ne labefactare quidem posset; quin posteris, & Regibus, & subditis, à bellis quietem, & cum felicitate tranquillum otium tantorum non sine summa laude & benevolentia Regum, qui autores existerunt, esset allatura. Nos igitur Franciscus de Montmorency, dominus de la Rochepot, Insulae Franciæ Prorex atque Gubernator, nec non ejusdem Christianissimi Regis in Picardia legatus, seu locumtenens generalis; & Gaspar de Coligny, dominus de Châillon, ejusdem Regis in absentia dicti domini de la Rochepot, etiam legatus, seu locumtenens generalis in comitatu Boloniensi gallorumque peditum præfectus, ac insignis Ordinis divi Michaelis ab actis, seu grapharius; oratores, commissarii, procuratores, & ambassiatores ad infra scripta auctoritatem habentes, cum egregiis, magnificis, & nobilibus viris dominis, Joanne de Bedford, privati regilli ejusdem serenissimi Regis Angliæ, Custode; Guillelmo Pager, domino de Beaufort, Ordinis Jartherii Equitibus auratis; Guillelmo Peter, secretario primario; & Joanne Masone, in lingua gallicana etiam ejusdem Regis Angliæ secretario, Equitibus auratis, præfati Regis consiliariis, oratoribus, commissariis, procuratoribus, ambassiatoribus ad infra scripta sufficienter autorisatis, quod scilicet faustumque sit, convenimus, concordavimus, & conclusimus, atque auctoritate commissionum nostrarum pro præsentē, convenimus, concordamus, & concludimus articulatim prout sequitur.

Inprimis, conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd inter prædictos illustrissimos & potentissimos Reges, eorumque hæredes & successores, qui in regnis Francorum & Anglorum, futuris temporibus, regiam majestatem fuerint adepti, regna, terras, dominia, civitates, castra, oppida, villas, vicos, ab utrovis nunc possissa, aut impostertum possidenda, nec non subditos, clientes, vassallos, sic vera, stabilis, firma, immobilis, sincera, perpetua, & certa pax, amicitia, confederatio, unio, liga, & summa concordia, non solum quoad ipsos Reges vitam egerint, quam Deus sua clementia & bonitate quàm longissimam esse velit; sed in omne ævum duraturam.

Item Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd quandiu hæc pax & amicitia integra inviolataque permanebit, omnes & singuli præsentis utriusque præfati regni, omniumque terrarum, & dominiorum, quæ nunc ab utroque prædictorum Regum possidentur, ac impostertum possidebunt, incolæ, quacunque dignitate, quocumque statu & conditione extiterint, poterunt sese mutuis officiis amicitiaæ prosequi, & excipere, liberè, tuto, securè, utro utroque terra marique, ac fluminibus, commeare, navigare, inter se contrahere, emere, vendere, illic quamdiu velint morari, vel hinc inde, quando quæ vi sua, industria, labore, aut quocumque alio iusto modo, arte operaque compaverint, & emerint, visum erit recedere, & abire quæsierint ad suos, vel externos, quocumque locorum libuerit, sine ullo impedimento, offensione, arrestatione, seu cohibi-

ione, salvo conductu, licentia, & speciali permissione invehere, & transportare, salvis semper & integris regnorum & civitatum legibus, statutis, & consuetudinibus, prout per antiquos pacis tractatus, ligas, & confederationes facere licuit.

Item. Convenit etiam est pro libero intercursu mercium, & mercatorum utriusque Principis, quod durante pace prædicta, nulla navis armata, & ad bellum seu guerram parata & instructa egredietur, seu egredi permittetur portus maritimos regnorum Franciæ & Angliæ, nisi prius considererit, ac bonam & sufficientem cautionem præstiterit in manibus Admiralii Franciæ, seu ejus locumtenentis, vel alterius judicis ordinarii illius loci; & hoc quoad naves Flandiæ, & Admiralii Angliæ, seu ejus locumtenentis, aut customariorum prædictorum portuum quoad naves Angliæ, de non invadendo, molestando, depradando, vel offendendo subditos utriusque principis, aut eorum aliter, nec eorum alligatos, nec eis aliquam injuriam inferendo, &c. sub pena publicationis navium, & punitionis corporis cum restitutione omnium bonorum, & damnorum quibuscumque illarum.

Item. Convenit, concordatum, atque conclusum est, quod urbs Boloniæ, & portus ejusdem, cum aliis propugnaculis & fortalitiis, captis, expugnatis, extructis, & fortificatis in patria & comitatu Boloniensi, a tempore bellorum novissimè susceptorum inter defunctos bonæ memoriæ principes Franciscum, & Henricum, Franciæ & Angliæ Reges, quæ nunc à dicto serenissimo Rege Angliæ in dicta patria & comitatu Boloniensi possidentur & detinentur, ante sex septimanas à die præsentis tractatus restituentur in maris & potestatem domini Christianissimi Regis, aut ab eo ad id committendorum & deputandorum, ea integritate fortificatione & melioratione, in qua nunc sunt; idque bona fide, & sine dolo malo; simul etiam omnia tormenta, & omnes machinæ bellicæ cum omni suo apparatu, scilicet pulverum, bouletorum, morteriorum, atque omnia alia cum munitione bellica, quæ tum erant, tam in ipsa urbe Boloniensi, quam in prædictis & propugnaculis circumjacentibus, per dictum Regem Angliæ nunc possidet, antequam in potestatem ejusdem serenissimi Regis Angliæ venerint; quorum si quæ pars perierit, aut ad suum usum inutilis facta fuerit, idem serenissimus Rex Angliæ damnum factum tenebitur resarcire in eisdem speciebus machinarum, fornæ, viribus, materia, & numero, cumque omni re fumentorum, annonæ, & reliquo comæatu alendi exercitus causa comparato, quo tam instructa ea loca fuerint cum in potestatem domini Christianissimi Regis restituantur.

Item. Convenit, concordatum, atque conclusum est, quod dictam restitutionem prædictorum locorum, sicut supra dictum est, faciendo in intuitu & consideratione dictarum fortificationum, ac meliorationum, & sumptuum, per dictum Regem Angliæ in dictis locis impensorum, ac ratione etiam tormentorum, seu machinarum, commentusque, tam rei bellicæ, quam annonæ, dictus Christianissimus Rex tenebitur solvere & tradere dicto Regi Angliæ, seu ab eo deputandis, summam quadringentorum millium coronarum auri de sole, in coronis auri de sole valoris, ponderis, pretii, puritatis, & æstimationis, quibus nunc sunt, & communiter exponuntur in dicto regno Franciæ. Quæ quidem summa, ut sequitur, eidem Regi, ab eode deputandis, in oppido Calviæ solvitur, videlicet summa

ducentorum millium coronatum auri de sole, valoris prædicti, tum cum realiter, & cum effectu in manus & potestatem dicti Regis Christianissimi, aut ab eo potestatem habentis, dicta urbs Boloniensis, aliaque omnia propugnacula, seu fortalicia, ut dictum est, instructa & munita, restituta fuerint, aut saltem intra tres dies proximè sequentes; & altera pars prædictæ summæ, summam ducentorum millium coronatum auri de sole conficiens, intra & ante diem divæ Mariæ Virginis sacrum, videlicet decimum quintum mensis augusti proximè sequentis, eidem Regi Angliæ, aut ab eo deputandis, in eodem oppido Calesiæ, ejusdem ponderis, & valoris, sicut dictum est, etiam absolvetur.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd ut melius utrique Regibus cautum sit & provisum, Christianissimo videlicet Regi, de urbe Bononiæ, & dictis propugnaculis adjacentibus; Angliæ Regi, de summa quadringentorum millium coronatum auri de sole; obsides utrinque sex numero, intra festum Paschæ proximum dabuntur, quorum nomina sequuntur, videlicet pro parte Christianissimi Regis, dominus d'Anguien, *le Marquis de Maine*, filius domini Ducis de Guine; dominus de Montmorency, primogenitus domini Constabilis; dominus de la Trimouille; dominus Vidamus de Chartres; dominus de la Hunaudaie, filius domini Admiralis; pro parte verò serenissimi Regis Angliæ; dominus Dux de Suffolc; dominus Comes de Herford, primogenitus Ducis de Somerset; dominus Montravers, primogenitus Comitis Arundelli; dominus de Talbot, primogenitus comitis Shrevvsbury; dominus Strange, primogenitus Comitis de Derby; dominus Fitzwaring, primogenitus comitis Bathoniensis.

Item. Convenit, concordatum, atque conclusum est, quòd intra dictum diem Paschæ utrique obsides dandi sistent sese, & comparebunt, videlicet ex parte Christianissimi Regis, in oppido d'Ardes; & ex parte serenissimi Regis Angliæ, in castro de *Guisnes*; & die proximo sequenti dictum diem Paschæ utrique concomitati ad summum numero ducentorum hominum conveniant in conspectibus dictorum locorum, unde dicti obsides utrobique recipiantur, scilicet galli, à deputatis serenissimi Regis Angliæ; Angli verò, à deputatis Christianissimi Regis.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd ubi primum dictus serenissimus Rex Angliæ tradiderit & restituerit dictam urbem Bononiæ cum prædictis propugnaculis, sicut dictum est instructis & munitis, domino Christianissimo Regi, aut ab eo deputandis, dictus Christianissimus tenebitur donare libertate prædictos obsides Anglos, ut illis liceat, quoties commodum visum fuerit, Angliam repetere, vel quovis aliò proficisci, aut pro arbitrio ubivis morari.

Item. Convenit, concordatum, atque conclusum est, quòd solvendo priorem dictæ summæ quadringentorum millium coronatum auri de sole partem, dicto serenissimo Angliæ Regi, aut ab eo deputandis, in prædicto oppido Calesiæ, dictus serenissimus Angliæ Rex tenebitur liberos dimittere tres ex prædictis sex obsidibus gallis, quos Christianissimus Rex, ex dictis sex obsidibus, liberandos duxerit.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd dictus serenissimus Rex Angliæ tenebitur etiam libertate donare reliquos tres obsides gallos, solvendo illi, aut ab eo deputandis, alteram & posteriorem partem prædictæ summæ

quadringentorum millium coronarum auri de sole summam conficientem, ejusdem ponderis, valoris, puritatis, & æstimationis, prout dictum est, quibus oblibus gallis, dicta posteriore summa persoluta, licebit in Galliam proficisci, & ad suos redire.

Item, Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd arces seu castra vulgò nuncupata de *Dunglas & Lardre*, in recognolcentia constructa per dictum serenissimum Regem Angliæ, restituentur Reginæ Scotiæ, aut ab ea deputandis, cum suis fortalitiis, & munitionibus, tormentis, & machinis bellicis in dictis castris ad tuitionem & defensionem eorundem existentibus, exceptis tamen illis machinis, quæ à loco nominato *Gaddingtreyne* illuc fuerunt adductæ, idque quam citissimè commodè fieri poterit, & antequam dicto serenissimo Regi Angliæ, aut ab eo deputandis, posterior dictæ summæ quadringentorum millium coronarum attri de sole pars persolvatur. Quibus castris & locis de *Dunglas & Lardre* restitutis, licebit Anglis in dictis locis tunc existentibus, illinc liberè, tutè, securè cum suis sarcinis abire, & quò voluerint recedere, cumque omnibus machinis bellicis à dicto loco de *Gaddingtreyne* in præfatas arces de *Dunglas & Lardre* invectis.

Item, Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd si dictæ arces seu castra de *Dunglas & Lardre* desierint esse in manu & potestate dicti serenissimi Regis Angliæ, nihilominus tamen liber erit ab ea obligatione, qua illa, ut suprâ dictum est, restituere spononderat, & se adstrinxerat, pro quibus, & veluti recompensæ loco.

Item, Serenissimus Rex Angliæ tenebitur oppida & castra de *Roxbovagh & Aymonth*, diruere & solo æquare intrâ 40. dies, à die datæ præsentis tractatus; nec licebit dictis serenissimo Angliæ Regi, Christianissimo Regi, Reginæque Scotiæ, dicta loca de *Roxbovagh & Aymonth*, restaurare, aut reedificare. Et ulterius, si prædictus serenissimus Rex Angliæ reddat atque restituat prædictas arces de *Dunglas & Lardre*, ut supra conventum est, tum dicta oppida & castra de *Roxbovagh & Aymonth*, diruere & solo æquare tenebitur, si modo dicta Regina Scotiæ quidem voluerit, & fecerit in dictis arcibus, & castris de *Dunglas & Lardre*; quod si acciderit, non licebit dictis serenissimo Angliæ Regi, Christianissimo Regi, Reginæque Scotiæ, eorumve hæredibus & successoribus, posthac restaurare, & reedificare dicta oppida & castra de *Roxbovagh & Aymonth*.

Item, Concordatum, atque conclusum est, quòd cum dicta Regina regnumque Scotiæ in hoc tractatu pacis veluti confederati dicti Christianissimi Regis comprehendantur, quos dictus Rex Angliæ invadere, aut bello lacessere, non poterit, nisi nova & iusta occasione ab ipsis Scotis orta dicta Regina Scotiæ certiorum facere tenebitur dictum serenissimum Regem Angliæ intrâ 40. dies à data præsentis tractatus, sub magno sigillo Scotiæ, & præsentem comprehensionem, omniaque in hoc tractatu conventa, quæ ad se suumque regnum pertinent, rata firmaque habeat. Quæ omnia & singula in præfati tractatu conventa & conclusa sunt, reservatis ipsis serenissimo Regi Angliæ, & successoribus suis, omnibusque aliis, juribus, actionibus, petitionibus, & prætensionibus per eum, tam contra dictum Christianissimum Regem, ejusque successores, quam contra dictam Reginam serenissimam Scotiæ præsentis; necnon ipsis Christianissimo

Regi, Reginz, regnoque Scotiz, suisque successoribus eorum in contrarium juribus, actionibus, prætionibus, defensionibus, & exceptionibus etiam reservatis.

Comprehenduntur etiam pro parte dicti Christianissimi Regis, Carolus quintus, Romanorum Imperator, &c. & in hoc pacis tractatu pro ipsius confœderato perpetuo, ac etiam pro parte serenissimi dicti Regis Angliz; comprehenditur idem Imperator, secundum vim perpetuæ confœderationis, quam idem Rex & Imperator, eorum regna, patriæ ac subditi, invicem habent.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd si quid contra vires & effectus præfati tractatus pacis & amicitiz, terra marive, aut in aquis dulcibus, per vassallum aliquem, subditum, aut alligatum alterius prædictorum principum, attentatum, actum, aut gestum fuerit, nihilominus hæc pax & amicitia in suis viribus permanebit, & pro ipsis attentatis solummodo punientur qui damnum attulerint, & non alii.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd hunc præsentem tractatum pacis & amicitiz domini illustrissimi & potentissimi principes, scilicet dominus Christianissimus Rex & serenissimus Rex Angliz, de assensu Consilii sui, infra 40. dies à data hujus præsentis tractatus, confirmabunt & ratum habebunt; ac quod in literas patentes suis ipsorum magnis sigillis muniendas, ac propriis manibus eorundem principum & consiliariorum dicti Angliz Regis subscribendas dicta, confirmatio & ratificatio redigetur, ipsasque literas confirmationis, ut dictum est, signis & sigillis munitas, uterque princeps alterius principis oratori sive commissario, oratoribus sive commissariis, auctoritatem habenti, seu habentibus, mutuo & reciprocè tradet realiter & cum effectu. Jurabunt præterea dictus Christianissimus Rex, & dictus serenissimus Rex Angliz, in præsentia & cum assensu dictorum suorum consiliariorum, & uterque princeps in præsentia ejusdem, sive eorundem oratorum alterius principis, se omnia & singula prædicta, quatenus eum concernunt, inviolabiliter observaturum & perimpleturum, ac tactis sacrosanctis evangeliiis.

*TRAITE' DE CONFEDERATION ENTRE LE ROI HENRI II.
& Edouard VI. Roi d'Angleterre, pour le mariage dudit Roi avec
Madame Elisabeth de France. A Angers le 19. juillet 1551.*

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam præsentis literæ pervenerint. Nos Guillelmus Marchio de Northampton, Comes Essexiz, dominus de Par, illustrissimi ordinis Jarterii miles, magnus camerarius Angliz, & nobilem pensionariorum capitaneus generalis; Thomas, Episcopus liensis; Joannes Masonus, miles, serenissimi Angliz Regis in lingua gallicana secretarius, & ad Christianissimum Regem orator sive ambassiator; Philippus Hobby, miles, præfati serenissimi Regis à cubiculis, & munitionum bellicarum præfectus generalis; Guillelmus Pietering, miles, præfati Regis item à cubiculis; Thomas Smith, miles præpositus; & Joannes Olivier, legum doctor præfato serenissimo Regi in Cancellaria sua & libellis duplicatoris consiliarius;

*Angleterre.
Mariage.
1551.
19. juillet.*

oratores mutui & commissarii ejusdem serenissimi Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Regis, & ad infra scripta sufficienter & legitime deputati & autoritati, salutem. Postquam depositis armis, & hostilitate remota, per Dei optimi maximi favorem & gratiam inter dictum serenissimum Angliæ, & Christianissimum Franciæ Reges, reconciliatis animis, vetus ille, & à parentibus suis Regibus felicissimæ memoriæ diutissimè conservatus, & ab illis ad se transmissus amor, & amicitia mutua redintegrata fuit, de nulla alia re prius ac potius deliberandum princeps uterque censuit, quàm quibus modis hic amor & amicitia mutua, sive affectus fraternus, non solum in perpetuam stabilitatem conservari, verùm quo modo augeri etiam, atque adeò in dies magis ac magis adulescere in perfectissimum, quantum humanarum rerum natura patitur, necessitudinis statum queat. In qua deliberatione dum versantur, non suis vehementibus affectibus satis indulsisse sibi sunt visi, quantumcumque magnis aliqui se prolecuti fuerint officiis amicitiz, nisi & eo fuerint insuper vinculo copulati, quod à Deo summo parente in paradiso institutum, omnium humanorum vinculorum fortissimum firmissimumque habetur, quod non animos tantùm amore, verum etiam corpora consanguinitate conjungit, sanguinem sanguini copulat, & cognationis propagine necessitudinem contractam per multas ætates & secula firmissimè transmittit. Hæc est enim natura sacrosancti & divinitus instituti matrimonii, quod si mox locum habere potuisset, & affinitas optata, sine ulla dilatione, iniri conficique quivisset, nihil utrique principi fuisset antiquius, nihil optatius, ut statum universo orbi foret testatum, quàm insulcatè ac verè Rex uterque alterius amicitiam complectatur, quàmque copiant arderet ambo eandem esse æternam, & per vincula nuptiarum indissolubiler copulatam. Sed quoniam illud nunc ætatis ratio fieri non patitur, quod unum est proximumque, quod hoc tempore fieri potest, de matrimonio contrahendo, cum primum tempus ætasque permittet, inter præfatum serenissimum Angliæ Regem, & illustrissimam dominam Eliabertam, prædicti Christianissimi Regis filiam natu majorem, communicandum duxerunt. Nos igitur præfati serenissimi Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Regis consiliarii, oratores, procuratores, & commissarii sufficienter autorisati, & matrimonio prædicto contrahendo cum illustribus præclaris, ac nobilibus viris, Carolo, miseratione divinâ tituli S. Ecclesiæ Romanæ Presbytero Cardinale de Lotaringia, Archiepiscopo, & Duce Rhemeni, primo Pari Franciæ; Odeto, Sancti Adriani Diacono Cardinale de Chastillon, Episcopo & Comite Bellovacensi, Pari Franciæ; Anna Duce Montmorenci, Pari, Conestabulario, & Magno Magistro Franciæ, insignis Ordinis sancti Michaelis equite; Joanne de la Chesnaie, milite, domino d'Evry, Generali Financiarum; in sanctiori & sacratiori Consilio Christianissimi Francorum Regis consiliariis, oratoribus, procuratoribus, & commissariis ejusdem Christianissimi Regis ad infra scripta sufficienter & legitime deputatis & autorisatis, convenimus, & conclusimus, & conclusimus, atque autoritate commissionum nostrarum, quarum tenores inferius inseruntur, convenimus, concordamus, & concludimus articulatim, prout sequitur.

Imprimis conventum, concordatum, atque conclusum est, inter oratores prædictos, nominibus & autoritatibus quibus supra, & præfati oratores, commissarii, & procuratores dicti serenissimi Regis Angliæ, nomine, autoritate, consensu

& assensu prædicto, promiserunt, & per præsentes promittunt, quod serenissimus Rex per oratorem, vel oratores, commissarium vel commissarios, procuratorem vel procuratores, suum vel suos, ad hoc sufficienter autorisatum vel autorisatos, constitutum vel constitutos, infra unum mensem, postquam illustrissima domina Elisabetha ætatem duodecim annorum compleverit, proximè sequentem, ad præfatam principem dominam Elisabetham in regnum Franciæ missum, vel missos, coram duobus notariis, vel testibus ad hoc specialiter vocatis & rogatis cum eadem domina Elisabetha matrimonium, per verba de præsentem ad hoc apta, realiter contrahet & cum effectu.

Item. Convenit, concordatum, atque conclusum est, inter oratores prædictos nominibus & autoritatibus quibus supra, & præfati oratores dicti Francorum Regis promiserunt, & per præsentes promittunt, quod præfatus Christianissimus Rex faciet, & curabit quod præfata serenissima princeps domina Elisabetha, simili modo tunc & ibidem, coram notariis & testibus prædictis, cum præfato serenissimo Rege Angliæ, ejusve oratore, vel oratoribus, commissario vel commissariis, seu procuratore vel procuratoribus, ad hoc sufficienter, ut præfertur, autorisato, vel autorisatis, & constituto vel constitutis ad eam similiter, ut supra dictum est, nullo vel missis, matrimonium, per verba de præsentem ad hoc apta, realiter contrahet, & cum effectu.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est inter oratores prædictos, nominibus & autoritatibus, quibus supra, & præfati oratores Regis Angliæ per præsentes promittunt, quod si præfatus Francorum Regi placuerit aliquo tempore, postquam præfata domina Elisabetha duodecimum ætatis suæ annum impleverit, & post transiitum unum mensem, supra dicto duodecimo anno expleto, immediate sequentem, ad eundem Regem Angliæ mittere oratorem seu oratores, commissarium seu commissarios, procuratorem vel procuratores, per præfatam dominam Elisabetham ad matrimonium, ut præfertur, inter eisdem Regem Angliæ & dominam Elisabetham contrahendum, sufficienter autorisatum vel autorisatos, tunc præfatus Rex Angliæ, coram notariis & testibus ad hoc vocatis & rogatis, cum eodem commissario vel commissariis, oratore vel oratoribus, procuratore vel procuratoribus ad eum, sicut præfertur, nullo vel missis, sufficienter ad hoc, ut præfertur, autorisato vel autorisatis, matrimonium per verba ad hoc apta realiter contrahet, & cum effectu.

Item. Convenit etiam & concordatum est inter oratores prædictos, nominibus & autoritatibus quibus supra, & prædicti oratores Francorum Regis promiserunt, & per præsentes promittunt, quod idem Rex, hæredesque & successores sui, suis sumptibus & expensis transmittet & traducet, transmitti & transducere faciet, transmittent & traducet, transmitti & transducere facient, præfatam dominam Elisabetham suam suam christianissimam, taliter tamque honorifice, ut debeat talem tantamque principem transmitti live traduci, infra duos aut tres ad summum menses, ad prædictum contractum matrimonialem, post præfate principis domine Elisabethæ duodecimum ætatis suæ annum expletum, per verba de præsentem, ut præfertur, contractum, proximè & immediate sequentes, usque ad & in oppidum de Genevich, vel aliquod oppidum in Angliæ magis commodum, intra decem miliaria a prædicto oppido, prout dicto Regi Angliæ pro eo tem-

pore videbitur opportunum; idemque Rex Angliæ, infra quinque vel sex dies, aut quam citius fieri poterit, post dictam translationem in prædictum oppidum factam, proximè & immediatè sequentes, cum præfata domina Elisabetha palam publice, & solemniter in facie ecclesiæ, matrimonium contrahet & solemnizabit. Volunt tamen, concludunt, & concedunt oratores partium prædictarum, quod præfata domina Elisabetha, post prædictam translationem, continuo erit & manebit in custodia commissariorum præfati Francisci Regis, donec & quousque supradictum matrimonium inter dictum Angliæ Regem, & ipsam dominam Elisabetham, fuerit in facie ecclesiæ debitè celebratum & solemnizatum.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd dictus Franciscus Rex, heredes & successores sui, prædicto matrimonio illustrissimæ Elisabethæ ante dictæ cum dicto serenissimo Angliæ Rege, ut præfertur, habito & contracto, nomine dotis, & pro dote dictæ illustrissimæ dominæ Elisabethæ, dabit & solvet, darive & solvi faciet dicto Regi Angliæ, ejusdemve deputato sive deputatis, summam ducentorum millium coronarum boni auri, iusti ponderis, moderati valoris, terminis, modis, & formis sequentibus, videlicet primam medietatem, in die solemnisationis matrimonii, & altera dictam solemnisationem; & aliam medietatem, infra annum ex tunc proximè sequentem, pro cuius partis solutione certiore, prædictas Christianissimus Rex, eodem tempore, & ante prædictam solemnisationem, lteras suas obligatorias in ea forma, qua obligationes de pena quinquaginta millium coronarum auri in hoc prælenti tractatu comprehensæ fieri debent, factas, præfato Regi Angliæ, vel ejus deputato, tradet aut tradi faciet & curabit.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quòd præfatus Angliæ Rex, per literas patentes manu sua subscriptas, & magno sigillo suo sigillatas, ac in debita juris forma conceptas, dabit, concedet, constituet, & assignabit præfate dominæ Elisabethæ talem & tantum douarium seu donationem propter nuptias, qualem & quantum aliqua Regina Angliæ solebat habere, & præferunt talem & tantum qualem præclarissima domina celebris memoriæ Catharina, filia Fernandi Regis Castellæ, aut aliqua Regina Angliæ, nuper uxor felicissimæ memoriæ Regis Henrici octavi, tempore vitæ suæ habuit, tenuit & possedit, videlicet annuatim decem millia mercarum, sive viginti millia nobilium Angliæ monetæ, uno quoque nobili viginti grossos monetæ Angliæ valente, in ternis, territorii, & dominiis, & de eodem douario sive donatione propter nuptias ipsius, secundum leges, statuta, & consuetudines regni Angliæ, adeò securam reddet & allecurabit, sicut præfata domina Catharina, seu aliqua Regina Angliæ, de douario sive donatione propter nuptias allecurata fuerit, aut allecurari debuerit. Quod quidem douarium, sive donationem, præfata illustrissima princeps domina Elisabetha tenebit & possidebit, eiusdemque & eorum singulis gaudebit & utetur ad utilitatem suam propriam, in modum douarii sive donationis propter nuptias, quamdiu vixerit in humanis, tam liberè, amplè, & securè, quàm dicta domina Catharina, aut dicta alia nuper Regina Angliæ, unquam tenuit, habuit & possedit; licetbitque præfate dominæ Elisabethæ, casu quo supra dictum Angliæ Regem supervixerit, liberè, tutè & securè intra regnum Angliæ manere, ac inde in regnum Franciæ, aut alium locum quemcumque, cum iocalibus, auro, & argento, & omni suppellectili sua, & servitorum

familiarium & officiariorum, & aliis suis rebus quibuscumque, securè tunc & liberè venire, & ibi, quamdiu voluerit, moram trahere, & illinc in regnum Angliæ trahere & redire quoties & quando eidem dominæ Elisabethæ placuerit, abique tunc Regis Angliæ, aut alterius, cuiuscumque status, gradus, aut conditionis existat, contradictione, molestatione, vel impedimento quocumque. Quas quidem parentes & allectionem in debita & sufficienti juris forma factas & expeditas præfatus Angliæ Rex, die & loco solemnisationis matrimonii prædicti, ante tamen eandem solemnisationem, commissario dicti Francorum Regis tunc præsentis, eidem Regi Francorum, ejusve hæredibus & successoribus tradendas, ad usum & utilitatem dictæ dominæ Elisabethæ tradet & liberabit, tradive seu liberari faciet, Provisio semper quidem quòd minutæ & verum exemplum dictarum literarum patentium per 16. dies ante translationem dictæ dominæ Elisabethæ proximè procedentes mittantur ad præfatum Francorum Regem, & ejus Consilium, ad effectum quòd matura deliberatione videantur, inspiciantur, & examinentur, an bene & sufficienter concipiantur in commodum & utilitatem dictæ dominæ Elisabethæ.

Item, Conventum est, quòd præfata domina Elisabetha non solum dotem, douarium, sive douationem propter nuptias eidem dominæ Elisabethæ per eundem serenissimum Regem, ut præfatur, assignatum, datum, concessum, & assecutum tenebit, lucrabitur, & possidebit tanquam bona sua propria, casu quo præfatum Angliæ Regem supervixerit, durante vita sua naturali, verum etiam habebit, lucrabitur, & possidebit omnia & singula alia jocalia, suppellectilem omnem, res, & bona alia quæcumque, quæ Reginæ Angliæ post obitum Regum maritorum suorum habere, lucrari, & possidere consueverunt & debebunt, & eisdem omnibus & singulis quietè & liberè utatur & gaudebit, sive ex isto matrimonio proles fuerit suscitata, sive non, ubicumque locorum, ut præfatur, moram traxerit, sive habitaverit.

Item, Casu quòd dictus serenissimus Rex Angliæ supervixerit eandem illustrissimam dominam Elisabetham, susceptis ex ea liberis, vel non susceptis, tunc & in eo casu dictus serenissimus Rex, dotem, douarium, seu douationem propter nuptias unà cum omnibus bonis mobilibus ejusdem dominæ Elisabethæ consequetur, habebit, & lucrabitur, in quantum & eo modo quo solitum est fieri secundum consuetudinem regni, & maximè inter Reges & Reginas Angliæ.

Item, Ut prædictum matrimonium inter præfatum serenissimum Regem, & illustrissimam dominam Elisabetham, locis, terminis, modisque & formis supra dictis, cum effectu contrahatur, & solemnizetur, contractum atque conclusum est inter oratores prædictos, & autoritate qua supra, quòd præfatus serenissimus Angliæ Rex, per literas suas patentes, magno sigillo suo velatas, & manu sua subscriptas, præfato Christianissimo Regi, hæredibus & successoribus suis, obligabit se, hæredes & successores suos, regna, terras, patrias, dominia, villas, & oppida sua quæcumque, & bona sua omnia & singula mobilia & immobilia, præsentia & futura, ubicumque fuerint reperta, necnon personas, ac bona omnium & singulorum subditorum suorum, cuiuscumque gradus, status, aut conditionis existant, sub pœna quinquaginta millium coronarum auri, prædictum matrimonium inter se & præfata illustrissimam dominam Elisabetham, si ad legitimam au-

bendi ætatem pervenerit, ac omnia & singula in hoc tractatu comprehensa debitum juxta forma præsentis tractatus sortientur effectum. Et si forte steterit aut stabit per præfatum Angliæ Regem, aut per quemcumque modum sive eventum, præterquam per præfatam illustrissimam Elisabetham, aut ejus parentes, vel per mortem alterius contrahentium, quod Deus avertat, quominus dictum matrimonium per verba de præsentibus, post completum duodecimum ætatis dominæ Elisabethæ annum, ut præmittitur, contrahatur, & modis, terminis, locis, & formis supra dictis, in facie Ecclesiæ debitè solemnizetur, & omnia & singula in hoc tractatu circa prædictum matrimonium firmandum & solemnizandum comprehensa impleantur, tunc & in eo casu dictus Angliæ Rex, hæredes & successores sui, dictam summam quinquaginta millium coronarum auri, & quamlibet ejus partem, in pœnam hujusmodi repudiationis, præfato Francorum Regi, hæredibus & successoribus suis, sine dilatione, contradictione, resistentia, vel exultatione quacunque in civitate Parisiensi solvere teneatur; licebitque præfato Francorum Regi, hæredibus & successoribus suis, si prædicta summa quinquaginta millium coronarum auri, vel quælibet ejus pars, per dictum Angliæ Regem, ut præfertur, solvenda non solvatur, eandem summam quinquaginta millium coronarum auri, & quamlibet ejus partem, præfato Angliæ Rege, ejus regnis, partiis, terris, dominiis, villis, oppidis, & subditis, eorumque bonis mobilibus & immobilibus, præsentibus & futuris ubicumque, repertis, tam per terram, quàm per mare, sine contradictione & resistentia quibuscumque, liberè exigere, levare, capere, possidere & detinere.

Et pari modo conventum & concordatum est, quòd præfatus quidem Christianissimus Francorum Rex, ex parte sua, per literas suas patentes sigillo suo magno sigillatas, & manu sua subscriptas, præfato serenissimo Regi Angliæ, hæredibusque & successoribus suis, obligabit se, hæredes & successores suos, regna, terras, patrias & dominia, villas & oppida sua quæcumque, & bona omnia sua mobilia & immobilia, præsentia & futura, ubicumque fuerint reperta, necnon personas omnium & singulorum subditorum suorum, cujuscumque status, gradus, aut conditionis existant, sub pœna quinquaginta millium coronarum auri, quòd faciet & curabit, quòd prædictum matrimonium inter prædictum Regem Angliæ, & illustrissimam dominam Elisabetham, si ad legitimam nubendi ætatem pervenerit, & omnia & singula in hoc tractatu comprehensa debitum juxta formam præsentis tractatus sortientur effectum; & quòd neque per se, neque per alium quemcumque, clam vel apertè, directè vel indirectè, procurabit aut procurari faciet, seu procuranti assensum præstabit, quòd durante minore ætate principum prædictorum, vel alterius eorumdem, vel etiam post lapsum ejusdem, illustrissima domina Elisabetha sponsalia per verba de futuro, seu etiam matrimonium per verba de præsentibus, cum alio contrahat; imò pro viribus suis volenti, seu contradicenti resistet & impedit, providebitque, ne id per præfatam dominam Elisabetham fiat, committatur, aut quovis modo attentetur. Et si forte steterit aut stabit per præfatam illustrissimam dominam Elisabetham, vel parentes suos, aut eorum aliquem, vel alium quemcumque, aut per quemcumque modum sive eventum præterquam per præfatum serenissimum Regem Angliæ, aut ejus parentes, vel per mortem alterius contrahentium, quod Deus avertat, quominus dictum matrimonium per verba de præsentibus, post completum duodecimum ætatis annum dictæ illustris-

simæ dominæ Elisabethæ, ut præmittitur, contrahatur, & modis, locis, terminis, & formis supra dictis, in facie Ecclesiæ debite solemnizetur, & omnia & singula in hoc tractatu circa prædictum matrimonium firmandum & solemnizandum comprehensa impleantur; tunc & in eo casu, dictus serenissimus Rex dictam summam quinquaginta millium coronarum auri, & quamlibet ejus partem, in pœnam hujusmodi repudiationis, præfato Angliæ Regi, suisque hæredibus & successoribus, sine dilatione, contradictione, resistentia, vel excusatione quacunque, in civitate Londinensi solvere tenebitur; licebitque præfato Angliæ Regi, suisque hæredibus & successoribus, si prædicta summa quinquaginta millium coronarum auri, aut quælibet ejus pars, per dictum Francorum Regem, ut præfertur, solvenda non solvatur, eandem summam quinquaginta millium coronarum auri, & quamlibet ejus partem, a præfato Francorum Rege, ejusque regnis, patriis, terris, dominis, villis, oppidis, & subditis, eorumque bonis mobilibus & immobilibus, præsentibus & futuris, ubicumque. tam per terram, quàm per mare reperitis, sine contradictione aut resistentia quibuscumque, exigere, levare, capere, possidere & detinere.

Qua quidem pœna & summa quinquaginta millium coronarum auri, ut præmittitur, exacta & persoluta per eam partem, per quam steterit quominus hoc præfatum matrimonium, sicut præfertur, contrahatur, & modis, terminis, locis & formis supra dictis, in facie ecclesiæ debite solemnizetur, neuter prædictorum principum, qui hoc tempore impuberes sunt, Rex nimirum Angliæ, & illustrissima domina Elisabetha; neque Christianissimus Francorum Rex, neque honor, aut conscientia eorum alicuius, aut alicujus eorum, ratione ullius rei in hoc tractatu gesta, facta, aut comprehensa, ulla ex parte onerabuntur, aut illaqueabuntur; sed per commissionem pœnæ & solutionem eo modo, ut prædicatur, præfata summæ quinquaginta millium coronarum auri, ab omni alia impetratione honoris aut conscientia, liberi, exonerati, & immunes erunt, omnes & singuli eorum, aliqua re quacunque in hoc præfati tractatu acta, gesta, dicta, aut facta, in contrarium non obstante.

Item. Convenit, &c. inter oratores prædictos, quòd omnes & singulæ literæ obligatoriæ utriusque partis partium prædictarum, de quibus superius fit mentio, in debita & sufficienti forma, ut prædicatur, expeditæ, commissariis utriusque partis ad hoc debite autorisatis hinc inde in civitate Londinensi, commissariis Regis Angliæ infra duodecim menses proximè sequentes post datam præfati tractatus effectualiter tradentur.

Item. Convenit, &c. autoritate, consensu & assensu prædicto, quòd præfatus Christianissimus Francorum Rex nomine suo, & nomine illustrissimæ dominæ Elisabethæ filia suæ; ac etiam præfatus Rex Angliæ speciali beneficio cujuscumque restitutionis in integrum, de jure consuetudinis, aut statuto minoribus concessio, exceptioni pœnæ non solvendæ, per principales contrahentes, vel eorum parentes, in sponalibus & matrimoniis appositæ, & generaliter omnibus legum & canonum appellationibus, querelis, procuracionibus, exceptionibus, & defensionibus, ac aliis juris & facti beneficiis quibuscumque huic tractatui contrariis, puta sponte & absolute, in scripto & in vim pacti, in suis literis confirmatoriis expressè renunciabit.

Ppp ij

Et nos dicti oratores utriusque partis beneficio, cujuscumque restitutionis in integrum, de jure, consuetudinis, aut statuto minoribus concessio, exceptio pœnæ non solvendæ per principales contrahentes, vel eorum parentes in sponsalibus & matrimoniis appositæ, & generaliter omnibus legum & canonum appellationibus, querelis, procuracionibus, exceptionibus, defensionibus, & aliis juris & facti beneficiis quibuscumque, prædictis conventionibus in hoc tractatu factis aliquo modo contrariis pura sponte, & absolute, in his scriptis & in vim pacti renuntiamus.

Item. Conventum, concordatum, atque conclusum est, quod uterque Regum prædictorum, per litteras suas patentes magno suo sigillo sigillatas, & manibus suis subscriptas, præsentem tractatum, ac omnia & singula in eodem contenta, acceptabit, ratificabit, & infra sex menses post datam præsentium proximè sequentes confirmabit, easdemque litteras, sicut præfertur, signatas & sigillatas, intra dictos menses vicissim & mutuo tradet, tradive faciet cum effectu.

Sequuntur tenores commissionum.

Eduardus VI. &c. Henri par la grace de Dieu Roi de France, &c.

IN quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, nos oratores, commissarii, & procuratores prædicti Regis Angliæ, has litteras, manibus nostris subscriptas, sigillorum nostrorum appositione muniri, fecimus & roborari. Acta sunt hæc apud Andegavum, decimo nono die mensis julii, anno domini 1551. Sic signatum, *Northampton. T. Eliens. Episcopus. J. Masonne. Philip. Hobby. VV. Pietering. T. Smyth. Jo. Olivier.*

*TRAITE' DE CONFEDERATION ET ALLIANCE
entre Henri II. d'une part ; & Maurice, Electeur de Saxe, & autres
Princes & Etats ses alliez, d'autre ; contre l'Empereur Charles V.
pour la conservation des franchises & libertez des Electeurs, Princes
& Etats, de l'Empire. Fait l'an 1551. le 5. octobre, & ratifié par le Roi
à Chambord le 15. janvier 1551.*

*Avec les Prin-
ces & Etats
d'Allemagne
contre l'Empe-
reur.*

1551.
5. octobre.

NOUS Maurice, par la grace de Dieu, Duc de Saxe, Premier Maréchal, Electeur du Saint Empire Romain, Landgrave de Turinge, & Marquis de Misnie, tant en nôtre nom, que de nôtre cousin, jeune & pupille, le seigneur George-Frederic, Marquis de Brandebourg ; & Jean Albert, Duc de Mecklebourg ; & Guillaume Landgrave de Hesse, Comte de Catzenelenbogen. Savoir faisons, pour nous, nos heritiers, & successeurs, encore que nous voions clairement les ruses, subtiles pratiques, & effets, par lesquels nôtre ennemi se promet de plus en plus gagner sur nôtre Religion, pour icelle à la fin extirper, & que nous la tenons pour juste, veritable, chretienne, & indubitable, enforte qu'il ne pourroit être trouvé déraisonnable ni étrange,

Si pour résister à une telle contrainte, nous mettions en hazard tout ce que nous avons de puissance en ce monde : toutcois nous avons avisé, que puisque cette affaire touche principalement l'honneur de Dieu, il y pourvoira plus avant ; comme il a fait jusques ici par sa divine bonté, & soumettons le tout à sa volonté, & à ce qu'il lui plaira en ordonner, qui est le premier point.

Mais pour le second, qui est de plus grande conséquence que nul autre és choses du monde, Nous dessusdits Electeur & Princes, avons tous ensemblement, & chacun particulierement, considéré par combien de pratiques l'Empereur tâche, partie secretement, partie ouvertement, & tend de plus en plus à trouver le moien comme il pourra contraindre, non seulement les Electeurs & Princes, mais aussi les Comtes, les Seigneurs, la Noblesse, les villes, & autres sujets de notre chere patrie la Germanie, de tomber de leur ancienne franchise & liberté, en une bestiale, insupportable, & perpetuelle servitude. comme il a été fait en Espagne, & ailleurs, & ce en telle sorte que déjà il est venu à bout d'une partie de ses desseins : & où il n'y seroit obvie, pourroit aisément parachever le surplus. En après, nous avons aussi mis en bonne consideration, que nôtre cousin, beaupere, pere & ami, le Landgrave de Hesse*, sans qu'on ait eü égard à la capitulation, que ledit Empereur avoit faite avec lui, l'assurance & foi par lui donnée, somme, contre les accords faits entr'eux, est detenu injustement prisonnier par l'espace de cinq ans, qui nous tourne à un grand deshonneur & moquerie ; & qu'il a été contraint à se défendre, & répondre étant prisonnier, és procès intentez pour raison de ses siefs, seigneuries, & peuples à lui sujets. De sorte que par icelle patience, ou tolerance, nous autres Alemans avons aquis par tout le monde une mauvaise reputation ; & sans doute que si nous venions à mourir sans que premier nous eussions fait à l'encontre quelque chose notable, la posterité chargeroit encore plus nôtre honneur qu'on ne fait à cette heure : Nous avons pesé, pensé, & à la fin résolu, que plutôt nous voulons attendre & endurer tout danger & nécessité, voire la mort, que cette infamie demeure plus long tems sur nous, & par ce pour d'autant mieux pouvoir venir à bout de nôtre dessein, sommes entrez de bonne foi en l'intelligence qui s'ensuit avec Henri II. Tres-Christien Roi de France, nôtre singulierement aimé seigneur & ami, comme celui duquel les predecesseurs ont fait beaucoup de bien & d'avantage à la Nation Germanique.

* Philippe le Magnanime, dont Maurice avoit épousé la fille.

Ainsi nous voulons par effet, s'il plaît à Dieu, avec force d'armes ôter de dessus nos têtes ce joug de bestiale servitude, telle qu'il est dit ci-dessus, & sans rien épargner, remettre sus l'ancienne liberté & franchise de notre chere patrie, & Nation Germanique. Parcellèmeut de chercher le moien de délivrer le sieur Landgrave, ci-dessus nommé, lequel contre le droit des gens, toute foi & fiance a été deçu & detenu prisonnier. Et faire tant, aidant la grace de Dieu, que nous en viendrons à bout ; à quoi le Dieu du ciel, par son fils Jesus-Christ, & le vrai consolateur, le S. Esprit, nous veuille donner sa grace, leur & prospérité.

Les Etats du Saint Empire, qui en cette entreprise se voudront joindre à nous faire secours, & nous en assurer, nous les recevrons amiablement, favorablement, & benignement, & emploierons nos forces avec eux. Mais ceux, qui

se mettront contre nous, ou ne se declareront, comme il est dit, envers nous; ou pour l'empêchement de nôtre loüable entreprise, porteront, favoriseront, & secoureront secretement, ou publiquement, l'Empereur, ou ses adherans, de conseil, de fait, d'argent, d'artillerie, gens, passage, ou autre chose, soit ecclesiastiques, ou seculiers, nous les irons chercher, & poursuivrons avec l'épée, le sang, le feu, & les armes; tellement que pour avoir commis une telle infidelité contre la commune patrie de la Nation Germanique, ils recevront, Dieu aidant, la punition qu'ils auront meritée, ainsi que nous nous sommes accordez de le publier par un commun écrit, comme nous nous aviserons qu'il sera à faire.

Sans le scû & consentement du Roi de France, nous ne ferons aucune paix, ou treve, avec l'ennemi. Semblablement ledit sieur ne fera, & ne veut faire aucune paix ou treve avec ledit Empereur, ses heritiers ou adherans, sans le scû & consentement de tous nous autres.

Aussi nul de nous, sans le consentement des autres, ne pourra particulièrement faire paix, traité, ou apointment, ains nous tous ne voulons ensemble être ni représenter qu'un homme, tant & si longuement que nous aions obtenu ce pourquoi la presente guerre est commencée. Et s'il advient que l'une des parties, avec le scû toutefois & consentement de l'autre, nul n'y contredisant, fasse paix ou treve avec les ennemis, elle ne le pourra faire autrement, que tous ses confederz avec leurs pais & sujets, même que tous les gens de guerre, soit comtes, chevaliers, gentilshommes, serviteurs, ou gens de cheval, n'y soient compris, mentionnez & garantis.

S'il est necessaire, nous joindrons nôtre armée avec celle du Roi, comme amiablement nous esperons que ledit seigneur Roi fera, s'il est besoin de joindre avec la nôtre,

En premier lieu, nous tâcherons avec les forces que nous avons, de nous assûrer de ceux, soit voisins, ou autres, qui plus nous pourroient empêcher en cette entreprise, & donnerons ordre d'en être maîtres.

En après, nous marcherons droit vers la personne de l'Empereur, soit qu'elle soit pour lors és hautes Allemagnes, ou és bas pais, & où la part que ledit seigneur trouvera bon, & que nous verrons être possible nous servir, & être avantageux pour nous contre l'ennemi.

Et pour l'entretenement des gens de guerre, le Roi de France veut & doit, ainsi que amiablement il nous a acordé, ensemblement, & tout à un coup délivrer & fournir pour les trois premiers mois, la somme de deux cens quarante mille écus, qui sont pour chacun desdits trois mois, quatre-vingt mille écus; & pour chacun des autres mois ensuiuans, la somme de soixante mille écus seulement; lesquels deux cens quarante mille écus, ledit seigneur Roi sera tenu fournir & delivrer en la ville de Bâle, dedans le vint-cinquieme jour du mois de février prochain venant.

Nous prendrons avec nous sept mille chevaux, toutefois la plus grande part sera levée hors de nos pais, afin d'empêcher à l'Empereur le recouvrement des gens de cheval étrangers.

Les gens de cheval de nos pais y demeureront, afin que l'un des pais prenne

garde à l'autre , pour se secourir à pied & à cheval l'un l'autre ; à quoi n'y aura aucun abus , ni tromperie.

Plus , nous prendrons & soudoierons tant de gens de pied , & autant de grosse & menue artillerie qu'il sera besoin ; enforte que nous soions assez forts pour nous présenter à rencontrer l'ennemi , quel qu'il soit , & en quelque équipage qu'il se trouve , pour lui donner à combattre suffisamment pour un jour.

Singulièrement nous sommes accordez , que en cas que les enfans de Jean-Frideric , le vieil Duc de Saxe* , voudroient entrer en cette commune entreprise , nous aurons une assurance par écrit , scellée & confirmée par leur pais , dont ils bailleront aussi ôtages , contenant qu'ils n'entreprendront rien à l'encontre de nous , communément , ni en particulier , en quelque maniere que ce soit , & quelle fin que puisse prendre ladite entreprise : & au cas qu'ils seront de ce faire refusans , nous les traiterons & aussi estimerons comme nos ennemis , & procederons contre eux comme ennemis.

Plus , quand nous ferons au fort de la guerre offensive , & que lesdits enfans se seront declarez , & nous auront assurez suffisamment , & selon leur pouvoir & aide , nous tâcherons de délivrer leur seigneur & pere : toutefois si nous faisons tant qu'il soit mis en liberté , & hors des mains de l'Empereur , en ce cas ne sera ni élargi , ni reçu au gouvernement de ses pais , qu'il ne se soit obligé envers lesdits Electeur & Princes , ainsi que le bien des affaires communes le requerra.

NOUS Guillaume Landgrave , avant que marcher en campagne , renoncrons à la capitulation de l'Empereur , & de même en fera nôtre seigneur & pere , quand il sera hors de prison ; & avec ce , s'obligera envers nous Electeur & Princes , comme nos affaires le requerront , & que le seigneur Jean-Frideric , le vieil , aura fait , au cas qu'il vinst aussi à être élargi.

NOUS Maurice , Prince Electeur , en tems & avant que de marcher , ferons par écrit entendre à l'Empereur , que nous quittons son service.

Et d'autant qu'on a vû les inconveniens , qui adviennent pour avoir plus d'un chef qui gouverne les camps , & ait la superintendance des gens de cheval , de pied , & de l'artillerie , il n'y aura , pour ne reculer cette entreprise , qu'un chef en l'armée , qui sera ledit seigneur Electeur , comme cel i que nous trouvons le plus à propos : & par ce l'avons choisi & élu pour chef de toute l'armée , aiant pouvoir , quand on sera en campagne , ou autrement en affaires contre l'ennemi , de faire tout ce qu'il connoitra être & tourner au profit de tous côtez de nous tous , selon son pouvoir & en enlément ; mais où ledit seigneur Electeur le requerroit , ou autrement qu'il tût avisé être bon , on poura choisir quatre hommes de guerre avec lui , pour delibérer des affaires , & prendre leur avis & conseil.

Mais quant aux pactions , qu'on pourroit faire avec les ennemis , brandchats , ou rançonemens de villes , apoinemens , ou choses semblables , cela se fera avec le sù & consentement de tous nous autres , & de nos deputez : & advenant que l'un de nous , quel qu'il soit , colonel , ou autre , entreprist de dresser pratiques secretes , faire apoinemens , paix , brandchats , ou autre chose sem-

* privé de l'Electoral , & detenu prisonnier avec le Landgrave de Hesse.

blable, & que de ce il fût convaincu, celui, ou ceux, qui sans le feû & consentement des autres, ou de leurs deputez, l'auroient fait & commis, seront à l'instant menez devant toute l'armée, accusez & convaincus, & comme parjures, sans aucune remission, en la ptesence de toute l'armée punis; lequel cas advenant, sera ladite armée obligée de mettre à execution telle punition à l'encontre des transgresseurs.

Si cette entreprise durait guere, & que quelqu'un d'entre nous, pour avoir longuement fourni pour sa quotité, devinst si pauvre qu'il ne le fût plus faire, & que après tôt ou tard on fît quelque apointement, ce nonobstant celui qui seroit ainsi apauvri, ne sera exclus dudit apointement; ains aussi bien que l'un de nous autres, jouira de tout ce qui nous reviendra dudit apointement, sans en être exclus; le tout sans fraude.

Et advenant telles affaires, touchant les pactions avec les ennemis, les brandschats, rançonemens, apointemens, & choses semblables, ou qui en dépendent, à faire ou entreprendre ce qui sera conclu, & par la; la grande partie de nous avisé pour le meilleur, sera suivi des autres, qui seront tenus à se ranger à cela.

Et pour éviter tout débat, & rendre les choses plus claires, nous avons entre nous fait les voix qui s'ensuivent, savoir nous Electeur de Saxe, aurons à cause de nous, & de nôtre jeune coulin, le Marquis George-Frederic, deux voix; nous Jean-Albert, une; & nous Guillaume Landgrave, aussi une. S'il se joint d'autres Princes & Etats avec nous, leur sera laissé lieu au traité, & auront leurs voix comme nous.

Les gens de pied & de cheval que nous leverons, nous feront à tous également le serment.

S'il'avenoit après la conclusion de cette alliance, fût avant que de marcher en campagne, en marchant, ou en se retirant, ou autrement, que par l'un de nous, ou par tous ensemble, il vint que quelque chose fut gaigné; au partage d'icelle chose, sera l'égalité observée selon la cotisation & aide, qui aura été accordée par chacun de nous Electeur & Princes.

Tous les rançonemens des villes seront départis selon la contribution de chacun de nous; & pour cet effet sera depuë un maître Rançonneur, qui sera également juré à nous tous.

Il est aussi avisé pour plus grande reputation, qu'on baillera des Princes pour otages, tant d'un côté que d'autre, afin qu'il soit satisfait à ce qui aura été promis par l'une des parties à l'autre. Et par ce nous donnerons au Roi pour otages, hauts & puissans Princes, le seigneur Cristofe, ou le seigneur Charles, Ducs de Mechlebourg; & le sieur Louis, ou le seigneur Filippe, les jeunes Landgraves de Hesse, que nous enverrons à Bâle dedans le vint-cinquieme de fevrier prochain. De même, & tout aussi-tôt, ledit seigneur nous veut & doit nous envoyer ses otages, savoir le seigneur de Jametz, & le seigneur Filipes, Comte sauvage du Rhin, tous deux chevaliers de l'Ordre de Sa Majesté; ou autres deux de semblable dignité, & quand on nous fera delivrer l'argent pour trois mois, savoir est lesdits deux-cens quarante mille écus d'or; lesquels
argnt

argent & drages on recevra audit lieu de Bâle, & de là on les menera à Zingenheim, pour plus grande sécurité.

Et afin qu'on sache combien de tems on tiendra les drages d'une part & d'autre, il a été resolu, que incontinent que la paix sera faite avec nôtre adverse partie, & que nos gens de guerre seront retirez de la campagne, lesdits drages s'en pouront aller, & fera chacun d'eux delivré en lieu sûr.

On trouveroit aussi bon, que ledit seigneur Roi s'impatronisât, le plutôt qu'il pourroit, des villes qui appartiennent d'ancienneté à l'Empire, & qui ne sont de la Langue Germanique, savoir de Cambrai, Toul en Lorraine, Meiz & Verdun, & autres semblables, & qu'il les gardât comme Vicaire du Saint Empire. Auquel titre nous sommes prêts de le promouvoir à l'avenir; en reservant toutefois audit Saint Empire les droits, qu'il peut avoir sur lesdites villes, afin que par ce moien elles soient ôtées des mains & puissance de l'ennemi.

Semblablement seroit bon, que ledit seigneur Roi allumât particulièrement un feu es Pais-bas, afin que l'ennemi l'eût à éteindre en plusieurs lieux, & qu'il fût contraint de separer ses forces; ce que nous pourrions faire en cet endroit envers certains Princes, & villes, lesquels comme nous esperons se joindront avec nous. Pour les y disposer, nous le faisons fidèlement, chose qui se feroit d'autant plus brievement, s'il plaisoit audit seigneur Roi ordonner quelque argent à part pour cet effet.

Et si d'avanture il se presentoit quelque chose en nôtre chemin, elle fût à qui elle voudroit, qui fût avantageuse à nôtre ennemi, prejudiciable audit seigneur Roi, à nous, ou à cette entreprise, & que nous la missions entre nos mains, cela ne sera censé fait contre ledit seigneur Roi, ni cette présente alliance.

Et attendu que le Roi Tres-Chretien se porte envers nous Allemans, en cette affaire, avec secours & aide, non seulement comme ami, mais comme pere charitable, nous en aurons tout le tems de nôtre vie souvenance. Et si Dieu veut favoriser nos affaires, de tout nôtre pouvoir le porterons & favoriserons au recouvrement de ses seigneuries patrimoniales, qui lui sont occupées; aussi à l'élection de l'Empereur, & Chef Chretien futur, nous y tiendrons telle mesure qu'il plaira à Sa Majesté, & n'en élirons point qui ne soit ami de Sa Majesté, & qui ne veuille continuer en bon voisinage avec elle, & qui davantage s'oblige suffisamment de ce faire. Et quand lors la commodité dudit seigneur seroit de vouloir accepter une telle charge, nous l'aimerons mieux qu'un autre.

Incontinent que nous aurons la commodité, & qu'il se pourra faire avec Sa Majesté, nous nous accorderons d'une plus ample, nécessaire, & bien fondée intelligence, pour avoir de nôtre côté perpetuelle protection & défense de Sa Majesté, tant pour nos terres, seigneuries, & sujets, que nous avons presentement, que ceux que nous aquerrons pour l'avenir, & même pour la conservation & augmentation de nos franchises & libertez: & ledit seigneur Roi aura de nous toute fidélité, procuration & avancement en ses affaires, & choses qui lui toucheront, aide, passage, & ouverture en nos pais, comme presentement. lui offrons de donner tout moien pour faire levée de gens de guerre.

Le Roi, & nous, devons & voulons aussi dorénavant avoir l'un l'autre pour

fidèlement recommandez, honorer & avancer le bien l'un de l'autre, autant que le pouvoir de chacun endroit soi s'étendra.

Et d'autant que le pouvoir à nous présenté par le sieur de Fresse, de la part dudit seigneur Roi, ne fait seulement mention de nous, mais aussi du Marquis Jean, lequel toutefois contre nôtre esperance, s'est retiré & séparé de nous pour le présent, cette alliance ne sera obligatoire ni valable de tout poids, sinon après que ledit seigneur Roi l'aura scellée & jurée, & pour l'accomplissement d'icelle, nous aura envoié, & fait delivrer ledit argent.

Pour lesquelles choses garder & observer veritablement, & constamment, nous avons signé la presente alliance de nos propres mains, & fait mettre en placard les sceaux de nôtre secret, & confirmé avec la foi la main donnée, & serment fait en nos personnes. *Actum*, le cinquieme jour du mois d'octobre, mille cinq-cens cinquante-un.

ET attendu que Nous Henri, par la grace de Dieu Roi de France, aurions par ci-devant envoié en Allemagne, nôtre Ambassadeur, amé & seel Conseiller Jean de Fresse, Evêque de Bayonne, pour en nôtre nom traiter une amiable alliance avec lesdits Electeur, Princes, & autres leurs confederéz, Nous avons entendu le contenu de cette alliance, qui nous a plu & plaît, touchant l'argent que nous delivrerons par mois, ou à une fois, la délivrance des brages, treves, ou paix à faire avec l'ennemi, d'affaillir l'Empercur, & generallyment toutes autres choses comprises ici dedans, le ratifions, aprouvons, acceptons, & avons pour agreable, en tant qu'ils nous touchera, l'acomplirons & observerons, comme un Roi doit faire. En ténoin de ce, nous avons fait mettre le sceau de nôtre secret, ou placard ci-dessous, & l'avons signé de nôtre propre main; & sur ce fait le serment personnellement, en la présence de haut & puissant Prince, nôtre cher cousin, le seigneur Albert, Marquis de Brandebourg. *Actum*, à Chambord, le quinzieme jour de janvier, l'an mille cinq-cens cinquante-un.

Le serment prêté par ceux de la ville de Metz, à tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Henri, par la grace de Dieu Roi de France, deuxième de ce nom, protecteur & défenseur de la Liberté Germanique.

NOUS, &c. aiant entendu de vous, que pour le bien du Saint Empire, recouvrement & conservation de ladite Liberté, a été ces jours passez, fait, traité, & accordé entre vous, & les Princes de ladite Germanie, ligue offensive & défensive, à l'encontre de Charles, cinquieme Empereur de ce nom, à present regnant, & les adherans. Pour le bien de laquelle ligue, vous vous êtes en personne, avec vôtre armée, acheminé jusques en cette ville & cité de Metz, ne voulant, comme il ne seroit raisonnable, nuire & desfavoriser ladite ligue & entreprise, tendante au bien commun de ladite Germanie, & Saint Empire; nous jurons, & promettons sur nos honneurs, & la part que pretendons en

Paradis, de ne jamais aider & favoriser, ni supporter ledit Empereur, ni seldits adherans, en quelque sorte ni manière que ce soit, contre vous, ni contre vos amis & alliez, ains au contraire, de vous porter toujours honneur, faveur, assistance, aide & confort, tant de nôtre dite ville, & places qui en dependent, que de nos biens, personnes, facultez, vivres & commoditez, dont vous aurez besoin à l'encontre d'icelui Empereur, & de seldits adherans. Suppliant Vôte Majesté, de nous vouloir prendre & recevoir en sa bonne protection & sauvegarde, sans prejudice toutefois des droits du Saint Empire.

Le vint-unieme jour d'avril l'an 1552. le Roi étant à Metz en son logis, accompagné des Princes, Connétable, Maréchaux de France, Chevaliers de son Ordre, & beaucoup d'autres grands seigneurs de ceux qui sont à sa suite en cette sienne armée, les Maître Echevin, Treize Jurez, & plusieurs autres Sieurs de ladite ville & cité de Metz, faisans & representans le corps de la plus grande & saine partie de ledite ville, ont fait & prêté le serment solennel ci-dessus transcrit, lequel ils ont promis de garder & entretenir inviolablement.

Memoire des différends entre l'Empereur Charles V. & le Roi Henri II. touchant plusieurs Roiaumes & Seigneuries, & l'iniquité des traitez de Madrid, Cambrai, & Crespi, es années 1526, 1529, 1544. mis par écrit l'an 1555. par le Chancelier Olivier, pour la conference de Mar près Ardes.

DE tous les traitez passez entre l'Empereur & le feu Roi, il y en a trois principalement qui sont importants, & grandement dommageables audit sieur Roi & à la Couronne de France: c'est à savoir, celui de Madrid, celui de Cambrai, & celui de Crespi, qui sont les trois derniers traitez. Par celui de Cambrai & de Crespi est dit, que celui de Madrid tiendra quant aux choses, qui n'auront été innovées par seldits traitez de Cambrai & de Crespi. Celui de Madrid a été passé le feu Roi étant prisonnier detenu en Espagne, sans espoir de pouvoir sortir fors par l'accord des choses contenues audit traité. Celui de Cambrai a été passé étant feu Monseigneur le Dauphin, & le Roi qui est à présent, qui étoit lors Duc d'Orleans, detenus prisonniers en Espagne. Celui de Crespi, qui est le dernier traité, a été passé l'Empereur avec son armée étant en France d'un côté, & aiant pris les villes de Ligny, S. Disier, & Vitry; & le Roi d'Angleterre d'autre côté étant en France, tenant la ville de Monstreuil étroitement assiégée, & aiant ja pris la ville de Boulogne: & encore lors se faisoit contribution par les Etats de l'Empire aux frais & dépens de l'armée de l'Empereur. Par quoi se trouvant les affaires du Roi & du royaume en telles necessitez & difficultez, on a été contraint d'accorder & passer sciemment plusieurs choses de grande importance à l'avantage de l'Empereur, & au grand prejudice du royaume; comme il advient ordinairement, que le vainqueur, ou celui qui a le meilleur jeu, donne la loi, ou prend son avantage par le traité.

Espagne:

1555.

Monsieur du Puy dans son livre des traitez touchant les droits du Roi, a amplement traité cette matière.

Et outre les choses prejudiciables, passées pour la nécessité du tems & difficulté des affaires, il y a encore certaines choses passées, signamment par le dernier traité, plus par inadvertence & peu d'avis de ceux qui ont negocié, que pour la nécessité du tems, comme il sera dit ci-après.

Il faut noter, que le Traité de Madrid est comme le pivot & fondement des deux autres traités subsequens, qui ont été pris & tirez mot à mot dudit traité de Madrid; car par celui de Cambrai a été seulement innové l'article touchant la reddition du duché de Bourgogne, avec quelques autres articles de peu d'importance; & par celui de Crespi, combien qu'en faveur du mariage de Monsieur d'Orleans & de la fille du Roi des Romains, auquel mariage l'Empereur finalement s'étoit résolu; il a été convenu & accordé de bailler le duché de Milan audit feu sieur d'Orleans; toutefois à bien peser ledit traité, il n'y auroit en cet endroit aucune innovation du Traité de Madrid, d'autant que l'Empereur ne baillait pas ledit duché par forme de restitution, ains le baillait comme bien & à lui appartenant; car il le baillait en dot à sa niece pour tout son bien présent & futur, & demeurait ledit duché chargé d'un grand dot & d'un grand douaire: & si ne restait lors dudit duché que l'ame sans corps, d'autant qu'il étoit tant demembré par dons & alienations, que le Duc n'avoit plus de domaine; & la pluspart des daces étoient engagées pour tres-grosse somme de deniers. Ce néanmoins, il étoit baillé à la charge d'entretenir lesdits dons, alienations, engagements, & dispositions ja faites par l'Empereur, & qui se trouveroient faites au tems de l'investiture, que l'on devoit faire: & encore ledit duché devoit retourner audit Empereur, au cas que ledit sieur d'Orleans decédât sans mâle. Tellement qu'à bien considerer l'accord fait par ledit traité pour raison d'icelui duché, il aporloit plus de confirmation au traité de Madrid, que d'innovation. Et outre tout cela, en contemplation dudit duché baillé par la manière devant dite, il falloit rendre à Monsieur de Savoie entierement tout ce qui avoit été pris sur lui, tant deçà, que delà les Monts.

Etant donc le traité de Madrid le vrai fondement des deux derniers traités subsequens, sur lequel ils sont forgez & entierement conformes au reste des choses ci-dessus touchées, si on montre évidente iniquité dudit traité, on aura suffisamment montré par même moien l'iniquité des deux autres traités.

Or pour mettre au clair les iniquitez & opressions resultantes dudit traité, il faut mettre en consideration deux choses, c'est à sçavoir, la cause de la guerre, durant laquelle le feu Roi fut pris prisonnier; & aussi de quoi il étoit question principalement, lors que ledit traité de Madrid fut passé; car par là se connoitra si ledit feu Roi meritoit d'être ainsi traité & dépouillé.

Quant au premier, il est notoire, que le feu Roi fut pris au siege de Pavie, ayant passé les Monts avec son armée, pour le recouvrement du duché de Milan, vrai heritage de Messieurs ses enfans, desquels il étoit tuteur naturel, & administrateur dudit duché durant leur minorité. Ainsi ladite guerre étoit autant juste qu'il en fut jamais, combien que l'issue ne fut répondante à la justice de la cause, comme souvent elle n'est pas, par certains jugemens de Dieu secrets & inconnus aux hommes.

Quant au second, il est certain qu'après ladite prise, la principale negociation

fût de la delivrance du feu Roi ; car on se fût bien passé de tout le demeurant pour laquelle delivrance , combien qu'il ait été payé la plus grande somme, qui onques fût convenüe en semblable cas pour quelque Monarque que ce fût , montant à deux millions trois-cens mille écus soleil d'or en or ; néanmoins pour parvenir à la delivrance dudit feu Seigneur, on fut contraint de quitter tout ce qui ensuit.

Premierement , tous les droits par le Roi , ses hoirs & successeurs, pretendus és roiaumes de la Couronne d'Aragon , étans unis & compris , & dependans d'icelui , qui ne sont pas petits droits, ni petitement fondez , & même le droit du roiaume de Naples , tant en propriété , que possession , pensions , que arrearages , soit par traitez , ou par investitures du Pape ; lesquels quitemens sont réitérez par les deux traitez subsequens.

Et outre , fut quitté audit traité de Madrid, par le feu Roi , le droit par lui pretendu au duché de Milan, & seigneurie de Gennes, tant par le moien des investitures & concessions faites à ses predecesseurs , que par droit d'hoirie , succession , ou autrement ; ensemble le comté d'Ast , qui ne tient rien de l'Empereur, ni de l'Empire , & dont n'étoit debat ni querelle aucune.

Et outre les susdits quitemens , & plusieurs autres de moindre importance , & une infinité de charges & dépenses imposées audit feu Seigneur, à plein declarées és susdits traitez de Madrid & de Cambrai , qui sont ci-delaiïssées pour cause de brieveté ; ledit Sieur vint à ceder , par ledit traité de Madrid , les plus clairs & les plus beaux droits & dignitez de la Couronne de France , qui sont inalienables par la Loi du roiaume , lesquels n'avoient jamais été en controverse & disérend , & où l'Empereur & ses predecesseurs n'auroient rien pretendu ni demandé. Tellement qu'à parler à la verité & sans paliation , c'est un pur don de partie du roiaume , & non pas un traité ou apointement , lesquels ne se font fors des choses pretenduës & debatues par les contractans. Car par ledit traité de Madrid , & les deux autres subsequens , il cede à l'Empereur , ses hoirs , successeurs, & aians cause ; les fief , hommage , pairie de France , serment de fidelité , & toute sujétion , jurisdiction , superiorité , ressort , & souveraineté , & tous autres droits aux Rois de France appartenans sur le comté de Flandre , prelates , nobles , vassaux , villes , communantez , & habitans , sans aucune chose en reserver ; il renonce au droit de rachat, que lui & ses successeurs ont és villes & châtellemes de Lille , Douay & Orchies , qui sont trois belles villes & châtellemes appartenantes au Roi sans contredit , qui avoient été seulement engagées au comte de Flandre ; cede la ville & comté de Tournay , bailliage de Tournesil , villes de Mortagne & Saint-Amand , & tous droits de regale , nomination aux Evêchez & Abbaies étans audit Tournesil , & tous autres droits quelconques ; cede les fief , hommage , pairie , & serment de fidelité , ressort & souveraineté , & toute sujétion appartenante à la Couronne de France sur la comté d'Artois , ressort , & enclavemens d'icelle ; & sur les prelates , nobles , vassaux , & sujets dudit pais ; & tout droit , ressort , & souveraineté sur la cité lez la ville d'Arras & habitans d'icelle , avec le droit de regale & nomination sur l'Eglise d'Arras , & ses appartenances , & les droits de gardienneté sur les Eglises situées audit comté & enclavemens , encore qu'elles soient

de fondation des Rois de France ; cede l'Aide ordinaire d'Artois , montant par an à la somme de quatorze mille livres , que les Rois de France ont toujours pris sur les habitans de ladite comté, en signe de souveraineté ; tous lesquels susdits droits, dignitez, hommages, souverainetez, sont droits inalienables & dependans de la Couronne de France. Et néanmoins tous les habitans dudit comté & enclavemens , encore que par cession ils demeurent toujours exempts de la jurisdiction, hommage, souveraineté & sujétion du Roi, sont maintenus en tous les privileges, que les Rois de France leur avoient donnez en faveur & contemplation de leur loiauté ; tellement qu'ils sont exempts des droits du domaine , imposition foraine , haut passage , ceinture de la Reine, & issuë du royaume.

Outre les grands & importans dommages dessusdites, il y a certaines choses dommageables peu avisement passées au dernier traité de Crespi, par ceux qui ont manié cette negociation de la part du Roi, pour être peu exercitez en tels affaires.

Car par ledit dernier traité le Roi se reserve seulement au pais d'Artois la cité de Teroüanne, sans parler des dependances, combien que par le traité de Cambrai il se fût reservé bien expressément ladite cité, avec toutes les dependances d'icelle ; sous couleur de laquelle omission l'Empereur a toujours pretendu depuis le dernier traité, que le Mont-saint-Jean, & le terroir à l'environ, étoit à lui, comme compris au dernier quittement ; lequel terroir par ledit traité de Cambrai s'entendoit être reservé sous le nom des dependances de Teroüanne.

Item. Combien que par le traité de Cambrai, & même par ledit traité de Crespi, soit porté que tous sujets d'une part & d'autre retourneront en la jouissance de leurs terres & heritages, dès la publication de la paix, sans autre mistere ; & qu'en vertu dudit article, Madame de Vendôme peut sans difficulté entrer en la jouissance & possession du comté de Saint-Pol, comme les autres sujets du Roi : néanmoins audit dernier traité a été ajouté en un autre endroit dudit traité, la clause qui ensuit.

[La Dame de Vendôme pourra ravoïr de l'Empereur le comté de Saint-Pol, pour le tenir en tel droit, & comme elle le possédoit auparavant le commencement des guerres d'entre l'Empereur & le Roi] Par où les Imperiaux pretendent, que ladite Dame ne se peut aider du general article dessusdit, d'autant qu'il y en a un autre pour son regard, concernant le comté de Saint-Pol ; disant que ledit article n'a pas été ajouté superfluellement & sans mistere ; & qu'il faut qu'elle prenne une mainlevée particuliere de l'Empereur ; laquelle finalement, après plusieurs sollicitations, il a par ci-devant baillée à feuë Madame de Vendôme ; contenant ladite main-levée bien expressément, que c'est à la charge de l'hommage, ressort, & souveraineté envers lui, comme Comte d'Artois ; combien que ledit comté de Saint-Pol de tout tems est sous l'hommage du comté de Boulenois, & du ressort souverain du Parlement de Paris. Et quelque remontrance qu'on ait seü faire à l'Empereur, & à ses deputez, il n'a jamais voulu reformer ses lettres de mainlevée ; & cependant, il s'est tenu saisi de ladite comté, au grand dommage du Roi.

Davantage, par ledit traité de Crespi, on a omis à comprendre de la part du Roi les Ecoissois, comme ses alliez & confederéz ; & se contentèrent les de-

putez du Roi d'une clause contenuë audit traité, portant, que les deux Princes, dedans deux mois, pouront nommer, d'un commun consentement, autres leurs allies & confederéz, qui en ce faisant seront compris au traité de la paix, comme si lors dudit traité ils y étoient declarez. Dedans lequel tems de deux mois, quand on est venu à nommer à l'Empereur les Ecoissois de la part du Roi, ses allies, il a refusé de les y comprendre, disant qu'il ne consentoit à ladite nomination; & qu'il ne s'en pouvoit plus nommer d'une part ni d'autre, sinon par commun consentement, ainsi que ledit traité le porte expressément.

Par ce que dit est, apert clairement de l'évidence iniquité des susdits traitez, & des grands & insupportables dommages, & diminutions, qui en reviennent au Roi, & à la Couronne de France.

A quoi les Imperiaux répondront par trois moiens, comme il est vraisemblable.

En premier lieu, ils disent, Que par les traitez de Madrid, & de Cambrai, il n'a pas été seulement traité de la rançon ou délivrance du feu Roi, & de Messieurs les enfans, ains aussi d'une paix perpetuelle entre les Maisons de France, Bourgogne, & Espagne: & que en faveur de paix, qui est la plus precieuse chose qui soit, & la plus favorable, les Princes peuvent renoncer à toutes leurs querelles & pretentions, & encore ceder leurs droits.

En second lieu, Que par les cessions, & renonciations faites par lesdits traitez de Madrid & de Cambrai, l'Empereur a renoncé à tout ce qu'il pretend és villes & châtellenies de Peronne, Moididier, & Roye; & aux comtez de Boulenois, Guines, & Ponthieu; aussi aux villes & seigneuries assises sur la riviere de Somme, d'un côté & d'autre. Et outre ce, qu'il a renoncé par le dernier traité, au droit par lui pretendu en la duché de Bourgogne, vicomté d'Auxonne, ressort de Saint-Laurent, Auxerrois, Mâconnois, Bar-sur-Seine, & leurs appartenances, & que lesdites renonciations sont grandes, & de grand poids.

Tierciement, ils disent; que si on reçoit une fois cette ouverture de pouvoir debatre d'iniquité un traité ja passé & juré, il n'y aura plus de sécurité aux traitez passez entre les Princes, & faudra toujours traiter de nouveau sans faire fin, d'autant qu'on n'aura jamais faite de raisons pour impugner un traité par voie d'iniquité; & quelque solution ou réponse qu'on y fasse, celui qui le debatra, n'y voudra aquiescer, poutce qu'il n'aura point de superieur pour en juger; & que partant on vient à tard à debatre les susdits traitez, & qu'ils se devoient debatre lors qu'ils furent passez, & non maintenant.

A quoi on peut repliquer,

Quant au premier moien, que pose que au traité de Madrid ait été convenu & accordé, tant de la rançon du feu Roi, que du fait de la paix, si est-ce qu'en faveur de paix, quelque favorable qu'elle soit, le feu Roi n'a pû aliéner ni démembrer sa Couronne, d'autant que la Loi du royaume y resiste: tellement, que *ex tali alienatione nunquam transfertur dominium ullo temporis lapsu*, quelque elusé de derogation que l'on puisse ajoûter, comme il est notoire par disposition de droit écrit.

Au second moien est repliqué, quant au duché de Bourgogne, vicomté d'Auxonne, ressort de Saint-Laurent, Mâconnois, Auxerrois, Bar-sur-Seine, & leurs

apartenances, encore que l'Empereur n'y ait aucun droit, comme il lui a été montré en Espagne, toutefois il ne demeure rien quitte de sa part des choses susdites, par tous les trois traitez. Des deux premiers, il est certain; & par le dernier, il est bien vrai, qu'il quite les droits par lui pretendus es choses susdites, mais c'est moiennant l'effet, accomplissement, & observation de la paix, & du contenu audit dernier traité; & le mariage convenu de feu Monsieur d'Orleans, qui n'a été effectué ni accompli, fait portion dudit traité: & conséquemment, ledit quitement, comme étant conditionnel, & fait moiennant l'observation, effet, & accomplissement du contenu audit traité, est demeuré nul & sans effet.

Et au regard de la renonciation faite par les trois derniers traitez, de tout ce que l'Empereur pretend es villes de Peronne, Mondidier, & Roye, comtez de Boulonnois, Guines, & Ponthieu, elle lui a été aisée à faire, d'autant qu'il n'y avoit aucun droit, comme il a été souvent montré à ses deputez. Et quant aux villes assises sur la riviere de Somme, d'un côté & d'autre, qu'il dit aussi avoir quittées, lesdites villes avoient été baillées par le Roi Charles VII. au Duc Philippe de Bourgogne par forme d'engagement, pour la somme de quatre-cens mille écus d'or vieux de 64. au marc de 8. onces, & d'aloi à 14. karats, & depuis moiennant le paiement de cette somme fait audit feu Duc Philippe de Bourgogne, il restitua au Roi Louis XI. lesdites villes, usant de bonne foi, comme il étoit tenu.

Davantage, il faut considerer, qu'il y a grande difference entre ceder une querelle, & un droit pretendu & debatu, dont on ne jouit point, & de ceder des choses dont on jouit, qui sont claires & indubitables, & qui ne furent onques en dispute, comme sont celles, qui ont été cedées par le feu Roi, dépendantes de la Couronne de France.

Au tiers moi en est repliqué, qu'un traité inique, & par lequel un des contractans est iniquement dépouillé & oppressé, n'est jamais sûr; car la seule équité est celle qui fait les traitez durables; & ne faut point penser, qu'entre deux Monarques, qui commandent à des nations belliqueuses, on puisse jamais planter une paix stable & assurée, sinon par traitez équitables, ou aprochans d'équité; d'autant que celui qui se sentira spolié, & traité injurieusement, & contre toute raison, reprendra facilement les armes à la premiere occasion qui s'offrira; & s'il ne le fait, son successeur le fera.

Sur quoi, si on veut inferer qu'il n'y aura donc jamais rien de sûr passé entre les Princes; à ce on répond, qu'il est vrai qu'un traité évidemment inique, & excessivement tortionné, ne sera jamais sûr. Dieu ne le permet point, qui est le juste vangeur & vrai juge de toutes injures & oppressions; & ne veut point, que celui qui a injustement tollu à son voisin ce qui justement lui appartenait, en ait longue jouissance, afin que ceux qu'il a élevés en puissance, n'en abusent point, & viennent à connoître, que justice & équité, & non pas violence, ou puissance absolue, conservent les royaumes & principautez.

Alexandre de Macedoine, après avoir vaincu quelques peuples de Scytie, non sans grand effort & grande perte, leur demanda s'ils observeroient de bonne foi la paix qu'il leur bailleroit; à quoi ils répondirent, comme il appartenait à gens de grande valeur: *Si en la baillies équitable, nous la garderons à toujours;*

si

si elle est autre, nous la garderons tant que la force nous defaudra.

Sur la restitution du duché de Milan, les Imperiaux ont ci-devant dit deux choses, dont l'une fut objectée en Espagne au feu President de Selve, par le Chancelier Gattinara, qui ne voulut souffrir que ledit President répondist ; c'est que l'investiture du duché de Milan, octroyée par le feu Empereur Maximilien, étoit conditionnelle, & faite pour Madame Claude, fille aînée du Roi Louis XII. & pour le Duc de Luxembourg, Prince de Castille, lors son fiancé, & en faveur dudit mariage, lequel n'ayant sorti effet, l'investiture étoit nulle.

Le second object fut fait au Chancelier*, lors qu'il étoit en Flandre, par feu Monsieur de Granvelle ; c'est que le feu Roi avoit quitté tout le droit par lui prétendu au duché de Milan, tant pour lui, que pour Messieurs ses enfans, avec promesse de leur faire ratifier ; & que les enfans venant à heriter, ou succeder au pere, demeurent tenus des faits, promesses, & obligations de leur pere.

* De France.

Au premier object se répondit, Que l'investiture faite par le feu Empereur Maximilien du duché de Milan, en l'an 1504, est faite pour le Roi Louis XII. & les mâles descendans de lui ; & en défaut de mâles, pour Madame Claude, sa fille, & Charles, Duc de Luxembourg, son fiancé, mais il y a autre subéquent investiture faite en l'an 1509, pour laquelle fut payée la somme de cinquante mille écus soleil, outre deux-cens mille francs, qui avoient été auparavant payez ; laquelle est faite pour le Roi Louis XII. & les mâles descendans de son corps en loial mariage ; & en défaut d'eux, pour Madame Claude, sa fille-aînée, & pour celui qui viendrait à l'épouser, & pour les mâles descendans d'eux ; & est ladite investiture pure & simple, & sans aucune condition.

Au second object est répondu, Que par le traité de Madrid, le feu Roi quite seulement le droit par lui prétendu au duché de Milan, tant par les investitures, & concessions faites par ses predecesseurs, comme par hoirie, succession, ou autrement. Vrai est, que par le dernier traité fait à Crespi, est dit, que en cas que le mariage se fist de feu Monsieur d'Orleans, & de la fille de l'Empereur ; & après que ledit sieur d'Orleans & sa femme auroient été constitués Regens es Pais-bas, & que l'administration leur en auroit été baillée ; en ce cas le feu Roi, en son nom, & celui de Messieurs ses enfans, renonceroient à tous droits & querelles prétendues au duché de Milan, comé d'Ast, & ses appartenances, & feroit ratifier icelle renonciation par seldits enfans ; lequel cas, parce qu'il n'est advenu, il n'est point besoin de disputer de la promesse contenue audit article, & aussi peu de la cession faite par le traité de Madrid ; car par le texte de l'investiture de l'an 1509, qui est la dernière, & dont ci-dessus est faite mention, apert clairement, que le feu Roi ne pouvoit lors rien prétendre au duché de Milan, fors l'administration, & les fruits durant la minorité de Messieurs ses enfans, auxquels ledit duché appartenoit par la seldite investiture : & partant, quand le feu Roi auroit cédé, tant pour lui que Messieurs ses enfans (ce que non) tout le droit qu'il prétendoit au duché de Milan, avec promesse de leur faire ratifier, & que Meisditieurs ses enfans suivant ladite promesse auroient ratifié en ces termes ladite cession ; si-est-ce qu'elle ne leur

Tome II.

R r r

apporteroit aucun prejudice ; car par là on ne pouroit inferer , fors qu'ils auroient renoncé au droit que leur pere auoit audit duché ; mais non pas au droit, qui leur competoit & compete de leur chef, & par la loi de l'investiture; non par hoirie ni succession, & pour raison duquel droit ledit duché leur appartenoit, comme encore appartient au Roi, vrai Duc & Seigneur. Et davantage, en quelque façon & maniere que l'eût promis, & pût promettre le feu Roi, si est-ce que le Roi qui est à present n'en seroit tenu ; car il ne vient pas à la Couronne, comme heritier de feu son pere, mais par la Loi du royaume, qu'on appelle la Loi Salique; & ne seroit pas moins Roi, quand il auroit renoncé à la succession de feu son pere.

Outre le droit appartenant au Roi en la duché de Milan, par investiture du feu Empereur Maximilien, on allegue communément, que ladite duché lui appartient aussi par droit d'hoirie; car Jean-Galeas Visconti, Comte de Vertus, Duc de Milan, eût trois enfans de Blanche, fille du Comte de Savoie, c'est à savoir Madame Valentine Visconti, aînée de tous; Jean-Marie Visconti, & Philippe-Marie Visconti. Ladite Valentine fut mariée à Louis, Duc d'Orleans, en l'an 1486. & lors dudit mariage se nommoit Duc de Touraine, Comte de Valois, & de Beaumont-sur-Oise. A ladite Valentine fut baillé en dot, par son pere, le comté d'Ast, & ses appartenances, que dès lors il promettoit faire valoir trente mille ducats d'or de rente, pour en jouir dès le lendemain des nœces : & outre ce, lui fut promise la somme de quatre-cens cinquante mille ducats d'or; & fut dit & convenu expressement par icelui traité, qu'au cas que ledit Galeas decedât sans hoirs mâles procréés de son corps en loial mariage, ladite Valentine lui succéderoit en toutes ses terres & seigneuries quelconques, presens & à venir, sans que par testament, codicilles, ou donations faites entre vifs, il en pût disposer au contraire. Et combien que ledit Jean-Galeas soit decédé, & ait laissé deux fils mâles, c'est à savoir lesdits Jean-Marie, & Philippe-Marie Visconti, qui successivement ont été Ducs de Milan; toutefois ledit Jean-Marie seroit decédé sans enfans, ledit Philippe-Marie aussi sans enfans legitimes; car il delaisa seulement une bâtarde, que François Sforce épousa. Et davantage, par la mort dudit Philippe, qui fut dernier mâle du nom & de la Maison des Visconti, *perit Vicecomitum familia*, & restoit seulement la ligne venue de Louis d'Orleans, qui eût trois fils, Charles, Duc d'Orleans; Philippe, Comte de Vertus; & Jean, Comte d'Angoulesme. Philippe mourut sans enfans; & Charles vint Louis, qui a été Roi de France, douzieme de ce nom; aieul maternel du Roi qui est à present; & de Jean, est aussi descendu en ligne masculine le Roi à present regnant.

Charles donc, après le décès de sa mere Valentine, tant comme le plus proche parent de Philippe Visconti, dernier Duc de Milan, à cause de sa mere, que aussi en vertu du traité de mariage susdit, parce qu'il n'y avoit aucuns mâles restés dudit Jean-Galeas Visconti, ni autre mâle quelconque de la Maison des Visconti, vint à la succession des Ducs de Milan, & entreprit la conquête, conquêta le comté d'Ast, & quelques autres places, & mourut avant qu'avoir parachevé.

Louis, son fils, Roi douzieme de ce nom, paracheva la conquête; car après

le décès de Philippe Visconti, François Sforce, qui avoit épousé Blanche, bâtarde dudit feu Duc, se saisit de ladite duché, & après lui, ses fils successivement, jusques à Louis Sforce, fils dudit François, sur lequel ledit Roi Louis conquêta ladite duché, & l'amena prisonnier en France : & après ladite conquête, il en fit l'hommage à l'Empereur Maximilien, & en prit l'investiture en l'an 1509. Voilà comme le droit d'hoirie est fondé.

Sur quoi il faut mettre en considération, qu'il y a grande différence entre les fiefs de l'Empire, & les fiefs de France : car les fiefs de France sont patrimoniaux, & viennent par droit d'hoirie en succession, & comme autres héritages, sans bénéfice du Prince, & s'alienent sans son congé : & en sont les femmes capables. Au contraire, les fiefs Impériaux sont bénéfices des Princes, auxquels on ne vient point par droit héréditaire, quelque prochain que l'on soit, ains par la loi de l'investiture, & selon les termes d'icelle : tellement que ceux qui n'y sont point compris, n'y peuvent venir sans nouvelle investiture, laquelle l'Empereur n'est pas tenu de bailler, quelque prochains mâles qu'ils soient du dernier decédé. Davantage, lesdits fiefs de l'Empire ne se peuvent aliener sans le consentement de l'Empereur, autrement ils tombent en commise de pure perte pour le vassal. Item, les femmes en sont incapables par disposition du droit commun féodal : & si l'Empereur, par grace spéciale, vient à étendre son investiture jusques aux femmes, il fouille si avant dans la bourse des vassaux, qu'ils s'en souviennent long-tems après ; témoin celle du feu Roi Louis XII. qui lui coûta, compris les allées & venues, & les présentes, plus de quatre cens mille livres. Par ce que dessus apert qu'il n'y a qu'un seul moien d'acquérir droit és fiefs Impériaux, c'est à sçavoir, par l'investiture de l'Empereur ; car ce sont bénéfices, en la concession desquels il use de telle grace, si ample & si courte qu'il veut, & ne peut le bénéficiaire le vendre ni aliener. Et si le Roi Louis XII. pour le regard de la duché de Milan, eût pensé être assez fondé en droit d'hoirie, il n'y eût pas fait la dépense qu'il fit, ni pris la peine qu'il en prit ; car il ne poursuivit jamais chose si vivement, ni si affectionnement, qu'il a poursuivi son investiture en ladite duché. Finalement, il semble, qu'avec les Impériaux il ne faut facilement mettre en avant le droit héréditaire en la duché de Milan ; car c'est un droit incompatible avec le droit d'investiture, présupposant que ladite duché de Milan soit un fief de l'Empire, comme nous l'avons assez confessé par l'investiture, qui en a été prise de l'Empereur Maximilien. Car par là ils inferent, qu'il ne suffit pas de recouvrer d'eux ladite duché, si nous ne privons davantage l'Empereur & l'Empire de leur droit, la voulant faire héréditaire & patrimoniale : & par ci-après l'Empereur s'en pourroit prevaloir envers les Allemans, alleguant qu'il n'auroit point voulu entendre à la restitution de ladite duché, d'autant qu'il ne l'eût pu faire sans prejudicier aux droits de l'Empereur & de l'Empire, pource qu'elle étoit demandée comme chose patrimoniale, & par droit d'hoirie.

Au regard de la Seigneurie de Gennes, ce n'est point un fief de l'Empire, & dont il soit besoin d'obtenir investiture de l'Empereur ; car c'est une seigneurie, dont les habitans étoient seigneurs, jusques à ce que se trouvant affoiblis & épuisés par les guerres continuelles, qu'ils avoient eû contre les Vénitiens,

R r r ij

l'espace de quatre-vingts ans, ils vinrent à se donner à Philippe-Marie Visconti de Milan, & à ses successeurs en l'Etat de Milan; lequel Duc qui étoit alors tenu pour le plus riche & puissant en armes, & le plus avisé Prince de toute l'Italie, les reçut en sa main & seigneurie, & en jouit jusques à la mort; & conséquemment, après sa mort, Charles, fils de Louis, Duc d'Orléans, qui étoit le plus proche par consanguinité dudit Philippe, & depuis, le Roi Louis XII. fils dudit Charles, se sont dits & portez seigneurs de Gennes, & Ducs de Milan; en ont lesdits feus Roi Louis XII. & le feu Roi, joui jusques à ce que par force ils en ont été spoliez. Et si faut noter, que ledit Duc Philippe aiant été fait seigneur de Gennes par la maniere devant dite, afin de se faire plus fort, se mit sous l'hommage de France, & fit la foi & serment de fidélité au Roi Louis XI. en l'an 1477. tant de ladite seigneurie de Gennes, que de Savonne. Outre le droit desdudit prétendu par le Roi en la Seigneurie de Gennes, il se trouve, que dès l'an trois-cens quatre-vingt treize, Charles Flisco Palatin, seigneur de Gennes, par ses lettres patentes, voulut consentir, que Charles, Roi de France, & ses successeurs Rois audit royaume, fussent & demeurassent à jamais seigneurs naturels de sa ville, cité, & territoire de Gennes: & environ trois ans après, l'an trois-cens quatre-vingt seize, & le quatrieme novembre, Antoine Adorne, Duc de Gennes, en la presence, & du consentement des autres officiers de Gennes, fit le serment de fidélité aux ambassadeurs du Roi, & le vintxieme novembre ensuivant audit an, en la presence desdits anciens officiers, & grand nombre de peuple, ledit Adorne confessa tenir la seigneurie de Gennes au nom precatre du Roi, en bailla la possession réelle aux officiers dudit seigneur, par le bail du Sceptre de ladite Seigneurie, & des clefs des portes; & fut mis l'un des Ambassadeurs en la place & siege ducal, duquel ledit Adorne se leva.

Il se trouve par semblable, que dès l'an quatre-cens cinquante-sept, les habitants de Gennes s'étoient mis en l'obeissance du Roi Charles VII. qui eût ladite sujettion & obeissance pour agreable, & en bailla ses lettres d'agreablement. En l'an quatre cens cinquante huit, lesdits habitants firent au Roi hommage & serment de fidélité; auquel an aussi fut passé un traité entre le Roi, & lesdits sujets de Gennes, touchant plusieurs articles accordez entre eux.

Quant aux droits appartenans à feuë Madame Louise de Savoie, aieule paternelle du Roi, en la Maison de Savoie, il faut presupposer, que Philippe de Savoie, Comte de Beugey, & sieur de Bresse, fils du Duc de Savoie, fut conjoint par mariage avec Dame Marguerite de Bourbon; duquel mariage sont issus Philbert Duc de Savoie, & lad feuë Dame Louise. Fut convenu par le traité, que les enfans dudit mariage, & les descendans d'eux, representeroient la personne de l'ainé, & succederoient es susdites terres & seigneuries, selon l'ordre d'aïnesse. Or ledit Philbert de Savoie deceda sans enfans, & conséquemment, suivant ce qui avoit été convenu par ledit traité de mariage, ladite Dame Louise, & le feu Roi, comme descendu d'elle, & representant ledit Philbert, étoit capable de succeder esdites seigneuries de Beugey, & Bresse, tant par disposition de droit commun pour la proximité du lignage, que par droit de convention.

D'avantage, quand ladite Dame fut mariée, la succession de sa mere lui étoit

ja acquise, qui avoit apporté en mariage la somme de soixante mille écus, dont lui appartenoit la moitié, qui sont trente mille écus; & néanmoins pour toutes choses quelconques, tant de succession de pere que de mere, elle n'a jamais eû que la somme de vingt-cinq mille livres. Et ne sert de rien de dire, qu'elle y a renoncé par son traité de mariage, parce que telle renonciation est faite *per minorem de successionem jam quasita*, pour le regard de la mere; & pour le regard du pere, *de successionem futura* & sic utroque respectu, nulle de disposition de droit. Il y a d'autres droits de plus grande importance pretendus par le Roi, comme Comte de Provence.

C'est à savoir, la comté de Nice, & Villefranche, qui sont sans difficulté des appartenances du comté de Provence, & dont les Comtes de Provence ont toujours joui jusques à ce que le Comte de Savoie*, sous couleur d'une dette qu'il pretendoit à l'encontre du Roi de Sicile, Comte de Provence, s'en saisit par force d'armes après la mort dudit Roi, qui avoit délaissé un fils mineur sous la garde de la Reine Yoland, sa veuve.

Amedée VII.
en 1388.

Plus, la comté & seigneurie de Piémont a été pieça unie & incorporée à la comté de Provence, par les Comtes de Provence, avec toutes les solennitez en tel cas requises, dont ont été expédiées lettres en forme autentique; desquelles comté & seigneurie de Piémont, les Comtes de Provence ont toujours joui depuis, comme d'un membre faisant portion de ladite comté de Provence, jusques à ce que les Ducs de Savoie, par violence, & sans titre, s'en sont saisis.

A quoi par ci-devant les Gens du Duc ont répondu, que le feu Roi, l'an cinq-cens vingt-trois, par ses lettres parentes, promit au feu Duc de Savoie, de ne lui faire jamais demande ni question des terres qu'il tenoit, spécialement de la comté de Nice, dont il lui fit cession & transport, entant qu'il y pourroit avoir aucun droit.

Sur quoi leur est repliqué, que lesdites lettres, combien qu'elles soient adressées au Parlement de Provence, & Chambre des Comptes dudit lieu, & ailleurs, toutefois n'y a aucune verification, ni presentation desdites lettres, chose requise & nécessaire, tant de disposition de droit, que par les ordonnances & usances, tant du royaume, que de Provence; & par ainsi lesdites lettres sont & demeurent encore jusques à hui sans aucun effet. Que cette alienation est faite de chose non alienable, d'autant que la comté de Provence, dont lesdits comtez de Nice & Piémont font portion, comme membres dépendans & incorporez en ladite comté de Provence, étoit ja dès le tems de ladite alienation unie à la Couronne de France par lettres d'incorporation, vérifiées où il appartient, & partant inalienable comme, portion de la Couronne: & quand elle ne seroit point unie à la Couronne, si-est-ce que par disposition de raison, quand il est question d'aliéner les droits patrimoniaux d'une dignité ou seigneurie souveraine, comme étoit la comté de Provence, qu'il falloit avant que pouvoir parvenir à l'alienation, *quod pracederet pragmatica sanctio cum consilio procerum*.

Et outre, y a Edit pieça fait par le Roi de Sicile, Comte de Provence, *cum consilio procerum*, qui prohibe telles alienations, *itaque cum lex resistat alienationi*, elle est nulle.

Rrr iij

Or pour autant, que feu Monsieur de Savoie sommé, requis, & interpellé par plusieurs fois, tant de la part de feuë Madame, que aussi du feu Roi, pour raison des droits & choses sùldites, n'y auroit jamais voulu entendre; à cette cause le feu Roi, pour en avoir la raison, fut contraint de venir aux armes, & prit ce qu'il peut prendre sur ledit Duc, *more recepto inter principes, & apud omnes gentes usitato*, dont s'il y a quelque chose non comprise en ses droits & demandes, comme à la verité il y a, on sera prest de lui en faire raison, rendant par lui ce qui reste à recouvrer des choses pretendues & demandées, comme sont les comtez de Nice & Villesfranche, & une bonne partie du Piémont.

Quant au quatrieme point, qui est de la conquête des citez de Metz, Toul & Verdun, elles ont toujours été tenues pour villes & citez de l'Empire, & n'ai jamais entendu, que nous y pretendissions fors le droit de protection és citez de Toul & Verdun, qui n'emporte aucun droit de justice ni hommage, & dont les uns & les autres à toute heure se peuvent départir sans mutuel consentement, par l'usage de la Germanie: & si ne voi point en quoi nous puissions douloir de l'Allemagne, si ce n'est qu'ils contribuèrent aux fraix de la guerre, qui nous fût faite par l'Empereur, en l'an mille cinq cens quarante-trois, qui nous fut grandement dommageable, & qui fut cause de nous faire faire l'apoinement de Crespi, peu avantageux pour nous. Mais si nous venons à nous decouvrir jusques là, & dire que par cela nous avons eü juste cause de nous saisir des villes de l'Empire, & de les retenir; outre ce qu'il y a pour eux des réponses bien aparentes, ce sera faire une declaration équivoilente à demonstration de guerre, dont les Imperiaux ne faudront pas incontinent de s'en prevaloir aux Etats de l'Empire; & semble être plus utile de se tenir couvert en cet endroit le plus qu'on pourra, sans se laisser entendre quant au fait de la restitution desdites villes.

Traité de treve pour cinq ans, entre le Roi Henri II. d'une part; Charles V. Empereur. & Philippe son fils, Roi d'Angleterre, & depuis Roi d'Espagne, d'autre. En l'Abbaie de Vaucelles près Cambrai, le 5. fevrier 1555.

Vaucelles.
1555.
5. fevrier.

AU nom de Dieu le Createur. Comme il soit, que guerre se soit mûe depuis aucunes années en çà, entre l'Empereur & le Roi Tres-Christien de France & que pour y procurer pacification, & parvenir au bien de la paix, repos, & tranquillité du public, plusieurs diligences ont été faites par aucuns Potentats de la Chretiené, lesquelles n'ont pü sortir effet pour les grandes & importantes difficultez, qui se sont trouvées, & telles que jusqu'à présent l'on n'a trouvé moien convenables pour venir à la conclusion tant désirée; neanmoins pour faire cesser l'occasion d'aigreur, & donner moien à ce que par une treve communicative, l'on puille durant icelle, par moien d'ambassadeurs ou autrement, trouver moien & expedient pour parvenir à final repos & apaisement de tous disereids étans entre lesdits Princes; & que les dommages, que

la Chretienité souffre de la guerre, cessent. Se sont trouvez personnellement ; Messieurs, Charles, Comte de Lalain, Baron d'Escornaux, Chevalier de l'Ordre du Toison d'Or, Lieutenant & Capitaine general, & Grand. Bailli de Hainaut ; Simon Renard, Charles Tisnac, Philippe de Bruxelles, & Jean Baufte Scorio, Senateur & Regent de Milan, conseillers & procureurs de Sa Majesté Imperiale, & de tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Dom Philippe, Roi d'Angleterre, de Naples, &c. Et Messire Gaspard de Coligny, sieur de Chastillon, Amiral de France, Gouverneur & Lieutenant-General, tant en l'Isle de France, qu'en Picardie ; & Sebastien de l'Aubespine, Abbé de Basses-Fontaine, & de S. Martin de Pontoise, Conseiller & Maître des Requestes de l'Hôtel dudit seigneur Roi Tres-Chretien, ses conseillers & procureurs, & en vertu des pouvoirs, qu'ils ont respectivement de leursdits Princes, ont fait, conclu, & accordé la treve telle que s'ensuit, sous le bon plaisir & vouloit toutefois de leursdites Majestez.

Premierement, que bonne, seure, vraie, ferme & loiale treve, abstinance de guerre, & cessation d'armes, est faite, conclue, arrestée, accordée, & passée entre lesdits Empereur & Roi d'Angleterre son fils, & le Roi de France Tres-Chretien, par terre, mer, eaux douces, tant en levant, que ponent, & en tous lieux & endroits quelconques, comme si particulièrement & spécialement ils étoient ci-exprimez & declarez, durable fermement & inviolablement entre leurs Majestez Imperiale & Roiales, leurs hoirs, successeurs, roiaumes, pais, terres, & seigneuries quelconques par eux possedez, & qu'ils tiennent & en jouissent à present, tant deçà que delà les Monts, ou en quelque lieu & endroit que ce soit.

Et ne sera durant ladite treve rien innové ni atenté d'une part & d'autre, directement ou indirectement, au prejudice d'icelle, mais demeureront routes choses en l'état qu'elles sont, & la possession & jouissance à chacun, comme ils auront au tems de la date de cettres respectivement ; le tout de bonne foi & sans fraude, & ce pour le tems & terme de cinq ans ensuivans & consecutifs, à commencer du jour & date de ces presentes ; laquelle sera promptement publiée de part & d'autre sur les frontieres, & donné ordre qu'ainsi se fasse en tous lieux & pais, qui doivent jouir du benefice d'icelle, comme il est requis & accoutumé en tel cas, pour la pleine & entiere observation de ladite treve, & de maniere qu'il n'y ait faute.

Et sera ladite treve marchande & communicative en tous lieux & endroits, tant de mer, que de terre, & eaux douces ; & pourront les sujets d'un côté & d'autre, aller, venir, frequenter, negocier, sejourner, marchander, & trafiquer ; en payant toutefois les droits en tous lieux dûs & accoutumez, franchement & librement, comme en tems de bonne & entiere paix, sans contredit ni empêchement.

Et retourneront les sujets & serviteurs d'un côté & d'autre, de quelque qualité qu'ils soient, pleinement en la jouissance de tous & chacuns leurs biens immeubles, droits & actions susdits, & occupez au moien de la dernière guerre, & à l'occasion d'icelle, pour en jouir par eux, ou seulement par les mains de leurs facteurs & entremetteurs, si bon semble, ausdits sieurs Empereur &

Rois, soit pour suspicion, ou autre juste & raisonnable considération, dès la date d'icelle treve, sans rien quereller des fruits perçus & échûs pendant la guerre. Et sera ledit retour nonobstant toutes donations, concessions, & déclarations de confiscations, & commises, sentences données par contumace; & en l'absence des parties, & icelles non ouïes à l'occasion de ladite guerre comme qu'il soit; remettant iceux sujets quant à ce pleinement, & cessant tous empêchemens & contredits en leurs droits & actions, ainsi qu'ils étoient au tems de l'ouverture de ladite guerre. Et s'entend le contenu au présent article avoir lieu en tous les endroits étans sous l'obéissance & possession desdits sieurs Empereur & Rois, qu'ils tiennent & possèdent.

Durant lesquels cinq ans lesdits sieurs Empereur & Rois, ne pourront, directement ou indirectement, endommager, l'un l'autre en quelque lieu & endroit de la Chretienité, & de leurs roiaumes & pais, que ce soit par eux ni par autrui, ni bailler aide, port, assistance, ou faveur de gens, argent, artillerie, munitions, victuailles, quels qu'ils soient, ni choses quelconques à ceux qui le voudront faire, procurer, ou attenter, ni passage par leurs roiaumes, pais, terres, & seigneuries, ni les recevoir, ni donner entrée és ports de mer, qu'ils tiennent, ou leur donner rafraichissement, y venant pour faire acte d'hostilité contre leurs Majestez, pais & sujets, & autres compris en la presente treve. Et ainsi s'observera réellement, sincerement, & de bonne foi, & feront tous les meilleurs offices qu'ils pourront, pour procurer effectivement le repos de la Chretienité, & éviter l'oppression d'icelle.

Et ne pourra-t'on proceder durant ladite treve, directement ou indirectement, d'un côté ni d'autre, à l'encontre des sujets, capitaines, officiers, & serviteurs, de quelque nation qu'ils soient respectivement, pour le service fait auxdits Princes, chacun endroit soi, & delits par eux commis auparavant la date de ces presentes; ains pourront resider en leurs maisons, possessions, & biens quelconques, & en jouir paisiblement sans aucun empêchement. Sauf & réservé, que si pour cas par eux commis atouchant partie particuliere, ils sont en justice, & que l'on les veuille poursuivre en icelle, elle aura son cours par voie civile, pour l'intérêt de la partie tant seulement, & sans fraude.

Aussi sera la justice administrée sincerement, & par chacun desdits sieurs Empereur & Rois, aux sujets d'un côté & d'autre, és lieux, où par droit & raison elle doit être faite & administrée, sans que par indirects & obliques moïens on la puisse attrier, poursuivre, ni faire ailleurs, que és lieux, où les personnes doivent être convenues, & les biens sont assis & ressortissans, & où par droit & raison on la doit requérir & faire.

Et si aucun d'un parti ou d'autre contrevient à la treve & abstinence de guerre, directement ou indirectement, & se fait comme qu'il soit chose au contraire d'icelle, cela sera pleinement & sans figure de justice, & dilation, réparé, & les contrefaisans châtiez exemplairement, comme s'ils étoient infracteurs de paix: & en feront la réparation les officiers d'un côté & d'autre, chacun endroit soi, sans port ni dissimulation quelconque, à la premiere & simple plainte & requisition qui s'en fera, ladite treve demeurant néanmoins en son entière force & vigueur.

Tous

Tous Forcés & bannis de Naples & Sicile sont & demeureront exclus du benefice de ladite treve. Et quant aux bannis de Florence & de Sienne, qui se pouvoient être retirez es places de la Toscane, tenuës par ledit seigneur Roi de France, ledit seigneur Roi ne leur permettra, on consentira, ains les empêchera, pendant qu'ils seront sous l'obeïssance dudit seigneur Roi de France, de faire chose qui puisse offenser ou alterer ladite treve, ou disposition d'icelle, ni les Etats de Sienne & Florence, ou autres appartenans à leurs Majestez, compris en la presente treve.

Toutes lettres de marque & de represailles cesseront, & sera la justice ouverte à un chacun desdits sujets, pour y avoir recours.

Les vassaux & sujets, d'une part & d'autre, restituez & à restituer en leurs biens, pouront poursuivre leurs actions par eux, ou par procureurs & entre-meteurs, es juridictions de leurs Majestez, sans être tenus d'y aller en personne.

Finalement a été accordé, que par la presente treve ne puisse être fait nul prejudice aux droits & actions des particuliers; en laquelle de la part de leurs Majestez Imperiale & Roi d'Angleterre son fils, seront compris le Pape & le Saint-Siege Apostolique, le Roi des Romains, le Saint Empire, le royaume d'Angleterre, les Rois de Portugal, Pologne & Danemarck, le Duc de Savoie, les Suisses, le Duc de Florence, le Duc de Ferrare, la Republique de Venise, Genes, pour en jouir selon qu'ils ont accoustumé par le passé; Sienne, Luques, le Duc de Mantouë; toute la Toscane; les Duc, Duchesse, & pais de Lorraine; pour jouir ladite Dame* de l'effet de ladite treve, & de tout ce qui lui apartiendra, & d'aller & résider, tant en Lorraine, que ailleurs, où bon lui semblera.

Et de la part dudit seigneur Roi Tres-Chretien, sont compris nôtre Saint-Pere le Pape, le Saint Siege Apostolique, la Reine & le royaume d'Ecosse; le Roi de Navarre; la Reine & le royaume d'Angleterre; les Rois de Portugal & de Danemarck; la Reine Isabelle*, veuve du feu Roi Jean Vaivode, & le Roi son fils*; les Princes, Villes & Etats du Saint Empire; la Seigneurie de Venise, les Treize Cantons des Suisses, les Liges - Grises, le Valais; ensemble tous les allies & confederes desdits Cantons; les Ducs de Lorraine & de Ferrare; les Duc & Duchesse de Parme; les Ducs de Mantouë & d'Urbain, le Comte de la Mirande; les Siennois, la Corseque, les Sieurs de la Maison de la Marche; leurs royaumes, pais, & sujets, & generalement tous & chacuns amis, allies, confederes & serviteurs desdits seigneurs Empereur & Rois, qui se pouront denommer dedans trois mois; & ont iceux procureurs & mandataires en vertu de leurs pouvoirs respectivement & au nom desdits seigneurs Empereur & Rois, passé & promis l'entiere observation de ladite treve, & choses susdites, & chacune d'icelles, sans y contrevenir directement ou indirectement. Et pour ce ont tous prêté le serment aux saints evangiles de Dieu; & obligent lesdits seigneurs Empereur & Rois, leurs hoirs, successeurs, & tous & chacuns leurs royaumes, pais, & biens presens & à venir, & promis de faire ratifier en bonne & autentique forme les presentes, en & dedans six semaines. En témoin de ce, se sont soussignez de leurs mains propres. Fait & passé en l'Abbaie de Vaucelles, le cinquiesme jour de fevrier, l'an 1555.

Tome II.

SSS

* Christine de Danemarck, niece de Charles-quin, veuve de François, Duc de Lorraine, mère de Charles III.

* fille de Sigismond Auguste, Roi de Pologne.

* Etienne-Sigismond.

Addition de quelques articles au traité de Fawcelles, touchant le Duc de Savoie, le trafic des François aux Indes, la delivrance des prisonniers de guerre, & les alliéz des Rois de France & d'Espagne, outre ceux qui sont nommez audit traité.

Fawcelles.

1555.

9 mars,

19. avril,

3. mai &

19 decembre.

COMME il soit qu'aujourd'hui date de cetter, ait été traité treve marchande & communicative, entre Messieurs, Charles, Comte de Lalain, Baron d'Escornaix, Chevalier de l'Ordre du Toison d'Or, Lieutenant, Capitaine general, & Grand-Baillide Hainaut; Simon Renard, Charles de Tisnacq, Philbert de Bruxelles, & Jean-Baptiste Scorio, Senateur & Regent de Milan, conseillers & procureurs de l'Empereur, & de tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, Dom Filipe, Roi d'Angleterre, de Naples, &c. Et Messire Gaspard de Coligny, sieur de Châtillon, Admiral de France, Gouverneur & Capitaine general tant en l'Isle de France, qu'en Picardie; & Sebastien de l'Aubespine, Abbé de Basselontaine, & de Saint Martin de Pontoise, Conseiller & Maître des Requêtes du Roi Tres-Christien de France. Iceux commis dudit Seigneur Roi Tres-Christien ont, en vertu de leur pouvoir, outre le contenu en lad. treve, accordé & promis, que ledit seigneur Roi de France paiera réellement & de fait, durant lad. treve, & chacune année d'icelle, aux termes ci-après spécifiés, au sieur Duc de Savoie, ou ses procureurs & entremetteurs, aians quittance de lui, la valeur du revenu annuel du plat pais & dépendances de la ville d'Yvrée, tel qu'il sera estimé & liquidé par commis, qui seront pour ce nommez & choisis. Et se fera ledit paiement en la ville de Lion, par marchand particulier, qui sera avité, à savoir la moitié au dernier jour de juillet prochainement venant; & l'autre moitié, au dernier jour de janvier suivant; & consecutivement de termes en termes, dont ledit seigneur donnera mandement & lettres en forme requise, pour sûreté & paiement de la somme,

Et jouira ledit sieur Duc, ses pais, sujets, & serviteurs, du benefice de ladite treve, tout ainsi que les sujets & pais dedit seigneurs Empereur & Rois.

Et rentreront ledits sujets en la jouissance de leurs biens, droits, & actions, comme les sujets & serviteurs de leursdites Majestez.

Et audit sieur Duc ne sera mis empêchement en ce qu'il tient & possède, & se trouvera tenir & posséder au tems de la date de ces presentes.

Aussi a été expressément convenu & capitulé, que jaoit que ladite treve soit marchande & communicative, si est-ce que les sujets dudit sieur Roi de France, ou autres par leur aveu, ne pourront trafiquer, naviger, ou negocier aux Indes appartenantes audit sieur Roi d'Angleterre, sans son exprès congé, & licence; autrement faisant le contraire, sera licite d'user contre eux d'hostilité, demeurant toutefois ladite treve en sa force & vigueur; moiennant aussi que sous cette ombre rien ne se fisse ou commette au prejudice des sujets dudit seigneur Roi Tres-Christien, qui se trouvent voiagez par mer, ailleurs à leur commodité, & où bon leur semblera, comme du passé.

Le Marquis Albert de Brandebourg *, est compris de la part dudit seigneur Roi Tres-Chretien, en la presente treve ; mais pour son regard a été déclaré, que nonobstant la comprehension faite de lui, par ledit seigneur Roi, l'on entend qu'elle ne puisse avoir lieu en ce qui concerne l'Empire, sinon après que ledit Marquis, qui est au ban dudit Empire *, se fera reconcilié, & remis comme devant ; & sera-t-on content, que la Justice & Chambre Imperiale y pourvoie, comme il appartient par droit & raison. A la charge aussi, que cependant d'une part ni d'autre ne se donnera faveur ni aide audit Marquis, directement ou indirectement, pour entreprendre contre les états, pais, & royaumes de leurs Majestez, ni en quelque lieu que ce soit.

Outre la comprehension generale, en laquelle la Reine Eleonor sera inserée en la treve, si bon lui semble, aiant lesdits députez de Sadite Majesté Imperiale, & du Roi d'Angleterre, son fils, fait instance des arrierages de son dot, & voulu entrer en la vigueur & contenu aux traites, qui font mention de ladite Dame ; les députez dudit seigneur Roi Tres Chretien, ont répondu n'en avoir aucune charge, & remis le tout à Sa Majesté Roiale, pour en aviser ainsi que de raison.

Aussi aiant les députez dudit Roi Tres-Chretien fait semblable instance pour Madame la Duchesse de Parme, ceux de Sadite Majesté Imperiale, & du Roi, son fils, ont remis le tout à leurs Majestez, comme n'en aiant aucune charge, esperant qu'elles y auront tel égard que de raison.

Tous lesquels articles, & chacun d'iceux, auront & sortiront effet, comme si distinctement ils étoient compris en ladite treve generale. En signe dequoi lesdits députez ont promis, & juré l'observation, & ratification d'iceux, comme de ladite treve, & iceux signez de leurs seins. Au lieu de Vaucelles le cinquieme jour de fevrier 1555. Ainsi signé, *De Lalain, de Tisnacq, Renard, de Bruxelles, & Batiste Scotio; de Coligny, & de l'Aubespine.*

ENTRE Messieurs les Députez, assemblez en l'Abbaie de Vaucelles, le dix-neuvieme jour de decembre 1555. à savoir de la part de l'Empereur, & du Roi d'Angleterre, Messieurs, le Comte de Lalain, Chevalier de l'Ordre de la Toison, & Capitaine general de leurs Majestez au pais de Hainaut ; Renard, & de Bruxelles, leurs Conseillers, & Maîtres des Requêtes de leur Hôtel : Et de la part du Roi, Messieurs l'Admiral, Gouverneur & Lieutenant general de Sa Majesté en Picardie ; & de l'Aubespine, Abbé de Bassefontaine, Conseiller & Maître des Requêtes de l'Hôtel de Sadite Majesté, pour traiter de la delivrance & rançon des prisonniers de guerre, d'une part & d'autre. Il a été accordé que lesdits prisonniers de guerre étans respectivement détenus d'un côté & d'autre, seront mis à rançon, pour une fois paier, au seuil & prix du revenu d'une année de leurs biens, ensemble des gages, soldes, pensions, & traitemens annuels qu'ils ont de leurs Princes : & par-dessus cela seront pesées & estimées raisonnablement les qualitez d'un chacun, par Messieurs les députez : Et que pour parvenir à l'effet de cet accord, l'on enverra par-devers lesdits prisonniers en diligence, avec lettres de Messieurs les députez, pour faire entendre à chacun desdits prisonniers ce que dessus : & que sans aucun délai,

S s s ij

* Grand-Maitre de l'Ordre Teutonique.

* en 1512. pour avoir fait hommage au Roi de Pologne Sigismond I. son oncle, du duché de Prusse, que Charlequint pretendoit être héritier de l'Empire.

de bonne foi, & sur leur honneur, & par serment, ils aient à dire & déclarer combien ils ont de revenu par an, ensemble des traitemens, soldes & pensions, charges & qualitez qu'ils ont, & l'enverront écrit & signé de leurs mains, en cas qu'ils le puissent faire, & cacheté de leurs cachets; sinon par autre certification valable, advertissant lesdits sieurs députez de leurs volontez, & s'ils n'acceptent pas le susdit accord: non compris en cedit accord, Messieurs les Ducs de Bouillon, de Montmorency, & d'Arscot; s'étant réservé lesdits sieurs députez à en traiter ainsi qu'entre eux il a été accordé. Et en cas qu'il fût trouvé qu'aucun d'eux (ce que l'on n'estime) eût celé la vérité de sesdits revenus, états, & autres choses susdites, leurs Princes respectivement en feront, ou feront faire raison, par toutes voies sommaires dûes & raisonnables, promptement, & sans délai. Et au préalable de leur delivrance, seront paieez tous frais, dépens, & dettes créées & faites durant le tems de leur captivité: & se sont promis lesdits sieurs députez, de se fournir les uns aux autres respectivement leurs réponses desdits prisonniers, dedans le premier jour de l'an prochainement venant. N'entendant que cet accord s'étende sur ceux lesquels auroient ja capitulé avec leurs maîtres pour leur rançon. Fait audit lieu de Vaucelles, les an & jour que dessus. En témoin de quoi Messieurs les Députez se sont baillé copie les uns aux autres respectivement de ce present accord, sous leurs seins manuels, & des secretaires y étans. Signé, *De Lalain, Renard, & Bruxelles.*

SUR ce que Messieurs le Comte de Lalain, & Ch. de Tisnacq, Conseillers d'Etat, & Maîtres des Requêtes des Majestez de l'Empereur, & du Roi d'Angleterre, ont déclaré à Monsieur l'Admiral, Gouverneur, & Lieutenant general pour le Roi Tres-Chretien, des pais de Picardie, & Isle de France; procedans d'une part & d'autre, à la consommation de ce qui a été par ci-devant traité en leur assemblée, pour traiter tant de l'accord de treve entre lesdites Majestez, comme celui qui touche la pension des prisonniers de guerre; que ledit Empereur, & son fils, le Roi d'Angleterre, se contentoient, que Messieurs les Ducs de Bouillon, & de Montmorency, fussent mis à rançon d'argent seulement, & raisonnable, dedans le plus brief tems que faire se pourroit, pourvû que le semblable fût fait à l'endroit de Monsieur le Duc d'Arscot, prisonnier de guerre en France; aiant Monditsieur l'Admiral accepté cette offre, pourvû que ce brief tems fût prefix & arêté entre eux raisonnablement: Lesdits sieurs sont demeurerez d'accord pour trois mois, à commencer du jour & date de ce present accord; & que dedans ledit tems, si plutôt ne se peut faire, il sera satisfait à ce que dessus. Fait à Vaucelles les Cambresis, le neuvieme jour de mars 1555. Est entendu ce que dessus, que le titre du Duc de Bouillon soit sans prejudice. Ainsi signé, *De Lalain, de Coligny, & Tisnacq.*

*Acte par lequel le Roi Philippe II. declare & nomme ceux qu'il entend
& veut être compris au traité de Vaucelles. Fait à Bruxelles le dix-
neuvième avril 1555.*

AUJOURDUI quatrième jour de mai de l'an 1555. le Roi étant en son château de Chambord, Messire Simon Renard, Conseiller d'Etat, & Ambassadeur de l'Empereur, & du Roi d'Angleterre son fils, a présenté au Roi l'acte dont la teneur s'ensuit.

PHILIPPE, par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, d'Angleterre, de France, de Navarre, de Naples, de Sicile, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Milan, Comte de Habsbourg, de Flandre, d'Artois. Comme par la treve dernièrement conclue & arêtée pour le tems de cinq ans, au lieu de Vaucelles, le cinquième jour du mois de fevrier dernier passé, entre tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince le Roi Tres-Chretien de France, & Nous, a entre autres choses été traité & capitulé, Que outre la comprehension faite d'un côté & d'autre, de ceux qui doivent être compris en ladite treve, l'on pourroit des deux côtés en dedans trois mois, dénommer ceux que, outre ladite comprehension, l'on voudroit encore dénommer : Nous y voulant faire l'office requis, avant l'expiration du terme sur ce prefix par ladite treve, avons dénommé & dénommons par cettes, l'Archevêque de Treves, Electeur ; l'Evêque de Liege, l'Evêque de Cambrai, le Duc de Juliers, les Suisses, les Grisons, le Duc d'Urbain, le sieur Dom Fernand de Gonzague, le Comte de Sainte-Flore, & ses freres ; le sieur de Monaco, le Comte *Troylo de' Rossi*, ses freres, & tous ceux de la Maison de *Rossi**, dont est aussi l'Evêque de Pavie* ; les Comtes de Sala, & ceux de sa Maison ; le sieur de Colormo, le Marquis de Final, le sieur Sinolfo Ottecio, le sieur Bartolde Farnefe, le sieur Sigismond d'Este, le Marquis de Massa, le sieur Marc-Antoine Dorie, Prince de Melfe ; Madame *Benedicta Spinola del Carro*, sa sœur : & tous feudataires de l'Empire generalement qui reconnoissent l'Empire, & obeissent à icelui, pour jouir de ladite comprehension de notre côté, tout ainsi que si expressément étoient spécifiés & dénommez en ladite treve. En témoin de ce nous avons fait dépêcher ces présentes, & icelles signées de notre main, & cachetées de notre cachet. Fait en notre ville de Bruxelles, le dix-neuvième jour d'avril 1555 Et au dessous signé, **PHILIPPE**, scellé en placart : & plus bas du secretaire **VINDELLA**, dont il a demandé certification, qui lui a été octroyée par moi secretaire d'Etat dudit sieur, les an & jour que dessus.

Il n'étoit pas encore Roi d'Espagne, car son pere n'abdiqua qu'à la fin de cette année 1555.

* autrefois souverain de Parme.
* Hippolite, qui fut fait Cardinal par Sixte V.

Acte par lequel le Roi Henri II. nomme aussi ceux qu'il veut & entend être compris au traité de Vaucelles. Fait à Chambord, le troisieme mai 1555.

*Vaucelles.
1555.
3. mai.*

** de la Maison
Orléans.*

HENRI, &c. Comme ainsi soit que par le traité de la treve conclue & arêtee en l'Abbaie de Vaucelles, le cinquieme jour de fevrier dernier passé, entre les commis députez de tres hauts, tres excellens, & tres-puillans Princes, l'Empereur Charles V. de ce nom, le Roi d'Angleterre son fils, & les nôtres, & depuis par Nous ratifié, il soit reservé à chacun de nous de nommer dedans trois mois ensuivans, tels de nos serviteurs, amis & allies que bon nous semblera, pour être compris audit traité de treve, & jouir du benefice d'icelle; Avons suivant icelle reservation & permission, nommé & nommons de nôtre part, les Evêques de Metz, de Toul, de Verdun, & Abbé de Gorze; les seigneurs de la Maison Caraffa, & ceux de la Maison Farnese; le Comte Nicole de Petillan*; & les Florentins, & Siennois, tant russis, que autres des villes & états de Florence & Sienne, pour être & demeurer compris & entendus audit traité de ladite treve, & jour du benefice d'icelle, tout ainsi que les autres qui y sont spécialement nommez & compris. En témoin de ce, nous avons signé ce present acte de nôtre propre main, & fait signer par l'un de nos Secretaires d'Etat. A Chambord, le troisieme jour de mai mille cinq cens cinquante-cinq.

Acte secret, par lequel Marie, Reine d'Ecosse, annexe, & unit son royaume à la Couronne de France, au cas qu'elle vienne à deceder sans enfans. Fait à Fontainebleau, le quatrieme avril 1557. avant Pâques. Communiqué en original par Messieurs Godescio.

*Ecosse.
1557.
4. avril.*

MARIE, Reine d'Ecosse. Considerant l'ancienne ligue, alliance, parfaite & perpetuelle union, d'entre les Rois & royaumes de France & d'Ecosse, & qui inviolablement a été gardée, entretenue, & observée jusques à present; aussi le gracieux & honorable traitement, dont elle a été favorisée, par la grandeur & excellence du Tres-Christien Roi de France: pour de plus en plus confirmer, établir, & du tout affermer l'affectionnée devotion de ces deux royaumes, sur routes choses auroit & a desiré de lier, joindre, annexer, & unir le royaume d'Ecosse à la Couronne de France; & pour cet effet, en cas qu'elle decederait sans hoirs de son corps, auroit fait certaines dispositions au profit des Rois de France, lesquelles elle veut sortir leur plein & entier effet. Toutefois est de nouvel avertie, par la communication qu'elle a eüe des articles & instructions des députez du pais d'Ecosse, que sous la faveur & secrete pratique de certaines personnes, l'on veut affecter son royaume, en défaut d'hoirs de son corps, à aucuns seigneurs du pais, ôtant par ce moien à

elle vraie Reine toute faculté & liberté d'en pouvoir aucunement disposer, à son tres-grand regret & prejudice : à quoi pour le présent elle n'a moien de contredire apertement, pour plusieurs grandes & justes occasions de crainte, dont elle est retenue ; même reconnoissant qu'elle est hors de son royaume, éloignée de la vûe de ses sujets, non asseurée des places fortes de son pais : & que si telles choses étoient ouvertement par elle debatues, se pourroient émuouvoir grands troubles & combustions tournans à la ruïne de son royaume ; vû même ment le tems présent de l'ouverture de la guerre, qui est hors d'Angleterre, pais ennemi du royaume de France, & du sien. Pour ces causes, a protesté & proteste, que quelque accord ou consentement qu'elle ait fait ou fasse aux articles & instructions envoyez par les Etats de son royaume, signamment en ce qui concernela succession de son royaume, au cas qu'elle decede sans hoirs de son corps ; elle veut & entend, que les dispositions par elle faites en icelui cas, pour & au profit des Rois de France, demeurent entieres, & sortent leur plein & entier effet, nonobstant les accords & consentemens qu'elle fait ou fera ci-après, si aucuns eulx en fait sur iceux articles & instructions, ou autrement, comme chose qui sera faite directement contre son gré, vouloir, & intention, dont elle a demandé acte à Monsieur le Garde des sceaux *, qui lui a été octroïé, presens les soussignez notaires & secretaïres de la Couronne de France. Et ont été pareilles declarations & protestations faites par Monsieur le Daupin, & par lui pareillement requis acte d'icelles, ce qui lui a été octroïé par Monsieur le Garde des sceaux, presens les soussignez notaires & secretaïres de la Couronne de France. Pour plus grande approbation de quoi, Mondit sieur le Daupin, & icelle Dame Reine, ont voulu signer ces présentes de leur propre main, ce jourdui 4. jour d'avril, l'an 1557. avant Pâques, à Fontainebleau. MARIE. FRANÇOIS. *Clausse. Bourdin.*

* Jean Bertrandi,
qui fut fait Cardinal
en cete année.

*Contrat de mariage de François, fils du Roi Henri II. & depuis II.
du nom Roi de France, avec Marie, Reine d'Ecosse, du 19.
d'avril 1558. après Pâques.*

TRES-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Henri, par la grace de Dieu Roi de France ; tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse Caterine, par la même grace Reine de France ; & tres-haut & tres-excellent Prince François, Daupin de Viennois, leur fils aîné, d'une part ; & tres-haute & tres-excellente Princesse Marie, aussi par la même grace de Dieu Reine d'Ecosse ; haute & puissante Dame Antoinette de Bourbon, Duchesse d'Alençon, de Guise, aïeule maternelle de ladite Dame Reine d'Ecosse, tant en son nom, que comme procuratrice de tres-haute & tres-excellente Princesse Dame Marie de Loiraine, à présent Reine d'Alençon, Regente au royaume d'Ecosse sa fille ; & les reverendissime & reverend peres en Dieu Jacques, Archevêque de Glisco ; Robert, Evêque des Orcades ; nobles & puissans seigneurs, Georges, Comte de Rothes ; Gilbert, Comte de Cassel ; Jacques, Prieur commendataire du Prieuré conventuel de Saint André ; Jacques, seigneur de Fleming ; Georges, Lord de Scrim ; & Jean Erszin, sieur de VVis ; pour &c

*Ecosse
1558.
19. Avril.*

au nom des Etats du royaume d'Ecosse, d'autre part; ont été présens en leurs personnes, disant lesdits Seigneur & Dame Reine & Reine, que les confederations & amitez de tout tems établies & continuées entre les royaumes de France & d'Ecosse, étoient notoires & reconnus à un chacun, & en étoient les preuves si manifestes, & les demonstrations tant certaines, qu'il n'est possible de plus, dont s'est accrue l'entiere & parfaite benevolence, que se sont naturellement portée les Rois desdits royaumes de France & d'Ecosse, qui ont regné jusqu'à present, lesquels ont toujours estimé les affaires propres des uns & des autres communes aux autres, jusques à avoir des & depuis huit-cens ans en ça, voulu suivre & courir une même fortune, non seulement en tems de paix, mais aussi au plus grands perils & hazards de la guerre. Pour l'entretenement & accroissement de laquelle amitié de deffunt de bonne & loüable memoire le Roi François dernier decédé, que Dieu absolve, auroit donné en mariage sa fille aînée à feu de bonne memoire Jâques V. Roi d'Ecosse*; étant le mariage dissolu par la mort de ladite fille, voulant renouveler cette alliance, & à toujours continuer leur commune & parfaite amitié, lui auroit depuis donné en mariage la susdite Dame Marie de Lorraine, à present Reine doüairiere & Regente en Ecosse, duquel mariage seroit issu la Reine dudit royaume d'Ecosse à present regnant. Et avenu le decés dudit Roi Jâques, le Roi continuant & succédant en la devotion du feu Roi François son pere, auroit pris en la protection ledit royaume d'Ecosse lors envahi, infesté & assailli par les Anglois, anciens & communs ennemis de l'un & de l'autre royaume. Et pour empêcher, que ladite Dame Reine d'Ecosse, étant lors delaissee és premiers ans de son enfance, ne tombât en leurs mains & puissance, elle auroit été du consentement de ladite Reine doüairiere sa mere, & des états dudit royaume d'Ecosse, emmenée en son enfance en ce royaume, en intention & propos d'en faire mariage au jugement d'un chacun grandement sortable avec Monditseigneur le Daufin leur fils-ainé; depuis lequel tems ladite Dame Reine d'Ecosse auroit pris telle nourriture auprès de la Reine, & avec l'âge seroit tellement accrue en bonnes mœurs, loüables & recommandables vertus, que lesdits Seigneur & Dame Roi & Reine voient à present Monditseigneur le Daufin, & elle, avoir atteint âge competent & capable, auroient été plus que devant mûs & incitez à avancer la perfection & consommation de leur mariage. A laquelle fin seroient venus & passez en ce royaume les seigneurs dessus nommez, commis & deputez des Princes & gens des trois Etats dudit royaume d'Ecosse, & fondez de pouvoirs & procurations suffisans quant à ce, lesquels auroient reçu a grand honneur le bon plaisir desdits Sieur & Dame Roi & Reine, requis, consenti, & accordé icelui mariage, suivant le traité ci-devant fait à Edington le septieme juillet 1543. lequel a été par les parties respectivement approuvé & rathé, & après amplement conféré, selon leurs charges & instructions, avec ladite Dame Reine d'Ecosse leur souveraine, & entendu son vouloir & intention; ensemble l'avis de ladite Dame Duchesse doüairiere de Guise, avec laquelle ils se seroient depuis assembles, en presence de tres-haut & tres-excellent Prince Antoine, par la grace de Dieu Roi de Navarre, de Messigneurs les Cardinaux de Lorraine; de Sens, Garde des sceaux de France; de Chastillon, & de Guise; Mon-

* mort à la fin
de 1542.

seigneur

seigneur le Duc de Guise; Monseigneur le Maréchal de Brissac; du Sieur du Mortier; des Archevêque de Vienne, & Evêque d'Orléans; & du Sieur d'Avau-
son Conseiller au Conseil Privé de Sa Majesté; & par elle commis & depu-
tez pour traiter dudit mariage. Pour l'accomplissement duquel ont été conclus
& arrestez les traitez, promesses, & pactions qui s'ensuivent; c'est à savoir,
que Monditseigneur le Daupin, prendra la Reine d'Ecosse pour épouse, & par
loi de mariage; & la Reine d'Ecosse prendra à mari & époux Monditseigneur
le Daupin solennellement en face de sainte Eglise, dimanche prochain vint-
quatrième jour de ce présent mois d'avril; & seront uns & communs comme
Prince & Princesse de leur qualité doivent & ont accoutumé d'être en tous biens
& choses, esquelles communauté peut être & écheoir par les loix & statuts de
France. En faveur duquel mariage, lesdits Seigneur & Dame Roi & Reine, &
Monditseigneur le Daupin de l'autorité dudit Seigneur Roi, ont constitué à ladite
Reine d'Ecosse dotiaire de soixante mille livres tournois, au cas que Mondit-
seigneur le Daupin vienne à la Couronne, & precederât étant Roi de France;
ou autre tel & plus grand dotiaire, qui se trouvera avoir été baillé à Reine
de France, au choix & élction d'icelle Dame Reine d'Ecosse: & au cas qu'il
precederât étant Daupin, trente mille livres tournois, le tout de rente ou revenu
par chacun an, en assiette commune & convenable. Lequel dotiaire ont dès
à présent assis & assigné en & sur les duché, comté, terres & seigneuries de
Touraine & Poitou, & de proche en proche, pour en jouir par ladite Dame
Reine d'Ecosse par les mains, ou de ses gens & officiers, si-tôt que dotiaire aura
lieu, sans autre interpellation & denonciation. Dont à cette fin dès à présent
comme dès lors, & dès lors comme dès à présent, elle sera & est par ces pre-
sentes saisie, selon toutefois l'évaluation qui en sera faite; le dotiaire écheant
à la charge de la retranche, si plus lors valent lesdites terres; & de l'augmen-
tation de proche en proche, si moins elles valent; & ce avec tous droits de pre-
sentation, nomination, & collation respectivement des bénéfices, offices, &
autres profits, revenus & émolumens, dependans des terres & seigneuries de
Touraine & Poitou, & autres terres, qui lui seront baillées de proche en pro-
che, tout ainsi & en la forme & maniere qu'en a dernièrement joui a pareil
titre la feuë Reine Eleonor, Dotiaïriere de France. Et a le Roi promis, qu'il
entreprendra bien & honorablement Monditseigneur le Daupin, & la dite Dame
Reine d'Ecosse, desorte que la Reine Dotiaïriere Regente, & les Seigneurs
Etats d'Ecosse auront occasion de contentement; dont les deputez des Etats
d'Ecosse dessus nommez se sont contentez, par le commandement de ladite
Reine d'Ecosse leur souveraine.

A été accordé, qu'au cas que ladite Reine d'Ecosse survive Monditseigneur
le Daupin, elle pourra demeurer en France, ou retourner en son royaume avec
ses serviteurs & officiers, a son choix & option, & se marier comme elle verra
bon être, par l'avis de ses Etats; & si emportera les deniers, vaisselle, ba-
gues, joyaux, habillemens, biens, & autres choses, que les
Reines doivent & ont accoutumé d'avoir après le trépas des Rois de France
leurs maris; & jouira de ses droits & assignaux, soit qu'il y ait enfans ou
non.

Plus a été accordé, qu'au cas que du mariage procede hoirs ou hoirs mâles, l'aîné, ou qui représentera l'aîné, avec le royaume de France, succedera au royaume d'Ecosse, & prendra les armes des deux royaumes, liées ensemble, & sous même couronne. Et si d'iceui mariage n'y a que fille ou filles, l'aînée, ou qui représentera l'aînée, succedera audit royaume d'Ecosse, & sera mariée, tant par l'avis du Roi de France qui sera lors, que des trois Etats dudit royaume d'Ecosse. Et neanmoins lesdits Seigneur & Dame Roi & Reine, & Monditseigneur le Dauphin, ont voulu & promis, tant pour eux, que pour leurs successeurs, que la fille, qui sera ou représentera l'aînée, ait en outre en dot & mariage la somme de quatre-cens mille écus sol, & chacune des puînées, trois-cens mille écus sol, & ce pour tous drois successifs qu'elles pourroient pretendre és biens paternels, & ceux de leur aïeul ou aïeule; moiençant lesquelles choses & chacune d'icelles, les seigneurs deputez, ci-dessus nommez, ont promis & se sont obligez de faire & prêter au nom des Etats d'Ecosse, incontinent après le mariage solennité, le serment de fidélité à Monditseigneur le Dauphin, à cause de lad. Reine sa compagne & consort, leur souveraine, durant & constant ledit mariage, & en ce respect les servir, obéir, & honorer, ensemble l'hoir issu & procréé du mariage auquel adviendra le royaume d'Ecosse, tout ainsi comme ils & leurs predecesseurs ont réellement servi & honoré les nobles progeniteurs & antecessors de ladite Reine d'Ecosse.

Et a été accordé par le Roi & par ladite Dame Reine d'Ecosse, que Monditseigneur le Dauphin portera le nom & titre de Roi d'Ecosse, & portera les armes écartelées avec celles d'Ecosse; & avenant qu'il fût Roi portera les titres & armes des deux royaumes liées sous même couronne. Toutes lesquelles choses & chacune d'icelles, les comparans, & chacun d'eux és noms que dessus, ont promis & juré en leur foi respectivement, & chacun endroit foi, de tenir, observer, & accomplir, selon leur forme & teneur, sans y contrevenir aucunement, sous l'obligation & hipoteque de tous & chacuns leurs biens presens & avenir. Et pour l'exécution de ces presentes, en attendant la solennisation du mariage en face de sainte Eglise, Monditseigneur, le Dauphin, de sa pure & franche volonté, du gré, vouloir, & consentement desdits Seigneur & Dame Roi & Reine ses pere & mere, & dûement autorisé dudit Seigneur Roi, a dès à présent pris, & prend par paroles de present la Reine d'Ecosse la femme, épouse, & compagne legitime. Et par semblable, ladite Reine d'Ecosse, de sa pure & franche volonté, & par l'avis de ladite Dame Duchesse douairiere de Guise, & des deputez de ses Etats, és noms que dessus à ce presens & assistans, a pris & prend par paroles de present, Monditseigneur le Dauphin pour son seigneur, mari, & épouse legitime; & ont toutes les parties accordé ces presentes, qui seront expedies doubles, être mises és Tresors des Chambres de chacun des royaumes, après avoir été registrées és registres de la Cour de Parlement & Chambre des Comptes de Paris, & au Conseil du Senat d'Ecosse; & pour plus grande approbation les ont signé doubles de leurs mains, & ont voulu & accordé respectivement icelles être reçues, passées, expedies, & delivrees à chacune des parties, par nous soussignez notaires & secretaires de la Couronne de France, signans en états & commandement; à ce presens & assistans tres-hauts &

Tres-puissans Princes, Messieurs Charles-Maximilien *, Duc d'Orleans ; Alexandre-Edoïard *, Duc d'Angoulême, fils du Roi ; tres-hautes & tres-excellentes Princesses, Mesdames Elisabeth, & Claude, filles du Roi ; Madame Marguerite, sœur du Roi, Duchesse de Berry ; & tres-hauts & puissans Prince & Princesse, Antoine, & Jeanne, par la grace de Dieu Roi & Reine de Navarre ; Messieurs les Reverendissimes Cardinaux de Lorraine, de Bourbon, de Sens, G^{de} des Sceaux de France ; de Châillon, & de Guise ; tres-haut & puissant Prince, Monseigneur Charles, Duc de Lorraine & de Bar ; Messieurs les Prince de Condé, Ducs de Guise, de Nemours, de Nevers, d'Aumalle, & Comte d'Aras ; Mesdames les Duchesses d'Estouteville *, Princesse de Condé, de Saint-Pol, de Guise, de Nevers, d'Aumalle, & de Valentinois : & autres Ducs, Seigneurs, Chevaliers de l'Ordre, & Gens du Conseil Privé du Roi. Maître Antoine Minard, President en la Cour de Parlement à Paris, curateur de ladite Dame ; Maître Yves de Rubay, Maître des Requêtes, Garde des Sceaux de ladite Dame, & autres de son Conseil.

* qui fut depuis Roi, sous le nom de Charles I. X. Maximilien, Roi de Bohême, son parain, lui avoit donné son nom.

* Il étoit fils de d'Edoïard VI. Roi d'Angleterre : Mais la Reine sa mere voulut qu'il changeât de nom, & qu'il prît celui d'Henri, sous lequel il regna depuis.

* Marie de Bourbon, fille unique de François Comte de S. Pol.

*Remontrances faites en l'Abbaie de Cercamp, le neuvieme novembre 1588.
par Jean Jacques de Mesme, sieur de Roissy, en presence des deputez
du Roi d'Espagne, touchant l'injuste occupation du Roiaume de
Navarre, par Ferdinand, Roi d'Aragon.*

LES Députez de la part du Roi Tres-Christien étoient Messieurs le Cardinal de Lorraine, le Connétable de France, le Maréchal de Saint-André, l'Evêque d'Orleans & le Secrétaire de l'Aubespine.

Et de la part du Roi Catholique, étoient Madame la Duchesse de Lorraine, Messieurs le Duc d'Alve, le Prince d'Orange, le Comte Ruy Gomez de Silva, & l'Evêque d'Arras, depuis Cardinal de Granvelle.

Pardevant lesquels, Monsieur de Roissy, étant en la compagnie de Monsieur l'Evêque de Mande, tous deux envoyez à cette fin, & étant assis par ordonnance de la compagnie, commença au plus près en la forme qui ensuit.

MESSIEURS, Puisqu'il a plû à Dieu par son infinie bonté, & immense miséricorde, toucher les cœurs des deux Majestés Royales, Tres-Christienne & Catholique, desquels dépend le repos & pacification de tout le peuple chrétien, d'avoir fait assembler cette tant haute & notable compagnie, pour aviser & mettre fin aux différends & occasions de guerre entre lesdits deux Princes, & entre eux moiennier une bonne, finale, & perpetuelle paix & amitié : Et voyant la Majesté du Roi Tres-Christien, que plusieurs des allies & adherans dudit sieur Roi Catholique, mettoient en avant pardevant vous la restitution des choses, qu'ils prétendent être occupées par ledit Roi Tres-Christien ; comme le Duc de Savoie, le Duc de Florence, les Genoïs, la Reine d'Angleterre, & autres ; il lui a semblé par raison, pour ne laisser rien en arriere, qu'il ne pouvoit moins faire, que de mettre en main, & faire mettre en avant

T t t ij

*Navarre ;
1588.
9. novembre.*

le fait des Roi & Reine de Navarre, comme ses proches parens & alliez, & enfans de frere & de sœur. Et à cette cause a donné charge à Monsieur l'Evêque de Mande, ici present, & à moi, de vous venir trouver en ce lieu, vous remonter & faire entendre les torts & griefs, que l'on a fait, & fait encore audit Roi & Reine de Navarre, ses cousins germains, de leur detenir si longuement ledit royaume de Navarre, & principal de tout leur bien.

Messieurs, la déduction, que presentement nous entendons faire, consiste en trois points. Au premier, sera recité le fait, duquel on pourra colliger la forme, qui a été tenuë en l'occupation dudit royaume. Le second, contiendra les moiens, par lesquels aparaitra évidemment, que la vraie propriété & seigneurie d'icelui royaume leur appartient, & non à autres. Et au tiers point, sera répondu à certains pretendus moiens, qu'aucuns ennemis de paix, & de verité, ont voulu mettre en avant, pour cuider couvrir & excuser ladite injuste occupation & detention.

Et auparavant qu'entrer au fait, je proteste ici devant vos Seigneuries, qu'il ne vous sera rien dit ou recité, qui ne soit veritable, & dont, s'il étoit besoin, nous avons pieces au poing, pour vous en faire aparoir.

Pour le premier point, Messieurs, il vous plaira entendre, que le royaume de Navarre est un des plus anciens royaumes de la Chretienité, & par succession de tems & de personnes, est venu jusques à un nommé Thibaut, Roi de Navarre, & Comte de Champagne & de Brie. qui eût un fils nommé Henri, marié avec la fille du Comte d'Artois. Duquel mariage issit une fille nommée Jeanne, qui fut Reine de Navarre, Comtesse de Champagne & de Brie, laquelle fut mariée avec Philippe le Bel, Roi de France, fils de Philippe le Tiers, fils du Roi S. Louis.

Dudit Philippe le Bel, Roi de France, & de ladite Jeanne, Reine de Navarre, descendirent trois fils, dont le premier fut Louis Hutin, Roi de France, du côté de son pere; & Roi de Navarre, & Comte de Champagne, du côté de sa mere; lequel mourut sans enfans mâles, delaisé une petite fille nommée Jeanne, depuis mariée avec Philippe, Comte d'Evreux, fils de Louis, frere dudit Philippe le Bel: & fut ladite Jeanne femme dudit Comte d'Evreux, après le trépas de son pere, & de ses deux oncles, couronnée à Pampelune, dont s'il est besoin se montrera le couronnement, scellé de quatre-vingt sceaux des villes & communautéz dudit royaume; le tout du consentement, & à la faveur dudit Philippe de Valois, Roi de France, qui la fit jouir & posséder paisiblement dudit royaume, comme à elle appartenant du côté de sa grand mere, femme dudit Philippe le Bel.

Dudit Philippe d'Evreux, & de ladite Jeanne, descendit Charles I. Roi de Navarre, marié avec la fille du Duc de Bourgogne; qui fut celui qui querella les Comtez de Champagne & de Brie, comme à lui appartenans, à cause de sa bisaieule, femme de Philippe le Bel.

Ledit Charles I. fut pere de Charles II. Roi de Navarre, marié avec la fille du Roi de France Jean II. de ce nom; & de ce mariage sortirent deux filles seulement, l'aînée, nommée Blanche, la seconde, nommée Beatrix, mariée avec Jacques de Bourbon, Comte de la Marche. Ladite Blanche, fille aînée,

fut Reine de Navarre, & fut mariée avec Jean Roi d'Aragon, avec pact exprés, que les enfans venans & descendans dudit mariage succederoient aux royaumes, terres, & seigneuries de leursdits pere & mere.

Dudit mariage de ladite Blanche, & dudit Roi d'Aragon, descendirent deux enfans, à savoir Charles, Prince de Navarre; & Eleonor, mariée au Comte Gaston de Foix. Ledit Charles alla de vie à trépas sans enfans; & partant lui succeda Eleonor sa sœur, qui fut couronnée Reine de Navarre: & dudit mariage de ladite Eleonor, & de Gaston, entre autres descendirent deux enfans mâles; l'un nommé Gaston, Prince de Viane, marié avec Madeleine de France, fille du Roi Charles VII. & sœur du Roi Louis XI. & l'autre fils fut nommé Jean, qui eût pour son partage la vicomté de Narbonne.

Dudit Gaston, Prince de Viane, qui mourut vivant ses pere & mere, sortirent un fils & une fille, à savoir François Phebus, qui fut couronné Roi de Navarre, & sans contredit; & Catherine, mariée avec le fils-ainé du Sire d'Albret, de laquelle sortit le feu Roi de Navarre Henri; & dudit Henri est issuë la Reine de Navarre, qui est à présent femme du Duc de Vendômois.

Dudit Jean, Vicomte de Narbonne, second fils dudit Gaston, & de ladite Eleonor, Reine de Navarre, sortirent un fils & une fille, à savoir Gaston, Duc de Nemours, qui mourut à la journée de Ravenne, l'an 1512. sans enfans; & Germaine, Reine d'Aragon, qui aussi est morte sans enfans.

Or il est vrai, Messieurs, qu'après le décès dudit Gaston, fils dudit Jean, Vicomte de Narbonne, le Pape Jules II. qui lors présidoit au Siege Apostolique, troubla toutes les cartes, & fit tant par ses menées, qu'il mit tous les Princes à l'encontre du Roi Louis XII. en haine de ladite journée de Ravenne, qui firent tous une Ligue ensemble, pour envahir le royaume de France: & de de fait, Don Fernand, Roi d'Aragon, dressa une armée, pour icelle faire descendre à Fontarabie, là où les Anglois aussi de leur part devoient venir, comme ils firent, & y descendirent avec forte & puissante armée. Et parce que quelques jours auparavant lesdits Jean, & Catherine, Roi & Reine de Navarre, reçurent, eux étant à Pampelune, quelque ambassade, que le Roi de France Louis XII. leur envoya, par laquelle il les prioit de conserver & entretenir les alliances qu'auparavant ils avoient fait ensemble; à quoi ils voulurent bien obtempérer, & accorder de ne donner aucun passage par le royaume de Navarre audit Roi d'Aragon, pour venir en France: & aussi par semblable, qu'ils ne bailleroient passage audit Roi de France, s'il vouloit venir assaillir & envahir le royaume d'Espagne: Ice lui Rei d'Aragon, sous couleur de ce, manda au feu Duc d'Alve, pere de vous, Monseigneur, qui êtes ici présent, lors étant son lieutenant, & conducteur de ladite armée, sous ombre & couleur de demander passage, de s'emparer de la ville de Pampelune, chef & principale ville de tout leur royaume; ensemble de tous les autres châteaux, & fortes places, comme il fit depuis, sans aucunement sommer, ni advertir lesdits feus Rois Jean, & Catherine. De façon qu'à même instant que ledit Roi Don Fernand envoya sommer de lui bailler passage, & lui mettre entre ses mains quelques places fortes pour sa sécurité, l'armée dudit feu Duc d'Alve entroit par une

T. t. iij.

porte en ladite ville de Pampelune , & lesdits feus Jean , & Caterine, Roi & Reine de Navarre, sortoient par l'autre porte, avec leurs petits enfans, pour se retirer en France. Et c'est à la vérité la forme par laquelle ledit royaume de Navarre a ainsi été occupé, & devenu jusques à présent.

Quant au second point, qui est de montrer les moiens, par lesquels la vraie propriété & seigneurie dudit royaume appartient anélits Roi & Reine de Navarre, il se peut assez colliger par le fait au vrai recité ci-dessus ; car ledit royaume, depuis l'an 1200. est venu par degrez & successions de pere à fils, ou à fille, & de frere à sœur, jusques à la Reine de Navarre, qui est aujourd'hui. Et supposé qu'en droit humain nous avons plusieurs moiens, pour aquerir la propriété ou seigneurie d'une chose, comme par contrat d'achat, par donation, par legs testamentaire, par échange, & autres ; toutefois l'un des plus sûrs & plus anciens moiens, c'est par succession de pere à fils, de frere à sœur, ou de parent à parent : lequel moien de succession à toujours été approuvé, tant de droit divin, que humain. Et encore que les dignitez Papale & Imperiale se déferent aujourd'hui par élection de Cardinaux, & Electeurs du Saint Empire, toutefois tous les autres royaumes chretiens, duchez, comtez, marquissats, principautez, & baronnies, se déferent & aquierent par succession de pere à fils, de frere à sœur, & de parent à parent. Et qui voudroit s'enquerir par quel moien la Majesté du Roi Carolique a recouvert & assemblé tant de royaumes, duchez, comtez, & seigneuries, qu'il tient ce jourd'hui, se trouvera que ce n'est autre chose que par succession de ses pere, aieul, & bifaieul, & autres ses predecesseurs ; & auant on dira de la Majesté du Roi Tres Chretien, & autres. Partant ne faut pas insister, sous correction, à plus avant fonder & fortifier le droit, que lesdits Princes ont audit royaume de Navarre, lesquels, & leurs pere, aieul, & bifaieul, ont toujours été tenus & requiez couronnez & sacrez Rois dudit royaume de Navarre, mêmeent ladite Jeanne, fille dudit Roi de France, Louis Hutin ; Charles I. Charles II. son petit fils ; Blanche, femme dudit Roi d'Aragon ; Eleonor, sa fille, femme du Comte Gaston de Foix ; François Phebus, leur petit fils, qui fut couronné Roi, & sacré à l'âge de quinze à seize ans, & mourut à l'âge de dix huit : & après son trépas, la Reine Caterine, sa sœur, & Jean, fils-ainé d'Alret, son mari, lesquels furent couronnez au vû & seû, & en la presence du feu Roi Don Fernand, & de la Reine Isabelle, quoi que soit, en la presence des Ambassadeurs par eux envoyez pour assister audit acte. Et qui plus est, se trouvera plusieurs traitez de confederation & alliance entre lesdits Rois de Castille Don Fernand, & Reine Isabelle, & lesdits Jean & Caterine, Roi & Reine de Navarre, là où ils ont toujours été nommez, tenus, & reputez comme Rois de Navarre, & avec eux toujours contracté en cette qualité, comme peut aparoir par les confederations & alliances entre eux faites & passées en l'an 1494. & depuis en l'an 1504. vivant encore ladite Reine Isabel. Et après la venue du feu Roi Don Philippe, Archiduc d'Autriche, qui contracta, & fit nouvelles amitez & confederations avec lesdits feus Rois Jean, & Caterine : & en peut assez aparoir par autre traicé fait en l'an mille cinq-cens six, après le trépas de ladite Reine Isabelle.

Partant, aujourd'hui de mestre en doute le titre, qualifié, & droit du royaume de Navarre, sous correction, Messieurs, il n'y a pas grand propos.

Et de tant plus peut-on connoître la male-foi dudit Roi Don Fernand, lequel six ans après toutes lesdites alliances & confederations, qui fut en l'an mille cinq-cens douze, de fait, & de force, sans titre, couleur, & occasion quelconque, expulsa lesdits Rois Jean, & Catherine, hors de leur royaume de Navarre, & icelui occupa & détint. A quoi, sous correction, la Majesté du Roi Catholique, lequel est arriere-petit-fils dudit Roi Don Fernand, devoit avoir égard, & du tout mettre peine, puis qu'il tient les biens, d'aquiter & décharger la conscience dudit Roi Don Fernand : & ose bien dire, que si la justice eût été faite dès le commencement, & que l'on eût gardé le droit à qui il appartient, que tout ainsi que lesdits Princes Charles, & Eleonor, sa sœur, ont succédé au royaume de Navarre, à eux déferé par le trépas de ladite Blanche, Reine de Navarre, leur mere; aussi devoient-ils succéder au royaume d'Aragon, à eux déferé par la mort & trépas dudit feu Jean, Roi d'Aragon, leur pere. Car par le traité de mariage de ladite Blanche avec ledit Jean, Roi d'Aragon, il avoit été expressément convenu & accordé, que les enfans, qui sortiroient dudit mariage, succederoient en tous les biens & royaumes de leursdits pere & mere. Or fait-on bien de quel effet & importance sont telles passions de succéder, apoussées es contrats de mariage d'entre Rois, Princes, & autres nobles, dont s'ensuivroit évidemment, que ledit Roi Don Fernand, qui est issu d'un second mariage dudit Roi Jean d'Aragon, n'avoit rien audit royaume, ains appartenoit aux enfans du premier lit dudit Jean, qui étoient lesdits Princes Charles, & ladite Eleonor, mariée au Comte Gaston de Foix; auxquels la Reine de Navarre, qui est aujourd'hui, a succédé directement, & recueilli tous leurs droits.

Reste, Messieurs, le troisième point, qui est de répondre à quelques frivoles objections, que aucuns fouteurs étans près des Princes ont voulu mettre en avant, pour cuider couvrir & colorer ladite injuste occupation & détention dudit royaume de Navarre.

Premièrement, ont voulu dire qu'il n'est plus tems de mettre la querelle du royaume de Navarre en avant, vu la possession de plus de quarante ans, & que c'est rerouvert les vieilles querelles; car assez, sous correction, y a prompte réponse. Car il est bien vrai, que ladite violente occupation fut faite en l'an mill. cinq cens douze, mais depuis l'on n'a jamais cessé d'en faire querelle & poursuite même en l'an mille cinq cens seize, ladite feuë Reine Catherine, incontinent après le trépas du feu Roi Jean, son mari, envoya ses Ambassadeurs en la ville de Noyon, là où se faisoit une grande assemblée des deputez du Roi de France, François I. de ce nom, & du Roi Catholique, qui lors recemment étoit venu aux successions à lui déferées par le trépas dudit Don Fernand, son per-grand maternel. Et à ladite assemblée les deputez de ladite Reine de Navarre aucune finant instance & requête pour la restitution dudit royaume de Navarre, quatre ans auparavant occupé, & sur lesdites requêtes furent renvoyez à Paris; là où depuis, après la matiere mise en deliberation du Conseil, leur fut dit & répondu, que si-tôt que Sa Majesté auroit passé en

Espagne, & pris possession des royaumes, terres, & seigneuries à lui avenues par le décès de sondit pere-grand, que ladite Reine Catherine envoiât les gens & deputez pardevers Sa Majesté, il les feroit ouïr en son Conseil, & leur feroit faite la raison.

Depuis, en l'an mille cinq cens dix huit, après le trépas de ladite Reine Catherine, le feu Roi de Navarre Henri, âgé lors de quinze à seize ans, avec l'autorité du sire d'Albret, son aieul paternel, envoia le sieur d'Andouins, l'Abbé de Luc, & autres ses ambassadeurs & deputez, jusques en la ville d'Arande en Espagne, là où ils furent ouïs en plein Conseil ; mais finalement ils furent renvoiez en certaine assemblée, qui se devoit faire l'année après ensuivant mille cinq-cens dix neuf, comme à la verité elle y fut depuis faite, & y furent assemblez de grands personnages d'un côté & d'autre. Car de la part dudit Roi Catholique, y étoit le seigneur de Chivres, & plusieurs autres ; du côté du Roi Tres-chretien, y fut envoié le sieur de Boisy, Grand-Maître de sa Maison, & l'Evêque de Paris, le Premier President de Paris, & autres ; & ledit Roi de Navarre y envoia aussi ses deputez : & la matiere debatue & disputée d'une part & d'autre, l'espace de trois jours, la compagnie se rompit sans rien conclure, à cause que ledit sieur de Boisy, Grand-Maître de France, pendant ledit tems, alla de vie à tré, as à Montpellier.

Depuis, & deux ans après, commencerent les guerres entre les deux Princes, de façon qu'en l'an mille cinq-cens vingt-un, le feu Roi François I. envoia son armée sous la conduite du sieur de l'Esparie, pour le recouvrement dudit royaume de Navarre ; ce qu'il fit & le recouvra, mais bien-tôt après il en fut mis dehors. Lesdites guerres entre lesdits deux Princes ont duré par long-tems, comme l'on sait, de façon qu'il n'y a eû moien d'en faire aucune querelle jusques à l'an mille cinq-cens quarante-cinq, après l'apointement fait entre lesdites deux Majestez du feu Empereur, & du feu Roi Tres-chretien. Et moi-même, qui parle, fus envoié en Allemagne, devers la Majesté dudit feu Empereur, auquel le feu Roi François écrivit, qu'il m'envoioit par delà, pour faire remontrance dudit affaire, & poursuivre la restitution dudit royaume de Navarre ; ce que je fis, & fus ouï par Sa Majesté : & après avoir le tout ouï, & bien entendu, me fit réponse, Qu'il y avoit long-tems qu'il n'avoit ouï parler de la matiere, & qu'il esperoit bien tôt s'en retourner en Espagne, là où il avoit son Conseil, qui étoit instruit de la matiere ; & que l'on envoiât pardevers lui, qu'il y feroit la raison telle qu'il y aviseroit par conseil. Partant considerées lesdites allées & venues, & remises si souvent reiterées, sous correction, il n'y auroit pas grand propos de s'arêter audit laps de tems, veû qu'il est certain qu'en telles violentes occupations & detentions ainsi faites par force, telles prescriptions & laps de tems n'ont jamais lieu.

En second lieu, on a voulu dire, que ledit feu Roi Don Fernand a eû juste cause d'occuper ledit royaume de Navarre, au moien du droit, que la Reine Germaine de Foix, sa femme, y pretendoit & querloit par le trépas & succession de Jean, Vicomte de Narbonne, son pere ; & de Gaston, Duc de Nemours, son frere ; lequel Jean, Vicomte de Narbonne, pere d'icelle Reine Germaine, avoit voulu dire, qu'après le trépas de François Phebus, Roi de Navarre,

Navarre,

Navarre, son neveu, & fils de son frere aîné, la succession & hoirie dudit royaume de Navarre lui appartenoit, & non à ladite Catherine, sa nièce; parce qu'en tels royaumes, duchez, comtez, & autres dignitez roiales, les femmes ne succèdent point, tant qu'il y a des mâles; & partant que lui, comme n'île, devoit exclure ladite Catherine, sa nièce, qui n'étoit qu'une femme incapable par tous droits de succéder en telles dignitez. Davantage, vouloit dire ledit Jean, Vicomte de Narbonne, que puis qu'il étoit quellon de succéder à ladite Eleonor, Reine de Navarre, & Gaston de Foix, ses pere & mere, que lui, comme fils, posé ores qu'il fût second, étoit plus proche en degré, que n'étoient lesd. François Phœbus, & Catherine, ses neveu & nièce, & partant à préférer esdites successions: & que par ces moïens tous lesdits droits appartenoiēt à icelle Reine Germaine, fille & heritiere dudit Jean, Vicomte de Narbonne, son pere; & dudit Duc de Nemours, son frere.

A tout cela, sous correction, y a bonnes & peremptoires réponses; car ladite Dame Reine Germaine n'eût jamais aucun droit audit royaume de Navarre, & & si aucun en avoit, il auroit été aquis & déferé au feu Roi de Navarre Henri, lequel avoit succédé, & s'étoit porté heritier universel d'icelle Reine Germaine, pris & appréhendé tous les biens delaissez par son trépas.

Et pour ce montrer, & faire aparait clairement, que ladite Dame n'y avoit aucun droit, faut entendre que après le trépas dudit François Phœbus, Roi de Navarre, ledit feu Jean, Vicomte de Narbonne, mit en procès ladite Catherine, sa nièce, en la Cour de Parlement de Paris, pour raison des comtez de Foix, Bigorre, vicomtez de Nebouzan, Marfan, Tursan, & Gavardan, étans en l'obéissance & sujétion du royaume de France. Car quant au royaume de Navarre, & pais de Bearn, qui sont pais de souveraineté, il n'en étoit point de question en ladite Cour de Parlement, mais les raisons de l'un avoient lieu en l'autre. Et fut remontré en icelle Cour, que ledit Jean, Vicomte de Narbonne, sans propos, faisoit querelle pour le fait desdites terres; parce qu'en premier lieu, supposé que par le droit des fiefs les femmes soient incapables de succéder es fiefs nobles; toutefois par droit divin & humain, tant civil que canon, & par la generale coûtume, non seulement du royaume de France, mais aussi de tous autres, elles sont capables de succéder en tous duchez, vicomtez, marquisats, & autres baronnies, quand elles sont plus prochaines en degré, & excluent les mâles plus éloignez en degré: & est ce qu'on dit communément, que par la generale coûtume de France, les fiefs sont reputés & tenus comme les autres biens propres & patrimoniaux, en ce qui est de la succession, & de l'alienation. Il est bien vrai, que quant au royaume de France, il est si privilégié, que obstant la Loi Salique, femme n'y peut succéder: mais en tous les autres royaumes chrétiens, duchez, comtez, & baronnies, la fille est toujours réputée capable de succéder, pourvu qu'elle soit plus prochaine en degré, que le mâle: & à ces fins, en a été fait preuve audit procès par plusieurs tourbes & enquêtes faites par toutes les provinces du royaume de France. Par ce moien, la raison dudit Jean, Vicomte de Narbonne, pour exclure ladite Catherine, sa nièce, s'en alloit à vau-l'eau, Et quant à l'autre point qu'il mettoit en avant, qu'il étoit second fils de ladite

Eleonor, & dudit Gaston de Foix, ses pere & mere; & partant plus prochain d'un degré que ledit François Phebus, fils de son frere-ainé; il y avoit encore moins d'apparence: car la commune opinion de la plupart des Docteurs, qui ont écrit en la matiere, jufques au nombre de trente, ou trente-cinq, a toujours été, que le petit neveu, qui est issu du fils-ainé, par representation de son pere, doit exclure son oncle en la fuccellion de son aieul: & ainfi a été jugé par plusieurs arrefts des Cours fouveraines, & fignamment fut jugé touchant la duché de Bretagne, par arref prononcé par le Roi, accompagné des douze Pairs de France, en l'an mille trois.cens quarante-un; par lequel fut ordonné, que la fille du fils-ainé fuccederoit audit duché de Bretagne, en excluant le fecond fils, qui étoit le Comte de Montfort. Et qui plus est, que combien que lefdites raifons foient peremptoires, fi y-a-t'il encore un moien, là où il n'y a point de réponfe: c'est que ledit Jean, Vicomte de Narbonne, connoiffant que les raifons & moiens par lui déduits au procès, n'étoient pas fort affeûez, & que fon confeil lui difoit, qu'ils ne valoient rien; en l'an mille quatre.cens quatre.vints dix-huit, fit une tranfaction avec ladite Reine Catherine, fa nièce, par laquelle il quita & renonça à tous les droits, noms, raifons, & aétions, qu'il pouvoit pretendre & quereller eldits royaume de Navarre, pais de Bearn, comté de Foix, & de Bigorre, vicomtez de Nebouzan, Marfan, Tursan, & Gavardan; & ce, moiennant la fomme de quatre mille livres de rente en affiette, baillée & assignée fur lefdits vicomtez. A la charge toutefois, que là où ledit Jean, & Gaston fon fils, Duc de Nemours, iroient de vie à trépas, fans enfans mâles, comme il est venu depuis, que lefdites terres baillées pour l'affiette defdits quatre mille livres de rente, feroient rachetables à perpetuité, pour la fomme de quarante mille écus.

Il est bien vrai, Messieurs, qu'après le trépas dudit Jean, Vicomte de Narbonne, ledit Gaston, Duc de Nemours, fon fils, se voiant favori du feu Roi Louis XII. fon oncle, obtint lettres roiaux, pour faire casser & rescindre ladite tranfaction, & fit ajourner ladite Reine Catherine, fa cousine, en ladite Court de Parlement de Paris, alleguant & mettant en avant plusieurs faits non veritables, fur lesquels y a eû de bien grandes & longues procedures, tant que finalement ledit Gaston alla de vie à trépas fans enfans, à la journée de Ravenne, en l'an mille cinq.cens dix-sept: & depuis, ladite Dame Germaine, Reine d'Aragon, fa fœur, reprit ledit procès, avec laquelle, par arref donné l'an mille cinq.cens dix-sept, en octobre, a été dit, qu'elle feroit deboutée de l'effet & enterinement des lettres roiaux de rescision: & nonobstant icelles, furent les parties condannées refpectivement à icelle tranfaction omologuer en ladite Court, garder, observer, & entretenir de point en point, & icelle Dame condannée es dépens. Et depuis, en l'an mille cinq.cens dix-neuf, & mille cinq.cens vint, ladite Dame a fait executer ladite tranfaction, qui est par ce moien aprouver toujours les celfions & transports, que ledit feu Jean, Vicomte de Narbonne, avoit fait des droits par lui pretendus audit royaume de Navarre, pais, terres, & feigneuries que dessus. Et partant apert plus clair que le jour, qu'on ne se peut aider des droits pretendus par icelle Reine Germaine, car elle n'en fit jamais aucun transport, comme on a voulu dire: & quand il s'en trouveroit,

toutefois on voit bien par ce que dessus, qu'elle ne le pouvoit faire quoi que soit valable, parce qu'elle n'y avoit rien.

L'autre & troisieme point, qu'aucuns ont voulu mettre en avant, pour donner couleur à ladite injuste occupation & détention dudit royaume de Navarre, c'est en ce qu'ils ont voulu dire, non pas à bouche ouverte, mais entre les dents, que le Pape Jules II. de ce nom, audit an mille cinq-cens douze, avoit déclaré le Roi de France Louis XII. vrai schismatique, avec tous ses adherans; & que lesdits Jean & Catherine, Rois de Navarre, s'étoient lors alliez & confederez avec ledit feu Roi Louis XII. & que partant il avoit été loisible audit Roi Don Fernand, de prendre, occuper, & envahir ledit royaume de Navarre, ses terres, & seigneuries, comme baillées au premier occupant, pour avoir adheré au Roi de France schismatique.

A cela y a plusieurs réponses. Premièrement, qu'il n'est à croire, & n'y a aucune verisimilitude, que la Majesté dudit feu Roi Catolique⁸, Don Fernand, ni de ses enfans, & successeurs, voulussent mettre un tel fait en avant. Et en l'an mille cinq cens dix-neuf, les deputez desdites deux Majestez étant assemblez à Montpellier, pour faire une perpetuelle paix & alliance entre elles, il y eût quelqu'un, qui voulut faire mention de ladite declaration dudit Pape Jules II. Sur quoi tout soudain fut repris par le Chancelier dudit Roi Catolique, qui étoit pour lors, disant qu'il n'avoit point de charge de mettre tels propos en avant, & qu'il se teût, comme il fit, & n'en fut plus parlé.

En second lieu, il seroit bien mal aisé à soutenir & montrer, que ledit feu Roi Louis XII. ait jamais été schismatique, ains a toujours été bon & fidele Catolique, & bon Chretien, obeissant au Saint Siege Apostolique, autant, ou plus que homme du monde; & partant si le principal, qui étoit le Roi Louis XII. n'a été tenu, réputé, ni déclaré schismatique, il n'est pas possible de dire, que les adherans, qui ne sont qu'accessaires, soient d'autre nature que le principal.

Et davantage, & en troisieme lieu, il ne se trouvera, que lesdits Rois Jean, & Catherine, aient aucunement adheré audit Roi Louis XII. ni fait alliance avec lui, pour faire guerre en Italie, ou en Espagne; mais seulement pour la tuition & défense de son royaume de France: & de ce peut clairement aparoir par lesdites alliances, qui en furent faites audit tems, par lesquelles lesdits Jean & Catherine protestent expressement, qu'ils ne donneront aucun secours ou aide audit Roi Roi Louis XII. s'il vouloit mener armée pour passer en Espagne; & aussi qu'ils ne bailleront point de passage audit Roi d'Espagne, s'il vouloit venir en France; suivant la capitulation & articles long-tems auparavant accordez, promis, & jurez entre les Rois de Castille & de Navarre, comme il apert par le contexte d'iceux.

En quatrieme lieu, quand ores il se trouveroit, que lesdits feus Rois Jean, & Catherine, eussent été adherans aux schismatiques, que non, & ne se trouvera; toutefois il ne s'enroit pas en la puissance du Pape, de mettre la main audit royaume de Navarre, comme non étant du fief ni domaine de l'Eglise, & n'ayant à lui aucun serment d'obeissance, sinon pour le regard des choses spirituelles.

En cinquieme lieu, quand il auroit quelque puissance sur les schismatiques, toutefois n'auroit-il pû faire telle declaration, sans appeller lesdits Rois Jean & Catherine; à la semblance de Nôtre-Seigneur, qui ne voulut jamais condamner Adam, sans parler à lui, & savoir s'il avoit contrevenu à ses commandemens. Et aussi de droit, seroit bien étrange de condamner une personne sans l'oïr.

Finalement, quand tout ce que dessus est dit cesseroit, toutefois à faire une telle declaration sans le scû & conseil de tout le College des Cardinaux, il n'étoit pas en la puissance du Pape, & falloit que tous les freres fussent appelez, comme étant une cause trop ardue, & de grand poids: & l'Empereur, combien qu'il fût serment és mains du Pape, ne peut être déposé sans le conseil des Cardinaux, & avec grande & exacte connoissance de cause.

Ce sont, Messieurs, les trois points, que je vous ai dit du commencement, que nous avons charge de vous remontrer, & supplier vouloir le tout considerer, & prendre de bonne part, & tenir la main envers la Majesté du Roi Catholique, de faire quelque raison ausdits Roi & Reine de Navarre, touchant ladite violente spoliation, & injuste occupation de leurdit royaume.

*Suspension d'armes, conclüe entre la France & l'Espagne, par les
Ambassadeurs assemblez en premier lieu en l'Abbaye de Cercamp,
le premier decembre 1558.*

*Espagne;
1558.
1. decembre.*

ATOUTS ceux qui ces presentes verront, salut. Comme il soit que s'étant assemblez par le commandement de leurs Princes, afin de continuer en ce lieu la negociation de la paix commencée à Lille; de la part du Roi Catholique, le Duc d'Alve, Grand-Maître de son Hôtel: Messie Guillaume de Nassau, Prince d'Orange, &c. Chevaliers de l'Ordre; & Messie Antoine Perrinot, Evêque d'Arras, tous du Conseil d'Etat dudit seigneur Roi Catholique: Et de la part du Roi Tres-Chretien, le Reverendissime Cardinal de Lorraine; le Duc de Montmorency, Pair, & Connétable de France; le Maréchal de Saint-André, l'Evêque d'Orleans, & le sieur de l'Aubespine, Conseiller dudit seigneur Roi de France, & secretaire de ses commandemens & finances. Et que pour vaquer plus tranquillement en cette besogne, & afin que l'exploit des armes en ce coûtel ne causât quelque alteration, qui pût donner empêchement ou détourbiér à si sainte œuvre, les dessusdits, en vertu des pouvoirs qu'ils ont respectivement, eussent fait & acordé suspension d'armes pour tous les limites des Pais-bas dudit seigneur Roi Catholique, en quelque endroit qu'ils soient, le dix seieme d'octobre dernier, pour durer tout le reste dudit mois: & que pour s'être dilaiée la conclusion de cette negociation plus longuement, ils aient depuis le vint-huitieme dudit mois d'octobre, prorogé ladite suspension pour tout le tems, & si longuement que pourroit durer cette assemblée, & six jours après la dissolution & separation d'icelle: & il toit que les choses se trouvent presentement en tel état, qu'ils.

n'ont le moien de pouvoir encore conclure & arêter ladite negociation, & qu'il ne convient que cependant ils soient absens du service de leurs maîtres, par où il est requis que cette assemblée pour maintenant se separe, sans toutefois vouloir par ce rompre ladite negociation, que l'on ne voie si continuant après icelle, l'on en pourra tirer le fruit désiré. Les dessusdits ont avisé & resolu par ensemble, pour bons respects à ce les mouvans, de proroger, comme en vertu de leurs pouvoirs ils prorogent par cette, ladite suspension, declarant qu'elle durera, & s'observera inviolablement des deux côtez, en la forme, & selon la teneur, en laquelle premierement elle s'est traitée & acordée ledit jour dix setieme d'octobre dernier, comme dit est, jusques à la minuit du dernier jour du mois de janvier prochain, s'éant les dessusdits accordez de retourner, & se rassembler le vint-cinquieme dudit mois de janvier, jour de la Conversion de S. Paul, soit en ce même lieu de Cercamp, ou autre que d'ici là ils aviseront; soit eux-mêmes, ou autres, que leurs Princes & maîtres voudront envoyer pour continuer la besogne, & voir si Dieu sera servi, de après si longue communication leur faire ce bien, de mettre entre leurs maîtres bonne & ferme paix; bien entendu que si l'une ou l'autre des parties trouve la matiere disposée pour plutôt se rejoindre, & continuer la besogne, en ce cas ils en pourront avertir les autres, pour s'accorder du tems & lieu, auquel plutôt ils se pourront venir rassembler. Et de cette prorogation de suspension d'armes sera donné avertissement aux frontieres des deux côtez. Et pendant icelui tems ne se pourra faire ni commettre acte d'hostilité, d'une part ni d'autre, ains cesseront tous exploits d'armes quelconques des uns contre les autres: & contiendront chacun desdits Princes, leurs sujets en leurs limites, suivant ce qui en la premiere suspension avant dite a été acordé. Et si fait étoit, ou sera, quelque chose au contraire, il sera réparé de bonne foi, par le Prince du côté duquel sera faite l'innovation, & toutes prises restituées, & les infracteurs punis & châtiés comme il appar tiendra: demeurant ladite suspension en sa force & vertu. Et à ce faire & souffrir, lesdits seigneurs deputez ont obligé & obligent la foi & biens de leurs maîtres, presens & à venir, avec expresse renonciation de toutes choses à ce contraires. Et en témoin de ce ont signé la presente de leurs mains, en l'Abbaie de Cercamp, le premier jour du mois de decembre, l'an de grace de Notre-Seigneur .1558. Ainsi signé,

*El Duque de Alva.
Guillaume de Nassau.
L'Evêque d'Arras.*

*C. Cardinal de Lorraine.
A. de Montmorency.
Jacques d'Albon.
De Morvilliers, Ev. d'Orleans.
De l'Aubespine.*

Prolongation de la suspension d'armes faite en l'Abbaie de Cercamp, le premier decembre 1558. par les Ambassadeurs des deux Couronnes, A Câteau-Cambresis, le 6 fevrier 1558. avant Pâques.

*Espagne,
1558.
6. fevrier.*

LES deputez des Rois, Catolique, & Tres- Chretien, pour le fait & negociation de la paix, considerant, qu'il seroit impossible de pouvoir achever ladite negociation, transferée par lesdits seigneurs Rois, de l'Abbaie de Cercamp, en ce lieu de Câteau-Cambresis, en si brief tems comme est celui pour lequel a été dernièrement prorogée la suspension d'armes, qui est jusques au dixieme de ce mois : Et afin de vaquer avec plus de repos à la susdite negociation, & qu'il ne survienne chose qui puisse donner aucune alteration, & causer plus de difficulté à l'effet de ce negoce ; ont en vertu des pouvoirs qu'ils ont respectivement de leursdits Princes, de commun accord prorogé & prorogent de nouveau ladite suspension, pour tout le tems qu'ils seront en cette negociation, & six jours après la separation de cette assemblée, pour être observée de rous les deux côtez, en la même forme & maniere qu'elle fut premierement accordée audit Cercamp ; promettant respectivement, que d'un côté & d'autre, pendant ledit tems, le fait des armes sera suspendu, sans que par voie de fait les uns usent contre les autres d'hostilité quelconque : & se contiendront les sujets des deux côtez riere leurs limites, selon la teneur de ladite suspension : & si quelque chose s'innove au contraire, elle se reparera de bonne foi, par le Prince, du côté duquel aura été faite ladite innovation : & toutes prises seront restituées, & les infracteurs châtiés comme il apartiendra ; demeurant ce nonobstant ladite suspension en sa force & vigueur : & à ce faire & souffrir, obligent lesdits sieurs deputez la foi de leursdits Princes, & leurs biens presens & à venir, avec expresse renonciation de toutes choses à ce contraires. Et davantage, pour ôter tout scrupule, est accordé entre lesdits sieurs deputez, qu'ils pourront, & sera loisible à eux, & semblablement aux deputez de la serenissime Reine d'Angleterre, Elisabeth, & leur suite, respectivement aller, venir, & sejourner durant ledit tems, en cedir lieu de Câteau-Cambresis, & deux lieux à la ronde, & d'icelui partir, & se retirer franchement & librement, chacun es pais de son Prince : & aussi, que tous marchands, vivandiers, courtiers, & autres allans & venans en cetterdite assemblée, puissent faire le semblable, pour la commodité desdits sieurs deputez, & service de leursdits Princes, sans aucun empêchement : & pour cet effet leur ont iceux sieurs deputez donné, & donnent bon & loial saufconduit, & sécurité. En témoin de ce ont signé cet écrit double, pour servir respectivement aux uns & aux autres. Audit lieu de Câteau-Cambresis, le sixieme jour de fevrier l'an 1558. Ainsi signé,

*C. Cardinal de Lorraine.
A. de Montmorancy.
Jigues d'Albon.
De Morvilliers, Ev. d'Orleans.
De l'Aubespine,*

*El Duque de Alva.
Guillaume de Nassau.
Ruy Gomez de Silva, Conde de Melito,
L'Evêque d'Arras,*

TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI HENRI II.

& Elisabeth, Reine d'Angleterre, au sujet de Calais, &c.

A Château - Cambresis le 2. avril. 1559.

ELISABETH, Dei gratiâ Angliæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei defensor, &c. universis & singulis, ad quorum noticiam præsentis literæ pervenerint, salutem. Cum post multas & varias deliberationes ac consultationes inter oratores, commissarios, deputatos, ambassiatores & legatos nostros, & illustrissimi & potentissimi Principis Henrici, Dei gratia Francorum Regis Christianissimi, fratris & consanguinei nostri carissimi, quidam tandem tractatus pro bona, sincera, firma, ac perpetua concordia, pace, & amicitia inter nos & dictum potentissimum principem Francorum Regem, fratrem nostrum carissimum, communi consensu, & virtute autoritateque commissionum à nobis & dicto fratre nostro respectivè concessarum, conventus, concordatus, & conclusus fuerit nuper apud Castellum in agro Cameracensi, sicut in literis oratorum & commissariorum prædictorum desuper confectis plenius apparet & continetur, quarum tenor sequitur, & est talis.

Angleterre,
1559.
2. avril.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum noticiam præsentis pervenerint, salutem. Quàm miserabilis rerum omnium ex christianorum principum discordis commutatio facta sit, nemo est qui non videat, cùm lævis inter eos bellorum motibus, (à paucis annis) multæ provinciæ vastationibus, incendiis, direptionibus, fœdæ deformatæque conspiciantur, plurimæ etiam civitates suis civibus orbatæ, omnibusque facultatibus & ornamentis spoliatæ, verùm & alia deteriora in universas penè Reipublicæ Christianæ partes intraverint. Nam dum illi ipsi principes inferendis ac ulciscendis ultro citroque injuriis penitus intenti, suorum curam deserunt, usque adeò corrupti depravatique sunt hominum mores, contagione scelerum ac vitiorum, (quorum bella sunt feracissima) ut legum justitiæ, & fidei, quæ quidem sunt humanæ societatis vincula, vix usquam ratio habeatur, omniaque divina jura ita pervertantur ubique, ut infeliciores rerum status esse non possint. Cùm autem hæc tam gravia vulnera christianorum principum dissidiis illata sint, nulla profectò ratione curari nec sanari possunt, quàm eorumdem ipsorum concordia, ad quam ut, reconciliatis animis, bona fide coire possint, & semel constitutam mutuis officiis confirmare, perpetuèque colere, oportet ipsi primum insanas cupiditates, (quibus nullos habent graviore hos) cohibeant ac doment; deinde ut populos, quos habent in potestate, non suæ libidini traditos, sed fidei commendatos à Deo meminerint. Tum enim controversias, quæ ipsos diu tam acerbè exagitarunt, positis armis, ultro, jure æque componant, extinctisque odiis, & deleta ex animis injuriarum recollectione, salutis publicæ curam melioribus consiliis amplectentur. Cùm itaque tot tantisque malis, nullo suo incommodo, imò verò maximo cum fructu laudis & perpetuæ gloriæ, mederi possint, detestabilis procul dubio erit immanitas eorum, qui remedia in manibus habentes, Christianæ Reipublicæ extremum spiritum miserè trahenti non succurrent; illique tales, si qui fortè essent, (quod minime

mè credendum) ultionis iræque divinæ flagella meritò possent judicari. Quæ omnia potentissimi atque illustrissimi principes Elisabet , Dei gratiâ Angliæ & Hiberniæ Regina, Fidei defensor . &c. necnon Henricus, eadem gratiâ Francorum Rex Christianissimus, venissima esse cùm sciant, nec sine gravissimo animi sensu Christianam Rempublicam omnigenere calamitatum afflicta contempniant, agnoscunt eundem, se à Deo optimo maximo in summo dignitatis fastigio constitutos, ut populos divina providentia sibi commissos, paterna caritate regant, tuerantur, ac protegant, quæque pertinent ad eorum incolumitatem diligenter procurent; existimant se, neque Deo gratius, neque saluti publicæ utilius, neque regia maiestate dignius quicquam facere posse, quam si reliquas à maioribus dissensionum causas amicè dirimerent, atque suos populos, bellorum tempestatibus jamdiu confictatos, è calamitatum scopulis eriperent, & ad portum, aspirante divini numinis aura, perducere conarentur. Quæ quidem ut feliciter ac maturè consequerentur, omnes suas cogitationes ac consilia in eam curam converterunt; tum verò ut bonæ mentis consilii optatum exitum invenirent, consentientibus animis, legatos utrimque miserunt, cum autoritate & mandatis, ut de componendis controversiis, & de concilianda pace agerent. Qui quidem ad Castellum, in agro Cameracensi convenientes, habitis colloquiis, & agitatibus per aliquot dies controversiis, iis tandem amicè compolitis, autore Deo optimo maximo, pacem, concordiam, & perpetuam amicitiam inter præfatas Reginam ac Regem conciliarunt & firmarunt, conditionibus, pactis, & forma, quæ sequuntur.

NOS Guillelmus Hovvard, Baro de Effingham, prænobilis ordinis Gartetii Miles, ac hospitii dictæ serenissimæ Reginæ Angliæ Cubicularius supremus; Thomas, Episcopus Eliensis; Nicolaus Votton, Ecclesiæ Metropolitæ Cantuariensis & Eboracensis Decanus; ipsius serenissimæ Reginæ Angliæ consilarii, oratores, procuratores, negotiorum gestotes, & ambassiatores specialiter etiam deputati, & autoritatem habentes ad ea procuranda & perficienda quæ inferiùs scribentur; cum reverendissimis, excellentissimis, & illustrissimis Carolo, Sac. Rom. Eccl. titul. Sancti Apol. Presbitero Cardinali, de Lotaringia nuncupato, Archiepiscopo & Duce Remensi, Primo Pari Franciæ, & in Francia Legato nato; Anna, Duce de Montmorency, Pari, Conestabili, & magno Magistro Franciæ; Jacobo d'Albon, domino de Saint-André, & Marchione de Fronsac, Franciæ Mareicallio; Jo de Morvilliers, Aurelianensi Episcopo, dicti Regis Christianissimi in suo privato consilio consiliario; & Claudio de Laubespine, milite, domino de Hauterive, ipsius Regis Christianissimi consiliario, & graviorum negotiorum, quæ ad statum regni pertinent, secretario; oratoribus, procuratoribus, negotiorum gestoribus, & ambassiatoribus præfati Regis Christianissimi, ab eoque commissis, cum autoritate & mandatis in literis publicis amplissimè & specialiter contentis, ad ea procuranda & conficienda, quæ inferiùs scribentur, virtute atque autoritate fulti, hinc inde, mandatorum & commissionum nostrarum, quæ ad verbum inferiùs inserentur, convenimus, concordavimus, & conclusimus, ac per præfatos convenimus, concordamus, & concludimus eaq; sequuntur articulatum.

Imprimis conventum, concordatum, & conclusum est, quòd inter prædictos serenissimam Angliæ Reginam Elisabetam, & Christianissimum Francorum Regem Henricum,

Henricum, eorumdem hæredes & successores, in regnis & regia dignitate succedentes, Angliæ videlicet & Francorum Reges, & eorum subditos quoscumque, successivis futuris temporibus quandocumque existentes, regna, patrias, terras, dominia, civitates, castra, territoria, loca, villas, & oppida ipsorum, necnon subditos, vassallos, & confederatos eorumdem, sit vera, firma, solida, sincera, perpetua & inviolabilis pax, amicitia, unio, confederatio, liga, mutua intelligentia, & vera concordia perpetuis futuris temporibus duratura.

Item. Convenit & concordatum est, quod neuter dictorum principum, eorumve hæredum aut successorum, regna, patrias, terras, insulas, dominia, aut loca alia quæcumque, in præsentem per eorum alterum possessa, hostiliter invadat, aut à suis sic invadi aut expugnari permittit, sed expressè & cum effectu prohibebit.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod neuter principum prædictorum, hæredum etiam aut successorum suorum, subsidia, auxilia, gentes armorum, aut aliquam assistentiam, re, verbo, consilio, aut assensu, præstabit aut dabit, directè aut indirectè, secretè aut apertè, aut quocumque colore quæsito, cuicumque alii principi, cujuscumque gradus, status, aut conditionis existat, seu quocumque consanguinitatis aut affinitatis vinculo connectatur, aut quacumque dignitate præfulgeat, vel cuicumque genti, populo, aut nationi, alterum prædictorum potentissimorum principum, ejusve regnum, terras, insulas, patrias, aut dominia, nunc ab eorum alterutro possessa invadenti, aut invadere volenti, aut molienti.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si aliquid contra vires & effectus præsentis tractatus pacis & amicitie, terra marive, aut in aquis dulcibus, per aliquem subditum, vassallum, aut alligatum alterius dictorum principum fuerit attentatum, actum, aut gestum, nihilominus tamen hæc pax, sive amicitia, in suis viribus permanebit, & pro ipsis attentatis solummodo punientur attentantes, aut damnificantes, & non alii.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quamdiu hæc pax & amicitia integra inviolataque permanebit, omnes & singuli utriusque præfati regni omniumque terrarum & dominiorum, quæ nunc ab utrolibet prædictorum regum possidentur, aut imposterum possidebuntur, incolæ, quacumque dignitate, quocumque statu & conditione extiterint, poterunt sese mutuis officiis amicitie prosequi, & excipere, liberè, tutè, securè, ultro citroque, terra marive, ac fluminibus, commeare, navigare, inter se contrahere, emere, vendere, & illicque quamdiu velint morari, vel hinc inde, quando visum erit, recedere & abire, & quæ comparaverint, emerint, arte, opera, industria, laboreve, aut quocumque alio justo modo quasierint, ad suos vel externos, quocumque locum libuerit, sine ullo impedimento, offensa, arrestatione, seu cohibitione, salvo conductu, licentia, aut speciali permissione invehere & transportare.

Item. Convenit etiam est pro libero intercursu mercium & mercatorum utriusque principis, quod, durante pace prædicta, nulla navis armata, & ad bellum seu guerram parata & instructa, egrediatur seu egredi permittatur portus maritimos regnorum Angliæ & Franciæ, nisi prius satisfecerit, ac cautionem, qualem poterit, præstiterit in manibus Admiralli Angliæ, seu ejus locumtenentis, aut custumariorum prædictorum portuum, quoad naves Angliæ; & Admiralli Franciæ,

seu ejus locumtenentis, vel alterius judicis ordinatii illius loci, quoad naves Franciæ attinet; de non invadendo, molestando, de prædando, vel offendendo, subditos utriusque principis, aut eorum alterius, nec eorum alligatos, nec eis injuriam aliquam inferendo, sub pœna publicationis navium, & punitionis corporis, cum restitutione omnium bonorum & damnorum quibuscumque illatorum.

Item, Convenit, concordatum, & conclusum est, quòd dictus Rex Christianissimus, ejus hæredes & successores, erunt & remanebunt, quantum ad dictam Reginam Angliæ, & ejus successores attinet, durante tempore & spatio octo annorum, à die datæ præsentis tractatus proximè insequentium, in pacifica possessione oppidi Calæsiæ, cum pertinentiis & appendicibus, & portu ejusdem, cum arce de Ruissbank, ac etiam arcibus, dominiis, villis & locis, pontis Nieheuli, Merk, Oye, Hames, Sandgate, arce & oppido de Guines, reliquaque parte ejusdem comitatus hoc ultimo bello capta, ac cæteris omnibus oppidis, arcibus, villis, terris, dominiis, territoriis, aquis, fluminibus, portubus, propugnaculis, fortalitiis & littoribus, ac locis denique quibuscumque cis mare sitis, quæ dictus Christianissimus Rex hoc novissimo bello occupavit, & armis cepit, regnante serenissima Maria nuper Angliæ Regina. Et promissit, promittitque dictus Christianissimus Rex, tam suo proprio nomine, quàm nomine Regis Delphini filii sui, hæredum & successorum suorum, pro quo Delphino foret se fecit & facit dictus Christianissimus Rex, promittendo se curaturum & effecturum, quòd dictus Rex Delphinus hunc tractatum approbabit & ratificabit intra duos menses post datam istius tractatus; quòd finito, & elapso dicto octo annorum termino, dictus Rex Christianissimus, hæredes & successores ejusdem, dictum oppidum Calæsiæ cum supra dictis pertinentiis & appendicibus, ac cætera omnia & singula supra dicta, ac etiam propugnacula & fortalitia quæcumque in supra dictis portubus & locis nunc per Francos recentè extructa, munita, & ædificata, atque etiam imposterum durante dicto termino octo annorum extruenda, munienda, & ædificanda, statim & sine dilatione relinquent, tradent & restituent, sive tradi & restitui facient dictæ serenissimæ Elisabethæ, Angliæ Reginæ, hæredibus & successoribus ejusdem, aut ad id per eam, ejusve hæredes & successores deputatis; & possessione prædictorum omnium dictus Christianissimus Rex, hæredes & successores ejusdem, cedent, & ab illa discedent, ac plenè se exuent, ita ut dicta serenissima Regina Elisabeth, hæredes & successores ejusdem, eorum possessione pacificè gaudere & quietè uti possint, cum omnibus juribus, jurisdictionibus, præminentiiis, superioritatibus, recognitionibus, & ressortibus, eo modo statu, conditione & natura, quibus Anglorum Reges ea tenuerunt & possederunt ante initium hujus ultimi belli. Provisio tamen & expressè convento, quòd dictus Christianissimus Rex, ipsius hæredes & successores, oppida, arces, fortalitia & loca munita supra dicta, aliter quàm in eo statu modo & conditione, quibus nunc in præsentì sunt, & imposterum per eos durante termino prædicto muniantur, aut fortificabuntur, restituere & reddere non teneantur; ita tamen ut nec tempore restitutionis hujusmodi, nec antea, quicquam data opera fiet, quo prior mnitionum sive fortificationum status, qui nunc est, seu qui imposterum per eos adjicietur, imminuatur, rumpatur, sive diruatur; sed omnia bona fide, integra & illæsa eo

modo quo supra restituentur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd dictus Christianissimus Rex, eo tempore, quo dictum oppidum Caleſii virtute hujus tractatus restituere teneretur, unà etiam cum dicto oppido restitueret dictæ serenissimæ Reginæ, hæredibus & successoribus ejus, aut ab eis ad id deputatis, sexdecim torinentia ænea, videlicet tria vulgò vocata *canons*; & tria vocata *demi-cans*; & tria vocata *bastardes*; & septem minora, vulgò vocata *moiennes*.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd pro securiore & certiore adimpletione restitutionum ex parte dicti Christianissimi Regis, hæredum successorumque ejusdem, dictæ Reginæ Angliæ, virtute præsentis tractatus, faciendarum, dabit Rex Christianissimus, quanto citius fieri poterit, septem aut octo, nec plures, mercatores externos non subditos sibi, neque jurisdictioni ejus subjectos, sed domicilium extra regnum & ditiones ejus habentes, quique idonei, locupletes, ac solvendo sint, & commodè jure conveniri possint. Qui mercatores se obligabunt meliorem modo & forma, quibus id fieri possit, cum renunciatione beneficii ordinis & excussionis, se soluturos summam quingentorum millium coronatorum aureorum de sole, dictæ serenissimæ Reginæ Angliæ, aut ejus hæredibus & successoribus in regno Angliæ. Quæ quidem summa erit loco & vice pœnæ, casu quo dictus Rex Christianissimus, ejus hæredes aut successores, restitutiones præmissorum, virtute hujus tractatus, prædictæ serenissimæ Reginæ, aut ejus successoribus faciendas, adimplere recusaverint aut plùs justo distulerint. Quæ quidem pœna petita, sive soluta fuerit, sive non soluta, remanebunt nihilominus dicti Reges Christianissimus & Delphinus, eorum hæredes & successores, obligati ad dictam restitutionem faciendam, secundùm fidem datam, & pacta hoc tractatu comprehensa. Et quoniam haud facile fortè reperientur mercatores, qui velint tamdiu pro tam grandi pecuniarum summa remanere obligati, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd benè licebit dicto Regi Christianissimo, (si illi ita expedire videbitur) dictos mercatores de anno in annum mutare, & dictas cautiones renovare, dando alios mercatores externos in pari numero quo supra, similiter domicilium extra regnum & ditiones dicti Regis Christianissimi habentes, & quialibi quàm in dictis regno & ditionibus Regis Christianissimi commodè conveniri, & de stando juri cogi possint, atque idonei, locupletes, & solvendo sint. Qui ubi modo & forma supra dictis, & cum renunciatione beneficii ordinis & excussionis se obligaverint, tenebitur dicta serenissima Regina Angliæ eos acceptare loco priorum; quo factò liberabuntur & exonerabuntur dicti priores mercatores à dictis promissionibus & obligationibus dictæ serenissimæ Reginæ priùs factis: atque hæc quidem fient sine innovatione præsentis tractatus.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd dictus Rex Christianissimus dictæ serenissimæ Angliæ Reginæ præclaræ & nobiles viros Federicum de Foix, comitem de Candale, & capitalem de Buch; Ludovicum de Sainte-Maure, marchionem de Nesle, & comitem de Laval; Gastonem de Foix, marchionem de Trans; & Antonium du Prat, Præfectum seu Præpositum Parisiensem, & dominum de Nantoùillet; obsides dabit, ipsosque ante elapsum terminum, ad ratificationem hujus tractatus infra assignatum, præfatæ Reginæ in An-

Xxx ij

glia tradendos curabit, & realiter tradi faciet, qui manebunt obligati pro dicta summa quingentorum millium coronatorum nomine pœnæ, eo modo quo supra dictum est, persolvenda, donec dictus Rex Christianissimus præstiterit & impleverit dictas cautiones, sive fidejussiones eo modo & forma quibus supra dictum est; quibus præstitis non poterunt dicti obsides diutius retineri, vel arrestari: quos etiam obsides dictus Christianissimus Rex fide sua recipit & promittit esse idoneos & tales, ut si contingat dictas mercatorum cautiones, eo modo quo supra conventum est, non præstari, tunc possit dicta serenissima Regina ab illis dictam summam quingentorum millium coronatorum consequi, & recuperare.

Item. Conventum & conclusum est, quod dicti obsides non retinebuntur in carcere vel alia custodia, sed fidem juramento dabunt & obstringent, se non discessuros ex Anglia, sine expressa Reginæ licentia. Atque ita Londini, vel in aula dictæ Reginæ, vel alibi, ubi illis ex licentia dictæ Reginæ videbitur, manebunt. Quod si dicti obsides, vel aliquis aut aliqui eorum, contra fidem datam fecerint aut abierint, dictus Rex Christianissimus toridem alios idoneos & locupletes, intra unum mensem, post requisitionem ipsi super eo factam, dare & in Anglia dictæ serenissimæ Reginæ tradere, aut tradi facere tenebitur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod benè licebit dicto Christianissimo Regi, dictos obsides sic datos singulis quibusque duobus mensibus mutare, & alios pari numero, & ad solutionem dictæ summæ quingentorum millium coronatorum idoneos & sufficientes, loco eorum subrogare, & dictæ serenissimæ Reginæ in regno Angliæ tradere, quos sic traditos dicta serenissima Regina Angliæ acceptare, & priores liberè abire pro illorum arbitratu finire tenebitur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quod durante termino dictorum octo annorum, neque dictæ serenissimæ Reginæ Angliæ, neque dicto Christianissimo Regi, vel serenissimis Regi & Reginæ Scotiæ licebit quicquam adversus invicem, vel uni eorum contra alterum, ipsorumve regna, ditaciones, patrias, & subditos armis innovare, attentare, aut moliri, directè aut indirectè, in præjudicium tractatus: & si quid durante termino prædicto per dictum Regem Christianissimum, aut serenissimos Regem & Reginam Scotiæ, aut subditos eorumdem, ex autoritate, jussu, aut approbatione eorum, eorumve alicujus, sic innovatum aut attentatum fuerit. Tunc dicti Christianissimus Rex, & Rex Delphinus, hæredes & successores eorum, innovatione ejusmodi aut attentato facto, possessione & occupatione dicti oppidi Calésiæ, & cæterorum omnium locorum supra dictorum citra mare, per dictum Regem Christianissimum ab Anglis nuper captorum, statim cedere & decedere tenebuntur & obligabuntur, illaque omnia dictæ serenissimæ Reginæ Angliæ, eo ipso modo & forma quibus illa omnia finito dicto octo annorum termino restitui debere supra promissum & conventum est, sine ulla dilatione reddent & restituent. Quæ restitutio si sic facta non fuerit, dicti mercatores aut obsides dictam pœnam quingentorum millium coronatorum dictæ serenissimæ Reginæ Angliæ solvere tenebuntur; pacto tamen dictæ restitutionis ratio nihilominus remanente. Et vicissim, si quid durante termino prædicto, per dictam serenissimam Angliæ Reginam, aut

ejus subditos, ex autoritate, jussu, aut approbatione ejus, sic innovatum aut attentatum fuerit, dictus Rex Christianissimus, & Rex & Regina Scotiæ, ab omni promissione, fide data, & conventionne superius specificatis, liberabuntur & absolventur; ac pari etiam modo obsides & mercatores, obligari pro dicta summa quingentorum millium coronatorum, à dicta sua promissione & obligatione liberati & exonerati erunt, ita ut in corpora aut bona eorum eo nomine nulla actio intentari possit, neque ipsi detineri aut molestari quoquo modo valeant. Porro si quis subditorum alicujus principum prædictorum, autoritate sua propria, aliquid molitus fuerit aut attentaverit contra subditos alterius dictorum principum, in præjudicium hujus præsentis tractatus, punietur tanquam pacis infractor secundum facti qualitatem.

Item. Ut omnes controversiarum occasiones tollantur, & ut certius hæc pax & amicitia stabiliatur & firmetur, conventum, concordatum, & conclusum est, quòd fortificatio seu munitio facta in loco dicto Aimovvth sito in regno Scotiæ, & circa limitem dicti regni, ac etiam quicquid præterea jam innovatum est, aut ante publicationem hujus tractatus, ex parte dicti Regis Christianissimi, aut serenissimorum Regis & Reginiæ Scotiæ, in præjudicium tractatus initi apud Boloniam, mense martio, anno 1549. inter Eduardum sextum nobilis memoriæ nuper Regem Angliæ, & dictum Christianissimum Regem, innovatum erit, ea omnia intra tres menses à die datæ hujus tractatus, aut eo citius, (si fieri poterit) diruentur & solo æquabuntur, ac omnia in pristinum statum restituentur & reponentur, bona fide & sine fraude: neque imposterum quicquam contra tractatum prædictum reedificabitur aut fortificabitur. Similiter etiam, si post tempus prædictum, & ante publicationem hujus tractatus, per Anglos aliquid in regno Scotiæ usurpatum fuerit, aut etiam aliquid circa limitem dicti regni, in præjudicium dicti tractatus, fortificatum & munitum fuerit, illa omnia per dictos Anglos diruentur & solo æquabuntur, & omnia in pristinum statum reponentur, bona fide, & sine fraude, neque imposterum quicquam, contra tractatum prædictum, reedificabitur, aut fortificabitur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd alia jura actiones & petitiones, quæ tam dicta serenissima Regina Angliæ, quam etiam dictus Christianissimus Rex, ac serenissimi Rex & Regina Scotiæ, quacumque de causa five occasione, invicem contra ipsorum aliquem seu aliquos respectivè habent & habere prætendunt, remanebunt eis salvæ & integræ; & pari modo exceptiones & defensiones eorum hinc & inde eisdem reservabuntur. Bona autem spes est, Deum optimum maximum occasionem, & viam interim datum, quæ omnes dictæ alix controversiæ & prætensiones, quas dicti principes inter se respectivè contra invicem habent, amicè componantur & concordentur.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd neuter principum prædictorum quovis modo receperit, custodiet, aut retinebit, nec à subditis suis receptari, custodiri, vel retineri permittet aliquos rebelles, five proditores dictorum principum, aut eorum alterius, de crimine læsæ majestatis reos, nec hujusmodi rebellibus, seu proditoribus, qui in aliquem locum obedientiæ principum prædictorum, seu alterius eorum, declinaverit, quoquo modo dabit seu præstabit auxilium, consilium, favorem, subsidium, aut assistentiam,

X x x. iij.

sed infra viginti dies postquam per literas ipsius principum prædictorum, cuius huiusmodi rebelles sive proditores extiterint, alter ex principibus huiusmodi requisitus fuerit, eos omnes & singulos literarum huiusmodi requisitionis latori, aut alii ad hoc in huiusmodi literis nominato sive deputato, bona fide tradet, restituet, & deliberabit, tradi, restitui, & deliberari faciet.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd ex neutrius principum prædictorum Cancellaria, aut alia Curia impollerum concedentur aliquæ literæ represaliarum, maræ, aut contramaræ, nisi super & contra principales delinquentes, aut eorum bona, eorumve factores, & hoc, in casu manifestæ denegationis iustitiæ tantum, de qua per literas summationis, aut requisitionis, & prout de jure requiritur, sufficienter constabit.

Item. Comprehenduntur in hoc tractatu pacis, ex parte dictæ serenissimæ Reginæ Angliæ, Philippus Hispaniarum Rex, &c. juxta vim & effectum tractatum inter eosdem Regem & Reginum, ac eorum regna, terras, patrias & dominia; & ex parte dicti Regis Christianissimi, Catholicus Hispaniarum Rex, necnon Rex & Regina, & regnum Scotiæ, secundum antiquas confederationes, & perpetuæ amicitiae jura, quæ sunt inter Reges Franciæ & Scotiæ, eorum regna, & subditos.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd uterque principum prædictorum publicari & notificari respectivè faciet dictam pacem, confederationem, & concordiam, Londini & Lutetiæ, intra decem dies à data præsentis tractatus, & in portibus, & aliis locis insignioribus regnorum Angliæ & Franciæ, quam citissimè commodè fieri poterit.

Item. Conventum, & conclusum est, quòd serenissima Angliæ Regina omnia & singula præmissa fideliter observabit, seque ea sic observaturam, cum per oratorem aut oratores dicti Regis Christianissimi, sufficiens ad id mandatum habentem vel habentes fuerit debitè requisita, tactis sacrosanctis evangeliiis, in ejus vel eorum præsentia jurabit, omniaque & singula capitula in præsentis tractatu contenta per literas patentes, manu sua subscriptas, & magno sigillo suo sigillatas, ratificabit, autorisabit, & confirmabit, ipsasque literas ratificationis & confirmationis in sufficienti, valida, & efficaci forma conceptas, oratori seu oratoribus dicti Christianissimi Regis, sufficientem ad id auctoritatem habenti aut habentibus infra sexaginta dies post datam præsentium tradet, tradive faciet, bona fide, realiter & cum effectu. Similiter autem omnia, quæ per hunc articulum dicta serenissima Regina Angliæ facere & præstare tenetur, dictus Rex Christianissimus vicissim facere & præstare debet & tenetur.

TRAITE' DE PAIX ENTRE HENRI II. ROI DE FRANCE,
& Philippe II. Roi d'Espagne. A Câteau Cambresis, le troisieme
avril 1559. après Pâques.

A U nom de Dieu le createur. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, soit notoire, que après tant & si dures guerres, dont il a plu à Dieu ja par plusieurs fois visiter & châtier les peuples, royaumes, pais, états, & sujets, étans sous la dition & obeïssance de tres-hauts, tres-excellens, & tres-puissans Princes, Henri II. de ce nom, Roi de France Tres-Christien, &c. & Don Philippe, Roi des Espagnes Catolique, & ceux d'aucuns de leurs amis & alliez, dont sont sortis les grands maux, dommages, & inconveniens au pauvre peuple de tous les deux côtez, que chacun sait & connoît, tels que finalement la divine bonté, mue de son infinie & immense misericorde, a daigné tourner son œil de pitié sur ses pauvres creatures, & si avant touché les cœurs de ces deux grands Princes, qu'il les a disposé de la sainte grace, à trouver les moïens de mettre fin aux différends & débats, motifs, & occasions de ladite guerre, & icelle changer en une bonne, finale, entiere, sincere, & durable paix, avec ferme intention d'employer le fruit d'icelle à restaurer les dommages sortis de ladite guerre, par tous moïens à eux possibles, principalement à l'augmentation de l'honneur de Dieu, accroissement de son benoît nom, propagation de nôtre sainte Foi & Religion, repulsion des ennemis de la Republique Chretienne, & au bien commun, soulagement, & repos de leurs peuples & sujets. Et pour y parvenir, & icelle paix, reconciliation, & amitié traiter, conclure, & arrêter, aiant iceux Princes commis & député, c'est-à-savoir de la part dudit seigneur Roi Tres-Christien, illustre Prince Charles, du titre de Saint Apollinaire, de la Sainte Eglise Romaine Prêtre - Cardinal de Lorraine, Archevêque & Duc de Reims, Premier Pair de France, & Legat-né du Saint Siege Apostolique; Anne, Duc de Monmorency, Pair, Connétable, & Grand-maître de France; Jiques d'Albon, Sire de Saint-André, Marquis de Fronsac, & Maréchal de France; Messire Jean de Morvilliers, Evêque d'Orleans, Conseiller du Roi en son Conseil Privé; & Claude de l'Aubespine, Chevalier, sieur de Hauteville, aussi Conseiller dudit seigneur Roi Tres-Christien, son secretaire d'Etat & de ses finances: & de celle dudit seigneur Roi Catolique, illustres Princes & seigneurs, Don Fernand Alvarez de Toledo, Duc d'Alve, &c. Grand-maître d'hôtel du Roi Catolique; Messire Guillaume de Nassau, Prince d'Orange, &c. Rui Gomez de Silva, Comte de Melito, sommelier de corps dudit seigneur Roi; & Messire Antoine Perrenot, Evêque d'Arras, tous du Conseil d'Etat dudit seigneur Roi Catolique: Tous garnis de pouvoirs suffisans. Lesquels en la présence de tres-haute & puissante Princesse, Madame Chretienne*, Duchesse de Lorraine, qui a de long-tems travaillé à promouvoir cettedite reconciliation entre eux; & de tres-haut, & tres-puissant Prince Charles, Duc de Lorraine, son fils*, ont en vertu de leursdits pouvoirs, tant de la part desdits seigneurs Rois, que de Messieurs leurs enfans, desquels iceux

France &
Espagne.
Traité de
Cambrai.

1559.
3. avril.

*cousine-germaine de Philippe II.

* qui venoit d'épouser Madame Claude, seconde fille d'Henri II.

Princes se font forts, & traitent pour eux, leurs hoirs & successeurs, fait, conclu, & accordé les articles qui ensuivent.

Premièrement, sans déroger toutefois aucunement aux traités precedens faits entre leurs predecesseurs, lesquels demeureront en telle force & vigueur qu'ils étoient auparavant les guerres commencées entre l'Empereur Charles V. & le Roi Tres-Christien moderne, l'an mille cinq-cens cinquante-un, & continuez depuis entre lesdits seigneurs Rois Tres-Christien & Catholique, & sans aucune alteration d'iceux, sinon entant que par ce présent traité pourroit être autrement disposé :

Est convenu, & accordé, que dorenavant entre lesdits seigneurs Rois, Messieurs leurs enfans, hoirs, successeurs, & heritiers, leurs royaumes, pais, & sujets, y aura bonne, sûre, ferme, & stable paix, confederation, & perpetuelle alliance & amitié. S'entr'aimeront comme freres, procurant de tout leur pouvoir le bien, honneur, & reputation l'un de l'autre, & éviteront tant qu'ils pourront loiaument le dommage l'un de l'autre; ne soustiendront, & ne favoriseront personne, quelle qu'elle soit, l'un au prejudice de l'autre : & dès maintenant cesseront toutes hostilités, oubliant toutes choses ci devant mal passées, quelles qu'elles soient, qui demeureront abolies & éteintes, sans que à jamais ils en fassent ressentiment quelconque. Renonçant par ce traité à toutes pratiques & intelligences, qui pourroient en quelque sorte que ce soit redonner au prejudice l'un de l'autre, avec promesse de jamais n'en faire ni pourchasser par l'un, qui puisse tourner au dommage de l'autre.

Pour le singulier desir, que lesdits deux Princes ont toujours eû au bien de la Chretienité, & y voir les choses de la Religion se maintenir à l'honneur de Dieu, & union de son Eglise : mûs de même zele, & sincere volonté; ont accordé, qu'ils procureront, & s'emploieront de tout leur pouvoir à la convocation & celebration d'un saint Concile universel *, tant nécessaire à la reformation & reduction de toute l'Eglise Chretienne en une vraie union & concorde : & étant faite ladite convocation, y feront trouver les Prelats de leurs provinces, & au demeurant y emploieront tous autres bons offices nécessaires à un bien tant requis à ladite Chretienité.

Et par le moien de cetteditte paix, & étroite amitié, les sujets des deux côtez, quels qu'ils soient, pourront, en gardant les loix & coutumes des pais, aller, venir, demeurer, frequenter, converser, & retourner és pais l'un de l'autre, marchandement, & comme mieux leur semblera, tant par mer que par terre, & és eaux douces, traiter & converser ensemble : & seront soustenus & défendus les sujets de l'un aux pais de l'autre, comme propres sujets, en p'iant raisonnablement les droits en tous lieux acoutumez, & autres, qui par leurs Majestez, & les successeurs d'icelles, seront imposez.

Et se suspendent toutes lettres de marque & represailles, qui pourroient avoir été données à quelque cause que ce soit; & ne s'en donneront dorenavant aucunes par l'un desdits Princes, au prejudice des sujets de l'autre, sinon contre les principaux delinquans, leurs biens, & de leurs complices; & ce encore seulement en cas de manifeste denegation de justice, de laquelle, & des lettres de sommation & requisition d'icelle, ceux qui poursuivront lesdites lettres de marque

* Cet article choqua si fort le Pape Paul IV. qu'il en mourut de déplaisir.

que & reprefailles , devront faire aparoir en la forme & maniere que de droit est requis.

Les villes , fujets , manans , & habitans des comtez de Flandre & d'Artois joiſſiront des privileges , franchiſes , & libertez , qui leur ont été acordez par leſd. ſeigneurs Roi Tres-Chretien , & ſes predeceſſeurs Rois de France : Et pareillement les villes , manans , habitans , & fujets du royaume de France , joiſſiront auſſi des privileges , franchiſes , & libertez , qu'ils ont au Pais-bas d'icelui ſeigneur Roi Catholique , tout ainſi que un chacun d'eux en ont dûement joiſſi & uſé , & comme ils en joiſſiſſoient avant la ruptute de cette guerre , en lan mille cinq-cens cinquante-un.

Et retourneront les fujets , & ſerviteurs d'un côté & d'autre , tant eccléſiaſtiques que ſeculiers , nonobſtant qu'ils aient ſervi en parti contraire , pleinement en la joiſſſſance de tous & chacuns leurs biens immeubles , rentes perpetuelles , viageres , & à rachat , faiſies & occupées à l'occafion de cette dite guerre , pour en joiſſir dès la publication de cette dite paix , ſans rien quereller toutefois , ni demander des fruiſſ perçus dès le faiſiſſement deſdits biens immeubles , juſques au jour & date de ce preſent traité , ni des dettes qui auront été confiſquées avant ledit jour. Et ſe tiendra pour bon & valable le repartement qu'en aura fait , ou fera le Prince , ſon lieutenant , ou commis , riere la juriſdiction duquel ledit arreſt ſera fait ; & ne pourront jamais les crediturs de telles dettes , ou leurs aians cauſe , être reçus à en faire quelque poursuite , en quelque maniere , & par quelque action que ce ſoit , contre ceux auxquels leſdits dons auront été faits ; ni contre ceux , qui par vertu de tels dons & confiſcations , les auroient païé , pour quelque cauſe que leſdites dettes puiſſent être , nonobſtant quelconques lettres obligatoires , que leſdits crediturs en puiſſent avoir , leſquelles , pour l'effet de ladite confiſcation , ſeront & demeureront par cedit traité , caſſées , annullées ; & ſans vigueur.

Et ſe fera ledit retour deſdits fujets & ſerviteurs , d'un côté & d'autre , à leurs biens immeubles comme deſſus , nonobſtant toutes donations , conſeſſions , declarations de confiſcations , & commiſes , ſentences données par contumace , & en abſence des parties , & icelles non ouïes , à l'occafion de cette dite guerre , comme qu'il ſoit ; remettant iceux fujets , quant à ce , pleinement , & ceſſant tous empêchemens & contredits , aux droits qu'ils avoient au tems de l'ouverture de ladite guerre : & ſ'entend le contenu en ce preſent article , en tous lieux & endroits de la ſujetion deſdits ſeigneurs Rois Tres-Chretien & Catholique ; ſauf quant aux forſcités de Naples , Sicile , & du duché de Milan , leſquels ne ſeront compris en ce preſent traité , ni joiſſiront du benefice d'icelui.

Ceux qui auront été pourvus d'un côté & d'autre , des benefices étans en la collation , preſentation , ou autre diſpoſition deſdits ſeigneurs Rois , & perſonnes laïes , ſeront & demeureront en la poſſeſſion , & joiſſſſance , & droit de propriété deſdits benefices , comme bien & dûement pourvus d'iceux.

Le Roi Daupin entrera le jour de la publication de ce preſent traité , en la poſſeſſion de la ſeigneurie de Creveœur , ſes appartenances & dépendances , pour en joiſſir comme il faiſoit auparavant la guerre ; ſans prejudice toutefois du droit de poſſeſſion & de propriété , pretendu par le ſieur de Cruninghen ,

Heritier du feu sieur de Bures, dernier decedé, lequel sera reintegré aux droitz & adions, qu'avoit feu Messire Adolfe de Bourgogne, pere, & ledit feu sieur de Bures, fils, audits châteaux, terres, & appartenances de Crevecœur, Herleux, Rebilly, Saint-Souplet, & châtellenie de Cambrai, & que les commis déjà aiant vaqué à l'instruction, vuidange & decision du procès & disered, ou autres, se trouveront au premier jour d'aoust en ce lieu de Câteau-Cambresis, pour le miner : & s'ils ne s'en peuvent accorder, se adjoindra avec eux un personnage non suspect, qui sera choisi par les commis à la pacification sur le fait des limites, dont en ce traité se fait mention. Et sera tenu ledit commis, qui s'adjoindra, jurer aux saints evangiles de Dieu, de bien & loiaument entendre à ladite decision, & sans faveur de l'une ou l'autre des parties.

* à Badajoz
en 1558.

Aiant plu à Dieu appeler à soi la Reine Tres-Chretienne douairiere, Madame Fleonor, dernièrement decedée, * delaisant l'Infante de Portugal, Madame Marie, sa fille unique, ledit seigneur Roi Tres-Chretien traitera bien & favorablement ladite Dame Infante. & jouira du dot, que ladite feuë Reine avoit en France, sans y faire aucune nouvelleté, & tout ainsi que ladite Dame faisoit à l'heure de son trépas. Et quant à ce qui lui peut être dû de son douaire, ou supplément d'icelui, jusques au jour de son dit trépas, lui en sera fait telle raison qu'elle aura occasion de contentement. Et au demeurant, aura ledit seigneur Roi pour singulierement recommandée ladite Dame Infante, en tous les affaires & procès, qu'elle a, & poura avoir en France, & lui fera sur ce faire & administrer bonne & prompte justice.

En faveur & contemplation de cette dite paix, & pour donner, par lesdits seigneurs Rois, reciproque contentement l'un à l'autre, est convenu, & accordé, qu'ils rendront, & restitueront réellement & de fait, c'est à savoir ledit seigneur Roi d'Espagne, audit seigneur Roi de France, les villes, places, & châteaux de Saint-Quentin, le Câtelet, & Ham, leurs appartenances & dépendances, ensemble tous les autres châteaux, lieux, bourgs, forts, & villages à lui, & ses sujets appartenans, en quelque lieu qu'ils soient situez & assis, par lui, & ses sujets & serviteurs occupez sur ledit seigneur Roi de France, & lesdits sujets & serviteurs, & dont ils jouissoient auparavant les dernieres guerres, qui ont eü cours dès & depuis l'an mille cinq-cens cinquante-un : Et ledit seigneur Roi de France restituera aussi audit seigneur Roi d'Espagne les places, vills & châteaux de Thionville, Mariemourg, Yvoy, Damvilliers, & Montmedy, leurs appartenances & dépendances, & generallyment tous les autres châteaux, lieux, bourgs, forts, & places, par lui, & ses sujets & serviteurs, aussi occupez sur ledit seigneur Roi d'Espagne, & ses sujets & serviteurs, dès & depuis le tems d'icelui, sans rien en reserver d'un côté ni d'autre ; pour retourner par lesdits seigneurs Rois, & leursdits sujets respectivement, en la possession paisible desdites choses occupées, & jouir de tous les droitz, qu'ils avoient auparavant lesdites guerres. Et néanmoins poura chacun desdits Princes faire ôter & enlever desdites places, qu'ils rendront, comme dit est, toute l'artillerie, poudres, boulets, armes, vivres, & autres munitions, qui se trouveront esd. places au tems de ladite restitution, laquelle se fera en l'état auquel elles sont présentement, sans rien démolir de la fortification, ni aucunement les affoi-

blir, en quelque sorte que ce soit, le tout de bonne foi, & comme il appartient à Princes d'honneur.

Et pour ce que lors quela ville & cité de Theroüanne fut prise sur ledit seigneur Roi de France, elle fut ruinée & démolie, au moien dequoi il ne sera possible audit seigneur Roi d'Espagne de la restituer en l'état qu'elle étoit; a été convenu & accordé par lesdits seigneurs deputez, que le lieu & territoire, où étoit assise ladite ville, ensemble ce qui en dépend, & dont ledit seigneur Roi de France étoit en possession, avant le commencement de ces guerres. sera remis & restitué en son obéissance, pour en jouir & disposer, par lui, ses hoirs, successeurs, & aians cause, à toujours, & perpétuellement, tout ainsi qu'il souloit faire auparavant lesdites dernieres guerres. Et néanmoins sera loisible audit seigneur Roi Tres-Chretien, attendu ladite démolition, faire ruiner & démolir la fortification, clôture, & murailles de ladite ville d'Yvoy, avant que d'en faire restitution; laquelle ville ledit seigneur Roi Catholique ne pourra retourner à fortifier; comme aussi ne pourra ledit seigneur Roi T. C. faire aucun fort au pourpris dudit Theroüanne.

Et pour autant qu'étant ladite ville & Eglise de Theroüanne, ainsi que dit est, du tout ruinée & démolie, le service divin n'y peut être célébré, comme il appartient, aussi que ja dès long tems l'on a procuré la division de l'Evêché, Chapitre, & diocèse dudit Theroüanne; il a été convenu & accordé entre les deputez desdits deux Princes, en vertu de leursdits pouvoirs, que l'on deputera pour le premier du mois de juin prochain, de chacun côté d'eux, deux commissaires à ce connoissans; lesquels avec l'intervention de celui, que deputera l'Archevêque de Reims, Métropolitain, se trouveront tous ensemble ledit jour à Aire, comme lieu plus commode à cet effet, & là s'accorderont par ensemble du moien qu'ils devront tenir pour faire égal repartement & division de toute la rente de la table, tant Episcopale que Capitulaire, & generalement de tous les biens, & revenus appartenans à l'Evêché, Chapitre, & Eglise dudit Theroüanne, où qu'ils soient assis, & des dignitez, offices, prebendes, & autres benefices, des droits tant de collation que autres, & aussi de tout le diocèse, pour attribuer la moitié à l'Evêché, qui s'érigera és pais dudit seigneur Roi T. C. soit à Boulogne, ou ailleurs, où bon lui semblera; & l'autre moitié à l'Evêché, qui s'érigera à S. Omer, ou autre ville és pais dudit Roi Catholique, que bon lui semblera aussi; & porteront les uns & les autres la moitié des charges, suivant la division, que lesdits commissaires en feront. Et supplieront lesdits seigneurs Rois à notre Saint Pere le Pape, & lui feront commune instance, d'approuver lad. division, & de faire l'érection des deux Evêchez, au lieu d'un, pour le service de Dieu, & plus grand benefice dudit diocèse.

Aussi se rendra la ville de Bovines à Monsieur de Liege, ses appartenances & dépendances, & Fraîsne, & generalement ce qui présentement s'occupe par ledit seigneur Roi T. C. ou par gens tenans son patti, de ce que devant le commencement de cette presente guerre possédoit l'Evêque, Chapitre, Eglise, & pais de Liege, & spécialement le château de Bouillon, sans rien en reserver, pleinement & de bonne foi, en l'état qu'il se trouve, sans y rien démolir, y délaissant l'artillerie trouvée dedans au tems de l'occupation dernière, à savoir celle qui s'y

Yyy ij

trouve encore de present ; & retirant si bon lui semble toute autre artillerie, qui depuis l'occupation y a été mise, avec les poudres, munitions, & vivres, & ce, sans prejudice du droit, que le sieur de Sedan, & ceux de la Maison de la Marck y peuvent pretendre, ains faisant lad. restitution, leur sont reservées leurs actions. Et ausdits Evêque, & Chapitre de Liege, demeurent reservées leurs exceptions, pour par voie de justice s'en pouvoir servir respectivement les uns & les autres, & non autrement. Et pour vuider plus brievement lesdits différends, qui sont entre ledit Evêque, Chapitre, & communauté de Liege, & lesc. sieurs de Sedan, se choisiront deux arbitres, l'un, par ledit sieur Evêque, Chapitre, & communauté de Liege ; & l'autre, par lesdits sieurs de Sedan ; lesquels se dénommeront par les parties dans deux mois, pour se trouver en la ville de Cambrai le premier de septembre ; où sommairement & de plain, & au plutôt que faire se pourra, ils vuideront lesdits différends, & tous autres, que lesc. sieurs de Sedan ont, & peuvent avoir à l'encontre du corps & communauté de ladite ville. Et pour ce que Madame la Comtesse de Brenne, & ses coheritiers, pretendent plusieurs choses à l'encontre du corps de lad. communauté de Liege, est aussi accordé, que les mêmes arbitres auront pouvoir & charge de composer & vuider les différends d'entre eux.

Hesdin, & le bailliage, avec toutes ses appartenances & dépendances, demeurera audit seigneur Roi Catholique entierement, en la forme & maniere que ses predecesseurs la possédoient avant qu'il fût occupé par le feu Roi François, sans contredit quelconque : & n'y pourra ledit seigneur Roi T. C. ses hoirs, successeurs, & aians cause, quereller aucune chose.

Et pour mieux terminer les occasions de toutes querelles pour l'Abbaie & Monastere de S. Jean au Mont, les Princes pourront choisir quatre personnes arbitres, pour le procès par eux instruit, & même pris un superarbitre en cas de discord, en vuider au profit de celle des parties pretendues à l'Abbaie qu'il apartiendra. Et durant la discussion dudit procès, celui qui est dénommé par ledit seigneur Roi T. C. jouira des biens situéz en France ; & celui nommé par ledit seigneur Catholique, jouira des biens étans en ses pais : & moiennant cela, main sera levée par ledit seigneur Roi T. C. des biens appartenans aux Abbaies de S. Vaast d'Arras, S. Bertin, & Arrouaige, saisis par represailles, esquels ils reviendront du jour de la publication de cette presente paix.

Et au regard des choses, qui dès le traité de Crespi se pretendent être faites d'un côté & d'autre, au prejudice l'un de l'autre, & contre les traitéz : & d'avantage, les différends qui ont été ci-devant mis en avant entre lesdits seigneurs Princes, tant sur les limites, que autres, lesquels avant la rupture de la guerre de la guerre n'ont été vuidez, & dont l'éclaircissement ne sera pris par ce present traité, se remettront à la décision des Ministres, qui des deux parts s'assembleront avec pouvoir suffisant, pour communiquer & vuider iceux en ce lieu de Câteau-Cambresis, le premier de septembre prochain. Bien entendu, toutefois, que pendant que lesdits différends se vuideront par les deputez d'un côté & d'autre, toutes choses non vuidees demeureront au même état qu'elles étoient auparavant la rupture de la guerre l'an 1551. & seront châtiées severement ceux qui d'un côté & d'autre feront aucune nouveleté.

La Dame d'Estouteville reprendra le comté de Saint-Pol dudit seigneur Roi Catholique, pour en jouir & posséder comme ses predecesseurs en ont joui & possédé avant la guerre, & spécialement comme ils en jouissoient avant l'échange fait dudit comté de Saint-Pol, avec celui de Montfort, l'an 15.6. & ce nonobstant tout ce qui depuis pourroit être venu au contraire. Et quant au droit de reprise, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien pretend lui appartenir, les actions lui demeurent réservées, comme aussi audit seigneur Roi Catholique les siennes, pour s'en servir chacun au soutienement de leur prétendu droit respectivement. Et pour en connoître se députeront dedans six mois, deux commis de chacun côté desdits Princes, avec pouvoir suffisant, auxquels iceux Princes se soumettront, pour oïr ce que de la part de l'un & de l'autre l'on voudra proposer, & entendre les fondemens & allegations des parties, instruire le procès sur ce, & le vuider s'ils peuvent : & sinon, que dedans un an après le procès instruit, lesd. seigneurs Princes s'accorderont d'un superarbitre, qui se choisira en la maniere qui a été entre les députés pourparlée, à savoir, que chacun des Princes nommera dix ou douze Princes ou Potentats, qui ne soient leurs sujets, ni trop évidemment suspects à l'autre, pour en choisir un de ceux esquels ils rencontreront : & faire cette nomination si souvent, qu'ils rencontrent sur quelque personnage nommé des deux côtes ; lequel superarbitre ait toute autorité, pour avec les dessusdits à pluralité de voix le decider. Et pendant ledit procès, les parties demeureront es droits, & en la même possession, en laquelle icelles sont dès le dernier traité de Crespi, jusques à la rupture de la guerre l'an 1551. sans rien innover d'un côté ni d'autre. Bien entendu que ledit seigneur Roi Catholique ne se pourra servir pardevant lesdits commis de la reprise, que ladite Dame d'Estouteville fera en vertu de ce present article ; ni ledit seigneur Roi Tres-Chretien, d'autre quelconque, que ladite Dame lui puisse avoir fait : & si sera tenu en surseance ladite Dame faisant la reprise avantageuse, quant aux paiemens des droits seigneuriaux & de relief, jusqu'à-ce que, le différend vuïd, l'on voie s'ils seront dus ou non.

Ledit seigneur Roi d'Espagne rentrera en la jouissance & possession du comté de Charolois, pour en jouir, & ses successeurs, pleinement & paisiblement, & le tenir sous la souveraineté dudit seigneur Roi de France.

Et pour autant qu'il y a aucunes terres tenues en surseance, entre le comté de Bourgogne, & les terres à present possédées dudit seigneur Roi Tres-Chretien, qui pour non reconnoître l'un des côtes ou l'autre, sont cause & occasion de grands maux, tant pour le refuge, que y prennent malfaitteurs, que autres raisons ; l'on a convenu & accordé, que de la part desdits seigneurs Rois Tres-Chretien, & Catholique, se deputeront commis des deux côtes brievement, lesquels se trouvant sur les lieux, & visitant iceux, feront de commun consentement (oïies les parties qui y peuvent avoir interest) égal département desdites terres de surseance, pour mettre la moitié d'icelles plus proches, & à propos en l'obéissance dud. seigneur Roi Tres-Chretien ; & l'autre moitié plus voisine au comté de Bourgogne, sous l'obéissance dudit seigneur Roi Catholique, en son comté de Bourgogne ; sans toutefois aucune chose determiner, sinon après avoir entendu l'intention desdits Princes, & par leur ordonnance. Lesquels commis communiqueront aussi sur ce que ceux du comté de Bourgogne pretendent devoir jouir de l'exemption des

gabelles, & impositions, foraines, qui se levent au duché de Bourgogne, comme ceux dudit duché ne les paient audit comté; sans aussi aucune chose en ordonner ni decider, sinon par commandement desdits seigneurs Rois.

Et se restituera au Duc de Mantouie entierement le marquisat de Montferrat, sans rien reserver ni detenir d'icelui, de ce que lesdits seigneurs Rois Tres-Chretien, & Catolique, ou qui que ce soit de leur côté, en occupent presentement: demeurant en son entier audit Duc, le droit & action qu'il a en icelui, ses appartenances & dépendances; sans prejudice toutefois des exceptions, ou actions, que autres y pouroient avoir, lesquelles par qui que ce soit ne se pouront poursuivre que par voie de justice, & non par la force: en retirant toutefois par eux l'artillerie, vivres, & munitions, qui seront esdites places, autres que celles qui se pouroient trouver appartenir ausdits sieurs Marquis de Montferrat. Et pourront aussi, si bon leur semble, lesdits seigneurs Rois, démolir & abatre les fortifications, qu'ils y ont faites, promettant lesdits seigneurs Rois, & chacun d'eux respectivement, qu'à l'avenir ils ne mettront audit pais de Montferrat aucuns gens de guerre, ne s'aideront des places, molesteront, ni travailleront les sujets dudit pais, ains les laisseront vivre paisiblement, sans aucune chose entreprendre, ni attenter en icelui pais, en quelque maniere que ce soit.

Et davantage, afin que les sujets dudit Montferrat, & par special les manans & habitans de la ville de Casal, ne puissent être molestez ni travaillezz, pour avoir suivi l'un ou l'autre parti, & obeï à ce qui leur a été commandé durant le tems qu'ils ont été sous la puissance de l'un ou l'autre desdits seigneurs Rois; est accordé, que ladite Dame & sieur Marquis, en leur faisant ladite restitution, remettront, & pardonneront par expresse declaration & serment à tous les sujets, manans & habitans dudit Marquisat de Montferrat, & notamment à ceux de ladite ville de Casal, toute desobeïssance, offense, & contravention, que lesdites Dame, Marquis, & sieur Duc de Mantouie, pouroient pretendre à l'encontre d'eux, pour avoir obeï, suivi, & servi lesdites deux Majestez respectivement, leurs lieutenans, & officiers, sans que pour ce on les puisse poursuivre, punir, molester, ni travailler, ni en quelque maniere que ce soit, rien leur en imputer, ni reprocher, à eux, ni aux leurs à l'avenir; ains les laisseront vivre en paix & repos, & jouïr de leurs biens, sans aucun empêchement. Et de ce que dessus bailleront leurs lettres patentes en bonne & valable forme, & sans que l'on leur puisse aucune chose demander des droits, devoirs, revenus, cens, rentes, & autres contributions, esquels ils seroient demeurez redevables envers ledit Duc, jusques au jour de ce present traité, dont ils demeureront quittes & déchargez.

Aussi se départira ledit seigneur Roi Tres-Chretien de la ville de Valence, qui est du duché de Milan, laquelle sera remise es mains dudit seigneur Roi Catolique, en l'état auquel presentement elle se retrouve, & sans y rien démolir, le tout de bonne foi; retirant ledit seigneur Roi Tres-Chretien, prealablement l'artillerie, munitions, & vivres: & le même fera-il, de tout ce que devant la publication de ce present traité, il pouroit avoir occupé, ou occuper sur les pais possédez par Sa Majesté Tres-Chretienne: comme aussi se fera de la part dudit seigneur Roi Catolique, de tout ce qui pouroit avoir été occupé jus-

ques au jour de ladite publication, en tous autres Etats dudit seigneur Roi Tres-Chretien.

Ledit seigneur Roi Tres-Chretien recevra, en faveur de cetteditte paix, & pour plus grand repos de la Chretienté, les Genoïs en sa bonne grace & amitié, oubliant toutes causes de ressentiment, qu'il pourroit avoir à l'encontre d'eux; & en certe consideration restituera toutes les places, que presentement il en tient en l'isle de Corseque, & y ont été par lui occupées, détenues, & fortifiées depuis la derniere guerre, en l'état qu'elles sont, sans rien démolir; retirant prealablement les gens de guerre, munitions, & vivres, qu'il a esdites places. Bien entendu, que dorenavant lesdits Genoïs tiendront le respect qu'ils doivent audit seigneur Roi Tres-Chretien, vivant en bonne amitié, tant avec lui, que avec ses sujets: & pourront respectivement, tant ceux dudit seigneur Roi, que d'eux, hanter, & converser librement, & marchandement, les uns avec les autres, non toutefois à main forte, ni port d'armes, qui puisse donner ombre ni soupçon es ports & pais les uns des autres, où ils seront favorablement traitez, en la sorte & maniere que propres sujets pourroient être. A la charge aussi, que lesdits Genoïs ne pourront directement ni indirectement, user de ressentiment quelconque à l'encontre de leursdits sujets, soit de ladite isle de Corseque, ou autres, à l'occasion du service, que, comme qu'il soit, ils peuvent avoir fait audit seigneur Roi Tres-Chretien, & à ceux de son côté, en cetteditte guerre, ou pour avoir suivi son parti; ains en demeureront absous & quites, & jouiront paisiblement de tous & chascuns leurs biens, sans que par voie de justice ni autrement, on leur puisse demander aucune chose, ni aucunement pour ce les inquieter. Et seront tenus iceux Genoïs (s'ils veulent jouir du benefice de ce que dessus est disposé en leur faveur par ce traité) bailler ratification, contenant expresse obligation d'observer inviolablement le contenu.

A été conclu, & arreté aussi par cedit traité, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien retirera tous les gens de guerre, de quelque nation qu'ils soient, qu'il a dedans la ville de Montalcin, & autres places du Siennois & Toscane, & se départira & déshistera de tous droitz, qu'il peut pretendre esdites villes & pais, en quelque maniere que ce soit, en retirant prealablement l'artillerie, armes, vivres, & toutes autres munitions qui y sont.

Est aussi convenu & accordé, que tous gentilshommes Siennois, & autres sujets dudit Etat, qui se détermineront à se soumettre au Magistrat établi au gouvernement de la Republique de Sienne, y seront reçus, & leur sera pardonné tout ce que l'on pourroit pretendre à l'encontre d'eux, pour s'être retirez audit Montalcin, & ailleurs; sans que à cette occasion, ni pour avoir pris les armes en cette presente guerre, contre qui que ce soit, ou pour avoir suivi le parti dudit seigneur Roi Tres-Chretien, on les puisse travailler, ni endommager en corps & biens, ou autrement en façon quelconque. Et si pour raison de ce, leursdits biens avoient été pris & saisis, leur seront rendus & restituez, pour en jouir pleinement & paisiblement. Et pour l'accomplissement & scûre de ce que dessus, le Duc de Florence sera tenu de ratifier le contenu dedans ledit tems, & en bailler ses lettres patentes en bonne & valable forme: & de même sera

pardonné à tous ceux, qui en Toscane auront en cette guerre suivi le parti du feu Empereur, pere dudit seigneur Roi Catolique, le sien, ou dudit Duc de Florence, & seront remis en tous les biens, desquels ils auront été dejetés durant cette guerre, & à l'occasion d'icelle; le tout de bonne foi: & ne seront à cette cause inquiétez en corps ni en biens, en façon quelconque.

Et pour plus grande confirmation de cette paix, & rendre l'amitié, union, & confederation plus ferme & indissoluble, les deputez avant dits, en vertu de leursdits pouvoirs, au nom desdits Princes, & se faisant fort les deputez dudit seigneur Roi Tres-Chretien, de Madame Elisabet, fille aînée dudit seigneur Roi, au nom d'icelui; ont traité, & accordé mariage, qui se fera par procureur par paroles de présent, incontinent, & au plutôt que faire se pourra, d'entre ledit seigneur Roi Catolique, & ladite Dame Elisabet, en la forme, & en ensuivant les constitutions & ordonnances de nôtre Mere sainte Eglise. Et sera ladite Dame conduite & renduë aux frais dudit seigneur Roi Tres-Chretien, accompagnée, & traitée comme il convient à Dame de telle qualité, & à l'alliance qu'elle prend, jusques aux frontieres des royaumes d'Espagne dudit seigneur Roi Catolique, ou celles du Pai-bas, au choix dudit seigneur Roi Catolique; lequel la fera recevoir en l'un ou en l'autre desdits pais, honorablement, & la traitera, comme requiert ladite qualité, & appartient à Dame de si haute Maison & parentage. Et aura ladite Dame en dot quatre-cens mille écus soleil, pour tous droits paternels & maternels, laquelle somme sera païée à qui ledit seigneur Roi Catolique députera pour la recevoir, à savoir le tiers au tems de la consommation du mariage; l'autre tiers au bout de l'an du jour de ladite consommation; & l'autre tiers, six mois après; de maniere que le paiement entier de ladite somme de quatre-cens mille écus se fera en dedans dix-huit mois, aux termes, & par les portions ci-dessus spécifiées, & ce en la ville d'Anvers, comptant chacun desdits écus soleil au prix de quatre-vingts gros, monnoie de Flandre, chacune piece. Et sera ledit dot assigné à la mesure qu'il se recevra, bien & convenablement sur bons & suffisans assignaux, au raisonnable contentement & satisfaction des ministres dudit seigneur Roi Tres-Chretien, qui à cet effet se pourront deputer. Bien entendu que ladite assignation se fera si avant qu'elle se contente de l'hipoteque sur villes & places, pour seûreté de ses deniers, sans jouir des assignaux par ses mains au denier quatorze; & si elle en veut jouir par ses mains, au denier dix huit, au choix & option de ladite Dame.

Et ne pourra ladite Dame Elisabet pretendre, avoir, quereller, ni demander autre chose quelconque, es biens, ou hoiries, & successions dudit seigneur Roi Tres-Chretien, son pere, ni de la Reine sa mere; à quoi dès maintenant elle renonce expressement; & si en baillera, le lendemain de la solennisation & consommation dudit mariage, bonne & valable renonciation & quittance, au profit dudit seigneur Roi Tres-Chretien, & des siens: & pour ce faire, sera suffisamment & expressement autorisée par ledit seigneur Roi Catolique, son futur époux & mari; sauf toutefois, & réservé tant seulement à ladite Dame Elisabet, les échéûtes, & successions collaterales.

Et si sera ladite Dame Elisabet joaillée par ledit seigneur Roi, son futur mari

mari, jusques à la somme de cinquante mille écus, qui sortiront nature d'héritage, comme aussi feront les autres bagues & joiaux, qu'elle portera, lesquels demeureront pour elle, ses hoirs, successeurs, & aians cause.

Et se donnera par ledit seigneur Roi Catolique à ladite Dame, entretelement tel que à fille & femme de si grands Rois appartient, & icelui dûment assigné sur villes & places, dont elle jouira par ses mains, y pourvoit de tous offices & benefices, pourvu que ce soit aux naturels du pais, & conforme aux ordonnances, & constitutions d'icelui.

Et au lieu de douaire, dont l'on n'a accoustumé d'user aux royaumes d'Espagne, elle aura pour arres, selon l'usage & façon desdits pais dudit seigneur Roi Catolique, son futur époux, cent trente-trois mille trois-cens trente trois écus, & un tiers d'écu, revenans au tiers de sondit dot, estimé chacun écu desdits arres, comme ci-dessus sont estimez & évaluez ceux de son dot. Lesquelles arres, dissolu le mariage, & icelle Dame survivant, sortiront nature d'héritage, pour elle & les siens, audit cas qu'elle survive : & lors en pourra disposer, soit entre vifs, ou par dernière volonté, suivant l'usage & coutume d'Espagne; & lui sera ladite somme dès maintenant assignée, ledit cas d'arres advenant, en la même maniere que dessus a été dit de sondit dot.

Et si pourra ladite Dame Elisabeth, ledit cas de dissolution de mariage advenant, précédant ledit seigneur Roi Carolique, partir & se retirer librement & franchement des royaumes & pais dudit seigneur Roi Catolique, sondit futur mari, toutes & quantes fois qu'il lui plaira, & bon lui semblera, & avec elle tous ses officiers, serviteurs, & familiers, & s'en retourner au royaume de France, & pais dudit seigneur Roi Tres-Chretien; faire emporter & emmener avec soi tous & chacuns ses biens, joiaux, acoutremens, vaisselle, & autres meubles quelconques, sans que pour quelque occasion que ce soit, ou pourroit survenir, soit fait ou mis directement ou indirectement, aucun contredit, empêchement, ou retardement en sondit partement, ni à la jouissance de sesdits arres, & assignat des deniers de sondit mariage : & à cette fin seront baillées devant la solennisation dudit mariage, par ledit seigneur Roi Catolique, asseürances scellées de Sa Majesté, avec soumission & obligation, pour y être contraint par arrêt & détention de toutes personnes des royaumes dudit seigneur Roi Catolique, de quelque état & qualité qu'ils soient.

Et pour execution de ce que dessus, se dépêcheront, de la part dudit seigneur Roi Catolique, toutes lettres & dépêches nécessaires.

Item. D'autant que la plus grande partie des guerres, qui ont eü cours depuis plusieurs années en ça, sont procédées à cause des droits & prétentions, que Sadite Majesté Tres-Chrétienne maintient avoir sur les pais de Savoie, Bresse, Piémont, & autres, que tenoient les Ducs de Savoie : & que tres-excellent Prince, Emanuel-Philbert de Savoie, lui a fait entendre & remontrer la bonne intention qu'il a de lui en faire raison, & comme son tres-humble parent, le reconnoître de tout l'honneur, service, & observance d'amitié, qu'il lui sera possible, pour le rendre à l'avenir plus content de lui, & de ses actions, que le tems & les occasions passées ne lui en ont donné le moien, le suppliant qu'il veuille, pour plus fermement établir cettere reconciliation, affinité, & amitié,

qu'il cherche & desire de Sadite Majesté, trouver bon, & avoir agreable, que le mariage de tres-excellente Princeesse, Madame Marguerite de France, sa sœur unique, Duchesse de Berry, & de lui, se puisse faire, & l'honorer d'une telle Princeesse, qu'il desire singulièrement, tant pour la proximité de sang, dont elle atouche à Sadite Majesté, que pour les dignes, excellentes, & rares vertus, qui sont en elle. Ce que Sa Majesté, comme Prince d'honneur, & aimant le bien & repos de la Chretienité, ainsi qu'il a démontré en toutes choses, a reçu à grand plaisir, & de voir le bon devoir, en quoi ledit seigneur de Savoie offre de le mettre; desirant de sa part le gratifier dudit mariage, & de toutes autres choses, qui pourront servir à fortifier cette reconciliation, pour l'assurance qu'il a aussi de l'honneur, & bon traitement que madite Dame sa sœur, qu'il aime, & tient chere comme sa propre fille, en recevra, & Sadite Majesté toute satisfaction, contentement, & parfaite amitié. Pour ces causes, le voulant reconnoître comme parent, & de son sang, & pour de plus en plus corroborer & confirmer cette paix; ont leldits seigneurs deputez, en vertu de leurdits pouvoirs, convenu & accordé, que ledit seigneur de Savoie aura à femme madite Dame Marguerite; à laquelle Sadite Majesté Tres-Chretienne laissera pour son entretènement la jouissance, sa vie durant, dudit duché de Berry, & autres terres, & revenus, dont elle jouit à present. Et davantage, lui baillera en dot, pour tous ses droits paternels, maternels, & autres, qui lui peuvent appartenir, & sont échus, auxquels moiennant ce, elle renoncera, la somme de trois-cens mille écus, payables, c'est à sçavoir, cent mille écus comptant, le jour de la consommation dudit mariage; autres cent mille écus, un an après ladite consommation; & les autres cent mille écus, six mois après ledit temps revolu. Recevant laquelle somme, ou partie d'icelle, par ledit sieur de Savoie, il sera tenu l'assigner bien & convenablement sur le duché de Savoie, peage & dace de Suze, & gabelle de Nice, de proche en proche; dont ladite Dame, ses hoirs, successeurs, & aians cause, seront & demeureront saisis, jouissans, & possesseurs jusques à l'entiere restitution de ladite somme, ou de ce qui reçu en aura été. Et advenant que ledit sieur de Savoie aille de vie à trépas avant ladite Dame, elle aura pour son douaire la somme de trente mille livres par an, qui lui est & sera assignée sur les pais de Bresse, Bugey, & Veromcy, & autres pais dudit sieur de Savoie, aussi de proche en proche; dont elle jouira par ses mains sa vie durant seulement, avec la provision & disposition des offices & benefices desdits lieux: & si aura pour sa demeure & habitation la maison de Bourg en Bresse, ou de Pont-dain, à son choix & option; le tout avec les clauses & conditions, qui seront aposcées au contrat de mariage qui en sera dressé.

Sera ledit mariage solennisé en face de sainte Eglise, & consommé entre eux dedans deux mois prochains, ent venans; & à cette fin s'obtiendra la dispense de nôtre Saint Pere le Pape: & dès lors sera baillée & delaisée audit sieur de Savoie, pour lui, ses hoirs, successeurs, & aians cause, l'entiere & pleine possession paisible, tant du duché de Savoie, pais de Bresse, Bugey, Veromcy, Morienne, Tarentaise, & vicairie de Barcelonnette, comme de la principauté de Piémont, comté d'Ast, marquisat de Ceve, comté de Coconas, & des terres

des Lannes de Gatières, & terres de la comté de Nice, delà du Var, que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, ou autre quel qu'il soit de ses serviteurs & sujets, possèdent; que de tout ce que le feu Duc Charles, son pere, tenoit quand il fut mis hors de ses pais, du vivant du feu Roi François; fors & excepté les villes & places de Turin, Quiers, Pignerol, Chivaz, & Villeneuve d'Ast, avec les finages, territoires, mandemens, juridictions, & autres appartenances desdites places de Turin, Chivaz, & Villeneuve d'Ast, ainsi qu'ils s'étendent & comportent; & de celles dudit Pignerol, & Quiers, des finages, territoires, mandemens, & juridictions, tant & si avant que ledit seigneur Roi Tres-Chretien connoitra être nécessaire pour la nourriture & munition de toutes lesdites places, & compris les vivres qui se tireront desdites trois places, & leursdits territoires; le tout de bonne foi, ce qui demeure à son arbitre & bon plaisir: pour icelles places, finages, territoires, mandemens, juridictions, & leursdites appartenances, tenir par ledit seigneur Roi Tres-Chretien, ainsi que dessus est dit, jusques à ce que les différends sur les droits par S. M. pretendus contre ledit sieur de Savoie, soient vuidez & terminez; ce que lesd. sieurs s'obligent de faire dedans trois ans pour le plus tard, sans autre prolongation ni retardement. Et iceux différends vuidez, & ledit tems de trois ans échéu, en laissera Sad. M. T. C. la possession libre audit sieur de Savoie, pour en jouir ainsi que de ses autres terres; pourveu toutefois qu'il n'y ait aucun retardement ou refus procedant dudit sieur de Savoie. Comme aussi le Roi Tres-Chretien promet n'en faire aucun de sa part, à peine de décheoir de ses pretentions & possession; n'entendant toutefois par ce present article aucunement prejudicier aux droits & raisons dudit sieur de Savoie. Lesquels différends se vuideront selon les concordats, & ainsi qu'il a été accoutumé; quand aucuns différends se sont offerts entre ceux de la Maison de France, & celle de Savoie. Et là où ils ne pourroient être déterminez par ledit moien, seront dedans six mois, après la conformation dudit mariage, choisis & deputez arbitres, de commun accord & consentement, pour proceder le plutôt, que faire se pourra, à la determination d'iceux différends.

Et neanmoins sera loisible audit seigneur Roi Tres-Chretien, en baillant audit sieur de Savoie la possession desdits pais, faire démolir & abattre toutes les fortifications faites en iceux pais, tant par lui, que par le feu Roi son pere, & en retirer l'artillerie, vivres, & autres munitions qui y seront, pour en faire ce que bon lui semblera.

Item. Est semblablement traité & accordé, que tous ceux, qui ont été pourvus par mort, ou resignation, ou autrement, legitiment des benefices desdits pais, durant que lesdits seigneurs Rois Tres-Chretien, pere & fils, les ont tenus & possédez, demeureront au droit & possession d'iceux, & en jouiront tout ainsi qu'ils sont à present, sans y être aucunement inquietez, empêchez, ni molestez, en quelque maniere que ce soit, par ledit sieur de Savoie, les gens, ni officiers. Et quant à ceux, qui ont été aussi par lesdits seigneurs Rois pourvus des offices dudit pais, durant ledit tems, icelui sieur Duc les aura pour bien & favorablement recommandez selon leurs merites.

Aussi, que toutes procedures, jugemens, & arrêts donnez par les Cours sou-

Z z z ij

veraines dedit pais, Grand-Conseil, & autres juges de Sad. M.T.C. pour raison des différends & procès poursuivis, tant par les sujets dedit pais de Piémont & Savoie, que autres, durant le tems qu'ils ont été sous l'obeissance dudit seigneur Roi T.C. & dudit sieur seigneur Roi, son pere, auront lieu, & fortiront leur plein & entier effet, tout ainsi qu'ils feroient, si ledit seigneur Roi demouroit seigneur & possesseur dedit pais : & ne pourront être lesdits jugemens & arrests revoquez en doute, annullez, ni l'exécution d'iceux autrement retardée ni empêchée. Bien sera loisible aux parties de se pourvoir par révision, & selon l'ordre & disposition du droit, des loix, & ordonnances, demeurant néanmoins les jugemens cependant en leur force & vertu.

Item. Et pour obvier à toute occasion de trouble, qui peut alterer la bonne volonté dedit Princes, l'un envers l'autre, & pour faire cesser toutes querelles & plaintes, est convenu & accordé, que ledit sieur de Savoie jurera, & promettra de remettre, oublier, & pardonner toute haine & rancune, qu'il pourroit avoir conçu, & offense pretendue à l'encontre des sujets, & autres manans & habitans dedit pais, ou aucun d'iceux, de quelque état, nation, qualité ou condition qu'ils soient, pour avoir suivi, obéi, & servi lesdits seigneurs Rois T. C. leurs lieutenans, gouverneurs, & officiers, durant le tems qu'ils ont possédé lesd. pais : & que pour raison de ce, ne les molesterá, ni fera poursuivre, inquieter, molester, ni travailler en leurs personnes, ni biens, directement, ni indirectement, en quelque sorte ni maniere que ce soit ; ains les laisserá, & permettra, avec leurs familles, vivre en tout repos & liberté, & jouir de leurs biens paisiblement, sans empêchement, ni reproche quelconque ; & de ce baillera ses lettres patentes en bonne & valable forme. Et le semblable fera ledit seigneur Roi T. C. reciproquement pour le regard de ceux, qui ont servi & suivi ledit sieur Duc de Savoie, & le feu Duc son pere, autres que sujets naturels de S. M. T. C. qui demeureront exclus du benefice de ce present traité.

Et afin que ledit sieur de Savoie ait entiere cause de contentement, & qu'il ne demeure aucun scrupule es choses, qui pourroient alterer ce public bien de paix, & dénoier ce nœud d'amitié, que lesdits Princes veulent former ensemble : a été convenu, & accordé, que au même temps de la conformation de mariage dudit sieur de Savoie, & de madite Dame Marguerite, ledit seigneur Roi des Espagnes laisserá aussi ledit sieur de Savoie en l'entiere & libre possession de toutes les villes, places, châteaux, & forteresses de ses pais, esquelles ledit seigneur Roi des Espagnes tient garnison de gens de guerre, dont il les fera sortir & vuidier incontinent, pour en jouir par ledit sieur de Savoie, ses hoirs, & aians cause, franchement, librement, paisiblement, & sans aucun empêchement, tout ainsi que faisoit auparavant le commencement des guerres le feu Duc son pere. Bien pourra icelui seigneur Roi Catolique, du gré & consentement dudit sieur de Savoie, tenir garnison de gens de guerre a ses dépens, dedans les villes & places de Vercell, & Ast, pendant que ledit seigneur Roi T. C. tiendra lesd. cinq places tant seulement ; après lequel il sera tenu les en retirer, & en laisser l'entiere & libre jouissance & administration audit sieur Duc de Savoie, qui cependant ne laisserá d'y avoir toute autorité & prééminence, pour des droits, profits, revenus, & émolumens d'icelles, & de leurs appartenances & dépendances,

joûir, ufer, & difpofer par lui, comme de fa propre chofe ; & tout ainfi que fi lefdites forces n'y étoient point. Demeurant au furplus ledit ſieur de Savoie, avec ſes terres, pais, & ſujets, bon Prince, neutre, & ami commun defdits ſeigneurs Rois T. C. & Catolique.

Item. Eſt accordé, que tous dons, graces, conceptions, & alienations, que lefdits ſeigneurs Rois T. C. ont faites du domaine & patrimoine defdits pais, durant qu'ils les ont poſſédez, & des vaffaux ſujets dudit ſieur de Savoie, qui en avoient été privez, pour avoir ſuivi & ſervi ledit ſieur de Savoie, feront & demeureront caſſées & annullées, & en la poſſeſſion d'iceux biens, ceux auxquels ils appartenoient feront remis, ſans toutefois qu'ils puiſſent aucune chofe quereller ni demander des fruits & meublés perçus en vertu defdits dons & confiscations.

Item. Eſt auſſi accordé, que tous autres dons, graces, & remiſſions, conceptions, & aienations faites par ledit ſeigneur Roi T. C. ou le ſeu Roi ſon pere, durant ledit tems, des chofes qui leur ſont advenues & échues, ou auront été adjudgées, ſoit par confiscation pour cas de crime, & commiſe autre que de guerre, pour avoir ſuivi & ſervi ledit ſieur de Savoie, reverſion de fief, faute de legitimes ſucceſſeurs, ou autrement, feront & demeureront bonnes & valables, & ne ſe pourront revoquer, ni ceux auxquels lefdits dons ont été faits, inquieter, ni moleſter en la jouiſſance d'iceux.

Auſſi que ceux, qui durant ledit tems auroient été reçus à foi & hommage par le Roi, ou ſes officiers aians pouvoir, à cauſe d'aucuns fiefs & ſeigneuries, tenus & mouvans des villes, châteaux, & lieux poſſédez par ledit ſeigneur audit pais, & d'iceux auroient païé les droits & devoirs ſeigneuriaux ; ou que ledit ſeigneur Roi leur en eût fait don & remiſſion, ne pourront être moleſtez, ni inquietez pour raifon defdits droits & devoirs, ains en demeureront quites, ſans qu'on leur en puiſſe rien demander, en quelque maniere que ce ſoit.

Et ſe fera la reſtitution qui ſe doit faire d'un côté & d'autre, ſuivant ce preſent traité, en cette ſorte :

A ſavoir, ledit ſeigneur Roi Tres-Chretien rendra tout ce que en vertu de ce preſent traité il doit rendre, tant des pais de Monsieur le Duc de Savoie par-deçà, que en Italie, Corſegue, & ailleurs, où que ce ſoit, en dedans deux mois, dès la date de ce preſent traité, & ſe commencera à faire ladite reſtitution en dedans un mois. Et devant que l'on commence de reſtituer, ſe donneront pour ôtages, pour aſſurance de l'accompliſſement des reſtitutions de la part dudit ſeigneur Roi Catolique, quatre ôtages, tels que ledit ſeigneur Roi T. C. voudra choiſir, ſujets de S. M. Catolique, & dedans un mois après ladite reſtitution faite par ledit ſeigneur Roi T. C. devra ledit ſeigneur Roi Catolique achever de reſtituer ce que auſſi en vertu de ce preſent traité il doit rendre, tant par-deçà que delà les Monts, où que ce ſoit. Et commencera ce mois pour ledit ſeigneur Roi Catolique à avoir cours, dès qu'il ſera certifié, que la reſtitution du côté dudit ſeigneur Roi T. C. ſera faite ; laquelle reſtitution achevée, lefdits ôtages ſe rendront, & mettront en entiere delivrance, de bonne foi, & ſans contredit, délai, ou difficulté quelconque.

Et en cette paix, alliance, & amitié, ſeront compris de commun accord & :

consentement desdits seigneurs Rois Tres-Chretien & Catolique, si compris y veulent être,

Premierement, de la part dudit seigneur Roi T. C. nôtre Tres-saint Pere le Pape, le Saint Siege Apostolique, l'Empereur, les Electeurs, Princes ecclesiastiques & seculiers, villes, comunautéz, & états du Saint Empire; & par special Messieurs les Ducs Jean - Frederic, & Jean Guillaume de Saxe; le Duc de Wirtemberg, le Landgrave de Hesse, & ses enfans; la Comtesse de Frise Orientale, & son fils; ensemble les villes maritimes, selon les anciennes alliances; le Roi Daupin, & la Reine Daupine, Roi & Reine d'Ecosse; la Reine douairiere Regente d'Ecosse, & ledit royaume d'Ecosse, selon les anciens traitez*, alliances, & confederations, qui sont entre les royaumes de France & d'Ecosse; le Roi de Boheme, Messieurs les Archiducs ses freres, enfans dudit seigneur Empereur, leurs royaumes, pais, terres, & seigneuries; les Rois de Portugal, Pologne, Danemarck, & Suede; la Reine Elisabeth, veuve du feu Roi Jean Vaivode*, & le Roi son fils; le Duc & la Seigneurie de Venise; les Treize Cantons des Liges Grises, Valais, Saint Gal, Torquembourg, Mulhausen, & autres alliez & confederéz desdits seurs des Liges; Monsieur le Duc de Lorraine, & Madame la Duchesse douairiere de Lorraine; Monsieur, le Duc de Savoie; Monsieur le Duc de Ferrare, & Messieurs ses enfans; Messieurs le Cardinal de Ferrare, & Don Francisco d'Est, pour jouir du benefice de ce present traité, & en vertu d'icelui, de tous les biens temporels & ecclesiastiques, qu'ils ont és pais dudit seigneur Roi Catolique; la Marquise de Montferrat, Duchesse douairiere, & le Duc de Mantoue; le sieur Ludovic de Gonzague, son frere; la Republique de Luques; les Evêques, & Chapitres de Metz, Toul, & Verdun; l'Abbé de Gorze, sans par cette comprehension faire aucun prejudice au droit de celui, que de la part du Roi Catolique l'on pretend être Abbé de Gorze, auquel demeurent ses droits saufs & réservés; les seigneurs de la Maison de la Marck; le Duc de Palliano, les Comtes de la Mirandole & de Petillan, le sieur Jourdan Ursin, Camillo & Paulo Ursin; le sieur Cardinal Strozzi; Philippe & Robert Strozzi; l'Evêque de Saint-Papoul, Salviati; le sieur Cornelio Bentivoglio, & ses freres; le sieur Adrien Baillon; pour jouir pareillement du benefice de cette paix, & en vertu de ce present traité, de tous & chacuns leurs biens ecclesiastiques & temporels, qu'ils ont és pais dudit seigneur Roi Catolique. Bien entendu toutefois, que le consentement, que ledit seigneur Roi Catolique donne à la Comtesse de Frise Orientale, & de son fils, soit sans prejudice du droit, que S.M. Catolique pretend sur les pais d'iceux. Comme aussi demeurent reservées à l'encontre les defences, droits, & exceptions de ladite Dame, & de son fils; aussi avec declaration expresse, que ledit seigneur Roi Catolique ne pourra, directement ou indirectement, travailler par soi, ou par autre, aucuns de ceux qui de la part dudit seigneur Roi T. C. ont ici dessus été compris; & que si ledit seigneur Roi Catolique pretend aucune chose à l'encontre d'iceux, il les pourra seulement poursuivre par droit, pardevant juges competans, & non par la force, en maniere que ce soit.

Et de la part dudit seigneur Roi Catolique, seront compris en ce present traité, nôtre Saint Pere le Pape, le Saint Siege Apostolique, l'Empereur des

* Vaivode de Transilvanie, Roi de Hongrie, mort en 1540.

Romains, Messieurs les enfans, leurs roiaumes & pais; les Electeurs, Princes, Villes, & Etats du Saint Empire, obeissans à icelui : & spécialement l'Evêque de Liege, le Duc de Cleves, l'Evêque & cité de Cambrai, & pais de Cambrésis, les Villes maritimes, & les Comtes d'Oost-Frise. Et renoncent lesdits Princes à toutes pratiques, promettant de n'en faire ci-après aucune, ni en la Chretienité, ni dehors icelle, où que ce soit, qui puissent être prejudiciables, ni audit seigneur Empereur, ni aux autres Membres, & Etats du Saint Empire; ains qu'ils procureront de tout leur pouvoir le bien & repos d'icelui, pourvu que ledit seigneur Empereur, & lesdits Etats, se comportent respectivement & amiablement avec lesdits seigneurs Rois T. C. & Catholique, & ne fassent rien au prejudice d'eux. Et de même y seront compris Messieurs les Cantons des Ligues des Hautes Allemagnes, & les Ligues Grises, & leurs alliez : & davantage la Reine d'Angleterre, suivant ce qui a été capitulé entre ledit seigneur Roi T. C. lesdits Roi & Reine Dauphins, Roi & Reine d'Ecosse, & elle; se reservant expressément, par ce traité, la capitulation, que ledit Roi Catholique a avec les Rois & Roiaume d'Angleterre. Aussi se comprend expressément en cedit traité, le Roi de Portugal, le Roi de Pologne, le Roi de Danemarck, le Duc de Savoie, le Duc de Lorraine, & Madame la Duchesse sa mere; les Duc & Seigneurie de Venise; les Republiques de Gennes & de Luques; les Ducs de Florence, & de Ferrare. Bien entendu que cette comprehension soit sans prejudice du traité, qu'il a fait avec S. M. Catholique, & de l'accomplissement d'icelui. Outre ce, se comprennent les Ducs de Mantoue, & d'Urbain; le Duc de Parme & de Plaisance, & les Reverendissimes Cardinaux Farnese, & *Santi-Angelo*, ses freres; & aussi le Cardinal Camerlingue, le Comte de Sainte-Flore, & autres ses freres; les Reverendiss. Cardinaux Carpi & Perosa; Marc-Antonio Tollana, Paul-Jourdain Orsino; Vespasiano Gonzaga; le seigneur de Monaco, le Marquis de Final, le Marquis de Massà, le sieur Bertoldo Farnese; l'Evêque de Pavie & ses freres; le sieur de Piombino, le Comte de Sala, le Comte de Colorino; Sinolpho, seigneur de Castell; pour jouir parcelllement du benefice de cette paix, & en vertu de ce present traité, de tous & chacuns leurs biens ecclesiastiques & temporels, qu'ils ont aux pais dudit seigneur Roi Tres-Chretien, avec declaration expresse, que ledit seigneur Roi T. C. ne pourra directement ou indirectement, travailler par soi, ou par autres, aucuns d'eux; & que si ledit seigneur Roi T. C. pretend aucune chose à l'encontre d'eux, il les pourra seulement poursuivre par droit, devant Juges competans, & non par la force, en maniere que ce soit.

Et aussi seront compris en ce present traité tous autres, qui de commun contentement desdits seigneurs Rois T. C. & Catholique, se pourront nommer, pourvu que six mois après la publication de ce traité, ils donnent leurs lettres, declarations, & obligations en tel cas requises respectivement.

Et pour plus grande seurte de ce traité de paix, & de tous les points y contenus, ledit seigneur Roi Tres-Chretien le fera jurer, approuver, & ratifier par Monseigneur le Roi Dauphin, son fils, & le fera verifier & enregister en la Cour de Parlement à Paris, & en tous autres Parlemens du roiaume de France, avec l'intervention, & en presence des Procureurs Generaux esdits Cours de Parlement, auxquels ledit seigneur Roi baillera pouvoir special, & irrevocable, pour

en son nom comparoir esdites Cours de Parlement, & illec consentir aux enterinemens, & eux soumettre volontairement à l'observation de toutes les choses contenues esdits traitez, & chacun d'iceux respectivement: & que en vertu d'icelle volontaire soumission, ils soient en ce condamnez par arrest & sentence définitive desdits Parlemens, en bonne & convenable forme. Et sera aussi ledit traité de paix verifié & enregistré en la Chambre des Comptes audit Paris, en presence, & du consentement du Procureur dudit seigneur, pour l'effectuelle execution & accomplissement d'icelui, & validation des quittances, renonciations, soumissions, & autres choses contenues & déclarées audits traitez. Lesquelles ratifications, enterinemens, verifications, & autres choses dessusdites, seront faites & parfournies par ledit seigneur Roi T.C. & les 'dépêches d'icelles en forme dûe, délivrées es mains dudit seigneur Roi Catolique, en dedans trois mois. Et si pour les enterinemens & verifications que dessus, étoit requis & nécessaire aux officiers dudit seigneur Roi T. C. avoir relaxation de lui des sermens, qu'ils peuvent avoir faits, de ne consentir, ni souffrir aucunes alienations de la Couronne, icelui seigneur Roi la leur baillera. Et ledit seigneur Roi Catolique fera faire en son Grand-Conseil, & autres ses Consaulx, & Chambres des Comptes en ses pais d'embas, semblables enterinemens & verifications, avec relaxation des sermens des officiers, en dedans le terme que dessus, & en dedans six mois le fera aussi ratifier par Monseigneur le Prince des Espagnes son fils.

Lesquels points, & articles ci dessus compris, chacun d'iceux, ensemble tout le contenu, ont été traitez, accordez, passez, & stipulez reciproquement entre lesdits deputez, au nom que dessus, & en vertu de leurs pouvoirs: & ont promis, & promettent sous l'obligation de tous & singuliers les biens, presens & à venir de leursdits Maîtres, qu'ils seront par iceux inviolablement observez & accomplis, & de leur faire ratifier, & en bailler & délivrer les uns aux autres lettres autentiques, signées & scellées, où tout le present traité sera inseré de mot à autre, & ce en dedans huit jours prochains. Et d'abondant, ont accordé lesdits procureurs, à savoir ceux dudit seigneur Roi Catolique, que le plutôt que convenablement faite se pourra, & en presence de tel qu'il plaira audit seigneur Roi T.C. deputer, ledit seigneur Roi Catolique jurera solennellement sur la croix, & saints evangiles de Dieu, & canon de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement & réellement le contenu esdits articles. Et le semblable fera ledit seigneur Roi Tres Chretien, le plutôt que la commodité s'en adonnera, en presence de tel qu'il plaira audit seigneur Roi Catolique deputer. En témoin desquelles choses, ont lesdits deputez souscrit le present traité de leurs noms. Au lieu de Câteau-Cambresis, le troisieme jour d'avril l'an 1559. après Pâques.

TRAITE

*Traité de paix particulier, ensuite du traité general, entre le Roi
Henri II. & le Roi d'Espagne. A Câteau-Cambrésis,
le troisieme avril 1559.*

*Espagne.
1559.
3. avril.*

AU nom de Dieu le createur. A tous soit notoire, comme aujourd'hui date de cettre, soit été traité paix, entre tres-hauts, tres-excellens, & tres-puissans Princes, Philippe, Roi Catolique, &c. & Henri, Tres-Chretien Roi de France; par illustres Princes & seigneurs, Don Fernand Alvarez de Toledo, Duc d'Alve, &c. Grand-maitre du Roi Catolique; Messire Guillaume de Nassau, Prince d'Orange, &c. Ruy Gomez de Silva, Comte de Melito, &c. Sommelier de corps dudit seigneur Roi; & Messire Antoine Perrenot, Evêque d'Arras, &c. tous du Conseil d'Etat dudit seigneur Roi Catolique: Illustre Prince Charles, du titre de Saint Apollinaire, de la Sainte Eglise Romaine Prêtre-Cardinal de Lorraine, Archevêque de Reims, Premier Pair de France, & Legat-né du Saint Siege Apostolique; Anne, Duc de Montmorency, Pair, Connétable, & Grand-maitre de France; Jâques d'Albon, Sire de Saint-André, Marquis de Fronsac, Maréchal de France; Messire Jean de Morvilliers, Evêque d'Orleans, Conseiller du Roi en son Conseil Privé; & Claude de l'Aubespine, Chevalier, sieur de Hauterive, Conseiller dudit seigneur Roi Tres-Chretien, son secretaire d'Etat, & de ses finances. Iceux commis, en vertu de leurs pouvoirs, outre le contenu audit traité de paix, ont accordé les articles suivans, & qu'ils soient, & un chacun d'iceux, inviolablement gardez par lesdits seigneurs Rois, leurs hoirs, successeurs, & aians cause, & avec la même force, vigueur, faveur, & prerogative, comme s'ils étoient expressément inferez audit traité de paix.

Premierement, Que Messire, Guillaume de Nassau, Prince d'Orange, &c. heritier universel institué par le testament de feu Messire René de Chalon, en son vivant Prince d'Orange, &c. heritier immediat du feu Prince Philbert de Chalon, sera remis, restitué, & réintégré en la réelle, & corporelle possession & jouissance de ladite Principauté d'Orange, souveraineté, & dernier ressort d'icelle, ses membres & dépendances, fruits, revenus, profits, émolumens, & appartenances quelconques, pour d'iceux jouir & user pleinement & paisiblement, tout ainsi qu'il faisoit, ou pouvoit faire, devant l'ouverture des dernieres guerres, commencées l'an mille cinq-cens cinquante-un, tant en vertu des precedens traitéz, que des lettres de main-levée & reintegrande à lui octroyées par le feu Roi François de bonne memoire, le vint-unieme de fevrier mille cinq-cens quarante-six, pour l'exécution desquelles, en ce qui reste à executer, & pour lever & ôter tout autre empêchement fait & donné audit sieur Prince, en la jouissance de ladite souveraineté, & choses susdites, lui seront promptement octroyées par le Roi Tres-Chretien, lettres de main-levée & reintegrande, conformes aux susdites lettres de reintegrande du vint-unieme de fevrier mille cinq-cens quarante-six, & toutes autres provisions requises & necessaires, ôtant toutes main-mises & empêchemens, cassant & annullant toutes

Tome II.

Aaa

procedures, exploits de justice, sentences, & arrests donnez depuis l'ouverture desdites dernieres, que autres precedentes guerres, au prejudice dudit sieur Prince, ou ses predecesseurs : & sera fait defense à la Cour de Parlement de Grenoble, & à toutes autres Cours & juges, de ne rien atenter au prejudice desdits droits de souveraineté, comme dit est ; & ce qui ja avoit été atenté, sera réparé & remis en son premier état.

Item. Sera ledit Prince d'Orange, remis, restitué, & réintégré en la jouissance paisible des terres & seigneuries d'Orpierre, Terclus, Montbison, Curnier, la Parerie, Noveslan, & autres lieux à lui appartenans es pais de Dauphiné, Cuyseaux, Varennes, & Beaurepaire, assises es vicomtes d'Auxonne, ressort de Saint-Laurent, Maison-vignes, & hevrance de Dijon, leurs appartenances & dépendances, pour d'iceux jouir pleinement & paisiblement, tout ainsi qu'il faisoit, ou ses predecesseurs faisoient, auparavant lesdites guerres ; le tout nonobstant les saisies & occupations depuis faites es choses susdites à son prejudice ; & nonobstant les procedures, sentences, & arrests donnez au contraire, durant les dernieres & precedentes guerres, lesquels sont & demeureront cassez, revoquez, & annullez, & lui remis en tel état qu'il étoit auparavant.

Sera pareillement remis en tous les autres droits, noms, raisons, actions, &c. qu'il avoit devant ladite guerre, tant pour le regard des sommes de deniers, que de la Maison d'Etampes, & autres choses par lui pretendues ; sur lesquelles lui sera fait & administré la meilleure & plus brieve raison & justice que faire se pourra, sommairement & de plein.

Et touchant les actions, que ledit sieur Prince a contre autres particuliersriere l'obéissance dudit sieur Roi Tres-Chretien, Sa Majesté ordonnera à tous juges de son royaume, d'administrer audit sieur Prince aussi promptement & bonne justice, que à ses propres sujets, & singulierement touchant le procès de la comté de Tonnerre, la comté de Chatny, & de celui qui pend au Parlement de Grenoble des quatre Baronies mis en état, passé long-tems. Et aura au demeurant icelui sieur Prince, en tous ses procès & affaires, bonne & brieve distribution & expedition de justice, & telle qu'il aura juste occasion de contentement.

Tout ce qui fut dernièrement traité à Crespi, au traité particulier concernant la Princesse de Gaure, tant en general qu'en particulier, sortira son plein & entier effet en faveur du Comte d'Egmont, à présent Prince dudit Gaure, lequel sera remis en la possession de tous les biens, que lui, ou feu ladite Dame, sa mere, possédoient avant les guerres, & dont il a été dépossédé à l'occasion d'icelles ; annullant tout ce qui à leur prejudice pourroit avoir été fait durant lesdites guerres, par contumace, & en son absence ; & ne sera tenu de recéder à ses dépens le château de Fiennes, ni y pourra être contraint aucunement. Et quant aux dommages, pertes & dégats, qu'il pretend lui avoir été faits durant la paix, par le Roi Tres-Chretien, ou à son occasion, il en pourra faire ses demandes juridiquement, & lui sera satisfait de ce qui par droit & justice lui sera adjugé ; Lquelle justice ledit seigneur Roi Tres-Chretien lui fera administrer sommairement & brieve, & le traitera toujours favorablement en tous ses affaires.

Messire Philippe de Croÿ, Duc d'Arctot, sera remis & réintégré en la possession & jouissance des choses, que le feu Duc son frere possédoit au royaume de France, au commencement & à l'ouverture de cette guerre : & lui sera observé & entretenu tout ce qui en sa faveur, & de ses predecesseurs, a été disposé & traité precedens ; & en tout ce qu'il voudra pretendre par justice, lui sera icelle bien & promptement administrée, desorte que avec raison il ne s'en puisse plaindre.

Aussi sera faite bonne & brieve justice aux heritiers de la Maison de Vergy, en ce qu'ils prétendent sur Saint-Dizier, Vitry en Parrois, la seigneurie de Vergy, & autres choses, selon les traités precedens, & les droits qui leur competent.

Sera faite au sieur de Glafon bonne & bieve justice, au procès qu'il a pendant pour raison de la baronnie de Chaumont.

Le sieur de la Trouilliere rentrera és biens qu'il a au royaume de France, pour en jouir suivant le contenu és traités ci-devant faits entre le feu Empereur, & le feu Roi François, quelque faulse, confiscation, ou autre empêchement, qui y pourroit avoir été fait, ou donné depuis ledits traités, pour avoir lui & son pere suivi le parti dudit feu sieur Empereur & de Sa dite Majesté Catholique, nonobstant toutes sentences & arrêts, ou exploits donnez à l'encontre de lui, & à son prejudice, qui demeureront revoquez & annullez par ce présent traité.

Et sera aussi faite & administrée bonne & brieve justice à Messire Charles de Poitiers, sieur de Vaydars, & à ses freres, de ce qu'ils prétendent és biens & succession de feu Messire Guillaume de Poitiers, sieur de Saint-Valier, contre ceux qui les possèdent.

Quant à la restitution, que le Duc d'Alburquerque demande, d'aucune vaisselle d'argent, & autres meubles, qu'il pretend lui avoir été pris par aucuns Ministres du feu Roi Tres-Christien, en l'année mille cinq-cens quarante-cinq, après le traité de Crespi, lui en sera faite & administrée bonne & justice.

Et davantage, se declare expressement que le Baron Nicolas de Polyviller, & ses freres, seront compris au traité de paix, ni plus ni moins que s'ils étoient dénommez à cet effet dedans le traité principal, pour jouir du benefice d'icelui, sans que en façon quelconque l'on lui puisse rien demander, ni à ledits freres, à l'occasion du voyage qu'il fit en France l'an mille cinq-cens cinquante-sept, ni ceux de la compagnie, soit pour l'avoir suivi, ou pour avoir tenu le parti de Sad. M. Cat. si avant qu'ils ne soient sujets dudit sieur Roi T. C.

A Madame Diane de Poitiers, Duchesse de Valentinois, en ce qu'elle pretend le Marquisat de Cotron, Comté de Catanzane, & autres terres lui appartenir au royaume de Naples, Sa Majesté Catholique lui fera faire audit Naples, aussi bonne & brieve justice, que à ses propres sujets, & lui seront données à cet effet lettres favorables au Viceroy, & autres officiers audit Naples, où il sera de besoin.

Est aussi accordé, que au Reverendissime Cardinal de Ferrare * seront rendus & restituez les deniers, qu'il pretend lui avoir été arrezés durant ces dernieres guerres au duché de Milan, par aucuns, au prejudice d'un sautconduit, qui lui
 * qui avoit été
 Gouverneur de
 Siene pour
 Henri II.

Que le General *Albicio del Bene*, Florentin, ancien serviteur & officier du Roi Tres-Christien, demeurant en la ville de Lion, sera, ou son procureur pour lui, remis & restitué en la possession actuelle de tous les biens à lui appartenans, assis en la juridiction du Duc de Florence, à lui occupez & détenus depuis l'ouverture de ces dernières guerres : & le semblable sera fait au regard des autres Florentins, demeurans & habitez au royaume de France, autres, que ceux qui auroient été particulièrement declarez, bannis & foruscis de l'Etat dudit Duc de Florence, à moins qu'il ne se trouve, que ledit *del Bene*, ou autres Florentins de la qualité avant dite, eussent conspiré contre la personne du Duc, au prejudice de la Republique & Etat de Florence.

Aussi le Comte Scipion de Flisque, & Octavian Fregose, jouiront du benefice du traité de paix, comme si spécialement ils y étoient compris, pour pouvoir librement hanter & converser aux pais dudit seigneur Roi Catholique. Et quant à ce qu'ils prétendent leur être retenu de leurs biens, ils en feront par leurs procureurs poursuite à Gennes, & ailleurs; & tiendra ledit seigneur Roi Catholique la main, en faveur dudit seigneur Roi Tres-Christien, auquel ils sont serviteurs, à ce que la justice leur soit faite & administrée bonne & brieve. De sorte que ledit seigneur Roi Tres-Christien connoitra, combien il desire favoriser dorenavant ceux qui dépendent de lui, en ce qu'avec la raison faire se pourra.

Et generalement tous sujets, tant du royaume de France, que des pais dudit seigneur Roi Catholique, seront remis & reintegrez en tous leurs biens, tant immeubles, rentes perpetuelles, viageres, & à rachat, desquelles ils ont été dépossédez à cause desdites guerres, & d'avoir suivi & servi en parti contraire : & demeureront cassées & annullées toutes procédures faites à l'encontre d'eux, pour & à cause dudit service, ensemble toutes prescriptions aians couru durant icelles.

Lesquels points & articles susdits, & tout le contenu en cettés, iceux procureurs desdits seigneurs Rois ont traité & accordé, au nom desdits seigneurs Rois leurs maîtres, promettant de les faire ratifier, & qu'ils l'observeront entierement de bonne foi, comme dessus. En temoignage de ce lesdits sieurs deputez ont signé cettés de leurs noms. Au lieu de Câteau-Cambresis, le troisieme jour d'avril, l'an 1559. après Pâques.

Outre ce que dessus est contenu en ce traité particulier, lesdits deputez au nom que dessus, & en vertu de leur pouvoir, ont convenu, traité, accordé, & déclaré, & déclarent, que la sentence de ceux, qui se commettront en vertu du traité de paix, aura décision & voidance du différend, qui demeure entre les Princes touchant Saint-Pol, ou à fauce de se pouvoir lesdits commissaires accorder, le superarbitre choisi, comme'il est convenu, s'excutera, & aura force & vigueur sans apel, contredit, ou reclamation quelconque. Ainsi signé,

C. Cardinal de Lorraine.

El Duque de Alva.

A. de Montmorency.

Guillaume de Nassau.

Jiques d'Albon.

Ruy Gomez de Silva, Conde de Melite.

De Marvilliers, Ev. d'Orleans.

L'Evêque d'Arras.

De l'Archevesque.

Savoir faisons, que Nous aiant agreable, ce qui par nosdits deputez a été fait, convenu, & conclu avec lesdits deputez dudit seigneur Roi Tres-Chretien, outre le contenu audit traité principal, nous l'avons accepté, ratifié, approuvé, & confirmé, acceptons, ratifions, approuvons, & confirmons par ces présentes, de point en point, comme il est ici couché : & voulons que le tout soit de tel effet, force & valeur, comme si nous-mêmes l'eussions conclu, & comme s'il étoit expressément inséré audit traité principal : promettant en bonne foi, & parole de Roi, avoir agreable, tenir, & faire tenir ferme & stable, en tous les points, & par tous nos royaumes, terres, pais, & seigneuries, tout ce qui par nosdits deputez a été fait es choses dessusdites, sans jamais y aller ni venir au contraire, ni souffrir y être contrevenu en quelque sorte que ce soit ; le tout sans fraude, abus, ou malengin. En témoin de ce, nous avons signé ces présentes de notre main, & à icelles fait mettre notre sceau. Donné en nôtre ville de Bruxelles, le setieme jour dudit mois d'avril, l'an de grace mille cinq-cens cinquante-neuf, après Pâques ; de nos regnes, à sçavoir des Espagnes, Sicile &c. le quatrieme, & de Naples le sixieme. Et au dessous signé, PHILIPPE, & plus bas, Par le Roi, COURTEVILLE. Et a côté est écrit.

Lecta, publicata, & registrata in Camera computorum domini nostri Regis, Procuratore Generali ejusdem domini audito, presente, & consentiente, quinta maii, anno Domini 1559. Signé, LE MAISTRE.

Contrat de mariage de Philippe II. Roi d'Espagne avec Madame Elisabeth de France, fille-ainée du Roi Henri II. A Paris le 20. juin 1559.

FURENT presens & comparurent en leurs personnes, Tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince Henri, par la grace de Dieu Roi de France ; & Tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse Caterine, par la même grace Reine de France, sa compagne, en leurs noms & comme stipulans en cette partie pour haute & puissante Princesse, Madame Elisabeth de France leur fille-ainée, d'une part ; & illustre Prince & Seigneur Don Fernando Alvarez de Toledo, Duc d'Alve, au nom & comme procureur de Tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Don Philippe, Roi des Espagnes Catholique, &c. aiant pouvoir, procuration, & mandement special aux fins ci-après declarées, comme il est aparü par les instrumens, pouvoirs, & procurations, qui sont demeurées par devers ledit seigneur Roi Tres-Chretien. Lesquelles parties de leur bon gré confessèrent & confessent en la presence de tres-hauts & tres-puissans Princes les Roi & Reine, Daufins ; Messigneurs Charles-Maximilien, Duc d'Orleans ; Alexandre-Edouard *, Duc d'Angoulême ; Hercule *, Duc d'Anjou ; Madame la Duchesse de Lorraine, & Madame Marguerite, tous enfans d'icelui Roi Tres-Chretien ; Madame Maguerite de France, Duchesse de Berry, sœur dudit seigneur Roi ; Messigneurs les reverendissimes & illustrissimes Cardinaux de Lorraine, de Bourbon, de Sens, Garde-sceaux de France ; de Chastillon,

Espagne.

1559.

20. juin.

* Voyez les notes de la page 515.

* qui a la confirmation changea ce nom, que lui avoient donné les Suisses, ses pairs, en celui de François.

de Guise, Strozzi; Messieurs Emanuel-Philbert, Duc de Savoie; Charles, Duc de Lorraine; Alphonse d'Est, Prince de Ferrare; Louis de Bourbon, Prince de Condé; le Duc de Montpensier; le Prince de la Roche-sur-Yon; Leonor d'Orleans, Duc de Longueville; Nicolas de Lorraine, Comte de Vaudemont; François de Lorraine, Duc de Guise, Grand-Chambellan de France; François de Cleves, Duc de Nevers; François de Lorraine, Grand-Prieur de France, Capitaine general des Galeres; René de Lorraine, Marquis d'Elbeuf; Anne, Duc de Montmorency, Pair, Grand-Maitre, & Connétable de France; & Jacques d'Albon, Sire de Saint-André, Marquis de Fronsac, & Maréchal de France; Mesdames les Duchesse d'Estouteville, Princesse de Condé, Comtesse de Vaudemont, Duchesse de Guise, & de Nevers, & autres Princes & Princesses, Seigneurs & Dames. A quoi aussi assisterent Messire Guillaume de Nassau, Prince d'Orange, Chevalier de l'Ordre de la Toison d'or; Maître Charles de Granchon, Sieur de Romain, Conseiller & Maître des Requestes ordinaire au Conseil Privé; Bariste Bertin, Secretaire des Conseils d'Etat & Privé dudit seigneur Roi Catolique; avoir fait & font entre elles les traitez, accords, convenances, pactions, & autres choses ci-aprés déclarées, pour raison du mariage, qui, au plaisir de Dieu, sera de brief fait & solennisé en sainte Eglise, dudit seigneur Roi Catolique, & de ladite Dame Elisabeth, selon & en enlivan les articles du traité de paix, fait & conclu au lieu de Câteau-Cambresis, le troisieme jour du mois d'avril dernier, entre les deputez deldits seigneurs Rois Tres-Christien & Catolique; & depuis par leurs Majestez respectivement confirmé & solennellement juré; c'est à savoir, lesdits seigneur & Dame Roi & Reine de France ont promis & promettent, de donner & bailler par nom & loi de mariage ladite Dame Elisabeth leur fille, à ce presenté, de son bon vouloir, accord, & consentement audit seigneur Roi Catolique, au nom duquel ledit sieur Duc d'Alve, en vertu de ladite procuration, a promis & promet la prendre à femme & épouse, par paroles de present, le plutôt que faire se pourra. En faveur duquel mariage, & pour à icelui parvenir; lesdits seigneur & Dame Roi & Reine de France ont promis & promettent pour le dor de ladite Dame leur fille, la somme de quatre-cens mille écus d'or sol, pour tous droits paternels & maternels; laquelle somme sera païée à celui, que ledit seigneur Roi Catolique deputera pour la recevoir; à savoir le tiers au tems de la conformation dudit mariage; l'autre tiers au bout de l'an du jour de ladite conformation; & l'autre tiers six mois après. De maniere que le paiement de ladite somme de quatre-cens mille écus se fera dedans les dix-huit mois, aux termes & par les portions ci-dessus spécifiées, & ce en la ville d'Anvers, comptant chacun deldits écus sol au prix de quatre-vints gros, monnoie de Flandre, chacune piece; & pour la seureté du tiers d'icelui dor, qui le paiera au tems de ladite conformation, revenant à la somme de cent-vingt-trois mille trois-cens trente-trois écus & un tiers d'écu; ledit sieur Duc d'Alve, en vertu de sondit pouvoir, a obligé & hipotéqué tous & chacuns les biens meubles & immeubles, preters & a venir, dudit seigneur Roi Catolique, & promet icelle somme spécialement assigner, comme pareillement le surplus de ladite somme de quatre-cens mille écus, à mesure qu'elle se recevra, sur bons & suffisans assignaux, au raisonna-

ble contentement des Ministres, qui à cet effet seront deputez par ledit seigneur Roi Tres.Chretien; desquels assignaux sera au choix & option de ladite Dame future épouse jouir par ses mains. Auquel cas lui seront iceux assignaux baillez en valeur de revenu au denier dix-huit; ou bien si elle se veut contenter de l'hipoteque sur villes & places pour seureté de ladite somme de quatre-cens mille écus, sans jouir des assignaux par ses mains, lui sera baillé de revenu à raison du denier quatorze.

Item. Est accordé, que moiennant ladite somme de quatre-cens mille écus, ladite Dame Elisabet ne pourra pretendre, avoir, quereller, ni demander autre chose quelconque, es biens, hoirie, & succession desdits seigneur & Dame Roi & Reine, ses pere & mere, auxquels ladite Dame Elisabet dès à present a renoncé & renonce, & en promet bailler, le lendemain de la solennisation dudit futur mariage, bonne & suffisante renonciation, au profit dudit seigneur Roi de France & des siens. Et pour ce faire, a promis & promet ledit sieur Duc d'Alve, au nom dudit seigneur Roi Catolique futur époux, suffisamment & expressément autoriser ladite Dame Elisabet; & dedans quarante jours après, fournir de lettres patentes dudit Seigneur Roi Catolique en bonne & suffisante forme, contenant ratification & autorisation expresse, autant que besoin seroit, pour faire derechef ladite renonciation à icelle Dame, toutefois réservées les échelles & successions collaterales.

Item. A promis & promet ledit sieur Duc d'Alve, audit nom dudit seigneur Roi Catolique futur époux, joailler ladite Dame Elisabet jusqu'à la somme de cinquante mille écus, qui sortiront nature d'heritage, comme aussi seront les bagues & joiaux qu'elle portera, lesquels demeureront propres pour elle, ses hoirs, successeurs, & aians cau e.

Item. Est accordé, que ledit seigneur Roi Catolique donnera à ladite Dame Elisabet entretenement pour son état, tel qu'à fille & femme de si grands Rois appartient; & icelui assignera dûment sur villes & places, dont elle jouira par ses mains, & pourra à tous offices & benefices d'icelles villes & places, pourvu toutefois que ce soit aux naturels du pais, & conforme aux ordonnances & constitutions d'icelui.

Item. Est convenu & accordé, qu'au lieu de douaire, dont on n'a accoutumé d'user au royaume d'Espagne, ladite Dame Elisabet aura pour arres, selon l'usage & façon du pais, dudit seigneur Roi Catolique son futur époux, la somme de cent-trente-trois mille trois-cens-trente-trois écus un tiers, revenant ladite somme au tiers de son dit dot, estimé chacun écu desdits arres, comme ci-dessus, sont estimés & évalués ceux dudit dot. Lesquelles arres, dissolu le mariage, & icelle Dame survivant ledit seigneur Roi Catolique son futur époux, sortiront nature d'heritage pour elle, les siens, & aians cause; & lors en pourra disposer, soit entre-vifs, ou par dernière volonté, suivant l'usage & coûtume d'Espagne; & lui sera ladite somme dès main tenant assignée, ledit cas d'arres avenant, en la même forme & maniere, que lui sera assigné son dit dot.

Item. Est accordé, que ledit cas de dissolution dudit mariage avenant, & survivant ladite Dame Elisabet ledit seigneur Roi Catolique son futur époux, elle pourra partir & se retirer franchement & librement des royaumes dudit sei-

gneur Roi Catolique toutes & quantes fois qu'il lui plaira; & avec elle tous ses officiers, familiers, & serviteurs, & s'en revenir en ce royaume & pais dudit seigneur Roi Tres-Christien, faire emmener & apporter avec soi tous & chacuns ses biens, joiaux, accoustremens, vaisselle, & autres meubles quelconques, sans que pour quelque occasion que ce soit, ou pourroit survenir, soit fait ou mis, directement ou indirectement, aucun contredit, empêchement, ou retardement en son partement, ni en la jouissance desdits arres & assignat des deniers de sondit mariage. A cette fin, sera baillée, devant la solennisation dud. mariage par ledit seigneur Roi Catolique, assurance scellée de Sa Majesté, avec soumission & obligation, pour y être contraint par arrest, & detention de toutes personnes des royaumes dudit seigneur Roi Catolique, de quelque état & qualité qu'ils soient.

Item. Est convenu & accordé, que ladite Dame future épouse sera conduite & rendue aux frais dudit seigneur Roi son pere, comme il convient à Dame de telle qualité, & alliance qu'elle prend, jusques aux frontieres des royaumes d'Espagne, ou celles du Pais-bas, au choix dudit seigneur Roi Catolique, qui la fera recevoir en l'un ou l'autre desdits pais honorablement, & la traitera comme appartient à Dame de si haute Maison & parentage; car ainsi a été le tout dit, convenu, & expressement accordé en faveur dudit futur mariage, qui autrement n'eût été fait; promettant ledit seigneur Roi, en bonne foi & parole de Roi & Prince, & ledit sieur Duc d'Alve audit nom, n'en jamais aller ni venir, ni faire aller ni venir, par eux ni par autre, contre les presens traités, promesse de mariage, donations, douaire, quitance, & choses desdites; ains les tenir, entretenir, & avoir pour agreables, fermes & stables à toujours, sans jamais y contrevenir, en quelque sorte que ce soit; obligeant à l'entretenement des choses desdites, tous & chacuns leurs biens, meubles & immeubles, presens & à venir quelconques, & même ledit sieur Duc d'Alve audit nom ceux dudit seigneur Roi Catolique; & renonçant en ce faisant à tous us, stils, ordonnances, noms, raisons, actions, tant de droit canon, que civil, a tout droit écrit, & non écrit, lettres, & toutes autres choses quelconques à ces presentes contraires; même au droit disant, generale renonciation non valoir. Ce fut fait & passé au château du Louvre à Paris, en la presence de nous Notaires & secretares de la Maison & Couronne de France, Conseillers & Secretaires d'Etat, & des Finances dudit seigneur, le 20. jour de juin, l'an 1559.

*Contrat de mariage d'Emanuel-Philbert, Duc de Savoie, avec Madame Marguerite de France. A Paris en l'Hôtel des Tournelles,
le 27. juin 1559.*

Savoie.
1559.
27. juin.

FURENT presens & comparurent en leurs personnes, Tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince, Henri, par la grace de Dieu Roi de France Tres-Christien, en son nom, & comme stipulant en cette partie pour haute & puissante Princesse, Madame Marguerite de France, sa sœur unique, Duchesse de Berri, d'une part; & Tres-excellent & tres-puissant Prince, Emanuel-Philbert

nuel - Philbert , par la même grace de Dieu , Duc de Savoie , Prince de Piémont , d'autre : Lesquelles parties de leur bon gré confestèrent & confessent en la presence de tres-haute , tres-excellente , & tres-puissante Princesse , Catherine , par la grace de Dieu Reine de France ; tres-puissans Princes le Roi & Reine , Dauphins , tres-haute & tres-puissante Princesse , Madame Elisabeth , Reine Catholique des Espagnes ; Madame la Duchesse de Lorraine , & Madame Marguerite ; tous enfans dudit seigneur Roi Tres-Christien ; Messieurs les reverendissimes & illusterrimes Cardinaux de Lorraine , de Beuthon , de Sens , Garde des sceaux de France ; de Chastillon , de Guise , & Strozzi ; Messieurs Charles , Duc de Lorraine ; Aïson de l'Est , Prince de Ferrare ; Louis de Bourbon , Prince de Condé ; le Duc de Montpensier , le Prince de la Roche-sur-Yon ; Leonor d'Orleans , Duc de Longueville ; Nicolas de Lorraine , Comte de Vaudemont ; François de Lorraine ; Duc de Guise , Grand-Chambellan de France ; François de Cleves , Duc de Nevers ; François de Lorraine , Grand-Prieur de France , Capitaine general des Galeres ; René de Lorraine , Marquis d'Elbeuf ; Anne , Duc de Montmorency , Pair , Grand-Maitre , & Connétable de France ; & Jacques d'Albon , Sire de Saint-André , Marquis de Frontac , Maréchal de France ; Mesdames les Duchesses d'Estouteville , Princesse de Condé , Comtesse de Vaudemont , Duchesses de Guise , & de Nevers , & autres Princes & Princesses , Seigneurs & Dames. A quoi aussi assisterent & furent presens les seigneurs , Reré , Comte de Chalan , Maréchal de Savoie , Lieutenant-general dudit seigneur Duc ; Jean Thomas de Languisq , Comte de Stroppiana , Premier Conseiller ; Jean-François d'Osasque , Comte de la Roche , President d'Ast ; Charles , Comte de Luzerne ; tous Conseillers d'icelui seigneur Duc : avoir fait & font entre elles les traites , accords , convenances , pactons , & autres choses qui seront ci-aprés declarées , pour raison du mariage , qui au plaisir de Dieu , sera de brief fait & solennisé en sainte Eglise , dudit seigneur Duc de Savoie , & de ladite Dame Marguerite de France , selon & ensuivant les articles du traité de paix fait & conclu au lieu du Câteau - Cambresis , le troisieme jour du mois d'avril dernier , entre les deputez dudit seigneur Roi Tres-Christien , & ceux de tres haut , tres-excellent , & tres-puissant Prince , Don Philippe , Roi Catholique des Espagnes ; & depuis par leurs Majestez respectivement confirmez & solennellement jurez ; c'est à sçavoir , ledit seigneur Roi de France Tres-Christien a promis & promet bailler par nom & loi de mariage madite Dame Marguerite , sa sœur , à ce presente de son bon vouloir & contentement , audit seigneur Duc de Savoie , aussi à ce present , lequel a promis & promet la prendre a femme & épouse , le plutôt que convenablement faire se pourra. En faveur duquel mariage , ledit seigneur Roi de France a promis & promet paier & bailler audit seigneur Duc , ou à celui qu'il deputera pour cet effet , pour la dot de ladite Dame sa sœur , la somme de trois-cens mille écus d'or au soleil , a sçavoir deux-cens mille écus le jour de la solennisation dudit mariage ; les autres cent mille écus six mois après ; & ce pour tous droits de succession de pere & mere , & autres a ladite Dame échus ; maintenant laquelle somme de trois-cens mille écus , ladite Dame Marguerite a des à present renoncé & renonce audit droits , & en promet bailler , le lendemain de la solennisation dudit futur mariage , bonne & suffisante

renonciation, au profit dudit seigneur Roi de France & des siens : & pour ce faire, a promis & promet ledit seigneur Duc autoriser ladite Dame sa future épouse. Pour la seureté duquel paiement desdits deux-cens mille écus, sera baillée bonne & suffisante assignation audit seigneur Duc de Savoie, pour en être payé aux termes ci-dessus declarez, sur les recettes generales de Lion, Rion, & Bourges, Ou telles autres seuretez qu'il sera avisé, avant la conformation d'icelui mariage, outre laquelle somme de trois-cens mille écus ainsi promise & accordée à ladite Dame, elle prendra & jouira pour l'entretienement de soi & de son état, sa vie durant, de tout le revenu des domaines du duché de Berri, & seigneurie de Romorantin, avec les autres assignations a elle baillées sur les aides, tailles, équivalents, & grenier a sel des Generalitez de Bourges, Orleans, & autres, selon les lettres de don, & declarations de ce par Sa Majesté Tres-Christienne octroyées à ladite Dame, tout ainsi & par la même forme & maniere qu'elle en a ci devant joui & jouit a present, sans en rien ôter, changer, ni diminuer; duquel revenu & autres biens parafernaux * ladite Dame jouira & disposera, ensemble de tous les benefices, offices, & autres droits à elle appartenans à cause desdits dons & assignations, librement, & à son bon plaisir & volonté.

* c'est proprement ce qu'on appelle le trousseau de la mariée, les bagues & joyaux.

Item. Ledit seigneur Duc de Savoie a doué & doué ladite Dame, sa future épouse, de la somme de trente mille livres tournois, & icelui doüaire avoir & prendre chacun an, & en jouir par elle & par ses mains, si & quand doüaire aura lieu, sur les comtez de Bresse, Bugey, & Verromay, peage de Suze, & autres seigneuries de proche en proche, au choix & élection de ladite Dame, qui pourvoira à tous offices & benefices desdits comtez, terres & seigneuries, qui lui seront baillées en assignation dudit doüaire; & si aura en iceux tout pouvoir, jurisdiction mere, mixte, impere, avec les maisons de Bourg en Bresse, & de Pont-dains, ou telles autres que ladite Dame choisira pour sa demeure, desquelles les heritiers dudit seigneur Duc seront tenus en meubler une de tous meubles, ornemens & utensiles, selon la condition, qualité, & dignité de ladite Dame, sans que lesdites maisons soient comptées, & viennent en diminution dudit doüaire. Et outre ladite somme de trente mille livres, a ledit seigneur Duc doué ladite Dame future épouse du revenu des villes de Saintia, & de Quersaque, dont elle jouira semblablement par ses mains, ensemble des maisons desdits lieux pour sa demeure, & y aura toute jurisdiction, avec provision des offices & benefices, tout ainsi que des autres terres à elle delaisées pour sondit doüaire.

Item. A ledit seigneur Duc promis, & promet enjoiailler ladite Dame jusques à la valeur de trente mille écus.

Item. Et afin que ladite Dame puisse mieux, & plus aisément, entretenir sondit état selon le lieu & maison, dont elle est, lui a ledit seigneur Duc, outre ce que Sa Majesté lui delaisse, promis & promet bailler la somme de vingt mille écus par chacun an, laquelle somme ledit seigneur Duc lui fera payer & bailler par chacun quartier d'année, pour être employée à l'entretienement de sa personne & maison, & autrement à son bon plaisir & volonté.

Item. Est convenu & accordé, que la dissolution dudit mariage avenant par la mort de l'un ou de l'autre desdits futurs époux, ladite somme de trois-cens mille écus retournera, & sera rendue & payée à ladite Dame, ou à les heritiers, c'est

À savoir cent mille écus incontinent après ladite dissolution ; & les deux-cens mille écus à même tems & terme , qu'ils auront été reçus par ledit seigneur Duc de Sadite Majesté : & où il y aura faute ou delai de paiement de ladite somme de trois-cens mille écus , en ce cas ledit seigneur Duc a constitué , & dès à présent constitué à ladite Dame , ou à ses heritiers , rente sur tous & chacun ses biens , & même sur le duché de Savoie , peage de Suze , dace & gabelle de Nice , & autres lieux , pais & seigneuries , ledit douaire prealablement fourni , & ce à raison de cinq pour cent ; laquelle rente aura cours du jour de la dissolution dudit mariage , & demeurera éteinte à mesure que les paiemens du fort principal seront faits à ladite Dame , ou à ses heritiers.

Item. Est venu & accordé , que outre ce que dessus seront rendus & restitués à ladite Dame , ou à ses heritiers , tous les autres biens , meubles & immeubles à elle appartenans , qui lui seront échûs & venus par succession , donation , ou autrement , ensemble toutes ses bagues & joiaux qu'elle aura apportez. Et ou lad. Dame survivroit ledit futur-époux , en ce cas aura & prendra non seulement leuidits trois-cens mille écus , & autres biens parafernaux , bagues & joiaux qu'elle aura apportez , comme dessus est dit ; mais aussi les bagues & joiaux , que ledit seigneur Duc lui auroit donné comme propres à elle ; le tout franchement & quittement de toutes charges , obligations , & hipoteques faites & contractées , tant durant & constant ledit mariage , qu'auparavant , encore que ladite Dame eût parié & consenti leuidits hipoteques , alienations , & obligations , & qu'elle s'y fût expressément obligée. Car ainsi a été le tout dit , convenu , & expressément accordé en faveur dudit mariage , qui autrement n'eût été fait , nonobstant tous us , stils , coutumes de pais , & autres choses à ce contraires , à quoi leuidites parties ont dérogé & dérogent pour ce regard. Promettant leuidits seigneurs Roi & Duc , en bonne foi & parole de Roi & de Prince , non jamais aller ni venir par eux , ni par autre contre le present traité , promesse de mariage , donations , doiaire , quitances , & choses dessusdites ; ains les tenir , entretenir , & avoir pour agreables , fermes , & stables à toujours , sans jamais y contrevenir , en quelque sorte que ce soit ; obligeant à l'entretienement des choses susdites , tous & chacun leurs biens , meubles & immeubles , presens & à venir quelconques. Ce fut fait & passé en l'Hôtel des Tournelles à Paris , en pretence de nous notaires & secretares de la Maison & Couronne de France , Conseillers & S cretaires d'Etat , & des Finances dudit seigneur Roi , le vint-septieme jour de juin mille cinq-cens cinquante-neuf. Signé , *De l'Anbspine, Du Thiers, Bourdin , & Robertet.*

SOUS LE REGNE DE FRANÇOIS II.

LETTRES PATENTES DU ROI FRANÇOIS II.
*où sont contenus les privileges accordez aux sujets de Gustave I.
 Roi de Suede, trafiquans en France. A Amboise le 26. mars 1559.
 avant Pâques.*

*Suede.
 1559.
 26. mars.*

FRANÇOIS, par la grace de Dieu Roi de France: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons, que nous desirant entretenir avec nôtre tres-cher & tres amé frere & cousin, le Roi de Suede, l'ancienne amitié, bonne intelligence &, confederation, qui a été entre nos predecesseurs Rois, & les Rois dudit Suede, nos royaumes, pais, & sujets; & voulant bien & favorablement traiter lesdits sujets, & les gratifier & favoriser en cetui nôtre royaume, des graces, franchises, & privileges, dont avons accoustumé de gratifier nos bons amis, alliez, & confederes, à ce qu'ils aient plus de moien de negocier avec nos sujets, avec la liberté qui leur a toujours été ouverte, & ainsi qu'il appartient à bons amis & alliez: Inclinant aussi à la requeste, qui faite nous a été de la part de nôtre dit bon frere, & de tous ses sujets, manans & habitans dudit royaume de Suede. Pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, avons permis, accordé, & octroïé, permettons, accordons, & octroïons par ces presentes, qu'ils puissent & leur soit loisible, d'aller, venir, frequenter, trafiquer, negocier, marchander en cetui nôtre royaume, pais, terres & seigneuries de nôtre obeïssance, soit par mer, eaux douces, ou par terre, librement & & sans aucun trouble, moleste, destourbier, ou empêchement, tout ainsi qu'ont accoustumé, & peuvent faire nos propres sujets, manans & habitans de nôtre royaume, en payant les mêmes droits que nosdits sujets, es lieux qui à ce sont destinez & ordonnez.

Item. Leur avons permis & octroïé, permettons & octroïons, voulons & nous plaist, qu'ils ne soient tenus paier en cetui nôtre royaume, pour le poids, mesure, ou compte des marchandises à eux appartenans, & qui ont accoustumé d'être pesées, mesurées, ou comptées, non plus que nos propres sujets ont accoustumé de paier, sans qu'on leur en puisse demander ni exiger aucune chose d'avantage, en quelque sorte que ce soit, sur peine de paier par ceux, qui feront le contraire, tous dépens, dommages, & interrests.

Et si aucuns desdits sujets de nôtre dit bon frere avoient avisé de se retirer, habiter, ou résider en cetui nôtre royaume, faire le pouront, en obtenant de nous, ou de nos successeurs, lettres de naturalité, & congé de tester, bien & dûement verifiées, & disposer de tous & chacuns leurs biens, tant reuebles, qu'immeuebles, soit par testament, ordonnance de dernière volonté, donation entre vifs, ou autrement, en quelque sorte que ce soit, suivant les ordonnances, loix, & statuts des lieux où ils seront habitez, & tout ainsi que s'ils étoient originaires de nôtre dit royaume.

Et si d'avanture, que Dieu ne veuille, il survencoit que la paix, amitié, & confederation, que nous avons avec nôtre dit bon frere, vint à se rompre, pour quelque cause & occasion que ce soit; ou bien que nous eussions guerre ouverte contre quelques autres Rois, Princes, ou Potentats; tellement que par ce moien l'entreccours & trafic de marchandise vint à être empêché en nôtre royaume: en ce cas pourront les sujets, manans & habitans de nôtre dit bon frere residans en nôtre dit royaume lors, de ladite rupture de l'amitié & intelligence que nous avons avec nôtre dit bon frere, leur Prince & Roi, & ouverture de la guerre d'entre nous & lui, dedans un an après le commencement de ladite rupture, emporter & emmener de cetui nôtre dit royaume tous leurs navires, marchandises, biens, & autres choses à eux appartenans, sans aucun empêchement public ou privé, moleste ou destourbier quelconque.

Et si nous avons guerre contre autre que contre nôtre dit bon frere, lesdits sujets pourront, selon l'occurrence de leurs affaires, aller, venir, retourner, & frequenter en nôtre dit royaume, y demeurer tant que bon leur semblera; & de rechef en sortir, & retourner à leurs affaires, sans qu'il leur soit, ni à leurs gens, serviteurs, mariniers, biens, navires, & autres choses quelconques, fait, mis, donné aucun trouble, arrest, destourbier, ou empêchement, pourvû toutefois que sous ombre dudit trafic, & de la liberté qui leur est baillée par ces presentes, ils ne feront & ne pourchasseront, & ne feront faire, ni pourchasser aucune chose contraire ni prejudiciable à nous, nos royaumes, pais & sujets.

Item. Quelque guerre que nous aions ci-après contre autres Princes, Rois, Potentats, & autres nations quelconques, pourront neanmoins lesdits manans & habitans du royaume de Suede de nôtre dit bon frere, avec leurs biens, navires, & marchandises, aller & venir, & frequenter avec ceux ausquels nous aurons guerre, comme dit est; demeurer en leurs ports, havres, pais, villes, & détroits, tout ainsi qu'ils aviseront pour leur commodité, y vendre, acheter, negocier, & marchander, & après s'en départir & aller ou bon leur semblera; y retourner derechef toutes fois & quantes qu'ils aviseront, sans qu'il leur soit mesfait, ni mesdit; ni que pour raison de ce, ils soient, ou puissent être censez, nommez, & reputez violateurs de paix, amitié, & concorde; ou que nos sujets leur puissent faire, mettre, ou donner aucun trouble & destourbier, arrest, & moleste quelconque; ce que nous leurs avons dès à present comme pour lors, & dès lors comme maintenant, interdit & deffendu, interdisons & deffendons par ces presentes. Et afin qu'ils puissent avec plus de seurte continuer leur dit trafic, quand par eux terons requis, nous leur baillerons & ferons bailler pour cet effet, durant la guerre, telles lettres de sauveconduit que besoin sera; de maniere qu'ils puissent librement negocier & trafiquer, sans être troublez ou molestez par noldits sujets.

Item. Nous avons auld, manans & habitans dud. royaume de Suede permis & accordé, qu'ils puissent & leur loise acheter en nôtre dit royaume telle quantité de sel, qui sera necessaire pour la provision dudit royaume de Suede, & convenir du prix de gré à gré comme nos sujets, icelui transporter, mener, & conduire hors nôtre dit royaume, sans aucun empêchement.

Item. Et afin qu'ils aient plus de moien de promptement mettre fin aux pro-

Bbbb ij

cés & différends, qui pouront s'ordre en nôtre dit royaume pour leurs marchandises, biens, navires, & autres choses quelconques; nous leur avons permis & permettons par ces presentes, qu'ils puissent & leur loise choisir & élire deux ou quatre juges & aldermans, pour juger, définir, & terminer lesdits procès qu'ils auront entre eux.

Mais s'il advenoit qu'ils eussent procès ou différend contre nos sujets, ou autres étrangers en nôtre dit royaume, nous deputerons tels de nos officiers prochains des lieux & villes maritimes non suspects, que aviserons, pour leur administrer bonne, prompte, & brève justice.

Item. Ne seront lesdits sujets, manans & habitans du royaume de Suede contraincts, pour quelque cause & occasion que ce soit, bailler leurs marchandises en cetui nôtre royaume, à plus vil prix qu'il n'appartiendra, ains leur sera libre en tirer ce qu'ils pouront en avoir.

Et s'il se trouve es articles ci-dessus contenus aucune obscurité, seront iceux articles interpretez & éclaircis selon raison & équité, & sur ce, leur sera pourvû, ainsi qu'il appartiendra.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, & à tous nos Lieutenans Generaux, Gouverneurs, Admiraux, Vic-Admiraux, Baillifs, Senéchaux, Prevôts, ou leurs Lieutenans, Capitaines & Gouverneurs des villes, citez, châteaux, bastides, havres, navires, vaisseaux, Maires, Consuls, Echevins, Maîtres & gardes des ports, ponts, peages, passages, juridictions & détroits, que celdites presentes ils fassent lire, publier, & enregistrer en leurs Cours & Auditoires, & du contenu en icelles, lesdits sujets, manans & habitans dudit royaume de Suede jouir & u'er pleinement & paisiblement, sans, en ce, leur faire mettre ou donner, ni souffrir leur être fait, nuis, ou donné aucun trouble, desfourbier, ou empêchement au contraire; lequel si fait, mis, ou donné leur étoit, faire incontinent le tout mettre & reparer à pleine & entiere delivrance, & au premier état & dû. Car tel est nôtre plaisir, nonobstant quelconques ordonnances, loix, us, statuts, restrictions, mandemens, ou défenses à ce contraires. En témoins de ce nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre & apoler nôtre scel. Donné à Amboise le 26. jour de mars, l'an de grace 1559. & de nôtre regne le premier. Ainsi signé sous le repli, FRANÇOIS, & sur ledit repli, Par le Roi étant en son Conseil, DE L'AUBESPINE.

Acta, publicata & registrata, audito Procuratore Generali, Regis pro per impetrantes gaudendo contentis in dictis litteris, dummodo sint reciproca ac mutua societas & commercia inter cives & subditos utriusque, regni & communes ac mutue leges societatis. Actum Parisiis in Parlamento 13. die maii, anno Domini 1560. Sic signatum, Du TILLET.

TRAITE' DE PAIX ENTRE FRANCOIS II. ET MARIE,
Roi & Reine de France & d'Ecosse, d'une part; & Elisabeth, Reine
d'Angleterre, d'autre. Fait a Edimbourg, le 6. juillet 1560.

UNIVERSIS, & singulis ad quorum noticiam præsentem pervenerint, *France, Angle-*
salutem. Cùm anno Domini 1559. secunda die aprilis, apud Castellum in *terre, & Ecosse.*
agro Cameracensi, quidam paris amicitia, concordia, fœderis, & amicitia tra- *1560.*
ctatus inter serenissimos & potentissimos Principes, Henricum, præclaræ me- *6. juillet.*
moriz Francorum Regem Christianissimum, ex una parte; & Elisabetham,
Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Reginam, Fidei defensore, ex altera parte;
eorumque hæredes, & successores, per oratores, deputatos, ambassiatore, &
commissarios ipsorum, sufficienter ad id autorisatos, initus, factus, & conclu-
sus fuisset, qui postea juxta pacta, & conventa dicti tractatus, per ipsos poten-
tissimos Principes respectivè, ratificatus, approbatus, & confirmatus, ac etiam
juramentis ipsorum solemniter præstitis fuit corroboratus; inciderunt tamen
postea quædam inter dictos illustrissimos Principes, ac etiam inter illustrissimos
Principes Franciscum II. & Mariam, Francorum & Scotorum Regem & Regi-
nam; & dictam serenissimam Reginam Elisabetham, quæ suppositionum, simul-
tatum, controversiarum, & discordiarum ciendarum & alendarum occasionem
præbitura viderentur, usque adeò, ut ad arma quoque corripienda itum sit. Qui-
bus factum est, ut de dicti tractatus pacis & fœderis non recta observatione
expostulationes & querelæ hinc & inde exoriantur. Ne tamen hæc cepta la-
tius proserpendo dictorum regnorum orbisque Christiani quietem & tranquil-
litatem inturbare queant, Deo sanctorum cogitatorum ac pacis autore, visum
est dictis potentissimis principibus, Francisco, Mariæ, & Elisabethæ, certos
oratores, deputatos, & commissarios suos constituere, & delegare, qui de con-
servanda, constabilienda, firmanda, reconcilianda, & perpetuanda amicitia
& pace, inter ipsos potentissimos Principes, & eorum posteros & successores,
ac inter dominia omnia & regna ipsorum, simul conveniant, tractent, statuunt,
& concludant.

NOS igitur Joannes Montlucius, Valentinus & Diensis Episcopus & Comes,
secretarius Consilii Regis, Consiliarius; & Carolus de la Rochefoucaud,
dominus de Rendan, miles & eques auratus, cataphractorum præfectus dicto-
rum serenissimorum ac potentissimorum Principum, Francisci, & Mariæ, Chri-
stianissimi Francorum & Scotorum Regis & Reginæ oratores, commissarii,
deputati, procuratores, & ambassiatore, eorum de in, & ad infra scripta, tra-
ctanda, paciscenda, convenienda, & concludenda, sufficienti auctoritate præditi,
cum præclaris & eximiiis viris, Guillelmo Cecilio, equite aurato, dictæ serenissi-
mæ Reginæ Angliæ secretario primario; & Nicolao Votton, Ecclesiæ Me-
tropolitæ Cantuariensis & Eboracensis Decano; jam dictæ serenissimæ Re-
ginæ Elisabethæ in Consilio ejus privato consiliariis, deputatis, procuratoribus,
& ambassiatoribus ejusdem, ad infra scripta tractanda, paciscenda, convenienda,

& concludenda, sufficientem autoritatem habentibus, nomine principum nostrorum supra dictorum, & virtute & autoritate hinc inde mandatorum & commissio-
num nostrarum, per præsentem convenimus, constituimus, concordamus, & con-
cludimus articulatim, prout sequitur.

Imprimis conventum, concordatum & conclusum est, quòd supra dictus fœde-
ris, amicitie, & pacis tractatus, apud Castellum in agro Cameracensi, ut dictum
est, initus, factus, & conclusus, omniaque & singula in eodem conventa, con-
cordata, & conclusa, remanebunt & erunt firma & valida, ac in eodem robore,
efficacia, viribus etiam nunc consistent, in quibus erant, vel esse debuerant statim
& immediate post ratificationem vel confirmationem dicti tractatus hinc inde factam,
perinde ac si nihil omnino contra aliquem articulum sive conventionem dicti
tractatus ab utraque parte ulterius innovatum, attentatum, gestum, factum,
aut commissum esset; & perinde ac si dicti tractatus conventa, pacta, & concor-
data, ad verbum hic essent de novo inserta & repetita, & nomine dictorum
illustrissimorum Principum Francisci & Mariæ, ex una; & Elisabethæ ex altera;
expressè facta & conclusa.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd quidam pacis, fœde-
deris & amicitie tractatus inter serenissimos Principes Franciscum ac Mariam
tunc Regem & Reginam Scotiæ, Delphinos Viennenses, Comites Valentinenfes
& Dienes, ex una; & Elisabetham Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Reginam, ex al-
tera, per deputatos, commissarios, & oratores eorum, apud dictum Castellum in
in agro Cameracensi, eodem anno & mense factus & conclusus, similiter & eo-
dem modo per omnia, quo tractatus de quo in præcedenti articulo dictum est,
firmus & validus remanere debet.

Item. Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd omnes copie mili-
tares, tam maritimæ, quàm terrestres utriusque partis, è regno Scotiæ discedent,
illo modo, forma, & conditionibus de quibus inter dictos deputatos & commis-
sarios, per articulos manibus eorum subscriptos, & sigillis corroboratos, latius &
pleniùs exprimeretur, describeretur, & conventum erit; excepto quod in arcibus
de Donibart, & fortalitio de Yvelkerth, solummodò præsidarii milites franci relinqui
& manere poterunt, de quibus inter dictos oratores Francos, & Principes & priores
Scotiæ expressè conventum erit. Et similiter conventum, concordatum, & con-
clusum est, quòd omnes apparatus bellici, videlicet in Anglia & Hibernia, adver-
sus Francos vel Scotos deinceps omnino cessabunt; ita ut nulla navis milite,
instrumento, aut apparatu bellico onusta, ex Anglia vel Hibernia, aut alio loco
quocunque, ex consensu dictæ Regiæ Elisabethæ, in Franciam seu Scotiam; aut
ex Galia, aut ex alio loco quocumque, ex consensu dictorum Regis & Regiæ
Mariæ in Angliam, Hiberniam, aut Scotiam trajiciat.

Item. Cum in dicto tractatu apud Castellum in agro Cameracensi inter alia
conclusum fuerit, quòd fortificatio seu munitio facta in loco dicto *Aimonth* sito
in regno Scotiæ, intra tres menses à die datæ dicti tractatus dirueretur & toto aequa-
retur, neque quicquam impolite ibi reedificaretur, quia dicta munitio cæpta
est ex aliqua parte dirui, sed non sic proisus diruta est, sicut conventum fuerat:
Idco conventum, concordatum, & conclusum est, quòd dicta fortificatio de *Ai-
month* prius dirueretur & subvertetur ante finem quatuor dierum ad incepta de-
molitione

molitione villæ de Lotha: qua in re si opus fuerit, Scoti ad id deputati ab oratoribus uti poterunt opera fossorum & operatiorum Anglorum.

Cùm autem Regna Angliæ & Hiberniæ ad dictam serenissimam dominam & principem Elisabetham jure spectent & pertineant, & proinde nulli alteri se dicere, scribere, nominare, seu intitulare, nec dici, scribi, nominari aut intitulari facere Regem & Reginam Angliæ aut Hiberniæ, neque insignibus aut armis, vulgariter dictis *armoiries*, regnorum Angliæ aut Hiberniæ uti, aut sibi arrogari liceat; idcirco statutum, pactum, & conventum est, quòd dictus Rex Christianissimus & Regina Maria, & uterque eorum, abstinebunt deinceps à dicto titulo atque insignibus regni Angliæ & Hiberniæ utendis vel gerendis. Prohibebunt etiam ac interdicerent suis subditis, ne quis in regnis Franciæ, aut Scotiæ, atque eorum provinciis, sive in aliqua parte eorum, quovis modo utatur dictis titulo aut insignibus. Interdicent etiam & præstabunt, quantum in ipsis erit, ne quis aliquo modo dicta insignia cum insignibus dictorum regnorum Franciæ aut Scotiæ commisceat. Quòd si quæ inventantur literæ aut scripta, quibus appositus sit titulus regnorum Angliæ vel Hiberniæ, vel sigillo insignium dictorum regnorum, vel alterius eorum, fuerint obsignata, reformabuntur sine ulla dictorum tituli & insignium Angliæ vel Hiberniæ adjectione; ita quòd omnes literæ & scripta continentia dictum titulum, aut obsignata sigillis dictorum insignium, quæ non erunt, ut supra dicitur, innovata aut reformata infra novem menses, post publicationem hujus tractatus, erunt nulla, & nullius momenti. Curabunt præterea & cavebunt, quantum in ipsis, erit ne in dictis regnis Franciæ & Scotiæ, insignia prædicta immixta insignibus dicti Regis & Reginæ Mariæ, vel dictus titulus præfatus Regi vel Reginæ Mariæ scriptus, alicubi extant, videantur, aut reperiantur.

Item. Cùm dicti oratores vel commissarii serenissimæ Reginæ Elisabethæ cautionem expressam in fine præcedentis proximi articuli publico edicto fieri, & pro injuriis, quas asserabant per dictos serenissimos Regem & Reginam Mariam dictæ serenissimæ Reginæ Elisabethæ esse illatas, ulteriorem reparationem postulerent; Franciæ verò oratores, cùm ad hoc multa respondissent, illud etiam addiderunt, nullam se habere auctoritatem iis de rebus quicquam agendi aut contrahendi; quòd si expectandum esset Galliæ responsum, magna intercederet temporis jactura, maximumque huic relaxandæ & reconciliandæ pacis & amicitie tractatui & instituto impedimentum inde emergere posset. Ideo conventum, concordatum, & conclusum est, quòd disceptatio super dictis postulatis, tam pro publicanda dicta cautione, quàm pro ulteriori compensatione, remitteretur in alium conventum, quam cito commodè fieri poterit inter dictos utriusque partis oratores & deputatos instituendum & celebrandum. Quòd si ne tum quidem inter eos super dicta disceptatione conveniri poterit ante finem trium mensium à die datæ hujus tractatus, tum ex utriusque partis consensu in potentissimum Principem, Philippum Hispaniarum Regem Catholicum, dicta disceptatio compromitteretur, cujus arbitrio & sententiæ eluper adem utrinque stabitur. Ita tamen ut ille super eadem sententiam & finale decretum, intra anni vertentis spatium post dictum trimestre finitum, scripto prolatum edere non gravetur, nisi si ex utriusque partis consensu tempus illud annum ulterius prorogari & differri contingar. Quod si factum non erit, sive intra tempus sic prorogatum, dictus Rex Catholicus finem

ei disceptationi non imposuerit, tunc dictæ serenissimæ Reginæ Angliæ Elisabethæ jus illa petendi cum voluerit integrum reservabitur, in eo statu in quo erat ante hujus tractatus inchoationem, cum Deo optimo maximo, in cujus manu corda Regum sunt, visum sit animos dictorum Christianissimorum Regis & Reginæ Mariæ ita inclinare, ut suam erga nobilitatem & populum suum regni Scotiæ clementiam & benignitatem abunde ostenderint; vicissimque dicti nobilitas & populus suam erga dictos Christianissimos Regem & Reginam suos principes obedientiam obsequiumque sponte sua ac libenter professi sint, agnovetint & polliciti sint dehinc sese præstitutos; pro qua nutrienda, conservanda, & perpetuanda, præfati Christianissimi Rex & Regina per dictos suos oratores, quibusdam precibus dictæ nobilitatis ac populi suppliciter præfatis Regi & Reginæ exhibitis, ad honorem dictorum Regis & Reginæ, ad bonum publicum dicti regni & ad conservationem obedientiæ eorum spectantibus assensum præbuerunt, quia dictus Christianissimus Rex & Regina Elisabetha soror carissima, confederata sua

cujus intercessione & rogatu dictus Rex & Regina animos suos huc eo propensius inclinarunt, idcirco inter dicto oratores & deputatos utrinque conventum est, quod dictus Christianissimus Rex & Regina Maria adimplebunt omnia illa, quæ per dictos suos oratores præfatis nobilitati & populo Scotiæ commissa sunt apud Edinburgum, die sexto mensis julii, anno hoc præfati 1660. dummodo prædicti nobiles & populus Scotiæ adimpleant & observent quæcumque continentur in dictis conventionibus & articulis ab illis præstanda & observanda.

Item, comprehenditur in hoc tractatu reconciliationis pacis & amicitie ex parte serenissimorum Principum, Franciscus Christianissimi Gallorum Regis, & Mariæ Reginæ, & ex parte dictæ serenissimæ Reginæ Angliæ Elisabethæ juxta vim & effectum tractatum inter eisdem Regem & Reginas ac eorum regna, terras, patrias & dominia.

Item, Conventum, concordatum, & conclusum est, quod ipse præfens tractatus cum omnibus & singulis in eodem conventis a dictis illusterrimis & potentissimis Franciscus, Maria, & Elisabetha ac eorum quolibet, intra sexaginta dies à data hujus tractatus ratificabitur, confirmabitur, ac in literis eorum patetribus, magnis eorum sigillis muniendis, & per eisdem manibus suis propriis subscribendis, redigetur, ipsique literas confirmatorias authenticas, & sic, ut præfatur, subscriptas & sigillatas, dicti principes, & eorum quilibet alterius principes oratori sive commissario, oratoribus sive commissariis ad hoc auctoritatem & mandatum habenti vel habentibus, invicem tradent seu tradet realiter & cum effectu.

Item, Conventum, concordatum, & conclusum est, quod dicti serenissimi & potentissimi principes, Franciscus ac Maria, & Elisabetha, ac eorum quilibet, in præfatis oratoris sive commissarii, oratorum sive commissariorum alterius principis sufficientem ad id auctoritatem habentis seu habentium, & ab eodem seu eisdem requisitus, in verbo regio promittunt & promittit, & tactis sacrosanctis Dei evangelis jurabunt, & eorum quilibet jurabit, se omnes & singulos articulos, conventiones, promissiones & præfata in præfati fœdere & tractatu comprehensa, fideliter, bona fide, & inviolabiliter observaturos, & eorum quemlibet pro parte sua observaturum.

In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, nos ora-

tores, commissarii, & ambassiatores prædicti, has litteras patentes manibus nostris subscriptas, sigillorum nostrorum appositione muniri & corroborari fecimus. Acta fuerunt hæc apud Edinburgum in dicto regno Scotiæ, die sexta julii, anno 1560. Sic signatum,

Montlucius, Episcopus Valentinus.
Rendan

VV. Cecill.
N. VVotton.

SOUS LE REGNE DE CHARLES IX.

TRAITE' ENTRE ELISABET REINE D'ANGLETERRE,
le Prince de Condé & la Ligue de France. A Hamptoncourt.
le 20. septembre 1562.

ILLUSTRISSIMUS Princeps de Condé ad defendendum Rothomagum, Dieppe, & Havre-de-Grace in Normandia, & eorum oppidorum habitatores, aiosque serenissimi Francorum Regis subditos, qui sese in oppida receperunt, à cæde & interitu qui in eos à Duce Guisio, ejus fratribus & aliis Guisiani factionis hominibus crudeliter interatus est *: & pro auxilio, quod serenissima Angliæ Regina pollicetur propter defensionem ejus, & reliquorum illius confederatorum, in obsequio suo præstando, erga suum Regem, in tuendo Dei honore & in propagando communi commodo regni Galliæ, curabit & efficiet ut oppidum du Havre-de-Grace, hujusmodi locumtenenti ejusve deputato tradatur, quem serenissima Angliæ Regina illi oppido sit præfectura, unâ cum universis & singulis arcibus, castris, munitionibus, armamentariis, omnibusque armorum generibus & aliis rebus quibuscumque, quæ ad Regem spectant, & ad prædicti oppidi defensionem; ullo modo spectare possunt vel poterunt; cum hac etiam conditione, ut nemo miles gallicus in eo oppido maneat, nisi cum consensu & approbatione locumtenentis serenissimæ Reginæ, ejusve deputati, ut illud oppidum teneatur & custodiat per illam serenissimam Reginam Angliæ, ejusque locumtenentes, ad defensionem principis & confederatorum suorum, reliquorumque subditorum Regis, qui solummodo propter religionis evangelicæ professionem edictique regii observationem vexantur, & oppugnantur à Guisianis.

Et propterea serenissima Angliæ Regina, ejusve locumtenens, curabit & efficiet, ut tres sufficientes obsides capitaneo prædicti oppidi du Havre de Grace ejusve deputatis illud petentibus, tradantur apud Dieppe, ut in eo oppido ejusve prædicti, libero more versentur, donec isti articuli manu & sigillo serenissimæ Reginæ Angliæ consignati illustrissimo Palatino Rheni Principi Electori, alive principi Germano protestandi tradantur, de quo inter partes convenierit; in cuius vel quorum manibus dicta serenissima Regina tenebitur de novo, bona fide promittere, se omnia hic contenta perimpleruram, & istis articulis traditis, & dicta promissione facta dicto illustrissimo Palatino Rheni, vel alii principi Germano, prædicti obsides in pristinam suam libertatem restituentur. Interea vero tem-

Cccc ij

Angleterre.
Ligue Hugue-
note.

1562.

20. septembre.
* Cela se doit entendre du Massacre de Vassy, arrivé le 1. de mars de cete année, lequel servit de pretexte à cete Ligue, & signalaux guerres civiles, qui troublerent tout le regne de Charles IX.

poris, dum illi permanserint in *Dieppe*, cum minori favore tractandi sunt; quàm Gallici obsides in præsentî Londini solent tractari.

Item, Serenissima Angliæ Regina curabit & efficiet, ut centum millia aureorum coronatorum gallicorum, vel ea pecuniæ summa, quæ ejusdem erit valoris, prædicto principi *de Condé*, ejusve certo deputato, vel Argentorati, vel Francofordiæ, aut alibi, ut inter partes convenerit, persolvantur, videlicet septuaginta millia coronatorum, quamprimùm certo vel Argentorati, vel Francofordiæ per nuncios sciri poterit de tradito illo oppido *du Havre-de-Grace*, in manus serenissimæ Reginæ Angliæ, ejusve locumtenentis; & reliqua triginta millia coronatorum, intra spatium mensis proximi sequentis in prædicto loco, sive Argentorati, sive Francofordiæ similiter persolventur.

Item. Quo melius defendantur oppida etiam *Dieppe* & Rothomagus eorum hominum vim, qui vastitatem & eadem fidelibus subditis serenissimæ Regiæ Francorum istic habitantibus, sive eò confugientibus, conantur intentare, præter ter mille præsidarios milites destinatos pro præsidio *du Havre-de-Grace*, serenissima Angliæ Regina mittet alia tria millia hominum pro custodia vel auxilio aliarum urbium, videlicet pro auxilio Rothomagi, si id necessarium & tutum videbitur locum tenenti serenissimæ Reginæ, & pro custodia villæ *de Dieppe*, si in illam villam à capitaneo & civibus amicè admittantur. Quæ militum præsidia serenissima Regina continuabit, donec eo modo quadraginta millia coronatorum aureorum expendantur, nisi interea temporis, concordia facta fuerit inter dictum principem & suos adversarios. In cujus pecuniæ expensione illa quidem pecunia computabitur, quæ mandato serenissimæ Reginæ persolvetur capitaneo *du Havre*, ejusve deputato, ab ultimo die mensis superioris augusti, adusque dum prædictum oppidum *du Havre-de-Grace*, serenissimæ Angliæ Reginæ, ejusve locumtenenti, prout antea declaratum, est tradatur. Si verò is locumtenens non queat pro commoditate rerum gerendarum præsidium mittere Rothomagum, tum serenissima Regina, vice illius præsidii, curabit & efficiet, ut viginti millia coronatorum principi *de Condé*, ejusve certo deputato in Normandia ad defensionem Rothomagi, vel ad alium usum principis, persolvantur. Et si Regina non expendat summam viginti millium coronatorum in defensione villæ *de Dieppe*, proptereaque sui milites ibi non fuerint recepti à capitaneo & civibus, tunc reliqua pars viginti millium coronatorum non expensâ simili modo principi persolvetur, hac quidem ratione, ut illa & ista summa viginti millium coronatorum in summa illorum prædictorum quadraginta millium computentur; & tunc etiam serenissima Regina non tenebitur continuare diutius in oppido *de Dieppe* illud præsidium, quàm per idem præsidium ipsa expenderit viginti millia coronatorum, computandorum etiam in illa pecuniæ summa, quæ prædicta jam ratione persolvenda erit capitaneo *du Havre-de-Grace*, ab ultima die mensis superioris augusti.

Provisum etiam est atque conclusum, ut illustrissimus princeps *de Condé* curet diligenter atque provideat, ut milites serenissimæ Reginæ Angliæ, qui mittendi ad suppetias ferendas vel *Dieppe* vel Rothomago, possint sine offensione & molestia ingredi in illa oppida, & istic liberè versari, ingnuèque tractari, prout par est, ut tractentur amici & fautores prædicti illustrissimi principis; &

quo certior atque exploratior ratio habeatur illarum expensarum, serenissima Regina concedit, ut certi ministri illustrissimi principis de die in diem, de eadem expensarum ratione certiores unà reddantur.

Item. Serenissima Regina permittit ut subditi serenissimi Regis Francorum, qui sive in illis oppidis, sive in aliis habitant, bonis suis atque libertate utantur & fruuntur, & quod jus dicatur in illis oppidis per officarios & praefectos dicti Regis Francorum solummodo, quantum ad dicti Regis subditos pertinet. Permittit etiam serenissima Regina, ut in oppido *du Havre-de-Grace* & *Dieppe*, perfugium & receptus pateat illis serenissimi Regis Francorum subditis, qui vel purioris religionis nomine misere exagitantur, vel iuo Regi sub ductu illustrissimi Principis *de Condé* fideliter inserviunt. Hoc interim cautum sit, ut liberum & integrum relinquatur locumtenenti serenissimæ Reginæ, ut possit prohibere cum numerum hominum ab introitu in oppidum *du Havre-de-Grace*, qui suo iudicio ulli detrimento securæ custodiæ illius oppidi esse queant.

Item. Serenissima Regina promittit restituere illud oppidum *du Havre-de-Grace*, cum omnibus adjacentibus, sine avectione alicuius apparatus bellici illic reperti, aut repetitione expensarum quæ fiunt pro reparatione dictæ villæ, cæteraque loca illic per suos possessa, in manus serenissimi Regis Francorum, quamprimum labore & opera illustrissimi principis *de Condé*, oppidum Calctum, unà cum singulis aliis territoriis adjacentibus, in manus serenissimæ Angliæ Reginæ, aut ejus locumtenentis, restituetur, secundum tenorem conventionis illorum fœderum quæ apud *Câteau* juxta Cameracum inter serenissimam Angliæ Reginam, & serenissimum Regem Francorum Henricum secundum, anno 1559. pacta conclusaque, sunt licet de longiore illius oppidi Calcti restituendi tempore in prædictis fœderibus cautum sit; & quamprimum etiam prædicta summa centum quadraginta millium coronatorum serenissimæ Reginæ, vel ejus deputatis, reddatur absque ullo interesse.

Item. Serenissima Regina non restituet oppidum *du Havre-de-Grace*, in manus serenissimi Regis Francorum, nec ab eo Rege Calctum oppidum recipiet, sine expressa consensione illustrissimi principis *de Condé*, vel illorum, qui primas partes in dicta associatione tenebunt; & nisi facta illis nobilibus compensatione bonorum, quibus, propter traditionem dicti oppidi *du Havre-de-Grace* in manus serenissimæ Reginæ Angliæ privati sunt.

Item. Locumtenens serenissimæ Reginæ patietur capitaneum *du Havre-de-Grace*, sive ejus deputatos, postquam illud oppidum commissum fuerit protectioni serenissimæ Reginæ, avchere ex eo oppido eas res, quæ meræ merces sunt, & quæ non propriè spectant ad defensionem illius oppidi.

Item. Licitum erit eidem capitaneo, sive ejus deputato abducere, duodecim naves gallicas istinc, quæ jam illic sunt, unà cum armamentis omnibus atque munitionibus, quæ non adhibita sunt ad defensionem illius oppidi, sed usurpantur propriè ad alias marinas negotiationes.

Ad extremum neque serenissima Regina neque illustrissimus princeps *de Condé* quicquam paciscantur, transigent, aut facient, quod alterutri parti præjudicio esse queat, absque consensu parisi cui præjudicabitur.

Ad harum rerum certissimam confirmationem, serenissima Angliæ Regina

C c c c iij

& suam manum, & magnum Angliæ sigillum huic scripto apposuit. Datum apud Regiam de Hamptoncourt, 10. mensis septembris 1562. Signé, ELISABET. Et scellé sur le repli, en lacs ou cordons de soie blanche & noire, du grand scel d'Angleterre sur cire verte.

*TRAITE' DE PAIX, DE CONFEDERATION, ET D'ALLIANCE
entre le Roi Charles IX. & Elisabeth Reine d'Angleterre.
A Troies le 11. Avril 1564.*

*Angleterre.
1564.
11. avril.*

ELISABETH, Dei gratiâ Angliæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei defensor, &c. universis & singulis ad quorum notitiam hæ præsentis literæ pervenerint, salutem. Cùm tractatus quidam ad pristinam amicitiam, pacem, & concordiam bello nuper interruptam feliciter reconciliandam & resarciendam, inter oratores, commissarios, deputatos & legatos nostros, ac illustrissimi & serenissimi principis Caroli, Francorum Regis Christianissimi, ejus nominis noni, fratris, & consanguinei nostri carissimi, virtute & autoritate litterarum ac commissionum à nobis, & à dicto fratre nostro respectivè concessarum, nuper conventus, concordatus, & conclusus fuerit, videlicet undecima die præsentis mensis aprilis, apud civitatem Trecentem, sicut in litteris scriptis & actis oratorum, commissariorum, deputatorum, & legatorum prædictorum desuper confectis, subscriptis, & sigillis obnatis, plenius apparet & continetur, quorum tenor sequitur, & est talis.

UNIVERSIS & singulis, ad quorum notitiam præsentis pervenerint, salutem. Cùm Christianissimus Francorum Rex Carolus, ejus nominis nonus, & serenissima Angliæ Regina Elisabeth, pro sua christiana pietate & caritate, ac regia animi magnitudine & sinceritate, pristinam amicitiam, pacem & concordiam, bello interruptam, reconciliare & resarcire cuperent, ad Dei optimi maximi honorem & gloriam, totius Reipublicæ Christianæ beneficium, necnon & suorum regnorum ac subditorum communem salutem, commodum, & utilitatem, præfati Rex & Regina commiserunt & delegarunt, videlicet Christianissimus Rex pro suo parte, reverendum in Christo Patrem Joannem de Morvilliers, Episcopum Aurelianensem, in suo sanctiori consilio consiliarium; & nobilem ac egregium virum Jacobum Bourdin, Equitem, dominum à Villanis, etiam in suo sanctiori consilio consiliarium, & status Regis regniq; secretarium; & serenissima Regina Angliæ, pro se suoque nomine generosis, & insignes viros dominum Nicolaum Throckmorton, Equitem, unum generosum privatæ suæ cameræ, ac suum consiliarium; & Thomam Smyth, etiam Equitem, consiliarium, legatum & oratorem suum in Francia residentem. Qui quidem procuratores & legati, virtute mandatorum & commissionum suarum, simul convenerunt, deque componendis controversiis, & eadem pace concilianda & constituenda, multis ac diversis habitis colloquiis egerunt & tractarunt; tandemque Deo optimo maximo autore, pacem, concordiam, & amicitiam perpetuam & inviolabilem, inter Christianissimum

Regem & serenissimam Reginam, constituerunt & concordarunt, legibus, conditionibus, pactis & forma, quæ sequuntur.

Imprimis concordatum & conclusum est, quod inter prædictos Christianissimum Francorum Regem, & serenissimam Angliæ Reginam, eorumque hæredes & successores, Franciæ videlicet & Angliæ Reges, eorumque subditos & vassallos quoscunque, successivis futuris temporibus quodocunque existentes, regna, patrias, terras, dominia, civitates, castra, territoria, loca & oppida ipsorum, necnon subditos, vassallos, & confederatos eorundem, sit firma, vera, solida, sincera, perpetua & inviolabilis pax, amicitia, unio, confederatio, liga, mutua intelligentia, & vera concordia per terram, mare, & omni loco, perpetuis futuris temporibus duratura.

Item. Convenit & concordatum est, quod neuter prædictorum principum, eorumque hæredum & successorum, regna, patrias, terras, insulas, dominia, aut loca alia quæcunque in præsentem per eorum alterum possessa, hostiliter invadet, aut à suis invadi aut expugnari permittet; sed expressè & cum effectu prohibebit.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod neuter principum prædictorum, hæredum etiam aut successorum suorum, subsidia, auxilia, gentes armorum, assistentiam, re, verbo, consilio, aut assensu præstabit, aut dabit directè, aut indirectè, secretè, aut apertè, aut quocunque colore quaesito, cuicumque alii principi, cuicumque gradus, status, aut conditionis existat, seu quocunque consanguinitatis aut affinitatis vinculo connectatur, aut quacunque dignitate præfulgeat; vel cuicumque genti, populo, aut nationi, alterum prædictorum principum, ejusve regnum, terras, insulas, patrias, aut dominia nunc ab eorum alterutro possessa, invadenti, aut invadere volenti aut molienti.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quod si aliquid contra vires & effectus præsentis tractatus pacis & amicitiae, terra, marive, aut in aquis dulcibus, per aliquem subditum, vassallum, aut alligatum alterius dictorum principum, fuerit attentatum, actum, aut gestum, nihilominus hæc pax sive amicitia in suis viribus permanebit, & proipis attentatis solummodò punientur attentantes & damnificantes, & non alii.

Item. Convenit, concordatum, & conclusum est, quamdiu hæc pax & amicitia integra inviolataque permanebit, omnes & singuli utriusque prædicti regni, omniumque terrarum & dominiorum, quæ nunc ab utrolibet prædictorum regum possidentur, aut impostèrum possidebuntur, incolæ, quacunque dignitate, quocunque statu & conditione extiterint, poterunt sese mutuis officiis amicitiae prosequi & excipere libere, tuto, securè, ultra, citraque, terra, marique, ac fluminibus, commercare, navigare, inter se contrahere, emere, vendere, illicque quamdiu velint morari, vel hinc inde (quando visum fuerit) recedere & abire. Et quæ comparaverint, emerint, arte, opera, industria, labore, aut quocunque iusto modo quaesierint, ad suos vel externos, quocunque locorum libuerit, sine ullo impedimento, offensa, attestazione, seu cohibitione, salvo conductu, licentia, aut speciali permissione, invicem & transportare.

Item. *Conventum etiam est pro libero intercusu mercium & mercatorum utriusque principis, quòd durante pace prædicta, nulla navis armata, & ad bellum seu gueram parata & instructa, egredietur, seu egredi permittetur portus maritimis regnorum Franciæ & Angliæ, nisi priùs satisfecerit, aut cautionem qualem poterit præstiterit in manibus Admiraldi Franciæ, seu ejus locumtenentis, vel alterius judicis ordinarii illius loci, quoad naves Franciæ; & Admiraldi Angliæ, seu ejus locumtenentis, aut customariorum prædictorum portuum, quoad naves Angliæ; de non invadendo, molestando, depradando, vel offendendo subditos utriusque principis, aut eorum alterius, nec eorum alligatos, nec eis injuriam aliquam inferendo, sub pœna publicationis navium, & punitionis corporis, cum restitutione omnium bonorum, & damnorum quibuscumque illatorum.*

Item. *Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd neuter principum prædictorum quovis modo receptabit, custodiet, aut retinebit, nec à subditis suis receptari, custodiri, vel retineri permittet, aliquos rebelles sive proditores principum prædictorum, aut eorum alterius, aut de crimine læsæ majestatis reos; nec hujusmodi rebellibus seu proditoribus, qui in aliquem locum obedientiæ principum prædictorum, seu alterius eorum, declinaverint, quoquo modo dabit seu præstabit consilium, auxilium, favorem, subsidium, aut assistentiam, sed infra viginti dies, postquam per litteras ipsius principum prædictorum, cujus hujusmodi rebelles sive proditores extiterint, alter ex principibus hujusmodi requisitus fuerit, eos omnes & singulos litterarum hujusmodi requisitionis latori, aut alii ad hoc in hujusmodi litteris nominato sive deputato, bona fide tradet, restituet, & deliberabit, tradi, restitui & deliberari faciet.*

Item. *Conventum, concordatum, & conclusum est, quòd ex neutrius principum prædictorum Cancellaria, aut alia curia, impostero concedentur aliquæ litteræ represalium, maris, aut contramaris, nisi super & contra principales delinquentes, aut eorum bona, eorumve factores; & hoc, in manifestæ denegationis justitiæ casu tantum, de quo per litteras, summationis aut requisitionis, prout de jure requiritur, sufficienter constabit.*

Item. *Cùm certa & firma sit mens & intentio utriusque partis, ut hæc pax & in præsens contracta amicitia, stabilis, integra, & inconcussa maneat, tam inter dictos principes, quàm inter eorum subditos, conventum, conclusum, & ordinatum est, ad tollendas omnes & omnimodas controversiarum occasiones, quæ hinc inde ex captura seu prehensione navium, armorum, machinarum bellicarum, victualium, mercium, seu aliorum bonorum nobilium, antehac perpetrata per subditos alterutrius principum, nasci & oriri possunt; quòd non licebit alicui prædictorum principum adversus invicem, neque alicui subditorum alterutrius eorum, contra alterum, petere aliquid, seu exigere, lege agere, litem seu actionem movere, aut intentare, nomine, ratione, occasione, sive prætentione capturæ, prehensionis, deiectionis, detentionis, sive spoliationis navium, armorum, machinarum bellicarum, mercium, annonæ, victualium, & aliorum bonorum nobilium quorumcumque, à primo die mensis septembris, anni millesimi quingentesimi sexagesimi secundi, usque ad diem publicationis præsentis pacis; sed quòd omnes hujusmodi querelæ, petitiones, lites & actiones*
cessent.

cessent, sopiantur, oblivioni mandentur, & pro extinctis censeantur & habeantur.

Et quantum attinet ad Francos & Anglos hinc & inde captivos detentos, convenium & concordatum est, quòd opera & ministerio oratorum & ambassiatorum respectivè residendum, tam in aula Christianissimi Regis, quàm serenissimæ Reginæ Angliæ, de liberatione prædictorum captivorum cum supra dictis principibus tractabitur amicè, benevolè, & ut æquum & dignum est magnitudine & excellentiæ prædictorum principum, quoque magis eorum amicitia corroboretur; idque fiet intra duos menses à data præsentis tractatus.

Item. Convenium, concordatum, & conclusum est, quòd omnia & singula jura, actiones, petitiones, prætentiones & demandæ, quas tam dictus Christianissimus Rex, quàm præfata serenissima Regina Angliæ, aut eorum hæredes & successores, quacumque de causa, sive occasione, invicem contra ipsorum aliquem respectivè habent aut habere prætendunt, remanebunt eis salvæ & integre, & pari modo exceptiones & defensiones eorum hinc inde eis reservabuntur.

Item. Comprehenduntur in hoc tractatu pacis ex parte dicti Regis Christianissimi, Ferdinandus Romanorum Imperator, & Sacrum Romanum Imperium; Philippus Catholicus Hispaniarum Rex; necnon Regina & Regnum Scotiæ, secundum antiquas confederationes, & perpetua amicitie jura, quæ sunt inter Reges Franciæ & Scotiæ, eorum regna & subditos. Comprehenduntur etiam Reges Daciæ & Sueciæ. Et ex parte serenissimæ Reginæ Angliæ, Ferdinandus Romanorum Imperator semper augustus, & Philippus Hispaniarum Rex Catholicus, juxta vim & effectum tractatum inter eandem Reginam & Regem, & eorum regna, terras, patrias, & dominia, antehac factorum; necnon serenissima domina Maria Regina & regnum Scotiæ; Maximilianus Romanorum Rex, & Philbertus, Dux Sabaudia.

Item. Convenium, concordatum, & conclusum est, quòd uterque principum prædictorum publicari & notificari respectivè faciet dictam pacem, confederationem, & concordiam, Lutetiæ & Londini, intra duodecim dies à data præsentis tractatus, & in portibus, & aliis locis insignioribus regnorum Franciæ & Angliæ, quàm citissimè fieri poterit.

Et ne quid ab illa duodecima die hostiliter committatur, terra, aut mari, quòd damnum afferat dictis principibus, aut eorum subditis, concordatum & conclusum est, quòd omnes capturæ personarum quatumcumque, bonorum & navium, quæ post illum duodecimum diem fient hinc & inde, nullæ sint & invalidæ, & depredationes quæcumque ab illo tempore factæ, damnaque illata à subditis alterutrius principum prædictorum, restituantur, & ad ipsam restitutionem condemnentur & cogantur captores, eorumque complices, per detentionem personarum & bonorum, donec satisfecerint.

Item. Convenium & conclusum est, quòd dicti Christianissimus Francorum Rex & serenissima Regina Angliæ omnia & singula capitula in præsentem tractatum conventa, per litteras parentes, manibus suis subscriptas, & magno sigillo suo sigillatas, ratificabunt, autorisabunt, & confirmabunt; ipsasque litteras ratificationis in sufficienti, valida, & efficaci forma conceptas & confectas, infra viginti dies post datam præsentium tradent, tradive facient bona fide, & exaliter & cum effectu: videlicet Rex Christianissimus, in manus oratoris

prædictæ serenissimæ Reginæ, in Gallia apud Suam Majestatem Christianissimam residentis; & serenissima Regina Angliæ, in manus oratoris dicti Christianissimi Regis, in Anglia apud Suam Majestatem serenissimam residentis; atque etiam omnia & singula præmissa uterque eorum fideliter observabit, seque sic ea observaturum, cum per oratorem, vel oratores, utrinque respectivè missum, vel missos, sufficiens ad id mandatum habentem, vel habentes, fuerit requisitus, tactis sacrosanctis evangeliiis, in ejus vel eorum præsentia jurabit.

IN quorum omnium & singulorum præmissorum fidem & testimonium, nos Oratores, commissarii, & negotiorum gestores supra nominati, hunc tractatum manu nostra subscriptum, sigillorum nostrorum appositione muniri & roborari fecimus. Actum Trecis, die undecima mensis aprilis, anno Domini 1564. post Pascha.

NOS tractatum prædictum cum omnibus & singulis in eodem conventis, rata, firma, & grata habentes, ea omnia & singula, pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris, quatenus nos, hæredes, successores nostros, regna, patrias, dominia, vel subditos nostros concernunt, seu tangunt, aut concernere vel tangere poterunt, acceptamus, ratificamus, autorisamus, & confirmamus, ac inviolabiliter ea omnia & singula tenere, observare, tenerique, & observari facere promittimus. In quorum omnium & singulorum præmissorum fidem, & testimonium, his præsentibus manu nostra propria subscriptis magnum sigillum nostrum Angliæ apponi fecimus. Datum apud Richemond, 27. die mensis aprilis, anno Domini 1564. regni que nostri 6. Signatum, ELISABET.

Registrata in Camera Rationum Regiarum, decima quinta maii, anno Domini 1564. FORMAGET.

*CONTRAT DE MARIAGE DU ROI CHARLES IX.
avec la Princesse Elisabet d'Autriche, fille de l'Empereur Maximilien II. A Madrid le 14. janvier 1570.*

Autriche.

1570.

14. janvier.

AU nom de Dieu soit. Sachent tous, qui cet instrument & traité de capitulation verront, Que en la ville de Madrid, diocèse & archevêché de Toledo, où à présent est & reside la Cour du serenissime, tres-haut, & tres-puissant seigneur, Don Philippe II. de ce nom, Roi Catholique d'Espagne, de Naples, de Sicile, de Jérusalem, &c. samedi quatorzième jour du mois de janvier, de l'an de la nativité de Notre-Seigneur Jesus-Christ mille cinq-cens septante: Pardevant moi Gabriel de Zayas, Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Catholique, & son greffier & notaire public, en présence de illustre & reverendissime seigneur, Don Diego de Espinosa, Cardinal-Prêtre de la Sainte Eglise de Rome, du titre de Saint-Etienne in Celio Monte, Evêque de Siguença, Præsident du Conseil Royal, & contre l'heretique pavorité & apostasie Inquisiteur

general en les roiaumes d'Espagne, & du Conseil d'Etat de Sa Majesté, député par Sa Majesté Catholique, pour intervenir en son nom au traité sous écrit; & du reverendissime seigneur, Don frere Bernard de Frexneda, Evêque de Cuença; Confesseur, & du Conseil d'Etat de Sa Majesté; & des illustres seigneurs Don Gomez de Figueroa, Duc de Feria, du Conseil d'Etat de Sa Majesté, & Capitaine de sa Garde; & du Prince Ruy Gomez de Silva, semblablement du Conseil d'Etat de Sa Majesté, & son sommelier de corps, & Contador Mayor de Castille; & du Docteur Martin de Velasco, du Conseil, & de la Chambre de Sa Majesté, commissaire aussi nommé par Sa Majesté Catholique, pour assister & intervenir audit traité. Furent presens, c'est à sçavoir d'une part, le tres-illustre seigneur Baron Adam de Dietrichstein, Ambassadeur du serenissime, tres-haut, & tres-puissant seigneur, Maximilien II. élu Empereur des Romains, Roi d'Allemagne, de Hongrie, de Boheme, Dalmacie, Croacie, Esclavonie, &c. Lequel pardevant moi secretaire susdit, exhiba originalement son pouvoir écrit en parchemin en langue latine, signé de sa propre main, & scellé en cire rouge, avec son scel pendant à cordons d'or, donné en son château de Presbourg, le deuxieme jour de septembre de l'an prochainement passé de mille cinq-cens soixante-neuf: Et de l'autre part, le tres-illustre seigneur Raimond de Fourquevaux, Chevalier de l'Ordre de Saint-Michel, Conseiller & Ambassadeur du Tres-Chretien, tres-haut, & tres-puissant seigneur Charles IX. Roi de France, Gentilhomme de sa Chambre, & Gouverneur de Narbonne, & en vertu de son pouvoir, qu'il a semblablement exhibé originalement pardevant moi, écrit en langue françoise & en parchemin, avec son scel pendant en cire jaune, fait à Paris le dernier jour de juillet audit an dernier passé. Lesquels dits pouvoirs veüs & examinez reciproquement de toutes lesdites deux parties, & par lesdits deputez de Sa Majesté Catholique, furent tenus pour suffisans, & demeurent originalement au pouvoir de moi susdit secretaire.

Lesquels dits seigneurs Baron de Dietrichstein, & de Fourquevaux, au nom des susdites Cesarée & Tres-Chretienne Majestez, leurs Princes respectivement constituans, & usant de leurdits pouvoirs dirent, Qu'à l'honneur & gloire de Dieu Notre-Seigneur, & pour la conservation & augmentation de sa sainte Foi & Religion Catholique, & pour l'établissement de la paix publique, & beneficence de la Chretienté, à quoi s'adresse & doit adresser l'union, parentelle, & lien, moientant mariage entre tels Princes. A été traité mariage entre ledit Roi Tres-Chretien, & la serenissime Princesse Isabeau, née Reine de Hongrie, & de Boheme, Archiduchesse d'Autriche, &c. seconde fille de Sa Majesté Cesarée, & de la serenissime & tres-haute Dame l'Imperatrice, Madame Marie, sa femme legitime; pour raison duquel mariage, & pour ce qui touche & concerne l'effet d'icelui, de commun accord & consentement, l'ayant fait sçavoir & communiqué suivant la charge, que leurs Princes leur avoient donnée, audit sieur Roi Catholique, & avec intervention desdits deputez, ont stipulé, pactisé, & arrêté, en la forme qui s'ensuit.

C'est à sçavoir, qu'avec la grace & benediction de Dieu, lesdits seigneurs Charles, Tres-Chretien Roi de France, & serenissime Princesse Isabeau, seront tenus de se fiancer & épouser par paroles de present, qui suivant l'ordre & con-

D d d d ij

stitution de Sainte Mere Eglise Catholique Romaine, fassent & constituent vrai mariage : lesquelles fiançailles & épousailles soient faites, & se fassent en vertu de suffisant & legitime pouvoir dudit seigneur Roi Tres-Christien, & moienant la solennelle ambassade, qui à cet effet, ainsi qu'il a été traité, doit être envoyée à la Cour & Palais de Sa Majesté Cesarée, où ladite serenissime Princesse est. Puis après ledit mariage soit confirmé & ratifié en leur presence, quand ladite serenissime Princesse sera arrivée & traduite au royaume de France, où le mariage se celebrera & solennisera en la face de Sainte Mere Eglise, pour en recevoir ses saintes benedictions ; l'effet desquelles fiançailles & mariage, promis & passé, tant par pouvoir comme par presence, doive & s'entende être, & soit lors & à tel terme, que par lesdites Majestez Cesarée & Tres-Christienne sera assigné & avisé, étant elles si conformes de volonté, & ledit jour tant désiré de tous, qu'il faut presupposer & esperer en Dieu, qu'il s'accomplira avec toute brieveté possible.

Que Sa Majesté Cesarée, & ledit Baron de Dietrichstein en son nom, & en vertu de son pouvoir, constitué & promet en dot & mariage avec ladite serenissime Princesse sa fille, audit Roi Tres-Christien, cent mille écus, à raison de quarante plaques pour écu d'or, monnoie de Flandre, paiables es villes d'Anvers, ou de Lyon de France, à l'élection dudit seigneur Roi Tres-Christien, en deux termes, c'est à savoir cinquante mille écus dedans un an, à compter du jour de la consommation dudit mariage ; & les autres cinquante mille écus, dedans un autre an prochain ensuivant ; de maniere que toute ladite somme de cent mille écus, sera payée dedans lesdits deux ans entierement.

Item. Que pour seurte, dévotion, & restitution de ladite somme de cent mille écus, qui, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, est constituée en dot, & se doit donner audit seigneur Roi Tres-Christien, avec ladite serenissime Princesse Isabeau, s'y assigneront de sa part, villes & lieux, avec leurs rentes & droits, tels & en telle quantité, que ledit dot soit certain & assuré, à la bonne & entiere satisfaction de Sa Majesté Cesarée, & de ses deputez ; assignant & constituant, comme il s'assigne & constitue pour censive & revenus dudit dot, à raison de cinq pour cent, selon l'usage & coûtume qui audit royaume de France se tient & observe, & que lesdits lieux & biens, qui doivent être assignez pour seurte dudit dot, seront certains & assurés, & en quelque maniere que ce soit, qu'ils fuissent, ou ne fussent tels, on en donnera d'autres en telle quantité, afin qu'en tout événement & succès, ledit dot, & restitution d'icelui, soit certaine & assurée.

Item. Que ledit seigneur Roi Tres-Christien, suivant l'ordre & coûtume qui s'est tenu en la Maison de France, assignera & constituera, assigne & constituë à ladite serenissime Princesse, sa future épouse, pour douaire, soixante mille livres tournois de rente par chacun an, assignées sur terres & lieux, avec jurisdiction, & le principal lieu avec titre de duché, & les autres les plus proches qu'il sera possible. Lesquels lieux, rentes, & droits d'iceux, ladite Dame future Reine jouira par ses mains & autorité, avec ladite jurisdiction, & provision d'offices vacans ; entendant toutefois qu'elle les baillera à naturels François ; & de tout le surplus à eux appartenant, selon qu'il est de coûtume en la Couronne.

de France. Duquel dit douaire, & de ce qui pour cette raison lui doit être assigné & configné, ladite serenissime Princesse, future épouse, en jouira, & l'aura pour tous les jours de sa vie, en cas de dissolution de cedit mariage, elle survivant, soit qu'elle veuille demeurer audit royaume, ou aller ailleurs.

Semblablement, ledit seigneur Roi Tres-Chretien soit tenu de donner, & donnera à ladite Dame Itabeau, sa future épouse, en joiaux, jusques à la valeur de cinquante mille écus d'or; lesquels dits joiaux seront propres de ladite serenissime Princesse, future Reine, & sortiront nature d'heritages, desquels elle pourra disposer en cas de dissolution de mariage, survivant ladite Dame; mais en cas qu'elle ne survécût, & qu'elle mourût plutôt que ledit seigneur Roi Tres-Chretien, sera gardé le contenu ci-après mis en autre article.

Item. En ce qui touche l'entretenement & souvenement de la personne, maison, & état de ladite serenissime Princesse, future Reine de France, durant mariage, ledit seigneur Roi Tres-Chretien lui assignera, & ordonnera ledit entretenement, en la quantité que la grandeur de sa Couronne, & qualité de telle Princesse & Reine, & à ce qui est de coutume en la Maison de France, se doit & convient assigner; de maniere qu'en cette partie elle sera traitée & soutenue avec la largesse & magnificence, que telle Reine & femme de tel Roi doit être. Laquelle assignation sera sur l'Epargne, ou Tresorerie generale dudit seigneur Roi Tres-Chretien, qui lui sera payée de trois mois en trois mois, suivant l'ordre & façon qu'on garde en ladite Maison de France.

Il est pareillement arreté & convenu, qu'au cas de dissolution de cedit mariage, par mort de ladite serenissime Princesse, future Reine, sans enfans survivant à elle ledit seigneur Roi Tres-Chretien, que ledit dot, les joiaux, & autres choses, que ladite Dame aura apportées, desquels joiaux & choses se fera inventaire, si elle ne les aura données en sa vie, seront rendus & restitués entièrement & librement aux heritiers de ladite serenissime Princesse, future Reine, & à ceux à qui elle ordonnera & disposera. Auquel cas, retourneront semblablement audit seigneur Roi Tres-Chretien les joiaux, qu'il aura donnez à ladite Dame. Toutefois, au cas de dissolution de ce mariage par mort dudit seigneur Roi Tres-Chretien, & survivant à lui ladite serenissime Princesse future Reine, elle aura lesdits dot, & joiaux, tant ceux qu'elle aura apportez, comme ceux que ledit seigneur Roi Tres-Chretien son mari lui aura donnez, pour en faire comme de ses biens propres.

Aussi est arreté, qu'en cas de dissolution de ce mariage, avec enfans d'icelui, survive ladite serenissime Princesse future Reine, ou non, étant lesdits enfans de ce mariage en vie lors de son trépas, les tels enfans succederont aux biens & heritages de ladite serenissime Reine leur mere, selon que par droit d'hoirie, & par les loix d'icelui royaume, leur compete & appartient; & audit cas, nonobstant qu'il y ait enfans de cedit mariage, ladite serenissime Princesse pourra disposer de ce qui lui est permis par les loix & coutumes dudit royaume, & en ladite Maison de France: & s'il n'y a point de loix ni coutume particuliere sur ce fait, ladite Dame puisse disposer librement de la cinquieme partie pour son ame, ou gracieusement, comme il lui plaira.

Il a été accordé aussi, que ladite serenissime Princesse fera renonciation en
Dddd iij.

forme, à la satisfaction & contentement de Sa Majesté Cesarée, & de ses deputez, de l'heritage, & droits paternels & maternels, qui en quelque maniere lui puissent appartenir; de sorte qu'avec ledit dot, & ce qui de plus lui aura été donné, elle se tienne pour contente, & se départe de quelque autre droit & succession, laquelle renonciation elle sera tenue de faire ainsi & selon, & en la forme & au tems que par Sa Majesté Cesarée, & ses deputez, sera avisé, & à sa bonne satisfaction.

Aussi est arrêté & convenu, que ladite serenissime Princeesse, future Reine, sera envoyée par Sa Majesté Cesarée, vœue, enjaillée, & parée le plus honorablement qu'il sera possible, selon la grandeur de tel pere, & accompagnée à ses dépens jusque sur les limites de France, en tel lieu qu'il sera accordé de la délivrer, ainsi & comme il appartient à telle Princeesse, & future femme de tel Roi; lequel donnera ordre de la faire recevoir sur lesdites limites par les personnes d'autorité & dignité, qu'elle merite.

Quant à la maison, état, officiers, & serviteurs de ladite serenissime Princeesse, future Reine, ledit seigneur Roi Tres-Chretien y pourvoira, & ordonnera en tel nombre & qualité de seigneurs, dames, & autres personnes de son service, comme à l'état & dignité de telle Princeesse, fille de si hauts Princes, & Reine de France, compete & appartient; donnant en ceci, comme l'on s'y confie, que Sa Majesté Tres-Chretienne donnera, à ladite serenissime Princeesse, toute la satisfaction & contentement possible, ainsi qu'en ladite maison est de coutume: & les personnes, qui iront en la compagnie & service de ladite Dame audit royaume, seront reconnus & gratifiez par ledit seigneur Roi T. C.

Item. Il a été traité, arrêté, & capitulé, que ladite serenissime Princeesse, future Reine de France, en cas que ce mariage se dissolve, elle survivant, elle soit en libre faculté de pouvoir demeurer & vivre dans ledit royaume de France, ou bien de s'en aller en autre part, sans décourbier ni empêchement aucun, avec tous ses officiers, familiers, & serviteurs, & d'enlever & emporter avec elle tous & quelconques ses biens, joiaux, vaisselle, & autres meubles, de quelque qualité & valeur qu'ils soient, sans que pour aucune occasion qu'il y ait, ou puisse survenir, lui soit fait, ou mis, directement ou indirectement, aucun décourbier ou empêchement en son partement & allée hors de France, ni en la jouissance de la reate & assignement, que conforme & selon ce traité, & le contenu en cette capitulation, ladite Dame doit avoir & jouir.

Toutes lesquelles choses, comme aussi ausdits articles, & en chacun d'iceux est contenu, & il est dit ci-dessus, lesdits seigneurs Ambassadeurs, au nom des Cesarée & Tres-Chretienne Majestez, les accompliront, garderont, & observeront entierement de point en point, sans y faillir, ni en diminuer aucune chose, & qu'ils n'iront ni viendront, ni consentiront aller ni venir en tout ou en partie, directement ni indirectement, contre ce traité & capitulation faite & conclue entre tels Princes, & en vertu de leurs pouvoirs, & parole Imperiale & Roiale, & promirent & s'obligeront aussi, que cette capitulation, & ce qui est en elle accordé, déclaré, spécifié, & pour raison de l'effet par eux promis, sera ratifié, approuvé, & corrobore par lesdites Majestez Cesarée & Tres-Chretienne, leurs principaux constituans, solennellement, par leurs lettres patentes, signées de leurs

ains propres , & scellées de leurs grands seals pendans à icelles , qui seront données à chacune des parties.

La presente écriture , accord , & capitulation , fut faite & reçue au lieu , jour , mois , & an susdit , en la maison & demeure dudit illustre Cardinal de Sigüenza , & fut écrite en langue françoise , de laquelle seront faites deux traductions en langue latine & espagnole , en chacune desquelles lesdits seigneurs Ambassadeurs se signeront de leurs noms , comme ils ont fait en la presente. Signé , ADAM DE DIETRICHSTEIN , & FOURQUEVAUX.

ET quia ego Gabriel à Zayas , præfatus Catholicæ Majestatis rerum status secretarius , ac publicus ejus autoritate notarius , præmissorum capitulorum stipulationi , unâ cum prænominatis dominis testibus , ad id specialiter vocatis & rogatis , interfui , eaque sic fieri vidi & audiui , ideo præfens publicum instrumentum confeci , subscripsi , & signavi meo solito signo tali , in fidem & testimonium præmissorum jussus & requisitus. GAB. DE ZAYAS.

Il est ainsi en l'original , dont je retins autant , par commandement de Monseigneur de Villeroy. Signé , GASSOT.

*TRAITE' DE CONFEDERATION ET ALLIANCE ENTRE LE ROI
Charles IX. & Elisabeth, Reine d'Angleterre. A Blois ,
le 29. avril 1572.*

AU nom de Dieu , tout bon & tout-puissant. Soit notoire à tous , & à un chacun qui verra ces presentes : Comme ainsi soit que Charles IX. par la grace de Dieu Roi de France Tres-Christien ; & Elisabeth , par la même grace de Dieu Reine d'Angleterre , pour leur sincere amitié & affection commencée de la mutuelle parenté d'entre leurs Majestez , & accruë par la consideration de ce qu'il a plu à Dieu les appeler tous deux à pareille grandeur & dignité roiale , & à même soin & souci de la conservation & profit de leurs sujets , & enfin reduite à sa perfection par grands & mutuels offices , qu'ils se sont rendus l'un à l'autre , depuis qu'il a plu à Dieu les appeler au gouvernement de leurs royaumes & états ; leurs Majestez aiant été induites de faire entre elles une tres-étroite ligue , alliance , & confederation , pour la conservation , & entretenement d'icelle leur amitié , sûreté de leurs royaumes & états , & commodité & repos de leurs sujets ; Elles pour executer ce tant saint & loüable desir , & pour toujours fortifier , & davantage confirmer & entretenir la bonne paix , amitié , & commune intelligence , qui est de present entre elles , ont commis & député chacun de sa part , c'est à savoir , le Roi Tres-Christien , nous François , Duc de Montmorency , Pair , & Maréchal de France , Gouverneur & Lieutenant general pour le Roi en la ville & cité de Paris , & Gouverneur de l'Isle de France ; René de Birague , aiant la charge des Seaux de France ; Sebastien de l'Aubespine , Evêque de Limoges ; & Paul de Foix , Con-

*Angleterre.
1572.
29. avril.*

* depuis Chancelier & Cardinal.
* depuis Archevêque de Toulou-
se , & Ambassadeur à Rome.

seillers au Conseil Privé de Sa Majesté, ses commissaires & procureurs, avec commission & pouvoir suffisant : Et ladite serenissime Reine d'Angleterre, nous Thomas Smith, Chevalier, Conseiller au Conseil Privé de ladite Reine, & Chancelier du très-noble Ordre de la Jarriere ; & François VVallingham, Ambassadeur residant pour ladite Dame près ledit Roi Tres-Christien, envoie Ambassadeurs, orateurs, commissaires, & procureurs de ladite Reine, suffisamment autorisez & garnis de charge, pouvoir, & mandement, ainsi qu'il apparoitra par la teneur de nos pouvoirs & commissions, à nous respectivement donnez par lesdits Roi Tres-Christien, & Reine d'Angleterre, nous avons convenu, accordé, & contracté, au nom des susdits Roi & Reine, nos souverains, les capitulations, conventions, pactions, & articles qui ensuivent.

Premierement, est convenu, accordé, & conclu, que par nulle de ces pactions, conventions, articles, ou chapitres contenus au présent traité de confederation & union, il ne sera aucunement reputé, que l'on se soit départi des precedens traittez, ou alliances, faits ci-devant entre lesdits confederéz, & leurs predecesseurs ; mais que nonobstant ils demeureront en leur premiere vertu, force, & vigueur, en ce qu'ils ne feront contraires ou repugnans au present traité, ou à aucuns des articles contenus en icelui.

Item. Est convenu, accordé, & conclu, que à celui qui assaillira, ou tâchera d'assaillir, de quelque condition qu'il soit, degré, état, dignité, ou ordre, les roiaumes, pais, terres, seigneuries, ou autres lieux quelconques appartenans à l'un ou à l'autre des contractans, l'autre confederé ne donnera, ni souffrira être donné par ses sujets, ouvertement ou couvertement, directement ou indirectement, aide, faveur, ou suport ; mais sera entre lesdits Princes une confederation, ligue, & union pour leur mutuelle défense contre tous, de quelque condition, état, degré, ou ordre qu'ils soient, lesquels sous quelque prétexte ou couleur, & pour quelque cause, sans en excepter aucune quelconque, assailliront, ou s'efforceront d'assaillir hostilement par force & armes leurs personnes, roiaumes, pais, terres, seigneuries, ou territoires, tenus & possédez au tems de la conclusion de ce traité, par lesdits Princes, ou l'un d'eux.

Item. Est convenu, accordé, & conclu, que ce present traité d'alliance, & confederation, sera perperuel, desorte que pendant que lesdits Roi Tres-Christien & serenissime Reine vivront, il demeurera ferme, stable, & inviolable, sans aucune exception : & advenant le décès de l'un d'eux, demeurera encore entre leurs successeurs, si, & pourvû que dans l'an après que l'un desdits deux Princes sera decédé, son successeur declare par Ambassadeur, & ses lettres au survivant, qu'il accepte les mêmes conditions, & veut contracter la même confederation & amitié ; mais si dedans l'an, le successeur ne l'aura point denoncé au survivant ; icelui Prince survivant sera tenu pour déchargé, & quitte de toute obligation de ce traité. Et le même, & par la même que dessus, s'entretiendra & observera entre les hoirs & successeurs aux Couronnes & Etats des roiaumes de France & d'Angleterre.

Item. Est convenu, accordé, & conclu, que pour la tuition, défense, & conservation des personnes desdits serenissimes Princes, de leurs états, roiaumes, pais, terres, seigneuries, citez, villes, bourgs, villages, & leurs territoires, tenus

tenus & possédez par l'un ou l'autre d'eux au tems de la conclusion du présent accord, ou traité, contre tous assaillans & hostiles agresseurs, voire Princes, Potentats, & Communautés quelconques, & de quelque degré qu'ils excellent, ou autrement de quelque état, degré, ou condition qu'ils soient, & de quelque lien de consanguinité, ou affinité qu'ils soient joints ensemble, qui auront ou auroient envahi, ou assailli par voie de fait hostilement les royaumes, pais, terres, seigneuries, citez, villes, bourgs, villages, territoires, & quelconques lieux possédez ou détenus, comme dit est, par l'un desdits Princes, & qui auront ou auroient entrepris, ou atenté de faire ou mouvoir guerre, ou qui auront ou auroient fait injure ou dommage à l'un desdits Princes, à ceux qui sont domicilies en leurs terres, leurs sujets, ou à ceux qui demeurent dedans leursdits royaumes, pais, terres, seigneuries, citez, villes, bourgs, villages, territoires, & autres lieux quelconques desdits Princes tres puissans, nonobstant tous traitez, alliances, amitez, & confederations, confirmez par quelque sorte que ce soit, ou qui se feront ci-après, se contracteront, & confirmeront avec quelconques Princes, Potentats, & Communautés, voire quand ils seroient parens de tous deux, ou l'un d'eux, ou bien alliez & confederéz. Auxquels traitez, ligues, alliances, amitez & confederations, est expressément pour ce regard renoncé & dérogé; s'entraideront pour la conservation, tuition, & défense mutuelle, de bonne foi, réellenent & de fait, par mutuel secours militaire de gens de guerre, tant de cheval que de pied, & de navires & mariniérs, avec machines, artilleries, poudres, boulets, & autres instrumens de guerre, aux dépens du Prince, qui requiert & demande secours, & ce toutes fois & quantes qu'il en sera besoin, & le plutôt que faire se pourra, après que dûcément ils en seront respectivement requis. Et pour la contribution desquels secours, tant que touche le nombre des hommes de guerre, & des navires arméz, & des instrumens & machines de guerre, & autres choses ci-devant mentionnées, lesdits Princes s'entraideront en la forme & maniere qui s'ensuit.

Est convenu, acordé, & conclu, que la Reine d'Angleterre, après la requisition à elle faite par lettres signées de la main du Roi T. C. & celles de son privé seel, qui auroit été envahi, ou assailli par guerre, & demanderoit secours dedans deux mois, à compter depuis ladite requisition, sera tenuë envoyer audit Roi T. C. pour sa défense par terre, & rendre passez en France six mille hommes de pied, pour le moins suffisamment armez partie d'arcs, partie d'harquebuzes, partie de piques, & à la voloné & option du Roi, ou autre quelconque moindre nombre, si & tant qu'elle en sera requise, auxquels le Roi T. C. devra paier leur dûë & raisonnable solde seulement, depuis le tems qu'ils seront arrivez en France.

Item. Est convenu, & acordé, que où ladite serenissime Reine seroit requise en la forme que dessus, de plus grand nombre d'hommes de guerre, sera tenuë de ce faire, pourvû qu'elle le puisse faire commodément, en aiant égard au tems, lieu, & état de ses affaires, en quoi demeurera chargée sa conscience.

Item. Pour la guerre & défense par mer, est convenu, acordé, & conclu, que ladite serenissime Reine d'Angleterre sera tenuë de fournir audit Roi T. C. huit navires de raisonnable grandeur, ou tel nombre que dedans icelles puissent commodément être mis mille deux-cens hommes de guerre pour combatre, bien

équiper & armer de toutes choses nécessaires pour combattre, comme d'artillerie, poudres, boulets, & autres choses semblables; à la charge toutefois que ledit Roi T. C. paiera la valeur & estimation desdites poudres & boulets tant seulement, esquels navires ne pourront être mis autres soldats que Anglois, sans le commandement de ladite serenissime Reine d'Angleterre; & à iceux sera tenu ledit Roi T. C. de paier la solde, & aux mariniers solde & vivres raisonnables, seulement depuis le tems, que lesdits hommes de guerre & mariniers seront embarquez pour aller au service du Roi; depuis lequel tems, & aussi durant le cours, lesdits navires obeiront à l'Admiral, ou au Vicadmiral de France, ou aux autres chefs & capitaines de l'armée de mer dudit Roi T. C.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que toutefois ladite Reine sera tenue de pourvoir lesdits navires de vivres nécessaires pour deux mois, à compter du tems que les hommes de guerre & mariniers se seront embarquez pour faire service au Roi, desquelles vivres sera faite estimation, laquelle dedans deux mois après le Roi T. C. paiera & remboursera, pourveu que lesdits vivres aient été tous consommés pendant & durant le tems que les navires lui faisoient service, ou autrement, au prorata du tems qu'elles lui auront servi.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que semblablement, & en cas pareil le Roi T. C. après requisition à lui faite par lettres signées de la main de ladite serenissime Reine, & celles de son privé scel, laquelle auroit été envahie, ou assaillie par guerre, & demanderoit secours, sera tenu envoyer, & rendre passés en Angleterre, Irlande, ou autres lieux de l'obeissance de ladite Reine, dedans deux mois, à compter depuis ladite requisition à ladite serenissime Reine, pour la défense par terre, six mille hommes de pied pour le moins, suffisamment armez, partie d'harquebuses, partie de piques, à la volonte & option de ladite Reine, ou bien si elle aime mieux, six cens hommes d'armes, qui seront le nombre de six cens lances, & de chevaux environ trois mille bien & suffisamment équipez d'armes, de bons & forts chevaux, & autres choses à la façon de France, ou autre quelconque moindre nombre, si & entant qu'il en sera requis; ausquels hommes de pied, ou hommes d'armes, ladite serenissime devra prier leur dû & raisonnable solde, seulement depuis le tems qu'ils seront descendus en Angleterre, Irlande, ou autre lieu de l'obeissance de ladite Reine.

Item. Est davantage acordé & conclu, que toutes fois & quantes que ladite serenissime Reine demandera audit Roi T. C. en la forme & maniere que dessus, plus grand nombre de gens de pied, ou d'hommes d'armes, il sera tenu de le faire, si sa commodité le porte, en aiant égard au tems, lieu, & état de ses affaires, en quoi demeurera chargée sa conscience.

Item. Pour la guerre & défense par mer, est convenu, acordé, & conclu, que ledit Roi T. C. sera tenu de fournir à ladite serenissime Reine huit navires de raisonnable grandeur, ou tel nombre, & telles que dedans icelles puissent commodément être mis mille deux-cens hommes de guerre pour combattre, bien équipez & armez de toutes choses nécessaires pour combattre, comme d'artillerie, poudre, boulets, & autres choses semblables; à la charge toutefois que ladite serenissime Reine paiera la valeur & estimation desdites poudres & boulets tant seulement, esquels navires ne pourront être mis autres soldats que François, sans

le consentement dudit Roi T. C. & à iceux sera tenuë la Reine d'Angleterre de paier la solde, & aux mariniers la solde & vivres raisonnables seulement, depuis le tems que lesdits hommes de guerre, & mariniers, se seront embarquez pour aller au service de ladite Reine: & depuis lequel tems aussi, & durant le cours, lesdits navires obéiront à l'Admiral, ou au Vicedmiral d'Angleterre, ou autres chefs & capitaines de l'armée de mer de ladite serenissime Reine.

Est convenu, acordé, & conclu, que toutefois ledit Roi T. C. sera tenu de pourvoir lesdits navires de vivres nécessaires pour deux mois, à compter du tems que lesdits hommes de guerre & mariniers se seront embarquez pour le service de ladite Reine, desquels vivres sera faite estimation, laquelle dedans deux mois après ladite serenissime Reine paiera & remboursera, pourveu que lesdits vivres aient été tous consommés pendant & durant le tems que les navires lui faisoient service, ou autrement au prorata du tems qu'elles lui auront servi.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que les susdites forces & secours, tant de terre que de mer, seront tenuës d'obéir fidèlement à celui des deux Princes à qui elles seront baillées, aussi long tems qu'il estimerà les devoir retenir, & leur paiera la solde & vivres comme dessus.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que pour éviter toutes doutes & scrupules, qui pourroient survenir pour raison du nombre des compagnies d'hommes d'armes, & de gens de pied, & des paies & soldes des colonels, capitaines, enseignes, & autres chefs de guerre, & d'hommes de cheval & de pied, la forme qui est contenuë en un état aposté à la fin de ce traité, sera perpétuellement gardée, à l'égard des secours qui se prêteront, & des soldes qui le paieront, entre ces deux roiaumes.

Item. Est acordé, convenu, & conclu, que à celui des deux confederéz, que quelque Prince, Potentat, Communauté, ou autre quelconque auroit assailli par voie de fait hostilement, l'autre confederé vendra à prix raisonnable, si sa commodité le porte, ou permettra être vendues & transportées hors son royaume, des harquebuses, morions, corselets, poudre à canon, boulets, soufre, salpêtre, & autres semblables choses, qui servent pour repoussier les ennemis.

Item. Il est convenu, acordé, & conclu, que si d'avanture aucun Prince jamais à l'avenir commande ou permet, que les marchands, ou autres, Anglois ou Irlandois, ou leurs marchandises, & autres leurs biens quelconques, soient molestez, pris, saisis, & arêtez en Flandre, Artois, Brabant, Hainaut, Hollande, Zelande, Frise, Pomeranie, Prusse, & autres pais voisins; que alors en tel cas, ledit Roi T. C. les hoirs & successeurs, admonestera & requerra, admonesteront & requerront le Prince, qui sera là, ou en son absence son Lieutenant & Gouverneur, en toute hâte & diligence, par lettres & messager expiés pour cet effet, qu'il ait à remettre en liberté lesdits Anglois & Irlandois, & à leur faire deliviance de leurs marchandises, & de tous & chacuns leurs biens ainsi pris, reteus, & arêtez es pais dudit Prince, comme il est dit ci-dessus; & leur permettre, & donner faculté libre de sortir avec tous & chacuns leurs biens & marchandises: & au cas que ledit Prince, ou autre son lieutenant esdits pais, après en avoir été requis & admonesté, comme dessus, refuseront ou dilayeront de ce faire,

Eccc ij

Est convenu, acordé, & conclu, que en ces cas le Roi T. C. ses hoirs & successeurs, sans aucune autre demeure ou dilation, & toutes & chacunes allegations & excuses postposées, arêtera, saisira & prendra, arêteront, saisiront, & prendront, & retiendra, ou retiendront en leur garde, tous & chacuns les marchands sujets dudit Prince habitans esdits pais, ou qui y font quelque sorte de trafic, leurs procureurs, facteurs, & entremeteurs, ensemble leurs marchandises, heritages, revenus, patrimoines, meubles & immeubles, qui lors se trouveront être es roiaumes, pais, seigneuries, & terres de l'obéissance dudi Roi T. C. & ne les relâchera, ni rendra, relâcheront ni rendront aucunement, que premier tous & chacuns les Anglois, & Irlandois arêtez, & retenus comme dessus, ne soient du tout delivrez, & tous & chacuns leurs biens entierement restituez.

Et semblablement s'il advient, que les marchands Anglois & Irlandois, ou autres sujets de la Reine d'Angleterre, soient arêtez ou retenus comme dit est, en d'autres pais & territoires, que ceux mentionnez ci-dessus, seigneuries & roaumes de l'obéissance dudit Prince :

Est convenu, acordé, & conclu, qu'à cette heure le Roi T. C. ses hoirs & successeurs, admonestera & requerra, admonesteront & requerront ledit Prince, comme dessus est convenu, & en cas de délai, ou refus par ledit Prince, alors ledit Roi T. C. ses hoirs & successeurs, comme dit est, arêtera, saisira, & prendra, arêteront, saisiront, & prendront, tiendra, ou tiendront en leur garde tous & chacuns les marchands sujets dudit Prince, leurs procureurs, facteurs & entremeteurs, ensemble leurs marchandises, heritages & revenus, patrimoine, meubles & immeubles quelconques, qui se trouveront lors es pais, seigneuries, & terres de l'obéissance dudit Roi T. C. & ne les relâchera ou rendra, relâcheront ou rendront aucunement, que tous & chacuns les marchands, & autres sujets de ladite Reine d'Angleterre, ainsi arêtez & retenus, comme dit est, ne soient du tout delivrez, & tous leurs biens pleinement & entierement restituez.

Laquelle pleine & entiere restitution, si elle ne se peut faire des susdits marchands sujets dudit Prince, de leurs procureurs, facteurs, & entremeteurs, de leurs heritages, revenus, biens, meubles & immeubles lors trouvez & arêtez, est convenu, acordé, & conclu, que en ce cas de fois à autre, & de tems en tems se fera arrêt & detention par ledit Roi T. C. ses hoirs & successeurs, tant de fois, & si longuement, desdits marchands & biens, jusques à ce que pleine & entiere restitution s'ensuive, & soit entierement & par tout satisfait ausdits marchands, & autres sujets de ladite Reine d'Angleterre.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que pour l'entiere execution de cette affaire en toutes ses circonstances, pour envoier un messager audit Prince, ou à son lieutenant en Flandre, Hainaut, & autres pais susdits, pour son allée, retour, pour admonester de ladite restitution, & pour le séjour que le messager doit faire pour attendre réponse d'eux, est prefix & limité le tems de dix huit jours; en Espagne ou Portugal, de trente-trois jours; en Italie de vint-trois jours, pour la plus longue demeure : & partant ledit espace de jours passé, alors incontinent & sans délai, toute demeure ôtée, & toute excuse cessant, se fera l'arrest & detention, comme il est dit ci-dessus.

Item, Est convenu, conclu, & acordé, que la Reine d'Angleterre, ses hoirs &

successeurs, sera & seront tenus faire & accomplir mutuellement, & en cas pareil le même pour les sujets dudit Roi T. C. leurs biens & marchandises, qui seront arêtez, saisis, & pris es roiaumes, pais, terres, & seigneuries de l'obéissance dudit Prince, que ci dessus est capitulé, ledit Roi T. C. est tenu de faire pour les sujets de ladite serenissime Reine.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que toutes marchandises & biens, qui sous tel pretexte seront saisis, seront départis & divisez de façon qu'ils refassent, recompensent, & reparent la perte & dommage, & frais faits pour cet effet respectivement, par les sujets desdits Roi & Reine.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que advenant le cas que ledit Prince pour quelque cause, affaire, ou matiere juste & probable, & laquelle est comprise es precedens traites de paix & amitié, intervenus, & conclus ja ci-devant entre ledits Princes faisans injure, & lesdits Princes confederez, ait requis autentiquement à l'un desdits Princes, leurs hoirs & successeurs, justice lui être faite, ou à ses sujets : & puis après en cas de negation de justice requise de cette façon, ledit Prince ait arêté, ou permis être arêtez quelques marchands sujets de l'un desdits Princes, leurs biens, navires, & marchandises ; lors & en ce cas lesdits Princes, leurs hoirs & successeurs, ne seront obligez en vertu des presentes, ni reputez l'être, à faire restitution & dédommagement aux parties interessees, comme est contenu ci dessus, pourveu que dedans trois mois prochainement ensuivans lesdites admonitions & detentions, ledit Prince ait fait aparôître évidemment & clairement par preuves legitimes ausdits Roi T. C. & serenissime Reine d'Angleterre, leurs hoirs & successeurs, que seulement pour lesdites causes & matieres, & non pour autre, il arête, ou a permis arêter lesdits marchands & sujets de l'un desdits Roi & Reine, comme il est dit ci dessus.

Car autrement il est convenu, acordé, & conclu, que lesdits Roi T. C. & serenissime Reine d'Angleterre, leurs hoirs & successeurs, seront tous deux mutuellement tenus de restituer & delivrer incontinent tous & chacuns les biens ainsi par eux arêtez & retenus, voire les convertir totalement à l'utilité & profit de ceux de leurs sujets respectivement, sur lesquels ledit Prince aura, comme est dit ci dessus, auparavant arêté ; ou permis être arêtez leurs biens, pourveu toujours que lesdits Roi T. C. & serenissime Reine d'Angleterre, leurs heritiers & successeurs, pendant & durant le tems que la justice d'un tel arrest fait par ledit Prince pour la cause ci-dessus, soit legitimentement par eux aprouvée, soient tenus arêter & retenir tous & chacuns les sujets dudit Prince, leurs biens, navires & marchandises, non seulement continuellement & de tems en tems, comme il est déclaré ci-dessus, mais aussi s'il advient que les biens des sujets de l'un des deux Princes ainsi arêtez comme dit est par ledit Prince, excèdent & surmontent le juste nombre, prix, & valeur des biens, pour raison & pretexte desquels ledit arrest étoit fait par ledit Prince ; alors lesdits Roi & Reine, leurs heritiers & successeurs, seront tenus de bailler & restituer aux sujets des deux Princes ainsi respectivement interessez, autant de biens des sujets dudit Prince par eux arêtez & retenus, qu'ils puissent monter & suffire pour leur juste satisfaction & recompense de la valeur, qui ainsi excède & surmonte.

Davantage, est convenu, acordé, & conclu, que si ledit Prince n'aura arêté, ou

E c c c . iij .

permis être arêtez justement, comme dit est, que cinq, ou pour le plus six marchands, sujets de l'un desdits deux Princes, leurs biens, navires, ou marchandises, & que cet arrêt soit fait pour un fait particulier seulement, & quelque privé interest, qui se débata entre eux, & ledit Prince ou ses sujets; que lors & en ce cas lesdits Princes, leurs hoirs & successeurs, ne seront point reputez être obligez en vertu des presentes, de proceder à aucunes admonitions, & detentions comprises en ce present traité.

Item. Afin qu'entre les Princes, & roiaumes de France & d'Angleterre, intervienne une plus étroite amitié, est convenu, acordé, & conclu, que les sujets de la Reine d'Angleterre aurent en France, au lieu & place que par ci-après sera acordé entre le Roi T.C. & ladite serenissime Reine, un magasin, étape, hanle, ou fondic de draps & laines d'Angleterre, ou autres marchandises, qui ont accoutumé d'être apportées de là en étapes, comme il avoit accoutumé d'être fait à Anvers, Bergues, & Bruges.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que le Roi T. C. permettra que les marchands Anglois aient quelque lieu ou maison, où ils puissent élire leurs gouverneurs, conseillers, & autres officiers à faire statuts, tout ainsi qu'ils souloient faire esdits lieux, & ce afin que mieux & plus honnêtement ils puissent vivre & converser ensemble.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que le Roi ni ses successeurs, ne permettra, ou permettront, que aucun sujet de la Reine d'Angleterre soit travaillé en son corps & biens, par les Inquisiteurs, ou par autre voie, pour occasion de la Religion à present reçüe en Angleterre; mais si quelqu'un s'etorçoit jamais sous quelque autorité de ce faire, S. M. le défendra & empêchera d'autorité roiale; & s'il est fait, pourvoira qu'il soit réparé: à la charge toutefois & condition, que lesdits Anglois se comporteront modestement.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, qu'il sera loisible ausdits marchands Anglois, étaller, vendre, & troquer leurs marchandises, & acheter d'un chacun, de quelque nation & lieu qu'il soit, & changer pour quelconques sortes de marchandises à tous les jours, fors que aux dimanches, & autres fêtes, esquelles il est défendu aux originaires & domiciliz du roiaume de faire trafic de marchandise.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que les gabelles, daces, preages, & autres droits, quelque nom qu'ils aient, soient certains & connus pour chacune sorte de marchandises, & qu'ils soient écrits autentiquement en un parchemin scellé du sceau du Roi, & bailliez à ladite Reine, ou à son Ambassadeur residant près ledit Roi, afin que ledit écrit soit mis es mains du gouverneur des marchands, en témoignage d'amitié perpetuelle; & qu'il ne sera loisible audit Roi, ou ses successeurs, augmenter lesdites charges, ni en imposer de nouvelles, sous quelque pretexte que ce soit, directement ou indirectement, sur les marchands ou marchandises d'Angleterre.

Et afin que les marchands puissent demeurer plus scûrement, & faire leurs affaires au profit de l'un & l'autre roiaume, est convenu, acordé, & conclu, que s'il survient dissension ou guerre entre les Rois de France ou d'Angleterre, ce que Dieu ne veuille, sera donné aux marchands sujets de l'un ou l'autre Prince, deux

mois, c'est à dire soixante jours après la guerre publiée dedans la ville, où ils habitent; pendant lequel tems ils pouront transporter, vendre, ou enlever seulement leurs marchandises, & autres biens: & si pendant ledit tems il est pris ou été quelque chose par l'un ou l'autre Prince, ou par quelqu'un de ses sujets, ledit Prince, & ses successeurs, sera tenu de leur restituer, ou faire restituer entierement.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que après que ledit magasin ou étape sera établi, es lieux desquels sera convenu ci-après, qu'en faveur du commerce & trafic les marchands Anglois, leurs facteurs, & tous autres sujets de la Reine d'Angleterre, disposeront à leur volonité, ou entre vifs, ou pour cause de mort, de toutes leurs marchandises, argent monnoyé, dettes, & tous biens meubles, qu'ils auront es pais de l'obéissance du Roi de France: & après leur mort, soit qu'ils aient testé, ou non, leurs heritiers succéderont selon les loix d'Angleterre, tellement que par droit d'aubaine leurs biens ne seront pas confisquez. Et semblablement les François disposeront de leurs biens, qu'ils auront en Angleterre, ou en autres pais de l'obéissance de ladite Reine d'Angleterre; & après leur mort, soit qu'ils aient testé, ou non, leurs heritiers instituez ou legitimes leur succéderont; pourveu toutefois que les testamens & prochaines successions, tant des sujets de la Reine d'Angleterre, que du Roi de France, soient legitimement prouvées, ou en Angleterre, ou en France, savoir est au pais d'icelui des deux Princes, où ils mourront.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que dedans quatre mois, à compter de la date du present traité, ou plutôt si faire se peut; sera avisé & arrêté entre ledit Roi T. C. & ladite serenissime Reine, du lieu où ledit magasin, étape, hanse ou fondic, sera mis & établi en France, & des immunités, libertés, privileges, & franchises, qui seront pour ce regard concédées aux Anglois en France: Et semblablement, de la quantité & qualité des gabelles, daces, peages, & autres droits, qui devront être pris sur lesdites marchandises: & aussi d'ôter ou moderer les charges, qui depuis quelques années ont été imposées & mises sur les marchandises & sujets de l'un ou l'autre Prince respectivement: & de tout ce en sera fait instrument autentique, & en bonne forme, qui sera baillé à l'un & à l'autre Prince, dedans le susdit tems.

Est davantage convenu, arrêté, & conclu, que dedans deux mois, à compter du tems que par instrument autentique aura été convenu & acordé, pleinement & particulièrement par l'un & l'autre Prince, ainsi qu'il est contenu au precedent article des trafics & commerces, que le Roi T. C. fera, que les Cours de Parlement de Paris, Roien, & Bordeaux, approuveront par jugement, homologueront, & ratifieront par la meilleure forme & maniere qu'il se pourra faire, toutes & chacunes les choses, desquelles il sera convenu & acordé, sur l'entrecours des marchandises & commerces. Semblablement aussi ladite serenissime Reine d'Angleterre fera qu'en la même sorte, & dedans la même tems, les mêmes choses seront ratifiées, confirmées, approuvées, & enregistrées pour signe de perpetuelle memoire es Cours du Banc commun, Banc de la Reine, ou en Chancellerie ou Archive, afin que toute difficulté & difficulté que l'on pourroit avoir maintenant soit ôcée, & que à l'avenir cette étroite amitié puisse passer sûrement, & parvenir aux successeurs.

Il est convenu, acordé, & conclu, entre lesdits Roi T. C. & serenissime Reine d'Angleterre, étant mûs pour plus grandes causes, de rendre en tranquillité l'état du royaume d'Ecosse, dissipé des différends, qui sont dans le pais, que ou par les moïens & remedes, qui ont été pensez jusques ici par lesdits Princes, pour la pacification dudit royaume, il se verra ne pouvoir rien avancer; en ce cas lesdits Roi T. C. & Reine d'Angleterre, ensemblement & conjointement, enverront le plutôt que la commodité le permettra, Ambassadeurs de plus grande autorité, lesquels interposant la faveur & puissance desdits Princes, auxquels la conservation & repos du royaume d'Ecosse, est en plus grande recommandation, que à tous autres Princes Chrétiens, mettront peine diligemment, & s'efforceront de tout leur pouvoir, de reconcilier l'un avec l'autre les Ecossois qui sont en débat; de façon qu'en toute la nation d'Ecosse, la paix ferme & generale soit restituée, & que ce royaume là puisse perséverer en la tres-ancienne amitié & confederation de ces deux Princes, & de leurs royaumes, & par ce moien, être remis en plus grande sûreté, & hors du danger des atentats & entrepries des autres Princes étrangers.

Item. Est convenu, acordé, & conclu, que lesdits Princes n'entreprendront aucune chose, directement ou indirectement, ouvertement ou secrettement, contre, au prejudice, ni dommage de la Couronne d'Ecosse, provinces & seigneuries dépendans d'icelle, mais plutôt feront & pourvoiront à tout ce qu'il apartiendra, pour la ruïtion & conservation dudit royaume, sans s'efforcer de changer l'état contre les loix publiques, coutûmes & ordonnances des Etats d'Ecosse. Et à ce que ce royaume se puisse mieux défendre en son état contre les étrangers, lesdits Princes s'emploieront de leur pouvoir conjointement, ou séparément l'un d'eux, du consentement toutefois de l'autre, ainsi que les affaires & occasions se presenteront, que nul autre Prince, ou aucune autre personne, sous quelque pre-texte ou couleur, n'envoie en Ecosse aucuns gens de guerre étrangers, secrettement ou apertement, pour faire la guerre contre ce royaume là, ou dans icelui, ou passer par icelui, ni qu'ils y fortifient aucun lieu ou port, ou qu'ils y favorisent & soutiennent aucun parti ou faction, contre la volonté desdits serenissimes Princes. Toutefois disant ladite serenissime Reine, que aucuns de la Nation Ecossoise, pleins de tres-mauvaise affection, avoient contre l'alliance & traité de paix, sollicité quelques Anglois rebelles, pour remuer de nouveau les choses en Angleterre; les aiant secourus de leurs moïens, & aidé pour les maintenir en leur rebellion; & non seulement cela, mais aussi aiant reçu en Ecosse un grand nombre de tels rebelles, & s'étant conjoints avec eux, gâté & pillé les frontieres d'Angleterre, tellement que ladite serenissime Reine d'Angleterre a été contrainte de les en chasser avec les armes, lesquels toutefois reçus derechef par lesd. Ecossois, étoient par eux aidez & fomentez: là dessus les aiant ladite serenissime Reine fait souvent avertir & requerir, selon la forme des traitez faits d'une part & d'autre, à cause dequoy est aussi ci-devant advenu, comme il étoit juste & licite, qu'elle avec les armes a contrainst les Ecossois de chasser & renvoyer hors ces rebelles Anglois: soit partant permis à ladite serenissime Reine, nonobstant cet article, que après les avoir fait admonester, suivant la forme de l'alliance & traitez faits & intervenus entre ces deux royaumes, de poursuivre avec les armes

& la force les Ecoſſois qui favoriseroient & recevront les rebelles du royaume d'Angleterre, étans à preſent en Ecoſſe, ou qui pourroient aller ci-après en Ecoſſe; afin que comme leurs traitez le portent, ou qu'ils lui livrent les rebelles, ou à tout le moins les chaſſent & excluent dudit royaume. Et ſi aucuns de lad. Nation avoient auſſi ſemblablement fait cette faute contre le Roi T. C. que d'avoir favoriſé ou retiré de ſes rebelles, ſoit ſemblablement permis audit Roi T. C. d'uſer de même droit que ſa Reine, pour châtier l'outrage: & toutes ces choſes ſe faſſent ſelon la forme des traitez d'entre ledit Prince & le royaume d'Ecoſſe.

Item. Eſt convenu, arrêté, & conclu, que ſ'il y a aucuns gens de guerre, ou garniſons envoiez en Ecoſſe par l'un ou l'autre deſd. Princes, ou ſi aucuns lieux & forterelles ſont par eux tenus en Ecoſſe, leſd. Princes revoqueront leſd. gens de guerre & garniſons, & laiſſeront leſdits lieux & châteaux en la poiſſance des Ecoſſois naturels, dans quarante jours, à compter de la date des preſentes.

Il eſt convenu, acordé, & conclu, que ce preſent traité d'alliance aura ſon ſens & intelligence, que montre & ſignifie la propriété & vertu des mots, & ne recevra aucune interpretation, qui poiſſe empêcher ſa force, forme, & effet, exprimez par ouvertes & ſimples paroles; mais toute ſubtile diſpute d'être, laquelle a accoutumé de renverſer la vraie & ſaine intention des contractans, ce qui eſt contenu, & exprimé de bonne foi par ces preſentes conventions & capitulations, ſera entierement & ſainement accompli & obſervé.

Leſquels pactes & articles ci-deſſus contenus, & chacun d'iceux, ont été traitez, acordez, paſſez, & ſtipulez reciproquement entre nous ſuſdits deputez & ambassadeurs, ès noms que deſſus, & en vertu de nos pouvoirs & commiſſions: Et nous deputez du Roi T. C. avons promis, que ledit Roi, nôtre ſouverain, s'obligera de les garder & obſerver, en touchant les ſaints evangiles, lors & quand il en ſera dûement requis par l'Ambassadeur, ou Ambassadeurs, pourvu ou pourvus de mandement ſuffiſant pour ce; & en outre, qu'il ratifiera, autorifera, & confirmera tous & chacuns les articles contenus au preſent traité, par lettres patentes ſignées de ſa main, & ſcellées de ſon grand ſceau; leſquelles lettres de ratification en forme ſuffiſante & valable, ledit Roi T. C. baillera, & délivrera de bonne foi, réellement & effectivement, dedans trois mois à l'Ambassadeur ou Ambassadeurs de ladite ſereniſſime Reine, qui ſera, ou ſeront pour ce regard garnis de ſuffiſans pouvoirs. Et ſemblablement nous ſuſdits Ambassadeurs de ladite ſereniſſime Reine, avons promis, que tout ce que par cet article ledit Roi T. C. eſt tenu de faire & accomplir, ladite ſereniſſime Reine, nôtre ſouveraine, ſera accomplira le même dedans le même tems, & en même forme & maniere.

*Contrat de mariage de Madame Marguerite, fille du Roi Roi Henri II.
avec Henri, Roi de Navarre, depuis Roi de France IV. du nom.
A Paris le 17. aoust 1572.*

*Navarre.
Mariage.
1572.
17. aoust.*

FURENT presens & comparurent en leurs personnes, Tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, Charles, par la grace de Dieu Roi de France; & Tres-haute, tres-excellente & Tres-puissante Princesse Caterine, par la même grace Reine de France, mere dudit seigneur Roi, en leurs noms, & comme stipulans en cette partie pour tres haute & puissante Princesse, Madame Marguerite de France, sœur dudit seigneur Roi, & fille de ladite Dame Reine, aussi presente, d'une part; & tres-haut & tres-puissant Prince, Henri, par la grace de Dieu Roi de Navarre, seigneur souverain de Bearn, Pair de France, Duc de Vendôme, d'Albret, de Beaumont, de Gandie, de Montblanc, & de Pagnafiel; Comte de Foix, d'Armagnac, de Marle, Bigorre, & de Rodez; Vicomte de Limoges, de Marsan, Laurrec; Gouverneur pour le Roi, & son Lieutenant general, & Admiral en Guienne; assisté de Monseigneur illustrissime & reverendissime Prince Charles, Cardinal de Bourbon, son oncle paternel, d'autre part: Lesquelles parties, de leur bon gré, ont confessé & confessent en la presence de tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse, la Reine Elisabeth, épouse & compagne dudit seigneur Roi; de tres-hauts & tres-puissans Princes, Messieurs les Princes de Condé, Duc de Montpensier, & Prince Dauphin, Princes du sang; de tres hauts & puissans Princes, Messieurs les Ducs de Guise, de Nevers, & d'Aumale; de Messieurs les Ducs de Montrency, Damville, de Colzé, de Tavanne, Marquis de Villars, Maréchaux; de Chastillon, Admiral de France; du sieur de Biron, Grand-Maître de l'Artillerie; de tres-hautes & tres-puissantes Princesses, Madame la Duchesse de Lorraine, sœur du Roi; Madame la Duchesse de Ferrare, tante dudit seigneur; & Madame Caterine, sœur dudit seigneur Roi de Navarre; Mesdames les Princesses de Condé, Duchesse de Montpensier, Princesses Dauphine, & de la Roche-Sur Yon, Duchesses de Guise & de Nevers, & autres Princes & Princesses, Seigneurs & Dames; à quoi aussi assisterent les Gens du Conseil dudit seigneur Roi de Navarre: auroient fait & font entre elles les traité, accord & convenances ci-après declarées pour raison du mariage, qui au plaisir de Dieu sera de brief fait & solennité en Sainte Eglise, entre ledit seigneur Roi de Navarre & madite Dame Marguerite de France. Duquel mariage les articles & convenances ont été ci-devant faits & passez en la presence de seutres-haute & tres-excellente Princesse la Reine de Navarre, mere d'icelui seigneur Roi de Navarre, & par elle signez; & suivant iceux a été accordé & arrêté ce qui s'ensuit.

C'est à sçavoir, que lesdits Seigneur Roi, & Reine de France, sa mere, ont promis & promettent donner & bailler, & de present donnent & baillent en nom & loi de mariage ladite Dame Marguerite, leur sœur & fille, à ce presente, de son bon vouloir, accord, & contentement, audit seigneur Roi de

Navarre, qui a promis & promet de la prendre à femme & épouse. Comme semblablement ladite Dame Marguerite, du consentement & autorité que dessus, a promis & promet de prendre, & dès à présent a pris & prend ledit seigneur Roi de Navarre, pour son mari & époux. En faveur & contemplation duquel mariage, & pour à icelui parvenir, ledit seigneur Roi a promis & promet bailler & delivrer en dot à madite Dame sa sœur la somme de trois-cens mille écus d'or sol valant au prix, que de present ils ont cours en France, suivant l'ordonnance du Roi, qui est à raison de cinquante-quatre sols l'écu, la somme de huit-cens dix mille livres tournois, & ce pour tous droits successifs, paternels & maternels, échus & à échoir; moiennant laquelle somme madite Dame ne pourra avoir, pretendre, ou demander autre chose quelconque des biens, hoirie, ou succession du feu Roi Henri, son pere, ni à l'avenir à ceux de la Reine, sa mere; à quoi dès maintenant elle a renoncé & renonce au profit dudit seigneur Roi, & de ses successeurs aians cause: promettant de faire semblable renonciation & quittance en bonne & valable forme, dès le lendemain de la solennisation & consommation du mariage; à quoi faire ledit seigneur Roi de Navarre s'est tenu l'autoriser. Pareilles renonciations & autorisations seront faites par lesdits conjoints, si-tôt que madite Dame & ledit seigneur Roi de Navarre seront parvenus en âge de vint-cinq ans, & auront icelui accompli. Et pour ce que les grans & urgens affaires dudit seigneur Roi, l'incommodité du tems & les dépenses qu'il lui convient supporter, ne lui peuvent permettre, de lui faire delivrer en argent comptant ladite somme de trois-cens mille écus, comme il desireroit bien le pouvoir commodement faire, ledit seigneur fera employer; mettre & assigner ladite somme de trois-cens mille écus en constitution de rente au denier douze, sur l'Hôtel de ville de Paris, & en sera créé & constitué rente, valant à la raisonque dessus, la somme de soixante-sept mille sept-cens livres tournois par chacun an; des revenus & arretages de laquelle rente ladite Dame jouira par ses mains, pour la dépense & entretenement ordinaire de sa maison: desquels trois-cens mille écus les deux-cens lui sortiront nature de propre à ladite Dame, ses successeurs & aians cause; & les autres cent mille écus demeureront en nature de meubles, & tourneront au profit de la communauté d'entre lesdits époux. Et sera ladite rente ainsi constituée sur ledit Hôtel de ville dedans le jour des épousailles, en la même forme & maniere que les autres constitutions, qui ont été faites par ci-devant, & avec les assignations de certain fonds de revenu annuel, & obligation subsidiaire des recettes generales dudit seigneur, même de celles de Guienne, Poitou, & Auvergne, dont il obligera spécialement le revenu, & generalement tous & chacuns ses autres biens presens & à venir, pour la seureté & paiement de ladite rente & principal d'icelle. Lesdits Roi de Navarre & madite Dame Marguerite dès le jour qu'ils seront époulez, seront uns & communs en tous biens meubles & conquests immeubles faits durant & constant ledit mariage. Et pour la singuliere amour, que ladite Dame Reine porte à madite Dame sa fille, elle a promis de lui donner la somme de deux-cens mille livres tournois, laquelle sera pareillement employée en rente sur l'Hôtel de la ville de Paris, pour être propre à ladite Dame, ses successeurs, & aians cause, de laquelle elle jouira par ses mains pour l'entre-

Ffff ij

tenement de son état ; & pour le paiement & seureté , tant du principal de ladite somme de deux-cens mille livres , que de la rente d'icelle , ladite Dame Reine obligera & obligé dès à présent tous & chacuns ses biens ; & mesdits seigneurs Ducs d'Anjou & d'Alençon promettent aussi bailler à madite Dame leur sœur , chacun , la somme de vint-cinq mille livres , & faisant ensemble la somme de cinquante mille livres , qui sera employée en rente & revenu annuel , qui demeurera propre à ladite Dame & aux siens. Semblablement mesdits seigneurs Ducs d'Anjou & d'Alençon , pour le paiement & seureté , tant du principal de ladite somme de cinquante mille livres , que de la rente d'icelle , chacun particulièrement , pour la somme de vint-cinq mille livres , obligeront & obligeront dès à présent tous & chacuns les biens.

Et pareillement est convenu & accordé , que en cas de dissolution dudit mariage par le trepas dudit seigneur Roi de Navarre , ladite Dame survivant , soit qu'il y ait enfans , ou non , il sera en son choix & option de se tenir à sa communauté , ou de renoncer à icelle. Et en cas de renonciation , elle demeurera franche & quitte de toutes dettes & hipotèques de ladite communauté , encore qu'elle se fût obligée durant ledit mariage. Et pourra néanmoins ladite Dame reprendre deux cens-cinquante mille écus , desdits trois-cens mille écus à elle donnez pour son dit dot , par ledit seigneur Roi , avec lesdits deux-cens mille livres tournois à elle donnez par la Reine sa mere ; & les cinquante mille livres tournois , aussi à elle donnez par Messieurs ses freres , & tous les autres biens , qui lui pourront être échus & venus durant le mariage par succession , donation , ou autrement : & reprendra particulièrement son doüaire , & tous ses habillemens , bagues , & joiaux , & vaisselle d'argent servans & destinez à sa personne & à son usage ordinaire , à quelque somme qu'ils se puissent monter ; ensemble les bagues & joiaux , qui lui auront été donnez par ledit seigneur Roi de Navarre son mari. Lesquels pour obvier à toute doute à l'avenir , seront mis par inventaire ; & avenant le cas , que ladite Dame decede avant ledit seigneur Roi de Navarre son mari ; & que dudit mariage , n'y eût enfans , les successeurs & aians cause de ladite Dame , auront & recouvriront toutes les bagues & joiaux par elle apportez , & contenus en l'inventaire , qui en aura été fait avec ledit seigneur Roi de Navarre ; pourvu toutefois qu'elle n'en eût autrement disposé ; aussi les deux-cens mille écus à elle constitués en dot , & qui doivent demeurer propres à elle & aux siens ; ensemble les deux-cens mille livres à elle données par la Reine sa mere ; & les cinquante mille livres aussi à elle données par Messieurs ses freres ; & outre ce , tous les autres biens immeubles , qui seront venus & échus à ladite Dame par succession.

Est aussi convenu & accordé , que audit cas que ladite Dame decede avant ledit seigneur Roi de Navarre , son mari , & de leur mariage y eût enfans , le gouvernement & administration des biens délaissez par ladite Dame demeurera audit seigneur Roi de Navarre jusqu'à ce qu'ils soient en âge ; savoir les mâles de dix-huit ans , & les femelles de quinze ans ; sans qu'il soit tenu de rendre compte ; pourvu toutefois qu'il entretienne lesdits enfans selon leur qualité , & qu'il supporte les charges de la maison , & satisfasse à icelles. Semblablement , au cas que ledit seigneur Roi de Navarre predecédât ladite Dame , & qu'il y

eût enfans de leur mariage, elle aura l'administration & gouvernement de leurs personnes, & biens, meubles & immeubles, tant qu'elle demeurera en viduité, jusqu'à ce que lesdits enfans soient parvenus en âge, les fils à dix-huit ans, & les filles à quinze ans; sans que ladite Dame soit tenuë d'en rendre compte, ni paier aucun reliqua; pourvû aussi qu'elle entretienne & nourrisse lesdits enfans, qu'elle soutienne & garde les droits, & satisfasse aux autres charges de la maison. Et a ledit seigneur Roi de Navarre doiüé & douë ladite Dame son épouse de la somme de quarante mille livres tournois de rente & revenu annuel, pour en jouir par elle sa vie durant, lors que doiüaire aura lieu; & ce sur le duché de Venomois, ses appartenances & dependances. Et où le trouveroit ledit duché ne valoir de revenu annuel ladite somme, sera fait supplément jusqu'à concurrence de ladite somme de quarante mille livres, sur le duché de Beaumont, & autres terres & seigneuries, plus commodes à ladite Dame, à son choix & option; laquelle audit cas pourvoira & nommera à tous offices & bénéfices d'icelles seigneuries, qui lui seront baillées en assignation de sondit doiüaire, & aura en icelles tout pouvoir & juridiction, avec les ville & château de Vendôme pour son habitation, qu'on lui meublera de tous meubles, ornemens, & ustanciles jusqu'à la somme de trente mille livres; sans que ladite ville & château ainsi meublez que dit est, soit comptée ni vienne en diminution du revenu dudit doiüaire; ni que pareillement la faculté de pourvoir audits offices, lui soit en rien comptée.

Item. Pour ce que par lesdits articles ainsi accordez avec ladite defuncte Reine de Navarre, étoit remis à son bon vouloir, & dudit seigneur époux, de donner à madite Dame en faveur de mariage des bagues & bijoux de telle qualité, & pour le prix qu'il lui plairoit, & que ladite Dame est decedée sans en faire declaration: A été accordé, que ledit seigneur Roi de Navarre donnera à madite Dame en faveur de mariage, pour trente mille écus de bagues & bijoux, & outre ce l'anneau des épousailles, ou est enchassé un diamant de la valeur & estimation de dix mille écus; lesquelles bagues ainsi données par ledit seigneur Roi de Navarre en faveur dudit dudit mariage, seront comme dit est, mises par inventaire; & pour ce qu'à present étant ladite Reine de Navarre decedée, tout le bien paternel & maternel est demeuré és mains dudit seigneur Roi de France,

A été accordé, que pour donner à ladite Dame meilleur moien de maintenir son état, selon qu'il est convenable à sa grandeur & dignité, ledit seigneur Roi de Navarre lui delaissera & delaisse dès à present la jouissance libre des fruits, profits, & revenu du comté de Marle & châtellenie de la Fere, châtellenie de Han, Salny, Somme, Bohaim, Beaulennoir, & generalement de toutes les autres terres & seigneuries, qu'il a en Picardie, avec la disposition des offices & benefices, & de toutes choses dependantes desdites terres & seigneuries, sans en rien reserver, pour d'icelles jouir par ladite Dame durant & constant ledit mariage par ses mains, & par ses officiers: & où aucunes desdites terres & seigneuries, seroient baillées en partage par ledit seigneur Roi de Navarre à madite Dame Catherine sa sœur, icelui seigneur Roi sera

tenu d'en laisser d'autres à madite Dame son épouse, de pareil revenu, valeur, & estimation, pour en jouir, ainsi que dessus est dit; doit ledit seigneur Roi frere de ladite Dame, & ladite Reine sa mere, seront premierement avertis.

Item. Est accordé en faveur & contemplation dudit mariage, que le premier fils descendant dudit seigneur Roi de Navarre & de madite Dame, sera heritier universel dudit seigneur Roi de Navarre; & s'il y a plusieurs enfans, les autres auront leur legitime aux biens étans és pais de droit écrit; & pour le regard de ceux, qui sont és pais coutumiers, partageront comme puînez, selon les coutumes des lieux. Et au cas que le premier fils ainsi declaré heritier universel mourût sans enfans, ledit droit d'heritier universel sera devolu à l'autre fils aîné d'âge procréé dudit mariage; & ainsi consecutivement de fils en fils habile à succeder; & en deffaut de mâle, à la fille aînée dudit mariage, & ainsi consecutivement de fille en fille, comme est dit des mâles. Et avenant, que ledit seigneur Roi de Navarre survêquit ladite Dame, & convolât en secondes nocces, n'ayant enfans mâles du premier mariage, mais seulement des filles, & qu'il y eût des enfans mâles dudit second mariage; & en ce cas la seigneurie de Bearn sera & apartiendra après le decès dudit seigneur Roi de Navarre à la fille aînée du mariage de lui & de ladite Dame, suivant le contenu des fors & coutumes de Bearn, & sans prejudice de la legitime de ladite fille aînée, és biens dudit seigneur Roi de Navarre, situez & assis és pais de droit écrit, & de telle part & portion qui lui pourra appartenir és biens assis és pais, selon les coutumes des lieux. Aussi au cas que ledit seigneur Roi de Navarre decede le premier, & qu'il y ait enfans de leur mariage, & que lad. Dame convole en secondes nocces, dont elle ait pareillement enfans; néanmoins les enfans issus du mariage dudit seigneur Roi & d'elle, soit mâles ou femelles, ou les descendants d'eux, succederont & seront heritiers de la moitié de tous les biens, tant meubles qu'immeubles, presens & à venir, de ladite Dame, de quelque part qu'ils soient venus & échûs; ledit seigneur Cardinal de Bourbon en faveur & contemplation dudit mariage, & pour l'affection qu'il porte audit seigneur Roi de Navarre son neveu, a confirmé & confirme à son profit les donations & renonciations aux successions, tant paternelles, que maternelles, ci devant par lui faites en faveur dudit deffunt Roi de Navarre son frere. Et outre a donné & quitté audit seigneur Roi ce qui lui est dû de reste de la somme de cent mille livres, pour la transaction faite & passée à Paris

& par laquelle il a été accordé entre la feuë Reine de Navarre, mere dudit seigneur Roi, & ledit seigneur Cardinal de Bourbon, pour la succession de la Maison d'Alençon, & specialement pour les terres de Châteauneuf en Thimerais.

Car ainsi a été le tout dit, convenu, & expressément accordé en faveur dudit mariage, qui autrement n'eût été fait, nonobstant uz, stile, & autres choses à ce contraires, à quoi lesdites parties ont dérogé & dérogent pour ce regard. Lesquels presens traités, dons, douaire, promesses, convenances, & toutes & chacunes les autres choses susdites, & chacune d'elles endroit foi, promettent & jurent par la foi & serment de leurs corps, pour ce par elles & chacune d'elles mis & baillez corporellement en nôtre main, avoir & tenir pour agreables,

femmes, & stables à toujours, sans jamais par elles, aucune d'elles, ou par autres, aucunement, y contrevenir, ains rendre, paier, & bailler chacune d'elles à l'autre à pur, & sans plaids & procès, tous coûts, frais, dommages, & interests, qui faits, eüs, soufferts, & soutenus, seront par l'une d'elles, au défaut, & par le fait & coulpe de l'autre, par défaut des choses susd. ou d'aucunes d'icelles non faites, tenues, entretenues, & non dûement accomplies par la maniere que dessus, & en ce pourchassant & requerant, sous les obligations & hipotèques de tous & chacuns leurs biens, & ceux de leurs hoirs, & aians cause, meubles & immeubles, presens & à venir, que lesdites parties, & chacune d'elles endroit soi, en ont soumis & soumettent pour ce du tout à la justice, correction & contraintes de toutes juridictions, où trouvez seront, sans que la speciale & generale déroge à l'autre : & renoncent en ce faisant à tous reliefs, repits, & toutes autres choses generalement quelconques à ce contraires, & au droit disant, generale renonciation non valoit. En témoin dequoi, nous notaires, & secretaires dudit Seigneur, de la Maison & Couronne de France, ses Conseillers & Secretaires d'Etat & des Finances, avons le present contrat, qui fut fait & passé, & lû en la presence de leurs Majestez, & des Princes & Seigneurs dessus nommez, au chateau du Louvre en la ville de Paris, reçu & signé par commandement de Sadite Majesté, le 17. jour d'aoust 1571. Ainli signé, DE NEUFVILLE, & BRULART.

Registré en la Chambre des Comptes du Roi nôtre Sire, en vertu des lettres patentes de Sa Majesté, du 23. juillet dernier, le secieme jour d'aoust 1576. Signé, DE LA FONTAINE

*HARANGUE DE JEAN DE MONTLUC, EVESQUE
de Valence, faite en 1573 au Polo, pour inviter la Noblesse
Polonoise à élire le Duc d'Anjou Roi de Pologne.*

SI quanta terrarum interest, inter nos Gallos, vestramque gentem, Poloni, tanta foret amicitiæ separatio, numquam Rex Christianissimus, & vobis dolentibus post obitum Sigismundi Augusti Regis vestri condoleret, & in tam arduo negotio vestro, cum unum queritatis, qui omnibus rectè impetret, paria vestra vota huic reipublicæ obulisset. Verum cum de vestra gente semper Rex noster cogitaret, quod ea sola è tantis provinciis singulari Dei beneficio relicta sit, quæ ad sustinendos pariter & retundendos ferocissimarum gentium impetus, ad reliquias Christiani orbis conservandas, velut arx quædam & munitissimum propugnaculum haberetur, atque ideo omnes Christianos Principes vobis amicos esse debere prudentissime judicaret; & quia sic judicavit, nulli unquam primas in eo concedere voluit. Nec alia de causâ ad vos missi sumus oratores, quàm ut veterem amicitiam, quæ Gallis intercessit vobiscum, colligare Christianissimus Rex; aut si ita vobis videretur, novo quodam vinculo eam sibi jungere ac stabilire posset. Hoc quoque scire vos cupit, ut si quid interregni hujus tempore, aut periculi, aut incommodi vobis impenderit, aut ad illud effugiendum amicorum operâ vobis opus esse judicaveritis, quidquid opum viriumve per se, aut per amicos habet, quidquid Gallici nominis

*Pologne.
1573.*

valere potest autoritas, ea vestra esse omnia intelligatis. Postremò, si in ea deliberatione, quam de rege habituri estis, exterorum Principum, (nobis ita statutibus) mentionem fieri contingat, fratrem Christianissimum HENRICUM ANDRIUM, Borboniorum, & Alvernorum Ducem, inter purpuræ competitores, ut admittatis, vehementer rogat. Hæc sunt legationis nostræ cupia, in quibus ego exorandis, non dolo, non insidiis, aut secretis internuntiis, non fictis verbis, ad tempus tantum accommodatis, non ambiciosiis precibus, non sparsis famosis libellis contra competitores alios, non inanibus promissis, quæ præstita admodum sunt difficili, aut omnino impossibilia. Sed Gallus homo cum sim, & ideo simplex & candidus, verè, sincerè, & candidè vobiscum agere institui. Et quemadmodum prudentes patresfamilias, de facultatibus illius, cui filia nuptui est danda, agitur, primum de animi & corporis dotibus, postremò de bonis fortunæ, accuratè inquirere solent; ita ego primum de illustrissimi Ducis origine, nobilitate, ætate, moribus, de ingenii dexteritate, atque in rebus gerendis exercitatione, & in re militari petitiâ; deinde quæ vos ab eo, ad res vestras constituendas, commoda sperare possitis, quàm paucis potero complectar. Multa ego in rebus vestris præcipua, summa cum admiratione observare soleo, quibus quidem effectum esse existimo, quòd vos ferè soli, Regis eligendi facultatem, & cætera libertatis ornamenta ad hanc usque diem constanter retinistis; ceteræ autem gentes, aut saltem aliquæ, quæ & ipsæ liberæ, & sui quoque juris fuerant, libertatibus suis nunc exutæ, humi prostratæ jacent, & tanquam cadavera extinctæ libertatis, à prætereuntibus, non sine stupore spectari solent. Illud primum est, quod Comitia vestra numerosissima, ad quæ tanta Nobilium multitudo confluere solet, à peste illa, id est, à largitionibus, & corrupele, quæ Romana comitia infecerant, fuisse semper ac sunt alienissima, atque inde magnam vestro nomini, integritatis, ac erga patriam fidei gloriam comparastis. Altero loco concordia, & animorum vestrorum societas constitui debet, quæ res vestras ad id quod optabatur felicissimè perduxit. At illud summum, quod ego mirari soleo. Cum majorum, vestrorum suffragiis reges illi electi fuere, qui cum potentissimis regni hostibus bella diutissimè gesserunt, qui irumpentem in Poloniam Barbarorum colluviem armis suis represserunt, & provincias ademptas regno vestro adjunxerunt. Germanos præterea, Ungaros, Boemos, Tartaros, Moscovitas, (populos certè ferocissimos,) toties fugatos, atque castris exutos, ad proprias sedes redire cogerunt, hoc verò aliud quid est, aut dici debet, quam vestra in regibus eligendis felicitas? Et eandem vestro officio nunc adfuturam precamur ex animo. Id autem est, quod in tanta competitorum ubertate, quem principem sumere debeatis, vix sine labore & animi molestia statuere poteritis. Dum enim ad purpuram contenditur, quique probos se venditant, aut rectos, pari ambitu sua, quæ cum virtute conjuncta in conspectu populi sili, ac minima vitia tegi desiderant, ut in ea falsâ multorum probitate, plerumque optimo regnum dari videatur, cum datum fuerit secus accidat; gentis tamen claritas, generis splendor, non immatura annis ætas, morum non ficta probitas in republica administranda exercitatio, & rei militaris usus atque felicitas, in eo semper quærabantur, ad quem principatus deferri deberet. Hæc qualiter se habent in Duce Andrium, videte. Is è Valsiorum magna susceptus domo

domo, quæ à sexcentis annis, continua regum successione, Galliam sub scepttris habuit, & nunc feliciter tenet, quæ non apud vicinas gentes tantum laureas sibi parare voluit, sed extra Europam velut domo egressa, Africam Aegyptum, Palestinam, Syriam victoriis oberrando, orbis triumphos egit. Cum verò de Valsis me loquentem auditis, eos natione Gallos esse, aut jam scitis, aut facile conjecturamini. Cui genti nullæ unquam vobiscum intercessere inimicitie, nullæ similitates, aut controversiæ, tum quia propter magnam morum similitudinem, magna inter Nos Gallos, & Vos Polonos fuit animum conjunctio; tum quia à vobis longius disiti, remotius à causis injuriarum absumimus. Accidit verò, ut quorum collimitanea imperia certi termini, eorum & amicitias separent. Magnum credite mihi momentum est, ad bene habendam rempublicam, ex amica gente (datur enim sepe populi in alium populum natale odium) Reges sumere, qui ut amici vos regant, non ut hostes: proclive autem est eos semper fore amicos credere, qui nusquam antea fuere inimici, qui verò dissimulata suæ gentis odia & vindictam ad principatum ferunt, ii Tarquiniorum filii sunt futuri. Nec satis quidem fatear in amica gente Principes quætere, ni qui quæritur prudens sit aut rectus, æquè enim ut hostis rempublicam evertit, qui ejus leges & libertatem destructum sit, ac ille qui prudenter tueri ignorat quæ ad universorum salutem. Nec mihi quoque sufficit dicere, Henricum Andium Ducem, natione, vobis amica, Gallum esse, ni edoceam qualis ipse sit, & faciam sanè. Non improbo consilium vestrum Poloni, qui in eligendis Principibus vestris ætatis potiorem rationem habetis; scitis quàm periculosum accidit reipublicæ, eum regem habere, qui & rectore ipse eget, & cum consulitur, ob fluxam ætatem, nec humanis casibus diutius probatam, proba seligere ignorat. Henricus autem annos tres & viginti natus, sceptrorum capax est. Ni tam bona ætas regno sufficit, illud sufficiet, cum judicio prætergressus est ætatem. Non ego fignenta ducam ob oculos, non de hoc Principe bona loquar, ut cum illis calumniatoribus contendam, qui lingua & calamo venali bonum principem nuper infectati sunt; sinam mordaces linguas & calamos libere loqui, & in laude Henrici reputabo; desideratur ad majorem perfectionem virtutis, adversarium habere, ut æquè virtus sit calumniatores modestè tulisse, ac alia rectè fecisse. Loquat ergo ideo, ne quæ in alto conspici digna, ea in obscuro ignorantie lateant. Dux Andium in reipublicæ administratione à pueritia educatus, Consilio fratris angustiori semper interfuit, in quo de pace, de bello, de fratribus, de peditatu, equitatu, stipendiis militum, de arcibus munendis, & aliis publicis negotiis agitur. In his prima juvenia Henrici versata est; regni totius postea, sic judicante Rege fratre, abhinc quinquennium, curam suscepit, adhibitis tamen prudentioribus consiliariis, quos sibi dari voluit, ne aut superbus videretur, aut perversus, qui consilium sibi dari nolleret; aut insolens, si per se omnia ageret; tum ille didicit momenta temporum reipublicæ notare, animos vulgi noscere, delictis poenas statuere, Virtuti justa dare præmia. Verùm à vobis, velut à martia gente, expectari video, ut de prudentia rei militaris loquar; nam vestra res semper armis stetit, & potissimum regum virtutem ducitis scientiam bellandi. Scitote quæso, eum vos habituros principem, si forte habere vultis, qui adolescentiam totam in castris egit, qui ad famem,

situm, vigilias, algores, imbres, calores, ad injurias cœli tolerandas callum obduxit; cum dico esse, qui præstantissimorum ducum, quos secum habuit, consiliis & consuetudine, ex usu præterea & exercitatione didicit castra metari, vallum ducere, urbes obsidere, capere & retinere, signa cum hoste conferre, repentinos impetus intrepide retundere, vincere, & victoriâ uti. Quod optabam jam assecutus sum; principem vobis indicavi, qui regias dotes complexus est. Lingua tamen vestra ignorantiam, velut certum impedimentum, nonnulli obijciunt: credite mihi Gallicam gentem, ut moribus vestris coræqualem, sic lingue perquam capacem. Utiq; scitis Gallum fuisse, qui triennium apud vos versatus, sermonem Polonum grammaticis legibus primus subdidit; sufficiens huic bono Principi, non anni sed menses, quantum ad subditorum querelas intelligendas, & negotia publica tractanda opus habebit. Expedita alicujus linguae notitia Episcopis, concionatoribus, oratoribus, causidicis, maximum necessaria est, verum principibus non adeo; capite hi, non lingua, populos regunt. Sed est hoc tamen in principe aliquid impedimenti. Utiq; Reges vestri non soli, sed vestro consilio adjuti, in Senatu de rebus statuant; vos autem latine, italice, imo etiam gallice loqui consuestis; quibus linguis Dux Henricus tantisper vobiscum utetur, dum linguae Polonae usum assequatur.

Ut jam de commodis loquar, illud primum & maximum occurrit, nihil vestram rempub. accepturam incommodi, Henrico Rege. Hoc certe aliquid est? Imo verò permagni momenti esse vos ipsi judicabitis. Fieri enim posset, ut aliquis Princeps, prudens aliàs & bonus, periclitari tamen vestrum regnum sinat, præsertim is, cui cum principibus potentissimis inimicitia, & de finibus antiquæ controversiæ intercedunt. Talis certe si Rex vester crearetur, vires vestras ad sua, & quæ sunt suorum, tuenda converteret; ille certe, qui amici vestri antea fuerant, hostes ut essent infensissimi, efficeret; ille vos, qui in pace & otio sub alio Rege vivere potuissetis, in molestias & pericula conjiceret. Verum huic Principi de quo loquor, nullæ extant cum alio principe inimicitia, nullæ de provinciarum finibus, veluti Imperator Romanorum respectu Hungariæ, cum Turca in quaestione est, controversiæ; ut quidquid, aut hoc regnum habet potentia, aut ipsius Duci inest viriam, totum stare debeat pro commodis & inolemitate vestra. Minimum præterea sperare vos utilia velim, Poloni, ab eo principe, cui, quia vicinus vobis & potens, quia suarum terrarum vires ad vos tuendos facilius è vicinia educere posset, purpuram ideo offeratis vestram. Speciosa hæc sunt magis quàm utilia, & sperari possunt, non obtineri. Scilicet ex vires pro vobis, non contra vos futura, ut defendant libertatem, non ut opprimant? Cuique dominanti naturale est velle absolutum fieri, vos autem liberi sub principibus esse cupitis; & quia vestrismet viribus contra non potestis, commo-distima foet principi ad vos opprimendos, hæreditaria in proximo potentia; sic qui liberos vos acciperet sub regimen, servus imperaret victor. Magis autem persuasum esto, prudentes, fortes, multos principes, quàm potentes quæretis; utique tot oculis, nullis fœderibus sine aut vicinorum subsidio adjuti, domesticis viribus hostium potentiam infregistis, ex parva republica maximam effecistis. Dux quidem audium, & sui potentia magnus est, & Regis fratris amicitia potens; verum quia hæc à vobis dissilia, tot terræ, monies, tot fluvii in-

terjacent, ideoque, si illud suspicamini, minimùm sunt nocitura. Neque taliter tamen mea verba norate, ut minimum præsidii ab illis terris sperare possitis, quis dico longius à vobis distitas, imò verò maximum. Quantum creditis vobis commodi assaturum, cùm omnes annui proventus in hoc regnum importabuntur, nec aliter vobis eveniurum est, quàm si novas aurifodinas benignior tellus vobis aperiret? Hinc ille, privato sat dives ære, regni hujus proveniunt, quos regie mensuræ vocatis, militi scribendo asservabit. De dignitatibus autem & præfecturis, tum aliis præmiis, quæ prudens respublica benemeritis civibus paravit, quieto & securo animo vos esse oportet. Habet Henricus octo provincias hæreditario jure acquisitas, ubi Episcopatus sunt 1x. Abbatiæ circiter c. c. Prioratus circa mille. Item præfecturæ, magistratus quamplurimi, hæc ille præmia suæ gentis hominibus abundè distribuet, vestra vobis asservabit, cùm & mos patris, & leges non aliter velint. Dicitur enim lex vestra: *Ne ulli honores respublicæ & præmia ad extraneos deferantur, præterquam ad eos, qui è Polonis orti nobilibus.*

Classem præterea validam suis sumptibus instruet, quæ viribus ad hæc vestrorum Cosacorum freta, dominium Sinus Baltici facillè tuebitur. Item Cracoviensem Academiam proventu & doctoribus reficiet, ut pars juventutis vestræ, artium studiis; pars altera omnium armorum genere instruat: quo in loco, aut in Gallia, si ita vobis videbitur, centum è vestra juventute nobiles suis sumptibus erudiendos curabit. Insuper, si ad bellum propulsandum peditatu opus habebitis, sclopetariorum quatuor millia è Vasconum gente, ad vos per naves transmittet, & suis sumptibus toto bello sustentabit. Quanti verò æstimabitur regni Galliæ perpetuum & inviolabile vobiscum fœdus, Gallici præterea populi societatem, unde mercatores gallicas merces, quibus care e non potestis, ad vos deferent; vestri item, reciproco commercio, ea quibus maximè abundatis, summo utriusque gentis commodo in Galliam exportabunt.

De privilegiis & immunitatibus vestris ut loquar, non est mei m, vestra hæc sunt, non nostra; quale regnum & rempub. electo tradideritis, talem recturus & habiturus est. Hæc quæ à me dicta sunt, longiori sermone opus haberent, verùm ut brevius agam, si Ducis Andium vobis grata fuerit persona, aut per litteras, aut per delegatos vestros, cum eo accuratius agemus; interim, si de fide nostra, de quo aimus, dubitatur, nos legatorum personam depositam, in arce custodiri non abnuimus. Itaque tu, magne Senatus, vosque liberi Equites, quod fasculum felixque sit republicæ vestræ, Henricus, Andium, Borboniorum, & Alvernorum Dux, à Rege Christianissimo vobis offertur per nos legatos. Hunc ad rempublicam administrandam institutum & paratum, tanquam vobis natum, in filium assumite. Non ille certè est uti alii, qui solo oratorum aspectu regnum obtinere sperant, sed uti omnia sua vobis offert, sic, si in Regem eligatur, consilia sua omnia ad regendam hanc rempublicam adhibebit, ne vos facti unquam pœniteat.

*Articles & conditions acceptées par les Ambassadeurs du Roi Charles IX.
& de Henri, Duc d'Anjou, avant que le Rolo procédât
à l'élection dudit Duc.*

Pologne.

1573.

1. **F**œdus perpetuum inter Galliz & Poloniz regna, atque eorum provincias omnes, hominesque in eis degentes, constare debet.
2. Si quispiam hostium hoc regnum Poloniz magnâ aliquâ vi adoriri vellet, Rex Christianissimus peditatu, aut, si ita Statibus videbitur, pecuniis republicam juvabit. Quemadmodum etiam vicissim Galli, si Polonico equitatu egeant, à Polonis adjuvabuntur.
3. In usum belli contra Moscorum Principem, quatuor millia Vasconum peditum, quibus stipendia in sex menses Christianissimus Rex persolvere debebit, cum Statibus videbitur, in Poloniam transmittet. Quamprimum Rex electus in regnum venerit, classem suo sumptu instruet, ad tuendum dominium Maris Baltici, tum ad impediendam Narvicam navigationem; seu etiam ad illum portum regno acquirendum ea classi utetur.
4. Emporium nobile in portu aliquo Gallico mercatoribus & mercimoniis Polonicis aptum serenissimus Rex instituere curabit, similiter & commerciorum mutuum usum ordinabit.
5. Singulis annis, quoad vivet electus Rex Poloniz, ex redditibus suarum provinciarum C D L. millia florenorum in regnum hoc importabit.
6. Debita per Sigismundum Augustum patris memoriz facta, aut etiam à morte illius, usque ad adventum ipsius serenissimi electi Regis, reipublice causa contracta, Rex persoluturus est suo æte.
7. Academiam Cracoviensem restaurabit, & proventu ditabit.
8. Centum juvenes nobiles, vel in eadem Cracoviensi Academia, vel Parisiis, prout respublica judicaverit, in re literaria suo sumptu erudiendos curabit.
9. Nullos privatos homines secum in Poloniam ad inhabitandum adducet, præter paucos, quorum opera in ministerio domestico uti possit.
10. Hæc & alia omnia, quæ Legati in sua oratione, nomine serenissimorum principum suorum, reipublice obtulerunt, ad effectum deducuntur. Item omnia jura, privilegia, libertates, prærogativas, unicuique statui & homini, incolis Regni, magnique Ducatus Lituaniz, & omnium provinciarum illis adjunctarum, sive generaliter omnibus, sive specialiter singulis, per serenissimos Reges, & alios Principes antecessores concessas, vel quovis alio nomine quasitas, ac diuturno usu approbatas, sive etiam nunc circa electionem Regis, ex unanimi & concordii omnium Ordinum assensu sancitas, integrè & inviolabiliter servabit, juramento corporali juxta sibi traditam formam, ante inaugurationem sive coronationem sui, confirmabit, & licetis necessariis munit.

Confirmation & ratification faite par Henri, élu Roi de Pologne, des articles accordés entre les Ambassadeurs du Roi Charles IX. & les Etats de Pologne avant son éléction. A Paris dans l'Eglise de Notre-Dame, le 10. septembre 1573.

HENRICUS, Dei gratiâ electus Rex Poloniæ, magnus Dux Lithuaniz, &c. necnon Borboniorum, Andium, Alvernorum Dux, Comes Marchiz, Foresti, Quercii, Roverii, Monforti. Significamus hisce litteris nostris, quorum interest universis, quod post mortem olim serenissimi principis domini Sigismundi Augusti, Regis Poloniæ, & magni Ducis Lithuaniz, serenissimus princeps dominus Carolus, Dei gratiâ Francorum Rex Christianissimus, atque frater noster, nosque unâ cum Majestate ipsius, miseramus ad Ordines & status regni Poloniæ, reverendissimos & magnificos viros, Joannem Montlucium, Episcopum Valentiz, consiliarium Consilii secretioris Franciæ; Egidium Noallium, Abbatem Insulæ, libellorum supplicum in regno Franciæ Magistrum; & Guidonem Sangelasium Lansacum, Camerarium Christianissimi Regis fratris nostri, & Ordinis ejusdem equitem, & Senescallum Aginensem, oratores & commissarios utriusque nostrum, ut de nobis in locum præfati domini Sigismundi Augusti, Regis & magni Ducis, sufficiendis, atque in Regem assumendis agerent, divinique numinis instinctu in comitiis electionis regis sub VVaravia habitis, Ordines regni Poloniæ ac magni Ducatus Lithuaniz, nos Regem creasse, conditionibus & articulis inter eos Ordines ac oratores nostros ibidem conclusis intervenientibus, quorum quidem tenor de verbo ad verbum sequitur, & est talis.

*Polone:
1573.
10. septembre.*

Articuli pactorum conventorum inter illustrissimum & amplissimum Senatum ac Ordines regni ab una; & oratores Christianissimi Galliarum Regis, & serenissimi electi Regis, ab altera partium, &c.

Quos articulos præinsertos servare ac adimplere volentes, postquam recitatos coram nobis sigillatim expendimus & consideravimus, eos ratos & gratos habentes, approbavimus, confirmavimusque, approbamus & confirmamus hisce litteris nostris, & ita denuò quoque illorum ut hæredes successoresque nostros non minus quàm nos obligent; promittentes bona fide, existimatione quoque nostræ periculo, & pignore omnium nostrorum bonorum mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, quæcumque ad nostros hæredes & successores perveniant, ac sub juramento à nobis in manibus oratorum dicti regni Poloniæ præfinito, nos fratremque nostrum ac hæredes nostros omnes conditiones & articulos prædictos inviolabiliter observaturos & adimpleturos, sine exceptione, nec unquam iis directè vel indirectè contraventuros, & ratos regni Galliæ Parliamentis, officariis, & cæteris quorum interest, effecturos & præstituros. Præterea verò, quod ad priorem articulum attinet, ita cum Christianissimo Rege fratre nostro declaramus, quod

Ordinibus universis regni Poloniæ fœdus cum regno Galliæ cæteris de rebus, quæ in articulis supra scriptis non sunt expressæ, quibus quidem utriusque regno opus esse possit, concludi nequeant, Christianissimus Rex frater noster oratoribus suis, quos mittit in Po-

G g g g iij

Ioniam, coronationi nostræ adfuturis, plenam facultatem conjunctam, ac cuiuslibet illorum in solidum dabit, fœderis hujus cum Ordinibus regni Poloniæ & magni Ducatus Lithuanie sancienti, adjectis conditionibus & articulis prout utilitate Gallie & Poloniæ, de quorum prout inter eisdem Ordines regni Poloniæ & catus Lithuanie, ac oratores Christianissimi Regis fratris nostri convenit, amplificandis, ratis tamen manentibus conditionibus in articulis supra scriptis expressis, etiam si contigerit nihil amplius à Christianissimo Regis oratoribus cum Ordinibus regni Poloniæ & magni Ducatus Lithuanie in comitiis coronationis nostræ sanciri & concludi.

Ac item ejusdem articuli partem, qua Christianissimus Rex obligatus, ut si aliquando quipiam hostium regnum Poloniæ & magnum Ducatum Lithuanie, dominique his adjuncta, justo exercitu adoriri veller, nisi admonitus amice à Christianissimo Rege ab incepto desistat, regnum Poloniæ & magnum Ducatum Lithuanie peditatu Vasconico, vel equitatu germanico, vel pecuniis, prout Ordinibus dictis videretur, juvet: ita cum dicto Rege interpretamur, ut omnes quicumque regnum invaderent, nullis exceptis, prætextu cujusvis prioris vel posterioris necessitudinis & pactionis, hostes Polonorum nominare, nos proficemur, adversusque eos, nisi admoniti prius à Christianissimo Rege ab incepto desistant, auxilium illud Christianissimum Regem fratrem nostrum latitum, ut supra scriptum est, pollicemur.

Item. Quoad articulum de quatuor millibus Vasconum Statibus ac Ordinibus regni Poloniæ & magni Ducatus Lithuanie, in usum belli adversus Moschorum principes à Rege Christianissimo fratre nostro promissis, ita ut iisdem in sex menses stipendia persolvat, pertinet, pollicemur fratrem nostrum, cum Status regni nobis significabunt, ut hæc quatuor millia Vasconum transmittantur, illa quamprimum transmissurum cum effectu, ita ut his non Status regni Poloniæ, sed Christianissimus Rex frater noster transitum præstet ad id quo fines regni Poloniæ, vel magni Ducatus Lithuanie attigerint, in sex menses stipendia persolvat. Et cum oratores Christianissimi fratris, nostri ac nostri, in comitiis electionis spem statibus Poloniæ fecerint, si Vasconum opera post sex menses fuerit necessaria, fratrem nostrum stipendia iisdem Vasconibus in sex alios menses in gratiam nostram soluturum, prædictis Christianissimus frater noster pro suo erga nos amore, ita ut spem fecerunt oratores dicti, in alios sex menses quatuor millibus Vasconum peditum, si illorum opera regno Poloniæ fuerit necessaria, stipendia se daturum & numeraturum promissit.

Articulum item de classe ita declaramus, quod nos extrahemus, armabimus, & alemus classem sumptibus nostris gallicis, quæ sufficiat ad dominium maris litorum regni Poloniæ & magni Ducatus Lithuanie, provinciarumque his adjunctarum, pro utilitate ejusdem regni, secundum jura, privilegia, ac leges regni tuendum, & ad tollendas navigationes, quæ regno Poloniæ & magno Ducatu Lithuanie, & partibus eorumdem damnum & incommodum afferent.

Quod verò iidem oratores in comitiis electionis nostræ receperint, curatores esse, ut primo quoque in portu aliquo Gallie mercatoribus & mercimoniis Polonicis recipiendis, emporium aliquod nobile instituatur, dabit frater noster Christianissimus Rex, darque plenam facultatem oratoribus, quos ad comitia

coronationis nostræ mittet, conjunctim ac cuilibet illorum in solidum, de hoc emporio cum Ordinibus ac statibus regni constituendi, libertatæ committendi, & quævis commercia faciendi, regni Poloniæ & magni Ducatus Lithuaniz, dominiorumque eis annexorum, hominibus in Galliam, ac etiam in terras novas, eo jure eaque libertate, qua galli utuntur, oratoribus Christianissimi fratris nostri, & nostris, in comitiis electionis nostræ, nomine fratris nostri jam promissa & ab eo confirmata salva manent. Item, cum singulis annis, quoad vivemus, & in Polonia regnabimus, ex pactione cum Ordinibus, ab oratoribus Christianissimi fratris nostri, ac nostris, in comitiis electionis facta, inferri debeant ex Gallia in regnum Poloniæ quadraginta quinquaginta millia florenorum; pollicemur cum Christianissimo fratre nostro, quod ea pecuniæ summa singulis annis inferetur in regnum Poloniæ, sine ulla excusatione, aut cujusvis impedimenti prætextu; ita ut ultimo anni mense, incipiendo annum à coronatione nostra, eam summam illatam in regnum Poloniæ Ordinibus demonstremus. Cæterum hac de re & reliquis rebus, quæcumque ad executionem istius articuli pertinere possint, ad colloquium nostrum cum Ordinibus regni, in comitiis coronationis nostræ agatur, quemadmodum à nobis cum oratoribus ad nos ab Ordinibus missis, à quibus ad definienda omnia, quæ ad executionem hujus articuli spectarent diligenter rogati sumus, conclusum est. Eam vero pecuniam ex Gallia illatam, ut supra scriptum est, in usus Reipublicæ arbitrio nostro impendemus; pecuniam verò, qua opus fuerit, ubi primum in Poloniâ pervenerimus, nos apportabimus nobiscum, & temporibus in comitiis electionis pactis & assignatis, omnia debita regni, quæ in oratione oratorum Christianissimi fratris nostri, & nostrorum, initio conventus electionis habita, nominantur, & nobis à senatu regni, cujus hac de re relationi, utrum justa sint necne, stabimus, indicabuntur, nos exsoluturos pollicemur.

Quæ verò de Schola Cracoviensi, & centum filiis à nobis educandis, nostro nomine Ordinibus & statibus regni Poloniæ promissa sunt, ea nos ratione ac modo, qui à nobis cum Ordinibus in comitiis coronationis nostræ constituetur, adimpleuros, & ad extrema viæ nostræ tempora præstituros pollicemur. Quos quidem posteriores articulos, seu eorum declarationes ac conditiones, ac omnia & singula in iis expressa, haud secus quàm superiores, eademque fide ac obligatione qua supra Christianissimum fratrem nostrum, ac nos hæc edesque utriusque nostrum, conjunctim & separatim inviolabiliter adimpleturos & Galliz Parliamentis, officiaris, & cæteris, quorum interest, ratos reddituros ac effecturos, cæteris exulationibus & exceptionibus juris vel facti semetis, pollicemur ac spondemus, superioribus tamen articulis nihil derogando. Promittimus insuper, quod postquam (Deo favente) in regnum Poloniæ venerimus & coronati fuerimus, eisdem articulis eo unque declarationes, sub sigillo regni Poloniæ, si id à nobis Ordinibus regni requirant, illis trademus in cujus rei testimonium, has litteras manu propria subscripsimus, & sigillo, quo utimur in Gallia, designari iussimus. Datum Luticiæ Parsiorum, in Ecclesia cathedrali divæ Mariæ, die & circumscriptionis septembris, anno Domini 1573. HENRICUS, electus Rex Poloniæ, per Regem electum, BRULART.

Serment fait par le Roi Charles IX. d'observer les articles accordés entre ses Ambassadeurs & les Etats de Pologne. A Paris dans l'Eglise Catedrale de Notre Dame, le 10 septembre 1573.

*Pologne.
1573.
10. septembre.*

CAROLUS, Dei gratia Francorum Rex, significamus hisce litteris nostris, quorum interest, universis & singulis, quia missis oratoribus regni Poloniæ & magni Ducatus Lithuaniz, &c. fratrem nostrum carissimum Andrium Ducem, ad regnum ipsorum gerendum & administrandum, ex decreto electionis liberæ Statuum ac Ordinum, quo eum in regem suum assumpserunt invitarent, in magna hominum frequentia, Parisiis in templo divæ Mariæ, die decima septembris, anni præsentis, verbis conceptis ad sancta Dei evangelia tale juramentum Ordinibus ejusdem regni, & magni Ducatus Lithuaniz, præstitimus, ego Carolus, Dei gratia Francorum Rex juro, spondeo, & promitto Deo omnipotenti, ad hæc sancta Jesu Christi evangelia, quod omnia pacta conventa & conditiones seu capitula cum Ordinibus regni Poloniæ, & magni Ducatus Lithuaniz, &c. per Joannem Monlucium, Episcopum & Comitem Valentiz; Agidium de Noailles, Abbatem Insulæ; & Guidonem de Lansac, nostros & serenissimi fratris mei Henrici, Andrium Ducis, &c. jam electi Regis Poloniæ, & magni Ducatus Lithuaniz, oratores & electuarios, circa electionem & declarationem dicti Henrici fratris mei in Regem Poloniæ, & magnum Ducem Lithuaniz, recensita, ac etiam in oratione, quæ initio conventus dictæ electionis à dictis oratoribus & commissariis habita est, oblata sunt, quæcumque in litteris confirmationis nostræ dictorum pactorum conventorum & promissorum continentur, prout ea à nobis in iisdem litteris dictarentur, pro mea parte adimplebo, observabo realiter, & cum effectu, exceptionibus & excusationibus quibuscvis semotis. Ita me Deus adjuvet. De quo juramento à nobis præstito, ut omnibus & singulis quorum interest, constaret, litteris hisce manu nostra subscripsimus, sigillumque nostrum his appendi jussimus. Datum Lutetiæ Parisiorum, in Ecclesia Cathedrali divæ Mariæ, die dominica mensis decembris, anno Domini 1573, & regni nostri decimo-tertio. C A R O L U S. Per Regem, BRULART.

Acte des Ambassadeurs envoyez par le Senat de Pologne en France, pour recevoir le serment d'Henri, Duc d'Anjou, élu Roi de Pologne, & celui du Roi Charles IX. son frère 1573.

*Pologne.
1573.*

NOS Adamus Konarski de Kobilno, Dei gratia Episcopus Pofnaniensis; Albertus à Lasko, Palatinus Siradiensis; Joannes à Tomicze, Gnesnensis; Andreas, Comes à Goika, Miedzniczensis, Capitaneus Gnesnensis & VVillicensis; Joannes Herbothede Foflin, Sanocensis, & Capitaneus Præmislensis, Castellani; Nicolaus-Christophorus Radzivvil, Dux in Oluka & Niofvviesl, Curiz magni Ducatus Lituaniæ Marefcalcus; Joannes de Zamofki, Belzensis &

Belzenſis & Zamecenſis; Nicolaus Fitley a Dambrovicz, Caſimirienſis; Joannes à Zborovv, Odolanoviенſis, Capitanei; Nicolaus de Tomacz, Alexander Pronski, Palatinides Kioviенſis, ex comitiis electionis novi Regis, poſt mortem ſereniſſimi olim principis domini Sigifmundi Auguſti, ab Ordinibus & ſtatibus regni Poloniæ, & magni Ducatus Lituaniæ, ad Chriſtianiſſimum Galliarum Regem dominum Carolum IX. & ſereniſſimum principem dominum Henricum fratrem ejus, Andrum, Borboniorum, Alvernorum &c. Ducem legati, ſignificavimus hiſce litteris, quorum intereſt univerſis & ſingulis, quod de voluntate omnium Ordinum ſtatuum regni Poloniæ & magni Ducatus Lituaniæ, à quibus ad id ſufficienti cum mandato miſſi ſumus, ſereniſſimum principem & dominum Henricum, divi Henrici II. Chriſtianiſſimi Galliarum Regis filium, & domini Caroli IX. iidem Chriſtianiſſimi Regis nunc regnantis fratrem, Andrum, Borboniorum, Alvernorum &c. Ducem, poſtquam articulos ad ſtabilitamentum & incrementum Reipublicæ noſtræ in comitiis electionis ſancitos, ac item pacta & conventa in iſdem comitiis electionis oratorum prædicti Chriſtianiſſimi Regis, ſuorumque cum Ordinibus & ſtatibus regni Poloniæ & magni Ducatus Lituaniæ facta, tam ipſe, quam Chriſtianiſſimus frater ejus, quoad maiestatem ejus concernerent, approbavit & confirmavit, juramentumque ſolemne de iis omnibus ſervandis triduo ante præſtavit Pariſiis, die 13. menſis ſeptembris, in Curia Parlamenti, in præſentia ſereniſſimi principis & domini, domini Caroli IX. Dei gratia Francorum Regis Chriſtianiſſimi, & principum, prælatorum, procerum, nobilium infra ſcriptorum, & aliorum ſumma frequentia Poloniæ regni, ac magni Ducatus Lituaniæ, Ruſſiæ, Maſoviæ, Samogitiæ, Kioviæ, VVoliniæ, Podiachiz, Livoniæque &c. electum declaravimus, decretum electionis ſub titulis ac ſigillis prælatorum, baronum, dignitatorum, officialium, ac nobilium, univerſum corpus regni ac magni Ducatus repreſentantium, ipſius ſerenitati tradidimus, titulum Regis Poloniæ, & magni Ducis, ipſi detulimus, & regimen ejuldem regni & magni Ducatus, & dominiſſorum illis annexorum ſubjecimus, eundemque, ut ad regnum regendum & adminiſtrandum veniret invitavimus, ac ſolemne coronationem in loco ſolito omnium Ordinum nomine promiſimus. Prædictus vero ſereniſſimus Rex electus ea omnia, quæ hic ſuſcepit & approbavit, ac item omnia jura ac libertates & conſuetudines regni, litteris ſuis ſub ſigillo regni Poloniæ ac juramento circa coronationem firmabit, ac firmiter & inviolabiliter tenebit, obſervabit, adimplebit & exequetur, tenerique, obſervari, adimpleri & exequi faciet. In cujus rei fidem ſigilla noſtra præſentibus litteris appenſa ſunt, cum ſubſcriptionibus manuum noſtrarum. Actum & datum Pariſiis, in Curia Parlamenti, die 13. menſis ſeptembris, anno Domini 1573, præſentibus ſereniſſimo principe domino Henrico, Dei gratia Rege Navartz, & Duce Vindocinenſis; illuſtriſſimis; & reverendiſſimis, Carolo à Borbonio; Carolo à Lotharingia; Ludovico à Guiſia; Hippolito Eſtenſis; S. R. E. Cardinalibus; reverendiſſimo & magnificis, Antonio Maria Salvato, Nuncio Apoſtolico; D. Diego de Zuniga, ſereniſſimi Hiſpaniarum Regis Carolici; Sigifmundo de Caballis, Reipublicæ Venetæ, oratoribus illuſtriſſimis; ill. & magnificis, Henrico à Borbonio, Principe Condenſi; Ludovico à Borbonio, Principe Montpenſeri; Henrico à Lotharingia, Duce Guiſiæ; Renato de Birague, Cancellario regni Franciæ; Joanne de Morvilliers, Epifcopo

* & depuis Chancelier de France, sous le nom de Chiverny.

* Henri le fit Vicechancelier de Pologne.

* qui fut depuis favori de Sigismond III. & Grand-Maréchal du royaume. Il mourut en 1630. âgé de 80. ans.

Aurelianensis; Joanne Monlucio, Episcopo & Comite Valentiz; Sebastiano de l'Aubespine, Episcopo Lemovicensi; Paulo de Foix; Renato Villeclaro, Primo Camerario & Gubernatore Andegavensi; Philippo Huralto, Cancellario Andegavensi*; Egidio de Noailles, Abbate Insulæ; in regno Galliz principibus, prælatis, proceribus, officialibus, &c. necnon illustrissimis, reverendissimis, & generosissimis Georgio Radzivvil, Duce in Olike de Nieszwieff; Stanislaw Ciolek de Zelochovv, Jacobo Ponentoruski, Pincerna Lenciciensi; internuntiis Ordinum regni Poloniz; Hieronymo Choinski, Decano Posnaniensi; Petro VVolski*, Gnesnensi Canonico, secretariis regis; Luca de Dzialin, Kovalienſi Capitaneo; Nicolao Volski* de Podhaicze, Capitaneo Krzepicensi; Nicolao Jazloroziecki de Buinceza, Palatinide Ruſſiz; Petro de Tomicze; Andrea & Petro de Czarnkovv; Jacobo & Paulo Orzechowski, Sbigneo, & Hieronymo de Odolinski; Felice Dzialinski; Francisco Masloruski, secretario Regiz Majestatis; Martino Lesniowvolski de Bohori; Christophoro & Joanne Koftka; Joanne & Andrea de Kleczkovv, Joanne Grodzicki, Joanne Droiovvski, Andrea Suiboda de Szamotuli, Joanne de Buinceza, Stanislaw Zaremba de Kalinovvski.

Signé, Adam Konarski de Kobilno, Episcopus Posnaniensis, de Clenodio Habbancx.

Albertus à Lasko, Siradiensis, de Clenodio Corab. manu propria.

Joannes de Tomicze, de Clenodio Lodzia, Castellanus Gnesni.

Andreas, Comes à Gorka, de Clenodio Lodzia, Castell. Miedziricensis Capit. Valc. & Gnesni, manu.

Joannes Herborth Castell. Sanocenf. Capit. Premislensis.

Nicolaus Christophorus Radzivvil.

Joannes Zamoiski, de Clenodio Jelita, Belzensis, Zamecen. Capit.

Nicolaus Firley de Dambrovvicza, de Clenodio Licvvarth. Palatinus Cracovienſ. Capit. Calimicienf. manu sua.

Joannes Zborovvski, de Clenodio Jastrzembiec, Capit. Livoniz, Capit. Odalanovienſ.

Nicolaus de Tomicze, de Clenodio Lodzia, manu propria.

Alexander Pronski, manu propria.

Scellé d'onze sceaux en lacs d'or, d'argent, & de soie, rouge, verte, bleuë, jaune, blanche, & violette.

SOUS LE REGNE DE HENRI III.

*TRAITE' ENTRE HENRI III. ROI DE FRANCE ET DE POLOGNE,
& Emanuel - Philbert, Duc de Savoie, pour la restitution des villes
& places fortes de Pignerol, Savillan, & autres audit, Duc de Savoie.
A Turin, le 14. decembre 1574.*

C E JOUR DUI quatorzieme jour du mois de decembre mille cinq-cens soixante-quatorze, Monsieur le Grand Prieur de France, frere Henri d'Angoulême, Conseiller du Roi en son Conseil Privé, & Capitaine de cinquante lances de son Ordonnance; & le sieur Charles de Birague, Chevalier de l'Ordre dudit seigneur, aussi Conseiller en son Conseil Privé, Capitaine de cinquante lances de ses Ordonnances, Gouverneur, & son Lieutenant general de la les Monts; & de Sauve, Conseiller, Secretaire d'Etat & des Finances de Sa Majesté; en vertu du pouvoir à eux donné, & aux deux d'entre eux en l'absence & empêchement de l'autre, pour la restitution que Sa Majesté a commandé être faite à Monsieur le Duc de Savoie, des villes & places de Pignerol, l'Abbaie de la Perouse, Savillan, Genoilles, avec leurs finages, appartenances & dépendances, & suivant le contenu de leur instruction, ont convenu, & acordé avec Monditsieur de Savoie, les articles qui s'en suivent.

*Savoie.
1574.
14. dec.*

Premierement, que l'on rendra lesdites villes & places de Pignerol, l'Abbaie de la Perouse, Savillan, Genoilles, avec leurs finages, appartenances & dépendances audit sieur Duc, sans prejudice des droits pretendus par Sad. Majesté contre lui, selon ce qui en pourra être ci-après adjugé & ordonné, soit par les deputez qui seront choisis d'une part & d'autre, par arbitres, ou autrement, suivant le traité de Câteau-Cambresis; l'artillerie, munitions, ou autres choses appartenantes à Sa Majesté, prealablement retirées desdits lieux; & sera la forteresse du château dudit Pignerol délaissée audit sieur Duc en l'état qu'elle est de present, tout ainsi que lui sont délaissés les forteresses des villes de Pignerol, château de la Perouse, & celle de Savillan, suivant ce qui lui a été acordé par Sadite Majesté, & particulierement pour le regard de celle du château de Pignerol, en vertu des lettres parentes qu'elle en a à ces fins fait expedier ausd. sieurs commissaires, datées en Aignon le vint-cinquieme novembre dernier passé, desquelles sera baillé copie audit sieur Duc.

Moiennant laquelle entiere restitution, ledit sieur Duc a promis & acordé, que les habitans des villes & pais du Marquisat de Saluces, tant montagnes, vallées, que plat-pais, sans rien excepter, pourront librement conduire, & faire porter de lieu à autre de la même Jurisdiction de Sadite Majesté, tant en allant qu'en retournant, vivres & marchandises de quelque espece & qualité que ce soit, repassant sur les terres de l'obeissance dudit sieur Duc, le tout ainsi qu'il a été dit, arreté, & acordé par les traitez du Valentin, & Fossan, même pour le regard des marches de Pignerol, Savillan, & Carmagnolle, & sans paier aucune chose des nouveaux peages, gabelles, & autres impositions, que ledit

H h h h ij

seigneur Duc, ses gentilshommes, vassaux, & communauté, pourroient avoir mis sus, ou augmenté audit pais depuis sa restitution en icelui; & que pourroit encore ledit seigneur Duc, ses gentilshommes, vassaux, & communauté, de nouveau mettre sus, ou augmenter ci-après, ains seulement, & pour toutes choses paieront les peages, gabelles, & autres subside anciens & accoutumez, tels qu'ils se paioient au tems du traité de la paix, & de la restitution faite en vertu dudit traité; entendant toutefois qu'il se rapporte par les allans & venans, attestation des Syndics, ou officiers des lieux, d'où ledits vivres & marchandises auront été levées, conduites & reconduites, pour éviter les abus, qui pourroient être commis.

Pour la verification desquels droits de peages, gabelles, & autres subside anciens & accoutumez, qui se paioient au tems du traité de la paix, & du tems de la premiere restitution faite en vertu d'icelui, d'autant que pour le present ne s'en peut recouvrer la note ourarit; seront commis deux ou trois personages par ledit seigneur Duc, & le seigneur de Birague, pour visiter ledites notes, ou tarif, & icelles reduire & reformer ainsi qu'elles étoient d'ancienneté au tems dudit traité.

Que ledits sujets dudit marquisat de Saluces, ne paieront pour quelque sorte & qualité de marchandise que ce soit, ni semblablement pour vivres & bestial, tant à pied fourché que autres, passans à Suze, la Perouse, Nice, Barcelonnette, & autres passages & lieux dudit seigneur Duc, & venans des terres de l'obéissance de Sa dite Majesté de delà les Monts, audit marquisat de Saluces, aucun droit de dace, & peage de Suze, traite foraine, ou autre imposition faite ou à faire; ains en demedreront du tout libres & exempts, tout ainsi qu'ils étoient, & sont de present ceux desdites villes de Pignerol, Savillan, & Carnagnolle, nonobstant que aucuns dudit Saluces aient puis naguere passé quelque accord avec le peager nommé Castagne, ou autre; lequel sera tenu leur rendre ledit accord annullé & cancellé, le tout en consideration de ladite eniere restitution, qui se fait presentement desdites villes de Pignerol, Savillan, la Perouse, & autres, lesquelles villes ne paioient aucune chose, bien que au tems de la restitution, ledits du marquisat paiaissent un teston pour chacune charge de marchandise; & que depuis ledit seigneur Duc, nonobstant les conventions, eût augmenté ledit droit de peage de trois écus pour charge. Et ne seront semblablement ledits sujets dudit marquisat tenus paier aucune chose deidites daces & peages de Suze, pour les marchandises, vivres, & denrées, tant ultramontaines que autres, qu'ils enleveront des villes de Turin, Pignerol, Aft, Nice, & autres lieux, tant du pais dudit seigneur Duc, que d'autres Princes, soit en tems de foire, ou autrement, & hors d'icelle, ni pareillement pour celles qu'ils y porteront, & en apporteront, le tout sans fraude & abus.

Que ledits du marquisat, & autres habitans en icelui, ne paieront allant en France, & s'en retournant, portant argent pour employer en marchandise, ou pour leurs affaires & necessitez, aucun droit de denier pour cent, ou autre imposition, que pourroit faire ledit seigneur Duc, ses sujets, ou autres, pourvu toutefois qu'ils rapportent certification des syndics, ou officiers des lieux, d'où ils

seront partis , & où ils iront , avec les deniers qu'ils porteront & auront enlevé d'eux : & ceux dessus nommez qui se trouveront en avoir abusé , & prêté leurs noms à autres étrangers , seront privez de la jouissance du contenu en ce present article , duquel jouiront pareillement les gentilshommes François , ministres , ou autres sujets ou serveurs du Roi , non faisant trafic de marchandise , allans & venans de France en Italie , sans qu'ils soient fouillez , recherchez , ni aucunement arêtez , comme aussi les deniers qui seront pour le service de Sadite Majesté , pourvu que ce soit sans fraude & abus.

Qu'il sera permis aux soldats , sujets , & habitans de tout le marquisat dudit Saluces , qui auront des biens sur les terres de l'obeissance de Son Altesse , de transporter sans abus leurs fruits és lieux de leur habitation audit marquisat , sans en paier aucun chose , sinon les peages & gabelles , qui se souloient paier au tems du traité de paix , & ainsi qu'il est porté par les articles du Valentin & Fossion , & comme en ont usé & usent encore aujourd'hui , Fignerol , Savillan , & Carmagnolle.

Que ledit sieur Duc faisant défenses à ses sujets , & autres , de ne transporter hors des pais de son obeissance , foinent , seigles , avoines , ris , legumes , châtaignes , vins , chais , & autres sortes de vivres , lesdits du marquisat ne seront compris esdites défenses , mais sera permis à seldits sujets & autres , de les vendre , & porter vendre audit marquisat ; & à ceux dudit marquisat de les acheter , aller acheter , prendre & enlever dans l'obeissance dudit sieur Duc , és lieux à eux plus commodes , sans abus , ne paiant autre chose que les susdits anciens peages & gabelles.

Que tous les lieux & marchez dudit marquisat , & spécialement ceux dudit Saluces & Carmagnolle , demeureront en telle liberté & franchise qu'ils ont été ci devant ; de sorte que les sujets dudit sieur Duc , ni autres étrangers , ne pourront être empêchez d'y venir , & s'en retourner avec leurs marchandises & vivres , sans paier autre chose que les anciens peages & gabelles , qui se souloient paier lors du traité de la paix , nonobstant toutes prohibitions & dételles , que peut avoir fait ou pourroit faire encore ci-après ledit sieur Duc , de ne transporter hors du pais de son obeissance , vivres & marchandises ; nonobstant aussi quelconques privileges & permissions acordez à ses vassaux & communautéz , de pouvoir cloire , augmenter , ou imposer de nouveaux peages , daces , ou gabelles ; & que generalement en toutes défenses & prohibitions qu'il fera à seldits sujets , de ne transporter hors de son obeissance , commercer & trafiquer avec étrangers , & non à lui sujets , ou bien aller à autre service que le sien , ne seront compris ceux de Sa Majesté . pour aller auquel service toutes les fois qu'il sera necessaire , ou que aucuns des vassaux ou sujets dudit sieur Duc le voudront faire , seront tenus en avoir licence de lui , laquelle il leur acordera sans refus , selon le besoin des habitans dudit marquisat , & autres terres & pais de l'obeissance de Sadite Majesté delà les Monts : Entendant toutefois que nonobstant telles ou autres défenses , un chacun pourra porter ce que bon lui semblera audit pais du Roi ; & aussi transporter hors d'icelui par les terres de Son Altesse , en quelque part que ce soit , toutes sortes de vivres & marchandises , en détail & par le menu , mises en œuvre , mais non pas en gros , comme

H h h h iij.

par charrettes, charges, ou balles entieres, desquelles Son Altesse seulement au sortir de son pais pour aller ailleurs que es terres du Roi, pourra lever sa traite foraine, & autre peage, ainsi que lesdites terres ont ci-devant, & depuis le traité de Fossin & Valentin, acoutumé de paier jusques au jourd'hui.

Que ledit sieur Duc sera tenu de bailler le sel ausdits du marquisat, pour le prix ci-devant convenu & accordé avec lui, qui est de quatorze écus & demi sol, pour charrette de vingt-quatre barils & de sel rouge, bon, & suffisant, & autant qu'il leur en sera de besoin : & se paieront les bonniers pour la conduite dudit sel, à la paie ancienne & acoutumée de Casalgras, qui est de six carterons de sel pour charrette de quinze minots : & sera tenu ledit sieur Duc de le faire bailler & délivrer comme avoit été accordé par le passé à ceux dudit marquisat es lieux de Coni, & du bourg S. Dalmaz.

Et pource que après la premiere restitution faite audit sieur Duc, se sont mûs plusieurs différends pour raison de la libéré & franchise du marché de Carmagnolle, du tems du feu sieur Maréchal de Bourdillon ; pour lesquels apaiser & assoupir, ledit sieur Duc auroit accordé & expédié plusieurs lettres de franchise & libéré ausdits de Carmagnolle, ledit sieur Duc confirmera tout de nouveau toutes & chacunes lesdites libertez & franchises ci-devant accordées, sans qu'il lui soit loisible de les revoquer & alterer.

Que le cours des eaux qui descendent du Cental, Savillan, & autres lieux, passans par Raconis, & ailleurs, venant de là à Carmagnolle, pour servir aux moulins dudit lieu appartenans à S. M. ne sera aucunement empêché par ledit sieur Duc, & ne permettra qu'il soit empêché par le sieur & communauté dudit Raconis, ni autres ses vassaux & sujets ; ains seront conduites selon qu'il fut ordonné par le jugement de Monsieur le Prince de Melphe : & ordonnera ledit sieur Duc, que tous les bouquets & roptures portez par ledit jugement, & autres qui depuis pourroient avoir été faits seront serrez, & les fera serrez actuellement ; aussi toutes autres nouvelles, faites depuis ledit jugement, seront remises en leur premier état, de sorte que sans aucun empêchement, lesdites eaux puissent courir librement audit Carmagnolle. Et d'autant qu'en ce fait il s'agit de l'intérêt du tiers, est accordé, que préalablement les parties intéressées éliront arbitres dans trois mois prochains, & conviendront d'un superarbitre, lesquels dans autres trois mois après vuideront ce différend, ainsi qu'ils connoîtront être de raison : & où ne se pourroit convenir d'un superarbitre, en sera choisi de chacune des parties un ; & au cas que ces deux ne se pussent acorder entre eux, ni d'élire un superarbitre, ledit sieur Duc & ledit sieur Charles de Birague en conviendront.

Et advenant qu'il plût à Sadite Majesté, pour accommoder ledit lieu de Carmagnolle, de faire tirer des eaux des terres de son obeissance, pour les faire conduire audit Carmagnolle, ou ailleurs, pour la commodité de ses sujets, sera tenu ledit sieur Duc de lui bailler passage par les terres de son obeissance, & lieux les plus commodes & à ce convenables, en payant aux propriétaires ce qui sera de raison, par estimation de gens à ce experts, & deputez d'une part & d'autre de commun consentement : & ne permettra ledit sieur Duc, que aucuns de ses sujets, tant & si avant que lesdites eaux aient leurs cours sur

les terres de son obéissance, puissent faire bouquets, détourner, ni prendre aucune chose desdites eaux, pour empêcher qu'elles ne courent librement, entièrement, & droitement audit lieu de Carmagnolle, & ailleurs où elles seront destinées : & si aucun se trouve tant temeraire & présomptueux, que d'atenter de les vouloir divertir en quelque sorte que ce soit de leur canal, ledit sieur Duc le fera punir exemplairement, & incontinent fera le tout reparer ; entendant toutefois, que les byalleres, tant de Son Altesse, que autres, étans de present en être, & aians bons & valables titres & concessions, n'en puissent recevoir dommage.

Lesquelles choses dessus dites pour la liberté de ceux dudit marquisat de Saluces, sont aussi acordées pour les terres du sieur de Cental de deçà les Monts, les habitans desquelles en jouiront, tout ainsi, & en la même forme que lesdits du marquisat, sans difference ni exception quelconque, comme il est ci-dessus spécifié & déclaré.

Et afin d'établir & bien éclaircir les fins & limites des terres de Sad. M. deçà lesdits Monts, & de celles dudit sieur Duc de Savoie, pour éviter aux différends qui en pourroient ci-après advenir, & de conserver & garder leurs droits respectivement, seront députez tant par ledit sieur Duc, que par ledit sieur Charles, personnages pour cet effet.

Davantage, il est convenu, que les communes & agens des susdites villes de Pignerol, Savillan, & autres, en quelque tems, & sous quelque pretexte que ce soit, ne feront travaillez, molestez, ni enquis pour raison des deniers desdites communes, imposez, levez, empruntez, & distribuez à quelque usage que ce soit, comme chose advenue du tems qu'ils ont obéi audit seigneur Roi, & à ses officiers, l'intention duquel est, que eux, ni ceux qui ont prêté lesdits deniers, à quelque prix & intérêt que ce soit, en commun & en particulier, directement ou indirectement, ne puissent être recherchez ; pareillement les notaires qui ont reçu & passé les contrats ; ains en demeureront & seront quitres & déchargez à jamais, & ne pourront lesdits contrats être aucunement impugnés.

Que les habitans desdites villes de Pignerol Savillan, & autres, que Sa Majesté lui remet, à la priere dudit sieur Duc, seront traitez en toutes choses gracieusement, & à l'égal des plus chers & plus aimez sujets, que ledit sieur Duc ait.

Et pource que ces années dernieres passées, y a eû différend entre les seigneurs & habitans de Ozac, & ceux de la communauté dudit Pignerol, pour raison des eaux du fleuve Chifon, lesquelles ceux dudit Ozac se seroient forcez durant qu'elles sont basses, tirer à leurs moulins, & en priver ceux dudit Pignerol ; & pour ce faire se seroient ingerez de planter au milieu dudit Chifon la sauvegarde & armoiries dudit sieur Duc, lesquelles depuis ils ont voulu pretendre avoir été en mépris abarües par aucuns dudit Pignerol, & jetées en l'eau ; pour raison de quoi les sındies, & plusieurs particuliers dudit lieu, auroient été adjournez pardevant le Capitaine general de justice dudit sieur Duc, nommé Barbery, pour ester à droit, & répondre aux charges & informations, qui en auroient été faites ; ledit sieur Duc a imposé & imposé silence perpetuel audit

Barbery, & à tous autres, pour le regard de l'infraction de ladite sauvegarde ; & a annullé toutes procédures, qui à cette occasion pourroient avoir été faites par ledit Barbery, ses commis, ou autres, sans que pour raison de ce que dessus, ni pour autres semblables effets, qui pourroient être survenus pendant que le Roi a tenu ledit lieu de Pignerol, les habitans dudit lieu, soit en general, ou en particulier, soient aucunement molestez ni travaillez ; & leur en baillera ledit sieur Duc lettres de declaration ; remettant au demeurant les parties en terme de justice.

Et d'autant que lors des precedentes restitutions, il fut convenu & accordé plusieurs articles, tant au Valentin que à Fossan, pour la commodité des communs sujets, tant d'une part que d'autre ; est convenu & accordé, que lesdits articles & conventions demeureront en leur force & vertu, & seront gardez & observez en tout ce dont à present n'est fait ici mention.

Sera permis aux officiers & serviteurs de Sadite Majesté, de se tenir es pais & places dudit sieur Duc, où bon leur semblera, & d'y aller, venir, & demeurer, sans qu'il leur soit donné aucun empêchement ; & seront honorez & respectez en tout & par tout, comme les mêmes officiers & serviteurs dudit sieur Duc.

Que tous les officiers de justice de Sadite Majesté, tant dudit marquisar, que autres dépendans du Souverain Conseil, seront privilegez, exempts, & immuns de toutes charges, contributions, & tailles, leur vie durant, & pour les biens qu'à present ils possèdent, tout ainsi qu'étoient ceux du Conseil Souverain du tems du Parlement de Sadite Majesté, séant à Turin, par le contentement des trois Etats dudit pais, & comme il avoit ja été accordé à la restitution dudit Turin. Et pour cet effet, ledit sieur Duc decernera ses lettres patentes en bonne forme, pour commander & défendre à tous ses officiers, sündics, & sujets de toutes les villes, lieux, & terres de son obéissance, de ne donner aucun empêchement ausdits officiers, pour raison des maisons, métairies, & terres, qu'ils ont es villes & pais de l'obéissance dudit sieur Duc.

Que tous arrests & sentences données, soit par les Lieutenans generaux de Sadite Majesté, ou dudit Souverain Conseil, tant entre les sujets dudit seigneur Roi, que entre ceux dudit sieur Duc, & de Sa Majesté, sortiront leur plein & entier effet, & seront mis à entiere execution, sans pouvoir être revoquez, retranchez, ni mis en doute, sinon par la forme portée par les articles & conventions de Fossan, & que ce soit dans l'an, & non plus avant : entendant néanmoins, que durant ledit terme dudit an, pour les causes & matieres non prescrites jusqu'à present, il y ait encore lieu de demander revision, proposition d'erreur, ou requête civile, suivant les ordonnances du Roi ; dans lequel tems seulement se poutont pourvoir les parties par lesdites voies, & non plus avant ; & pour ledit cas, & causes prescrites, le délai dudit tems n'aura lieu.

Que toutes amendes, confiscations, & droits d'Aubaine, adjugez à Sadite Majesté jusqu'au jour de la remission desdites places de Pignerol, Savillan, & autres, tant par ledit Conseil Souverain, que juges du ressort d'icelui, apartiendront & demeureront à Sadite Majesté ; & qu'il sera permis par le Tresorier,

ou député par le Lieutenant general de Sad. M. de les recouvrer, nonobstant quelconque opposition ou appellation ; à quoi les juges, & autres magistrats dudit sieur Duc tiendront la main.

Que tous dons faits par Sad. M. sortiront leur plein & entier effet, & ne pourront être revoquez, retractez, ni mis en doute par ledit sieur Duc, les officiers, & autres ses sujets, pour quelque cause que ce soit ; & sera néanmoins loisible audit sieur Duc, de racheter les choses du patrimoine, en remboursant le prix pour lequel elles auront été aliénées.

Que ledit sieur Duc, ni ses officiers, ne pourront poursuivre criminellement pour les choses passées & commises du tems que S. M. a tenu le pais, aucun qui soit, ou ait été serviteur, officier, ou pensionnaire de Sad. M. mais seront toutes choses mises en oubli ; enquoi seront compris les notaires roiaux & ducaux, greffiers & secrétaires du Roi à Pignerol, Savillan, & ailleurs, pour la recherche qui se pouvoit faire contre eux ; des actes par eux reçus, tant és terres dudit sieur Duc, que ailleurs, jusqu'à cejourdui.

Et parce qu'à l'occasion de ladite restitution, il est besoin de changer les postes qui étoient assises audit pais pour le service de Sad. M. a été accordé qu'elles demeureront audit Pignerol, & à la Perouse : & au cas qu'il ne se trouve à présent commodité pour le service de Sad. M. qu'elles demeurent audit lieu de la Perouse, ledit sieur Duc a promis & accordé, qu'elles soient mises audit Pignerol, & à S. Ambroise, & une autre entre icelui S. Ambroise & Exilles, au lieu où il se trouvera le plus commode ; & jouiront les maîtres desdites postes des privilèges & franchises des logis, & autres, qu'ils souloient & ont acoustumé d'avoir en l'obéissance de Sad. M.

Toutes les choses dessusdites, ainsi particulièrement déclarées & spécifiées, ont été amiablement résolues, arrêtées, & accordées par ledit sieur Duc, tant en consideration de ladite restitution desdites villes & places, que de la gratification, dont outre ce Sad. M. a voulu user en son endroit, lui délaissant les fortresses du château de Pignerol en son entier, & ensemble celles de la même ville de Pignerol, la Perouse, & Savillan, nonobstant qu'il eût été accordé que celle dudit château de Pignerol seroit démolie.

Aiant promis ledit sieur Duc de Savoie tout le contenu ci-dessus, garder, observer, & entretenir de point en point selon sa forme & teneur, comme aussi ont fait ensemblement lesdits sieurs deputez pour la part de Sadite Majesté ; en foi de ce, ils se sont ici soussignez de leurs propres mains, & fait apoler le scel de leurs armes. A Turin, les jour & an que dessus. Ainsi signé, *Emanuel-Philbert. H. d'Angoulesme. Carlo Birago. Fizes.* Et scellé du scel de leurs armes en placard sur cire rouge.

*Contrat de mariage d'Henri III. Roi de France & de Pologne, avec la
Princesse Louise de Lorraine. A Reims le 14. fevrier 1575.*

*Lorraine.
1575.
14. fevrier.*

TRES haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, Henri, par la grace de Dieu Roi de France & de Pologne, assisté de tres-haute, tres-excellente, & tres-puissante Princesse, Catherine, par la même grace de Dieu Reine de France, la mere; de tres-haut & puissant Prince Monseigneur le Duc d'Alençon, frere du dit seigneur Roi; des Roi & Reine de Navarre; & de Messieurs les Cardinal de Bourbon, & Duc de Montpensier; ont été presens en personnes, d'une part: Et haut & puissant Prince, Nicolas de Lorraine, Prince du Saint Empire, Duc de Mercœur, Marquis de Nemény, de Chaussins, Comte de Vaudemont, & de Chaligny, d'autre; stipulant pour haute & puissante Princesse, Madame Louise de Lorraine, sa fille, aussi presente; & assisté de tres-haut & puissant Prince, Charles, Duc de Lorraine & de Bar, son neveu; de Monseigneur le Marquis de Nemény son fils; de Madame Antonette de Bourbon, deüziere de Guise; de Messieurs les Cardinal de Guise, & Ducs de Guise, & de Mayenne; des Archevêque de Reims, Duc d'Anjou, & Marquis d'Eibœuf: Lesquels dirent & promirent, qu'à l'honneur & gloire de Dieu, qui est le vrai directeur des bonnes actions des hommes, & sans la grace duquel elles ne peuvent subsister, ni être conduites à aucune heureuse fin; le dit tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince, Henri, par la grace de Dieu Roi de France & de Pologne, prendra pour épouse, & par loi de mariage, ladite haute & puissante Princesse, Madame Louise de Lorraine; & icelle prendra aussi ledit seigneur Roi pour mari & époux, solennellement & en face de notre mere sainte Eglise, au plutôt que faire se pourra. En effctuant lequel mariage, ledit sieur Comte de Vaudemont entend, que ladite Dame Louise de Lorraine, la fille, demeure déüce de tous & chacuns les biens, meubles & immeubles, noms, raisons, & actions, qui lui competent & appartiennent, peuvent competer & appartenir pour les successions à elle ja échües, & celles qui lui pouvoient échoir ci-aprés. Et a aussi ledit seigneur Roi constitué pour douaire a ladite Dame Louise de Lorraine, sa future épouse, la somme de soixante mille livres tournois de rente par ch'un an, assignée sur terres & domaines, avec jurisdiction, dont le principal lieu sera avec titre de duché; les autres de proche en proche. Desquels lieux ladite future épouse jouira par ses mains, ou de ses gens & officiers, si-tôt que douaire aura lieu, avec provision des offices vaxans, presentation & collation de benefices, ainsi qu'ont accoustumé de faire les autres Reines de France. Plus ledit seigneur Roi en faveur dudit mariage donnera a ladite future épouse la valeur de cinquante mille écus en bagues & joiaux, lesquels demeureront propres & sortiront nature d'heritage, & en pourra disposer en cas de dissolution de mariage, à elle survivante; mais en cas qu'elle mouût avant ledit seigneur Roi, ils lui reviendront, sans que les heritiers de ladite future épouse y puissent rien pretendre, en quelque sorte que ce soit.

Est aussi semblablement accordé, que, en cas de dissolution dudit mariage sans enfans, & que ledit seigneur Roi survive, il fera rendre & restituer.

aux heritiers de ladite Dame tous & chacuns les biens , tant meubles , qu'immeubles , à elle propres & appartenans , qu'elle aura apottez , n'étoit que de son vivant elle en eût donné ou disposé d'aucuns ; de la restitution desquels en ce cas Sa Majesté ne demeurera obligée.

Plus a été accordé , que ledit seigneur Roi fera dresser état des officiers & serviteurs à ladite Dame , de tel nombre qu'il lui plaira & avisera bon être. Et en cas que ce mariage se dissolve , survivant ladite Dame Louise de Lorraine , il lui sera libre de pouvoir demeurer & vivre dans le royaume de France , ou bien de s'en aller autre-part ; en quoi faisant , elle jouira de ses assignaux de deniers & autres biens , librement , & sans aucun empêchement. Toutes lesquelles choses & chacune d'icelles , les comparens & chacun d'eux , ont promis & juré en leur foi respectivement , & chacun endroit soi , tenir , observer , & accomplir , selon leur forme & teneur , sans y contrevenir aucunement , sous l'obligation & hipoteque de tous & chacuns leurs biens , presens & à venir. Et pour plus grande aprobation , ont signé ces presentes doubles de leurs mains , & ont voulu & accordé respectivement icelles être reçues , passées , expedies , & delivrées à chacune des parties , par nous soussignez notaires & secretaires de la Couronne de France , signans en état de commandement. Fait à Reims le 14. jour de fevrier , l'an 1575.

Declaration envoyée par le Roi Henri III. en Angleterre , en 1575. par le Sieur de la Châtre , pour l'explication & le renouvellement du traité fait entre le Roi Charles IX. & Elisabeth Reine d'Angleterre. A Blois le 29. avril 1575.

HENRI , &c. A tous ceux , &c. salut. Comme l'une des choses , que nous nous sommes proposé , & mis principalement devant les yeux , étant faits successeurs de notre ample royaume de France ; ce ait été d'embrasser , avec la succession d'une telle Couronne , les amitez des Princes & Potentats de la Chretienité , qui nous ont été aussi par même moien comme successivement delaisées par feu notre tres-cher seigneur & frere , le Roi Charles dernier decedé , de bonne & heureuse memoire , que Dieu absolve ; même celle de notre tres-cher & tres-amée bonne sœur & cousine la Reine d'Angleterre ; avec laquelle il est notoire , qu'outre les anciens traites de paix , que notredit royaume de France a avec celui d'Angleterre , le dix-neuvieme jour du mois de d'avril mille cinq-cens-soixante-douze , il fut arresté & conclu un traité de ligue & confederation , pour plus grande assurance & confirmation de leur commune amitié ; & soit ainsi que de tous & chacuns les points & articles dudit traité nous soions bien & dûement informez , comme nous les ayant fait représenter de nouveau , outre la connoissance que nous en avions auparavant.

Savoir faisons , que nous remettant en memoire , qu'il n'en peut avenir que tout bien , profit , utilité , & commodité a nos communs sujets , & la deliberation , que nous avons prise de vivre en toute benne amitié & voisinance avec l'o-

*Angleterre.
1575.
29. avril,*

redite bonne sœur & cousine, comme Princesse, de qui nous reverons & estimons les rares, excellentes, & singulieres vertus : Avons en satis-faisant au troisieme article dudit traité, déclaré & declarons par ces presentes, que icelui nous avons accepté & agréé, acceptons & agréons en tous & chacuns ses points & articles ; entendons l'entretenir, garder, & observer inviolablement, & le reputer de même force & valeur, que s'il avoit été en nôtre propre nom conclu & arresté. Et ce nous promettons en foi & parole de Roi, & sous l'hipothèque de tous & chacuns nos biens, presens & à venir, & ceux de nos successeurs, sans jamais aller ni venir au contraire. En témoin, nous avons signé ces presentes de nôtre propre main, & à icelles fait aposer nôtre scel. Donnée à

Memoire baillé au sieur de la Châtre allant en Angleterre, en execution des lettres ci dessus.

LE Sieur de la Châtre, Chevalier de l'Ordre du Roi, Capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, & son Lieutenant-general au pais de Berri, que Sa Majesté dépêche presentement vers la Reine d'Angleterre, après lui avoir présenté les lettres de creance, qu'elle lui écrit avec ses cordiales & plus affectionnées recommandations, lui dira :

En premier lieu, que si Sadite Majesté eût satisfait à soi même en la bonne inclination, qu'elle a envers ladite Dame, & en la sincere amitié qu'elle lui porte, elle eût plutôt dépêché vers elle, dès le lendemain de son arrivée en son royaume pour faire l'office, dont a chargé presentement ledit Sieur de la Châtre ; que d'attendre jusqu'à cette heure ; de quoi ayant été detournée par les ordinaires occupations, qu'elle a eues ci-devant pour donner ordre à ses affaires, & par ce voiage lointain qu'à son arrivée elle a fait du côté de Languedoc, il la prie d'excuser, si plutôt elle n'a envoyé vers elle ; & de n'interpreter cela à aucune froideur d'affection, qui soit du côté de Sadite Majesté, mais au susdit empêchement.

Assurera ladite Dame, que entre les amitez de beaucoup de Princes & Potentats, qui ont été delaisées à Sadite Majesté avec la succession de ce royaume, par la mort du feu Roi son frere, il n'en aura jamais une plus chere, ni en plus grande estime, que la sienne. Et comme jusques ici elle pense lui avoir donné toute occasion de le croire ainsi, aussi espere-t-elle bien par les bons & fraternels offices, qu'elle continuera envers ladite Dame, lui en donner à toutes occasions un tres-parfait & assuré témoignage.

En prenant la dessus icelle Dame une certaine assurance, & faisant un tres ferme fondement, comme sur la parole d'un Prince, qui entre autres choses fait grande profession de se montrer en les dits fort veritable, & de ne violer jamais ses promesses ; il la requerera aussi de sa part, duser de pareille correspondance envers Sadite Majesté, ainsi qu'il est convenable pour un plus solide établissement de leur commune amitié, & leur en rendre un reciproque contentement.

Ce propos de la grande confiance, que doit avoir ladite Dame en l'affection

& bonne volonté que lui porte Sadite Majesté, sera étendu par ledit Sieur de la Châtre de tout le plus honneste langage, dont il se pourra aviser, pour la lui représenter bien à la vérité telle qu'elle la lui a déclarée à son parlement; de sorte qu'il ne lui en puisse demeurer aucun doute ni scrupule, mais faire état qu'elle ne peut avoir un plus assuré & parfait ami en toute la Chrétienté, que Sadite Majesté, quelques mauvais esprits qui se puissent mettre à la traversé, pour lui persuader le contraire; ainsi qu'il aviendra toujours assez aisément par la sollicitation de ceux, qui ne pourront voir qu'avec grand regret une amitié bien sûrement établie entre tels Princes, tant d'uisible & profitable à leur commune grandeur, & au bien de leurs sujets.

Après que sur ce sujet il aura entretenu ladite Dame, viendra à lui dire, que Sadite Majesté voulant satisfaire au premier point de l'assurance, qu'elle pense lui devoir donner de son amitié & bienveillance, lui a baillé charge, en satisfaisant au contenu d'un article du dernier traité de ligue fait entre le feu Roi Charles & elle, (duquel article la copie lui est baillée) de lui déclarer, qu'elle accepte & a pour agreable ledit traité de ligue & amitié en tous & chacuns ses points & articles, & le veur entretenir & observer inviolablement, comme s'il avoit été conclu par elle-même. Pour rémoignage de quoi, elle a fait expedier ses lettres en forme dûe, avant le terme d'un an designé par ledit article, tant elle desire donner d'heure assurance de ce qu'elle porte en son cœur de sincere & parfait amitié envers ladite Dame; lesquelles lettres ledit sieur de la Châtre mettra entre ses mains, étendant le principal point & but de son voiage à lui donner confiance de l'amitié de Sadite Majesté, & lui en fera toute la plus honorable expression qu'il pourra.

Ladite Dame se pourra enquerir sur l'état des affaires de ce royaume, & à quel point les choses y sont réduites. Surquoi il dira, que si les sujets, qui se sont emus se fussent mieux reconnus qu'ils n'ont fait jusques ici, & rendus capables de la bonne inclination, que Sadite Majesté a de les mettre en repos, & de leur donner une bonne paix, les choses seroient en meilleur état qu'elles ne sont; ce neanmoins l'on espere, qu'avec la grace de Dieu, il s'y apportera dedans peu de tems quelque bon remede, dont le royaume demeurera grandement soulagé; & les Princes voisins, qui en aiment le bien & conservation, recevront beaucoup de contentement.

Ledit sieur de la Châtre arrivant en Angleterre se rendra au logis du sieur de la Mothe-Fenelon, Ambassadeur de Sa Majesté, pour lui communiquer le contenu au present memoire, & prendre avis de lui, comme de celui qui est sur les lieux, & qui a bonne connoissance des affaires de par delà, s'il fera à propos d'y ajouter ou diminuer quelque chose, pour donner toujours plus de confiance à ladite Dame de l'amitié & bienveillance, que lui porte Sadite Majesté; & qu'elle ne doit attendre de son côté, que toutes choses dignes d'un Prince qui lui est tres-sûr & parfait ami.

Article baillé à part.

SI sur ce propos ladite Dame s'enquiert des deputez de Monsieur le Prince de Condé, & demande s'ils seront jà venus trouver Sadite Majesté, lui respondra que non, mais que l'on les attend pour le commencement de mars prochain. Et pour ce que Sadite Majesté ne peut faire de moins, que de montrer qu'elle a soin de la Reine d'Ecosse, qui outre qu'elle est Reine d'un royaume, qui a perpetuelle alliance & amitié avec le sien, lui est fort proche alliée, pour avoir épousé le feu Roi François son frere: Ledit sieur de la Châtre priera ladite Dame de lui faire faire tout bon traitement, digne d'être usé par Princesse si genereuse & magnanime, qu'elle est estimée, & de l'avoir pour recommandée, & aussi la conservation de son royaume d'Ecosse. Mais d'autant que la Reine d'Angleterre a montré quelque fois s'alterer beaucoup, quand l'on lui a parlé de ladite Dame Reine d'Ecosse, il semble, qu'il ne faudra en mouvoir propos pour la premiere audience, mais le remettre à la seconde, après que ladite Dame aura été mieux confirmée de la bonne volonté & affection de Sadite Majesté, par l'honneste langage, que lui aura tenu ledit sieur de la Châtre, afin qu'elle le prenne en meilleure part.

Ampliation du memoire du sieur de la Châtre.

OUTRE le contenu en l'autre memoire & instruction, qui a été baillé au sieur de la Châtre, le Roi lui a voulu donner charge des choses qui s'ensuivent.

Premièrement, d'autant que la Reine d'Angleterre a fait ci-devant entendre, avoir quelque volonté à s'interposer pour le fait de la pacification des troubles de ce royaume, il ne sera que bien à propos, qu'en lui parlant de ce fait selon le contenu en sadite instruction, il ajoute à ce qu'il a charge de lui dire, que Sa Majesté se promet bien que ladite Dame, pour l'affection qu'elle porte au bien de ce royaume, sera bien aise de le voir reduit en quelque bon repos, & y aidera toujours de ses bons offices, aux occasions qui s'en pourront presenter, afin de la mettre au chemin de s'ouvrir de ce qu'elle pourroit avoir sur le cœur en cet endroit, pour en faire rapport à son retour de par deçà.

Et afin que ladite Dame connoisse mieux, combien Sa Majesté veut proceder sincerement avec elle, & faire cesser tous sujets, qui pouvoient diminuer quelque chose de la bonne & sincere amitié, qu'elle desire demeurer entre elles, & leurs royaumes & sujetz; si ladite Dame tombe sur le propos, des depredations & pirateries qui se commettent ordinairement sur la mer, au plus grand detrimment tant des sujets de Sadite Majesté, que de ladite Dame, ledit sieur de la Châtre lui fera entendre, qu'elle ne desire plus rien en ce monde, que de s'accorder avec elle de quelques bons moïens & expediens, par lesquels telles choses soient empêchées au commun bien de leurs sujets; & ceux qui les commettent, grievement punis & châtiez.

Et pour ce que ainsi que ledit sieur de la Châtre étoit prêt à partir, il s'est

vû une lettre de la Reine d'Ecosse, par laquelle elle desire bien fort, que celui qui ira par delà de Sadite Majesté, ait aussi charge de la visiter, auquel elle pourra faire entendre plusieurs choses de grande importance : & semblablement que Sadite Majesté la fasse comprendre au traité de ligue, qui pourroit être de nouveau fait avec ladite Reine d'Angleterre : Sadite Majesté écrit, que au propos que ledit sieur de la Châtre a charge de tenir à ladite Dame en recommandation de la Reine d'Ecosse, il ajoute, que pour servir au respect de l'amitié, qu'elle porte à ladite Reine d'Ecosse à cause de la perpetuelle alliance, qu'a eue Couronne avec son royaume, & aussi de la particuliere dont elle lui touche, étant sa belle sœur, & ayant épousé son frere aîné; elle a estimé, qu'elle ne peut faire moins, que de donner charge audit sieur de la Châtre de la visiter pour la consoler, tant de la mort intervenue en la personne du feu Monsieur le Cardinal de Lorraine, que de Madame de Lorraine, qui étoient les principaux & plus amis parens, dont il est bien certain qu'elle se trouvera grandement affligée; la requerrà à cette fin de lui vouloir permettre de faire cette amiable visitation, qu'il assurera n'être pour aucun autre effet. Et si ladite Dame se rend difficile de l'accorder, comme l'on le croit assez aisément, ne sera besoin, que ledit sieur de la Châtre en fasse une plus vive instance, de peur qu'elle ne pût suspicion, que ce fût pour quelque autre effet : mais en ce cas, il la priera de lui permettre pour le moins d'y envoyer un de ses gens, que Sa Majesté desire être le sieur de Lancosme,* qu'elle a voulu qu'elle mène avec lui pour cet effet; lequel y allant en premier lieu, assurera ladite Reine d'Ecosse de toute l'amitié & bonne volonté de Sadite Majesté; & qu'elle est prête & bien deliberée de l'assister & aider en son affliction, & favoriser les affaires autant qu'il lui sera possible, & que l'état des choses le lui pourra permettre. La rendra capable de ce que ledit sieur de la Châtre a négocié présentement avec la Reine d'Angleterre, pour le fait du traité de ligue, & lui fera bien entendre, comme ce n'est qu'une simple declaration, que Sa Majesté fut d'avoir agreable celui qui fut conclu & arrêté par le feu Roi a Blois, en l'an 1572. en satisfaisant au . . . article de celui qui porte nommément, que le successeur de celui des deux Princes contractans, qui sera decédé, sera tenu un an après le trepas du decédé, de lui declarer s'il aura agreable ledit traité, ou non; sans que ledit sieur de la Châtre ait charge d'entier en aucunes nouvelles conventions, ni rien innover, changer, ou innover au susdit traité, qui est cause que Sadite Majesté ne peut envoie du monde satisfaire à ce que desire d'elle la Reine d'Ecosse, dont a estimé qu'il n'étoit aucunement à propos de parler pour son bien particulier, & de ses affaires.

Lui dira, comme Sa Majesté lui a donné charge d'entendre bien particulièrement tout ce qui lui sera déclaré par ladite Dame Reine d'Ecosse, pour lui raporter après fidelement, afin qu'en étant bien informée Sadite Majesté, de tant plus elle s'emploie à lui faire tous offices convenables & dignes de l'amitié qu'elle lui porte.

* Il fut envoyé Ambassadeur à la Porte en 1585.

*Traité entre Monsieur le Duc d'Anjou & d'Alençon, & les Etats
Generaux des Pais bas, A Anvers le 13. aoust 1578.*

*Pais-Bas.
1578.
13. aoust.*

ACCORD & alliance faits entre le sieur Marquis de Reignel, Baron de Busly & de Saxefontaines, Capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du Roi Tres-Chretien, Gouverneur & Lieutenant General es pais & duché d'Anjou ; & Colonel General de l'Infanterie Francoise de Monseigneur le Duc, representant la personne dudit seigneur, accompagné de Messieurs de la Neuville & de Mondoucet, Conseillers & Chambellans ordinaires des affaires, & conseil dudit seigneur Duc, selon la commission emanée de son Altesse, du vint-deuxieme de juillet dernier, d'une part ; & les Prelats, Nobles, & Deputez des villes representans les Etats Generaux des Pais-bas, d'autre,

Premierement, Monseigneur le Duc d'Anjou assistera Messieurs les Etats de ses forces & moiens, pour leur delivrance de la tyrannie insupportable des Espagnols, & de l'inique invasion de Don Juan, & de ses adherans.

A sçavoir, en entretenant a l'assistance de cette guerre dix-mille hommes de pied, & deux mille chevaux paieez & soudoiez à leurs frais l'espace de trois mois entiers & continuel. Bien entendu, que pour les grands frais & dépenses, que déjà il a eü à l'occasion de cetteditte guerre par diverses levées, & pour le regard du précompté deuidits frais, le premier mois lui sera déjà alloüé pour tout ce mois d'aoust courant, tout ainsi comme s'il eût assisté leuidits Etats du nombre susdit des gens de guerre ; & commencera-t'on à compter les deux autres mois ensuivans, pour fournir audit tems de trois mois susdit, dès le premier jour du mois de septembre prochainement venant ; pourvu toutefois & en cas que toutes les forces dudit seigneur Duc, jusqu'au nombre susdit, soient lors pour ledit premier du mois de septembre, arrivées dedans le pais, & prêts pour faire le service ; autrement commenceront leuidits deux mois dès le jour de leur arrivée, pour compter ensuivamment jusqu'à l'expiration deuidits deux mois. Desquels pour la raison susdite, leuidits Etats se contendront au regard du parfournissement des trois mois desusdits mentionnez.

Et au cas, que ledit tems passé, la susdite guerre ne soit encore achevée, ledit seigneur Duc continuera son assistance & secours au nombre de trois mille hommes de pied, & cinq-cens chevaux à la seconde solde employer, tant pour la garnison des places, qu'on lui baillera, qu'ailleurs, pour le bien desd. Etats.

Et là dessus ont leuidits Etats accordé & accordent audit seigneur Duc le titre de Defenseur de la liberté des Pais-bas contre la tyrannie des Espagnols, & leurs adherans ; & comme tel le feront declarer & publier par tout le pais, afin que par là il apparaisse de la legitime occasion qu'il a de les secourir.

Et comme pour l'assurance de l'une & de l'autre partie contre les ennemis communs, qui par ci-après se pourroient former, ou contre lui, ou contre leuidits Etats, pour le regard de cette entreprise & resolution, & aussi pour entretenir & augmenter la bonne correspondance & amitié, qu'il a plu à la serenissime Reine

Reine d'Angleterre maintenant avec eux ; a été trouvé tres expedient & necessaire , que ledit seigneur Duc avec lesdits Etats moiennent devers icelle , qu'il plaist à Sad. Majesté d'entrer avec eux en une bonne , ferme , & indissoluble alliance, pour le bien & utilité commune de ses pais , dudit seigneur Duc , & deld. Etats , y conjoignant aussi le Roi de Navarre & ses confederéz , & Monsieur le Duc Casimir , Comte Palatin ; ensemble tous autres Princes , Potentats , Villes , Republiques , qui le desireront , & que , par commun avis , l'on trouvera convenir , sous les conditions & articles , que pour la meilleure seurité des alliez & confederéz , l'on pourra ci-aprés conclure & accorder , Mais comme Mondisieur de Bussy , & autres deputez dudit seigneur Duc , declarent n'avoir aucun pouvoir de ce faire , sera ledit sieur de Bussy requis , qu'il veuille faire tout devoir vers ledit seigneur Duc , à ce que le concept d'alliance puisse être effectué. Bien entendu , qu'elle ne servira aucunement pour envahir quelques autres qui ne seront ennemis de ladite alliance , & Mondisieur Duc n'entreprendra guerre contre ladite Reine d'Angleterre , & ne souffrira autant qu'il lui sera possible , qu'il lui en soit fait.

Et s'obligeront lesdits Etats pareillement vers icelui seigneur Duc , d'entretenir avec lui une perpetuelle association & alliance ; & cette guerre étant finie , l'assister contre tous & envers tous , qui le voudront assaillir , avec le nombre de dix mille hommes de pied , & deux mille chevaux , paiez & soudoiez à leurs dépens , l'espace de trois mois ; & iceux expirez , & que la guerre ne fût finie , seront tenus de lui continuer le secours en nombre de trois mille pietons , & cinq-cens chevaux , excepté tant seulement l'Empire , les roiaumes d'Angleterre & d'Ecosse , & autres alliez & confederéz deldits Etats ; si comme les Rois de Danemarck & de Suede , les Villes Hanseatiques , les Princes Electeurs , & le Duc de Cleves. Et si ledit seigneur Duc d'Anjou veut entreprendre quelque guerre , lesdits Etats l'assisteront des forces susdites , en cas qu'icelle guerre se fasse par leur avis , selon les privileges du pais.

Bien entendu , que ledit seigneur Duc n'entreprendra nulle guerre pour le fait & cause de la Religion , & autrement ; auquel cas lesdits Etats ne seront tenus de lui prêter aucun aide ou secours : & cependant durant le secours dudit seigneur Duc ci-dessus mentionné , accordent lesdits Etats , qu'en toutes expeditions de guerre , étant son armée jointe par commun avis avec la leur ; & ledit seigneur Duc y étant en personne , sera nommé le premier , & y commandera comme defendeur de la liberté du Pais-bas , conjointement avec lesdits Etats réputé pour leur General ; & n'y étant ledit seigneur Duc en personne , commandera ledit General des Etats seul .

Mais en ce qui concerne le fait de la police & du gouvernement du pais , sera ledit seigneur Duc content de ne s'y entremettre ; ains demeurera l'entiere maniance & conduite ausdits sieurs Etats , & ceux qui par lesdits Etats à ce sont ou seront commis & ordonnez , si comme Mondisieur l'Archiduc , & ceux qui sont du Conseil d'Etat. Bien entendu toutefois , que les dépêches qui partiront de la part dudit seigneur Duc , se feront de la part deldits sieurs Etats , & du Conseil d'Etat , & ce par forme d'avis & requisition : & au reste le present gouvernement demeurera en l'état & disposition entierement , comme il est à present.

Et comme ainsi soit que tous traitez particuliers ne peuvent sinon engendrer matiere de défiance, & division de mutuelle sincerité & rondeur, ledit seigneur Duc promet, qu'il ne fera nuls traitez, capitulations, accords, ni dressera intelligence en particulier avec aucunes villes, provinces, ou personnes, particulièrement de par deçà, sans le seû, consentement, & agreation desdits Etats en general. Comme pareillement lesdits sieurs Etats promettroient de ne faire nul traité, capitulation, accord, ni dresser intelligence en particulier avec une ville, province, ou personne particuliere de par deçà, qui pourroit être au prejudice dudit seigneur Duc, & de ce present traité.

Et en outre promettent & s'obligent qu'en cas que par ci-après ils voullussent prendre un autre Prince, ils le prefereront à tous autres, pour les questions, qui lors lui seront proposées.

Et a l'effct que dessus, s'assembleront les Etats Generaux dedans trois mois après la guerre finie, & plutôt, si faire se peut, pour en retoudre.

Et pour l'assurance dudit seigneur Duc, lesdits Etats sont contens de lui mettre es mains les villes par ci-devant promises pour sa seurété, sa retraite, & accommodement des bleffez & malades, à savoir, Le Quésnoy, Landiecy, & Bavay. Bien entendu, que si ledit seigneur Duc peut prendre sur l'ennemy une de ses villes, Marimbou, Philippeville, ou VVigiz, elle lui sera baillée en échange de Bavay à son choix & option.

Pour faire delivrer lesdites villes audit seigneur Duc, seront déz échées lettres, tant à icelles villes, qu'au sieur Comte de Lalain, Gouverneur de Hainaut, & aux Gouverneurs particuliers d'icelles villes par lesdits Etats & par le Conseil d'Etat à la fin susdite, leur remontrant, que c'est pour le bien & la seurété generale, & la leur en particulier. Et en cas de refus, lesdits Etats & Conseil d'Etat donneront commandement plus étroit, avec protestation contre eux de tout le mal qui en pourroit avenir, & feront tout autre devoir possible, tant envers ledit sieur Comte de Lalain, que autres, afin que soit accomplie l'assurance desdites villes.

Et outre toutes villes, places, & forteresses situées par delà la Meuse, & lesquelles ne sont à present, ou n'ont été unies & conjointes en l'alloccation des Etats, depuis la Pacification de Gand, si comme Luxembourg, qui se prendront par armes dudit seigneur Duc, soit seules ou accompagnées de forces & armes desdits Etats, demeureront sous la puissance, commandement, & obeissance dudit seigneur Duc, sa vie durant. Et après son trepas, succederont & heriteront lesdites villes conquisees, & celles qu'il recevra pour son assurance, à ses enfans nâles procréez en loial mariage, n'heriteront & ne succederont à autres quelconques hoirs ou aians cause; de quoi seront donnees toutes seurtez, lettres, & obligations nécessaires en bonne & vûe forme.

Mais quant aux villes, places & forteresses, qui ont été unies avec lesdits Etats, depuis ladite Pacification de Gand, icelles demeureront ausdits Etats, en cas qu'icelles puissent être recouvrees, en quelque façon que ce soit.

Et quant aux villes & places aussi non alloccées en la façon susdite, qui se rendront de leur gré, & sans être forcées par armes, ou si-ges, si comme par intelligence ou composition; sont contens lesdits Etats, que ledit seigneur Duc

participera de la moitié de la conquête d'icelles.

Acceptant néanmoins l'office qu'en remboursant par lesdits sieurs Etats les frais & entretenemens des gens de guerre, faits par ledit seigneur Duc pour la generale défense de la patrie, lesdites villes, promises en assurance, leur seront rendues.

Acceptant aussi lesdits sieurs Etats les offres & presentations, que ledit seigneur Duc leur a faites de se declarer, comme déjà il s'est déclaré; comme aussi ils acceptent l'ampliation d'icelui article d'être ennemi de tous ceux, que les Etats tiendront & reputeroit pour ennemis, & principalement des Espagnols, & leurs adherans & partisans, dont s'imprimera acte public & solennel, en la forme que lesdits Etats aviseront.

D'avantage, que ledit seigneur Duc n'emmenera par deçà nuls étrangers gens de guerre autres que François naturels, & iceux en nombre predict, sauf la garde ordinaire de Suisses, qui est du corps de la Maison, & si aucunement il en fût requis par lesdits Etats.

Que ledit seigneur Duc empêchera par toutes voies à lui possibles, que nuls troupes Françaises ni autres viennent au secours des Espagnols; comme aussi empêchera tout autre renfort & assistance qui se puisse faire aux ennemis, tant que possible lui sera.

Item. Que les troupes, qui par ledit seigneur Duc seront envoyées au secours desdits Etats, seront envoyées & employées par commun avis au plus grand bien & seurété du pais, remerciant tres. affectueusement ledit seigneur Duc des actes d'hostilité, que déjà il a montré contre les ennemis; bien entendu, que ni ledit seigneur Duc, ni lesdits sieurs Etats, ne pourront respectivement traiter aucune paix ou amitié avec le Roi d'Espagne, & autres dessus mentionnez, sans le sçu, consentement, & gré l'un de l'autre, moiençant que durant l'espace de tout ce mois d'aoust qui court, en cas que lesdits sieurs Etats puissent arrester avec Don Juan conditions d'une paix assurée & bonne, avec l'effet d'icelle à leur contentement, lesquels ne seront en prejudice dudit seigneur Duc, ni de ses serviteurs, allies & confederes, ils aient la liberté & puissance d'y entendre, & de les conclure & arrester; moiençant que durant cedit mois d'aoust, ledit Don Juan remette les villes de Limbourg, Ruremunde, & Deventer, ensemble toutes les villes sises de deçà la Meuse és mains desdits sieurs Etats; pourvû qu'en icelui traité soit compris ledit seigneur Duc, & tous ceux qui en cette presente expedition & entremise lui auront servi & assisté; comme aussi tous autres Princes & Potentats y seront compris, qui auront donné secours & assistance ausdits sieurs Etats en cette presente guerre, si comme la serenissime Reine d'Angleterre, le Duc Jean-Casimir, Comte Palatin, & autres.

Et à condition que par ci-après si on faisoit la guerre audit seigneur Duc, en respect & pour cause du secours qu'il a voulu prêter ou a prêté ausdits Etats, ils seront tenus de l'assister & secourir de leurs forces & moiens, suivant l'article ci-dessus spécifié sur cette matiere: Et d'avantage, que se faisant la paix au terme susdit, ils reconnoîtront le benefice d'icelle paix, après Dieu, de la main dudit seigneur Duc, & lui seront rembourser sous les frais & dépens que pour ledit secours il aura faits & paie; & en outre, lui seront une reconnoissance congne à la grandeur: & que pendant que l'on traitera la paix, & durant le terme susdit, tous les

K k k k ij

autres points & articles ci-dessus mentionnez, demeureront en leur pleine vigueur & force, & s'exécuteront promptement, & ne laissera-t'on de faire tous actes d'hostilité.

En outre, acceptant lesdits Etats la presentation en offre, que ledit seigneur Duc leur fait, concernant la conservation des villes, qui lui seront mises en main, en telle forme que les habitans auront occasion de s'en contenter, & avec si bonne discipline, que les voisins en puissent prendre exemple, entretenant leurs privilèges, droits, & libertez anciennes, & les rendant en tout tel état de forteresses & munitions, qu'il les aura reçues, sauf si elles étoient assaillies, & violentées par l'ennemi, dont ledit seigneur Duc leur donnera assurance.

Ainsi fait, accordé, & arrêté en la ville d'Anvers, par lesdits sieurs Ambassadeurs & Etats Generaux, lesquels en signe de verité ont fait signer cette par leur secretaire Maître Jean Gouffin, le 13. jour du mois d'aoust 1788. Par ordonnance desdits Etats, GOUFFIN..

*Articles & conditions acordées entre Monsieur le Duc d'Alençon, & les
Etats Generaux des Pais Bas. Au Plessis-lès-Tours,
le 19. de septembre 1580.*

*Pais-bas.
1580.
19. septembre.*

PREMIEREMENT, que les Etats éliront & appelleront, élisent & appellent Son Altesse pour Prince & seigneur desdits pais, à tels titres, à savoir de Duc, Comte, Marquis, & autrement, avec telles superioritez & prééminences, comme les seigneurs precedens les ont possédez: Bien entendu que toutes les alliances de la Maison de Bourgogne, & Pais-bas, tant avec l'Empire, & les roiaumes de France, d'Angleterre, Danemarc, qu'autres, non prejudiciables au present traité, demeureront en leur entier, sans qu'il y ait aucun changement.

Après le trépas de S. A. ses hoirs mâles legitimes, procédez de lui, succéderont esdits pais; & advenant que S. A. ou sesdits hoirs, auroient plusieurs enfans mâles legitimes, sera au choix desdits Etats de prendre celui qu'ils trouveront mieux convenir.

Et en cas de minorité du successeur ou choisi par lesdits Etats, iceux lui commettront gouverneur, retenant à eux la tutelle, gouvernement, & administration des pais, tant & jusques à ce qu'il aura acompli les vint ans de son âge, sinon qu'il y eût été pourvû autrement par Son Altesse, & ses hoirs, selon l'avis des Etats: & venant Sadite Altesse, & hoirs suidits à défaillir, sera en la puissance des Etats des pais, d'élire un autre Prince & seigneur.

Son Altesse sera mise en possession des domaines des pais, en l'état qu'ils se trouvent à present, lesquels domaines demeureront chargez de toutes dettes réelles, & quant aux personnelles, & quant à celles qui ont été faites & créées par les seigneurs precedens, avec les provinces & villes ici contractantes, & autres unies, ou avec les particuliers & habitans d'icelles tenans leur parti, lesquels en seront déchargez & satisfaits: & S. A. jouira desdits domaines, & les fera

d'esservir par tels qu'il lui plaira, moiençant qu'ils soient naturels du pais; & se contentera desdits domaines, sans qu'il puisse lever ou asséoir aucuns deniers extraordinaires, sans le consentement des Etats, suivant leurs anciens privileges: & là où lesdits domaines se trouveroient tant chargez, qu'ils ne fussent suffisans à entretenir l'état de S. A. lesdits Etats refoudront d'y fournir, & lui donner tout contentement & satisfaction raisonnable.

Son Altesse entretiendra aux pais, provinces, villes, & communautéz, les anciens traitez, contrats, droits, privileges, franchises, libertez, & usages, & même l'*Union d'Utrecht**, en ce qu'elle ne peut prejudicier au present traité.

* faire le 22. de
janvier 1579.

Son Altesse ratifiera tout ce qui a été ordonné & conféré par ci-devant par l'Archiduc Mathias, & par les Etats, tant en general qu'en particulier.

Que S. A. sera tenue d'assembler les Etats Generaux, pour le moins une fois par an, afin d'y être ordonné & disposé sur les occurrences concernant le bien du pais, & l'entretenement des privileges d'icelui; outre que lesdits Etats auront puissance de s'assembler toutes & quantes fois qu'ils trouveront convenir pour les affaires du pais, suivant les anciens privileges.

S. A. tiendra sa residence esdits Pais-bas, & en ce cas que pour urgente nécessité il s'absentât pour un tems, commettra quelqu'un des Pais en sa place, qui soit agreable, & du consentement desdits Etats.

S. A. aura pour Conseil d'Etat, naturels du pais, tels que les Provinces commettront, ou ont commis pour cette fois; auquel n'assisteront aucuns étrangers, ni François, ni autres, sinon un ou deux, du consentement desdites Provinces, & agreables à icelles: & pour l'avenir, quand d'autres seront substitués; S. A. les commettra à la denomination desdites Provinces.

S. A. étant esdits Pais-bas, aura les principaux officiers de sa maison de ceux desdits pais; & quant aux autres, pourra prendre tels qu'il lui plaira, à condition toutefois que la plus part des gentilshommes seront desdits pais.

Quand le tems écherra, qu'il faudra pourvoir aux gouvernemens des Provinces & places fortes, & aux principaux officiers de la Province, seront nommez trois par ceux de ladite Province, desquels Son Altesse choisira l'un, & ceux qui se dénommeront pour les chefs des villes, seront agreables à icelles.

S. A. promettra d'entrettenir la Religion & Religions esdits Pais, en tel état comme elles son presentement, ou comme és Etats de chacune province par ci-après sur ce sera disposé, & nommément és pais de Brabant, Gueldre, Flandres, Utrecht, Malines, Frise, Overissel, Ommelandes, Drent, & Tevvent, sans que de la part de S. A. rien y soit changé ou innové.

Hollande & Zelande demeureront comme ils sont à present, nommément au fait de la Religion, & autrement: Bien entendu qu'en affaires concernant la monnoie, la guerre, les contributions, & les privileges d'entre les provinces & villes respectivement, ils se soumettront à S. A. & à la generalité, suivant les acords & traitez faits par communs avis des Etats Generaux, ou à faire selon les anciennes coutumes, usances, & privileges.

Et en general S. A. ne permettra point, que personne soit recherché ou enquis.

K k k k iij,

en sa maison , ou autrement inquieré pour le sujet , & sous le pretexte de ladite Religion , ores qu'il fist exercice d'icelle hors desdites Provinces , prenant les uns & les autres en sa protection.

Que S. A. fera & procurera envers le Roi de France , qu'il aidera lui & ses hoirs de ses forces & moiens , pour toujours se maintenir , ensemble les Provinces contractantes étans de son obeissance , contre tous ennemis , fût le Roi d'Espagne , ou autres alliez & ennemis ; & que Sa Majesté ne permettra qu'aucune aide , faveur , secours , & passage , soient donnez en son royaume audits ennemis , & commandera aux gouverneurs des provinces , villes , & places frontieres , & autres , de favoriser , & donner passage libre aux habitans desdits pais.

Après que S. A. sera en possession & jouissance actuelle desdites provinces , fera que le royaume de France & lesdits pais , s'allieront , & demeureront alliez , faisant la guerre , par commun avis , contre tous ceux desquels l'un ou l'autre viendroit à être assailli : Bien entendu toutefois que lesdits pais ne seront incorporez à la Couronne de France , ains demeureront sous leurs loix , coutumes , droits , usances , contrats , & privileges anciens.

En outre , pour plus grande assurance contre les ennemis communs , qui par ci-après le pourroient formaliser contre le present traité ; & aussi pour augmenter & entretenir la bonne correspondance & amitié qu'il a plu à la Reine d'Angleterre , aux Rois de Danemarck , Portugal , Suede , Ecosse , & de Navarre ; aux Princes de l'Empire , villes de la Hanse Teutonique , & autres Princes , Potentats , Republiques , Villes , & leurs confederes , maintenant avec les Etats des Pais-bas , ils seront requis de la part de S. A. & Etats susdits , d'entrer avec eux en étroite , ferme , & indissoluble alliance , pour le bien & utilité commune , sous les conditions & articles , que par communs avis , pour la meilleure sécurité , & assurance des alliez & confederes , l'on pourra par ensemble conclure & arêter.

S. A. sera obligée de faire la guerre , & maintenir lesdits pais commedessus , tant avec les moiens , qu'il aura eüs du Roi son frere , que les tiens ; à quoi lesdits Etats fourniront par an la somme de deux millions quatre-cens mille florins , le florin de quarante gros monnoie de Flandre ; de laquelle somme seront devant tout paiees les garnisons & gens de guerre du pais , en tel nombre qu'on trouvera convenir.

Quant au General de l'armée , S. A. l'ordonnera par avis & consentement des Etats , & commettra sur les troupes françoises un Chef agreable aux Etats susdits.

Il ne pourra mettre aucuns François , ou étrangers , en garnison es villes & places fortes , sans le consentement de la province où la place est ; & quant aux autres du pais , les mettra par avis du Conseil susdit.

Mais pour pourvoir aux necessitez des gens de guerre , seront ordonnées par les Provinces places commodas & seüres , pour rafraichir & hiverner les compagnies en cas de besoin.

Que tous gens de guerre étrangers , tant François que autres , seront tenus de sortir du pais , quand les E. G. le requerront à S. A.

Il ne pourra faire aucune alliance avec le Roi d'Espagne, soit par mariage, ou autrement, ni accord avec ledit Roi, ou les Provinces desunies, sinon avec l'avis, consentement, & aveu des Provinces, qui l'auront reçu ; comme il ne fera aussi d'autres alliances étrangères, au prejudice dudit pais & de ce traité.

Bien entendu que les Provinces, villes, & places desunies, & autres qui se voudront soumettre à S. A. & joindre avec les Etats contractans, seront reçues & admis en ce traité.

Et quant à celles qui seront prises par force, S. A. en ordonnera par avis des Etats, ainsi que par leur commun consentement sera trouvé convenir, soit par les Provinces desunies, ou autres au Pais-bas.

S. A. & ses successeurs, feront le serment solennel & acoutumé en chacune Province, par-dessus le general serment à faire aux tats, de l'observation de ce traité. Et en cas que S. A. ou ses successeurs, contrevinssent à cedit traité, en aucuns points d'icelui, les Etats seront de fait absous & déchargés de toute obéissance, serment, & fidelité, & pourront prendre un autre prince, ou autrement, pourvoir aux affaires comme ils trouveront convenir.

Au reste, puisque Monseigneur l'Archiduc, d'Autriche aiant été appelé en ces pais s'y est fidellement employé & aqité selon ses promesses, sera avisé par lesdits pais, ensemble S. A. par quels meilleurs moyens on pourroit donner audit Archiduc toute raisonnable satisfaction & contentement.

Tous lesquels articles ont été accordez, conclus, & arêtez par Sad. A. en son Conseil, & par les deputez, suivant le pouvoir, memoire, & instructions à eux données par les deleguez des provinces de Brabant, Flandre, Hollande, Zelande, Malines, Frise, Ommelandes, en l'assemblée generale des Etats, tenus en la ville d'Anvers le douzieme jour d'aoust dernier passé, ledit pouvoir signé J. Gouffin, & A. Blinnez, secretaires desdits Etats, & scellé du grand scel desdits Etats de cire rouge ; à la charge que Sad. A. fira tenue pour l'exécution des xv. & xvi. articles susdits, faire que le Roi Tres-Chretien, son frere, lui declarera, & lui donnera assurance sous seing, d'aider Sad. A. & ses hois, de forces & moyens pour toujours se maintenir, ensemble les Provinces contractantes étans de son obéissance, contre tous ennemis, fût le Roi d'Espagne, ou autres allies & ennemis desdits pais ; qu'il ne permettra qu'aucune aide & faveur, secours & passage, soient donnez en son royaume ausdits ennemis ; commandera aux gouverneurs des provinces, villes, & places des frontieres, & autres, de favoriser & donner passage libre aux habitans desdits pais ; & dès que Sad. A. sera en possession & jouissance actuelle desdites provinces, que Sa Majesté & le royaume de France s'allieront, & demeureront allies avec lesdits pais, faisant la guerre par commun avis contre tous ceux, desquels l'un ou l'autre viendront à être assaillis. Ont promis & promettent Sad. A. & lesdits deputez audit nom, de garder, observer, & entretenir inviolablement tous & chacuns lesdits articles selon leur forme & teneur, sans aucune chose y changer ou innover, & ce inconcint après que de la declaration de Sad. M. telle que dessus, sera aparue audit deputez. Bien entendu que Sad. A. suivant la declaration, qui en a été faite ausdits deputez, pourra à l'assemblée des Etats, qui sera faite en sa presence, remettre en deliberation les 2. 3. 9, & 18. article, pour aviser sur les duretez & difficultez

d'iceux ; sauf ausdits Etats d'en ordonner ce qu'ils verront être à faire : & a été passé le sixieme article dessus écrit, sur la declaration & assurance que lesdits deputez ont donné à Sad. A. aucune chose n'avoir été ordonnée & conférée, que des offices & benefices, & quelques menus dons de peu d'importance, même du consentement des Etats : comme aussi en accordant le dixieme article a été dit, qu'en dressant l'état de la Maison de Sad. A. sur les lieux, sera faite declaration, quels sont les principaux officiers mentionnez audit article : & en passant le vint-sixieme d'iceux articles, a été semblablement dit, que les Etats n'avoient entendu comprendre sous icelui ce qui étoit du fait & droit de la guerre, lesquels demeureroient à la volonté de Sad. A. avec son Conseil de guerre ; ce que lesdits deputez ont déclaré ne trouver sinon que raisonnable, n'entendant empêcher, que Sad. A. ne propose ausdits Etats ce qu'elle trouvera être convenable pour plus ample & claire interpretation ou ampliation desdits articles, ou autrement ce qu'elle verra être à faire, & ainsi que dessus a été dit. Fait au Plessis - lès - Tours, le dix - neuvieme jour de septembre l'an mille cinq - cens quatre-vingt. Signé, FRANÇOIS. Et plus bas, *Philippe de Marnix. J. Guichart. And. Heßels. F. de Provins. Jâq. Tayadis. Noël de Saron. Gaspar de Vosberghe.*

Articles accordez entre nous François, Fils de France, Duc de Brabant, de Gueldre, d'Anjou, d'Alençon, de Touraine, de Berry, &c. Comte de Flandre, de Hollande, de Zelande, seigneur de Frije, & de Malines, & les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, A Tenremonde le 26. mars 1583.

*Pais-bas.
1583.
26. mars.*

SON ALTESSE se contenteroit tres-volontiers de choisir sa demeure en la ville de Malines, toutefois considerant qu'on lui fait entendre, qu'on veut parler de nouveaux articles, & que la ratification du serment, que Son Altesse a demandé, n'a été presentement accordée, Sad. A. a avisé de choisir selon l'offre, qui lui a été faite par Messieurs des Etats, la ville de Dunkerque, pour y resider quelques jours, durant lequel tems elle desire de traiter de toutes choses concernant le bien de cet Etat, & vuider les difficultez qui se presentent maintenant ; promettant S. A. en foi & parole de Prince, que cela fait, elle n'a autre intention, & est du tout résoluë de revenir promptement es pais de pardeçà, & pour resider en la ville de Malines, suivant les articles contenus en l'instruction de Messieurs des Etats, du onzieme de mars mille cinq-cens quatre-vingt trois.

Et pour cette occasion S. A. desire, qu'aucuns de Messieurs les Deputez s'acheminent ou envoient en la ville de Gand, & ailleurs où il écherra du pais en Flandre, pour faciliter & assurer son passage.

Sad. A. promettra, tant par lui que ceux de sa Cour & suite, de ne rien atenter contre l'état du pais des Etats Generaux, ni leurs deputez, tant en general, qu'en particulier ; & outre ce promettent & jureront semblablement & particuliere-

ment ceux de la garde, & de la garnison de Dunkerque, de n'atenter rien, ou laisser atenter contre l'état du pais, les Etats Generaux, ni leurs deputez, tant en general, qu'en particulier, ni même contre les manans & habitans dudit Dunkerque, ni la Religion reformée; & demeurera l'exercice de la Religion Catolique libre à S. A. & telle Eglise qu'il lui plaira choisir audit Dunkerque, tout ainsi qu'il avoit en la ville d'Anvers.

Monseigneur fera retirer hors de Vilborde toutes les garnisons françoises, aiant la promesse de Messieurs des Etats d'accomplir les choses ci-acordées, & demeureront avec S. A. trois de Messieurs les Deputez; & fera ladite ville pourveüe de naturels du pais agreables aux Etats de Brabant.

Sad. A. acorde que son armée passera à Tenremonde, & ira loger jusques à Opdorp, Lippelo, Maldere, & autres villages circonvoisins, où elle sera acommodée de vivres; & le lendemain en asseürant Messieurs les Deputez la somme de trente-mille écus d'or être es mains du commissaire à cette fin envoyé pour les délivrer à ladite armée, elle marchera jusques à Villebrouck; où que les chefs, colonels, capitaines, & conducteurs de gens de guerre, feront le serment de bien & fidellement servir S. A. & les Etats Generaux, & de ne rien atenter contre Sad. A. son Etat, ni pareillement contre les Etats Generaux des pais, ni en general, ni en particulier; mais qu'ils s'emploieront pour le service de S. A. & des Etats, contre les ennemis communs, Espagnols, malcontents, & leurs adhérens; ensemble de passer incontinent la riviere aiant reçu l'argent.

Et étant ledit serment fait, fera par les Etats pour l'armée de S. A. fournie & payée la somme de trente mille écus d'or, pour être répartie entre les gens de guerre, selon l'état qui en sera fait & dressé par S. A. dont fera baillé le double ausdits Etats.

Et incontinent que ladite somme de trente mille écus sera fournie & comptée, passera l'armée de S. A. la riviere de l'Escaud à Hellegate, Nielle, & ScHELL, suivant le serment, où elle sera pareillement fournie de vivres.

Et lors que l'armée passera à Tenremonde, les Anglois, Ecoissois, & autres gens de guerre étans au pais de VVaës, se retireront à Rupelmonde, qui seront pareil & semblable serment à S. A. que dessus.

Et au même instant que les otages seront arrivez, & que se feront lesdits paiemens, & que S. A. aura reçu lesdits otages avec lui, seront les garnisons françoises retirees de la ville de Tenremonde, pour être delaissee aux naturels du pais, agreables aux Etats de Flandre, & s'acheminera Son Altesse vers Dunkerque.

Aiant l'armée de S. A. reçu les choses susdites, & en passant lesdites rivieres à VVillebrouck, au même tems passeront aussi la riviere de l'Escaud à Rupelmonde, les Anglois, Ecoissois, & autres gens de guerre qui seront retirez du pais de VVaës, pour être employez lesdits gens de guerre comme il sera avisé, & de là en avant tous ensemble seront payez également des deniers destinez à cet effet, & les vivres distribuez sans exception de personnes; de façon que les uns ne puissent être avantagés plus que les autres. Sera aussi aux Catoliques de ladite armée l'exercice libre de leur Religion au camp.

Faisant ce que dessus, & rendant ladite ville de Tenremonde, seront quant

& quant baillez ôtages, pour sûreté de la delivrance & liberré de tous les prisonniers étans en la ville d'Anvers, & autres lieux, détenus depuis le dix-septieme Janvier; ensemble pour la restitution des papiers, qui étoient en la boîte de S. A. en son cabinet, & qui ont été pris au logis du sieur de Quinsay, & des meubles portez en la Maison de Ville, qui sont en la puisssance desdits sieurs Etats, & du Magistrat, sans pour ce regard faire aucune reservation ni exception. Et quant aux meubles, qui sont demeurez es maisons particulieres, où étoient logez les François, seront aussi restitués, si avant qu'ils soient en naure depuis le dixieme du présent mois S. A. promet que les arrestés faits en France, à cause des troubles ici advenus, seront levez & ôtez, & les prisonniers, biens, & navires mis en liberré, & aussi les arrestés faits à Dunkerque sur aucunes personnes, biens, ou navires des inhabitants ou bourgeois des Provinces - Unies des Pais bas.

S. A. a nommé & choisi pour ôtages, Messire Philippe de Schoonhone, sieur de VVautroy, Bourguemestre d'Anvers; Jean de Straley, sieur de Meuchen, Amman d'Anvers; Roger de Leeftdale, sieur de Milenvven; VVilrich, premier Echevin d'Anvers; Noël de Caron, sieur de Schornevate, Bourguemestre du Franq; avec les trois deputez à cette presente negociation; savoir Messire Adolfe de Meekerke, President de Flandre; Henri de Blois, Bourguemestre de Bruxelles; Maître Guillaume Enkzaeds, pensionnaire d'Anvers. Bien entendu que si aucuns des dénommez ne pûssent pour aucunes raisons, soit par maladie, ou autrement, se transporter, que les Etats en leur lieu enveroient d'autres de semblable qualité, au contentement de S. A.

Sad. A. retiendra le nombre de deux ou trois - cens chevaux, & quatre ou cinq-cens hommes de pied, pour la sûreté & conduite de sa personne jusques audit Dunkerque: & si aucuns de Messieurs de Gand & de Bruges veulent venir voir S. A. lors qu'il aprochera de leurs villes, ils seront gracieusement reçus & reconduits, quand bon leur semblera, en toute sûreté: & feront les ponts nécessaires au passage de S. A. dressez sur la riviere de VVaës, & autres endroits, où il aura à passer, incontinent que le present traité sera résolu, & signé de part & d'autre.

Monseigneur menera avec lui lesdits ôtages, jusques au logis, qui sera le plus proche de Nieuport, où lui seront amenez & conduits sûrement tous lesdits prisonniers detenus audit Anvers, & ailleurs, & pareillement ses papiers & meubles, & ceux de ses serviteurs, comme il est dit ci-dessus. Bien entendu que les prisonniers paieront prealablement leurs dépens, dettes, & gratuites permises & moderées par intercession du Magistrat, sans que l'un soit arresté pour l'autre, ni aucun meuble, si de son bon gré il ne s'y est obligé; en baillant par lesdits sieurs Etats declaration, que nuls des François, ni leurs meubles, étans audit Anvers, & ailleurs, ne sont detenus pour aucune occasion, que pour leurs dettes, auxquelles aiant satisfait, ils demeurent en pleine & entiere liberré pour faire ce que bon leur semblera. Et après que S. A. aura fait retirer les garnisons françoises de Dixmude, pour être la garde de ladite ville délaissée aux naturels du pais, tiendra S. A. les susdits ôtages jusques à ce que à icelle seront rendus tous lesdits prisonniers, meubles, & papiers. **Quoi fait seront, relâchez**

lesdits ôtages, & mis en leur pleine & entière liberté, sans qu'ils puissent être retenus pour les meubles demeurez és maisons particulières, où étoient logez lesdits François non érans en la puissance du Magistrat; ni aussi pour les prisonniers, qui seroient en faute de paier ce qu'ils doivent; & continuera S. A. son chemin audit Dunkerque, pour audit lieu traiter & resoudre de toutes choses concernant le bien & grandeur de S. A. & de ses pais, où se trouveront les deputez de Messieurs les Etats pour cet effet, dedans le

Et pourront lesdits deputez des Provinces & Villes, & tous autres de ce pais qui voudront aller vers S. A. librement y venir, sejourner, & retourner en toute sûreté; comme aussi tous marchands, & autres passagers, pourront librement prendre havre, & sortir de la ville de Dunkerque, comme ils faisoient auparavant. Laissera S. A. les villes, où seront retirées les garnisons françoises, pourveûes de munitions, artillerie, & vivres qui sont eu icelles, & se trouveront lors en nature.

Incontinent les presens articles acordez, lesdits sieurs des Etats avertiront respectivement les Provinces, & feront tout devoir, afin qu'ils envoient le plûtôt, que faire se pourra, leurs deputez pardevers S. A. audit Dunkerque, avec plein pouvoir & autorisation, pour entrer en plus ample communication, arrêter & conclure ainsi qu'il se trouvera mieux convenir pour le service de S. A. utilité, sûreté, & conservation du pais. Et se comporteront toutes personnes indifferemment les uns avec les autres, tant bourgeois, que gens de guerre, comme bons freres & amis; & aura le trafic & negociation, d'un côté & d'autre, tant par mer que par terre, son cours libre & acoustumé.

S. A. écrira lettres bien expressees aux compagnies françoises, qui sont dans Bergues, S. V. Vinox, par lesquelles leur sera commandé de sortir de ladite ville, & venir en son armée, en laissant la garde d'icelle aux naturels du pais, & agreables comme dessus, & ce à peine de desobéissance, & d'encourir son indignation.

Et lors de la conclusion du traité de ce qui sera resolu audit Dunkerque, lesdits sieurs des Etats bailleront declaration de bien & dûement entretenir, garder, & observer, en tous ses points & articles, ce qui sera audit Dunkerque arresté; ensemble le traité general fait à Bordeaux le 23. jour de janvier 1580. & seront faits les sermens en cas semblables, aux lieux & villes, où ils n'ont encore été faits, dont sera raporté acte autentique & valable é. mains de S. A. suivant ledit traité. Seront aussi de bonne foi oubliées, de part & d'autre, les choses passées depuis l'émotion & trouble advenu le dix-septieme de janvier, jusques à la conclusion du present traité, avec défenses à toutes personnes de quelque qualité qu'ils soient, de n'offenser, médire, ou entrer en reproche à l'occasion de ce que dessus; ains se comporteront modestement & gracieusement les uns avec les autres, ainsi qu'appartient entre bons freres, bourgeois, & amis.

Sera pourveû de lieux convenables pour les malades de l'armée, où ils pourront demeurer jusques à ce qu'ils soient gueris, en toute sûreté, & commettront lesd. sieurs des Etats quelques gens de bien pour les assister, & empêcher qu'il ne leur soit fait aucune moleste.

Son Altesse a promis & juré d'observer de bonne foi le contenu aux presens articles, selon leur forme & teneur.

Fait a Tenremonde le vint-sixieme jour de mars 1583. Signé, FRANÇOIS ;
Plus bas, L. R. P. N.

*Traité fait entre Filippe II. Roi d'Espagne, & la Ligue de France, au
prejudice de la Maison Roiale. Ajoinville le 31. decembre 1584.*

*Ligue Espa-
gnole & Lor-
raine contre la
Maison de Bour-
bon.*

1584.
31. decembre.

A U nom de Dieu le Createur : A tous ceux qui ces presentes lettres ver-
ront, Soit notoire, comme ainsi soit qu'il n'y ait en ce monde rien
qui oblige davantage, ni à quoi les Rois, Princes, & tous Chretiens
soient plus tenus qu'à ce qui est du service de Dieu, tuition, défense, & conser-
vation de sa sainte Loi ; & que les Sectes & Heresies de long-tems dispersées par
la Chretieneté aient pris tel accroissement, que grande partie d'icelle s'en trouve
gâtée & infectée, voire si avant, qu'en plusieurs contrées grandes & notables
l'on est venu jusques-là, que de bannir la Religion Catolique, Apostolique, &
Romaine, en faisant tout l'effort possible, pour l'extirper & ruiner de fond en com-
ble ; & que les chefs & ministres desdites sectes & heresies ne veillent jour & nuit
par tous les subtils couverts & publics, moiens qu'ils peuvent, qu'à corrompre &
gâter de même ce qu'elle a encore, graces à Dieu, d'entier & de net. Et qu'ad
lieu qu'entre les Princes Chretiens, lesdits sectaires & heretiques devroient être
traitez & tenus comme ennemis ; ce neanmoins du côté de la France, & d'au-
cuns François, ils aient été tellement supportez, favorisez, & entretenus aux Pais-
bas, qu'ils n'auroient pû être châtiez, punis, & reduits, comme il appartient par tres-
haut, tres-excellent & tres-puissant Prince le Roi Catolique leur souverain. Ce
que les sousscrits Catoliques de ladite France disent avoir été fait en icelle seu-
lement par les mauvais conseils & persuasions de certaines personnes, plus soigneu-
ses de leur profit particulier, que de l'honneur de Dieu, du service de leur Roi,
& du bien de leur patrie ; & qu'en ceci l'on y continué encore à present plus que
jamais par negociations, promesses, & exhortations, pour les rendre toujours plus
obstinez & endurcis en leurs perverses intentions. Même qu'au dedans de la
France les Catoliques se plaignent de voir l'impunité du blaspheme, qu'ils apel-
lent liberté de conscience permise entre eux ; & d'autre part, les villes, forteresses,
leurs maisons & leurs familles, voire les peuples entiers être livrez & aban-
donnez au bon plaisir & domination des Heretiques. En quoi, outre ce que l'estat
de la France se dilipe par ce moien, encore sont-ce autant d'arsenaux & magasins
dressiez pour les Heretiques, afin d'endommager plus aisément les Catoliques. Et
étant faites plusieurs & diverses plaintes sur ce particulier a tres-haut, tres-excellent,
& tres-puissant Prince le Roi Tres-Chretien, leur souverain, tant aux assemblées des
Estats Generaux & particuliers, que par tres-humbles requestes, supplications, &
remonstrances faites par plusieurs Princes, & autres gens de qualité, lesquelles
n'auroient pû obtenir aucune consideration par les artifices de personnes trop sou-
gueuses de leur profit, comme dit est, & sur le point d'un plus grand danger.

Que depuis la mort de feu tres-excellent Prince Monsieur le Duc d'Alençon, le Premier Prince du sang, qui de tout tems, & encore à présent est Chef des Heretiques, se pretendant attribuer le premier degré en la succession de la Couronne de France, a, par nouveau serment, juré & confirmé la protection desdits Heretiques, nonobstant ce peril si pressant, lui ont été accordées nouvelles investitures, pour plusieurs années, des villes qu'il possede contre toute la raison; comme si de propos deliberé l'on le vouloit conduire, ainsi ennemi de la Foi qu'il est, à la succession de cette Couronne de France, avenant le decés sans hoirs mâles du Roi Tres-Chretien; qui seroit preparer de longue main l'entiere ruine de l'Eglise de Dieu. Et combien qu'il soit en sa divine main de donner enfans audit seigneur Roi Tres-Chretien, quand il lui plaira; si est-ce qu'il n'est moins possible qu'il puisse deceder sans iceux, & pour lors il seroit trop tard de penser aux remedes de certains dangers, dont le present état des affaires menace, non seulement la France, mais generalement toute la Chretienté; de quoi l'on s'aperçoit dès maintenant à vûë d'œil.

POUR ces causes, Nous Philippe, par la grace de Dieu, II. de ce nom, Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, Portugal, de Navarre, de Naples, de Sicile, de Jerusalem, de Majorque, de Sardaigne, des Isles, Indes, & Terre Ferme de la Mer Occéane; Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Comte de Flandre, d'Artois, de Bourgogne, Palatin de Hainaut, de Hollande, & de Zelande, de Namur & de Zutphen; Prince de Suabe, Marquis du Saint Empire, seigneur de Frise, de Salins, de Malines, des citez, villes & pais d'Utrecht, d'Overissel, & de Groningue, & Dominateur en Asie & en Afrique: desirant autant qu'en nous est subvenir au grand & present danger de la Religion Catholique:

Et nous Charles, Cardinal de Bourbon, Premier Prince du sang de France, Legat du Saint Siege Apostolique au Comté d'Avignon, Primat de Normandie, Archevêque de Rouën, en considerant l'étroite obligation, que nous avons premièrement à Dieu, & après à ce royaume, comme Premier Prince du sang, & legitime heritier de la Couronne de France, de prevenir & nous opposer au danger de la Religion, & à l'évidente & prochaine ruine de ladite Couronne: Louis, Cardinal de Guise, Archevêque Duc de Reims, Premier Pair de France; Henri de Lorraine, Duc de Guise & de Chevreuse, Souverain de Château-Renaud & des terres d'entre & deçà la Meuse, qui en dependent; Prince de Joinville, Comte d'Eu, Baron de Lambesq, Orgon & Esqalliers, Pair & Grand-Maître de France, Gouverneur & Lieutenant General pour le Roi Tres-Chretien en ses pais de Champagne & Brie; Charles de Lorraine, Duc de Maienne, Pair & Grand-Chambellan de France, Gouverneur & Lieutenant General pour Sa Majesté Tres-Chretienne en ses pais & duché de Bourgogne; Charles de Lorraine, Duc d'Aumale, Pair & Grand-Veneur de France; Charles de Lorraine, Duc d'Elbeuf, aussi Pair de France; ressentant le devoir, qui nous oblige à la Religion Catholique, étant Princes Chretiens, & ne pouvant defaillir au pais de notre naissance, comme membres principaux d'icelui, en un besoin si grand & remarquable, & où il

est question de l'honneur de Dieu, de la conservation de son Eglise, & du salut de son peuple. Après que nosdites supplications & remontrances, tant de fois réitérées, n'ont pû rien obtenir, tous unanimement, poussez d'entier zele de sa gloire & honneur, & invoquant pour la bonne issue de cette sainte entreprise l'intercession de la sacrée Vierge Marie, & de tous les Saints, avons par ensemble conclu, traité, & arrêté, traitons, concluons, & arrêtons par ces présentes consideration, union, & ligue offensive & défensive, perpetuelle & à toujours, pour nous & nos hoirs, pour la seule tuition, défense, & conservation de la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine, restauration d'icelle, & pour l'entiere extirpation de toutes sectes & heresies de la France & des Pais-bas, & ce aux charges & conditions qui ensuivent.

Premierement, que lesdits Princes François contractans feront declarer pour successeur de la Couronne de France ledit sieur Cardinal de Bourbon, pour ave-nant le decés sans hoirs mâles legitimes de Sa Majesté Tres-Chretienne, être institué Roi legitime de la Couronne de France, comme Prince Catholique, le plus proche du sang roial, & auquel vient & compete cette succession de droit, en excluant du tout pour toujours & à jamais tous les Princes du sang de France, & des autres Princes d'icelle Maison, ceux seulement, qui seront notoirement heretiques & non autres, sans que nul puisse jamais regner qui soit heretique, ou qui permette, étant Roi, impunité publique aux Heretiques; auxquels Princes heretiques pretendans à la Couronne, ils s'opposeront en tout tems, par tous moiens possibles, même par armes, si besoin est, à toutes leurs pretentions.

Et où aviendroit le decés de Sadite Majesté Tres-Chretienne d'à present, que Dieu veuille preserver & garder, ledit sieur Cardinal de Bourbon, étant institué Roi du royaume de France, fera entre Sadite Majesté Catholique & ledit sieur Cardinal, ou entre leurs successeurs respectivement, en cas de decés, rafraichir & confirmer le traité de pacification dernièrement fait entre les deux Couronnes l'an 1559. au Châtel-Cambresis, afin que la paix d'entre elles demeure tant plus perpetuelle.

Seront bannis par edit public, & tous autres moiens possibles, de tout le royaume de France, sans excepter aucun lieu d'icelui, tous exercices de cette heresie, sans qu'il en soit jamais permis autre, que celui de la vraie Religion Catholique, Apostolique, & Romaine; ni qu'aucune ville ou place puisse être delaissee es mains des Heretiques & sectaires; & seront poursuivis ceux d'entre eux, qui ne se voudront reconnoître & remettre sous l'obeissance de l'Eglise Catholique, Apostolique, & Romaine, à toute outrance, & jusques à les aneantir du tout.

Et afin que la sainte Religion soit défendue & garantie tant plus de toute oppression, non seulement du côté des Heretiques, mais aussi des abus & mauvaises meurs, lesdits Princes François contractans, suivant le desir qui les a dès long-tems sollicités, & les supplications qu'ils en ont faites par plusieurs fois à Sa Majesté Tres-Chretienne, feront entierement garder & observer les saintes constitutions, canons, & decrets du saint Concile écuménique & general fait à Trente.

Renoncera ledit sieur Cardinal de Bourbon, ou son successeur, comme aussi les Princes contractans, entierement aux ligues & confederations, que la Couronne de France a de present avec le Turc, & ne pourront dorénavant dresser d'autres, ou avoir avec icelui Turc, ou ses successeurs, aucune correspondance, qui puisse tant soit peu prejudicier à la Chretienté, non plus que ne fera Sa Majesté Catholique.

Cesseront incontinent toutes pirateries, écumeries de mer, & toutes autres navigations illicites vers les Indes, & Isles comprises sous icelles, appartenantes à Sa Majesté Catholique, sans qu'elles puissent être permises de là en avant. Sa Majesté Catholique nonobstant les frais excessifs, dont elle s'est trouvée chargée, par la longue continuelle & grande guerre, qu'elle soutient aux Pais-bas, pour la reduction des Heretiques, fera fournir audits Princes François contractans, durant le tems qu'il leur conviendra se servir des armes, pour la restauration de la Religion Catholique en France, ou bien pour empêcher & s'opposer aux desseins des François en faveur des sectaires & heretiques des pais-bas, la somme de cinquante mille écus pistolets par chacun mois, pour être employée & dispensée au fait de la guerre, à compter ledit fournissement & secours ordinaire au jour que les armes seront prises ouvertement en France.

Mais d'autant que pour faire réussir à bien cette entreprise si sainte, il est du tout requis d'y entrer avec grandes forces pour le commencement, Sa Majesté Catholique fera avancer sur l'ordinaire de la premiere année, montant à six-cens mille écus, dedans six mois, à compter du jour de demain premier de janvier de l'an 1585. & ce en deux termes par moitié, dont le premier écherra le dernier jour de mars audit an 1585. & le second, le dernier jour de juin ensuivant.

Et afin qu'aux autres six mois ensuivans, ils n'aient faute de moiens, pour poursuivre le cours de leur sainte entreprise, il leur fera à la fin d'iceux, à savoir de ladite année 1585. avancer autres quatre-cens mille écus pistolets, sur le courant de la seconde année, & fera en sorte, que Monsieur le Duc de Lorraine leur assurera & promettra, que cette somme dernière de quatre-cens mille écus pistolets sera payée & satisfaite audit an, sans y faillir. Et où la guerre continueroit outre ladite année prochaine, lors Sadite Majesté Catholique fera semblablement avancer audits Princes François contractans pareille somme de quatre-cens mille écus pistolets, à compter du secours ordinaire de la troisieme année.

Devra ledit secours ordinaire de cinquante mille écus pistolets par nous cesser, & ne courir plus tout aussi-tôt que ledits Princes François s'abstiendront de la guerre. Et tout aussi-tôt qu'il plairoit à Dieu de reduire les affaires en si bon état, que cela pût être plus-tost que les sommes ci-dessus fussent conformées & dépensées, Sa Majesté Catholique pourra retenir ce qu'il y aura de reste. Bien entendu, que les dettes faites pour la guerre, & levées des étrangers, soient préalablement payées & satisfaites.

Et d'autant qu'il n'est raisonnable, que ceux qui s'emploient si dignement & avec tant de dépense à l'avancement de l'honneur de Dieu, & de sa sainte Religion, comme fait Sa Majesté Catholique, demeurent spoliez de leurs biens & possessions, qu'ils ont tenus & possédés, auparavant & depuis que le traité du Châtel-Cambresis a été fait pour la paix de ces deux Couronnes, ledits Princes

François contractans, feront rendre & restituer à icelle, au plutôt qu'ils pouront, les ville & château de Cambrai, entiers & munis comme ils étoient lors de l'occupation. Et s'il y a été apporté ou amené depuis quelques provisions de vivres, munitions, ou artilleries, qui excèdent le nombre, qui s'y trouvoit lors de ladite occupation, pourront lesdits Princes François contractans les faire enlever & ramener où bon leur semblera; & où Sa Majesté Catholique les voudroit recouvrer par force d'armes, lesdits Princes François contractans feront aussi tenus de l'assister de toutes les commoditez qu'ils pouront, tant de guerre, que de vivres, s'oposant par armes à toutes forces & armes françoises, ou conduites par François sortans de la France, qui voudroient donner à Sa Majesté Catholique quelque empêchement. Et tout le même feront à l'endroit de toutes autres provinces, villes, & places, que lesdits Heretiques des Pais-bas peuvent encore par le passé, & à present de nouveau, avoir donné & mis, ou pourront ci-après donner & mettre es mains des François, ou iceux surprendre & occuper à la faveur desdits Heretiques, & à l'occasion de cette ligue; lesquelles ils feront parcelllement rendre & restituer à Sa Majesté Catholique, au plutôt qu'il leur sera possible.

Et si empêcheront de tout leur pouvoir tous trafics, negociations & contrats des François avec lesdits Heretiques des Pais-bas; ensemble toutes les commoditez & secours, qu'on leur voudroit bailler, & generalement tout ce qui pourroit être pratiqué en France en leur faveur; ce que lesdits Princes François contractans promettent sous leur foi, parole, & honneur, accomplir, entretenir, garder, & observer inviolablement, & de n'aller jamais contre cette promesse, ni s'aider d'aucune exception de droit, ou autre à ce contraire. Et en cas qu'auparavant lesdites restitutions, ledit sieur Cardinal de Bourbon, ou son successeur, parvint à la Couronne de France, lors se feront lesdites restitutions incontinent & sans delay.

Et avenant, que par le moien desdits Princes François contractans, seulement aucunes desdites places vinssent à être rendues à Sa Majesté Catholique, icelle, pour la consideration desdits Princes, pardonnera & remettra à tous les habitans Catholiques, qui se trouveront en icelles, tout ce en quoi ils pourroient avoir encouru le crime de rebellion. Et fera le même l'Archevêque-Duc de Cambrai pour son regard.

Lesdits Princes François contractans (étant ledit sieur Cardinal de Bourbon, ou son successeur, parvenu à ladite Couronne de France) feront rembourser à Sadite Majesté Catholique loiaument tous les frais, qu'elle aura paiez & deboursez au profit de cette ligue. Comme d'autre part Sadite Majesté Catholique fera paier à iceux Princes François contractans tous les frais, qu'ils auront faits, paiez, & deboursez, tant aux gens de guerre, artillerie, vivres, que munitions de guerre, pour le soulagement de les affaires, hors le tems qu'ils jouiront du secours ordinaire, que Sadite Majesté Catholique leur fera bailler par mois; iceux frais avez & liquidez comme il apartiendra.

Cette sainte ligue offensive & defensiva & perpetuelle faite pour la seule ruine, defense, & conservation de la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine, restauration d'icelle, & pour l'entiere extirpation de toutes heresies de la

la France & des Pais-bas, s'entretiendra tant d'un côté que d'autre inviolablement, demeurant Sadite Majesté Catholique & ses hoirs à jamais vrais amis, confederéz, & liguez avec lesdits Princes François contractans, & leur hoirs.

De laquelle Majesté Catholique & ses hoirs, ils seront toujours, outre ledit secours de cinquante mille écus par mois, assistez & aidez en leurs catholiques desseins, & conservation de leurs biens, personnes & vies, & tous autres dangers, en quoi ils pourroient tomber en considération de cette sainte ligue, de laquelle ne pourra jamais un seul des contractans se retirer ou départir pour aucun respect, occasion, ni danger qui puisse être, mais demeureront tous fermes & stables en cetteredit sainte ligue, au benefice commun de la vraie Religion Catholique, Apostolique, & Romaine, esdits pais de France & Pais-bas.

Comprenant lesdits François contractans sous cette sainte ligue des maintenant tous princes, officiers de la Couronne de France, seigneurs, gentilshommes, villes & communautéz, & generalement toutes personnes quelconques catholiques, avec lesquelles ils ont correspondance & intelligence; & en pourront de même par après faire jouir tous autres François, vassaux & sujets de quelque qualité qu'ils soient, s'ils ne sont heretiques: mais si quelque Prince Catholique étranger vouloit entrer en cette ligue suivant ce traité, il n'y pourra être reçu, que par l'avis de tous les deux partis.

Ne pourront jamais Sadite Majesté Catholique ni lesdits Princes contractans, ou autres entrez en cette ligue, traiter ni accorder avec Sa Majesté Tres Chretienne, ou autre Prince quel qu'il soit, directement ou indirectement, chose quelconque, qui puisse tant soit peu prejudicier à cette sainte ligue faite à l'intention que dessus, spécialement au contenu de ce present traité. Et s'il se doit traiter aucune chose sur ce sujet, ce sera conjointement & par ensemble, & non autrement; auquel effet seront lesdites parties respectivement obligées de s'en tr'avertir incontinent des propositions, qui leur en auroient été faites.

Et d'autant que venant les Heretiques, tant de France que des Pais-bas, à entendre cette sainte ligue, cela ne seroit que leur donner occasion pour se satisfaire, à quoi convient obvier tant que l'on pourra; sera tenu ce traité du tout secret, & ne pourra onques être publié que par l'avis & consentement de toutes les deux parties.

Et parce que les Ducs de Mercœur, & de Nevers, Princes tres-catholiques & affectionnez au bien de la Religion Catholique, & à l'effet de ce present traité, ne seront prezens, a été avisé, les y admettant dès maintenant, de leur garder place pour le signer.

Seront dressez deux originaux de ce traité, égaux de mot à autre, & signez également, l'un desquels demeurera és mains de Sa Majesté Catholique; & l'autre és mains desdits sieurs Cardinal de Bourbon, & Princes François contractans: & seront tenus Sadite Majesté Catholique, & ledit sieur Cardinal de Bourbon, ensemble ledits Ducs de Mercœur & de Nevers absens, après avoir signé ce traité, de l'approuver & ratifier dedans la fin du mois de mars prochain, & d'en faire tenir, l'un à l'autre respectivement, lettres de ratification signées de leurs propres mains, & scellées de leurs sceaux; bien entendu, que la ratification de Sad. M. C. suffira pour tous les Princes contractans en general.

Tous lesquels points, & articles ci-dessus mentionnez, Sad. M. Cat. & lesdits Princes François contractans, tant en general qu'en particulier, asseurent, & promettent sur leur foi, parole, & honneur, d'entretenir, garder, observer, & accomplir inviolablement, de point en point, sans aucunement y contrevenir, ni jamais aller à l'encontre.

Ce traité fut fait, clos, conclu, & arrêté au château de Joinville, au nom & de la part de S. M. Catholique, par le sieur Jean-Baptiste de Taxis, Chevalier, & Commandeur de Bienvenida, de l'Ordre de Monsieur S. Jâques, Conseiller du Conseil de guerre, & Veedor general du camp & armées de S. M. Catholique aux Pais bas, à ce spécialement commis & député par icelle; assisté de frere Juan Morco, Chevalier & Commandeur d'Alfosles de l'Ordre de S. Jean de Jerusalem, & envoié à cet effet par Sad. M. Catholique; & de François de Roncerolles, sieur de Maineville, pour les sieurs Cardinal de Bourbon, & Princes François contractans, lesdits Ducs de Guise & de Maienne en propres personnes, & au nom & de la part desdits sieurs Cardinal de Guise, Ducs d'Aumale & d'Elbeuf, le dernier jour de decembre 1584.

SOUS LE REGNE DE HENRI IV.

TRAITE' DE PAIX ENTRE LE ROI HENRI IV.

& Charles III. Duc de Lorraine A Saint Germain en Laye,

le 16. novembre 1594.

Lorraine.

1594.

16. novembre.

* Catherine de
Medicis.

* usurpée par le
Duc de Lorraine
sur l'Eglise de
Metz, de concert
avec le Cardinal
son frere, qui en
étoit Evêque; au
grand préjudice
de la Couronne de
France, sous la
protection de la-
quelle étoient les
Evêchez de Metz,
Toul, & Verdun.

PREMIEREMENT, qu'il y aura, bonne, perdurable, & assurée paix entre Sa Majesté, & ledit sieur Duc, leurs états, pais, & sujets, qui sera dorénavant observée & entretenue d'une part & d'autre, tout ainsi & en la même forme & maniere, qu'auparavant ladite guerre.

Qu'il sera fait justice à Messieurs les enfans dudit sieur Duc de Lorraine, pour le regard des biens de la succession de la feuë Reine *, leur grand-mere, sans prejudice des droits, que ledit sieur Duc pretend, tant de son chef que desdits sieurs ses enfans, sur les duchez de Bretagne & Anjou, comtez de Provence, de Blois, & de Concy.

Que la ville de Marsal * demeurera en propre audit sieur Duc, & à ses successeurs Ducs de Lorraine, recompensant l'Evêque de Metz au profit de l'Evêché.

Que Toul & Verdun demeureront en gouvernement à l'un des fils dudit sieur Duc, & advenant le décès dudit fils, à son frere, qui le survivra: & sera fait le semblable des villes & châteaux de Coiffy, Montclair, & Montigny; & seront les garnisons desdites places en nombre raisonnable, païées par S. M. suivant les états qui en seront dressés.

Que chacun des capitaines desdites places venant à mourir, il en sera nommé deux autres par ledit fils gouverneur, dont le Roi choisira l'un pour en être pourvu par S. M.

Que tous officiers, qui ont acoustumé de prendre provision du Roi, étans à

présent pourvus par mort ou résignation, dedans lesdites villes & places, demeureront en l'exercice & jouissance de leurs charges & offices, en prenant confirmation de S. M. ou bien nouvelle provision.

Que Jamets sera rendu par ledit sieur Duc, auquel en contrechange Dun & Stenry seront remis, & rendus lesdites places vuides d'artillerie, poudres, harquebuses, boulets, vivres, & autres munitions de guerre ; à la charge que les droits de féodalité, que ledit sieur Duc maintient avoir sur ladite place de Jamets, seront jugés par personnes, qui seront députées d'une part & d'autre, au jugement desquels les parties seront tenues d'acquiescer.

Et néanmoins où ledit jugement ne pourroit être fait dedans le tems de la treve, qu'il a été trouvé bon de continuer jusques à la fin de la présente année, avant que de venir à la publication & exécution du présent traité & accord, ladite place de Jamets sera remise entre les mains de Sa Majesté, attendant ledit jugement.

Que Villefranche sera rendue & restituée à S. M.

Que pour le fait du château, terre, & seigneurie de Pauges, & ce qui reste à vuider en l'exécution du traité de Nomeny, seront promptement deputez & envoie personnellement notables de la part de S. M. qui auront pouvoir de traiter amiablement, vuider, & décider avec les deputez dudit sieur Duc, ce qui est en différend touchant ladite seigneurie de Pauges, & exécution dudit traité de Nomeny.

Que S. M. comme garant de la dot de sa sœur Madame la Duchesse de Lorraine*, fera bien paier & continuer les rentes constituées pour icelle dot, & même par préférence à tous autres.

* Claude de France,

Sa Majesté promet en outre audit sieur Duc, de lui faire paier la somme de neuf-cens mille écus, tant à cause de ce qui lui est dû de son chef, que de sa sœur Madame la Duchesse de Lorraine, sa belle-sœur, & ses enfans, des pensions à eux accordées respectivement par les seigneurs Rois ses prédécesseurs ; que pour aider audit sieur Duc à supporter les frais & dépenses, qu'il lui a convenu faire pendant la guerre. Et d'autant que les affaires de S. M. ne lui permettent de paier présentement icelle somme comptant, S. M. promet de lui faire vente & engagement à faculté de rachat perpétuel, de son domaine, pour & jusques à la somme de cinq-cens mille écus, à raison du denier quarante, & lui paier le surplus en bonnes & valables assignations sur les plus clairs deniers, tant ordinaires qu'extraordinaires de son Épargne, dont elle lui fera céder tous contrats d'acquisition, & lettres nécessaires, à la première instance qu'il lui en fera faire.

Que Monsieur le Cardinal de Lorraine, & tous autres bénéficiaires sujets dudit sieur Duc, jouiront depuis la trêve accordée entre S. M. & ledit sieur Duc, des revenus des bénéfices, qu'ils possédoient en France, & les terres de l'obéissance de S. M. avant la présente guerre ; comme aussi réciproquement les Eclésiastiques François jouiront des bénéfices, qu'ils avoient eus du duc de Lorraine & Barrois, avant ladite guerre.

Que Madame la Duchesse de Brunswick sera remise actuellement en la possession & jouissance du comté de Clermont, seigneurie de Creil, & de tout ce qui en dépend, excepté les forteresses.

M m m m ij

Et pour les fruits qui sont à présent en nature audit comté de Clermont, & terres dépendans d'icelui, S. M. veut & entend, que ladite Dame en jouisse, & soit payée de ce qui en peut être dû par les fermiers dudit comté, & terres en dépendans; auquel effet S. M. accorde à ladite Dame, comme ja elle a fait ci-devant, toutes lettres de main-lévé.

Et pource que ladite Dame Duchesse devoit jouir de trente mille livres de rente, & que ledit comté de Clermont n'a été évalué en la Chambre des Comptes, qu'à dix-neuf mille tant de livres, & le surplus montant à dix mille cinq-cens tant de livres, ou environ, lui fut assigné sur la recepte generale d'Orléans, dont par discontinuation de paiement les arretages montent à soixante mille écus, S. M. lui pourvoit sur cela, ordonnera aux Tresoriers generaux de France à Orléans, de verifier ce qui est dû à ladite Dame de l'assignation à elle donnée sur ladite recepte, & d'où procede le défaut, pour, ce fait, lui être pourvû d'assignations par S. M.

Que tous gentilshommes, & autres François sujets de S. M. ou des terres de son obéissance, qui ont fait service audit sieur Duc pendant la presente guerre, par port d'armes, negociations, ou autrement, seront compris audit present traité de paix, & selon le benefice d'icelui jouiront de leurs biens & benefices; comme reciproquement seront tous gentilshommes, & autres sujets dudit sieur Duc, qui ont fait service à Sad. M. durant la guerre: & toutes pratiques, menées, levées de gens & de deniers, & autres semblables faits, remis & abolis par tous les traitez, qui ont été accordez aux sujets de S. M. quand ils se sont remis en son obéissance, seront aussi abolis pour lesdits gentilshommes, & autres sujets de Sad. M. & dudit sieur Duc de Lorraine, qui ont servi l'un & l'autre, durant lesdits troubles: & partant toutes procedures, jugemens, sentences, & arrests donnez contre eux pour les causes susdites, seront & demeureront cassez, & du tout annullez par le present traité, de quoi seront expedies de part & d'autre, toutes lettres generales & particulieres pour ce necessaires.

Que ledit sieur Duc gardera le château de la Fauche, appartenant à Madame la Duchesse de Joyeuse*, en l'obéissance de Sa Majesté, jusques à ce qu'il en ait été autrement convenu entre Sadite Majesté, & ladite Dame de Joyeuse.

Que l'exécution de la Justice de Bar & Barrois demeurera en l'état qu'elle étoit pendant la presente guerre, jusques à la publication du present traité de paix.

Que moiennant ce present traité de paix, entre S. M. & ledit sieur Duc, il ne se fera dorénavant de la part de S. M. aucun acte d'hostilité és terres & pais de l'obéissance dudit sieur Duc; comme aussi de sa part il ne s'en fera au royaume de France, és terres de l'obéissance & protection d'icelui, & retournera & demeurera en ce faisant ledit sieur Duc, en son ancienne neutralité.

Auquel traité de paix seront compris, de la part de S. M. Messieurs les Electeurs & Princes du Saint Empire, & spécialement Monsieur l'Electeur Palatin, le Duc de Deux Ponts, & autres Princes des Maisons Palatine, & de Baviere; Monsieur l'Electeur, & la Maison de Brandebourg; le Marquis

* Marguerite de Lorraine, veuve d'Anne de Joyeuse, Amiral de France, beaufre d'Henri III.

d'Anspach *, l'Administrateur, & Chapitre de Strasbourg, & autres leurs alliez & confederiez ; le Duc de Württemberg, le Marquis de Dourlach, & le Prince d'Anhalt ; & parcelllement le seigneur de Sedan, & la ville, magistrat, & bourgeois de Strasbourg.

* fils de l'Electeur
de Brandebourg.

Qu'il sera pourveu par les deputez, que Sa Majesté enuoiara en Lorraine, aux contraventions faites & aduenues aux traitez de treve entre Sadite Majesté, & ledit sieur Duc, & toutes choses seront par eux rétablies, selon le contenu des articles d'icelle treve.

Et d'autant que le sieur de Bassompierre * s'est entremis de grande affection au fait du present traité, & avoué tout service à Sa Majesté, tel qu'il l'a rendu aux Rois ses predecesseurs, Sa Majesté a promis de le faire paier des deniers qui lui seront dûs, & ont été par lui avancez pour le service du feu Roi Henri, son predecesseur, montant à la somme de cinquante-quatre mille six cens écus, ou environ ; & davantage, de le faire rembourser de la somme de treize mille quatre-cens soixante & quinze écus, reçus & levez es années dernieres par les Receveurs generaux de Normandie, établis à Caën, ainsi qu'il est aparu par leurs quitances du revenu des terres & seigneuries de Saint-Sauveur le Vicomte, & Saint-Sauveur-Lendelin, & baronnie de Nehou ; pour le paiement desquelles sommes, & de celle de trente-six mille cent cinquante huit écus, qu'il doit mettre comptant es mains du Tresorier de l'Epargne, S. M. promet de lui engager & vendre, à faculté de rachat perpetuel, la terre, & seigneurie de Vaucouleur en Champagne, ensemble tous & chacuns les droits de presentation de benefices, & provisions d'offices, avec toutes ses autres appartenances & dépendances, sans aucune reservation, que de la coupe des bois de haute futaie ressort, & souveraineté d'icelle terre ; & ce pour la somme de quarante mille deux-cens écus, outre laquelle néanmoins il sera tenu de rembourser, en deniers comptans, le sieur de Malpierre, & autres acquereurs des portions en domaine dudit Vaucouleur, tant de leur principal, que frais, mises, & loiaux coûts : & pour le surplus dudit dû, & desd. treize mille quatre-cens septante-cinq écus, & trente-six mille cent cinquante-huit écus, revenant à la somme de soixante-quatre mille écus, lesdites terres, & seigneuries de Saint-Sauveur le Vicomte, & Saint-Sauveur-Lendelin, & baronnie de Nehou, lui seront & demeureront surengagées, sans qu'il puisse être par ci-aprés dépossédé d'icelles terres & seigneuries, qu'il ne soit préalablement remboursé desdites sommes de quarante mille deux cens écus, desdits soixante-quatre mille écus, comme de ce qu'il a premierement païé pour les premieres ventes de Saint-Sauveur, & remboursement des acquereurs de ladite terre de Vaucouleur, & de ses frais & loiaux coûts : Promettant en outre audit sieur de Bassompierre, de retirer lesd. terres de Saint-Sauveur le Vicomte, & Saint-Sauveur-Lendelin, & la baronnie de Nehou, nouvellement revendues, en remboursant aussi lesdits acquereurs de leur principal & loiaux coûts ; lequel remboursement tiendra parcelllement lieu de surengagement desdites terres audit sieur de Bassompierre : de quoi Sa Majesté lui fera expedier tels contrats, lettres patentes, & quitances de ses officiers comptables, que besoin sera, pour servir audit sieur de Bassompierre au remboursement desdites sommes, & remboursement susdit, quand S. M. ou

* pere du Maréchal de Bassompierre, Colonel general des Suisses.

M m m m iij

les successeurs, voudront racheter lesdites terres & seigneuries. Fait à S. Germain en Laye, le feizieme jour de novembre 1594. Ainsi signé, HENRI, & plus bas, DE NEUFVILLE.

Ce traité fut ratifié par le Roi à Fontainebleau, au mois de decembre 1595. Le Duc de Lorraine aussi le ratifia à Nanci, le douzieme jour de mars l'an 1596. mais la plus part des articles n'y sont inferez, ains en sont rejetez; & à la verification faite par la Cour de Parlement le vint-quatrieme decembre 1601. ils ne s'y trouverent non plus, & nommément l'article 2. Quant à l'article 12. il est reduit & moderé à deux-cens cinquante mille écus, au lieu de neuf-cens mille.

Ratification du Roi.

HENRI, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous prefens & à venir, salut. La paix est un don de Dieu, qui fait fleurir les peuples, les remplit d'abondance & de felicité, duquel les François & Lorrains ont ensemble jöüi longuement, comme bons voisins, par la prudence de leurs Princes, & la bonne volonté, que les Rois nos predecesseurs ont portée aux Ducs de Lorraine jusques en l'an mille cinq-cens quatre-vint neuf, que la violence des guerres civiles & partialitez de nôtre royaume a été si grande & furieuse, qu'elle a violé les loix, & faussé les bornes de tout bon voisinage, ayant rempli nos voisins, comme nos sujets, d'un déluge de calamitez publiques & privées. De quoi si-tôt que nôtre tres cher & tres amé beaufre, Charles, Duc de Lorraine & de Bar, nous a fait entendre être tres-deplaisant, & ne desirer rien tant que d'arrêter le cours d'icelles miseres, Nous avons toujours eü une grande inclination au repos public, & un même desir de rentrer & vivre en paix, nous qui n'avons éé armez que pour défendre & conserver l'heritage à nous échu par la grace de Dieu, & la succession legitime de nos ancêtres, d'heureuse memoire, sans avoir onques pensé ni eü dessein d'envahir le bien d'autrui : Et ne desirant non plus que de rentrer & vivre en paix avec les Princes allicz & confederez de cette Couronne, & specialement avec nôtre beaufre le Duc de Lorraine & de Bar, pour la parfaite confiance que nous avons conqû de son amitié, & probité, & pour l'alliance & proximité qui est entre nous, avons ci-devant pour le bien de la paix accordé, par le moien de nos deputez, les articles ci-aprés declarez, attachez sous le contrescel de nôtre Chancellerie. Et d'autant que nous reconnoissons l'execution & observation d'iceux utile & necessaire pour le bien de nôtre royaume, pais, & sujets, Nous prometons par ces presentes, signées de nôtre propre main, en foi & parole de Roi, de garder, observer, & entretenir, & faire garder, observer, & entretenir inviolablement le contenu esdits articles, selon leur forme & teneur, & sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, & de faire expedier & délivrer à nôtre dit beaufre, & autres que besoin sera, toutes les provisions, lettres, & mandemens necessaires pour l'accomplissement

de ce que dessus, & le faire jouir de l'effet d'iceux. Car tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites presentes, sauf en autre chose nôtre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Folembray, au mois de decembre, l'an de grace mille cinq-cens quatre-vints-quinze, & de nôtre regne le setieme. Ainsi signé, HENRI. & sur le repli est écrit : Par le Roi, contresigné, DE NEUFVILLE, & scellé du grand scel en cire verte.

Nota, que cette ratification fut échangée quelques jours après à Folembray, & l'adresse faite au Parlement ; mais le traité fut lors de beaucoup changé, & plusieurs articles furent retranchez ou moderez, ainsi qu'il se voit és Registres de la Cour de 1601. & en la copie ci-après.

LE traité de paix que dessus de l'an mille cinq-cens quatre vints quatorze, au mois de novembre, fut ratifié par le Roi à Fontainebleau, & à Folembray au mois de decembre l'an mille cinq-cens quatre-vint quinze ; & par le Duc de Lorraine à Nancy, le douzieme du mois de mars mille cinq cens quatre vints seze, en presence du Comte de Salm, Maréchal de Lorraine ; du sieur de Bassompierre, Grand-maître en l'Hôtel, & Chef des Finances ; du sieur d'Amerville, Bailli d'Allemagne, & autres.

Depuis il fut verifié au Pailement de Paris, le vint-quatrieme de decembre l'an mille six-cens un, mais plusieurs articles en furent lors rejetez, & n'y sont inferez, & nommément le second, comme étant trop prejudiciable au Roi, & aux drois de la Couronne.

Et l'article 12. qui est de neuf-cens mille écus, fut reduit & moderé à deux-cens cinquante mille écus, comme il apert des lettres du Roi, données à Calais, le quatrieme jour de septembre l'an mille six-cens un ; & de l'Arrest donné sur icelles au Parlement de Paris, le quatorzieme de decembre au même an, & encore d'un autre Arrest dudit Parlement, audit an, le vint-quatrieme de decembre.

L'an mille six-cens un, le treizieme decembre, le Roi en son Conseil aprouve le contrat d'échange fait entre le Duc de Lorraine, & l'Evêque de Metz, pour la ville de Marfal, conformément à l'art. 3. du traité de paix fait le seizieme novembre, mill. cinq cens quatre-vint quatorze, à la charge que les terres baillées en échange audit Evêque de Metz demeureront sous la protection de S. M. comme faisoit ledit Marfal.

Lettres du Roi, données à Abbeville, le dix-neuvieme jour de juin mille cinq cens quatre-vint seze, par lesquelles, conformément à l'article xx. du traité de paix fait avec le Duc de Lorraine, il acorde audit Duc lettres de neutralité pour les duchez de Lorraine & de Bar, le marquisat de Nomény, le ban d'Esine, le comté de Signy, mouvant du duché de Bar ; & encore pour la terre & seigneurie de Commercy, tant pour la part dudit Duc, que celle des sieurs de la Rochepot, & la Rocheguyon, pendant la guerre que S. M. aura contre les Espagnols.

Aux lettres du Roi, de même date, données à Abbeville, le dix-neuvieme

jour de juin mille cinq-cens quatre-vints seize, par lesquelles en faveur du Duc de Lorraine, & de son fils le Cardinal de Lorraine, il comprend en ladite neutralité, les villes, pais, & terres des Evêchez & Chapitres de Metz, Toul, & Verdun; comme aussi l'Abbaie souveraine de Gorze, & les terres en dépendantes. Elles furent publiées à Metz, & à Sain.e-Manchou, es mois de juillet & aoust suivans.

*TRAITE' ENTRE LES DEPUTEZ DU ROI HENRI IV.
du Roi d'Espagne, & des Cantons Suisses, pour le rétablissement
de la neutralité entre le duché & comté de Bourgogne. A Lion,
le 22. septembre 1595.*

*Bourgogne.
1595.
22. septembre.*

AR TICLES convenus, & acordez entre Messire Jean de Vivonne, Marquis de Pisany, Baron de S. Goard, Chevalier des Ordres du Roi Tres-Chretien, Conseiller en son Conseil d'Etat, Capitaine de cinquante hommes d'armes de ses Ordonnances, & son Senéchal en Xaintonge; Messire Nicolas Brulart, sieur de Sillery, aussi Conseiller d'Etat, & Ambassadeur pour S. M. aux Lignes de Suisses & Grisons, ordonnez par S. M. T. C. & Messire Nicolas de Vatteville, Chevalier, Gentilhomme de la bouche de S. M. Catolique, Baron de Versois, Châtel villain, Cormieres, Brunaux, Chalezcule; Anatole Gulior, & Guillaume du Moulin, Docteurs es Droits, Conseillers de Sadite Majesté en sa Cour de Parlement de Dole; & Etienne Franché, sieur de Dompré, Châtelain & Capitaine du châtel & maison forte de Joux, député par Monsieur le Comte de Champlite, Gouverneur au comté de Bourgogne & Parlement de Dole: & par l'entremise des sieurs Conrad Grosman, Bourguemestre de la ville de Zurich; Batt. Jacob de Gouffetten, Colonel, & du Grand Conseil de la ville & canton de Berne; & Gaspar Phiffer, du Conseil de la ville & canton de Lucerne; Jean Vassler, Chevalier, & Landaman du canton d'Underwald; Jean Meyer, Advoier de la ville & canton de Fribourg; & Laurent Arreguer, Chevalier, Colonel, Advoier de la ville & canton de Soleure, Ambassadeurs ordonnez par Messieurs des Treize Cantons des Lignes de Suisse.

P R É M I E R E M E N T.

Le traité de neutralité fait au mois de mars mille cinq-cens quatre-vints, sera rétabli entierement, & sincerement observé ci après pour le tems qui reste; pendant lequel ne seront envoiezs gens de guerre par S. M. T. C. pour entreprendre ou endommager ledit comté de Bourgogne, pais, & ceux compris en la neutralité; comme au reciproque S. M. Catolique ne pourra employer ni envoyer ses gens de guerre dans le duché de Bourgogne, & autres pais compris audit pais de neutralité.

Dans quatre semaines du jour & date de ces presentes, tous gens de guerre étrangers seront retirez des lieux & places comprises audit traité de neutralité; & seront lesdites places rendues de part & d'autre aux Gouverneurs des provinces,

provinces, ou leurs deputez, sans rien reserver, ni emporter de ce qui appartient à leurs Majestez, & aux habitans d'icelles places fortes, & du pais: & nendant lequel tems d'un mois, lesdites places ne pourront être davantage fortifiées, ni les garnisons augmentées, & ne sera commis aucun acte d'hostilité, ni fait aucun dommage aux habitans desdites places, ou du plat pais; ains se contenteront les gens de guerre étans dans lesdites places, de vivre doucement le plus que faire se pourra, hormis ceux de Lion-le-Saunier, qui se contenteront de ce qui a été reçu en argent, ou promesses: & sera le commerce libre & usé, selon ledit traité de neutralité.

Trois jours après la ratification desdits sieurs gouverneurs, & du Parlement du comté de Bourgogne, reçue par le commissaire, qui sera ordonné par S. M. T. C. publication sera faite par ces presentes, & les gens de guerre François étans à présent au comté de Bourgogne seront retirez, & les places fortes remises en la puissance dudit sieur gouverneur, ou de ses deputez, hormis le Saunier, Jouvelles, Jussey, & Franconnières, qui seront rendues dans quatre semaines, comme a été dit ci dessus.

Tous prisonniers de part & d'autre seront rendus sans aucune rançon, sinon qu'ils en aient composé, & sur ce qui est pretendu, que le sieur de Morion, Maire d'Arbois; & le sieur de Marigny, de Lion-le-Saunier; auroient été faits prisonniers au prejudice de ce qui auroit été traité, seront deputez par S. M. T. C. deux personages, pour connoître si lesdits Maires d'Arbois & Marigny, seront jugez de bonne prise.

Les Colonels, & Capitaines Suisses, qui ont servi en la guerre dudit comté de Bourgogne, ne pourront être molestez, ni recherchez à l'occasion d'icelle.

Et afin de ne laisser le pretexte, qui a servi à plusieurs contraventions ci devant faites, & ôter toutes obscuritez & difficultez, qui pourroient survenir en l'exécution dudit traité, il sera loisible aux uns & aux autres, d'aller, venir, séjourner, & trafiquer de toutes choses permises, dans les pais compris audit traité de neutralité: & pour le regard des armes, poudres, & autres choses prohibées, étans ailleurs achetées, elles pourront être conduites & passées par ledit pais en vertu de la neutralité, sans avertir, & sans passeport, en quantité de deux chariots; & si la quantité étoit plus grande, ceux qui auront charge de la conduite seront tenus d'avertir les gouverneurs du pais, qui en ce faisant seront tenus de les laisser passer.

Et pour mettre fin aux différends, qui sont de long-tems, pour la souveraineté de la baronnie de Savigny, seront ordonnez commissaires de part & d'autre, qui s'assembleront dans six mois, ou plutôt si faire se peut, au lieu duquel les commissaires conviendront, pour terminer lesdits différends.

Et encore que par les particuliers des provinces, & pais compris audit traité de neutralité, il eût été fait quelque entreprise au prejudice d'icelui, on pourra avoir recours aux Gouverneurs & Parlemens desdites provinces, pour les faire reparer, sans que par tels actes, commis par les particuliers, on puisse prétendre infraction à ladite neutralité.

Et pour l'exécution de ce que dessus, les presens articles seront publiez, comme

dit est ci-dessus, dans les villes, & autres ci-dessus acoutumez desdites provinces, ensemble le traité de neutralité, avec défenses tres-expresses à tous d'y contrevenir, à peine d'être châtiés exemplairement.

Les articles ci-dessus, ont été convenus, & acordez entre lesdits députez, qui ont promis iceux faire executer, & ratifier, savoir ceux de France par Sad. M. T. C. incontinent & sans délai; & ceux dudit comté, par S. M. Catholique, dans six mois; & promettent d'envoyer ladite ratification en bonne forme, & dans huit jours celle dudit Comte de Champlite, & Parlement de Dole; après lesquelles ratifications reçues, seront ordonnez Ambassadeurs de part & d'autre, avec pouvoir suffisant pour aprouver & ratifier ledit traité en l'assemblée generale de Messieurs des Liges. Fait à Lion le vint-deuxieme septembre mille cinq-cens quatre-vints quinze. Ainsi signé, DE VIVONNE. N. BRULARD, & signé des Députez des Cantons, & cacheté de leurs seals de cire rouge en forme de placard.

*Ratification des articles portans le rétablissement de la neutralité
au comté de Bourgogne.*

HENRI par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Après avoir fait voir en nôtre Conseil les articles ci-attachez sous le contrescel de nôtre Chancellerie, convenus & acordez entre Messire Jean-de Vivonne, Marquis de Pisany, Baron de Saint-Goard, Chevalier de nos Ordres, Conseiller en nôtre Conseil d'Etat, Capitaine de cinquante hommes d'armes de nos Ordonnances, & Senéchal de Xaintonge; & Messire Nicolas Brulart, sieur de Sillery, aussi Conseiller en nôtre Conseil d'Etat, & nôtre Ambassadeur aux Suisses & Grisons, par nous ordonnez, d'une part: Et Messire Nicolas de Vatteville, Chevalier, Gentilhomme de la bouche du Roi d'Espagne, Baron de Versois, Châtel-villain, Cormieres; Anatole Guilliot, & Guillaume du Moulin, Docteurs es droitz, Conseillers dudit Roi d'Espagne en sa Cour de Parlement de Dole; & Etienne Franché, sieur de Dompel, Châtelain, & Capitaine du château & maison forte de Joux, députez par le sieur Comte de Champlite, Gouverneur au Comté de Bourgogne & Parlement de Dole; & par l'entremise des sieurs Conrad Grosman, bourgeois-mestre de la ville de Zurich; Batt. Jacob de Goustaten, Colonel, & du Grand Conseil de la ville & canton de Berne; Gaspar Phaff, du Conseil de la ville & canton de Lucerne; Jean Vasser, Chevalier, & Landaman du canton de Undervald; Jean Meyer, Advoier de la ville & canton de Fribourg; & Laurent Arreguier, Chevalier, Colonel, & Advoier de la ville & canton de Soleure, Ambassadeurs ordonnez par Messieurs des Treize Cantons des Liges de Suisse, aussi députez par le sieur Comte de Champlite, d'autre part. Par lesquels articles il est dit, que le traité fait au mois de mars mille cinq-cens quatre-vints, sera rétabli entierement, & sincerement observé ci-après, pour le tems qui reste, aux causes & conditions plus amplement contenues & accordées par lesdits articles, desquels comme nous reconnoissons l'entretienement utile &

nécessaire pour le bien de nôtre service, Nous avons le contenu en iceux, tant pour nous, que pour nos heritiers, successeurs, royaumes, pais, terres, & seigneuries, de nôtre grace speciale, pleine puissance, & autorité royale, loüé, agréé, ratifié, & autorisé, & loüons par ces présentes, promettant en bonne foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hipoteque de tous & chacuns nos biens, presens & à venir, de le garder, observer, & maintenir, & faire garder, observer, & entretenir inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre scel à celsdites présentes. Donné à Lion le 23. septembre 1595. & de nôtre regne le setieme. Ainsi signé, HENRI, & plus bas, DE NEUFVILLE, & scellé.

Il y a acte de ratification & publication desdits articles, fait par la Cour de Parlement à Dole, le 3. octobre 1595.

Acte de ratification desdits articles, fait par Claude de Vergy, Comte de Champlitte, Gouverneur pour le Roi d'Espagne au comté de Bourgogne, & ce sous le bon plaisir dudit Roi, le 15. octobre 1595.

Acte de publication, & registrement desdits articles au Parlement de Dijon, le 27. octobre 1595.

Lettres de ratification desdits articles, & confirmation d'iceux, faites par le Roi d'Espagne le 21. mars 1595.

Arrêt d'enregistrement desdites lettres de ratification dudit Roi d'Espagne, au Parlement de Dijon, les Chambres assemblées, le 29. avril 1596. & ce sans approuver les qualitez, que le Roi d'Espagne s'attribuë de Roi de Navarre, Duc de Bourgogne, & autres prejudiciables à S. M. T. C. & à l'Etat & Couronne de France.

Tout ce que dessus est enregistré au Parlement de Dijon.

Memoire de tous les traités de neutralité acordez aux duché & comté de Bourgogne, a la priere des Cantons Suisses, depuis l'an 1522.

LA neutralité fut premierement traitée pour trois ans, en l'an 1522. lorsque Madame Marguerite d'Autriche, fille de l'Empereur Maximilien I. & de Madame Marie de Bourgogne, tenoit ladite comté en apanage, & ce par l'aveu de l'Empereur Charles. cinquieme, son neveu, auquel ledit pais devoit retourner.

Ce traité fut prolongé pour autres trois ans, l'an 1527. le tout à la priere & requête des Treize Cantons des Suisses, alliez & confederez à ladite Dame, & à toute la Maison d'Autriche, lesquels Suisses, pour leur propre interest & conservation, se sont toujours emploiez pour empêcher, que la guerre ne se fît à ladite comté.

L'an mille cinq-cens quarante-deux, elle fut renouvelée pour quatre ans, par
N n n n ij

Bourgogne:

les gouverneurs des deux provinces, & depuis solennellement ratifiée par l'Empereur Charles V. & le Roi François I.

Elle fut prolongée pour quatre ans en la même sorte, l'an mille cinq-cens quarante quatre, & pour autres trois ans en l'année mille cinq-cens cinquante-deux; & encore pour cinq ans, en l'année 1555. toujours par l'entremise & intervention des Treize Cantons, avec l'aveu & ratification des deux Majestez.

Après la mort de Charles V. & pendant le regne de Philippe II. son fils, elle fut renouvelée pour vint ans à Soleure, pardevant les Ambassadeurs des Ligues Suisses, & par les deputez des deux Majestez, qui ratifierent le tout, le 5. decembre 1561.

Depuis à Baden le premier de mars de l'an mille cinq-cens quatre-vints, elle fut encore prolongée pour vint-neuf ans, avec les mêmes entremises, aveu, & solennitez.

A la faveur de cette neutralité, lesdits duché & comté de Bourgogne, & autres terres comprises audit traité, sont demeurées en paix pendant les plus sanglantes guerres des deux Couronnes, jusques en l'an 1595. que le Roi Henri IV. étant recçu en son royaume, entra hostillement dans ladite comté de Bourgogne, dont il se retira après quelques courses & prises de bourgs.

Surquoi les Suisses étans intervenus, ils envoierent leurs ambassadeurs & deputez à Sa Majesté, qui lors étoit à Lion, le vint-deuxieme septembre dudit an mille cinq-cens quatre-vint quinze, & obtinrent, que ladite neutralité seroit continuée pour tout le tems qui restoit d'icelle. De maniere que dés lors, encore que la guerre continuât entre les deux Couronnes, jusques à la paix generale de Vervin, lesdites provinces neutralisées furent exemptes de toutes hostilités.

Enfin en l'an mille six-cens onze, comme le tems du precedent traité étoit expiré, il fut renouvelé à Paris, du regne de Louis XIII. pour autres vint-neuf ans, à compter dès l'expiration de la precedente neutralité : & fut icelui ratifié par les deux Majestez.

*TRAITE' DE CONFEDERATION ET ALLIANCE
entre le Roi Henri IV. & Elisabeth, Reine d'Angleterre, contre Philippe II. Roi d'Espagne. A Grenevvich le 14. mai 1596.*

*Angleterre.
1596.
14. mai.*

ELISABET, Dei gratia Angliæ, Franciæ, & Hiberniæ Regina, Fidei defensor, &c. Omnibus ad quos præsentis litteræ pervenerint, salutem. Cùm inter quosdam deputatos, tam à nobis, quàm à Christianissimo Rege Henrico, Francorum & Navarra Rege, fratre & consanguineo nostro carissimo respectivè, apud castellum nostrum de Grenevvich, decimo quarto die maii proximè elapso, secundùm Computationem Ecclesiæ Anglicanæ, quidam tractatus conclusus fuerit, pro liga offensiva & defensiva mutua, inter nos, dominia, regna, & subditos nostros, pro conservatione & securitate eorum, contra invasiones, & attentata Regis Hispaniæ, regna, & dominia ejus, & pro mutua defensione nostrarum personarum, cujus quidem tractatus tenor sequitur.

Imprimis, priores confederationes & tractatus, qui nunc in vigore sunt inter præfatos serenissimos Regem & Reginam, ac eorum regna, confirmabuntur, & persistent in suo pristino robore & vigore. Neque in aliquo censetur recessum ab eisdem, nisi quatenus in præfenti tractatu aliquid in eisdem fuerit derogatum & innovatum.

Erunt confederatio hæc offensiva & defensiva inter dictos Regem & Reginam, eorumque regna, status, & dominia, contra Regem Hispaniarum, & regna & dominia ejus.

Ad hoc fœdus à præfatis principibus contrahentibus invitabuntur, & intrare in idem poterunt omnes alii principes, & status, quorum interest sibi metipsis præcavere ab ambitiosis machinationibus, & invasionibus, quas Rex Hispaniarum molitur contra omnes vicinos suos. Et ad hunc effectum mittentur nuncii seu legati à præfatis Rege & Regina, ad tot principes, & status, quot dicti confederati censuri sunt idoneus, ad eos permovendos, ut intrent in eandem confederationem.

Quanto citius commodè fieri poterit, & negotia præfatorum Regis & Reginæ id permittent, conscribetur unus exercitus de communibus copiis, tam præfatorum Regis, quàm Reginæ, ac aliorum principum, & statuum, qui intraturi sunt in hanc confederationem, ad invadendum Regem Hispaniarum, & dominia quæcumque sua,

Nec præfatus Rex, nec Regina, poterunt tractare de aliqua pace, vel induciis cum Rege Hispaniarum, vel ejus locumtenentibus, & capitaneis, sine consensu alterius. Qui significabitur litteris signatis propria manu dicti Regis & Reginæ.

Verùm quia Rex inducias jam concessit in Britannia, legati promittunt, quòd quando dictæ induciæ cessabunt, & renovabuntur, tum Rex procurabit, quantum poterit, quòd tam Hispani, quàm Britanni, obligabuntur, se nihil attentaturos per terram, vel mare, contra regnum Angliæ, vel subditos Reginæ, durantibus dictis induciis.

Et præterea quòd Rex nullas generales inducias cum provinciis aut villis ab hoste possessis faciet sine assensu prædictæ Reginæ; verùm, si necessitas tulerit, ut gubernatores cogantur particulares inducias cum gubernatoribus locorum ad Hispaniæ Regem pertinentium facere, dictæ induciæ ultra duos menses, sine expresso consensu dictorum principum, non prorogabuntur.

Quotiam Hispaniarum Rex hoc tempore maximis viribus oppugnat dominia dicti Regis Francorum, quæ vicina sunt diuionibus Belgicis, præfata serenissima Regina conscribet & mittet eidem auxilia, quàm citò poterit post signationem istius confederationis pro dicto Rege Christianissimo, quatuor millium peditum Anglorum, quorum stipendia persolventur secundùm calculum & computationem huic tractatui annexam, & milia bunt dicto Regi contra Regem Hispaniarum in provinciis Picardiæ & Normanniæ, & locis vicinis & adjacentibus quæ ad dictum Regem Hispaniarum pertinent, modò non distabunt quinquaginta miliaria à portu Boloniæ.

Dicti quatuor mille pedites Angli inservient præfato Christianissimo Regi, per spatium sex mensium tantùm hoc præfenti anno, sine aliqua exceptione;

N n n n ij

& postea annis futuris similia auxilia dabuntur per idem spatium sex mensium, si status rerum in regno Angliæ id commodè permittit. In quo stabitur assertioni & conscientie præfatæ Reginæ, & finis dictis sex mensibus, licebit eisdem militibus redire in Angliam, nisi aliud mandatum habuerint à præfata domina Regina.

Cùm seditio, nuper in Hibernia excitata, composita & suppressa fuerit, & præfata domina Regina, in rebus & dominiis suis, nullas turbas aut commotiones habitura sit, stabitur voluntati ejus, an dictum subsidium quatuor mille peditum augere velit, nec ne.

Præfati quater mille pedites recipientur in salarium, & stipendium dicti Regis Christianissimi, ab eo tempore, quo appellant in Galliam, usque ad diem discessus.

Et interea temporis, quo inservient dicto Regi, tenebuntur singulis mensibus lustrationem facere, & præstare juramentum commissariis deputatis, vel deputandis à Rege Christianissimo, salva semper fidelitate, & ligeancia, quam debent naturali suo principi; atque stipendia persolventur secundùm eorum qui lustrabuntur numerum, ac juxta calculum annexum in fine hujus tractatus.

Præfata domina Regina pollicetur, se de tempore in tempus suppleturam & renovaturam numerum, qui deerit præfatorum quater mille peditum, intra unum mensem post singulas lustrationes, modò per præfatum Regem, vel ejus locumtenentem, debitè fuerit de defectibus prædictis admonita.

Stipendia & solutiones iisdem militibus fient per officarios, ex denariis præfatæ dominæ Reginæ, singulis mensibus; pro quo stipendio & solutione sic à domina Regina faciendis, idem Rex Christianissimus tenebitur satisfacere eidem Reginæ plenariè, intra sex menses, postquàm dicti milites applicabunt in Galliam, ac pro securitate ejusdem solutionis, idem Rex Christianissimus tradet præfatæ dominæ Reginæ, tempore quo præfati quater mille pedites in Galliam applicabunt, quatuor obsides, viros idoneos, respectu nobilitatis & bonorum dictorum obsidum.

Ultra prædictos quater mille pedites, si præfatus Rex Christianissimus indigebit majore numero militum, præfata Regina, si per negotia status sui id commodè facere poterit, permittet præfato Regi conscribere in Angliam tria vel quatuor millia peditum. Sic tamen quòd præfatus Rex persolvat istis stipendium & omnes sumptus, ex denariis propriis.

Milites Angli, qui sic Christianissimo Regi militabunt, subjecti erunt officariis exercitus Regis Christianissimi, & pro delictis & criminibus per eos commissis justificabuntur, & punientur per iudices & officarios dicti Regis. Sic tamen, quòd centuriones & capitanei turmarum Anglicarum vocabuntur à dictis iudicibus & officialibus Regis, ut iis assistant in dictis judiciis.

Si verò acciderit, quòd Deus avertat, præfatam dominam Reginam invadi, & desuper ipsa requireret auxilium Christianissimi Regis, idem tenebitur intra duos menses, postquàm ad hoc faciendum per litteras à dicta domina Regina requisitus fuerit, consimiliter apparare quatuor mille pedites Gallos, qui conscribentur, & mittentur in Angliam, sumptibus dictæ Reginæ, qui inserviant

dictæ dominiæ Regiæ per spatium sex mensium, singulis annis, modò non teneantur ulterius progredi in Angliam, quàm per spatium quinquaginta miliarium Anglicorum, & non amplius. Stipendia eisdem persolventur per dictam dominam Reginam, à die quo navem egressi fuerint, & in Angliam appulerint, juxta calculum & computationem infra huic tractatui annexam.

Idem milites gallici justificabuntur & punientur per officarios dictæ Regiæ, capitaneis turmarum gallicarum ad talia judicia vocatis, ut supra.

Rex etiam Christianissimus tenebitur supplere & redintegrare numerum militum, cùm diminutus fuerit, & id præfata Regina requireret, prout supra.

Promittunt etiam præfati Rex & Regina reciproce, quòd uter ipsorum indigebit armis, pulvere tormentario, aut aliis munitionibus bellicis, licebit utrique contrahentium, & eorum commissariis, ea emere, & in regnum suum transportare, absque aliquo impedimento, modò id commodè fieri poterit absque læsione & præjudicio status sui, in quo stabitur assertioni & conscientiæ, tam præfati Regis, quàm Reginæ.

Præfati Rex & Regina reciproce defendent mercatores subditos utriusque Principis, ita ut liberè & securè negotiari, ac commercia sua exercere possint in regnis & dominiis alterutrius, eodem modo quo naturales sui subditi, & non permittent eis fieri aliquod obstaculum, aut impedimentum.

Reciproce etiam permittent sublevari & juvari exercitus & copias alterutrius in victualibus, & provisionibus necessariis, quatenus id commodè fieri poterit.

Rex Christianissimus non permittet, neque successores sui, quemquam Angliæ Regiæ subditi, ob Religionem nunc in Anglia approbatam, per Inquisitiones, aut ullo alio modo vexari, vel in corpore, vel in bonis; sed si quis ulla unquam auctoritate illud conabatur facere, dictus Rex prohibebit auctoritate regia, & impediet, quominus id fiat; & damnum factum in integrum restitui curabit.

In quorum omnium & singulorum fidem & testimonium, nos deputati, oratores, & commissarii, hunc tractatum manibus nostris subscriptum, sigillorum nostrorum appositione muniri fecimus & roborati. Actum Grænevici, decimo quarto die maii, anno à nativitate Christi 1596. secundum computationem Ecclesiæ Anglicanæ, &c. Signatum, *Burgkley. G. Hunfd. Henri de la Tour. Cobham. F. Buckhurst. Ro. Cecil. J. Forrescue. A. de Harlay - Sancy.*

Le 19. d'Octobre suivant Henri IV. jura solennellement l'observation de ce Traité dans l'Eglise de S. Ouen de Rouen, en presence de Gilbert Talbot, Comte de Shrewsbury, Ambassadeur de la Reine Elizabeth.

Lettres de neutralité octroyées par le Roi Henri IV. à Charles Duc de Lorraine, pour ses pais, durant la guerre du Roi contre l'Espagne. A Abbeville le 19. juin 1596.

HENRI, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes lettres veront, salut. Comme par le traité & accord fait avec nôtre tres-cher & tres-ami beaufrere, le Duc de Lorraine & de Bar, & en consideration de la proximité, dont il nous atouche, nous avions promis, qu'en cas de rupture & ouverture de guerre contre les Espagnols,

*Lorraine.
1596.
19. juin.*

& leurs adherans, nous ferions expedier à nôtre dit beaufriere pareilles lettres de neutralité, que les Rois nos predecesseurs ont, en semblables occasions, accordé aux siens pour les duchez de Lorraine & de Bar, pais, seigneuries & sujets, fiefs & arrieriefiefs, qui en dépendent, & y sont enclavez; ensemble pour les anciennes Gardes, marquisat de Nomeny, ban d'Esme, & même pour le comté de Ligny, mouvant & tenu dudit duché de Bar; & encore pour la ville, terre, & seigneurie de Commercy, tant pour ce qui est de la part de nôtre dit beaufriere, que pour celle qui est des sieurs de la Rochepot, & Rocheguyon; à la charge que durant la presente guerre, nôtre dit beaufriere le Duc de Lorraine, & lesdits pais de Lorraine & de Bar, ensemble lesdites Gardes anciennes, & toutes autres terres, lieux, & seigneuries susmentionnées, seront & demeureront neutres avec lesdits Espagnols, ainsi qu'en semblera il a été par le passé. Et soit ainsi que pour nous opposer aux entreprises, que lesdits Espagnols faisoient journellement sur notre royaume, pour l'envahir sous divers pretextes, nous aions été contraincts de leur declarer la guerre ouvertement, pour decouvrir & manifester leurs desseins, voulant entretenir & observer à nôtre beaufriere ce que nous lui avons promis par ledit traité, avons accordé ladite neutralité en sa faveur, & pour le commun bien de ses sujets; à la charge que nôtre dit beaufriere tiendra aussi la main, que celle qu'il a obtenüe du mois de janvier de la presente année dudit parti espagnol, soit inviolablement gardée & maintenüe; & qu'il ne souffrira passer, mener, & conduire par ledit pais, compris en la presente neutralité, directement ou indirectement, à ceux du parti contraire, aucunes marchandises ou dantées, prohibées & défendues en tems de guerre: Et sur l'assurance, qui nous en a été donnée de sa part, avons accordé ladite neutralité, selon la forme & teneur des articles qui s'ensuivent.

Premierement nôtre dit beaufriere le Duc de Lorraine, durant ladite guerre, ne se mêlera d'une part ni d'autre, & ne donnera port, faveur, ni assistance aux uns ni aux autres, ni aussi aucun empêchement à nos gens de guerre, sujets, & autres étans à nôtre service.

Et semblablement nosdits gens de guerre, & autres nos serviteurs & sujets, ne devront endommager en maniere que ce soit, lesdits pais & sujets de nôtre dit beaufriere, terres, seigneuries, & lieux susdits, en passant & repassant par iceux; & ne devront lesdits gens de guerre séjourner en chacun lieu deldits pais, qu'un jour, ou une nuit, si ce n'est du gré ou consentement d'icelui nôtre dit beaufriere, de ses officiers, ou commis de par lui es lieux ou endroits, où ils passeront.

Davantage, pour obvier à toutes plaintes & suspicions de part & d'autre, nosdits gens de guerre, ni ceux dudit parti contraire, ne pourront contraindre les sujets de nôtre dit beaufriere, de leur servir de guides, ni d'autres aides pour endommager les uns les autres; ni semblablement fournir & faire porter les vivres en nos armées, & dudit parti espagnol, hors de leur pais, si bon ne leur semble, ou sans le scû ou vouloir de nôtre dit beaufriere. Et quand nôtre dit beaufriere, ou ses officiers & sujets le feront pour l'un, seront aussi tenus de le faire pour l'autre, afin qu'égalité soit gardée.

Ne sera loisible aussi de poursuivre, rechercher, ou inquieter aucunement dans les pais de nôtre dit beaufriere, les sujets d'icelui, qui tiendront & possederont

seront par fermes, admodiations, ou autrement, les biens appartenans aux sujets d'une part & d'autre, ni les contraindre d'en donner connoissance & declaration, pour s'en saisir ou emparer par les uns, au prejudice des autres, encore que lesd. biens soient assis hors desdits pais; d'autant que nous voulons & entendons, que lesdits pais de nôtre dit beaufriere, & les terres & seigneuries comprises en la presente neutralité, demeurent du tout libres de toutes invasions, & actes d'hostilité.

Ne devront lesdits gens de guerre, autant d'un côté que d'autre, entrer, passer, ni repasser en armes, par lesdits pais, terres, seigneuries, & lieux susdits, pour aller hors iceux faire courses & prises les uns sur les autres; ni conduire ou mener, ou faire conduire ou mener par iceux aucuns prisonniers, bâtons, ou autres prises les uns sur les autres, es villes & lieux desdits pais, ni contraindre les demeurans en iceux, de les recevoir & tenir: & en tout cas ne leur sera loisible autrement d'y entrer qu'en corps d'armée, grosses troupes, ou compagnies entieres. Et avant que d'y entrer en cette sorte, seront tenus d'en avertir nôtre dit beaufriere, afin de leur être pourveu de commoditez, de passages, & de vivres, qu'ils seront tenus de paier à prix raisonnable.

Item. Que ceux de nos sujets & serviteurs, ou du parti espagnol, de nôtre dit beaufriere, ou autres, de quelque nation qu'ils soient, qui ont été & seront à nôtre service, ou du susdit parti, & aient des maisons, & autres biens dedans ledit pais de nôtre dit beaufriere, terres, lieux, & seigneuries susdites, s'y seront retirez, étant sur leursdits biens & maisons esllits pais, seront en toute sécurité & assurance, sans qu'il leur soit demandé aucune chose, pourveu toutefois qu'ils ne soient en armes d'un côté ni d'autre, & qu'ils ne fassent entreprises dans lesdits pais de nôtre dit beaufriere, terres, & seigneuries avant dites; & que tant qu'ils demeureront & seront en iceux, ils n'entreprennent rien sur les nôtres, & ceux dudit parti Espagnol.

Nous entendons & voulons aussi, que tous marchands, & autres, de quelque pais, nation, qualité, état, & condition qu'ils soient, passans & repassans, allans & sejourrans avec leurs marchandises & biens, par les pais de nôtre dit beaufriere, terres, lieux, & seigneuries susd. soient en toute sécurité & assurance, sans qu'eux, leurs femmes, familles, ou facteurs puissent être rançonnez, courus, ni butinez.

Voulons de plus, que les marchands, bourgeois, & sujets de nôtre dit beaufriere, terres, lieux, & seigneuries susdites, puissent aller, venir, hanter, frequenter, & trafiquer avec leurs biens & marchandises, par tous nos pais, terres, & seigneuries, & par celles dudit parti contraire, & par tout ailleurs, librement & sûrement, sans qu'on leur puisse aucune chose demander, réservé les tribus, peages & aquts, & autres droits dûs & acoustumez; à la charge qu'ils ne porteront marchandises prohibées par la guerre.

Et s'il étoit fait raport d'aucun, ou d'aucuns officiers ou sujets de nôtre dit beaufriere, qui eussent fait ou dit aucune chose contre nous, ou les nôtres, ceux auxquels l'on aura fait ledit raport, devront en avertir les officiers ou commis de nôtre dit beaufriere, & en requérir la justice & punition, pour laquelle faire, où il y auroit contredit par ceux que l'on voudra charger, pourront commettre

quelqu'un de leur part avec les commis de nôtre dit beaufriere, pour en faire faire informations : & la chose connue, les officiers de nôtre dit beaufriere en feront la punition selon l'exigence des cas.

Savoir faisons, qu'après avoir fait voir en nôtre Conseil lesdits articles ; desirant pour les considerations dessusdites, & pour la singuliere affection, que nous portons à nôtre dit beaufriere, & ses pais & sujets, & aussi que ladite neutralité sera cause d'éviter plusieurs maux dangereux, forces, ravages, & violences, qui se pourroient faire, tant esdits pais de nôtre dit beaufriere, qu'es nôtres : Pour ces causes, & autres considerations à ce nous mouvans, avons à icelui nôtre dit beaufriere le Duc de Lorraine & de Bar octroïé, & octroïons de grace speciale, pleine puissance, & autorité roiale, par ces presentes, voulons & nous plaît, en tant qu'a nous peut competer, appartenir & toucher, que lesdits pais, terres, & seigneuries de Lorraine & Barrois, terres, seigneuries, fiefs, & arrieriefiefs qui en dépendent, ou qui y sont enclavées, lieux desdites Gardes anciennes, marquisat de Nomeny, ban d'Étine, comté de Ligny, la ville, terre, & seigneurie de Commerce, tant en la part de nôtre dit beaufriere, que celle des sieurs de la Rochepot, & Rocheguyon, demeurent neutres durant lad. guerre, ainsi mûe & ouverte entre nous, & ce tant & si longuement qu'elle durera, aux conditions susdites, & non autrement ; & que d'icelle neutralité nôtre dit beaufriere, & ses sujets, jouissent comme il est acoustumé en tel cas. Laquelle neutralité telle que dessus promettons entretenir, garder, & observer, & faire entretenir, garder, & observer inviolablement de nôtre part, sans aller au contraire en sorte & maniere que ce soit. Si donnons en mandement par les mêmes presentes, à tous nos Lieutenans, Gouverneurs, Maréchaux, Capitaines, Chefs & conducteurs de nos gens de guerre, tant de nos ordonnances, ban, & arriereban, & gens de pied, & à tous nos autres justiciers, officiers, ou leurs lieutenans, & à chacun d'eux en son regard, que cesdites presentes neutralitez ils gardent, observent, & entretiennent, fassent garder, observer, & entretenir de nôtre part, par tous ceux qu'il appartiendra. & ainsi que dessus est dit, sans aller ni souffrir aller au contraire ; & des infractions, si aucuns se trouvent, fassent faire telle justice & punition, que les autres y prennent exemple. Et pource que desdites presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs lieux, Nous voulons qu'au *vidimus* d'icelles, signé de l'un de nos Conseillers & Secretaires d'Etat, ou autres nos Secretaires, & fait sous scel roial & autentique, soi soit ajoutée comme au présent original. En témoin de ce, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait mettre nôtre scel. Donné à Abbeville, le 19 jour de juin, l'an de grace 1596. & de nôtre regne le septieme. Signé, HENRI, & sur le repli : Par le Roi, DE NEUFVILLE.

Lettres de neutralité accordées à Charles, Duc de Lorraine, pour son fils le Cardinal, pour les Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & l'Abbaie de Gorze, pendant la guerre contre le Roi d'Espagne. A Abbeville, le 19. juin 1596.

HENRI, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Comme suivant la commission, que nous aurions dès l'année dernière 1595. expediee & adressée à nôtre tres-cher & bien amé le sieur de Sancy, Conseiller en nôtre Conseil d'Etat, & par nous commis, ordonné, & député, pour se transporter vers nôtre tres-cher, & tres-amé beaufriere le Duc de Lorraine & de Bar; & y étant, déliberer, & resoudre avec lui, ses conseillers, & ministres, des moiens plus propres pour affermir & asséurer la paix faire par nous avec nôtre dit beaufriere, nos pais, états, & sujets, il soit ainsi qu'en procedant par ledit sieur de Sancy, au fait & execution de nôtre dite commission, il ait en vertu du pouvoir à lui attribué, sur plusieurs bonnes considerations, avisé, & jugé necessaire de comprendre en la neutralité, que nous aurions accordée à nôtre beaufriere, pour les duchez de Lorraine & Barrois, & autres terres & seigneuries declarées es lettres, que nous lui en aurions fait expedier, les villes, pais, & terres des Evêchez & Chapitres de Metz, Toul, & Verdun, comme aussi l'Abbaie souveraine de Gorze, & les terres en dépendantes, appartenantes à nôtre tres-cher & tres-amé neveu le Cardinal de Lorraine, pour être icelles la plus part assises & enclavées dans lesd. pais de nôtre dit beaufriere; & qu'à cette fin ledit sieur de Sancy lui en ait baillé & laissé une assésurance & promesse signée de sa main, sur laquelle nous aurions été supliez de la part de nôtre dit beaufriere, de vouloir declarer nôtre volonté.

Savoir faisons, qu'ayant pour bien agreable ce qui a été pour ce regard traité, negocié, & promis par ledit sieur de Sancy, & pour l'affection que nous portons, tant à nosdits beaufriere & neveu, à cause de la proximité, dont ils nous atouchent, que aux citoyens, communautez, manans & habitans desdits Evêchez, Chapitres, villes, & pais de Metz, Toul, & Verdun, & l'inclination que nous savons, qu'ils ont toujours eüe au bien, conservation, & grandeur de cette Couronne; comme aussi pour la devotion, qu'ils ont fait paroître au service des feus Rois nos predecesseurs, & laquelle nous esperons qu'ils continueront envers nous; desirant les bien & favorablement traiter, & les garantir & delivrer d'opression, tant qu'il nous sera possible, comme ont fait nos predecesseurs: Nous, en autorisant & aprouvant la promesse dudit sieur de Sancy, disons, voulons, & declarons par ces presentes, signées de nôtre main, que nôtre intention est, que lesdites villes, pais, & terres, tant des Evêchez & Chapitres de Metz, Toul, & Verdun, que l'Abbaie souveraine de Gorze, & terres en dépendantes, citoyens, manans & habitans d'icelles, & dudit pais, de quelque ordre, qualité, & condition qu'ils soient, jouissent, comme par ces presentes nous ordonnons qu'ils fassent, de la même sécurité, liberté, & neutralité par nous accordée à nôtre dit beaufriere, pour lesdits duchez de Lorraine & de Bar, terres, & seigneuries y comprises, sans aucune chose en excepter ni réserver; & qu'elle soit en tous

*Lorra'ns:
1596.
19. juin.*

ses points, chefs, & conditions, aussi exactement maintenuë, gardée, & observée, que s'ils étoient ici plus particulièrement spécifiés & déclarez : lesquels nous promettons en bonne foi & parole de Roi, entretenir inviolablement, & sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en sorte & maniere que ce soit, pendant le cours de la guerre d'entre nous, & ledit parti d'Espagne : à la charge aussi que nôtre dit beaufriere tiendra la main, que ladite neutralité soit gardée & observée par ceux du parti contraire, pour lesdites villes, pais & terres, communautéz, manans & habitans des villes de Metz, Toul, & Verdun, & Abbaie de Gorze, comme ils l'ont acordé par leurs lettres du mois de janvier de la presente année, & que nôtre dit beaufriere l'observe aussi de sa part. Si donnons en mandement par ces mêmes presentes, à tous nos Lieutenans generaux, Gouverneurs de nos provinces, Maréchaux, chefs & conducteurs de nos gens de guerre, tant de cheval que de pied, de quelque langue & nation qu'ils soient, Gouverneurs de nos villes, Capitaines de nos châteaux, places & forteresses, Baillifs, Senéchaux, & autres justiciers & officiers, & à chacun d'eux endroit soi, si comme à lui apartiendra, que cette presente declaration de neutralité, ensemble la copie d'icelle, ils fassent lire & publier par tout où besoin sera, afin qu'on n'en pretende cause d'ignorance, & du benefice & contenu d'icelle, jouir & user lesdits pais & terres des Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, & Abbaie souveraine de Gorze, ensemble ses appartenances & dépendances, & tous & chacuns lesdits citoyens, communautéz, manans & habitans, & enfant qu'à eux touche, la maintenir & observer de point en point, sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit, & des infractions faire faire justice & punition exemplaire selon l'exigence des cas. Car tel est nôtre plaisir. En témoin dequoi nous avons lesdites presentes signé de nôtre main, & fait mettre nôtre scel. Donné à Abbeville, le dix-neuvieme jour de juin 1596. & de nôtre regne le setieme. Signé, HENRI, & sur le repli : Par le Roi, DE NEUFVILLE.

T R A I T É

FAIT ENTRE LE ROI HENRI IV.
& Ferdinand Grand-Duc de Toscane, pour
la restitution du Château & Isle d'If, &
des Forts & Isle de Pomegues, par l'en-
tremise du Sieur d'Ossat, alors Evêque de
Rennes, le premier Mai 1598.

C O M M E ainsi soit qu'après la mort du Tres-Chrestien Roi de France Henri III. le Capitaine Bosset Chastelain du Château d'If, destitué de munitions & solde necessaire pour la conservation de cette forteresse & rocher, fut en peril par la necessité forcée de la remettre au pouvoir des heretiques, avec donmage évident de la Cité de Marseille, & de toute la Comté de Provence; & partant sachant que Madame la Grand-Duchesse avoit été élevée en France, eut recours à sa protection, demandant garnison du Serenissime Grand-Duc son mari sous deux conditions. La premiere, que ledit Château & Isle d'If se maintiendroient & conserveroit pour celui qui seroit déclaré Roi de France, receu & admis pour tel, Catolique, & par la sainte Eglise Romaine. L'autre, que ledit Chastelain ne pourroit être astringé à délivrer ledit Château & Isle à aucun autre Prince ou personne qu'à un Roi de France Catolique. Et comme ainsi soit que ladite Dame eut obtenu que le susdit Serenissime Grand-Duc mandât avec ses galeres des soldats, vivres & munitions de guerre audit château, comme il a fait plusieurs fois, & amplifié depuis la forteresse, & païé continuellement la garnison qui y a toujours été maintenue depuis ledit temps; aiant de plus l'année passée, pour bonne fin, basti un nouveau fort, ou plusieurs, en l'Isle de Pomegues, & iceux munis & pourvus de garnison, & pareillement païé la garnison, outre la fabrique faite: Et aiant le Tres-Chretien Roi de France Henri IV. dernièrement par le moien du Reverendissime Monsieur d'Ossat Evêque de Rennes, son Conseiller d'Etat, & en ceci son Procureur, recherché Son Altesse, qu'elle lui resti-

*Ce Traité
ne fut signé
que le 5. de
Mai 1598.
comme le
dit le Car-
dinal d'Os-
sat dans sa
Lettre 29.*

tuât lesdites places appartenantes à la Couronne de France, & à Sa Majesté comme Roi Tres-Chretien d'icelle, & conformément à ce qui avoit été promis dès le commencement au Chastelain Bosset, comme il a été dit ci-dessus. Delà est qu'entre Sa Majesté, & pour elle ledit Reverendissime Monsieur d'Ossat d'une part, & Son Altesse pour lui d'autre, ont été arrestez & accordez les suivans articles.

PREMIEREMENT.

Que Son Altesse retirera du Château & Isle d'If dans quatre mois, à commencer de ce jourd'hui 1. Mai, & finir pour tout le mois d'Aoust prochain, les Capitaines & soldats qu'elle y a, & délivrera ledit Château & Isle d'If à Sa Majesté sans aucune démolition.

II.

Pourra néanmoins Son Altesse en faire emporter son artillerie, armes, salpêtre, & autres choses siennes, laissant audit château d'If l'artillerie, armes, & autres choses du Roi, qui y étoient lors que les gens de Son Altesse y entrèrent; & aussi les poudres & balles qui y ont été portées par ceux de Son Altesse, puis qu'elles doivent être payées à Son Altesse, selon qu'il sera contenu en l'article prochain suivant.

III.

A été calculé & verifié, avec la parole encore & affirmation de Son Altesse en foi de Prince, & approuvé par ledit sieur d'Ossat & arrêté, que Son Altesse y ait dépensé vraiment & réellement, du jour qu'il y envoie ladite garnison jusques & pour tout le mois d'Avril passé, pour l'entretienement d'icelle, & pour ladite fortification, poudres, & autres munitions, la somme & quantité de deux cent vingt-trois mille cinq cent cinq écus de monnoie Florentine, laquelle reduite à écus au soleil, fait cent quatre-vingts-quinze mille cinq cent soixante & sept écus d'or au soleil, & la dépense qu'il faudra faire pour les quatre mois prochains, a été évaluée à raison de mille quatre cent soixante & sept écus par mois de monnoie Florentine, à la somme de cinq mille neuf cent huit écus Florentins, lesquels réduits à écus au soleil font cinq mille cent soixante & dix écus, qui ajoutez aux precedens cent quatre-vingts-quinze mille cinq cens soixante & sept écus, font deux cens mille sept cens trente-sept écus sols.

Et partant ont convenu pour ladite somme de deux cens mille sept cens trente-sept écus, que Sa Majesté, avant que ladite restitution s'en ensuive, se reconnoitra débitrice à Son Altesse en forme valable, & fera verifier & enteriner ladite reconnoissance en sa Chambre des Comptes & ailleurs où besoin sera, sans aucune dépense de Son Altesse ; & pour toute la susdite somme de deux cens mille sept cens trente-sept écus d'or sols, Sa Majesté donnera assignations des meilleurs & plus valables de son Roiaume, pour en être Son Altesse remboursée à raison de cinquante mille écus au soleil, ou la valeur, par chacun an, jusques à l'entier paiement desdits deux cens mille sept cens trente-sept écus d'or au soleil.

V.

Et fera le Roi que douze personnages François, que Son Altesse fera nommer à sa Majesté pour tout le mois prochain, (de ceux toutefois qui au temps que ladite nomination se fera seront près sa Majesté, ou à vingt lieues aux environs) s'obligeront eux, & leurs heritiers & successeurs vers Son Altesse par instrument public, avec serment & autres solemnitez nécessaires, comme principaux & principalement, & chacun pour sa part & portion, en leur propre nom, de paier du leur toutesfois & quantes que lesdites assignations que Sa Majesté donnera, pour n'être suffisantes, ou pour être converties en autres usages, quoique ce fût par commandement du Roi, ou pour quelque autre cause que ce soit, & accident, bien que fortuit & inopiné & non accoutumé, ne sortiront leur effet, de façon que Son Altesse fût en tout ou en partie empêchée, ou ne pût recevoir lesdits cinquante mille écus par chacun an, jusques à l'entier paiement de toute la somme de deux cens mille sept cens trente sept écus au soleil; prenant lesdits prometteurs sur eux mêmes, & sur leurs heritiers & biens tout le peril qui en ceci pourroit advenir pour quelque accident ou cause que ce soit. Lesquelles obligations en bonne forme fera renuë Sa Majesté faire consigner dans les susdits quatre mois à Son Altesse, ou à ses Agents en la Cour Tres Chretienne, & avant ladite consignment ne s'ensuivra ladite restitution.

VI.

Son Altesse retirera aussi dans les quatre mois susdits de l'Isle de Po-

megues les Capitaines & soldats qu'elle y a. laissant ladite Isle libre au Roi, après neantmoins que Sa Majesté de son côté aura fait ce qui a été convenu pour le regard du Château d'If & de ses dépenses. Et quant au fort ou forts bastis en ladite Isle de Pomegues depuis l'an passée en ça, Son Altesse les pourra démolir dans ledit temps de quatre mois, sans toutefois deteriorer le port, ny autres lieux de ladite Isle. Et pourra aussi Son Altesse enlever desdits forts & Isle de Pomegues librement & sans exception l'artillerie & munitions de toutes sortes, & toute autre chose que Son Altesse y a.

VII.

Et pour ce que Son Altesse pretend estre creanciere de la Couronne de France d'une partie des deniers dont le feu Roi Charles IX. en son vivant fut accommodé par les Princes de Toscane défunts, és guerres contre les rebelles, & au besoin tres-urgent de ce Roiaume, comme Son Altesse dit apparoir par instrumens publics, & par comptes faits & arrestez en ce temps-là, enterinez, & verifiez. Partant à été convenu que sur lesdites choses Sa Majesté lui fera faire raison & justice, si & comme par icelle il sera obligé, sans toutefois qu'à l'occasion de cette vieille dette la restitution du Château & Isle d'If & de l'Isle de Pomegues, doive ou puisse en aucune façon être retardée, ni que les susdits douze personages s'entendent être obligez pour cette dette.

VIII.

Et ces articles seront souferits par Son Altesse, & par le susdit Sieur d'Orlat avec apposition de leurs sceaux.

IX.

Sa Majesté Tres-Chrestienne ratifiera le contenu des presents articles dans deux mois, à compter dudit jour d'hui premier Mai : & ne voulant Sadite Majesté ratifier, sera le present accord & écriture entendue nulle, & de nul effet & valeur de part & d'autre, & en particulier pour la souscription & obligation de Son Altesse. Fait à Florence au Palais de Son Altesse appellé de Pitti le susdit premier Mai 1598.

IUSTIFICATION

Du cinquieme Article du Traité fait avec le Grand-Duc.

CET Article est celui qui plaira le moins, & qui envers plusieurs pourra faire perdre à l'Evêque de Rennes tout le gré qu'on lui auroit pû savoir autrement du bon accord qu'il a procuré & obtenu pour le service du Roi, & pour le repos & la sûreté de son Roiaume. Si c'est-ce que c'est celui auquel est principalement deû l'accord & la restitution des Isles d'If & de Pomegues. Ledit Evêque soutint durant plusieurs jours que le Grand-Duc ne devoit demander aucun répondant, & que lui Evêque ne lui en pouvant donner ni promettre, aimoit mieux s'en aler sans rien faire, que d'obliger le Roi à cela. Mais voyant que Son Altesse demouroit ferme, & se vouloit servir du refus dudit Evêque pour pretexte de retenir les places; lui, après y avoir bien pensé, & considerant l'importance du recouvrement desdites places, se resolut de lui ôter ce pretexte, & de le mettre encore plus en son tort, & acquerir tant plus de justification au Roi, quelque resolution que Sa Majesté prit après le refus de Son Altesse. Aussi fût ledit Evêque à ce enhardi parce que la dépense faite au Château d'If avoit servi à preserver la ville de Marseille de l'invasion des Espagnols, & que les autres sommes prêtées par ledit Grand Duc, avoient pareillement servi à maintenir le Roi en son Etat, & à conserver le Roiaume; & que la voie de r'avoir lesdites places par guerre, étoit pour apporter infinis d'inconveniens, & que pour moindres occasions, & dettes moins favorables on a autres fois veû bailler des ôtages, & les envoyer hors du Roiaume.

Votre Majesté, dit-il, dans sa lettre 127. se peut souvenir du grand déplaisir & souci, que lui ont causé ces nouveutez du Château d'If, & de l'Isle de Pomegues; comme advenues au lieu le plus jaloux de tout le Roiaume. Et j'ai pensé qu'en accordant les douze cautions, V. M. se délivreroit de ce souci en tout & par tout, & par même moien ôtoit à la ville de Marseille, à la Provence, & à la France cette épine du pied, ou pour mieux dire, cette chaîne du cou, & évi-

toit une guerre, dont la dépense en peu de jours eût monté à plus que tout ce que j'ai accordé.

Je vous assure, dit-il à Monsieur de Villeroy, que je n'eûs jamais tant de peine en affaires qui me soient passées par les mains, & que sans ma grande patience, nonseulement je n'eusse obtenu de ces gens-ci ce que vous verrez par lesdits articles, mais je n'eusse pas même pu les faire entrer en traité avec moi. Je prevois d'un autre côté, que je trouverai par delà peu d'équitéés jugemens de ceux qui seront recherchez d'entrer en caution pour le Roi, & pour le bien commun du Roiaume, & si j'eusse eû plus de crainte de déplaire à des particuliers, que de zèle pour le service du public, je me fusse bien gardé d'accorder cet article; mais la raison & l'expérience m'ont appris, que pour venir à bout d'une grande affaire, & importante à tout un Roiaume, il ne se faut pas s'arrêter à ce qu'en peuvent dire ou penser ceux qui ne visent point à ce But. *Lettre 126.* J'ai fait tout ce qu'il m'a été possible pour n'accorder point l'article des cautions, mais j'estime tant le prompt recouvrement de ces places pour l'importance du lieu où elles sont, que tout ce que j'ai promis ne me semble rien en comparaison. *Lettre 129.* Je vous dirai bien, que la France aiant la guerre avec l'Espagne, lorsque l'accord du Château d'If fût fait, & les places étant de l'importance qu'elles sont, j'eusse encore promis quelque chose de plus pour les avoir, si je ne les eusse pu avoir à moins. Je vous dirai encore davantage (& Dieu fait que je dirai vrai) que j'ai tant de zèle au bien de la France, que si j'eusse eû le moien de paier du mien la somme entiere, je l'eusse plutôt païée tout comptant, que de laisser en tel temps ces places comme elles étoient. *Lettre 140.*

*Sur l'écrit séparé donné au Grand-Duc par
l'Evêque de Rennes.*

* Le Cardinal d'Os-
sat en parle
dans ses
Lettres 127.
& 129.

LE Grand-Duc pour plusieurs causes a voulu que cette écriture* lui fût baillée à part, & que le nom du Seigneur de Gondi y fût employé, comme en tout le reste qui s'est fait jusques ici, pour le regard des sommes par lui prêtées. Au demeurant, par cette écriture ne lui est promise aucune nouvelle assignation, mais seulement que le Roi fera valoir celle qui lui a été baillée de cinquante mille écus par an. A quoi ledit Evêque n'a deû faire aucune difficulté, puis que le contract ja fait avec ledit sieur de Gondi

est tel qu'il en peut recevoir encore plus grande somme, & qu'à cela s'obligeront douze personnages François, avec la chicane de l'Archevêque de Pise, & dont les pleges sont garents, en tenant main que le contract ja passé soit bien gardé & entretenu, comme il est juste & raisonnable.

Et se faut souvenir qu'encore que cette promesse soit séparée des articles de l'acord, ce nonobstant elle en fait partie aussi bien que si elle y étoit inserée. Et partant est besoin, que le Roi ratifie & accomplisse aussi bien cette promesse que les susdits articles, & que la ratification qu'il lui plaira en faire, soit aussi séparée de celle que Sa Majesté fera desdits articles, non seulement pour le contentement du Grand-Duc qui le desire ainsi, mais aussi pour le soin que de nous mêmes nous devons avoir que Son Altesse ne reçoive dommage des Espagnols pour nous avoir aidé contre eux. Fait à Ferrare, le Mardi de la Pentecôte 12. Mai 1598.

La contre-lettre du Grand-Duc touchant les douze répondans ou cautions.

DOm Ferdinand de Medicis Grand-Duc de Toscane. Comme ainsi soit que le premier jour de Mai de la présente année 1598. aient été arrêtez & accordez certains articles entre Nous & Monsieur l'Evêque de Rennes, Conseiller d'Etat du Roi Tres-Chretien au nom de Sa Majesté Tres-Chretienne, sur la restitution du Château & Ile d'If & de l'Isle de Pomègues auprès de Marseille, & sur le remboursement des dépenses par nous faits pour la conservation dudit Château & Isles, & qu'entre lesdits articles il y en ait un, par lequel est promis que Sa Majesté Tres-Chretienne fera que douze personnages François, que nous lui ferons nommer, s'obligeront eux, & leurs heritiers & successeurs envers nous pour les sommes & en la façon qu'il est contenu au susdit article, & en une promesse dudit sieur Evêque. Et aiant Sa Majesté Tres-Chretienne ratifié purement & simplement les susdits articles par ses Lettres Patentes du 25. Juin dernier passé, & puis fait nous requerir de vouloir pour plusieurs dignes respects le délivrer & quitter de la prestation des susdits douze fidejusseurs. Nous voulans complaire à Sa Majesté Tres-Chretienne, declarons par la presente, que nous n'entendons point & ne voulons nous aider ni servir du susdit article, & promesse concernant lesdits douze fidejusseurs; ains y renonçons, & quittons Sa Majesté

Tres-Chretienne, & tout autre. En foi dequì nous avons souscrit la presente, & y fait apposer nôtre scel accoustumé. A Florence, en nôtre Palais de Pitti, le quatre d'Aoust 1598.

Le Grand-Duc acorda cette contre-lettre pour les raisons déduites par Monsieur d'Ossat dans sa lettre 139.

I. Que la forme de ces cautions & obligations étoit nouvelle en France, nonseulement à l'égard du Roi, mais entre les personnes privées.

II. Que telles cautions seroient préjudiciables à la reputation & aux affaires du Roi : à sa reputation . parce qu'il sembleroit que Sa Majesté ne voulût ou ne pût paier une dete si loialement dûë, & manquât de credit ou de moiens : à ses affaires, pour la consequence d'un tel exemple, d'autant que Sa Majesté devant encore à d'autres, & aiant à contracter à l'avenir avec plusieurs sortes de personnes, chacun voudroit & demanderoit désormais pareilles cautions : Qu'étant deû de grandes sommes aux Suisses, ils ne manqueroient pas de demander semblables obligations, & que Sa Majesté ne s'en pourroit defendre après les avoir acordées à Son Altesse.

III. Que quand il y auroit mille obligations passées en forme encore plus rigoureuse, elles ne serviroient de rien à Son Altesse pour l'assurance de sa dete, si le Roi en vouloit suspendre l'exécution ; & que les Seigneurs de son Conseil pourroient bien en traverser le paiement, quand ce ne seroit que pour faire perdre l'envie à tous autres de demander dorénavant telles cautions & obligations. Qu'ainsi, puis qu'elles préjudicioient si fort au Roi, & ne profitoient de rien à Son Altesse, tout dépendant de la bonne foi du Roi, il seroit d'autant plus avantageux à Son Altesse de s'en départir, que Sa Majesté lui en resteroit tres-obligée, & que son Conseil en seroit plus soigneux d'aquiter la dete.

TRAITE

De la Paix entre le Roi Henri IV. Philippe II. Roi d'Espagne & Charles Emanuel Duc de Savoie.

A Vervin le 2. Mai 1598.

AU Nom de Dieu le Createur. A tous presens & avenir soit notoire ; Qu'aïans le Roiaume de France , & Provinces des Pais-bas souffert de tres-grandes pertes, ruïnes & desolations, à cause des Guerres civiles & étrangères, qui depuis plusieurs années ont continué, dont aussi se feroient grandement ressentis les Roiaumes d'Espagne & d'Angleterre & Pais de Savoie durant lequel temps le commun ennemi du nom Chrétien tenant nos maux pour son occasion, & se prévalant de nos divisions, auroit fait de tres-grands & tres-dangereux progresz & usurpations és Provinces de la Chrétienté : Ce que considerant notre tres-Saint Pere le Pape Clement VIII. de ce nom, desirant y apporter remede convenable, & couper le mal à la racine, auroit delegué en France l'Illustissime & Reverendissime Cardinal de Florence Alexandre de Medicis son Legat, & du Saint Siege Apostolique, pardevant Tres-Haut, Tres Excellent & Tres-Puissant Prince Henri IV. par la grace de Dieu Roi T. C. de France & de Navarre, pour l'induire & persuader à une bonne Paix, amitié & concorde avec Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Philippes II. par la même grace Roi Catholique, de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Hierusalem, de Portugal, de Navarre, des Indes, &c. auquel aussi sa Sainteté auroit fait, & fait faire par son Nonce, & autres semblables remonstrances & exhortations. Et depuis aiant ledit Saint Pere esté averti que ledit Sieur Roi Catholique auroit remis le fait de ladite Paix ; & à ces fins donné pouvoir à Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Albert Cardinal Archiduc d'Austrie son neveu, pour la confiance qu'il a en lui, & pour l'avoir toujours connu tres-affectionné au bien de la Paix, auroit envoyé pardevers lui Reverend Pere Frere Bonnaventure Calatagiron General de l'Ordre Saint François, pour lui faire sur ce entendre son desir, & ce qu'il auroit seu de l'intention dudit Sieur Roi Catholique, touchant ladite Paix, aiant le tout esté representé par ledit Pere General audit Sieur Roi Tres-Chrétien, suivant la charge qu'il en avoit de sa Sainteté, lesquels Sieurs Rois meus du zele de pieté, de la compassion, & de l'extrême regret qu'ils ont, & sentent en leurs cœurs des longues & grièves oppressions qu'à l'occasion desdites Guerres, leurs Roiaumes, Pais & Sujets ont souffert & souffrent encore à present, ne voulans obmettre chose qui soit au pouvoir de bons Princes, craignans Dieu, & aians leurs Sujets pour mettre & établir un bon & as-

A

suré repos en toute la Chrétienté, & particulièrement es Provinces dont il a plu à Dieu leur commettre la charge; & mettans, comme porte leur devoir, en bonne & grande consideration les tres-sages & paternels admonestemens de nôtre Saint Pere, se conformans à iceux auroient exhorté leurs Amis & Confederez de vouloir entendre avec eux, & se resoudre à une bonne Paix, union & concorde à l'honneur de Dieu, exaltation de son saint Nom, assurance & tranquillité de toutes les Provinces Chrétiennes, & au soulagement & repos de leurs Peuples & Sujets, & pour y parvenir, & icelle Paix & amitié traiter, conclure & arrester, auroient esté commis & deputez, c'est à sçavoir de la part dudit Seigneur Roi Tres Chrétien, Messire Pompone de Bellievre Chevalier Sieur de Grignon, Conseiller en son Conseil d'Etat, & Messire Nicolas Brulart Chevalier Sieur de Silléri, aussi Conseiller dudit Sieur Roi, en son Conseil d'Etat, & President en sa Cour de Parlement de Paris. Et par ledit Sieur Cardinal Archiduc au nom dudit Sieur Roi Catholique, suivant le pouvoir à lui donné par ledit Sieur Roi, Messire Jean Richardot Chevalier, Chef & President du Conseil Privé dudit Sieur Roi & de son Conseil d'Etat, Messire Jean-Baptiste de Taxis, Chevalier Commandeur de Los Santos de l'Ordre militaire de Saint Jacques dudit Conseil d'Etat, & du Conseil de Guerre, & Messire Louïs Verreikein aussi Chevalier Audiaancier, & premier Secrétaire & Tresorier des Chartres dudit Conseil d'Etat, tous garnis de pouvoirs suffisans, qui seront inferez en la fin des presentes, lesquels en vertu de leursdits pouvoirs, en presence dudit Sieur Legat Cardinal, qui a longuement & tres-vertueusement travaillé à promouvoir cette bonne Paix & reconciliation, ont fait, conclu & accordé les Articles qui ensuivent.

I. Est convenu & accordé que le Traité de Paix demeuré conclu & resolu entre lesdits Sieurs Rois Henri IV. & Philippes II. Conformement & en approbation des Articles contenus au Traité de Paix fait au Château en Cambresis, en l'an 1559. entre feu de tres-haute, & tres-loyable memoire Henri II. Roi de France, & ledit Sr Roi Catholique. Et lequel Traité lesdits Deputez esdits noms ont de nouveau confirmé & approuvé en tous ses points, comme s'il estoit inseré de mot à autre, & sans innover aucune chose en icelui, ni es autres precedens, qui tous demeurent en leur entier, sinon en ce que y seroit expressement derogé par ce present Traité.

II. Et suivant ce que d'oresnavant du jour & datte du present Traité entre lesdits Sieurs Rois, leurs enfans nais & à naître, hoirs, successeurs & heritiers leurs Roiaumes, Païs & Sujets, y aura bonne, seure, ferme, & stable Paix, confederation & perpetuelle alliance & amitié, s'entr'aimeront comme freres, pro-

3

curans de tous leur pouvoir le bien, l'honneur & la reputation l'un de l'autre, & éviteront tant qu'ils pourront loiaument le dommage l'un de l'autre ; ne s'outrindront, ne favoriseront personne quelle qu'elle soit l'un au prejudice de l'autre, & dès maintenant cesseront toutes hostilitéz, oubliant toutes choses ci-devant mal passées quelles qu'elles soient, qui demeureront abolies, & éteintes, sans que jamais ils en fassent ressentiment quelconque, renonçans par ce present Traité à toutes pratiques, ligues & intelligences qui pourroient en quelque sorte que ce soit redonder au prejudice l'un de l'autre, avec promesse de jamais faire ne pourchasser par l'un chose qui puisse tourner au dommage de l'autre, ni souffrir que leurs vassaux & sujets le fassent directement ou indirectement : Et si aucuns d'iceux de quelque qualité ou conditions qu'ils soient y contreviennent ci-après, pour aller servir par Mer ou par Terre, ou autrement, aider & assister en chose qui en sorte que ce soit, pourroit prejudicier à l'un desdits Sieurs Rois, l'autre sera obligé de s'y opposer & l'empêcher, & les châtier seulement comme infraçteurs de ce Traité, & perturbateurs du repos public.

III. Et par le moien de cetteditte Paix & étroite amitié, les Sujets des deux côtez quels qu'ils soient, pourront en gardant les Loix & Coutumes du País aller, venir, demeurer, frequenter, converser & retourner és País l'un de l'autre marchandement & comme mieux leur semblera, tant par Mer que par Terre, & caues douces, traiter & converser ensemble, & seront soutenus & défendus les Sujets de l'un au País de l'autre, comme propres Sujets, en païant raisonnablement les droits en tous lieux accoutumez, & autres qui par leurs Majestez, & les successeurs d'icelles seront imposez.

IV. Et se suspendent toutes Lettres de marques & de repressailles qui pourroient avoir esté données à quelque cause que ce soit, & ne s'en donneront d'oresnavant aucunes par l'un desdits Princes au prejudice des Sujets de l'autre, sinon contre les principaux delinquans, leurs biens, & de leurs complices ; & ce encore en cas seulement de manifeste dénégation de Justice, de laquelle & des Lettres de formation & requisition d'icelles, ceux qui poursuivront lesdites Lettres de marque & repressailles, devront faire apparoir en la forme & maniere que de droit est requis.

V. Les Villes, Sujets, Manans & Habitans des Comtez de Flandres & Artois, & des autres Provinces des Païs-Bas, ensemble du Roiaume d'Espagne, jouiront des Privilèges & Libertez qui leur ont esté accordées par les Rois de France, predecesseurs dudit Sieur Roi Tres-Chrétien. Et pareillement les Villes, Manans, Habitans & Sujets du Roiaume de France jouiront aussi des Privilèges, franchises & libertez qu'ils ont esdits Païs-bas & Roiaume d'Espagne, tout ainsi qu'un chacun d'eux en ont ci-devant jouï, & comme ils en jouissoient en vertu dudit Traité de l'an 1559. & autres Traitez precedens.

V I. Aussi a esté convenu & accordé, en cas que ledit Sieur Roi Catholique donne ou transfere par testament, donation, resignation ou autrement à quelque titre que ce soit, à la Serenissime Infante Madame Isabelle sa fille aînée ou autres, toutes les Provinces de ses Païs-bas, avec les Comtez de Bourgogne & de Charrolois, que toutes lesdites Provinces & Comtez s'entendent estre comprises en ce present Traité, comme elles estoient en celui de l'an 1559. Ensemble ladite Dame Infante, ou celui en faveur duquel ledit Sieur Roi Catholique en auroit disposé, sans que pour cét effet il soit besoin d'en faire autre nouveau Traité.

V II. Et retourneront les Sujets & Serviteurs d'un côté & d'autre, tant Ecclesiastiques que seculiers, nonobstant qu'ils aient servi en parti contraire, en leurs Offices & Benefices, dont ils estoient pourvus avant la fin de Decembre 1588. sinon des Cures, dont autres se trouveroient Canoniquement pourvus, ensemble en la jouissance de tous & chacuns leurs biens, immeubles, rentes perpetuelles, viageres & à rachapt, saisis & occupez à l'occasion de la Guerre commencée sur la fin de l'an 1588. pour en jouir dès la publication de cetteditte Paix, & pareillement de ceux qui leur sont depuis advenus, & échus par succession ou autrement, sans rien quereller toutesfois, ni demander les fruits perçus dès le saisissement desdits biens immeubles, jusques au jour de la publication du present Traité, ni des dettes qui auront esté conhsquées avant ledit jour, & se tiendra pour bon & valable le repartement qu'en aura fait, ou fera faire le Prince son Lieutenant ou Commis, riere la Jurisdiction duquel ledit Arrest sera fait, & ne pourront jamais les crediturs de telles dettes, ou leurs aians cause, estre receus à en faire poursuite en quelque maniere & par quelque action que

5
ce soit contre ceux auxquels lesdits dons auront esté faits, ni contre ceux qui par vertu de tels dons & confiscations, les auroient paiez pour quelque cause que lesdites dettes puissent estre, nonobstant quelques lettres obligatoires que lesdits creditiers en puissent avoir, lesquelles pour l'effet de ladite confiscation, seront & demeureront par cedit Traité, cassées, annullées & sans vigueur.

VIII. Et se fera ledit retour desdits Sujets & Serviteurs d'un côté & d'autre à leurs biens, immeubles & rentes comme dessus, nonobstant toutes donations, concessions, declarations, confiscations, commises & sentences données par contumaces, & en l'absence des parties, & icelles non ouïes à l'occasion de cetteditte Guerre, comme qu'il soit, lesquelles Sentences & tous jugemens donnez, tant en civil qu'en criminel, demeureront nuis, & sans aucun effet, & comme non advenus, remettans iceux Sujets, quant à ce pleinement, & cessans tous empêchemens & contredits aux droits qu'ils avoient au temps de l'ouverture de ladite Guerre, sans qu'aucun puisse estre recherché pour charges & entremises publiques qu'il auroit eu, soit pour les vivres, maniemment de deniers ou autrement, pendant le temps & à l'occasion de ladite Guerre, dont il auroit rendu compte pardevant ceux qui avoient lors Pouvoir d'en ordonner, pourveu que lesdits Sujets & Serviteurs ne se trouvent chargez d'autres crimes & délits que d'avoir servi en parti contraire.

IX. Et ne pourront néanmoins rentrer dans lesdites Terres, Païs & Seigneuries desdits Rois, sans avoir premierement sur ce obtenu permission & Lettres scellées du grand Scel de leurs Majestez, desquelles ils ne seront tenus poursuivre la verification pardevant les Cours & Officiers de leurs Majestez.

X. Ceux qui auront esté pourvus d'un côté & d'autre des Benefices estans à la collation, presentation ou autre disposition desdits Sieurs Rois ou autres personnes laïcs, demeureront en la possession & jouissance desdits Benefices, comme bien & deüement pourvus.

XI. En faveur & contemplation de cette Paix, & pour donner par lesdits Sieurs Rois contentement l'un à l'autre, est convenu & accordé, qu'ils rendront & restituëront réellement de fait & de bonne foi l'un à l'autre, ce qui se trouvera avoir esté pris, saisi & occupé par eux ou autres aians charge d'eux, ou

en leurs noms és Païs l'un de l'autre. C'est à sçavoir ledit Sieur Roi Tres-Chrétien audit Sieur Roi Catholique la jouissance & possession du Comté de Charrolois, ses appartenances & dépendances, pour en jouir par lui & ses Successeurs pleinement & paisiblement, & le tenir sous la Souveraineté des Rois de France, & s'il se trouve d'autres Places occupées depuis ladite Paix de 1559. par ledit Sieur Roi Tres-Chrétien ou par les siens, seront pareillement restituées, & le tout dans deux mois à compter du jour & datte de ces presentes.

X II. Et pareillement ledit Sieur Roi Catholique rendra & restituera audit Sieur Roi Tres-Chrétien les Places qui se trouveront avoir esté par lui ou autres, aians charge de lui ou en son nom, prises, faïties & occupées depuis ledit Traité de Château sont par lui en Cambresis.

X III. A sçavoir Calais, Ardres, Monthulin, Dourlans, la Capelle & le Castelet en Picardie, Blavet en Bretagne, & toutes autres Places que ledit Sieur Roi Catholique y auroit occupées ou ailleurs au Roiaume de France depuis ledit Traité, & ou par les siens detenuës.

X IV. Pour le regard de Calais, Ardres, Monthulin, Dourlans, la Capelle & le Castelet, seront icelles Places remises & rendues par ledit Sieur Roi Catholique ou ses Ministres, effectivement de bonne foi, & sans aucune longueur ni difficulté, pour quelque pretexte ou occasion que ce soit à celui ou ceux qui seront à ce deputez par ledit Sieur Roi Tres-Chrétien dans deux mois précisément, à compter du jour & datte de ces presentes, en l'estat qu'elles se trouvent à present, sans y rien démolir, affoiblir ni endommager en aucune sorte, & sans que l'on puisse pretendre ni demander aucun remboursement pour les fortifications faites esdites Places, ni pour le paiement de ce qui pourroit estre deu aux soldats & gens de Guerre y estans. Et se fera ladite restitution premierement des Villes de Calais & Ardres, & des autres puis après, ensorte que la restitution entiere desdites Places, soit accomplie dans ledit temps de deux mois.

X V. Quant à Blavet, la restitution en sera aussi faite effectivement & de bonne foi sans aucune longueur ne difficulté sous quelque pretexte ou occasion que ce soit; à celui ou à ceux qui à ce seront commis par le Sieur Roi Tres-Chrétien, & ce dans trois mois du jour & datte de ces presentes; & pourra le-

dit Sieur Roi Catholique faire démolir les fortifications par lui faites, ou par les siens audit Blavet & autres lieux qui seront par lui détenus en Bretagne si aucuns en y a.

XVI. Restituant lesdites Places, pourra ledit Sr Roi Catholique faire emporter toute l'artillerie, poudres, boulets, armes, vivres & autres munitions de Guerre, qui se trouveront esdites Places au temps de la restitution. Pourront aussi les Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront desdites Places faire emporter tous biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible exiger aucune chose des Habitans d'icelles Places, & du plat-Païs, ni endommager leurs maisons, ou en emporter aucune chose appartenante ausdits Habitans.

XVII. Et à ce que ces Gens de Guerre estans audit Blavet se puissent plus promptement retirer en Espagne, ledit Sieur Roi Tres-Chrétien les fera accommoder de Vaisseaux & Mariniers, dans lesquels Vaisseaux ils pourront faire charger l'artillerie, vivres & autres munitions de Guerre avec leurs bagages estans audit Blavet & autres lieux qui seront restituez en Bretagne, en baillant assurance de la restitution desdits Vaisseaux, & renvoi des Mariniers dans le temps qui sera accordé.

XVIII. Promettent en outre lesdits Deputez pour assurance de la restitution desdites Places, aussi-tôt que la ratification du present Traité faite par ledit sieur Roi Tres-Chrétien aura esté fournie, de bailler & faire livrer quatre Ostages, tels qu'il vouldra choisir, Sujets dudit Sieur Roi Catholique, qui seront bien & honorablement tenus, ainsi qu'il convient à leurs qualitez, laquelle restitution estant faite & réellement accomplie, lesdits Ostages seront rendus & mis en liberté de bonne foi & sans aucun délai, bien entendu qu'estant accomplie la restitution desdites Places de Picardie, deux desdits Ostages seront délivrez, demeurans les autres deux jusques à la restitution dudit Blavet.

XIX. Et pour le regard des choses contenues audit Traité de l'an 1559. qui n'ont esté executées suivant les Articles d'icelui, l'exécution en sera faite & parachevée en ce qui reste à executer, tant pour la teneur seodale du Comté de saint Paul, limites des Païs des deux Princes, terres tenuës en surseance, exemption des Gabelles, & impositions foraines pretendues par ceux du Comté de Bourgogne, Eveché de Teroüenne, Abbaie de S. Jean au Mont, Duché de Bouillon, restitution

d'aucunes Places pretendues de part & d'autre devoir estre restituées en vertu dudit Traité, & tous autres differens qui n'ont esté vuidez & decidez, ainsi qu'il a esté convenus. Seront pour cét effet nommez Arbitres & Deputez de part & d'autre, suivant ce qui a esté resolu par ledit Traité, lesquels s'assembleront dans six mois és lieux designez par icelui, si les Parties consentent, sinon s'accorderont d'un autre lieu.

XX. Et d'autant qu'en la division des Terres ordonnées aux Dioceses d'Arras, Amiens, Saint Omer & Boulongne, il se trouve des Villages de France attribuez aux Evêchez d'Arras & de Saint Omer; & autres Villages du Pais d'Artois & Flandres aux Evêchez d'Amiens & Boulongne, d'où avient souvent desordre & confusion. A esté convenu qu'après avoir eu le consentement & permission de nôtre Saint Pere le Pape, Commissaires de part & d'autre seront deputez, qui s'assembleront dedans un an, au lieu qui sera avisé, pour resoudre l'échange qui pourroit estre fait desdits Villages, à la commodité des uns & des autres.

XXI. Tous Prisonniers de Guerre estans detenus de part & d'autre seront mis en liberté en païans leurs dépens, & ce qu'ils pourroient justement devoir, sans estre tenus de paier aucune rançon, sinon qu'ils en aient convenu. Et s'il y a plainte de l'excez d'icelle, en sera ordonné par le Prince, au Pais duquel les Prisonniers seront detenus.

XXII. Tous autres Prisonniers Sujets desdits Sieurs Rois, qui pour la calamité des Guerres pourroient estre detenus aux Galeres de leurs Majestez; seront promptement delivrez & mis en liberté sans aucune longueur, pour quelque pretexte ou occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander aucune chose pour leurs rançons ou pour leurs dépens.

XXIII. Et sont reservez audit Sieur Roi Tres-Christien de France & de Navarre ses Successeurs, & aïans cause, tous les droits, actions & pretentions qu'il entend lui appartenir à cause de sesdits Roïaumes, Pais & Seigneuries, ou autrement ailleurs, pour quelque cause que ce soit, auquel n'auroit esté par lui ou par ses predecesseurs expressement renoncé, pour en faire poursuite par voie amiable ou de justice, & non par les armes.

XXIV. Comme en semblable sont reservez audit Sieur Roi Catholique des Espagnes, & à la Serénissime Infante sa fille aînée,

ainée, leurs Successeurs, & aians cause, de tous les droits actions & pretentions qu'ils entendent leur appartenir à cause desdits Roiaumes, Pais ou Seigneuries ou autrement ailleurs, pour quelque cause que ce soit, auxquels n'auroit esté par eux ou par leurs predecesseurs expressement renoneé, pour en faire poursuite par voie amiable, ou de justice, & non par armes.

Et sur ce qui auroit esté remontré par lesdits Deputez dudit Sieur Roi Catholique. Que pour parvenir à une bonne Paix, il est tres-requis que tres-excellent Prince Monsieur le Duc de Savoie soit compris en ce Traité, desirant ledit Sieur Roi Catholique, & affectionnant le bien & conservation dudit Sieur Duc comme la sienne propre, pour la proximité du Sang & d'Alliance, dont il lui appartient. Ce qu'aussi ils ont dit avoir charge expresse de proposer de la part dudit Sieur Cardinal Archiduc. Aiant aussi déclaré Messire Gaspard de Genève Marquis de Lullin, Conseiller d'Etat, Chambellant, & Colonel des Gardes dudit Sieur Duc, son Lieutenant & Gouverneur du Duché d'Aouste & Cité d'Yvré, son Commis & Deputé, comme appert par son Pouvoir & Procuration ci-dessous inserée; Qu'icelui Sieur Duc son Maître a l'honneur d'estre issu du frere de la bis-aieulle dudit Sieur Roi Tres-Chrétien, & de la Cousine germaine de la Reine sa mere. Que son intention est de donner contentement audit Sieur Roi, & comme son tres-humble parent, le reconnoître de tout l'honneur, service & observance d'amitié qui lui sera possible pour le rendre à l'avenir plus content de lui & de ses actions, que le temps & les occasions passées ne lui en ont donné le moien. Et qu'il se promet dudit Sieur Roi, que reconnoissant cette sienne bonne affection, il usera envers lui de la même bonté & declaration d'amitié, dont les quatre Rois derniers ses Predecesseurs ont usé à l'endroit de feu de tres-loyable memoire, Monsieur le Duc son pere.

A esté conclu & arresté; Que ledit Sieur Duc fera receu & compris en ce Traité de Paix. Et pour témoigner le desir qu'il a de donner contentement audit Sieur Roi Tres-Chrétien, rendra & restituera la Ville & Château de Berre dedans deux mois, à compter du jour & darte de ces presentes effectuellement & de bonne foi, sans aucune longueur ne difficulté, sous quelque pretexte que ce soit, & sera icelle Place remise &

rendue par ledit Sieur Duc à celui ou à ceux qui seront à ce deputez par ledit Sieur Roi, dans ledit temps precisement, en l'estat qu'elle se trouve à present sans y rien demolir, affoiblir ni endommager en aucune sorte, & sans que l'on puisse pretendre ne demander aucun remboursement pour les Fortifications faites en ladite Ville & Château, ni aussi pour ce qui pourroit estre deu aux Gens de Guerre y estans, & délaissera toute l'Artillerie qui estoit dans ladite Place lors de ladite prise d'icelle, avec les boulets qui se trouveront de même calibre, & pourra retirer celles que depuis il y aura mis, si aucune en y a.

Aussi a esté convenu & accordé, que ledit Sieur Duc désavouera & abandonnera entierement & de bonne foi le Capitaine la Fortune, estant en la Ville de Seure, Pais de Bourgogne, sans qu'il lui baille ni autre qui usurperoit ladite Ville contre la volonté dudit Sieur Roi Tres-Chrétien, directement ou indirectement, aucune aide, support ni faveur.

Et pour le surplus des autres differens qui sont entre ledit Sieur Roi Tres-Chrétien, & ledit Sieur Duc, lesdits Deputez ausdits noms, consentent & accordent pour le bien de Paix, qu'ils soient remis au jugement de nôtre Saint Pere Clement VIII. pour estre vuidez & decidez par sa Sainteté dedans un an; à compter du jour & datte de ces presentes, suivant la réponse dudit Sieur Roi, baillée par écrit le 4. Juin dernier ci-après inserée. Et ce qui sera ordonné par sa Sainteté sera entierement & de bonne foi accompli & executé de part & d'autre, sans aucune longueur ni difficulté, sous quelque cause ou pretexte que ce soit. Et cependant, & jusques à qu'autrement en soit decidé par nôtre-dit Saint Pere, demeureront les choses en l'estat qu'elles sont à present, sans y rien changer ni innover, & comme elles sont possédées de part & d'autre, sans qu'il soit loisible de s'étendre plus avant, imposer ou exiger contributions ni autre chose hors le territoire des Places qui sont tenues par les uns ou par les autres.

Et suivant ce a esté convenu & accordé que dés-à-presen y aura Paix ferme, stable amitié, & bonne voisinance entre lesdits Sieurs Roi & Duc, leurs enfans nais & à naître, hoirs, Successeurs & heritiers, leurs Roiaumes, Pais & Sujets, sans qu'ils puissent faire aucune entreprise sur les Pais & Sujets l'un de l'autre, pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Que les

Sujets & Serviteurs d'un côté & d'autre, tant Ecclesiastiques que Seculiers, nonobstant qu'ils aient servi en parti contraire, retourneront pleinement, & en la jouissance de tous & chascuns leurs biens, Offices Benefices, tout ainsi qu'il a esté dit ci-dessus pour les Sujets & Serviteurs des deux Rois, sans que cela puisse estre entendu des Gouverneurs.

Quant aux Prisonniers de Guerre en sera usé comme il a esté convenu entre les deux Rois, ainsi qu'il est contenu ci-dessus. Et sont confirmez en tous leurs Points & Articles, les Traitez faits ci-devant entre les feus Rois Tres-Chrétiens Henri II. en en l'an 1559. à Château en Cambresis, Charles IX. & Henri III. & ledit feu Sieur Duc de Savoie, sinon en ce qui auroit esté dérogé par le présent Traité, ou par autres. Et suivant ce demeurera ledit Sieur Duc de Savoie avec ses Terres, Païs & Sujets, bon Prince neutre & ami commun desdits Sieurs Rois, & du jour de la publication du présent Traité, sera le Commerce libre & assuré entre leursdits Païs & Sujets contenu esdits Traitez, & en a esté usé en vertu d'iceux, & seront observez les reglemens y contenus même pour le regard des Officiers qui ont servi lesdits Sieurs Rois, sinon que par autre Traité y eût esté dérogé.

En cette Paix, Alliance, Amitié seront compris de commun accord & consentement desdits Sieurs Rois, si compris y veulent estre premierement de la part dudit Sieur Roi Tres-Chrétien, nôtre saint Pere le Pape, & le saint Siege Apostolique, l'Empereur, les Electeurs Princes Ecclesiastiques & Seculiers, Villes, Communautéz & Etats dudit saint Empire, & par special Messieurs le Comte Palatin, Electeur Marquis de Brandebourg, Duc de Vuittemberg, Lantgrave de Hesse; Le Marquis d'Anspach, les Comtes de Frise Orientale, les Villes maritimes selon les anciennes Alliances, le Roi & le Roiaume d'Ecosse, selon les anciens Traitez, Alliances & Confederations qui sont entre les Roiaumes de France & d'Ecosse, les Rois de Pologne, Danemark & Suede, le Duc & Seigneurie de Venize, les treize Cantons des Liges de Suisse, les Seigneurs des trois Liges Grises, l'Evêque & Seigneurs du Païs de Valais, l'Abbé & Ville de Saint Gal, Toutrembourg, Milhausen, Comté de Neuchastel & autres Alliez & Confederez desdits Sieurs des Liges, Monsieur le Duc de Lorraine, Monsieur le grand Duc de Toscane, Monsieur le Duc de Mantouë,

la Republique de Luques, les Evêques & Chapitres de Metz, Toul & Verdun, l'Abbé de Gorze, les Seigneurs de Sedan & le Comte de la Mirande, bien entendu toutesfois que le consentement que ledit Roi Catholique donne à la comprehension des Comtes de Frise Orientale, soit sans prejudice du Droit que sa Majesté Catholique pretend sur les Païs d'iceux, comme aussi demeurent resservez à l'encontre les defences, droits & exceptions desdits Comtes, le tout avec declaration que ledit Sieur Roi Catholique ne pourra directement ou indirectement travailler par soi ou par autres aucuns de ceux qui de la part dudit Sieur Roi Tres-Chretien ont ci-dessus esté compris. Et que si ledit Sieur Roi Catholique pretend aucune chose à l'encontre d'eux, il les pourra seulement poursuivre par droit par-devant les Juges competans, & non par la force en maniere que ce soit. Et de la part dudit Sieur Roi Catholique seront compris en ce Traité si compris y veulent estre. Premièrement nôtre saint Pere le Pape, le saint Siege Apostolique, l'Empereur des Romains, Messieurs les Archiducs, ses freres & cousins, leurs Roiaumes & Païs, les Electeurs, Princes, Villes & Estats du saint Empire obeissans à icelui, le Duc de Baviere, le Duc de Cleves, Evêque & Païs du Liege, les Villés maritimes, & les Comtes d'Osfrise. Et renoncent lesdits Princes à toutes pratiques, promettans de n'en faire ci-après aucune, ni en la Chrétienneté, ni dehors d'icelle, où que ce soit, qui puisse estre prejudiciable, ni audit Sieur Empereur, ni ausdits membres & Estats dudit saint Empire. Ains qu'ils procureront de leur pouvoir le bien & le repos d'icelui, pourveu que ledit Sieur Empereur, & lesdits Estats se comportent respectivement, amiablement avec lesdits Sieurs Rois Tres-Chretien & Catholique, & ne fassent rien au prejudice d'iceux. Et de même y seront compris Messieurs des Cantons des Lignes des Hautes-Allemagnes, & les Lignes Grises, & leurs Alliez, le Roi de Pologne & de Suede, le Roi d'Ecosse, le Roi de Dannemark, le Duc & Seigneurie de Venise, le Duc de Lorraine, le grand Duc de Toscane, les Republiques de Genes, & de Luques, le Duc de Parme & de Plaisance, le Cardinal de Farnese son frere, le Duc de Mantouë, le Duc d'Urbain, les Chefs des Maisons, Colonne & Ursine, le Duc de Sennonete, le Sieur de Monaco, le Marquis de Final, le Marquis de Mossa, le Sieur de Plombin, le Sieur de Sala, le Comte de Colorno, pour jouir pareillement

du Benefice de cette Paix , avec declaration expresse que ledit Sieur Roi Tres-Chrétien ne pourra directement ou indirectement travailler par soi ou par autres aucuns d'iceux , & que s'il pretend aucune chose à l'encontre d'eux , il les pourra seulement poursuivre par droit , devant Juges competans , & non par la force en maniere que ce soit.

Et aussi seront compris en ce present Traité tous autres , qui de commun consentement desdits sieurs Rois se pourront dénommer , pourveu que six mois après la publication de ce present Traité ils donnent leurs Lettres Declaratoires & Obligatoires en tel cas requises respectivement :

Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix , & de tous les Points & Articles y contenus , sera icelui Traité verifié , publié & enregistré en la Cour de Parlement à Paris , & en tous autres Parlemens du Roiaume de France , & Chambre des Comtes de Paris.

Comme au semblable sera verifié , publié & enregistré au Grand Conseil , autres Conseils & Chambre des Comtes des Pais-bas dudit sieur Roi Catholique , & le tout suivant & en la forme qui est contenuë audit Traité , l'an 1559. dont seront baillées les expéditions de part & d'autre dans trois mois après la publication du present Traité.

Lesquels Points & Articles ci-dessus compris , ensemble tout le contenu en chacun d'iceux ont esté traitez , accordez , passez & stipulez entre lesdits Deputez aux noms que dessus.

Lesquels en vertu de leurs pouvoirs ont promis & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les biens presens & à venir de leursdits Maîtres.

Qu'ils seront par iceux inviolablement observez & accomplis , & de leur faire ratifier , & en bailler & délivrer les uns aux autres Lettres authentiques signées & scellées , où tout le present Traité sera inseré de mot à autre , & ce dans un mois du jour & date de ces presentes , pour le regard desdits sieurs Rois Tres-Chrétien , Cardinal Archiduc , & Duc de Savoie , lequel sieur Cardinal promettra de faire fournir dans trois mois après semblables Lettres de ratification dudit sieur Roi Catholique : & outre ont promis , & promettent lesdits Deputez esdits noms , que lesdites Lettres de ratification desdits Roi Tres-Chrétien , Cardinal Archiduc , & Duc de Savoie jureront solennellement sur la Croix , saintes Evangiles , Canon de la

Messe, & sur leurs honneurs, en présence de tels qu'il leur plaira deputer, d'observer & accomplir pleinement, réellement, & de bonne foi le contenu esdits Articles, & semblable serment sera fait par ledit Sieur Roi Catholique dans trois mois après, ou lors qu'il en sera requis. En témoin desquelles choses ont lesdits Deputez souscrit le present Traité de leurs noms, au lieu de Vervins, le deuxième jour de Mai 1590.

TRAITE' DES PARTICULIERS.

A Vervins le 2. Mai 1598.

AU Nom de Dieu le Createur : A tous soit notoire, comme ce jourd'hui deuxième de Mai 1598. ait esté conçu le Traité de Paix, entre Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Henri IV. par la grace de Dieu, Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Philippes II. par la même grace, Roi Catholique, de Castille, d'Arragon, de Leon, des deux Siciles, de Hierusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, &c. Par Messire Pomponne de Bellievre Sieur de Grignon, du Conseil d'Etat, dudit Sieur Roi Tres-Chrétien, & Nicolas Brulart Sieur de Silleri, Conseiller dudit Conseil d'Etat, & President du Parlement de Paris; & Messire Jean Richardot Chevalier, Chef & President du Conseil Privé dudit Sieur Roi Catholique & de son Conseil d'Etat, Jean-Baptiste de Taxis, Chevalier Commandeur de Los Santos, de l'Ordre militaire de Saint Jacques de la Spada dudit Conseil d'Etat, & de Guerre dudit Sieur Roi Catholique, & Louis Verreuxin aussi Chevalier Audiancier, premier Secrétaire & Tresorier des Chartes dudit Conseil d'Etat, iceux Commis & Deputez en vertu de leurs Pouvoirs, outre le contenu audit Traité de Paix, ont accordé les Articles suivans, pour estre un chacun d'iceux observez & inviolablement gardez par lesdits Sieurs Rois, leurs Successeurs & aians cause, & avec la même force, vigueur & prerogative, comme s'ils estoient expressement inferez audit Traité de Paix.

PREMIEREMENT, que sera fait bonne & briève justice à la veuve & enfans de feu Messire Pierre de Melun, pour le droit & possession par eux pretendu sur les biens qui appartenoient au feu sieur Prince d'Espinoi dans les Païs dudit Sieur Roi Catholique.

II. Comme au semblable sur les demandes & pretentions de la Duchesse d'Arççot, lui sera fait bonne & briève justice. Le

semblable sera fait à la veuve du Prince d'Orange, estant retirée en France; pour le douaire qu'elle pretend sur les biens du feu Prince d'Orange, ensemble pour la jouissance du Traité de Coligni, en ce qui est situé dans les Païs dudit Sieur Roi Catholique.

III. Le Prince d'Orange sera remis en la possession & Souveraineté de la Principauté d'Orange & de toutes autres terres, dont lui & les siens jouissoient au Roiaume de France, auparavant la Guerre, & dont il avoit esté dépossédé à l'occasion d'icelle, & pareillement sera remis en tous les autres droits, noms, raisons & actions qui lui appartenoient auparavant ladite Guerre, pour raison desquels lui sera fait bonne & briève justice.

IV. Le Duc d'Arscot sera remis en possession, & jouissance des choses que lui & le feu Duc son pere ont possédé au Roiaume de France avant ladite Guerre, & lui sera observé tout ce qui aura esté disposé aux Traitez precedens, en faveur dudit feu Duc son pere & de ses predecesseurs, & sur tout ce qu'il aura à pretendre, lui sera administré bonne & briève justice. Et si aucunes Sentences ou Jugemens avoient esté donnez au préjudice des precedens Traitez, nonobstant icelles le droit dudit Duc demeurera en son entier.

V. Que ledit Sieur Roi T. C. fera administrer bonne & briève justice au Comte de Champlite & autres heritiers de la Maison de Vergi, en ce qu'ils pretendent sur S. Disier, Vitri en Parthois, la Seigneurie de Vergi & autres biens & droits qu'il maintiennent leur appartenir, & dont est fait mention par plusieurs precedens Traitez.

VI. Le semblable sera fait du sieur de Glaion pour tous les droits qu'il pretend appartenir dans le Roiaume de France, sur les pretenions du Comte de Solre, à cause de Madame sa femme, sur certain quartier de marests qu'il dit estre des marests d'Andrum & Bredenarde, lui sera aussi fait bonne & briève justice, comme au semblable sera fait pour le droit pretendu par Madame Marie de Renti, femme de Dom Gaston Spinola sur la Baronnie d'Andres.

VII. Sera aussi fait bonne & briève justice au Comte de Pontdevaux, pour les biens qu'il pretend lui estre échus par le trépas de feuë Comtesse de Pontdevaux, & de Cerni sa grandemere; ensemble sur la restitution des meubles par lui pretendus avoir esté déposés en la Ville de Rheims, par Ordonnance de

Justice, & d'autres occupez par qui que ce soit.

VIII. Et sur la plainte par lui faite de sa prison & rançon, presentant sa requeste audit Sieur Roi T. C. il en sera ordonné, en sorte qu'il aura occasion de se contenter de la justice qui lui en sera faite.

IX. Sera aussi faite bonne & briève justice au sieur de Beaurepaire, sur ce qu'il pretend la Terre d'Aix en Boulonnois lui appartenir.

X. L'Abbé de Dammartin jouira des biens à lui appartenans dans le Roiaume de France, comme avant la Guerre lui & ses predecesseurs en ont joui.

XI. Et pour terminer & decider les differens qui sont pour les Abbaies de Vaucelles & de Fesmi, seront deputez Commissaires de part & d'autre, qui s'assembleront dans six mois, au lieu qui sera accordé.

XII. Et generallyment tous Sujets de part & d'autre seront remis, & réintegrez en tous leurs biens, rentes pertuelles, viageres & à rachapt, dont ils avoient esté dépossédez à l'occasion desdites Guerres, nonobstant qu'ils aient servi en parti contraire, ainsi qu'il est contenu au Traité de Paix, ce jourd'hui conclu entre lesdits sieurs Rois.

XIII. Et s'il restoit quelque chose à executer du precedent Traité fait pour les particuliers à Château en Cambresis 1559. sera executé pleinement & de bonne foi de part & d'autre, lesquels points & articles susdits, & tout le contenu en iceux, lesdits Deputez desdits sieurs Rois en vertu de leurs Pouvoirs ont traité, conclu & accordé, promettans de les faire ratifier, & faire observer entièrement & de bonne foi, comme dessus est dit. En témoignage de ce ont signé ces presentes en ce lieu de Vervins, les jour & an que dessus, signé Pomponne de Bellievre, Nicolas Brulart, Jean Richardot, Jean-Baptiste de Taxis, Louis Verreiker.

Acte de la remise du Traité es mains de Monsieur le Legat.

C E jourd'hui deuxième jour du mois de Mai 1598. les Articles de Paix & reconciliation entre Tres-Haut, Tres-Excellent Tres-Puissant Prince Henri IV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Philippes par la même grace Roi Catholique, des Espagnes, &c. En en-
cote

core ledit Sieur Roi Tres Chrétien, & Tres-Excellent Prince Charles Emanuel Duc de Savoie, ont esté resolu & accordez par leurs Commis & Deputez, suivant les pouvoirs qui pour ce leur ont esté donnez : A sçavoir de la part dudit Sieur Roi Tres-Christien, Messire Pomponne de Belliévre Chevalier Sieur de Grignon, Conseiller en son Conseil d'Etat, & Messire Nicolas Brulart Chevalier Sieur de Silleri, aussi Conseiller au Conseil d'Etat dudit Sieur Roi, & President en sa Cour de Parlement de Paris: De la part dudit sieur Roi Catholique Messire Jean Richardot Chevalier sieur de Barli, Chef, President du Conseil Privé dudit sieur Roi, & de son Conseil d'Etat, Messire Jean-Baptiste de Taxis, Chevalier Commandeur de Los Santos de l'Ordre militaire de Saint Jacques dudit Conseil d'Etat, & du Conseil de Guerre, & Messire Loüis Verreikein aussi Chevalier, Audancier, premier Secretaire, & Tresorier des Chartres dudit Conseil d'Etat, suivant la deputation & charge expresse sur ce à eux donnée par Tres-Haut & Tres-Puissant Prince le Cardinal Albert, Archiduc d'Autriche, en vertu du pouvoir sur ce à lui donné par ledit sieur Roi Catholique: Et de la part dudit Duc de Savoie, Messire Gaspard de Geneve Marquis de Lullin, Conseiller d'Etat, Chambellan & Colonel des Gardes dudit sieur Duc, Gouverneur & son Lieutenant general au Duché d'Aouste, & Cité d'Yvrée, lesquels Articles & Traitez souscrits des noms de tous les susdits Commis & Deputez desdits Rois, Cardinal Archiduc, & Duc de Savoie, ont esté par eux remis entre les mains de l'illustrissime & Reverendissime Cardinal de Florence, Legat de sa Sainteté, & du Saint Siege Apostolique en France, en presence duquel iceux Articles ont esté traitez & resolu pour estre par ledit sieur Legat gardez & tenus secrets jusques à la fin du present mois, si plûtot les parties ne consentent à la publication d'iceux, & sans que ci-après il soit loisible d'y ajoutes ou diminuer; à l'observation desquels Articles lesdits Deputez ont obligé la foi desdits sieurs Rois, Cardinal Archiduc, & Duc de Savoie, en vertu des pouvoirs à eux donnez, és mains dudit sieur Cardinal Legat representant la personne de sa Sainteté en cette Negociation. En témoignage dequoi iceux Deputez ont signé ce present écrit, les jours & an que dessus.

Pour la cessation de Guerre avec la Reine d'Angleterre & Provinces Unies des Païs-Bas, durant deux mois.

EN traitant les Articles de Paix entre Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-puissant Prince Henri IV. par la grace de Dieu Roi Tres-Christien de France & de Navarre, & Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres Puissant Prince Philippes II. par la même grace Roi Catholique, des Espagnes, &c. sur ce qui auroit esté remonstré par les Deputez dudit Sieur Roi Tres-Christien, qu'ils ont toujours déclaré comme ils déclarent encore à present de ne pouvoir passer outre à la conclusion du Traité de Paix, sinon que Tres-Haute, Tres-Excellente & Tres-Puissante Princeesse la Reine d'Angleterre, & les Provinces-Unies des Païs-Bas, Confederez de sa Majesté T. C. soient admis & receus au Traité, à quoi auroit esté répondu par les Deputez dudit Sieur Roi Catholique, Que dès le commencement de cette Conference ils ont déclaré qu'ils estoient prests & contens de recevoir à traiter les Deputez de ladite Reine & Provinces, & qu'ils ont fait assez long sejour en ce lieu, pour leur donner loisir de s'y acheminer, s'ils eussent eu cette volonté, a esté conclu & arresté, que si dans six mois les Deputez de ladite Dame Reine, & Provinces-Unies viennent avec pouvoirs suffisans, & déclarent vouloir traiter de Paix, ils y seront receus, & pour cet effet les Deputez dudit sieur Roi Catholique se trouveront en ce lieu de Vervins, ou tel autre qui d'un commun consentement des parties sera avisé. Et sur l'instance expresse faite par les Deputez dudit sieur Roi T. C. a esté convenu & accordé, qu'il y aura cessation de toutes les entreprises de Guerre, & de tous actes d'hostilité entre lesdits Roi Catholique, Reine d'Angle-

terre & Provinces-Unies pour deux mois, à compter du jour des presentes, bien entendu que ladite cessation n'aura lieu que du jour que ladite Reine & Provinces auront fait sçavoir à Tres-Haut, & Tres-Puissant Prince Albert Cardinal Archiduc d'Autriche, qu'ils acceptent ladite cessation, ou qu'en leurs noms ledit sieur Roi T. C. aie fait faire ladite Declaration. Fait ce 2. jour de Mai 1598.

*Pour la cessation de tous actes d'hostilité jusques à la publication du
Traité avec le Roi d'Espagne.*

EN concluant le Traité de Paix fait ce jourd'hui 2. Mai entre Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Henri IV. Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre; & Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince Philippes II. par la même grace Roi Catholique des Espagnes, &c. a esté convenu & accordé entre les Deputez desdits sieurs Rois, encore que la publication dudit Traité soit différée pour un mois, que néanmoins pendant ledit temps il y aura cessation de toutes entreprises de Guerre, & de tous actes d'hostilité, & que s'il y estoit contrevenu de part ou d'autre par prise de Places, prisonniers, ou d'autres choses en quelque sorte que ce soit, la contravention sera réparée de bonne foi, sans longueur ne difficulté; & pour effectuer ce que dessus, sera écrit par lesdits Deputez où il sera besoin. En foi dequoy ils ont souscrit les presentes de leurs noms. A Vervins ce 2. jour de Mai 1598.

A esté fait un semblable acte avec le Deputé de Savoie.

*Pour convenir d'autres Arbitres avec Monsieur de Savoie, en cas que
le Pape vint à deceder.*

Comme ainsi soit que ce jourd'hui 2. Mai 1598. en traitant les Articles de Paix entre Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince Henri IV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & Tres-Excellent Prince Monsieur le Duc de Savoie, entre autres choses auroit esté accordé, Que les differens qui n'ont esté decidez & terminez par le Traité de Paix fait ce jourd'hui, seroient remis au jugement de nôtre Saint Pere le Pape Clement VIII. pour estre par sa Sainteté jugez & decidez dans un an, suivant la réponse dudit sieur Roi, baillée par écrit le 4. jour de Juin 1597. Et d'autant que tout ce qui est nai est sujet à la mort, il a esté convenu & accordé entre les Deputez desdits Sieurs Roi, & Duc; Que s'il avenoit, que Dieu ne veuille, que nôtre Saint Pere le Pape decedât dans ledit temps, & auparavant que lesdits differens aient esté par sa Sainteté terminez, ce néanmoins il n'aviendra aucune rupture à ladite Paix, mais que lesdits sieurs Roi & Duc conviendront d'autres Arbitres dans trois mois, ou aviseront d'autres moiens pour finir à l'amiable lesdits differends. En témoin dequoy ont lesdits Deputez signé le present acte le jour & an que dessus. Signé, G. de Geneve.

Memoire touchant le Traité de Paix.

IL est impossible qu'il ne se trouve quelque chose à desirer au Traité de Paix, que suivant le commandement du Roi avons ici resolu avec les Deputez du Roi Catholique, & de Monsieur de Savoie, ce que pour ce regard nous pouvons considerer est:

Qu'en la Preface il se fait mention des progresz que fait le Turc sur les Provinces Chr. avec une expresse declaration que font les deux Rois du desir, & de l'affection qu'ils ont à la conservation desdites Provinces. Si l'on dit que le meilleur eût esté de ne mettre par écrit chose qui pûsse mettre le Turc en défiance de l'amitié du Roi: On répond que deux choses nous ont meu de mettre en avant cette consideration. L'une qu'es Traitez de Paix de Madrid, de Cambrai, de Crespi, en Laonnois, faits par le feu Roi François I. avec l'Empereur Charles V. non seulement a esté fait mention du danger où se trouve la Chr. à cause des entreprises & usurpation des Turcs; mais on se declare ouvertement de la resolution que l'on a prise de s'y opposer, & les repousser par

les armes. Le semblable est contenu au Traité de Château en Cambresis, fait par le feu Roi Henri II. avec ce Roi Cat. Et toutesfois ledit feu sieur Roi François n'a pas laissé après lesdites Traitez de demeurer en bonne amitié & intelligence avec le Grand Seigneur, comme ont fait nos Rois fils & successeurs dudit Roi Henri II. après ledit Traité contenant la declaration de ce que dessus.

L'autre consideration est, que qui n'eût fait mention du Turc, comme a esté fait, le plus sobrement que l'on a pu, & beaucoup plus qu'aux précédens Traitez, est que la Reine d'Angleterre, le Roi de Dannemarx, & autres qui se sont separés de l'Eglise Cat. Rom. entroient en suspicion, & diroient que cet accord se fait principalement pour l'execution du Concile de Trente, & qu'on fait dessein de leur faire guerre, même qu'il appert par ledit Traité que le Pape en est le principal Promoteur, que les Articles ont esté traitez & résolus en présence de son Legat.

En ce Traité il y a un autre point, que peut-estre on eût désiré en France qu'il eût esté moins exprés. Cet Article qui fait mention de la reconciliation entre les deux Princes, renonciation à toutes pratiques & intelligences qui seroient au préjudice l'un de l'autre. On a taché de se remettre en ce fait au Traité précédent; voyant que l'on ne s'en contentoit pas, nous avons voulu mettre l'Article avec moins d'expression. Sur ce les Deputés d'Espagne ont dit, que nous devons declarer si nous voulons faire la Paix tout de bon ou non; car s'il étoit question qu'après nous avoir rendu un si grand nombre de places, & si importantes à leurs États & aux nôtres, ils s'entraissent en guerre avec nous, ils seroient tenus pour gens qui n'ont pas le sens commun s'ils entroient en une telle restitution, disant, que s'ils font la Guerre avec lesdites places, ils pourroient grandement endommager le Pais de France, & peut-estre que par le moien d'icelles ils en pourroient acquerir d'autres sur nous, comme leur est advenu que Dourlans leur a donné moien de sursprendre Amiens, outre que lesdites places servent d'une bonne frontière à leur Pais, & couvrent fort leurs autres places. Ils nous ont dit que nous sommes avertis des bruits que les Hollandois font semer parmi eux, & par lettres supposées, & par autre moien que le Roi T. C. les a asseurez qu'il les aura toujours en sa protection, & ce qu'il traitoit maintenant, n'estoit seulement que pour recouvrer les places, étans bien avertis que telles inventions des Hollandois mettoient l'esprit du Cardinal Albert en un merveilleux soupçon & défiance de nous, à quoi il estoit confirmé par tous les Espagnols qui sont près de lui, auxquels déplait grandement de voir ce demembrement de Pais-Bas d'avec la Couronne d'Espagne.

Nous résolûmes qu'il estoit trop dangereux d'augmenter ce soupçon par le refus d'une chose que d'ailleurs nous leur accordions, sinon si expressement, pour le moins en telle sorte que sans user de cavillation nous n'eussions pu dire de n'avoir accordé & promis, soit pour nous referer en ce fait au précédent Traité, sans insérer l'Article en celui-ci, soit pour dresser l'Article en paroles un peu plus couvertes. Et pour cette cause avons jugé que sections une trop grande faute au service du Roi, de refuser l'expression d'une chose que nous ne pouvions nier avec vérité y estre comprise & devoir estre accordée, n'estant possible que l'on se persuade que l'on fasse Paix avec un Prince, pour souffrir que dans deux mois après il lui renouvelle la guerre, nous remonstrans sur ce, que s'il faut faire la Guerre, ils sont résolus de la faire, estans & demeurans fortifiez desdites Places, & non pas affoiblis par la restitution d'icelles. Aussi ont remonstré que nous ne devions pas estimer que si le Roi notre Maître aidoit leurs ennemis contre eux, qu'ils soient deliberez de le laisser en repos, afin qu'il aie plus de moien de secourir de ses forces ceux qui leur font la guerre.

Ces raisons nous ont fait juger que cette dispute estoit trop dangereuse, & ne pouvoit servir qu'à les mettre en défiance du Roi, & estre cause que sa Majesté demeurât frustrée de la restitution d'un si grand nombre de Places, & leur avons en cela accordé ce qu'avec raison on ne pouvoit débattre. Nous eussions désiré de pouvoir satisfaire au désir du Roi d'abreger le temps de la restitution de Blavet & de Calais, mais étans choses traitées & résolues après longues disputes, les Deputés d'Espagne ne se sont voulu départir de ce qui avoit esté écrit, re-

montrons qu'il seroit fort difficile d'avancer le temps, qu'ils feront volontiers ce qu'ils verront se pouvoir faire pour s'accommoder au desir du Roi, mais qu'ils ne se veulent obliger à à chose que peut-estre ils ne pourroient. Et pour le regard de Blaver ils se mettent en devoir de contenter sa Majesté retranchant la Garnison, suivant l'ordre qui sera donné par Monsieur le Cardinal Archiduc, dont le Roi fera averti.

Monsieur le Legat a fait grande instance que Monsieur le grand Duc de Toscane fut mis au Traité après les Venitiens, sa Majesté nous a fait entendre que son intention est qu'il soit mis en lieu honorable. En cela nous nous sommes trouvez fort empêchez, non de satisfaire à ce qui nous est ordonné par le Roi; car nous ne nous départirons jamais de ses commandemens, mais comme nous pourrions contenter mondit Sieur Legat qui nous en parle & écrit avec beaucoup de passion. Nous avons considéré qu'au Traité de l'an 1559. Monsieur de Lorraine precede Monsieur de Savoie, lequel par Sentence du Pape precede le grand Duc de de Toscane, nous n'avons seu prendre résolution que de suivre l'ordre du Traité precedent & avons répondu à Mr le Legat, que ce n'est pas à nous à donner ni ôter le rang aux Princes, que nous laissons les choses comme nous les avons trouvées, les Deputez d'Espagne en ont usé comme nous.

Nous avons suivi ce qu'il a plû au Roi nous commander, touchant le Seigneur de Sedan, & n'avons spécifié la Maison de la Mark. Celui qui se trouvera Seigneur de Sedan sera compris, si ceux de la Maison de la Mark s'en plaignent, il y a une Clause au Traité, en vertu de laquelle, s'il plaira au Roi on les y fera comprendre dans six mois.

Parmi les compris au Traité, nous avions employé la Ville de Geneve avec les autres Confederez des Suisses. Les Deputez d'Espagne ont dit qu'ils ne pourroient ni oseroient signer le Traité, où ladite Ville seroit comprise.

Nous avons remontré qu'ils ne font difficulté de signer le Traité où sont compris ceux de Zurich, de Berne, de Bâle, de Schaffousen, & les Princes Electeurs qui sont de même Religion, ils ont dit qu'eux-mêmes les y comprennent; Mais pour le regard de ladite Ville qu'ils nous prioient de les excuser, car ils ne le pouvoient faire, Monsieur le Legat s'est en cela tellement formalisé que sans doute il se fut départi d'avec nous, plutôt que d'accepter la garde de ce Traité, comme nous estions d'accord qu'il seroit. Ce fait nous a mis en une peine extrême; car nous demandions chose raisonnable, mais qu'en façon du monde il n'a esté en nôtre pouvoir d'obtenir.

Nous leur avons dit, Qu'estans ceux de Geneve Confederez aux Cantons des Suisses qu'on ne pouvoit nier qu'ils ne fussent compris en la clause generale, où nous comprenons tous leurs Confederez. A cela ils ne nous ont pas contredits, & avons signé le Traité comme il est, prévoyans assez que Monsieur le Legat qui le devoit avoir entre ses mains, ne faudroit d'en avertir incontinent le Pape, dont pourroit avenir que le Roi se trouveroit de nouveau chargé d'une facheuse crierie. Et afin que ceux de Geneve n'estiment que nous n'ayons pensé à eux, nous avons ôté du Traité les noms des autres Confederez, qu'on ne peut douter qu'on ne soit entendu qu'ils soient & doivent estre compris. Monsieur le Legat en recevant ledit Traité nous a mis en une autre peine; car ce bon homme qui est scrupuleux, nous a dit que le Pape intervient en ce Traité, qu'il craint de faire chose dont sa Sainteté soit offensée, si l'on y comprend ceux qui sont separez de l'Eglise. Il a longuement insisté sur ce fait, tellement qu'enfin nous avons esté contraincts de lui dire que ce Traité se rompra plutôt que nous confessions d'en fermer les anciens amis de la Couronne, & qu'en aiant de tout temps esté usé de la sorte par nos Rois, & par les Empereurs, qu'il ne falloit pas attendre que pour chose que ce soit nous nous départions des ordres anciens de cette Couronne. Enfin ce bon Seigneur s'est paicé de raison, & a receu le Traité pour le garder selon qu'il a esté resolu entre nous. Si ceux de Geneve demanderont à S. M. une Declaration, contenant qu'elle entend qu'en la Clause generale qui comprend tous les Confederez des Suisses, ils soient compris, nous estimons qu'elle la leur pourra accorder, & qu'ils auront occasion de s'en contenter.

Contrat de Mariage d'Henri , Prince de Lorraine , Duc de Bar, avec Madame Caterine de France, sœur unique du Roi Henri IV. A Monceaux le 5. aoust 1598.

FURENT presens & comparurent, Tres.haut, tres-excellent & tres-puissant Prince, Henri, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, en son nom & comme stipulant en cette partie pour haute & puissante Princesse, Madame Caterine de France & de Navarre, sa sœur unique, d'une part ; & les deputez & procureurs de tres-excellent & puissant Prince, Charles, Duc de Lorraine, de Calabre, de Bar, & de Gueldre, Marchis, Marquis du Pont & Comte de Vaudemont, de Blamont, & de Zutphen, fondez de lettres de procuration & nommez en icelles, données à Nancy le treizieme juillet 1598. signés Charles, & scellées du grand scel dudit Duc ; (desquelles lettres la teneur sera inserée à la fin de ces presentes) promettans de faire ratifier le contenu en icelles, d'autre : Lesquelles parties de leur bon gré consensirent & consentirent en la presence de Monsieur le Duc de Montmorency, Pair & Connétable de France, de Messieurs le Comte de Chiverny, Chancelier de France, & d'Ornano, Maréchal de France, & autres, avoir fait & font entre elles les traités, accord, convenances, doüaire, & choses ci-aprés declarées pour raison du mariage, qui au plaisir de Dieu, sera de brief fait & solennisé en sainte Eglise, de tres-excellent & puissant Prince, Henri, Prince de Lorraine & Duc de Bar, & de ladite Dame ; c'est à sçavoir, ledit seigneur Roi avoir promis & promet bailler par nom & loi de mariage ladite Dame sa sœur, à ce presente de son bon gré & consentement, audit sieur Duc de Bar, lequel assisté de Monsieur le Duc de Mercœur son cousin, a promis & promet comme fils-aîné & principal heritier presomptif dudit sieur Duc de Lorraine son pere, & comme tel accordé & reconnu par lesdits sieurs procureurs, la prendre à femme & épouse le plutôt que commodement faire se pourra, avec tous les droits successifs, tant paternels, maternels, que collateraux, qui lui peuvent appartenir, desquels Sa Majesté veut & entend lui être fait partage & delivrance dans un an prochainement venant. Et en outre, ledit seigneur Roi, pour témoigner de plus en plus à ladite Dame sa sœur, qu'il affectionne son bien comme un bon frere doit faire celui de sa tres-chere sœur unique, qu'il veut être mariée comme fille de France, a promis & promet en faveur dudit mariage futur, & pour à icelui parvenir, donner de sa pure grace & liberalité à ladite Dame sa sœur, la somme de trois.cens mille écus d'or soleil ; laquelle somme ledit seigneur Roi sera tenu & promet de paier & fournir audit sieur Duc de Bar futur époux, à trois termes également, sçavoir, est cent mille écus sol dans un an, à compter du jour que ledit mariage aura été solennisé ; autres cent mille écus dans un autre an après ensuivant ; & autres cent mille écus encore dans un an aussi ensuivant ; & ce sur les deniers des gabelles de sel, ou des rentes generales de Caen ou de Rouën, par preference à toutes autres assignations levées ou à lever. Et d'autant que ladite somme ne se baille comptant, ledit seigneur Roi veut & lui plaist paier & faire paier par chacun an audits futurs époux la somme de quinze

Lorraine.
1598.
5. aoust.

mille écus soleil de rente, qui est à raison de cinq pour cent, jusqu'au paiement desdits trois-cens mille écus d'or soleil, & ce des deniers provenans desdites assignations, lesquels il a spécialement obligez & hipotequez, & généralement tous & uns chacuns ses autres biens, au paiement d'icelle rente de quinze mille écus d'or soleil. Sera diminué par chacun an, au & raison que ladite somme de trois-cens mille écus ou partie d'icelle sera payée, à savoir de cent mille écus cinq mille écus d'or sol de rente; & de laquelle somme de trois-cens mille écus d'or soleil, ledit sieur Duc de Bar futur époux sera tenu & promet employer la somme de deux-cens mille écus d'or soleil en terres & seigneuries, qui sortiront nature de propre à ladite future épouse, pour elle, les hoirs, & aians cause; & les autres cent mille écus d'or sol, sortiront nature de meubles, & entreront en la communauté desdits futurs conjoints; Et en ce faisant, ledit sieur Duc futur époux a doté & doté ladite Dame, la future épouse, de la somme de vint mille écus de rente annuelle, à icelui dotuaire avoir & prendre, si-tôt & incontinent que dotuaire aura lieu, sur ledit duché & bailliage de Bar, ses appartenances & dépendances, tant & si avant que ledit bailliage se comporte; & où ledit bailliage ne pourroit porter ladite rente, ce qui s'en defaudra sera pris de proche en proche dudit duché, ou sur la saline de Dieuse, au choix & option de ladite future épouse, qu'il en a chargée, obligée, & hipotequée, charge, oblige, & hipoteque par ces presentes. En faveur duquel futur mariage a été accordé entre lesdites parties ce qui s'ensuit.

C'est à savoir, que lesdits futurs époux seront du jour de leurs épousailles uns & communs en tous les biens meubles qu'ils ont à present, & pourront avoir ci-après, & en tous & chacuns les conquests immeubles, qui seront par eux & chacun d'eux faits durant & constant ledit futur mariage, fors & excepté es meubles precieux & incorporez par les Etats du duché de Lorraine, du vouloir tant du feu Duc Antoine, que du Duc à present regnant, selon l'inventaire qui s'en trouvera fait; lesquels ne seront compris en ladite communauté. Et si ladite Dame survit ledit sieur Duc, son futur époux, elle jouira, sa vie durant, du châtél, manoir, & pourpris dudit Bar, qui lui sera laissé suffisamment garni de meubles pour sa demeure, sans qu'il lui en soit aucune chose preconté; & si aura & reprendra par preciput, pour elle & les siens, tous ses habits, bagues, & joiaux, dont sera fait présentement inventaire, sauf ceux dont ladite Dame aura disposé, desquels ledit inventaire sera déchargé.

Item. Si au jour de la dissolution dudit futur mariage, ledit emploi de ladite somme de deux-cens mille écus d'or sol ne se trouvoit avoir été fait, les deniers d'icelui seront pris par ladite future épouse, ou ses heritiers, si elle étoit decedée; & sera ladite somme fournie par ledit sieur Duc de Bar, ou ses hoirs, si il étoit decedé, sur les plus clairs & aparens biens dudit sieur Duc & futur époux, sans aucune confusion de part à ladite Dame future épouse, ni aux siens, payables à mêmes & semblables termes, qu'ils auront été reçus par ledit sieur Duc. Et en defaut de ce, ladite Dame, ou ses heritiers, auront & prendront rente sur lesdits biens, à raison de cinq pour cent, jusqu'à l'entier paiement desdits deux-cens mille écus.

Item. Si ledit futur époux predecedoit ladite Dame sa future épouse, elle pourra, si bon lui semble, renoncer au droit de communauté, & en ce faisant, reprendre tous & uns chacuns ses biens propres, terres, & seigneuries à elle apar-

tenans : & outre ladite somme de trois-cens mille écus d'or sol à elle donnée par ledit seigneur Roi, y compris ledit emploi de propre, avec tous ses habits, bagues, & joiaux, tant celles qu'elle a à présent, que celles qui lui auront été données, dont ladite Dame n'aura disposé, comme dit est, que les héritiers dudit sieur futur époux audit cas, seront tenus lui rendre & restituer avec fondie décaire, & jouissance de sa demeure audit château de Bar ; reprendra aussi ladite Dame tous les biens, qui durant & constant ledit futur mariage lui seront averus & échus par succession, donation de ses parens & amis, ou autrement, le tout franchement & quittement, sans être par elle tenuë à aucunes dettes de ladite communauté, encore qu'elle s'y fût obligée durant ledit mariage ; au cas toutefois qu'il n'y eût aucuns enfans dudit mariage lors vivans ; & s'il y avoit enfans, demeurera au cas de ladite revocation de ladite somme de trois-cens mille écus, la somme de cent mille écus non sujette à restitution.

Item. Semblablement si ladite future épouse predecède ledit sieur Duc de Bar son futur époux sans enfans dudit futur mariage lors vivans, icelui sieur Duc ne sera tenu rendre aux héritiers de ladite Dame, & ne pourra aussi lui demander que les deux-cens mille écus de propre, ou le remploi d'iceux : & les cent mille écus restans desdits trois-cens mille demeureront audit Sieur Duc futur époux pour les frais des noces, & autres qu'il aura à supporter, en rendant aussi par lui tous les biens propres appartenans à ladite future épouse, & ce qui lui sera échû par succession, donation, ou autrement ; ensemble les bagues & joiaux contenus en l'inventaire susdit, & dont ladite Dame n'aura disposé ; le tout franchement & quittement, sans être par lesdits héritiers tenus en aucunes dettes de ladite communauté encore que ladite Dame y eût parlé, comme dit est.

Davantage a été accordé, que si pendant & constant ledit mariage, ledit sieur Duc futur époux eût vendu, engagé, ou hipotéqué aucuns des biens propres appartenans à ladite Dame sa future épouse, la juste valeur d'iceux sera reprise sur les biens propres dudit sieur Duc de Bar, franchement & quittement, encore que ladite Dame ait prété consentement ausdites ventes, engagemens, ou alienations. Et d'autant que ledit sieur Duc de Bar futur époux ne jouït à présent d'aucuns biens, a été accordé, qu'il lui sera baillé par Monsieur le Duc de Lorraine son pere, en attendant sa succession, avec la qualité de Duc de Bar, pour son entretenement, & de ladite Dame sa future épouse, constant leur mariage, la somme de cinquante mille écus par an, à prendre sur les plus clairs deniers des rentes & revenus du duché de Lorraine.

Et à cette fin a été accordé, que les presens articles de mariage seront lolliez & ratifiez par Mondit sieur le Duc de Lorraine, tant pour l'article precedent, qu'au-tes contenu en cedit contrat ; à l'entretènement desquels il obligera tous & chacuns ses biens presens & à venir, dont les suscits procureurs seront tenus d'aporter ou envoyer dans deux mois audit seigneur Roi lettres de ratification en bonne forme. Car ainsi a été le tout dit, convenu, & expressement accordé en faveur dudit mariage, qui autrement n'eût été fait, nonobstant les us, stile, costumes à ce contraires, à quoi lesdites parties ont dérogé & déro- gent pour ce regard, promettant & obligant chacun endroit foi, & renonçant &c. Fait & passé au château de Monceaux en la présence de nous notaires & secretaïres de la Maison & Couronne de France, conseillers au Conseil d'Etat

du dit seigneur & secretaires de ses commandemens & finances, le cinquieme jour d'août 1598. Ainsi signé en la minute du present contrat, *Henri, Caterine, Henri de Lorraine, Philippe-Emanuel de Lorraine, J. de Harlai-Chanvalon, Jâques de Ligniville, Franc. Bardin, N. De Gleysenone.*

Ensuit la teneur de ladite procuration.

CHARLES, par la grace de Dieu Duc de Calabre, Lorraine, Gueldre, Marchis, Marquis du Pont-à-Mousson, Comte de Vaudemont, Blamont, Zutphen, &c. à nos tres chers & feaux les sieurs Jâques de Harlay, Chevalier, sieur de Chanvalon, Surintendant de nos affaires en France; Jâques de Ligniville sieur de Vannes, Gouverneur de Toul; François Birdin, Conseiller d'Etat, & Secretaire de nos commandemens, salut. Comme sur le mariage proposé de nôtre tres-cher & tres-amié fils Henri, Prince de Lorraine, Marquis du Pont-à-Mousson, &c. avec Madame Caterine de Bourbon, sœur unique du Roi Tres-Christien, nôtre tres-honoré seigneur & frere, les choies soient avenues à ce point, que d'aviser aux articles, paëtions, clauses & conditions, sous lesquelles il pourra & devra être traité, resous, & accordé, & à nous partant soit requis & besoin d'envoier & deputer personnes notables & pourvues de qualitez, & parties convenables à cet effet, pour tant en nôtre nom, que de nôredit fils, en conférer, traiter, & resoudre, tant avec Sadite Majesté, que tels seigneurs, qu'il lui plaira de commettre & deputer de sa part à même effet. Pour ces causes, étant jûdèment & de longue main, par beaucoup de bons effets & temoignages, asseurez de vos sens, discretion, integrité, capacité, experience, & sîsilarce, vous avons pour ce choisi, nommé, commis, député, & constitué, choisissons, nommons, mettons, deputons, & continuons nos procureurs speciaux, pour de nôtre part conférer avec Sadite Majesté, ou lesdits sieurs les deputez, des moïens propres & convenables, articles, paëtions, clauses, & conditions, sous lesquelles ledit mariage, Dieu le permettant ainsi, se pourra arrester, traiter, resoudre, & accorder avec eux & tous autres qu'il écherra en aians de Sadite Majesté charge & commission, comme vous vertez bon à faire; & du tout dresser & rediger par écrit, & signer articles, & en passer & accorder, en la forme pour ce requis & accoutumée pardevant personnes publiques, tous contrats & instrumens autentiques & nécessaires, tout ainsi & avec même valeur, puissance, & autorité, que nous-mêmes ou nôredit fils ferions, ou faire pourrions si presens en personne y étions; & pour asseurance de ce, que vous en ayez ainsi promis, traité, & accordé, obliger tous & chacuns nos biens, terres, principautez, & seigneuries, soit en général, ou hipoteque speciale, selon que par occurrence vous trouverez être requis; dont vous donnons tout pouvoir, charge, & mandement special par cestes: promettant en foi & parole de Prince, d'avoir à toujours pour agreable, & tenir ferme & stable, tout ce qu'ainsi par vous sera fait, geré, negocié, resous, arrestit & passé par contrat, sans aller, ni souffrir être alié au contraire; ains l'approuver & ratifier toutes les fois que besoin sera, sous l'obligation de noldits biens, terres & seigneuries; lesquelles à ces fins nous soumettons à toutes executions & contraintes de justice, telles que pour choses connues & jugées, nonobstant toutes choses qui faire pourroient au contraire,

auxquelles nous avons par exprès renoncé & dérogé, renonçons & dérogeons par cettcs. En foi & témoignage de quoi, & que telle est nôtre volonté, nous avons à icelles signées de nôtre main, & contresignées par l'un de nos secretaires d'Etat, fait mettre & apendre nôtre grand scel. Données à Nancy le 13. jour de juillet 1598. Signé, CHARLES; & sur le repli: Par son Altesse, M. PONNET. Et au bout dudit repli est écrit: *Registrata. Idem*, avec parafce, *pro C. Bonnet*. Et scellé à double queue pendante de cire rouge.

NOUS Charles, par la grace de Dieu, Duc de Lorraine, Bar, Gueldre, &c. declaron & reconnoissons par cettcs, que vû par nous & à plein entendu le contenu au contrat ci-devant transcrit passé à Monceaux, le cinquieme du present mois pardevant les Sieurs Ruzé & Potier, notaires & secretaires de la Maison & Couronne de France, conseillers au Conseil d'Etat du Roi Tres.Chretien, & secretaires de sedits commandemens & finances, entre Sa Majesté, tant en son nom, que comme stipulant en cette partie pour Madame Catherine de France & de Navarre sa sœur, d'une part; & les sieurs de Chanvalon, de Vannes, Bardin & de Gleyseroue, nos deputez & procureurs en vertu de nos lettres de procuration à eux à cet effet adressées, desquelles la teneur est inserée au pied dudit contrat, d'autre part; pour raison dudit mariage, qui au plaisir de Dieu, se devra de brieif solenniser de madite Dame avec le Prince nôtre fils, avons de nôtre certaine science & plein gré, en avéant, & agéant ce qui pour cet égard a été geré, traité, negocié, promis, & accordé en nôtre nom par noldits deputez & procureurs, loué, aprouvé, & ratifié, loüons, aprouvons, & ratifions ledit contrat avec toutes & chacuns les clauses, pactions, promesses, conventions, & conditions portées & declarées par icelui, selon leur forme & teneur, & tout ainsi que si elles étoient ici inserées & repetées de mot à mot; promettant en foi & parole de Prince, d'avoir à toujours pour agreable, ferme, & stable ledit contrat, sans contrevenir au contenu d'icelui, en sorte que ce soit, directement ou indirectement, sous l'obligation de tous nos pais, terres, seigneuries, & biens meubles & immeubles, presens & à venir. En foi de quoi, nous avons les presentes signées de nôtre main, & fait contresigner par l'un de nos secretaires d'Etat, à Nancy cejour-dui vint-cinquieme jour d'aoust 1598. Ainsi signé, CHARLES; & plus bas, M. BONNET.

*Declaration du Roi Henri IV. pour faire jouir Madame Catherine sa
sœur du titre & qualité de fille de France. Donné à Paris
le 27. janvier 1599.*

*Lorraine:
1599.
27. janvier.*

HENRI, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Nous avons eû de tout tems telle satisfaction de l'amitié & obissance, que nôtre tres-chere & tres-aimée sœur unique nous a rendue, que l'affection, à quoi la nature nous oblige envers elle, étant accrûe par les merites, nous a fait désirer de lui en rendre tous les témoignages que nous avons pû: même atant plû à Dieu nous élever à cette Couronne, nous avons estimé, que le lustre de nôtre dignité devoit aucunement

resplendir en elle, & se qu'étant sœur unique d'un Roi de France, fille d'un Roi de Navarre, & conjointe par mariage avec le fils-ainé d'un Prince souverain & d'une fille de France, nous étions obligés de lui conserver à l'avenir le rang éminent & dignité auguste, auquel elle a vécu depuis notre avènement par dessus toutes personnes de nôtre dit royaume: ce que nous avons pensé ne lui pouvoir mieux assurer, que par l'attribution & communication des privilèges & prerogatives pareils à ceux dont jouissent les Filles de France. A ces causes, & autres bonnes & grandes considérations a ce nous mouvans, & de l'avis d'aucuns Princes de nôtre sang, officiers de la Couronne, & autres grands & notables personnages de nôtre Conseil: Nous de nôtre propre mouvement, pleine puissance, & autorité royale, avons déclaré, voulu & ordonné, voulons, déclarons, & ordonnons, que nôtre dite sœur ores & à l'avenir jouisse des privilèges, autoritez, & prééminences, honneurs, prerogatives, & dignitez, dont ont accoutumé de jouir les Filles de France, devant, constant, & après leur mariage, tant en son nom & titre, rang, ordre & seance, qu'en toutes autres choses, & à l'égard de toutes personnes telles qu'elles soient, sans qu'elle puisse y être aucunement troublée & empêchée, sous quelque prétexte & couleur que ce soit. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les gens tenans nôtre Cour de Parlement à Paris, que nos presentes lettres ils fassent enregistrer, & du contenu en icelles pleinement & paisiblement jouir nôtre dite sœur. Car tel est nôtre plaisir. Donné à Paris le vint-septieme jour de janvier, l'an de grace 1599. & de nôtre regne le dixieme. Ainsi signé, HENRI. Et sur le repli: Par le Roi, R. U. Z. Et scellé du grand sceau de cire jaune à double queue. Et encore sur le repli desdites lettres est écrit: Registrées, ouï & consentant le Procureur General du Roi, pour jouir par ladite Dame impetrante de l'effet & contenu en icelles. A Paris en Parlement le seizieme fevrier, l'an 1599. Signé, VOISIN.

Sentence de dissolution du mariage du Roi Henri IV. avec la Reine Marguerite de France, Duchesse de Valois. A Paris le 17. decembre 1599.

France. Dissolution de mariage.

1599.

17. decembre.

FRANCISCUS tit. sancti Petri ad vincula S.R.E. Presb. Cardin. de Joyosa nuncupatus; Horatius Montanus, Archiep. Arclaten. & Gaspar, Episc. Mutinensis, SS. D.N. Clementis divina providentia Papæ VIII. & S. Sedis Apostolicæ in Regno Franc. Nuntius, judices à SS. D.N. delegati in causa nullitatis & dissolutionis matrimonii inter Henricum IV. Franc. & Navarr. Regem Christianiss. ex una; & sereniss. Reginam Margaretam, à Francia Valesiz Ducem, claræ memoriæ Henrici II. Francorum Regis Christianiss. filiam, respective actores, nullitatem, & dicti matrimonii dissolutionem requirentes; & nobilem & egregium Carolum Faye, Presbyterum, Abbatem Commendatarium Monasterii S. Fulciani in parochia Ambianensis diocesis, Canonicum Ecclesiæ Parisiensis, & in supremo Parisiorum Senatu consiliarium clericum, reum, quem in hac causa pro promotore nostro elegimus, partibus ex altera.

Vilis per nos & maturè inspectis literis apostolicis super dicti matrimonii nulli-

tate à SS. D.N. concessis sub datâ Romæ apud S. Marcum 8 Kal. octobr. ann. Dom. 1599. quibus prædictæ litis seu causæ instructio & certa decisio sub hac clausula, (ut vos, aut si aliquis vestrum legitimè impeditus interesse nequiverit, saltem duo ex vobis, ex quibus tu frater Episcopo, noster & Apostolicæ Sedis Nuntius, unus semper sis, & esse debeas;) nobis ea lege committitur, ut si per inquisitiones & informationes dictam Reginam Margaretam ab initio per vim & metum, qui saltem in fœminam constantem cadere posset, matrimonium cum dicto Henrico IV. Rege contraxisset, & postea dicto metu, ipsius causa adhuc durante, ab eodem Henrico discessisset & per 14. continuos annos seorsum ab ipso mansisset, & ad hunc usque diem manere, vel dispensationem super tertio consanguinitatis gradu, quo prædicti Henricus & Margareta reperiuntur conjuncti, à Sede Apostolica obtentam ignorasse, illam non accepisse, nec de novo in dictum matrimonium consensisse, vel cognitionem spiritualem plenius ibi enarratam & declaratam inter dictos Henricum & Margaretam intercessisse legitimè constaret, prædictum matrimonium juxta factorum canonum dispositionem nulum & invalidum fuisse & esse pronunciaremus; & tam Henrico, cum alia muliere; quàm Margareta prædictis, cum alio viro, matrimonii contrahendi libertatem autoritate apostolica concederemus: instrumento diei 15. octobr. anni prædicti 1599. dictarum litterarum apostolicarum præsentationem per prædictorum Henrici Margaretae procuratores, & dictarum litterarum apostolicarum comprobationem postulantes & requirentes, nobis factam continente: decreto nostro sub data 19. octobris anni prædicti officiariorum nostrorum ad præsentis litis instructionem necessarium creationem & provisionem, videlicet nobilium & egregiorum prædicti Caroli Faye, Georgii Louët, Presbiteri, Abbatis Commendatarii omnium Sanctorum in civitate Andegavensi, Canonici & Archidiaconi majoris Ecclesiæ Andegavensis, in supremo Parisiorum Senatu consilarii clerici, pro promotore & scriba; Magistri Christophori Rossignol, publici S. Sedis Apostolicæ Curiaque Episcopalis Parisiensis notarii, pro notario; Baptista Ponart, & Guillelmi Charton, pro apparitoribus nostris, & palatii dicti illusterrimi dom. Cardinalis pro nostræ jurisdictionis exercitio electionem, & dictorum promotoris, scribae, notarii, & apparitorum, juramenti præstationem continente: decreto prædictæ diei 19. octobris, quo prædictos procuratores litteris mandare facta seu rationes, positiones seu articulos ab ipsis positos, & promotori nostro intra triduum communicare, darique dictis partium procuratoribus dictarum litterarum apostolicarum exemplum à scriba & notario nostris subsignatum statuimus: scripturis dictorum Henrici Regis & Margaretae, factis, positionibus: seu articulis: interlocutorio nostro decreto sub data 29. octobris anni prædicti, quo super, contentis in certis factis, seu articulis, tam dictis litteris apostolicis, quàm dictarum partium positionibus seu scripturis dependentibus, & qui ex eis per nos desumerentur, plenius tam per litteras & instrumenta, quam per testes idoneos & integræ fidei à promotore nostro nominandos, ex officio inquirendum fore, dictosque testes examinari, & super aliis factis, seu articulis, ex eisdem litteris apostolicis & partium scripturis, seu positionibus, desumendis, Henricum Regem, & Margaretam à Francia prædicta: per nos, aut judices à nobis in partibus subdelegandos, interrogari debere decrevimus, & ipsos partium procuratores simul & promotorem nostrum producere statuimus: interrogatoriis, seu responsis datis super interrogationibus, tam per nos prædicto Henrico Regi in Castro Regio hujus civitatis Parisiensis, die 12. mensis novembris dicti anni, quam per nobilem & egregium

Joannem Bertier, Presbiterum Ecclesiæ Tolosæ Canonicum & Archidiaconum, & Cleri Franciæ Syndicum generalem, à nobis in hac parte cum dicto Christophoro Rossignol notario nostro subdelegatum, Reginæ Margaritæ in Castro Ullonenſi, die 17. prædicti mensis novembris factis: inquisitione ex officio super contentis in dictis articulis per nos in hac civitate Parisiensi facta: instrumento à scriba & notario nostris per nos in hac parte subdelegatis confecto, sub data septimæ & octavæ dierum decembris anni prædicti, quo constat dictam dispensationem super tertio consanguinitatis gradu concessam, apud acta Curie Episcopalis Parisiensis & secretariatus reverendissimi dom. Episcopi Parisiensis registratam, & in registris expeditionum, causarum, provisionum & dispensationum consignatam, seu insinuatam, & prædicto reverendissimo D. Episcopo Parisiensi, aut suis Vicariis generalibus, seu officialibus, oblatam & præsentatam non fuisse: partium productionibus: decreto nostro sub data diei 9. hujus mensis decembris, quo dictam inquisitionem ipsi partium procuratoribus consentientibus & probantibus judicandam recepimus, & dictas partes ad producendum, contradicendum, & contradicta dissolvendum, intra triduum pro omni & peremptoria dilatione admisimus, ut testium examinationibus, seu inquisitionibus, & prædictorum Henrici Regis & Margarete productionibus promotori nostro communicatis, quod nobis justum videretur decerneremus, & actum dicto promotori se pro omni productione conclusiones suas, & partium procuratoribus nullas contra prædictas testium examinationes nullitatis causas producere velle dedimus, diemque tam dicto promotori, quam partium procuratoribus, ad audiendum jus diximus: promotoris nostri conclusionibus: decreto nostro sub data diei 13. præsentis mensis decembris, quo dicto promotori, & partium procuratoribus, nec contradicere, nec quid suis productionibus addere, nec aliud in præſenti lite peragere velle, sed in causâ concludere declarantibus, actum dedimus, & prædictam causam his requirentibus: & nobis supplicantibus sic perfectè instructam per nos judicari statumus: iisque omnibus accuratè & ad amissum consideratis & examinatis: viso denique toto processu super hoc confecto, & inspectis & maturè consideratis omnibus de jure considerandis, Dei nomine invocato, à quo cuncta recta judicia ptoleunt, per hanc nostram definitivam sententiam, quam in his scriptis fecimus autoritate apostolica vallati, asserimus, pronunciamus, & declaramus matrimonium aliàs de anno Dom. 1572. contractum ac etiam consummatum inter præſatum Henricum IV. Christianiss., Franc. & Navarr. Regem, & sereniss., Reginam Margaretam à Francia, Valentiæ Ducem, nullum & invalidum, & idè de eo nullam rationem haberi debere, utpote non celebratum cum debitis S. R. E. solemnitatibus, ac aliis necessariis de jure requisitis ad validitatem matrimonii, & propterea licitum esse imposterum tam prædicto Henrico IV. Christianiss., Franc. & Navarr. Regi, quam prædictæ serenissimæ Reginæ Margarete, ad alias nuptias transire, eorumque utrique liberam facultatem esse aliis se in matrimonium conjungere: servata tamen in reliquis sacri Concilii Tridentini formâ, & ita meliori modo quo possimus, dicimus, pronunciamus, & teniamus. *Fr. Card. de Jyense; Horatius Montanus, Archiep. Arelaten. & Commiss. Apostol. Gaspar, Episc. Autun. Nunt. & judex deleg.*



CONTRAT DE MARIAGE DU ROY

*Henry IV. & de Marie de Medicis, Princesse de
Toscane, passé à Florence le 26. Avril 1600.*

AU NOM DE DIEU le Createur. Soit notoire à tous, comme ainsi soit qu'il ait cy-devant esté traité du Mariage d'entre Tres-Haut, Tres-Puissant & Tres-Excellent Prince Henry IV. Roy de France & de Navarre, & la Serenissime Princesse Marie de Medicis, fille de Serenissime Prince François, Grand Duc de Toscane, & Serenissime Princesse Jeanne Archiduchesse d'Autriche, & née Reine d'Hongrie & de Bohême, & Niece de Serenissime Prince Ferdinand, à présent Grand Duc de Toscane; & que les intentions s'estans trouvées conformes pour effectuer ledit Mariage en l'honneur de Dieu & intention de servir à sa gloire, il soit besoin de convenir d'aucunes conditions, comme il est accoustumé en telles affaires: Pour ce est-il que l'an de la Nativité de Nostre Seigneur Jesus-CHRIST mil six cent, le 26. jour d'Avril en la Ville de Florence au Palais de Pity, pardevant moy Belizary Unita, Chevalier de Saint Estienne, & Premier Secrétaire d'Etat de mondir Seigneur le Grand Duc, en presence de Tres-Illustre & Tres-Reverend Charles de Putheo, Archevêque de Pise, & Tres-Illustre & Tres-Excellent Seigneur Dom Virginio Ursino, Duc de Bracciano, témoins pour ce appelez.

Furent presents en leurs personnes, c'est à sçavoir pour & au nom de Sadite Majesté Tres-Chrestienne, Messire Nicolas Brulart, Chevalier Seigneur de Sillery, Conseiller de Sadite Majesté en ses Conseils d'Etat, & son Ambassadeur à Rome, suivant le pouvoir à luy donné par Lettres Parentes de Sa Majesté données à Paris le sixième jour de Janvier mil six cent. Signées par le Roy, & plus bas, DENEUVILLE, & scellées du grand Sceau de Sadite Majesté; lesquelles Lettres contenant ledit pouvoir, ont esté exhibées, & sera la Copie transcritte en fin des Presentes. Et ledit Serenissime Prince Ferdinand, Grand Duc de Toscane, stipulant, promettant & acceptant, tant pour luy, que pour ladite Serenissime Princesse sa niepce, lesquels d'un commun consentement ledit Seigneur de Sillery usant du pouvoir à luy donné, ont traité, conclud & arresté les articles & conventions qui ensuivent. Premièrement ledit Seigneur Grand Duc a promis & promet bailler en nom & loy de Mariage ladite Serenissime presente de son bon gré, vouloir & consentement, comme elle a déclaré audit Seigneur Roy Tres-Chrestien: lequel semblablement a promis & promet par ledit Seigneur de Sillery de prendre à femme & loyale épouse ladite Serenissime Princesse selon les Loix & Coustumes de l'Eglise, le

A

2

plustost que faire se pourra : Et dès à present promet d'ordonner personnage de sa qualité requise avec pouvoir suffisant pour en son nom & comme Procureur de Sa Majesté épouser par paroles de present ladite Serenissime Princesse, & attendant qu'avec la presence des Parties le Mariage puisse estre confirmé & solemnisé en la face de nostre Mere Sainte Eglise, pour en recevoir ses saintes BenediCTIONS.

En faveur & contemplation duquel Mariage ledit Seigneur Grand Duc, tant pour la singuliere affection qu'il porte à ladite Serenissime Princesse sa niepce, que pour la Dignité & Maison où elle est issuë, a promis & promet bailler en dot à ladite Serenissime Princesse la somme de six cent mil escus d'or de sept livres & demie, chacune monnoye Florentine, desquels ledit Seigneur Roy a déjà receu deux cent cinquante mil écus payez & nombrez entre les mains du Trésorier de son Espargne, & quatre autres trois cent cinquante mil escus restans seront aussi payez en deniers comptans en la Ville de Marseille ou Lyon, lors que le Mariage sera confirmé & solemnisé, comme il a esté dit cy-dessus.

Ledit Seigneur Grand Duc a aussi promis & promet de faire conduire ladite Serenissime Princesse sa niepce, comme il convient à Prince de telle qualité jusques en la Ville de Marseille : Et outre ce luy donnera bagues, joyaux & autres meubles precieux de valeur convenable à la Dignité de Sa Majesté, & à la Maison dont ladite Princesse est issuë.

Et moyennant ce que dessus a esté accordé que ladite Serenissime Princesse renoncera aux successions de ses pere & mere en la meilleure forme que faire se pourra, pour la satisfaction & contentement dudit Seigneur Grand Duc son oncle ; & à cette fin sera autorisée ladite Princesse, & ladite renonciation confirmée par ledit Seigneur Roy quand requis en sera ; & dès à present ladite Dame Princesse reconnoissant de bonne foy que moyennant ledit dot, bagues & meubles precieux qui luy seroient donnez, elle est liberalement & abondamment satisfaite de tout ce qui luy pourroit appartenir pour sa part & portion de ses pere & mere : de son bon gré, pure & simple volonté a renoncé & renonce au profit dudit Serenissime Duc & de ses descendants mâles, ou de ceux qui auront droit & cause dudit Seigneur Grand Duc en quelque degré & qualité qu'ils puissent estre, à tous drois, noms, raisons & actions qu'elle pouvoit pretendre en quelque sorte & maniere que ce puisse estre, à cause desdites successions paternelles & maternelles, desquelles en temps que besoin seroit, ladite Serenissime Princesse a fait cession & transport audit Serenissime Grand Duc & à ses descendants comme dessus.

Et pour assurer ladite somme de six cent mil escus baillée en dot, soit en cas de restitution si elle y échet ou autrement, a esté convenu que certaines Terres & Domaines seront baillées & assignées, pour estre spécialement obligées & hypotequées à la seureté & restitution.

de ladite somme , sans que par l'obligation speciale il soit dérogé à la generale, ny au contre, en sorte que par ce moyen lesdits deniers puissent estre asseurez au contentement audit Serenissime Grand Duc , ou de ceux qui auront charge de son Altesse, pour estre restitués à ladite Serenissime Princesse ou à ses heritiers , comme il sera dit cy - après , avec l'interest de cinq pour cent , qui commencera à avoir cours du jour que ladite somme aura deu estre payée & restituée.

Ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien assignera ou constituera à ladite Serenissime Princesse sa future Epouse pour son Douaire vingt mil écus d'or de rente par chacun an , qui seront assignez sur Terres & Domaines avec Jurisdiction , dont le principal lieu aura titre de Duché , & les autres de proche en proche jusques à la somme de vingt mil écus d'or par chacun an , desquels lieux ainsi baillez & assignez ladite Serenissime Princesse future Epouse jouïra par ses mains & autorité , ou par ses Commis & Officiers avec la Jurisdiction comme dessus ; & si aura la permission de tous Offices vacans , comme ont accoustumé d'avoir les Reines de France , bien entendu que lesdits Offices seront baillez à naturels François , ensemble la charge & administration desdites Terres , suivant les us & coustumes du Royaume de France : Duquel Douaire ladite Serenissime Princesse commencera d'entrer en jouissance , si-tost que Douaire aura lieu , pour en jouïr sa vie durant , soit qu'elle veuille demeurer au Royaume de France ou ailleurs.

Donnera aussi ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien à ladite Serenissime Princesse bagues & joyaux , selon qu'il convient à la Dignité d'une Reine de France , qui luy demeureront propres , pour en pouvoir disposer par ladite Serenissime Princesse , comme de chose à elle appartenant en cas qu'elle survive , & non autrement , comme il sera dit cy-après.

Et pour l'entretennement de ladite Serenissime Princesse future Epouse Reine de France pendant son Mariage avec ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien , Sa Majesté fera dresser estat des Officiers & Serveurs pour sa Maison : & pour le service de ladite Serenissime Princesse , & à la grandeur d'une Reine de France , & pour fournir aux frais dudit entretennement , sera ordonné telle somme qu'il appartiendra , laquelle sera assignée sur l'Espagne , pour estre payée de trois mois en trois mois , suivant l'ordre qui a esté observé pour les Reines de France.

Et en cas de dissolution du Mariage par la mort de ladite Serenissime Princesse sans aucuns enfans , ledit Seigneur Roy fera rendre & restituer audit Seigneur Grand Duc , ou à qui il sera par luy ordonné les bagues & joyaux à elle donnez selon l'inventaire qui en sera fait , en cas toutesfoi qu'elle n'en ait disposé , ensemble la somme de quatre cent mil écus , qui sont les deux tiers de six cent mil écus payés pour ledit dot ; sinon que Sa Majesté aime mieux jouïr de la somme entiere sa vie durant , auquel cas ladite somme de six cent mil écus sera entierement restituée après la mort de Sadite Majesté.

Et si ladite Serenissime Princesse délaissoit enfans procréés dudit Mariage , lesdits enfans succederont à tous les biens , tant meubles qu'immeubles à elle délaissez , & qui luy pourroient appartenir , & seront divisez entre-eux selon les us & coustumes de France.

Mais en cas que la dissolution dudit Mariage fut advenue par la mort précédée dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien , survivant à luy ladite future Epouse , soit qu'il y ait enfans ou non dudit Mariage , ladite Serenissime Princesse future Epouse reprendra entierement tout sondit dot , bagues & joyaux par elle portez , & outre celles qui luy auroient esté données par ledit Seigneur Roy , hormis toutesfois les bagues de la Couronne , qui se baillent comme en garde & dépost aux Reines de France ; & en cedit cas joüira semblablement ladite future Reine de son Douaire , comme il est dit , & de tout ce que dessus , soit qu'elle demeure en France , ou qu'elle se retire ailleurs , ce qui demeurera en sa liberté.

Toutes lesquelles choses , articles & conditions cy-dessus ont esté traitez , conclus & arrestez pour & au nom dudit Seigneur Roy Tres-Chrestien par le Sieur de Sillery ; & par ledit Serenissime Grand Duc de Toscane , tant en son propre & privé nom , que pour ladite Serenissime Princesse future Reine. Promettent lesdites Parties de garder & accomplir le tout de point en point & de bonne foy , sans y contrevenir directement ou indirectement en aucune maniere , & ont promis faire fournir toutes les procurations & expéditions nécessaires pour l'accomplissement de ces Presentes.

Ainsi signé MARIA DE MEDICIS , prometo come Sopra.
FERD. GRAN DUCA DI TOSCANA , B A U L A R D.



1907



